



Du quartier à la politique instituée. Émergence de leaderships localisés dans les quartiers populaires du Costa Rica

Camille Floderer

► To cite this version:

Camille Floderer. Du quartier à la politique instituée. Émergence de leaderships localisés dans les quartiers populaires du Costa Rica. Science politique. INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES D'AIX-EN-PROVENCE- AIX-MARSEILLE UNIVERSITE 2018. Français. NNT: . tel-01828178

HAL Id: tel-01828178

<https://hal.science/tel-01828178v1>

Submitted on 3 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES D'AIX-EN-PROVENCE
AIX-MARSEILLE UNIVERSITE

Du quartier à la politique instituée

Émergence de leaderships localisés dans
les quartiers populaires du Costa Rica

THESE

Pour l'obtention du grade de Docteur en Science politique
Doctorat Aix-Marseille Université

Présentée et soutenue publiquement par
Camille FLODERER

Le 26 janvier 2017

Sous la direction de
Stéphanie DECHEZELLES
et **David GARIBAY**

JURY

Jean-Louis BRIQUET, Directeur de recherche CNRS, CESSP

Stéphanie DECHEZELLES, Maître de conférences, IEP d'Aix-en-Provence (Co-directrice)

David GARIBAY, Professeur des universités, Université Lyon 2 (Directeur de thèse)

Camille GOIRAND, Professeure des universités, Institut des Hautes Études d'Amérique latine (Rapporteur)

Antoine ROGER, Professeur des universités, Sciences Po Bordeaux (Rapporteur)

Résumé

Résumé. Le Costa Rica s'est construit comme une société homogène, de classes moyennes, sans valorisation ni représentation des classes populaires. Dans les discours savants comme dans le champ politique, la faible représentation des couches inférieures des classes populaires y est généralement expliquée par leur atomisation. Incapables de se retrouver autour d'intérêts collectifs, ces groupes ne pourraient exister collectivement dans l'espace politique institué. Prenant le contre-pied de ces analyses, cette thèse interroge l'émergence de porte-parole et leur accès à la politique instituée à travers l'étude de carrières de dirigeants de deux quartiers populaires à San José. En l'absence d'une structuration de type clientélaire ou corporative, ces dirigeants sont généralement considérés comme des acteurs isolés ayant tout pouvoir sur une clientèle de voisins apathiques. Or, leur leadership repose sur la prégnance de liens personnalisés et localisés, entretenus par des formes d'échange de biens et de services, qui viennent alimenter des logiques d'unification. Afin de résoudre les problèmes locaux, les dirigeants s'attachent en effet à mettre en forme, voire à susciter, des attentes autour desquelles leur voisinage peut se retrouver. Leur action se déroulant hors de structures d'encadrement et de mobilisation préétablies, leur position est cependant très précaire. Face aux échecs récurrents des projets dont ils se font les porteurs et à la position inconfortable que cela leur vaut vis-à-vis de leur groupe, certains dirigeants peuvent parfois tenter de poursuivre leur engagement dans l'espace politique institué. Toutefois leur entrée en politique est rendue difficile par le fait que les partis politiques opèrent une gestion des carrières militantes peu favorables à des groupes populaires aujourd'hui disqualifiés. Ainsi, en privilégiant une analyse « par le bas » et une observation de type ethnographique des modalités d'action des dirigeants des quartiers populaires, cette thèse entend contribuer à l'analyse des formes d'engagement et de politisation populaires qui peuvent se dérouler à la marge de la politique instituée.

Mots clefs : représentation politique - classes populaires - engagement - politisation - intermédiation - porte-parolat - partis politiques

Summary. In academic discourse as much as in the political field, the poor representation of the lower classes of Costa Rican society is generally attributed to the fact that they are dispersed. Unable to gather into communities of interest, these groups could not exist collectively in the political field. Taking an opposite position to these analyses, this thesis investigates the emergence of spokespersons and their access to the political field by studying the neighbourhood's leaders' careers. These leaders are generally considered to have all power over a clientele of apathetic neighbours. However, if their leadership relies on the strength of personalised and localised ties, made and kept by a range of exchanges of goods and services, this investigation sheds light on processes of unification. In order to resolve local problems, the leaders focus on rationalising, even perhaps inciting needs that their neighbours can rally behind. Faced with regular failure and the subsequent uncomfortable position this leaves them in, some leaders can attempt to pursue a career in the political establishment. However, their entry in politics is particularly difficult due to the political parties who manage political careers and are not in favour of urban working class groups. Through a bottom-up approach, this thesis contributes to the analysis of the forms of political engagement and the politicization of the lower classes, which can happen on the margins of the political field.

Keywords: political representation - popular politics - engagement - politicization - intermediation - working class - spokesperson - political parties - Costa Rica

Remerciements

Par leur soutien et leurs conseils, de nombreuses personnes ont contribué à la réalisation de cette thèse. J'aurais d'abord voulu remercier Daniel van Eeuwen pour avoir accepté de diriger cette thèse et m'avoir aiguillée durant les premières années de cette recherche. Mes remerciements vont également à Stéphanie Dechezelles et à David Garibay qui ont repris le « le flambeau » suite au départ prématuré de Daniel. Cette thèse n'aurait pas vu le jour sans leur soutien. Leurs relectures avisées et exigeantes ont été cruciales dans la réalisation de ce travail.

Je tiens en outre à remercier les membres du laboratoire du CHERPA et notamment son service administratif et ses directions successives pour le soutien dont ma recherche a bénéficié tout au long de ces années. Je remercie en outre l'équipe enseignante de l'IEP d'Aix de m'avoir accordé sa confiance dans mes premiers pas d'enseignante. Cette thèse doit également beaucoup aux doctorants du laboratoire et aux collègues ATER. Layla Baamara, Elodie Bordat, Léa Lemaire, Elen Lechêne, Wissam Al Nasser, Julie Métais, Marine Poirier et bien d'autres encore ont contribué par leurs conseils et leur présence amicale à la réalisation de ce travail.

Je suis également reconnaissante aux nombreux chercheurs qui ont discuté certains de mes communications et de mes articles. Leurs conseils et leurs critiques ont été essentiels dans l'avancée de mes recherches. À ce titre, je tiens à remercier les collègues du collectif SPEL Paca et en particulier Nicolas Maisetti, Cesare Mattina et Julie Rannoux. Nos débats animés sur le clientélisme marseillais ont nourri certains des développements de cette thèse.

Cette thèse m'a amenée à faire de nombreuses escales au Costa Rica. Cela n'aurait pas été possible sans l'hospitalité d'Ana, Caty, Lety et du reste de leur famille. *Gracias por todo*. Comment ne pas remercier en outre « Leticia », « Olfran », « Yolanda » et tous les ceux que j'ai eu l'occasion d'interviewer et d'accompagner lors de mon enquête à Rincón Grande et à Carpio. Qu'ils soient ici remerciés du temps qu'ils ont dépensé sans compter pour répondre encore et encore à mes questions et pour la confiance qu'ils m'ont accordée.

Enfin, cette thèse n'aurait pas vu le jour sans les proches, famille et amis, qui m'ont épaulée tout au long de cette recherche par leur présence chaleureuse et leurs encouragements. Dans les derniers mois d'écriture, certains ont même poussé leur soutien jusqu'à relire des parties de cette thèse et je leur en suis particulièrement reconnaissante. Merci donc à Margaïd, Jean-Marie, Olivier, Chantal, et en particulier à Julien, pour leur soutien. Ils sont pour beaucoup dans l'achèvement de cette thèse.

Sommaire

Résumé	3
Remerciements	4
Sommaire	5
Liste des sigles et acronymes	8
Introduction générale	11
Chapitre 1 - D'une « société de classe moyenne » à la « lutte contre la pauvreté ».	
Les transformations des conceptions savantes de la question sociale au Costa Rica	83
Section A - Controverses historiques autour de l'émergence de la question sociale au Costa Rica	85
1. De l'émergence à l'apogée de la « classe ouvrière » : la relecture de l'histoire costaricienne à la lumière de la lutte des classes	87
2. La politisation des classes populaires, thématique oubliée d'une historiographie aux perspectives renouvelées ?	107
Section B - Le Costa Rica dans la période développementaliste (1950-1980) : un monde populaire démobilisé ?	120
1. De l'interventionnisme étatique comme mode de régulation de la question sociale	121
2. Du mouvement ouvrier au mouvement social pour le logement : la dépolitisation des classes populaires en question	131
Section C - La pauvreté comme problème public : le renouveau de la question sociale au tournant du XXI ^e siècle	147
1. La transition au néo-libéralisme : une success story en demi-teinte	147
2. La « lutte contre la pauvreté » comme nouvelle conceptualisation de la question sociale	159
Chapitre 2 - S'installer aux marges de la ville	183
Section A - De Rincón Grande de Pavas à Carpio : le Costa Rica par les marges	185
1. Rincón Grande de Pavas. Entre zones urbanisées et precarios : détour par un quartier hétérogène	186
2. La Carpio. À quelques kilomètres de San José, le plus grand precario costaricien	191
Section B - Des histoires urbaines au cœur de la crise (1986-1995)	196
1. Urbanisation de San José et logiques de relégation urbaine antérieures à 1980	196
2. De l'émergence du mouvement social du logement à la naissance de Rincón Grande (1970-1980)	198
3. Carpio et San Jacinto de Rincón Grande : nouveaux precarios et prolongement de la problématique du logement au Costa Rica	211
Section C - Saisir les dynamiques de désaffiliation dans deux barrios urbano-marginales du Costa Rica (1995-2014)	222

1. Quelques marqueurs de la précarité sociale au quartier _____	223
2. La fragilité des relations de solidarité comme ressort de la désaffiliation sociale _____	228
Chapitre 3 - Stigmatisation et modes de gestion du stigmatisme au quartier _____	237
Section A - Des barrios urbano-marginales objets d'une stigmatisation multi-dimensionnelle _____	239
1. Désordre et saleté : la dénonciation de pathologies sociales comme ressort de stigmatisation ____	239
2. Les barrios urbano-marginales comme territoires de la criminalité _____	244
3. Des quartiers d'immigrés ? De l'ethnisation de la question sociale _____	259
4. Une « mentalité de pauvres gens » : du pauvre apathique à l'opportuniste _____	264
Section B - Négocier une image de soi acceptable : la difficile gestion du stigmatisme dans les barrios urbano-marginales _____	267
1. La difficile acceptation d'un statut social dévalorisé _____	268
2. Dissimulation du stigmatisme : gérer le risque du discrédit _____	272
3. Face au discrédit : négocier une image positive de soi _____	277
4. De la distinction comme mode d'atténuation du stigmatisme _____	283
Chapitre 4 - S'engager pour « sa communauté » à Carpio et à Rincón Grande de Pavas _____	295
Section A - Devenir dirigeant : dispositions et condition de possibilité d'un engagement localisé ____	296
1. Des ressources inégalement réparties _____	296
2. S'engager activement dans les associations de quartier _____	305
3. De membre actif à dirigeant de quartier : une carrière classique d'engagement au quartier ____	318
4. Les ressources extérieures aux organisations de quartier comme accélérateur de carrière _____	326
Section B - Les ressorts d'un maintien dans l'engagement _____	331
1. Endosser le rôle de porte-parole : développer ses ressources relationnelles hors du quartier ____	332
2. Sociabilités, sentiment de reconnaissance et rétributions : les raisons d'un engagement durable	338
3. De l'attachement au quartier à la défense des habitants du quartier _____	357
Chapitre 5 - Leadership au quartier : les ressorts d'une légitimation fragile _____	371
Section A - Fragilité et réversibilité des relations au quartier : logiques de la distribution et de la réception des faveurs _____	374
1. Une intermédiation au service du premier cercle : formation et maintien de relations fortes ____	375
2. Formation et conservation de liens faibles : du don et de ses appréciations divergentes ____	380
Section B - Incarner le 'bon dirigeant' : Modes d'action et registres de légitimation au quartier _____	384
1. Se légitimer par l'action : logiques d'action et mise en scène de l'efficacité au local _____	384
2. « Être utile à son prochain ». Dévouement et morale du désintéressement au quartier _____	404
3. Se battre pour sa communauté. Incarner la combativité au quartier _____	410
Section C - Accéder à des ressources hors du quartier. Des logiques d'intermédiation plurielles _____	413

1. Entre le gouvernement et le quartier. Trajectoire d'un intermédiaire privilégié	413
2. Entre la municipalité et le quartier : les relais municipaux en action	418
3. Diversifier ses ressources pour conserver son leadership	421
Chapitre 6 - Du quartier à la politique instituée : un engagement par les marges	431
Section A - Incarner le « dirigeant responsable » : les premiers pas des dirigeants face aux acteurs administratifs et au personnel politique	435
1. Jouer la discipline dans la sphère politico-administrative	435
2. Des difficultés de tenir son rôle au quartier : tensions et différenciation sociales liées à l'engagement	439
Section B - Défendre sa communauté. Revendiquer dans le parti et au-delà	445
1. Adopter une posture revendicative : détour par les répertoires et les registres d'action	447
2. Les ressorts d'un engagement distancié à la sphère politique instituée	462
Section C - Du quartier à la sphère politique instituée : des carrières politiques improbables	489
1. S'éloigner du quartier : le relâchement des liens avec la base	489
2. Détachement du quartier et continuation de l'engagement : les ressorts d'un élargissement de la représentativité des dirigeants	493
Conclusion	505
Bibliographie	513
Annexes	537
Liste des tableaux, encadrés et illustrations	578
Table des matières	581

Liste des sigles et acronymes

ADC	<i>Asociación de desarrollo de la comunidad</i> , Associations de développement de la communauté
AED	<i>Asociación empresarial para el desarrollo</i> , Association Entrepreneuriale pour le Développement
ALCOA	<i>Aluminium Company of America</i>
ANDE	<i>Asociación nacional de educadores</i> , Association nationale des enseignants
APAPROVI	Association <i>paveña</i> pour le logement
AyA	<i>Instituto Costarricense de acueductos y alcantarillados</i> , Institut costaricien de l'eau
BANHVI	<i>Banco hipotecario de la vivienda</i> , Crédit foncier pour le logement
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BOC	<i>Bloque de obreros y campesinos</i> , Bloc des ouvriers et paysans
CCORCA	Conseil communal des organisations de la Carpio
CCSS	<i>Caja Costarricense de seguridad social</i> , Caisse costaricienne de sécurité sociale,
CCTP	<i>Conditional Cash Transfer Programs</i>
CCTRN	<i>Confederación costarricense de trabajadores 'Rerum Novarum'</i> , Confédération costaricienne des travailleurs 'Rerum Novarum'
CEN-CINAI	<i>Centros de educación y nutrición (CEN) y centros infantiles de nutrición y atención integral (CINAI)</i> , Centres d'éducation et de nutrition et centres infantiles de Nutrition et d'Attention Intégrale (CINAI)
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CEV	<i>Comisión especial de vivienda</i> , Commission extraordinaire pour le logement
CGT	<i>Confederación general de trabajadores</i> , Confédération générale des travailleurs
CIDH	<i>Centro internacional de desarrollo humano</i> , Centre international de développement humain
CLAD	<i>Centro latinoamericano de administración para el desarrollo</i> , Centre latino-américain d'Administration du Développement
CNP	<i>Consejo Nacional de Producción</i> , Conseil National de la Production
CODESA	<i>Corporación Costarricense de Desarrollo</i> , Corporation costaricienne pour le développement
COPAN	<i>Comité Patriótico Nacional</i> , Comité patriotique national
CTRC	<i>Confederación de trabajadores de Costa Rica</i> , Confédération des travailleurs du Costa Rica
DINADECO	<i>Dirección nacional de desarrollo de la comunidad</i> , Direction nationale du développement communautaire
EBAIS	<i>Equipos básicos de atención integral en salud</i> , Équipes de base d'attention intégrale en matière de santé
ELN	<i>Ejército de liberación nacional</i> , Armée de libération nationale
FCV	<i>Frente costarricense de la vivienda</i> , Front costaricien pour le logement
FDV	<i>Frente democrático de la vivienda</i> , Front démocratique pour le logement
FENAJUP	Federación Nacional de Juntas Progresistas, Fédération Nationale des Comités Progressistes
FNV	<i>Frente nacional de vivienda</i> , Front national pour le logement
FMI	Fonds monétaire international
FODESAF	<i>Fondo de Desarrollo y Asignaciones Familiares</i> , Fonds de développement et d'allocations familiales

FUPROVI	<i>Fundación promotora de la vivienda</i> , Fondation pour le Logement
GAM	<i>Gran área metropolitana</i> , Grande aire métropolitaine
ICAP	<i>Instituto Centroamericano de Administración Pública</i> , Institut centraméricain d'administration publique
ICE	<i>Instituto costarricense de electricidad</i> , Institut costaricien d'électricité
IDA	<i>Instituto de desarrollo agrario</i> , Institut du développement agricole
IFAM	<i>Instituto de desarrollo y asesoría municipal</i> , Institut de développement et d'assessorat municipal
IMAS	<i>Instituto mixto de ayuda social</i> , Institut mixte d'aide sociale
INA	<i>Instituto nacional de aprendizaje</i> , Institut national d'apprentissage
INAMU	<i>Instituto nacional de la mujer</i> , Institut national de la femme
INDES	Institut interaméricain pour le développement économique et social
INEC	<i>Instituto nacional de estadísticas y censos</i> , Institut national de statistiques et du recensement
INVU	<i>Instituto nacional de la vivienda y del urbanismo</i> , Institut national du logement et de l'urbanisme
ITCO	<i>Instituto de tierras y Colonización</i> , Institut national des terres et de la colonisation
MCCA	<i>Mercado común centroamericano</i> , Marché commun centraméricain
MIDEPLAN	<i>Ministerio de Planificación nacional y de política económica</i> , Ministère de la Planification nationale et de la Politique économique
MIVAH	<i>Ministerio de la vivienda y de los asentamientos humanos</i> , Ministère du logement et des établissements humains
ML	<i>Movimiento libertario</i> , Mouvement libertarien
MLM	<i>Movimiento de Liberación de la Mujer</i> , Mouvement de libération de la femme
OST	<i>Organización socialista de los trabajadores</i> , Organisation socialiste des travailleurs
PAC	<i>Partido acción ciudadana</i> , Parti action citoyenne
PANI	<i>Patronato nacional de la infancia</i> , Conseil national pour l'enfance
PASE	<i>Partido accesibilidad sin exclusión</i> , Parti accessibilité sans exclusion
PCCR	<i>Partido comunista de Costa Rica</i> , Parti communiste du Costa Rica
PCF	Parti communiste français
PEN	<i>Programa Estado de la nación</i> , Programme état de la nation
PLN	<i>Partido liberación nacional</i> , Parti libération nationale
PRN	<i>Partido republicano nacional</i> , Parti républicain national
PUN	<i>Partido unión nacional</i> , Parti union nationale
PUSC	<i>Partido unidad social-cristiana</i> , Parti de l'unité sociale-chrétienne
PVP	<i>Partido vanguardia popular</i> , Parti d'avant-garde populaire
SICA	<i>Sistema de la Integración Centroamericana</i> , Système d'Intégration Centroaméricain
TLC	<i>Tratado de Libre Comercio entre República Dominicana, Centroamérica y Estados Unidos</i> , Accord de libre échange entre la République Dominicaine, l'Amérique centrale et les États-Unis
UCR	<i>Universidad de Costa Rica</i> , Université du Costa Rica
UFCO	<i>United Fruit Company</i> (ancienne entreprise bananière)
UNA	<i>Universidad Nacional</i> , Université Nationale
UNED	<i>Universidad estatal a distancia</i> , Université étatique à distance
UNRISD	Institut recherche des Nations unies pour le développement social

Introduction générale

Depuis 2003, Yolanda est la dirigeante du *precario*¹ La Cueva de San Jacinto, situé dans le quartier de Rincón Grande de Pavas (San José, Costa Rica)² et peuplé d'une centaine de familles. Elle occupe cette position depuis le décès du dirigeant antérieur qu'elle avait secondé jusqu'alors et auprès de qui elle dit avoir appris la fonction :

« [Avec Santiago] j'avais appris plusieurs choses... J'ai notamment appris à quel point il était difficile d'arriver dans une institution pour demander quelque chose. Tu vois ? 'Je suis Yolanda, et je voudrais que vous me disiez ce que l'on peut faire pour ce *precario* [pour en reloger les habitants]. [...] J'avais compris que c'était différent quand tu arrivais au nom de plusieurs personnes. Et donc, pour se présenter au nom de différentes personnes, il fallait avoir une lettre, qui disait 'les signataires ici nommés acceptons d'être représentés par... Juan'. Moi, je savais que [Santiago] avait fait ça... alors moi aussi je pensais qu'on pouvait le refaire, avec un document similaire à celui que Santiago présentait. Et c'est comme ça que nous avons commencé à nous présenter dans les institutions... et qu'ils m'ont demandé [elle fait ici référence à une interaction avec une fonctionnaire] :

- La fonctionnaire : *Qu'est-ce que vous allez faire vous ? La même chose que Santiago ?*
- Yolanda : *Oui... Mais qu'est-ce qu'il faisait Santiago ?*
- La fonctionnaire : *Eh bien, il vous représentait et il essayait de voir ce qui pouvait se faire.*

Après, quand nous sommes arrivés à l'Institut national du logement et de l'urbanisme, [une fonctionnaire] nous a dit : 'Bon, vous rentrez, vous réunissez les gens et vous faites une association. Et quand vous êtes une association, que vous avez un statut juridique, vous revenez pour voir ce que l'on peut faire pour vous'. Et on a donc décidé de nommer un bureau. On a convoqué une réunion, on a fait un bureau et on a commencé à aller dans les institutions, désormais en tant que bureau. Je n'y allais plus seule, j'y allais désormais en tant que membre du bureau »³.

Depuis lors, Yolanda a frappé à la porte de nombreuses institutions publiques et parapubliques à la recherche de solutions de logement pour son voisinage, organisé en comité, puis en coopérative. Pour ce faire, elle s'est notamment tournée vers divers partis politiques, et en particulier vers le Parti de libération nationale [*Partido liberación nacional* - PLN] :

« À un moment, [...] nous avons cru que c'était ça la façon de faire [*esa era la manera*]. Qu'il fallait que l'on se rapproche d'un parti politique. Et comme le Parti de libération nationale nous a approchés... [...] Nous avons commencé à travailler la campagne électorale [*de 2006*], pour que monsieur Oscar Arias⁴ soit président. [...] Nous avons commencé le travail de campagne parce que nous pensions que

¹ Au Costa Rica, le terme « *precario* » est utilisé pour désigner un ensemble de logements précaires et installés de façon illégale.

² Dans cette thèse, les noms des quartiers (Rincón Grande et Carpio) et des principaux responsables politiques ont été conservés. Les noms des autres enquêtés, des associations et des secteurs ont quant à eux été modifiés.

³ Entretien avec Yolanda, février 2010.

⁴ Affilié au PLN, Oscar Arias est un homme politique costaricien. Il a été président du Costa Rica entre 1986 et 1990 puis entre 2006 et 2010. Le PLN est l'un des principaux partis du pays. Il s'agit d'un parti social-démocrate. Depuis les années 1980, sa ligne est devenue plus libérale sur les questions économiques. Sur le

ça allait pouvoir résoudre quelque chose... mais en chemin, on s'est rendu compte que chacun agissait pour ses intérêts et qu'au final, la communauté n'était qu'une catapulte pour ceux qui voulaient se lancer à un poste [...] D'une certaine façon, cette étape nous a étiquetés comme membres du Parti libération nationale. [...] Mais nous avons décidé que notre drapeau et notre parti politique, c'était San Jacinto. Uniquement et exclusivement San Jacinto. Et que l'on serait les amis de tous les partis politiques... Mais que l'on serait les ennemis de tous les partis politiques qui veulent porter préjudice à la communauté. Ou entraver l'avancée de la communauté. Nous allons être pour tous ceux qui veulent voir surgir la communauté... mais nous serons contre tous ceux qui veulent enterrer la communauté, la mettre aux oubliettes [*tenerla en olvido*] comme ce fut le cas ces vingt dernières années. [...] Et c'est à partir de là que nous nous sommes approchés de toutes les fractions politiques... »⁵.

Des municipales aux législatives et présidentielles, la dirigeante est de toutes les campagnes. En 2010, c'est encore auprès du PLN qu'elle fait campagne, appelant les membres de son association et de l'association d'un dirigeant voisin à se mobiliser :

Réunion mensuelle de l'association de développement de San Jacinto
Salle communale de San Jacinto
Mercredi 15 novembre 2009

Entre le sermon aux absents, l'organisation du bingo et le rappel des dates pour les dossiers de bourses scolaires, José Luis parle d'un terrain qu'ils sont en train de négocier avec la ministre du Logement. Yolanda prend alors la parole et parle de « *faire pression sur les politiques* ». Et notamment sur Laura [*Chinchilla*], la candidate à la présidentielle pour le PLN « *pour qu'elle ne les oublie pas* ». Elle explique le détail des procédures en cours, des négociations avec la ministre et de la nécessité de parler « *avec les frères Arias* »⁶ car désormais ce dont ils ont besoin, c'est « *d'une décision politique* ». José Luis reprend ensuite la parole, expliquant qu'ils cherchent des solutions pour tous, tout en rappelant que « *[leur] lutte n'est pas facile* ». Dans la salle quelqu'un demande en quoi va désormais consister la lutte : « *Vous savez, explique alors José Luis, je ne suis pas politique... vous le savez... mais pour cette élection, je vais travailler pour Laura... pour Libération...* ». En conclusion, il demande aux membres de l'assemblée de venir nombreux pour la visite de Laura la semaine suivante dans le quartier « *pour faire pression* ». « *Rendez-vous à 14 h 30 devant l'épicerie... Soyez ponctuels comme toujours !* » « *Mais vous savez que je suis votre porte-parole, si vous voulez que l'on procède autrement... nous n'y allons pas...* ». Après un silence de quelques secondes, José Luis enchaîne sur le thème suivant : le bingo de fin d'année. À la fin de la réunion, alors que certains s'en vont pendant que les derniers arrivés viennent signer la feuille de présence, Yolanda rappelle à la cantonade : « *Je veux que San Jacinto descende dans la rue ! Pour crier un peu ! Que Laura prenne en charge cette histoire de terrain !* ».

PLN, voir l'encadré n°1, p. 123. Je reviendrai cependant de façon plus détaillée sur le système partisan dans la suite de la thèse.

⁵ Entretien avec Yolanda, novembre 2009.

⁶ Entre 2006 et 2010, Oscar Arias était président et son frère, Rodrigo Arias, était son ministre de la Présidence. Le ministère en question est en charge des relations entre la Présidence et les autres ministères, le Parlement et les institutions publiques. Il est également en charge des relations avec les principales organisations sociales.

De campagne en campagne, Yolanda mobilise donc son voisinage comme les autres dirigeants du quartier. Si elle ne fait pas montre d'un dévouement particulièrement fort pour le parti, n'hésitant ni à utiliser un registre critique vis-à-vis de l'institution partisane, ni à se tourner à l'occasion vers d'autres organisations, son engagement lui permet néanmoins de s'insérer dans les réseaux du parti. En 2006, elle a ainsi été élue conseillère de district de Pavas aux couleurs du PLN⁷. En 2010, c'est au poste de *síndica* suppléante du district qu'elle accède, toujours avec l'étiquette libérationniste. À la fin de son mandat, en 2016, elle obtient un poste de vacataire sur un projet de construction d'habitat populaire à la municipalité de San José. Elle y est en charge des « relations avec les communautés »⁸.

Yolanda fait partie des rares dirigeants du quartier qui mènent une carrière politique, alternant entre postes élus et non élus. Depuis 2010, la politique est même devenue sa principale source de revenu. Dans sa carrière politique, son voisinage et sa capacité à le mobiliser ont constitué des ressources centrales. Cependant, son ancrage local demeure fondé sur des relations de sociabilité fragiles, l'obligeant sans cesse à refaire la preuve de sa capacité à agir. C'est notamment ce qu'illustre l'extrait d'entretien suivant, réalisé avec Liliana, l'une des voisines les plus présentes à ses côtés :

« Je suis membre du comité depuis qu'il s'est créé, avant même la coopérative. Quand nous nous sommes retrouvés sans le dirigeant qui est mort, on est restés comme ça, comme on dit, on est restés comme les petits poussins quand on les enlève à leur maman. Ils ne savent pas de quel côté aller... Et donc, on est restés comme ça... *'Que fait-on maintenant ? Vers où devons-nous nous tourner ?'* Moi, ma préoccupation, c'était plus que tout mes enfants. Parce que moi, si je dois voir ce que je fais de ma vie, c'est bon... mais mes enfants ? Où est-ce que je les emmène [*sous-entendu, si on nous expulse*] ? Et donc, nous nous sommes réunis avec Yolanda. Et elle nous a demandé ce qu'on pensait faire et on l'a attrapée, et on l'a mise en avant [*elle rit*]. Et tu vois, même si beaucoup de gens la critiquent, et disent qu'elle nous exploite... moi, je dis à mes enfants, *'ne vous en faites pas de ce que disent les gens'*. [...]

Parce qu'il y a toujours des gens qui parlent... comme un jour, j'étais avec une fille d'ici [*qui*] est membre de la coopérative. Et je lui dis [...] que l'on était en train de se dire qu'on allait aller travailler [*sur une construction*]. Et elle me dit *'Moi, je ne veux plus y aller ! Pour quoi faire ! ? Si Yolanda a déjà deux voitures... pour qu'elle s'en achète une de plus ?'* Du coup, moi je lui ai dit, *'[tu] savais très bien dans quoi tu t'es embarquée !'* Parce que franchement, on sait bien dans quoi on s'embarque ! Et si à un moment, quelqu'un t'a demandé de signer quelque chose, tu sais bien que tu t'es engagé à quelque chose ! [...] Mais tu vois, les gens, ils me feraient douter... mais je ne veux pas tomber là-dedans... parce que pour nous, c'est la seule façon d'aller de l'avant. Les gens espéraient que la coopérative allait leur permettre d'obtenir une maison. Mais depuis le début on sait qu'il s'agit de travail [*pour construire*]

⁷ Sur l'organisation politique du Costa Rica, voir l'annexe n°3.

⁸ En 2016, Johnny Araya est réélu à la tête de la municipalité de San José, ville qu'il dirige depuis 1991. À la différence des 25 années précédentes, il n'est cependant plus élu sous l'étiquette libérationniste. Il a en effet été exclu du parti suite à l'élection présidentielle de 2014 (alors qu'il était le candidat du PLN, il a refusé de se présenter au second tour arguant de trop mauvais résultats et un manque d'argent).

des maisons]. Et donc les gens demandent quand est-ce qu'on va leur donner les clefs ? Qu'on est en train de les duper... Mais ce sont des mensonges ! »⁹.

Si Yolanda est reconnue par nombre d'acteurs politiques pour son « pouvoir de convocation » (*poder de convocatoria*), son ancrage demeure fragile. S'engageant pour une cause (le logement) dont les solutions sont particulièrement difficiles et lentes à obtenir, les dirigeants doivent sans cesse faire montre de leur capacité à faire. Loin de l'apathie ou de la loyauté sans faille que de nombreux travaux sur le clientélisme décrivent lorsqu'ils font référence aux relations entre les habitants des quartiers populaires et leur leaders, la légitimité des dirigeants costariciens doit sans cesse être renégociée, réactualisée. À l'encontre des travaux qui soulignent que ces relations reposent sur une loyauté durable, Yolanda, comme José Luis et les autres dirigeants sur lesquels a porté mon enquête, doivent sans cesse refaire la démonstration de leur légitimité sous peine de voir leurs voisins se démobiliser, ou se tourner vers un autre dirigeant.

Au Costa Rica, alors que les dispositifs d'encadrement partisan à l'égard des groupes populaires se révèlent particulièrement lâches et qu'aucune entreprise partisane ne cherche aujourd'hui à représenter ces groupes, les dirigeants de quartier jouent un rôle central dans la mobilisation électorale des couches les plus fragiles des classes populaires, celles qui résident dans les quartiers populaires que sont les *barrios urbano-marginales*.

Dans les rares écrits scientifiques qui mentionnent ces acteurs comme dans le sens commun, ils sont présentés comme ayant tout pouvoir sur un voisinage dépendant de leur aide. Ils maintiendraient alors des liens personnalisés de dépendance grâce à la redistribution de biens et de services auxquels leur insertion dans la sphère politique instituée leur permettrait d'accéder. En retour, ils seraient en mesure de mobiliser ce voisinage loyal, voire captif, lors des élections. Dans cette perspective, les habitants des quartiers populaires sont perçus comme s'en remettant à un dirigeant, qui s'en remet lui-même à un parti. Dans la lignée de nombreux travaux de sciences sociales (voir *infra*), leur mobilisation et leur participation électorale sont donc appréhendées en termes de « remise de soi ». La dynamique apparaît presque mécanique, permettant de faire l'économie de tout travail de conviction et d'unification symbolique.

Or, les relations entre les dirigeants et leur groupe, comme la façon dont les dirigeants s'insèrent dans la sphère politique instituée sont loin de pouvoir se résumer à une remise de soi passive. Pour mieux comprendre la mobilisation et la participation électorale de ces

⁹ Entretien avec Liliana, décembre 2012.

groupes et ce faisant, leur représentation politique, je m'intéresse ici en pratique à la façon dont ces dirigeants peuvent mobiliser leur voisinage autour d'eux et en politique. Cette focale amène à prendre en compte les échanges de biens et de services qui permettent d'alimenter des relations personnalisées et territorialisées au quartier. Alors que la littérature associe souvent échanges pragmatiques et dépolitisation, on se demandera cependant comment ces échanges peuvent devenir le socle de revendications dont les dirigeants peuvent se faire les porte-parole. Comment peuvent-ils se faire les porteurs d'attentes individuelles et collectives qu'ils participent ainsi à mettre en forme, à susciter voire à politiser ? Dans quelles conditions les tentatives pour obtenir des biens et des services les conduiront-elles à porter ces attentes dans la sphère politique instituée, voire à les faire coïncider avec des catégories générales propres à cet espace social ? Se demander comment les dirigeants de quartier peuvent se faire les porte-parole de leur quartier et les stratégies qu'ils mettent en œuvre afin de faire exister leur groupe dans la sphère politique instituée conduit à s'interroger sur les modalités d'insertion de ces dirigeants dans la sphère politique instituée. Comment les ressources liées à leur ancrage local leur permettent-elles de s'insérer dans la sphère politique instituée, voire d'y faire carrière ? Dans quelle mesure ces ressources peuvent-elles favoriser des formes de socialisation politique qui pourront autoriser des formes d'attachement à la politique ? Ou, au contraire, favoriser des formes d'engagement caractérisées par une distance critique vis-à-vis des institutions partisans. En interrogeant l'émergence de ces porte-parole populaires et les ressorts de leur insertion dans la sphère politique, c'est la question de la mobilisation et de la représentation des classes populaires costariciennes que cette thèse entend éclairer.

Pour ce faire, cette introduction se propose de rendre compte des débats théoriques autour de la question de l'engagement des classes populaires. Dans un premier temps, je présenterai donc rapidement l'état des débats sur la représentation politique des milieux populaires en général, et au Costa Rica plus particulièrement. Il s'agira notamment de se demander comment appréhender cette question dans des contextes marqués par la faiblesse des organisations partisans s'adressant aux groupes populaires et donc des entreprises d'unification et d'homogénéisation symbolique de ces groupes.

Dans un second temps, je m'intéresserai plus particulièrement à la question de l'engagement et de la participation des milieux populaires dans la sphère politique instituée. Il s'agira d'une part de revenir sur la question de l'émergence de porte-parole populaires. Pour une partie de la littérature de science politique, le maintien de relations personnalisées alimentées par des formes d'échange tend à empêcher des dynamiques de cohésion et d'affiliation collectives. On se demandera cependant ici comment ces relations personnalisées

et territorialisées peuvent néanmoins devenir le socle de dynamiques de cohésion et d'unification, voire se trouver politisées. La question de l'engagement des dirigeants de quartier dans la sphère politique instituée m'amènera d'autre part à interroger les conditions de possibilités d'une participation de porte-parole populaires à la compétition électorale et de réalisation de carrières politiques. Alors que la littérature sur l'entrée en politique des milieux populaires s'est principalement intéressée au rôle des instances d'encadrement (partis, syndicats) et à la manière dont des militants pouvaient s'en remettre à ces institutions, on s'intéresse ici à la façon dont des acteurs populaires peuvent mobiliser d'autres ressources, notamment liées à leur ancrage local, et dont cela structure, au moins partiellement, leur socialisation politique.

Enfin, parce que ces questions de recherche impliquent une approche attentive aux formes de politisation populaires, je reviendrai dans un dernier point méthodologique, sur le travail de terrain qui est au cœur de cette thèse.

LA REPRÉSENTATION DES CLASSES POPULAIRES APRÈS LA CLASSE OUVRIÈRE : DÉMOBILISATION ET DÉPOLITISATION EN DÉBAT

Poser la question de la représentation politique des couches les plus fragiles des classes populaires, c'est s'interroger sur les conditions d'unification des groupes dominés et sur la façon dont ils peuvent trouver à exister collectivement dans la sphère politique instituée. Les travaux sur la représentation politique ont montré que les entreprises de représentation avaient des chances inégales de succès en fonction des ressources dont pouvaient se prévaloir les membres du groupe à représenter. En ce sens, les classes populaires sont les plus éloignées des ressources favorables à l'engagement politique et, ce faisant, susceptibles de permettre leur « unification » et donc leur représentation politique¹⁰.

L'impact structurant des inégalités socio-économiques sur les formes de la participation politique est aujourd'hui bien attesté¹¹. La sociologie politique a montré à quel point les membres des groupes dominés tendent à entretenir un rapport distancié, voire défiant, à l'égard de la politique instituée¹². Selon Olivier Schwartz, ce rapport repose sur « un

¹⁰ P. BOURDIEU, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 36-37, 1981, p. 3-24.

¹¹ *Ibid.* ; D. GAXIE, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1978.

¹² Il faut cependant souligner que le « rapport oblique » à la politique n'est pas le seul fait des groupes dominés. À ce titre, des travaux sur les dominants des dominants que sont les membres de la haute bourgeoisie ont montré que ces derniers « entretiennent moins à l'égard de la politique un sentiment de légitimité et de compétence qu'un rapport oblique qui se manifeste par une sorte de méfiance, voire de mépris, à l'égard des mots, des

ensemble complexe de sentiments où se manifestent à la fois une conviction profondément ancrée d'indignité et d'incompétence [...], et un fort vécu d'exclusion »¹³. Ce rapport « oblique »¹⁴ à la politique, qui ne doit pas être pris pour un apolitisme « pur et simple », tend à se traduire par un « scepticisme 'tous azimuts' »¹⁵ favorisant des pratiques d'auto-exclusion (abstentionnisme électoral notamment)¹⁶. Dans cette perspective, les classes populaires n'auraient d'autre alternative à l'abstention que celle de la délégation, la « remise de soi » à un porte-parole ou à un parti. C'est ce que Pierre Bourdieu nomme la *fides implicita*, une « délégation globale et totale par laquelle les plus démunis accordent en bloc au parti de leur choix une sorte de crédit illimité, [et, ce faisant] laissent libre cours aux mécanismes qui tendent à les déposséder de tout contrôle sur l'appareil »¹⁷. Dépossédés de toutes ressources, et en particulier de ressources culturelles, les dominés seraient « contraints et enclins à s'en remettre à des mandataires pour avoir une parole politique »¹⁸, prenant ainsi le risque (nécessaire) d'être manipulés par ledit mandataire.

Si cette lecture a le mérite de mettre en lumière l'impact des rapports de domination sur la participation politique des groupes dominés, son biais misérabiliste a néanmoins été souligné¹⁹. En se focalisant sur la « remise de soi » des classes populaires aux organisations (syndicats, partis), cette approche se révèle en effet peu à même de saisir des formes plus autonomes de production symbolique qui pourraient être propres aux milieux populaires. Centrée sur l'offre partisane, sur les instances d'encadrement des classes populaires et sur les professionnels du jeu politique, cette focale laisse par ailleurs peu de place aux formes d'engagement et de politisation qui se produisent hors (ou à la marge) des instances

catégories et des espaces d'action d'une compétition jugée trop vulgaire et populaire pour justifier un intérêt trop ostensible » (in É. AGRICOLIANSKY, J. HEURTAUX, B. LE GRIGNOU (dir.), *Paris en campagne : les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecrombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2011, p. 33). À la différence des dominés cependant, ce rapport distancié ne repose pas sur un sentiment d'indignité, d'incompétence, voire d'exclusion tant la proximité de ces groupes au personnel politique est forte. Sur cette question, voir les travaux de Kevin Geay et notamment sa thèse : K. GEAY, *Enquête sur les rapports au politique des classes supérieures*, Thèse de doctorat en Science politique, Paris, Université Paris-Dauphine, 2015.

¹³ O. SCHWARTZ, « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique. Matériaux lacunaires », *Politix*, vol. 4, n°13, 1991, p. 80.

¹⁴ Le terme en question est tiré des travaux de Richard Hoggart, il parle d'« attention oblique » pour décrire l'attitude que les classes populaires tendraient à avoir face à la publicité, et plus généralement à tout ce qui relève de la « culture savante » (R. HOGGART, *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Les éditions de Minuit, 1970 [1^{ère} éd. en anglais : 1957], not. p. 296).

¹⁵ O. SCHWARTZ, « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique... », *op. cit.*

¹⁶ P. BOURDIEU, « La représentation politique », *op. cit.* ; D. GAXIE, *Le cens caché...*, *op. cit.* ; Voir également C. BRACONNIER, J.-Y. DORMAGEN, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Folio, Gallimard, 2007.

¹⁷ P. BOURDIEU, « La représentation politique... », *op. cit.*, p. 5.

¹⁸ P. BOURDIEU, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52-53, 1984, p. 50.

¹⁹ En ce sens, voir : C. GRIGNON, J.-C. PASSERON, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, EHESS/Gallimard/Seuil, 1989.

traditionnelles que sont les partis et les syndicats. Elle ne permet pas de saisir les formes de réappropriation autonomes dont font l'objet les normes produites par les institutions partisans. Surtout, dans un contexte où l'offre symbolique adressée aux groupes populaires décline et où les instances traditionnelles de politisation de ces groupes se déstructurent, une telle approche ne permet pas de penser les fragiles dynamiques de cohésion, d'unification et de politisation des groupes dominés.

Alors qu'au Costa Rica, l'atomisation et la dépolitisation des milieux populaires sont régulièrement sollicitées pour expliquer la quasi absence d'élite populaire voire même la faiblesse de l'offre politique à leur encontre, il paraît utile de s'interroger sur les formes de mobilisation et l'émergence de porte-parole populaire en marge des appareils partisans et sur ce qui peut expliquer les désajustements avec les institutions partisans. En ce sens, certains travaux ont cherché à déplacer, au moins partiellement, la focale des appareils partisans et des instances d'encadrement classiques, pour saisir les formes de production symboliques autonomes et de réappropriation sur lesquelles pouvait se fonder le rapport au politique des classes populaires. C'est l'un des axes que se propose d'analyser la sociologie des classes populaires.

Parler des « classes populaires » ou d'une fraction de ces classes, c'est défendre l'idée que l'on étudie une société de classes, c'est-à-dire « structurée en groupes sociaux occupant des positions inégales, mais aussi liés par des rapports de domination »²⁰. Si l'on suit le programme de recherche proposé par Olivier Schwartz à partir du cas français, cela implique à la fois de s'interroger sur l'existence de vastes pans de la population caractérisés par leur situation subalterne et sur les traits communs et autonomes qui pourraient les séparer des autres groupes sociaux²¹. Outre leur caractère démuné et dominé, ces groupes tendraient ainsi à partager des traits culturels relativement autonomes (une « culture populaire ») ou, à défaut, des expériences individuelles et collectives communes de la domination qui pourraient se traduire par la construction d'une distinction structurante entre un « nous » et un « eux »²².

²⁰ Y. SIBLOT, M. CARTIER, I. COUTANT, O. MASCLÉ, N. RENAHY, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2015, p. 8.

²¹ O. SCHWARTZ, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La vie des idées*, 13 septembre 2011. [En ligne], <http://www.laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html>. Consulté le 8 août 2016.

²² Voir notamment les travaux de Richard Hoggart sur la façon dont les classes populaires peuvent construire un « nous » en opposition au « monde des 'autres' ». Selon l'auteur, cette opposition vient nourrir un regard « oblique », « sceptique » à l'égard de ce qui est perçu comme relevant de cet « autre monde » et en particulier de la politique instituée. R. HOGGART, *La culture du pauvre...*, op. cit., notamment les chapitres 3 et 9 (« 'Eux' et 'nous' » et « Le 'je-m'en-fichisme' », p. 115-146 et p. 325-343). Voir également : O. SCHWARTZ, « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique... », op. cit. ; L. ZAKI, *Pratiques politiques au bidonville, Casablanca (2000-2005)*, thèse de doctorat en Science politique, IEP de Paris, 2005, not. p. 233-237 ou encore J. MISCHI, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

Ce programme de recherche que l'on retrouve également dans l'ouvrage *Sociologie des classes populaires contemporaines*²³, s'inscrit dans la lignée des travaux de Pierre Bourdieu et de ceux de Claude Grignon et de Jean-Claude Passeron, en particulier de leur ouvrage *Le savant et le populaire*²⁴. Il s'agit de saisir les effets des rapports de domination sur les groupes dominés tout en évitant deux biais inhérents aux travaux sur le populaire que sont le misérabilisme (qui consiste à ne prendre en compte que les effets de la domination) et le populisme (qui consiste à l'inverse à idéaliser l'autonomie culturelle des classes populaires)²⁵.

Depuis les années 1990-2000, de nombreux travaux s'inscrivent plus ou moins explicitement dans ce courant de recherche. Principalement développés dans les sciences sociales françaises, ces travaux se nourrissent avant tout de cas français qui ne vont pas sans certaines spécificités. Retracer les questions de recherche ouvertes par ce programme implique donc de revenir sur une série de travaux qui peuvent paraître bien loin du cas costaricien. On verra néanmoins qu'ils offrent des outils utiles pour penser à nouveaux frais la représentation des couches les plus fragiles des classes populaires dans ce pays. En permettant de penser l'engagement populaire en dehors des instances traditionnelles de politisation de ces groupes (partis, syndicats), ces travaux permettent en effet d'appréhender les classes populaires autrement qu'en termes d'atomisation et de dépolitisation, lecture qui prédomine dans le cas costaricien.

Depuis les années 1980, en France comme au Costa Rica, sur les scènes politiques, médiatiques et bien souvent également dans le champ académique, c'est principalement en termes de démobilisation, de dépolitisation voire d'éclatement que l'on fait référence aux classes populaires²⁶. Dans le cas français, cette question a pris une dimension particulière eu égard à la place qui avait été celle de la « classe ouvrière » sur la scène politique.

De la fin du XIX^e siècle aux années 1970, en France, un nouveau personnel politique d'origine populaire a fait son entrée sur la scène politique. C'est entre 1950 et 1970 que ce processus connaît son apogée. À travers le Parti communiste français (PCF) et la Confédération générale du travail (CGT), comme instance de représentation et d'encadrement, « la classe ouvrière » trouve alors à exister tant par les élections que par les

²³ Y. SIBLOT & AL., *Sociologie des classes populaires...*, *op. cit.*, not. p. 39-41.

²⁴ C. GRIGNON, J.-C. PASSERON, *Le savant et le populaire...*, *op. cit.*

²⁵ Cette tension est au cœur de l'ouvrage de Claude Grignon et Jean-Claude Passeron (*Ibid.*).

²⁶ Cette focale a été largement analysée – et critiquée – dans le cas français. En ce sens, voir en autres les travaux de l'historien Gérard NOIRIEL (*Les ouvriers dans la société française, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Le Seuil, 2002 [1^{ère} éd. : 1986], not. p. vi-xi ; p. 237-261) ou encore F. WEBER, « Nouvelles lectures du monde ouvrier : de la classe aux personnes », *Genèses*, n°6, 1991, p. 179-189 et F. JOBARD, S. GRELET, M. POTTE-BONNEVILLE, « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire. Entretien avec Annie Collovald et Olivier Schwartz », *Vacarme*, n° 37, 2006, p. 50-55.

mobilisations sociales. Sur la scène politique comme dans les travaux de sociologie et d'histoire, « la classe ouvrière » connaît alors son âge d'or, s'imposant comme un groupe social unifié et porteur de transformations sociales inédites.

Par la suite, les années 1980 se traduisent par d'importants bouleversements qui ont tout particulièrement touchés les milieux populaires. Désindustrialisation, transformations du monde du travail, effacement du paradigme de classe et affaiblissement des organisations syndicales et du PCF ont ainsi favorisé une « dé-représentation »²⁷ des classes populaires et un déclin du militantisme et de la participation électorale de ces catégories²⁸. Dans les sciences sociales, cela s'est accompagné d'une raréfaction des travaux sur le militantisme en milieu populaire²⁹. Jusque-là, c'est principalement autour du militantisme ouvrier et sur les instances classiques de politisation des classes populaires que sont le parti et les syndicats qu'avait été pensé l'engagement populaire. Face à l'affaiblissement du militantisme ouvrier et des instances d'encadrement des classes populaires, l'accent a été mis sur le désengagement et la démobilisation au risque d'occulter les recompositions et les permanences de l'engagement populaire. Dans les discours politiques, médiatiques, mais aussi bien souvent dans les sciences sociales, l'accent a été mis sur l'éclatement des classes populaires et en particulier de la classe ouvrière³⁰.

Dans ce contexte, les travaux relevant de la sociologie des classes populaires vont s'attacher à saisir les transformations qui touchent les groupes dominés, en tentant à la fois d'éclairer les logiques de désengagement mais aussi de proposer une analyse renouvelée des formes d'engagement populaire. D'une part, ces travaux réinterrogent les conditions de possibilité de la mobilisation électorale et de la représentation de la classe ouvrière dans les années 1950-1970. Ils montrent que cela passe par un travail d'unification symbolique et politique d'un groupe pourtant hétérogène et clivé et par un travail d'encadrement de réseaux de sociabilité sur des modes parfois éloignés du modèle de politisation communiste³¹. D'autre

²⁷ J'emprunte cette expression à Luc BOLTANSKI et Ève CHIAPELLO (*in Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2011 [1999], p. 421).

²⁸ Sur ces questions dans le cas français, voir notamment : R. LEFEBVRE, F. SAWICKI, *La société des socialistes*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006 ; C. BRACONNIER, J.-Y. DORMAGEN, *La démocratie de l'abstention...*, *op. cit.* ; B. PUDAL, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009 ; J. MISCHI, *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Marseille, Agone, 2014.

²⁹ O. FILLIEULE, B. PUDAL, « Sociologie du militantisme. Problématisation et déplacement des méthodes d'enquête », *in* O. FILLIEULE, É. AGRİKOLIANSKY, I. SOMMIER (dir.), *Penser les mouvements sociaux : conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 163-184.

³⁰ Dans leur ouvrage, Yasmine SIBLOT & AL. montrent que depuis les années 1970, un nombre important de travaux rendent compte d'une lecture qu'ils nomment « fragmentationniste » des classes populaires (Y. SIBLOT & AL., *Sociologie des classes populaires...*, *op. cit.*, not. p. 35-38).

³¹ Voir notamment : J. MISCHI, *Servir la classe ouvrière...*, *op. cit.*

part, ces travaux s'intéressent aux formes renouvelées du militantisme populaire tout en interrogeant leur dimension politique. Ils s'intéressent notamment à l'émergence de nouveaux porte-parole populaires et à leur difficile insertion dans le champ politique institué.

En ce sens, ces travaux investissent la question de l'autonomie culturelle des classes populaires dans la lignée, notamment, des écrits de Richard Hoggart ou d'Edward P. Thompson en Angleterre, et de l'ouvrage de Claude Grignon et Jean-Claude Passeron en France³². Ils s'attachent à saisir les modes actifs – mais néanmoins distants – de réappropriation des discours et des pratiques propres à la sphère instituée par les membres des classes populaires. Ils seront prolongés par les perspectives en termes de « politique par le bas »³³, d'« infrapolitique »³⁴, de « politique officieuse »³⁵ voire de « politique informelle »³⁶ qui, de diverses façons, explorent les formes non conventionnelles du politique et permettent de mettre en lumière des formes de politisation caractérisées par la distance, voire la défiance, à l'égard de la politique instituée. Dans cette perspective, les recherches se multiplient sur la question du rapport des classes populaires au politique et des formes populaires de politisation³⁷. Ces travaux mettent l'accent sur la nécessité de saisir la pluralité des modes de politisation des classes populaires en prenant à la fois en compte les rapports des groupes dominés à la politique instituée (élections, partis...) mais également les formes de « politisation pratique »³⁸ qui peuvent s'appuyer sur « tout un ensemble d'expériences non nécessairement construites intellectuellement qui ont trait à l'espace social des relations quotidiennes »³⁹. Si l'approche « légitimiste » (en référence à la politique comme activité spécialisée) apparaît utile pour saisir les inégalités d'accès et la clôture du champ politique, elle se révèle insuffisante pour appréhender les formes différenciées d'engagement et de

³² R. HOGGART, *La culture du pauvre...*, op. cit. ; E. P. THOMPSON, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Le Seuil, 2012 [1^{ère} éd. en anglais 1963] ; C. GRIGNON, J.-C. PASSERON, *Le savant et le populaire...*, op. cit.

³³ J.-F. BAYART, A. MBEMBE, C. TOULABOR, *La politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 2008 [1992].

³⁴ Voir notamment : J. C. SCOTT, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 2009 [1^{ère} éd. en anglais : 1990].

³⁵ J.-L. BRIQUET, « Les pratiques politiques 'officieuses'. Clientélisme et dualisme politique en Corse et en Italie du Sud », *Genèses*, vol. 20, n°1, 1995, p. 73-94.

³⁶ L. LE GALL, M. OFFERLÉ, F. PLOUX (dir.), *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e-XXI^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

³⁷ Les numéros 13 et 14 de *Politix* et l'introduction réalisée par les coordinateurs sont particulièrement révélateurs des travaux qui se développent alors sur ces questions (A. COLLOVALD, F. SAWICKI, « Le populaire et le politique. Quelques pistes de recherche en guise d'introduction », *Politix*, vol. 4, n°13, 1991, p. 7-20 ; A. COLLOVALD, F. SAWICKI (coord.), Dossier « Les usages populaires du politique », *Politix*, vol. 4, n°13, 1991 et A. COLLOVALD, F. SAWICKI (coord.), Dossier « Les usages politiques du populaire », *Politix*, vol. 4, n°14, 1991).

³⁸ B. PUDAL, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009, p. 197.

³⁹ J. BLONDEL, B. LACROIX, « Pourquoi votent-ils Front national ? », in N. MAYER, P. PERRINEAU (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Science Po, 1996, cité par A. COLLOVALD, F. SAWICKI, « Le populaire et le politique... », op. cit., p. 10.

politisation des groupes populaires. Se cantonner à la question de la compétence politique, c'est-à-dire à la maîtrise « [d]es concepts, [d]es classements, [d]es savoirs estimés nécessaires à la compréhension de [l']univers [*de la politique instituée*] »⁴⁰ conduit en effet à analyser les comportements des classes populaires en termes de 'manque' et de déficit⁴¹. La perspective « légitimiste » est en cela porteuse d'un biais misérabiliste et implique donc d'être combinée avec d'autres approches de la politisation.

Une telle perspective permet de mieux penser la question de la représentation politique des groupes populaires. D'une part, elle reprend à son compte les avancées des travaux de Pierre Bourdieu⁴² et de la perspective constructiviste. Celle-ci permet de rompre avec les approches de la représentation politique que l'on retrouve notamment dans une partie de la littérature anglo-saxonne et selon lesquelles les représentants des groupes sociaux ne seraient qu'une émanation directe desdits groupes et se feraient donc les porte-parole d'un groupe et d'intérêts qui leur préexisteraient⁴³. Dans l'approche « descriptive » de la représentation le groupe représenté préexiste à l'acte de représentation. En ce sens, l'existence même du groupe représenté constitue une condition de possibilité de sa représentation. Or, les travaux qui s'intéressent à la politisation et à l'engagement des classes populaires mettent en lumière que le succès d'une entreprise de représentation politique repose sur un important travail d'unification symbolique et d'homogénéisation. Dans une perspective constructiviste, ces travaux éclairent la façon dont les groupes sociaux sont produits par le travail de porte-parole qui permet de les faire exister. Reprenant l'exemple de la formation de la « classe ouvrière », Michel Offerlé souligne ainsi à quel point c'est « le travail d'homogénéisation accompli par les entrepreneurs socialistes [*qui a pu*] autoriser l'illusion rétrospective d'une homogénéité préalable du groupe mobilisé »⁴⁴. Ce travail symbolique d'homogénéisation et de délimitation du groupe repose en outre sur la mobilisation et l'encadrement des groupes populaires. À ce titre, les travaux sur la formation d'une nouvelle élite militante d'origine ouvrière au sein du

⁴⁰ L. BLONDIAUX, « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? Retour critique sur un concept classique de la science politique », *Revue française de science politique*, vol. 57, n°6, 2007, p. 759-774. Voir également : D. GAXIE, *Le cens caché...*, *op. cit.*

⁴¹ A. COLLOVALD, F. SAWICKI, « Le populaire et le politique... », *op. cit.*, p. 16.

⁴² P. BOURDIEU, « La représentation politique... », *op. cit.*

⁴³ Cette approche est notamment défendue dans l'ouvrage classique d'Hanna F. PITKIN : *The Concept of Representation*, Berkeley, University of California Press, 1967. Elle est depuis, et encore aujourd'hui, prégnante dans la science politique anglo-saxonne. Pour une synthèse critique des approches de la représentation politique, voir : V. DUTOYA, S. HAYAT, « Prétendre représenter. La construction sociale de la représentation politique », *Revue française de science politique*, n°1, vol. 66, 2016, p. 7-25. Voir également les articles réunis dans le numéro de *Raisons politiques* dirigé par Samuel Hayat et Yves Sintomer et justement dédié à la notion de représentation politique (S. HAYAT, Y. SINTOMER, Dossier « La représentation politique », *Raisons politiques*, n°50, 2013).

⁴⁴ M. OFFERLÉ, *Les partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2010 [1^{ère} éd. : 1987], p. 31.

PCF et sur l'accès des ouvriers à des postes électifs dans les années 1930-1970 sont riches d'enseignements. Ils montrent en effet comment le PCF a pu favoriser l'accès de militants d'origine ouvrière à l'arène électorale en forgeant une image valorisante et gratifiante des ouvriers et en mettant en œuvre des dispositifs de sélection, de formation et de promotion de militants d'origine populaire⁴⁵. De la même façon, en Amérique latine, l'arrivée au pouvoir de forces politiques de gauche dans de nombreux pays à la fin du XX^e siècle a notamment reposé sur un travail de mobilisation et de légitimation des groupes populaires. Ces « entreprises d'habilitation politique » de groupes sociaux généralement perçus comme illégitimes en politique ont fait face à des stratégies de disqualification (notamment autour de la dénonciation du populisme)⁴⁶.

Dans le même temps, une perspective attentive à la diversité des formes de politisation populaire permet de montrer que le succès d'une entreprise de représentation des groupes sociaux dominés ne repose pas que sur un travail d'homogénéisation mais qu'il peut aussi reposer sur un travail d'encadrement de sociabilités populaires. Dans la lignée des travaux sur l'ancrage social des partis politiques⁴⁷, cette focale permet de mieux saisir la façon dont l'institution partisane s'insère dans des configurations locales et dont les normes militantes peuvent faire l'objet de réappropriations singulières, laissant parfois apparaître des « décalages avec le modèle militant diffusé par les cadres du parti »⁴⁸. Cette approche permet ainsi de mettre en lumière la diversité des modes d'engagement des classes populaires et, ce faisant de dépasser les analyses en termes de « dépossession » et de « remise de soi » initialement proposées par Pierre Bourdieu. Dans son article sur la représentation politique, le sociologue met en avant qu'en matière de politique les groupes les plus démunis en capitaux (et notamment en capital culturel) n'auraient comme « alternative [que] la démission dans

⁴⁵ Sur la question de l'encadrement et de la promotion d'une élite ouvrière, voir notamment : B. PUDAL, *Prendre parti. Pour une sociologie politique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989 ; Y. SIBLOT, « Ouvriérisme et posture scolaire au PCF. La constitution des écoles élémentaires (1925-1936) », *Politix*, vol. 15, n°58, 2002, p. 167-188. Sur le cas italien, voir par exemple : A. MARIJEN, « Entrée en politique et professionnalisation d'appareil. Les écoles centrales de cadres du Parti communiste italien (1945-1950) », *Politix*, vol. 9, n°35, 1996, p. 89-108.

⁴⁶ G. VOMMARO, « Introduction », in G. VOMMARO (dir.), *La 'carte rouge' de l'Amérique latine*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2008, p.15. Les chapitres réunis dans cet ouvrage permettent d'apporter un éclairage sur les conditions de réussite de tentatives de représentation politique de groupes sociaux illégitimes (les classes populaires) dans différents pays d'Amérique latine (Brésil, Argentine, Bolivie, Mexique...). Ils montrent que si des partis politiques revendiquant la représentation des groupes dominés ont pu se constituer et parfois accéder au pouvoir dans plusieurs pays d'Amérique latine dans cette période, cela n'a cependant pas été sans ambiguïté. À l'encontre des visions enchantées du « virage à gauche » de l'Amérique latine, l'ouvrage montre notamment que l'accès au pouvoir de formations politiques dites de gauche n'a pas remis fondamentalement en cause les logiques dominantes du recrutement politique.

⁴⁷ Sur l'ancrage social des partis, voir notamment les articles réunis dans le numéro de *Politix* dédié à cette question : J.-L. BRIQUET, É. MASSICARD (coord.), Dossier « Ancrages politiques », *Politix*, n°92, 2010.

⁴⁸ J. MISCHI, *Servir la classe ouvrière...*, op. cit., p. 15.

l'abstention ou [...] la dépossession par la délégation » à un parti politique⁴⁹. Parce qu'elle met en lumière d'autres formes d'engagement en politique, une perspective « par le bas » permet d'améliorer la compréhension de la représentation politique des groupes populaires. Cette approche, qui a notamment été développée par J. Mischi à propos du PCF, donne à voir la diversité des formes d'engagement et de mobilisation dans un contexte marqué par l'existence d'un important dispositif d'encadrement et d'unification symbolique⁵⁰. Elle permet en outre d'éclairer les formes d'engagement politique qui peuvent se produire à la marge des institutions classiques de politisation des classes populaires, notamment lorsque les dispositifs d'encadrement des réseaux partisans sont inexistantes ou particulièrement lâches. À ce titre, elle paraît opportune pour analyser la représentation des couches les plus fragiles des classes populaires costariciennes.

Au Costa Rica, en effet, le discours classiste et les références au populaire sont particulièrement rares. Les classes populaires ne sont ni le fait d'un travail d'unification symbolique ni l'objet d'un fort travail d'encadrement politique. Pour beaucoup d'acteurs politiques, c'est même la dépolitisation (voire la non politisation) et l'atomisation de ces catégories qui empêcheraient tout travail d'unification symbolique et d'encadrement partisan. Or, malgré cela, les exemples de Yolanda et de l'ensemble des dirigeants locaux restitués dans cette thèse rappellent que des formes populaires d'engagement sont observables. Les interroger permet d'éclairer la question de l'engagement populaire et des dynamiques de cohésion et d'unification malgré les bouleversements qui touchent les groupes dominés depuis les années 1980 et en dépit de la faiblesse des dispositifs classiques d'encadrement et de politisation des groupes populaires.

LA REPRÉSENTATION POLITIQUE DES CLASSES POPULAIRES AU COSTA RICA : UN NON OBJET ?

Poser la question de la représentation politique des classes populaires au Costa Rica ne va pas de soi. En réalité, défendre l'usage d'une telle notion, avec les problématiques qu'elle sous-tend, peut même paraître particulièrement contre-intuitif. En effet, la question des classes populaires et de leur mobilisation en politique n'est ni un enjeu central de la science politique

⁴⁹ Si le biais misérabiliste de cette thèse a été largement souligné, il faut également rappeler que ce travail a permis de mettre en lumière le rôle structurant des inégalités socio-économiques sur la participation politique. Sur l'analyse critique de cette thèse, voir notamment : J. MISCHI, *Servir la classe ouvrière...*, *op. cit.*, et notamment le passage intitulé « Contre une lecture misérabiliste du rapport populaire au politique » (p. 15-19).

⁵⁰ *Ibid.* Les apports de cette approche seront détaillés dans la suite de cette introduction.

costaricienne ni l'objet de débat dans la sphère politique. Le poids des inégalités socio-économiques sur l'accès à la sphère politique est largement invisibilisé. Historiquement, cela s'explique par la prégnance d'un mythe égalitariste très structurant que j'étudierai par la suite. Depuis les années 1990, ce mythe s'est trouvé largement écorné par l'émergence de la question de la pauvreté comme problème public central. Cependant, la problématisation de la question sociale⁵¹ en termes de « lutte contre la pauvreté » (et la focalisation sur la question de l'assistance qui en découle) se révèle peu favorable aux réflexions sur les « classes populaires » (voir *infra*).

Ainsi, avant (et afin) de pouvoir justifier le recours à la sociologie du populaire pour aborder la réalité des groupes dominés au Costa Rica, il semble important de revenir sur les transformations qui ont pu affecter ces groupes dans ce pays et sur la façon dont elles ont été abordées par les sciences sociales. Le caractère tardif et éphémère de la perspective classiste dans les sciences sociales costariciennes (et en particulier en science politique) et la façon même dont cette perspective a été abordée, en laissant peu de place à une analyse des formes de la politisation populaire, ne sont pas sans lien avec la manière dont les groupes dominés sont aujourd'hui pensés et énoncés dans les discours savants, experts et politiques⁵².

Dans une région marquée par les guerres civiles, les dictatures militaires et de profondes inégalités sociales, le Costa Rica apparaît comme une démocratie stable (en 1989, le pays a fêté le centenaire de sa démocratie)⁵³, sans armée (depuis 1948). En ce sens, le pays

⁵¹ Selon Robert Castel, « la 'question sociale' est une aporie fondamentale sur laquelle une société expérimente l'énigme de sa cohésion et tente de conjurer le risque de sa fracture. Elle est un défi qui interroge, remet en question la capacité d'une société [...] à exister comme un ensemble lié par des relations d'interdépendance. [...] La question sociale se pose explicitement sur les marges de la vie sociale, mais elle 'met en question' l'ensemble de la société ». (R. CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Gallimard, 1995, p. 25-31).

⁵² À partir d'une comparaison de différentes notions utilisées pour penser la pauvreté urbaine dans divers contextes (exclusion en France, *underclass* aux États-Unis et *marginalidad* en Amérique latine), Didier Fassin a montré tout l'intérêt qu'il y avait à considérer « l'évolution du sens que l'on a attribué à ces notions, des faits qu'elles nomment et qualifient, des enjeux dont elles ont fait l'objet ou qu'elles ont occultés ». Il souligne ainsi qu'il « revient aux sciences sociales de s'interroger non seulement sur les réalités sociologiques qui sont ainsi décrites (les caractéristiques des populations concernées et les processus par lesquels la pauvreté urbaine se développe), mais aussi sur la manière dont ces réalités sont construites, puis traitées par les journalistes, les administrations, le public et les chercheurs eux-mêmes (la façon de les reconnaître, de les nommer, de les expliquer et, finalement, de leur apporter des réponses) ». In D. FASSIN, « Exclusion, *underclass*, *marginalidad*. Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux États-Unis et en Amérique latine, *Revue française de sociologie*, vol. 37, n°1, 1996, p. 70.

⁵³ Bien sûr, le 7 novembre 1889 comme date d'avènement de la démocratie costaricienne fait l'objet d'importantes controverses. Cette date comporte cependant une dimension symbolique pour les Costariciens et reflète la croyance fortement partagée dans l'image d'une démocratie ancienne et, à ce titre, particulièrement exceptionnelle dans la région. En ce sens voir : I. MOLINA JIMÉNEZ, « El 89 de Costa Rica: otra interpretación del levantamiento del 7 de noviembre », *Revista de Historia (UNA)*, n°20, 1989, p. 175-192.

est souvent présenté un cas particulièrement exceptionnel dans la région⁵⁴. Cette exceptionnalité politique est généralement associée au mythe d'un égalitarisme social qui tirerait ses racines de l'histoire particulière du pays, et notamment de la période coloniale. Faute d'un important peuplement indien et de métaux précieux, la province du Costa Rica était l'un des territoires les plus pauvres des colonies espagnoles. Ce manque de dynamisme est au fondement du développement d'une société de petits paysans, généralement propriétaires des leurs terres, mais aux ressources limitées. Dans l'imaginaire collectif comme pour l'historiographie dite « traditionnelle », l'homogénéité sociale de la période coloniale aurait favorisé l'émergence d'une « démocratie rurale »⁵⁵, antécédent parfois naturalisé à la démocratie moderne. Cette analyse historique est souvent combinée à des arguments culturels (voire même racistes) : la rareté de la population indienne aurait fait de la province du Costa Rica un îlot européenisé en Amérique centrale, favorisant homogénéité sociale et proximité culturelle (cf. la « légende blanche »⁵⁶). Cette perspective historique est souvent appréhendée comme le fondement « naturel » de la démocratie costaricienne moderne. L'égalitarisme hérité de la colonie aurait certes été remis en cause par le développement de l'économie agro-exportatrice caféière dans la période post-coloniale (la polarisation sociale atteignant son climax dans une guerre civile de quelques semaines en 1948), mais de façon passagère.

Au lendemain de la Guerre civile de 1948, ce mythe égalitariste a été fortement réinvesti⁵⁷. Les vainqueurs, réunis dans le Parti de libération nationale qui domine le pouvoir depuis lors, présentent en effet cet héritage historique comme une condition de possibilité de la société de classe moyenne qu'ils entendent construire. À ce titre, un auteur de la période souligne :

« Nous ne connaissons pas les différences héritées, qui se transmettent de génération en génération sous d'autres latitudes et qui insèrent fatalement l'individu dans un groupe. Si ailleurs il existe des personnes et des groupes qui ont les caractéristiques communes de deux classes distinctes, cette situation [*n'est pas ici si fréquente*]. Parce que le peuple costaricien est composé d'une grande classe moyenne qui constitue le cœur de notre nationalité, avec, à ses

⁵⁴ C. SANDOVAL GARCÍA, « El 'excepcionalismo' costarricense y el 'otro' nicaragüense en perspectiva histórica », in *Otros Amenazantes. Los Nicaragüenses y la formación de identidades nacionales en Costa Rica*, San José, Editorial UCR, 2008 [1^{ère} éd. : 2002], p. 109-179.

⁵⁵ Cette thèse est développée dès les années 1930 par C. MONGE ALFARO : *Historia de Costa Rica*, San José, Librería Trejos, 1958, 8^{ème} édition [1^{ère} éd. 1939], p. 102-127. L'auteur est un intellectuel costaricien (1909-1979) qui a eu un rôle important tant dans le développement de l'historiographie de son pays que dans le développement du système universitaire. Par ses travaux et son engagement personnel, il a également été une figure du changement de régime en 1949.

⁵⁶ M. EDELMAN, *Peasants against Globalization: Rural Social Movements in Costa Rica*, Stanford (California), Stanford University Press, 1999, p. 45.

⁵⁷ C. SANDOVAL GARCÍA, « De la 'democracia rural' a la 'nación de clase media' », in *Otros Amenazantes...*, op. cit., p. 132-140.

extrêmes, les groupes ouvriers et paysans – d’une part – et un secteur restreint de riches d’autre part »⁵⁸.

Encore aujourd’hui, les représentations du Costa Rica comme pays de classe moyenne sont fortement ancrées dans l’imaginaire collectif national.

Ainsi, la lecture du monde social qui trouve ses fondements dans certains travaux d’historiens laisse peu de place aux rapports de classe et à la question du populaire et ce, jusqu’aux années 1960. À l’inverse, le développement du marxisme scientifique, qui sera dominant dans les sciences sociales costariciennes dans les années 1980⁵⁹, favorise une relecture de l’histoire costaricienne au prisme classiste, donnant une grande centralité aux groupes populaires, et en particulier au mouvement ouvrier. Bien que ce courant se soit développé tardivement au Costa Rica, et pour une courte durée, de nombreuses recherches universitaires se revendiquant du marxisme et/ou influencées par ce courant sont réalisées à partir des années 1960 et plus particulièrement dans les années 1970-1980⁶⁰. Dans cette période, beaucoup de travaux se penchent sur la *classe ouvrière* (traduction de *clase obrera* ou *clase trabajadora*) explorant tant la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle⁶¹, que la guerre civile⁶² ou la période post-1948⁶³.

Les années 1970-1980 sont ainsi marquées par une multiplication des travaux sur les groupes dominés, et en particulier sur la « classe ouvrière ». Si une sociologie et une sociohistoire de ces groupes restent encore largement à faire, les travaux produits dans cette période ont malgré tout permis d’aborder la question de l’existence d’éléments constitutifs d’une culture populaire. En ce sens, ils ont notamment décrit les conditions de vie des

⁵⁸ E. RODRÍGUEZ VEGA, *Apuntes para una Sociología Costarricense*, San José, Editorial Universidad Estatal a Distancia, 1979 [1^{ère} éd. : 1953] in C. SANDOVAL GARCÍA, *Otros Amenazantes...*, op. cit., p. 134. Toutes les traductions à partir de l’espagnol sont de mon fait. Lorsque cela n’est pas le cas, l’auteur de la traduction est précisé.

⁵⁹ I. MOLINA JIMÉNEZ, « La influencia del marxismo en la historiografía costarricense », *A Contracorriente. Revista de Historia Social y Literatura en América Latina*, vol. 5, n°2, 2008, p. 220-236.

⁶⁰ Voir notamment : *Ibid.*, ou encore C. HERNÁNDEZ, « Fases y tendencias de cambio en los estudios sobre la clase trabajadora costarricense: un balance historiográfico », *Revista de Historia*, San José, N° spécial, 1996, 115-128.

⁶¹ M. OLIVA MEDINA, *El movimiento artesano-obrero urbano costarricense 1880-1914*, Tesis de Licenciatura en Historia, Universidad Nacional, 1984; M. OLIVA MEDINA, *Artisanos y Obreros Costarricenses: 1880-1940*, San José, Editorial Universidad Estatal a Distancia, 2006 [1^{ère} éd. : 1985]; V. H. ACUÑA ORTEGA, *Los orígenes de la clase obrera en Costa Rica: las huelgas de 1920 por la jornada de ocho horas*, San José, CENAP-CEPAS, 1986.

⁶² Voir notamment : M. ROJAS BOLAÑOS, *Lucha social y guerra civil en Costa Rica, 1940-1948*, San José, Editorial Porvenir, 1980.

⁶³ C. ABARCA, « Luchas populares y organización obrera en Costa Rica (1950-1960) », *Revista de Ciencias Sociales* (UCR), n°15-16, 1978, p. 33-54; M. ROJAS BOLAÑOS, « El desarrollo del movimiento obrero en Costa Rica: un intento de periodización », *Ciencias Sociales* (UCR), n°15-16, 1978, p. 13-31; M. ROJAS BOLAÑOS, « El movimiento obrero y popular en los años setenta », *Anuario de Estudios Centroamericanos*, n°6, 1980, p. 75-81; M. AGUILAR, *Clase trabajadora y organización sindical en Costa Rica, 1943-1971*, San José, ICES-Porvenir-FLACSO, 1989.

travailleurs et les transformations qu'elles connaissent dans les différentes périodes de l'histoire costaricienne⁶⁴.

À la fin des années 1970, le Costa Rica fait face aux prémices de la crise du modèle de développement fondé sur un État fortement interventionniste qui prévalait depuis les années 1950⁶⁵. Cela se traduit notamment par l'émergence d'une gauche alternative aux sociaux-démocrates du PLN et aux communistes. Les organisations trotskistes et maoïstes se multiplient alors. Elles sont notamment présentes dans un monde universitaire en pleine expansion et dans les mobilisations sociales, dont de nombreux étudiants sont acteurs⁶⁶. Cette nouvelle configuration politique favorise un intérêt croissant pour les organisations et les mobilisations qui prennent place en dehors des usines et des enclaves bananières, notamment dans les espaces résidentiels urbains. La crise des années 1980 renforce cette focalisation en entraînant l'appauvrissement d'une part importante des Costariciens et en particulier des populations installées dans les zones urbaines qui ont connu une expansion accélérée depuis les années 1960. L'intérêt des universitaires comme des acteurs politiques (qui sont parfois les mêmes) se porte alors tout particulièrement sur les revendications liées aux conditions de vie, et notamment à la question du logement⁶⁷. Cette configuration favorise la forte politisation de cette question durant les années 1980 et surtout une intense mobilisation⁶⁸. Or,

⁶⁴ Voir notamment : M. OLIVA MEDINA, *Artesanos y Obreros Costarricenses...*, op. cit.; J. M. CERDAS, « La cuestión social y las condiciones de vida de los obreros en Costa Rica (1930-1960) », *Abra* (Heredia), n°21-22, 1995, p. 59-95.

⁶⁵ Ce modèle de développement est fortement inspiré de la tradition keynésienne, se fondant sur un État fort en mesure de promouvoir le développement économique du pays et d'assurer une certaine justice sociale. À partir des années 1960, il s'est traduit par la mise en œuvre de politiques d'industrialisation par la substitution des importations. Ces politiques, qui ont été promues par l'agence onusienne de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) dans toute l'Amérique latine, visaient à réduire la dépendance économique des pays de la région. Le modèle de développement économique costaricien s'est fondé sur une forte expansion de l'État qui a permis à la fois le développement du secteur industriel tout en assurant une certaine protection de la production agricole nationale. Il s'est également appuyé sur la construction de nombreuses infrastructures (télécommunication, voies de communication, hôpitaux, écoles...), sur la mise en œuvre d'importantes politiques éducatives et sur le développement d'un système de protection sociale qui a fait figure d'exception dans la région. Dans les années 1960-1970, cette situation a permis une augmentation des revenus de la population et une réduction des inégalités sociales. Dans le même temps cependant, ce modèle de développement a provoqué d'importants déficits (tant du fait de la transformation des modes de consommation, plus tournés vers les produits d'importation, que par la nécessité d'importer les technologies nécessaires à l'augmentation de la productivité, dans le secteur industriel comme dans le secteur agricole). En outre, la petite agriculture dédiée à la consommation nationale a largement fait les frais de la modernisation. Les logiques de concentration de la terre conduisent alors de nombreux paysans à migrer vers les centres urbains qui connaissent une très forte expansion. Dans les années 1980, suite au retournement de la conjoncture économique internationale, cette situation entraîne une crise socio-économique, qui sera particulièrement visible dans les zones urbaines où les bidonvilles se multiplient alors (voir *infra*).

⁶⁶ Ces éléments seront plus largement développés dans le premier chapitre de cette thèse.

⁶⁷ Voir notamment : M. ARGÜELLO, *Los más pobres en la lucha*, Heredia, Editorial universidad Nacional, 1981; M. SAGOT, *Women, political activism and housing: the case of woman's struggle for housing in Costa Rica*, PhD dissertation, Faculty of the College of Arts and Science of the American University, Washington D.C., 1992.

⁶⁸ Voir : E. MOLINA ALFARO, *Repercusiones politico-organizativas del acuerdo político firmado entre los Frentes de la Vivienda y el Estado durante la administración Arias Sánchez*, Tesis de maestría en sociología,

paradoxalement, pour analyser le mouvement social de l'habitat, la *classe ouvrière* est peu sollicitée. Ce sont principalement les catégories de « secteurs populaires » (*sectores populares*) ou de « pauvres » (*pobres*) qui sont mobilisées. Ce changement de lexique est révélateur du changement de paradigme qui se joue alors. Le recul de la notion de « classe ouvrière » dénote en effet un déclin d'intérêt pour le monde ouvrier qui s'observe bien au-delà du Costa Rica⁶⁹. Les groupes dominés continuent de faire l'objet de travaux, notamment dans les recherches sur les mouvements sociaux des « sans », mais la catégorie des « ouvriers » y occupe une place de plus en plus marginale⁷⁰.

Ainsi, entre 1970 et 1990, on trouve beaucoup de travaux sur les groupes dominés. Cependant, la focale adoptée, au plus près des institutions classiques de politisation des classes populaires, laisse peu de place aux formes populaires de la politisation et à ce qui relève de l'autonomie de ces groupes. En effet, ces travaux ont largement marginalisé la question du rapport au politique de ces catégories. Si une partie de la littérature sur les groupes dominés s'applique à adopter une perspective « par le bas », les questions de pouvoir politique sont quant à elles principalement traitées « par le haut ». Ainsi, par exemple, l'histoire du politique (et notamment des organisations partisans) s'est finalement peu nourrie de l'histoire sociale des groupes populaires, pourtant fortement développée.

Universidad de Costa Rica, 1990 ; M. SAGOT, *Women, political activism and housing...*, *op. cit.*; J. M. VALVERDE R., M. E. TREJOS P., « Diez años de luchas urbanas en Costa Rica (1982-1992) », *Ciencias Sociales* (UCR), n°61, 1993, p. 7-16. Dans la même période, se développent ainsi des mouvements populaires urbains dans de nombreux pays d'Amérique latine. Leurs revendications portent sur la survie socio-économique et sur l'accès à des droits sociaux, favorisant ainsi une politisation de la pauvreté. Pour une lecture transversale de cette question, voir : D. GARIBAY, B. MARQUES-PEREIRA, *La politique en Amérique latine. Histoires, institutions et citoyennetés*, Paris, Armand Colin, 2011, not. p. 225-228 ; 242-244.

⁶⁹ Pour une analyse comparée du déclin du référentiel classiste et en particulier des catégories « ouvrier » et « travailleur » en Amérique latine, voir D. MERKLEN, « Du travailleur au pauvre. La question sociale en Amérique latine », *Études rurales*, vol. 1, n° 165-166, 2003, p. 171-196. Sur le déclin du discours sur la classe ouvrière dans le cas français, voir notamment : C. DUBAR, « Sociétés sans classes ou sans discours de classe ? », *Lien social et Politiques*, n° 49, 2003, p. 35-44. Voir également : Y. SIBLOT et AL., *Sociologie des classes populaire...*, *op.cit.*, p. 24-29.

⁷⁰ La sociologie latino-américaine est alors fortement influencée par les travaux d'Alain Touraine. Dans le cadre le cadre du passage à la société post-industrielle, les clivages socio-économiques sont considérés comme déclinants. Dans cette perspective, l'accent est mis sur les dimensions socioculturelles de mobilisations appréhendées par leur nouveauté (« les nouveaux mouvements sociaux »). Sur l'analyse des mouvements sociaux en Amérique latine, et notamment sur la diffusion de la sociologie tourainienne : C. GOIRAND, « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine. Les approches des mobilisations depuis les années 1970 », *Revue française de science politique*, vol. 60, n°3, 2010, p. 445-466.

Certains historiens en appellent aujourd'hui à « analyser la politisation des secteurs populaires »⁷¹ tout au long de l'histoire costaricienne, soulignant à quel point une histoire de la culture politique populaire permettrait

« De comprendre le poids des secteurs subalternes comme acteurs sociaux de leur propre réalité et pas simplement comme des marionnettes du discours national et des processus culturels civilisateurs émanant de l'élite »⁷².

Comme le montre l'historien J. J. Marín, la rareté des travaux sur les rapports populaires au politique concerne différentes périodes historiques. Sur la fin du XIX^e-début XX^e siècles, il existe à la fois des travaux sur la formation d'une conscience de classe dans la lignée de Edward P. Thompson⁷³, sur la culture populaire⁷⁴ et des études sur les mobilisations sociales, les organisations syndicales et partisans marxistes (notamment sur le Parti communiste costaricien - PCCR). Par contre, il n'existe pas un véritable champ de recherche à la croisée de ces deux perspectives qui permettrait pourtant d'interroger l'ancrage social de ces organisations⁷⁵. De façon similaire sur la période post-1948, les travaux d'Histoire et de Science politique qui se sont penchés sur la classe ouvrière et sur les organisations populaires se sont principalement penché sur la question de leur répression voire de leur cooptation par le pouvoir libérationniste (*en référence au PLN*) sans poser la question de l'ancrage social de cette institution partisane présentée comme hégémonique. En ce sens, la question des modes d'appropriation individuelle et collective et d'attachement plus ou moins enchanté à cette institution partisane demeure un point aveugle de l'histoire costaricienne. Surtout, dans la période post-1980, l'absence de réflexion sur l'existence de formes populaires de politisation autonomes va avoir des effets importants sur la façon de penser la mobilisation électorale populaire. En effet, quand le paradigme de classe s'effondre et que les entreprises partisans

⁷¹ J. J. MARÍN HERNÁNDEZ, « Balance y perspectivas para una historia social de los movimientos sociales en Costa Rica. 1990-2012 » in M. TORRES MONTIEL, J. J. MARÍN HERNÁNDEZ (dir.), *Musa obrera : Historia, balances y desafíos de la clase trabajadora en el centenario del 1 de mayo en Costa Rica, 1913-2013*, San José, Costa Rica, Centro de Investigaciones Históricas de América Central (CIHAC), 2015, p. 211.

⁷² *Ibid.*, p. 207.

⁷³ E. P. THOMPSON, *La formation de la classe ouvrière anglaise...*, *op. cit.*. Dans la lignée du travail fondateur d'Edward P. Thompson, on trouve notamment : M. OLIVA MEDINA, *Artisanos y obreros costarricenses...*, *op. cit.*

⁷⁴ Voir par exemple : I. MOLINA JIMÉNEZ, S. PALMER (dir.), *El paso del Cometa. Estado, política social y culturas populares (1800-1950)*, San José, Costa Rica, 1994; J. D. GIL ZUÑIGA, *Homicidio, asociación y conflicto en la Provincia de Heredia, 1885-1985*, thèse de doctorat en Histoire, Barcelona, Universidad Autónoma de Barcelona, 1994 ; P. FUMERO, *Teatro público y Estado en San José, 1880-1914. Una aproximación desde la historia social*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 1996; J. J. MARÍN HERNÁNDEZ, *Civilizando a Costa Rica : la configuración de un sistema de las costumbres y la moral en la Provincia de San José, 1860-1949*, Tesis de Doctorado en Historia, Universidad Autónoma de Barcelona, Facultad de Letras, 2000.

⁷⁵ Pour analyse plus détaillée de cette critique, voir : J. J. MARÍN HERNÁNDEZ, « Balance y perspectivas para una historia social... », *op. cit.* ou I. MOLINA JIMÉNEZ, « La influencia del marxismo... », *op. cit.*, p. 232-333.

de la gauche communiste et de l'extrême gauche cessent de revendiquer la représentation des classes populaires, c'est l'existence même de logiques de cohésion et d'affiliation au sein des groupes dominés qui est remise en cause. Alors qu'une violente crise économique et sociale a lieu et que la question sociale devient une problématique centrale, c'est dès lors en termes de dépolitisation et démobilitation que seront pensés les groupes dominés.

Durant les années 1980, l'Amérique latine fait face à ce qui apparaît comme l'une des plus violentes crises de son histoire, et qui ne semble avoir comme équivalent que la crise de 1929. Le modèle développementaliste mis en œuvre entre 1950 et 1970 a échoué à limiter la dépendance des pays latino-américains en favorisant une forte expansion de leurs dettes. Durant les années 1980, suite à la chute du prix des matières premières, les dettes publiques ont crû de façon exponentielle, entraînant des défauts de paiement et une fermeture des marchés de capitaux. Dans ce contexte, les pays de la région connaissent une importante crise économique et sociale et de nombreux Latino-américains se trouvent confrontés à des situations de chômage et d'appauvrissement brutales. Dans le même temps, cette période est marquée par une crise majeure des gauches marxistes⁷⁶ et par la disparition de l'URSS. Dans ce contexte, le paradigme de classe s'effondre littéralement. Pour penser les groupes dominés, c'est dès lors la « lutte contre la pauvreté » qui s'impose comme un incontournable sur les scènes médiatique comme dans le champ académique⁷⁷.

Si le Costa Rica n'est pas aussi abruptement touché par la crise que le reste de la région⁷⁸, le pays n'échappe cependant pas à cette nouvelle problématisation de la question sociale. Face aux difficultés budgétaires, le mot d'ordre est, comme dans le reste de l'Amérique latine, de réorienter les « services publics au bénéfice des pauvres et au détriment des classes moyennes »⁷⁹. Dès lors, et avec un soutien actif des organismes multilatéraux (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement), la pauvreté se constitue en objet à la fois politique et académique. Définir « qui sont les pauvres » et les objectiver statistiquement et spatialement sont dès lors des enjeux centraux, passage obligé à leur ciblage par des politiques sociales qui leur sont

⁷⁶ R. E. SALOM, *La crisis de la izquierda en Costa Rica*, San José, Editorial Porvenir, 1987.

⁷⁷ Voir chapitre 1. Sur cette question dans le cas argentin voir : G. VOMMARO, *Regards croisés sur les rapports des classes populaires au politique en Argentine. Retour sur la question du clientélisme*, thèse de doctorat en sociologie, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2010. Et pour des travaux plus transversaux sur cet aspect : D. MERKLEN, « Du travailleur au pauvre... », *op. cit.*, ou encore B. LAUTIER, « Gouvernement moral des pauvres et dépolitisation des politiques publiques en Amérique latine », *Revue Tiers Monde*, n°214, 2013 [1^{ère} éd. : 2009], p. 169-186.

⁷⁸ S'il a été le premier pays latino-américain à faire défaut sur sa dette, le Costa Rica semble avoir été en mesure de restreindre le coût social de la crise, en tout cas, par rapport aux autres pays de la région.

⁷⁹ BANQUE MONDIALE, *Poverty in Latin America. The Impact of Depression*, *op. cit.*, p. ii.

désormais explicitement dédiées. Entre la fin des années 1980 et les années 1990, la pauvreté est ainsi progressivement constituée en problème public⁸⁰. Au fur et à mesure que la situation socio-économique du Costa Rica se détériore, la pauvreté apparaît de plus en plus comme un phénomène stable et non plus comme une réalité transitoire devant disparaître. Si dans un premier temps, la situation et la mise en œuvre des politiques néolibérales se révèlent moins brutales que dans d'autres pays de la région, elles favorisent néanmoins une transformation durable du mode de développement costaricien, fragilisant sa capacité intégratrice⁸¹. Les inégalités qui avaient fortement diminué dans les années 1960-1970 augmentent de façon particulièrement préoccupante entre 1990 et 2010. Selon la CEPAL, le Costa Rica serait même désormais plus inégalitaire que le Mexique, le Salvador ou le Nicaragua⁸². Les taux de pauvreté qui sont depuis les années 1980 une variable déterminante de la situation sociale et économique du pays ne descendent pas durablement au-dessous de 20%⁸³. Alors que les gouvernants font de la lutte contre la pauvreté un élément central de leurs programmes, les politiques publiques mises en œuvre échouent à la faire baisser durablement. Face à l'augmentation des inégalités et au maintien de la pauvreté, les dépenses sociales particulièrement importantes au Costa Rica (elles représentent 23% du PIB en 2014) sont de plus en plus délégitimées. Dans le même temps, la focalisation sur la question de la pauvreté et sur l'échec des politiques économiques et des politiques sociales de lutte contre la pauvreté met en tension le mythe d'une société égalitaire et exceptionnelle sur lequel reposait au moins partiellement la légitimité du système politique costaricien.

Cette nouvelle problématisation de la question sociale en termes de « lutte contre la pauvreté » induit une transformation dans la façon de penser les groupes dominés. Dès lors, et non sans rappeler la conception libérale du XIX^e siècle, ils sont appréhendés en tant que bénéficiaires des politiques sociales d'assistance. Or, une telle conceptualisation n'est

⁸⁰ Selon Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès, « un problème devient public à partir du moment où des acteurs sociaux estiment que quelque chose doit être fait pour changer une situation » (Pierre LASCOUTMES, Patrick LE GALÈS, *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin, 2007, p. 70).

⁸¹ La question de la crise économique, des politiques néolibérales et de leur impact sur le modèle de développement costaricien est développée dans le premier chapitre de cette thèse.

⁸² Pour mesurer les inégalités, la CEPAL se fonde notamment sur l'indice de Gini. Pour chaque pays, l'organisation calcule un coefficient, qui va de 0 à 1 (plus cet indice est proche de 0 et plus les inégalités de revenus sont faibles, à l'inverse, plus il se rapproche de 1 et plus les inégalités sont fortes). Entre 1990 et 2013, l'indice de Gini du Costa Rica est passé de 0,438 à 0,512. À l'inverse, dans la plupart des pays de la région cet indice tend à diminuer (après avoir fortement crû dans les années 1990). À titre d'exemple, il est passé de 0,507 (en 1995) à 0,453 (en 2013) au Salvador ; de 0,536 (en 1989) à 0,492 (en 2012) au Mexique ou encore de 0,582 (1993) à 0,478 (en 2009). In CEPAL, *Panorama Social de América Latina*, Naciones Unidas/CEPAL, Santiago de Chile, 2014.

⁸³ Part des foyers pauvres ou extrêmement pauvres par rapport à la population totale : 27,1% (en 1990), 20,0 (en 1994), 20,6% (en 2000), 21,2% (en 2005), 21,3% (en 2010), 22,4 (2014). (Statistiques du Programme *Estado de la Nación* [En ligne] URL : <http://www.estadonacion.or.cr/estadisticas-index#social>. Consulté le 01.09.2016.

évidemment pas neutre. Comme le soulignait déjà Georg Simmel au début du XX^e siècle, « la pauvreté est un phénomène sociologique unique » dans la mesure où « l'unité [*de ce groupe*] se fonde sur une caractéristique purement passive, à savoir le fait que la société réagit et se conduit envers elle d'une manière particulière » :

« Ce n'est qu'à partir du moment où ils sont assistés – ou peut-être dès que leur situation aurait dû exiger assistance, bien qu'elle n'ait pas encore été donnée – qu'ils deviennent membres d'un groupe caractérisé par la pauvreté. Ce groupe ne demeure pas uni par l'interaction de ses membres, mais pas l'attitude collective que la société, en tant que tout, adopte à son égard. (...) À cause de ce manque de qualification positive, la classe des pauvres [...] n'engendre pas, malgré leur force commune, de forces socialement unificatrices. Dans ce sens, la pauvreté est un phénomène sociologique unique : un nombre d'individus qui, de par un destin purement individuel, occupent une position organique spécifique à l'intérieur du tout ; mais cette position n'est pas déterminée par ce destin et cette condition, mais plutôt par le fait que les autres – individus, associations, communautés – essaient de rectifier cette condition. Ainsi, ce n'est pas le manque de moyens qui rend quelqu'un pauvre. Sociologiquement parlant, la personne pauvre est l'individu qui reçoit assistance à cause de ce manque de moyens »⁸⁴.

Ainsi, penser les groupes dominés en termes de pauvreté amène à mettre en avant leur atomisation et leur dépendance vis-à-vis des politiques assistancielles. Dans le même temps, cette conception est antithétique à une analyse en termes de « classes populaires » qui interroge la question des traits autonomes que partageraient les membres de ces groupes et des dynamiques d'unification et de cohésion. Or, dès les années 1990, les pauvres et la question de l'assistance sont au cœur de la question sociale. Cette nouvelle perspective est particulièrement visible dans les analyses qui portent sur les habitants des quartiers populaires.

Dans un premier temps, les travaux réalisés sur le mouvement social pour le logement avaient mis l'accent sur le rôle des organisations de l'extrême gauche (trotskistes et maoïstes) dans la mobilisation et dans la politisation des habitants des bidonvilles qui se sont multipliés dans cette période dans les années 1970-1990⁸⁵. Ces bidonvilles étaient initialement pensés comme le fait d'une situation transitoire, celle de travailleurs qui devaient progressivement venir rejoindre les rangs de la classe moyenne⁸⁶. De fait, ces quartiers se sont progressivement formalisés. Ils ont été dotés d'infrastructures collectives (routes, réseaux d'eau et d'électricité, écoles, centres de santé...). L'habitat s'y est consolidé et ce, bien qu'une partie des habitants

⁸⁴ G. SIMMEL, *Les pauvres*, Paris, Presses universitaires de France, 2005 [1^{ère} éd. en allemand : 1907], p. 98-102.

⁸⁵ En ce sens, voir notamment : E. MOLINA ALFARO, *Repercusiones politico-organizativas del acuerdo político firmado entre los Frentes de la Vivienda y el Estado...*, *op. cit.*; M. SAGOT, *Women, political activism and housing...*, *op. cit.*; J. M. VALVERDE R., M. E. TREJOS P., « Diez años de luchas urbanas... », *op. cit.*

⁸⁶ C'est notamment ce que soulignent certains de mes enquêtés qui, depuis les organisations partisanes et les institutions publiques, ont eu à interagir avec les différentes générations d'habitants de ces quartiers.

continuent de vivre dans des logements précaires (absence de titres de propriété et/ou insalubrité)⁸⁷. Durant les années 1990, avec l'effondrement du paradigme de classe et l'émergence de la pauvreté comme problème public durable et central, le discours sur ces quartiers et sur leurs habitants a cependant changé. Alors qu'au cœur de la crise des années 1980 ils avaient été considérés comme des quartiers de travailleurs victimes de la crise, des quartiers de classe moyenne en devenir, ils sont devenus des quartiers pauvres, *aux marges de la ville (urbano-marginales)*. Quant à la politique du logement qui s'est institutionnalisée depuis la seconde moitié des années 1980, elle est appréhendée comme un ressort de la cooptation et de la mise en clientèle des habitants de ces quartiers. Dès lors, l'accent est mis sur la « perte d'autonomie » des dominés⁸⁸ et sur le caractère démobilisateur des nouvelles politiques sociales, et notamment des politiques en matière d'habitat.

Or, si le discours de classe a largement disparu et avec lui la plupart des organisations de gauche, les groupes en question n'en ont pas pour autant perdu toute capacité revendicative comme en atteste l'observation des *barrios urbano-marginales* de la capitale⁸⁹. Mais cet aspect a été faiblement investi. Dans la mesure où ces revendications étaient fortement liées à la politique en matière d'habitat et aux deux partis qui dominaient la scène politique jusqu'en 2002⁹⁰, elles ont été considérées comme le fait d'une clientèle manipulée. Dans un contexte où la question de l'autonomie était au cœur des travaux de sociologie, ces formes de mobilisations ont été largement délaissées par les chercheurs. Faute d'un regard par « le bas » des organisations locales et des modes de réappropriation auxquels peuvent donner lieu ces nouvelles politiques, c'est en terme de dépendance que sont dès lors pensés les groupes dominés. Dans les discours médiatique et politique, comme dans les travaux universitaires, ils sont désormais présentés tantôt comme des victimes, tantôt comme des otages des politiques sociales et des partis qui les mettent en œuvre.

⁸⁷ Voir notamment le chapitre 2, et en particulier l'encadré n°4, p. 185.

⁸⁸ Camille Goirand souligne que dans un contexte latino-américain marqué par des corporatismes d'État et des populismes les acteurs des mobilisations se sont montrés hostiles aux organisations traditionnelles de mobilisation que sont les partis et les syndicats. La sociologie politique latino-américaine s'est largement appropriée cette perspective qui faisait de l'autonomie une nécessité politique. (C. GOIRAND, « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine... », *op. cit.*, p. 455-456).

⁸⁹ C'est également ce que montre : J. J. MARÍN HERNÁNDEZ, « Un proyecto de proyectos. La historia social sobre los movimientos sociales: una historia necesaria para la Costa Rica actual », in M. TORRES MONTIEL, J. J. MARÍN HERNÁNDEZ (dir.), *Musa obrera...*, *op. cit.*, p. 7-47.

⁹⁰ Entre les années 1980 et les années 2000, la scène politique costaricienne est dominée par deux partis politiques : le PLN (social-démocrate) et le Parti de l'unité sociale-chrétienne (*Partido de la unidad social-cristiana* -- PUSC), parti social-chrétien. Dans cette période, les deux partis obtiennent à eux deux plus de 90 % des suffrages à chaque élection présidentielle. Par la suite cependant, le PUSC s'effondre (obtenant moins de 4 % des suffrages à l'élection présidentielle de 2006). Dans les années 2000, la scène politique costaricienne fait l'objet d'une fragmentation croissante. Cette recomposition se traduit notamment par l'émergence du Parti action citoyenne (*Partido acción ciudadana*), un parti de centre-gauche qui accède au pouvoir en 2014. Ces questions seront notamment analysées dans la partie 1.3 de la section C du premier chapitre.

Cette approche en termes de dépendance et de démobilisation va dans le sens d'une représentation atomisée des milieux populaires. Elle dénote d'un « éclatement des représentations »⁹¹ des classes populaires costariciennes qui se donne principalement à voir dans le champ politique et que les travaux de sciences sociales et d'expertise ont largement accompagné⁹². Elle traduit une désaffection à l'égard du marxisme et des approches classistes. Cette lecture vient en retour justifier l'absence d'offre politique à l'égard des groupes dominés : leur atomisation rendrait impossible leur représentation politique. Incapables de se retrouver autour d'intérêts collectifs, ils ne pourraient exister collectivement dans la sphère politique instituée. Leur dépolitisation les conduisant inéluctablement à l'abstention ou à une « remise de soi » apathique.

Les chiffres de l'abstention et de l'absence d'élus issus des milieux populaires corroborent au moins partiellement la thèse de la démobilisation et de la dépolitisation des couches les plus fragiles des classes populaires costariciennes. S'il n'existe pas au Costa Rica de sociologie électorale, de sociologie des élus ou du militantisme qui permettraient d'objectiver cette distance au politique, cette dernière apparaît cependant dans l'analyse des candidatures et des résultats électoraux des quartiers populaires. Dans les deux quartiers dans lesquels j'ai enquêté (j'y reviendrai par la suite), cela se traduit par une abstention relativement plus élevée que dans le reste du pays (voir tableau page suivante)⁹³ et par une absence de candidats à des positions éligibles (et donc d'élus) issus de ces quartiers au niveau municipal (*regidor*/maire) et au niveau national (députés/président)⁹⁴.

⁹¹ J'emprunte cette expression à Gérard Noiriel qui l'utilise pour décrire les transformations des modes de représentation de la classe ouvrière dans les sciences sociales comme dans le champ partisan. G. NOIRIEL, *Les ouvriers dans la société française...*, op. cit., p. 256-261.

⁹² En ce sens, voir l'annexe n°4 sur les représentations des classes sociales au Costa Rica aujourd'hui.

⁹³ Il faut souligner qu'au Costa Rica, le vote est obligatoire mais l'abstention n'est soumise à aucune sanction.

⁹⁴ Je me fonde ici sur l'analyse des listes de candidats aux élections des *regidores* (équivalent des conseillers municipaux), du maire, des députés et de la présidence de la République en 2006 et en 2010. Pour une présentation du système électoral costaricien, voir l'annexe n°3.

Tableau n°1 : Taux d'abstention lors de l'élection mayorale de 2010 et des élections présidentielles de 2010 et 2014⁹⁵

	Rincón Grande de Pavas	La Carpio	Canton de San José (municipalité de la capitale)	Costa Rica
2010 – Élection mayorale	85,3 %	78,7 %	81,6 %	72,1 %
2010 – Élection présidentielle	36,3 %	44,8 %	32,2 %	30,9 %
2014 – Élection présidentielle (1 ^{er} tour)	38,2 %	46,7 %	31,1 %	31,8 %

Légende : tableau réalisé sur la base des chiffres fournis par le Tribunal suprême électoral (TSE). Pour Rincón Grande de Pavas et La Carpio, il s'agit de résultats de calculs réalisés par l'auteur sur la base des résultats de chaque bureau de vote validés par le TSE.

Si tous ces éléments rendent compte d'un éloignement des habitants de ces quartiers de la sphère politique instituée, celui-ci n'est pas univoque. Au niveau du district (et du conseil de district), on constate une très forte présence des élus issus de ces quartiers. Dans les deux quartiers étudiés ici, des habitants issus du quartier occupaient des postes de conseillers de district et de *síndico* (le *síndico* préside le conseil de district). Instance composée d'une dizaine de membres, généralement dépourvue de budget et aux compétences limitées, le conseil de district constitue le niveau le plus bas de la hiérarchie symbolique des trophées électoraux⁹⁶. Malgré un engagement qui peut sembler improbable, certains habitants de ces quartiers s'engagent donc dans la sphère politique instituée, et certains (cependant particulièrement peu nombreux) font même part d'un désir d'y faire carrière durablement. Or, une focale en termes de démobilisation et de dépolitisation ne permet pas de rendre compte

⁹⁵ Au Costa Rica, il faut remporter 40% des suffrages pour être élu au premier tour de l'élection présidentielle. Si aucun des candidats n'atteint ce seuil, un second tour est organisé. En 2010, Laura Chinchilla a été élue au premier tour de l'élection avec 46,9 % des suffrages. En 2014, aucun candidat n'ayant atteint le seuil des 40%, un second tour a été organisé. Afin de donner ici des données comparables, j'ai donc choisi de prendre taux d'abstention du premier – et unique tour – de 2010 et du premier tour de 2014.

⁹⁶ Le conseil de district compte dix membres : quatre conseillers titulaires et quatre suppléants ainsi qu'un *síndico* titulaire et un suppléant. Le *síndico* et son suppléant sont à la tête du conseil et le représentent au sein du conseil municipal (ils sont en mesure de s'y exprimer mais n'y comptent cependant aucun droit de vote). Le conseil de district joue principalement un rôle de conseil et recommandation qui reste en pratique extrêmement limité. Légalement, il « propose au conseil municipal des moyens d'utiliser les fonds publics à destination de leur district ; émet des recommandations sur les permis pour les fêtes communales du district ; propose au conseil municipal des bénéficiaires pour des bourses d'étude, des allocations pour le logement, pour l'alimentation et pour tout autre aide étatique ; recommande au conseil municipal l'ordre de priorité pour l'exécution des travaux publics dans leur district ; favorise la participation active, consciente et démocratiques des habitants du district ; sert d'instance coordinatrice pour les activités exécutés par l'État, ses institutions, entreprises, municipalités dans les communautés [du district] ». Les conseillers de district ne touchent aucune rémunération alors que les *síndicos* sont défrayés pour leur présence au conseil municipal. (Site de la Municipalité de San José : https://www.msj.go.cr/informacion_ciudadana/SitePages/concejo_distrito.aspx. Consulté le 27 octobre 2016.

des formes d'engagement observables en milieu populaire et des « carrières politiques », comme celle de Yolanda et d'autres dirigeants locaux.

DU QUARTIER À LA SPHÈRE POLITIQUE INSTITUÉE : SAISIR LES RESSORTS ET LES CARACTÉRISTIQUES DE L'ENGAGEMENT POPULAIRE EN POLITIQUE

Dans des sociétés où la politique s'est historiquement constituée comme un domaine spécialisé et relativement autonome, « entrer en politique » renvoie à différentes dimensions⁹⁷. Si l'on suit Sandrine Lévêque, entrer en politique, d'une part, c'est « accéder à un monde structuré par des représentations politiques »⁹⁸. Si l'on s'en réfère à une approche de la politisation « pratique », cette conception du monde social peut se nourrir de « tout un ensemble d'expériences [...] qui ont trait à l'espace social des relations quotidiennes »⁹⁹ et sur la base desquels les individus peuvent fonder des représentations en termes de justice et de dignité et qui peuvent être au fondement de revendications et de conflits audibles sur la scène politique instituée. Cet aspect renvoie à la question de la socialisation des individus¹⁰⁰. D'autre part, le fait d'entrer en politique peut renvoyer à l'engagement et à la participation dans la sphère politique instituée (voter, militer...). Enfin, entrer en politique, c'est également accéder à l'exercice à titre principal à des responsabilités électives ou partisans, ce qui soulève la question du maintien des engagements et de l'attachement à la politique (loyauté et désir d'y faire carrière)¹⁰¹.

Pour saisir l'engagement politique des membres des classes populaires, et plus encore des fractions les plus fragiles d'entre elles, l'analyse de ces trois dimensions, qui peuvent être lues comme des étapes d'une carrière politique, paraît particulièrement fructueuse¹⁰². Cela

⁹⁷ S. LÉVÊQUE, « 'L'entrée en politique'. Bibliographie sur les conditions sociales de la professionnalisation et de la 'réussite' politique en France », *Politix*, vol. 9, n°35, 1996, p. 171-187. Voir également les autres contributions à ce dossier de *Politix* intitulé « Entrées en politique. Apprentissages et savoir-faire » et notamment l'introduction (M. OFFERLÉ, « Entrées en politique », p. 3-5).

⁹⁸ Je me fonde ici sur le travail de Sandrine LÉVÊQUE, « 'L'entrée en politique'.... », *op. cit.*, p. 171.

⁹⁹ J. BLONDEL, B. LACROIX, « Pourquoi votent-ils Front national ? », in N. MAYER, P. PERRINEAU (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Science Po, 1996, cité par A. COLLOVALD, F. SAWICKI, « Le populaire et le politique... », *op. cit.*, p. 10.

¹⁰⁰ Selon Muriel Darmon, la socialisation désigne la « façon dont la société forme et transforme les individus ». « C'est [...] l'ensemble des processus par lesquels l'individu est construit – on dira aussi 'formé', 'modelé', 'façonné', 'fabriqué', 'conditionné' – par la société globale et locale dans laquelle il vit, processus au cours desquels l'individu acquiert – 'apprend', 'intériorise', 'incorpore', 'intègre' – des façons de faire, de penser et d'être qui sont situées socialement ». (In M. DARMON, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 20010 [1^{ère} éd. : 2006], p. 6).

¹⁰¹ S. LÉVÊQUE, « 'L'entrée en politique'... », *op. cit.*, p. 172.

¹⁰² C'est notamment ce que montre Samir HADJ BELGACEM dans sa thèse de doctorat : *Représenter les « quartiers populaires » ? Une socio-histoire de l'engagement électoral et partisan dans les cités d'une municipalité communiste*, thèse de doctorat en Sociologie, Paris, École Normale Supérieure, 2015.

permet en effet de comprendre les conditions de possibilité d'un accès à des postes électifs pour des catégories caractérisées par une plus forte distance à la politique instituée que les autres groupes sociaux. Dans ses travaux sur la représentation des quartiers populaires en France, Samir Hadj Belgacem observe que cela requiert « un changement de statut social et un ajustement à des modes de fonctionnement et à une vision du monde qui ne se font pas sans heurt ni difficulté »¹⁰³. Une perspective par les carrières, attentives aux transformations objectives et subjectives permet de mieux saisir les ressorts d'un accès improbable à la sphère politique instituée et plus encore à l'arène électorale¹⁰⁴. Dans le même temps, poser la question en termes de processus permet de mieux saisir les conditions d'impossibilité d'un engagement dans la sphère électorale et ce, sans pour autant faire le postulat d'une absence de politisation voire d'une absence de mobilisation. Pour appréhender ces carrières d'engagement populaires, deux points paraissent devoir être étudiés.

Un premier point renvoie à la question de l'engagement au quartier. Comment peuvent émerger des porte-parole dans des espaces marqués par une forte désaffiliation sociale ? Comment des liens personnalisés entretenus sur une base locale peuvent-ils être le socle à la formation d'un groupe dont les attentes et les intérêts peuvent être portés collectivement dans la sphère politique instituée ? Un second point renvoie à la question de l'insertion de ces porte-parole dans la sphère politique instituée et à la façon dont les ressources qu'ils tirent de leur ancrage local structurent leur engagement dans cet espace social.

Interroger l'émergence de porte-parole populaires : entre entretien de liens personnalisés et conditions de la politisation au quartier

La question de l'engagement populaire ayant principalement été développée autour du militantisme ouvrier, l'accent a été mis sur le rôle des syndicats et des partis politiques (en particulier les partis communistes) comme instance de politisation et de mobilisation des classes populaires. Dans le même temps, cette focale a conduit à occulter, au moins partiellement, les formes d'engagement et de politisation populaire en dehors de ces instances classiques d'encadrement¹⁰⁵.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 327.

¹⁰⁴ Sur l'approche par les trajectoires ou par les carrières voir : O. FILLIEULE, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post scriptum », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, 2001, p. 199-215. Sur la mobilisation de cette approche pour appréhender les carrières politiques, voir notamment : L. BARGEL, « S'attacher à la politique. Carrières de jeunes socialistes professionnels », *Sociétés contemporaines*, n°84, 2011, p. 79-102.

¹⁰⁵ La nécessité de repenser les liens entre crise des instances classiques de représentation et d'encadrement des classes populaires et mobilisation/démobilisation des classes populaires a été largement soulignée dans le cas

Malgré les bouleversements que connaissent les classes populaires (notamment liés aux transformations structurelles du marché du travail, au déclin des instances traditionnelles de politisation et de l'offre politique qui leur est adressée), certains travaux ont mis en évidence des formes renouvelées de politisation¹⁰⁶. Face aux transformations du marché du travail (qui prennent des formes différentes selon les pays), des travaux ont notamment mis en lumière la centralité des espaces résidentiels comme lieux de politisation des classes populaires¹⁰⁷. Depuis la fin des années 1980, la précarisation de la vie professionnelle (chômage, informalité...) et la spatialisation de l'action publique¹⁰⁸ ont accru les logiques de territorialisation des liens sociaux¹⁰⁹. Ainsi et bien que cela ne soit pas nouveau dans le cas costaricien¹¹⁰, c'est principalement sur la base de sociabilités localisées et liées à leur espace de résidence (« *le quartier* » ou « *la communauté* ») que les classes populaires trouvent à

français (voir *supra*). La problématique en question n'est cependant pas propre à la France. En Amérique latine, et au Costa Rica notamment, le paradigme classiste en sciences sociales s'est bien souvent traduit par une focalisation sur les organisations du mouvement populaire, au risque d'occulter les formes plus autonomes de politisation populaire. Sur le cas costaricien, c'est ce que soulignent certains historiens, comme par exemple : P. ALVARENGA, *De vecinos a ciudadanos. Movimientos comunales y luchas cívicas en la historia contemporánea de Costa Rica*, San José, Editorial universidad de Costa Rica-universidad Nacional, 2005, en particulier p. xiv-xxxiv ; J. J. MARÍN HERNÁNDEZ, « Un proyecto de proyectos. La historia social sobre los movimientos sociales: una historia necesaria para la Costa Rica actual », in M. TORRES MONTIEL, J. J. MARÍN HERNÁNDEZ (dir.), *Musa obrera...*, *op. cit.*, p. 7-47.

¹⁰⁶ C'est ce que soulignent Julian Mischi à propos du cas français ou Denis Merklen dans ses travaux comparatifs prenant notamment en compte les cas français et argentins (J. MISCHI, « Les militants ouvriers de la chasse. Éléments sur le rapport à la politique des classes populaires », *Politix*, n°83, 2008, p. 105-131 ; D. MERKLEN, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 2009).

¹⁰⁷ *Ibid.* Dans ses travaux sur l'Argentine et l'Uruguay, Charlotte Pujol montre cependant que l'engagement pour le quartier constitue en réalité une possibilité pour les habitants mobilisés d'être en contact avec les institutions publiques hors du quartier, et favorise donc les va-et-vient entre le quartier et l'extérieur de celui-ci. En ce sens, voir notamment : C. PUJOL, « L'usage du quartier dans les politiques de 'participation citoyenne'. Vers un 'ancrage mobile' aux marges de Rosario et Montevideo », *Cahiers des Amériques latines*, n°69, 2012, p. 103-121 ainsi que sa thèse : *De l'ancrage mobile à l'inscription circulaire : regards croisés sur les trajectoires citadines et citoyennes aux marges de Rosario (Argentine) et de Montevideo (Uruguay)*, Thèse de doctorat en géographie, Université Toulouse-2, 2010.

¹⁰⁸ Sur le local, voire le « micro-local » comme cadre privilégié des politiques publiques en direction des couches les plus fragiles des classes populaires, voir : M.-F. PRÉVÔT-SCHAPIRA, « Territoires urbains et politiques sociales en Amérique latine. Réflexions à partir des cas argentin et mexicain », in É. LE BRIS (dir.), *Villes du Sud : sur la route d'Istanbul*, Paris, Orstom, 1996, p. 107-126. Voir également : S. TISSOT, F. POUPEAU, « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°4, 2005.

¹⁰⁹ Sur cette question en Amérique latine, voir : Dossier « Mouvements sociaux et espaces locaux », *Cahiers des Amériques latines*, n° 66, 2011. Pour une comparaison, prenant notamment en compte les cas français et argentin, voir également : D. MERKLEN, *Quartiers populaires, quartiers politiques...*, *op. cit.*

¹¹⁰ Dans un contexte costaricien où le syndicalisme est relativement peu développé, c'est principalement sur une base territoriale que se sont organisées les classes populaires depuis les années 1950. Cette territorialisation des organisations populaires a notamment été facilitée par les politiques de développement communautaire mises en œuvre à partir des années 1960. Ces politiques spatialisées visaient à organiser les habitants d'un même territoire autour de l'accès à des services de base (eau, électricité, salle communale, routes...). Si ces politiques ne visaient pas explicitement les milieux populaires, elles leur étaient cependant manifestement dédiées, dans la mesure où il s'agissait de favoriser l'intégration de territoires moins bien dotés à la dynamique de développement national. Sur ces politiques spatialisées en Amérique latine et la façon dont elles se sont par la suite transformées en programmes de luttes contre la pauvreté, voir : B. LAUTIER, « Gouvernement moral des pauvres... », *op. cit.*

s'organiser et à se mobiliser¹¹¹. La centralité de l'espace résidentiel pour les classes populaires, et en particulier pour leurs couches les plus fragiles, se traduit par un rôle important de l'espace associatif. Si l'engagement civique n'est pas nécessairement un vecteur de politisation¹¹², il peut constituer dans certains cas un mode de socialisation politique voire une passerelle vers le militantisme partisan (voir *infra*).

Dans les quartiers populaires costariciens qui se sont créés depuis les années 1980, il existe de nombreuses organisations communautaires (comités pour le logement, cantines et garderies communautaires, comités sportifs...). Elles ont pour but de faciliter le ciblage et la résolution des problèmes du quartier et se chargent pour cela de négocier avec les agents de l'État et avec le personnel politique. Les rapports entre ces organisations et l'État restent néanmoins peu institutionnalisés¹¹³. Si ces organisations peuvent jouer un rôle dans la mise en œuvre de certaines politiques publiques, elles ne se voient néanmoins pas déléguer d'importantes missions de services publics, leurs budgets sont généralement très limités et elles n'ont pas fait l'objet de fortes logiques de professionnalisation. Leur fonctionnement repose généralement sur l'action très individualisée¹¹⁴ d'un *dirigeant de quartier* (c'est le terme que j'utiliserai au cours de la thèse pour traduire les expressions autochtones et synonymes de *dirigente/líder comunal/comunitario*). Le rôle de ce dernier consiste à résoudre les problèmes d'un groupe plus ou moins flou et plus ou moins clairement défini territorialement généralement nommé la *communauté*. Sa position d'interface entre le quartier et la sphère politique instituée en fait un outre un acteur clef dans les processus électoraux, où il joue bien souvent le rôle d'agent électoral.

Toutefois, l'engagement des dirigeants de quartier est rarement appréhendé en termes de politisation. L'accent est mis sur les relations personnalisées qu'ils entretiennent tant avec le personnel politique et administratif qu'avec leur voisinage. Ces relations sont pensées dans une perspective « descendante » qui laisse peu de place à des formes de cohésion, d'affiliation

¹¹¹ C'est notamment la thèse défendue par Denis MERKLEN (*Quartiers populaires, quartiers politiques...*, *op. cit.*).

¹¹² En ce sens, voir N. ELIASOPH, *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Economica, 2010 [1^{ère} éd. en anglais : 1998] ; C. HAMIDI, *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Paris, Economica, 2010.

¹¹³ À ce titre, les organisations de quartier étudiées ici sont assez proches de celles décrites par Robert Gay, Dominique Vidal ou Camille Goirand à propos des *favelas* brésiliennes. R. GAY, *Popular Organization and Democracy in Rio de Janeiro. A Tale of Two Favelas*, Philadelphie, Temple University Press, 1994 ; D. VIDAL, *La politique au quartier. Rapports sociaux et citoyenneté à Recife*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1998 ; C. GOIRAND, *La politique des favelas*, Paris, Karthala, 2000.

¹¹⁴ En ce sens, ces associations sont également assez proches des organisations de quartier brésiliennes, comme le montrent les travaux cités dans la note précédente.

et de politisation. La participation et la mobilisation électorale y sont présentées comme le fruit d'une distribution de biens et de services qui obligent les bénéficiaires.

Le rôle des liens interpersonnels alimentés par des formes d'échange dans la mobilisation et la participation électorale des groupes dominés est une question ancienne. Elle est cœur des travaux sur le clientélisme que Jean-Louis Briquet définit, dans la lignée du travail de Jean-François Médard¹¹⁵, comme :

« les liens personnalisés, entre des individus appartenant à des groupes sociaux disposant de ressources matérielles et symboliques de valeur très inégale, reposant sur des échanges durables de biens et de services, généralement conçus comme des obligations morales unissant un 'patron' et les 'clients' qui en dépendent »¹¹⁶.

Ces liens personnalisés et leur maintien par des formes d'échange ont suscité d'importants débats, dans le champ académique mais aussi dans les sphères politique et médiatique. En effet, le clientélisme a été constitué en arme de disqualification dans les luttes entre acteurs politiques. Alors que l'idéal démocratique repose sur l'image idéalisée d'un citoyen à la conscience civique, individuelle et libre de toute contrainte, le clientélisme apparaît comme un ressort de participation électorale contraint et à ce titre disqualifié. Il serait un frein à la « modernisation politique », un obstacle à la « qualité de la démocratie ». Cette lecture, très présente dans le sens commun comme dans les sphères politique et médiatique en Amérique latine comme en Europe, trouve à se nourrir d'une partie des travaux qui ont été dédiés à la question du clientélisme et dont l'un des points communs a souvent été de l'analyser comme opposé à la démocratie représentative. Dans nombre de travaux qui portent sur l'échange politique et le clientélisme, l'accent est mis sur la promotion qui est faite d'intérêts individuels ou particularistes (allant à l'encontre de l'intérêt général) qui empêcheraient (ou limiteraient) les logiques de politisation. Dans cette perspective, les électeurs sont perçus comme apathiques, loyaux ou immoraux, leur mobilisation électorale n'impliquant aucun travail de conviction et se limitant à une distribution de biens et de services.

La question des échanges réciproques et des relations de pouvoir qu'elles structurent ou alimentent est une thématique ancienne dans les sciences sociales. Elle apparaît dans les travaux d'anthropologie comme ceux de Bronislaw Malinowski (qui s'intéresse notamment à

¹¹⁵ J.-F. MÉDARD, « Le rapport de clientèle. Du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de science politique*, n°1, 1976, not. p. 103-119.

¹¹⁶ J.-L. BRIQUET, « La politique clientélaire. Clientélisme et processus politiques », in J.-L. BRIQUET, F. SAWICKI (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Presses universitaires de France, 1998, p. 7.

la *kula*, une forme d'échange qui repose sur la mise en scène de la prodigalité¹¹⁷) ou de Marcel Mauss qui mettent en avant la force des liens sociaux reposant sur la logique du don et du contre-don¹¹⁸. C'est cependant dans les années 1950 que la notion de clientélisme est élaborée au sein de l'anthropologie sociale. Dans cette période, les anthropologues commencent à s'intéresser aux sociétés « complexes », « modernes » et non plus uniquement aux sociétés dites « exotiques » ou « primitives ». Dans des travaux qui portent principalement sur l'Europe du Sud, ces auteurs s'attachent à montrer l'importance des liens informels, généralement fondés sur la parenté ou vécus sur le registre de l'amitié dans les zones rurales traditionnelles où l'État tente d'asseoir son autorité¹¹⁹. Par la suite, ces travaux feront l'objet d'importantes critiques, qui dénonceront notamment leur caractère ethnocentriste voire condescendant. Il faut néanmoins souligner que cette approche aura eu le mérite de mettre en lumière la dimension symbolique des échanges clientélares. L'anthropologie sociale a en effet insisté sur la façon dont ces échanges de biens et de services pouvaient faire l'objet d'une réappropriation de la part des subalternes à l'aune de codes culturels autonomes. À la différence des travaux qui allaient se développer par la suite, principalement en science politique, cette approche ne condamnait pas les clients de la relation clientélaire à une domination totale et sans appel.

Durant les années 1960, la question du clientélisme dans l'Europe du Sud (et en particulier en Italie) va faire l'objet d'une approche renouvelée, du fait notamment de l'intérêt qu'y porte désormais une partie de la science politique anglo-saxonne. Les usages du concept se traduisent par un changement d'échelle. Il s'agit de rompre avec la tradition anthropologique en privilégiant non plus une approche par les relations interindividuelles mais par les régimes politiques et les « systèmes de gouvernement »¹²⁰. Dès lors, l'accent est mis sur la problématique de la modernisation politique. Parce qu'il empêcherait les logiques d'identification collective au profit de relations interpersonnelles de dépendance et une focalisation sur la satisfaction d'intérêts prioritairement privés et immédiats, le clientélisme

¹¹⁷ B. MALINOWSKI, *Les Argonautes du Pacifique occidental*, Paris, Gallimard, 1961 [1^{ère} éd. en anglais : 1922]. Voir également : M.D. SAHLINS, « Poor man, rich man, chief : political types in Melanesia and Polynesia », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 5, n°3, 1963.

¹¹⁸ M. MAUSS, *Essai sur le don. Formes et raisons de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris, Presses universitaires de France, 2007, [1^{ère} éd. 1924-1925].

¹¹⁹ Voir par exemple : É. WOLF, « Kindship, friendship, and patron-client relations in complex societies », in M. BANTON (dir.), *The Social Anthropology of Complex Societies*, Londres, Tavistock, 1966 ou encore J. PITT-RIVERS, *The People of the Sierra*, Chicago, The University Chicago Press, 1971 [1^{ère} éd. 1954]. Pour une synthèse de ces travaux, voir J.-L. BRIQUET, « La politique clientélaire... », *op. cit.*, p. 10-15 ou encore H. COMBES, G. VOMMARO, *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte, 2015, not. p. 9-27.

¹²⁰ En ce sens, voir notamment : A. WEINGROD, « Patrons, Patronage and Political Parties », *Comparative Studies in Society and History*, n°10, 1968, p. 379-383.

serait le marqueur d'un dysfonctionnement de la démocratie et un obstacle à la modernisation politique¹²¹. Ces approches en termes de dysfonctionnalité, voire de pathologie, dans lesquelles le clientélisme est souvent présenté comme un « résidu » d'un système traditionnel et archaïque, trouvent parfois à s'articuler à une lecture culturaliste, qui fait reposer le clientélisme sur une culture spécifique (ou un manque de « culture civique »¹²²). Cette approche a particulièrement été développée à partir du cas italien. Elle est le fruit d'un intérêt scientifique combiné à un contexte politique particulier : face à l'avancée du communisme, l'Italie constitue un enjeu stratégique, notamment pour les États-Unis¹²³. Parmi les travaux fondateurs, on trouve les écrits d'Edward Banfield sur la culture politique italienne. L'auteur décrit l'Italie du Sud comme politiquement « arriérée » et marquée par ce qu'il nomme le « familialisme amoral ». Selon l'auteur, cette absence de morale reposerait sur une culture qui empêcherait les individus « d'agir collectivement pour le bien commun ou pour tout autre fin allant au-delà de la famille nucléaire » et qui favoriserait la recherche de profits immédiats particularistes¹²⁴. Cette culture nourrirait le rapport des individus aux institutions publiques, constituant un obstacle au développement économique et à la modernisation politique du Mezzogiorno. Par la suite, les conclusions d'Edward Banfield ont été confortées voire renforcées par les travaux d'autres chercheurs. C'est notamment le cas de Gabriel Almond et Sidney Verba qui mettent par exemple en avant le rôle de structures sociales et politiques « prémodernes »¹²⁵ (parenté, appartenances religieuses et communautaires) dans la constitution (ou la permanence) d'une culture politique marquée par un rapport instrumental, voire défiant, aux institutions publiques. Qu'ils reprennent à leur compte l'hypothèse culturaliste (comme Robert Putnam¹²⁶) ou s'en distancient (comme Sydney Tarrow dans son travail sur la paysannerie¹²⁷), nombre des auteurs qui travailleront par la suite sur l'Italie adoptent plus ou moins explicitement la thèse de l'« anormalité italienne » et font du clientélisme un marqueur de la distance qui séparerait ce pays des « démocraties

¹²¹ Voir notamment L. GRAZIANO, « A conceptual framework for the study of clientelistic behavior », *European Journal of Political Research*, vol. 4, n°2, 1976, p. 149-174. Ou son ouvrage de référence en langue italienne : *Clientelismo e sistema politico. Il caso dell'Italia*, Milan, Franco Angeli, 1980.

¹²² R. D. PUTNAM, *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press, 1993.

¹²³ J.-L. BRIQUET, « Les formulations savantes d'une catégorie politique. Le clientélisme et l'interprétation sociohistorique du 'cas italien' », *Genèses*, n°62, 2006, p. 49-68.

¹²⁴ E. C. BANFIELD, *The Moral Basis of a Backward Society*, New York, The Free Press, 1958, cité in J.-L. BRIQUET, « Les formulations savantes d'une catégorie politique... », p. 56.

¹²⁵ G. ALMOND, S. VERBA, *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963, p. 39.

¹²⁶ R. D. PUTNAM, *Making Democracy Work...*, *op. cit.*

¹²⁷ S. TARROW, *Peasant Communism in Southern Italy*. New Haven, Yale University Press, 1967.

développées »¹²⁸. Dans les perspectives culturalistes du clientélisme comme dans d'autres approches qui sont développées à partir du cas italien, les échanges de biens et de services sont généralement décrits comme peu propices, voire empêchant des formes d'affiliation et de l'adhésion des *clients* à des programmes politiques et à des formes de revendications collectives. Les travaux sur le clientélisme qui se développent durant les années 1960-1970 tout particulièrement sur le cas italien (bien qu'avec de fortes ambitions de généralisation) tendent à opposer le clientélisme à la modernité politique¹²⁹. En ce sens, le clientélisme est souvent appréhendé comme un obstacle à la modernisation ou comme une réalité devant disparaître avec le développement des institutions démocratiques¹³⁰. Par la suite, modernité politique et clientélisme continuent d'être opposés mais, face à la multiplicité des travaux empiriques qui mettent en lumière la permanence des relations clientélares dans les sociétés développées, c'est la thématique des conditions de permanence de ces rapports et de leur diversité qui est interrogée¹³¹.

À partir de la fin des années 1980, la question de l'échange politique va faire l'objet d'une problématisation réactualisée dans les travaux sur la « qualité de la démocratie »¹³². Dans la lignée des analyses sur la « transition démocratique », puis sur la « consolidation » des régimes démocratiques, se développe un courant de recherche et d'expertise sur la « qualité de la démocratie ». Pour les chercheurs et experts de la question, qui travaillent surtout sur l'Amérique latine et l'Europe de l'Est, il s'agit « à la fois de construire une définition minimale et consensuelle de la démocratie compatible avec les idéologies dominantes des acteurs engagés, et de produire des indicateurs capables de mesurer cette qualité »¹³³. Dans ce contexte, la « transparence » et la « lutte contre la corruption » deviennent des enjeux centraux pour les chercheurs et les experts qui trouvent à ce sujet un soutien notable des organisations multilatérales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Programmes des Nations-Unies pour le développement, Banque interaméricaine de développement, etc.). Alors que la « lutte contre la pauvreté » s'est également constituée en

¹²⁸ J.-L. BRIQUET, « Les formulations savantes d'une catégorie politique... », *op. cit.*.

¹²⁹ Voir notamment J. D. POWELL, « Peasant Society and Clientelist Politics », *The American Political Science Review*, vol. 64, n°2, 1970, p. 411-425; L. GRAZIANO, « A conceptual framework for the study... », *op. cit.* ; C.H. LANDÉ, « Introduction. The Dyadic Bases of Clientelism », in S. SCHMIDT, et al. (ed.), *Friends, Followers and Factions*, Berkeley, University of California Press, 1977 cité in J.-L. BRIQUET, « La politique clientélaire... », *op. cit.*, p. 23.

¹³⁰ L. RONIGER, « Political Clientelism, Democracy, and Market Economy », *Comparative Politics*, vol. 36, n°3, 2004, p. 355.

¹³¹ *Ibid.*, p. 356; S. N. EISENSTADT, L. RONIGER (eds), *Patrons, Clients and Friends*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

¹³² H. COMBES, G. VOMMARO, *Sociologie du clientélisme*, *op. cit.*, not. p. 85-95. Voir également G. VOMMARO, *Regards croisés sur les rapports des classes populaires...*, *op. cit.*, not. 202-341.

¹³³ H. COMBES, G. VOMMARO, *Sociologie du clientélisme*, *op. cit.*, p. 90.

problème public dans cette période, la question de la manipulation électorale des pauvres et des modalités de la corruption politique à leur égard suscite un intérêt certain tant dans les médias que dans la sphère politique instituée et dans les champs de l'expertise et de la recherche académique. Cette question devient particulièrement centrale en Amérique latine où les années 1980 sont à la fois celles du retour à la démocratie électorale et celles de la crise de la dette puis de la transition au néolibéralisme. Face à la déstructuration des classes populaires, à l'appauvrissement d'une partie d'entre elles et à la mise en place d'importants programmes d'assistance sociale, se pose rapidement la question de l'usage électoraliste de ces aides. Sur la base des recherches sur le clientélisme « instrumental »¹³⁴, les formes d'échange politique se trouvent dès lors principalement étudiées en termes d'« achat de votes » (*vote buying*). Dans cette perspective, nul besoin pour le parti ou l'intermédiaire de susciter une quelconque allégeance ou relation de fidélité, la relation est purement instrumentale, reposant sur une importante distribution de ressources publiques. Une telle focale repose sur des tentatives d'isoler le moment de l'échange et de le couper des relations plus ou moins durables dans lesquels il s'insère. Le clientélisme se trouve redéfini en termes marchands autour d'un échange purement épisodique, rompant avec les analyses qui mettaient en avant des relations interpersonnelles durables¹³⁵. Ils ont en commun avec les travaux antérieurs de science politique de faire des formes de l'échange politique interpersonnel un obstacle à l'émergence de logiques d'unification et l'émergence d'identités collectives. Les comportements électoraux des dominés y sont appréhendés à la lumière de la coercition et du contrôle, peu propices à des logiques d'affiliation. Se focalisant sur les rapports de domination et de dépendance dans lesquels sont pris les électeurs pauvres, ces recherches se désintéressent de la question des réappropriations actives dont le vote peut faire l'objet.

À la différence des premiers travaux de l'anthropologie sociale qui avaient mis en avant des formes culturelles autonomes à partir desquelles les individus pouvaient se réapproprier – ou résister – aux modalités de pénétration du pouvoir étatique et du développement économique, le clientélisme est par la suite principalement appréhendé comme condamnant les individus à l'immobilisme et à l'aliénation. C'est une perspective que

¹³⁴ En ce sens, voir notamment : V. BRUSCO, M. NAZARENO, S. STOKES, « Vote Buying in Argentina », *Latin American Research Review*, vol. 39, n°2, 2004, p. 66-88 ; A. SCHEDLER, « 'El voto es nuestro'. Cómo los ciudadanos mexicanos perciben el clientelismo electoral », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 66, n° 1, 2004, p. 57-97 ; H. KITSCHOLT, S. WILKINSON (eds.), *Patrons, Clients, and Policies. Patterns of Democratic Accountability and Political Competition*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007 ; F. C. SCHAFER (dir.), *Elections for Sale. The Causes and Consequences of Vote Buying*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2007.

¹³⁵ Pour une critique de ces approches et une mise en contexte de leur succès, voir notamment : H. COMBES, G. VOMMARO, *Sociologie du clientélisme...*, *op. cit.*, p. 85-95.

l'on retrouve dans la littérature sur le clientélisme au Costa Rica et ce, bien que le thème demeure peu étudié.

Au Costa Rica, la question du clientélisme est plus présente dans les discours politiques et médiatiques¹³⁶ que dans les études universitaires¹³⁷. Il existe néanmoins quelques travaux qui abordent cette question, généralement à propos des programmes sociaux et de leurs bénéficiaires, le plus souvent les habitants des quartiers populaires¹³⁸. De façon assez classique, ces travaux décrivent un système clientéliste où les partis politiques cherchent à faire voter les plus défavorisés en leur proposant des ressources (notamment des aides sociales telles que l'allocation pour le logement ou des matériaux de construction). La mobilisation des milieux populaires repose sur deux modalités qui renvoient à deux conceptions du clientélisme. La première perspective est celle de l'achat de voix. Dans le sens commun comme dans les rares travaux qui en font mention¹³⁹, l'échange instrumental est généralement associé à une perspective culturaliste, qui veut que la culture du Costaricien, son *idiosyncrasie*, le conduirait à être particulièrement individualiste, faisant toujours primer la réussite de ses intérêts individuels sur les intérêts collectifs et l'intérêt général¹⁴⁰. La seconde perspective (la plus courante au Costa Rica) conçoit la mobilisation électorale comme le fruit d'une relation de fidélité et d'allégeance au parti et/ou à un intermédiaire, relation durable

¹³⁶ Sur la façon dont se trouvent associés dans la presse écrite clientélisme et pauvreté, dans les zones urbaines au Costa Rica, voir par exemple : « Votos por bonos », *La Nación*, 13.12.2006; « Laura Chinchilla gana en 60 cantones; Johnny Araya, en 17 », *La Nación*, 11.06.2009 ; « Según el PAC clientelismo político agrava conflicto de viviendas [en precario de Pavas] », *costaricahoy.info [site de presse en ligne]*, 26.09.2009 ; « ¿ Por qué las ayudas sociales no erradican la pobreza ? », *La Nación*, 12.05.2014; « IMAS pide denunciar a quienes pidan votos a cambio de ayuda », *La Nación*, 26.01.2016; « Diputado del Frente Amplio destituye a asesor por ofrecer bonos de vivienda », *La Nación*, 06.02.2016; « El lucrativo negocio de la pobreza del PLN », *El Financiero*, 28.06.2016.

¹³⁷ Voir par exemple: M. ROJAS, C. SOJO, *Malestar con la política: partidos y élites en Costa Rica*, San José, FLACSO, 1995, p. 50-57; R. CARDONA RECINOS, « Política social, socioterritorialidad y pobreza urbana en San José, Costa Rica », in R. CARDONA RECINOS, D. KRUIJT, G. OUDE ENGBERINK, M. PÉREZ, C. SOJO, *Ciudadanía en precario. Globalización, Desigualdad Social y Pobreza en Rotterdam y San José*, San José, FLACSO, 2000, p. 29-138; J. RAYNER, « Vecinos, ciudadanos y patriotas: los comités patrióticos y el espacio-temporalidad de oposición al neoliberalismo en Costa Rica », *Revista Ciencias Sociales*, n°121, 2008, p. 71-87; INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *Un acercamiento a la participación política desde la dimensión de la pobreza*, San José, Instituto Interamericano de derechos humanos, 2011, not. p. 161.

¹³⁸ Sur la gestion clientélaire de certains programmes de développement dans des zones rurales, voir: P. de VRIES, *La modernización del clientelismo en el Atlántico de Costa Rica*, Heredia, Editorial Universidad Nacional, 2001.

¹³⁹ Au Costa Rica, bien qu'il s'agisse d'un registre assez courant dans les luttes partisans, la question de l'achat de voix reste malgré tout marginale et ne fait pas l'objet d'un important travail de recherche. Si cette question n'a jusqu'alors donné lieu à aucune publication, il faut néanmoins souligner l'existence d'un programme de recherche intitulé « Vote Buying and Voter Intimidation in El Salvador & Costa Rica » et débuté en 2014 autour de David Nickerson, chercheur spécialiste de ces questions. Il y a cependant fort à parier que l'enjeu est plus ici de disposer, à travers le Costa Rica, d'un cas où le *vote buying* (et plus encore l'intimidation des électeurs) demeure marginal.

¹⁴⁰ I. A. ACUÑA CHAVERRI, *Aproximación al clientelismo político en el sistema político costarricense: dos estudios de caso*, Tesis de licenciatura en ciencias políticas, San José, Universidad de Costa Rica, Facultad de Ciencias Sociales, 2007, p. 106.

dans le temps. Cette perspective met l'accent sur la façon dont certains programmes gouvernementaux, et en particulier ceux dédiés à la construction de logements sociaux, donnent lieu à l'attribution discrétionnaire de ressources, qui alimentent des loyautés envers les responsables politiques qui les octroient et les partis politiques auxquels ils sont affiliés¹⁴¹. Pour cela, les responsables politiques s'appuient généralement sur des intermédiaires (les dirigeants de quartiers) qui sont chargés de faire voter leur quartier en échange de ressources pour eux (postes, rétributions financières...) et pour leur voisinage réuni en association dans le but d'obtenir l'amélioration de leurs conditions de vie et plus particulièrement la résolution de problèmes de logement. Ainsi, la mobilisation et la participation électorales des milieux populaires sont décrites comme le fruit de la distribution de biens et de services qui nourrirait une loyauté sans qu'il n'y ait besoin d'adresser de discours mobilisateur ou d'essayer de convaincre cet électorat. Cette perspective met l'accent sur les relations de dépendance dans lesquelles sont pris les habitants de ces quartiers. Cette lecture en termes de fidélité et d'allégeance est parfois mobilisée pour expliquer la démobilisation de certaines organisations de quartier et l'absence de revendications collectives¹⁴².

Face à ces lectures qui tendent à considérer les « clients » du clientélisme comme apathiques, victimes passives d'un système ou otages de logiques de domination dont ils ne pourraient s'échapper, des travaux ont cherché à renouveler la façon de penser l'échange politique et le rôle des relations personnalisées dans le fonctionnement *pratique* des systèmes politiques¹⁴³. Ces travaux mettent l'accent sur la nécessité de se défaire des conceptions

¹⁴¹ Voir E. MOLINA ALFARO, *Repercusiones politico-organizativas...*, *op. cit.* ; J. M. VALVERDE, M. E. TREJOS, M. MORA S., *Integración o disolución socio-cultural. El nuevo rostro de la política social*, San José, Porvenir, 1993.

¹⁴² C'est notamment ce que l'on retrouve dans l'ouvrage suivant : C. SANDOVAL GARCÍA, M. BRENES MONTOYA, L. PANIAGUA ARGUEDAS, K. MASÍS FERNÁNDEZ, *Un país fragmentado. La Carpio: comunidad, cultura y política*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 2010, p. 333-368. Il faut souligner – et j'y reviendrai – que certains travaux d'histoire proposent une lecture moins univoque des logiques de mobilisations électorales. De façon révélatrice, ces travaux portent sur la période pré-1990, c'est-à-dire sur une configuration où les catégories populaires ne sont pas encore appréhendées en termes de pauvreté et d'atomisation sociale. Voir : E. REDONDO MORALES, J. RAMÍREZ ACHOY, « Mujeres en pugna : un acercamiento a los movimientos comunales de Reina de los Ángeles y Luna Park, 1974-1990, *Género y sexualidad en Centroamérica, Boletín de la Asociación para el Fomento de los Estudios Históricos en Centroamérica*, n°60, 2014 ; P. BADILLA GÓMEZ, J. M. CERDAS ALBERTAZZI (coord.), *Clientelismo y movimiento pro-vivienda en San José 1980-1990*, Producto final de investigación, Heredia, Universidad nacional, Facultad de Ciencias sociales, Escuela de Historia, 2009 ; P. BADILLA GÓMEZ, J. M. CERDAS ALBERTAZZI, « Movimientos pro vivienda en San José : una clientela movilizadora (1980-1990) », *Revista de Historia*, n°67, 2013, p. 121-156.

¹⁴³ En ce sens, voir notamment l'ouvrage que Jean-Louis Briquet tire de sa thèse (J.-L. BRIQUET, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997) ou l'ouvrage collectif qu'il dirige avec Frédéric Sawicki (J.-L. BRIQUET, F. SAWICKI (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, *op. cit.*). Voir également, pour l'Amérique latine, le chapitre de Camille Goirand dans l'ouvrage précité (C. GOIRAND, « Clientélisme et politisation populaire à Rio de Janeiro », in J.-L. BRIQUET, F. SAWICKI (dir.), *ibid*, p. 111-144), ou les travaux de Javier Auyero (J. AUYERO (dir.), *¿Favores por votos? Estudios sobre clientelismo*

normatives des pratiques politiques pour appréhender les pratiques effectives de l'échange politique en fonction des contextes socio-historiques. Ce faisant, les tenants de cette perspective ont montré que les pratiques clientélistes n'étaient pas l'apanage de certaines sociétés (en fonction notamment de leur « niveau de développement »)¹⁴⁴ ou des groupes sociaux marginaux ou dominés¹⁴⁵. Au contraire, ils soulignent que les pratiques de l'échange politique prennent des formes différenciées en fonction des contextes socio-historiques et sont plus ou moins visibles en fonction notamment des logiques de disqualification dont elles font l'objet.

Loin d'être nécessairement un obstacle à la modernisation politique, ces pratiques sont décrites comme accompagnant parfois des logiques de politisation¹⁴⁶. Dans cette perspective, des travaux sur l'instauration du suffrage universel dans des démocraties occidentales¹⁴⁷ ou sur des transitions démocratiques plus récentes¹⁴⁸ ont montré que l'échange politique pouvait être un vecteur paradoxal d'apprentissage et d'appropriation des pratiques électorales, de légitimation du système politique pluraliste, pouvant dans certaines configurations favoriser

político contemporáneo, Losada, Buenos Aires, 1997; J. AUYERO, *Poor People's Politics. Peronist Survival Networks and the Legacy of Evita*, Durham and London, Duke University Press, 2001).

¹⁴⁴ Voir par exemple les travaux de Jean-Marie BOUISSOU sur le Japon (« Le clientélisme organisé dans une démocratie moderne. Le cas de *kōenkai* japonaises », in J.-L. BRIQUET, F. SAWICKI (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines...*, op. cit., p. 145-185).

¹⁴⁵ La plupart des travaux sur le clientélisme s'intéressent à des sociétés dites « du Sud » ou considérées comme sous-développées. Bien souvent, même quand les travaux portent sur des sociétés dites « développées », ils s'intéressent à des groupes particulièrement dominés voire marginalisés. C'est par exemple le cas des études de sociologie urbaine sur le *bossism* aux États-Unis. Ces travaux montrent que jusqu'aux années 1950, la mobilisation électorale aux États-Unis s'appuie sur des machines politiques, qui reposent sur un vaste système pyramidal d'échanges de biens et de services, entre un *boss* et des populations immigrées et marginalisées, en passant par une chaîne plus ou moins longue d'intermédiaires. Pour une synthèse de ces travaux, voir notamment : F. BONNET, « Les machines politiques aux États-Unis. Clientélisme et immigration entre 1870 et 1950 », *Politix*, vol. 4, n° 92, 2010, p. 7-29. À titre de contre-exemple, voir les travaux de Cesare Mattina sur Marseille. L'auteur montre que le clientélisme urbain qu'il observe dans le cas marseillais profite principalement aux classes moyennes et petites-moyennes en ascension sociale (C. MATTINA, *Clientélismes urbains. Gouvernement et hégémonie politique à Marseille*, Paris, Presses de Science Po, 2016).

¹⁴⁶ Sur cette question en Amérique latine, voir notamment le numéro de *Cahiers des Amériques latines* dirigé par Hélène COMBES et Gabriel VOMMARO et intitulé « Le clientélisme en situation : échanges politiques, politisation et conflits moraux » (*Cahiers des Amériques latines*, n°69, 2012). À partir de cas tirés de différents contextes latino-américains (Brésil, Paraguay, Venezuela, Argentine, Uruguay et Costa Rica), les contributions réunies dans ce numéro prennent le parti de proposer des analyses empiriques du clientélisme. En considérant les interactions concrètes qui donnent lieu à des formes d'échanges, notamment matériel. Ce faisant, ils mettent en évidence l'importance des négociations qu'impliquent ces échanges et les formes de politisation qui peuvent émerger au niveau local, en particulier au sein des quartiers populaires.

¹⁴⁷ En ce sens, voir : A. GARRIGOU, « Clientélisme et vote sous la III^e République », in J.-L. BRIQUET, F. SAWICKI (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines...*, op. cit., p. 39-74 ou encore : M. OFFERLÉ, « Mobilisation électorale et invention du citoyen : l'exemple du milieu urbain français à la fin du XIX^e siècle », in D. GAXIE (dir.), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989, p. 149-174.

¹⁴⁸ Voir par exemple : R. BANÉGAS ; « 'Bouffer l'argent'. Politique du ventre, démocratie et clientélisme au Bénin », in J.-L. BRIQUET, F. SAWICKI (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines...*, op. cit., p. 75-108, et dans le même ouvrage : C. GOIRAND, « Clientélisme et politisation... », op. cit.

« l'enrôle[ment] [*des électeurs*] dans les rets de la citoyenneté »¹⁴⁹. D'autres recherches ont mis en lumière que l'échange politique pouvait constituer un ressort d'intéressement à la politique et n'empêchait pas forcément des logiques de politisation. C'est notamment ce que montrent Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen dans leur travail sur la démobilisation électorale dans la banlieue rouge. Ils soulignent que l'encadrement communiste qui permettait durant les années 1950-1970 le développement d'une identité politique, socle de la mobilisation électorale dans ces quartiers populaires, reposait sur des réseaux de sociabilités que venaient alimenter des services rendus et la distribution de ressources municipales¹⁵⁰. À partir de ses recherches sur la mobilisation des bidonvillois dans le contexte autoritaire marocain, Lamia Zaki a montré quant à elle que l'encadrement des procédures électorales, notamment à travers des formes d'échanges de faveurs, pouvaient néanmoins favoriser des formes de politisation. Face au processus de « libéralisation électorale » des années 1990, elle souligne que l'émergence d'une concurrence entre les candidats les poussent « à séduire en procurant des dons inédits » et à devoir « faire la preuve de l'efficacité de [leur] engagement »¹⁵¹. Cette logique les conduit notamment à favoriser l'obtention par les bidonvillois d'équipements collectifs auxquels leur statut informel les empêche habituellement d'avoir accès. En mobilisant le groupe d'habitants autour de cet enjeu, ces entrepreneurs politiques ne cherchent pas à renverser l'ordre social et politique, ils participent néanmoins à l'émergence de nouvelles attentes, qui peuvent se trouver politisées¹⁵².

À partir des années 1990, on assiste donc à un renouveau des travaux sur l'échange politique et les liens personnalisés. Nombre de ces travaux font montre d'un souci pour prendre en compte les formes d'appropriation active dont les pratiques électorales peuvent faire l'objet de la part des dominés. Ils s'attachent ainsi à saisir le sens que les acteurs donnent à leurs pratiques ce qui permet notamment d'éviter de conclure trop rapidement à une apathie des individus, dont on se demande parfois si elle relève de la réalité sociale ou de la façon dont ces pratiques sont abordées. Dans le cas costaricien, alors que les catégories populaires sont généralement perçues comme passives et apathiques, une telle approche paraît particulièrement opportune pour rendre compte des de la façon dont ces groupes peuvent néanmoins se réappropriier collectivement les processus électoraux.

¹⁴⁹ M. OFFERLÉ, « Capacités politiques et politisations : faire voter et voter, XIX^e-XX^e siècles (1) », *Genèses*, n°67, 2007, p. 142.

¹⁵⁰ C. BRACONNIER, J.-Y. DORMAGEN, *La démocratie de l'abstention*, op. cit., p. 277-285.

¹⁵¹ L. ZAKI, « Le clientélisme, vecteur de politisation en régime autoritaire », in O. DABÈNE, V. GEISSER, G. MASSARDIER (dir.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2008, p. 163.

¹⁵² *Ibid.*, p. 168.

En Amérique latine, cette perspective a notamment été adoptée par Javier Auyero qui réalise, sous la direction de Charles Tilly, une thèse sur le clientélisme¹⁵³ durant les années 1990. Son approche « socioculturelle »¹⁵⁴ favorise un renouvellement des travaux sur le clientélisme en Amérique latine. Il s'intéresse aux relations interpersonnelles que des échanges réciproques de biens et de faveurs viennent réactualiser. L'auteur met l'accent sur une analyse relationnelle du clientélisme. Il se propose ainsi d'étudier les relations que nouent les « clients » et les « *brokers* » (les intermédiaires) en analysant à la fois leur dimension matérielle et leur dimension symbolique (c'est-à-dire la perception que les différents acteurs ont de l'échange et de la relation ainsi réactivée). Or, il tend à considérer cette seconde dimension au prisme de dispositions et de représentations culturelles incorporées par les différents acteurs dans le cadre même de leur participation aux réseaux d'entraide localisés :

« Within an ideological environment of cooperation, companionship, and solidarity, ties are constructed that solidify a particular balance of forces. The more some actors participate as members of the polity, the more they will share the ideology of 'caring for the poor', of 'social help' proposed by political leaders and brokers alike, and, in turn, the more *doxic* the relationship will be with respect to the asymmetrical bond that ties them to the broker »¹⁵⁵.

L'auteur se focalise sur des « schèmes d'appréciation, de perception et d'action »¹⁵⁶ incorporés pour donner sens au discours des acteurs (et en particulier des « clients » et des « *brokers* ») et fait valoir l'existence d'une *illusio*¹⁵⁷ à travers laquelle les individus masquent les rapports asymétriques qui se jouent dans ces relations interpersonnelles. Or, une telle lecture laisse peu de place à la réflexivité des acteurs qui prennent part à ces échanges¹⁵⁸. Gabriel Vommaro souligne en effet que :

« La notion d'« *habitus* clientélaire » et la préoccupation pour l'exploration des dimensions culturelles du « clientélisme » ont [fini par] installer à nouveau – [sans doute à l'inverse] de ce

¹⁵³ J. AUYERO, *Poor People's Politics...*, op. cit.

¹⁵⁴ On reprend ici l'expression utilisée par Gabriel VOMMARO (*Regards croisés sur les rapports des classes populaires...*, op. cit., p. 404).

¹⁵⁵ J. AUYERO, « 'From the client's point(s) of view': How poor people perceive and evaluate political clientelism », *Theory and Society*, vol.28, n°2, 1999, p. 325.

¹⁵⁶ Bien que la notion ne soit pas ici mobilisée, ces éléments renvoient à la catégorie de l'*habitus*, propre à la théorie bourdieusienne. In J. AUYERO (dir.), *¿Favores por votos?*, op. cit., p. 23.

¹⁵⁷ J. AUYERO, *Poor People's Politics...*, p. 146. Il faut souligner que Javier Auyero, s'inspire ici, comme dans le reste de son ouvrage de la théorie bourdieusienne, notamment sur la base de l'ouvrage de P. BOURDIEU, *Esquisse d'une théorie de la pratique (Outline of Theory of Practice)*, Cambridge (Massachusetts), Cambridge University Press, 1977 [1^{ère} éd. en français : 1972]).

¹⁵⁸ Pour une discussion stimulante de ces approches, voir : J. QUIRÓS, « Politics and Economics in Collective Action: An Ethnographic Critique of dichotomic Premises », *Mana, Estudios de Antropología Social*, vol. 15, n°1, 2009, p. 127-153 ; G. VOMMARO, « De l'*habitus* clientélaire à la négociation : le *calcul moral* », in *Regards croisés sur les rapports des classes populaires...*, op. cit., not. 442-446 ou encore G. VOMMARO, J. QUIRÓS, « 'Usted vino por su propia decisión': repensar el clientelismo en clave etnográfica », *Desacatos. Revista de Antropología social*, n°36, 2011, p. 65-84.

qu[e] prétendait [Javier Auyero] – l’image d’un client ‘otage’, non de [ses] patrons ou de [ses] *brokers*, mais de l’ensemble des dispositions produites et reproduites inconsciemment – comme opère *l’habitus* – dans les relations de clientèle »¹⁵⁹.

Cette approche par le clientélisme « socioculturel » a le mérite de replacer la focale sur les « clients » des relations clientélares et de se donner pour ambition de saisir leurs « point(s) de vue ». Dans le même temps, cette perspective se révèle peu à même de saisir les négociations et les tensions auxquelles peuvent donner lieu les échanges, y compris lorsqu’ils alimentent des relations interpersonnelles fortes, vécues en termes d’obligation morale. Or, l’observation quotidienne des relations entre les dirigeants des quartiers costariciens et leurs clients donne à voir toute une série de négociations, de tensions et de conflits entre les dirigeants et leurs supposés obligés. Même du côté des individus qui entretiennent avec les dirigeants des relations fortes, le soutien et la « remise de soi » au dirigeant semblent non univoques et pas toujours durables. Aussi, pour saisir la façon dont chaque dirigeant réussit à entretenir des liens forts, mais aussi toute une série de liens plus lâches et comprendre comment ces différentes relations peuvent se maintenir, se renforcer, ou au contraire se distendre, voire se rompre, il semble particulièrement important de se pencher sur les nombreux conflits et négociations observables au quotidien. S’intéresser aux interactions quotidiennes entre le dirigeant et ses voisins et prendre en considération leurs discours permet en effet de mieux saisir comment le dirigeant compose pour maintenir ces relations interpersonnelles et éviter les défections (qui peuvent se traduire par des formes de démobilisation ou par des changements d’associations).

Pour ce faire, plusieurs auteurs ont montré qu’une analyse en termes d’économie morale pouvait se révéler particulièrement pertinente¹⁶⁰. Cette approche s’inspire directement des travaux d’Edward P. Thompson sur les émeutes autour du prix des céréales (et donc du pain) en Angleterre, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle¹⁶¹. Soucieux de rompre avec une conception mécanique de la révolte populaire, l’historien propose de restituer les principes moraux sur lesquels reposent ces formes de protestation violentes. Dans cette perspective, et

¹⁵⁹ G. VOMMARO, *Regards croisés sur les rapports des classes populaires...*, *op. cit.*, p. 443.

¹⁶⁰ Voir notamment R. BANÉGAS, « ‘Bouffer l’argent’... », *op. cit.*, p. 75-109 ; J. SIMÉANT, « ‘Économie morale’ et protestation... », *op. cit.* ; H. COMBES, G. VOMMARO, « Relations clientélares ou politisation : pour dépasser certaines limites de l’étude du clientélisme », *Cahiers des Amériques latines*, n°69, 2012 ; H. COMBES, G. VOMMARO, « Travail politique et sens moral en situation d’interconnaissance », in *Sociologie du clientélisme*, *op. cit.*, p. 97-109. Sur les liens entre participation politique et rapports critiques aux institutions partisans, voir également : J. MISCHL, *Servir la classe ouvrière...*, *op. cit.*, notamment le chapitre 8, sur les formes d’appropriations populaires du Parti communiste français par certains groupes militants (p. 285-311).

¹⁶¹ E. P. THOMPSON, « The moral economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, n°50, 1971, p. 76-136.

comme le souligne Johanna Siméant, une approche en termes d'« économie morale » suppose donc :

« de prendre au sérieux des attentes qui, toutes dirigées vers la subsistance qu'elles soient, ne parlent, précisément, jamais de la seule subsistance mais d'un sens du juste et de l'injuste arrimé à cette dernière – un sens dérivant lui-même de ce qu'il apparaît raisonnable d'attendre des autorités, et de ce que ces dernières n'hésitent pas à endosser »¹⁶².

Dans la perspective d'une économie morale des échanges, le rôle des dirigeants de quartier peut donc être appréhendé au regard des attentes morales et pragmatiques dont ils sont les porteurs (mais qu'ils peuvent aussi participer à susciter) et à la façon dont ils s'attachent à y répondre.

Cette approche permet de s'interroger sur la façon dont les relations au quartier sont structurées non seulement par des attentes et des échanges matériels, mais également par des principes moraux. À ce titre, elle amène à prendre en compte les expressions de reconnaissance que ces échanges peuvent susciter, mais aussi toutes les formes de négociations, de revendications, voire de critiques dans lesquelles ils s'enchâssent. Dans son travail sur les *piqueteros* et les réseaux péronistes dans un quartier populaire argentin, Julieta Quirós a montré tout l'intérêt qu'il y avait à observer les interactions qui se produisent entre les dirigeants et leur groupe pour l'accès à des biens et à des services, et notamment dans le cadre des mobilisations pour les activités partisans (meeting, réunions partisans...) ¹⁶³. En se penchant sur le *comment* du travail de mobilisation, elle montre à quel point celui-ci repose sur de multiples liens interpersonnels et d'attentes croisées. Elle met ainsi en évidence que la dirigeante qu'elle accompagne cherche à solliciter en fonction de la force des relations, mais aussi en fonction de sa connaissance des goûts et attentes de chacun. Son travail lui permet également de mettre en lumière les attentes déçues et les disputes que peuvent susciter la non-résolution d'un problème mais aussi, la non-invitation à un meeting.

En s'intéressant aux formes de la critique et aux tensions que peuvent susciter les relations entre les dirigeants et leur voisinage, cette perspective se révèle particulièrement propice pour mieux saisir les formes et les conditions de la politisation en milieu populaire. En effet, prendre au sérieux les registres de justification invoqués et notamment les critiques, c'est s'interroger sur la façon dont ces attentes à la fois pragmatiques et normatives peuvent

¹⁶² J. SIMÉANT, « 'Économie morale' et protestation – détours africains », *Genèses*, n°81, 2010, p. 151.

¹⁶³ J. QUIRÓS, *El porqué de los que van. Peronistas y piqueteros en el Gran Buenos Aires (una antropología de la política vivida)*, Buenos Aires, Editorial Antropofagia, 2011. Pour une version en français de cet ouvrage, voir : Pour une version en français de cet ouvrage, voir : *La politique vécue. Péronisme et mouvements sociaux dans l'Argentine contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 2016.

susciter des prises de position fondées sur l'affirmation du caractère injuste (et donc *conflictuel*) d'une situation parfois vécue comme collective (relevant donc d'une *montée en généralité*)¹⁶⁴.

S'intéresser à ces critiques permet d'identifier la façon dont des expériences individuelles et collectives liées aux conditions même d'existence de ces groupes peuvent être considérées comme injustes et ainsi devenir le socle d'une critique du travail du dirigeant, mais aussi, dans certains cas (et même *a minima*), de l'ordre politique. Cette focale permet de saisir la façon dont des dirigeants de quartier peuvent se constituer en entrepreneur politique en se faisant les porteurs d'attentes qu'ils participent à mettre en forme et à mettre en mots. On pourra ainsi se demander comment ce travail de mise en forme des intérêts peut se traduire par des dynamiques de politisation dans la mesure où il donne lieu à une requalification des attentes de ces groupes dans des termes audibles au sein de la sphère politique instituée¹⁶⁵. Et, ce faisant, comment ces intérêts (et les individus qui se coalisent autour d'eux) peuvent coïncider, plus ou moins durablement, avec des enjeux portés par les institutions partisans, ouvrant ainsi la possibilité d'une représentation politique de ces groupes¹⁶⁶. Cette approche permet de s'interroger sur la façon dont des groupes sociaux revendicatifs peuvent se forger sur la base de liens néanmoins personnalisés et territorialisés, alimentés par des formes d'échanges de biens et de services, et trouver à s'articuler à des institutions partisans. Ce faisant, il s'agit ici de participer aux débats sur la façon dont des relations personnalisées, alimentées par des formes d'échange de biens et de services, peuvent favoriser la formation de

¹⁶⁴ Montée en généralité et conflictualité sont généralement considérées comme deux dimensions centrales des processus de politisation dans une conception élargie de ce concept. On la retrouve notamment dans les travaux de Jean Leca, de William Gamson, ou encore de Camille Hamidi. Pour cette dernière, la « politisation élargie » peut être vue comme une étape intermédiaire dans un processus de politisation cette fois-ci entendue dans une perspective plus resserrée de production de préférences spécifiquement politiques, ou tout du moins trouvant à s'exprimer dans des termes et des répertoires d'action audibles dans la sphère politique instituée. (J. LECA, « Le repérage du politique », *Projet*, n°71, 1973, p. 11-24 ; W. GAMSON, *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 ; C. HAMIDI, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, vol. 56, n°1, 2006, p. 5-25).

¹⁶⁵ Au sens de Jacques Lagroye, la politisation désigne l'ensemble des « processus de requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activité » (« Les processus de politisation », in J. LAGROYE (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 360-361).

¹⁶⁶ Dans un ouvrage collectif récent, Alice Mazeaud souligne ainsi la nécessité de considérer la question de la représentation politique à l'aune des pratiques concrètes de la représentation. Pour ce faire, elle en appelle notamment à « ré-insère[r] la représentation politique issue du suffrage universel dans l'espace de la compétition permanente pour la représentation des intérêts sociaux, et envisage ainsi l'élection, comme une modalité et une temporalité, spécifique mais non exclusive, de désignation des représentants et de légitimation des groupes qu'ils prétendent représenter ». Dans cette perspective, différentes contributions réunies dans l'ouvrage amènent à considérer la pluralité des acteurs à même de participer à la production des groupes sociaux. Voir A. MAZEAUD (dir.), *Pratiques de la représentation politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, not. p. 12.

groupes sociaux qui peuvent dès lors – et dans certaines circonstances – se trouver imbriqués dans des électorats construits à l'échelle municipale ou nationale¹⁶⁷.

Dans l'approche mise en œuvre dans cette thèse, il s'agit de saisir la façon dont toute une série d'entrepreneurs politiques (au quartier et à l'extérieur de celui-ci) peuvent s'attacher à produire ces groupes populaires, tout en considérant que les membres de ces groupes – les représentés – peuvent accepter, mais aussi renégocier voire refuser la représentation ainsi donnée d'eux. En ce sens, ma thèse s'inscrit dans la lignée de travaux qui ont mis en lumière la nécessité de repenser les logiques de la représentation politique des groupes, notamment des groupes dominés. Déjà, durant les années 1980, Michel Offerlé avait insisté sur la nécessité de ne pas considérer la construction des groupes sociaux au seul regard du travail de leurs représentants. Il soulignait en effet : « Ce n'est pas seulement le groupe qui fait le représentant ni non plus le représentant qui fait le groupe. C'est le groupe représenté qui tolère, accepte ou consent à la représentation que le représentant donne de lui et qu'il apprend à intérioriser »¹⁶⁸. On pourrait également ajouter que si les représentés peuvent « tol[érer], accepte[r] ou consent[ir] à la représentation » qui est donnée d'eux, ils peuvent également, la contester ou la refuser par des rappels à l'ordre, des marques de défiance, voire des formes d'*exit* plus ou moins explicites. Prendre en compte les interactions et la façon dont elles pèsent sur la manière dont les représentants endossent leur rôle permet d'avoir une lecture moins binaire et moins « descendante » de la représentation. Cette lecture rejoint l'approche du *representative claim* proposée par Michael Saward¹⁶⁹ et notamment développée dans un récent numéro de la *Revue française de science politique*¹⁷⁰. Reprenant à son compte l'approche de Michael Saward, l'une des auteurs souligne ainsi que « si l'on veut saisir ce

¹⁶⁷ Sur la façon dont des formes d'échanges personnalisés et pragmatiques peuvent favoriser la constitution de groupes sociaux revendicatifs, voir : L. ZAKI, « Le clientélisme, vecteur de politisation en régime autoritaire », *op. cit.* mais aussi, par la même auteure : « L'électrification temporaire des bidonvilles casablancais. Aspects et limites d'une transformation « par le bas » de l'action publique. Le cas des Carrières centrales », *Politique africaine*, 2010, n°120, p. 45-66 ; P. MELÉ, « Pour une géographie des conflits urbains de proximité en Amérique Latine », *Géocarrefour*, vol. 87, n°1, 2012, p. 6 ; M.-H. SA VILAS BOAS, « L'ancrage social de la représentation. Devenir porte-parole dans les conférences municipales des femmes de Recife, au Brésil », *Revue française de science politique*, vol. 66, n°1, 2016, p. 71-81. Sur la façon dont ces groupes peuvent se trouver imbriqués dans des électorats plus larges : A. ROGER, « Représenter les pauvres. Construction et gestion des clientèles politiques dans une métropole roumaine », *Politix*, n°92, 2010, p. 31-51. L'auteur montre comment la construction de l'électorat du Parti socialiste roumain repose sur un travail d'unification symbolique et d'encadrement des groupes populaires par des « barons locaux » du parti. Ce travail de représentation repose sur la distribution d'aides particularistes que les responsables politiques inscrivent dans des catégories politiques générales dont ils se posent en défenseur au sein du parti.

¹⁶⁸ M. OFFERLÉ, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1998 [1^{ère} éd. : 1994], p. 79.

¹⁶⁹ Voir notamment : M. SAWARD, « The Representative Claim », *Contemporary Political Theory*, vol. 3, n°5, 2005, p. 297-318.

¹⁷⁰ V. DUTOYA, S. HAYAT (Coord.), Dossier « Prétendre représenter. La représentation politique comme revendication », *Revue française de science politique*, vol. 66, n°1, 2016.

qu'est la représentation, il est nécessaire d'interroger le processus par lequel certains acteurs construisent des sujets dont ils proposent de porter la voix auprès d'une audience plus large », mais que si « la représentation est d'abord une prétention formulée par un acteur [...], elle peut, ou non, être reconnue par les citoyens et ses contours varient selon les contextes dans lesquels elle est produite »¹⁷¹.

Cette perspective n'élude en rien la question de l'échange politique, des relations sociales qu'il peut nourrir et notamment des logiques d'obligations réciproques qui peuvent en découler. Au contraire, la question de la construction d'une position de porte-parole repose sur le recours à des registres d'action légitimes, qui peut impliquer un travail d'intermédiation au profit du groupe mobilisé. Se poser en intermédiaire, c'est « met[tre] en rapport ou arrange[r] un échange entre de[s] parties qui ne sont pas en contact »¹⁷², c'est être en mesure de « traduire [...] des connaissances, des savoirs, des registres de légitimité entre des univers organisationnels et sociaux qui doivent (ou désirent) travailler ensemble mais ne recourent pas aux mêmes registres d'intelligibilité »¹⁷³. Une telle posture engage bien souvent les dirigeants à faire transiter des biens et des services entre des espaces sociaux différenciés. À ce titre, les travaux sur les entrepreneurs politiques (élus ou agents électoraux) dans de nombreux contextes sociaux ont montré l'importance des services et des biens échangés dans le maintien de leadership localisés¹⁷⁴. Dans le même temps, l'accès à des biens et à des services peut devenir le socle de revendications, qui peuvent coïncider avec des catégories générales faisant sens au sein de la sphère politique instituée. Dans cette perspective, il s'agit bien de prendre en compte les échanges de biens et de services, mais de les replacer dans un processus de mise en forme et de production des intérêts et des demandes sociales, qui peut éventuellement rendre possible des formes de politisation (au sens *lagroyen* du terme) et de représentation politique.

Ainsi, la question de l'échange politique apparaît bien au cœur du travail de construction d'une position de porte-parole. Elle n'est cependant pas appréhendée dans le cadre d'un processus descendant, dans lequel les dominés ne seraient saisis qu'à l'aune de leur domination. Cette focale permet en effet de considérer la question de la représentation comme

¹⁷¹ M.-H. SA VILAS BOAS, « L'ancrage social de la représentation.... », *op. cit.*, p. 72.

¹⁷² J.-F. MÉDARD, « Le rapport de clientèle... », *op. cit.*, p. 113.

¹⁷³ O. NAY, A. SMITH, « Les intermédiaires en politique : médiations et jeux d'institutions », in O. NAY, A. SMITH (dir.), *Le gouvernement du compromis. Courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Economica, 2002.

¹⁷⁴ La question a été amplement traitée dans de nombreux contextes : J.-N. RETIÈRE, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 176; J.-L. BRIQUET, *La tradition en mouvement*, *op. cit.* ; J. AUVERO, *Poor People's Politics...*, *op. cit.* ; M.H. SA VILAS BOAS, « L'ancrage social de la représentation.... », *not. p. 76* ; C. MATTINA, *Clientélismes urbains...*, *op. cit.*

un « processus dialogique »¹⁷⁵, et ce faisant, de se déprendre, au moins partiellement, d'une perspective misérabiliste. À ce titre, une approche par les « intermédiaires de la représentation politique » permet de dépasser l'image des milieux populaires totalement dépossédés, qui voteraient par loyauté et « remise de soi », pour saisir les formes pratiques – et actives – de réappropriation auxquelles les institutions politiques peuvent donner lieu. Dans cette perspective, je me propose dans cette thèse d'étudier la façon dont les dirigeants de quartier ajustent leur rôle en fonction des relations qu'ils entretiennent avec leur base. À ce titre, l'observation des négociations et des conflits au quartier offre un cas d'étude particulièrement intéressant pour saisir la façon dont le réseau relationnel de chaque dirigeant pèse sur sa façon d'endosser son rôle, au quartier, mais aussi dans la sphère politique instituée.

Ce faisant, il ne s'agit pas de nier l'existence de fortes inégalités sociales dans l'accès à la sphère politique et encore moins leur importance dans l'analyse de la participation politique des groupes populaires. Il s'agit plutôt de considérer que l'existence de rapports de domination ne doit pas conduire à négliger les capacités d'action – mêmes réduites et contraintes – des dominés dans les processus de représentation.

Du quartier à la sphère politique instituée : ressorts et caractéristiques d'un engagement populaire dans la compétition électorale

L'appartenance résidentielle et les sociabilités de voisinage peuvent constituer une base de politisation pour les classes populaires et en particulier pour les couches les plus fragiles dont l'insertion dans le monde professionnel est la plus précaire. « Le quartier » et/ou « la communauté » peuvent ainsi donner lieu à un travail de représentation, produit par des individus qui cherchent à s'en faire les porte-parole. Cependant, si l'endossement d'une position de porte-parole implique une insertion dans les réseaux partisans, le passage à la compétition électorale ne concerne qu'une petite minorité des individus engagés dans ces quartiers.

« Entrée en politique » suppose de développer un attachement à la politique. Selon Lucie Bargel, être attaché à la politique c'est « l'apprécie[r] positivement, [tenir] à y être loya[l] – l'attachement est un lien affectif et moral – et [c'est aussi considérer qu'il est impossible] de quitter ce sentier de dépendance – l'attachement est aussi une contrainte »¹⁷⁶. Alors que les classes populaires tendent à entretenir un rapport distant à la politique instituée,

¹⁷⁵ V. DUTOYA, S. HAYAT, « Prétendre représenter... », *op. cit.*, p. 24.

¹⁷⁶ L. BARGEL, « S'attacher à la politique... », *op. cit.*, p. 80.

la participation à la compétition électorale et plus encore la réalisation d'une carrière politique supposent d'importantes transformations individuelles.

Ces transformations peuvent être favorisées par le travail d'encadrement que les institutions partisans réalisent. Dans ses travaux sur les jeunes socialistes français, Lucie Bargel met en lumière que leur attachement à la politique est le fruit d'un processus de socialisation qui favorise l'apprentissage de savoir-faire propres aux activités politiques et une prise de goût pour ces activités, la multiplication des relations de sociabilités dans le parti et l'accès à des postes de « petits professionnels » de la politique non élus. Dans la lignée de Daniel Gaxie, elle montre comment la gestion des carrières militantes et l'accès à des rétributions matérielles et symboliques peuvent constituer des éléments clefs comme ressort d'une professionnalisation politique¹⁷⁷. Ces travaux mettent notamment en évidence que la socialisation partisane et les logiques de gestion des carrières favorisent un recentrement de la vie sociale des militants dans l'organisation partisane et la prise de goût pour les activités propres à la sphère politique instituée.

La mise en œuvre de logiques d'encadrement partisan pouvant permettre l'accès des classes populaires à la scène politique instituée dépend cependant d'orientations politiques fortes. À partir du cas français, des travaux ont montré que l'instauration de dispositifs de promotion d'un personnel politique d'origine populaire de la toute fin du XIX^e siècle aux années 1970 avait été rendu possible par un important travail de « retournement du stigmat » et de valorisation des qualités « populaires » (ou « ouvrières ») en politique¹⁷⁸. Ces recherches mettent en lumière que l'accès à des postes électifs d'individus issus des groupes populaires a été rendu possible par une gestion politique du corps militant qui a permis la promotion de pratiques, de discours et un personnel politique jusque-là largement délégitimés dans les institutions représentatives. À l'inverse, la disqualification de certains profils (du fait de la configuration politique et de la sociologie des institutions partisans) peut favoriser des logiques d'exclusion et d'auto-exclusion de certains individus et de certains groupes. Ainsi, les travaux sur les milieux populaires dans les banlieues françaises ont mis en évidence le désajustement entre l'offre partisane et des militants populaires, souvent enfants d'immigrés maghrébins. Ils montrent comment ces militants se sont vus écartés des positions éligibles au profit d'individus supposément plus proches de la classe moyenne et non porteurs du stigmat

¹⁷⁷ D. GAXIE, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue Suisse de Science politique*, vol. 11, n°1, 2005, p. 157-188.

¹⁷⁸ M. OFFERLÉ, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 39, n°4, 1984, p. 681-716.

de l'immigration dans un contexte de croissance du vote pour l'extrême droite¹⁷⁹. La valorisation ou au contraire la disqualification de certaines ressources, de certains groupes et ce faisant, de certains répertoires d'action et revendications joue ainsi un rôle important dans la mise en œuvre de dispositifs d'encadrement et dans la promotion de certains profils militants.

De la même façon, en Amérique latine, l'arrivée au pouvoir de forces politiques de gauche à la fin du XX^e siècle dans certains pays a été le fruit d'un vaste travail de mobilisation et de valorisation d'acteurs généralement illégitimes en politique (paysans, ouvriers, parfois également indiens). Ce processus s'est accompagné d'un certain renouvellement des élites partisans. Ce renouvellement est cependant partiel dans la mesure où, comme le souligne Gabriel Vommaro, les nouvelles entreprises partisans tendent à reproduire les logiques dominantes du recrutement politique (« les individus les plus dotés en capital culturel occupent les postes de décision au détriment des anciens militants des mouvements sociaux »¹⁸⁰). À propos du cas brésilien, Daniella Rocha montre par exemple que la réussite du Parti des travailleurs comme entreprise de représentation de groupes populaires illégitimes en politique a reposé sur la mobilisation et l'accès à la sphère électorale d'acteurs issus des groupes populaires et détenteurs d'importantes ressources militantes (notamment syndicales) mais aussi sur des candidatures d'acteurs en ascension sociale au fort capital culturel¹⁸¹. Elle souligne par exemple qu'à partir des années 1990, le parti commence à favoriser des candidats faiblement dotés de ressources militantes. En privilégiant des candidats avec un fort capital culturel et social, le parti « fait le choix stratégique d'élargir l'électorat *petista* et de 'dépasser' le 'stigmate' d'un parti d'acteurs socialement illégitimes auprès de fractions importantes de l'électorat » et de favoriser la « pénétration [du PT] dans la classe moyenne »¹⁸². Au Brésil comme dans d'autres pays qui connaissent alors l'ascension de forces politiques de gauche, des membres des groupes populaires, généralement issus des syndicats et de mouvements protestataires, ont pu malgré tout accéder à la sphère politique instituée, parfois à des postes décisionnels importants¹⁸³. Le renouvellement – partiel – des

¹⁷⁹ En ce sens, voir : O. MASCLÉ, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2006 [1^{ère} éd. : 2003] ; M. CARTIER, I. COUTANT, O. MASCLÉ, Y. SIBLOT, « Promotion et marginalisation des candidats de la 'diversité' dans une commune de la banlieue parisienne », *Politix*, n°91, 2010, p. 179-205 ; S. HADJ BELGACEM, *Représenter les « quartiers populaires » ?...*, *op. cit.*

¹⁸⁰ G. VOMMARO, « Introduction », in G. VOMMARO (dir.), *La 'carte rouge' de l'Amérique latine*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2008, p.15.

¹⁸¹ D. de CASTRO ROCHA, « Rapport au pouvoir et reconfigurations partisans. Le cas du Parti des travailleurs à Brasília », in G. VOMMARO (dir.), *La 'carte rouge' de l'Amérique latine...*, *op. cit.* p. 21-47.

¹⁸² *Ibid.*, p. 32.

¹⁸³ On pense notamment à des cas emblématiques comme les présidents Luiz Inácio Lula da Silva au Brésil ou Evo Morales en Bolivie.

élites partisans qui se joue alors repose sur la mobilisation d'acteurs aux ressources militantes importantes, acquises dans les mouvements contestataires liés aux transitions démocratiques et souvent au sein du monde syndical.

Les dispositifs d'encadrement classiques des classes populaires ne sont néanmoins pas la seule voie d'accès à la sphère politique instituée. C'est notamment ce que met en avant Jean-Noël Retière dans son travail sur la cité de Lanester, longtemps considérée comme un « fief ouvrier »¹⁸⁴. L'auteur montre qu'une partie des résidents de cette cité sont détenteurs d'un capital particulier qu'il nomme « capital social d'autochtonie ». Leur inscription dans des réseaux de relations localisées (la vie de famille, les relations de travail et les interdépendances de voisinage se recoupant de façon inextricables) permet à cette « aristocratie populaire autochtone »¹⁸⁵ (i. e. « une endocratie »), d'accéder aux champs sociable et politique. Sur une scène politique « partiellement affranchie des logiques de positionnement et de reconnaissance induites par la seule détention des capitaux économique, culturel et social »¹⁸⁶, les ressources tirées de l'insertion dans des réseaux de relations localisées peuvent constituer un ressort d'engagement pour les classes populaires sans pour autant induire une « remise de soi » au parti. Les travaux sur le PCF ont ainsi mis en évidence que la détention de ressources hors du parti, notamment l'insertion dans des réseaux localisés de sociabilités populaires non-partisanes, peut constituer un fort vecteur d'autonomie et de distance critique à l'égard de l'institution partisane¹⁸⁷ et des normes en vigueur sur la scène politique centrale. Aussi, afin de « lutter contre la formation de groupes susceptibles de se prévaloir d'une légitimité propre puisée hors de la sphère partisane », le PCF a cherché, entre 1930 et 1970, à mettre en œuvre un « contrôle partisan des sociabilités annexes », notamment « à l'égard des réseaux d'influence locaux »¹⁸⁸. Dans un contexte où le champ politique local n'est que faiblement autonomisé du champ politique national et où les ressources collectives fournies par les institutions partisans sont centrales pour entrer en politique, ce capital social populaire peut favoriser des logiques d'exclusion et d'auto-exclusion. Il peut en effet alimenter un rapport distant, cynique voire opportuniste à la politique instituée et, ce faisant, limiter les conditions d'accès à cet espace. Dans ses travaux sur l'engagement associatif des

¹⁸⁴ Il développe tout particulièrement cet aspect dans son ouvrage : J.-N. RETIÈRE, *Identités ouvrières...*, op. cit. et dans un article intitulé « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire » (*Politix*, vol. 16, n°63, 2003, p. 121-143).

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 136.

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 124.

¹⁸⁷ Voir J. MISCHI, « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste », *Politix*, vol. 16, n°63, 2003, p. 99.

¹⁸⁸ *Ibid.* Ces éléments sont également développés dans les chapitres 5 et 6 de l'ouvrage tiré de sa thèse : J. MISCHI, *Servir la classe ouvrière...*, op. cit., not. p. 185-249.

milieux populaires dans la ville de Limoges, Cyrille Rougier montre ainsi que certains porte-parole des groupes populaires peuvent entretenir un rapport distant mais actif à la sphère politique instituée. À travers l'exemple d'un club de football limougeaud, il montre que les cadres de l'association entretiennent des rapports récurrents au personnel politique et détiennent des compétences propres à la politique instituée. Cependant, ces cadres endossent une posture de porte-parole fondée sur une « prise de distance généralisée du groupe qu'ils représentent vis-à-vis du champ politique », distance qui est « alors synonyme de maintien dans un cadre de sociabilité populaire où les valeurs du groupe peuvent s'entretenir sans être parasitées par les enjeux propres au champ politique (électoratisme, professionnalisation, etc.) »¹⁸⁹.

Dans le cas qui nous intéresse et qui concerne les couches les plus fragiles des classes populaires, les ressources d'autochtonie sur lesquelles les acteurs peuvent s'appuyer sont fragiles. Ces couches sont bien plus caractérisées par la relégation sociale et par des processus de désaffiliation que par leur insertion dans de denses réseaux de sociabilités. Néanmoins, des travaux ont montré à quel point les relations nouées localement pouvaient constituer une ressource importante pour les groupes les plus fragiles¹⁹⁰. Dans un travail sur la mobilité (géographique) des ménages les plus pauvres en France et aux États-Unis, Sylvie Fol souligne ainsi que « dans un univers très contraint par la rareté du capital sous toutes ses formes, les ménages 'pauvres' ont à leur disposition des ressources limitées dont ils usent différemment selon leur position et leur trajectoire sociales »¹⁹¹. La principale de ces ressources est fondée sur la proximité de réseaux localisés, souvent familiaux, qui peuvent participer à créer des attaches locales. Elle montre que ces relations peuvent participer à atténuer un déficit en capital social.

Dans le cas costaricien que j'étudie ici, les modes d'encadrement partisan des classes populaires sont particulièrement lâches. Aussi, c'est principalement sur des ressources liées à des sociabilités extra-partisanes que repose l'insertion des dirigeants de quartier dans les institutions partisanes. C'est en effet la nécessité de répondre à des attentes localisées par un constant travail d'intermédiation qui constitue le principal vecteur d'insertion des habitants de ces quartiers dans les réseaux partisans. Ces dynamiques d'engagement sont peu encadrées par les institutions partisanes qui favorisent la mobilisation de réseaux de sociabilités extra-

¹⁸⁹ C. ROUGIER, « Préserver un entre-soi populaire. Portrait d'un porte-parole associatif comme rempart face aux élus locaux », *Agone*, n°56, 2015, p. 122.

¹⁹⁰ S. FOL, « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres : les ressources de la proximité », *Regards Sociologiques*, n°40, 2010, p. 27-43.

¹⁹¹ *Ibid*, p. 37.

partisans sans chercher à s'en faire les porte-parole, ni à fidéliser leur porte-parole. Dans ce contexte, l'insertion dans les réseaux partisans n'implique pas nécessairement de « remise de soi » au parti et le développement d'un attachement à la politique. La fragilité des ressources localisées comme la faiblesse de l'encadrement partisan semblent rendre improbable la réalisation d'une carrière politique pour ces dirigeants de quartiers. Or, certains, à l'instar de Yolanda font des carrières politiques (ou expriment le désir d'en faire une). Comprendre ces « entrées en politique » implique de s'interroger sur la façon dont les formes d'engagement au quartier peuvent favoriser des formes d'engagement en politique¹⁹². Malgré l'encadrement lâche qu'opèrent les institutions partisans, comment certains acteurs peuvent-ils trouver dans la sphère politique un espace pour poursuivre leur engagement ? Cela implique de s'interroger sur la façon dont cet encadrement lâche peut se traduire par des formes de socialisation politique, pouvant favoriser un attachement à la politique instituée et ce, sans pour autant qu'il n'y ait de remise de soi aveugle à un parti. À ce titre, on s'intéressera donc à la façon dont l'engagement politique de ces acteurs peut favoriser le maintien des liens au quartier, ou au contraire, un certain relâchement des liens au local, pouvant induire un l'élargissement de leur représentativité et, ce faisant, des transformations de leur travail de représentation.

Poser la question de l'engagement en politique des couches les plus fragiles des classes populaires implique donc de s'intéresser aux conditions pratiques de la socialisation politique et, pour ce faire, aux liens qu'ils entretiennent avec le personnel politique mais également avec toute une série d'acteurs (employés d'ONG, fonctionnaires, universitaires...) qui peuvent participer de cette socialisation. Dans un contexte où les relations de sociabilité populaires tendent à structurer les modes d'engagement dans la sphère politique instituée, une analyse de l'engagement amène à être attentif aux relations qui se nouent au quartier et à la façon dont ces relations se maintiennent mais peuvent aussi se distendre. En ce sens, une analyse « par le bas », c'est-à-dire attentive aux formes localisées de sociabilité et aux formes populaires – et peu légitimes – d'engagement, semble particulièrement opportune.

¹⁹² Appréhender les parcours de ces dirigeants en termes de carrières d'engagement permet de sortir d'une lecture misérabiliste des catégories populaires sans pour autant éluder la question du poids des inégalités sociales sur leur engagement. Une telle perspective permet ainsi d'interroger les conditions de possibilité d'un passage de l'espace social que constitue le quartier à la scène politique en considérant à la fois les continuités mais aussi les tensions que cela implique. S'intéresser aux liens entre engagement au quartier et engagement en politique permet de reconsidérer les points de contacts entre des espaces différenciés et les formes de circulation et de continuité entre différentes formes d'engagement comme y appelaient notamment Stéphanie Dechezelles et Simon Luck dans un ouvrage collectif qui appelle au décloisonnement des études sur les partis et des analyses des mouvements sociaux. S. DECHEZELLES, S. LUCK, « Introduction Mondes mouvementistes et partisans: points de contact, passerelles et pistes d'exploration », S. DECHEZELLES, S. LUCK (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 9-28.

ENQUÊTER SUR LES RAPPORTS POPULAIRES AU POLITIQUE : UNE APPROCHE « PAR LE BAS »

Une entrée par le haut pour une approche par le bas ?

Enquêter sur les modes de mobilisation et de politisation « par le bas », c'est s'attacher à saisir ces questions « du point de vue des acteurs subordonnés plutôt que de celui du pouvoir »¹⁹³. Mettre en œuvre cette approche implique de trouver des entrées auprès des classes populaires, notamment dans leur espace résidentiel, d'y nouer des liens et de s'y faire accepter. Cette démarche n'est pas chose aisée. Aussi (et de façon finalement assez classique)¹⁹⁴, ne connaissant ni le Costa Rica ni ses quartiers populaires, c'est d'abord « par le haut » que j'ai choisi les quartiers où se déroulerait mon enquête et c'est également « par le haut » que j'ai noué mes premiers contacts dans ces quartiers. Parce qu'il est plus facile pour une Européenne de classe moyenne de prendre rendez-vous dans une administration ou dans une ONG que de se présenter dans un bidonville centraméricain et d'aller frapper aux portes, c'est cette première entrée qui s'est quelque peu imposée à moi au moment de démarrer mon enquête exploratoire. C'était en 2007, lors d'une enquête de terrain qui s'inscrivait dans le cadre d'un master 2 de Politique comparée. L'idée était alors d'étudier le rapport à l'État des habitants d'un quartier populaire de San José. Lors des premiers rendez-vous exploratoires au sein de la Direction nationale pour le développement communautaire (DINADECO) comme au ministère du Logement (qui était alors l'institution en charge de coordonner les politiques de lutte contre la pauvreté), le nom d'un quartier est rapidement et régulièrement revenu : Rincón Grande de Pavas¹⁹⁵. Le gouvernement en avait fait la priorité d'un grand programme de lutte contre la pauvreté. Administratifs et membres du personnel politique rencontrés m' enjoignaient à venir à la grande réunion de lancement du plan qui devait se dérouler le samedi 19 février 2008. Ils me fournirent les numéros de téléphone des « principaux dirigeants » et notamment de Claudio « *un homme important* », « *qui a de très bonnes relations avec monsieur le ministre... car ils sont amis de campagnes électorales* »¹⁹⁶. Claudio et les dirigeants qui sont alors proches de lui sont mes premiers contacts à Rincón Grande, ceux que je mobilise dans mon travail de master.

¹⁹³ J.-F. BAYART, « Introduction », in J.-F. BAYART, A. MBEMBE, C. TOULADOR, *Le politique par le bas...*, op. cit., p. 20.

¹⁹⁴ Dans un article sur l'enquête en milieu populaire, Gérard Mauger souligne ainsi que « lorsque l'enquêteur se situe aux antipodes des enquêtés dans l'espace social, le recours à un 'intermédiaire' s'impose » (G. MAUGER, « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, n°6, 1991, p. 129).

¹⁹⁵ Ces deux quartiers feront l'objet d'une présentation plus détaillée dans le chapitre 2.

¹⁹⁶ Entretien avec une fonctionnaire du ministère du Logement (*ministerio de Vivienda y asentamientos humanos* – MIVAH), février 2008.

L'année suivante, désormais en thèse, je suis revenue au Costa Rica pour étudier l'engagement et le leadership des dirigeants de quartier. Pour ce faire, je voulais réactiver mes contacts à Rincón Grande et y poursuivre l'enquête mais aussi investir un, voire deux autres terrains d'enquête. Il s'agissait ainsi de réaliser une enquête microsociologique tout en évitant l'enfermement dans une étude monographique trop focalisée sur les singularités d'un cas¹⁹⁷. Mon idée était d'identifier des quartiers qui auraient été moins investis par l'État (ou plus désinvestis encore, puisqu'en 2009, lors de mon retour au Costa Rica, le vaste plan de lutte contre la pauvreté qui devrait être mis en œuvre à Rincón Grande venait d'être abandonné). Alors que les employés de la Fondation pour le logement – FUPROVI – que je rencontrais faisaient souvent le parallèle entre Rincón Grande et Carpio, je décidais de m'intéresser à ce deuxième quartier. Séparés de quelques centaines de mètres à vol d'oiseau, Carpio et Rincón Grande sont situés dans le même canton administratif, celui de la municipalité de San José¹⁹⁸. Dans ce quartier plus récent, les liens entre le personnel politique et les dirigeants semblaient moins importants qu'à Rincón Grande. Cette différence était généralement associée au fait que Carpio, né dans les années 1990, avait été créé plus récemment que Rincón Grande. En outre, le quartier était peuplé à près de 50% par des Nicaraguayens. À Carpio, le principal projet d'urbanisation était porté par la FUPROVI qui espérait pour cela obtenir d'importants financements étatiques. Dans le même temps, je commençais à explorer un troisième terrain d'enquête. J'avais alors dans l'idée d'étudier l'engagement dans un quartier où les institutions étatiques n'auraient pas eu de projets. Rapidement, plusieurs fonctionnaires me parlèrent de Los Cuadros (quartier à l'Est de la capitale, dans le canton de Goicoechea). À la différence de Carpio et de Rincón Grande où j'avais rapidement obtenu des numéros de téléphone de dirigeants, mes contacts au ministère me recommandèrent plutôt de me tourner vers la directrice de l'école. Lors d'une journée au sein de l'établissement scolaire dont je dois reconnaître qu'elle me refroidit passablement¹⁹⁹, je récupérais néanmoins les noms de

¹⁹⁷ F. SAWICKI, « Les politistes et le microscope », in M. BACHIR (dir.), *Les méthodes au concret*, Paris, PUF, CURAPP, 2000, p. 143-164.

¹⁹⁸ Voir carte n°7 de l'annexe n°2.

¹⁹⁹ À Carpio et à Rincón Grande, mes interlocuteurs me conseillaient généralement de descendre à un arrêt de bus et de les y attendre. À Los Cuadros cependant, la directrice de l'école s'opposa à ce que je prenne le bus du fait de la dangerosité du quartier. Si cette préconisation était sans doute quelque peu exagérée (je prendrai par la suite le bus pour me rendre dans le quartier), le déroulé de la journée (dont il est difficile de savoir à quel point il releva de l'exceptionnel) ne la désavoua pas. Alors que j'attendais qu'elle vienne me chercher dans la ville voisine, elle m'appela d'abord pour me signifier qu'une fusillade l'empêchait pour l'instant de sortir de l'école mais qu'elle arriverait au plus vite, ce qu'elle finit par faire une heure plus tard. Dans l'après-midi, alors que je m'apprêtais à aller prendre le bus pour rentrer à San José, une nouvelle fusillade qui se déroulait à quelques centaines de mètres de l'école conduisit le garde à fermer le portail, amenant dans le même temps le personnel enseignant comme les enfants et leurs proches venus les récupérer à attendre patiemment le retour au calme (*Carnet de terrain*, 27 février 2009).

quelques dirigeants, dont deux étaient alors élus à la municipalité de Goicoechea. J'obtins des entretiens assez facilement mais les deux dirigeants se montrèrent néanmoins peu enclins à m'amener dans le quartier. Manque de temps, dangerosité venaient justifier les refus répétés. Par contre, on me proposa de faire venir d'autres dirigeants du quartier à la municipalité, pour y réaliser d'autres entretiens. Par ce biais, je finis par rencontrer un dirigeant qui accepta de me faire venir dans le quartier. À l'heure du rendez-vous qu'il m'avait donné à l'arrêt de bus de Los Cuadros, il demeura cependant injoignable et ça n'est que trois heures plus tard qu'il me rappela. Or, rester trois heures à attendre à un arrêt de bus peut se révéler assez dangereux dans des zones caractérisés par divers trafics et notamment par le trafic de drogue. Rapidement, ces expériences peu engageantes, la difficulté à laquelle je faisais face pour trouver des interlocuteurs privilégiés et la distance qui séparaient Los Cuadros de Carpio et Rincón Grande finirent par me convaincre d'abandonner ce troisième terrain.

À la différence de Carpio et Rincón Grande où les dirigeants trouvèrent rapidement un intérêt à me recevoir et à me donner accès au quotidien de leurs pratiques, ce ne fut visiblement pas le cas à Los Cuadros. On peut faire l'hypothèse que cette différence est liée à la façon dont je suis rentrée dans ces différents quartiers. À Carpio et Rincón Grande, il semble en effet que des intermédiaires institutionnels ont permis de faciliter mon entrée et de compenser la méfiance que je suscitais, ce qui ne fut pas le cas à Los Cuadros.

À Carpio, Rincón Grande comme à Los Cuadros, le statut de « sociologue » que j'utilisais pour me présenter et la référence à une enquête sur l'engagement des habitants des quartiers populaires costariciens semblaient en effet susciter une certaine méfiance de la part des dirigeants. En réalité, il n'est pas rare que le travail des universitaires mais aussi de fonctionnaires ou de chargés de mission réalisant un recensement ou des rapports suscite une certaine méfiance pour ne pas dire, dans certains cas une certaine défiance auprès des habitants de ces quartiers²⁰⁰. C'est notamment ce dont atteste cette première entrevue avec Concepción, une dirigeante nicaraguayenne de Carpio qui devint par la suite une intermédiaire clef dans le quartier.

²⁰⁰ Il ne s'agit cependant pas d'une réalité propre au Costa Rica. Dans leur *Guide de l'enquête de terrain*, Stéphane Beaud et Florence Weber soulignent ainsi que « les habitants [des] cités supportent de plus en plus difficilement d'être sans cesse enquêtés ('on est pas des cobayes') » (in S. BEAUD, F. WEBER *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2010 [1^{ère} éd. 1997], p. 28).

Négocier un entretien avec une dirigeante de quartier

Dimanche 6 novembre 2010

Alors que je m'intéresse à une importante manifestation qui s'est produite dans le quartier quelques années auparavant, Rodney, l'employé de la fondation FUPROVI avec qui je déjeune me conseille de parler avec Concepción, une dirigeante nicaraguayenne qui a beaucoup œuvré pour soutenir les familles des dirigeants détenus suite aux affrontements avec la police. J'ai déjà vu Concepción à plusieurs reprises, mais nous n'avons jusque-là jamais eu l'occasion d'échanger. Après lui avoir expliqué rapidement l'objet de ma recherche, je lui demande si elle serait d'accord pour que nous réalisions un entretien. Elle se montre alors très froide et agacée. *« Tu sais, m'explique-t-elle, nous ne sommes pas des rats de laboratoire ! »*. *« Vous venez, vous nous prenez du temps, pour faire des entretiens... et après, il n'y a jamais de rétro-alimentation. J'en ai fait des milliers d'entretiens, mais la communauté, hein ? Qu'est-ce qu'elle en retire ? »*. *« Je veux bien te donner cet entretien, mais je veux que tu connaisses mon état d'esprit. Parce que sur un bouquin que vous vendrez 7 000 colones [soit une dizaine d'euros], il n'y a rien pour la communauté »*. J'essaie, maladroitement, de lui répondre que le gain financier pour les chercheurs est généralement assez mince. Elle me coupe cependant la parole, visiblement encore plus agacée : *« Bien sûr que si ! Et du prestige ! Écrire un livre, tout le monde peut le faire ! Mais vous, vous y gagnez quelque chose, parce que vous pouvez le publier ! »*.

Au moment où je sollicite Concepción, un livre vient d'être publié sur le quartier²⁰¹. Concepción et les autres dirigeants en retirent des sentiments ambivalents marqués, d'une part par une certaine fierté d'être cité dans l'ouvrage et, d'autre part, par une certaine frustration quant au décalage entre certains des écrits et leur propre perception voire même le sentiment d'être utilisé.

Malgré cette méfiance à l'égard des acteurs extérieurs qui s'intéressent au quartier, j'ai néanmoins trouvé à Carpio comme à Rincón Grande des interlocuteurs privilégiés qui ont finalement rapidement accepté ma présence et avec qui j'ai pu nouer des relations de confiance. À la différence de Los Cuadros, mon *extranéité* a été compensée par l'identité et le statut de ceux-là même qui m'ont mise en contact avec les dirigeants. À Carpio comme à Rincón Grande j'ai dans un premier temps été présentée par des acteurs institutionnels qui sont d'importants pourvoyeurs de ressources au quartier : la FUPROVI dont il était entendu qu'elle serait le maître d'œuvre d'un grand plan étatique dans le cas de Carpio ; des fonctionnaires du ministère du Logement en charge d'un important programme de lutte contre la pauvreté dans le cas de Rincón Grande. À Los Cuadros en revanche, ayant choisi de ne pas

²⁰¹ Il s'agit de l'ouvrage : C. SANDOVAL GARCÍA, M. BRENES MONTOYA, L. PANIAGUA ARGUEDAS, K. MASÍS FERNÁNDEZ, *Un país fragmentado. La Carpio: comunidad, cultura y política*, op. cit.

rentrer par un projet porté par l'État (ou par une fondation parapublique), je n'ai logiquement pas bénéficié d'une porte d'entrée équivalente. On peut faire l'hypothèse que cela a constitué un frein important à mon entrée sur le terrain. Quant aux personnels de l'école, ils n'ont semble-t-il pas pu jouer le même rôle que mes contacts au MIVAH et à FUPROVI. Ils me donnèrent quelques contacts mais les liens entre l'équipe enseignante et les principaux dirigeants du quartier semblaient marqués par une forte défiance, et en cela peu propices à une mise en relation.

Entre risque d'enclichage et refus d'entretiens : jouer des contraintes du terrain

À Carpio et à Rincón Grande, j'ai eu l'opportunité de rencontrer rapidement des dirigeants de quartier qui se sont révélés être de précieux interlocuteurs et intercesseurs. Ils se firent des porte-parole exemplaires de « la communauté ». Se cantonner à leur discours, c'était néanmoins prendre le risque de ne pas saisir les luttes quant à la définition de la dite communauté et, ce faisant, la production même de cette position de porte-parole. Néanmoins, ma disponibilité pour me rendre aux réunions plus ou moins publiques auxquelles ils me conviaient combinée à la vive concurrence entre les dirigeants m'évita (au moins partiellement) de tomber par inadvertance dans le biais de l'enclichage²⁰².

Conseil de district élargi

Samedi 31 octobre 2009

Lors d'un entretien réalisé quelques jours auparavant, Claudio m'a invitée au Conseil de district élargi qu'il coordonne en tant que *síndico* du district de Pavas. À cette occasion, toutes les organisations du quartier sont invitées à venir proposer leurs projets. Par la suite, les élus au conseil de district devront les hiérarchiser et faire parvenir la liste des projets au conseil municipal du canton de San José. Dans une grande salle de l'hôpital psychiatrique de Pavas, une cinquantaine de personnes sont réunies. Une dizaine d'administratifs et une quarantaine de dirigeants de quartier. Je m'installe à une place libre, prête à prendre des notes de la réunion qui doit durer toute la journée. Quelques minutes après le début, ma voisine se rapproche, curieuse de savoir qui je suis. Je lui explique sommairement le but de mon enquête et lui dit que c'est Claudio qui m'a invitée à venir. Le nom du dirigeant entraîne une réaction instantanée de la dirigeante « *Ne dites*

²⁰² L'enclichage renvoie au fait, pour le chercheur, de se trouver assimilé à une « clique » ou à une « faction » locale lors de l'enquête de terrain, et de s'en retrouver captif. Voir : J. P. OLIVIER DE SARDAN, « La politique du terrain », *Enquête* [En ligne], n°1, 1995, URL : <http://enquete.revues.org/263>. Sur la question de l'enclichage, on pourra également consulter le travail de Nicolas BUÉ : « Gérer les relations d'enquête en terrains imbriqués. Risque d'enclichage et distances aux enquêtés dans une recherche sur une coalition partisane locale », *Revue internationale de politique comparée*, n°4, vol. 17, 2010, p. 77-91. L'auteur montre tout l'enjeu qu'il y a à gérer une pluralité des relations d'enquête dans des contextes concurrentiels.

jamais que vous venez de sa part ! Il a fait beaucoup de mal aux associations de cette zone ! C'est un très mauvais síndico. Il a pris beaucoup de mauvaises décisions pour nos communautés ! ».

Comme Lorena, d'autres viendront ce jour-là (et par la suite) s'enquérir de mon identité et m'inviter à venir visiter leur secteur voire, le cas échéant, leur local associatif facilitant ainsi les relations dans une pluralité de sous-groupes. Le biais de l'enclicage était en outre partiellement évité par le caractère instable des alliances au sein des espaces associatifs. Les alliances, les mésalliances, les disputes et les nouvelles alliances me permettaient de parler avec des acteurs dont j'avais pu être distante dans un premier temps. Cela m'a conduit à m'interroger sur la façon dont des groupes auparavant unis se trouvaient dissociés selon les événements et à la façon dont cela jouait sur le travail de représentation.

Bien sûr, il serait présomptueux (et malhonnête) de dire que j'ai totalement évité ce biais de l'enquête. Cependant, l'existence de différents sous-groupes, représentés par différents porte-parole et la façon dont se faisaient et se défaisaient les alliances entre les dirigeants est rapidement devenue un des objets de l'enquête. Comprendre comment des individus deviennent porte-parole, comment ils définissent (et redéfinissent) « la communauté » au nom de laquelle ils s'expriment et comment ils se voient reconnaître leur porte-parolat hors du quartier sont ainsi autant de questions qui ont guidé le fil de ma recherche.

Si j'ai pu nouer des relations avec des dirigeants parfois distants les uns des autres, il m'a cependant été plus difficile d'entrer en relation avec les autres membres des associations et organisations de quartier, ceux-là mêmes que les dirigeants s'attachent à représenter et parfois à mobiliser. Or, la question de savoir comment les dirigeants faisaient exister « la communauté » au nom de laquelle ils s'exprimaient était une question centrale de ma recherche. En 2010, alors que je commençais à mieux connaître les deux quartiers, je me lançais donc dans une tentative de porte-à-porte pour me pencher sur les relations entre les dirigeants et leur voisinage. Consciente du problème que pouvait représenter le fait de me trouver assimilée à un dirigeant, je tentais (naïvement) de me rapprocher d'individus que je n'avais pas trop vus lors des mobilisations et surtout, de me passer de l'intermédiaire des dirigeants pour aller solliciter les entretiens. Une dizaine d'entretiens en résultèrent. S'ils se voulaient semi-directifs, ces entretiens devinrent dans ces configurations directifs. Les histoires de vie se transformèrent en une rapide séquence de présentation d'état civil. Les questions sur la « politique légitime » confirmèrent au prix d'une violence symbolique

évidente ce que je savais déjà²⁰³ : les habitants de ces quartiers entretiennent des rapports distants à la politique légitime (méconnaissance du nom de leurs élus, absence d'identification à un parti politique...). À la différence des dirigeants, qui semblaient prendre plaisir à parler du quartier, de leur voisinage, des campagnes et de mille choses, la plupart des interviewés que je côtoyais lors de ces séances de porte-à-porte semblaient guidés par un même souci : en dire le moins possible et abréger l'interaction. Après une dizaine d'entretiens qui se révélèrent sans doute aussi désagréables pour moi que pour mes interviewés, je décidais de privilégier d'autres enquêtés, plus actifs dans les organisations de quartier. J'essayais de profiter des événements organisés par les dirigeants pour obtenir des entretiens auprès de leur entourage, c'est-à-dire auprès de leur famille mais aussi des voisins les plus actifs dans les organisations et dans les mobilisations. Si l'on me répondait souvent avec un sourire poli, mes demandes donnaient peu de résultats. Bien sûr on m'accorderait un entretien quand je le désirerai... mais la plupart des sollicités restaient le plus vague possible sur le moment de l'entretien et sur les modalités pratiques de sa réalisation. Visiblement, et de façon là aussi classique, l'idée de devoir répondre à mes questions suscitait une certaine crainte, liée au fait de laisser un « représentant du monde des autres » s'immiscer dans leur quotidien. Nombre de sollicités s'attachaient à esquiver et à éviter, le plus gentiment possible, cette interaction dont ils s'imaginaient qu'elle me serait sans doute inutile (plusieurs enquêtés firent ainsi valoir leur crainte de « ne pas savoir répondre »), voire qu'elle leur serait désagréable.

Face aux refus répétés, je dus finalement me résoudre à faire ce que j'avais jusque-là évité : demander leur aide aux dirigeants. Au prix de multiples « oublis », certains esquivèrent mes demandes. L'un des dirigeants de Carpio avec qui j'entretenais des relations cordiales me fit ainsi revenir trois dimanches de suite pour m'expliquer à chaque fois qu'il n'avait pas eu le temps de solliciter des membres de son association. Les « oublis » peuvent être interprétés de plusieurs façons. On peut d'abord faire l'hypothèse, plus que réaliste, qu'il s'agit là d'un véritable oubli, qui mettrait alors en évidence la faible importance de mon travail aux yeux de certains enquêtés. On peut en outre se demander si ces oublis ne constituent pas des formes de refus. Considérant l'entretien comme une expérience potentiellement déplaisante pour des individus peu à l'aise avec ce type d'expression publique, certains dirigeants auraient ainsi pu

²⁰³ La question de l'entretien avec les « dominés » et de la nécessité autant que la difficulté pour l'enquêteur de « réduire la violence symbolique qui peut s'exercer à travers [la situation d'entretien] » a suscité d'importants débats en sciences sociales. En ce sens, voir : P. BOURDIEU, « Comprendre », P. BOURDIEU (dir.), *La misère du monde*, Paris, Éditions du Seuil, p. 1389-1446. Et des discussions critiques de l'approche notamment défendue dans cet ouvrage : N. MAYER, « L'entretien selon Pierre Bourdieu. Analyse critique de *La Misère du monde* », *Revue française de sociologie*, n°36, 1995, p. 355-370 ; G. GRUNBERG, É. SCHWEISGUTH, « Bourdieu et la misère. Une approche réductionniste », *Revue française de science politique*, vol. 46, n°1, 1996, p. 134-155. Ces débats ont en outre été prolongés dans le dossier « Questions d'entretien » publié dans *Politix*, vol. 9, n°35, 1996.

préférer ne pas solliciter leur voisinage. Suite à l'expérience de Los Cuadros lors de laquelle mon interlocutrice voulut assister à tous les entretiens, on peut en outre se demander dans quelle mesure des dirigeants peuvent essayer de contrôler la transmission d'information en limitant ou en surveillant les interactions entre les membres de leur groupe, leur entourage et les acteurs extérieurs au quartier. Enfin, il n'est pas unimaginable qu'il s'agisse là de l'une des multiples tactiques de résistance que les subalternes sont en mesure d'opposer aux dominants²⁰⁴.

Les dirigeants avec qui j'entretenais des relations de confiance plus poussées demandèrent quant à eux explicitement à leur voisinage de se plier à l'exercice. Ce fut par exemple le cas de Yolanda qui n'hésita pas à interpeler plusieurs de ses voisins : « *J'ai besoin que tu donnes un entretien à Camille* ».

Négocier un entretien avec une voisine de Yolanda

Lundi 3 décembre 2012

Ce matin, je suis avec Yolanda dans la petite pièce de 9 m² située à l'entrée de sa baraque de taule qui sert de bureau à la coopérative de construction de logement qu'elle préside et de boutique de pétards et feux d'artifice qu'elle propose à la vente en cette période de l'année. Elle a sorti des dossiers de l'armoire pour que je puisse choisir ceux que j'emmènerai en France et pendant que je regarde les documents, elle interpelle Nurita, la voisine d'en face pour lui proposer un chou, reste d'une fête organisée la veille pour les enfants d'un secteur de San Jacinto de Rincón Grande. Nurita s'approche et nous discutons un instant pendant que Yolanda repart dans son armoire. Je profite de la discussion pour lui demander un entretien. Avant de répondre, elle lance un regard inquiet, implorant à Yolanda. D'un hochement de tête, celle-ci lui fait signe de le faire. Nurita acquiesce donc : « *Quand vous voulez* ». Yolanda lui explique qu'elle pourra se plaindre de tout et dire tout le mal qu'elle pense d'elle ! Que tous les entretiens partent en France et restent là-bas, et que personne n'en saura jamais rien. Toujours intimidée, Nurita me dit de venir quand je veux, qu'elle ne travaille pas et sort rarement du quartier. On se met donc d'accord pour le lendemain.

Jouer des relations d'interconnaissance et des rapports de pouvoir au quartier me permit ainsi d'obtenir plusieurs entretiens. Bien sûr, ce jeu renforçait mon affiliation au dirigeant sollicité et sollicitant. Les réponses aux questions sur le quotidien des relations de voisinage, sur la vie de l'organisation et sur les liens avec le dirigeant sont nécessairement marquées par cette entrée. On pourra ainsi se demander dans quelle mesure les relations entre les interviewés et les dirigeants ont bénéficié d'une description idéalisée ou « pacifiée » (lissant les conflits et les aspérités). Dans le même temps, les enquêtés semblèrent se trouver particulièrement à

²⁰⁴ J. C. SCOTT, *La domination et les arts de la résistance...*, op. cit.

l'aise pour me faire part des attentes qu'ils mettaient dans une telle relation, m'apprenant ainsi beaucoup des ressorts de légitimation au quartier. Enfin, si aucun de ces enquêtés ne professa de trop vive critique à l'égard de leur dirigeant, certains se firent l'écho de discours critiques et de ragots dont les dirigeants faisaient supposément l'objet au quartier pour mieux s'en dissocier. « *Les gens disent...* », « *cette voisine l'accuse...* », « *ces voisins sont allés trouver un autre dirigeant...* ». S'il est impossible de dire jusqu'où l'enquêté partageait (ou pas) ces craintes et ces doutes, ces discours m'en apprirent cependant beaucoup sur l'état des rapports de force au quartier et sur une certaine fragilité des positions de leaderships des dirigeants. Enfin, en croisant ces entretiens avec des observations ethnographiques au quartier, j'étais en mesure d'observer *en pratique* les relations quotidiennes que les dirigeants entretenaient avec leur groupe et la façon dont ils composaient pour mobiliser et s'imposer comme porte-parole hors du quartier.

L'approche ethnographique : des données multiples et difficilement quantifiables

Les différentes phases de mon enquête réalisée entre janvier 2008 et décembre 2012 (janvier-février 2008²⁰⁵ ; janvier-mai 2009 ; octobre-mars 2009/2010 ; novembre-décembre 2010 ; novembre-décembre 2012) m'ont permis d'engranger un corpus important quoique très inégal. Cette enquête menée selon la méthode ethnographique²⁰⁶ a combiné entretiens, observations ainsi qu'une importante collecte de nombreux autres matériaux aux statuts divers (rapports, résultats électoraux, plaintes, lettres, coupures de presse...).

Quantifier un corpus d'entretiens peut poser problème²⁰⁷. On peut bien sûr faire la liste et l'énumération des acteurs rencontrés et interviewés²⁰⁸. Dans mon cas, on dénombrera plus de cent entretiens enregistrés, réalisés auprès d'une centaine d'enquêtés²⁰⁹, et qui peuvent être sommairement organisés en trois catégories.

- J'ai d'une part réalisé des entretiens avec une trentaine de dirigeants de quartier. Parmi eux, six ont été des « interlocuteurs privilégiés » et ont été interviewés à plusieurs reprises

²⁰⁵ Ce premier terrain a été réalisé dans le cadre d'un master 2 de politique comparée.

²⁰⁶ Selon Stéphane Beaud et Florence Weber, trois conditions permettent de définir une enquête ethnographique : « Que le milieu enquêté se caractérise par un degré élevé d'interconnaissance ; que l'enquêteur se donne les moyens d'une analyse réflexive de son propre travail d'enquête, d'observation et d'analyse ; que l'enquête elle-même soit de longue durée pour que s'établissent et se maintiennent entre enquêteur et enquêtés des relations personnelles ». In S. BEAUD, F. WEBER, *Guide de l'enquête de terrain*, op. cit., p. 274.

²⁰⁷ L. ZAKI, *Pratiques politiques au bidonville...*, op. cit., p. 34.

²⁰⁸ Pour une liste des entretiens et des principales observations réalisés, voir l'annexe n°1.

²⁰⁹ Parmi les entretiens mobilisés dans cette thèse, une quinzaine sont le fruit d'un travail de recherche réalisé en Master 2.

(Leticia, Olfran et Roberto dans le cas de Carpio ; Claudio, José Luis et Yolanda à Rincón Grande de Pavas). Parmi eux, Yolanda aura certainement été la « plus privilégiée de mes enquêtés privilégiés » puisque je compte pour elle seule : quatre entretiens *en face-à-face*, une dizaine d'entretiens téléphoniques et d'innombrables échanges sur des messageries électroniques.

- J'ai d'autre part réalisé un peu moins de quarante entretiens avec des habitants de Rincón Grande et de Carpio qui étaient tantôt des proches des dirigeants (famille et membres actifs de leurs associations), des voisins affiliés (mais peu actifs) dans les organisations de quartier et quelques militants locaux du Parti action citoyenne (PAC).

- J'ai enfin réalisé une quarantaine d'entretiens avec toute une série d'acteurs extérieurs au quartier : élus (députés et *regidores*), conseillers et assistants politiques, fonctionnaires (administration municipale, ministères, institutions chargées des politiques d'assistance, services locaux de santé, système scolaire...) et organisations privées ou parapubliques (ONG, fondations, églises...). Dans leur très grande majorité, ils ont en commun d'être régulièrement sollicités par les dirigeants pour résoudre des problèmes au quartier. Une partie d'entre eux endossent également une posture d'agent électoral au moment des campagnes.

La plupart de ces entretiens ont été réalisés sur un mode « semi-directif » dont j'ai souligné préalablement que la réussite a été variable. Ils ont visé à saisir des histoires de vie, à mieux comprendre les relations entretenues entre les différents acteurs (notamment le sens que chacun donnait à ces relations) et les attentes croisées que nourrissaient ces relations. Ces nombreux entretiens ont cependant un caractère très hétérogène. Alors que certains n'ont duré qu'une vingtaine de minutes, d'autres ont donné lieu à plusieurs heures de discussion. La multiplicité des contextes d'énonciation, notamment les relations préalablement entretenues avec les interviewés, comme les « écarts de classe »²¹⁰ (mais aussi de genre et d'âge) se traduisent par des entretiens aux statuts éminemment différents. En outre, il faut ajouter à ces entretiens « enregistrés » un grand nombre de discussions plus informelles qui ont souvent été

²¹⁰ Dans ses travaux sur le rapport au politique dans les bidonvilles marocains, Lamia Zaki a ainsi souligné à quel point la réalisation d'entretiens dans des espaces sociaux extrêmement différenciés (le quartier, les institutions publiques et notamment auprès du personnel politique) amenait le chercheur à mobiliser des ressources et des savoir-faire différents. Cela nécessite en effet d'être en mesure de « s'imposer aux imposants » d'une part et, d'autre part, de « déjouer la méfiance » et « susciter la confiance » des dominés, aux faibles dispositions à parler à « des représentants du monde des autres ». L. ZAKI, *Pratiques politiques au bidonville...*, *op. cit.*, p. 35. Sur les situations d'enquête auprès des dominants : M. PINÇON, M. PINÇON-CHARLOT, « Pratiques d'enquête dans l'aristocratie et la grande bourgeoisie : distance sociale et conditions spécifiques de l'entretien semi-directif », *Genèses*, n°3, 1991, p. 120-133 ou encore H. CHAMBOREDON et AL., « S'imposer aux imposants. À propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et dans l'usage de l'entretien », *Genèses*, n°16, 1996, p. 114-132. Auprès des dominés, voir notamment : G. MAUGER, « Enquêter en milieu populaire », *op. cit.*

particulièrement éclairantes. À ce titre, les heures passées en voiture avec Yolanda et Claudio, parfois coincés dans les embouteillages de San José, se sont révélées des compléments particulièrement précieux pour mieux comprendre la trajectoire de ces acteurs et leurs pratiques au quotidien. De la même façon, les nombreuses discussions autour d'un café ou à un arrêt de bus (une fois la nuit tombée – entre 17 h 30 et 17 h 45 – j'évitais d'attendre le bus toute seule, ce qui permettait de nombreuses discussions), ont également été d'un apport inestimable pour mieux appréhender un espace social dont il faut souligner qu'il m'était totalement inconnu avant ma première venue au Costa Rica en 2008. Les notes prises dans mon carnet à la suite de ces interactions (quand notes il y eut...) n'ont bien sûr pas la précision d'un entretien enregistré. Comme les notes des observations participantes, elles permettent néanmoins de compléter des entretiens plus formels.

Outre la réalisation des entretiens, mon enquête de terrain a laissé une large place à l'observation participante. L'idée était pour moi d'observer les activités et les pratiques quotidiennes des dirigeants de quartier et de saisir la façon dont ils interagissaient tant avec leur voisinage qu'avec des acteurs extérieurs au quartier. Dans cette perspective, une grande partie de mes observations se sont déroulées au sein même du quartier. Si je n'ai jamais logé durablement à Carpio ou à Rincón Grande, j'y ai cependant passé la plupart de mes journées et une partie de mes soirées durant une quinzaine de mois. Ces mois ont été l'occasion d'observer les dirigeants en interaction avec leur voisinage, lors des activités propres à la vie de leurs organisations de quartier (assemblée générale, cérémonie d'inauguration pour des rues, remise de prix pour une compétition sportive, etc.) et de celles qui relevaient plus particulièrement des campagnes électorales (préparation puis réalisation des porte-à-porte, visites des candidats, affichage, etc.). À ce titre, l'observation des modes de mobilisation pour les événements de la campagne (meeting, réunions publiques, visite de candidats, etc.) a constitué un matériau particulièrement précieux. M'attacher à considérer ces interactions au quartier et la façon dont elles trouvaient à s'articuler avec des relations de sociabilités fondées dans le quotidien, m'a notamment permis de m'interroger sur les modes d'encastrement du politique dans le social.

En outre, l'enquête ethnographique m'a amenée à accompagner les dirigeants (et parfois une partie de leur groupe) à de nombreux événements hors du quartier. Rendez-vous avec une ministre, meeting électoral, inauguration de lieux publics, présentation d'un ouvrage... j'ai eu de multiples opportunités pour accompagner mes interlocuteurs privilégiés à des événements auxquels ils se rendaient tantôt seuls, tantôt avec d'autres dirigeants, tantôt enfin avec un groupe de voisins plus ou moins nombreux. Ce fut tout particulièrement et très

rapidement le cas de Yolanda et de José Luis que j'ai par exemple pu accompagner lorsqu'ils négociaient la construction de logements sociaux auprès de la ministre du Logement, la distribution de cadeaux de Noël auprès des députés libérationnistes ou de meilleures rémunérations pour les équipes de campagne. C'est également par le biais de Yolanda que je rencontrai le maire de San José ou encore la future présidente de la République en campagne. Il faut dire que dès 2009, Yolanda et José Luis sont en conflit avec Claudio. Alors que celui-ci dispose d'un capital politique assez conséquent qui lui permet d'être l'interlocuteur privilégié du ministère du Logement, les deux autres dirigeants peinent quant à eux à obtenir des avancées sur les dossiers qu'ils portent (principalement pour des logements sociaux). Ils s'attachent donc à trouver des appuis auprès d'acteurs subordonnés au sein du ministère mais aussi hors des instances ministérielles. Dans ce contexte de forte concurrence où il leur faut sans cesse faire la preuve de leur légitimité, ma présence peut constituer une ressource, dans le quartier mais aussi à l'extérieur de celui-ci. À la différence de Claudio qui me demande de l'attendre au secrétariat pendant qu'il rencontre la ministre du Logement, Yolanda et José Luis me proposent rapidement de les accompagner dans de nombreux rendez-vous hors du quartier. Sous l'œil parfois interrogatif du personnel politique et des hauts fonctionnaires, j'assiste donc, généralement silencieuse, à de nombreuses interactions qui se révèlent particulièrement riches et qui ont nourri cette thèse. Cette entrée par le bas m'a permis de saisir « en pratique » une compétence centrale des dirigeants de quartier : celle d'être en mesure de se mouvoir dans une pluralité d'espaces sociaux extrêmement différents, d'interagir avec des acteurs aux positions et aux ressources variées et parfois très éloignées. Être en mesure de maîtriser les codes de ces différents espaces, de trouver à y être reconnu (même *a minima*) et de pouvoir passer d'un espace à l'autre impliquent des ressources dont j'ai ici cherché à comprendre comment elles s'acquièrent et se reconvertissent.

Du fait des liens de confiance qu'elle m'a amenée à nouer, la démarche ethnographique m'a en outre permis d'accéder à une importante documentation issue des archives personnelles de mes enquêtés. D'une part, des employés d'ONG et des fonctionnaires m'ont donné accès à de nombreux rapports directement liés aux quartiers étudiés. Ils m'ont aussi transmis des « listes de contacts » particulièrement précieuses pour les données qu'elles recouvrent (noms, prénoms, adresse, numéro de téléphone) mais aussi pour ce qu'elles disent des rapports entre ces institutions et les dirigeants de quartier et de l'état des rapports de force et des hiérarchies locales. D'autre part, certains dirigeants m'ont fourni des plans de leur quartier et des documents propres à la vie de leur organisation qui se sont là aussi révélées utiles (ne serait-ce que pour objectiver le nombre d'affiliés et leur identité). À

ce titre, Yolanda est sans aucun doute celle qui m'aura fourni le plus de matériel. Lors de mon dernier terrain, alors qu'elle était élue depuis deux ans au poste de *síndico*, elle demanda à la secrétaire du groupe libérationniste de me photocopier la totalité de ses dossiers, qui comprenaient notamment un nombre important de lettres sollicitant des infrastructures ou la mise en œuvre de programmes pour son secteur mais aussi pour d'autres dirigeants du quartier²¹¹. Elle m'a également fourni des copies d'une plainte déposée contre plusieurs élus et hauts fonctionnaires, d'un nombre incalculables de rapports sur le quartier ou encore du recensement qu'elle et José Luis avaient organisé dans leur secteur. Ce dernier document s'est révélé particulièrement précieux dans la mesure où il donne des informations précises, photos à l'appui, sur la totalité des habitants d'un des secteurs les plus peuplés de Rincón Grande de Pavas²¹².

Enfin, j'ai récolté tout au long de mon enquête des coupures de presse, la totalité des numéros du *Journal de La Carpio* entre 2010 et 2013 (soit 24 numéros), des photocopies des listes de candidats aux élections locales ainsi qu'aux élections internes au PLN ainsi que les résultats des bureaux de vote de Rincón Grande et de Carpio entre 2010 et 2014. Ces derniers éléments m'ont permis de calculer et d'avoir une lecture plus claire des résultats électoraux et des taux d'abstention dans ces quartiers (les résultats des bureaux de vote de ces quartiers sont habituellement noyés dans les résultats des circonscriptions dans lesquelles ils se trouvent, rendant malaisée la compréhension du comportement électoral des habitants).

L'approche ethnographique m'a permis d'engranger une quantité importante de données et de mieux saisir un monde social qui ne m'était pas familier. Elle aura nécessité un long temps d'immersion (une quinzaine de mois), dont une partie fut dédiée à essayer de saisir ce qui se passe quand il ne se passe rien.

²¹¹ Dans ses travaux de thèse qui ont récemment donné lieu à la publication d'un ouvrage, Cesare Mattina a montré tout l'intérêt qu'il y avait à étudier les échanges épistolaires entre les élus et les électeurs pour saisir les logiques de justification et de légitimation des échanges clientélares. Voir : C. MATTINA, *Clientélismes urbains...*, *op. cit.*

²¹² Les noms et les numéros des pièces d'identité m'ont notamment permis de réaliser la « comptabilité micro-ethnographique » que je mobilise dans le chapitre 4.

Comme toute enquête sur le temps long, mon enquête a été caractérisée par un nombre incalculable de discussions informelles auxquelles je prenais plus ou moins part et de moments d'attentes, entre deux rendez-vous. Le temps des cafés et des repas comme celui des trajets en voiture avec les rares enquêtés qui en disposaient, les moments de préparation et de rangements des salles communales ou les attentes aux arrêts de bus ont finalement rempli une partie importante de mon enquête. En prenant quelques notes dans son carnet pour faire état de ces moments et de certaines bribes de discussions qui ont alors attiré notre attention, on se demande parfois à quoi cela servira et ce que l'on pourra faire, le moment de l'écriture venu, de ces épisodes de vie quotidienne. N'est-ce pas du temps gâché au vu des impératifs temporels qui sont désormais ceux de la thèse ? Le travail d'écriture, qui a impliqué la relecture de centaines de pages de carnets de terrain, a cependant mis en évidence – comme pour de nombreux chercheurs avant moi – la richesse de ces notes et de ces souvenirs dans la compréhension du quotidien des enquêtés, de leurs pratiques et des réseaux de relations qu'ils nouent au quartier comme à l'extérieur de celui-ci. Quelques exemples, que l'on retrouvera au fil de cette thèse, mettent en lumière les apports d'une telle démarche.

Ainsi, je me rendais régulièrement chez l'un ou l'autre de mes interlocuteurs privilégiés pour l'accompagner à un rendez-vous ou à une activité. Une fois chez lui, j'attendais (parfois longtemps) qu'il soit prêt à sortir. C'était l'occasion de prendre un café, de discuter avec ses proches tout en regardant une *telenovela* ou le journal télévisé. Ces moments pendant lesquels j'attendais un dirigeant m'apprirent au moins autant sur leurs pratiques que les entretiens que je réalisais. En ce sens, comprendre les relations de voisinage par le biais du seul entretien est une tâche ardue. Tantôt parce que l'on n'a pas su poser la bonne question, tantôt parce que ces relations relèvent de l'anodin pour les enquêtés, il est difficile de comprendre les relations que les dirigeants entretiennent avec leur voisinage par cette seule technique. À l'inverse, une présence régulière au quartier donne rapidement à voir les interactions et les formes d'échange et de services qui lient quotidiennement les dirigeants et leurs voisins. Cela permet d'observer ceux avec qui les dirigeants échangent régulièrement, mais aussi, en creux, ceux avec qui ils entretiennent des relations plus distantes. Ces moments passés à attendre le dirigeant au quartier comme l'observation des activités liées à la vie de

²¹³ Dans son célèbre ouvrage de méthodologie des sciences sociales, Howard S. Becker l'importance de prêter attention à tout ce qui se passe lorsqu'il semble ne rien se passer, à ce qui relève du « routinier, [du] non pertinent, et [de] l'ennuyeux » dans un travail de recherche. H. S. BECKER, *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2002 [1^{ère} éd. en anglais : 1998], p. 160-164.

leurs organisations (organisations, préparation et déroulé des réunions ou des fêtes) m'apprennent également beaucoup sur la division du travail au sein de ces organisations. À première vue, on peut avoir l'impression que les dirigeants agissent seuls. Cela se révèle particulièrement vrai lorsque l'on s'intéresse à tout le travail de représentation et d'intermédiation auprès d'acteurs extérieurs au quartier. Cependant, l'observation du quotidien montre que s'ils gèrent et accueillent les personnalités extérieures, des membres de leur entourage s'attachent quant à eux à réaliser une grande diversité de tâches qui sont centrales mais qui tendent à être peu valorisées et largement invisibilisées. Préparer des centaines de sandwiches pour une fête de fin d'année, aller distribuer des *flyers* pour une réunion, solliciter les donations des voisins lors d'un enterrement... sont autant d'activités que les dirigeants coordonnent mais qu'ils ne réalisent pas directement. S'ils sont peu visibles, ces acteurs jouent néanmoins un rôle central dans le maintien du leadership des dirigeants, notamment parce que leur position intermédiaire leur permet d'entretenir des relations de sociabilités fragiles que les dirigeants, moins présents au quartier, peuvent de temps à autre délaisser. Comprendre la façon dont ils s'appuient sur leur entourage et dont cet entourage opère un travail de médiation et de mobilisation a constitué un point central pour mieux comprendre les ressorts du leadership local mais aussi les conditions de possibilité d'émergence de nouveaux porte-parole et des jeux de concurrence au quartier. L'observation des pratiques quotidiennes et de la division des tâches entre les dirigeants et leur entourage permet, ce faisant, de mieux saisir la façon dont des individus peuvent acquérir et maintenir une position de leadership au quartier, question qui est au cœur de ce travail.

INTERROGER L'ENGAGEMENT DES CLASSES POPULAIRES À PARTIR DU CAS COSTARICIEN

Cette thèse porte sur la représentation des couches les plus fragiles des classes populaires. Elle s'intéresse tout particulièrement aux conditions d'émergence de porte-parole populaires et à la question de leur insertion dans la sphère politique instituée.

L'engagement populaire est un objet classique des sciences sociales. La prégnance des travaux sur les militants ouvriers dans la sociologie du militantisme se traduit par l'importance des recherches sur les partis et les syndicats comme instances d'encadrement et de politisation des classes populaires. L'investissement de cette focale a conduit à occulter – ou à sous-estimer – d'autres formes d'engagement populaire. Or, dans un contexte costaricien marqué par l'affaiblissement du discours de classe et de l'offre partisane adressée aux classes populaires et où de nombreux travaux mettent l'accent sur la dépolitisation et la

démobilisation des groupes populaires, il est particulièrement nécessaire de prendre en compte les formes de politisation populaire qui peuvent prendre place en dehors, ou à la marge de ces instances classiques d'encadrement.

Dans cette perspective, je m'intéresse ici aux couches les plus fragiles des classes populaires costariciennes à travers l'étude des modes d'organisation et de politisation dans deux quartiers populaires, situés au plus bas de l'échelle socio-résidentielle. Alors que les habitants de ces quartiers sont souvent présentés comme un électorat « dépolitisé » et « manipulé », je m'intéresse ici à leur mobilisation en actes, à travers le travail opéré par les entrepreneurs de mobilisation électorale que sont les dirigeants de quartier. Afin de sortir d'une lecture misérabiliste en termes de manipulation et d'aliénation, je me propose d'analyser le rôle de ces dirigeants de quartier à l'aune de la sociologie de l'engagement.

L'engagement des dirigeants dans la sphère politique instituée repose sur l'activation et la mobilisation de relations personnalisées qu'ils entretiennent par la redistribution de biens et de services. Cette question a été largement traitée par les travaux sur le clientélisme qui ont montré l'importance des relations personnalisées et des formes d'échange de biens et de services dans la mobilisation électorale des groupes sociaux distants de la politique instituée. Pour une large partie de ces travaux, l'entretien de ces liens personnalisés tend à empêcher les dynamiques de cohésion, d'unification et donc de politisation des groupes dominés. Or, à partir d'une analyse « par le bas », cette thèse met en évidence l'existence de porte-parole dont le leadership repose sur la distribution de biens et de services qui s'articule à un travail d'unification collective. L'observation des dirigeants de quartier montre en effet qu'ils endossent un rôle de porte-parole, mettant en forme, voire suscitant, des attentes collectives dont ils se font les porteurs auprès du personnel politique et des agents administratifs. Leur action se déroulant hors de structures d'encadrement et de mobilisation préétablies, leur position est cependant très précaire.

Mettre l'accent sur les relations entre les dirigeants et leur voisinage amène à s'interroger sur la façon dont elles peuvent peser sur l'engagement en politique des dirigeants. Si la nécessité d'accéder à des ressources amène les dirigeants à s'engager dans la sphère politique instituée, je montre que cette insertion se réalise sur un mode revendicatif. Face aux difficultés qu'ils rencontrent pour accéder à des ressources, les dirigeants tendent en effet à entretenir des relations distantes voire conflictuelles avec la politique instituée. Dans certains cas cependant, il arrive que certains dirigeants cherchent à poursuivre leur engagement en entrant en politique. Cet engagement en politique semble en effet pouvoir constituer un

moyen pour eux de poursuivre leur engagement pour le quartier, tout en leur permettant d'échapper partiellement aux pressions (et aux critiques) de leur voisinage.

À partir de l'analyse de carrières de dirigeants de deux quartiers populaires de San José, j'entends donc montrer que la faible représentation de ces catégories parmi le personnel politique est moins liée à leur atomisation et à leur passivité qu'au rapport critique – et néanmoins actif – qu'elles entretiennent avec la politique instituée et qui se trouve renforcé par le type d'encadrement partisan dont elles font l'objet. Ce faisant, cette thèse permet de nuancer les lectures qui mettent en avant la dépolitisation et la démobilisation des couches les plus fragiles des classes populaires costariciennes et qui participent ainsi à leur invisibilisation en politique. En analysant les formes *pratiques* de la représentation de ces groupes, il ne s'agit pas de nier leur marginalisation voire leur exclusion de la scène politique instituée, mais bien de montrer qu'ils peuvent activement participer de ces processus.

PLAN DE THÈSE

Depuis les années 1990, la question sociale a fait irruption de façon particulièrement brutale dans la société costaricienne et « la lutte contre la pauvreté » s'est rapidement imposée comme un enjeu central. Dans le premier chapitre, j'étudie la construction de la pauvreté comme problème public. Il s'agit de comprendre les modes de production et de diffusion de représentations du monde social qui se sont traduites par une dévaluation du statut symbolique des classes populaires au Costa Rica. En revenant sur l'histoire de la production intellectuelle et académique du populaire dans ce pays, j'analyse la façon dont les transformations des représentations savantes du populaire ont pu accompagner, voire nourrir, des changements en matière de traitement de la question de sociale.

Au Costa Rica, on assiste depuis les années 1990 à une transformation de la conceptualisation et du traitement de la question sociale. Ces changements influent notamment sur les modes d'encadrement politique des couches inférieures des classes populaires auxquelles appartiennent les habitants des *barrios urbano-marginales* de San José. Considérées comme atomisées et dépolitisées, victimes ou otages des politiques assistancielles et clientélares, ces couches de la population font l'objet d'une forte disqualification symbolique et d'un encadrement partisan particulièrement relâché. Or, une analyse « par le bas » de ces quartiers permet de mettre en évidence des formes d'engagement

et des logiques de politisation qui remettent en cause l'idée selon laquelle c'est leur dépolitisation et leur atomisation qui empêcheraient leur représentation politique.

Dans les chapitres suivants, je m'intéresse à deux quartiers populaires de la périphérie de San José. Il s'agit de saisir les logiques de relégation sociale dont ils font l'objet et les modes d'engagement qui peuvent malgré tout y prendre place.

Dans le deuxième chapitre, je présente les deux quartiers sur lesquels a porté mon enquête. À travers une description détaillée des lieux, une présentation de leur histoire et de données socio-économiques, je montre que les habitants de ces quartiers font l'objet d'une forte relégation qui se traduit par des processus de désaffiliation sociale. Dans le chapitre suivant, je complète l'analyse de la relégation sociale de ces quartiers en analysant les représentations négatives qui portent sur ces quartiers et leurs habitants et la façon dont ces derniers composent avec l'image discréditée qu'ils se voient assigner. Ce faisant, ce chapitre montre que si les habitants sont loin de rester passifs face à ces représentations négatives, la stigmatisation dont ils font l'objet rend néanmoins difficile – sans pour autant empêcher – une identification et un attachement au quartier.

Dans les trois chapitres suivants (4, 5 et 6), je m'intéresse aux formes d'engagement observables dans ces quartiers.

Le quatrième chapitre porte sur la façon dont certains habitants de ces quartiers populaires deviennent « dirigeants ». Alors que ces espaces sont marqués par des logiques de désaffiliation sociale et font l'objet d'une forte disqualification, comment expliquer que certains individus soient malgré tout en mesure de parler au nom de leur quartier, voire de s'attacher à en produire une image positive ? Pour répondre à cette question, je m'intéresse ici aux carrières de ces dirigeants, afin de saisir comment on accède mais aussi on se maintient à une telle position. En ce sens, j'identifie à la fois les dispositions antérieures à l'accès à cette position et celles acquises dans l'engagement. Il apparaît ainsi que si la possession de certaines dispositions (notamment la capacité à parler en public face à des *dominants*) dépend largement de variables de genre, d'âge et de nationalité, ces inégalités peuvent être partiellement compensées par certaines formes de socialisation associative. On montre en outre comment les ressources acquises dans l'engagement peuvent favoriser un maintien dans la position de dirigeant.

Dans le cinquième chapitre, j'étudie les ressorts de la légitimation des dirigeants au quartier. Il s'agit de comprendre comment ils peuvent être en mesure de parler au nom de leur voisinage (« la communauté ») sans subir de désaveu trop flagrant. En rendant compte à la fois du point de vue des dirigeants et de celui des membres de leur groupe, je montre que les

tentatives des premiers pour se conformer à ce qu'ils pensent être les attentes des seconds ne leur assurent qu'une légitimité fragile, qu'ils tentent d'entretenir en sollicitant – notamment – le personnel politique.

Dans le dernier chapitre, j'analyse la question de l'insertion des dirigeants de quartier dans la sphère politique instituée. Je montre que les dirigeants qui font l'objet de cette enquête s'insèrent parfois durablement dans les réseaux partisans. À chaque élection, ils sont ainsi nombreux à s'engager au nom de leur voisinage pour tenter de résoudre leurs problèmes. Cet engagement en politique ne se traduit cependant pas nécessairement par une « entrée en politique » (au sens d'exercice à titre principal de responsabilités électives ou partisans). Cela demeure même particulièrement improbable dans un contexte où la mobilisation partisane repose sur un encadrement lâche du travail des dirigeants qui se révèle favorable au maintien d'une distance critique vis-à-vis de l'institution. Dans ce chapitre, je m'attache donc à interroger les conditions de possibilité – mais aussi d'impossibilité – de réalisation d'une carrière politique pour les couches inférieures des classes populaires. Je montre que si la plupart des dirigeants tendent à entretenir un rapport critique – mais néanmoins actif – à la politique instituée, certains peuvent néanmoins tenter d'entrer en politique. Cet engagement dépend cependant à la fois des rapports de force au quartier (concurrence entre les dirigeants, critiques de la part des membres du voisinage) et des liens noués avec des membres du personnel politique (cadres partisans, élus, professionnels de la politique non élus...).

Chapitre 1 - D'une « société de classe moyenne » à la « lutte contre la pauvreté ». Les transformations des conceptions savantes de la question sociale au Costa Rica

Depuis les années 1980-1990, le Costa Rica connaît d'importantes transformations. La représentation d'un régime politique stable et particulièrement égalitaire dans une région aux prises avec une histoire tumultueuse s'est trouvée largement écornée. Au portrait idéalisé d'une démocratie de classe moyenne où chacun se voyait supposément offrir des opportunités d'ascension sociale s'est substituée une nouvelle image : celle d'une société fortement inégalitaire. Dans la dernière décennie, le Costa Rica a été le seul pays d'Amérique latine à voir les inégalités de revenus croître, au point d'être désormais plus inégalitaire que le Salvador, le Mexique ou l'Argentine¹. La pauvreté concerne chaque année plus de ménages, sans que les dépenses en matière de politique sociale, pourtant supérieures à la moyenne latino-américaine, ne parviennent à la réduire. Hausse de la pauvreté et des inégalités se sont finalement révélées durables, mettant ainsi en doute la capacité du système politique à assurer l'intégration sociale, économique et politique de tous.

Depuis les années 1990, la question sociale a fait irruption de façon particulièrement brutale dans la société costaricienne². La pauvreté, et avec elle les couches inférieures des classes populaires, sont devenues un problème public central. Une grande pluralité d'« acteurs sociaux estiment [*en effet désormais*] que quelque chose doit être fait pour changer [*cette*] situation »³ et donc pour « lutter contre la pauvreté ». La construction de ce problème public se joue à la fois sur les scènes politique et médiatique et dans les sciences sociales qui ont largement participé de ce processus.

En effet, les années 1990 sont caractérisées par un changement de paradigme dans les sciences sociales⁴, qui a été très marqué dans le cas costaricien. Ce changement de paradigme s'est accompagné d'une transformation dans les modes de traitement de la question sociale. Afin d'analyser les changements qui se jouent alors dans une pluralité d'espaces sociaux, je

¹ « Desigualdad en Costa Rica es una de las más altas en Latinoamérica », *La Nación*, 14.11.2013.

² Sur la définition de la question sociale telle qu'elle a été proposée par Robert Castel, je me permets de renvoyer à l'introduction (R. CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale...*, *op. cit.*).

³ Pierre LASCOUMES, Patrick LE GALÈS, *Sociologie de l'action publique*, *op. cit.*, p. 70.

⁴ Le déclin du référentiel classiste en Amérique latine a notamment été étudié par D. MERKLEN, « Du travailleur au pauvre. La question sociale en Amérique latine », *op. cit.*. Sur le déclin du discours de classe dans le cas français, voir par exemple les travaux pré-cités de C. DUBAR, « Sociétés sans classes... », *op. cit.* ou de Y. SIBLOT et AL., *Sociologie des classes populaire...*, *op. cit.*, p. 24-29.

me propose de réaliser ici une histoire de la production intellectuelle et académique sur le populaire dans ce pays. Il s'agit notamment de voir comment la structuration des sciences sociales costariciennes et la porosité du champ académique ont pu faciliter la circulation et la légitimation d'une nouvelle conception de la question sociale – et des classes populaires – qui ne semble pas aujourd'hui connaître d'alternative.

Pour analyser ces questions, je procède ici en trois temps. Dans un premier temps, je me propose de revenir sur l'histoire des débats intellectuels et académiques sur le populaire. Ce détour par l'histoire longue me semble justifié par l'importance des débats sur l'émergence de la question sociale dans la période antérieure à la Guerre civile de 1948. Les nombreux travaux écrits sur cette période rendent compte des débats autour de la catégorie du populaire et semblent une entrée pertinente pour saisir les transformations de la problématisation du populaire dans les sciences sociales costariciennes. Dans les deux sections suivantes, je me propose d'analyser les transformations des modes de traitement de la question sociale au Costa Rica depuis les années 1950. Ce faisant, ce chapitre vise à interroger les transformations concomitantes de la problématisation du populaire dans les sciences sociales et du traitement de la question sociale au Costa Rica. On se demande ainsi comment les transformations des représentations savantes du populaire ont pu accompagner, voire nourrir, des changements en matière de traitement de la question sociale. Il s'agit ainsi de s'interroger sur les modes de production, de diffusion et de circulation de représentations du monde social qui se sont traduites par une dévaluation du statut symbolique des classes populaires au Costa Rica.

Section A - Controverses historiques autour de l'émergence de la question sociale au Costa Rica

Situé à la marge de l'empire colonial espagnol, avec une population indigène peu nombreuse et de rares métaux précieux, le Costa Rica colonial est généralement considéré comme l'une des plus pauvres possessions espagnoles. Le relatif isolement de la province, l'absence de richesses naturelles, et la rareté de la main d'œuvre indigène a en effet entraîné un faible dynamisme économique et un nivellement, par le bas, de la société coloniale. Cette situation initiale a sous-tendu l'hypothèse de l'égalitarisme costaricien, qui a été mise en exergue par une partie de l'historiographie costaricienne, dans la lignée du travail de Carlos Monge⁵. À la différence du reste de l'empire espagnol, le Costa Rica aurait ainsi été caractérisé par une faible différenciation sociale et raciale, et par une certaine égalité sociale. Dans cette perspective, colons, créoles [*criollos*] et *mestizos*⁶ sont décrits comme constituant un peuple de modestes paysans, petits propriétaires, cultivant leurs parcelles. En l'absence de hiérarchies sociales marquées, l'égalité aurait prévalu au sein de la province, permettant la formation d'une « démocratie rurale »⁷ avant l'indépendance. Pour l'historiographie dite « traditionnelle », cette « démocratie rurale » rendue possible par l'homogénéité sociale de la période coloniale, est souvent considérée comme le fondement « naturel » de la démocratie costaricienne moderne⁸. Dans cette perspective, l'égalitarisme hérité de la colonie, la disponibilité de terres et de la pénurie de main d'œuvre aurait permis le développement d'un vaste réseau de petits et moyens producteurs directs, qui serait au cœur de l'économie caféière. Cette structuration socio-économique aurait favorisé l'émergence de pratiques démocratiques dès la fin du XIX^e siècle.

Par la suite, l'économiste Rodrigo Facio s'est quand à lui intéressé aux transformations socio-économiques liées au développement de l'économie caféière. Il a notamment mis en lumière que cet héritage colonial était mis en péril par des logiques de concentration. Loin de n'être qu'un débat universitaire, cette question est le support d'une critique et d'un programme politique qui sont portés par le Centre pour l'étude des problèmes

⁵ Carlos Monge Alfaro est un intellectuel costaricien (1909-1979). Il a eu un rôle important dans le développement de l'Histoire et du système universitaire costaricien. Il a également été une figure du changement de régime en 1949. Il est notamment l'auteur de C. MONGE ALFARO, *Historia de Costa Rica*, op. cit., publié pour la première fois en 1939.

⁶ À la différence des colons, nés en Espagne, les créoles sont nés en Amérique latine, de parents espagnols. Les *mestizos* sont quant à eux né d'un parent colon ou créole et d'un parent indien.

⁷ Cette thèse est développée dès les années 1930 par C. MONGE ALFARO : *Historia de Costa Rica...*, op.cit., p. 102-127.

⁸ Cette idée a été défendue par une partie de l'historiographie et a également été reprise dans la sphère politique, notamment aux lendemains de la Guerre civile de 1948.

nationaux (*Centro de estudios de los problemas nacionales*) auxquels appartiennent les deux hommes⁹. Dans un contexte de forte polarisation politique qu'est celui des années 1940, *le Centre* se pose en effet en promoteur d'un programme social-démocrate qui doit permettre le retour à une société égalitaire fondée sur la petite propriété.

À la suite d'une guerre civile (1948) dont ils sortent vainqueurs, les sociaux-démocrates vont dominer la scène politique jusqu'aux années 1980 à travers le Parti libération nationale (*Partido liberación nacional* – PLN) (voir encadré n°1, p. 123). Durant cette période, le mythe égalitariste se trouve réinvesti. La politique réformiste prônée par le PLN doit en effet permettre un développement économique moins inégalitaire. L'héritage colonial est ainsi présenté comme une condition de possibilité de la société de classe moyenne qu'il entend construire.

Cette lecture, fortement ancrée dans l'imaginaire collectif laisse peu de place à une analyse de la société costaricienne vue en termes de conflits de classes sociales. La domination des sociaux-démocrates sur l'institution universitaire limite le développement de ces questionnements¹⁰. À partir des années 1960 cependant, cette situation change du fait de l'essor des institutions académiques et de la circulation internationale des universitaires dont beaucoup réalisent une partie de leur formation en France ou aux États-Unis. Le développement du marxisme scientifique favorise alors une relecture classiste de l'histoire costaricienne, donnant une grande centralité au mouvement ouvrier (1). Si ce courant se développe durant les années 1960, et surtout durant les années 1970-1980, sa domination sur le champ universitaire sera cependant de courte durée. Dès les années 1990 en effet, la crise du paradigme classiste favorise la marginalisation de ce courant et le recul des lectures classistes du monde social (2).

⁹ Ce projet politique est notamment synthétisé par Rodrigo FACIO dans un texte intitulé « Un programa costarricense de rectificaciones económicas » publié dans *Surco*, la revue du Centre pour l'étude des problèmes nationaux. (« Means and Ends for a Better Costa Rica », tiré de « Un programa costarricense de rectificaciones económicas », *Surco*, n°38, 1943, p. 8-12 et n°39, 1943, p. 3-7. In S. PALMER, I. MOLINA JIMÉNEZ (eds), *The Costa Rica Reader: History, Culture, Politics*, Durham, Duke University Press, 2009, p. 187-191).

¹⁰ I. MOLINA JIMÉNEZ, « La influencia del marxismo... », *op. cit.*

1. De l'émergence à l'apogée de la « classe ouvrière » : la relecture de l'histoire costaricienne à la lumière de la lutte des classes

Au Costa Rica, le courant marxiste s'est développé tardivement. Selon l'historien Ivan Molina Jiménez, plusieurs facteurs permettent d'expliquer cela. D'abord, il faut noter qu'entre 1880 et 1940, le Costa Rica ne dispose que d'une École de droit et d'une faculté de pharmacie, les politiques libéraux ayant fermé la première université (l'université de Santo Tomás) du fait de ses liens avec l'Église. En 1940, l'université du Costa Rica (UCR) est créée mais, elle va rapidement être dominée par des universitaires peu favorables aux marxistes. Au lendemain de la Guerre civile de 1948, l'accession au pouvoir des sociaux-démocrates favorise en effet leur domination sur la nouvelle institution. À ce titre, Iván Molina Jiménez souligne que,

« Successivement dirigée par Rodrigo Facio et Carlos Monge, [l'UCR] se spécialisa dans la formation de professionnels dans différents domaines afin de soutenir l'expansion de l'appareil étatique impulsée par le PLN. Si quelques professeurs de gauche purent faire carrière dans l'éducation supérieure, leur position demeura extrêmement limitée durant les 1950 »¹¹.

À partir des années 1960, et plus particulièrement durant les années 1970-1980, le marxisme scientifique va cependant se développer au point de devenir dominant durant les années 1980. Alors que le nombre d'étudiants augmente rapidement, les institutions universitaires costariciennes connaissent un essor rapide, qui rend plus difficile le contrôle du corps enseignant. Dans le même temps, la circulation des étudiants et des enseignants dans différents pays pour les besoins de leur formation (notamment en France et aux États-Unis) favorise la diffusion et l'appropriation des travaux marxistes. De nombreux travaux universitaires se revendiquant et/ou influencés par cette approche se multiplient alors¹². L'historiographie fait l'objet d'un important renouvellement. Dans une perspective où la Guerre civile de 1948 est pensée comme un affrontement de classes, on trouve de nombreux travaux sur l'émergence et l'organisation de « la classe ouvrière » dans la période antérieure. Pour saisir l'émergence de cette classe sociale qu'ils participent, par leur travaux à unifier et à faire exister symboliquement, ces historiens s'intéressent à de multiples dimensions. Leurs travaux portent ainsi sur les logiques de différenciation et de polarisation sociale dans la période coloniale¹³ puis dans la période ultérieure, qui est celle de l'essor de l'économie

¹¹ *Ibid.*, p. 224-225.

¹² Voir notamment : *Ibid.*, ou encore C. HERNÁNDEZ, « Fases y tendencias de cambio en los estudios sobre la clase trabajadora costarricense... », *op. cit.*.

¹³ En analysant le temps long de la colonisation, des travaux montrent l'existence de différences de richesses et de statuts dès la période coloniale. Ils mettent ainsi en évidence que l'harmonie et l'égalité sociale n'avaient pas prévalu durant trois siècles et ce, bien que les hiérarchies sociales aient pu être moins marquées et moins rigides

caféière puis de la création d'une enclave bananière. S'interrogeant sur les conditions d'émergence de la question sociale au Costa Rica, ils s'intéressent à la fois aux modes de régulation du social et à l'émergence de la classe ouvrière sur la scène politique.

1.1. La passivité des dominés, lieu commun de l'analyse du système électoral sous l'ère libérale

Si certains auteurs se sont intéressés à la période coloniale, c'est cependant sur la période post-coloniale que la plupart des travaux du courant marxiste ont porté. Ils s'intéressent notamment à l'État libéral (1870-1940) et cherchent à identifier les fondements du système de domination durant cette période. Parmi les nombreuses thématiques traitées dans ces travaux, il y a celle du développement de la démocratie électorale qui est particulièrement révélatrice de la façon dont les groupes subalternes sont alors pensés. Cherchant à déconstruire les représentations idéalisées de la démocratie costaricienne au tournant du siècle, ils s'attachent à identifier les mécanismes de domination sur lesquels repose la participation électorale des groupes subalternes.

Dès la fin du XIX^e siècle, la mobilisation électorale d'un nombre de plus en plus important d'électeurs devient un incontournable de la compétition politique¹⁴. Cette nouvelle configuration favorise le développement de machines politiques et de réseaux de patronage, qui s'institutionnalisent tardivement en partis politiques. Pour certains auteurs, malgré l'ouverture de la participation, le régime n'en demeure pas moins oligarchique et peu démocratique¹⁵. En effet, le régime politique qui se construit au tournant du siècle aurait permis à l'oligarchie costaricienne, composée de l'élite agro-exportatrice, de conserver le pouvoir grâce à la fraude électorale et à un vaste système de patronage et de clientélisme.

dans la province du Costa Rica que dans d'autres territoires de l'Empire colonial. En ce sens, voir notamment : O. AGUILAR BULGARELLI, « Fundamentos democráticos del sistema político costarricense », *Revista de la Universidad de Costa Rica*, vol. 29, 1970, p. 33-44 ou encore L. GUDMUNDSON, *Costa Rica before Coffee : Society and Economy on the Eve of the Export Boom*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1986.

¹⁴ En 1897, le corps électoral était constitué d'environ 56 000 électeurs, qui éalisaient 3 070 électeurs de second rang. Ces derniers éalisaient pour quatre ans les autorités municipales, les députés et le président. En 1913, une fois le vote direct instauré, on compte environ 80 000 électeurs. Les chiffres de 1897 sont tirés de I. MOLINA JIMÉNEZ, « Elecciones y democracia en Costa Rica, 1885-1913 », *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n°70, 2001, p. 51 et celui de 1913 de la base de données compilée par le même chercheur et disponible en ligne : <http://historia.fcs.ucr.ac.cr/bases/cuadros.htm> - Consulté le 14.01.2016.

¹⁵ C'est la thèse défendue par O. SALAZAR MORA, *El apogeo de la republica liberal en Costa Rica, 1870-1914*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 1990, p. 101, 286-287; ou par M. SAMPER, « Fuerzas sociopolíticas y procesos electorales en Costa Rica », *Revista de Historia (UNA)*, n° spécial, 1988, p. 173-174. Cités in I. MOLINA JIMÉNEZ, « Ciclo electoral y políticas públicas en Costa Rica (1890-1948) », *Revista Mexicana de Sociología*, n°63, n°3, 2001, p. 69. On la retrouve également in : D. J. YASHAR, « Rehaciendo la política: Costa Rica y Guatemala a mediados del siglo XX », *Mesoamérica*, vol. 17, n° 31, 1996, p. 64.

Outre les fraudes électorales, l'accent est mis sur les réseaux d'allégeance qui permettent à l'oligarchie et à la classe dirigeante libérale qui la représente de conserver le pouvoir. Le travail de Samuel Stone montre ainsi comment la mobilisation électorale repose alors sur les chefs politiques et les gouverneurs, autorités directement nommés par la présidence, qui travaillent quant à eux avec des petites élites rurales, les *gamonales*, à qui les réformes de décentralisation de 1909 offrent la possibilité d'accéder au pouvoir municipal¹⁶. Cette approche critique de la démocratie libérale costaricienne met en avant les formes de manipulation de la volonté populaire, et une certaine passivité des nouveaux *ciudadanos* les plus pauvres (petits producteurs de café, journaliers, Indiens et ouvriers urbains).

Avant d'être reprise durant les années 1970 par des universitaires souvent influencés par le marxisme¹⁷, cette approche a été développée par de nombreux intellectuels engagés. En ce sens, l'intellectuelle communiste Yolanda Oreamuno dénonce en 1938 le « mythe tropical » de ce qu'elle nomme ironiquement la *demoperfectocracia*, littéralement la *démoparfaitocratie*, et qui s'apparente selon elle à une « démocratie passive »¹⁸. Elle reprend ainsi pour partie les arguments déjà énoncés par Mario Sancho, qui dans son essai *Costa Rica, Suiza centroamericana*, décrivait les processus électoraux comme le fruit d'achat de voix et de pressions sur les secteurs populaires¹⁹. Cette approche, d'abord développée par les intellectuels communistes durant les années 1930 sera partiellement reprise par les intellectuels sociaux-démocrates du Centre pour l'étude des problèmes nationaux²⁰.

À la suite des communistes du début du XX^e siècle et des sociaux-démocrates, les auteurs marxistes reprennent à leur compte la thèse d'une oligarchie costaricienne conservant

¹⁶ S. STONE, *La dinastía de los conquistadores. La crisis del poder en Costa Rica*, San José, EDUCA, 1982 [1^{ère} édition : 1975], p. 106-107; 223-224, cité in I. MOLINA JIMÉNEZ, F. LEHOUCQ, *Urnas de lo inesperado: fraude electoral y lucha política en Costa Rica (1910-1948)*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 1999, p. 41. Il faut souligner que dans cet ouvrage, F. LEHOUCQ et I. MOLINA JIMÉNEZ tendent à contredire la thèse de STONE sur le rôle des *gamonales* dans le système de domination locale (voir *infra*).

¹⁷ Voir notamment: M. SAMPER, « Fuerzas sociopolíticas y procesos electorales en Costa Rica », *op.cit.*, p. 173-174; O. SALAZAR MORA, *El apogeo de la república liberal...*, *op.cit.*, p. 101, 286-287. Ce débat qui est à la croisée de la vie politique et des sciences du politique dépasse largement le cas costaricien. Dans le champ scientifique, on le retrouve notamment sur la France du XIX^e : il porte alors sur les formes de politisation à l'œuvre dans le monde paysan dans cette période. Certains travaux, comme ceux de Suzanne BERGER font valoir une certaine imperméabilité du monde paysan aux enjeux politiques nationalisés, et notamment aux débats droite-gauche. En réponse, d'autres études, comme celles d'Eugène Weber ou de Maurice Agulhon, mettent quant à elles l'accent sur les conditions de possibilité d'une politisation des campagnes. S. BERGER, *Les Paysans contre la politique*, Paris, Le Seuil, 1976 ; E. WEBER, *La Fin des terroirs. La modernisation de la France rurale 1870-1914*, Paris, Fayard, 1983 [1^{ère} éd. en anglais : 1976] ; M. AGULHON, « 1848, le suffrage universel et la politisation des campagnes françaises », in *Histoire vagabonde*, t. 3, *La politique en France, d'hier à aujourd'hui*, Paris, Gallimard, 1996, p. 61-82.

¹⁸ Y. OREAMUNO, « El ambiente tico y los mitos tropicales », *El Repertorio Americano*, 1938.

¹⁹ M. SANCHE, *Costa Rica, Suiza centroamericana*, San José, 1982 [1936] cité in I. MOLINA JIMÉNEZ, *Urnas de lo inesperado...*, *op. cit.*, p. 131.

²⁰ I. MOLINA JIMÉNEZ, *Urnas de lo inesperado...*, *op. cit.*, p. 128-131.

le pouvoir grâce à un système de domination fondé sur la fraude électorale et sur la mise en clientèle d'un électorat populaire ainsi réduit à la passivité. Dans le même temps, des auteurs issus de ce courant mettent en évidence la mobilisation de certains acteurs et groupes qui vont progressivement favoriser l'émergence de la question sociale.

1.2. Organisations populaires et mobilisations collectives : la lente émergence de la question sociale au Costa Rica

Si les auteurs marxistes ou influencés par ce courant s'intéressent aux modes de domination sur lesquels repose le pouvoir de l'oligarchie costaricienne dans la période post-coloniale, ils prêtent dans le même temps une grande importance aux tensions sociales qui se font jour au tournant du siècle. Dans nombre de travaux (qui seront fortement critiqués par la suite), ils tendent à décrire l'État libéral costaricien comme un État-gendarme adepte du *laissez-faire*. La faiblesse voire l'absence de politiques sociales aurait favorisé la polarisation sociale du pays et des tensions sociales croissantes, qui trouveraient leur climax dans la Guerre civile de 1948. Dans cette perspective, ces travaux s'intéressent principalement aux acteurs et organisations revendiquant la représentation des travailleurs et aux mobilisations sociales. Ces analyses historiques éclairent l'émergence de la question sociale et les luttes pour la représentation de « la classe ouvrière » qui se jouent dès la fin du XIX^e siècle mais ne disent finalement peu des individus et des groupes sociaux qui se sont mobilisés (et de ceux qui ne se sont pas mobilisés) ni de la façon dont ils ont pu s'identifier aux organisations qui prétendaient les représenter.

L'économie caféière qui se développe rapidement dans la seconde moitié du XIX^e siècle ne se traduit pas par une forte polarisation sociale. Dans ces conditions, c'est principalement dans les zones urbaines et dans l'enclave bananière que vont se constituer et chercher à mobiliser les organisations de défense et de représentation des travailleurs. Parce qu'ils s'intéressent principalement au développement du communisme dans le pays, les historiens des années 1960-1980 vont se focaliser sur les artisans des zones urbaines et sur les ouvriers des zones bananières pour analyser l'émergence de la question sociale.

Avec l'essor du café, la société costaricienne a connu une différenciation sociale rapide dans la seconde partie du XIX^e siècle. Une élite caféière se constitue : les *cafetaleros*. Ils se spécialisent dans la production, et surtout dans la commercialisation du café. Les paysans trouvent cependant des moyens de subsister, et parfois de s'enrichir, par la production caféière qui est ensuite revendue aux *cafetaleros*, ou par des cultures permettant de répondre

aux demandes d'un marché intérieur en expansion. Du fait de la disponibilité de terres, de la pénurie de main d'œuvre et des structures sociales esquissées durant la période coloniale, l'économie caféière se fonde sur un vaste réseau de petits et moyens producteurs directs. Parallèlement à ces petits producteurs extrêmement dépendants des *cafetaleros* pour la commercialisation du café²¹, se développe la figure de l'agriculteur-journalier (*peón*). Plus pauvre, celui-ci divise son temps entre la culture de sa propre terre et la récolte du café sur des terres d'autres producteurs.

Beaucoup de travaux ont porté sur le développement du capitalisme agraire²². Si tous considèrent le caractère inégalitaire de ce système de production, la plupart mettent néanmoins en avant les relations pacifiées qui se seraient développées entre les différents acteurs. Cette situation aurait été favorisée par le maintien de salaires supérieurs aux moyennes régionales²³ et ce, grâce à la pénurie de main d'œuvre et la possibilité toujours ouverte d'une migration vers des terres non cultivées plus éloignées de la *Valle Central*. Aussi, si le développement du capitalisme agraire a entraîné l'appauvrissement d'une partie de la paysannerie, elle n'a pas été brutalement dépossédée²⁴. Dans cette perspective, l'économie caféière costaricienne a généralement été décrite comme fonctionnant sur la base de relations paternalistes qui auraient favorisé le conformisme voir la passivité des petits producteurs et des journaliers²⁵.

Si on compte finalement peu de travaux sur les groupes dominés dans le cadre de l'économie caféière, on dénombre à l'inverse de très nombreuses études sur les travailleurs urbains et les travailleurs liés à l'enclave bananière.

Dans la fin du XIX^e siècle, si le café constitue le principal produit d'exportation du Costa Rica, une autre production se développe, cette fois-ci principalement sur la côte

²¹ J.M. PAIGE, *Coffee and power. Revolution and the Rise of Democracy in Central America*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 1998.

²² Voir notamment : C. CARDOSO, « La formación de la hacienda cafetalera en Costa Rica (Siglo XIX) », *Estudios Sociales Centroamericanos*, n°6, 1973, p. 22-49; C. HALL, *El café y el desarrollo histórico-geográfico de Costa Rica*, San José, Editorial Costa Rica, 1976 ou encore H. PÉREZ, « Economía política del café en Costa Rica, 1850-1950 (algunas notas preliminares) », *Avances de Investigación* n°5, Centro de Investigaciones Históricas, UCR, 1981.

²³ I. MOLINA JIMÉNEZ, *Costa Rica (1800-1850). El legado colonial y la génesis del capitalismo*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 1991, p. 285-301; R. VIALES HURTADO, E. BARRANTES ZAMORA, « Mercado laboral y mecanismos de control de mano de obra en la caficultura centroamericana. Guatemala y Costa Rica en el período 1850-1930 », *Revista Historia* (UNA), n°55-56, 2007.

²⁴ I. MOLINA JIMÉNEZ, *Costa Rica (1800-1850)*..., *op. cit.*, p. 345.

²⁵ Il faut cependant souligner les travaux de Victor Hugo Acuña qui s'est quant à lui attaché à mettre en lumière les relations conflictuelles qui ont pu exister entre les petits producteurs de café et l'élite agro-exportatrice accusée de fixer les prix à son seul avantage. V. H. ACUÑA ORTEGA, « Patrones del conflicto social en la economía cafetalera costarricense (1900-1948) », *Revista de Ciencias Sociales*, n°31, 1986, p. 113-122.

caribéenne : la banane²⁶. Tant pour la construction des voies ferrées qui relieront la capitale aux côtes pacifique et caraïbe, que pour l'exploitation des bananeraies, une importante main d'œuvre est sollicitée. La force de travail est régulièrement importée d'autres pays, en suivant des logiques souvent proches de l'esclavagisme. Ce fût notamment le cas pour la construction de la voie ferrée qui donna lieu à la venue de *coolies* chinois et travailleurs européens et notamment italiens²⁷. Par la suite, l'enclave bananière, en mal de main d'œuvre, fit venir plusieurs milliers de travailleurs antillais. En 1904, la division de l'enclave bananière de Limón compte ainsi 5600 travailleurs, en grande majorité Jamaïquains²⁸. La construction de la voie ferrée comme l'enclave bananière ont été l'objet de mobilisations régulières qui ont suscité de nombreux travaux de la part des auteurs marxistes²⁹.

Ces auteurs s'intéressent également aux travailleurs urbains, autre catégorie centrale de « la classe ouvrière ». À la fin du XIX^e siècle, les zones urbaines ont vu leur population fortement augmenter. C'est vrai pour San José et, dans une moindre mesure, pour Puerto Limón, du fait de leur position centrale, respectivement, dans l'économie caféière et dans l'enclave bananière³⁰. San José passe ainsi de 6 497 habitants, en 1844, à 19 326, en 1892

²⁶ En 1884, alors que le gouvernement costaricien fait face à d'importantes difficultés financières pour la réalisation du dernier tronçon de la ligne San José-Puerto Limón (Atlantique), l'entrepreneur Minor Keith est en mesure de négocier des clauses qui lui seront particulièrement favorables : il obtient une concession de 3400 km² (soit près de 8% du territoire costaricien), tout au long de la voie ferrée, pour y produire des bananes, dont la production et l'exportation bénéficient, en outre, de conséquentes exonérations fiscales. C'est ainsi que se développe au Costa Rica l'enclave bananière et que la banane devient le second produit d'exportation du pays, au début du XX^e siècle. (Voir : R. MATOS, « L'entrée en gare de la modernité au Costa Rica : L'histoire mouvementée du 'train de la jungle' (1820-1940) », *Le Globe. Revue genevoise de géographie*, tome 130, 1990, p. 27-48).

²⁷ *Ibid.*

²⁸ P. BOURGOIS, *Banano, etnia y lucha social en Centro América*, San José, Departamento Ecuménico de Investigaciones, 1994, p. 90. L'immigration jamaïcaine a été centrale dans le peuplement de la zone caribéenne. Aujourd'hui encore, une large partie de la population de cette région descend de cette immigration. Souvent noire de peau et parlant anglais, cette population est largement marginalisée tant spatialement (jusqu'aux années 1950, il leur était interdit d'aller travailler ailleurs que sur la côté caribéenne) que symboliquement : le fait d'avoir la peau noire dans un pays où la blancheur de la peau s'est constituée dès le XIX^e siècle en trait distinctif de nationalité a en effet largement participé à marginaliser, voire à discriminer cette population. En ce sens, voir notamment : P. BOURGOIS, « The black diaspora in Costa Rica: upward mobility and ethnic discrimination », *New West Indian Guide*, vol. 60, n°3-4, 1986, p. 149-165 ; R. N. HARPELLE, « The Social and Political Integration of West Indians in Costa Rica : 1930-1950 », *Journal of Latin American Studies*, vol. 25, n°1, 1993, p. 103-120.

²⁹ La construction de la voie ferrée a ainsi été l'occasion de révoltes et de grèves, notamment des travailleurs chinois (en 1874, par exemple), puis des Italiens (1888). À ce propos, voir : A. M. BOTEY, R. CISNEROS, *La crisis de 1929 y la fundación del Partido Comunista de Costa Rica*, San José, Editorial Costa Rica, 1984, p. 43-44 ; V. DE LA CRUZ, *Las luchas sociales en Costa Rica: 1870-1930*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 2004 [1^{ère} éd.: 1980], p. 28-35. Dès le début du XX^e siècle, les zones de production bananière détenues par la *United Fruit Company* (UFCo) furent elles aussi l'objet de révoltes régulières, qui furent souvent réprimées violemment, comme le soulignent les textes suivant : P. BOURGOIS, « The black diaspora in Costa Rica... », *op. cit.* ; A. CHOMSKY, « Afro-Jamaican Traditions and Labor Organizing on United Fruit Company Plantations in Costa Rica, 1910 », *Journal of Social History*, vol. 28, n°4, 1995, p. 837-855.

³⁰ J. L. VEGA CARBALLO, « La estructura y el cambio social », in E. RODRÍGUEZ VEGA, *Costa Rica en el siglo XX. Tomo III*, San José, Editorial Universidad Estatal a Distancia, 2004, p. 199, p. 141.

pour atteindre 50 580 en 1927, passant de 6,2% de la population du pays à plus de 10%³¹. Elle est le fait des élites agro-exportatrice et dirigeante, mais aussi d'un important salariat urbain. La période voit notamment augmenter le nombre d'employés de commerce et des employés du secteur public mais aussi des artisans (charpentiers, ébénistes, cordonniers, forgerons, typographes, maçons...)³². En l'absence d'un développement industriel conséquent, ce sont ces derniers qui constituent au Costa Rica la majeure partie des ouvriers urbains³³. En effet, mises à part quelques usines fabriquant des produits de consommation courante, tels que le savon, la bière ou les bougies, ce sont les petites entreprises artisanales qui dominent en matière de travail manuel.

Ce sont donc principalement les artisans qui constituent à la fin du XIX^e siècle les premières organisations de travailleurs et les premiers syndicats. Ouvertes à tous, elles sont en réalité surtout le fait des artisans bien établis et des travailleurs indépendants³⁴. Elles associent généralement des salariés ainsi que les patrons des petites entreprises de l'artisanat. Dans un premier temps, il s'agit principalement d'organisations mutualistes et de coopératives dont le but n'est pas revendicatif³⁵. Ces associations ont pour but de protéger les travailleurs contre les risques du travail, du chômage et des accidents. Ce n'est que dans un second temps que vont se constituer des organisations plus revendicatives, souvent influencées par les idées anarchistes.

Si on trouve quelques travaux qui, dans la lignée de l'histoire sociale thompsonienne³⁶, s'intéressent à la formation de « la classe ouvrière » costaricienne³⁷, c'est cependant principalement sur les individus et les organisations qui se font les porte-parole de la classe ouvrière que se concentrent la plupart des chercheurs. En ce sens, c'est principalement à partir de cette perspective « par le haut » qu'est pensée l'émergence de la question sociale sur la scène politique costaricienne.

³¹ S. PALMER, « Prolegómenos a toda historia futura de San José. Costa Rica », *Mesoamérica*, vol. 17, n° 31, 1996, p. 196.

³² V. H. ACUÑA ORTEGA, *Los orígenes de la clase obrera en Costa Rica...*, p. 11.

³³ M. OLIVA MEDINA, *Artisanos y Obreros Costarricenses: 1880-1914*, *op. cit.*, p. 9.

³⁴ V. H. ACUÑA ORTEGA, *Los orígenes de la clase obrera...*, *op. cit.*, p. 13.

³⁵ A. M. BOTEY, R. CISNEROS, *La crisis de 1929...*, *op. cit.* p. 40-41; M. OLIVA MEDINA, *Artisanos y Obreros Costarricenses...*, *op. cit.*, p. 77-78.

³⁶ E. P. THOMPSON, *La formation de la classe ouvrière anglaise...*, *op. cit.*

³⁷ En ce sens, voir : M. OLIVA MEDINA, *ibid.* Voir également les travaux de Víctor Hugo ACUÑA (notamment *Los orígenes de la clase obrera...*, *op.cit.*) ou de José Manuel CERDAS ALBERTAZZI (par exemple : « El marco sociourbano de los obreros manufactureros josefinos, 1930-1960 », *Revista de Historia* (UNA), n°29, 1994, p. 89-123).

Premier signe de l'émergence de la question sociale identifié dans ces travaux, la lettre pastorale « Sur le Juste Salaire [*Sobre el Justo Salario*] » de 1893³⁸. Inspirée par l'encyclique *Rerum Novarum* du pape Léon XIII, une branche de l'Église catholique costaricienne dénonce alors les mauvaises conditions de vie des travailleurs costariciens. Dans sa lettre pastorale, Monseigneur Thiel, évêque de San José, s'élève en 1893 de la misère des travailleurs. Il y dénonce les conditions de vie et de travail des ouvriers urbains et des journaliers qu'il décrit comme « *alarmantes* »³⁹. Soulignant la misère des travailleurs, il invoque la responsabilité des propriétaires terriens et les patrons, ainsi que de l'autorité publique. Il argue que « *l'autorité civile ne doit pas rester indifférente face à une question aussi importante* » et que sa mission est « *d'assister, de favoriser et de protéger tout particulièrement le nécessiteux, par des lois et des dispositions en vues d'éviter tout abus* »⁴⁰. Cela le conduit même à se poser en faveur des organisations de travailleurs puisqu'il déclare que « *si le secours de l'autorité civile est insuffisante pour remédier à ces maux, les ouvriers et les artisans sont en droit de former, entre eux, leurs propres associations et de réunir leurs forces* »⁴¹. L'engagement du prélat au sein du parti politique Union catholique favorise une éphémère politisation de la question sociale. La rapide disparition du parti, du fait de la répression et des efforts concédés par les libéraux, met cependant un terme à ces velléités de représentation politique des classes populaires. Cette position progressiste, souvent présentée comme le fruit du pragmatisme électoraliste plus que d'un véritable intérêt pour la question sociale⁴², ne favorise pas la

³⁸ V. DE LA CRUZ, *Las luchas sociales en Costa Rica...*, op. cit., p. 32-45; J. M. SALAZAR MORA, « Estado liberal y luchas sociales en Costa Rica (1870-1920) », *Ciencias Sociales* (UCR), n°36, 1987, p. 94.

³⁹ J. M. SALAZAR MORA, *ibid.*, p. 94.

⁴⁰ B. A. THIEL, « Trigésima Carta Pastoral sobre el Justo Salario » (1893), cité par M. PICADO, *La palabra social de los Obispos costarricenses*, San José, DEI, 1982, p. 34-35, cité par J. M. SALAZAR MORA, *ibid.*, p. 95.

⁴¹ *Ibid.*, p. 35-36.

⁴² Cette hypothèse est notamment défendue par J. BACKER, *La Iglesia y el sindicalismo en Costa Rica*, San José, Editorial de Costa Rica, 1974 cité par P. J. WILLIAMS, *The Catholic Church and Politics in Nicaragua and Costa Rica*, Great Britain/Pittsburgh Pa. (USA), The Macmillan Press Ltd/University of Pittsburgh Press, 1989, p. 102. La politisation de la question sociale par l'Église est présentée comme le fruit d'une réaction aux lois anticléricales votées auparavant. En 1884, les libéraux au pouvoir ont adopté des lois visant à expulser les jésuites et l'évêque Thiel, séculariser les cimetières, laïciser l'enseignement, interdire la réalisation des manifestations religieuses en dehors des églises... Par la suite, la légalisation du divorce et du mariage civil vinrent s'ajouter à la première réforme. Face à ces mesures, les catholiques, et en particulier le clergé, se sont organisés en parti politique, l'Union Catholique, dès 1889. Le but du parti est de défendre l'Église catholique et ses positions dans l'arène politique. P. Williams souligne que l'organisation partisane des catholiques et en particulier du clergé n'a pas d'équivalent en Amérique centrale dans cette période. Ailleurs en effet, l'Église privilégiait les alliances avec les conservateurs. Outre la protection de l'Église, les partis politiques conservateurs s'appliquaient à défendre les intérêts de l'oligarchie traditionnelle menacés par le pouvoir croissant de l'élite caféière. Il souligne qu'« au Costa Rica, où l'élite s'était directement reconvertie dans la production caféière, les partis politiques 'conservateurs' dans le sens classique du terme ne sont pas apparus ». La compétition électorale n'était donc pas fondée au Costa Rica sur l'opposition classique entre les libéraux et les conservateurs, mais sur des luttes entre des groupes politiques issus de l'oligarchie, favorisant ainsi l'émergence d'un parti catholique. Suite aux élections de 1894, des réformes constitutionnelles furent cependant engagées pour interdire au clergé comme aux laïcs de mobiliser des thèmes et des symboles religieux en matière de compétition électorale. Cette

politisation durable de la question sociale. Elle ne trouve pas non plus d'échos dans la position de l'Église, qui reprend une ligne conservatrice⁴³. Elle sera néanmoins mobilisée tant par les mouvements anarchistes du début du siècle que par les partis politiques réformistes qui se créent à partir des années 1920⁴⁴.

Dans cette même période, un autre parti a été créé visant plus nettement encore la représentation de « la classe ouvrière ». Il s'agit du Parti indépendant démocrate qui voit le jour en 1893. Avec une ligne progressiste, le parti entend lutter contre les privilèges qui empêchent l'égalité nécessaire au fonctionnement de la démocratie. Il est généralement considéré comme le premier parti politique costaricien à avoir défendu une représentation politique autonome de la classe ouvrière⁴⁵. Suite au décès accidentel en 1897 de son leader, Félix Arcadio Montero, le parti disparaît et jusqu'aux années 1920, aucune organisation partisane ne revendiquera la représentation politique autonome des travailleurs.

Dans le même temps, les organisations mutualistes et syndicales continuent de se développer et cherchent dans certains cas à peser dans les partis politiques à travers des organisations comme le « Club républicain des artisans » ou le « Club constitutionnaliste des artisans »⁴⁶. On assiste également à l'émergence d'une presse militante, à travers des titres tels que *Orden Social* [Ordre social] (1906), *El Trabajo* [Le travail] (1907), *El Grito del Pueblo* [Le cri du peuple] (1908), *Hoja Obrera* [Feuille ouvrière] (1909), *La Aurora Social* [L'Aurore sociale] (1912)⁴⁷. Cette presse favorise la diffusion des idées socialistes et anarchistes, que les travailleurs italiens et espagnols venus pour la construction des chemins de fer ont participé à importer au Costa Rica. À partir des années 1910, la diffusion de ces idées est également favorisée par la création du *Centre Germinal*⁴⁸. Cette organisation vise à éduquer les ouvriers aux idées politiques et aux sciences sociales. À la tête de cette organisation, on trouve des militants communistes issus tantôt des classes populaires, tantôt des classes moyennes et caractérisés par un fort capital scolaire. Ils entendent favoriser la formation d'une conscience de classe. En ce sens, en 1913, ils initient la première célébration de la Fête des Travailleurs, le 1^{er} mai. Leur objectif est également de renforcer la capacité organisationnelle des classes

initiative coupa court à toute nouvelle participation électorale de l'Église. Par la suite, les libéraux se montrèrent nettement moins anticléricaux et trouvèrent à coexister plus paisiblement avec l'institution catholique. (P. J. WILLIAMS, *ibid.*, p. 102-103). Dans le même temps, et jusqu'en 1940, la mobilisation de la question sociale par l'Église costaricienne restera marginale.

⁴³ E. RODRÍGUEZ VEGA, *Costa Rica en el siglo XX...*, *op.cit.*, p. xi.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ V. DE LA CRUZ, *Las luchas sociales en Costa Rica...*, *op. cit.*, p. 46.

⁴⁶ A. M. BOTEY, R. CISNEROS, *La crisis de 1929...*, p. 45.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 43.

⁴⁸ V. DE LA CRUZ, *Las luchas sociales en Costa Rica...*, *op.cit.*, p. 79.

populaires. Malgré la multiplication des organisations populaires et la diffusion des idées politiques sur la dénonciation de l'exploitation des travailleurs, le mouvement populaire demeure jusqu'aux années 1910 diffus et faiblement coordonné. Suite à l'échec de l'éphémère Fédération des ouvriers de San José créée en 1905⁴⁹, il faut en effet attendre 1913 pour voir émerger la première organisation transversale de défense des travailleurs : la Confédération générale des travailleurs (CGT).

Les auteurs qui s'intéressent à l'émergence de la question sociale au tournant du XX^e siècle ne manquent pas d'inventorier les mobilisations sociales qui se produisent alors. À travers l'analyse de la presse, V. H. Acuña dénombre ainsi un total de douze grèves de travailleurs urbains entre 1874 et 1914⁵⁰. Ce faisant, il montre la fragilité du mouvement ouvrier urbain et ce, jusqu'aux années 1920.

Ces travaux sur l'émergence de la question sociale au tournant du XX^e siècle sont riches d'enseignements sur la façon dont des individus et des organisations ont progressivement produit un discours sur les travailleurs et sur leurs conditions de travail. Cependant, si certains travaux d'histoire sociale nous informent sur les conditions de vie et les identités des groupes subalternes dans cette période, ils disent finalement peu sur la façon dont ils ont pu se mobiliser – ou ne pas se mobiliser – et sur les modes d'identification aux organisations qui s'en faisaient les porte-parole⁵¹. C'est une approche que l'on retrouve également dans les travaux sur la période suivante.

1.3. De la naissance du Parti communiste costaricien à la Guerre Civile de 1948 : l'apogée de « la classe ouvrière »

Les travaux portant sur la structuration du mouvement ouvrier durant les années 1920 et plus encore durant les années 1930 sont nombreux. Ils mettent en exergue les mobilisations qui se déroulent dans la période comme signe de l'émergence du mouvement ouvrier. À ce titre, une place particulière est donnée au renversement du régime du Général Tinoco en 1919 et à une série de grèves qui se déroulent en février 1920. Le premier événement fait référence aux mobilisations qui marquèrent la fin du régime de Tinoco, auteur en 1917 d'un coup d'État contre le gouvernement progressiste de González Flores dont il était le ministre de la Guerre.

⁴⁹ A. M. BOTEY, R. CISNEROS, *La crisis de 1929...*, op. cit., p. 43.

⁵⁰ V. H. ACUÑA ORTEGA, *Los orígenes de la clase obrera...*, op.cit., p. 15.

⁵¹ On rejoint ici le propos de l'historien Juan José Marín Hernández qui plaide en faveur d'une « histoire sociale des mobilisations sociales » au Costa Rica. In J. J. MARÍN HERNÁNDEZ, « Balance y perspectivas para una historia social de los movimientos sociales en Costa Rica. 1990-2012 » in M. TORRES MONTIEL, J. J. MARÍN HERNÁNDEZ (dir.), *Musa obrera...*, op. cit.

Dans l'historiographie marxiste, la fuite du dictateur en 1919 tend à être présentée comme le résultat d'importantes mobilisations populaires contre le régime jugé responsable de l'aggravation de leurs conditions de vie. Les mobilisations qui se produisent alors dans les zones urbaines et au sein de l'enclave, si elles ne sont pas le seul fait des ouvriers, sont néanmoins souvent considérées comme un moment clef dans la structuration du mouvement ouvrier⁵². En 1920, un autre mouvement social important a lieu et il est cette fois-ci principalement le fait des travailleurs. Ce mouvement, dont la revendication principale est la limitation du temps de travail, est initié dans la capitale et se diffuse rapidement à l'ensemble du pays. Il cesse cependant rapidement, au fur et à mesure que les revendications sont acceptées⁵³.

Outre l'analyse des mobilisations sociales, ces travaux décrivent en détail la formation des organisations politiques qui revendiquent dans cette période la représentation des classes populaires. Le Parti réformiste, créé en 1923, et le PCCR, créé en 1931⁵⁴, font l'objet de très nombreux travaux qui tendent à les présenter comme des émanations de la classe ouvrière qui aurait commencé à émerger à la toute fin du XIX^e siècle⁵⁵.

Le PCCR, rapidement renommé le Bloc des ouvriers et paysans (*Bloque de Obreros y Campesinos* - BOC), se développe notamment dans les zones urbaines. Ses militants sont principalement des ouvriers de l'artisanat de la Vallée Centrale, en particulier des charpentiers, des cordonniers et des boulangers. On trouve également des petits intellectuels, issus du professorat et de l'université (en particulier de l'École de droit)⁵⁶. Le Parti communiste constitue en outre sa base militante dans l'enclave atlantique, et ce jusqu'à son interdiction en 1948⁵⁷. À la différence de la production caféière, l'exploitation bananière s'est accompagnée de la constitution d'un prolétariat rural particulièrement pauvre, venu de Jamaïque, du Nicaragua et des régions les plus pauvres du Costa Rica⁵⁸. Cette main d'œuvre est particulièrement dépendante de la *United Fruit Company* (UFCo) qui détient une partie des bananeraies, mais aussi les docks, les lignes de chemins de fer, et tout le circuit d'exportation. Avant même la crise de 1929, les conditions de vie et de travail se révèlent

⁵² A. M. BOTEY, R. CISNEROS, *La crisis de 1929...*, p. 50-51.

⁵³ V. H. ACUÑA ORTEGA, *Los orígenes de la clase obrera...*, *op.cit.*, p. 49-67.

⁵⁴ Alors que la plupart des partis communistes latino-américains se sont constitués dès la fin des années 1910 et dans le début des années 1920 (au Mexique et en Argentine en 1919, en Uruguay en 1921, au Brésil, au Chili, mais aussi au Guatemala et au Honduras en 1922), le PCCR est fondé en 1931.

⁵⁵ A. M. BOTEY, R. CISNEROS, *La crisis de 1929...*, *op. cit.*

⁵⁶ *Ibid.*, p. 116.

⁵⁷ À partir de 1938, cependant, une grande partie de la production bananière est transférée vers la Zone sud (Pacifique Sud, province de Puntarenas), favorisant le développement du PCCR dans cette région.

⁵⁸ J. M. PAIGE, *Coffee and power...*, *op. cit.*, p. 134.

particulièrement déplorables au sein de l'enclave bananière atlantique⁵⁹. Cette réalité s'accroît alors que la crise économique met à mal l'industrie bananière déjà en difficulté⁶⁰. La *United* répercute le coût de la crise sur les producteurs (baisse des prix, refus de livraison...). Elle licencie sur ses propres plantations alors que les producteurs nationaux font de même sur les leurs⁶¹. Selon l'historiographie marxiste, les conditions de travail de ces travailleurs et la forte polarisation sociale au sein de l'enclave se révèlent particulièrement favorables au développement du militantisme communiste.

Ainsi, c'est au sein des zones urbaines et de l'enclave bananière que se développe le PCCR. Cet ancrage social du parti, qui est fortement lié à la structuration de l'économie costaricienne, est un élément important pour comprendre l'intégration de ce parti au sein du champ politique costaricien. En effet, à la différence de ce que l'on observe dans les pays voisins, le PCCR n'a pas été interdit et n'a pas subi la même répression. Au Salvador par exemple, la baisse des cours du café liée à la crise de 1929 se traduit par une importante mobilisation populaire autour du tout jeune parti communiste et de son leader, Augusto Farabundo Martí. La révolte paysanne est vivement réprimée. Les principaux dirigeants communistes sont exécutés, et entre 10 000 et 25 000 paysans périssent lors du massacre dit de *La Matanza*⁶². Le Costa Rica n'échappe pas à la crise économique⁶³. En 1929, le café perd la moitié de sa valeur par rapport à 1925. Quant à la banane et au cacao, la crise des marchés européens en réduit l'exportation. Par conséquent, les ressources fiscales de l'État chutent et le chômage augmente. Cela favorise de diverses formes de contestation sociale et la structuration du PCCR. En 1934 par exemple, une grève dans l'enclave bananière atlantique mobilise 10 000 ouvriers et se trouve fortement identifiée au PCCR⁶⁴. Cependant, ces

⁵⁹ En ce sens, on pourra lire le célèbre récit du militant communiste Carlos Luis Fallas, *Mamita Yunai* (littéralement, *Maman United*. Le livre a cependant été traduit sous le titre *Maman Banane & Cie*) (C. L. FALLAS, *Mamita Yunai*, San José, Librería Lehmann, 1978 [1^{ère} éd. : 1941]). Pour un travail de sciences sociales sur le sujet voir : V. H. ACUÑA, *La huelga bananera de 1934*, San José, Centro Nacional de la Acción Pastoral/Centro de Estudios para la Acción Social, 1984 cité in J. M. PAIGE, *Coffee and power...*, *op. cit.*, p. 135.

⁶⁰ Alors que l'industrie bananière avait été florissante dans les années 1910, elle commence à décliner dans les années 1920 du fait, notamment de maladies qui touchent alors les plantes. (J. M. PAIGE, *Coffee and power...*, *op. cit.*, p. 135).

⁶¹ V. H. ACUÑA, *La huelga bananera de 1934...*, *op. cit.*, p. 17.

⁶² J. M. PAIGE, *Coffee and power...*, *op. cit.*, p. 104.

⁶³ A. M. BOTEY, R. CISNEROS, *La crisis de 1929...*, *op. cit.*, p. 84-99.

⁶⁴ Malgré la menace de la compagnie d'abandonner la zone Atlantique au profit de la côte Pacifique, 10 000 travailleurs de l'enclave se lancent en 1934 dans une grève massive. Les trois premières semaines de grève se déroulent sans violence et un accord semble être trouvé entre l'État, les producteurs nationaux et les ouvriers récoltants, par l'intermédiaire de Manuel Mora, leader du PCCR. La *United* rejette cependant l'accord, relançant la grève qui se durcit, avec notamment des formes de sabotage. Au bout d'un mois, la police met finalement un terme à la mobilisation, arrêtant la plupart des dirigeants qui furent néanmoins rapidement relâchés. (R. N. HARPELLE, « The Social and Political Integration of West Indians... », *op. cit.*, p. 107; J. M. PAIGE, *Coffee and power...*, *op. cit.*, p. 136).

mobilisations ne prennent pas la dimension de l'insurrection paysanne salvadorienne, qui se solde par des milliers de morts et la répression du parti communiste⁶⁵.

Si les mobilisations sociales et les réseaux communistes ne connaissent pas la même répression que dans le reste de la région, c'est, d'après Jeffery Paige, parce que le PCCR n'a jamais réellement remis en cause le pouvoir des élites caféières. Si les rapports de force entre les différents acteurs de l'économie caféière sont marqués par d'importantes inégalités, ils ne sont pas aussi inégalitaires que dans d'autres pays et notamment au Salvador où les logiques de concentration de la terre et de déplacement de populations se sont révélées particulièrement violentes⁶⁶. Au Costa Rica, la mobilisation des petits producteurs est caractérisée par la modération du répertoire d'action⁶⁷. En outre, les revendications sont centrées sur la question du prix du café et sur la demande d'une action étatique. La question des salaires et des conditions de vie des petits producteurs et des journaliers n'y est pas centrale. Après de nombreuses tentatives, les petits producteurs s'organisent au sein de l'Association des producteurs de café du Costa Rica en 1932 et obtiennent la première loi visant à réguler les relations entre les producteurs et le groupe des *beneficiadores-exportadores* (en charge de préparer le café pour son exportation, puis de l'exporter). La mise en œuvre du dispositif légal, à travers notamment l'Institut de défense du café, favorise progressivement la réduction des conflits dans le domaine caféier. Le type de rapports de force qui se dessine au sein de la production caféière se révèle ainsi particulièrement défavorable à l'essor du communisme.

Au regard des historiens du courant marxiste qui se développent durant les années 1960-1980, si les mouvements populaires et leur émanation politique qu'est le PCCR ne connaissent pas la même répression que dans les pays voisins, ils n'en demeurent pas moins le signe d'une polarisation de classe croissante. Cette polarisation aurait été favorisée par la faiblesse des réformes mises en œuvre par les libéraux⁶⁸. Dans cette perspective, la période antérieure à 1940 est décrite comme celle de la « réforme avortée [*frustrada*] », caractérisée

⁶⁵ J.M. PAIGE, *ibid.*, p. 103.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 106-107.

⁶⁷ V. H. ACUÑA ORTEGA, « Patrones del conflicto social... », *op. cit.*, p. 118.

⁶⁸ Cette thèse a notamment été développée dans le travail du sociologue José Luis VEGA CARBALLO, *Orden y progreso. La formación del Estado nacional en Costa Rica*, San José, ICAP, 1981 ; ou dans celui de Mark ROSENBERG, sur la création de la Caisse costaricienne de sécurité sociale dans les années 1940 (M. ROSENBERG, « La política social, el Estado y la cuestión social en Costa Rica: 1845-1939 », *Revista de Historia* (UNA), n°4, 1977). Pour une revue critique de cette littérature voir : S. PALMER, « Adiós Laissez-faire : la política social en Costa Rica 1880-1940 », *Revista de Historia de América*, n°124, 1999, p. 99-104.

par l'échec des tentatives de réformes et le caractère limité des mesures effectivement mises en œuvre⁶⁹.

C'est notamment dans cette perspective qu'est analysé le renversement d'Alfredo González Flores en 1917. Arrivé au pouvoir au moment où la Première guerre mondiale coupe le Costa Rica de ses marchés européens d'exportation caféière, ce gouvernement fait face à d'importantes difficultés fiscales et y répond par des mesures particulièrement progressistes afin « *que le riche paie comme un riche et le pauvre comme un pauvre* »⁷⁰. D'importantes réformes fiscales sont initiées, touchant notamment le foncier⁷¹. Le 27 janvier 1917, González Flores est cependant renversé par son ministre de la Guerre, le Général Tinoco. Son programme jugé beaucoup trop interventionniste pour les élites libérales aurait entraîné le coup d'État⁷². C'est également au regard de cette hypothèse qu'est analysé l'échec du plan Koberg sur la protection sociale. Préparé durant les années 1920, ce premier programme de protection sociale n'a pas été mis en place⁷³. Quant aux mesures effectivement adoptées au début des années 1920, comme la limitation du temps de travail, la loi sur les accidents du travail, la nationalisation des assurances ou la construction de logements sociaux, c'est leur caractère limité qui est mis en avant. Dans son travail sur la protection sociale au Costa Rica dans cette période, Mark Rosenberg conclut que les libéraux des années 1920-1930 « ont démontré leur inaptitude quant au développement d'une politique modérée, soutenue par l'État et dessinée pour faire face aux multiples contradictions entraînées par l'urbanisation, le chômage croissant et l'instabilité économique »⁷⁴.

Dans cette perspective, le renversement du gouvernement González Flores, l'échec du plan Koberg sur la protection sociale et toute une série d'autres revers sont autant de preuves de la résistance d'un État libéral, fondé sur le *laissez-faire*, aux pressions sociales et politiques. Ces tentatives de réformisme avortées constitueraient en ce sens le préalable à une inéluctable polarisation de classes, qui trouverait son dénouement dans la Guerre civile de 1948. Les travaux qui s'intéressent à l'émergence du mouvement ouvrier et du communisme, principalement développés durant les années 1960-1980 et fortement influencés par le

⁶⁹ On verra par la suite que cette lecture a été largement remise en cause par la suite, notamment par Steven Palmer (*Ibid.*) ou par James MAHONEY (notamment in « Radical, Reformist and Aborted Liberalism: Origins of National Regimes in Central America », *Journal of Latin American Studies*, vol. 33, n°2, 2001, p. 221-256).

⁷⁰ Alfredo González Flores cité in J. L. VEGA CARBALLO, *Orden y progreso...*, *op. cit.*, p. 311.

⁷¹ J. M. SALAZAR MORA, « Estado liberal... », *op. cit.*, p. 99-101.

⁷² Mark ROSENBERG souligne ainsi que si la « réforme [de González Flores] était limitée, elle [fut] suffisante pour engendrer la peur dans le cœur et l'esprit de la classe dirigeante ». In M. ROSENBERG, « La política social, el estado y la cuestión social... », *op. cit.*, p. 127.

⁷³ *Ibid.*, p. 136-138.

⁷⁴ M. ROSENBERG, *Las luchas por el Seguro Social en Costa Rica*, San José, Editorial Costa Rica, 1980, p. 19 cité in S. PALMER, « Adiós Laissez-faire... », *op. cit.*, p. 103.

marxisme, mettent ainsi l'accent sur la polarisation sociale qui se serait accentuée dans cette période, entraînant un conflit de classes durant les années 1940. Or, si ces travaux rendent compte de façon précise de l'émergence du mouvement ouvrier, des mobilisations dans cette période et des luttes pour la représentation des travailleurs, c'est principalement au travers de la presse et des discours des principaux représentants du PCCR. Cette focale est également celle qui prédomine dans l'analyse marxiste des années 1940 et de la Guerre civile (1948).

Entre 1940 et 1948, le Costa Rica est caractérisé par une forte polarisation politique. Sur fond de Seconde guerre mondiale et de début de Guerre froide, la situation interne donne lieu à une augmentation de la violence politique, notamment durant les années 1944-1948 et à une guerre civile de cinq semaines en 1948. Pour les sociaux-démocrates qui sortiront vainqueurs des affrontements et dominant le pouvoir dans les décennies suivantes, ce conflit est généralement présenté comme le fruit d'une lutte pour la démocratie que la tentation autoritaire de Calderón aurait remise en cause. Pour les auteurs issus du courant marxiste, si le conflit apparaît tout aussi inéluctable, il est le fruit d'une lutte des classes de plusieurs années qui oppose progressivement l'ensemble des groupes dominants (les élites agro-exportatrice et les classes moyennes émergentes) à la classe ouvrière alliée du régime calderoniste. Ce conflit se solde dans une guerre civile dont les groupes dominants sortent victorieux et qui entraîne la répression des communistes et la disparition des organisations classistes de représentation des travailleurs.

Pour mieux saisir ce qui se joue dans cette période, un rapide retour sur les événements est utile. En 1940, un médecin connu de San José, Rafael Ángel Calderón Guardia, est élu à la présidence de la République sous l'étiquette du Parti républicain national (PRN). Il succède à León Cortés (1936-1940), également issu du PRN. Alors que son élection a fait l'objet d'un vaste consensus (il l'emporte avec 85 % des voix⁷⁵, n'ayant comme opposition que les communistes), son assise parmi les groupes dominants s'érode rapidement. Parmi les décisions qui semblent avoir suscitées le mécontentement d'une partie des élites (c'est l'hypothèse des tenants de l'analyse marxiste)⁷⁶, il y a notamment les importantes mesures sociales que Calderón Guardia prend à son arrivée au pouvoir, en particulier la

⁷⁵ D. YASHAR, « Rehaciendo la política... », *op. cit.*, p. 64.

⁷⁶ C'est notamment la thèse d'Oscar AGUILAR BULGARELLI, in *Costa Rica y sus hechos políticos de 1948: problemática de una década*, San José, Editorial Universidad Estatal a Distancia, 2004 [1^{ère} éd.: 1969], p. 18 et de Manuel ROJAS BOLAÑOS in *Lucha social y Guerra civil...*, *op. cit.*, p. 52.

création de la Caisse costaricienne de sécurité sociale (*Caja Costarricense del Seguro Social* – CCSS) dès 1941⁷⁷.

Face à l'érosion de ses appuis parmi les élites, le gouvernement se tourne vers d'autres soutiens qu'il trouve en la personne de Victor Manuel Sanabria, archevêque de San José comme lui défenseur des idées sociales catholiques, et de Manuel Mora Valverde, le secrétaire général du PCCR (position qu'il occupe entre 1931 à 1983). En échange de la poursuite des réformes, les communistes alors au plus fort de leur réussite électorale proposent en effet leur soutien au gouvernement (voir tableau n°2, p. 104). À la faveur du contexte international de la Seconde guerre mondiale, se noue alors une alliance, souvent qualifiée d'« invraisemblable »⁷⁸. Le Parti communiste costaricien est symboliquement transformé en Parti de l'avant-garde populaire (*Partido de Vanguardia Popular* - PVP), « parti authentiquement costaricien », favorable à des mesures progressistes et ne se revendiquant plus « communiste »⁷⁹. L'archevêque Sanabria autorise de son côté officiellement le militantisme des catholiques au sein du PVP⁸⁰. L'alliance peut dès lors être formalisée : le Parti républicain national et le PVP constituent le Bloc de la Victoire qui sortira vainqueur des élections de 1944, marquées par la fraude et la violence⁸¹.

Cette alliance se révèle favorable à de nouvelles réformes sociales : un chapitre « Garanties sociales » est inséré dans la Constitution en juin 1942 et un nouveau Code du travail est adopté en 1943. Ce nouveau Code du travail offre des garanties minimales en matière de conditions de travail, de droit d'association, et de droit de grève, tant pour les

⁷⁷ Pour expliquer l'érosion de ses soutiens dans les groupes dominants, plusieurs explications ont été sollicitées. Outre les mesures sociales prises par le gouvernement, la perte des soutiens est souvent associée à la dispute qui oppose Calderón Guardia à son prédécesseur et qui se traduit par la marginalisation des *cortesistas*. Il favorise ses propres partisans pour l'accès aux emplois publics et, de façon emblématique, il refuse en 1941 de soutenir Otto Cortés Fernández, fils de León Cortés, qui fait campagne pour être reconduit à la présidence du Congrès (F. LEHOUCQ, *The Origins of Democracy in Costa Rica...*, *op.cit.*, p. 165-167, 195 cité in M. EDELMAN, *Peasants against Globalization...*, *op. cit.*, p. 52 ; M. ROJAS BOLAÑOS, *Lucha social y Guerra civil...*, *op. cit.*, p. 58). Autre élément sollicité pour expliquer l'érosion de ses soutiens, la position du gouvernement durant la Seconde guerre mondiale. Le gouvernement se positionne en effet en faveur des forces alliées et prend des mesures de rétorsions et d'enfermement l'égard des Allemands, des Italiens et de leurs descendants. Or, les membres des diasporas italienne et allemande sont nombreux au Costa Rica et fortement intégrés au sein de l'élite agro-exportatrice, comme en attestent les nombreux mariages (S. STONE, *La dinastía de los conquistadores. La crisis del poder en Costa Rica*, San José, Editorial Universitaria Centroamericana, 1975, p. 299 cité in M. EDELMAN, *Peasants Against Globalization...*, *op. cit.*, p. 53).

⁷⁸ La rupture du pacte germano-soviétique facilite en effet des stratégies de front populaire, qui sont mises en œuvre au Costa Rica, mais aussi à Cuba ou encore au Venezuela.

⁷⁹ F. LEHOUCQ, I. MOLINA JIMÉNEZ, *Stuffing the Ballot Box. Fraud, Electoral Reform, and Democratization in Costa Rica*, New York, Cambridge University Press, 2002, p. 181.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ L'opposition a alors soutenu que les fraudes avaient été suffisamment importantes pour empêcher la victoire de León Cortés, qui affrontait alors le candidat calderoniste, Teodoro Picado. Fabrice Lehoucq souligne cependant qu'aucune analyse empirique ne permet de valider, ou d'invalidier, ces dénonciations (F. LEHOUCQ, « Class Conflict, Political Crisis, and the Breakdown of Democratic Practices in Costa Rica: Reassessing the Origins of the 1948 Civil War », *Journal of Latin American Studies*, vol. 23, n°1, 1991, p. 42-43).

salariés que pour les patrons⁸². Cette ouverture politique s'accompagne du développement du PCCR et des organisations syndicales⁸³. Ainsi, à partir de 1943, le PVP voit son nombre de militants passer d'environ 600 à 3000⁸⁴. Outre le nombre croissant de militants, le PCCR bénéficie d'un important soutien électoral dont témoignent ses résultats (entre 10 000 et 15 000 votants, soit 10 à 16% des votants entre 1940 et 1948 – cf. tableau n°2, p 104). Cette ouverture politique favorise en outre le développement des organisations syndicales communistes qui composent la Confédération des travailleurs du Costa Rica (CTCR)⁸⁵. Ce bras syndical du PVP est principalement constitué des travailleurs des enclaves bananières et des organisations syndicales d'artisans de la Vallée Centrale (notamment le puissant Syndicat national des cordonniers [*Sindicato nacional de trabajadores de calzados – SNTC*])⁸⁶. Face à la consolidation du mouvement syndical communiste, une centrale syndicale non communiste fortement liée à l'Église catholique est fondée : la Confédération costaricienne des travailleurs 'Rerum Novarum' (CCTRN). Sa création est notamment favorisée par l'archevêque Sanabria qui entend ainsi limiter l'hégémonie des communistes en matière d'organisation syndicale.

⁸² M. ROSENBERG, *Las luchas por el seguro social en Costa Rica*, San José, Editorial Costa Rica, 1980, p. 53 cité in M. EDELMAN, *Peasants Against Globalization...*, op. cit., p. 52. Il faut néanmoins souligner que le Code du travail excluait les petites exploitations et ne s'appliquait donc pas à une large partie des travailleurs ruraux (E. D. MILLER, « Labour and the War-Time Alliance in Costa Rica 1943-1948 », *Journal of Latin American Studies*, vol. 25, n°3, 1993, p. 519).

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ Sur la structuration locale du parti, voir *Ibid.*, p. 523-527. L'auteur souligne notamment le nombre important de cellules dans les provinces de San José, de Puntarenas et de Limon (*Ibid.*, p 524).

⁸⁵ *Ibid.*, p. 518.

⁸⁶ *Ibid.*

Tableau n°2 - Pourcentage et nombre de votes obtenus par le PCCR (1932-1942)

Provinces	1932	1934	1936	1938	1940	1942	1946	1948
San José	10,8 % 1 153	12,2 % 2 122	6,5 % 2 015	15,9 % 4 868	11,0 % 4 249	17,6 % 6 748	14,7 % 5 577	11,1 % 4 458
Alajuela	-	-	3,3 % 659	8,7 % 1 713	7,5 % 1 770	8,1 % 1 834	-	10,1 % 1 921
Cartago	-	-	5,4 % 744	11,1 % 1 502	12,7 % 2 173	23,9 % 3 681	-	13,0 % 1 429
Heredia	-	-	6,9 % 544	16,2 % 1 208	14,5 % 1 248	33,4 % 2 601	-	17,4 % 1 243
Guanacaste	-	-	1,2 % 110	-	1,5 % 164	-	-	7,6 % 653
Puntarenas	-	-	3,5 % 176	8,4 % 418	10,2 % 701	21,4 % 1 446	-	20,9 % 1 655
Limón	-	24,7 % 273	18,5 % 346	24,6 % 478	23,7 % 520	26,2 % 750	-	36,4 % 994
Total des votes	-	5,0 % 2 395	5,1 % 4 594	11,6 % 10 187	9,8 % 10 825	16,2 % 17 060	-	12,8 % 12'353
Abstention	61,1 %	58,3 %	31,1 %	29,1 %	21,0 %	26,0 %	35,6 %	45,6 %

Les chiffres de 1932 correspondent à l'élection municipale. Ceux de 1934, 1938, 1942, 1946 et 1948 aux élections législatives. Et ceux de 1936, 1940 aux élections présidentielles.

Sources: Calculs personnels, sur la base de données disponibles in I. MOLINA JIMÉNEZ, « Estadísticas Electorales de Costa Rica (1897-1948). Una contribución documental », [En ligne] URL: <http://historia.fcs.ucr.ac.cr/bases/datos.htm>. Consulté le 9.02.2016.

Entre 1943 et 1947, le nombre de syndiqués croît nettement dans le pays. À l'apogée des organisations syndicales, la CTCR comptera 30 000 membres et la CCTRN 15 000, soit, à elles-deux, environ 18% de la population active⁸⁷. Alors que la CTCR mobilise des artisans et des ouvriers de l'industrie et des bananeraies, la CCTRN se concentre sur l'organisation des travailleurs agricoles et des ouvriers municipaux traditionnellement peu enclins à s'associer aux communistes⁸⁸. Si dans un premier temps, les deux organisations mobilisent conjointement afin d'obtenir de nouvelles réformes (notamment en amont de l'édiction du Code du travail)⁸⁹, les relations entre les deux syndicats deviennent cependant plus conflictuelles à partir de 1945. Le conflit entre les deux organisations vient nourrir la polarisation politique qui s'accroît après l'élection du candidat calderoniste Teodoro Picado,

⁸⁷ US NATIONAL ARCHIVE, 818.504, 25.03.1945/19.10.1945 cités in E. D. MILLER, *ibid.*, p. 519.

⁸⁸ E. D. MILLER, *ibid.*, p. 521-522.

⁸⁹ D. YASHAR, *Demanding Democracy: Reform and Reaction in Costa Rica and Guatemala, 1870s-1950s*, Stanford (California), Stanford University Press, 1997, p. 147.

en 1944. Alors qu'au niveau international, le début de la Guerre froide est marqué par les premières tensions entre les États-Unis et l'Union soviétique, au Costa Rica, les divisions politiques se révèlent de plus en plus fortes suite aux élections de 1944⁹⁰. Ces divisions tendent à opposer les calderonistes et leurs soutiens communistes à une opposition hétérogène, réunissant des grandes familles de l'élite agro-exportatrice, des petits producteurs de café ainsi qu'une partie des classes moyennes urbaines. Cette opposition est représentée par plusieurs organisations partisans qui feront cependant alliance pour le scrutin présidentiel de 1948⁹¹.

Dans la perspective marxiste, l'opposition aux gouvernements calderonistes réunit progressivement tous les groupes dominants alors que les calderonistes sont quant à eux en mesure de canaliser le mécontentement de « la classe ouvrière » par des mesures populistes qui leur permettent de conserver le soutien des communistes⁹². Cette polarisation tant sociale que politique aurait alors favorisé une violence politique croissante se soldant par une inéluctable guerre civile dont le déclencheur est l'annulation des élections de 1948 par les calderonistes sortis perdants⁹³.

Ainsi, l'analyse de la lecture marxiste de l'histoire costaricienne qui se développe entre 1960 et 1990 constitue un apport considérable sur l'émergence de la question sociale

⁹⁰ E. D. MILLER, « Labour and the War-Time Alliance... », *op. cit.*, p. 522-523; D. YASHAR, *Demanding Democracy...*, *op. cit.*, p. 148.

⁹¹ Les élites traditionnelles sont organisées autour du Parti démocrate dont León Cortés est la figure de proue, et du Parti d'union nationale (PUN) d'Otilio Ulate Blanco, le propriétaire du principal journal d'opposition, le *Diario de Costa Rica*. Face à ces organisations conservatrices, le Centre pour l'étude des problèmes nationaux et Action démocrate s'attachent à représenter les classes moyennes urbaines autour d'un programme réformiste. En 1945, ils forment le Parti social-démocrate dont José Figueres Ferrer (futur leader de l'Armée de libération nationale puis président du Costa Rica) est l'un des principaux représentants.

⁹² Le principal tenant de la thèse populiste est Jacobo Schifter. Il la développe notamment dans son ouvrage *La fase oculta de la guerra civil en Costa Rica*, San José, EDUCA, 1979 et dans : J. SCHIFTER, « La democracia en Costa Rica como producto de la neutralización de clases », in Ch. ZELAYA & AL., *¿Democracia en Costa Rica? Cinco opiniones polémicas*, San José, EUNED, 1978, p. 173-246.

⁹³ La Guerre civile de 1948 constitue un moment symbolique crucial de l'histoire costaricienne. La représentation dominante qui s'en est imposée, et qui est encore très vivace, donne à voir un José Figueres Ferrer héroïque, en sauveur de la démocratie costaricienne et de la paix. Cette lecture, que des récits scientifiques sont venus nourrir, le présente en courageux combattant de la liberté faisant face à un régime qui mettait en péril la démocratie costaricienne. Dans cette perspective, le recours à la violence est peu discuté, et tend à être considéré comme un mal nécessaire et ayant permis d'éviter le maintien d'un régime autoritaire. Cette représentation largement partagée du conflit fait l'objet de constantes controverses. Ces controverses ont opposé les universitaires proches du Centre pour l'étude des problèmes nationaux qui ont dominé le champ universitaire post 1948 (notamment Rodrigo Facio) aux universitaires marxistes (surtout après 1960). Depuis les années 1990, les deux perspectives sont discutées par une nouvelle génération de chercheurs, incarnées par Iván MOLINA JIMÉNEZ et par l'universitaire états-unien Fabrice E. Lehoucq. Dans sa thèse, ce dernier conteste notamment l'*inévitabilité* du conflit armé qui a été assumée par la plupart des travaux sur cette période. Il souligne notamment que l'ensemble de l'opposition n'a pas été unanimement en faveur du recours à la force. Au contraire, selon lui, si Figueres Ferrer, minoritaire dans sa position, n'avait pas eu recours à la force, la majorité des groupes d'opposition se seraient probablement cantonnés à une solution pactée, comme cela avait été le cas à maintes reprises dans l'histoire costaricienne (Sur ces négociations voir F. LEHOUCQ, « Class Conflict, Political Crisis... », *op. cit.*).

dans ce pays. Ces travaux rendent compte de façon détaillée des acteurs individuels et collectifs qui ont participé à faire exister « la classe ouvrière » costaricienne sur la scène politique en prétendant parler en son nom. Dans le même temps, l'histoire sociale a livré un témoignage important sur les conditions de vie de certains groupes sociaux – et en particulier des artisans urbains – et sur leurs revendications. Cependant, une histoire sociale de la politisation des groupes subalternes reste très largement à faire. Dans la fin des années 1980, l'histoire sociale a commencé à travailler sur ces questions. Des chercheurs ont fait valoir la nécessité de réaliser une « histoire par le bas » de l'émergence de la classe ouvrière dans la période antérieure à la Guerre civile⁹⁴. Le contexte des années 1990 s'est cependant révélé peu propice au développement de cette approche. La problématisation de la question sociale en termes de pauvreté et la remise en cause (puis l'abandon) du référent classiste ont favorisé le délaissement du projet d'« histoire sociale du politique »⁹⁵. Or, une telle entrée paraît nécessaire pour mieux saisir l'ancrage social du Parti réformiste, du PCCR ou du calderonisme. Cette focale permettrait en outre de réinterroger les formes de politisation populaire en dehors des organisations partisans qui ont revendiqué la représentation politique des groupes populaires. En donnant une large place aux organisations de représentation des travailleurs et à leur insertion sur la scène politique, l'historiographie marxiste a en effet largement occulté une grande partie de la question de la politisation populaire. Comme on le verra dans la Section B de ce chapitre, cette approche « par le haut » de la représentation des groupes dominés se révélera particulièrement problématique pour analyser la période post-1948. Quand les organisations avec une prétention classiste sont marginalisées et que les classes populaires tendent à être invisibilisées sur la scène politique, l'adoption de ce cadre analytique ne permet pas de saisir les modes populaires de participation politique dans la période suivante. À partir des années 1990-2000, une « nouvelle historiographie » se penche sur l'émergence et le traitement de la question sociale dans la période antérieure à 1948. Malgré une approche renouvelée, rares sont cependant les travaux de ce courant à s'interroger sur la question de la politisation des classes populaires.

⁹⁴ C'est notamment ce qu'invoque Victor Hugo ACUÑA en publiant dans une revue de sciences sociales une longue autobiographie d'un artisan costaricien, militant communiste depuis les années 1930. V. H. ACUÑA, « Vocación y compromiso de un zapatero en Costa Rica », *Revista de Historia* (UNA), n°27, 1993, p. 174.

⁹⁵ Depuis les années 2010, on assiste cependant à un regain d'intérêt pour ces questions, dans une perspective historique. C'est notamment ce qu'illustrent les publications suivantes : G. GARCÍA, « 'Una forma de hacer historia de la sociedad en su conjunto'. Clases y sociabilidades en la historiografía del Dr. Víctor Hugo Acuña Ortega », *Diálogos Revista Electrónica de Historia*, vol. 14, 2013, p. 139-149; J. J. MARÍN HERNÁNDEZ, « Un proyecto de proyectos. La historia social sobre los movimientos sociales: una historia necesaria para la Costa Rica actual », in M. TORRES MONTIEL, J. J. MARÍN HERNÁNDEZ (dir.), *Musa obrera...*, op. cit.

2. La politisation des classes populaires, thématique oubliée d'une historiographie aux perspectives renouvelées ?

Durant les années 1990-2000, une nouvelle génération de chercheurs favorise le renouvellement de l'historiographie costaricienne. Ils vont notamment apporter leur pierre à la compréhension de l'émergence mais aussi du traitement de la question sociale. En travaillant sur les questions liées à la formation d'une identité nationale et sur les modalités du contrôle social, ils vont permettre d'éclairer les modes de régulation sociale au Costa Rica et les ressorts de la légitimation du pouvoir politique. Ces nouveaux questionnements ont conduits des auteurs à s'intéresser aux groupes subalternes dans le cadre de recherches sur la formation des identités collectives et sur le contrôle social de groupes sociaux considérés comme déviants. Cependant, et comme on va le voir, ces travaux demeurent principalement le fait d'une approche descendante, des élites vers les groupes dominés.

2.1. Héritage colonial : émergence d'une culture commune

Les historiens des années 1990-2000 vont s'attacher à dépasser les analyses antérieures et notamment les conclusions de l'historiographie marxiste des années 1960-1980. Sans nier – au contraire – les différenciations sociales et les inégalités qui existent au sein de la société costaricienne depuis l'époque coloniale, ces auteurs mettent néanmoins l'accent sur les conditions de possibilité de formation d'une communauté politique nationale dans la période post-coloniale.

Dans cette perspective, des auteurs comme Ivan Molina Jiménez s'intéressent au développement de l'économie caféière. Celui-ci fait l'hypothèse que si une « culture commune » a pu émerger malgré les logiques de différenciation sociale à l'œuvre dans cette période, c'est principalement du fait de la structuration de l'économie caféière⁹⁶. Du fait de la disponibilité de terres, de la pénurie de main d'œuvre et des structures sociales esquissées durant la période coloniale, l'économie caféière se fonde sur un vaste réseau de petits et moyens producteurs directs. Cela n'est pas le propre du Costa Rica. L'expansion caféière prend en effet des formes similaires dans la région d'Antioquia, en Colombie, dans les Andes vénézuéliennes ou sur les plateaux portoricains⁹⁷. Cependant, Ivan Molina Jimenez souligne

⁹⁶ C'est la thèse centrale des travaux de I. MOLINA JIMÉNEZ sur la première moitié du XIX^e siècle (*Costa Rica (1800-1850)...*, *op. cit.*).

⁹⁷ M. EDELMAN, *Peasants against Globalization...*, *op. cit.*, p. 46.

que nulle part ailleurs en Amérique latine cette expérience ne se réalise à une telle échelle⁹⁸. Or, selon lui, c'est justement parce que cette structure sociale se développe là où vit la plus grande part de la population, dans le cœur économique, social et politique du pays, qu'elle est devenue un élément structurant de l'organisation sociale et politique au niveau national. De fait, malgré le caractère inégalitaire des relations sociales dans cette période, les rapports sociaux entre l'élite et la paysannerie ne reposent pas sur la contrainte physique (coercition, violence...). À la différence de ce qui est alors observé dans le reste de l'Amérique centrale⁹⁹, la mise au travail de la paysannerie dans les exploitations caféières ne se fonde pas sur des mécanismes coercitifs. Elle repose plutôt sur l'existence de possibilités mêmes minimales de mobilité offertes à la paysannerie, notamment par l'accès à la terre. Ces dernières résultant de la disponibilité de terre, de la rareté de la main d'œuvre et d'une certaine proximité sociale (voire d'une culture commune) entre la paysannerie et l'élite, et de la division sociale du travail dans la culture du café, entre les producteurs et les exportateurs. Cette situation n'a pas empêché les familles *cafetaleras* de monopoliser le pouvoir économique et politique, mais sans que la force ou la coercition ne constituent le principal mode de domination de la paysannerie¹⁰⁰. Si des conflits sociaux ont pu émerger, lorsque les petits producteurs de café ont cherché à interpeler et à faire pression sur l'élite caféière et les autorités politiques, cela ne s'est cependant pas traduit par des formes radicales de revendications¹⁰¹.

Pour les tenants de la « nouvelle histoire politique costaricienne »¹⁰², cette proximité sociale a constitué un fondement important pour expliquer le développement d'un régime libéral réformiste au tournant du XX^e siècle.

⁹⁸ I. MOLINA JIMÉNEZ, *Costa Rica (1800-1850)...*, op. cit., p. 348.

⁹⁹ J. MAHONEY, *Colonialism and postcolonial development. Spanish America in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 193-195.

¹⁰⁰ Si la violence n'apparaît pas comme un moyen de mise au travail de la paysannerie, cela ne fait pas pour autant du Costa Rica un havre de paix. La violence est notamment un mode courant de sélection des gouvernants dans cette période. J. Mahoney souligne qu'« entre la chute du dictateur Carrillo, en 1842 et l'arrivée au pouvoir de Tomás Guardia en 1870, le gouvernement costaricien fut contrôlé par une série de dictateurs civils qui représentaient les principales familles de l'élite caféière et qui furent souvent déstabilisés ou renversés par des officiers militaires », in J. MAHONEY, *The legacies of liberalism. Path dependence and political regimes in Central America*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2001, p. 78.

¹⁰¹ En ce sens, V. H. Acuña souligne que les modes d'action des petits producteurs sont caractérisés « par leur nature modérée, pacifique et légaliste. [Elles sont] respectueuses de la loi et la solution aux problèmes est précisément recherchée dans la législation. Ces producteurs ne sont pas radicaux, ni dans les moyens, ni dans les fins qu'ils poursuivent. [...] Les producteurs caféiers costariciens ne montrèrent jamais la moindre inclinaison à la 'jacquerie' [en français dans le texte] ou à quelque chose de similaire » (in V. H. ACUÑA, « Patronos del conflicto social... », op. cit., p. 118).

¹⁰² J'emprunte cette expression à Juan José MARÍN, in « Un proyecto de proyectos. La historia social sobre los movimientos sociales: una historia necesaria para la Costa Rica actual », in M. TORRES MONTIEL, J. J. MARÍN HERNÁNDEZ (dir.), *Musa obrera...*, op. cit.,

2.2. Libéralisation politique et politiques sociales : un régime libéral réformiste ?

Les tenants du courant marxiste ont généralement mis l'accent sur le faible interventionnisme de l'État sous l'ère libérale. Dans cette perspective, les groupes dominés tendaient à être décrits à la lumière de rapports de domination les condamnant bien souvent au conformisme et à l'apathie. Les historiens de la nouvelle histoire politique vont, à l'inverse, s'attacher à livrer une lecture moins univoque – et empiriquement mieux fondée – du système de domination qui s'institue au tournant du XX^e siècle¹⁰³. S'interrogeant sur les modes de légitimation de l'État libéral, ils s'intéressent à la formation d'une identité nationale et à la production des premières politiques sociales. Ils s'attachent ainsi à analyser la façon dont le pouvoir politique a pu être en mesure de canaliser les attentes et les revendications des groupes subalternes, d'éviter des formes de radicalisation politique – ou de les désamorcer – sans avoir à limiter – au contraire – la participation politique de ces groupes.

2.2.1 Démocratisation électorale et clientélisme comme moyens de canalisation des demandes populaires

L'historiographie politique qui se développe à partir de la fin des années 1990 va notamment s'intéresser à l'instauration de la démocratie électorale au Costa Rica. Tout en mettant en lumière des logiques de domination sociale, des chercheurs vont s'attacher à comprendre la façon dont les groupes subalternes ont progressivement pu s'appropriier ces processus et dont cela a pu favoriser, dans le même temps, le développement de politiques visant à satisfaire leurs intérêts.

Au Costa Rica comme dans le reste de l'Amérique hispanophone, le principe électif s'impose dès le début du XIX^e et avant même la construction des États modernes¹⁰⁴. Au Costa Rica, dès la fin de l'époque coloniale, des scrutins sont régulièrement organisés. Au fil des constitutions, différents types de suffrages sont privilégiés, tantôt directs, tantôt indirects¹⁰⁵, tantôt élargis (suffrage universel masculin pour les hommes de 18 ans et plus), tantôt restreints sur la base de différentes critères (âge, revenu, propriété, illettrisme...). Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les élections ne sont pas toujours le mode de sélection des gouvernants. Les coups d'État, les nominations et les dictatures militaires sont en effet courants. Dans le

¹⁰³ L'un des ouvrages les plus révélateurs de ce second courant est sans nul doute : I. MOLINA JIMÉNEZ, *Demopsectocracia. La democracia pre-reformada en Costa Rica (1885-1948)*, Heredia (C.R.), Editorial Universidad Nacional, 2005. Pour plus de références, voir dans les notes suivantes.

¹⁰⁴ En ce sens voir notamment A. ROUQUIÉ, « Des démocraties de la première vague », in *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Paris, Albin Michel, 2010, p. 13-47.

¹⁰⁵ Pour le détail des différentes constitutions et des modes de suffrage qu'elles instituent, voir : I. MOLINA JIMÉNEZ, « Elecciones y democracia... », *op. cit.*, p. 42-45.

même temps cependant, des élections se tiennent régulièrement, pour nommer l'exécutif national, mais aussi les députés et les exécutifs municipaux. Pour I. Molina Jiménez, c'est justement « la convocation périodique à des élections [qui] a rendu possible l'expression électorale d'un mécontentement social croissant »¹⁰⁶.

Sans pour autant considérer que le régime politique libéral ait pu être *véritablement* ou *purement* démocratique, ce courant, qui a pu être présenté comme « révisionniste »¹⁰⁷ par ses détracteurs, a mis l'accent sur la façon dont les élections étaient progressivement devenues après 1889 de plus en plus compétitives¹⁰⁸. Il montre que si l'ouverture au suffrage universel n'a pas été le résultat de la pression populaire, elle a cependant favorisé la canalisation des revendications populaires. Pour cette branche de l'historiographie costaricienne, les transformations du système politique se traduisent par une intégration politique des groupes populaires qui ne peut se résumer à la manipulation d'électeurs apathiques.

À travers l'analyse des répertoires de la mobilisation électorale développés dans cette période (fêtes électorales, cavalcades...)¹⁰⁹ ou de la circulation de la presse¹¹⁰, les auteurs s'intéressent à la façon dont se constitue au tournant du siècle une « culture politique ». Ils étudient les logiques qui conduisent à une progressive individualisation du vote, et à la perte de pouvoir des intermédiaires locaux, et notamment des *gamonales*, sur l'élection. Leurs travaux montrent cependant que le rôle de ces intermédiaires locaux ne s'est pas érodé instantanément. L'avènement du suffrage universel a en effet plutôt reposé sur le truchement des relations de domination pré-existantes. L'élargissement du suffrage bénéficie, au moins dans un premier temps, aux notables locaux, détenteurs de « ressources de domination sociale »¹¹¹ qu'ils reconvertissent dans l'arène politique. Pour maintenir leur position, ces

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 44. Les conclusions de ces chercheurs ne sont pas sans rappeler les travaux d'Alain Garrigou qui montre à partir de l'étude du cas français comment l'élection fait l'électeur, avant que l'électeur ne fasse l'élection. A. GARRIGOU, *Le Vote et la Vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Presses de la FNSP, 1992, p. 18.

¹⁰⁷ Voir en ce sens la lecture critique de Rodolfo Cerdas (universitaire costaricien, fils d'un célèbre dirigeant communiste et lui-même engagé dans les organisations de la gauche radicale jusqu'aux années 1980, député du Front populaire costaricien entre 1978 et 1982) : R. CERDAS, « Demoperfectocracia. La democracia pre-reformada en Costa Rica 1885-1948 » by Iván Molina Jiménez. Review », *The Americas*, vol. 65, n°3, 2009, p. 447-448.

¹⁰⁸ Voir I. MOLINA JIMÉNEZ, *Demoperfectocracia...*, *op.cit.*

¹⁰⁹ Les cavalcades se multiplient avec l'ouverture du système électoral. Il s'agit de défilé, que les candidats réalisaient en cheval pour aller visiter leurs électeurs et surtout leurs partisans dans des zones périphériques. Selon Patricia Fumero, « tout au long du trajet, s'unissaient d'autres personnes, en charrette, à pied, en automobile ou en camion [...] pour accompagner le défilé ». Elle montre dans ses travaux comment ces répertoires d'action électoraux ont pu constituer des modes de diffusion des idées politiques et un vecteur de rapprochement de différents groupes sociaux. In P. FUMERO-VARGAS, « Cultura política y fiesta electoral en Costa Rica a inicios del siglo XX », *Ciencias Sociales* (UCR), vol. 3, n°89, 2000, not. p. 46-47.

¹¹⁰ I. MOLINA JIMÉNEZ, S. PALMER, « Popular Literacy in a Tropical Democracy: Costa Rica 1850-1950 », *Past and Present*, vol. 184, n°1, 2004, p. 169-207.

¹¹¹ A. GARRIGOU, « Clientélisme et vote sous la III^e République », *op. cit.*, p. 54.

derniers se posent en intermédiaires, cherchant à canaliser et à se faire les porteurs de revendications localisées, individuelles et collectives, à travers notamment la formation de partis politiques locaux. Ce faisant, ils favorisent l'ancrage des procédures électorales, mais aussi la traduction localisée des enjeux nationaux.

Par leurs travaux, ces auteurs rejoignent les études qui ont pu mettre en lumière le rôle du clientélisme dans des transitions démocratiques. À travers leurs études sur l'avènement du suffrage universel dans la France de la III^e République, Alain Garrigou¹¹² ou encore Michel Offerlé¹¹³, ont par exemple montré que le clientélisme n'était pas contraire à la démocratisation. Au contraire, ils mettent en exergue que ce système de relations, où le soutien politique est fondé sur des dons de biens et de services, pouvait favoriser l'apprentissage de pratiques électorales et l'enracinement des organisations politiques modernes (notamment des partis politiques). Dans la veine des travaux pré-cités, des études attentives aux logiques concrètes de la modernisation politique, ont mis en évidence que ces logiques avaient suscité des formes différenciées d'appropriation, mais aussi de résistances. Les travaux sur la formation des institutions politiques modernes ont ainsi souligné qu'elles n'étaient pas le fruit de logiques descendantes, linéaires et univoques, mais qu'elles faisaient l'objet de formes complexes de réappropriation. À travers l'étude des logiques d'appropriation des pratiques de mobilisation électorale et du vote dans le Costa Rica des XIX^e et XX^e siècles, les auteurs du courant « révisionniste » des sciences sociales costariciennes ouvrent des débats similaires. Cette perspective stimulante a cependant donné lieu à peu de travaux « par le bas » qui permettraient pourtant de mieux comprendre ces logiques de démocratisation. En effet, c'est principalement à travers l'analyse des politiques publiques et en particulier des politiques sociales qu'ils vont poser ces questions. Ils mettent en effet en évidence que l'enracinement des institutions démocratiques passe par des formes de clientélisme qu'alimentent le développement de l'emploi public et les investissements localisés en infrastructures collectives¹¹⁴. Leurs travaux montrent ainsi que le développement des premières politiques sociales, en matière d'éducation, de santé, vont permettre la

¹¹² *Ibid.*, p. 39-74.

¹¹³ M. OFFERLÉ, « Mobilisation électorale et invention du citoyen : l'exemple du milieu urbain français à la fin du XIX^e siècle », *op. cit.* Dans la lignée de ces travaux, on pense également à toutes les études sur les logiques d'émergence d'un champ politique autonome dans cette période et sur l'apparition d'une profession politique. En ce sens, voir par exemple les contributions réunies dans l'ouvrage suivant : M. OFFERLÉ (dir.), *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, 1999. Au-delà du cas français, voir notamment les textes réunis par J.-L. BRIQUET ET F. SAWICKI dans l'ouvrage *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, et en particulier celui de C. GOIRAND sur le Brésil des années 1980 : « Clientélisme et politisation populaire à Rio de Janeiro... », *op.cit.*

¹¹⁴ Voir notamment : I. MOLINA JIMÉNEZ, « Ciclo electoral y políticas públicas en Costa Rica (1890-1948), in *Demoperfectocracia. La democracia pre-reformada en Costa Rica (1885-1948)*, *op. cit.*, p. 193-239.

canalisation des demandes sociales tout en favorisant dans le même temps l'enracinement des pratiques électorales.

2.2.2 Éduquer, soigner, civiliser. Les premières politiques sociales comme mode de canalisation de la question sociale

Dès la fin du XIX^e siècle, les gouvernements libéraux mettent en œuvre les premières politiques sociales qui constitueront la base d'un réformisme plus poussé durant la seconde moitié du XX^e siècle. Alors qu'il est généralement considéré que c'est en 1940 qu'apparaissent au Costa Rica les premières politiques réformistes, des travaux sur l'État libéral durant le début du XX^e siècle ont mis en évidence un certain interventionnisme étatique dans cette période¹¹⁵. Selon eux, les premières politiques sociales mises en œuvre en matière d'éducation ou de santé, sont un élément clef pour comprendre la capacité du régime libéral à canaliser les tensions et les contradictions inhérentes à une société de plus en plus différenciée socialement.

L'interventionnisme de l'État costaricien se traduit d'abord par des politiques en matière d'éducation. Depuis la fin de la colonisation, un système scolaire a progressivement été instauré¹¹⁶. Sans budget ni administration, il demeure cependant faiblement unifié et peu développé jusqu'aux années 1880¹¹⁷. À partir de cette date, d'importantes réformes sont mises en œuvre. Face aux revendications populaires¹¹⁸ et à l'intérêt des libéraux pour restreindre le pouvoir de l'Église et moderniser l'État, des réformes sont initiées afin de créer un système éducatif mieux articulé, laïc et contrôlé par l'État central. L'école ainsi centralisée constitue un puissant vecteur de diffusion des préceptes libéraux et de l'identité nationale. Elle devient un outil du nationalisme officiel de l'État libéral qui va, selon Steven Palmer paraphrasant

¹¹⁵ J. M. SALAZAR MORA, « Estado liberal y luchas sociales en Costa Rica (1870-1920) », *op. cit.*; J. M. SALAZAR MORA, « Luchas sociales e intervencionismo estatal en Costa Rica (1920-1940) », *Ciencias Sociales* (UCR), n°37-38, 1987; S. PALMER, « Adiós Laissez-faire... », *op. cit.*, p. 99-117; M. EDELMAN, *Peasants Against Globalization...*, *op. cit.*, p. 47-51; I. MOLINA JIMÉNEZ, *Demoperfectocracia. La democracia pre-reformada en Costa Rica (1885-1948)*, *op.cit.* Et dans une perspective comparée, voir: J. MAHONEY, « Radical, Reformist and Aborted Liberalism... », *op. cit.*

¹¹⁶ I. Molina Jiménez montre que dans la seconde moitié du XVIII^e siècle a lieu un premier développement du système scolaire qui favorise l'alphabétisation d'une partie de la population habitant dans les bourgs et les petites villes. Dans les années 1830 cependant l'alphabétisation est ralentie par le processus de colonisation de nouvelles terres qui éloigne la population des infrastructures éducatives existantes (I. MOLINA JIMÉNEZ, « Alfabetización y cobertura escolar en Hispanoamérica. La primera expansión educativa costarricense (1750-1830) », *Desacatos*, n°37, 2011, p. 125-144).

¹¹⁷ J. M. SALAZAR MORA, « Estado liberal... », *op. cit.*, p. 89.

¹¹⁸ Toujours soucieux d'aller à l'encontre d'une vision trop top-down de la société costaricienne dans cette période, I. Molina Jiménez et S. Palmer soulignent que les réformes libérales en matière d'éducation ont notamment résulté de la pression effectuée par les paysans partis à la conquête de nouvelles terres mais demandeurs de moyens éducatifs pour leurs enfants. (I. MOLINA JIMÉNEZ, S. PALMER, « Popular Literacy in a Tropical Democracy... », p. 186).

Éric Hobsbawm, « non seulement transformer les paysans en Costariciens, mais surtout les Costariciens en bons républicains libéraux »¹¹⁹.

L'interventionnisme étatique en matière sociale ne se limite cependant pas à la seule question éducative. À l'encontre de la thèse de l'État gendarme, adepte du laissez-faire en matière sociale et économique, Steven Palmer montre en effet que des politiques sont mises en œuvre, notamment dans le domaine sanitaire¹²⁰. Dès la fin du XIX^e siècle, et plus encore au XX^e siècle, les groupes dominants se soucient en effet d'éduquer mais aussi de civiliser, voire de soigner le « corps social », et ce afin de permettre le progrès social du pays et d'anticiper ou de prévenir d'éventuelles crises sociales. Inquiète face à la forte mortalité infantile, à l'immigration étrangère, au métissage ainsi qu'aux pratiques considérées comme déviantes des secteurs populaires¹²¹, l'élite libérale promeut dès le XX^e siècle une nouvelle politique, dite d'« *auto-immigration* »¹²². Cette politique, qui s'appuie sur l'interventionnisme étatique, vise tout particulièrement l'augmentation de la population costaricienne et la perpétuation, voire le renforcement, de la « race » costaricienne¹²³ blanche, ce qui lui permet de remporter le soutien des groupes dominants.

Le souci de limiter la mortalité infantile et de diffuser l'idéal libéral du bon travailleur, discipliné, et bien éduqué, se traduit dès le début du XX^e siècle par la mise en œuvre des premières politiques sociales, qui viennent compléter les politiques pénales¹²⁴ et éducatives. Ces nouvelles politiques sont centrées sur la protection des mères et des mineurs et sur

¹¹⁹ E. J. HOBSBAWM, « Mass Producing Traditions: Europe, 1870-1914 », in E. J. HOBSBAWM, T. RANGER (eds), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 271, cité par S. PALMER, « Getting to Know the Unknown Soldier: Official Nationalism in Liberal Costa Rica, 1880-1900 », *Journal of Latin American Studies*, vol. 25, n°1, 1993, p. 54.

¹²⁰ S. PALMER, « Adiós Laissez-faire... », *op. cit.*, p. 100; J. J. MARÍN HERNÁNDEZ, *Civilizando a Costa Rica: la configuración de un sistema de control de las costumbres y la moral en la provincia de San José, 1860-1949*, tesis de doctorado en historia, Universidad Autónoma de Barcelona, 2000.

¹²¹ Il existe un grand nombre de travaux sur le contrôle social des groupes subalternes au Costa Rica et sur les modes de régulation de pratiques qui ont pu être considérées comme déviantes et en ce sens, stigmatisées, voire pénalisées (prostitution, consommation d'alcool et d'héroïne, médecines alternatives...). Sur la prostitution, voir notamment: J. J. MARÍN HERNÁNDEZ, « Prostitución y pecado en la bella y próspera ciudad de San José (1850-1930) », in de I. MOLINA JIMÉNEZ, S. PALMER (dir.), *El paso del cometa...*, *op. cit.*, p. 47-80 ou, plus récemment et en français: M. GIRALDOU, *Vierge ou putain ? Processus de marginalisation des prostituées de San José*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014. Sur la consommation d'héroïne par les artisans de San José à la fin des années 1920: S. PALMER, « Pánico en San José: el consumo de heroína, la cultura plebeya y la política social en 1929 », in I. MOLINA JIMÉNEZ, S. PALMER (dir.), *El paso del cometa...*, *op. cit.*, p. 191-224. Pour un travail plus transversal, voir: J. J. MARÍN HERNÁNDEZ, *Civilizando a Costa Rica...*, *op. cit.*

¹²² « Mensaje del presidente de la República al Congreso Constitucional [1929] », in C. MELÉNDEZ CHAVERRI (dir.), *Mensajes presidenciales, 1928-1940*, San José, Academia de Geografía e Historia, 1987, cité par S. PALMER, « Confinamiento, mantenimiento del orden y surgimiento de la política social en Costa Rica, 1880-1935 », *Mesoamérica*, n°43, 2002, p. 45.

¹²³ S. PALMER, « Adiós Laissez-faire... », *op. cit.*, p. 105.

¹²⁴ Pour Steven Palmer, l'instauration précoce d'un système pénal et policier moderne, largement influencé par la criminologie et la médecine, et visant à remettre les individus déviants sur le « bon chemin » et à éviter toute contagion morale au reste de la société, aurait favorisé l'émergence des premières politiques sociales. (S. PALMER, « Confinamiento, mantenimiento... », *op. cit.* 17-52).

l'amélioration des conditions d'hygiène et de santé publique¹²⁵. Bien que ces fonctions soient fortement investies par des acteurs non étatiques (organisations caritatives, notamment catholiques, fondation Rockefeller...), l'État accroit progressivement son action dans ces domaines par le biais des subventions publiques, des institutions préexistantes, en particulier l'institution scolaire, et par la création de nouvelles institutions (par exemple : Département de l'hygiène scolaire, 1914¹²⁶ ; Code sanitaire, 1923 ; Bureau de la police de l'hygiène, 1925 ; Conseil national pour l'enfance [*Patronato nacional de la infancia – PANI*], 1930). L'essor de nouvelles techniques de maintien et de contrôle de l'ordre social et d'un personnel étatique dédié à les mettre en œuvre serait à l'origine du travail social au Costa Rica¹²⁷. Ainsi, les travaux qui portent sur les politiques sociales dans cette période tendent à mettre en lumière un « État pré-réformiste ». Selon Steven Palmer, s'il ne faut exagérer ni la portée, ni la cohérence de cette politique sociale, elle demeure cependant importante pour saisir le développement du réformisme des années 1940 puis des années 1950-1970¹²⁸.

Autres travaux allant à l'encontre de la thèse du laissez-faire pour décrire l'État libéral costaricien, ceux de Marc Edelman sur la réforme agraire réalisée à la fin du XIX^e siècle¹²⁹. Il souligne que durant la première moitié du XX^e siècle, l'État costaricien a réalisé une série d'acquisition et de redistribution de terres dans la région qui connaissait les plus importantes inégalités en termes de propriété foncière (Guanacaste, dans le Nord-ouest du pays). Selon lui, cette politique qui, hormis dans le cas du Mexique, a eu peu d'équivalents en Amérique latine, est le résultat d'une tendance réformiste, dont rendent compte les débats parlementaires de l'époque¹³⁰.

À la lumière de ces différents travaux, l'interlude réformiste du gouvernement d'Alfredo González Flores (1914-1917) ne paraît pas aussi exceptionnel qu'il a pu être décrit

¹²⁵ S. PALMER, « Adiós Laissez-faire... », *op. cit.*

¹²⁶ Le Département d'Hygiène Scolaire se charge notamment d'« éduquer les maîtres » en, matière d'hygiène, les appelant « à être l'avant-garde dans la défense hygiéniste de l'organisme social ». Dès 1915, les maîtres se voient notamment dotés d'une notice intitulée « *Mission du maître d'école en matière d'inspection sanitaire* » qui comprend une liste des informations à recueillir pour chaque enfant : nombre de bains par semaine, condition morale, histoire familiale, travail hors de l'école et notes (L. SCHAPIRO, *Misión del maestro de escuela en el servicio de la inspección sanitaria escolar*, San José, Tipografía Nacional, 1915, cité par S. PALMER, *ibid.*, p. 108). S. Palmer souligne que le rôle du département dépassait largement le cadre de la seule institution scolaire : entre 1915 et 1931, il disposait par exemple d'*assistants sanitaires*, souvent recrutés parmi les institutrices et dont la principale tâche était d'effectuer des visites dans les foyers « pour s'informer des conditions d'hygiène » (*Ibid.*).

¹²⁷ *Ibid.*, p. 114.

¹²⁸ S. PALMER, « Confinamiento, mantenimiento... », *op. cit.*, p. 50-52

¹²⁹ M. EDELMAN, *The logic of the Latifundio: The large Estates of Northwestern Costa Rica since the Late Nineteenth Century*, Stanford (California), Stanford University Press, 1992, p.167-180; 366-370 cité in M. EDELMAN, *Peasants against Globalization...*, *op. cit.*, p. 49.

¹³⁰ M. EDELMAN, *ibid.*, p. 49.

par les tenants de la « réforme avortée »¹³¹. Et si, par la suite, les gouvernements qui se succèdent ne mettent pas en œuvre de réformes similaires à celles initiées sous González Flores, il faut malgré tout mettre en exergue leur dimension réformiste.

Ainsi, selon eux, la période qui fait suite au gouvernement du Général Tinoco est marquée par une posture de plus en plus réformiste. Des institutions continuent d'être créées et des mesures prises pour anticiper, d'éviter, voire canaliser de potentiels conflits sociaux. C'est à la lumière de cette thèse que des auteurs comme Steven Palmer lisent l'adoption de la loi sur les accidents du travail et la nationalisation du système d'assurance, qui font reposer pour la première fois la protection du travailleur sur le mécanisme de l'assurance, et non plus sur l'assistance. Quant au plan Koberg, dont on a vu précédemment que c'est principalement sa non application qui a avait été mise en lumière par les travaux antérieurs, Steven Palmer souligne qu'il est néanmoins le marqueur d'une réelle préoccupation réformiste. Il en va de même des mesures qui sont prises afin de faire face aux effets de la crise. Eugene D. Miller souligne par exemple que neuf lois sont adoptées entre 1931 et 1935 afin de créer des emplois par le biais de fonds publics¹³². De grands projets sont ainsi lancés pour lutter contre le chômage. Dans le même temps, de nouvelles taxes sont instaurées, sur la consommation et sur les exportations, afin de financer ces politiques. Le Conseil national pour l'enfance est fondé en 1930 pour des raisons tant positivistes et eugénistes (contrôler la natalité et le développement de la « *race blanche* ») qu'humanistes (soutien aux adolescentes, instauration des premières pensions alimentaires). En 1933, voit le jour l'Institut de défense du café. En charge du premier dispositif mécanisme institutionnel de fixation du prix du café, celui-ci permet de réduire le nombre de conflits entre les producteurs et les exportateurs de café¹³³.

Ainsi, les travaux de cette historiographie analysent la période libérale et tout particulièrement les années 1920-1940 comme une période que l'on pourrait qualifier de pré-réformiste. Si l'on ne peut nier les échecs et les revers de cette dynamique réformiste¹³⁴, celle-ci n'en demeure pas moins révélatrice d'une tendance croissante de l'État à intervenir dans le social¹³⁵. Cette dynamique répond dans une certaine mesure à l'émergence des organisations de représentation des catégories populaires. Elle permet en retour d'influencer leur ligne, en désamorçant les revendications les plus radicales.

¹³¹ Voir notamment : J. L. VEGA CARBALLO, *Orden y progreso...*, *op. cit.*, p. 310-311.

¹³² E. D. MILLER, « Labour and the War-Time... », *op. cit.*, p. 517.

¹³³ V. H. ACUÑA ORTEGA, « Patronos del conflicto social... », *op. cit.*, p. 119.

¹³⁴ En ce sens voir notamment les travaux de Mark ROSENBERG qui met l'accent sur les échecs successifs des négociations en matière de droit des travailleurs face aux accidents du travail. (« La política social, el Estado y la cuestión social... », *op. cit.*, p. 132-135).

¹³⁵ S. PALMER, « Adiós Laissez-faire... », *op. cit.*

2.2.3 La ligne hétérodoxe du PCCR, résultat du libéralisme réformiste ?

L'hypothèse selon laquelle le réformisme costaricien trouverait ses racines dans la période antérieure à 1948 constitue une entrée pertinente pour comprendre les conditions de possibilité de l'inclusion des organisations représentant les classes populaires, et en particulier du PCCR, dans le champ politique et les logiques qui ont pu conduire à l'adoption par ce parti communiste d'une posture hétérodoxe dès le début des années 1930.

Malgré ces mobilisations des communistes et l'anticommunisme virulent d'une partie de l'élite, le PCCR n'est pas interdit au Costa Rica. Alors que le parti est déclaré illégal dans les autres pays d'Amérique centrale durant les années 1930, le PCCR est quant à lui autorisé à participer aux élections jusqu'en 1948¹³⁶. Entre 1931 et 1948, le parti s'institutionnalise et voit sa base militante se renforcer, en particulier dans l'enclave bananière atlantique et à San José. Le parti obtient des élus, au niveau municipal et à l'assemblée législative (voir tableau n°2, p. 104).

Pourtant la légalisation du PCCR ne s'est pas faite sans tension et opposition. En 1931, lorsque le parti est créé, il n'obtient pas l'autorisation de participer aux élections. Une partie de l'élite agro-exportatrice et de l'Église s'oppose à sa légalisation¹³⁷. À l'inverse, certains hommes politiques non communistes commencent à faire valoir la nécessité de légaliser le parti plutôt que de le réprimer et de risquer une radicalisation. C'est notamment la position de Ricardo Jiménez, candidat du Parti républicain et futur président, qui déclare en 1931 :

« si la Constitution garantit [aux communistes] la liberté de pensée et de parole ; s'ils peuvent écrire des feuillets et des tracts, qu'est-ce que cela fait de plus qu'ils puissent se regrouper sous ce nom [*Parti communiste*] pour participer aux élections ? Ce faisant, ils ne provoquent pas une révolution [...]. Il est contreproductif de créer des martyrs politiques, parce que le sentimentalisme amène à compatir et à assister celui qui passe pour une victime »¹³⁸.

Si la posture de Ricardo Jiménez est généralement présentée comme électoraliste (en 1932, à défaut d'avoir des candidats, les communistes votent), le fait est que c'est sous sa présidence que le Parti communiste costaricien peut s'inscrire pour la première fois aux élections, à la faveur d'un simple changement de nom : le PCCR devient le Bloc des Ouvriers et Paysans¹³⁹. Par la suite, si les militants communistes sont visibles dans d'importantes luttes sociales, et en

¹³⁶ I. MOLINA JIMÉNEZ, « Ricardo Jiménez y los comunistas en la Costa Rica de la década de 1930 », *Inter.c.a.mbio*, vol.4, n°5, 2007, p. 71.

¹³⁷ I. MOLINA JIMÉNEZ, « Catolicismo y comunismo en Costa Rica (1931-1940) », *Desacatos*, n°22, 2006, p. 161-164.

¹³⁸ *Diario de Costa Rica*, 08.10.1931, p. 2 cité in I. MOLINA JIMÉNEZ, « Ricardo Jiménez y los comunistas... », *op. cit.*, p. 74.

¹³⁹ I. MOLINA JIMÉNEZ, *ibid.*, p. 76.

particulier lors de la grève bananière de 1934, l'interdiction du BOC ne semble pas véritablement considérée au sein de l'arène politique. À ce titre, le changement de position de l'Église est révélateur¹⁴⁰. Alors que les représentants ecclésiaux s'étaient opposés à la légalisation du Parti communiste dans un premier temps, leur posture consiste par la suite à tenter de les concurrencer¹⁴¹. Face à l'abstention record qui a permis l'élection de candidats communistes en 1934, c'est sur la mobilisation électorale des non communistes que se concentrent dès lors les représentants de l'Église¹⁴². Ces derniers se font en outre les promoteurs de réformes sociales afin de faire face aux demandes des travailleurs urbains et ruraux.

Selon I. Molina Jiménez, l'acceptation du Parti communiste costaricien au sein de la sphère politique instituée durant les années 1930 résulte de l'ouverture du système politique qui favorise des relations relativement pacifiées avec le gouvernement et une posture relativement modérée de la part des communistes. De fait, même lorsque des mesures répressives sont prises à l'encontre des communistes, elles demeurent modérées. Des amendes et des peines d'emprisonnement de quelques jours sont appliquées pour des publications jugées injurieuses ou autres délits mineurs. Des communistes étrangers sont expulsés pour leur participation à des mobilisations. L'institutrice et écrivaine Carmen Lyra est renvoyée de son poste de directrice d'école suite à ses critiques de l'administration Jiménez et à une altercation avec le Secrétaire d'État à l'Éducation, alors que Carlos Luis Fallas doit s'exiler hors de San José¹⁴³. Ces mesures répressives modérées sont révélatrices des relations relativement pacifiées qui se nouent entre les membres de l'administration Jiménez (1932-1936) et les communistes. Le fait qu'il n'y ait pas eu de morts lors du conflit bananier et la place laissée aux communistes dans la négociation vont également en ce sens¹⁴⁴.

La modération des actions gouvernementales à l'encontre des communistes est favorisée et alimente en retour une posture relativement modérée de la part des dirigeants du parti. Si ces derniers ont pu mobiliser une rhétorique révolutionnaire, dénonçant l'exploitation capitaliste des travailleurs et opposée à la social-démocratie, ils se sont montrés peu radicaux

¹⁴⁰ I. MOLINA JIMÉNEZ, « Catolicismo y comunismo en Costa Rica... », *op. cit.*

¹⁴¹ Selon I. Molina Jiménez, l'échec politique des conservateurs pour faire interdire le PCCR ouvre un « espace décisif au catholicisme social [...] qui commence dès lors une ascension vertigineuse afin d'atteindre le pouvoir exécutif ». *Ibid.*, p. 161.

¹⁴² *Ibid.*, p. 162-164.

¹⁴³ I. MOLINA JIMÉNEZ, « Un pasado comunista por recuperar: Carmen Lyra y Carlos Luis Fallas en la década de 1930 », in C. LYRA, C. L. FALLAS, *Ensayos políticos*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 2000, p. 9-72.

¹⁴⁴ La répression modérée qui met fin au conflit bananier apparaît particulièrement exceptionnelle à la lumière de la comparaison régionale. Au Salvador, en 1932, la Matanza fait plusieurs milliers de morts alors que la grève bananière de Colombie (1928) se solde par des centaines de victimes.

dans leurs actions et dans leurs propositions politiques¹⁴⁵. Dès sa formation, le parti déclare ainsi privilégier la mise en œuvre du « Programme minimal », rejetant par la même le « programme communiste intégral (abolition de propriété privée, appropriation collective des moyens de productions, etc.) »¹⁴⁶. Ce dernier est jugé irréalisable dans une économie dépendante ou semi-coloniale telle que le Costa Rica¹⁴⁷. Dans ce contexte, le « programme minimal » défendu par le PCCR suit une ligne réformiste, son but étant d'améliorer les conditions de vie des travailleurs en revendiquant la mise en œuvre d'un système de sécurité sociale, l'instauration d'un salaire minimal, l'interdiction du travail des enfants, l'instauration du droit de grève, la nationalisation des ressources naturelles...¹⁴⁸.

Ainsi, si le PCCR s'investit dans des mobilisations collectives contestataires et peut parfois recourir à une rhétorique virulente, ses revendications demeurent finalement modérées. Dirigé par les tenants d'un communisme « *a la tica* » ou « *criollo* [créole] » qu'incarne Manuel Mora Valverde, le PCCR investit finalement une posture distanciée de la ligne orthodoxe préconisée par le parti soviétique¹⁴⁹. Ce « communisme à la tica », plus réformiste que révolutionnaire, est rendu possible par le contexte international favorable au front populaire, par l'ouverture démocratique et par les politiques réformistes. Cette posture favorise en retour l'intégration du parti dans le système politique institutionnalisé. Suite aux débats sur l'opportunité de légaliser le parti, les gouvernements successifs ont privilégié des mécanismes visant à intégrer les communistes dans l'arène politique. Le PCCR et les syndicats communistes ne seront ni interdits ni violemment réprimés, même sous le gouvernement à tendance autoritaire de León Cortés (1936-1940). Cela n'empêche cependant pas le développement d'un virulent anti-communisme, notamment d'une partie de l'élite caféière¹⁵⁰, mais une certaine confiance semble exister dans la capacité des gouvernants libéraux et du système politique à intégrer les communistes, à limiter leur influence et à désamorcer les risques d'une remise en cause de l'ordre social.

Durant les années 1940, les divisions entre les élites favorisent une polarisation politique croissante, qui va permettre au PCCR de renforcer sa position sur la scène politique. À la faveur du contexte international du début de la Seconde guerre mondiale qui favorise les

¹⁴⁵ J. P. BELL, *Crisis in Costa Rica: the 1948 Revolution*, Austin, University of Texas Press, 1971, p. 46-48; J. M. PAIGE, *Coffee and power...*, *op. cit.*, p. 133-140; I. MOLINA JIMÉNEZ, « Ricardo Jiménez y los comunistas... », *op. cit.*, p. 76.

¹⁴⁶ A. M. BOTEY, R. CISNEROS, *La crisis de 1929...*, *op. cit.*, p. 119.

¹⁴⁷ *Programa Mínimo del Partido Comunista de Costa Rica*, in A. M. BOTEY, R. CISNEROS, *ibid.*, p. 119-122.

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ A. M. BOTEY, R. CISNEROS, *ibid.*, p. 122-128 ; E. D. MILLER, « Labour and the War-Time... », *op. cit.*, p. 517-518 ; J. M. PAIGE, *Coffee and power...*, *op. cit.*, p. 137-138.

¹⁵⁰ *Ibid.*, not. p. 140.

logiques de front populaire contre le fascisme, les communistes costariciens sont en mesure d'accroître leur influence dans l'arène politique. Ils voient dans le même temps une large partie de leur programme accepté¹⁵¹. Cette nouvelle configuration alimente cependant un fort anti-communisme qui se traduira en 1948 par l'interdiction du parti et la remise en cause durable des organisations classistes pour représenter les classes populaires.

L'historiographie costaricienne qui se développe à partir de la fin des années 1990 a permis de renouveler l'analyse de la question sociale dans la période antérieure à la Guerre civile. En ancrant les logiques de démocratisation et les politiques réformistes dans le temps long, elles ont permis de nuancer l'image de rupture qui est généralement associée à 1948. Ces travaux, écrits dans un contexte de remise en cause du paradigme classiste, se traduisent cependant par une quasi-absence des questionnements sur les mobilisations sociales et sur les formes de la politisation populaire.

Les travaux sur l'histoire costaricienne ont donné une place importante à la question de l'émergence et du traitement de la question sociale dans ce pays. Les différentes approches que j'ai présentées ici laissent cependant largement en suspens la question des modes de politisation des classes populaires. Ainsi, si l'histoire costaricienne est très instructive sur les organisations qui ont représenté les groupes subalternes et sur la façon dont l'État s'est attaché à canaliser leurs demandes et à réguler leurs pratiques, le rôle qu'ont pu jouer ces groupes sociaux dans cette période historique reste l'objet de nombreux questionnements. Il en va de même pour la période suivante, quant à elle caractérisée par une crise des organisations classistes de représentation des travailleurs.

¹⁵¹ Jeffery M. PAIGE souligne que, de façon « remarquable, presque tous les points [du programme minimal] furent en réalité atteints – mais par le biais d'alliances parlementaires plutôt que par une action révolutionnaire » in *Coffee and power...*, *op. cit.*, p. 134.

Section B - Le Costa Rica dans la période développementaliste (1950-1980) : un monde populaire démobilisé ?

Entre 1948 et 1980, le Costa Rica est caractérisé par l'instauration d'un régime réformiste. Les libérationnistes (en référence au PLN) qui dominent le pouvoir dans cette période s'attachent à promouvoir un modèle de développement moins dépendant, passant par le renforcement de l'État et par la mise en œuvre de politiques interventionnistes. Croissance économique, amélioration des conditions de vie, baisse des inégalités... l'ère développementaliste est souvent considérée comme un « âge d'or » pour les Costariciens, et en particulier pour les classes moyennes¹⁵².

À la différence d'autres social-démocraties qui se développent notamment en Europe occidentale dans cette période, le réformisme costaricien ne s'appuie pas sur un puissant mouvement ouvrier. Au contraire, la période développementaliste est caractérisée par la faiblesse des instances d'encadrement et de mobilisation classiques des classes populaires que sont les syndicats et les partis classistes. Au lendemain de la Guerre civile de 1948, les acteurs qui s'étaient fait les *porte-parole* de « la classe ouvrière » sont réprimés puis marginalisés¹⁵³. Si la répression cesse rapidement, les années 1950 signent néanmoins un tournant notable quant aux modalités de la représentation des classes populaires costariciennes. Dès lors, et jusqu'aux années 1970, les organisations revendiquant une représentation des classes populaires sont fortement affaiblies. C'est tout particulièrement le cas pour les organisations communistes. À la différence des calderonistes qui trouvent à faire une nouvelle alliance avec le reste de l'élite agro-exportatrice contre les figueristes et le Parti libération nationale, le PCCR n'est plus autorisé à participer aux élections jusqu'aux années 1970¹⁵⁴. Au regard de la configuration internationale et des tensions qui pèsent sur un Figueres perçu comme trop réformiste¹⁵⁵, l'intégration du PCCR semble difficilement imaginable¹⁵⁶. Les communistes sont également marginalisés de la sphère syndicale. De façon peut-être plus surprenante, des organisations syndicales non communistes ne viennent pas se substituer aux communistes. Ainsi, alors que la CCTRN n'a pas été dissoute et que son fondateur occupe une position

¹⁵² I. MOLINA JIMÉNEZ, S. PALMER, *Costa Rica del siglo XX al XXI. Historia de una sociedad*, San José, Editorial Universidad Estatal a Distancia, 2008 [1ère éd.: 2005], p.17.

¹⁵³ Dans toute l'Amérique latine, le début de la guerre froide se traduit par une violente réaction. Au nom de la lutte anticommuniste, des gouvernements réformistes sont renversés et les organisations populaires font l'objet d'une violente répression. Au Chili ou encore au Brésil, les partis communistes sont interdits.

¹⁵⁴ L'article 98 de la Constitution de 1949 qui interdit le Parti communiste ne sera amendé qu'en 1975.

¹⁵⁵ K.S. BOWMAN, « ¿Fue el compromiso y consenso de las elites lo que llevo a la consolidación democrática en Costa Rica? Evidencias de la década de 1950 », *Revista de Historia* (UNA), vol. 41, 2000, p. 91-127.

¹⁵⁶ Rien n'assure en outre que les libérationnistes aient véritablement eu la volonté de légaliser le PCCR.

centrale auprès des figueristes, elle ne devient pas un instrument central d'encadrement et de mobilisation des classes populaires¹⁵⁷.

La question de l'invisibilisation de la question sociale dans cette période puis de sa réémergence à partir de la fin des années 1970 a fait l'objet de nombreux travaux. D'une part, certains travaux ont mis l'accent sur la fonction régulatrice d'un État social appréhendé de façon très verticale. D'autres se sont intéressés aux organisations et aux mobilisations des classes populaires dans cette période, en se focalisant sur le mouvement ouvrier puis sur les revendications des couches les plus fragiles des classes populaires durant les années 1970. Les analyses du mouvement ouvrier durant les années 1950-1960 comme celles des mobilisations pour le logement durant les années 1970-1980 tendent à conclure à la démobilisation de ces groupes, en soulignant les logiques répressives mais aussi (et surtout) les formes de cooptation et de mise en clientèle dont ils font l'objet. Pour ce faire, ces analyses décrivent principalement l'affaiblissement des organisations qui revendiquent la représentation des classes populaires, qu'elles font découler de l'action de l'État et de la faible politisation des classes populaires. Après avoir présenté le programme de réformes qui a été mis en œuvre durant la période développementaliste (1), je m'attache dans cette section à rendre compte de cette littérature sur les organisations et les mobilisations populaires. Il s'agit principalement de voir comment la focalisation sur les représentants institutionnels de ces groupes a pu participer à occulter des formes de politisation et de mobilisation qui pouvaient se produire à la marge de celles-ci (2).

1. De l'interventionnisme étatique comme mode de régulation de la question sociale

Dès la fin du conflit, les divisions entre les différents bords de l'opposition apparaissent. Si la lutte contre les calderonistes avait permis d'éluder leurs désaccords, les divergences entre les plus conservateurs (qui ont supposément gagné les élections avec O. Ulate) et les plus réformistes (qui ont pris les armes) sont désormais manifestes¹⁵⁸. Disposant de la seule force armée du pays, José Figueres Ferrer est cependant en mesure d'imposer un gouvernement *de facto*, la *Junta Fundadora de la Segunda República*, tout en s'engageant à rendre le pouvoir à Otilio Ulate, considéré comme le président élu.

¹⁵⁷ M. AGUILAR, *Clase trabajadora y organización sindical...*, op. cit., p. 186.

¹⁵⁸ F. E. LEHOUCQ, *The politics of modern Central America. Civil War, Democratization, and Underdevelopment*, New York, Cambridge University Press, 2012, p. 91.

Si les réformistes gouvernent entre mai 1948 et novembre 1949, ils doivent cependant négocier une série de compromis avec leurs anciens alliés. Le compromis avec les groupes conservateurs se traduit par le renforcement du Tribunal suprême des élections, quatrième pouvoir en charge des élections, la proscription de l'armée comme institution permanente et l'interdiction du PVP (ex. PCCR). En outre, si la *Junta* n'est pas en mesure de faire accepter sa première constitution qui prônait une expansion radicale du rôle de l'État dans les affaires publiques¹⁵⁹, les bases de l'État réformiste sont posées¹⁶⁰. En effet, les mesures réformistes calderonistes sont conservées et le gouvernement prend une série de décisions interventionnistes (la nationalisation des banques commerciales, la création de l'Institut costaricien d'électricité (ICE) ou l'instauration d'exonérations d'impôts pour favoriser l'industrialisation du pays...). Entre les années 1950 et les années 1980, les gouvernements successifs, dominés par les libérationnistes, vont continuer de promouvoir un modèle de développement fondé sur le renforcement de l'État et sur la mise en œuvre de politiques interventionnistes : le modèle développementaliste.

1.1. Le projet libérationniste : un programme réformiste pour le Costa Rica

« We do not want foreign investment. [...] This is not a fantasy. I know of what I am speaking. I am a citizen of a banana republic »¹⁶¹.

Entre 1953 et 1978, les figueristes dominent le champ politique institué à travers leur parti, le PLN (voir encadré n°1, p. 123 et tableau n°3, p. 124). Ils sont ainsi en mesure de mettre en œuvre le projet politique notamment développé par les intellectuels du Centre pour l'étude des problèmes nationaux¹⁶².

¹⁵⁹ *Ibid.* p. 92.

¹⁶⁰ M. EDELMAN, *Peasants against Globalization...*, *op. cit.*, p. 55-56.

¹⁶¹ Discours de José Figueres Ferrer aux États-Unis, 1952, cité in K.S. BOWMAN, « Democracy on the Brink : the first Figueres Presidency », in S. PALMER, I. MOLINA JIMÉNEZ (eds), *The Costa Rica Reader...*, *op. cit.*, p. 176.

¹⁶² Ce projet est notamment synthétisé in R. FACIO, « Means and Ends for a Better Costa Rica », tiré de « Un programa costarricense de rectificaciones económicas », *Surco*, n°38, 1943, p. 8-12 et n°39, 1943, p. 3-7. In S. PALMER, I. MOLINA JIMÉNEZ (eds), *The Costa Rica Reader...*, *op. cit.*, p. 187-191).

Encadré n°1 - Le Parti libération nationale

Le Parti libération nationale est le plus ancien parti du Costa Rica. Il a été fondé en 1951 par les vainqueurs de la Guerre civile de 1948 et domine depuis lors la scène politique. Entre 1953 et 2014, le PLN a remporté 9 des 16 élections présidentielles. Il a en outre obtenu la majorité absolue ou relative à l'Assemblée législative à 11 reprises. Parti de centre-gauche social-démocrate, il est cependant dominé par ses courants libéraux depuis les années 1980.

Le PLN tire ses racines de plusieurs organisations politiques qui se sont retrouvées durant les années 1940 autour des principes sociaux-démocrates. Parmi ces groupes, on trouve d'une part le Centre pour l'étude des problèmes nationaux, qui réunit des étudiants de l'École de droit et d'autre part le parti Action démocrate, constitué autour de la figure de José Figueres Ferrer (un entrepreneur fortement opposé aux gouvernements calderonistes). Ces deux organisations fusionnent en 1945 pour former le Parti social démocrate.

Sur fond de Seconde guerre mondiale, les années 1940 sont marquées par une forte polarisation politique. L'alliance au pouvoir, qui réunit les calderonistes (sociaux-chrétiens), une partie de l'Église catholique et les communistes, fait face à une forte opposition, constituée d'une partie de l'oligarchie et des sociaux-démocrates. En 1948, au lendemain d'élections fortement disputées qui finissent par être annulées, une fraction minoritaire de l'opposition prend les armes. L'armée de libération nationale (*Ejército de liberación nacional*) menée par José Figueres Ferrer met en échec l'armée régulière, affaiblie depuis la fin de la Première guerre mondiale, et les milices communistes. Un gouvernement *de facto* dirigé par José Figueres Ferrer est institué. Après dix-huit mois, des élections sont organisées en novembre 1949. Dans les mois qui suivent, les *figueristes* s'organisent pour donner naissance, en 1951, au PLN qui gagne ses premières élections en 1953 portant de nouveau au pouvoir José Figueres Ferrer.

Sources : C. D. AMERINGER, *The Caribbean Legion: patriots, politicians, soldiers of fortune. 1946-1950*, The Pennsylvania State University, The Pennsylvania State University Press, 1996, p. 71-75; F. F. SÁNCHEZ C., *Partidos políticos, elecciones y lealtades partidarias en Costa Rica: erosión y cambio*, Salamanca, Ediciones Universidad de Salamanca, 2007, p. 79.

Ce projet, qui s'inscrit dans la tradition keynésienne, est similaire par bien des points au programme développementaliste prôné par la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine, la CEPAL¹⁶³, et mis en œuvre dans la plupart des pays d'Amérique latine dans cette période. Ce programme entend favoriser une considérable expansion de l'État, la nationalisation de certains secteurs, le soutien aux coopératives et la défense de la petite agriculture et de l'industrie nationale¹⁶⁴. Il s'agit ainsi de limiter la dépendance du pays aux capitaux étrangers. Pour les libérationnistes (i.e. partisans du PLN) ce programme social-démocrate est justement justifié par un système économique trop dépendant qui aurait favorisé la domination socio-économique d'une petite élite exportatrice à l'encontre des classes moyennes et du prolétariat, entraînant ainsi une exacerbation de la question sociale et,

¹⁶³ La CEPAL est créée en 1948. Elle encourage fortement le développement industriel, à travers la substitution des importations et les politiques d'intégration économique.

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 187.

ce faisant, la montée du communisme. En 1943, R. Facio explicitait ainsi que leur projet de « rectification économique » permettrait de :

« put an end to the divisive agitation of communism by integrating the middle and proletarian classes into the national economy through constructive collaboration and effective improvement of their standard of living that will evolve with collective benefits »¹⁶⁵.

Dans cette perspective, et dès la prise de pouvoir de 1948, les gouvernements qui se succèdent prolongent les politiques réformistes lancées durant les années 1940. Ce projet est principalement porté par les libérationnistes, mais n'est pas véritablement remis en cause par les coalitions conservatrices qui tentent néanmoins parfois de ralentir l'expansion de l'État¹⁶⁶. Les politiques économiques et sociales mises en œuvre, associées à une configuration économique internationale particulièrement favorable, se traduisent par une nette amélioration des conditions de vie des Costariciens.

Tableau n°3 – Résultats électoraux aux élections présidentielles et législatives entre 1953 et 1978

		1953	1958	1962	1966	1970	1974	1978
	Parti politique au pouvoir	PLN	Alliance conservatrice	PLN	Alliance conservatrice	PLN	PLN	Alliance conservatrice
	Abstention (%)	32,8	35,3	19,1	18,6	16,7	20,1	18,7
	Nombre de sièges par parti politique à l'Assemblée législative (De 1953 à 1962, l'Assemblée compte 45 députés. À partir de 1966, elle en compte 57)							
PLN	PLN	30	20	29	29	32	27	25
	Parti Indépendant (faction dissidente du PLN)	-	3	-	-	-	-	-
Opposition Conservatrice	Parti Démocrate	11	-	-	-	-	-	-
	Parti Républicain National Indépendant	3	-	-	-	-	-	-
	Parti Union Nationale (PUN)	1	10	9	-	-	-	-
	Parti Républicain (PRep)	-	11	18	-	-	-	-
	Coalition Union Nationale (PUN + PRep)	-	-	-	26	22	16	27
	Autres partis	-	1	1	2	3	14	5

Source: F. F. SANCHEZ C., *Partidos políticos, elecciones y lealtades...*, op. cit., p. 90-91; 93-94.

¹⁶⁵ R. FACIO, « Means and Ends for a Better Costa Rica », op. cit., p. 190-191.

¹⁶⁶ Selon F. Lehoucq, les coalitions conservatrices sont dans l'incapacité de s'opposer au réformisme du fait du coût politique que représenterait une telle posture. En ce sens, voir: F. LEHOUCQ, « Political competition, Constitutional Arrangements, and the Quality of Public Policies in Costa Rica », *Latin American Politics and Society*, vol. 52, n°4, 2010, p. 53-77.

1.2. De l'État gestionnaire à l'État entrepreneur : l'instauration d'un nouveau modèle de développement

La période qui va des années 1950 jusqu'aux années 1970 est généralement identifiée comme celle de l'État *benefactor*, i.e. État-providence, ou *gestor*, i.e. gestionnaire. Elle se traduit par des politiques de soutien à la croissance et à la diversification économique et d'importantes politiques sociales. Dans toute l'Amérique latine, la récession qui a fait suite à la crise de 1929 a laissé des traces. Elle a donné à voir la vulnérabilité des sociétés latino-américaines aux soubresauts de l'économie mondiale. Dès lors, nombreux sont les gouvernants à vouloir rendre leurs économies moins dépendantes. Le Costa Rica, dont le système économique est alors essentiellement centré sur la production et l'exportation de café et de bananes, ne déroge pas à la règle. Afin d'atténuer les effets des variations des cours mondiaux des produits agricoles, les gouvernants entendent améliorer la productivité des activités existantes et favoriser la diversification de la production économique. Le développement industriel, encouragé au niveau régional par la CEPAL, devient une priorité. À ce titre, des infrastructures et des institutions visant à favoriser le développement économique du pays par le secteur privé sont créées¹⁶⁷. L'Institut costaricien d'électricité voit le jour dès 1949 et un important programme d'extension du réseau routier est lancé. Des efforts sont également réalisés afin d'améliorer la productivité des plantations agricoles et notamment de la production caféière et de favoriser de nouveaux produits d'exportation, tels que la canne à sucre ou le coton. Dès 1948, le Conseil national de la production (*Consejo Nacional de Producción – CNP*) est chargé de stimuler les activités agricoles et industrielles et de stabiliser les prix des aliments pour les consommateurs nationaux et des matières premières pour l'industrie nationale. Pour permettre le financement de ces activités, un important secteur bancaire nationalisé se développe.

Dans un premier temps, ces investissements bénéficient particulièrement à la production agricole. Entre 1950 et 1970, la productivité de l'activité caféière est multipliée par trois et devient l'une des plus fortes au monde¹⁶⁸. Dès les années 1950, l'expansion et la diversification des activités agricoles se trouvent largement stimulées par le développement

¹⁶⁷ M. EDELMAN, « Rise and demise of tropical welfare state », in *Peasants Against Globalization...*, op. cit., p. 56-68.

¹⁶⁸ C. RAVENTÓS VORST, *El agro costarricense y el programa de ajuste estructural*, San José, Instituto de Investigaciones Sociales, Universidad de Costa Rica, Contribuciones n°2, 1989, p. 15 cité in M. EDELMAN, *ibid.*, p. 59.

du marché états-unien de la restauration rapide et des produits surgelés, puis, dès la fin de la décennie, par l'abaissement du quota sucrier cubain¹⁶⁹.

À partir des années 1960, l'Amérique centrale connaît un processus d'industrialisation qui va nourrir le développement économique de la région jusqu'aux années 1970. Il est favorisé par la formation du Marché commun centraméricain (*Mercado común centroamericano* – MCCA) qui doit permettre d'impulser la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (ISI) prônée par la CEPAL depuis les années 1950¹⁷⁰. Malgré une intégration quelque peu tardive du Costa Rica au MCCA (1963), les gouvernants costariciens vont largement souscrire à ce modèle de développement industriel. Pour concurrencer les pays voisins, ils favorisent l'octroi d'importants avantages fiscaux, de crédits à taux avantageux et de tarifs réduits sur l'eau et l'électricité¹⁷¹. Le coût de certains produits nécessaires à l'industrie agroalimentaire est en outre maintenu artificiellement bas. Enfin, les bons indicateurs du pays en matière de santé et d'alphabétisation sont mis en avant.

Durant les années 1970, alors que l'économie costaricienne subit les conséquences des chocs pétroliers, les gouvernements successifs renforcent le contrôle de l'État sur les principaux moyens de production¹⁷². Les deux gouvernements libérationnistes qui, pour la première fois, occupent consécutivement le pouvoir (1970-1974 ; 1974-1978) renforcent notablement l'interventionnisme étatique. L'État devient alors un acteur économique central : c'est l'émergence de *l'État entrepreneur*¹⁷³. Institution emblématique de cette période, la Corporation costaricienne pour le développement (*Corporación Costarricense de Desarrollo* – CODESA) est créée en 1972. Initialement, la CODESA a vocation à investir dans des domaines que le secteur privé tend à délaisser, du fait des risques encourus ou du coût d'entrée. Elle finance la création d'entreprises publiques, qui doivent par la suite être revendues une fois leur rentabilité effective. Elle devient rapidement une importante holding,

¹⁶⁹ En représailles à la révolution cubaine de 1959, les États-Unis abaissent le quota qui assurait la revente d'une partie de la production sucrière cubaine sur leur territoire.

¹⁷⁰ La stratégie dite d'industrialisation par substitution aux importations entend limiter la dépendance des pays latino-américains aux cours des matières premières et des produits agricoles. Il s'agit de favoriser tant le développement d'une industrie de produits manufacturés que d'un marché intérieur. Dans le cas de l'Amérique centrale, caractérisée par la taille réduite des marchés intérieurs, l'instauration d'un marché commun doit permettre la croissance de la demande globale. Cependant, si cette stratégie conduit effectivement à une croissance rapide du commerce intra-régional (exportations presque multipliées par dix), les bénéfices sont répartis de façon très inégalitaire selon les pays. O. Dabène souligne que le Guatemala et le Salvador drainent à eux seuls plus de 60% du commerce, alors que le Costa Rica, le Nicaragua, et surtout le Honduras enregistrent des progrès bien plus limités. (O. DABÈNE, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2011 [7^{ème} édition], p. 136-138).

¹⁷¹ M. EDELMAN, *Peasants against Globalization...*, op. cit., p. 60.

¹⁷² *Ibid.*, p. 61.

¹⁷³ R. A. SÁNCHEZ SÁNCHEZ, *Estado de bienestar, crisis económica y ajuste estructural en Costa Rica*, San José, EUNED, 2004, p. 74-78.

investissant dans une multiplicité de domaines (sucre, aluminium, ciment, engrais, réseaux ferrés...) ¹⁷⁴. Cependant, ces entreprises, difficilement rentables, sont rarement revendues et se révèlent coûteuses. Par la suite, la CODESA deviendra le symbole de l'État interventionniste que les politiques inspirées du Consensus de Washington s'attacheront à démanteler. En effet, faute d'une réforme fiscale conséquente, ces politiques ont été financées par l'endettement. La crise de la dette n'épargne pas le Costa Rica durant les années 1980 et met en évidence les limites d'un mode de développement qui n'a pas permis de réduire significativement la dépendance des économies latino-américaines (voir *infra*).

1.3. Le développement des politiques sociales

Pour permettre le développement économique et social du pays, faire face aux contradictions suscitées par ce mode de développement et probablement éviter la réémergence de la question sociale, d'importants investissements en matière de politique sociale sont réalisés.

D'abord, les gouvernements de l'après-guerre conservent, voire renforcent, les principales mesures réformistes mises en œuvre entre 1940 et 1948. Les lois en matière de travail et de sécurité sociale ne sont pas remises en cause. La couverture sociale mise en œuvre sous l'administration Calderón Guardia est progressivement élargie, passant de 46 % de la population en 1970 à 86 % en 1978 ¹⁷⁵. Durant cette période, les investissements dans le domaine de l'éducation et de la santé augmentent significativement, passant de 8 % du PIB en 1950 à presque 15 % en 1980, représentant alors un quart des dépenses publiques ¹⁷⁶. D'importantes infrastructures sont construites (hôpitaux, écoles, universités...). Une réforme de l'enseignement supérieur visant à le démocratiser permet en outre de renforcer l'éducation post-baccalauréat. À la fin des années 1970, 27 % de la population en âge d'aller à l'université suit des formations post-baccalauréat dans une trentaine d'institutions, publiques pour nombre d'entre elles ¹⁷⁷.

De nombreuses institutions sont créées pour faire face aux problèmes spécifiques qui apparaissent dans cette période. C'est ainsi qu'est par exemple fondé l'Institut national du logement et de l'urbanisme (*Instituto Nacional de Vivienda y Urbanismo* – INVU) pour faire

¹⁷⁴ M. EDELMAN, *Peasants against Globalization...*, *op. cit.*, p. 63.

¹⁷⁵ R. CERDAS, « Costa Rica since 1930 », in L. BETHELL (ed.), *Central America since Independence*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 318.

¹⁷⁶ J. R. QUESADA CAMACHO et AL., *Costa Rica contemporánea: raíces del estado de la nación*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 1999, p.158; I. MOLINA JIMÉNEZ, S. PALMER, *Costa Rica del siglo XX al XXI...*, *op. cit.*, p.19.

¹⁷⁷ H. MENDIOLA, « Expansión de la educación superior costarricense en los 1970's: Impacto en la estratificación social y en el mercado de trabajo », *Revista de Ciencias Sociales* (UCR), n°42, 1988, p. 82.

face au problème de la régulation urbaine et du logement. C'est également dans cette période qu'est créé l'Institut national des terres et de la colonisation (*Instituto de Tierras y Colonización* – ITCO) pour répondre aux difficultés que suscite la modernisation de l'agriculture, notamment pour les paysans les plus pauvres et manquant de terres¹⁷⁸. C'est aussi durant les années 1960 que voit le jour la Direction nationale du développement communautaire [*Dirección Nacional de Desarrollo de la Comunidad* – DINADECO]. L'institution doit coordonner le travail d'associations locales sur des projets de développement social, économique ou culturel. Il s'agit d'engager les habitants des territoires les moins bien dotés en infrastructures et les plus pauvres à participer à la construction et à la gestion de routes, d'écoles ou encore de centres de nutrition¹⁷⁹.

À la différence des politiques en matière d'éducation et de santé, ces différentes institutions sont particulièrement destinées aux classes populaires et aux classes moyennes. Le caractère catégoriel de ces politiques n'est cependant pas revendiqué (à la différence des politiques sociales de lutte contre la pauvreté qui seront massivement mises en œuvre durant les années 1990)¹⁸⁰. Il en va différemment cependant des institutions qui sont créées durant les années 1970 dans le cadre de la lutte contre l'extrême pauvreté¹⁸¹. Lors de la seconde administration Figueres sont ainsi fondées d'importantes institutions en charge de l'assistance, à travers l'Institut mixte d'aide sociale (*Instituto Mixto de Ayuda Social* - IMAS) et le Fonds de développement et d'allocations familiales (*Fondo de Desarrollo y Asignaciones Familiares* – FODESAF). Ces programmes touchent notamment les domaines de la santé, de la nutrition et de l'éducation et sont spécifiquement dédiés aux populations « déshéritées », aux inactifs et indigents, concernés par l'extrême pauvreté et la misère. Les actifs (et ce faisant, la majorité des classes populaires) ne bénéficient quant à eux pas de ces politiques.

Ainsi l'État social se développe au Costa Rica durant les années 1950-1970 comme jamais auparavant. Si les politiques mises en œuvre alimentent une importante dette publique qui se révélera particulièrement problématique durant les années 1980, elles favorisent cependant dans cette période une nette amélioration des conditions de vie des Costariciens.

¹⁷⁸ M. EDELMAN, *Peasants against Globalization...*, op. cit., p. 60; P. DE VRIES, *La modernización del clientelismo...*, op. cit., p. 28-37.

¹⁷⁹ En ce sens, voir J. C. MORA, *La organización comunal y DINADECO 1964-1987*, San José, Instituto Costarricense de Estudios Sociales, 1989. Je reviendrai dans la suite de cette section sur le rôle de cette institution dans l'enrôlement politique des groupes populaires dans les années 1970.

¹⁸⁰ Ce point sera développé dans la section suivante.

¹⁸¹ J. FIGUERES, *La pobreza de las naciones*, San José, EUNED, 2004 [1^{ère} éd. : 1973], p. 91.

1.4. Amélioration des conditions de vie et mobilité sociale

À la faveur d'une conjoncture économique particulièrement favorable, le mode de développement costaricien se traduit par une nette amélioration des conditions de vie de la population. La pauvreté qui touchait environ 50 % des ménages en 1961 est inférieure à 25 % en 1977¹⁸². Au tournant des années 1970, l'espérance de vie moyenne atteint 70 ans et le taux de mortalité infantile est désormais de 20 décès pour 1000 naissances (voir tableau n°4, page suivante). Le taux d'alphabétisation est quant à lui d'environ 90 %. Dans le même temps, la mobilité sociale s'est sensiblement accrue. Les possibilités d'ascension sociale sont le fruit de la croissance économique, qui oscille entre 4,3 et 7 % du PIB entre 1950 et 1980¹⁸³ et du fort développement des secteurs des services et du commerce, qui passent respectivement de 14,8 % en 1950 à 24 % en 1973, et de 7,9 % à 11,6 %¹⁸⁴. Cette transformation est notamment alimentée par le fort développement du secteur public. À la fin des années 1970, près de 20% de la population active occupée travaille en effet dans le secteur public, contre 10% en 1965¹⁸⁵. Il existe alors 185 institutions publiques autonomes¹⁸⁶, dont plus de la moitié ont été créées entre 1950 et 1980. Ces nombreux emplois, concentrés dans les zones urbaines, permettent d'absorber une partie de la main d'œuvre disponible, assurant alors un niveau de chômage extrêmement bas (en dessous de 5 % à la fin des années 1970)¹⁸⁷. Ils offrent notamment des possibilités d'insertion sur le marché de l'emploi aux populations rurales dans un contexte où la modernisation de l'agriculture induit une baisse de la demande en main d'œuvre dans le secteur primaire (la population active occupée dans ce secteur passe de 54,7 % en 1950 à 36,4 % en 1973, et à 31,4 % en 1984)¹⁸⁸.

¹⁸² S. PIÑERA, *¿Se benefician los pobres del crecimiento económico?*, Santiago (Chile), CEPAL, 1979 in J. D. TREJOS SOLÓRZANO (comp.), *La pobreza en Costa Rica: estudios del Instituto de Investigaciones en ciencias económicas, Tomo II*, San José, Costa Rica, Instituto de Investigaciones en Ciencias Económicas, Universidad de Costa Rica, 2011, p.3. Ces chiffres sont cependant à prendre avec précaution car les instruments de mesure se sont surtout développés dans les années 1990.

¹⁸³ J. L. VEGA CARBALLO, « La estructura y el cambio social », *op. cit.*, p. 206.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 202.

¹⁸⁵ J. ROVIRA MAS, « Del desarrollo de Costa Rica y su crisis en el periodo de postguerra: 1948-1984 », *Anuario de Estudios Centroamericanos*, vol. 11, n°1, 1985, p. 28; F. SÁNCHEZ C., *Partidos políticos...*, *op. cit.*, p. 225.

¹⁸⁶ Les *instituciones autónomas* que je traduis ici par institutions autonomes regroupent un ensemble assez large d'entités qui sont l'équivalent en France des autorités administratives indépendantes, des organismes paritaires, des établissements publics industriels et commerciaux. Parmi ces institutions, on compte notamment l'INVU, l'IMAS, la DINADECO ou la UCR...

¹⁸⁷ J. L. VEGA CARBALLO, « La estructura y el cambio social », *op. cit.*, p. 207.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 202.

Tableau n°4 – Indicateurs sociaux de l'Amérique centrale, 1965-1985

	Espérance de vie à la naissance 1965-1970	Espérance de vie à la naissance 1980-1985	Mortalité infantile pour 1000 naissances vivantes, 1970-1975	Mortalité infantile pour 1000 naissances vivantes, 1980-1985	Nombre de médecins pour 100 000 habitants, 1970
Costa Rica	65,6	73,0	67,1	20,2	62
Guatemala	50,1	59,0	90,2	67,7	27
Salvador	55,9	64,8	101,0	71,0	24
Honduras	50,9	59,9	110,7	81,5	25
Nicaragua	51,6	59,8	108,9	84,5	47
Panama	64,3	71,0	43,8	32,5	58

	Population rurale ayant accès à l'eau potable, 1969 (%)	Taux de scolarisation à l'école primaire en pourcentage de la population ayant l'âge d'y entrer, 1970*	Taux d'analphabétisme**, 1970 (%)
Costa Rica	53,6	111,6	10,2
Guatemala	11,0	60,3	52
Salvador	25,0	62,3	63,0
Honduras	18,5	87,3	40,4
Nicaragua	5,9	80,0	42,2
Panama	6,7	102,0	20,7

* Les pourcentages supérieurs à 100 reflètent l'existence de programmes d'éducation pour adulte.

** Population de 15 ans et plus ne sachant ni lire ni écrire

Sources: M.E. GALLARDO, J. R. LÓPEZ, *Centroamérica: La crisis en cifras*, San José, Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura/FLACSO, 1986 cité in M. EDELMAN, *Peasants against Globalization...*, op. cit., p. 62; PROGRAMA ESTADO DE LA NACIÓN EN DESARROLLO HUMANO SOSTENIBLE (Costa Rica), *Estadísticas de Centroamérica, indicadores sobre Desarrollo Humano Sostenible/PEN*, San José, Programa Estado de la Nación, 2013, p. 26.

Ces indicateurs révèlent une situation économique et sociale particulièrement favorable. De fait, cette période est souvent considérée comme un « âge d'or [*años dorados*] » pour les Costariciens. Le développement économique et social n'a cependant pas bénéficié de la même façon à l'ensemble de la population¹⁸⁹. Si les familles paysannes et ouvrières expérimentent elles aussi les avancées sociales de la période, elles le font plus tardivement et moins durablement¹⁹⁰. En outre, si le développement du secteur public a pu assurer des opportunités de mobilité sociale aux membres des classes populaires et notamment aux jeunes générations, ce sont principalement les classes moyennes urbaines qui ont bénéficié de la création des nombreuses institutions et des postes de cadres et de direction qui étaient alors à

¹⁸⁹ I. MOLINA JIMÉNEZ, S. PALMER, *Costa Rica del siglo XX al XXI...*, op.cit., p. 17.

¹⁹⁰ *Ibid.*

pourvoir. En outre, dès les années 1950, ce mode de développement entraîne une concentration des terres, et un processus d'exode rural vers la Vallée centrale qui connaît alors les premiers signes d'une urbanisation accélérée et peu contrôlée.

Durant les années 1950-1970, le Costa Rica voit ainsi se constituer un État social d'une dimension particulièrement exceptionnelle au regard du reste de l'Amérique centrale. Cet État social a été analysé dans nombre de travaux qui ont souligné qu'il avait été en mesure de canaliser les demandes sociales. En se concentrant principalement sur les politiques mises en œuvre, ces travaux tendent cependant bien souvent à éluder la question du rôle qu'ont pu jouer par leur mobilisation les différents groupes sociaux dans la définition de ces politiques et en particulier les groupes populaires¹⁹¹.

2. Du mouvement ouvrier au mouvement social pour le logement : la dépolitisation des classes populaires en question

Les analyses portant sur cette période de l'histoire costaricienne ont donné lieu à de nombreux travaux sur le populaire et en particulier sur le mouvement ouvrier. Les tenants de la sociologie marxiste ont ainsi souligné la fragilité des instances classistes au sortir de la Guerre civile (à la notable exception des enclaves bananières) mais aussi leur essor durant la période suivante. Durant les années 1970 en effet, on assiste à une augmentation du nombre d'organisations syndicales et partisans d'extrême gauche qui va de pair avec une augmentation des mobilisations sociales. Le cycle de mobilisation et « l'apogée »¹⁹² de ces organisations sont cependant de courte durée. Dès les années 1980 en effet, celles-ci connaissent une crise profonde qui se traduit par la transformation des modes d'encadrement des classes populaires. Les différents travaux analysés dans cette sous-partie rendent compte de la centralité de la question de la dépolitisation et de la démobilisation des classes populaires costariciennes. On verra cependant que la focalisation sur les représentants institutionnels des classes populaires a participé à occulter les formes de politisation et de mobilisation qui pouvaient se produire à la marge de celles-ci.

¹⁹¹ Quant aux rares auteurs qui se sont intéressés à l'influence des différents groupes sociaux dans le champ du pouvoir, ils se sont principalement penchés sur les élites sociales. En ce sens, voir : O. ARIAS SÁNCHEZ, *¿Quién gobierna en Costa Rica?*, San José, Editorial universitaria centroamericana, 1976.

¹⁹² J'emprunte cette expression à Manuel ROJAS BOLAÑOS, « El desarrollo del movimiento obrero... », *op. cit.*, p. 27.

2.1. La faiblesse du mouvement ouvrier sous l'ère développementaliste

Depuis la fin de la guerre civile, les organisations de défense des travailleurs apparaissent particulièrement faibles. À ce titre, les taux de syndicalisation du Costa Rica sont révélateurs : en 1963, 3,3 % de la population active occupée est syndiquée, ce taux atteint 12,3 % en 1970, et 15% en 1980¹⁹³. À l'exception du secteur public qui connaît une syndicalisation croissante dans la période (en 1984, 63 % de la population syndiquée est issue du secteur public, alors qu'il ne représente que 18,8 % de la population active occupée)¹⁹⁴, le syndicalisme peine à se structurer.

À la différence du Chili ou de pays européens qui sont eux aussi gouvernés dans cette période par des réformistes, le Costa Rica ne voit pas se constituer de puissants réseaux syndicaux. Au contraire, les politiques réformistes se révèlent ici particulièrement défavorables aux organisations syndicales. Le PLN, qui domine jusqu'en 1978 le champ politique n'a pas cherché à encourager le développement d'une base syndicale propre¹⁹⁵. Marielos Aguilar souligne ainsi par exemple que la création à la fin des années 1950 de l'Union libérationniste des travailleurs se traduit par un échec : elle se dissout au bout de quelques années faute de soutien des cadres du parti¹⁹⁶. Dans le même temps, des syndicats, comme la Confédération costaricienne des travailleurs *Rerum Novarum* qui devient la Confédération costaricienne des travailleurs démocratiques (CCDT) en 1966, s'engagent ostensiblement en faveur du projet social-démocrate porté par le PLN mais ne deviennent pas pour autant des dispositifs centraux d'enrôlement des travailleurs.

Durant les années 1970-1980, cette question a suscité un très fort intérêt dans la science politique costaricienne dominée par le courant marxiste¹⁹⁷. Certains auteurs, soucieux de démythifier la démocratie costaricienne, mettent en avant les stratégies répressives mises

¹⁹³ M. ROJAS BOLAÑOS, « El movimiento obrero y popular en los años setenta », *Anuario de Estudios Centroamericanos*, n°6, 1980, p. 76.

¹⁹⁴ O. DABÈNE, *La formule politique du Costa Rica*, Thèse de doctorat en science politique, Université des Sciences sociales de Grenoble, 1987, p. 70 ; 178. Il faut en outre souligner que les chiffres de la syndicalisation ne prennent pas en compte la puissante Association Nationale des Enseignants [*Asociación Nacional De Educadores* – ANDE], qui regroupe en 1985 85% des enseignants du pays, soit 26 000 membres (*Ibid.*, 180). L'association ANDE se transforme officiellement en syndicat en février 2015, devenant à ce titre le premier syndicat du pays en nombre d'affiliés.

¹⁹⁵ M. ROJAS BOLAÑOS, « El desarrollo del movimiento obrero... », *op. cit.*, p. 25; M. AGUILAR, *Clase trabajadora y organización sindical en Costa Rica...*, *op. cit.*, p. 186.

¹⁹⁶ M. AGUILAR, *ibid.*, p. 175-176.

¹⁹⁷ C'est en effet dans cette période que se développe un pan important des travaux sur l'essor du syndicalisme ouvrier au début du siècle et sur sa crise à partir des années 1950. Voir notamment : C. ABARCA, « Luchas populares y organización obrera en Costa Rica... », *op. cit.*; M. AGUILAR, *Clase trabajadora y organización sindical en Costa Rica. 1943-1971*, *op. cit.*; M. ROJAS BOLAÑOS, « El desarrollo del movimiento obrero... », *op. cit.*; J. SCHIFTER, « La democracia en Costa Rica como producto de la neutralización de clases », in C. ZELAYA & AL. (dir.), *¿Democracia en Costa Rica?*, *op. cit.*

en œuvre par l'État à l'encontre du syndicalisme en général, et du syndicalisme ouvrier, rural et urbain, en particulier¹⁹⁸. Ils montrent notamment que si la liberté d'association et le droit de grève sont apparemment garantis par le système juridique, les restrictions sont en réalité importantes, par exemple, du fait du manque de protection dont dispose le personnel syndiqué, en particulier, les leaders syndicaux. Ils soulignent également que le système politique tend à limiter leur capacité d'action, en favorisant des négociations directes entre les salariés et les employeurs¹⁹⁹. Cette focale les a conduits à mettre en avant la thèse du caractère démobilisateur du pouvoir libérationniste²⁰⁰.

Cette lecture en termes de répression a cependant été nuancée par des travaux sur le réformisme libérationniste dans cette période. Ils ont quant à eux mis l'accent sur l'ouverture des institutions aux demandes des catégories populaires et sur les avantages dont les salariés ont pu bénéficier²⁰¹ (universalisation de la couverture de la sécurité sociale, mise en œuvre du treizième mois, *el aguinaldo*, dès 1953 dans le secteur public et en 1959 pour l'ensemble des salariés²⁰²).

À la fin des années 1960, puis durant les années 1970, le syndicalisme connaît un nouvel essor qui reste très limité²⁰³. Le pourcentage de la population syndiquée augmente, atteignant 15% de la population occupée en 1980. Cette augmentation est cependant de courte durée : les difficultés économiques, la transformation du monde du travail et le fort anti-communisme favorisent dès la fin des années 1970, puis durant les années 1980/1990 une nouvelle crise du syndicalisme, et en particulier du syndicalisme ouvrier²⁰⁴.

Finalement, la période de l'État développementaliste au Costa Rica va de pair avec la relative faiblesse du mouvement syndical et en particulier du mouvement syndical ouvrier, rural et urbain. Malgré un essor dans la période 1970-1980, la syndicalisation ouvrière demeure en effet peu importante. Instance classique de la représentation des classes populaires, ce syndicalisme a cependant suscité un vif intérêt de la part des sciences sociales costariciennes alors dominées par le marxisme. Cette focale a conduit ces auteurs à mettre en avant la répression et le caractère démobilisateur de l'État costaricien. Dans le même temps,

¹⁹⁸ C'est notamment la focale adoptée in J. SCHIFTER, *ibid.*

¹⁹⁹ O. DABÈNE, *Costa Rica: Juicio a la democracia*, San José, FLACSO, 1992, p. 192-193.

²⁰⁰ D. CAMACHO, « Costa Rica: Virtudes y vicios de una democracia 'perfecta' », in R. STEICHEN (comp.), *Democracia y democratización en Centroamérica*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 1993, p. 220. Cette thèse a également été soutenue par J. SCHIFTER (« La democracia en Costa Rica como producto de la neutralización de clases », *op. cit.*).

²⁰¹ M. EDELMAN, *Peasants against Globalization...*, *op. cit.*, p. 58.

²⁰² M. AGUILAR, *Clase trabajadora y organización sindical en Costa Rica...*, *op. cit.*, p. 111.

²⁰³ M. ROJAS BOLAÑOS, « El desarrollo del movimiento obrero... », *op. cit.*, p. 27-28.

²⁰⁴ Entre 1990 et 2010, les taux de syndicalisation connaissent une baisse constante (15% en 1980 ; 15% en 1990, 10% en 1998 et 9,8% en 2010).

cela s'est traduit par une sous-estimation d'autres aspects de la mobilisation sociale dans cette période. D'abord, les autres organisations d'encadrement des travailleurs que sont les associations solidaristes²⁰⁵ ou les coopératives n'ont quasiment pas été étudiées alors même qu'elles ont été fortement valorisées durant cette période. De la même façon, le syndicalisme du secteur public²⁰⁶, qui est souvent considéré comme un syndicalisme de classe moyenne²⁰⁷, a été largement délaissé par les auteurs marxistes. Or, une analyse plus poussée de ces organisations, qui sont généralement considérées comme le cœur de l'électorat libérationniste, aurait sans doute permis d'interroger la formation de cet électorat pluri-classiste. Ces syndicats intégrant petits employés, ouvriers du secteur public et personnel enseignant, il serait intéressant d'étudier les rapports que ces catégories ont pu entretenir avec le pouvoir politique libérationniste. Cela semble d'autant plus nécessaire que durant les années 1980-1990, ces syndicats ont joué un rôle important dans les mobilisations sociales contre les politiques néolibérales. En outre, la focale sur le syndicalisme a conduit à éluder les formes d'organisation non liées au monde professionnel.

2.2. « Développer les communautés ». Les relais communautaires de l'État développementaliste

Durant les années 1970, les sciences sociales costariciennes se sont focalisées sur les syndicats classistes. La domination du marxisme conduisait en effet à s'intéresser aux organisations qui étaient censément les plus à même de favoriser l'émergence d'une conscience de classe. Dans ce contexte, ce qui ne relevait pas du syndicalisme a été très peu étudié. Or, les rares travaux qui se sont attachés à décaler le regard ont mis en évidence l'existence d'un vaste réseau d'intermédiaires et de petites organisations qui semble avoir joué un rôle important dans l'intégration des classes populaires durant la période développementaliste²⁰⁸. Ainsi, les associations communautaires et une multiplicité de comités

²⁰⁵ Le mouvement solidariste costaricien a été lancé en 1947, par Alberto Márten, un homme politique qui participa aux côtés de José María Figueres à la Guerre civile de 1948. Mouvement fondamentalement opposé à la lutte des classes, il promeut la coopération entre les travailleurs et les patrons pour résoudre les problèmes économiques du pays. Sur cette question, voir notamment : O. DABÈNE, *Costa Rica: Juicio a la democracia...*, *op. cit.*, p. 198-202.

²⁰⁶ Il existe néanmoins quelques travaux dont la portée demeure très limitée. O. CUELLAR, S. QUEVEDO, « Condicionantes del desarrollo sindical en Costa Rica », *Ciencias Sociales* (UCR), n°15-16, 1978; M. ROJAS BOLAÑOS, « Un sindicalismo del sector público », in J. M. VILLASUSO (dir.), *El nuevo rostro de Costa Rica*, Heredia, CEDAL, 1992, cité in P. ALVARENGA, *De vecinos a ciudadanos...*, *op. cit.*, p. xvi.

²⁰⁷ O. CUELLAR, S. QUEVEDO, « Condicionantes del desarrollo sindical... », *op. cit.*, p. 71.

²⁰⁸ On pense principalement ici aux travaux suivants : J. C. MORA AGÜERO, *Las Juntas Progresistas. Organización comunal autónoma costarricense, 1921-1980*, Universidad Nacional, Facultad de Ciencias Sociales, Escuela de Planificación y Promoción Social, 1987; Á. FERNÁNDEZ GONZÁLEZ, « Todo empezó en el

et de commissions se sont développées au niveau local s'attachant à solutionner, au quotidien, les problèmes généraux ou spécifiques des « communautés ». Si ces organisations ne revendiquent pas un caractère classiste – bien au contraire – elles n'en demeurent pas moins le fait des classes populaires et des petites classes moyennes. Aussi constituent-elles des instances particulièrement précieuses pour saisir les ressorts de l'intégration politique des classes populaires durant cette période.

Parmi les rares travaux que l'on compte sur les organisations dites communautaires, ce sont les comités progressistes [*juntas progresistas*] qui ont suscité le plus d'intérêt de la part des chercheurs, probablement du fait de leur proximité avec la gauche communiste. Ces collectifs sont créés dans les zones rurales et dans les quartiers populaires urbains afin de revendiquer la mise en œuvre de politiques publiques localement, la bonne marche des services publics à des tarifs acceptables ou encore la construction de nouvelles infrastructures. Ils trouvent leur origine dans les comités sanitaires patriotiques [*Juntas sanitarias patrióticas*] créés durant les années 1920. Ces derniers sont mis en place dans tous les cantons sous l'impulsion de la fondation philanthropique états-unienne Rockefeller²⁰⁹ afin de « veiller à la salubrité des communautés et de collaborer avec le gouvernement dans la lutte pour l'hygiène et la santé de la population »²¹⁰. Ils sont nommés par l'autorité municipale et contrôlés par le secrétariat d'État à la Police [*secretaría de Policía*]²¹¹. Ces organisations sont progressivement remplacées par des comités patriotiques progressistes [*juntas patrióticas progresistas*] dont les actions dépassent le seul cadre de l'hygiène et de la santé. En 1928, ces organisations sont légalement reconnues et doivent veiller « au respect des lois, de la morale, de l'ordre public et au progrès général des communautés »²¹². Face à ces comités, dont la responsabilité incombe à « trois citoyens honorables » désignés par le pouvoir législatif, se développent des comités progressistes (*juntas progresistas*) plus indépendants du pouvoir politique²¹³, qui seront reconnus par la loi 218 des Associations de 1939. Malgré le peu d'informations disponibles dans la littérature, il apparaît qu'ils ont constitué des relais

'53': Historia oral de un distrito liberacionista », *Revista de Historia* (UNA), n°26, 1992, p. 97-142; P. ALVARENGA, *De vecinos a ciudadanos...*, op. cit.

²⁰⁹ Durant les années 1910-1920, la fondation Rockefeller s'implante en Amérique centrale afin de favoriser le développement de programmes de santé publique pour lutter contre les maladies tropicales (A. P. MALAVASSI AGUILAR, « El encuentro de la Fundación Rockefeller con América Central, 1914-1921 », *Diálogos, Revista Electrónica de Historia*, vol.7, n°1, 2006, p.117-149).

²¹⁰ La Gaceta n°167 del 23 de julio de 1920, cité in J. C. MORA AGÜERO, *Las Juntas Progresistas. Organización comunal autónoma costarricense...*, op. cit., p. 24.

²¹¹ P. ALVARENGA VENUTOLO, *De vecinos a ciudadanos...*, op. cit., p. 11.

²¹² Decreto oficial n°4, del 2 de mayo de 1928, cité in J. C. MORA AGÜERO, *Las Juntas Progresistas...*, op. cit., p. 26.

²¹³ P. ALVARENGA VENUTOLO, *De vecinos a ciudadanos...*, op. cit., p. 11.

organisationnels importants dans les mobilisations sociales de la période, et notamment lors de la grande grève bananière de 1934²¹⁴, et durant la Guerre civile²¹⁵.

Malgré leurs liens avec la gauche communiste, les comités progressistes ne connaissent pas le même sort que les organisations syndicales après la Guerre civile. La loi 218 régulant le droit des associations privées n'est pas dérogée et Jorge Cayetano Mora souligne qu'à la différence du syndicalisme classiste, les comités progressistes perdurent et se consolident durant les années 1950-1960²¹⁶. Alors que le pays connaît d'importantes transformations, notamment liées à l'instauration d'un nouveau modèle de développement, les comités progressistes se posent en représentants des intérêts des « communautés locales ». Ils se multiplient dans les zones rurales et dans les zones urbaines populaires, notamment autour de San José. Entre 1950 et 1981, la population de l'aire métropolitaine croît très rapidement, du fait de la transition démographique et des migrations internes. Elle passe de 322 823 habitants à 1 105 679 (soit de 40,3 % de la population nationale à 46,4 %) ²¹⁷. Les besoins en infrastructures et en services publics s'en trouvent significativement augmentés. Les comités progressistes s'engagent pour l'obtention de ces services, pour en négocier les prix et pour obtenir des mesures visant à l'amélioration des conditions de vie, notamment en termes de pouvoir d'achat. Organisés sur une base territoriale qu'est la « communauté »²¹⁸, les comités progressistes sont particulièrement nombreux dans les zones rurales et des zones urbaines dominées par les classes populaires²¹⁹. C'est notamment le cas des périphéries des centres urbains que les transformations socio-économiques font croître rapidement, comme les *Barrios del Sur* de San José (littéralement, les 'Quartiers du sud')²²⁰. Le répertoire d'actions de ces comités est varié. Leurs actions visent d'abord la construction d'infrastructures collectives au niveau local. Cela se traduit par des opérations de constructions collectives, de ruelles, ou de parcs, ou par la sollicitation des autorités locales²²¹. Ils s'engagent également

²¹⁴ J. C. MORA AGÜERO, *Las Juntas Progresistas...*, op. cit., p. 39-41.

²¹⁵ *Ibid.*, p. 43-47.

²¹⁶ *Ibid.*, p. 47.

²¹⁷ G. CARVAJAL ALVARADO, J. VARGAS CULLEL, « El surgimiento de un espacio urbano-metropolitano en el Valle Central de Costa Rica: 1950-1960 », *Anuario de Estudios Centroamericanos* (UCR), n°13, vol. 1, 1987, p. 82.

²¹⁸ « La communauté » désigne à la fois un espace territorial et le groupe qui y réside. Le groupement ainsi désigné tend souvent à être naturalisé, tant par les acteurs qui s'en posent en porte-parole que par les acteurs institutionnels qui peuvent en faire les cibles de leurs politiques.

²¹⁹ C'est notamment ce que révèlent les travaux de Jorge Cayetano MORA (*Las Juntas Progresistas...*, op.cit...) et de Patricia ALVARENGA (*De vecinos a ciudadanos...*, op.cit., p. 3-48).

²²⁰ Les *Barrios del Sur* sont des quartiers situés dans le sud de San José. Ils se sont développés durant les années 1960-1970 pour faire face à la demande croissante de logement dans l'aire métropolitaine. Ils sont aujourd'hui le fait de classes populaires stabilisées et de petites classes moyennes (voir notamment les données sur le district d'Hatillo dans le tableau n°8, p. 226)

²²¹ P. ALVARENGA, *ibid.*, p. 14-16.

pour l'obtention de certains services publics (eau, système d'évacuation des eaux usées...), voire pour demander une meilleure régulation des tarifs, en matière d'électricité ou de transport public²²². Pour ce faire, leurs actions sont variées (manifestation, blocage de rue, refus de payer les factures...)²²³.

Dans cette période, les comités progressistes comptent parmi les principaux protagonistes des mobilisations collectives. Leurs actions tendent à se concentrer sur des enjeux localisés ce qui ne les empêche pas pour autant de participer à des mobilisations qui dépassent le niveau local, notamment par le biais la Fédération nationale des comités progressistes [*Federación Nacional de Juntas Progresistas* – FENAJUP]. De façon notable, en 1970, les comités constituent un soutien de poids au mouvement étudiant de contestation de l'accord qui donnait une concession à l'entreprise *Aluminium Company of America* (ALCOA) pour l'extraction de la bauxite²²⁴.

Cependant, dès les années 1960, les comités progressistes sont concurrencés par d'autres organisations, les associations de développement communal (ADC), ce qui conduit à leur disparition progressive²²⁵. Ce nouveau modèle d'association communale est créé par l'État, afin de favoriser le développement économique et social au niveau local. Elles constituent autant de relais sociaux et locaux des politiques de développement. L'idée de favoriser un mouvement communal capable de soutenir la dynamique réformiste de l'État date des années 1950²²⁶. Elle bénéficie d'une impulsion décisive dans le cadre de l'Alliance pour le progrès (*Alianza para el Progreso*)²²⁷. En 1961, à la suite de la révolution cubaine, l'administration Kennedy lance ce programme afin de renforcer la coopération entre les États-Unis et les autres pays américains. Il s'agit ainsi de mettre en œuvre une politique de coopération afin de favoriser le développement économique et social de l'Amérique latine. L'un des aspects du programme est de favoriser le développement communautaire, et comprend des aides financières et l'envoi de volontaires, les *peace corps*, appelés *cuerpos de*

²²² J. C. MORA AGÜERO, *Las Juntas Progresistas...*, op.cit., p. 74-125; P. ALVARENGA, « Protestamos como costarricenses y consumidores », in *De vecinos a ciudadanos...*, op.cit., p. 117-166.

²²³ Sur les « grèves de facture », voir par exemple : P. ALVARENGA, « Cartago 1962 : Regionalismo y movilización ciudadana », in *De vecinos a ciudadanos...*, ibid., p. 167-214.

²²⁴ J. C. MORA AGÜERO, *Las Juntas Progresistas...*, op. cit., p. 108-116.

²²⁵ J. C. MORA AGÜERO, *La Organización Comunal...*, op. cit., p. 164-165.

²²⁶ Sur la création d'une politique publique en matière de développement communal et sur le groupe de techniciens sociaux-démocrates qui s'en font les promoteurs dès les années 1950, voir : M. Á. MONDOL VELÁSQUEZ, « Las asociaciones de desarrollo de la comunidad en Costa Rica durante el decenio de 1970 », *Cuadernos de Investigación de la Universidad Estatal a Distancia*, vol. 1, n°1, 2009, not. p. 72-73.

²²⁷ Le « développement communal » fait partie de la politique de développement prônée par les Nations Unies et notamment par la CEPAL depuis la fin des années 1950 comme l'atteste le rapport des Nations Unies de 1955 intitulé « Le progrès social par le développement de la communauté » (NACIONES UNIDAS, *El progreso social mediante el desarrollo de la comunidad*, New York, 1955).

paz en Amérique latine²²⁸. Rapidement, le programme est un échec. Alors que le gouvernement états-unien entendait ainsi permettre l'instauration de régimes démocratiques réformistes dans la région, le début des années 1960 voit les coups d'État se multiplier, suscitant des réactions ambivalentes de la part de l'administration Kennedy²²⁹. Dans le cas costaricien, le programme a néanmoins permis d'impulser la politique de développement communal. Cela se traduit par l'instauration en 1964 d'un Bureau pour le développement social et communautaire (*Oficina Nacional de Desarrollo Social y de la Comunidad*) qui devient en 1967 la Direction nationale du développement communautaire [*Dirección Nacional de Desarrollo de la Comunidad* – DINADECO]. La DINADECO est chargée d'inciter et d'encadrer le développement de nouvelles associations²³⁰. D'après la loi, les associations de développement doivent coopérer avec les institutions publiques, et notamment avec la municipalité de leur canton, « afin de contribuer, par leur action, à la réussite du travail de l'organisme municipal et d'obtenir son soutien »²³¹. À la différence des comités progressistes, les ADC bénéficient d'un accès facilité aux financements publics. 2% de l'impôt sur le revenu leur est ainsi dédié afin de financer le développement local. Les ADC peuvent en outre recevoir des crédits spécifiques [*partidas específicas*] octroyés sur le budget national par l'Assemblée nationale²³². Leur statut et leurs revenus assurés leur permettent en outre de contracter des crédits bancaires à taux préférentiels.

Le soutien notamment financier dont bénéficient les ADC permet à ce type d'organisations de croître rapidement tandis que les comités progressistes disparaissent. Ainsi, durant les années 1960-1970, alors que le réformisme costaricien est à son apogée, ce

²²⁸ Sur l'arrivée de ces volontaires au Costa Rica et leur action dans les associations communales, voir : J. C. MORA AGÜERO, *Las Juntas Progresistas...*, op.cit., p. 131-133.

²²⁹ O. DABÈNE, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, op. cit., p. 132-133.

²³⁰ Les associations de développement communal peuvent être « intégrales » ou « spécifiques ». Sur chaque « territoire qui constituera le fondement naturel au groupement communautaire », il pourra ainsi exister une « association intégrale » et plusieurs « associations spécifiques » qui devront quant à elles être dédiées, comme leur nom l'indique, à des activités spécifiques. Loi 3859 relative au Développement de la Communauté (DINADECO) (7.04.1967)

²³¹ Loi 3859 relative au Développement de la Communauté (DINADECO) (7.04.1967).

²³² Jusqu'à la fin des années 1990, l'Assemblée nationale pouvait dédier une partie du budget national à une association de développement, ou tout autre organisation privée promouvant le développement communal, sur projet (construction d'une salle de classe, d'une salle communale, d'un parc...). Ces crédits spécifiques étaient généralement le fruit de négociations entre les groupes parlementaires et les parlementaires eux-mêmes pour favoriser tel ou tel territoire. Ces crédits ont ainsi constitué une ressource importante de régulation clientélaire. Durant les années 1990, ils ont fait l'objet d'importantes controverses et ont finalement été réformés. La loi 7755 relative au Contrôle des crédits spécifiques sur le budget national (23 février 1998) n'octroie plus la distribution de ces crédits aux parlementaires mais aux municipalités sur recommandation du conseil municipal et des conseils de district. La distribution de ces crédits aux différentes municipalités se définit en outre chaque année, en fonction du nombre d'habitants, de l'extension géographique et des indices de pauvreté. Ces mesures qui entendaient empêcher l'usage partisan et électoraliste de ces crédits n'ont cependant pas fait disparaître ces logiques.

mouvement communal se développe fortement. Selon M. Á. Mondol, alors que le Costa Rica aurait pu compter autour de 300 comités au plus fort de leur développement, la DINADECO rend compte de la création de 807 ADC entre 1968 et 1978²³³. Des ADC sont créées dans tout le pays, au point que 90% des districts ont une ADC constituée en 1978²³⁴. Elles sont particulièrement nombreuses dans les zones qui connaissent les flux migratoires les plus importants (positifs mais aussi négatifs) et qui sont caractérisées par l'installation des classes populaires (ouvriers, employés de bureau, petits commerçants...) ²³⁵.

À la tête de ces associations, des dirigeants communaux se posent en intermédiaires entre « leur communauté » et les personnels politique et administratif pour obtenir des crédits et des aides. Dans les zones où le manque d'infrastructures collectives est le plus criant, des dirigeants locaux et des employés de terrain de la DINADECO se constituent en entrepreneurs de développement communal²³⁶. Leur rôle consiste à sonder les nécessités locales et à présenter les programmes institutionnels capables d'y répondre et les modalités pour y accéder. Ce faisant, ces entrepreneurs facilitent la mise en œuvre des programmes réformistes gouvernementaux et canalisent les demandes sociales, en les cadrant, voire en les faisant émerger.

Parallèlement, alors que le PLN domine le champ politique, des ADC deviennent un relai du parti auprès des catégories populaires et des classes moyennes. Les liens entre les ADC et le pouvoir libérationniste est notamment mis en évidence dans les travaux de Cayetano Mora. Il voit dans la disparition des comités progressistes, la fin d'un mouvement communal autonome et indépendant au profit d'un mouvement dépendant du pouvoir politique et à ce titre largement instrumentalisé par celui-ci. Si cette approche est l'objet d'un consensus assez large dans la science politique costaricienne, des travaux plus récents livrent cependant une lecture plus nuancée²³⁷. Ainsi, le travail de Patricia Alvarenga sur le mouvement communal durant cette période permet de montrer que les comités progressistes entretenaient déjà des relations ambivalentes avec le pouvoir politique, alternant entre signes

²³³ M. Á. MONDOL VELÁSQUEZ, « Las asociaciones de desarrollo de la comunidad en Costa Rica... », *op. cit.*, p. 87.

²³⁴ *Ibid.*

²³⁵ *Ibid.*, p. 94.

²³⁶ La littérature costaricienne sur cette période fait référence aux « promoteurs » [*promotores*] des institutions et des politiques publiques. En ce sens, voir notamment P. ALVARENGA VENUTOLO, *De vecinos a ciudadanos...*, *op. cit.*, p. 34.

²³⁷ Dans son ouvrage *De vecinos a ciudadanos* (*op. cit.*, p. 47-48), Patricia Alvarenga reprend la lecture proposée par Jorge Cayetano Mora A. tout en la nuanciant, en montrant notamment les luttes qu'a pu impliquer cette transformation du mouvement communal. M. Á. Mondol en livre quant à lui une lecture plus critique, en soulignant que cette thèse se fonde sur une représentation idéalisée et faussée des comités progressistes (M. Á. MONDOL, « Las asociaciones de desarrollo de la comunidad en Costa Rica... », *op. cit.*, p. 80).

de soutiens et formes de pressions, voire de protestations. L'auteure souligne que ces organisations, qui tendaient à être dominées par la gauche communiste, ont pu dans un premier temps être particulièrement opposées au PLN, mais que dès la fin des années 1950 certaines se sont rapprochées du PLN et des gouvernements réformistes. Tout au long des années 1950-1970, des comités ont ainsi négocié des crédits spécifiques avec les députés de la majorité et leur soutien électoral²³⁸. Durant les années 1970, lorsque le PVP retrouve le droit de participer légalement aux élections, des comités progressistes ont pu devenir des relais du PVP pour les élections législatives et municipales mais soutenir le PLN lors des présidentielles.

S'il semble opportun de nuancer l'image d'autonomie et d'indépendance totales qui a pu être celle des comités, il paraît tout aussi utile de revenir sur celle des ADC. À ce titre, le travail de Patricia Alvarenga montre que si les comités progressistes ont disparu au profit d'organisations plus dépendantes du pouvoir politique, cela ne s'est pas traduit par une démobilisation univoque des individus mobilisés dans le cadre des comités progressistes²³⁹. Au contraire, elle souligne que les associations de développement sont devenues un objet de concurrence entre les libérationnistes et les communistes du PVP. Les militants communistes ont en outre pu trouver à reconvertir leur capital militant dans ces organisations. Tant leur capacité à mobiliser localement que leurs savoir-faire en matière de négociation avec les pouvoirs publics ont constitué des ressources aisément reconvertibles dans les ADC. Durant les années 1970 et plus encore durant les années 1980, leurs savoir-faire en matière de mobilisation collective ont en outre constitué des ressources face à la crise socio-économique qui se dessinait. À ce titre, Patricia Alvarenga fait le lien entre les mobilisations souvent localisées réalisées durant les années 1950-1960 pour obtenir des services publics, ou une régulation des tarifs et celles, plus importantes, des années 1980. C'est notamment ce qu'elle met en exergue dans son étude du mouvement social de 1983 contre l'augmentation des tarifs de l'électricité, qu'elle présente comme le mouvement social le plus mobilisateur de la seconde moitié du XX^e siècle. Elle met en effet en évidence le rôle moteur de certaines associations de développement, notamment de celles où des militants communistes, auparavant passés par des comités progressistes, avaient réussi à occuper des postes de direction²⁴⁰.

²³⁸ P. ALVARENGA VENUTOLO, *De vecinos a ciudadanos...*, op. cit., p. 16.

²³⁹ *Ibid.*, p. 35-37.

²⁴⁰ P. ALVARENGA VENUTOLO, « '¡Basta! No pagamos el recibo de la luz », *ibid.*, p. 217-261.

Dans le même sens, le travail d'Álvaro Fernández sur les dirigeants communaux de l'un des districts les plus libérationnistes du pays dans cette période, celui de Concepción de Tres Ríos, est particulièrement révélateur. Il met en avant que des associations dominées par des militants libérationnistes ou des proches du parti ont pu dans certaines circonstances se mobiliser pour contester des mesures du gouvernement libérationniste. Il révèle ainsi que l'important travail d'intermédiation réalisé par ces dirigeants communaux peut, dans certains cas, favoriser la mobilisation collective de « leurs communautés » au quotidien. L'auteur montre en effet qu'au fur et à mesure que la situation économique se dégrade, ces organisations localisées, constituées dans le but d'obtenir des services collectifs (service de bus, scolarité...) et d'en assurer la bonne marche peuvent devenir des relais de mobilisation et de protestation²⁴¹.

Ainsi, le développement de l'État réformiste au Costa Rica s'accompagne de la constitution d'un important réseau d'organisations communautaires qui demande cependant encore à être étudié. Si l'on dispose de peu de détails sur ces organisations (notamment sur leur nombre, sur le nombre de personnes qu'elles mobilisent et sur leur fonctionnement quotidien), les travaux qui abordent ces questions tendent à dessiner un dense réseau d'organisations localisées et très personnalisées²⁴². Au côté des comités progressistes et des associations de développement communal décrits ici, on trouve en effet également des conseils d'éducation (*juntas de educación*), les comités d'école (*patronato escolar*) (équivalent des associations de parents d'élèves), les comités sportifs (*comité de deporte*), les comités pour le logement (*comités de vivienda*) ou encore les comités de vigilance des transports (*comités de vigilancia de transporte*), pour veiller à la bonne marche des transports publics.

Durant cette période, ces organisations, et tout particulièrement les dirigeants communaux qui se posent en intermédiaires entre les membres et le personnel politique et administratif constituent des relais du régime. Ils participent ainsi à la diffusion du projet de développement libérationniste. Ils jouent également un rôle important en facilitant l'ancrage local du parti, auprès des catégories populaires et des classes moyennes. En outre, les actions

²⁴¹ Á. FERNÁNDEZ GONZÁLEZ, « Todo empezó en el '53'... », *op.cit.*, p. 120; 132-138.

²⁴² Si les comités progressistes et dans une moindre mesure les associations de développement, ont fait l'objet des travaux de Jorge Cayetano Mora Agüero et de Patricia Alvarenga pré-cités, il n'existe pas véritablement d'analyses transversales des organisations communales dans la période. Le travail d'Álvaro Fernández González portant sur l'histoire d'un district libérationniste constitue néanmoins une exception particulièrement intéressante. À travers les témoignages de différents dirigeants communaux d'un district du canton de San José, l'auteur nous permet d'appréhender la formation du milieu partisan libérationniste sur ce territoire. Il donne notamment à voir l'importance d'une pluralité d'organisations localisées dans l'ancrage du parti dans ce district (Á. FERNÁNDEZ GONZÁLEZ, *ibid.*, p. 97-142).

localisées, la redistribution de ressources (et bien souvent la partialité de cette redistribution), ont pu favoriser la création de loyautés, canaliser des demandes, et ce faisant, limiter l'émergence d'importantes revendications collectives. Pourtant, cela n'a pas empêché des formes de négociation voire de protestations. La question de la redistribution des ressources publiques, de la qualité des services publics et des conditions de vie ont en effet pu être politisées notamment par l'action des comités progressistes, mais aussi, dans certains cas, des associations de développement, comme dans le début des années 1980 face à l'augmentation des prix de l'électricité. Durant les années 1970-1980, face à la crise socio-économique, la question des conditions de vie (tarifs des services publics, logement...) va ainsi devenir un problème politique, porté dans un premier temps par les franges les plus fragiles des classes populaires.

2.3. De la politisation à la dépolitisation des revendications pour le logement. Transformation des classes populaires ou transformation des représentations dominantes du monde social ?

Au lendemain de la révolution cubaine, des groupes d'extrême gauche souvent associés au trotskisme ou au maoïsme se développent. Au Costa Rica et bien au-delà, elle critique l'incapacité de la gauche communiste traditionnelle à proposer une alternative socio-économique²⁴³. Dans les discours militants comme dans les discours savants notamment portés par les théoriciens des « nouveaux mouvements sociaux », « la classe ouvrière » semble perdre son rôle d'« acteur historique » au profit d'autres groupes sociaux (les pauvres, les femmes, les indigènes...) ²⁴⁴. Afin de favoriser une transformation radicale de la société,

²⁴³ Parmi les organisations qui voient le jour dans cette période et qui vont par la suite jouer un rôle important dans les mobilisations populaires pour l'habitat, Montserrat Sagot dénombre à la fois des organisations partisans (notamment le Mouvement révolutionnaire du peuple [*Movimiento revolucionario del Pueblo* – MRP], le Parti socialiste [*Partido socialista* – PS], le Parti révolutionnaire des travailleurs [*Partido revolucionario de los trabajadores* – PRT], le Front populaire [*Frente Popular*], l'Organisation socialiste des travailleurs [*Organizacion socialista de los trabajadores* - OST] etc.), et des organisations catégorielles, à l'instar du Mouvement de libération de la femme [*Movimiento de Liberación de la Mujer* - MLM] (M. SAGOT, *Women, political activism and housing...*, op. cit., p. 79). L'émergence de telles organisations n'est cependant pas le propre du Costa Rica. Dans cette période, toute l'Amérique latine est caractérisée par le développement d'organisations d'extrême gauche qui concurrencent les partis communistes et refusent l'alliance avec les partis sociaux-démocrates. En Amérique centrale, certaines de ces organisations joueront un rôle important dans les processus révolutionnaires. En ce sens voir : T. WICKHAM-CROWLEY, *Guerrillas and Revolution in Latin America : A Comparative Study of Insurgents and Regimes Since 1956*, Princeton, Princeton University Press, 1992 (not. p. 37-48).

²⁴⁴ Dans les années 1970, l'analyse dite des « nouveaux mouvements sociaux » a eu un grand succès dans les sciences sociales latino-américaines. Dans cette perspective, une société post-industrielle est en court d'avènement et les clivages socio-économiques sont considérés comme déclinants. Les tenants de ce courant s'intéressent donc aux dimensions socioculturelles de mobilisations appréhendées comme nouvelles (« les nouveaux mouvements sociaux »). Alors que les « anciens » mouvements sociaux (et en particulier le mouvement ouvrier) tendait à fonctionner sur le binôme syndicat-parti, les « nouveaux mouvements sociaux »

ces organisations d'extrême gauche prônent notamment la nécessité d'organiser les habitants – et surtout les habitantes – les plus pauvres des zones urbaines²⁴⁵. Ces organisations s'attachent à identifier leurs besoins quotidiens, à les articuler à une critique politique plus radicale et, ce faisant, à les redéfinir comme des enjeux politiques audibles dans le champ politique institué²⁴⁶. En ce sens, les membres féminins de l'Organisation socialiste des travailleurs et le Mouvement pour la libération des femmes, qui constitueront par la suite le Comité patriotique national [*Comité Patriótico Nacional* - COPAN], célèbre pour son rôle dans le mouvement social de l'habitat, se lancent durant les années 1970 dans l'organisation des femmes des *Barrios del sur* de San José autour de leurs droits reproductifs²⁴⁷. Rapidement cependant, c'est sur la question de l'habitat que vont se concentrer les revendications²⁴⁸. Comme des militantes communistes avaient pu le faire durant les années 1950-1960²⁴⁹, les organisations trotskystes s'engagent dans les quartiers populaires afin d'y soutenir les revendications en matière d'habitat. Des comités pour le logement sont ainsi constitués dès 1978, d'abord, dans les *Barrios del Sur*, puis, rapidement, dans le reste de l'aire métropolitaine, et réunissent notamment les déçus des comités pour le logement créés dans le cadre des programmes gouvernementaux. En effet, alors que les transformations socio-économiques exacerbent les problèmes de logement, les politiques sociales mises en œuvre en la matière suscitent un certain mécontentement. Les programmes de construction de logements sociaux et de dotation en services de base demeurent en effet insuffisants face à la

vont valoriser l'« autonomie ». Dès lors, l'enjeu des mobilisations n'est plus tant la conquête de l'État que le ménagement d'espaces d'autonomie, indépendants du pouvoir étatique. Sur l'analyse des mouvements sociaux en Amérique latine, et notamment sur la diffusion de la sociologie tourainienne : C. GOIRAND, « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine... », *op. cit.*

²⁴⁵ M. SAGOT, *Women, political activism and housing...*, *op. cit.*, p. 81. Le rapprochement de l'extrême gauche des groupes sociaux marginalisés et l'intérêt que cela a pu susciter pour des universitaires souvent proches de cette gauche ne sont bien sûr pas spécifiques à la configuration costaricienne. Dans les années 1970, les pays d'Amérique latine connaissent une forte mobilisation des organisations populaires de base souvent portées par des catholiques tenants de la théologie de la libération et par l'extrême gauche. Ces organisations, qui ont joué un rôle notoire dans l'opposition aux régimes dictatoriaux, ont vivement intéressées universitaires latino-américains. Sur la façon dont ces mobilisations ont pu être abordées en Amérique latine, voir : C. GOIRAND, « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine... », *op. cit.*

²⁴⁶ Le développement de ces questionnements se fait également dans les sciences sociales, notamment autour de l'École de sociologie de l'Université nationale (UNA) et du Centre d'études pour l'action sociale (CEPAS). Cela se traduit par l'organisation de séminaires, qui associent souvent chercheurs et militants et la publication de nombreux travaux. En ce sens, voir par exemple la présentation du séminaire « Organisation et Mouvements Sociaux au Costa Rica » publié dans la revue *Ciencias Sociales* de la UCR (« Taller sobre Organización y Movimientos Sociales en Costa Rica », *Ciencias Sociales*, n°37-38, 1987 p. 145-147. Voir également le récit que Marc EDELMAN fait des relations entre les militants des organisations paysannes et les chercheurs du CEPAS dans l'introduction de son ouvrage (*Peasants against Globalization. Rural Social Movements in Costa Rica*, *op. cit.*, p. 1-36).

²⁴⁷ *Ibid.*, p. 80-81.

²⁴⁸ Les dispositifs mis en œuvre, à l'instar du programme « lotes y servicios », sont généralement de petite envergure et ne peuvent à ce titre répondre aux attentes d'un nombre toujours plus important de demandeurs.

²⁴⁹ À ce titre, voir les travaux de P. ALVARENGA, et notamment, « Las mujeres del Partido Vanguardia Popular en la constitución de la ciudadanía femenina », in *De vecinos a ciudadanos...*, *op.cit.*, p. 49-116.

transformation démographique que connaissent les zones urbaines. Au fur et à mesure que les difficultés socio-économiques du pays augmentent, lors des chocs pétroliers, puis de la crise de la dette, la question de l'habitat suscite une mobilisation croissante, le nombre de comités organisés localement sur cette question se multipliant.

Si nombre de ces groupes sont liés à l'organisation d'obédience trotskiste COPAN²⁵⁰, d'autres organisations, associées tantôt au PLN, tantôt au PVP, se constituent afin de fédérer un maximum de comités pour le logement²⁵¹. Ces grandes organisations constituent un mouvement social fortement revendicatif. Elles ont recours à un répertoire d'actions variées, allant de manifestations massives dans la capitale, à des blocages de routes, en passant par des grèves de la faim, par l'obstruction de l'accès à des administrations et par des occupations de terres. Chaque groupe alterne entre des modes d'action contestataires, plus ou moins violents (manifestations, grèves de la faim...), et des tentatives de négociations avec les responsables politiques²⁵².

Tout au long de la période, en réponses aux mobilisations, des programmes sont imaginés par les responsables politiques mais demeurent insuffisants pour démobiliser les différents groupes. En 1985, cependant, la situation change rapidement du fait de la campagne électorale pour la présidentielle de 1986. Le candidat libérationniste Óscar Arias Sánchez fait alors de l'habitat un axe central de sa campagne, en promettant la construction de 80 000 maisons, et finit par obtenir le soutien des trois principales organisations. Leur démobilisation n'est cependant ni instantanée ni totale. Au contraire, suite aux engagements pris dans la campagne, les organisations pour le logement lancent l'installation de leurs groupes sur des propriétés qui ont été négociées à la fin du gouvernement précédent²⁵³, et ce, avant même que les logements ne soient construits²⁵⁴. La dynamique est telle que l'administration Arias et les Fronts finissent par signer un accord dans lequel ces derniers s'engagent publiquement à

²⁵⁰ En 1980, le Comité patriotique national [*Comité Patriótico Nacional* - COPAN], fondé pour fédérer les comités pour le logement liés à l'OST et au MLM, réunit plus d'une centaine de comités et de trois mille familles.

²⁵¹ C'est ainsi que voient le jour le Front démocratique pour le logement [*Frente democrático de la vivienda* - FDV], proche du PLN, en 1981, puis le Front costaricien pour le logement [*Frente costarricense de la vivienda* - FCV], fruit d'une dissidence au sein du FDV, mais également proche du PLN, en 1984, et enfin le Front national pour le logement [*Frente nacional de vivienda* - FNV], quant à lui proche du PVP. Ce point sera plus particulièrement développé dans le chapitre 2, section B.

²⁵² E. MOLINA ALFARO, *Repercusiones político-organizativas del acuerdo político...*, op. cit.

²⁵³ C'est notamment ce dont témoigne l'un des acteurs qui a été en charge de l'installation à Rincón Grande de Pavas dans un travail universitaire dont il est l'auteur (J. G. ROMÁN MADRIGAL, *La incidencia de las políticas públicas de vivienda en la conformación del área metropolitana de San José. Los casos de Los Cuadros de Goicoechea, Rincón Grande de Pavas y Los Guido de Desamparados en el periodo 1980-2000*, tesis de maestría en geografía, Universidad de Costa Rica, 2013, p. 183).

²⁵⁴ C'est à ce moment-là qu'est créé Rincón Grande de Pavas (voir chapitre 2 pour le détail de la fondation du quartier).

emprunter « le chemin de la loi et de l'ordre [*el camino de la ley y el orden*] » et à limiter la formation de nouveaux bidonvilles (voir annexe °7).

Par la suite, la mobilisation populaire pour le logement ne retrouvera plus la même intensité. Dans de nombreux travaux portant sur ces mobilisations, la désarticulation du mouvement social est appréhendée en termes de démobilisation. Pour l'expliquer, ces auteurs font référence à l'important dispositif d'action publique qui est mis en œuvre dans les années 1980²⁵⁵. Dès son arrivée en fonction, et alors que la phase la plus rude de la crise économique semble passée, l'administration libérationniste développe en effet une politique en matière d'habitat, centrée sur la construction des 80 000 logements promis²⁵⁶. Ces mesures se traduisent notamment par la restructuration du secteur institutionnel du logement, la création de nouvelles aides sociales pour les catégories défavorisées, la recherche de nouvelles sources de financement ainsi que la valorisation de la participation populaire. Au niveau institutionnel, le ministre du Logement a vu ses compétences élargies. Afin de canaliser de nouvelles ressources financières, le Crédit foncier pour le logement [*Banco hipotecario de la vivienda* - BANHVI] est créé. Ce nouveau système financier vise à favoriser l'accès à la propriété des catégories populaires, en proposant des crédits à des conditions préférentielles, et notamment l'« allocation familiale pour l'habitat » [*bono familiar de vivienda*]²⁵⁷. Afin de mettre en œuvre cette politique, le BANHVI s'appuie sur toute une série d'institutions, publiques, parapubliques ou privées (associations mutualistes, coopératives, banques publiques et privées...), qui sont habilitées à jouer le rôle de guichets et promeuvent le rôle des constructeurs privés à travers des partenariats public-privé. Enfin, pour la réalisation des programmes de construction de logements sociaux, une nouvelle structure est créée. En effet, entre 1986 et 1990, la Commission extraordinaire pour le logement [*Comisión especial de vivienda* - CEV]²⁵⁸ prend progressivement en charge la quasi-totalité des programmes d'habitat pour les catégories défavorisées. Finalement, cette politique publique a été

²⁵⁵ Je me fonde ici sur les analyses en termes de démobilisation et de dépolitisation que livrent notamment : E. MOLINA ALFARO, *Repercusiones politico-organizativas...*, op. cit.; M. MORA S., J. M. VALVERDE R., M. E. TREJOS P., « Compensación o control social en el ajuste », *Revista Reflexiones* (UCR), vol. 9, n°1, 1993 ; J. M. VALVERDE R., M. E. TREJOS P., « Diez años de luchas urbanas en Costa Rica... », op. cit.

²⁵⁶ Au final, si plus de 80 000 logements ont été construits, moins de 30 % auraient été dédiés aux catégories défavorisées (M. CUBERO FALLAS, « El problema de la vivienda y la intervención del trabajo social », *Ciencias Sociales*, 56, 1992, p. 79-87).

²⁵⁷ Pour chaque foyer allocataire, le BANHVI octroie un prêt au taux du marché (dont le montant est calculé selon les capacités de paiement du foyer), qui est ensuite complété par un prêt à taux zéro remboursable après la période d'amortissement du premier prêt (ce second prêt est connu comme « l'allocation familiale pour l'habitat » [*bono familiar de vivienda*], et deviendra par la suite une allocation directe non remboursable). (Sur les politiques en matière d'habitat, voir l'encadré n°2 de l'annexe 6)

²⁵⁸ Appelée Commission extraordinaire pour « la réorption des bidonvilles » [*Comisión Especial de Erradicación de Tugurios* - CEET] dans un premier temps.

considérée comme un vecteur de déconflictualisation, voire un facteur de conformisme et d'apathie.

Pourtant, les conflits autour de la question de l'habitat ne disparaissent pas. Au contraire, le thème demeure un enjeu de mobilisation, qui est notamment remobilisé à chaque campagne électorale²⁵⁹. Cette conflictualité ne trouve cependant plus à être relayée de la même façon dans la sphère politique instituée. En ce sens, et pour saisir la désarticulation du mouvement en matière d'habitat, il est nécessaire de s'interroger sur la transformation des modes d'organisation et d'encadrement des classes populaires, notamment liée à l'évolution de leur statut symbolique. Durant les années 1990 en effet, les couches inférieures des classes populaires mobilisées pour leurs conditions de vie ont cessé d'être perçues comme le moteur d'une transformation globale de la société, d'une remise en cause de l'ordre social capitaliste et patriarcal. Comme « la classe ouvrière » avant elles, ces catégories perdent rapidement leur rôle d'acteur historique central. Alors que la politique pour le logement se trouve désormais inscrite dans le cadre de la « lutte contre la pauvreté », ces couches de la population sont progressivement appréhendées comme les cibles d'une politique sociale catégorielle, assistancialiste, et, bien souvent, du clientélisme.

Finalement, ce qui ressort des travaux sur la période réformiste, c'est généralement la fragilité voire une certaine démobilisation des classes populaires. Cette relative invisibilisation du populaire – par rapport aux années 1940, notamment – est à la fois liée au développement tardif du marxisme dans le champ universitaire et à la façon dont ces catégories ont pu être étudiées. En se concentrant sur les organisations qui revendiquaient la représentation de ces catégories (PCCR, syndicats classistes, organisations d'extrême gauche...), beaucoup de travaux ont éludé d'autres formes d'engagement et de mobilisation populaires. Dans ce contexte, la faiblesse de l'encadrement classiste a bien souvent été considérée comme le marqueur de la faible politisation de ces catégories. À partir des années 1990, alors que les partis de gauche et les syndicats classistes entrent dans une crise profonde et que le paradigme des classes sociales s'effondre, les classes populaires seront de plus en plus considérées, dans le champ académique comme dans le champ politique, comme dépolitisées. Afin de saisir les représentations dominantes du monde social qui s'imposent alors, il est nécessaire de s'interroger sur la façon dont « la lutte contre la pauvreté » devient le nouveau paradigme en matière de définition et de traitement de la question sociale.

²⁵⁹ En ce sens, voir notamment P. BADILLA GÓMEZ, J. M. CERDAS ALBERTAZZI (« Movimientos pro vivienda en San José... », *op. cit.*, et les chapitres 4, 5 et 6 de cette thèse).

Section C - La pauvreté comme problème public : le renouveau de la question sociale au tournant du XXI^e siècle

Durant les années 1980, une crise économique et sociale particulièrement brutale se produit, marquant la fin du modèle développementaliste. Face à l'ampleur de la crise qui touche alors toute l'Amérique latine, un tournant néolibéral est rapidement entrepris. Des politiques d'ajustement structurel sont mises en œuvre afin de permettre l'ouverture des économies latino-américaines. Ces politiques visent à la réduction de l'État et se traduisent par une réorientation des politiques sociales qui devront désormais se focaliser sur les groupes sociaux rencontrant des difficultés pour s'insérer sur les marchés (emplois, consommation...). Dès lors, « la lutte contre la pauvreté » devient l'enjeu central des politiques sociales, mettant désormais la catégorie des *pauvres* au cœur du traitement de la question sociale²⁶⁰. Cette « nouvelle question sociale », comme le traitement dont elle fait l'objet, repose sur une conception renouvelée du monde social en général et des groupes dominés en particulier. Dans cette section, je m'attache à analyser la constitution de la pauvreté comme problème public en montrant notamment le rôle joué dans ce processus par certains acteurs du champ académique qui ont participé de la production et de la circulation d'une nouvelle définition de la question sociale. Cette nouvelle problématisation de la question sociale influence en retour durablement les modes de traitement de la question sociale et les modalités d'encadrement politique des classes populaires costariciennes. Par la même, elle favorise une visibilité accrue des groupes dominés à travers des catégories particulièrement disqualifiante symboliquement.

1. La transition au néo-libéralisme : une *success story* en demi-teinte

1.1. Crise de la dette et émergence d'un nouveau modèle de développement

Durant les années 1980, les pays latino-américains font face à une violente crise économique. Le mode de développement interventionniste, fondé sur l'industrialisation par substitution des importations et sur l'expansion de l'État, n'a pas permis de réduire significativement la dépendance de ces pays. Durant les années 1970, alors que le contexte international est favorable aux pays du sud, ceux-ci ont eu massivement recours à l'emprunt pour financer des dépenses publiques en hausse. Suite au retournement de la conjoncture économique internationale, les cours des matières premières chutent cependant brutalement et les taux d'intérêt augmentent. Les pays latino-américains voient alors leur dette extérieure augmenter

²⁶⁰ D. MERKLEN, « Du travailleur au pauvre... », *op. cit.*

dramatiquement au point que certains déclarent un moratoire sur le remboursement de leur dette. S'en suit alors une violente crise économique et sociale. Les politiques d'ajustement structurel prônées par les organisations financières internationales sont mises en œuvre et favorisent une transition rapide au néo-libéralisme. Le coût social de la crise et des réformes est tel que la période est généralement considérée comme une décennie perdue pour le développement.

Le Costa Rica n'échappe pas à ces logiques. Dès juillet 1981, soit près d'un an avant le Mexique, le gouvernement déclare un moratoire sur le paiement de la dette extérieure. En 1981 et 1982, l'économie entre en récession et l'inflation atteint des records en dépassant les 80 % en 1982²⁶¹. Parallèlement, le chômage situé autour de 6 % depuis 1950 atteint 9,4 % et le salaire moyen de la population occupée passe de 165 USD en 1979 à 100 USD en 1982²⁶². Les Costariciens connaissent une baisse significative de leur pouvoir d'achat. La stabilité sociale est néanmoins assurée par l'importance des dépenses sociales, qui baissent, du fait de la contraction de l'économie, mais demeurent malgré tout une priorité budgétaire (voir *infra*).

Afin de sortir de la crise économique, les gouvernants mettent en œuvre les politiques d'ajustement structurel promues par le FMI et la Banque mondiale. Ces politiques, qui visent à équilibrer la balance des paiements et à réduire le déficit fiscal, favorisent la libéralisation des échanges, l'élimination des subventions publiques et la restructuration de l'État. En matière de privatisation des entreprises publiques et de promotion de nouveaux produits d'exportation, une certaine orthodoxie néolibérale prévaut²⁶³. Durant les années 1980 et 1990, le Costa Rica s'engage ainsi à accroître le rôle des banques privées, à démanteler la CODESA²⁶⁴ et d'autres entreprises publiques. Le pays favorise la création d'entreprises privées en mesure de concurrencer (voire de remplacer) les entreprises publiques. Le nombre d'emplois publics est réduit, passant de près de 27 % de la population occupée en 1980 à 23 % en 1990²⁶⁵. L'État retire en outre son soutien aux petites et moyennes entreprises nationales, réduit voire supprime des aides aux producteurs locaux et à la consommation pour

²⁶¹ J. ROVIRA MAS, « The Crisis: 1980-1982 », in S. PALMER, I. MOLINA, *The Costa Rica Reader...*, *op. cit.* p. 212.

²⁶² Calculé sur la base de la valeur de la monnaie locale (le *colon*) en 1975. In J. ROVIRA MAS, « Del desarrollo de Costa Rica... », *op. cit.*, p. 32.

²⁶³ M. EDELMAN, « How Liberal Is Costa Rican Neoliberalism? », in *Peasants against Globalization...op.cit.* p. 81-90.

²⁶⁴ Comme souligné dans la précédente section, la CODESA est une institution emblématique du modèle développementaliste. Elle a vocation à investir dans des domaines délaissés par le secteur privé et devient rapidement une importante holding, avec des entreprises dans de multiples domaines (sucre, aluminium, ciment, engrais, réseaux ferrés...).

²⁶⁵ *Report of the Director-General of the International Labour Organisation – vol. 1*, 13th Conference of American States Members of the International Labour Organisation, Caracas, September-October 1992, p. 14.

les produits de base. Dans le même temps, des investissements et des exonérations fiscales sont mis en œuvre pour promouvoir des activités d'exportation, de produits agricoles non traditionnels (fleurs, plantes d'ornement ou fruits autres que le café) et de produits manufacturés à moyenne et haute valeur ajoutée.

Si la petite taille du pays et de son économie ne facilite pas la renégociation de la dette, le Costa Rica bénéficie dans le même temps de quelques avantages qui lui permettent de limiter l'impact social de la crise et de l'ajustement²⁶⁶. Grâce au soutien financier des États-Unis²⁶⁷, et d'une « sensibilité inhabituelle [du FMI] à l'importance de la stabilité politique dans un processus de stabilisation économique »²⁶⁸, les gouvernements successifs initient des réformes néolibérales mais à un rythme plus graduel que dans d'autres pays d'Amérique latine. Du fait du rôle des politiques sociales comme ressort de régulation politique, les dépenses en la matière demeurent élevées²⁶⁹. Sur cet aspect, le processus d'ajustement structurel costaricien se différencie donc de ce que prônaient les principes néolibéraux orthodoxes du Consensus de Washington.

Durant la première moitié des années 1980, les dépenses sociales ont fortement baissé. Dans le même temps et grâce au soutien d'organisations internationales et d'ONG, l'État costaricien est en mesure de mettre en œuvre des mesures afin de limiter l'impact négatif de la crise et de l'ajustement. Ce sont tout particulièrement les couches inférieures des classes populaires qui bénéficient de ces mesures²⁷⁰. Par exemple, dès 1983, l'administration Monge soutenue par l'US-AID et quelques pays européens, met ainsi en place un programme d'aide alimentaire pour 42 000 familles. Sous l'administration Arias (1986-1990), c'est un vaste programme d'aide au logement pour les familles pauvres qui est instauré, ciblant tout particulièrement les bidonvilles de l'aire métropolitaine. Autre exemple, le bon alimentaire

²⁶⁶ Sur les ambivalences du processus d'ajustement structurel au Costa Rica, voir : M. EDELMAN, *Peasants against Globalization...*, op. cit., p. 73-81.

²⁶⁷ La position stratégique du Costa Rica dans un contexte régional tourmenté favorise l'obtention d'importantes aides de la part des États-Unis durant les années 1980. Face à la victoire des sandinistes au Nicaragua (1979), au déclenchement de la guerre civile au Salvador (1980) et à la recrudescence des groupes armés révolutionnaires au Guatemala, le Costa Rica apparaît comme une démocratie stable mais menacée. Face à la crainte d'une propagation des groupes et des thèmes révolutionnaires, et au souci des États-Unis de conserver dans la région une « vitrine » pour la démocratie et pour l'économie de marché, le pays bénéficie donc dans cette période d'une attention particulière de Washington. Entre 1983 et 1986, l'aide états-unienne au Costa Rica atteint 592 millions de dollars, ce qui représente alors 35,7 % du budget du gouvernement costaricien et 10% du PIB (*Ibid.*, p. 78).

²⁶⁸ M. EDELMAN, *ibid.*, p.78. Certains auteurs argumentent cependant qu'en 1982, puis sous l'administration Calderón Fournier (1990-1994), les mesures prises furent plus proches de la « thérapie de choc » [du nom de la théorie économique dite du *shock therapy*] que d'une réforme graduelle. En ce sens, voir notamment : M. ROJAS BOLAÑOS, « Costa Rica. Una sociedad en transición », *Nueva Sociedad*, n°119, 1992, p. 16-21.

²⁶⁹ M. BARAHONA, L. GÜENDEL, C. CASTRO, « Política social y reforma social 'a la tica'. Un caso paradigmático de heterodoxia en el contexto de una economía periférica », *Política social y desarrollo*, n°20, UNRISD, 2005, p. 8.

²⁷⁰ M. EDELMAN, *Peasants against Globalization...*, op. cit., p. 85-86.

qui est établi durant l'administration Calderón (1990-1994). Ces différentes mesures sont dirigées vers les familles les plus pauvres. Pour les experts de la Banque mondiale, elles ont participé à faire du Costa Rica un succès. La capacité du pays à libéraliser tout en réorientant ses dépenses sociales vers les plus pauvres a en effet été rapidement présentée comme une réussite, voire un exemple à suivre :

« The emphasis must be on targeting on the most vulnerable groups in society (an approach which has been successful in Chile and Costa Rica) and on re-allocation of public social services away from the middle classes and in favor of the poor »²⁷¹.

Au lendemain de la crise, le pays continue de réorienter une partie de ses dépenses sociales vers les couches inférieures des couches populaires, sans pour autant remettre complètement en cause ses politiques universelles. Rapidement, les dépenses sociales retrouvent un niveau quasi équivalent à celui des années 1970 (voir *infra*, tableau n°5, p. 154)²⁷². L'éducation et le système de santé continuent ainsi de bénéficier d'un fort investissement. À la différence de ce qui se produit dans les pays qui connaissent alors les *thérapies de chocs* néolibérales, l'accès aux services publics continue d'être élargi. Ainsi, alors que la part de la population avec un niveau école secondaire (c'est-à-dire un niveau 3^{ème}) avait baissé durant les années 1980, passant de plus de 36 % en 1980 à 31 % en 1990, elle repart à la hausse durant les années 2000, atteignant 40 % en 2000, et 52 % en 2008²⁷³. Dans le même temps, la réforme du système de santé de 1994 a donné lieu à la constitution d'un réseau de centres médicaux sur tout le territoire, les « équipes de base d'attention intégrale en matière de santé » [*equipos básicos de atención integral en salud* – EBAIS]. Installés en priorité dans les zones rurales et aux frontières, les EBAIS sont par la suite mis en place sur tout le territoire²⁷⁴ et facilitent l'accès aux soins de base (la population ne disposant pas d'un accès satisfaisant aux centres de soins médicaux passent de 22 % en 1994, à 13 % en 2000)²⁷⁵. Quant aux politiques ciblant les « pauvres », elles sont nombreuses. Aide au logement, instauration d'un régime non

²⁷¹ BANQUE MONDIALE, *Poverty in Latin America. The Impact of Depression*, Washington, 1986, p. ii.

²⁷² M. Edelman souligne cependant que cette hausse des dépenses sociales est à analyser avec précaution d'abord, parce que les logiques comptables ont été modifiées dans cette période (M. EDELMAN, *Peasants against Globalization...*, *op. cit.*, p. 88-89). En outre, si l'analyse des budgets des différentes institutions en charge des politiques sociales rend compte d'une hausse de ces budgets à partir de la fin des années 1980, cette focale tend à occulter la baisse du nombre d'employés dans la fonction publique qui a nécessairement joué sur la qualité des services.

²⁷³ I. ROMÁN VEGA, *Sistemas de protección social en América Latina y el Caribe: Costa Rica*, Santiago de Chile, Naciones Unidas, CEPAL, Colección Documentos de proyectos, 2012, p. 28.

²⁷⁴ Les EBAIS sont des équipes médicales installées dans tous les quartiers et villages du Costa Rica. Ils visent à apporter les soins élémentaires à la population et sont composées au minimum d'un médecin, d'un infirmier (ou aide-soignant) et d'un assistant technique en matière de soins sanitaires de base. Peuvent venir s'y ajouter, des services de pharmaciens, de travailleurs sociaux, d'odontologues, de nutritionniste ou de psychologues.

²⁷⁵ Luis ROSERO-BIXTY, « Acceso y disponibilidad de servicios de salud en Costa Rica. 2000 », in L. ROSERO-BIXBY (Ed.), *Costa Rica a la luz del censo del 2000*, San José, Centro Centroamericano de Población de la Universidad de Costa Rica, Proyecto Estado de la Nación e Instituto de Estadística y Censo, 2003, p. 301.

contributif pour les indigents, les femmes enceintes et les mineurs dont les parents ne sont pas assurés²⁷⁶, bourses scolaires... elles recouvrent un nombre important de domaines²⁷⁷.

À la fin des années 1980, les organisations internationales tendent à considérer positivement le bilan de l'ajustement, parlant même du succès de la transition costaricienne au néolibéralisme²⁷⁸. La croissance oscille entre 3,4 et 6%, les exportations de produits non traditionnels ont fortement augmenté. La dette extérieure pèse de moins en moins sur le PIB (de 113 % du PIB en 1985, elle passe à 66 % en 1990)²⁷⁹. Durant les années 1990, les indicateurs macro-économiques ne sont pas au beau fixe (la croissance demeure instable) mais les bons résultats des politiques en faveur investissements étrangers donnent à espérer pour la suite. La fin des années 1990 se traduit en effet par l'arrivée d'entreprises productrices de biens et de services à moyenne et haute valeur ajoutée, telles qu'Intel mais aussi Hewlett-Packard, Procter and Gamble ou Abbott (industrie pharmaceutique). En outre, l'industrie touristique devient l'une des activités économiques les plus dynamiques du pays et son développement participe donc à la relance de l'économie.

Grâce aux avantages hérités du modèle de développement antérieur et à la rapide reprise des dépenses sociales, les effets de la crise et de l'ajustement ont pu être partiellement contenus. La plupart des indicateurs sociaux ont continué de s'améliorer. La mortalité infantile, qui était encore autour de 20 pour 1000 naissances durant les années 1980, passe en dessous de 9 à la fin des années 2000 ; la durée de vie moyenne oscille désormais autour de 79 ans²⁸⁰ et l'analphabétisme est inférieur à 3 %²⁸¹. Dans les premiers temps de la période d'ajustement, les taux de pauvreté ont rapidement baissé, passant de 54,2 % des ménages en 1982 à 27,2 % en 1990²⁸². Durant les années 1990 cependant, les discours sur la *success story* costaricienne connaissent leurs premières remises en cause. Volatilité de la croissance

²⁷⁶ Au premier semestre 2013, selon l'INEC, 85,5 % des habitants du Costa Rica étaient couverts par la Caisse costaricienne de Sécurité Sociale (CCSS) pour l'assurance maladie. 38,3 % de la population cotisait à la CCSS, 39,4% y était inscrite au titre d'ayant droit et 7,8 % était assuré au titre du régime non contributif. 14,5 % de la population était en dehors du système public de protection sociale. INEC, *Encuesta Nacional de Hogares (ENAHOG)*, 2013, *Resultados Generales*, vol.1, año 4, San José, INEC, 2013.

²⁷⁷ La question des politiques sociales dans la période néolibérale sera plus amplement développée dans la sous-section 2.2 de cette partie.

²⁷⁸ INTERNATIONAL MONETARY FUNDS, *Costa Rica: Staff Report for the 2004 Article IV Consultation*, 2004.

²⁷⁹ M. EDELMAN, *Peasants against Globalization...*, *op. cit.*, p. 84-85.

²⁸⁰ Statistiques du Programme *Estado de la Nación* (2014).

[En ligne] URL : <http://www.estadonacion.or.cr/estadisticas-index#social>. Consulté le 20.10.2015.

²⁸¹ Statistiques en matière d'éducation du Programme *Estado de la Nación* (1973, 1984, 2000, 2011). [En ligne] URL : <http://www.estadonacion.or.cr/estadisticas-index#educación>. Consulté le 20.02.2016.

²⁸² P. SAUMA, J. D. TREJOS, « Costa Rica », in E. GANUZA, A. LEÓN, P. SAUMA, *Gasto Público en servicios básicos en América latina y en el Caribe. Análisis desde la perspectiva de la Iniciativa 20/20*, Santiago de Chile, CEPAL, 1999, p. 346.

économique, augmentation des inégalités et stagnation de la pauvreté constituent autant de signes d'un avenir socio-économique peu reluisant.

1.2. Volatilité économique, inégalités et pauvreté : les limites de la success story costaricienne

Au Costa Rica, la transition au néolibéralisme se révèle moins dramatique que dans d'autres pays d'Amérique latine²⁸³. Dans le même temps cependant, la situation économique et sociale du pays durant les années 1990-2000 met en lumière d'importantes difficultés structurelles. En effet, les politiques néolibérales mises en œuvre n'ont pas permis de surmonter l'ensemble des problématiques posées par le modèle de développement antérieur. Parallèlement, elles ont favorisé l'émergence de nouvelles contradictions. C'est notamment le cas au sein du marché du travail, qui connaît une segmentation accrue. Les politiques mises en œuvre depuis les années 1980 ont en effet favorisé une dualisation du marché du travail²⁸⁴, induisant dans le même temps des inégalités socio-économiques de plus en plus marquées. D'un côté, les stratégies pour attirer les capitaux étrangers se sont révélées payantes. Des entreprises de secteurs à haute valeur ajoutée technologique se sont installées du fait de la disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée et d'importantes exonérations fiscales. Une économie moderne de services s'est également développée autour du tourisme et des activités bancaires. Cette dynamique a permis l'émergence d'un secteur d'activité employant une main d'œuvre qualifiée et bien rémunérée. Parallèlement cependant, les programmes d'ajustement structurel ont mis fin aux protections dont bénéficiaient le secteur agricole et le secteur de production des biens manufacturés à faible valeur ajoutée. Les petites et les moyennes entreprises ont été particulièrement touchées par ces réformes, qui les ont mis en concurrence avec des produits d'importation²⁸⁵. L'absence de soutien en matière financière et technologique pour les petites entreprises locales n'a pas permis le développement d'un réseau de sous-traitants pour les entreprises à forte valeur ajoutée. Cela s'est traduit par une rapide augmentation du chômage, du travail informel et des emplois peu qualifiés et faiblement rémunérés. Le chômage qui oscillait entre 4 et 6 % durant les années 1990 a crû de

²⁸³ Entre 1981 et 1989, le Costa Rica connaît un recul de son produit intérieur brut par habitant de 6,1 %. Ce recul est cependant inférieur à la moyenne latino-américaine, qui est de 8,3 %. Il est surtout bien inférieur au recul que connaissent des pays comme le Nicaragua (33,1 %), l'Argentine (32,5 %) ou la Bolivie (26,6 %). CEPAL, *Transformación productiva con equidad*, Naciones Unidas, Santiago de Chile, 1996, p. 22 cité in O. DABÈNE, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine...*, op. cit., p. 195.

²⁸⁴ Je me fonde ici principalement sur : J. MARTÍNEZ FRANZONI, D. SÁNCHEZ-ANCOCHEA, « Can Latin American Production Regimes complement Universalistic Welfare Regimes ? Implications from the Costa Rican Case », *Latin American Research Review*, vol. 48, n°2, 2013, p. 148-173.

²⁸⁵ Sur les transformations dans le domaine agricole et les mobilisations que cela a engendrées, voir le travail de M. EDELMAN, *Peasant against Globalization...*, op. cit.

façon constante et concerne en 2014 près de 10 % de la population active²⁸⁶. La part du travail informel, qui était inférieure à 20 % dans les années 1970-1980 a augmenté fortement, concernant 35 % de la population active occupée en 2006²⁸⁷, et 45 % à la fin de l'année 2014²⁸⁸.

L'augmentation de l'informalité et la faiblesse des rentrées fiscales sur les exportations à forte valeur ajoutée pèsent de façon importante sur le déficit fiscal du pays. Cela a rendu difficile la poursuite des investissements publics dans les domaines sur lesquels reposaient les avantages comparatifs du pays : l'éducation et la santé, mais aussi les infrastructures (routes, ports, télécommunications...) ²⁸⁹. Cette dynamique s'est trouvée renforcée par l'idée que la priorité était désormais de réorienter les politiques sociales en favorisant les « pauvres » et en réduisant celles dédiées aux classes moyennes²⁹⁰. Paradoxalement, alors que la couverture des services publics a continué de s'accroître, leur qualité s'est détériorée. Les infrastructures se sont progressivement dégradées et révélées insuffisantes. Pour les services de santé, le temps d'attente pour les rendez-vous s'est allongé. En matière d'éducation, les recrutements temporaires de vacataires se sont multipliés, la formation des maîtres n'a pas été renforcée et l'investissement dans les ressources nécessaires à la mise en œuvre d'une économie de la connaissance a été faible²⁹¹. Dans le même temps, les catégories sociales les mieux dotées, qui sont celles qui cotisent le plus pour ces services publics, se tournent de façon croissante vers le secteur privé, posant à la fois la question de la légitimité du système d'imposition et de la hausse des inégalités en matière d'éducation comme de santé.

Face à cette situation, des réformes fiscales ont été tentées sans jamais pouvoir être adoptées. Les faiblesses du mode de développement se sont données à voir de façon de plus en plus criante. Alors que les inégalités sociales s'étaient réduites durant les années 1960-1970²⁹², elles tendent à s'accroître depuis les années 1980 (voir tableau n°5, page suivante). De façon particulièrement alarmante, et malgré des dépenses sociales relativement plus

²⁸⁶ INEC, *Encuesta Continua de Empleo (ECE) I, II, III y IV Trimestre 2014*, San José (C.R.), 2014.

²⁸⁷ J. MARTÍNEZ FRANZONI, D. SÁNCHEZ-ANCOCHEA, « Can Latin American Production Regimes... », *op.cit.*, p. 163.

²⁸⁸ INEC, *Encuesta Continua de Empleo (ECE) I, II, III y IV Trimestre 2014*, *op.cit.*

²⁸⁹ J. MARTÍNEZ FRANZONI, D. SÁNCHEZ-ANCOCHEA, « Can Latin American Production Regimes... », *op. cit.*, p. 166.

²⁹⁰ Ce point sera largement développé dans la sous-section suivante.

²⁹¹ P. SAUMA, J. D. TREJOS, « Costa Rica », *op.cit.*, p. 337-398; C. SANDOVAL GARCÍA, *Otros Amenazantes...*, *op.cit.*, p. 290-300.

²⁹² La distribution des richesses tend à devenir plus inégalitaire que durant les années de l'État développementaliste. Selon Carlos Sojo, l'indice de Gini (qui rend compte des inégalités de revenu sur une échelle de 0 – qui constitue l'égalité parfaite – à 1 – inégalité totale) serait passé de 0,50 en 1961 à 0,43 en 1971. Le coefficient a continué à baisser jusqu'aux années 1980. C. SOJO, *Igualitarios. La construcción social de la desigualdad en Costa Rica*, San José, FLACSO/PNUD, 2010, p. 76.

élevées que la moyenne latino-américaine, les inégalités sociales au Costa Rica sont désormais supérieures à la moyenne latino-américaine²⁹³. En outre, les taux de pauvreté qui avaient commencé à baisser au lendemain de la crise de la dette se sont stabilisés autour de 20 % sans que les politiques sociales de « lutte contre la pauvreté » n'aient eu de résultats significatifs en la matière. Au contraire, alors que la part des foyers extrêmement pauvres dans la population totale a baissé au cours des années 2000, elle augmente de nouveau depuis 2008.

Tableau n°5 - Pauvreté et dépenses sociales au Costa Rica (1980-2013)

	1980	1990	1994	1999	2000	2005	2007	2008	2009	2010	2013
Taux de pauvreté^{a/}	-	27,1	20,0	20,6	20,6	21,2	16,7	17,7	18,5	21,3	20,7
Taux d'extrême pauvreté^{b/}	-	9,1	5,8	6,7	6,1	5,6	3,3	3,5	4,2	6,0	6,4
Indice de Gini^{c/}		0,438	0,461	0,473	0,474	0,470	0,484	0,473	0,501	0,492	0,512
Indice de Gini (moyenne Amérique latine)^{d/}	-	-	-	0,541 ⁵	-	0,533	-	0,522	-	0,507	0,497
Dépenses publiques à caractère social (% du PIB)^{e/}	18,5	15,8	16,4	15,9	17,3	18,0	18,1	20,1	23,4	23,9	-
Part des politiques ciblées dans les dépenses publiques à caractère social^{f/}	-	-	-	-	10,9	9,1	10,8	11,5	11,6	11,5	-
Part des politiques ciblées dans le PIB^{g/}	-	-	-	-	1,8	1,5	1,8	2,1	2,4	2,5	-

^{a/b/} Pourcentage des foyers pauvres ou extrêmement pauvres par rapport à la population totale. Statistiques du Programme Estado de la Nación (2014), *op.cit.*

^{c/d/} CEPAL, *Panorama Social de América Latina*, Naciones Unidas/CEPAL, Santiago de Chile, 2014.

^{e/f/g/} J. D. TREJOS, *La inversión social en un contexto de restricciones fiscales y recuperación económica – 2010*, Decimoséptimo Informe Estado de la Nación (2010) – Informe final, 2011.

Alors que l'égalitarisme avait constitué un mythe intégrateur fort, l'émergence de la pauvreté et des inégalités sociales comme problème public durable a favorisé l'émergence d'autres problématiques, comme celles de la violence et de la criminalité. Le Costa Rica qui était jusque-là réputé pour son calme et sa sécurité connaît depuis les années 1990 une forte augmentation des crimes et délits. Entre 1985 et 2010, les homicides volontaires sont ainsi passés de 4,3 pour 100 000 habitants à 11,2. En 2008, ce taux était de l'ordre de 60,8 au Honduras, de 51,8 au Salvador, de 13 au Nicaragua, de 5,2 en Argentine et aux États-Unis et

²⁹³ CEPAL, *Panorama Social de América Latina*, Naciones Unidas/CEPAL, Santiago de Chile, 2014.

de 1,4 en France²⁹⁴. Outre les homicides, les crimes et délits contre les biens ont également augmenté, les vols passant de 11,4 pour 100 000 habitants en 1985 à 92,6 en 2010 (soit un taux plus de huit fois supérieur)²⁹⁵.

Cette situation s'est enfin accompagnée d'une montée de la xénophobie²⁹⁶. Les transformations socio-économiques qu'a connues le pays depuis les années 1980-1990 se sont déroulées dans un contexte de fort flux migratoire : durant les années 1990, au sortir de la Guerre civile, la situation socio-économique du Nicaragua se dégrade et de nombreux Nicaraguayens migrent vers le Costa Rica. De 45 918 en 1984, la population née au Nicaragua vivant au Costa Rica passe à 226 374 en 2000, soit 5,9 % de la population à cette date, contre moins de 2 % six ans plus tôt²⁹⁷. Politisation et médiatisation aidant, les Nicaraguayens seront dès lors identifiés comme une cause de la détérioration de la situation du Costa Rica²⁹⁸.

À partir des années 1990, ces tensions vont trouver à se répercuter sur le champ politique institué, favorisant la montée de l'abstentionnisme et des reconfigurations importantes.

1.3. Un système politique sous tension : abstention et reconfiguration partisane

La crise de la dette n'a pas engendré au Costa Rica d'importante crise politique. Dans un premier temps, la participation politique est restée stable (voir tableau n°6, p. 156). Les partis de gouvernement, le PLN et son opposition conservatrice, en sont même sortis renforcés électoralement. Jusqu'en 1998 en effet, la bipolarité du système partisan costaricien se consolide²⁹⁹. Face au PLN, désormais dominé par ses courants libéraux, l'opposition anti-libérationniste conservatrice s'institutionnalise. Après une série d'échecs, 1983 marque la naissance du Parti unité sociale-chrétienne (*Partido Unidad Social Cristiana* - PUSC) qui

²⁹⁴ INEC, *La victimización en Costa Rica: Según los resultados de los módulos de la Encuesta Nacional de Hogares 1989, 1992, 1994, 1997, 2008 y 2010*, INEC/PNUD, San José (C.R.), 2011, p. 15.

²⁹⁵ *Ibid.*, p. 18.

²⁹⁶ Les réactions xénophobes à l'encontre des Nicaraguayens ne sont pas une nouveauté des années 1990. Dans son travail sur la formation des identités au Costa Rica, le sociologue Carlos SANDOVAL montre qu'elles apparaissent dès le XIX^e siècle en parallèle aux processus de constructions nationales. Dans une période marquée par une crainte du déclassement d'une partie de la population costaricienne, cette xénophobie prend cependant une dimension nouvelle. Voir : C. SANDOVAL GARCÍA, *Otros Amenazantes...*, *op. cit.*

²⁹⁷ Par la suite, l'immigration nicaraguayenne tend à augmenter moins rapidement. D'après le recensement de 2011, 287 766 Nicaraguayens habitent alors au Costa Rica, et représentent 6,7% de la population du pays, et 75% de la population d'origine étrangère. INEC, *X Censo Nacional de Población y VI de Vivienda 2011. Resultados Generales*, San José (C.R.), mai 2012.

²⁹⁸ C'est notamment ce que développe Carlos SANDOVAL dans son ouvrage : *Otros Amenazantes...*, *op. cit.*

²⁹⁹ En ce sens voir, notamment, D. J. YASHAR, « Civil War and Social Welfare. The Origins of Costa Rica's Competitive Party System », in S. MAINWARING, T. R. SCULLY (eds), *Building Democratic Institutions. Party Systems in Latin America*, Stanford, Stanford University Press, 1995, p. 72-99.

constitue le second pilier du bipartisme costaricien jusqu'aux années 2000. Entre 1978 et 1998, les deux partis occupent alternativement le pouvoir sans être véritablement concurrencés. L'extrême gauche et la gauche communiste du PVP sont divisées et multiplient les échecs électoraux³⁰⁰. Dans un contexte centraméricain marqué par la violence des guerres civiles et alors que la crise et les réformes néolibérales ont vu leurs effets atténués, la gauche radicale peine en effet à apparaître comme une alternative.

Tableau n°6 - Partis politiques au pouvoir (exécutif/législatif) et taux d'abstention entre 1982 et 2014

	1982	1986	1990	1994	1998	2002	2006	2010	2014
PARTI POLITIQUE AU POUVOIR	PLN	PLN	PUSC	PLN	PUSC	PUSC	PLN	PLN	PAC
ABSTENTION (%)^{a/}	21.4	18.2	18.2	18.9	30	31.2	34.8	30.9	31.81
Nombre de sièges par parti politique à l'Assemblée législative (sur un total de 57 sièges)									
PLN	33	29	25	28	23	17	25	24	18
PUSC ^{b/}	18 ^{a/}	25	29	25	27	19	5	6	8
PAC	-	-	-	-	-	14	17	11	13
<i>Movimiento libertario</i>	-	-	-	-	1	6	6	9	4
PASE	-	-	-	-	-	-	1	4	1
Partis et Coalitions de la Gauche radicale ^{c/}	4	2	1	2	3	-	1	1	9
Autres	2	1	2	2	3	1	2	2	4

^{a/} Il s'agit de l'abstention lors des élections présidentielles. Lorsque l'élection s'est déroulée sur deux tours (2002 et 2014), il s'agit de l'abstention au premier tour.

^{b/} aux élections de 1982, le PUSC n'existe pas encore. Il s'agit en réalité de la « *Coalicion Unidad* ».

^{c/} les partis réunis dans cette catégorie sont les suivants : 1982, Coalition *Pueblo Unido* (4) ; 1986, Coalition *Pueblo Unido* (1), Coalition *Alianza Popular* (1); 1990, Coalition *Pueblo Unido* (1); 1994, *Partido Fuerza Democrática* (2); 1998, *Partido Fuerza Democrática* (3); 2006, *Frente Amplio* (1); 2010, *Frente Amplio* (1); 2014, *Frente Amplio* (9).

Sources: pour les chiffres de l'abstention et les résultats électoraux de 2002 à 2014 : Site internet du Tribunal suprême des élections (TSE) : http://www.tse.go.cr/estadisticas_elecciones.htm. Consulté le 10 octobre 2015. Pour les résultats électoraux antérieurs à 2002: F. F. SANCHEZ C., *Partidos políticos, elecciones y lealtades partidarias...*, op. cit.

À partir de la fin des années 1990 cependant, le champ politique connaît une importante reconfiguration. D'abord, le taux d'abstention augmente de dix points entre l'élection présidentielle de 1994 et celle de 1998. En outre, alors qu'entre 1982 et 1998 les deux principaux partis se répartissaient la majorité des suffrages, le vote se trouve dès lors beaucoup plus éclaté. Ainsi, le PLN et le PUSC qui se répartissaient plus de 90% des

³⁰⁰ R. SALOM E., *La crisis de la izquierda en Costa Rica*, op. cit.

suffrages présidentiels entre 1982 et 1998, et même autour de 98 % entre 1986 et 1994, représentent à eux deux moins de 70 % en 2002 et moins de 50 % en 2006³⁰¹. Ces résultats électoraux rendent compte des difficultés que connaissent les deux organisations, et tout particulièrement le PUSC qui s'effondre littéralement, obtenant 3,6 % des suffrages à l'élection présidentielle de 2006. Ils mettent en outre en lumière l'émergence de nouvelles organisations telles que le *Movimiento libertario*, littéralement Mouvement libertarien (ML), prônant un libéralisme accentué ou encore le *Partido acción ciudadana*, Parti action citoyenne (PAC), sur une ligne réformiste plutôt de centre-gauche³⁰² (voir tableau n°6, p. 156). Ce dernier devient progressivement la deuxième force partisane du pays, accédant au pouvoir en 2014.

Ces transformations de la scène politique costaricienne peuvent être associées à différents facteurs, et notamment à l'accélération des réformes libérales et aux problématiques sociales qui se révèlent de plus en plus saillantes dans cette période.

D'une part, les réformes néolibérales des années 1990 suscitent une vive opposition que les partis dits traditionnels peinent à canaliser. Durant les années 1980-1990, il existe un certain consensus entre les élites gouvernantes du PLN et du PUSC sur la nécessité de favoriser des réformes de libéralisation importantes, par la privatisation d'institutions publiques et par la réforme de certains dispositifs de protection sociale. En 1995, alors qu'aucun des deux partis ne dispose de la majorité absolue à l'assemblée, un pacte est passé entre l'ex-président Calderón Fournier (PUSC - 1990-1994) et le président Figueres Olsen (1994-1998) afin de réformer et de libéraliser des institutions publiques dont leurs pères respectifs, figures de la construction de l'État social, avaient été les promoteurs³⁰³. À partir des années 1990, ces réformes suscitent néanmoins une contestation importante (mobilisations contre la réforme des retraites des enseignants en 1995, contre la privatisation du secteur des télécommunications au début des années 2000, puis contre la signature du Traité de libre-échange avec les États-Unis en 2006-2007)³⁰⁴. C'est sur la base des groupes sociaux mobilisés contre ces réformes que se constitue le PAC.

³⁰¹ Calculs réalisés sur la base des données disponibles sur le site internet du TSE : <http://tse.go.cr/pdf/elecciones/eleccionescifras.pdf>. Consulté le 10.02.2016.

³⁰² Si le PAC peut être classé au centre-gauche de l'échiquier politique en matière de politique économique et redistributive, la ligne du parti demeure relativement conservatrice en matière de mœurs. En outre, il faut préciser que le label « gauche » n'est pas revendiqué par le PAC. Au Costa Rica, le « communisme » comme la « gauche » constituent des labels disqualifiant et par conséquent très peu mobilisés.

³⁰³ C. RAVENTÓS VORST, « Lo que fue ya no es y lo nuevo aún no toma forma: elecciones 2006 en perspectiva histórica », *América Latina Hoy*, n°49, 2008, p. 138.

³⁰⁴ Sur les mouvements sociaux dans cette période voir : P. ALVARENGA, « La protesta cívica del 2000 en perspectiva histórica », *De vecinos a ciudadanos...*, op. cit., p. 263-298.

D'autre part, les critiques contre les partis dits traditionnels et leur implication dans les réformes néolibérales trouvent une résonance particulière dans les affaires de corruption mises au jour. Trois anciens présidents sont alors soupçonnés d'avoir été impliqués dans des affaires de corruption liées à la libéralisation d'importants marchés publics, notamment en matière de télécommunications³⁰⁵.

Autre facteur ayant favorisé ces reconfigurations, l'émergence de la pauvreté comme problème public. À partir des années 1990, et malgré l'amélioration de certains indicateurs sociaux, la pauvreté s'impose en effet comme une problématique durable. Cette mise à l'agenda est justifiée par la réalité socio-économique du pays depuis la fin des années 1970. Elle est en outre favorisée, par une nouvelle conception des politiques sociales, celle de la « lutte contre la pauvreté ». Cette conception portée par les institutions financières internationales rencontre un certain succès au niveau national, tant au sein du champ politique que parmi les experts et les universitaires qui s'appliquent à forger les instruments nécessaires à son application politique³⁰⁶.

Alors que le Costa Rica avait pu constituer durant les années 1980-1990 une transition relativement paisible au néo-libéralisme, la fin du siècle et le début du siècle suivant ont donné à voir des transformations particulièrement dramatiques qui semblent mettre en tension les fondements même de l'intégration politique dans ce pays. Au cœur de ces transformations, se trouve la transformation de la question sociale, désormais appréhendée en termes de pauvreté.

³⁰⁵ Suite aux accusations de 2004, Rafael Ángel Calderón Fournier (1990-1994 - PUSC) a été condamné en 2009. Après une première condamnation en 2011, Miguel Ángel Rodríguez Echeverría (1998-2002 - PUSC) a finalement été déclaré innocent en 2012. Il est cependant poursuivi dans une autre affaire, également liée à l'octroi de marché public. José María Figueres Olsen (1994-1998), fils de José María Figueres Ferrer, n'a pas été condamné pour corruption mais a cependant été le fait d'importantes accusations qui concernaient l'octroi de marchés publics dans le domaine des télécommunications.

³⁰⁶ Dans sa thèse de doctorat, Gabriel Vommaro s'est attaché à décrire le processus de diffusion de cette nouvelle conception des politiques sociales à partir du cas argentin. (G. VOMMARO, *Regards croisés sur les rapports des classes populaires au politique en Argentine...*, op. cit., not. p. 63-201).

2. La « lutte contre la pauvreté » comme nouvelle conceptualisation de la question sociale

Depuis les années 1980-1990, la lutte contre la pauvreté tend à devenir au Costa Rica, comme dans le reste de l'Amérique latine, un problème public central. La préoccupation pour la pauvreté n'est pas alors une nouveauté, comme en témoignent notamment les mesures de « lutte contre l'extrême pauvreté » initiées par l'administration Figueres (1970-1974)³⁰⁷. Jusque-là les dispositifs spécifiques de lutte contre la pauvreté étaient cependant dirigés vers une petite frange des classes populaires, celle concernée par l'extrême pauvreté et la misère, les « déshérités », inactifs et indigents³⁰⁸. C'est notamment ce que révèlent les écrits de José Figueres Ferrer à propos de la fondation de l'Institut mixte d'aide sociale (IMAS) :

« En 1970, au début de ce gouvernement, nous avons officiellement lancé au Costa Rica la Lutte contre l'Extrême Pauvreté. L'accueil reçu par cette campagne de la part des groupes fortunés et entrepreneuriaux a été encourageant. Nous sommes tombés d'accord pour créer une institution mixte (État et entreprise privée) qui se spécialiserait sur les problèmes de la population déshéritée. En juillet 1971, après l'approbation de la loi, l'Institut Mixte d'Aide Sociale, l'IMAS [*a été créé*]. [*Mais*] il s'est révélé difficile que les gens distinguent les problèmes sociaux de la population active, qui a des revenus, bien que modestes, et les problèmes humains des êtres inactifs, déshérités, sans revenu. [...] Peu de personnes comprennent que le champ d'action de l'IMAS, et c'est déjà de grande importance, doit être circonscrit aux cas de charité ou d'action sociale »³⁰⁹.

José Figueres s'attache ici à distinguer les politiques d'assistance à l'égard des pauvres, des politiques mises en œuvre pour faire face aux « problèmes sociaux de la population active ». Ces politiques visent alors les couches inférieures des classes populaires qui ne constituent pas le cœur de cible de l'action politique. Le reste des classes populaires bénéficient elles aussi objectivement d'importantes politiques publiques, qui ne relèvent cependant pas de l'assistance. Les politiques spatialisées dites de « développement des communautés » sont de fait principalement destinées à résoudre les problèmes des classes populaires, notamment caractérisées par leurs revenus modestes, mais elles ne constituent pas pour autant des politiques de lutte contre la pauvreté. Comme dans le reste de l'Amérique latine, ces politiques ne sont pas fondées sur le traitement de la « pauvreté » (et des pauvres) mais sur la question des conditions de vie de la population active, et de la *juste* (re)distribution des richesses³¹⁰. Durant les années 1970-1980, la question de la pauvreté et des pauvres a commencé à se constituer en problème politique, par l'action simultanée du gouvernement et

³⁰⁷ J. FIGUERES, *La pobreza de las naciones*, op. cit., p. 91.

³⁰⁸ *Ibid.*

³⁰⁹ *Ibid.*

³¹⁰ B. LAUTIER, « Gouvernement moral des pauvres et dépolitisation des politiques publiques en Amérique latine », in N. BORGEAUD-GARCIANDIA, B. LAUTIER, R. PEÑAFIEL, A. TIZZIANI (dir.), *Penser le politique en Amérique latine. La recreation des espaces et des formes politiques*, Paris, Karthala, 2009, p. 34.

de groupes politiques d'extrême gauche. Pour ces derniers, il s'agit notamment de favoriser la politisation des couches inférieures des classes populaires, présentées comme un *lumpenprolétariat* urbain³¹¹. Cependant, la question de la pauvreté n'est pas alors dissociée de celles de la production de la richesse³¹².

Suite à la crise socio-économique et aux politiques d'ajustement structurel, la « lutte contre la pauvreté » s'impose comme le cadre quasi-unique du traitement de la question sociale. Face aux difficultés de financement du secteur public, le mot d'ordre est en effet à la réorientation des « services publics au bénéfice des pauvres et au détriment des classes moyennes »³¹³. Partant du postulat que la pauvreté peut se définir comme un « trait individuel, [fruit] des accidents de vie des personnes et non pas des relations sociales et politiques d'une société dans un contexte déterminé », les organismes multilatéraux prônent une réorientation des politiques sociales³¹⁴. Parce que les politiques universelles de la période développementaliste auraient en effet été trop favorables aux seules classes moyennes, il serait nécessaire de les remplacer par des politiques directement ciblées vers les « pauvres »³¹⁵. Dans un monde social conçu comme divisé entre ceux qui ont les capacités [*capabilities*] pour participer au jeu des différents marchés et ceux (les pauvres) qui ne les possèdent pas, ces politiques sociales doivent donner à ces derniers les capacités nécessaires pour s'insérer sur le marché.

Selon cette conception du monde social, les classes populaires se trouvent appréhendées en termes de pauvreté. Dans les politiques publiques comme dans les travaux scientifiques, on ne parle plus dès lors de *paysans*, de *travailleurs*, ni même de *membres d'une communauté*, mais de pauvres. Surtout, le problème de la pauvreté se trouve progressivement dissocié des questions portant sur les dynamiques sociales et politiques à l'origine de la paupérisation. Les individus auxquels sont destinées ces nouvelles politiques se voient ainsi assignés une identité particulièrement négative, car liée au seul statut de bénéficiaire de l'assistance publique. Dans les pages qui suivent, j'analyse les transformations de la définition de la question sociale. Saisir ces transformations implique de revenir sur l'introduction de nouvelles modalités de traitement de la question sociale mais également sur les bouleversements paradigmatiques que connaissent alors les sciences sociales et les conceptions du social sur lesquelles elles reposent.

³¹¹ M. SAGOT, *Women, political activism and housing...*, *op. cit.*

³¹² *Ibid.*, p. 77.

³¹³ BANQUE MONDIALE, *Poverty in Latin America. The Impact of Depression*, *op. cit.*, p. ii.

³¹⁴ G. VOMMARO, *Regards croisés sur les rapports des classes populaires au politique...*, *op.cit.*, p. 69.

³¹⁵ *Ibid.*

2.1. Les sciences sociales et la question sociale : du paradigme classiste à l'expertise en matière de « pauvreté »

Les années 1990 sont caractérisées par la remise en cause du marxisme, et plus généralement du paradigme des classes sociales, comme programme politique et scientifique³¹⁶. En Amérique latine, cela se traduit par l'introduction d'une nouvelle conception du monde social qui fait des pauvres une catégorie centrale, définie comme ne disposant pas des *capacités* nécessaires à participer au jeu du marché, et notamment à s'insérer sur le marché du travail³¹⁷.

Ainsi, au Costa Rica, les couches des classes populaires ont perdu de leur centralité dans les travaux universitaires comme dans les organisations de l'extrême gauche qui connaissait alors une profonde crise politique³¹⁸. Avec la remise en cause du paradigme de classe comme projet scientifique et comme programme politique de transformation sociale, la question de la politisation des groupes populaires et de leur organisation devient une thématique marginale. À l'inverse, les organisations sociales liées aux groupes sociaux mieux intégrés ont quant à elles suscité un nouvel intérêt³¹⁹, qui contraste avec la marginalisation dont elles avaient jusque-là fait l'objet du fait des liens entretenus avec le pouvoir libérationniste et d'un manque supposé d'autonomie³²⁰. Alors que les classes populaires ne sont dès lors plus considérées comme des acteurs du changement, ce sont les notions de « couches moyennes » ou « classes moyennes » qui sont désormais sollicitées pour faire référence aux groupes sociaux contestataires³²¹. Dans le discours savant comme dans le discours militant, c'est autour de cette labellisation que s'analysent et que s'organisent les formes de contestation de la réforme de l'État. Le Parti action citoyenne qui se constitue durant les années 2000 et le milieu universitaire participent alors à donner sens et à unifier des contestations protéiformes autour de la lutte contre les réformes néolibérales (contre le

³¹⁶ En ce sens, et à partir du cas français, voir notamment : C. DUBAR, « Sociétés sans classes... », *op. cit.*

³¹⁷ D. MERKLEN, « Du travailleur au pauvre... », *op. cit.*, p. 171-196.

³¹⁸ R. SALOM E., *La crisis de la izquierda en Costa Rica*, *op. cit.*

³¹⁹ En ce sens voir : P. ALVARENGA, « La protesta cívica del 2000... », *op. cit.*; M. MENJÍVAR OCHOA, « Acciones colectivas en Costa Rica al final del siglo XX: entre la continuidad y el orden », *Ciencias Sociales*, n°106-107, 2004/2005, p. 55-67 ; J. RAYNER, 'A New Way of Doing Politics'. *The Movement against CAFTA in Costa Rica*, PhD dissertation of Philosophy, The City University of New York, 2014.

³²⁰ Dans la lignée des travaux latino-américains sur les mouvements sociaux qui, depuis les années 1970, se sont largement focalisés sur la question du changement social et sur le rôle des groupes sociaux qui revendiquaient une autonomie vis-à-vis du pouvoir politique, les sciences sociales costariciennes ont délaissé les classes moyennes urbaines considérées comme des bastions du PLN dans la période de l'État développementaliste. Sur l'absence de travaux sur les syndicats enseignants ou des employés de la fonction publique, voir dans ce même chapitre, la section B.

³²¹ Voir notamment : P. ALVARENGA, « Acciones colectivas », *Informe Final, Decimotercer Informe Estado de la Nación*, San José, Programa Estado de la Nación, 2007 ; M. ÁLVAREZ RUDÍN, « Movimientos sociales y participación política: el movimiento contra el TLC en la campaña del referéndum 2007 en Costa Rica », *Anuario de Estudios Centroamericanos* (UCR), n°37, p. 201-230 ; J. RAYNER, 'A New Way of Doing Politics'..., *op. cit.*

démantèlement de l'ICE en 2000 - mobilisation dite « *Combo del ICE* », contre la privatisation de l'entreprise en charge du contrôle technique « RITEVE » en 2004 et contre la signature du Traité de libre commerce entre l'Amérique centrale, la République dominicaine et les États-Unis en 2006-2007³²²). Ce faisant, les cols blancs, les employés (et des syndicats) de la fonction publique (enseignants, employés des entreprises publiques...) et les petits et moyens producteurs agricoles qui sont mobilisés lors de cet important cycle de protestation en viennent à constituer une base sociale importante que le PAC s'attache à représenter politiquement.

Ainsi, de la fin des années 1970 aux années 2000, le Costa Rica connaît deux cycles de mobilisation qui suscitent de nombreux travaux, les décrivant comme le fait de catégories sociales distinctes, caractérisées par des rapports au politique différenciés. Malheureusement, ni l'étude des mouvements sociaux des 1980 ni celles des années 1990 ne se sont placées dans une perspective *continuiste*, qui aurait permis de mieux saisir les transformations des rapports au politique et des modes de contestation dans ces différentes périodes. Une telle perspective permettrait pourtant sans doute de remettre en cause l'image d'apathie et de conformisme qui a pu être attribués à certains groupes dans certaines périodes, pour mieux saisir les transformations qui se produisent alors dans les discours, savants et militants. Elle permettrait notamment de mieux saisir les effets de l'étiollement du discours de classe sur la perception du monde social et des effets que cela pu avoir en retour sur la réalité sociale.

De fait, durant les années 1990, l'analyse classiste disparaît presque totalement des travaux universitaires³²³. Dans le même temps, on assiste à une multiplication des travaux sur la pauvreté et sur l'exclusion qui participent à produire une lecture atomisée, très fragmentaire des groupes populaires³²⁴, une lecture antithétique à une vision de classe. On compte en outre beaucoup de travaux qui abordent des problématiques spécifiques telles que les grossesses adolescentes ou sur l'allaitement à partir d'études de cas localisées, généralement menées dans des quartiers populaires. Souvent réalisées par des médecins et des psychologues³²⁵, ces travaux ne mettent pas l'accent sur les dynamiques économiques et politiques à l'origine de

³²² Il existe une vaste littérature sur ces mobilisations. En ce sens, voir les travaux pré-cités de Patricia ALVARENGA, de Sindy SOLANO MORA ou de Jérémy RAYNER.

³²³ Cette dynamique s'inscrit dans des logiques qui ne sont pas propres au Costa Rica. Sur la parallèle avec le cas français, se reporter à l'introduction de cette thèse.

³²⁴ En ce sens, voir notamment les travaux de Carlos SOJO. Par exemple: *Los de en medio. La nueva Pobreza en Costa Rica*, San José, FLACSO, 1997; *Democracias con fracturas: Gobernabilidad, reforma económica y transición en Centroamérica*, San José, FLACSO, 1999; E. GACITÚA, C. SOJO, S. DAVIS (dir.), *Exclusión Social y reducción de la pobreza en América Latina y el Caribe*, San José, FLACSO/Banco Mundial, 2000.

³²⁵ Dans les années 1990, nombre de travaux sur les quartiers populaires sont développés dans les facultés de psychologie ou de médecine et sont publiés dans des revues telles que la *Revista costarricense de ciencias médicas* ou la *Revista Costarricense de Salud Pública*.

ces problématiques, rendant compte et renforçant dans le même temps la lecture de la pauvreté comme enjeu spécifique.

Ainsi, les années 1990 se caractérisent par l'émergence d'une nouvelle façon de penser le populaire. Les classes populaires, et notamment les couches inférieures des classes populaires, ne sont plus appréhendées au regard de leur mobilisation. Cet aspect, qui avait suscité de nombreux travaux jusqu'au début des années 1990, se trouve marginalisé³²⁶. Quant à leur rapport au politique, lorsqu'il est mentionné, c'est généralement au détour de travaux sur les politiques publiques de lutte contre la pauvreté³²⁷, ou sur la question de la qualité de démocratie³²⁸. Il s'agit généralement pour les auteurs de faire référence à un risque d'usage *clientéliste* des ressources publiques et parfois de faire des recommandations pour limiter ces pratiques³²⁹. Dans cette perspective, les groupes populaires ne sont plus pensés comme moteur de la transformation du monde social. Ils tendent au contraire à être identifiés comme les cibles des politiques en matière de lutte contre la pauvreté, c'est-à-dire comme « pauvres », « exclus ».

2.2. De la pauvreté comme domaine expert

Alors que durant les années 1980, les crises de la dette avaient légitimé des réformes d'ajustement structurel, les années 1990 sont marquées par l'émergence d'une seconde priorité : celle de lutter contre la pauvreté. L'émergence de ce problème public dans presque tous les pays d'Amérique latine est bien sûr liée à la réalité objective de la paupérisation dans la période post-ajustement. Au-delà de ces seules réalités objectives, la diffusion quasi hégémonique d'une façon de penser le social (et la pauvreté) déconnectée du politique et de

³²⁶ Des travaux existent, mais ils demeurent peu nombreux par rapport à la très dense littérature sur la pauvreté et sur l'exclusion. Voir néanmoins : E. REDONDO MORALES, « Redes de solidaridad en una barriada popular josefina. Un estudio sobre construcción identitaria y movilización comunal en el Barrio Reina de Los Angeles (1982-2006) », *Diálogos. Revista Electrónica de Historia*, n° especial 2008 [en ligne] URL : <http://historia.fcs.ucr.ac.cr/dialogos.htm>. Consulté le 24.10.2015; C. SANDOVAL GARCÍA & AL., *Un país fragmentado...*, op. cit., p. 331-368; S. VINDAS SOLANO, « Acción colectiva y ciclos de protesta: experiencias de participación política en la Carpio, 1993-2013 », *Anuario Centro de Investigación y Estudios políticos* (UCR), n°3, 2012, p. 91-125.

³²⁷ Voir par exemple sur les politiques d'habitat : I. ACUÑA CHAVERRI, *Aproximación al clientelismo político...*, op. cit. Ou sur les programmes de bourse scolaire : A. URÍZAR, « Los riesgos de corrupción y clientelismo político en los Programas de Transferencias Monetarias con Corresponsabilidad en Centroamérica », *Informe Final, Programa Estado de la Nación/Estado de la Región, Defensoría de Los Habitantes, Consejo Nacional de Rectores*, San José, 2010.

³²⁸ Par exemple, M. ROJAS, C. SOJO, *Malestar con la política...*, op. cit., p. 50-54.

³²⁹ Si l'on compare avec l'Argentine ou le Mexique, la thématique du clientélisme a cependant été relativement moins investie, y compris par les experts-universitaires, opérant comme des consultants en matière de politique sociale. Sur le cas argentin, Gabriel Vommaro a montré comment un groupe de juristes et d'experts-universitaires liés au monde des ONG avait participé à faire de cette problématique un problème public (G. VOMMARO, *Regards croisés sur les rapports des classes populaires au politique...*, op. cit., p. 213-238).

l'économique repose sur un travail d'objectivation et de légitimation. En ce sens, l'investissement d'un groupe d'experts-universitaires plus ou moins bien insérés dans le champ universitaire sur ces questions a largement facilité le développement d'une expertise de la pauvreté qui a rendu possible son objectivation. L'existence de ressources tant matérielles que symboliques dans les arènes internationales est un élément central pour comprendre l'investissement dont cette nouvelle question sociale fait l'objet.

Cette lecture se diffuse en effet d'autant mieux qu'elle est portée par un groupe d'experts-universitaires qui se constituent dans cette période comme les relais des principes développés dans les organisations financières multilatérales. Dans son travail sur l'introduction des politiques sociales néolibérales en Argentine, Gabriel Vommaro souligne que ces organisations, et en particulier la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement « ont encouragé la transformation du traitement de la question sociale en termes de 'lutte contre la pauvreté' »³³⁰. À partir du cas argentin, il a montré que la diffusion de cette nouvelle focale au niveau national a reposé sur la formation d'un groupe social d'experts en matière de pauvreté³³¹. Si une telle analyse dépasse les objectifs de cette thèse, quelques éléments permettent cependant de faire l'hypothèse qu'une dynamique assez similaire s'est produite au Costa Rica, permettant l'introduction de cette nouvelle définition de la question sociale dans le champ universitaire comme dans le champ politique institué et dans le domaine de la production des politiques sociales.

Signes de cette nouvelle problématique, les institutions et les nombreuses publications dédiées à cette question. Cette importante production est le fait d'universitaires et d'experts-universitaires caractérisés par une forte multipositionnalité. Ils alternent en effet entre des missions d'enseignement, voire de recherche, pour les universités nationales, des missions de consultant et de représentation pour des organisations internationales (CEPAL, PNUD, BM...), des missions ou des postes dans des institutions en charge de la définition des politiques sociales (voir encadré n°2, p. 165), voire, comme responsable politique (encadré n°3, p. 168)³³².

³³⁰ *Ibid.*, p. 66.

³³¹ En ce sens, voir : *Ibid.*, not. p. 148-201.

³³² Dans un travail sur le transfert de compétences des pays membres vers la Commission européenne en matière vinicole, Antoine Roger montre comment l'obtention d'une reconnaissance au niveau européen permet à des chercheurs français, souvent marginalisés dans leur propre espace académique de trouver à renverser les hiérarchies établies au sein dudit espace académique. Il rend notamment compte de la façon dont des logiques de légitimation croisées entre des échelles locales et internationales, peuvent permettre à ces universitaires d'améliorer leurs perspectives de carrière académique tout en favorisant la légitimation de certaines grilles d'analyse et en évitant l'émergence de lecture alternative. (A. ROGER, « Constructions savantes et légitimation des politiques européennes. La circulation des savoirs sur la vigne et le vin », *Revue française de science politique*, vol. 60, 2010, p. 1091-1113).

Encadré n°2 - Des experts-universitaires de la pauvreté

L'analyse des carrières de nombreux chercheurs et enseignants du supérieur montre qu'ils réalisent souvent d'importantes missions d'expertise en parallèle de leurs missions d'enseignement et de recherche académique, les premières prenant parfois le pas sur les secondes.

Ludwig Güendel, par exemple, est un expert en politiques sociales. Il est notamment l'auteur d'une thèse de doctorat sur la question (*La reforma de la política social en Costa Rica en el contexto de América Latina, 1980-2002*, Thèse de doctorat en sociologie, Berlin, Université Libre de Berlin, 2007). Parallèlement à ses travaux de recherche et d'enseignement, il a travaillé pendant une vingtaine d'années à l'UNICEF dans différents pays (il a notamment été le représentant de l'UNICEF en Bolivie entre 2009 et 2013). Il a également réalisé de nombreux rapports sur les politiques sociales au Costa Rica pour le compte de la CEPAL ou de l'Institut recherche des Nations unies pour le développement social (UNRISD). Depuis 2014, il a renforcé ses missions d'enseignement et de formation, au sein de l'UCR et de l'Institut centraméricain d'administration publique (ICAP) où il coordonne désormais la spécialisation « Gérance Sociale ».

Autre exemple, celui de Pablo Sauma, un économiste, lui aussi spécialiste des questions de pauvreté. À la différence de L. Güendel, il occupe un poste fixe à l'université (UCR). C'est notamment à ce titre qu'il dirige l'Observatoire du Développement de l'UCR (institution créée en 1997 avec le soutien du PNUD afin de « soutenir les processus de réflexion et d'aider à la prise de décision, en donnant accès aux informations importantes pour le développement national » - <http://www.odd.ucr.ac.cr/>). Parallèlement à ses activités d'enseignant-chercheur, Pablo Sauma a développé une intense activité de conseil et d'expertise auprès d'organisations internationales, d'institutions publiques et d'entreprises costariciennes (PNUD, BM, CEPAL, BID, OIT MIVAH, MIDEPLAN...). Il a en outre réalisé des missions de plusieurs années pour des organisations internationales, au bureau régional de la CEPAL, à Mexico et au Paraguay, dans le cadre d'un projet de la BID pour le renforcement des capacités de recherche socioéconomique de la Faculté des Sciences économiques de l'Université nationale d'Asunción. Il est notamment l'auteur: (avec A. HOFFMAISTER), « Una aproximación a los determinantes y características principales de la pobreza en Costa Rica », *Revista Ciencias Económicas* (UCR), vol. 9, n°1-2, 1989; (avec J. D. TREJOS SOLÓRZANO) « Impacto de la política fiscal en la distribución del ingreso y la pobreza en Costa Rica », *Revista Ciencias Económicas* (UCR), vol. 32, n°2, 2014. En matière de rapports, il a par exemple participé aux publications suivantes : *Estudio participativo de pobreza (Costa Rica)*, Enquête pour la Banque Mondiale, 1995; *Impacto de las políticas macroeconómicas y sociales sobre la pobreza en América Latina. El caso de Costa Rica*, Enquête pour le PNUD (*Project RLA/92/009-Poverty Alleviation and Social Development*), la CEPAL et la BID, 1996-1997; *Aportes para una estrategia de reducción de la pobreza en Costa Rica*, Enquête réalisée dans le cadre du projet « *Determinantes de la pobreza y la desigualdad en Centroamérica* », PNUD/Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada de Brasil; *Reducir la pobreza en Costa Rica es posible. Propuestas para la acción*, Serie Cuadernos de Desarrollo Humano, San José, PNUD, 2014.

Dans un premier temps, ces experts-universitaires émergent du fait de la dynamique internationale. En effet, afin de pouvoir mettre en œuvre les politiques d'aides internationales, les organisations internationales (la CEPAL, le PNUD, la Banque mondiale ou la Banque interaméricaine de développement) ont sollicité un important travail d'expertise. Ils ont notamment prôné le développement d'outils statistiques standardisés afin de faciliter la comparaison internationale. Dans le cadre de leurs programmes d'aide et de prêts, ils font appel à des consultants, spécialisés en matière de politique sociale, afin de pouvoir évaluer en amont la situation précise des pays et des domaines d'intervention et, par la suite, les programmes mis en œuvre. Pour les économistes, les politologues et les sociologues, les filières nationales des organisations internationales et les bureaux costariciens ou centraméricains ont constitué un important espace d'insertion professionnelle. Ils ont en outre pu travailler auprès des institutions nationales publiques et privées qui étaient créées et dans les services reconvertis aux nouvelles priorités (ministère de la Planification nationale et de la Politique économique (MIDEPLAN), Institut national de la statistique et des recensements (INEC), Programme état de la nation [*Estado de la Nación* - PEN]...).

Se développe ainsi un marché de l'expertise qui se traduit par la production d'un nombre important de rapports, d'articles et d'ouvrages. Cette production est souvent à la croisée du travail universitaire et de l'expertise, tant par les acteurs qu'elle réunit que par le type de publications auxquelles elle donne lieu³³³. Ce marché trouve en outre à se légitimer par la réalisation de séminaires et de congrès qui réunissent universitaires, experts et professionnels de l'action publique (par exemple, le Congrès international du Centre latino-américain d'administration du développement (CLAD) ou le Forum de gérance sociale³³⁴). Cette dynamique de développement est en outre renforcée par l'ouverture de nombreuses formations, que promeuvent les organisations internationales comme les universités

³³³ On dénombre ainsi de nombreux écrits : des rapports réalisés pour le compte d'une organisation internationale (CEPAL, PNUD, BM, Agence canadienne pour le développement international, Fondation Friedrich Ebert...) ou pour des institutions publiques costariciennes (pour le Programme *Estado de la Nación*, par exemple) ; des ouvrages publiés pour le compte, ou avec le soutien éditorial des organisations internationales ; des articles publiés dans des revues spécialisées telles que *Cuadernos Centroamericanos del ICAP*, *Cuadernos Técnicos del Instituto interamericano de cooperación para la agricultura (IICA)*, *Revista « Reforma y Democracia » del Centro latinoamericano de Administración del Desarrollo (CLAD)*... Si certains des auteurs réunis dans ces publications produisent par ailleurs des travaux plus académiques, d'autres s'engagent principalement dans ces publications « expertes ».

³³⁴ Organisé par le ministère du Développement social guatémaltèque en coordination avec l'Institut centraméricain d'administration publique (ICAP), ce « séminaire international » a pour objectif de favoriser le débat sur la gérance sociale en Amérique centrale. C'est également à cette occasion qu'est remis le « Prix en Gérance sociale » dont le but est de « stimul[er] l'innovation en matière de gestion sociale ». URL : <http://mides.gob.gt/foges/#objetivos>. Consulté le 01.03.2016.

costariciennes et centraméricaines³³⁵. Dès 1994, la Banque interaméricaine de développement (BID) crée l'Institut interaméricain pour le développement économique et social (INDES) qui a pour but de former les acteurs des politiques économiques et sociales, et en particulier les hauts-fonctionnaires des ministères du Développement social, de la Planification, de la Santé et de l'Éducation de la région³³⁶. Dans la même période, l'Institut centraméricain d'administration publique (ICAP)³³⁷, qui dépend du Système d'intégration centraméricain (SICA), crée son Master en gérance de projets de développement. L'Université nationale du Costa Rica (UNA) comme l'UCR, les deux principales universités publiques du Costa Rica, développent leur formation en matière de politique public, et de réforme de l'État avec le soutien d'organisations internationales. C'est notamment le cas du master professionnel « Évaluation des programmes et des projets de développement » de l'UCR³³⁸, qui travaille avec le soutien de l'Agence canadienne pour le Développement international ou encore l'Association centraméricaine d'évaluation³³⁹. Ces nouvelles formations constituent un espace d'insertion professionnelle pour les experts-universitaires qui enseignent, voire dirigent ces formations. Elles sont en outre un espace de formation et de recrutement pour de nouveaux experts-universitaires et un espace de formation pour les acteurs publics et politiques, favorisant en cela la diffusion d'une certaine lecture de la question sociale et des réponses à y apporter.

La constitution de ce groupe d'experts-universitaires a notamment facilité la formation de la pauvreté comme problème public, favorisant des recherches en sciences sociales mais aussi (et surtout) un vaste travail d'expertise qui s'est répercuté sur la définition des politiques sociales. Cette répercussion a été facilitée par le multi-positionnement de nombreux acteurs. Il existe en effet au Costa Rica une grande porosité entre les arènes universitaire, de l'expertise et de l'intervention étatique (voir encadré n°3, p. 168).

³³⁵ Les exemples de formations ici présentés sont le fruit d'une recherche sur une vingtaine de CV de consultants en matière de politiques sociales au Costa Rica.

³³⁶ « Historia del INDES », Site internet de la BID. URL : <http://www.iadb.org/es/indes/historia.2541.html>. Consulté le 29.02.2016.

³³⁷ L'ICAP trouve son origine dans l'École supérieure d'administration publique créée en 1954 par les gouvernements centraméricains. Son objectif est « de favoriser la formation [...] des fonctionnaires et d'apporter un soutien technique afin de permettre l'amélioration de l'administration publique. (Site internet de l'ICAP. URL : <http://www.icap.ac.cr/> - Version d'octobre 2004).

³³⁸ Site internet de la maestría en Evaluación de Programas y Proyectos de Desarrollo Social (UCR). URL : <http://www.ts.ucr.ac.cr/html/maestrias/maes-2-01.htm>. Consulté le 29.02.2016.

³³⁹ *Ibid.*

Encadré n°3

Du champ de l'expertise à la politique instituée, des carrières multipositionnées

L'analyse des carrières de nombreux dirigeants politiques montre qu'ils sont souvent multipositionnés et qu'ils passent régulièrement du champ de l'expertise (en matière de pauvreté, mais aussi en matière de sécurité) au champ politique. Nombre de carrières d'hommes et de femmes politiques sont ainsi caractérisées par des allers-retours entre des fonctions politiques et des postes de conseil et d'expertise, tant au niveau national qu'international.

Par exemple, Silvia Lara la candidate à la vice-présidence pour le PLN en 2014 est une sociologue (maîtrise de sociologie de l'UCR), qui a écrit durant les années 1980 sur les mobilisations populaires. Elle est notamment l'auteure (avec E. MOLINA) « Participation and Popular Democracy in the Committees for the Struggle for Housing in Costa Rica » (*in* M. KAUFMAN, H. DILLA ALFONSO (eds), *Community Power and Grassroots Democracy. The transformation of Social Life*, London and New Jersey, Zeb Books, 1997, p. 27-54). Par la suite, elle a alterné entre des postes de responsable politique (elle a notamment été présidente de l'IMAS durant l'administration PUSC d'Abel Pacheco entre 2002 et 2006) et des fonctions de consultante dans des organisations internationales (ONU, UNICEF, CEPAL) ou nationalement auprès du gouvernement costaricien (elle a été consultante sur les questions sociales lors de l'administration Arias). Elle est également à la tête d'une ONG nationale, l'Association entrepreneuriale pour le développement (AED).

La carrière d'Ana Isabel García est elle aussi révélatrice de ce multi-positionnement. Entre 2006 et 2008, sous la présidence Arias (PLN), elle a occupé la fonction de ministre adjointe du Logement, en charge du développement social. Sous l'administration libérationniste antérieure (Figueres Olsen, 1994-1998), elle avait déjà occupé des responsabilités politiques, puisqu'elle avait été nommée directrice du Centre national pour le développement de la femme et de la famille (qui deviendra par la suite l'Institut national des Femmes – INAMU). En dehors des périodes où elle a des responsabilités politiques, Ana Isabel García occupe des fonctions de responsable dans une ONG (fondation Genre et société), de consultante en matière de politiques sociales et de genre pour de nombreuses organisations internationales (PNUD, BID, OIT, OIM, Banque mondiale...) et d'enseignante (notamment au sein de la spécialisation « Gérance sociale » de l'ICAP, dont elle assure une partie de la coordination). Dans le même temps, elle réalise un grand nombre de présentations dans des congrès et des publications dans des revues spécialisées comme dans des revues et des ouvrages académiques.

Ainsi, il n'est pas exceptionnel de voir certains experts-universitaires, également détenteurs de ressources partisans, entrer dans le champ politique institué, comme assistant, conseiller voire à la tête d'une importante institution ou d'un ministère. À l'inverse, les ressources accumulées dans le champ politique sont aisément reconvertibles sur ce marché de l'expertise, permettant aux hommes et femmes politiques de réaliser des activités de conseil, de publier dans des revues spécialisées voire de gérer des formations universitaires à certains moments de leur carrière (voir encadré n°3, p. 168). La constitution de ce marché de l'expertise et les

liens noués tant dans le champ universitaire que dans la sphère politique instituée et avec les acteurs en charge de l'action publique, favorisent l'établissement de la pauvreté comme un fait objectif, qui s'impose aux différents acteurs et qui appelle des solutions³⁴⁰. Dans ce contexte, les débats sur les causes de la paupérisation se trouvent relégués à un second plan alors que ceux sur la manière dont doit être posée la question sociale sont inexistants. À partir des années 1990, la focale est désormais posée sur les réponses à apporter à ce qui s'est constitué en problème public.

2.3. Les pauvres et la pauvreté comme principales catégories des politiques sociales néolibérales

C'est principalement à partir des années 1990 que la question de la pauvreté s'impose comme un problème public central. C'est autour de la pauvreté et des pauvres, comme catégories particularisantes, que sont désormais pensés la question sociale et son traitement. Cette nouvelle conception appelle en retour des dispositifs spécifiques et toujours plus techniques, favorisant en ce sens une certaine dépolitisation de la question sociale.

La lutte contre la pauvreté devient un référentiel de plus en plus important des politiques publiques et en particulier des politiques sociales. Aux Plans de développement gouvernementaux³⁴¹ publiés à chaque début de mandat viennent s'ajouter, entre 1994 et 2006 des plans spécifiques de lutte contre la pauvreté : le « Plan de lutte contre la pauvreté », sous l'administration libérationniste de Figueres Olsen (1994-1998) ; « le Plan de solidarité », sous l'administration de l'Unité social-chrétienne (PUSC) de Rodríguez Echeverría (1998-2002) et le « Plan National pour le dépassement de la pauvreté et le développement des *capacités* humaines – Vie Nouvelle » sous l'administration de Pacheco de la Espriella (PUSC) (2002-2006). Durant les deux administrations suivantes, aucun plan de lutte contre la pauvreté n'est publié, mais la focale n'en disparaît pas pour autant. Ainsi, parmi la quinzaine de « secteurs institutionnels » créés sous l'administration Arias lors de son arrivée au pouvoir, on compte notamment le « Secteur social et de lutte contre la pauvreté ». Entre 2006 et 2008, ce secteur est à la charge du ministre du Logement et de la lutte contre la pauvreté (renommé ainsi par le

³⁴⁰ G. VOMMARO, *Regards croisés sur les rapports des classes populaires...*, *op.cit.*, p. 149.

³⁴¹ À chaque début de mandat, le ministère de la Planification nationale et de la Politique économique élabore un Plan national de développement. Ce document de plusieurs centaines de pages présente les grandes orientations générales qu'entend suivre le gouvernement.

même décret) qui doit coordonner le travail d'une trentaine d'institutions en matière de politique sociale assistantielle et de lutte contre la pauvreté³⁴².

Le développement des politiques sociales et le travail de ciblage qu'elles nécessitent s'appuient sur des institutions d'expertise et sur la mise en œuvre d'importants dispositifs techniques. Un vaste travail de production statistique est ainsi entrepris dès les années 1980. À partir de cette période en effet, les États latino-américains commencent à réaliser des enquêtes systématiques de mesure de la pauvreté³⁴³. La mise en œuvre de cette ingénierie de la pauvreté est largement promue par les organisations internationales (BID, BM, PNUD, CEPAL) qui favorisent par leurs études et un travail de formation des cadres la diffusion d'une définition commune de la pauvreté (voir *supra*). Au niveau national, plusieurs institutions se voient chargées de réaliser une expertise régulière et extrêmement précise de la situation sociale, économique et politique du pays. C'est bien sûr le cas de l'Institut national de la statistique et des recensements (INEC) qui acquiert un statut légal autonome en 1998, mais aussi du programme *Estado de la Nación* (PEN), littéralement « l'état de la Nation », qui est créé au début des années 1990 et qui livre chaque année des synthèses thématiques de plusieurs centaines de pages sur la situation du pays, de la région, revenant notamment sur la question des dépenses sociales, des politiques sociales et des résultats obtenus³⁴⁴. Un rôle d'expertise en matière de pauvreté est également confié au ministère de la Planification nationale et de la Politique économique. Le ministère jusque-là en charge des plans nationaux de développement se voit confier à partir des années 1990 les plans nationaux de lutte contre la pauvreté. Pour mener à bien le travail d'expertise, le PEN, l'INEC et le MIDEPLAN livrent un important travail statistique de mesure et de localisation de la pauvreté, recourant pour cela aux services de consultants costariciens et internationaux. Dans les champs académiques, de l'expertise et de l'action publique, la pauvreté devient ainsi un problème public objectivé, qu'il faut donc solutionner par des mesures de « lutte contre la pauvreté ». Dans les politiques publiques de la période, y compris en matière de politique économique, la « lutte contre la

³⁴² Décret exécutif n°33151 – MP (08.05.2006), *La Gaceta*, n° 95, 28.05.2006.

³⁴³ G. VOMMARO, *Regards croisés sur les rapports des classes populaires...*, *op.cit.*, p. 148-148.

³⁴⁴ Le Projet *Estado de la Nación* naît en 1994 avec le soutien du PNUD, de l'Union européenne et de différentes institutions universitaires costariciennes (UNA, UCR, UNED...). Il a vocation à « améliorer l'accès des citoyens à une considérable information pertinente et avérée sur les affaires d'intérêt public, par la publication d'un rapport annuel qui permette d'approfondir l'étude et les discussions sur le développement humain durable du Costa Rica ». Par la suite, le PEN a diversifié ses publications. Outre le rapport « *Estado de la Nación* », seront désormais publiés les rapports *état de la région* [*Estado de la Región*], *état de l'éducation* [*Informe Estado de la Educación*], *état de la science, des technologies et de l'innovation* [*Informe Estado de la Ciencia, la tecnología y la innovación*] et *état de la justice* [*Informe Estado de la Justicia*]. Outre ces rapports, d'autres publications ont vu le jour dans le cadre du PEN comme l'« Audit citoyen sur la qualité de la démocratie », en 2001, l'Indice latino-américain de transparence budgétaire ou encore la série *Apports pour un développement humain durable*. URL : <http://www.estadonacion.or.cr/pen-costarica/historia-pen>. Consulté le 01.03.2016.

pauvreté » devient un référentiel d'action incontournable. C'est cependant dans le domaine des politiques sociales que ce prisme s'impose le plus largement par le développement de politiques ciblées³⁴⁵ vers les populations les plus pauvres. Dans le cas costaricien cependant, cela ne se traduit pas par une remise en cause des politiques à portée universaliste aussi drastique que ce qui a pu se produire dans d'autres pays et notamment au Chili³⁴⁶. L'éducation, le système de santé et la couverture sociale continuent dans cette période de bénéficier d'un fort investissement [voir *supra*]. Ces politiques universalistes connaissent néanmoins une réorientation partielle. D'une part, elles se voient renforcées pour pouvoir concerner les groupes ciblés comme les plus vulnérables (notamment grâce à l'élargissement de la couverture maladie). D'autre part, les investissements structurels se révèlent relativement moins importants que durant la période développementaliste. En matière d'infrastructure ou d'éducation, ils seront insuffisants pour permettre au Costa Rica de conserver ses avantages comparatifs. Aux politiques sociales de type universel viennent s'ajouter d'autres politiques, plus ciblées, visant tout particulièrement les populations les plus pauvres et considérées comme les plus vulnérables. Dans une multiplicité de secteurs de l'action publique (logement, santé, éducation, troisième âge, emploi...), des programmes et des mesures sont désormais identifiés comme relevant de la « lutte contre la pauvreté », favorisant ainsi une forte fragmentation de cette politique.

À partir des années 1980, de très nombreux programmes, très variés, sont désormais rattachés à la politique de « lutte contre la pauvreté ». En matière d'alimentation, les Centres d'éducation et de nutrition (CEN) et les Centres infantiles de nutrition et d'attention intégrale (CINAI), les CEN-CINAI, se chargent des enfants en bas âge, des femmes enceintes ou allaitantes, alors que le *Programme d'alimentation et de nutrition des élèves du primaire et adolescents* [*Programa de alimentación y nutrición del escolar y del adolescente* – PANEA] assure l'alimentation dans les cantines des écoles des cantons et des districts aux niveaux de développement les plus faibles. Des programmes de bourses scolaires sont développés et

³⁴⁵ La notion de politique ciblée est la traduction courante du terme anglais « *targeted policies* » et du terme espagnol « *focalización* ». Selon Bruno Lautier, il s'agit d'« une notion de combat, face à deux dévoiements supposés des anciennes politiques d'assistance ». D'abord, parce que « les politiques d'aides indifférenciées (particulièrement les subventions aux produits de base), profitent plus à ceux qui n'en ont pas le plus besoin, ceux qui consomment un peu plus que les plus pauvres ; il faut donc les supprimer ». Ensuite, parce que les anciennes politiques d'assistance ne permettaient pas de différencier « les bonnes cibles » des « mauvais bénéficiaires ». À ce titre, il faut donc cibler les « politiques sur les 'vrais' pauvres », voire les « 'bons pauvres', soucieux de réhabilitation et de mise en œuvre de leurs 'capacités' » et opposés aux « 'mauvais pauvres', ivrognes, paresseux et profiteurs » (B. LAUTIER, « Les politiques sociales à l'épreuve des réformes de marché », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, n°3, 2010, p. 44-45).

³⁴⁶ Sur le tournant néolibéral en Amérique latine, et notamment au Chili, voir F.-X. MERRIEN, R. PARCHET, A. KERNEN, *L'État social. Une perspective internationale*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 383-403.

visent notamment à limiter les forts taux d'abandons (« *Superémonos* », remplacé par « *Avancemos* » [« *Allons de l'avant* »] depuis 2006 qui cible les étudiants du secondaire - niveau collège). En matière de logement, *l'allocation pour le logement* [*bono de vivienda*] est créée en 1986 afin de permettre l'accès au logement, voire à la propriété, des populations aux revenus modestes³⁴⁷. Initialement conçue comme un prêt à taux préférentiel, elle devient par la suite une allocation non remboursable. Au titre de la lutte contre la pauvreté, on trouve également le programme *Bien-être et promotion de la famille* [*Bienestar y promocion familiar* - BPF] qui entend apporter une aide financière aux familles pauvres ou *Mains au travail* [*Manos a la Obra*] qui permet quant à lui d'allouer des ressources à des groupes de personnes sans emploi qui réalisent des travaux d'intérêt communal dans leur quartier. Dans le même sens, le *Programme national pour l'emploi* (PRONAE) vise à permettre le développement de *capacités* et des projets entrepreneuriaux, en donnant une aide conditionnée à la participation dans des projets communaux. Le *Programme national de soutien à la micro et petite entreprise* (PRONATYPE) vise sensiblement les mêmes objectifs que le PRONAE, mais par le biais du microcrédit... Des mesures sont également prises afin d'élargir l'accès à la couverture sociale. Dès 1984, le « régime des assurés pour le compte de l'État » (régime non contributif) est ainsi mis en œuvre pour permettre l'accès au soin des populations jugées les plus vulnérables et en particulier des femmes enceintes, des enfants en bas âge dont les parents ne sont pas assurés et des indigents. Cette mesure favorise l'augmentation de la population couverte par la sécurité sociale en matière de soin (elle passe de 75,7 % en 1980 à 87,6 % en 2008)³⁴⁸. Le régime de retraite non contributif instauré dès 1974 est également renforcé afin d'assurer une retraite minimale aux non cotisants. Cette liste n'est bien sûr pas exhaustive, on pourrait également détailler les programmes dédiés aux personnes âgées, aux personnes handicapées, à la prévention de la consommation de drogue et à la prise en charge des mineurs victimes d'addiction dont les objectifs sont orientés vers la lutte contre la pauvreté³⁴⁹. Parmi ces différents programmes ciblés, tous ne sont pas également développés. Le programme des cantines scolaires (PANEA) est de loin celui qui couvre le plus de

³⁴⁷ Le montant de l'aide est progressif. Le programme peut donc bénéficier aux couches supérieures des classes populaires, voire aux classes moyennes, mais à un niveau bien moindre que pour les revenus les plus modestes (voir le deuxième encadré de l'annexe n°6).

³⁴⁸ M. DEL ROCÍO SÁENZ, M. ACOSTA, J. MUISER, J. L. BERMÚDEZ, « Sistema de salud de Costa Rica », *Salud pública de México*, vol. 53, suplemento 2, 2011 [En ligne] <http://www.scielosp.org/pdf/spm/v53s2/11.pdf>. Consulté le 15.10.2015.

³⁴⁹ Pour une liste plus précise, voir : M. A. BARAHONA MONTERO, A. C. CARMONA SEGNINI, G. SALAZAR ÁLVAREZ, J. P. PAN SANABRIA, « Inversión en programas sociales selectivos : rectoría sectorial, rendición de cuentas y evaluación del desempeño como factores claves », *Economía y Sociedad*, vol. 20, n°47, 2015.

bénéficiaires (470 657 en 2009)³⁵⁰. Les programmes de bourses scolaires sur critères sociaux comptent également parmi les dispositifs importants puisqu'en 2009, plus de 200 000 étaient allouées³⁵¹. 83 % de ces bourses étaient le fait d'*Avancemos*, qui est aujourd'hui le programme phare en matière de politique ciblée³⁵². Enfin, autre allocation importante parmi les programmes ciblés, *l'allocation pour le logement [bono de la vivienda]*, qui ne peut être accordée qu'une seule fois et qui bénéficie chaque année, en moyenne, à une dizaine de milliers de foyers³⁵³.

On note ainsi la grande variété des programmes présentés comme relevant de la « lutte contre la pauvreté ». Cette démultiplication est liée à la reconnaissance du caractère multidimensionnel de la pauvreté. Celle-ci apparaît en effet comme le fait d'une infinité de problèmes auxquels des solutions spécifiques doivent être apportées. Cette conception de la question sociale tend à en favoriser un traitement toujours plus fragmentaire, qui relève, selon D. Merklen, d'un « renonce[ment] [...] à traiter le social en termes d'une question fondamentale qui serait le dénominateur commun de situations diverses »³⁵⁴. La focalisation s'opère en effet sur des situations de plus en plus variées, au risque de perdre de vue les causes socio-économiques de la paupérisation.

Le début du XXI^e siècle a donc vu se développer de nombreux programmes ciblés (en 2015, le Costa Rica compte 46 programmes de ce type, dont 22 institutions ont la charge)³⁵⁵. Sur le même modèle que dans le reste de l'Amérique latine, ces programmes tendent à cibler prioritairement les enfants, les mères, les personnes âgées et handicapées. Ce ciblage s'opère aussi souvent par rapport à des zones géographiques particulières, chaque gouvernement désignant un certain nombre de territoires sur lesquels les politiques publiques doivent se

³⁵⁰ L. À. OVIEDO C., *Los programas de equidad en la educación costarricense*, Tercer Informe Estado de la Educación – Informe final, 2010.

³⁵¹ *Ibid.*

³⁵² *Avancemos* est focalisé sur les étudiants du secondaire et a pour finalité de limiter les taux d'abandon. Il s'agit d'une allocation mensuelle qui augmente au fil de la scolarité. En 2011, elle passait ainsi de 15 000 colons (soit environ 21 euros) pour la première année du collège (la « 7^{ème} ») à 50 000 colons (environ 72 euros) pour la dernière année (la « 12^{ème} »). Le programme appartient à la catégorie des *Conditional Cash Transfer Programs* (voir *infra*). (CONTRALORÍA GENERAL DE LA REPUBLICA, DIVISIÓN DE FISCALIZACION OPERATIVA Y EVALUATIVA – ÁREA DE SERVICIOS SOCIALES, *Informe sobre la gestión del programa de transferencia monetaria condicionada Avancemos*, San José, 2012). Pour une analyse plus détaillée du programme voir : I. ROMÁN, « Sustentabilidad de los programas de transferencias condicionadas: la experiencia del Instituto Mixto de Ayuda Social y 'Avancemos' en Costa Rica », *Serie políticas sociales n°160/División del Desarrollo Social de la CEPAL*, Santiago de Chile, 2010.

³⁵³ Entre 1988 et 2014, ce sont près de 12 000 allocations pour le logement qui ont été en moyenne distribuées chaque année. Pour plus de détails sur cette allocation, voir les encadrés n°1 et 2 de l'annexe n°6.

³⁵⁴ D. MERKLEN, « Du travailleur au pauvre... », *op. cit.*, p. 189.

³⁵⁵ Information tirée du site internet de la Présidence de la République : <http://presidencia.go.cr/prensa/comunicados/se-aprueba-presupuesto-que-garantiza-la-instalacion-de-un-unico-registro-para-ayudas-sociales-estatales/>. Consulté le 21.10.2015.

concentrer. Selon les cas, le ciblage s'opère à différentes échelles : un canton, un district mais aussi souvent un quartier, une « communauté ». Des territoires entiers, et l'ensemble des populations qui y résident, sont alors ciblés pour bénéficier d'une plus grande attention. Ces programmes adoptent une vision qui se veut « intégrale » de la pauvreté, visant à résoudre l'ensemble des « problèmes » d'une population identifiée comme « pauvre ». Outre la portée stigmatisante d'un tel ciblage, il conduit à penser ces territoires indépendamment de logiques sociales qui les dépassent et qui engagent d'autres groupes sociaux³⁵⁶. Là encore, le travail de ciblage et de catégorisation que requièrent ces politiques sociales favorisent le développement d'outils techniques toujours plus précis pour identifier les pauvres et légitimer les choix opérés.

Le traitement apporté au problème de la pauvreté tend ainsi à favoriser une lecture technique et catégorielle de la question sociale et participe en ce sens de sa dépolitisation. Les politiques en matière de lutte contre la pauvreté n'en font pas moins débat, mais ceux-ci sont focalisés sur la question de leur mise en œuvre. Alors que la nécessité de lutter contre la pauvreté et la question des causes de la paupérisation semblent faire consensus, les débats sont centrés sur la question des aides sociales, de leur efficacité, voire de leurs usages électoralistes. Les usages des fonds publics suscitent ainsi d'importantes critiques qui sont le fait de différents groupes sociaux. Sur la scène internationale, les problèmes liés aux politiques sociales ciblées suscitent des débats dès les années 1990, notamment au sein des organisations internationales³⁵⁷. Elles portent principalement sur des aspects techniques, liés au ciblage et à l'efficacité des dispositifs (L'argent va-t-il aux plus pauvres ? Ces aides sont-elles utilisées électoralement ? Permettent-elles effectivement de faire baisser le nombre de pauvres ? Favorisent-elles l'autonomie des bénéficiaires ?). Au Costa Rica, ces débats et critiques sont portés, d'une part, par les groupes conservateurs libéraux économiquement, et notamment par le journal *La Nación*, qui s'insurgent contre l'importance des fonds investis au regard des résultats inconsistants de la lutte contre la pauvreté. D'autre part, ces critiques proviennent d'intellectuels, d'universitaires, d'hommes et de femmes politiques plus à gauche de l'échiquier politique qui tendent à dénoncer quant à eux les usages clientélistes de ces ressources. Un fort accent est mis sur les défauts de ciblage des programmes sociaux, et sur

³⁵⁶ C'est notamment ce que soulignent Sylvie TISSOT et Franck POUPEAU dans l'introduction d'un numéro d'*Actes de la recherche en sciences sociales* sur la spatialisation des problèmes sociaux (« La spatialisation des problèmes sociaux », *op. cit.*, p. 5).

³⁵⁷ B. LAUTIER, « Gouvernement moral des pauvres..., *op. cit.*, 174.

les pourcentages de bénéficiaires qui « ne sont pas vraiment dans le besoin »³⁵⁸. La mauvaise assignation des aides est à la fois associée à des problèmes techniques (des instruments défaillants empêchent de bien cibler les pauvres), et au problème de l'instrumentalisation de ces aides par les responsables politiques. C'est principalement la gauche social-démocrate désormais incarnée par le PAC (et de moins en moins par le PLN) qui s'engage sur ces enjeux depuis les années 2000, les articulant à des revendications plus larges en matière de contrôle citoyen du politique et de dénonciations de la fraude et des mauvais usages de l'argent public³⁵⁹.

Ces débats nourrissent en retour un important travail d'expertise visant à l'objectivation des effets des politiques ciblées, et à la recherche de techniques permettant de limiter les biais dénoncés³⁶⁰. Ils influencent également les priorités en matière d'action publique. Depuis le début des années 1990, les gouvernements costariciens successifs ont ainsi fait de l'amélioration des modes de sélection des aides sociales un enjeu politique clef. La première base de données pour recenser les bénéficiaires d'aides sociales est ainsi créée tout au début des années 1990³⁶¹. Il s'agit du Système de sélection des bénéficiaires (*Sistema de selección de beneficiarios* - SISBEN), largement inspiré du modèle chilien. Durant les années 2000, le SISBEN est remplacé par le SIPO-SABEN, le SIPO, Système d'information sur la population cible (SIPO), visant à répertorier une série de données socio-économiques sur des individus sollicitant et/ou bénéficiant d'une aide et le SABEN, enregistrant les bénéficiaires des programmes de l'IMAS³⁶². Le répertoire SIPO-SABEN se limitant aux programmes sociaux de l'IMAS, un nouveau programme national et transversal est créé en 2013, le Système national d'information et Registre unique des bénéficiaires (*Sistema Nacional de Información y Registro Único de Beneficiarios* - SINIRUBE). Il doit permettre de répertorier l'ensemble des bénéficiaires de la quarantaine de programmes sociaux qui

³⁵⁸ À titre d'exemples, voir notamment : « Oficina local de PNUD evaluó programas sociales: 37 % de la ayuda estatal en dinero va a gente fuera de la pobreza », *La Nación*, 3 juillet 2014 ; « 'Colados' acaparan el 24 % de las ayudas para pobres », *La Nación*, 3 décembre 2014 ; « Costa Rica estrena sistema para controlar ayudas a pobres: Herramienta busca bajar cantidad de filtraciones en programas sociales », *La Nación*, 21.01.2015.

³⁵⁹ C. RAVENTÓS VORST, « Lo que fue ya no es y lo nuevo aún no toma forma... », *op. cit.*, p. 152.

³⁶⁰ La catégorie « Sociales » du Programme *Estado de la Nación* depuis 2002 met par exemple en lumière le grand nombre de travaux spécifiquement dédiés à l'analyse des dépenses sociales et des programmes ciblés (<http://www.estadonacion.or.cr/estado-nacion/investigaciones-de-base/por-tema/sociales>. Consulté le 22.10.2015). Le PNUD, la CEPAL ou encore l'INEC proposent également de très nombreuses publications sur ces aspects.

³⁶¹ Dans cette période, le recensement des bénéficiaires des aides sociales devient un enjeu dans la quasi-totalité des États d'Amérique latine. En ce sens, voir l'inventaire proposé dans ce rapport : V. AZEVEDO, C. P. BOUILLON, I. IRARRÁZVAL (dir.), « La efectividad de las redes de protección social: El rol de los sistemas integrados de información social en seis países de América Latina », *Notas técnicas #IDB-TN-233, Banco Interamericano de Desarrollo*, 2011.

³⁶² I. ROMÁN, « Sustentabilidad de los programas..., *op.cit.*, p. 26.

existe au Costa Rica. Afin de répertorier et de pouvoir cibler « les pauvres », des dispositifs techniques sont donc mis en œuvre, favorisant la focalisation sur la question de l'identification (et des techniques à mettre en place) plutôt que sur d'autres débats, notamment liés aux causes socio-économiques de la paupérisation.

Outre l'élaboration de dispositifs techniques pour mieux cibler les bénéficiaires des aides, ces critiques entraînent également un changement de registre. Comme Bruno Lautier l'a montré pour différents pays latino-américains, les critiques vis-à-vis de la première vague de programmes de lutte contre la pauvreté ont favorisé un glissement des politiques de « lutte contre la pauvreté » vers des politiques de « lutte contre la vulnérabilité »³⁶³. Ce changement de registre induit que ce n'est plus le « pauvre qu'on aide » mais le « vulnérable qu'on aide à s'aider, et qu'on protège tant qu'il reste fragile »³⁶⁴. Face aux politiques de lutte contre la pauvreté des années 1990 qui avaient pu être critiquées notamment pour le rapport de dépendance qu'elles instaurent entre les « pauvres » et l'État, les politiques de la seconde moitié des années 2000 promeuvent l'autonomie des pauvres, dans la lignée des travaux d'Amartya Sen puis de Yunus et du discours des organisations internationales³⁶⁵. En ce sens, les Plans nationaux de développement de Laura Chinchilla (PLN – 2010-2014) comme de Guillermo Solís (PAC – 2014-2018) sont particulièrement parlants. Dans le Plan de gouvernement de Laura Chinchilla il est ainsi écrit :

« Le Costa Rica mise une fois de plus sur des programmes sociaux de caractère universel, qui aient la qualité nécessaire pour que les classes moyennes les utilisent avec confiance, mais aussi avec la couverture requise pour y donner accès aux groupes plus vulnérables. Miser sur les programmes universels implique de les renouveler continuellement pour garantir la pertinence et la qualité des services et infirmer les tendances préoccupantes à la ségrégation sociale. Cela implique aussi des politiques assistantielles pour les groupes les plus vulnérables, dans le but de compenser les iniquités accumulées et de créer les conditions pour qu'ils bénéficient d'une citoyenneté fondée sur des droits. Cela signifie surtout de générer chez les personnes, les aptitudes et les *capacités* requises pour améliorer leur insertion sur le marché du travail, leur accès aux services publics et leur participation plus large dans la vie sociale, économique et politique du pays »³⁶⁶.

Dans le même sens, le plan de développement pour l'administration Solís souligne :

« Nous devons transformer [*agilizar*] les systèmes [bureaucratiques] en fonction des pauvres et pas du système. Il faut passer du simple assistentialisme à une attention intégrale qui permette de générer des capacités. Les programmes doivent éventuellement 'diplômer' les bénéficiaires, faire en sorte que les

³⁶³ B. LAUTIER, « Gouvernement moral des pauvres..., *op.cit.*, p. 26.

³⁶⁴ *Ibid.*, p. 26.

³⁶⁵ Amartya Sen est un économiste dont les travaux portent sur le développement humain et sur l'économie du bien être. Il a notamment développé les approches en termes de *capacités* ou de *capabilités*. Il a été prix Nobel d'économie en 1998. Yunus obtient quant à lui le prix Nobel de la paix en 2006 pour le développement du microcrédit aux entrepreneurs pauvres.

³⁶⁶ MIDEPLAN, *Plan Nacional de Desarrollo 2011 – 2014 'María Teresa Obregón Zamora'*, 2010, p. 52.

personnes génèrent des *capacités* pour se suffire à elles-mêmes, [...] et qu'elles ne soient pas dépendantes des transferts (allocations) »³⁶⁷.

De façon similaire, le Plan pour la réduction de l'extrême pauvreté de cette même administration met en avant la nécessité de « *génér[er] des capacités et de constru[ire] du capital humain* », et ce, afin notamment de « *transcender l'assistentialisme clientélaire* »³⁶⁸. Ainsi, le discours des politiques sociales met l'accent sur la nécessité de permettre au « pauvre », à la « population vulnérable » de développer ses propres aptitudes, des *capacités* personnelles pour sortir de la pauvreté. Selon Bruno Lautier, c'est dans cette perspective qu'ont été créés dans beaucoup de pays d'Amérique latine les *Conditional Cash Transfer Programs* (CCTP)³⁶⁹. Au Costa Rica, *Avancemos*³⁷⁰ s'inscrit dans cette logique : il s'agit de subsides à la consommation des ménages pauvres, à travers des transferts monétaires. *Avancemos* vise à limiter l'abandon scolaire des étudiants du secondaire et ce faisant, à promouvoir « l'accumulation de capital humain » et à mettre fin à la « transmission intergénérationnelle de la pauvreté »³⁷¹. Ce subside est cependant conditionné au respect d'impératifs (assiduité des enfants boursiers dans leur scolarité et consultation médicale annuelle). À la différence des programmes antérieurs qui étaient soupçonnés d'« enferme[r] [les pauvres] dans la dépendance », les CCTP favorisent une stratégie :

« *d'empowerment* des pauvres : en leur permettant d'accéder à un niveau de ressources qui dépasse la stricte contrainte alimentaire, on leur permet d'effectuer des choix économiques. [...] On leur fait confiance pour faire des calculs rationnels [...] [et ils] peuvent enfin montrer qu'ils peuvent, eux aussi, être des *homines economici* »³⁷².

S'ils ne sont pas exempts de contradictions, ces programmes s'inscrivent dans ce nouveau registre, marqué par la volonté de promouvoir l'autonomie des bénéficiaires des aides sociales.

³⁶⁷ MIDEPLAN, *Plan Nacional de Desarrollo 2015 – 2018* 'Alberto Cañas Escalante', 2014.

³⁶⁸ GOBIERNO DE LA REPUBLICA, IMAS, *Puente al Desarrollo. Estrategia nacional para la reducción de la pobreza*, San José, 2015, p.7.

³⁶⁹ B. LAUTIER, « Gouvernement moral des pauvres... », *op. cit.*, p. 26. En 2008, E. VALENCIA LOMELÍ faisait état du développement de tels programmes dans seize pays de la région, et notamment au Mexique, où le plan *Progresa* est lancé en 1997 avant de devenir *Oportunidades*, en Argentine avec le programme *Jefas y Jefes de Hogar Desocupados*, ou encore au Brésil où le programme *Bolsa Familia* a lui aussi bénéficié d'une forte médiatisation. (E. VALENCIA LOMELÍ, « Conditional Cash Transfers as Social Policy in Latin America: An Assessment of their Contributions and Limitations », *Annual Review of Sociology*, vol. 34, 2008).

³⁷⁰ À partir de 2015, un autre programme de ce type est mis en œuvre, il est cependant spécifique à l'extrême pauvreté. Le programme en question entend bénéficier à moins de 30 000 foyers en 2015/2016 quand *Avancemos* concerne plus de 160 000 bénéficiaires. (« Gobierno exige compromiso a pobres para darles ayudas », *La Nación*, 27 mars 2015).

³⁷¹ I. ROMÁN, « Sustentabilidad de los programas de transferencias... », *op. cit.*, p. 9.

³⁷² B. LAUTIER, « Gouvernement moral des pauvres..., *op.cit.*, p. 179.

Ce changement de registre a également reposé sur l'usage d'un nouveau vocabulaire, celui des droits humains. En remobilisant la notion de « droits » pour justifier des politiques à l'égard des groupes populaires (en matière de logement, de santé par exemple), les responsables politiques, administratifs comme les organisations internationales font preuve d'une volonté de replacer les « pauvres » comme acteurs de la société et de dépasser une lecture trop stigmatisante de l'assistance. En faisant référence aux droits humains, ils mobilisent cependant une catégorie de droits qui, à la différence des droits sociaux, se caractérisent par leur inopposabilité. Si la requalification comme « droits » peut constituer une « étape préalable à leur passage dans une autre catégorie de droits »³⁷³, cette requalification demeure plus qu'incertaine. Ce recours au droit ne remet pas fondamentalement en cause les modalités d'intégration sociale des couches inférieures des classes populaires qui obtiennent la reconnaissance de droits humains universels du fait même de leur statut de « pauvre ».

De la même façon, les dispositifs visant à l'*empowerment* et au développement de *capacités*, n'ont pas non plus véritablement transformé les modalités d'intégration des couches les plus fragiles des classes populaires. Le renouvellement du registre politique autour de l'*empowerment* et des *capacités* a mis en exergue le fait que le *pauvre* ne pouvait être cantonné dans la dépendance, qu'il ne pouvait plus être seulement un « bénéficiaire de l'assistance » mais qu'il devait devenir un acteur de son propre développement. Ce nouveau registre promeut ainsi une nouvelle conception des cibles des politiques de lutte contre la pauvreté et de ces politiques. Il se focalise sur la capacité des individus à être acteurs de la lutte contre la pauvreté sans pour autant impliquer, au contraire, qu'ils puissent être en mesure de participer à la transformation des rapports de force sociaux, économiques et politiques qui sous-tendent les logiques de paupérisation³⁷⁴.

Ainsi, dans les années 2000, le registre du traitement de la pauvreté s'est trouvé modifié. Cependant, si ce glissement ne reste pas sans effet³⁷⁵, il ne modifie pas le caractère particularisant des politiques sociales destinées aux classes populaires. Il ne remet pas en cause, en effet, les logiques qui tendent à dissocier les problèmes des classes populaires de dynamiques sociales, économiques et politiques plus générales. Malgré ce glissement, la question sociale demeure largement dépolitisée alors que celle des aides sociales, de leurs

³⁷³ *Ibid.*

³⁷⁴ En ce sens, B. LAUTIER souligne à propos des *Conditional Cash Transfer Programs* que leur « intitulé même indique qu'ils ont été promus pour contrecarrer une revendication en termes de droits inconditionnels du citoyen participer à la richesse de la nation ». (*Ibid.*, p. 170).

³⁷⁵ On verra notamment dans le chapitre 6 que certains habitants des quartiers populaires étudiés s'approprient parfois cette « injonction à agir pour leur propre développement », en faisant le support de revendications d'un « droit à être aidé » et de dénonciations d'injustice.

effets et des mauvais usages dont elles font l'objet (par les hommes et femmes politiques voire par les *faux* ou les *mauvais* pauvres) continuent de constituer un enjeu politique central.

* * *

À partir des années 1980-1990 s'impose une nouvelle lecture de la question sociale en termes de pauvreté. Elle est notamment le fruit de la remise en cause du paradigme de classe, comme projet scientifique et comme programme politique de transformation sociale. Elle révèle une transformation des représentations dominantes du monde social qui s'est jouée dans les champs politique et médiatique et que les sciences sociales costariciennes ont accompagnée. On peut faire l'hypothèse que le changement de paradigme dans les sciences sociales costariciennes a été d'autant plus massif que l'analyse en termes de classes sociales s'y est développée tardivement et s'est concentrée sur un mouvement ouvrier urbain et rural faiblement structuré. La structuration récente des sciences sociales costariciennes et la porosité d'un champ académique qui favorise les logiques de multi-positionnement (notamment dans le champ politique mais aussi avec l'échelle internationale) ont facilité la circulation et la diffusion de cette nouvelle conception de la question sociale. Cela a alimenté en retour la transformation des représentations du monde social, notamment dans les champs politique et médiatique, participant ainsi à l'imposition de « la pauvreté » (et des recettes néolibérales pour y faire face) comme nouveau paradigme pour penser la question sociale.

La « lutte contre la pauvreté » comme mode de traitement de la question sociale induit une focalisation sur les couches inférieures des classes populaires, les « pauvres », définis par leur seul statut d'assisté (ou en mesure de l'être). En gommant des identités, telles que celles de travailleur, de paysan ou même d'habitant d'une communauté, au profit d'une nouvelle assignation particulièrement disqualifiante car associée à un statut d'« assisté », les discours savants et militants comme les politiques sociales véhiculent une conception du social en termes d'atomisation et de dépolitisation des groupes populaires.

Cette nouvelle conception de la question sociale est particulièrement visible dans le cas des *barrios urbano-marginales* qui se sont construits dans les périphéries urbaines. Lors de leur création, durant les années 1980, ces quartiers sont considérés comme le fruit de la mobilisation collective de groupes organisés, capables de transformer, par leur action, les institutions politiques. Les chercheurs qui travaillent sur ces quartiers s'intéressent au développement de pratiques démocratiques et participatives durables. Dans le même temps,

les entrepreneurs du mouvement social et le personnel administratif en charge (architectes, travailleurs sociaux...) nourrissent l'idée qu'ils produisent de futurs quartiers de classes moyennes, et non des « quartiers pauvres ». Par la suite cependant, alors que de nouveaux bidonvilles se constituent et que ceux des années 1980 se formalisent difficilement, ces quartiers deviennent l'objet des politiques sociales de lutte contre la pauvreté. Des politiques spatialisées de lutte contre la pauvreté sont mises en œuvre et ciblent spécifiquement ces quartiers dits prioritaires car *marginiaux*, *vulnérables*. Ils deviennent alors des « *barrios urbano-marginales* », des quartiers à la marge de la ville et les habitants de ces quartiers se voient collectivement assignés une identité particulièrement négative. Dans le champ partisan, et notamment dans les organisations de gauche qui se refondent au tournant des années 2000, les habitants de ces quartiers sont considérés comme les victimes ou les otages de politiques assistancielles, clientélaires et dépolitisantes. Dans le même temps, dans le champ académique, la question des mobilisations populaires est devenue un objet académique marginal. À l'inverse, les travaux sur les « problèmes sociaux » observés dans ces quartiers se multiplient (pauvreté, délinquance, violence, santé publique...).

Ainsi, on assiste depuis les années 1990 à une transformation de la conceptualisation et du traitement de la question sociale au Costa Rica. Cette transformation influe notamment sur les modes d'encadrement politique des classes populaires et en particulier des couches les plus fragiles de ces classes auxquels appartiennent les habitants des *barrios urbano-marginales* de San José. Considérées comme dépolitisées, démobilisées, victimes ou otages des politiques assistancielles et clientélaires ces couches de la population font l'objet d'une forte disqualification symbolique et d'un encadrement militant particulièrement relâché. Pourtant, une analyse « par le bas » de ces quartiers permet de mettre en évidence des formes d'engagement et des logiques de politisation qui remettent en cause l'idée selon laquelle c'est leur dépolitisation et leur atomisation qui empêcherait leur représentation politique.

Chapitre 2 - S'installer aux marges de la ville

« La raison d'être de ce gouvernement, et de n'importe quel autre gouvernement, c'est d'aider les gens. La raison d'être de mon second gouvernement, comme celui d'il y a vingt ans, c'est d'améliorer vos conditions de vie. [...] Mais c'est une honte nationale que depuis 1994 nous n'ayons pas été capables, nous Costariciens, de faire baisser [*ce taux de*] 20 % [*de personnes*] qui ne peuvent pas aujourd'hui satisfaire leur nécessités les plus fondamentales, pour vivre dignement ! Quand on parle de ce chiffre, 20 %, on a l'impression que c'est très peu ! Mais on parle de 900 000 Costariciens qui ne peuvent pas vivre dignement, sous un toit qui donne une dignité à leur famille ! »¹.

En octobre 2007, Oscar Arias, qui vient d'être élu pour la seconde fois Président du Costa Rica, est en campagne pour le Traité de libre échange² dans un quartier pauvre de la périphérie de San José : Los Guido. Avec La Carpio, Rincón Grande ou Los Cuadros de Goicoechea, Los Guido est l'un des quartiers que les Costariciens nomment *barrios* ou *comunidades urbano-marginales* (voir encadré n°1, p. 123). L'aire métropolitaine de San José³ en compte aujourd'hui une douzaine. Comme un certain nombre de ces quartiers, Los Guido s'est constitué durant les années 1980, alors qu'Oscar Arias s'apprêtait à entrer en fonction pour la première fois. De fait, si Oscar Arias et Fernando Zumbado, son ministre du Logement en 1986, et de nouveau en 2006, viennent faire campagne dans ces quartiers, en mobilisant une nouvelle fois le registre de la « *lutte contre la pauvreté* [*combate contra la pobreza*] », et du « *logement digne* », c'est parce que ces quartiers, nés au plus fort de la crise des années 1980, ne sont pas devenus les urbanisations de classe moyenne auxquels ils avaient pourtant été promis. Au contraire, tout au long des années 1980 et 1990, ces quartiers se sont densifiés, et d'autres, tels que La Carpio, sont venus s'y ajouter. Ils sont une expression, particulièrement criante, des nuances à apporter à la *success story* costaricienne des années 1980-1990⁴.

¹ Discours d'Oscar Arias, Meeting lors de la campagne pour référendum sur le « TLC » [*Tratado de Libre Comercio entre República Dominicana, Centroamericana y Estados Unidos de América*, soit l'Accord de Libre Échange entre l'Amérique centrale, les États-Unis et la République dominicaine. *Los Guido*, Vidéo Universidad de Costa Rica, octobre 2007.

² En 2006/2007, le référendum sur le TLC a fait l'objet d'une intense campagne politique. Le gouvernement s'est fortement engagé en faveur dudit traité, faisant valoir qu'il favoriserait la croissance et permettrait le développement économique du pays. L'opposition coalisée autour du Parti d'action citoyenne (PAC) s'est quant à elle posée en défenseure des institutions publiques costariciennes, des petites et moyennes entreprises nationales et des petits agriculteurs. En ce sens voir : J. RAYNER, 'A New Way of Doing Politics'...

³ Voir annexe cartographique, carte n°4.

⁴ En ce sens, voir la section B, du premier premier chapitre. .

Rincón Grande de Pavas et La Carpio, tout deux situés au nord-ouest de San José rendent compte des paradoxes inhérents à ces *barrios urbano-marginales*, à la fois proches du cœur économique et politique du pays (ils se situent à une dizaine de kilomètres du centre de la capitale) et à la marge de celui-ci. Pour saisir ce que la marginalisation sociale signifie à Rincón Grande comme à Carpio, différentes focales seront ici mobilisées. La première section de ce chapitre sera ainsi dédiée à une description fine de ces espaces. Dans un second temps, je m'intéresserai aux logiques qui ont prévalu au moment de leur formation puis de leur consolidation. Je me focaliserai enfin sur les réalités socio-économiques qu'ils recouvrent aujourd'hui. À travers ces différentes entrées, on verra à quel point ces ensembles urbains, souvent considérés comme homogènes, constituent en réalité des ensembles hétérogènes et faiblement unifiés.

Section A - De Rincón Grande de Pavas à Carpio : le Costa Rica par les marges

Rincón Grande de Pavas et La Carpio sont situés dans le nord-nord ouest du canton de San José, à une demi-heure en bus du centre de la capitale. Un détour par les ruelles de ces quartiers permet de mieux saisir ce que peut signifier la marginalisation sociale au Costa Rica.

Encadré n°4 - Glossaire de la marginalisation urbaine au Costa Rica

Barrio urbano-marginal: Littéralement le terme désigne des territoires urbains socialement marginalisés. Malgré la grande hétérogénéité des situations sociales que l'on rencontre dans ces quartiers, ils se caractérisent par une part importante de foyers vivant sous le seuil de pauvreté et connaissant des difficultés socio-économiques. En matière de logement et d'infrastructures, on observe une pluralité de situations. En effet, si certains secteurs de ces quartiers se sont progressivement urbanisés et peuvent disposer de droits de propriété, d'autres, appelés *precarios* sont toujours caractérisés par le manque d'infrastructures et de services collectifs, la précarité de l'habitat et la faiblesse des niveaux de revenu des habitants. Le terme que mobilisent les acteurs pour désigner les occupations de terre qui donnent naissance à ces *precarios* est généralement celui d'« *invasion* ».

Precario: Ce terme renvoie au statut illégal d'une construction. Les *precaristas* sont les personnes habitant la construction en question.

Tugurio: Le terme pourrait être traduit en français par « taudis ». Il s'agit en effet d'un espace destiné à l'habitat dont l'État le rend cependant impropre à une telle fonction. Dans le sens commun, le *tugurio* renvoie également à un ensemble de logements insalubres et à ce que la loi définit comme l'« *área de tugurio* », littéralement, « zone de taudis » : « un périmètre à prédominance résidentielle dans lequel les rues, le manque de services, comme les constructions ou les infrastructures sont impropres à la sécurité, à la santé ou encore aux mœurs de la communauté et ce pour des raisons de forte densité de population, de conception défectueuse, de manque d'éclairage et d'aération, d'insalubrité ou d'une combinaison de ces facteurs »⁵. Les habitants des *tugurios* sont parfois appelés *tugurianos*.

Alors que le terme *precario* renvoie à la question de la légalité de l'habitat, celui de *tugurio* vise plutôt l'état du bâti et l'accès aux services de base. En ce sens, légalement, si une construction peut être à la fois un *tugurio* et un *precario*, un *tugurio* n'est pas nécessairement un *precario*, et un *precario* n'est pas nécessairement un *tugurio*.

Ciudadela : Le terme désigne généralement un grand *precario*. Il est ainsi souvent mobilisé en référence à Carpio. De moins en moins cependant, lorsqu'il s'agit de Rincón Grande.

Ranchos: Littéralement, le terme peut se traduire par « baraques », ou « maisonnettes de tôle ».

Covacha : Le terme désigne un logement de fortune, peu commode, obscur et de petite taille⁶. Au Costa Rica, les *covachas* sont plus particulièrement des abris de tissu.

⁵ Extrait de la « *Ley de erradicación de tugurios y defensa de sus arrendatarios* » (16.06.1961).

⁶ Site internet du dictionnaire de la Real Academia Española. *Diccionario de la lengua española*, 23^a ed., Edición del Tricentenario [En línea], URL : <http://lema.rae.es/>.

1. Rincón Grande de Pavas. Entre zones urbanisées et *precarios* : détour par un quartier hétérogène

Le quartier de Rincón Grande de Pavas se trouve, comme son nom l'indique, dans le district de Pavas, à une dizaine de kilomètres au nord-ouest du centre de la capitale. En prenant le bus à la *Coca Cola*, l'une des gares routières de San José, il faut entre une demi-heure et quarante minutes pour se rendre à ce quartier, situé au bout du canton. Une fois passés devant le « Stade national [*Estadio Nacional*] » et les bureaux de la chaîne de télévision *Teletica*, les bus entrent dans le district de Pavas. Il faut encore parcourir plusieurs kilomètres pour arriver à Rincón Grande. Ce faisant, on traverse la partie la plus huppée du district, où se situent l'imposante ambassade des États-Unis, la *Casa Presidencial* et les résidences de nombreux hommes et femmes politiques costariciens. Difficile de dire cependant à quel endroit se situe véritablement l'entrée du quartier. De fait, il n'y a pas de réponse unanime à la question de savoir si c'est la ligne de chemin de fer ou le terrain de sport de Santa Fe qui constitue la limite du quartier. C'est d'ailleurs ce que donne à entendre Yolanda lorsqu'elle explique :

« Certaines personnes disent que Rincón Grande commence à la ligne du train. Mais ça n'est pas vrai, parce que ça impliquerait les *Urbanizaciones* [secteur situé plus à l'Est près de la voie ferrée]. Et là, ça serait une autre acceptation de la communauté. Rincón Grande commence ici, à la place Santa Fe »⁷.

La définition des frontières territoriales du quartier pose également la question de l'urbanisation de Santa Fe, située au sud de la place du même nom. Cette zone pavillonnaire fermée pour classe moyenne est généralement considérée comme un peu à part, ses habitants n'entretenant pas ou très peu de relations avec le reste des résidents de la zone. Ainsi, selon les points de vue, Rincón Grande fait l'objet de définitions concurrentes. Une fois passée la ligne de chemin de fer et la zone industrielle « Pavas Ouest », et si l'on excepte le cas du résidentiel Santa Fe, il y a cependant consensus, il s'agit bien de Rincón Grande de Pavas. Cent soixante-dix hectares de terres⁸ situées entre le *Río Torres*, au Nord, et le *Río Tiribí* au sud (voir Illustration n°1, page suivante), et où résident un peu plus de 30 000 habitants⁹. Au sud des gorges escarpées du *Tiribí*, on aperçoit la route 27, qui relie San José au port de Caldera (sur le Pacifique), en passant par les districts plus aisés d'Escazú et de Santa Ana (voir annexe n°2, cartes n°4 et n°6).

⁷ Carnet de terrain, février 2010.

⁸ Calculs de l'auteure sur la base des données fournies dans OBSERVATORIO MUNICIPAL. SISTEMA DE INFORMACIÓN GEOGRÁFICA Y CADASTRAL, *Estudio de la condiciones de habilidad urbana en el cantón San José. Division de Barrios*, San José, Municipalidad de San José, 2013.

⁹ Selon le recensement réalisé en 2011 par l'Institut national de statistiques et du recensement (INEC), Rincón Grande compterait 30 337 habitants (et 30 814 en comptant Santa Fe) (*Ibid.*)

Illustration n°1 - La Carpio (au nord) et Rincón Grande de Pavas (au sud) vus du ciel



Source : Photo aérienne de San José, C. Floderer, juin 2009.

Illustration n°2 - Rue principale de Rincón Grande



Source : C. Floderer, février 2010.

Depuis le Sud du quartier, on aperçoit d'ailleurs l'imposant et luxueux centre commercial *Multiplaza* et de nombreux hôtels, centres de conférence et commerces. Au Nord, au-delà des gorges du *Río Torres*, c'est un autre *barrio urbano-marginal* que l'on observe, celui de *La Carpio* (voir *infra*). Après la zone pavillonnaire fermée de Santa Fe, et le terrain de sport du même nom, le bus poursuit sa route sur deux kilomètres, jusqu'au bout du quartier, qui fait également office de frontière ouest du district et du canton. Le quartier est traversé d'Est en Ouest par une route qui constitue un lieu de transit essentiel, puisqu'il s'agit de l'unique sortie du quartier pour les véhicules (voir Illustration n°2, page précédente).

Sur cette large avenue d'environ deux kilomètres, les va-et-vient sont constants. Le réseau de bus assure tout au long de la journée le transport de centaines de personnes entre l'extrême ouest du district de Pavas et le centre de la capitale. Aux abords de cette avenue, on observe des habitations mais surtout, des petits commerces et des infrastructures collectives : le collège et les deux écoles primaires du quartier, le poste de police, le stade, quelques salles communales ou encore la bibliothèque et l'Eglise catholique sont facilement observables depuis l'avenue. Ainsi, la différence entre ce *barrio urbano-marginal* et des quartiers populaires, tels que les Hatillo¹⁰, ne saute pas aux yeux. Pas de signes flagrants en effet, d'une situation de paupérisation extrême. En y prêtant attention, quelques éléments interrogent cependant : des ruelles non asphaltées, un poteau électrique qu'un promoteur immobilier n'a pas pris le temps de déplacer sur le trottoir et a donc laissé posé sur l'asphalte, ou le barrage policier installé en permanence à l'entrée du quartier (en 2012)... C'est en quittant l'avenue principale et en s'approchant des abords des rivières que l'on peut commencer à repérer les signes les plus évidents de pauvreté (Illustration n°3, page suivante ; Illustration n°8, p. 214). Les baraques de tôle (les *ranchos*), l'absence d'espaces verts et d'infrastructures collectives, les routes et chemins de terre ainsi que les ruisseaux et les mares alimentés par les eaux usées constituent alors autant d'éléments caractéristiques de ce que l'on s'attend à trouver dans un bidonville latino-américain.

Bien qu'au premier abord le quartier de Rincón Grande n'apparaisse pas comme un quartier particulièrement défavorisé, des signes révèlent cependant rapidement la situation de précarité et de marginalisation d'une partie de ses habitants. Surtout, le quartier n'apparaît pas comme un ensemble homogène. Au contraire, les infrastructures et l'habitat donnent à voir une certaine diversité. Cette diversité existe également à Carpio, mais y est cependant moins marquée.

¹⁰ Hatillo est l'un des quartiers situés dans les *Barrios del Sur* de San José. Ce sont historiquement de classes populaires et de petites classes moyennes.

Illustration n°3 – Vues de Rincón Grande



Source : (1) Precario de San Jacinto; (2) Ruelle d'un secteur formalisé de San Jacinto, avec au second plan le Mall Multiplaza d'Ezcazú (C. Floderer, février 2010).

2. La Carpio. À quelques kilomètres de San José, le plus grand *precario* costaricien

C'est à quelques encablures au nord de Rincón Grande que se situe La Carpio, connu comme le plus grand *precario* du pays (voir encadré n°4, p. 185). Une population d'au moins 18 000 personnes, sur 35 hectares. Cette concentration de pauvreté s'est développée sur un territoire peu propice à une telle urbanisation, ce qui a, dans une certaine mesure, renforcé les logiques de ségrégations urbaines ici à l'œuvre¹¹. Dans un premier temps, le quartier donne l'impression d'un certain isolement que le réseau de bus, qui assure la connexion en trente minutes au centre de la capitale, peine à atténuer. Cette impression d'isolement est en particulier due à la topographie. Le quartier est en effet situé sur un îlot rocheux. Hormis le petit pont de singe qui permet aux plus téméraires de se rendre à Rincón Grande (Illustration n°6, p. 195), le quartier n'est rattaché au reste du canton (à l'Est) que par une fine tranche de roche longue d'un kilomètre : le *puente piedra* (Illustration n°4, ci-dessous).

Illustration n°4 – Le Puente Piedra



Source : Photo de Jorge Arce, publiée dans *La Nación*, 8 février 2014.

¹¹ C. SANDOVAL & AL., *Un país fragmentado...*, op. cit., p. xiii.

Lorsque l'on arrive de San José, une fois passés l'hôpital Mexico¹², le parc d'attraction, les locaux de l'Institut national d'apprentissage (INA) et ceux de la chaîne de télévision *Canal 13*, le *punte piedra* (littéralement le pont de pierre), comme l'appellent les habitants du quartier, semble marquer une séparation entre deux territoires bien distincts, que le petit trottoir et l'éclairage public, construits depuis 2011, ne suffisent pas à rapprocher. Le pont est l'unique sortie carrossable du quartier et se trouve régulièrement embouteillé¹³. Aux véhicules des habitants, viennent en effet s'ajouter les nombreux bus mais surtout les camions qui viennent déverser toutes sortes de déchets et de résidus à la décharge installée depuis 2000 à l'extrême ouest du quartier. Chaque jour, des centaines de camions sillonnent donc le quartier afin d'aller déverser leurs chargements dans le *Parc de technologie environnementale de La Carpio*, qui constitue, malgré son nom joliment euphémisé, l'une des plus importantes décharges de l'aire métropolitaine. Ils utilisent donc la voie sans issue qui traverse le quartier d'Est en Ouest et qui a été asphaltée afin de desservir la décharge et au-delà, la centrale électrique *Electriona*. Si le *precario* jouxte à l'Est la décharge, il est accolé, à l'Ouest, à une ancienne carrière, où une entreprise produit aujourd'hui des matériaux de construction et de revêtement, diffusant ainsi une fine poussière sur le quartier, souvent balayé par un vent d'Ouest. Depuis 2012, une usine de traitement des eaux usées de la capitale est en construction sur le versant sud-ouest du quartier, ajoutant encore à la concentration autour de ce petit territoire d'activités se révélant particulièrement gênantes, polluantes voire nocives, pour les habitants (Illustration n°4, page précédente).

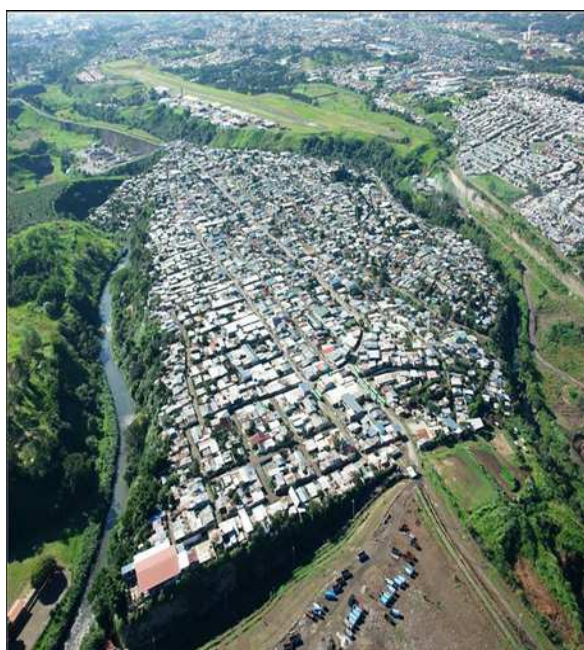
Dès l'entrée du quartier, à l'Est, alors que l'on attend, généralement coincé dans le bus, de pouvoir entrer dans le quartier, la perspective permet d'observer, en contrebas, les abords du *Río Virilla* et l'entassement des baraques de tôles et de bois de l'un des secteurs les plus instables du quartier. Quand le flux de véhicules laisse enfin pénétrer le bus dans le quartier, on comprend que l'embouteillage quasi constant est lié aux camions-poubelles qui stoppent tour à tour pour vendre une partie de leur marchandise [*chatarra*]. La ferraille, le bois, les composants électroniques ou encore les textiles sont ainsi récupérés par des groupes d'enfants, qui semblent avoir entre 7 et 12 ans, et qui s'occupent, une fois l'école finie, de faire le tri et de déposer leur butin dans un grand hangar voisin. Une fois passé l'entrepôt, le trafic est généralement plus fluide. Sur le kilomètre qui sépare l'entrée du quartier du terminus, le bus s'arrête cinq fois, cinq arrêts qui sont autant de repères pour s'orienter dans le

¹² Il s'agit de l'un des plus grands hôpitaux de la GAM.

¹³ Il existe bien une impasse, qui se prolonge vers l'ouest, mais elle n'est guère utilisée que par les fonctionnaires de l'ICE se rendant à la centrale *Electriona*. La proximité de la centrale explique en outre la présence de pylônes électriques et de lignes à haute tension dans le quartier.

quartier. Tout au long de la rue principale et tout particulièrement aux différents arrêts du bus, on pourra être surpris, surtout si l'on arrive de Rincón Grande, du nombre important de petites échoppes, et du monde qui déambule dans la rue. Une fois la nuit tombée, entre 17 h 30 et 17 h 45 toute l'année, il y a moins de monde à l'extérieur, mais à l'approche du week-end, se font voir et entendre les lumières et les musiques des nombreuses églises dont les locaux donnent sur la rue principale.

Illustration n°5 - La Carpio



Sources : (à gauche) Site internet de la municipalité de San José (à droite) *Journal de la Carpio*.

Sur la rue principale, et sur celle qui la double un peu plus au Nord (voir Illustration n°5, ci-dessus ; Illustration n°7, p. 195), l'habitat ne rappelle en rien les baraques de tôles et de bois que l'on pouvait observer en contrebas, à l'entrée du quartier. Bien au contraire, alors que les risques d'expulsion s'amenuisaient, les habitants du quartier ont progressivement construit des maisons dans des matériaux plus résistants. Aux abords de ces deux rues, se trouvent des maisons et des locaux commerciaux, dont certains s'élèvent sur deux étages. C'est également là que s'est installé un grand centre de santé, constitué de neuf EBAIS¹⁴,

¹⁴ Les EBAIS, équipes élémentaires d'attention intégrale en matière de santé [*Equipos Básicos de Atención Integral en Salud*] sont des équipes médicales qui sont installées dans tous les quartiers et villages du Costa Rica.

l'école et son annexe et le poste de police. Ainsi, la partie du quartier située sur la portion plane de l'îlot rocheux est aujourd'hui relativement bien urbanisée, du fait de la qualité du bâti et de la présence des infrastructures collectives. Les disparités avec les zones en contrebas n'en sont que plus criantes. Les petits chemins de ciment ou de terre et les baraques de tôles et de bois révèlent une importante précarité. Aux abords des rivières, l'espace habité ne désemplit pas et ce, bien que chaque montée des eaux provoque la destruction d'une partie des *ranchos*¹⁵.

Pour comprendre les logiques de peuplement de ces quartiers et ce faisant, la façon dont certains secteurs ont pu progressivement s'urbaniser formellement, un détour par l'histoire de leur formation est nécessaire.

Ils visent à apporter les premiers soins. Dans chaque centre de santé, peuvent se trouver un ou plusieurs EBAIS. En 2011, à Carpio, le service est passé de quatre EBAIS à neuf.

¹⁵ Le Costa Rica est un pays tropical et connaît d'abondantes précipitations. Ainsi, entre 2010 et 2014, il est tombé en moyenne 2 926 millimètres d'eau chaque année, contre seulement 867 en France. (Données de la banque mondiale [en ligne] <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/AG.LND.PRCP.MM>. Consulté le 2 août 2015). La saison des pluies débute généralement au mois de mai et dure jusqu'en novembre. Durant cette période, les fortes pluies causent d'importantes crues et des glissements de terrain.

Illustration n°6 - La Carpio, aux abords du Río Torres
(au premier plan, le petit pont de singe, qui permet d'accéder à Rincón Grande)



Source: FUPROVI/Manuel Morales Pérez, *Plan maestro mejoramiento urbano asentamiento La Carpio*, novembre 2007

Illustration n°7 - Rue centrale de la Carpio



Source : photo d'Adrian Soto, publiée in *Revista Perfil*, 18 juillet 2014



Source: photo ©2012 EFCA, <http://reachglobalnews.org/>, 6 juillet 2012

Section B - Des histoires urbaines au cœur de la crise (1986-1995)

Rincón Grande de Pavas et La Carpio sont des quartiers, relativement récents, fondés respectivement durant les années 1980 pour le premier, et durant les années 1990 pour le second. Leur histoire, et celle de leurs habitants, est au cœur des dynamiques économiques, sociales, politiques qu'a connu le Costa Rica depuis trois décennies. Saisir les réalités de ces quartiers aujourd'hui implique de se pencher sur le contexte même de leur création et sur les transformations qu'ils ont connues depuis lors.

1. Urbanisation de San José et logiques de relégation urbaine antérieures à 1980

La ville de San José connaît un essor tardif par rapport à la plupart des grandes villes latino-américaines¹⁶. Celle-ci n'ayant pas été un lieu du pouvoir colonial, c'est au XIX^e siècle, durant la période de l'État libéral qu'elle se développe (voir chapitre 1). Selon Florencia Quesada, cette conjoncture politique, marquée par les idées positivistes et les préceptes hygiénistes, se traduit par la mise en œuvre de politiques de modernisation urbaine, qui s'accompagne d'une « ségrégation délibérée de l'espace urbain »¹⁷. Au Nord, une San José, bourgeoise et moderne se développe, pendant qu'au Sud et au Nord-Ouest, des quartiers plus populaires « centre[s] d'attention des inspecteurs sanitaires dans leur tentative de transformer tant l'espace physique, que ses habitants »¹⁸ voient le jour. Progressivement, du fait de l'augmentation du prix des loyers, mais aussi de déplacements de population, les catégories populaires s'installent en périphérie de la ville, en dehors du centre historique. C'est ainsi que se constituent, dès le début du XX^e siècle, les quartiers connus comme les *Barrios del sur*.

Ce processus de relégation urbaine, initié avec l'expansion caféière se renforce tout au long du XX^e siècle. Entre 1950 et 1980, du fait des transformations de l'économie costaricienne et notamment de la croissance de la production industrielle, la ville de San José croît rapidement. Ses activités, qui étaient jusque-là tournées vers les administrations, la finance et le commerce, se diversifient à partir des années 1950. La ville et son agglomération voient alors se développer des activités industrielles et deviennent le principal centre de

¹⁶ S. PALMER, « Prolegómenos a toda historia futura de San José... », *op. cit.*, p. 181-213.

¹⁷ F. QUESADA, *La modernización entre cafetales. San José, Costa Rica, 1880-1930*, tesis doctoral, Facultad de Humanidades de la Universidad de Helsinki, Instituto Renvall, 2007, p. 71.

¹⁸ *Ibid.*

production du pays¹⁹. De 111 820 habitants en 1950, San José passe à près de 288 054 en 2011²⁰. Mais, surtout, si l'on considère la Grande aire métropolitaine (GAM), qui est composée des Aires métropolitaines de San José, Alajuela, Heredia et Cartago, les principales villes du pays situées dans la *Valle Central*, ce sont près de 2,3 millions de personnes en 2011 (soit près de la moitié des habitants du pays), contre moins de 700 000 en 1963²¹.

Bien que marqué par des logiques de relégation urbaine, ce processus d'urbanisation n'entraîne pas la formation, comme dans d'autres pays d'Amérique latine (voire *infra*), d'importants bidonvilles dans la périphérie de la capitale avant les années 1980. Les quartiers populaires s'agrandissent et des formes d'habitat précaire, alors appelés *chinchorros*, se développent aux abords des rivières, sous les ponts et à proximité de routes et des chemins vers les propriétés caféières²², sans constituer pour autant de grandes concentrations géographiques de pauvreté²³. À partir de la fin des années 1970 cependant, l'émergence d'un important mouvement social en matière de logement et la multiplication des occupations de terre au sein de l'aire métropolitaine de San José (AMSJ)²⁴ ont durablement politisé cette question (voir chapitre 1, section B), et considérablement modifié les dynamiques d'urbanisation.

¹⁹ En ce sens, voir E. OLIVARES FERRETO, *Migraciones y división social del espacio. El asentamiento de la población nicaragüense en el cantón central de San José*, San José (CR), FLACSO, Cuaderno de Ciencias Sociales, n°144, 2006.

²⁰ Chiffres du recensement de l'INEC de 2011. Sur le site de la municipalité de San José : https://www.ms.j.cr/informacion_ciudadana/SiteAssets/FASC%C3%8DCULO%20No%201%20CARACTER%C3%8DSTICAS%20DEMOGR%C3%81FICAS.pdf. Consulté le 21 juillet 2015.

²¹ R. ARIAS RAMÍREZ, L. SÁNCHEZ HERNÁNDEZ, « Patrones de concentración y evolución de la localización Industrial y del mercado laboral en la Gran Área Metropolitana (GAM) », *Serie de Divulgación Económica (UCR/Instituto de Investigaciones en Ciencias Económicas)*, n°17, dic. 2012.

²² C. SANDOVAL GARCÍA & AL., *Un país fragmentado...*, *op.cit.* p.12-13.

²³ En ce sens, voir M. MORA, F. SOLANO, *Nuevas tendencias del desarrollo urbano en Costa Rica: El caso del Área Metropolitana de San José*, San José (Costa Rica), Editorial Alma Máter, 1994, p. 19, cité par E. OLIVARES FERRETO, *Migraciones y división social del espacio...*, *op. cit.*, p.61.

²⁴ Voir annexe n°2, carte n°4.

2. De l'émergence du mouvement social du logement à la naissance de Rincón Grande (1970-1980)

Durant les années 1980, le Costa Rica connaît une importante mobilisation sociale autour de la question du logement. C'est dans le cadre même de cette mobilisation que Rincón Grande, mais aussi Los Guido ou Los Cuadros sont fondés. Si Rincón Grande a par la suite connu de nouvelles arrivées de populations et de nombreux départs, la réalité du quartier témoigne encore aujourd'hui des mobilisations des années 1980²⁵.

2.1. Crise économique et émergence du mouvement social de l'habitat

À partir des années 1970, les limites du modèle de développement mis en œuvre au Costa Rica se font plus apparentes²⁶. La dette du pays croît rapidement. L'inflation augmente. Dans les zones rurales, les politiques visant à améliorer la productivité des activités agricoles se sont révélées néfastes pour une partie de la petite paysannerie : les conflits liés à l'usage des terres agricoles se sont multipliés et l'exode rural s'est accru. Dans les zones urbaines, la pression démographique, qui est notamment le fruit des migrations intérieures et de l'industrialisation, favorise une forte augmentation des loyers. Dès la fin des années 1970, puis durant les années 1980, évolutions démographiques et crise économique se traduisent par une forte pression inflationniste, qui pèse tant sur le prix des loyers que le coût de la construction. Dans les périphéries des villes, de nombreux *precarios*, fruits d'occupations illégales de terre, se développent alors.

José Manuel Valverde note qu'en « 1983 le déficit de logements dans le pays affecte déjà quelques 270 000 familles, ce qui équivaut à 61,7% de la population totale du pays »²⁷. En réponse à cette crise du logement, les occupations de terre se multiplient. On retrouve ainsi dans le cas costaricien des processus similaires à ceux observés dans d'autres pays d'Amérique latine et au-delà²⁸ : des populations s'installent sur des propriétés publiques,

²⁵ Voir chapitre 1, section B.

²⁶ Voir Section B et C du chapitre 1.

²⁷ J. M. VALVERDE ROJAS, *Elementos para la comprensión de la política estatal de vivienda en Costa Rica el caso de la administración Carazo Odio*, tesis de maestría en sociología, San José, Universidad de Costa Rica, 1987, p. 95.

²⁸ De très nombreux auteurs ont décrits des processus similaires à partir de cas nationaux très divers. Chaque cas rappelle cependant que ces processus restent nécessairement marqués par les contextes politiques nationaux. Pour quelques exemples, voir : C. GOIRAND, *La politique des favelas...*, *op. cit.*, notamment p. 125-139 ; L. VALLADARES, *La favela d'un siècle à l'autre*, Paris, Éditions de la maison des sciences de l'homme, 2006, p. 15-65 ; P. DOSH, *Demanding the Land. Urban Popular Movements in Peru and Ecuador, 1990-2005*, University Park, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press, 2010. Mais aussi : A. BAYAT, *Street Politics. Poor*

détenues par l'État ou par des institutions autonomes²⁹ voire sur des terrains privés laissés à l'abandon. Une fois installées, si elles n'ont pas été expulsées par les autorités, elles peuvent se voir concéder des services minimaux tels que l'eau, l'électricité puis des écoles et des infrastructures de santé et de transport. Comme l'observent Ligia Chacón et Enrique Freer dans leur article sur le *precarismo* au Costa Rica,

« L'établissement en *precario* constitue une forme d'adaptation des groupes sociaux marginalisés. [...] C'est devenu une forme normale d'occupation, d'organisation, de conditionnement de la terre urbaine pour un secteur croissant de la population, en particulier dans les métropoles et les centres urbains qui connaissent une croissance explosive. L'établissement en *precario* est une manifestation des stratégies de survie que développent des groupes marginalisés des processus de production et de consommation, pour assurer leur subsistance dans des conditions extrêmement défavorables »³⁰.

Si l'occupation précaire et illégale de terrains publics ou semi-publics par des populations en proie à des difficultés économiques n'est pas une nouveauté des années 1980, ce phénomène prend néanmoins dans cette période un tour particulier. La crise économique des années 1980 et l'extrême politisation dont fait l'objet la question de l'habitat dans cette période se traduisent par une multiplication des occupations de terre d'une ampleur jusque-là inégalée.

2.2. Ressorts de politisation de la question de l'habitat

Comme souligné dans le chapitre 1, dans le Costa Rica des années 1950-1970, les politiques sociales ont constitué un ressort de canalisation des demandes sociales. Au début des années 1970, alors que les limites du nouveau modèle de développement se font jour, des institutions étatiques sont créées afin de mettre en œuvre une politique sociale de lutte contre l'extrême pauvreté. Cela se traduit notamment par la création de l'IMAS (*Instituto mixto de ayuda social*), en 1971, d'un fonds pour les allocations familiales en 1974, et d'une aide au logement³¹. En effet, le manque de logements commence à se constituer en problème public, vu comme l'une des manifestations de l'extrême pauvreté et appelant une réponse institutionnelle. Une partie importante du budget de l'IMAS est d'ailleurs dédiée à la mise en œuvre d'un programme pour le logement en faveur des plus pauvres. Ces programmes

People's Movements in Iran, New York, Columbia University Press, 1997 ou L. ZAKI, *Pratiques politiques au bidonville...*, *op. cit.*

²⁹ Comme souligné précédemment, les institutions autonomes regroupent un ensemble assez large d'entités qui sont l'équivalent en France des autorités administratives indépendantes, des organismes paritaires, des établissements publics industriels et commerciaux.

³⁰ L. CHACÓN, E. FREER, « El precarismo: análisis histórico y su desarrollo en el distrito de Pavas, San José, Costa Rica », *Revista Costarricense de ciencias médicas*, vol. 20, n° 3-4, 1999, p.199-200.

³¹ Pour des précisions sur les mesures alors mises en œuvre, voir : M. SAGOT, *Women, political activism...*, *op. cit.*, p. 69-80.

s'accompagnent de la formation de comités pour le logement qui visent à réunir des individus avec des demandes en matière d'habitat³².

La prise en charge politique de cet enjeu est à associer aux mobilisations populaires qui se produisent alors dans ce domaine. Dans la même période, en effet, des organisations, se revendiquant d'une gauche alternative à la gauche communiste traditionnelle se saisissent de cet enjeu. Alors que Parti communiste costaricien (*Partido de vanguardia popular – PVP*) est de nouveau autorisé à participer aux élections³³, les communistes sont vivement concurrencés par des organisations maoïstes et trotskistes qui cherchent à favoriser la mobilisation des couches inférieures des catégories populaires. Leurs militants revendiquent une posture plus radicale, et critiquent l'incapacité de la gauche communiste traditionnelle incarnée par le PVP à proposer une alternative face aux transformations de la société costaricienne. Ils font valoir la nécessité de se rapprocher des groupes sociaux les plus marginalisés, jusque-là délaissés par le PVP, en cherchant à identifier leurs besoins pratiques afin de les articuler à une critique sociale et politique plus radicale. Durant les années 1970, des militants, et surtout des militantes, se lancent dans l'organisation des femmes *Barrios del Sur* de San José autour de la question des droits reproductifs³⁴. C'est cependant vers la question de l'habitat que sont rapidement réorientées les revendications. Alors que la situation socio-économique exacerbe les problèmes de logement, l'existence et l'insuffisance des politiques sociales en la matière favorisent une politisation de cette question. En s'appuyant sur les déçus des comités pour le logement des programmes gouvernementaux, des organisations trotskistes commencent à organiser des comités pour le logement alternatifs dans les *Barrios del Sur*, puis, dans le reste de l'aire métropolitaine. En 1980, le Comité patriotique national [*comité Patriótico Nacional - COPAN*], fondé pour fédérer les organisations d'ascendance trotskiste, réunit une centaine de comités, soit plus et de trois mille familles³⁵.

Dans les quartiers populaires et dans les *precarios* de la périphérie de San José, ces organisations se multiplient. *Los Nietos de Carazo* [« les petits enfants de Carazo », président de 1978 à 1982], *Los hijos de doña Estrella* [« les enfants de madame Estrella », l'épouse du président], *Promesas de Carazo* [« Promesses de Carazo »], *Monseñor Arrieta* [alors, archevêque de San José], *Luchemos juntos* [« Luttons ensemble »], les *precarios* et leur comité prennent alors des noms qui évoquent bien souvent le contexte politique du moment. À ce titre, Claudio, l'un des membres des *Nietos de Carazo* souligne :

³² M. SAGOT, *Women, political activism and housing...*, op. cit., p. 83.

³³ Comme souligné dans le chapitre 1, le PVP a été interdit à la suite de la Guerre civile de 1948.

³⁴ *Ibid.*, p. 80-81.

³⁵ *Ibid.*, p. 87.

« 1979 a été l'année internationale de l'enfant, et donc, des droits de l'enfant. Le groupe s'est appelé '*Les petits-enfants de Carazo*' pour dire que ces enfants [*du precario*] devaient avoir les mêmes droits que les petits-enfants du président, qui était alors Carazo »³⁶.

Si certains de ces groupes sont liés à COPAN, d'autres se fédèrent progressivement autour d'autres réseaux partisans, et notamment du PLN. En ce sens, Claudio, toujours, explique ainsi l'association de son propre groupe au PLN :

« C'était la crise à l'INVU [*l'Institut national du logement et de l'urbanisme*], ils n'avaient pas de ressources. Avec d'autres groupes, on a commencé à chercher une solution ailleurs. On a monté une petite organisation *ad hoc*. Pour trouver des financements pour l'INVU, on est allé à l'Assemblée, au [*ministère du*] Budget. Et petit à petit, on est entré dans la partie politique... par Libération nationale... et on a fondé un grand mouvement, qui s'est appelé le Front démocratique pour le logement [*Frente democrático de la vivienda* - FDV]. [...] J'étais l'un des coordinateurs du Front démocratique... Nous avions de l'argent du gouvernement... et il y avait une sorte d'alliance [*medio matrimonio*] »³⁷.

Au tournant des années 1980, il existe un nombre important de comités pour le logement, fédérés dans des organisations nationales fortement politisées. Face à la Coordination nationale de lutte pour un logement décent [*Coordinadora nacional de lucha por la vivienda digna*], qui est directement associée à COPAN, et à ce titre aux trotskistes, naît le Front démocratique pour le logement [*Frente democrático de la vivienda* - FDV], proche du PLN³⁸. En 1984, suite à une dissidence au sein du FDV, c'est le Front costaricien pour le logement [*Frente costarricense de la vivienda* - FCV], également proche du PLN, qui voit le jour. Enfin, un éphémère Front national pour le logement [*Frente nacional de vivienda* - FNV], proche du PVP, est fondé à la veille de l'élection présidentielle de 1986³⁹.

Ces groupes constituent un mouvement social fortement revendicatif. Manifestations massives, blocages de routes, grèves de la faim, obstruction de l'accès à des administrations (« *toma del INVU* »)⁴⁰ et occupations de terre sont autant de leurs modalités d'action. En fonction des rapports de force avec les responsables politiques, chaque groupe alterne entre

³⁶ Entretien avec Claudio, février 2008.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Comme on l'a déjà souligné auparavant, l'un des dirigeants du FDV n'est autre que Guido Granados, un homme politique membre du PLN.

³⁹ La construction du problème public de l'habitat a reposé sur une forte interpénétration entre mouvements protestataires et organisations partisans. Cet exemple met ainsi en lumière l'existence de passerelles entre différents espaces sociaux qui sont souvent considérés comme opposés et étudiés séparément. Étudier les points de contacts entre ces espaces apparaît cependant central pour saisir ici les conditions de la politisation de cet enjeu. Sur une invitation à décroquer l'analyse des partis et étude des mouvements sociaux, voir : S. LUCK, S. DECHEZELLES (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes ?*, *op. cit.*, et notamment leur introduction : « Introduction Mondes mouvementistes et partisans: points de contact, passerelles et pistes d'exploration », p. 9-28.

⁴⁰ En mai 1983, une manifestation est organisée devant l'INVU, elle se poursuit par l'occupation du bâtiment pendant quelques heures : c'est la « prise de l'INVU » [*la toma del INVU*]. Elle a été menée par le FDV, dont l'un des principaux entrepreneurs est alors le député Guido Granados (E. MOLINA ALFARO, *Repercusiones politico-organizativas...*, *op. cit.*, p. 51-52; J. G. ROMÁN MADRIGAL, *La incidencia de las políticas públicas de vivienda*, *op. cit.*, p. 115).

des modes d'action contestataires, plus ou moins violents, et des tentatives de négociations. Face aux mobilisations, des solutions sont imaginées. D'une part, des projets de construction de logements sociaux, voire d'auto-construction, sont lancés, mais peinent à répondre à la demande croissante. D'autre part, des installations plus massives sont envisagées : des centaines de familles s'installent sur des terrains non viabilisés, généralement propriétés de l'État ou d'une municipalité, dans des maisonnettes de fortune en attendant des solutions durables. Cela se fait généralement en accord, ou tout du moins avec un soutien tacite des responsables politiques⁴¹.

La première de ces occupations massives se produit en 1983 sur la propriété de Los Cuadros de Goicoechea. 1 200 familles, en grande majorité membres du FDV, sont déplacées, de *precarios* de l'aire métropolitaine vers ce terrain éloigné de tout transport urbain et non raccordé à l'eau et à l'électricité, et ce, en pleine saison des pluies⁴². S'en suivront des années de pressions sur les gouvernements successifs pour l'obtention des services de base, puis des titres de propriété. Face à l'insuffisance des réponses institutionnelles, le mouvement social se poursuit. Le FDV continue de se mobiliser malgré une nette transformation de son répertoire d'action, qui passe « d'une multitude de mobilisations et d'occupations de bâtiments à des dénonciations verbales d'une bureaucratie inefficace »⁴³. Les comités de COPAN, particulièrement défavorisés par rapport au FDV, entrent alors, selon E. Molina Alfaro, dans une phase plus radicale, marquée par des grèves de la faim, de nombreuses manifestations et de blocages de rues⁴⁴ qui se soldent bien souvent par des affrontements avec la police et par une forte répression.

À partir de 1985 cependant, la situation change rapidement avec la campagne électorale. Óscar Arias Sánchez, le candidat du PLN, fait alors de l'habitat un axe central de sa campagne, en promettant la construction de 80 000 maisons durant son mandat⁴⁵. Il

⁴¹ L'hypothèse de l'accord tacite des responsables politiques est soutenue par E. MOLINA ALFARO (*Ibid.*, p. 54) et confirmée par J. G. ROMÁN MADRIGAL, qui a lui-même été très impliqué dans le mouvement social et dans l'occupation de Rincón Grande (voir *La incidencia de las políticas públicas...*, *op. cit.*). Le sujet ne manque pas cependant de susciter des controverses, les responsables politiques se refusant quant à eux à reconnaître un quelconque accord préalable.

⁴² L'un des dirigeants de Los Cuadros, cité par J. G. ROMÁN souligne ainsi que « le gouvernement a fait afficher une annonce à tous ceux qui vivaient en *precario*. Moi, j'étais en *Calle Fallas* [Desamparados] et ils nous ont dit tel jour, on vient pour vous. Ils nous ont mis dans des fourgons... comme des cochons... et ils sont allés nous jeter là-bas [*como chanchos nos fueron a tirar*]. On est arrivé là-bas, et on a fabriqué notre *rancho*... » (*Ibid.*, p. 136)

⁴³ E. MOLINA ALFARO, *Repercusiones politico-organizativas...*, *op. cit.*, p. 56.

⁴⁴ Sur cet aspect, voir E. MOLINA ALFARO, *Repercusiones politico-organizativas...*, *op. cit.*, p. 54-59 ; M. SAGOT, *Women, political activism and housing...*, *op. cit.*, p. 100-114.

⁴⁵ Lors de la campagne pour les élections de 1986, O. Arias s'engage à faire construire 80 000 logements, en particulier pour les familles pauvres. Au final, si plus de 80 000 logements ont été construits, moins de 30 %

multiplie les promesses en direction des différentes organisations. Les négociations entamées entre le PLN et les trois principaux groupes mobilisés se soldent par un accord qui marque un tournant dans la mobilisation. Le FDV, le FCV, mais aussi COPAN accordent alors leur soutien au candidat libérationniste, en échange de l'assurance de l'investissement de son administration en matière d'habitat. Selon J. G. Román, alors dirigeant du FDV, les trois grandes organisations

« s'engagent à obtenir le soutien massif des familles organisées dans les comités pour le logement. Dorénavant, la question des solutions de logement dépend du succès du PLN. En outre, une nouvelle organisation institutionnelle du secteur habitat se profile, et tacitement, [les fronts et l'équipe Arias] se mettent d'accord [pour répartir différentes propriétés] : Los Guido de Desamparados sera pour le FCV ; Guararí d'Heredia, sera pour COPAN et le FDV obtiendra un projet de logement dans un lieu non défini »⁴⁶.

Suite à l'élection de février 1986, les différents fronts ne se démobilisent pas instantanément. Au contraire, les différentes organisations s'installent sur des propriétés non viabilisées qui, si l'on en croit J. G. Román, ont été négociées durant la campagne électorale. Pour pousser le gouvernement à tenir ses promesses de campagne et pour éviter que des comités concurrents ne s'installent sur ces propriétés, les fronts lancent des occupations massives. Elles sont soutenues par certains responsables politiques et tolérées par d'autres. Pour stopper la dynamique d'occupation, l'administration Arias et les fronts signent finalement un accord public dans lequel ces derniers s'engagent à emprunter « le chemin de la loi et de l'ordre [*el camino de la ley y el orden*] » et à empêcher la formation de nouveaux bidonvilles (annexe n°7). Cependant, durant les mois qui ont précédé l'accord et alors que la nouvelle administration n'était pas encore en fonction, les fronts et des comités non affiliés ont organisé des dizaines d'occupations de terres, et ont ainsi formé d'importants bidonvilles. C'est durant cette période qu'un millier de familles s'installe sur l'une des plus grandes propriétés de Rincón Grande, sur le modèle de ce qui s'est produit en 1983, à Los Cuadros de Goicoechea.

auraient été dédiés aux catégories défavorisées (M. CUBERO FALLAS, « El problema de la vivienda y la intervención del trabajo social », *Ciencias Sociales*, 56, 1992, p. 79-87).

⁴⁶ J. G. ROMÁN MADRIGAL, *La incidencia de las políticas...*, *op. cit.*, p. 146.

2.3. Rincón Grande, un quartier né de la crise des années 1980

Le district de Pavas a commencé à être peuplé dès le XIX^e siècle, mais c'est à partir des années 1970 que le district connaît un processus accéléré d'urbanisation. La population passe alors de 5 530 habitants en 1963, à 18 068 en 1973⁴⁷, et atteint 71 384 en 2011, ce qui en fait le district avec la plus forte croissance démographique du canton⁴⁸. Il est en outre le district avec les plus grandes disparités socio-économiques du canton et ce, du fait du développement de zones d'habitation pour les couches inférieures des classes populaires depuis la fin des années 1970⁴⁹. Dans la partie la plus à l'Ouest où se situe Rincón Grande, c'est surtout à partir des années 1980 que se déroule ce processus d'urbanisation.

Dès lors, des investisseurs privés et des institutions publiques se lancent dans l'acquisition de ces anciennes plantations caféières et dans la construction de logements. Face à la rapide expansion de la population de la GAM depuis les années 1960, de nombreux programmes d'urbanisation sont initiés. Les premiers projets d'urbanisation de l'extrême ouest de Pavas répondent tout particulièrement à la crise économique et sociale que le pays traverse à partir de la fin des années 1970 et visent à permettre à des populations aux capacités de paiement réduites d'accéder à la propriété. Dans ce secteur, cela se traduit notamment par de l'auto-construction qui est facilitée par la vente de petites parcelles dotées des services de base (eau, électricité, assainissement)⁵⁰. Mais, alors que la crise s'intensifie et que la pression sur le logement s'accroît, le peuplement de Rincón Grande s'accélère précipitamment dans la seconde moitié des années 1980 avec l'installation d'un millier de familles issues des *precarios* de la capitale dans l'une des propriétés jusqu'alors non occupée.

Quelques jours après l'élection d'Oscar Arias débute en effet l'installation des familles à Rincón Grande. Comme dans le cas de Los Cuadros, le détail de la longue préparation de

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ C'est ce qui est souligné sur la page de la municipalité de San José dédiée à la présentation du district (https://www.msj.go.cr/informacion_ciudadana/SitePages/pavas.aspx [29 décembre 2014])

⁴⁹ *Ibid.* Le district héberge à la fois un important hôpital psychiatrique, le Centre national des hautes technologies, un petit aéroport international, l'une des plus importantes zones industrielles du pays, plusieurs grandes ambassades (notamment l'ambassade des États-Unis), et des *barrios urbano-marginales*, avec d'importants *precarios*.

⁵⁰ Le programme « *lotes y servicios* » ou « *lotes con servicios* » [terrains et services] est l'un des dispositifs mis en œuvre par les institutions costariciennes afin de faire face à la problématique du logement des classes populaires. L'État se charge de viabiliser des propriétés et donne accès à des parcelles d'environ 100 m² qui sont connectées à l'eau potable, l'électricité, au système d'évacuation des eaux usées et au réseau routier. La construction des logements est ensuite laissée à la charge des bénéficiaires, qui peuvent recourir à l'auto-construction, voire à la constitution de coopératives communales. Ils bénéficient en outre de crédits à taux préférentiels pour l'achat des matériaux et la construction. Ce dispositif est alors promu par des organisations internationales, et notamment par la Banque interaméricaine de Développement (BID) et est mis en place dans de nombreux pays d'Amérique latine. (X. Q. ZHANG, *Housing for All: The Challenges of Affordability, Accessibility and Sustainability. The Experiences and Instruments from the Developing and Developed Worlds*, United Nations Human Settlements Programme, Nairobi, 2008, p. 61).

l'installation laisse peu de doutes sur le fait qu'elle a bénéficié d'un soutien de la part de certains responsables politiques. Le terrain a en effet été acheté en 1986 par l'IMAS grâce à un crédit spécifique [*partida específica*] octroyé par l'Assemblée nationale, dont la Commission financière [*Comisión de Hacendarios*] est alors présidée par Guido Granados, principal dirigeant du FDV⁵¹. À peine un mois après le rachat effectif de la propriété à la famille caféière Rohrmoser, le coup d'envoi de l'installation est donné. Comme Ida et sa fille, la très grande majorité des familles qui arrivent sur ce qui n'est encore qu'une plantation caféière est affiliée au Front démocratique pour le logement :

« Ida : Nous étions un groupe, nous avons besoin de logements. Nous habitions dans le centre de San José, là où se trouve aujourd'hui le lycée national. On s'est réuni avec des gens qui avaient pris en main la question de l'habitat. Parmi eux, il y avait un ex-député, et c'est comme ça que l'on a commencé à s'organiser.

CF : *Qui était ce député ?*

Ida : Guido... Mince, comment s'appelait-il ? Bref, c'était Guido⁵² ... On était en 1980... ou 1981... [...] je suis allée à cette réunion, et je me suis inscrite dans l'un des groupes qui se réunissait à Barrio Mexico [*dans le centre de San José*]. Je venais aux réunions, parce que l'idée était que l'on s'inscrivait en janvier, et qu'en mai, on nous donnait une maison. [...] Et de là, on a commencé le combat [*la lucha*]. Il n'y avait nulle part où aller. Et il n'y avait pas de maison! Et tout cela n'était que des mensonges! [...] Et finalement, en 1986, il y a de nouvelles élections. Et c'est Oscar Arias qui devient président. Et monsieur Oscar est arrivé avec l'idée d'allouer des maisons aux gens qui étaient dans le besoin. [...] Et donc, en 1986, on est venu ici »⁵³.

Quant à ceux qui ne sont pas membres du FDV, ce sont notamment les quelques familles de policiers associées au projet « *pour faire taire les doutes en matière de sécurité* »⁵⁴, un groupe issu du syndicat des employés municipaux associés pour « *assurer le soutien de la Municipalité de San José* »⁵⁵ et enfin des groupes issus de comités pour le logement de *precarios* du district.

Finalement, selon J. G. Román, sur les deux mille familles qui obtiennent l'autorisation de s'installer sur la propriété, mille cinq-cents s'y seraient rendues et mille deux-cents se seraient effectivement restées. Du fait de conditions d'installation particulièrement déplorables, une partie des familles renoncent, laissant au coordinateur du FDV (J. G. Róman) une certaine marge de manœuvre pour accueillir « *des familles venues lui*

⁵¹ J. G. ROMÁN MADRIGAL, *La incidencia de las políticas públicas...*, op. cit., p. 147.

⁵² Guido Granados est un homme politique membre du PLN. En 1979, il est président du conseil municipal de San José mais également candidat à la députation et homme de confiance du candidat libérationniste, Luis Alberto Monge (président entre 1982 et 1986). En 1982, il devient député mais continue à jouer un rôle central dans le FDV.

⁵³ Durant les années 1980, Ida était l'une des dirigeantes de Rincón Grande. (Entretien réalisé en janvier 2010).

⁵⁴ J. G. ROMÁN MADRIGAL, *La incidencia de las políticas públicas...*, op. cit., p. 147-148.

⁵⁵ *Ibid.*

demander de l'aide ou envoyées par diverses autorités et par des acteurs politiques »⁵⁶. En effet, l'installation se fait dans des conditions particulièrement éprouvantes comme en rendent compte les récits, livrés *a posteriori*, d'Ida et de Gloria⁵⁷ :

« Ida : Ils avaient acheté ce terrain... une négociation entre Guido, [*Granados*], le gouvernement, et avec tout le monde... Ils créaient la banque pour le logement, le BANHVI⁵⁸ et donc les choses commençaient à bouger... un peu... [...] de tant de combats et de pressions... ils ont fini par nous amener dans cet horrible *Rincón* [*Rincón*, qui signifie littéralement 'recoin']. Je suis arrivée ici et je me suis dit, mon Dieu, je ne peux pas vivre là. Comment on va vivre ici, dans ces broussailles... et dans ces conditions ? Non. Mais c'est ici qu'on nous a installés. [...] Les hommes se sont mis à débroussailler, à couper les arbres... et les femmes à enlever les feuilles. Et en avant !

C : *Mais vous êtes venue ici avec votre mari ? Ou toute seule ?*

Ida : Ça fait longtemps que je m'étais séparée de mon mari, le père de mes enfants. Donc je suis venue ici avec l'une de mes filles... et mes petits-enfants, ses enfants [...] Mais au début, je n'étais pas là, parce que je devais travailler. Et je travaillais dans une *boutique* et je portais les habits de la boutique, pour que les gens les achètent. Et donc je me disais, comment est-ce que je vais aller traverser ces flaques boueuses [*charcos*]... dans cet endroit horrible... [...] mais finalement, en mai, je suis venue, car j'ai perdu mon travail. [...] J'ai construit mon *rancho* ici... je suis venue avec ma fille... c'était horrible... Le soir on s'asseyait à même le sol, pour pleurer... il y avait des scorpions... ils mordaient les petits... de ces mauvais scorpions qui te font gonfler la langue... [...] Et c'est ici qu'on nous a mis. Un jour, un de mes frères est venu. [...] Et il m'a dit : '*Que diable as-tu pu faire de si terrible pour que le bon Dieu t'amène ici ?*' [...] Mon frère nous a aidées, il nous a construit nos *ranchos* »⁵⁹.

Le récit de Gloria, quoi que moins dramatique, révèle également les difficiles conditions d'installation :

« [*L'un des dirigeants du FCV a dit*], 'tu devrais aller à *Rincón Grande*, ils donnent des parcelles'. 'C'est où ?' 'à l'ouest de Pavas, entre les deux rivières!' Et moi, quand j'ai entendu parler de rivières... j'adore les rivières ! et donc je me suis imaginée une propriété bordée par une rivière [*elle s'esclaffe, la propriété de Rincón Grande n'ayant sans doute jamais ressemblé à ce qu'elle s'était imaginée*] [*Quelques mois plus tard, après toute une série de démarches*], ils m'ont donné la parcelle 235, celle-ci même. Le dimanche suivant, j'ai dit à mon mari, 'allons voir l'endroit, tu vas voir, c'est très beau'. J'étais très enthousiaste ! Mais lui il n'a pas aimé. Il n'y avait pas d'eau... pas d'électricité... Et si vous aviez vu ce terrain... boueux... boueux... Avec les petites... et leurs chaussures et leurs chaussettes blanches... elles avaient de la boue jusqu'aux genoux ! 'T'es folle ? On ne va pas vivre ici ! Sans électricité ! Sans eau !' Et je lui ai dit 'la conduite d'eau est à une rue ! On va mettre des tuyaux et ramener de l'eau ! et ils ont dit que dans 15 jours on aurait l'électricité'. [...] Et il a fini par accepter »⁶⁰.

Les deux femmes témoignent du souvenir d'une installation dans des conditions objectivement difficiles. *A posteriori* cependant (plus de vingt ans après les faits), ce qui apparaît pour Ida comme une expérience particulièrement traumatique, tend à constituer un

⁵⁶ *Ibid.*, p. 148.

⁵⁷ J. G. Román livre un récit similaire par bien des aspects dans un livre de contes publié en 2012: J. G. ROMÁN MADRIGAL, *Tugurios y tugurianos*, San José, Editorial Universidad de Costa Rica, 2012.

⁵⁸ Elle fait ici référence au Crédit foncier de l'Habitat, *Banco hipotecario de la vivienda*, qui est légalement créé dès janvier 1986.

⁵⁹ Entretien avec Ida, janvier 2010.

⁶⁰ Entretien avec Gloria, février 2008.

moment rapidement dépassé pour Gloria. Bien que nécessairement le fruit d'une reconstruction ultérieure, les deux récits peuvent être lus à lumière des trajectoires des deux femmes et des conditions de leur arrivée dans le bidonville.

Alors que Gloria arrive d'une autre plantation caféière où elle loue, avec son mari et ses enfants, une maison qu'elle définit comme « *horrible* »⁶¹, Ida déménage quant à elle de la maison qu'elle loue à Tibás, dans un quartier moins pauvre. De fait, elle a grandi dans ce canton et c'est là qu'elle travaille alors comme vendeuse. Si cette dernière reconnaît vivre dans une situation d'extrême nécessité (elle a alors une quarantaine d'années, elle est séparée de son mari et vit avec les plus jeunes de ses sept enfants), l'expérience de l'habitat précaire et informel est pour elle une première. En outre, alors que les deux femmes arrivent à Rincón Grande dans la même période, et qu'elles bénéficient au début des années 1990 d'une solution durable d'habitat, elles ne font pas l'expérience de précarité de la même façon. D'abord, probablement du fait des ressources différenciées dont elles disposent : alors que Gloria et son mari ont de l'argent de côté qui leur permet rapidement d'investir dans la construction de leur maisonnette, Ida et sa fille bénéficient de l'aide d'un proche, mais doivent composer avec peu de matériaux, et de médiocres qualité. À ce titre, ce commentaire de Gloria est particulièrement éloquent :

« [*Mon mari*] avait 40 000 *colones* d'économies, donc on a construit une petite maisonnette, qui a côté des *ranchos* voisins, était très jolie ! C'est dommage que je n'aie pas une photo sous la main ! L'avant de la maison était fait de petites planchettes... et sur les trois autres côtés, on a mis du zinc neuf, et un sol en petites planches... Il fallait être un peu fou pour se mettre à dépenser de l'argent dans des choses comme ça ! Mais ma maison, elle était très jolie [*muy coqueta*]. Les gens disaient : 'Ces gens-là ne sont pas dans le besoin ! Comment est-ce qu'on va donner une maison à des gens qui ont des matériaux pareils !'. [*Après il y a eu*] les bons pour les maisons, et tout et tout. Mais mon mari et moi, à ce moment-là, on était déjà en train de voir pour faire la maison *en bloque* [*i.e. en ciment et en parpaing*]. [...] Quand la Commission pour le logement a livré les maisons, en 1991, nous avions déjà la maison, comme vous la voyez aujourd'hui, sans peinture. [...] Et à la Commission pour le logement, ils me disaient : 'On ne peut pas vous donner le bon... et pourtant on doit vous donner le bon !' [...] Au final, j'ai du signer pour un bon de 170 000 *colones* alors que les autres avaient un *bon* de 400 000 et quelques »⁶².

D'autre part, on peut faire l'hypothèse que les trajectoires respectives des deux femmes dans le mouvement social, et les attentes différenciées qu'elles y ont constituées, ont également influencé la perception de cette expérience en bidonville puis de leur vie à Rincón Grande. En effet, alors que Gloria se joint au Front costaricien pour le logement en 1985, Ida est entrée au FDV au début des années 1980 à travers le comité pour le logement *Barrio Mexico* dans lequel elle était déjà engagée. Par la suite, Ida maintient un fort engagement dans les combats

⁶¹ Entretien avec Gloria, février 2008.

⁶² Entretien avec Gloria, février 2008.

menés pour l'obtention de l'eau, de l'électricité, ou encore du service de bus alors que Gloria ne s'engage que plus tardivement (à la fin des années 1980).

Tout au long de cette période, Ida fait donc, bien plus que Gloria, l'expérience de la vie de *precarista* qui incarne, au Costa Rica, la pauvreté urbaine et fait à ce titre l'objet d'une importante stigmatisation⁶³. Aussi, la trajectoire d'Ida explique-t-elle au moins en partie, l'importance du rejet de cette expérience. En prenant soin de rappeler « *moi, je n'ai jamais aimé vivre dans des endroits comme ça... me mélanger avec autant de gens* », en faisant part des difficultés d'adaptation qu'a impliquée la vie au bidonville (« *c'était horrible... le soir on s'asseyait à même le sol, pour pleurer* »), Ida marque sa distance vis-à-vis d'une catégorie, le *precarista*, qu'elle a dû incarner.

Ce faisant, elle exprime une forte déception quant à des logiques d'urbanisation et de peuplement qui ne lui ont pas permis de se départir durablement de ce stigmate. Du point de vue d'Ida, l'arrivée constante de nouvelles populations précaires, durant la seconde moitié des années 1980, puis tout au long des années 1990, sur les terrains qui avaient été laissés vacants pour la construction de parcs et d'infrastructures collectives ainsi que sur les propriétés voisines, empêche la transformation du bidonville en quartier stabilisé de classes moyennes. C'est ce que montrent les discours qui visent les nouveaux arrivés :

« Je n'aime pas, non [*être ici*]. Parce que ça n'est pas ce que nous voulions. Nous voulions un lieu tranquille. Paisible [*pacífico*]. [...] Mais après, à la fin du gouvernement de monsieur Oscar, il y a eu l'alternance, et à ce moment, tout s'est arrêté [*hasta ahí llegó todo*]. Parce que c'est un gouvernement totalement adverse qui est arrivé en fonction, celui de la *Unidad* [i.e. PUSC], et ces gens, aucun projet ne les a jamais intéressés. Rien ne les a jamais intéressés. De fait, ces gens-là d'en face, la communauté de San Jacinto... ils étaient là-bas, vers le *Paseo Colón*. [...] Ils les ont amenés et ils les ont mis là-bas ! [...] et ça... ça... San Jacinto ! Cette Carpio ! Avec eux, est arrivé tout un lot de problèmes ! Parce que ça n'était pas horrible ! C'était joli ! On avait même construit la rue... »⁶⁴.

La déception vis-à-vis de ces nouveaux arrivants n'est cependant pas le propre d'Ida⁶⁵. Elle partage notamment cette idée avec J. G. Román dont les écrits sont à ce titre particulièrement éloquents :

« Rincón Grande naît comme un projet de classe moyenne ⁶⁶[...] Il s'agissait d'un projet ambitieux, qui cherchait à conjuguer résorption des bidonvilles et développement vertical pour les classes moyennes, avec énormément d'espaces verts (plus que ce que la législation en impose) et des zones pour développer des activités industrielles, commerciales ou de service. [...] De fait, s'il est évident que certaines familles [*qui s'installent en 1986*] sont pauvres, d'autres secteurs [*sociaux*] sont également représentés et la proposition générale vise à trouver un moyen pour que ces familles puissent surmonter cette situation. [...] Cependant, durant le gouvernement Calderón (1990-1994), ces propositions sont

⁶³ Voir *infra*, chapitre 4.

⁶⁴ Entretien avec Ida, janvier 2010.

⁶⁵ P. BADILLA GÓMEZ, J. M. CERDAS ALBERTAZZI, « Movimientos pro vivienda en San José... », *op. cit.*

⁶⁶ J. G. ROMÁN MADRIGAL, *La incidencia de las políticas públicas...*, *op. cit.*, p. 180.

abandonnées [...] Des familles sont déplacées et viennent bidonvilliser [*tugurizar*] des espaces contre la promesse d'obtenir rapidement une solution en matière d'habitat »⁶⁷.

Ainsi, le discours d'Ida, comme le travail de master de J. G. Román, témoigne d'une représentation totalement antagonique des populations de Rincón Grande, avec d'un côté, les arrivants de 1986, archétype d'une classe moyenne *déclassée* par la crise économique, mais travailleuse, organisée et paisible, et de l'autre, une population pauvre, désorganisée et bien souvent étrangère. Cette représentation qui repose sur les stigmates afférant aux catégories populaires au Costa Rica va nourrir d'importants conflits avec les populations qui s'installent par la suite à Rincón Grande, et en particulier à *San Jacinto* (voir *infra*).

Plusieurs années durant, les familles installées sur la propriété continuent de vivre dans des conditions éprouvantes. Si des programmes sont rapidement initiés afin d'urbaniser la zone et de doter les familles installées de solutions durables de logement, la présence des *ranchos* et de plusieurs milliers d'habitants sur la propriété rend l'opération difficile. Afin de pousser les institutions gouvernementales et municipales à agir pour urbaniser la zone, une partie des habitants continue d'être fortement mobilisée. Une association pour l'amélioration du quartier est créée. Son bureau, le *Comité central*, réunit les représentants des différents secteurs, eux-mêmes constitués par les différents comités pour le logement qui sont venus occuper la propriété. L'association alterne entre négociations avec le gouvernement et formes moins routinières d'action collective pour obtenir services collectifs, infrastructures collectives et construction des logements sociaux. C'est ce dont rend compte cette habitante du quartier qui a été, durant les années 1980 engagée dans l'organisation communale :

« Il fallait faire des manifestations pour qu'ils nous aident, il fallait faire sortir les gens. Ils nous ont pas mal aidés, mais nous avons beaucoup lutté. Par exemple, je me rappelle que nous avons été à la *Casa Presidencial* pour les pousser à acheter rapidement la propriété ou qu'ils nous trouvent n'importe quelle solution par rapport au problème de l'habitat. Le combat [*la lucha*] a été très long, d'abord on a lutté pendant cinq ans pour une propriété et des parcelles. Ensuite ils nous ont amenés ici... et on a passé à peu près deux ans à vivre dans des *ranchos* jusqu'à ce qu'ils nous construisent les maisons. [...] Pendant la période où nous vivions dans les *ranchos* nous avons dû nous battre pour qu'on nous donne accès à l'eau, parce que la seule chose que nous avions, c'était un petit tuyau. Et pour ceux qui en étaient près, on a eu de la chance... mais les pauvres gens qui étaient plus loin ont pas mal souffert. Nous avons aussi dû faire plusieurs manifestations à *Fuerza y Luz* [*l'entreprise en charge de l'électricité*] pour qu'ils nous mettent l'électricité. On a aussi beaucoup lutté pour qu'ils commencent à construire ! on a fait des manifestations [...] Parce que c'était dur de continuer à vivre dans un *ranchito*. Parce qu'il n'y avait pas de sanitaires... [...] Il a fallu que l'on s'organise et que l'on aménage un lieu avec des trous en guise de toilettes [*un servicio de hueco*], après, on a tracé les ruelles... Avec le Comité

⁶⁷ *Ibid.*, p. 167-181.

[central] on a commencé à mieux s'organiser. Et c'est à ce moment là qu'ils nous ont mis l'électricité, l'eau... les rues... »⁶⁸.

Progressivement, donc, la propriété est urbanisée. L'eau et l'électricité sont installées et l'évacuation des eaux usées organisée. Des rues sont tracées et la construction des logements sociaux, qui prennent la forme de petites maisons individuelles, peut débuter. Dans le même temps, le service de bus se renforce, des salles d'école sont ouvertes et un service de santé est mis en œuvre, à travers la clinique de Pavas. Pour les dirigeants d'alors, ces avancées sont le fruit des modes de pression mis en œuvre, mais aussi d'un certain activisme du gouvernement et de la municipalité, tout deux libérationnistes⁶⁹ :

« Ida : On a commencé un combat très difficile, avec le gouvernement. [...] mais nous avions un avantage, car nous étions du parti qui gouvernait. De Libération. Alors, le ministre, la ministre-adjointe, la mutuelle... la Fondation pour le logement [FUPROVI]...

CF : *Et donc le gouvernement, et Fernando [Zumbado, ministre du Logement, 1986-1990] vous ont beaucoup aidés ?*

Ida : Oh que oui ! Fernando et Ofelia [Taitelbaum – ministre adjointe du Logement, 1986-1990], celle qui vient d'être nommée *defensora* [l'équivalent du médiateur de la République, en France]. [...] Ils ont été bien. Ils nous envoyaient l'IMAS et des vieilles... pour qu'elles viennent nous aider ici. Dans mon *rancho*, j'ai eu des visites de Suédois, d'Écossais, d'Anglais... qui venaient voir le projet... [...] On a eu des bonnes relations avec la municipalité... on avait même beaucoup de relations avec la municipalité... avec les institutions... avec DINADECO... avec l'IMAS... je ne sais même pas avec qui on n'était pas en relation ! Et leurs portes nous étaient ouvertes ! Personne ne nous fermait la porte ! »⁷⁰.

Pour les habitants arrivés en 1986, la fin des années 1980 et le début de la décennie suivante se traduisent par une relative normalisation de leur situation, en tout cas du point de vue de l'habitat. Une partie des habitants se démobilisent progressivement. De fait, l'important dispositif institutionnel mis en œuvre par le gouvernement Arias leur a généralement permis de voir leur demande en matière de logement satisfaite, et a été en cela un important ressort de la canalisation du mouvement social en matière d'habitat. Bien que la question du « logement populaire » ait été déclarée « urgence nationale [*emergencia nacional*] » depuis 1983, c'est en effet sous ce gouvernement que ce secteur bénéficie des mesures les plus significatives (voir chapitre 1).

Ainsi, entre 1986 et 1990, le mouvement social pour le logement s'est largement désarticulé. Parallèlement, la politique de « résorption des *precarios* » a peu à peu donné des

⁶⁸ Entretien d'une habitante de Rincón Grande, arrivée en 1986. Cité in P. BADILLA GÓMEZ, J. M. CERDAS ALBERTAZZI, « Movimientos pro vivienda en San José... », *op. cit.*, p. 148.

⁶⁹ Je reviendrai dans les chapitres suivants sur les relations entre les dirigeants du quartier et le milieu partisan libérationniste pour montrer notamment que si des relations clientélares ont pu se constituer, elles sont empreintes d'ambivalences.

⁷⁰ Entretien avec Ida, janvier 2010.

résultats. Cependant, le cas de Rincón Grande de Pavas témoigne des limites de la *normalisation* du quartier qu'habitants, entrepreneurs de la mobilisation et responsables politiques appelaient de leurs vœux. Elle est en effet rendue impossible, tant par la croissance démographique au sein du quartier (du fait des familles fondées par les enfants de la première génération d'habitants), que par l'arrivée massive de nouvelles populations.

3. Carpio et San Jacinto de Rincón Grande : nouveaux *precarios* et prolongement de la problématique du logement au Costa Rica

Au tournant des années 1990, la réalité socio-économique du Costa Rica peine à s'améliorer durablement⁷¹. La pauvreté en particulier peine à se résorber. Si les familles qui ont participé au mouvement social pour le logement durant les années 1980 ont pu obtenir des logements, leurs enfants sont bien souvent confrontés aux mêmes problématiques. Exode rural et migrations internationales favorisent en outre l'afflux de nouveaux habitants vers les *precarios* de l'aire métropolitaine⁷².

Durant les années 1990, la problématique de l'habitat précaire et/ou informel demeure l'une des expressions de la question sociale au Costa Rica, et ce bien qu'elle ne suscite plus de mobilisation sociale équivalente à celle des années 1980. Les bidonvilles n'ont pas disparu et surtout, de nouvelles occupations de terres pouvant aller de quelques dizaines de familles à plusieurs centaines se dessinent, par exemple à San Jacinto de Rincón Grande ou à Carpio.

Si de nombreux acteurs et auteurs mettent en évidence ce qui a pu différencier ces nouvelles installations de celles qui se produisirent durant les années 1980⁷³, d'importantes similitudes et continuités sont néanmoins flagrantes. Bien sûr, en 1990, les différents Fronts sont largement désarticulés et le PLN, affaibli par deux mandats consécutifs, peine à faire des

⁷¹ À ce propos voir la section C du premier chapitre de cette.

⁷² La fin de la guerre civile entraîne la réintégration du Nicaragua dans le marché international. La mise en œuvre de dures mesures d'austérité (licenciement de milliers de fonctionnaires, privatisation des banques, baisse drastique des budgets en matière de santé et d'éducation...), dans un contexte marqué par un faible développement infrastructurel, par un capital humain fortement affecté par les années de guerre civile et par une situation politique chaotique engendre une forte récession économique (E. OLIVARES FERRETO, *Migraciones y división social del espacio...*, op.cit., p. 31). Cela conduit de nombreux Nicaraguayens à émigrer, en particulier vers le Costa Rica. Le nombre de Nicaraguayens vivant au Costa Rica serait ainsi passé de 45 918 en 1984 à 226 374 en 2000, puis à 287 766 en 2011 (*Ibid.*, p. 26, sauf pour 2011, voir INEC, X *Censo Nacional de Población y VI de Vivienda 2011. Resultados Generales*, San José (C.R.), mai 2012). Cependant, si les représentations collectives comme les discours médiatiques tendent à considérer les Nicaraguayens comme la composante essentielle de ces *precarios*, leur importance est à relativiser. À ce titre, voir notamment le travail de Carlos Sandoval sur les représentations afférentes aux Nicaraguayens dans les médias costariciens (C. SANDOVAL GARCÍA, « Representando la amenaza 'inmigrante' en los medios », in *Otros amenazantes...*, op. cit., p. 45-106). Cet aspect sera en outre développé dans le chapitre 3 de cette thèse.

⁷³ Le chapitre 3 sera l'occasion de revenir sur ces discours de distinction qui montrent surtout le difficile attachement au quartier de Rincón Grande.

propositions crédibles en matière d'habitat. Le PUSC cependant, comme le PLN quatre ans plus tôt fait de l'habitat un élément central de sa campagne, à travers la promesse de rendre gratuit le *bono de la vivienda* (i.e. l'allocation pour l'habitat qui était jusque-là un prêt à taux préférentiel devient dès lors une allocation directe non remboursable)⁷⁴. En outre, de nouveaux entrepreneurs de la cause de l'habitat font alors leur apparition. Anciens participants du mouvement social des années 1980, dirigeants communaux formés dans la même décennie, ou/et fils et filles des mobilisés de la même période, ces entrepreneurs disposent de capitaux militants⁷⁵ qu'ils vont investir dans la cause de l'habitat. Ainsi, ils organisent des comités, négocient des solutions d'habitat avec les équipes du PUSC en campagne, puis en fonction et recherchent des terrains pour y installer les familles organisées. Là encore, les liens avec les responsables politiques sont étroits mais ambigus. Les occupations massives qui se produisent notamment à San Jacinto de Rincón Grande, sur la dernière propriété non habitée de Rincón Grande, en 1990, ou à Carpio, en 1993, ne sont jamais ouvertement soutenues par les pouvoirs publics mais n'en demeurent pas moins tolérées.

3.1. Rincón Grande durant les années 1990 : de San Jacinto à la Cueva de San Jacinto

Tout au long des années 1990, le peuplement de Rincón Grande se poursuit. Deuxième, puis troisième génération des habitants du quartier, migrants venus des zones rurales du Costa Rica (Guanacaste, la Zona Sur, ou encore Sarapiquí) ou du Nicaragua voisin, ce sont plusieurs milliers de familles qui construisent leur *rancho* dans le quartier durant cette période⁷⁶.

⁷⁴ Voir annexe n°6, encadrés n°1 et 2.

⁷⁵ Selon F. Matonti et F. Poupeau, le capital militant peut se définir comme suit : « incorporé sous forme de techniques, de dispositions à agir, intervenir, ou tout simplement obéir, il recouvre un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptibles de faciliter certaines 'reconversions' ». In F. MATONTI, F. POUPEAU, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004, n°155, p. 8.

⁷⁶ Il est difficile de donner une estimation précise du nombre de familles qui ont pu s'installer dans cette période à Rincón Grande. Il est notamment impossible d'évaluer le flux des arrivées et des départs. Selon nos estimations, ce chiffre est cependant au moins égal à 3 000. En 2000, les chiffres du MIVAH cité par J. G. Román révèlent que 2 500 familles de Rincón Grande résident alors dans des *precarios*. Cela exclut cependant une large partie de San Jacinto, qui s'est peuplé durant la même période, mais qui a été progressivement urbanisé depuis lors (San Jacinto compterait aujourd'hui entre 1 000 et 1 800 familles). Ces chiffres sont cependant à prendre avec de nombreuses précautions, puisqu'ils font l'objet de luttes constantes, de la part des responsables politiques, qui cherchent à démontrer l'importance de leur action, ou à dénoncer l'inconsistance de leurs adversaires, mais aussi des dirigeants de quartier qui cherchent à légitimer et à publiciser leur cause.

Ces évaluations se fondent principalement sur les chiffres du MIVAH cités dans la thèse de J. G. ROMÁN MADRIGAL (*La incidencia de las políticas públicas...*, op. cit.) et sur ceux présents dans le rapport réalisé par une coopérative du quartier : COOPERATIVA DE LA CUEVA DE SAN JACINTO, *Derribando fronteras. Programa de desarrollo social de la regiones vulnerables del distrito de Pavas*, San José, 2013.

Jusque-là installées dans des *precarios* de l'aire métropolitaine, chez des proches ou dans des appartements dont elles peinent à acquitter les loyers, ces familles viennent s'installer à Rincón Grande avec l'espoir d'obtenir un terrain constructible, voire, de pouvoir bénéficier du « *bono gratuito de la vivienda* ». Les nouveaux arrivants s'installent sur les espaces encore vacants, c'est-à-dire sur les espaces réservés aux espaces verts ou les pentes escarpées et les ravins qui descendent jusqu'aux rivières, l'ancienne décharge ou encore la zone particulièrement humide, auparavant appelée *el laguito* [le petit lac], où s'écoulent les eaux pluviales et les eaux usées des autres secteurs du quartier (Illustration n°8, page suivante). Ils s'installent également sur la vingtaine d'hectares de la dernière propriété non occupée de Rincón Grande : *San Jacinto*.

Parmi les familles qui s'installent à San Jacinto, sur la propriété qui n'est encore qu'une plantation de café bordée de nombreux arbres et arbustes, il y a celle de José Pablo :

« Obtenir un logement, ça n'est pas facile. Il faut avoir de l'argent, ou il faut s'organiser [...] Et quand tu essaies d'obtenir une maison par tes propres moyens, tu te mets à analyser comment y arriver. C'est ce qui est arrivé en 1989, à *Barrio México*. On s'est organisés : nous étions un groupe de trois-cent familles. Logiquement, nous n'étions pas autant au début, nous étions une dizaine de personnes. Mais peu à peu, le groupe s'est agrandi, jusqu'à être trois-cents. [...] On s'est installés à *Barrio México*, sur une propriété qu'il y avait là-bas, un peu abandonnée. Mais le gouvernement, à ce moment-là, n'a pas choisi de l'acheter, et ils nous ont dirigés à Rincón Grande. [...] Nous, ce qu'on voulait, c'était un logement, peu importait où et donc on a décidé de venir ici, et on est venu... ça fait... je sais plus... dix-huit ans que l'on mène ce combat ! Et on est pas encore au bout ! »⁷⁷.

Face à la demande de logements dont témoigne la formation de nouveaux *precarios* dans le centre de la capitale (par exemple, à *Barrio México*), l'administration Calderón cherche à acquérir des propriétés. Comme en son temps l'administration Arias, il s'agit d'y construire des logements sociaux et de permettre la « résorption des *precarios* ». À Rincón Grande, seule la propriété de San Jacinto est encore inoccupée. Détenue par la municipalité de San José, elle a alors vocation à demeurer un espace vert dans un quartier qui s'est rapidement urbanisé. Le gouvernement la loue cependant pour que les habitants de certains *precarios* de l'aire métropolitaine s'y installent en attendant que des logements sociaux ne soient construits sur d'autres propriétés encore à définir. Finalement, les mois et les années passant, plusieurs centaines de familles se sont installées sur la propriété, dépassant rapidement le nombre de parcelles qui pourraient y être découpées⁷⁸.

⁷⁷ Entretien avec José Pablo, février 2008.

⁷⁸ Au Costa Rica, le logement social prend généralement la forme de maisons individuelles. Les constructions verticales restant, dans ce domaine, particulièrement marginales (Voir annexe n°6, encadré n°3).

Illustration n°8 – Ranchos sur pilotis à Rincón Grande de Pavas



Source : Rincón Grande, C. Floderer, février 2010.

En 1991, comme déjà en 1986, les nouveaux arrivants s'installent sans qu'aucune infrastructure n'ait été mise à leur disposition.

« Initialement, la CEV a assigné des rues. Enfin... des chemins dans la plantation de café disons. Chaque groupe s'est vu assigner un secteur. Nous qui étions les premiers, on a aidé les suivants à s'organiser. C'était des chemins dans la plantation caféière... On s'enfonçait dans la boue à mesure qu'on marchait. C'était un terrain très difficile, tu pouvais même pas faire un trou pour les toilettes... Tu faisais un trou et en deux deux, il y avait de l'eau qui apparaissait. On ne pouvait absolument rien faire. Ici, ils ont laissé les gens comme des bêtes... Chacun est venu avec ses cochonneries d'avant... avec ses matériaux pourris... [...] Au départ, on nous a donné l'ordre de donner des parcelles de quatre mètres par six. Mais on a considéré que ça n'était pas juste. Alors on a fait des parcelles plus grandes, parce que certaines familles étaient très grandes. La CEV n'a rien fait pour nettoyer la propriété... [...] On a fini par trouver un accord avec la municipalité de San José, pour qu'ils nous louent la niveleuse »⁷⁹.

« Pour avoir de l'eau, on a dû fendre le bitume. Chaque famille a dû mettre un tuyau de six mètres... pour qu'il y ait des tuyaux jusqu'à la rivière... Vu qu'il y avait des *ranchos* jusqu'au bout... l'électricité... il a fallu attendre jusqu'à ce que les groupes soient plus installés... On a acheté du câble à la Coca Cola [gare routière de San José où se trouve le départ des bus pour Pavas et de nombreux commerces] et on a commencé à se brancher sur les transformateurs... »⁸⁰.

L'installation se réalise donc des conditions précaires qui se révéleront bien plus durables que pour les habitants arrivés en 1986. De nombreux *precarios* de la capitale ont été déplacés vers le quartier, sans que l'organisation de l'espace que nécessiterait un maintien sur site, ne soit réellement planifiée. Bien qu'il soit difficile d'avoir des données fiables sur le nombre d'habitants de San Jacinto, on peut cependant noter que les estimations du MIVAH oscillent entre 1000 et 1800 familles (alors que l'espace disponible serait plutôt adapté pour 850). Aujourd'hui, entre 400 et 500 seraient encore dans l'attente d'une solution en matière de logement (les autres ayant au moins réussi à obtenir des titres de propriété). La surpopulation sur la propriété rend en effet très complexe la redistribution des habitants sur des parcelles suffisamment grandes pour permettre l'obtention de titres de propriété. Quant au relogement en dehors de Rincón Grande, la question est complexe, car les solutions sont, tantôt très éloignées de San José, tantôt trop coûteuses pour des populations économiquement précaires.

Dans le même temps, des familles commencent à s'installer dans certaines zones des secteurs habités depuis 1986. Parmi elles, certaines proviennent des *precarios* de la capitale, d'autres sont les enfants des habitants de 1986 qui font à leur tour face à la problématique du logement. À ce titre, cet extrait d'entretien de l'un des dirigeants du quartier rapporté par J. G. Román est particulièrement éloquent. Willy est arrivé en 1986, avec sa famille, à Rincón Grande. En 1992, il lance l'occupation des terrains escarpés qui descendent vers la rivière :

⁷⁹ Entretien d'un dirigeant de *San Jacinto* réalisé en mai 2008 cité in J. G. ROMÁN MADRIGAL, *La incidencia de las políticas públicas...*, op. cit. p. 170.

⁸⁰ Entretien d'un dirigeant de *San Jacinto* réalisé en mai 2008 cité in J. G. ROMÁN MADRIGAL, *Ibid.*, p. 171.

« J'ai deux cent vingt familles. Au début, il y en avait cent cinquante dans le *precario*. L'invasion [*la invasión*] a été réalisée en 1992, durant le gouvernement Calderón Fournier. J'ai commencé à organiser les enfants des familles [*de Rincón Grande arrivés en 1986*]. Je leur ai dit : 'vous allez rester sans maison ! Mettons-nous ici et moi, je me débrouille pour régler ça' Et donc, tout le monde m'a soutenu [*me apadrinó*] et m'a dit 'allons-y' ! J'avais l'expérience de ce que nous avons vécu en arrivant à Rincón Grande... Je n'avais jamais été dirigeant, mais j'ai pensé que j'avais été à la bonne école pour savoir faire ce genre de choses ! Et voilà comment on est arrivés là ! Ce sont dans leur grande majorité des enfants des familles [*qui sont arrivées à Rincón Grande en 1986*], avec leurs petits ! Beaucoup de petits sont nés dans ce *precario* ! »⁸¹.

Pour Yolanda, dont la mère habite à San Jacinto, et Liliana, dont ce sont les beaux-parents qui habitent le quartier, l'installation dans l'un des derniers espaces non habités de San Jacinto est présentée comme un moyen de quitter le domicile familial et ce, malgré les conditions d'extrême précarité auxquelles elles s'exposent :

« J'ai vraiment connu Santiago [*un dirigeant*] en 1994. Il habitait San Jacinto. Il était venu de Pitahaya. [...] Dans ces années-là, c'est surtout ma mère qui était active auprès de Santiago. Mais moi, comme j'avais du mal à rester chez ma mère plus de quelques mois... Je suis allée plusieurs fois lui demander de l'aide pour trouver une parcelle où m'installer. Une fois, ce fut à Hatillo. Mais il y a eu des problèmes avec la propriétaire. Finalement, il m'a trouvé ce *precario*... en me disant que je serai un peu la responsable... »⁸².

De fait, en 1995, au moment de l'installation d'une centaine de familles dans la Cueva de San Jacinto, Yolanda obtient une parcelle qui donne directement sur la rue, avantage indéniable lorsque l'on sait que plus l'on s'éloigne de la rue, plus les parcelles sont instables, situées aux abords de ravins que chaque saison des pluies vient remodeler.

« CF : *Comment es-tu arrivée à la Cueva de San Jacinto ?*

Liliana : J'habitais déjà à Rincón Grande avec le père de mes enfants. [...] Une jeune fille [...] nous a raconté qu'on lui avait donné une parcelle, pour construire leur *rancho*. Et donc, je suis partie avec cette idée [...] de voir si on nous donnait une parcelle. Parce que c'était compliqué de vivre chez ma belle-mère, c'est quelqu'un de très difficile [*muuy problemática*]. [...] Donc, je suis venue et j'ai parlé avec ce monsieur qui est mort maintenant, Santiago, et qui se chargeait alors de tout ça. [...] et il m'a dit que oui, que d'accord, que je n'avais qu'à m'installer par ici. Du côté de la rivière. Mais après, il m'a dit qu'il ne valait mieux pas, parce que le ravin était vraiment tout proche... et comme j'avais ma fille, [...] qui était tout bébé, il m'a dit de me mettre ici [*sur la parcelle qu'elle occupe encore, dix-huit ans plus tard*]. [...] Et donc nous sommes venus un matin, à 5 heures, quatre familles. Il y avait cette fille qui n'habite plus ici... elle est morte en fait... et l'autre voisine... qui est morte aussi... et cette dame, qui a vendu. Mais bon... moi, je suis restée là...

CF : *Mais quand tu es arrivée, il y avait quoi ?*

Liliana : Rien. Des broussailles. Et un trou. Petit à petit, on l'a bouché, parce que c'était un sacré trou ! [...] Mais bon, on a pu aménager tout ça. Mais c'est vrai qu'au début, ça a été sacrément difficile, on n'avait pas d'eau, pas d'électricité. D'abord, on a eu l'électricité. Ensuite, ça a été l'eau... [...] un peu plus haut, ils ont amené un tuyau et donc tout le monde a donné un peu d'argent et tout le monde a pu

⁸¹ Entretien avec Willy, réalisé en août 2008 par J. G. ROMÁN, cité in J. G. ROMÁN MADRIGAL, *ibid.*, p. 178.

⁸² Entretien avec Yolanda, décembre 2012.

mettre un tuyau jusque chez lui... Enfin... on n'avait pas de l'eau tout le temps... et d'ailleurs, encore aujourd'hui, on peut pas dire qu'on en ait suffisamment »⁸³.

Tout au long des années 1990, le quartier se peuple donc jusqu'à ne plus laisser guère d'espace urbanisable (en ce sens, voir Illustration n°3, p. 190). Les *precarios* qui n'ont pas été construits pour durer se sont maintenus. Si certains habitants, notamment à San Jacinto, ont progressivement pu obtenir des titres de propriété, et construire des maisonnettes de ciment et de parpaing, d'autres se sont maintenus dans leur baraque de tôles et de bois, et d'autres encore, lorsque les terrains le permettaient, ont pris le risque de construire leur maison sans titre de propriété. Face aux risques d'expulsions, les dirigeants des secteurs qui ne disposaient pas de titres de propriété ont multiplié les recours d'*amparo*⁸⁴. Parallèlement, ils ont cherché les moyens d'obtenir des titres de propriété, ou des perspectives durables de relogement, à travers des projets d'habitat (voir annexe n°6, Encadré n°3). Certains habitants sont partis, revendant leur maison, ou leur parcelle à de nouveaux arrivants, à l'instar d'Alejandro, un Nicaraguayen qui vit avec sa femme, ses cinq enfants et sa petite-fille à la Cueva de San Jacinto depuis les années 2000 :

« Alejandro : Je suis venu [du Nicaragua] en 1989. [...] L'idée c'était de venir voir. Parce que je n'avais pas vraiment besoin de venir ici... non... mais comme je connaissais beaucoup de gens qui venaient travailler... ou chercher quelque chose de mieux... C'était pas que tout allait bien, mais je n'avais non plus tellement besoin de venir. J'allais avoir dix-huit ans, j'habitais chez mon père et ma mère, et je me sentais bien. Mais comme j'étais avec elle, et qu'elle voulait venir, et bien on est venus. C'est quand on est arrivés ici... que j'ai essayé de repartir... mais ça n'était plus possible. J'ai vu que la situation avait bien changé là-bas. C'était devenu plus difficile, il y avait moins d'opportunité. [...]

CF. : *Et comment êtes-vous arrivés à San Jacinto ?*

Alejandro.: Principalement par nécessité. [...] On cherchait un endroit à louer... [...] Nous vivions un peu partout... [...] Au départ, on a vécu à Aserrí [canton situé au sud-est de San José]. Quatre ans. Et puis on est venu à Pavas, on est restés deux ans là-bas. Après on s'est installés dans [un autre secteur de Rincón Grande], peut-être pendant trois ans... et c'est de là que l'on est arrivés ici... ça doit faire huit ans je crois. Par nécessité... et pour pouvoir économiser un peu... si un jour quelque chose de mieux apparaissait... [...] Donc on a acheté le droit d'être ici... [on a racheté leurs] tôles [« sus latas »] à des gens qui vivaient ici et qui avaient acheté ailleurs, quelque chose d'un peu plus stable... qui donne plus de droit... et donc, ils vendaient ici [...] C'est qu'ici, si on nous expulse, on nous expulse. Celui qui veut peut nous expulser... »⁸⁵.

⁸³ Entretien avec Liliana, décembre 2012.

⁸⁴ Le recours d'*amparo* comme le recours d'*habeas corpus* sont des recours individuels devant le juge constitutionnel. Ils peuvent être déposés par n'importe quelle personne, par n'importe quel moyen de communication et sans nécessité d'authentification par un avocat. Le recours d'*amparo* garantit les droits et libertés fondamentales (à l'exception de ceux qui relèvent de l'*habeas corpus*). Il vise notamment à protéger les droits en matière de santé, d'éducation, d'environnement, d'éducation et les libertés de culte, d'expression, d'association etc. L'*habeas corpus* garantit la protection de tout individu face aux détentions arbitraires. (Site de la Cour constitutionnelle du Costa Rica : <http://sitios.poder-judicial.go.cr/salaconstitucional/competencia.htm>. Consulté le 25.11.2016).

⁸⁵ Entretien avec Alejandro, décembre 2012.

Ainsi, le temps passant, les solutions provisoires sont devenues des solutions durables, quoique toujours précaires et incertaines. Ce qui se produit à San Jacinto durant les années 1990 n'est cependant pas exceptionnel. C'est également dans cette période que se constitue un autre quartier, La Carpio.

3.2. La ciudadela de La Carpio (1993): création du plus grand precario de l'aire métropolitaine

C'est également durant le gouvernement Calderón Fournier (1990-1994) que naît le quartier de La Carpio. Situé au nord de Rincón Grande, dans le district de la Uruca, cette propriété est, jusqu'en 1993, principalement dédiée à la production de café, à l'instar d'une bonne partie de la zone. Ancienne propriété d'une famille d'origine allemande expropriée en 1942, le terrain appartient au moment de son occupation à la Caisse costaricienne de la Sécurité sociale (CCSS)⁸⁶. Il semblerait que ce soit en décembre 1993 qu'un premier groupe de familles s'installe sur la propriété. Le groupe est alors dirigé par Marco Aurelio Carpio qui donne son nom au nouveau *precario*. Déjà passé par Rincón Grande⁸⁷, où il est présenté comme l'instigateur de certaines occupations de terre, c'est lui qui se charge, dans un premier temps, de répartir les parcelles et d'organiser les familles. À la différence des autres occupations massives qui se produisent dans l'aire métropolitaine durant les années 1980/1990, le cas de La Carpio est particulier dans la mesure où le rôle des responsables politiques est extrêmement limité. Aucune référence à de supposées négociations réalisées en amont avec les responsables politiques, pas de transfert inter-institutionnel de la propriété, ni de « locations », pas non plus de déplacement d'habitants de *precarios* particulièrement visibles du centre-ville de San José vers La Carpio. Cependant, l'occupation de terre n'en sera pas moins tolérée, puisque les habitants n'en seront pas expulsés, malgré les craintes récurrentes durant les premières années.

En quelques mois, ce sont plusieurs centaines, voire milliers, de familles qui s'installent sur la soixantaine d'hectares que représente la propriété⁸⁸. Ici, pas ou peu de comités pour le logement venus s'installer collectivement. Il s'agit plutôt de familles, qui

⁸⁶ En 1999, le terrain est transféré de la CCSS à l'Institut mixte d'aide sociale (IMAS) afin d'en permettre la légalisation et l'urbanisation. (C. SANDOVAL & AL., *Un país fragmentado...*, op. cit., p. 36)

⁸⁷ C'est ce qu'il affirme dans une interview donnée au *Journal de la Carpio* (2013, n°24, p. 5). C'est également ce que soulignent nombre des entretiens que cite J. G. RÓMAN (*La incidencia de las políticas públicas...*, op. cit., p.168-179).

⁸⁸ J. G. Román parle de 1 500 familles présentes sur place dès février 1994 (*Ibid.*, p.168).

entendent parler de la création du nouveau *precario*, viennent se renseigner, puis acheter leur parcelle, comme Leticia ou Roberto :

« Leticia : Je travaillais à la *Pozuelo* [*usine de produits alimentaires*], et j'ai appris [...] qu'à Carpio, c'était le boom ! Qu'ils répartissaient des parcelles. Et donc, je me suis dit 'je n'ai pas de maison, je n'ai rien...' Je louais du côté de San Rafael de Heredia [...] et donc je me suis dit, allons voir. [*Avec une collègue*], on avait gaspillé un tas d'argent dans plein de projets et de projets [*d'habitat*] ... sans voir de solution... [...] et donc nous sommes venues. Nous sommes venues voir madame M. [...] qui nous a montré les dernières parcelles... [...] à même la pente... et je me suis dit... *uy* comment va-t-on construire quelque chose ici... Mais d'accord. [...] on a pris ça... avec des bouts de bois, on a divisé la parcelle [...] Moi, j'ai passé beaucoup de temps à nettoyer, à arracher les souches... parce que j'étais mère célibataire... heureusement, je n'avais alors que la plus grande, qui avait trois ans... [...] On venait et on repartait... juste pour nettoyer... pendant six mois. Après, mon père est venu, et il m'a fait un *ranchito* de tôle [*un ranchito de latas*]. Il y avait de la tôle de partout ! Mais j'ai encore attendu quelques temps... parce qu'il n'y avait pas de bus... et, je travaillais de midi à 22 heures... [...] Mais comme on était nombreuses de l'entreprise, on a fait une lettre au patron, pour qu'il nous ramène ici à 10 heures du soir... et c'est ce qu'ils ont fait. J'ai donc décidé de venir, parce que mon loyer était trop cher... [...] nous sommes venues... avec une bonbonne d'eau... une gazinière... et des bougies ! Prêtes et priant dieu que tout aille bien ! Et je remercie le seigneur ! Je le remercie mille fois ! je ne me plains pas ! »⁸⁹

« Roberto : Comment est-ce que je suis arrivé ici ? Par le biais du monsieur qui vit au coin de la rue, tu sais, celui qui a les deux bus pour emmener les enfants à l'école. Ce monsieur vivait à *Sagrada Familia* [*precario de Hatillo*] quand il s'est rendu compte qu'ici, on occupait [*envadían*] cette propriété... c'est par lui que j'ai su.

CF. : *Et où habitez-vous ?*

Roberto : J'habitais à Curridabat... [...] sur les hauteurs, à Tirrasses. Et donc je suis venu ici. Et ça m'a plu ! Vraiment, ça m'a plu. Et donc je suis resté avec ma mère, et l'une de mes sœurs qui habite maintenant du côté du poste de police [...] Je suis venu au tout début de La Carpio [...] c'était encore une plantation de café [...] Il fallait arracher des troncs d'arbres, pour nettoyer le terrain.

CF. : *Et donc vous avez connu ce monsieur, Carpio ?*

Roberto : Oui oui, bien sûr. Ces gens vont au ministère des Finances, ils vont voir quelles sont les propriétés inscrites au registre... ils cherchent des propriétés comme celle-ci, pour voir si elles ont un propriétaire, s'il y a un titre de propriété, si elle est au nom de quelqu'un. Et quand ils en trouvent une qui n'a pas de propriétaire, qui n'est à personne, alors, immédiatement, ils cherchent des gens et ils l'occupent [*la invaden*] [...] Lui, il est venu avec plusieurs familles, et les gens ont commencé à arriver... c'est là que je suis arrivé ! Tout le monde s'est fait suivre l'info ! [*todo el mundo regó la bola*] imagine ! moi, d'où j'habitais, j'ai su qu'ils occupaient cette propriété... Les gens sont venus de Guanacaste... de la Zona Sur... de Limón... de Puriscal... de Quepos ! Il y a même des gens qui sont venus de Quepos. Il y a des gens de partout ! Il y a des migrants d'ici même, du pays... et puis les migrants d'autres pays... comme les Nicaraguayens. De fait, il y avait un problème. Les Costariciens [*los ticos*] ne voulaient pas venir... parce qu'il n'y avait pas d'eau, pas d'électricité... pas de bus... [...] Et ce qu'il y avait ici, c'était des tourbillons de poussières... ça faisait de la peine... [...] Mais petit à petit, les gens sont venus... ça s'est rempli... plus de Nicaraguayens que de *ticos* [...] les Nicaraguayens... ils avaient traversé les montagnes, en évitant les postes de contrôle de la police

⁸⁹ Entretien avec Leticia, février 2009.

costaricienne... alors franchement, pourquoi ils ne se seraient pas installés ici ? [...] Et donc, il y a eu plus de Nicaraguayens... et je remercie Dieu qu'ils soient venus, parce qu'on a occupé cette terre plus rapidement ! Si le gouvernement avait préparé quelque chose pour nous déloger d'ici et bien ça aurait été très difficile, parce qu'on a vite été énormément de familles »⁹⁰.

Comme le souligne Roberto, une autre particularité du nouveau *precario*, est d'être peuplé d'autant de Costariciens que d'étrangers, Nicaraguayens dans leur très grande majorité. Cette caractéristique, on le verra par la suite, influe fortement sur les représentations du quartier et de ses habitants. Venant de San José, des quatre coins du Costa Rica ou du Nicaragua, les habitants de Carpio viennent s'installer dans le *precario*, en l'absence d'eau, d'électricité et même de service de bus. Tous décrivent leur arrivée dans des situations difficiles, qui font écho aux récits des habitants de Rincón Grande :

« Martina : Je suis arrivée au début de la communauté. Il y a quinze ans. Ici, j'ai passé des moments difficiles, les plus difficiles.... Je suis arrivée parce qu'une belle-sœur de mon mari m'a dit qu'il y avait des gens qui s'installaient ici... qu'il fallait donner un peu d'argent et rien de plus. Je suis venue de Cartago. Celui qui organisait tout ça vendait les parcelles à 3000 *colones*. J'en ai acheté deux. Une pour ma belle-mère et une pour moi. Mais je ne voulais pas venir... tu aurais vu comme c'était rude. Ça a été dur... pas d'eau, pas d'électricité... »⁹¹.

Progressivement cependant, ceux qui habitent sur la partie plane de l'îlot rocheux, dont le sol est stable, construisent leurs maisons dans des matériaux plus résistants. Ceux qui disposent de plus de moyens construisent même un étage (voir Illustration n°7, p. 195). À mesure que les années passent et que les risques d'une expulsion se font de plus en plus improbables, les habitants des secteurs les mieux situés continuent de construire, espérant qu'un jour, ils finiront par obtenir un titre de propriété : « *las escrituras* ». Au-delà des deux rues centrales cependant, un habitat plus précaire se maintient. Au plus près de *Río Torres* et *Río Virilla*, cet habitat est d'ailleurs d'autant plus précaire et provisoire que les crues des rivières et les eaux qui dévalent les pentes lors de la saison des pluies détruisent régulièrement une partie des baraques de tôle (voir Illustration n°6, p. 195).

* * *

L'histoire de ces quartiers et de leur peuplement est particulièrement révélatrice des dynamiques socio-économiques que le Costa Rica a connu depuis les années 1980. Elle témoigne des logiques de désaffiliation que connaissent les couches inférieures des classes populaires qui s'installent dans ces quartiers. En effet, si les occupations de terre par

⁹⁰ Entretien avec Roberto, avril 2009.

⁹¹ Entretien avec Martina, novembre 2009.

lesquelles se sont peuplés ces quartiers ont été le fait d'acteurs organisés, elles ont également été bien souvent le résultat d'initiatives individuelles. Dès la naissance de ses quartiers, ils ont ainsi été caractérisés par une certaine faiblesse des liens entre les habitants. Par la suite, la fragilité des liens et des appartenances locales ont continué de constituer une caractéristique importante de ces quartiers et l'un des ressorts de la marginalisation sociale de leurs habitants. Malgré les importantes transformations et améliorations qu'ont connues ces quartiers depuis leur création, ils continuent de cumuler de nombreuses difficultés sociales.

Section C - Saisir les dynamiques de désaffiliation dans deux *barrios urbano-marginales* du Costa Rica (1995-2014)

Lorsque j'arrive au Costa Rica, en 2008, Rincón Grande existe depuis 22 ans, San Jacinto de Rincón Grande depuis 17 et La Carpio depuis 15. Progressivement cependant, des maisonnettes de ciment et de parpaings ont succédé aux baraques de tôle et de planches de bois. Des ruelles de ciment et d'asphaltes ont remplacé une partie des chemins de terre. À Rincón Grande, une partie des habitants a obtenu des titres de propriété. D'autres, installés sur des zones de parcs, sur le tracé d'une route ou sur des terres particulièrement instables continuent cependant d'attendre de trouver une solution moins précaire. À Carpio, les premiers titres de propriété ont été remis en juillet 2012, mais beaucoup reste encore à faire. Parallèlement à ce processus de légalisation des terrains, les deux quartiers ont été dotés des services publics de base : l'eau, l'électricité, des services de bus, mais également des écoles, des services de santé et des postes de police. À Rincón Grande, trois écoles et un collège d'enseignement général ont été ouverts dans le quartier, et un collège technique a été créé à quelques kilomètres. À Carpio, la situation en matière d'éducation reste complexe : l'école et son annexe qui ont ouvert peinent à accueillir tous les enfants du quartier. Ceux qui ont les ressources nécessaires pour payer les transports inscrivent donc leurs enfants dans des écoles voisines. Pour ceux qui suivent leur école primaire au quartier cependant, seule la demi-journée est assurée afin de pouvoir doubler les effectifs et ainsi accueillir l'ensemble des enfants qui demandent à s'inscrire. En matière de santé, les deux quartiers ont bénéficié de l'ouverture d'EBAIS : seize équipes dans trois centres de santé à Rincón Grande, neuf dans un seul à Carpio⁹². Malgré les transformations notables des deux quartiers depuis leur création⁹³, ils continuent dans de concentrer une population particulièrement précaire.

⁹² Le nombre d'équipes médicales varie cependant selon les années. Il s'agit là des chiffres de 2011, fournis sur le site de la municipalité de San José :

https://www.msj.go.cr/informacion_ciudadana/SitePages/informacion_ciudadana.aspx. Consulté le 5 août 2015.

⁹³ La plupart des quartiers populaires qui se sont créés durant les années 1980/1990 dans l'aire métropolitaine ont connu des développements similaires. Des services publics ont été mis en place, des solutions en matière de logement imaginées. Les solutions gouvernementales peinent cependant à réduire les disparités sociales qui demeurent entre les habitants de ces quartiers et d'autres populations plus favorisées.

1. Quelques marqueurs de la précarité sociale au quartier

En matière de précarité sociale, le nombre de foyers vivant en dessous du seuil de pauvreté constitue un indicateur-clef. Si je ne dispose pas de telles données pour Rincón Grande, celles qui existent à Carpio montrent la sur-représentation de ces foyers dans le quartier (voir tableau n°7 ci-dessous).

Tableau n°7 - Foyers en dessous du seuil de pauvreté au Costa Rica (2008-2009)

	COSTA RICA	COSTA RICA (URBAIN)	LA CARPIO
Part des foyers non pauvres ^{a/}	82,3 %	83,1 %	17 %
Part des foyers sous le seuil de pauvreté ^{b/}	17,7 %	16,9 %	83 %
Part des foyers extrêmement pauvres ^{c/}	3,5 %	2,6 %	41 %

^{a/} Pour les deux premières colonnes, il s'agit des foyers dont les revenus mensuels étaient supérieurs à 268 184 CRC en 2009, pour Carpio, des foyers dont les revenus mensuels étaient supérieurs à 301 000 CRC en 2008 (en 2008, 300 000 CRC équivalaient à environ 411 euros).

^{b/} Pour les deux premières colonnes, il s'agit des foyers dont les revenus mensuels étaient inférieurs à 268 184 CRC en 2009, pour Carpio, des foyers dont les revenus mensuels étaient inférieurs à 301 000 CRC en 2008.

^{c/} Pour les deux premières colonnes, il s'agit des foyers dont les revenus mensuels étaient inférieurs à 123 020 CRC en 2009, pour Carpio, des foyers dont les revenus mensuels étaient inférieurs à 150 000 CRC en 2008. (en 2008, 150 000 CRC équivalaient à environ 206 euros).

Sources: Réalisé sur la base des documents suivants: INEC, *Encuesta de Hogares de Propósitos Múltiples. Cifras Básicas sobre Pobreza e Ingreso*, Juillet 2009; FUPROVI, *Sistema de Información en Vivienda y Desarrollo Urbano* (con información censo FUPROVI-IMAS), 2008.

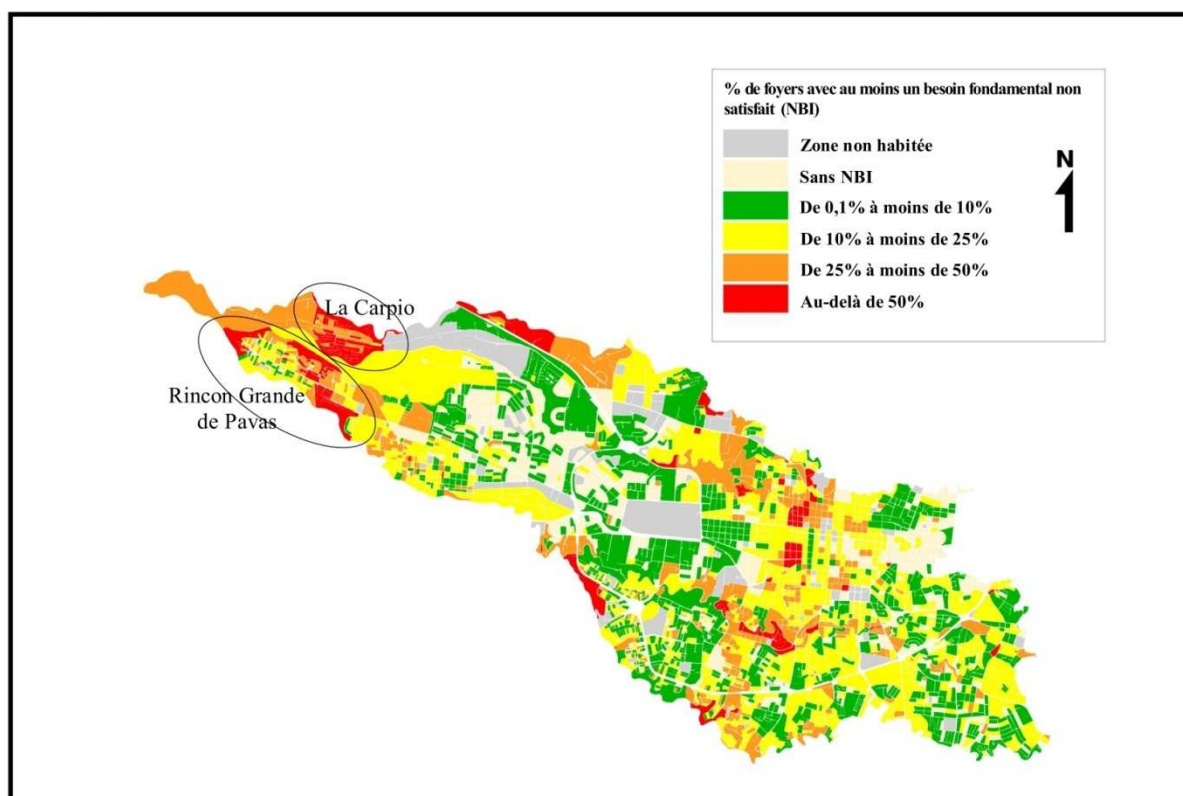
Selon le recensement réalisé en 2008 par l'IMAS et FUPROVI, 83 % des foyers du quartier déclarent alors des revenus qui les situent au niveau, ou au-dessous du seuil de pauvreté. Selon ce recensement, 41% des foyers du quartier sont même proches voire en dessous du seuil d'extrême pauvreté, soit quinze fois plus que dans l'ensemble des zones urbaines du Costa Rica.

S'il est difficile d'obtenir des données détaillées sur les taux de pauvreté et sur la répartition des revenus au Costa Rica, d'autres indicateurs permettent cependant de mettre en évidence d'importantes disparités entre ces *barrios* et les zones habitées par des populations plus (voire très) favorisées. À ce titre, les données sur les concentrations de foyers aux besoins de base non satisfaits sont particulièrement intéressantes⁹⁴. La carte de la répartition des

⁹⁴ L'indice « NBI » (*Necesidades Básicas Insatisfechas* – Besoins de base non satisfaits) est calculé sur la base de plusieurs indicateurs, qui portent sur l'accès à l'éducation, aux services sanitaires et au logement ainsi que sur

ménages en fonction des besoins fondamentaux non satisfaits sur le canton de San José (voir Illustration n°9, ci-dessous) révèle de façon éloquentes la répartition et la concentration dans l'espace des ménages qui connaissent des difficultés économiques. Rincón Grande et La Carpio y apparaissent très distinctement.

Illustration n°9 – Répartition des ménages en fonction des besoins de base non satisfaits (2011)



Source: INEC/PROGRAMA ESTADO DE LA NACIÓN, *San José, Indicadores cantonales. Censos Nacionales de población y vivienda 2000/2011*, San José, 2013 [en ligne] http://www.estadonacion.or.cr/images/stories/biblioteca_virtual/otras_publicaciones/Indicadores-Cantones-FINAL-SAN-JOSE.pdf. (Consulté le 6 août 2015)

En outre, les données disponibles sur les différents quartiers du canton de San José mettent en évidence des disparités notables entre les territoires. La comparaison avec *Hatillo*, district de résidence de classes populaires supérieures et de classes moyennes, et *Mata Redonda*, qui est l'un des districts les plus riches de la capitale, semble, en ce sens, particulièrement révélatrice (voir tableau n°8, p. 226)⁹⁵.

les revenus. Cette méthode de calcul de la pauvreté a été développée par la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) durant les années 1970/1980 et continue d'être très utilisée en Amérique latine.

⁹⁵ Pour une localisation de ces différents districts sur la carte, voir annexe n°2, carte n°5.

D'abord, les données chiffrées sur Carpio et Rincón Grande mettent en évidence des quartiers particulièrement peuplés. Les densités de population et le surpeuplement des logements y apparaissent en effet bien supérieurs à la moyenne du canton, ou aux moyennes de districts non concernés par de telles concentrations de pauvreté. Avec respectivement 17 495 et 28 324 habitants au km² à Rincón Grande et à Carpio, les deux quartiers sont bien au-delà de la moyenne du canton (6 456 hbtts/km²). Cette surpopulation est également visible au niveau des logements, puisque Rincón Grande et la Carpio affichent respectivement 16,2 et 27,6% de logements « surpeuplés », contre seulement 4,3% dans le district d'Hatillo. D'autres chiffres, sur les modes d'évacuation des eaux usées, le raccordement à l'électricité ou sur les niveaux d'équipement (en téléphone fixe, voiture ou connexion internet), permettent de saisir les disparités entre ces quartiers et des zones moins défavorisées. Surtout, les données en matière d'éducation sont particulièrement parlantes. À Rincón Grande et à Carpio, les taux d'analphabétisme sont respectivement de 5,7% et 8,3%. Si ces moyennes demeurent en-deçà des moyennes centraméricaines, elles sont néanmoins bien au-dessus des moyennes nationales⁹⁶. Les forts taux de redoublement ou les faibles taux d'inscription à l'université mettent en évidence les problématiques socio-éducatives dans ces quartiers, et de fortes disparités avec le reste du canton de San José (en 2011, plus d'un enfant sur trois redouble à La Carpio ou à San Jacinto de Rincón Grande, contre moins d'un sur cinq sur l'ensemble du canton ; moins de 4% des moins de 25 ans de la Carpio, et moins de 9% des moins de 25 ans de Rincón Grande étaient inscrits à l'université, contre 21% sur l'ensemble du canton).

⁹⁶ À titre de comparaison (et bien que les chiffres soient produits sur des tranches d'âge différentes), en 2011, 96,2% de la population du canton de San José de 5 ans et plus savait lire et écrire. Si l'on considère la population de plus de 10 ans, ce chiffre est alors de 98,5%, au niveau national, il est de 97,9. En 2010, au niveau centraméricain, la moyenne des personnes de 15 ans et plus sachant lire et écrire est en moyenne de 92,8%, avec de fortes disparités puisque ce pourcentage oscille entre 98,3%, au Costa Rica, 96,9 au Nicaragua et 84, au Guatemala, ou 84,5 au Salvador.

(DIRECCIÓN DE PLANIFICACIÓN Y EVALUACIÓN. OBSERVATORIO MUNICIPAL, *Cantón de San José: indicadores censales desagregados de los barrios del cantón. Censo nacional de población y vivienda 2011*, San José, Municipalidad de San José/INEC, 2013; INEC, *X Censo Nacional de Población y VI de Vivienda 2011. Resultados Generales*, San José, 2012; PROGRAMA ESTADO DE LA NACIÓN, *Estadísticas de Centroamérica 2013. Indicadores sobre desarrollo humano sostenible*, San José, 2013, p. 35).

Tableau n°8 – Indicateurs socio-démographiques de plusieurs districts de San José

	CANTON DE SAN JOSÉ	DISTRICT DE PAVAS	RINCÓN GRANDE	DISTRICT DE LA URUCA	LA CARPIO	DISTRITO DE HATILLO	DISTRITO DE MATA REDONDA
Population totale	288 054	71 384	30 337	31 728	18 326	50 511	8 313
Part de la population du quartier par rapport à celle du district	-	-	42%	-	58%	-	-
Densité de population (au km²)	6 456	7 643	17 495	3 800	28 324	11829	2 259
Âge moyen de la population	34	31,7	23,9	28,5	24,3	33,8	38,7
Part des ménages sans NBI	82,3%	77,4%	64,4%	61,1%	43,2%	84%	90,7%
Part de la population ne disposant d'aucune couverture sociale	14,1%	14,5%	16,2%	20,8%	27,6%	11,7%	12,3%
ÉDUCATION & NIVEAUX DE FORMATION							
Part de la population de 5 ans et plus ne sachant ni lire ni écrire	3,8%	5,0%	5,7%	6,3%	8,3%	3,9%	2,7%
Part de la population de 5 à 24 ans scolarisée	75,8%	68,5%	63,5%	68,5%	65%	72,7%	77,9%
Part de la population de 5 à 24 ans qui poursuit des études supérieures	21%	15,2%	8,8%	10,8%	3,6%	16,9%	36,5%
Part de la population de 7 à 17 ans ayant redoublé	20,63%	25,4%	29,1%	33,2%	39,3%	17,3%	16,0%
Durée moyenne de la scolarité (population de plus de 15 ans)	8,9	7,6	6,3	6,7	5,1	7,8	11

	CANTON DE SAN JOSÉ	DISTRICT DE PAVAS	RINCÓN GRANDE	DISTRICT DE LA URUCA	LA CARPIO	DISTRITO DE HATILLO	DISTRITO DE MATA REDONDA
LOGEMENT ET EQUIPEMENT DES MÉNAGES							
Part des logements en <i>precario</i>	4,2%	5,6%	11,7%	36,0%	66,8%*	0,6%	0,1%
Part des ménages vivant dans un logement « surpeuplé »	5,6%	7,7%	16,2%	15,6%	27,6%	4,3%	1,9%
Part des logements en « bon état »	60,9%	57,9%	48,8%	47,4%	25,4%	60,5%	77,6%
Part des logements raccordés à l'électricité	75,2 %	73,5%	71%	60,7%	45%	76,4%	78,8%
Part des logements dont les sanitaires ne sont raccordés ni au tout à l'égout ni à une fosse septique	2,9%	4,9%	8,6%	7,2%	11,3%	1,5%	2,6%
Part des foyers équipés d'une ligne de téléphone fixe	66,9%	66,7%	57,2%	42,5%	14,3%	69,0%	80,3%
Part des foyers équipés d'internet	49,6%	45,7%	25,9%	31,4%	7,0%	41,9%	72,3%
Part des foyers possédant une voiture	41,6%	41,2%	20%	29,9%	9,5%	31,4%	63,9%

* Ce chiffre paraît anormalement bas, dans la mesure où avant 2012, aucun logement de La Carpio ne disposait de titre de propriété.

Sources : Elaboration propre. Sur la base des données de l'INEC, recensement 2011. DIRECCIÓN DE PLANIFICACIÓN Y EVALUACIÓN. OBSERVATORIO MUNICIPAL, *Cantón de San José: indicadores censales desagregados de los barrios del cantón. Censo nacional de población y vivienda 2011*, San José, Municipalidad de San José/INEC, décembre 2013.

Ainsi, alors que les quartiers – et en particulier certains secteurs de ces quartiers – ont connu des améliorations, notamment en matière d'infrastructures, certaines problématiques sociales ne se sont pas résorbées, voire se sont accrues. L'échec scolaire, la difficulté à s'insérer sur le marché du travail ou le développement de la petite délinquance (voir chapitre suivant) constituent des indices révélateurs des difficultés sociales que connaissent les habitants de ces quartiers. Autre marque de la précarité qui caractérise le quotidien des habitants de ces quartiers, la fragilité des relations de solidarité sur lesquelles ils peuvent compter.

2. La fragilité des relations de solidarité comme ressort de la désaffiliation sociale

Les deux quartiers étudiés sont caractérisés par de fortes logiques de désaffiliation sociale⁹⁷.

La fragilité des liens sociaux constitue un ressort de la précarité sociale que connaissent beaucoup des habitants de ces quartiers. Cette fragilité concerne particulièrement les relations de voisinage mais aussi les liens familiaux. Cet aspect apparaît cependant difficile à objectiver. Si l'on dispose de chiffres comme les taux de mères célibataires, les solidarités familiales au-delà de la famille nucléaire et les solidarités de voisinage sont plus difficiles à quantifier. À partir de son cas brésilien, Dominique Vidal souligne que s'il existe « un discours normatif sur les obligations de chacun envers ses parents, ses voisins et ses amis », ces liens de solidarité supposés sont sans cesse « menac[és] de dislocation »⁹⁸. Le décalage entre les discours normatifs en termes d'obligation, et la réalité de ces solidarités est tel que cela rend peu probante une enquête par questionnaire ou par entretiens standardisés, et donc une objectivation statistique. Un même décalage est observable dans le cas costaricien. En ce sens, le recours à l'analyse quantitative, à défaut d'apporter des réponses systématiques, permet de révéler des pratiques qui mettent en lumière la fragilité des relations sociales dans les quartiers étudiés.

D'abord, les liens conjugaux apparaissent fragiles. Cela se traduit notamment par le nombre important de femmes qui élèvent seules leurs enfants. À Carpio, 17% des mères, sont célibataires. À Rincón Grande, ce pourcentage est de l'ordre de 20%⁹⁹. Ces chiffres ne sont pas nettement supérieurs à ceux du reste du canton (la moyenne cantonale est autour de 16%, allant de 13% à 19,5% selon les districts). Dans ces quartiers socialement défavorisés, ils soulèvent cependant la question des conditions dans lesquelles des femmes dans des situations précaires peuvent élever leur(s) enfant(s) sans le soutien d'un conjoint. Si le système juridique costaricien protège les mères et les mineurs, notamment à travers l'obligation faite au père biologique de payer une pension alimentaire¹⁰⁰, nombreuses sont les femmes qui ne réalisent

⁹⁷ Je reprends ici le concept utilisé par Robert Castel pour décrire les conséquences de la remise en cause des formes d'intégration qui étaient associées à l'État social. Il faut souligner qu'en renvoyant à un « processus » et non à un « état », ce concept permet d'éviter les biais liés à une analyse en termes d'exclusion, qui tend à homogénéiser des situations pourtant très disparates. In R. CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale...*, *op. cit.*

⁹⁸ D. VIDAL, *La politique au quartier...*, *op. cit.*, p. 60.

⁹⁹ Part des mères célibataires dans le total des femmes de douze ans et plus ayant eu au moins un enfant. Calculs réalisés sur la base des données de l'INEC, recensement 2011. DIRECCIÓN DE PLANIFICACIÓN Y EVALUACIÓN. OBSERVATORIO MUNICIPAL, *Cantón de San José: indicadores censales...*, *op.cit.*

¹⁰⁰ Le père biologique peut en effet être contraint de payer une pension alimentaire, qu'il ait décidé de reconnaître ses enfants, ou pas. En effet, la loi dite de « paternité responsable » de 2001 permet aux mères qui le désirent de demander la reconnaissance de leur enfant par le père biologique. Celui-ci est alors dans l'obligation de réaliser des tests ADN et, si le résultat confirme la déclaration de la mère, il doit alors lui verser une pension alimentaire. Ley 8101 de Paternidad Responsable (16.04.2001).

pas les démarches (en particulier quand elles impliquent un recours légal). À ce titre par exemple, Liliana, qui s'est séparée de son mari, reste avec quatre enfants mineurs à charge. Elle souligne :

« *[Mon ex mari]* ne parle plus à aucun *[des enfants]*. Moi, il m'a dit qu'il ne voulait plus rien savoir d'eux... Donc moi, je dis, si c'est pour une question d'argent, et bien non, je ne vais pas exposer plus mes enfants... parce qu'ils ont déjà trop souffert de tout ça. Je lui dis 'tu leur as fait trop de mal'. Comme sa famille... sa famille, ce sont des gens à problèmes. Donc je veux me charger de les nourrir... Si j'ai de quoi, ils mangent... et si je n'ai rien... et bien je me débrouille pour trouver un moyen de leur donner à manger... mais à la fin...

CF : Oui, on n'a pas forcément envie d'avoir toujours à demander.

Oui. De le supplier !! Pour la pension ! Je ne veux pas l'obliger à faire quelque chose qu'il ne veut pas. Et c'est pour ça que je suis entrée dans la coopérative, pour eux »¹⁰¹.

Si ce n'est pas le cas de Liliana, beaucoup de familles, et particulièrement de femmes, compensent la faiblesse des liens conjugaux par le maintien de relations fortes au sein de la famille élargie. Face à la précarité des liens conjugaux, au caractère précoce de certaines grossesses (ou tout du moins de la jeunesse des mères lors des premières grossesses) et au faible investissement des pères dans l'éducation quotidienne des enfants, la famille proche (grand-mères et grands-tantes) tend à jouer un rôle éducatif important. Nombre de mes enquêtées soulignent avoir été élevées par la proche famille. Certaines, une fois grand-mère, prennent à leur tour en charge cette fonction d'éducation. Zuly, une dirigeante de Carpio garde ainsi sa petite fille quotidiennement, la mère de l'enfant, âgée de dix-sept ans, n'ayant pas fini ses études. De la même façon, Yolanda, dirigeante de Rincón Grande garde plusieurs mois durant ses petits-neveux suite à la séparation de leurs parents. Liliana a connu une situation similaire à la naissance de son petit-fils, alors qu'elle-même était âgée de vingt-sept ans. Elle explique :

« *[à propos du plus petit de ses fils et de son petit-fils]* ils sont comme des frères, parce que le petit a grandi ici avec moi. Je ne suis pas grand-mère, je suis comme sa mère. Le plus petit *[son second petit-fils]* si, je lui dis qu'il peut me dire grand-mère 'Toi, tu es mon petit-fils, mon *gordito*'. Le dernier. Mais l'autre, il dit 'non, tu es ma maman'. C'est que ça a été quelque chose de difficile... Ma fille *[mère adolescente à l'âge de douze ans]* a fait une grosse dépression. Elle a complètement négligé le bébé. Elle a commencé à beaucoup sortir. Et j'ai dû le garder, et la soutenir. Elle voulait sortir... elle s'est mise en couple avec un garçon qu'ils ont fini par tuer... ».

Le rôle joué par la famille proche dans l'éducation des enfants met en lumière l'importance des liens familiaux, qui constitue une ressource importante pour ces catégories¹⁰². En retour,

¹⁰¹ Entretien avec Liliana, décembre 2012.

¹⁰² On rejoint ici les conclusions de Sylvie Fol. Dans ses travaux sur la mobilité des ménages pauvres aux États-Unis et en France, elle a en effet montré que les catégories les plus défavorisées pouvaient parfois trouver dans

les liens noués, notamment entre les enfants et leurs grand-mères, souvent jeunes, permettent de renforcer les relations familiales. Ces relations de solidarité dépendent cependant fortement de la proximité géographique. Quand les migrations internationales ou internes se traduisent par l'éloignement des proches, la solidarité familiale se fait plus aléatoire.

Dans certains cas, lorsque la famille – nucléaire ou proche – n'est pas en mesure de résoudre les problématiques quotidiennes qui se posent aux habitants de ces quartiers, ceux-ci se tournent vers des réseaux d'entraide en dehors de ce premier cercle. Ces réseaux peuvent s'étendre au sein du quartier, mais aussi, plus rarement, à l'extérieur de celui-ci. Le Costa Rica dispose d'abord d'un vaste réseau d'institutions publiques que les habitants les plus précaires peuvent aisément solliciter, dans la mesure où leur situation est en règle. En dehors des institutions publiques ou quand l'accès à celles-ci se révèlent compliqué d'autres réseaux sont susceptibles d'être mobilisés.

Bien souvent, c'est pourtant auprès d'acteurs localisés dans le quartier que les habitants sollicitent des soutiens. En ce sens, les acteurs privés ou semi-publics qui se sont investis localement constituent des ressources clefs. ONG, organisations religieuses ou organisations de quartier ont ainsi mis en œuvre des services afin de pallier les besoins des habitants. En ce qui concerne les organisations religieuses et les ONG, leur présence est particulièrement importante à Carpio, d'abord parce que l'action des pouvoirs publics y a été plus tardive qu'à Rincón Grande et parce que certains des services mis en place se sont révélés non accessibles pour les étrangers (et donc pour la moitié des habitants du quartier). Ainsi, beaucoup plus qu'à Rincón Grande, les églises – catholiques et pentecôtistes – et les ONG ont développé à Carpio un important réseau de services caritatifs : cantines, garderies, cliniques....

Les associations caritatives, les organisations religieuses et les associations de quartier peuvent structurer des réseaux de solidarité et d'entraide. Les relations ainsi nouées demeurent cependant fragiles. Dans le cas des ONG et des associations caritatives, cela est notamment lié au fait que les aides ne sont pas faites pour toujours bénéficier aux mêmes. Dans le cas des différentes églises, et *a fortiori* des églises pentecôtistes, il apparaît que beaucoup de « fidèles » participent de façon assez aléatoire et peuvent même changer d'église au cours du temps. Dans le cas des associations de quartiers qui sont au cœur de cette thèse,

les relations de proximité – avec la famille mais aussi parfois avec le voisinage – des ressources importantes. C'est notamment ce qu'elle développe dans l'article suivant : S. FOL, « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres... », *op. cit.*,

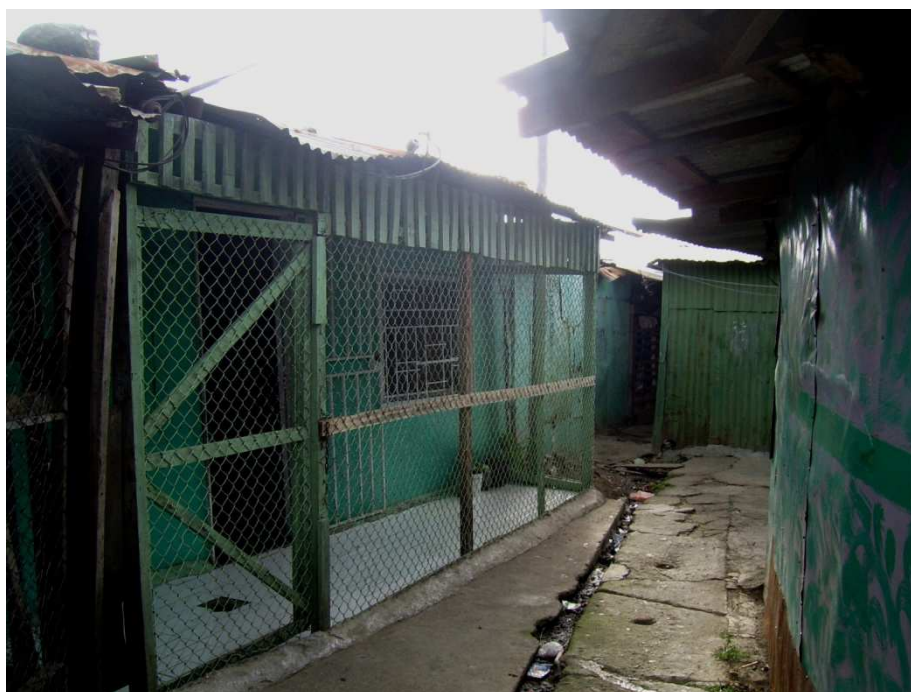
elles font bien souvent l'objet d'un usage instrumental et d'un investissement variable (voir *infra*).

Alors que le langage commun veut que l'on désigne les quartiers populaires par le terme *comunidad*, i.e. communauté, l'observation des réseaux d'interconnaissance et des pratiques quotidiennes d'entraide à Carpio comme Rincón Grande rend compte de la fragilité des relations sociales au quartier. Si certains habitants – qui sont généralement des dirigeants associatifs – font valoir les forts liens de solidarité existants au quartier, dans la réalité, cette solidarité se révèle aléatoire. Loin de l'idéal-type de la *Gemeinschaft* proposé par Ferdinand Tönnies, les liens sociaux au quartier ne se caractérisent pas par leur densité. On est loin en effet d'une « communauté de sang, de lieu, d'esprit », fondée sur la « parenté, le voisinage, l'amitié »¹⁰³. À l'exception des événements dramatiques (éboulement, inondation, incendie, décès etc.), qui suscitent une rapide activation des réseaux d'entraide, les solidarités quotidiennes se révèlent particulièrement ténues. Les relations de voisinage sont ainsi marquées par un souci de maintien à distance des voisins. Dans les secteurs formellement urbanisés comme dans les *precarios* caractérisés par la promiscuité de l'habitat, tout est fait pour favoriser l'isolement et délimiter le territoire de chacun. En fonction des matériaux disponibles, chacun érige des grilles devant les portes, les fenêtres et les patios (voir Illustration n°10, page suivante). La vie de chacun tend à s'organiser à l'intérieur de ces grilles. Exception faite des enfants qui jouent régulièrement à l'extérieur, ceux qui restent au quartier passent le plus clair de leur temps à l'intérieur de la maison, préservés de la vue des voisins. De fait, les relations de voisinage sont souvent émaillées de disputes et de litiges¹⁰⁴ : pour une voiture mal garée, de la musique trop forte, etc.

¹⁰³ F. TÖNNIES, *Community and civil society*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001 [1^{ère} ed. en allemande 1887], p. 204.

¹⁰⁴ C'est également ce que soulignent Denis MERKLEN in *Quartiers populaires, quartiers politiques...*, *op.cit.* à partir d'une enquête comparée qui porte notamment sur l'Argentine et la France, ou Dominique VIDAL qui se fonde quant à lui sur un cas brésilien (*La politique au quartier....op. cit.*, p. 60-63).

Illustration n°10 – Logements dans Rincón Grande de Pavas



Sources : Rincón Grande, C. Floderer, décembre 2012.

Bien sûr, certains voisins entretiennent de bonnes relations et peuvent se rendre service. Dans la mesure du possible cependant, on privilégiera un déplacement à la *pulpería* [i.e. l'épicerie] plutôt qu'un emprunt à un voisin. Quant à la garde des enfants, face à

l'impossibilité de solliciter un membre de la famille, certains se tournent vers une voisine, l'assurant généralement de la payer en retour. À ce titre, les échanges que j'ai pu observer au sein du voisinage étaient finalement rarement des services vécus comme gratuits, sur le modèle *maussien* du don, auquel doit ultérieurement répondre un contre-don¹. Mes enquêtes semblaient dans la majorité des cas s'appliquer à se débrouiller par eux-mêmes et, en tout cas, à éviter la demande de service qui pourrait impliquer une réciprocité.

Des exceptions peuvent cependant être soulignées. Certaines relations de voisinage donnent en effet naissance à des liens de solidarité forts, parfois vécus en termes d'amitié voire comparés aux liens du sang. Ainsi, Carolina, dirigeante de Carpio me présente-t-elle Marquita sa voisine, également engagée dans les associations du quartier, comme « *une membre de sa famille* » lors de notre première rencontre². De la même façon, Elda, membre du bureau de l'association de San Jacinto de Rincón Grande, décrit Mery – une autre membre de l'association – comme une sœur³. Quant à Liliana, elle dit considérer Ana, l'une de ses voisines également membre de la coopérative pour le logement de la Cueva de San Jacinto comme son « *âme sœur* » : « *Ana, c'est avec elle que je passe le plus de temps, c'est un peu mon âme sœur. Depuis toujours, depuis que les enfants sont petits, ils ont un peu grandi ensemble* »⁴. Certains voisins nouent donc des relations particulièrement fortes, qui peuvent se révéler durables. Généralement cependant, ces relations demeurent limitées en nombre, chaque individu ne comptant rarement parmi son voisinage plus de trois ou quatre personnes de confiance. Ainsi, si des relations fortes peuvent se nouer au quartier et se révéler centrales dans le fonctionnement des associations de quartier, elles demeurent cependant limitées dans un contexte marqué par des processus de désaffiliation sociale.

* * *

Depuis leur création, durant les années 1980, pour Rincón Grande, et 1990, pour La Carpio, ces quartiers se sont beaucoup transformés. Ils ont été dotés d'infrastructures et l'habitat s'est largement consolidé. Malgré ces transformations, qui ont bénéficié inégalement aux différents secteurs, les indicateurs sociaux existants montrent que ces quartiers continuent de cumuler des difficultés sociales et économiques particulièrement importantes. Ils se caractérisent notamment par une forte précarité du lien social. Pour mieux saisir la fragilité des solidarités

¹ M. MAUSS, *Essai sur le don...*, op. cit., p. 66.

² Entretien avec Carolina, mars 2009.

³ Entretien avec Elda, novembre 2010.

⁴ Entretien avec Liliana, décembre 2012.

et des appartenances locales, il est cependant nécessaire de s'interroger sur les logiques de stigmatisation dont ces quartiers et leurs habitants font l'objet. Loin de constituer des groupes sociaux homogènes et unifiés, les habitants de ces quartiers activent et réactivent en effet sans cesse des micro-hiérarchies, dans un souci constant de pouvoir ainsi se démarquer d'un ensemble dévalorisé et dévalorisant.

Chapitre 3 - Stigmatisation et modes de gestion du stigmate au quartier

Littéralement, les *barrios urbano-marginales* désignent des territoires urbains marginalisés. Dans le cas de Carpio et de Rincón Grande de Pavas, cette marginalisation n'est pas véritablement géographique, dans la mesure où les deux quartiers sont à moins d'une demi-heure du cœur de la capitale. Elle est cependant à la fois socio-économique et symbolique. En effet, outre les handicaps socio-économiques objectifs qu'ils cumulent (voir chapitre 2), ces quartiers et leurs habitants font l'objet d'une forte stigmatisation. Souvent décrits comme des espaces désordonnés, chaotiques et violents, ces quartiers pâtiennent d'une image particulièrement négative. Ils renvoient à un imaginaire qui s'oppose en tout point aux représentations idéalisées du Costa Rica comme nation de classe moyenne, moderne et exceptionnelle par son égalitarisme et son pacifisme.

Les comportements sociaux et politiques des habitants sont ainsi considérés comme déviants vis-à-vis des normes légitimes, perçus tantôt comme des causes, tantôt comme des indices de leur infériorité sociale. Ces comportements sont généralement associés à des traits culturels, liés à la pauvreté (« culture de la pauvreté »¹) mais aussi bien souvent au statut d'étranger d'une partie des habitants (en ce sens, c'est la « culture nicaraguayenne » qui est généralement visée).

Ainsi, ces quartiers et leurs habitants font l'objet d'une forte disqualification sociale. À travers l'analyse d'entretiens, de discussions informelles ou de rédactions réalisées par certains habitants², ce chapitre se propose d'interroger ce processus stigmatique³ et la façon dont les individus composent avec l'image discréditée qu'ils se voient assigner. Ce faisant, l'objectif de ce chapitre est de montrer comment les logiques de stigmatisation peuvent constituer un obstacle à des formes d'identification collective. À la différence de certains

¹ La « culture de la pauvreté » sera plus amplement abordée dans la première section de ce chapitre. O. LEWIS, *Les enfants de Sánchez. Autobiographie d'une famille mexicaine*, Paris, Gallimard, 1986 [1961, 1^{ère} éd. en anglais], notamment p. 27-33.

² Ces rédactions ont été réalisées dans le cadre d'un projet universitaire mené par un groupe de sociologues de l'université du Costa Rica (UCR). Ce projet a donné lieu à une publication sur laquelle je me fonde ici : C. SANDOVAL GARCÍA & AL., *Nuestras vidas en La Carpio. Aportes para una historia popular*, San José, Editorial UCR, 2007.

³ E. GOFFMAN, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1975 [1^{ère} éd. en anglais : 1963].

groupes socio-territoriaux populaires dotés de fortes identités collectives⁴, les habitants de Carpio, et plus encore ceux de Rincón Grande, manifestent un faible sentiment d'appartenance au groupe qu'est supposé constituer le quartier. Dans le même temps, on verra que cela ne signifie pas pour autant que les individus acceptent passivement les représentations négatives dont ils font l'objet. Comme les bidonvillois marocains décrits par Lamia Zaki⁵, mes enquêtés mettent en œuvre de nombreuses tactiques et stratégies pour produire une image acceptable voire valorisante d'eux-mêmes. Pour ce faire, ils font montre de leur attachement aux normes dominantes ou cherchent des « coupables de remplacement »⁶ à l'intérieur même de leur quartier. En cela, ces récits montrent que la stigmatisation qui pèse sur ces populations rend difficile une identification et un attachement au quartier. On verra cependant dans le chapitre suivant que certains habitants – dont on détaillera les parcours de vie – peuvent développer des formes d'attachement à leur lieu de vie et à leur voisinage, au point parfois d'être en mesure de s'en poser en porte-parole.

⁴ En ce sens, voir notamment les travaux de F. W. WHYTE, *Street Corner Society. The Social Structure of an Italian Slum*, Chicago, University of Chicago Press, 1993 [1^{ère} éd. en anglais : 1943]; R. HOGGART, *La culture du pauvre...*, *op. cit.* ; M. SELIM, « Rapports sociaux dans un quartier anciennement industriel. Un isolat social », *L'Homme*, XXII, n°4, 1982, p. 77-86 ; L. GRUEL, « Conjurant l'exclusion. Rhétorique et identité revendiquée dans des habitats socialement disqualifiés », *Revue française de Sociologie*, XXVI, n°3, 1985, p. 431-453 ou J.-N. RETIÈRE, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne...*, *op. cit.*

⁵ L. ZAKI, *Pratiques politiques au bidonville...*, *op. cit.*, not. p. 125-188.

⁶ *Ibid*, p. 125.

Section A - Des *barrios urbano-marginales* objets d'une stigmatisation multi-dimensionnelle

Saleté, désordre, anomie, violence, apathie, ou à l'inverse opportunisme... Les habitants des *barrios urbano-marginales* se voient attribuer toute une série de caractéristiques négatives. Pour analyser ces attributs, je m'appuierai ici sur les discours présents dans les médias et sur les entretiens et discussions informelles que j'ai pu avoir avec de nombreuses personnes n'habitant pas dans ces quartiers et rencontrées au fil de mon terrain (travailleurs sociaux, militants de partis politiques vivant dans des quartiers plus favorisés etc.). Ces descriptions souvent empreintes de contradictions informent probablement sur les habitants de ces quartiers mais aussi, et surtout, sur les craintes et les peurs des « urbains établis »⁷. Elles permettent de mieux comprendre les rapports de force entre les « marginaux » et les « urbains établis » et la façon dont des groupes sociaux sont en mesure de définir le comportement urbain normal et d'attribuer à certaines populations dominées la responsabilité de comportements déviants⁸. Revenir sur ces attributs et sur la façon dont ils sont définis en opposition à la « ville légitime » mais aussi plus largement à la « communauté nationale costaricienne », c'est se pencher sur les logiques de distanciation sociale à l'œuvre entre des groupes sociaux relativement établis et les couches inférieures des classes populaires.

1. Désordre et saleté : la dénonciation de pathologies sociales comme ressort de stigmatisation

L'un des ressorts de la stigmatisation des *barrios urbano-marginales* repose sur les représentations de ces territoires en termes de désordre ou de saleté. Ces représentations sont surtout associées aux *precarios* et donc aux constructions informelles (voir encadré n°4, chapitre 2, p. 185). L'informalité du bâti et de l'organisation urbaine est alors perçue comme chaotique et comme le reflet de comportements sociaux anormaux et déviants. Au-delà des

⁷ J'emprunte ce terme à L. ZAKI, qui fait la distinction entre les « urbains établis » ou « urbains légitimes » (qui dictent les normes sociales du légitime et de l'illégitime dans le domaine urbain) et les « urbains déviants », dans son cas, les bidonvillois de Casablanca (*Pratiques politiques au bidonville... op. cit.* p. 50-52). Elle s'inspire elle-même du travail de Norbert ELIAS, qui analyse la ségrégation qu'imposent les établis [*established*] aux *outsiders* dans la banlieue d'une ville industrielle en Angleterre (voir infra, dans la seconde section de ce chapitre). N. ELIAS, J. L. SCOTSON, *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris, Fayard, 1997 [1^{ère} éd. en anglais : 1965].

⁸ Ces logiques ont été décrites dans de nombreux travaux. En ce sens voir notamment : H. S. BECKER, *Outsiders. Étude de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 [1^{ère} éd. en anglais, 1963], p.32-33 ; N. ELIAS, J. L. SCOTSON, *Logiques de l'exclusion...*, *op.cit.*, p. 35 ou encore L. ZAKI, *Pratiques politiques au bidonville...*, *op. cit.*, p. 50.

seuls *precarios*, ces représentations rejaillissent cependant sur l'ensemble des habitants des *barrios urbano-marginales* y compris les zones désormais régularisées.

Comme la *favela* brésilienne ou le *karien* marocain, le *barrio urbano-marginal* et en particulier le *precario*, est souvent associé au chaos, au désordre, et opposé en cela aux représentations de la ville moderne⁹. En ce sens, les descriptions des *precarios* ne manquent pas de rappeler le caractère irrégulier et disparate du bâti, la diversité et la médiocrité des matériaux utilisés (« *les bouts de cartons, les vieilles branches et mêmes les sacs plastiques faisant office de toiture* »¹⁰), l'absence d'infrastructures, en particulier de système d'évacuation des eaux usées. Ces descriptions mettent en avant l'illégalité du bâti, fruit « *d'invasions* », et l'absence de respect des normes urbaines qui produisent le chaos et le « *désordre absolu* »¹¹. Elles soulignent en outre l'insalubrité et la saleté des logements, souvent qualifiés de *tugurios* ou de *covachas* (voir encadré n°4, p. 185). Absence d'égout, ordures jonchant le sol et les cours d'eau environnants, épidémies et contamination environnementale sont ainsi des éléments incontournables des discours sur ces quartiers. Dans le cas de La Carpio, il faut ajouter en outre la présence du Parc technologique de La Carpio, une décharge à ciel ouvert. Installée à l'extrême ouest du quartier en 2000 alors même que le *precario* existait déjà, l'*EBI*, comme l'appellent les habitants, est depuis lors un élément structurant de la vie du quartier. Sa présence, associée aux centaines de camions poubelles qui traversent quotidiennement le quartier d'Est en Ouest pour s'y rendre et le développement d'une économie informelle autour des déchets, ont participé presque *inéluçtablement* à associer ce *precario* à la saleté et aux déchets dans l'imaginaire collectif. Cette situation a d'ailleurs toutes les chances de se voir renforcée puisque depuis 2013, la station d'épuration de l'aire métropolitaine de San José est en construction à l'entrée du quartier.

Ainsi, dans le cas de La Carpio en particulier, mais à propos des *precarios* en général, les références à la saleté et à l'insalubrité sont constantes, notamment dans le discours médiatique. En écrivant que « *l'eau est sans doute ce qu'il y a de moins sale à San Jacinto... mais [qu']il y en a toujours trop peu* »¹², en mentionnant « *les rats qui se promènent dans les eaux usées, faute d'égouts* »¹³, les « *tas d'ordures jetées dans la rue* », ou en décrivant un secteur de la Carpio comme construit sur « *une couche d'ordures accumulées les années*

⁹ L. ZAKI, *Pratiques politiques au bidonville...*, op. cit., p. 51-61.

¹⁰ *La Nación*, 26.04.2014.

¹¹ Editorial, *La Nación*, 05.09.2013.

¹² *La Nación*, 19.09.1995.

¹³ *La Nación*, 13.11.2012.

passant »¹⁴ ou « *les enfants plongeant dans un dépotoir clandestin* »¹⁵, les journalistes relayent une image misérabiliste de ces quartiers, qui les différencie de la ville moderne, mais surtout du Costa Rica idéalisé. Les références aux *precarios* comme espaces pollués et polluants, dans un pays considéré aujourd'hui comme pionnier en matière de développement durable et de protection de l'environnement, constituent en effet autant de rappels de leur indignité sociale¹⁶.

Dans le discours des « urbains légitimes » (habitants établis, acteurs médiatiques ou politiques), les pouvoirs publics sont au moins en partie responsables de la saleté et du désordre qui caractérisent le *precario* : pour ne pas avoir empêché la formation du *precario*, pour ne pas avoir mis en place les infrastructures nécessaires en matière d'hygiène, voire, dans le cas de La Carpio, pour avoir autorisé l'installation de la décharge aux abords du quartier. La saleté et le désordre incombent cependant également aux habitants desdits *precarios*, comme l'illustre par exemple cet article sur la coexistence quotidienne des habitants de La Carpio avec la décharge¹⁷. Pour expliquer les problèmes qu'implique « *le voisinage* » de la décharge, l'article rend compte de la responsabilité du gouvernement qui « *a imposé* » l'installation, des difficultés de l'entreprise EBI pour limiter les mauvaises odeurs malgré l'« *investi[ssement] d'un million de dollars pour améliorer le contrôle des déchets* » mais aussi des problèmes qui seraient propres aux pratiques des habitants (disqualifiant d'autant leurs critiques) : « *À cette situation déjà difficile de la communauté, il faut ajouter les sacs plastiques et les décombres que produisent les voisins et qui obstruent le passage dans certaines rues, au point de les convertir en 'mares'* ».

La saleté qui serait caractéristique de ces quartiers est généralement associée à la supposée *mentalité* de leurs habitants. La seule acceptation de telles conditions de vie semble dénoter une tolérance plus élevée que la moyenne à la saleté et d'un « *manque de conscience* » (« *Ici, il n'y a pas de conscience en matière de santé, il n'y a pas l'idée de prendre soin de soi [auto-cuidado]* »¹⁸). C'est au regard de cette mentalité que sont appréhendées les pratiques de certains habitants. Le fait de jeter des déchets sur la voie

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *La Nación*, 20.02.2014.

¹⁶ Depuis les années 1990, le Costa Rica a mené une politique environnementale qui a notamment visé à la reforestation du pays (instauration de paiements pour services écosystémiques), à développer les énergies renouvelables (une très grosse partie de la consommation énergétique du pays est aujourd'hui assurée par des usines géothermiques, des usines hydroélectriques, des parcs éoliens et une usine photovoltaïque). Ces politiques valent au pays une réputation de « laboratoire écologique » ou encore de « démocratie verte » sur laquelle l'État ne manque pas de communiquer. Sur la façon dont cette question est reprise par les médias français, voir par exemple « Costa Rica, démocratie verte », *Le dessous des Cartes*, Arte, émission diffusée en septembre 2015.

¹⁷ *La Nación*, 15.04.2013.

¹⁸ Entretien avec une infirmière de la clinique de Pavas, février 2008.

publique et dans les cours d'eau, le dépôt d'ordures en dehors des espaces et des horaires autorisés ou l'incendie de poubelles sont ainsi considérés comme autant de pratiques déviantes qui seraient le propre des habitants des *precarios* et à ce titre généralisées dans ces quartiers.

Ces représentations sont également partagées par de nombreux acteurs au sein du champ politique ou dans les administrations. Certains soulignent ainsi la nécessité de « *changer la mentalité* » des habitants de ces quartiers. C'est notamment ce qu'illustre ce commentaire d'une fonctionnaire du ministère de l'Environnement et de l'Énergie interrogée sur le problème des dépotoirs clandestins : « *La situation que vivent ces endroits, comme beaucoup d'autres, peut être liée au manque de culture et d'éducation des gens en matière de gestion des déchets* »¹⁹. Cette nécessité de « *changer les mentalités* » sous-tend également de nombreux programmes sociaux. C'est particulièrement visible dans les politiques sociales qui sont mises en œuvre depuis les années 1990 au Costa Rica, comme dans le reste de l'Amérique latine. Par exemple, le Plan national de lutte contre la pauvreté lancé par l'administration Figueres Olsen (1994-1998) entend permettre la distribution d'aides sociales ciblées et parfois conditionnées, garantir l'accès des plus pauvres aux services sociaux et aux infrastructures collectives de base mais aussi agir sur « *les structures psycho-sociales et culturelles qui entraînent des attitudes, des conduites et des modes d'interactions qui alimentent le cercle vicieux de la pauvreté et empêchent ainsi l'intégration sociale* »²⁰. Ce plan se traduit par la mise en œuvre de nombreux programmes dans des domaines variés (micro-entreprise, infrastructures, santé, violence, environnement etc.). En matière d'environnement, les programmes sont concentrés sur l'objectif de former les habitants des quartiers ciblés sur la question de la gestion des déchets. À ce titre, la partie environnementale du Programme de renforcement de l'autogestion communautaire (PROFAC) à Rincón Grande entre 1996 et 1997 est édifiante. Parmi les projets proposés par la commission d'assainissement environnemental, on compte notamment l'organisation de « *conférences sur la gestion des déchets et le nettoyage* », de « *formations sur la contamination, sur la gestion des déchets et sur les premiers soins* », la « *célébration de la journée mondiale de*

¹⁹ *La Extra*, 13.05.2015.

²⁰ *Plan de Combate a la Pobreza, 1994-1998*, in S. MONTERO, M. BARAHONA, « La estrategia de lucha contra la pobreza en Costa Rica. Institucionalidad, financiamiento, políticas, programas », *Serie políticas sociales – CEPAL*, n°77, 2003, p. 23.

l'environnement » et la réalisation d'une « *campagne de nettoyage et un concours de dessin* », pour les enfants et les adultes du quartier²¹.

La déviance aux normes sociales paraît constitutive du *precario* et ce, à tel point, que le discours dominant tend à lui associer une « *mentalité* » voire une « *culture* » particulière. La « *mentalidad del precario* », parfois également appelée « *mentalidad de gente pobre [mentalité de pauvres gens]* »²², ou « *cultura del precario* »²³, n'est pas sans rappeler la « culture de la pauvreté » que l'anthropologue Oscar Lewis a théorisée à propos du Mexique des années 1950²⁴. Comme chez O. Lewis, la « mentalité du *precario* » qui caractériserait les habitants de ces quartiers persisterait au-delà de celui-ci. Parce que perçue comme un trait culturel, la « mentalité du *precario* » semble en effet devoir subsister, quand bien même les conditions de vie de ses habitants s'améliorent. En ce sens, un journaliste de *La Nación* écrit que lors d'une procédure de relogement :

« Le principal enjeu c'est de changer cette mentalité propre au fait de vivre dans le chaos d'un *precario* – avec toutes les libertés que cela implique – pour vivre dans l'ordre d'un condominium – avec toutes les limitations que cela implique »²⁵.

Ainsi, le désordre et la saleté constituent autant d'attributs aux propriétés particulièrement négatives qui sont associés aux habitants des *precarios* et par extension à ceux des *barrios urbano-marginales* en général. Le fait de se voir opposés à une ville moderne idéalisée ne constitue cependant qu'une facette de la stigmatisation dont ces quartiers et leurs habitants font l'objet.

²¹ PROGRAMA DE FORTALECIMIENTO DE LA AUTOGESTIÓN COMUNITARIA (PROFAC), *Sistematización de la experiencia de la Red Interinstitucional de Rincón Grande de Pavas*, San José, 1999, p. 99.

²² Militant lors d'une réunion du Parti action citoyenne, carnet de terrain, 13 décembre 2009.

²³ On retrouve notamment cette expression dans le travail universitaire de l'employé du ministère du Logement, qui fut dans les années 1980 à la tête de l'occupation de terre de Rincón Grande de Pavas : J. G. ROMÁN MADRIGAL, *La incidencia de las políticas públicas de vivienda ...*, op. cit., p. 183.

²⁴ O. Lewis a développé la notion de « culture de la pauvreté » à partir d'une enquête sur ce qu'il nomme le « Lumpenprolétariat » mexicain. Dans ses travaux, fortement critiqués pour leur conservatisme, il décrit les habitants des *vecindades* de Mexico au prisme de leurs difficiles conditions de vie, qu'il associe à des difficultés matérielles mais aussi, et surtout, à des caractéristiques sociales et psychologiques (esprit grégaire, penchant pour l'alcool, recours fréquent à la violence, préférence pour le présent, résignation et fatalisme face à leur situation). Cette « culture de pauvreté », qui « empêche la participation à la culture nationale dans son ensemble », serait une condition persistante, résistant ainsi aux évolutions et aux transformations sociales. (O. LEWIS, *Les enfants de Sánchez...*, op.cit. not. p. 27-33). Dans cette conception essentialiste de la pauvreté, celle-ci, parce qu'avant tout culturelle, résisterait aux politiques sociales, les rendant inopérantes (M. AGIER, « Pauvreté, culture et exclusion. La question du sens en anthropologie urbaine », in E. LE BRIS (dir.), *Villes du sud : sur la route d'Istanbul*, Paris, ORSTOM, 1996, p. 227-243).

²⁵ *La Nación*, 28.10.2012.

En effet, les quartiers ne sont pas simplement vus comme les espaces d'une déviance urbanistique. Ils sont également perçus comme des foyers d'une déviance plus radicale, celle de la violence et de la délinquance :

« Selon les gens extérieurs au *precario*, les gens des *precarios* seraient des gens sales (*desadeada*), désordonnés (*desordenada*), bruyants (*con problemas de ruidos*) et ce seraient des délinquants »²⁶.

Comme le souligne Lamia Zaki à propos des bidonvilles casablancais, « la sous-intégration résidentielle, signe d'un détournement des règles de l'urbanisme, masque et semble même favoriser des écarts plus radicaux à la loi »²⁷.

2. Les *barrios urbano-marginales* comme territoires de la criminalité

La Carpio comme Rincón Grande, León XIII ou Los Cuadros sont autant de noms de quartiers qui suscitent au Costa Rica des représentations associées à la violence. Cette réputation vise notamment la jeunesse de ces quartiers, perçue comme particulièrement violente et tournée vers la délinquance (2.1). Bien au-delà d'une tranche d'âge et de groupes spécifiques (les *pandillas*, littéralement : les gangs), la violence tendrait à concerner l'ensemble des habitants (2.2). Qu'il s'agisse des rapports inter-individuels de voisinage ou des modes collectifs de revendications, le recours à la violence est souvent présenté comme le fruit d'une grande tolérance des habitants à ce type de radicalité, se trouvant par là-même dissocié des rapports de force sociaux dans lesquels il s'insère.

2.1. La délinquance au cœur des représentations : entre chapulínes, pandillas et crainte des maras

« Au début, j'avais très peur... parce que moi, j'habite à Heredia, dans un endroit plus tranquille, plus joli... et vraiment, quand ils m'ont dit que je devais venir ici, j'ai eu très peur... vraiment ! Je ne sais pas si vous savez comment sont les choses ici... mais... avec les médias, tout ce qu'ils montrent ici... tous les jours on voit toutes les agressions, les assassinats, la délinquance, des gens agressifs... Et il faut faire attention ! Il ne faut pas arrêter de faire attention ! Parce que c'est un endroit dangereux. Mais ce que j'ai appris ces derniers mois ici, c'est que c'est une minorité ! La majorité des gens sont des gens très bien, des gens qui veulent bien aider, mais qui ont beaucoup de besoins »²⁸.

Jusqu'alors conseiller du PDG de l'ICE, José María est nommé en 2006 auprès du ministre du Logement. Alors que Rincón Grande devient l'une des zones prioritaires de cette

²⁶ COOPERATIVA DE LA CUEVA DE SAN JACINTO, *Derribando fronteras...*, op. cit., p. 7.

²⁷ L. ZAKI, *Pratiques politiques au bidonville...*, op. cit., p. 138.

²⁸ Entretien avec José María, conseiller politique, janvier 2008.

administration, il doit passer de nombreuses heures dans le quartier. Le récit de son appréhension au moment de son arrivée est révélateur des représentations et des peurs que ce quartier peut susciter chez les Costariciens. Cela ne se limite cependant pas aux habitants des beaux quartiers. En ce sens, en 2008, la famille chez qui je résidais à Hatillo, dans les *Barrios del Sur*, où la population est plutôt populaire, se montra particulièrement désappointée et inquiète lorsque je mentionnai que j'allais travailler sur Rincón Grande. Quant au taxi qui m'y amena la première fois, il ne manqua pas de faire de l'humour sur le gilet pare-balles qu'il m'aurait supposément fallu porter. Ainsi, Rincón Grande, comme La Carpio et les autres *barrios urbano-marginales* de l'aire métropolitaine, sont des territoires qui suscitent d'importantes craintes, cependant exagérées.

Il est vrai que les *pandillas*, la petite délinquance (vols d'objet de valeurs, notamment de téléphones) et la vente de drogue sont assez visibles au quartier. Cependant, il reste le fait d'un petit nombre d'individus²⁹. De même, les agressions, et plus encore les assassinats, sont en général relativement ciblées, la plupart du temps sur des populations impliquées dans les trafics. Cette réalité ne doit cependant pas masquer la violence que connaissent ces quartiers. Même exceptionnels, les événements dramatiques touchant des personnes non directement liées aux *pandillas*³⁰ se produisent. Les morts provoquées par des balles perdues, bien que statistiquement rares, constituent des événements particulièrement traumatisants, pour le voisinage et bien au-delà, puisque ce type de faits divers est largement repris dans les médias. Ces événements et les coups de feu qui résonnent parfois une fois la nuit tombée et plus rarement en journée sont autant d'éléments anxiogènes qui donnent une perception déformée de la dangerosité de ces quartiers.

Au quartier, l'insécurité n'empêche pas les gens de vivre mais elle entraîne cependant des précautions constantes, comme en attestent les grilles et grillages que les habitants

²⁹ À titre d'exemple, dans le cas de La Carpio, la police parlait en 2010 d'une centaine de *pandilleros* à l'échelle d'un quartier dont la population peut être estimée à 18 000 personnes (*Al Día*, 08.09.2010). Le fait que les écarts de conduite en matière de délinquance d'une minorité rejaillissent sur l'ensemble des jeunes du quartier, voire sur l'ensemble des habitants, a été observé sur de nombreux terrains. En ce sens, voir notamment : L. ZAKI, *Pratiques politiques au bidonville...*, op. cit., p. 138 ; P. BOURGOIS, *En quête de respect. Le crack à New York*, Paris, Le Seuil, 2013 [1^{ère} éd. en anglais : 1995], p. 66 ; É. MARLIÈRE, « Socio-histoire de la délinquance juvénile d'un ancien quartier ouvrier de 'banlieue rouge' en mutation : de l'entre-deux-guerres aux années 2000 », *L'Homme et la société*, vol. 1, n°191, 2014.

³⁰ Les *pandillas* [*gangs*] sont des groupes de délinquants (*pandilleros* ou *chapulines*), généralement jeunes, qui se livrent à des activités délictueuses et sont identifiés par un nom et des signes. À la différence de ce qui se produit dans d'autres pays centraméricains, les *pandillas* du Costa Rica ne sont pas en lien avec les *maras*, gangs particulièrement violents et organisés de façon transnationale. Nombreux sont les articles à livrer, cartographie à l'appui, des éléments détaillés sur les *pandillas*, leurs membres et leurs agissements, par exemple : « San José tiene al menos 25 pandillas », *La Nación*, 10.11.2008 ; « Ocho pandillas luchan por dominar la Carpio », *Al Día*, 08.09.2010 ; « El hampa acecha en diez barrios josefinos. La Carpio, León XIII, Los Guido, Tirrases y barrios de Pavas son de cuidado », *Al Día*, 29.07.2012 ; « Grupos delictivos de menores operan en Pavas y La Carpio, influenciados por maras », *Teletica*, 25.06.2015.

installent devant leur logement pour empêcher les intrusions inopportunes ou les précautions qu'ils prennent, notamment une fois la nuit tombée. Celles-ci sont particulièrement de mise pour ceux qui tiennent des commerces. Les visiteurs entrant dans le quartier ne manquent d'ailleurs pas d'être dûment informés par leurs hôtes des principes de prudence qu'il est nécessaire de suivre (la prudence conseillée aux visiteurs étant bien supérieure à celle que s'imposent les habitants eux-mêmes). En fin de compte, à en croire les discussions quotidiennes, ce qui inquiète le plus les habitants n'est pas tant de souffrir d'une agression que de voir des proches, et en particulier leurs enfants, se rapprocher des *pandillas*. Dans un contexte marqué par la précarité sociale, qui s'accompagne pour beaucoup d'adolescents d'un fort échec scolaire puis de difficultés sur le marché de l'emploi, l'intégration aux *pandillas* et les actes de délinquance (drogue, vandalisme, vol et recel...) constituent une réalité qui inquiète de nombreuses familles³¹. Tout au long de mon enquête, nombreux ont été les enquêtés à évoquer des craintes en la matière : Patricia et Anita font par exemple déménager leur famille pour éloigner leurs garçons du quartier et des problèmes liés à la drogue³² ; José Luis confiera à Yolanda son énervement à l'égard de son plus jeune fils supposément « resté dans la rue lors d'une fusillade » en dépit de ses ordres et donc questionné par la police³³ ; suite à une dispute avec son fils, Luisa communique ses inquiétudes face à un adolescent qui commence à fumer et à « *avoir de mauvaises fréquentations* »³⁴. Les inquiétudes mises en avant par ces parents donnent à voir des repères moraux finalement identiques à ceux des « urbains établis », allant ainsi à l'encontre des explications qui associent leurs problématiques à un manque, voire à une absence de morale. Elles révèlent dans le même temps toutes les difficultés à imposer ces normes dans des contextes de précarité sociale avancée.

Dans les deux quartiers étudiés, la violence et la délinquance posent des problèmes objectifs bien réels. À ces difficultés viennent cependant s'ajouter une autre problématique, celle des représentations qui donnent à voir des quartiers encore plus violents qu'ils ne le sont. En ce sens, le traitement de ces quartiers par les médias est loin d'être anodin. « *Tierra de*

³¹ Et ce, d'autant plus que la population de ces quartiers est particulièrement jeune. À Carpio, seule 25 % de la population a plus de 35 ans, 33 % à San Jacinto, contre 46 % dans le canton central de San José, et 40 % au Costa Rica. (Calculs sur la base des données de l'INEC, recensement 2011. DIRECCIÓN DE PLANIFICACIÓN Y EVALUACIÓN. OBSERVATORIO MUNICIPAL, *Cantón de San José: indicadores censales desagregados de los barrios del cantón. Censo nacional de población y vivienda 2011*, San José, Municipalidad de San José/INEC, décembre 2013 et INEC, *X Censo Nacional de Población y VI de Vivienda 2011. Resultados Generales*, San José, mai 2012).

³² Entretien avec Patricia, janvier 2008 ; entretien téléphonique avec Yolanda, 18 janvier 2014.

³³ Carnet de terrain, 15 novembre 2009.

³⁴ Carnet de terrain, 17 novembre 2010.

nadie [No man's land] »³⁵ où régnerait la « loi de la jungle »³⁶ ; « de ces lieux où personne ne veut aller »³⁷ ; « quartiers intouchables [barrios intocables] »³⁸ où les habitants « voisin[eraient] avec la mafia »³⁹, et « où la violence [serait] constante »⁴⁰, les *barrios urbano-marginales* font l'objet d'une couverture médiatique particulière négative. Alcoolisme, toxicomanie, prostitution, violences sexuelles et domestiques, délinquance... les médias tendent à associer ces quartiers à toutes sortes de pratiques déviantes et pathologiques, qui découleraient d'une supposée « désintégration sociale », d'une forte anomie. Depuis les années 1990, alors que le sentiment d'insécurité n'a cessé d'augmenter, ces quartiers et leurs habitants ont été identifiés comme les responsables de la violence supposément endémique que connaissait l'aire métropolitaine de San José⁴¹. Ainsi, ce journaliste de *La República* soulignait-t-il en 1993 :

« Il est important de bien situer les dénommés *chapulines* [délinquants]⁴² qui sont des mineurs, qui n'assistent pas régulièrement aux centres éducatifs, qui errent fréquemment et qui vivent en général dans la rue, ou dans des zones marginales de la capitale (Gradas de Cristo Rey, Precarios de Pavas, Hatillo, Aguantafilo, Los Cuadros, López Mateos y Barrio México, entre autres) »⁴³.

La stigmatisation dont ces quartiers font l'objet repose sur des logiques diverses. D'abord, dans un contexte où les médias (*tabloïds*, chaînes télévisées et presse se revendiquant sérieuse et rigoureuse) donnent une place de plus en plus importante aux faits divers, les *barrios urbano-marginales* bénéficient d'un traitement accru. Du fait des contraintes mêmes du champ journalistique costaricien (distance sociale entre journalistes et quartiers populaires ; forte contrainte de temps ; représentation de l'intérêt des lecteurs...) c'est principalement

³⁵ L'expression a notamment été utilisée, en février 2008, par *Teletica* (l'une des chaînes de télévision les plus regardées au Costa Rica) pour titrer l'un de ses reportages sur différents quartiers pauvres de l'aire métropolitaine. (« Tierra de Nadie », *Teletica*, février 2008).

³⁶ *La Nación*, 19.09.1995.

³⁷ « Vecinos del hampa », *Teletica*, mars 2009.

³⁸ « Barrios intocables », *Teletica*, mai 2007.

³⁹ « Vecinos del hampa », *Teletica*, avril 2009.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Entre 1990 et 2010, au Costa Rica, les crimes et délits contre les personnes sont passés de 4,8 pour 100 000 personnes en 1990, à 6,4 en 2000, à 11,2 en 2010. En guise de comparaison, il faut souligner que ce taux était, en 2008, de l'ordre de 60,8 au Honduras, de 51,8 au Salvador, de 13 au Nicaragua, de 5,2 aux États-Unis et de 1,4 en France. (INEC, *La victimización en Costa Rica: Según los resultados de los módulos de la Encuesta Nacional de Hogares 1989, 1992, 1994, 1997, 2008 y 2010*, INEC/PNUD, San José, 2011). Au-delà de la seule augmentation des crimes et des délits, le sentiment d'insécurité a également été favorisé par les transformations socio-économiques qu'a connu le Costa Rica depuis les années 1990 et qui se sont notamment traduites par la remise en cause du mythe de la supériorité du pays par rapport au reste de la région.

⁴² Littéralement, *chapulín* est le terme latino-américain pour désigner les sauterelles, petit animal voyageant en groupe, souvent en nombre et pouvant détruire en peu de temps d'importantes superficies de plantations. Au Costa Rica, le terme est également utilisé pour parler des enfants et des jeunes délinquants, généralement isolés. La métaphore animale est ici révélatrice des représentations associées à ces jeunes, dont SANDOVAL & AL. soulignent qu'ils sont perçus comme « dévastateurs de sécurité » (*Un país fragmentado...*, op. cit. p. 208).

⁴³ *La República*, 24.09.1993, cité in *Ibid.*, p. 209.

lorsque se produisent des faits divers et des événements dramatiques que ces quartiers tendent à être mentionnés (voir ci-dessous, l'encadré n°5).

Encadré n°5 - Traitement médiatique de La Carpio en 2000 et 2004

Un groupe de sociologues s'est intéressé au traitement médiatique dont le quartier de La Carpio fait l'objet. Leur étude porte sur deux années de forte médiatisation du quartier : 2000, caractérisé par l'ouverture de la décharge, et 2004, année lors de laquelle se produisirent trois événements très médiatisés. Le 27 janvier, un homme assassine son ex-compagne et ses trois enfants avant de se suicider dans une maison du quartier. Le 31 janvier, plusieurs institutions costariciennes, en particulier le ministère de la Sécurité publique et le ministère de l'Immigration, réalisent une « rafle » policière dans le quartier qui conduit à l'arrestation de 600 personnes (dont près de 90 % étaient de nationalité nicaraguayenne). Cet événement suscite de vives réactions, notamment de la part des autorités nicaraguayennes et sera par la suite déclaré inconstitutionnel. Le 31 mai de la même année, une manifestation organisée par une association du quartier afin de protester contre le non-respect des promesses réalisées au moment de l'ouverture de la décharge se transforme en affrontement violent entre les forces anti-émeutes, quelques associatifs et des membres de différentes *pandillas*).

L'analyse de trois journaux (*Al Día*, *La Extra* et *La Nación*, deux tabloïds et un journal conservateur) sur ces deux années montre que la plupart des publications portent sur les questions liées à la violence, aux activités délictueuses et aux opérations policières (28,4 %). Viennent ensuite les sujets sur la décharge (27,5 %), puis ceux sur la thématique migratoire (8,4 %), et enfin ceux liés à l'habitat, à la légalisation de la propriété et aux services publics (8,1 %).

Source : C. SANDOVAL & AL., *Un país fragmentado...*, op. cit., p. 155-164.

Dans le cas des faits divers, il arrive même que certains quartiers soient évoqués alors même qu'ils n'ont pas de lien direct avec les événements relatés. Ainsi par exemple, à propos d'un jeune homme victime d'un coup de feu dans un quartier pauvre du sud-est de l'aire métropolitaine, le journal *Al Día*, donne à lire, après une description détaillée des faits :

« E. vient s'ajouter aux victimes du cancer de la violence, de la désintégration et de la misère qui s'abat chaque jour sur au moins quatre quartiers de l'aire métropolitaine caractérisés par les autorités comme 'très dangereux'. La Carpio, à la Uruca, León XIII, à Tibás, Los Guido, à San Miguel de Desamparados, Torremolinos, aussi à Desamparados et Los Cuadros, à Goicoechea sont ces endroits »⁴⁴.

À travers des énumérations de lieux, devenus évocateurs et qui sont toujours plus ou moins les mêmes, certains articles se livrent ainsi, à partir d'un fait divers, à des généralisations, peu coûteuses pour l'auteur mais qui participent à renforcer l'image de ces quartiers comme des

⁴⁴ *Al Día*, 21.02.2004.

zones de non-droit⁴⁵. Autre élément qui permet de saisir les logiques de médiatisation de ces quartiers : les témoignages mobilisés. En livrant principalement les témoignages des autorités policières, sur le nombre d'arrestations annuelles (livré en général isolément, en l'absence de toute comparaison)⁴⁶, sur les difficiles conditions d'interventions (« *Ils nous reçoivent avec des jets de pierre ! Parfois même avec des balles !* »⁴⁷) ou sur le détail de la composition des *pandillas*, les articles font part de récits particulièrement violents et anxiogènes. Cette focale est renforcée par une autre série de témoignages, celles des *pandilleros* eux-mêmes. La presse écrite (la question de l'anonymat semblant limiter la possibilité des reportages télévisés) publie régulièrement des articles où elle livre des témoignages particulièrement effrayants, par les effets croisés de la présence euphorisante du journaliste et des choix éditoriaux qui conduisent de façon classique à privilégier le « spectaculaire ». À San Jacinto, un *chapulín* raconte ainsi : « *Ici, tout le monde est armé ! Avec un revolver, ou un couteau !* »⁴⁸, à La Carpio un autre révèle qu'« *un simple regard peut déclencher une guerre* », ce que le journaliste illustre en expliquant que les bus de la Carpio sont parfois pris pour cible⁴⁹ (en oubliant de signifier la rareté de tels événements). À ces témoignages particulièrement anxiogènes sont parfois associés des témoignages du « voisinage ». Lorsqu'ils sont interrogés sur un événement violent particulier, ces « voisins » qui sont le plus souvent des dirigeants associatifs ne viennent pas exprimer de contre-point de vue mais plutôt se faire les porte-parole d'une revendication de sécurité et d'action des pouvoirs publics (« *On a demandé et redemandé une réunion avec le ministre [de la Sécurité], ou avec une autre autorité compétente ! Mais on a l'impression de ne pas être écoutés ! Il faut attendre qu'il se passe quelque chose comme ça pour voir s'ils font quelque chose !* [deux passants, un enfant et une

⁴⁵ À partir de leur enquête sur un journal local français, J. BERTHAUT, É. DARRAS ET S. LAURENS se sont intéressés à ces logiques de généralisation et de dramatisation dont ils soulignent qu'elles relèvent d'un « traitement 'société' [i.e. en référence à des *problèmes de société*] des faits-divers ». Ils montrent qu'elles s'intègrent dans des logiques marketing dont le but est d'inscrire les « affaires locales dans des 'problèmes de société' plus larges » afin de séduire de nouveaux lecteurs (J. BERTHAUT, É. DARRAS, S. LAURENS, « Pourquoi les faits-divers stigmatisent-ils ? L'hypothèse de la discrimination indirecte », *Réseaux*, n° 157-158, vol. 5, 2009, p. 89-124).

⁴⁶ Le reportage « Vecinos del hampa » livre ainsi par exemple toute une série de chiffres : on annonce que 492 arrestations ont eu lieu en 2008 et que « la grande majorité était liée à la drogue », puis que depuis pour le début de l'année 2009, le chiffre serait à hauteur de trente-sept, dont onze porteraient sur des cas de violence domestique... Par un procédé classique, le recours au chiffre vient objectiver et donc dramatiser le discours sur la délinquance sans pour autant que des précisions ou des références comparatives en permettent une véritable compréhension. « Vecinos del hampa », *Teletica*, mars 2009.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ *La Nación*, 19.09.1995.

⁴⁹ « Vida de pandilleros », *Revista dominical, La Nación*, 15.01.2012.

dirigeante du quartier ont été gravement blessés lors d'un échange de coup de feu entre deux pandillas rivales sur la rue principale] »⁵⁰).

La représentation de ces quartiers dans les médias met ainsi l'accent sur une population et principalement sur une jeunesse, qui paraît hors de contrôle. Leur dangerosité est en outre accentuée par les comparaisons récurrentes avec les *maras* centraméricaines. Bien que les autorités costariciennes et centraméricaines soulignent l'extrême faiblesse, voire l'absence, de ce type de délinquance au Costa Rica, les logiques de la dramatisation médiatique conduisent les médias à y faire des références fréquentes. Par exemple, dans un article sur la journée d'un *ex-pandillero* de La Carpio, celui-ci est décrit comme suit : « *La collection de tatouages sur son torse et sur ses bras le font ressembler à un membre de la mara Salvatrucha. [...] avec son air de méchant, il est de ceux que l'on n'aimerait pas croiser dans la rue* »⁵¹.

Régulièrement, les médias ont le souci de montrer une autre réalité que la seule violence de ces quartiers. Les logiques de *spectacularisation* et d'*éditorialisation* conduisent cependant à faire précéder ces sujets, qui portent souvent sur les organisations communales, par des images ou des textes qui relatent la violence endémique du quartier :

« La Carpio est le plus important peuplement d'immigrés d'Amérique centrale. Sur elle, pèsent à la fois le stigmate de la violence et la réalité des inégalités socio-économiques et de la ségrégation urbaine. Ces dernières années, cependant, elle n'a pas été uniquement source d'informations sur les luttes entre les *pandillas* et les incidents violents, elle l'a également été pour s'être convertie en modèle d'intervention communautaire »⁵².

Dans le même sens, le reportage « *Vecinos del hampa* » diffusé par *Teletica* en mars 2008 est édifiant (voir Illustration n°11, page suivante).

⁵⁰ *La Nación*, 31.07.2008. On reviendra dans les chapitres suivant sur la façon dont certains habitants de ces quartiers se font les porte-parole de ce type de revendications.

⁵¹ « Vida de pandilleros », *Revista dominical, La Nación*, 15.01.2012. De nombreux exemples vont en ce sens, comme ce reportage télévisé titrant « Des groupes de délinquants opérant à Pavas et à La Carpio, influencés par les *maras* », in *Teletica*, 25.06.2015.

⁵² Editorial, *La Nación*, 23.01.2015.

Illustration n°11 - Scène du reportage « Vecinos del hampa »



Légende : « Voisins de la mafia. La Carpio veut laisser derrière elle son histoire violente »

Source : Teletica, mars 2009.

Le lancement du reportage annonce que face à la stigmatisation qui pèse sur « *leur communauté* » et « *fatigués de devoir implorer des miettes au gouvernement* », des habitants de La Carpio ont décidé « *de recourir à l'organisation [communale] et au dialogue* » pour vaincre leurs problèmes. S'en suivent deux minutes de musique assourdissante et d'images d'interventions policières et d'affrontements violents qui alternent avec des témoignages policiers et des chiffres sur la délinquance, puis quelques minutes sur la pauvreté puisque « *si la violence paraît constante dans ce precario de la Uruca, c'est pourtant la pauvreté qui est son principal problème* ». Enfin, alors que plus de la moitié du reportage est écoulé, la voix off annonce que « *grâce au soutien d'organisations [non gouvernementales] [...] La Carpio passe peu à peu de la violence au dialogue* », laissant ainsi presque deux minutes aux dirigeants communaux pour expliquer leur volonté de donner une image renouvelée à leur quartier⁵³.

Ainsi, les représentations dominantes vis-à-vis de ses quartiers tendent à leur attribuer des caractéristiques particulières négatives, notamment en matière de violence et de délinquance. Ces représentations, que les médias et les responsables politiques participent à produire et à reproduire, les donnent à voir comme des zones de non-droit, habitées de populations conflictuelles, souvent délinquantes. Les jeunes y sont perçus comme désocialisés, en manque d'autorité et dépourvus d'éducation et de repères moraux⁵⁴. À ce titre, leur appartenance aux *pandillas* paraît presque inévitable et le rapprochement avec les

⁵³ « Vecinos del hampa », *Teletica*, mars 2009.

⁵⁴ Par exemple, une psychologue citée par *La Nación* souligne : « C'est naturel que les jeunes garçons tendent, durant leur adolescence à former des groupes. [...] Les *pandilleros ticos* ont une caractéristique en commun: ils ont abandonné le système éducatif très jeune. [...] Dans la majorité des cas, ils ont été éduqués avec négligence ; les codes moraux de leurs parents peuvent faire que certaines conduites non acceptées par la société soient vues comme quelque chose de normal » (*La Nación*, 07.06.2004).

maras s'inscrit dans un horizon des possibles présenté comme toujours plus crédible. Si la jeunesse de ces quartiers tend à être appréhendée comme une source de danger, le traitement en termes de violence ne lui est cependant pas réservé. Le prisme de la criminalité et de la violence est aussi mobilisé pour décrire bien d'autres comportements, et notamment ceux liés aux modes d'actions collectifs non routiniers.

2.2. De la criminalisation des habitants et des modes d'action collectifs non routiniers

Les représentations médiatiques de ces quartiers donnent une large place à la question de la violence et de la criminalité. Les habitants sont ainsi vus comme des menaces à l'ordre social. Ces représentations sont notamment alimentées par la couverture médiatique qui est faite des événements au quartier et notamment des mobilisations collectives.

Régulièrement, à Carpio, comme à Rincón Grande et dans les autres *barrios urbano-marginales*, des groupes d'habitants, généralement membres d'associations de quartier, se mobilisent collectivement afin d'exprimer des revendications liées au logement ou à l'obtention de certains services publics (eau, électricité, école etc.). Dans le cas assez spécifique de Carpio, ces mobilisations sont aussi un moyen de faire pression sur l'entreprise EBI pour obtenir des indemnités compensatrices⁵⁵ ou un plus grand contrôle sur la traversée des camions⁵⁶. Parfois, ces mobilisations peuvent avoir lieu à l'extérieur de ces quartiers, devant une institution telle que la *Casa Presidencial*. Mais le plus souvent, ces mobilisations prennent la forme d'un *barrage routier [bloqueo]*. À Rincón Grande comme à Carpio, le fait que le quartier ne dispose que d'une entrée se traduit par des embouteillages importants, qui concernent les bus et les habitants du quartier dans le cas de Rincón Grande, mais aussi les camions poubelles à Carpio. La levée du barrage donne parfois lieu à des affrontements avec les forces de l'ordre. Affrontements qui sont souvent plus médiatisés que le barrage lui-même. C'est ce qui se produit, avec une intensité particulière, le 31 mai 2004 à La Carpio.

À cette date, une trentaine d'habitants de La Carpio, pour la plupart liés à l'association de développement, bloquent l'unique accès à leur quartier afin de réclamer à EBI et aux autorités le respect des engagements pris quatre ans auparavant au moment de l'ouverture de

⁵⁵ Depuis son installation dans le quartier, l'entreprise indemnise « la communauté » (avec le flou auquel le terme est sujet) au *prorata* des tonnes de déchets qui traversent le quartier. On verra que cet argent est depuis lors un objet de continuelles controverses.

⁵⁶ Des associations d'habitants revendiquent notamment le bâchage des camions lors de la traversée du quartier, pour éviter que les déchets ne s'y trouvent déversés. Or, l'absence de contrôle à l'entrée du quartier (le contrôle se réalisant à l'entrée même de la décharge), la contrainte de temps qui pèse sur les conducteurs et la présence sur le chemin de petites entreprises informelles de récupération entraînent bien souvent un non-respect de cette règle.

la décharge. Après plusieurs heures de blocage, la police anti-émeute reçoit l'ordre de lever le barrage. S'ensuivent de violents affrontements avec la police. Aux jets de pierres des manifestants, répondent les tirs de gaz lacrymogènes. Le vent d'Est en Ouest soufflant, le gaz se propage rapidement dans le quartier. Dans la soirée, une fois le barrage levé, les affrontements se poursuivent dans le quartier. Des policiers sont blessés, par des jets de pierres et par des coups de feu. À la suite de la manifestation, une douzaine de personnes sont arrêtées et mises en détention provisoire pendant plusieurs mois. Parallèlement, la *Defensoría de los Habitantes* [équivalent du Défenseur des droits en France] organise des négociations entre EBI, le gouvernement et « *les vraies forces vives de la communauté* »⁵⁷, favorisant ainsi l'évincement d'une partie des dirigeants communaux d'alors au profit de *nouveaux*. Analyser le traitement médiatique et politique de la journée du 31 mai 2004 permet de mettre en lumière les logiques de disqualification des habitants des *barrios urbano-marginales*.

La journée et surtout le début de soirée du 31 mai 2004 ont en effet fait l'objet d'une intense mobilisation médiatique. Les affrontements furent diffusés en direct sur les chaînes de télévision et firent les gros titres de la presse nationale, la mobilisation de la journée se trouvant quant à elle reléguée en second plan. En effet, la lecture de la presse écrite⁵⁸ révèle que l'aspect revendicatif des événements est peu mis en avant. Alors que les affrontements sont le fait de comptes rendus particulièrement détaillés (type d'affrontement, durée, nombre de blessés, type de blessure etc.), les revendications des manifestants sont quant à elles peu documentées. Les photos publiées par *La Nación* pour couvrir cette journée, qui sont réunies sur le site en ligne du journal⁵⁹, sont particulièrement révélatrices (voir Illustration n°12, p. 255) : onze des quinze photos montrent des images liées à l'affrontement alors que trois photos seulement mettent en image la manifestation avant l'affrontement. En outre, ces trois photos ne permettent aucunement de saisir les revendications des manifestants que ceux-ci tiennent pourtant écrites sur des pancartes et sur une grande bache (voir Illustration n°13, p. 255) on entrevoit les revendications, mais les prises de vue choisies ne permettent cependant jamais de pouvoir les lire entièrement). Ainsi le traitement médiatique qui est fait de l'événement met en lumière à quel point les groupes dominés sont souvent conduits à

⁵⁷ Entretien avec un fonctionnaire du service du Défenseur des habitants (équivalent du Défenseur des droits, en France), octobre 2009.

⁵⁸ Je me fonde ici sur les listes d'articles de *Al Día*, *La Nación* et *La Extra*, qui sont référencées dans deux études : Á. PANIAGUA NÚÑEZ, *Asentamientos en precario, derecho a la protesta y represión estatal: el caso de la Carpio*, tesis de maestría en derechos humanos, Universidad Estatal a Distancia, 2004 et C. SANDOVAL & AL., *Un país fragmentado...*, *op. cit.*, p. 427-434. (L'auteur du mémoire est le fonctionnaire du service du Défenseur des habitants cité précédemment).

⁵⁹ Site internet de *La Nación*, http://www.nacion.com/ln_ee/2004/junio/01/galeria.html# [Consulté le 15 novembre 2014].

« être parlés » tant ils sont rarement en situation de parler d’eux-mêmes⁶⁰. Ici, le dispositif médiatique semble en effet peu favorable à l’expression du groupe mobilisé rappelant, comme le souligne Patrick Champagne, qu’en matière de couverture médiatique des groupes dominés, « les journalistes disposent [...] d’un pouvoir propre de constitution particulièrement important, la fabrication de l’événement échappant presque totalement à ces populations »⁶¹.

⁶⁰ P. BOURDIEU, « La délégation et le fétichisme politique », *op. cit.*, p. 50.

⁶¹ P. CHAMPAGNE, « La construction médiatique des ‘malaises sociaux’ », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 90, 1991, p.68.

Traitement de la mobilisation et affrontements du 31 mai 2004 à La Carpio par le journal *La Nación*

Illustration n°12 - La galerie photos « Violence à La Carpio »



Légende : « Violence à La Carpio. Vous trouverez ici les photos prises par le photojournaliste José Díaz durant les violents affrontements qui ont eu lieu hier dans la *Ciudadela La Carpio*, à l'ouest de San José ».

Illustration n°13 - Zoom sur les photos 1 et 3



Source : Site internet de *La Nación*, http://www.nacion.com/ln_ee/2004/junio/01/galeria.html# [Consulté le 15 novembre 2015].

Dans la partie écrite des articles, les revendications, qui arrivent toujours après le détail des affrontements, ne sont pas énoncées plus clairement et sont bien souvent disqualifiées. *La Extra*, dans son style de tabloïd, faisant même référence à des « *demandes absurdes et insensées* »⁶². Dans *Al Día* et *La Nación*, les revendications apparaissent plus clairement mais sont présentées comme le fruit des conflits internes entre les dirigeants du quartier :

« [Les manifestants] exigeaient la présence de fonctionnaires du gouvernement pour négocier des améliorations communales offertes en échange de l'emplacement de la décharge, le 30 juillet 2001, et dont ils n'auraient, selon eux, pas bénéficié. » [...] [puis, citant le ministre de la Sécurité :] « L'entreprise Berthierville [...] qui administre la décharge alloue 1,5 million de colons mensuels à la communauté, pour l'éducation, la santé et pour les églises [...] Cependant, les voisins prétendent que l'argent ne va qu'à l'association communale. »⁶³

« La création en juillet 2001 du Parc Technologique environnemental de la Carpio a généré une série de promesses d'améliorations sociales pour cette communauté où habitent 20 000 personnes. EBI, l'entreprise en charge d'administrer la décharge, a fait les démarches avec douze organisations communales de la Carpio pour qu'elles gèrent ces bénéfices. Cependant, au fil du temps, des conflits ont émergé entre les dirigeants communaux, qui voulaient tous administrer l'argent que leur virait EBI, et tout particulièrement, les 60 colons par tonne de déchets traitées dans le parc. Du fait de ces mauvaises gestions présumées, EBI a décidé de ne plus donner d'argent liquide à la communauté, comme l'a affirmé hier le gérant de l'entreprise [...] »⁶⁴.

Ces explications, fondées sur les témoignages des acteurs institutionnels et du gérant d'EBI, présentent ainsi la mobilisation comme le fruit de problèmes internes au quartier, de conflits entre les dirigeants associatifs. En ce sens, *La Nación* cite également le maire de San José, « *appel[ant] les dirigeants communaux à l'unité afin que les conflits dans la Carpio ne persistent pas* »⁶⁵. Les médias privilégient ici une lecture de la mobilisation au prisme des seuls conflits interindividuels. Les revendications ne sont jamais considérées à travers des cadres plus généraux. Cette lecture apolitisée de la mobilisation est privilégiée par la presse, comme par les autorités politiques (dans un premier temps) et n'appelle pas à une prise en charge des revendications dans la sphère publique institutionnalisée. Cette absence de politisation est en outre renforcée par le traitement événementiel qui est fait de la mobilisation du 31 mai⁶⁶. En effet, les références à la genèse des revendications sont minimales. Si les journaux évoquent les promesses énoncées au moment de l'ouverture de la décharge, cela reste marginal. Seule *La Nación* fait référence, au détour d'une phrase, à une mobilisation antérieure ayant porté les mêmes revendications (« *avec les mêmes exigences* »⁶⁷). Ainsi, la

⁶² *La Extra*, 03.06.2004, cité in C. SANDOVAL & AL., *Un país fragmentado...*, op. cit., p. 202.

⁶³ *Al Día*, 01.06.2004.

⁶⁴ *La Nación*, 01.06.2004.

⁶⁵ *La Nación*, 02.06.2004.

⁶⁶ C'est notamment ce qui est souligné in C. SANDOVAL & AL., *Un país fragmentado...*, op. cit., p. 193.

⁶⁷ *La Nación*, 01.06.2004.

lecture événementielle de la protestation ne rend pas ou très peu compte de la genèse des revendications et des relations entre les organisations du quartier et les pouvoirs publics et EBI. Ce faisant, elle renforce l'impression d'un événement confus aux revendications imprécises. Enfin, les allusions à la mauvaise gestion financière, voire aux suspicions d'enrichissement personnel des dirigeants (« *les voisins prétendent que l'argent ne va qu'à l'association communale* »⁶⁸), constituent un autre ressort de disqualification de la mobilisation.

En outre, alors que la manifestation antérieure aux affrontements est finalement peu documentée, les affrontements qui suivent le furent beaucoup plus. Les journaux livrent ainsi des récits décrivant des scènes chaotiques proches de la guérilla urbaine :

« Alors que les policiers commençaient à contrôler la situation, à la nuit tombante, la communauté redevint conflictuelle »⁶⁹ ;

« Hier soir, les manifestants continuaient à se déchaîner dans les rues du *precario* [...] Des pneus et des bouts de bois furent incendiés pour éloigner les policiers, qui se replièrent pour éviter une attaque plus grande encore, surtout dans l'obscurité »⁷⁰.

Finalement, le cadrage de la mobilisation rend moins compte de l'aspect revendicatif que des affrontements entre police et délinquants. La mobilisation n'est pas présentée comme l'expression d'une situation pouvant être perçue comme injuste⁷¹, mais comme le résultat d'un « *acte de vandalisme* », une « *affaire de pandillas* »⁷². Ce cadrage semble largement l'emporter et la légitimité de l'intervention policière et/ou des modes d'action policiers ne sont pas ici sujets à débat⁷³. Bien au contraire, les médias costariciens reprennent le discours policier, racontant les tentatives de ces derniers pour aider « *les femmes et les enfants pleurant, désespérés par les affrontements* »⁷⁴, justifiant l'usage de la force et racontant la violence des affrontements (dans *la Extra*, un officier de police « *reconnaît que l'échauffourée du lundi dans la Carpio fut l'opération la plus dangereuse sur laquelle il lui*

⁶⁸ *La Nación*, 01.06.2004.

⁶⁹ *La Nación*, 01.06.2004.

⁷⁰ *Al Día*, 01.06.2004.

⁷¹ Exception faite de *La Extra* qui fait mention de « *justes pétitions d'habitants travailleurs* », récupérées par des « *fainéants [vagos]* », *La Extra*, 03.06. 2004.

⁷² *La Nación*, 02.06.2004.

⁷³ Cela ne s'applique cependant pas à la presse nicaraguayenne. Dans un article intitulé « *La Carpio militarisée* », les correspondants au Costa Rica du journal *La Prensa* reprennent quant à eux le discours des autorités costariciennes, mais le nuancent à travers des témoignages soulignant l'indignation d'une partie des habitants du quartier face au mode d'intervention policier (*La Prensa*, 02.06.2004).

En outre, dans les jours qui ont suivi, des opinions plus contradictoires ont été énoncées vis-à-vis de l'intervention policière, soulignant notamment la nécessité de ne pas se limiter à des actions répressives mais de mettre en œuvre des mesures sociales (voir une série de trois articles, dans *La Nación* du 12 juin 2004 : « *La Carpio : ni cueva, ni gueto, ni amenaza* » ; « *Protesta y gases beneficiaron a pandillas* » ; « *Desatención a jóvenes es el problema* »).

⁷⁴ *Al Día*, 01.06.2004.

ait été donné de travailler »⁷⁵). À l'inverse, la parole des manifestants ou des habitants est quasiment absente des articles. La lecture de la journée au seule prisme du fait de vandalisme et de la délinquance semble s'imposer⁷⁶, *invisibilisant* d'autant les revendications qui ont pu être portées à cette occasion.

Les représentations dominantes de ces quartiers les décrivent comme des espaces dominés par la violence, par la criminalité, comme des espaces de non-droit à la marge de la ville et de la communauté nationale costaricienne. Ces représentations stéréotypées semblent justifier une « criminalisation » des habitants de ces quartiers⁷⁷, ressort central de leur stigmatisation. Cette stigmatisation est d'autant plus forte qu'elle se nourrit du décalage qui existe entre les représentations associées à ces quartiers et l'image idéalisée et essentialisée d'un Costa Rica tranquille et pacifique, où l'absence d'armée et la neutralité sont perçues comme le fruit d'une aversion presque naturelle à la violence. Dans un contexte marqué par des transformations socio-économiques majeures qui remettent en cause l'image d'exceptionnalité du pays, ces quartiers et leurs habitants apparaissent comme une expression mais aussi comme une cause de ces difficultés. Cette lecture est en outre renforcée par une autre représentation, celle qui consiste à considérer ces quartiers comme des quartiers d'immigrés.

⁷⁵ *La Extra*, 02.06.2004.

⁷⁶ À ce propos C. SANDOVAL & al. soulignent qu'ici, comme souvent sur les questions de sécurité au Costa Rica, le discours des autorités et celui des médias convergent presque totalement. Dans ce cas précis, cela se traduit par l'aide revendiquée des médias aux services de police, comme *Al Día* et *La Nación* le soulignent dans les lignes suivantes : « *L'identification de ces dix suspects a été largement permise grâce à la collaboration des moyens de communication (télévision et presse écrite) qui ont fourni des vidéos et des photographies prises durant les échauffourées* » (*Al Día*, 09.06. 2004) ; « *Les agents de [police] ont travaillé les huit derniers jours à identifier les personnes captées par les caméras de télévision et la presse écrite en train d'attaquer les forces de police anti-émeute. Cela, conjugué aux déclarations de plusieurs témoins, a permis aux autorités de localiser leurs maisons* » (*La Nación*, 10.06.2004). (C. SANDOVAL & al., *Un país fragmentado...*, op. cit., p. 204-205).

⁷⁷ C'est notamment la thèse de C. SANDOVAL & al. à propos de la Carpio (*Ibid.*). Loin d'être particulières au Costa Rica, ces logiques ont cependant été mises en évidence par des auteurs travaillant sur les catégories populaires et marginalisées dans de nombreux contextes (voir en ce sens, entre autres : L. WACQUANT, *Les prisons de la misère*, Paris, Editions Liber, 1999).

3. Des quartiers d'immigrés ? De l'ethnisation de la question sociale

« [*La Carpio?*] C'est terrible.... Moi, je n'y suis jamais allée... mais, ça y est... ils se sont appropriés La Carpio... c'est là-bas que vivent tous les Nicaraguayens.... »⁷⁸

« La Carpio ? [...] c'est... une petite Managua... [*una Managuita pequeña*] [du nom de la capitale du Nicaragua] »⁷⁹

« La Carpio, c'est un lieu où vivent des Nicaraguayens... quasiment à cent pour cent... et, c'est que le citoyen nicaraguayen est très violent... par nature... »⁸⁰

« Avant, Pavas, ça n'était pas comme ça... [...] Pavas, au début, c'était une plantation de café... il y avait des fermes... du bétail... dans la famille de mon mari, ils disent qu'ils venaient cueillir le café... [...] tout était très joli, charmant... et ils ont commencé à construire de jolies maisons... l'Institut national du logement et l'urbanisme a commencé à construire des maisonnettes... et des gens sont venus construire... Pavas était un endroit tranquille, tout ce qu'il y avait de plus ordinaire... et ensuite, les problèmes d'habitat ont commencé, l'installation des *precarios* [...] a commencé... et les gens ont commencé à venir du Nicaragua et d'autres pays... [...] et [c'est] un problème ici à Pavas, beaucoup de nationalités affluent ici pas seulement des Nicaraguayens... mais aussi des Salvadoriens, des Panaméens, du Guatemala... mais surtout, beaucoup de Nicaraguayens... Mais ils arrivent avec un autre type de culture... de problèmes, de connaissances académiques et culturelles... »⁸¹.

L'appréhension des *barrios urbano-marginales* comme des espaces à la marge de la communauté nationale costaricienne se nourrit des discours, plus ou moins fondés, sur la forte proportion de migrants résidant dans ces quartiers⁸². Celle-ci est considérée comme d'autant plus problématique qu'elle est principalement le fait de Nicaraguayens, nationalité à laquelle sont associés de nombreux attributs négatifs dans la société costaricienne. À ce titre, Carlos Sandoval, qui a travaillé sur la question de la formation des identités nationales au Costa Rica, souligne que ces logiques d'identification nationale se nourrissent de représentations particulièrement négatives des Nicaraguayens. Ainsi, alors que les représentations essentialisées du Costa Rica mettent l'accent sur une histoire nationale idyllique, sur une population supposément « *blanche* », et, plus récemment, sur une prospère classe moyenne, actrice d'une démocratie stable, le Nicaraguayen tend à être associé à « *un passé violent, une peau foncée, la pauvreté et des formes non démocratiques de gouvernement* »⁸³.

⁷⁸ Passante interrogée dans le documentaire *NICA/ragiense* (J. FLEMING, C. SOLÍS, *NICA /ragiense*, Costa Rica, Nicaragua, 2005).

⁷⁹ Passant interrogé dans le documentaire *NICA/ragiense*, *Ibid.*

⁸⁰ Passant interrogé dans le documentaire *NICA/ragiense*, *Ibid.*

⁸¹ Entretien avec une infirmière de la clinique de Pavas, février 2008.

⁸² Si la proportion d'immigrés est particulièrement importante dans La Carpio (46,9 %), ce n'est pas le cas des autres *barrios urbano-marginales*. À Rincón Grande par exemple, 15,5 % de la population est d'origine étrangère (alors même que sur l'ensemble du district, la population d'origine étrangère est d'environ 16 %). (Sur la base des données de l'INEC, recensement 2011. DIRECCIÓN DE PLANIFICACIÓN Y EVALUACIÓN. OBSERVATORIO MUNICIPAL, *Cantón de San José: indicadores censales desagregados de los barrios del cantón. Censo nacional de población y vivienda 2011*, op. cit.).

⁸³ C. SANDOVAL, *Otros amenazantes...*, p. xvi.

Durant les années 1990, face à la situation économique et sociale de leur pays, de nombreux Nicaraguayens migrent vers le Costa Rica. De 45 918 en 1984, la population née au Nicaragua vivant au Costa Rica passe à 226 374 en 2000, soit 5,9 % de la population, contre moins de 2 % six ans plus tôt⁸⁴. Alors que la réalité socio-économique du Costa Rica est caractérisée par une croissance économique fluctuante, une précarisation croissante du marché du travail et une augmentation des inégalités sociales⁸⁵, les Nicaraguayens ont rapidement été considérés comme l'une des causes des difficultés socio-économiques du pays. Les logiques de politisation et de médiatisation aidant, les Nicaraguayens qui étaient principalement vus durant les années 1980 comme une menace politique, du fait de la révolution sandiniste et de la guerre civile, deviennent une menace sociale et économique. Leur arrivée est décrite comme une « vague [ola] », une « invasion [plaga] »⁸⁶ qui remettrait en cause les équilibres sociaux et culturels du Costa Rica.

Aujourd'hui au Costa Rica, le terme « *nica* », diminutif de nicaraguayen et équivalent du « *tico* » pour les Costariciens, prend fréquemment une signification offensive. « *No seas nica* ['ne sois pas *nica*'] » est par exemple devenue une expression courante chez les jeunes pour moquer une action considérée comme idiote⁸⁷. Nombreuses sont les plaisanteries et les moqueries xénophobes voire sexistes, mettant en avant la couleur de la peau, la façon de parler des Nicaraguayens ou la supposée surreprésentation des Nicaraguayennes sur le marché de la prostitution au Costa Rica⁸⁸. Le castillan tel que parlé par les Nicaraguayens, ainsi que les expressions utilisées par ces derniers, sont souvent raillés car considérés comme éloignés de ce que les Costariciens nomment le « *castillan standard* », qui serait supposément parlé dans le pays, en particulier dans la capitale.

Les Nicaraguayens se voient en outre attribuer une nature particulièrement violente. Cette perception est régulièrement réactualisée par des faits-divers très médiatisés. Selon Carlos Sandoval, cette représentation de l'immigré nicaraguayen comme potentielle menace pour le calme et la tranquillité des Costariciens se développe à partir des années 1990. Dans la période post-guerre civile, des groupes, notamment composés d'*ex-contras*, commettent de

⁸⁴ Comme noté antérieurement, l'immigration nicaraguayenne augmente moins rapidement par la suite. En 2011, d'après le recensement, 287 766 personnes d'origine nicaraguayenne habitent au Costa Rica, et représentent 6,7 % de la population du pays, et 75 % de la population d'origine étrangère. INEC, *X Censo Nacional de Población y VI de Vivienda 2011. Resultados Generales*, op.cit.

⁸⁵ Sur la situation socio-économique du Costa Rica dans les années 1990, voir la section C du premier chapitre.

⁸⁶ Dans son livre, C. SANDOVAL rend compte de la présence de ces termes tant dans les discours médiatique, politique que dans les rédactions écrites par des Costariciens et des Nicaraguayens de différents quartiers de l'aire métropolitaine de San José (*Otros amenazantes...*, op. cit.)

⁸⁷ *Ibid.*, p. xvi et 261.

⁸⁸ En ce sens, voir L. PANIAGUA, « La palabra como frontera simbólica », *Revista de Ciencias Sociales* (UCR), n°111-112, 2007, p. 143-154 ou encore C. SANDOVAL, *Otros amenazantes...*, op. cit, p. 227 et 275-276.

nombreux actes délictueux, voire criminels (vols, assassinats, enlèvements...), généralement aux abords de la frontière entre le Costa Rica et le Nicaragua. Ces groupes, dont les ressources en armes et une partie des membres sont liés aux *contras*, tendent pourtant à être présentés dans la presse au seul titre de leur nationalité, c'est-à-dire comme des « Nicaraguayens », voire des « immigrés nicaraguayens »⁸⁹. Pour Carlos Sandoval, cette association entre criminalité et immigration nicaraguayenne a été une première étape importante dans les logiques de criminalisation de l'immigration nicaraguayenne. Par la suite, la médiatisation des actes délictueux et criminels auxquels des individus de nationalité nicaraguayenne sont associés a continué de constituer un vecteur de stigmatisation des migrants nicaraguayens, en particulier des plus pauvres d'entre eux. Très régulièrement en effet, la presse rend compte d'événements dramatiques, certains particulièrement sordides, en mettant l'accent sur la nationalité des coupables et des victimes : l'article ou la voix *off* du reportage précisent en effet inmanquablement leur nationalité dans le cas où il s'agit d'étrangers. Ce mode de médiatisation vient renforcer l'idée que les Nicaraguayens constituent une menace pour l'ordre social. En mettant l'accent sur la nationalité, les médias participent à produire une lecture culturaliste, voire essentialiste de la délinquance. Cette approche n'est bien sûr pas le fruit des seuls médias qui produisent et mettent en forme l'information en fonction des représentations et des attentes qu'ils savent ou supposent être celles de leur lectorat et de leurs téléspectateurs. Cependant, les logiques médiatiques et politiques qui se donnent à voir ici se conjuguent, nourrissant le sentiment d'insécurité d'une large partie de la population et justifient en retour des politiques pénales et migratoires de plus en plus répressives.

À cela, il faut enfin ajouter un dernier attribut négatif, généralement associé aux Nicaraguayens : la surcharge qu'ils représenteraient pour le pays. Cette immigration est souvent considérée comme une menace pour les équilibres sociaux. En ce sens, Laura Chinchilla⁹⁰, alors députée libérationniste explique, dans une tribune publiée en 2004 dans *La Nación* que :

« Historiquement, le Costa Rica a été un pays récepteur, en termes de flux migratoires. Cela lui a permis d'obtenir d'importants bénéfices en matière de développement économique, scientifique,

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ Laura Chinchilla est une femme politique costaricienne, membre du PLN. Politologue, spécialiste des questions de sécurité, elle fait carrière dans les organisations internationales comme consultante et dans le champ politique costaricien. Elle accède pour la première fois à des responsabilités sous l'administration Figueres Olsen comme ministre-adjointe, puis ministre de la Sécurité publique (1994-1998). Par la suite, elle est députée pour le PLN entre 2002 et 2006, puis vice-présidente et ministre de la Justice (2006-2008) sous l'administration Arias et enfin présidente de la République entre 2010 et 2014.

culturel et social. Cependant, la forte augmentation non contrôlée de la population migrante de ces dernières années, conjuguée aux déficits auxquels fait face notre modèle de développement, menace de générer des pressions négatives sur certaines variables telles que l'espace urbain, l'emploi, la qualité et couverture des services sociaux, l'utilisation rationnelle des ressources renouvelables, la sécurité etc. »⁹¹.

Ainsi, la menace que constituerait cette immigration serait notamment visible dans le domaine de l'emploi. En la matière, les idées reçues portent notamment sur le fait que les Nicaraguayens « *quita[ría]n mucho campo* »⁹² (i.e. « *qu'ils pren[drai]ent beaucoup de places* ») aux Costariciens sur le marché de l'emploi et qu'ils feraient baisser les salaires. Ces représentations sont bien sûr liées au fait que les Nicaraguayens migrent principalement vers le Costa Rica pour y travailler. Migration pauvre, d'une main d'œuvre peu qualifiée et à bas coût, ils occupent principalement les emplois les plus précaires et les moins rémunérateurs de l'économie costaricienne : récolte du café et, sur la côte caribéenne, de la banane et de l'ananas, construction et travaux, sécurité, travail à la chaîne dans les usines, travail domestique etc. Les représentations de l'étranger qui prendrait le travail des nationaux n'ont rien d'originales. Ici, comme ailleurs, elles masquent, au moins en partie, des difficultés en matière d'emploi liées aux caractéristiques structurelles et conjoncturelles de l'économie costaricienne (croissance fluctuante, chômage...). Si certaines voix s'élèvent de temps à autre pour relativiser l'impact de cette immigration sur l'emploi des Costariciens⁹³, ces préjugés demeurent forts, révélant d'autant les craintes et les peurs de la classe moyenne costaricienne vis-à-vis du déclassement.

À la question de l'emploi vient s'articuler un autre aspect : celui du coût que ces étrangers pauvres représenteraient pour les services publics costariciens. À ce titre, cette infirmière de la clinique de Pavas explique :

« Ils arrivent illégalement, comme ça... alors c'est logique, ils vont avoir de mauvaises conditions de vie... Donc ils ne trouvent pas de travail, ils ne trouvent pas de logement... et le seul endroit où ils peuvent aller, c'est dans ces *ranchos*. Donc le papa vient, et il laisse la famille là-bas... et le peu d'argent qu'il gagne, il ne l'investit pas ici ! [...] au pire, il s'achète un téléphone ou une télévision... parce que ça si, ça l'intéresse. Et ce qui lui reste, il l'envoie à ses enfants. Et qu'est-ce qu'il investit au Costa Rica ? Le minimum de son petit salaire, tout le reste, il l'envoie là-bas ! Il n'a pas d'assurance maladie ! Et s'il tombe malade, très malade, il va aux urgences ! Il n'a pas de quoi payer la note ? Ce

⁹¹ L. CHINCHILLA, « Migración y políticas estatales: hacia una política integral pero selectiva », *Opiniones, La Nación*, 8 février 2004. Cité in T.H. GINDLING, « South-South Migration: The Impact of Nicaraguan Immigrants on Earnings, Inequality and Poverty in Costa Rica », *World Development*, vol. 37, n°1, 2009, p. 116.

⁹² La phrase est courante, elle est notamment utilisée par l'un des passants interrogés dans le documentaire *NICA/ragüense* (J. FLEMING, C. SOLÍS, *NICA/ragüense*, op. cit.).

⁹³ Des travaux se sont attachés, à travers des méthodes qualitatives et quantitatives à montrer que l'impact de l'immigration nicaraguayenne sur la pauvreté au Costa Rica était minime. Ils bénéficient cependant bien souvent d'une faible médiatisation. En ce sens, voir notamment : « ¿Están los nicaragüenses ocupando los empleos de los costarricenses? », in C SANDOVAL, *Otros amenazantes...*, op. cit., p. 286-290; T.H. GINDLING, « South-South Migration: The Impact of Nicaraguan Immigrants on Earnings, Inequality and Poverty in Costa Rica », op. cit..

n'est pas grave, ils le reçoivent ! Mais de toute sa vie, il ne paie jamais la note ! Et la note ? C'est à nous tous de la payer ! Parce que c'est à nous que l'on prend de l'argent pour ces choses-là ! Nous payons tous ! S'il attrape la dengue, il faut le prendre en charge, parce que c'est une maladie dont la prise en charge est obligatoire. L'État le reçoit, l'État reçoit tout le monde ! C'est la responsabilité de l'État de prendre en charge une population en danger, et oui, ils sont en danger ! Pareil, la fille arrive enceinte du Nicaragua, elle arrive enceinte de là-bas ! Elle est tombée enceinte là-bas ! Et elle vient ici avec sa grossesse ! Des fois, à sept mois de grossesse ! Et quoi ? Pas de contrôle prénatal ! Avec tous les problèmes génétiques qu'il peut y avoir ! Sans contrôle génétique ! Sans contrôle prénatal ? Sans avoir fait attention au moindre régime ! Parce que ce sont des gens avec peu de ressources ? L'État doit la prendre en charge cette grossesse, parce que c'est obligatoire, parce que c'est un enfant sans défense, c'est une femme enceinte ! Et donc c'est une obligation pour l'État de la prendre en charge. Et tu sais, l'enfant qui naît ici, il est costaricien ! Donc voilà, l'État doit prendre en charge cette dépense. Pour lui apporter tout le service, les médicaments, les vaccins, tout ! Parce que c'est un enfant, et qu'il a des droits ! [...] Et il y en a tellement ici ! Ils sont nombreux à Pavas ! Et donc, je peux te dire que c'est une perte incroyable pour le système de santé ! Et je me rappelle qu'un jour le président Oscar Arias a demandé au gouvernement du Nicaragua de rembourser leur dette ! Et je ne sais pas ce que lui a dit ce monsieur... je crois qu'il a dit que non... mais ce sont des millions de millions qu'ils nous doivent ! »⁹⁴.

Le discours de cette infirmière est révélateur des représentations dominantes selon lesquelles l'immigration nicaraguayenne pèserait de façon importante sur les budgets publics et participerait ainsi à la dégradation des services publics. Ces étrangers pauvres ponctionneraient les budgets de la santé (en utilisant les services de santé sans y cotiser, notamment en tant qu'ayant-droit), de l'éducation (notamment avec les bourses scolaires), de l'habitat (au travers des aides sociales en matière de logement), ou encore de la justice (du fait de leur surreprésentation supposée dans les prisons). Ces représentations sont particulièrement fortes dans le domaine de la protection sociale dont l'institution principale, la *Caja* (Caisse costaricienne de sécurité sociale – CCSS) est en crise depuis les années 1990⁹⁵. Depuis lors, la question du coût que représentent les migrants nicaraguayens pour le budget de la CCSS est l'objet d'une médiatisation récurrente, les médias alternant entre des sujets sur la faible couverture sociale des Nicaraguayens ou encore sur l'envoi de médicaments depuis le Costa Rica vers le Nicaragua⁹⁶. Le débat est alimenté par le personnel politique qui a mis l'accent sur le rôle des réformes migratoires dans la résolution des difficultés financières de la CCSS, à défaut de pouvoir obtenir un consensus suffisant pour mener à bien des réformes fiscales significatives. En ce sens, la réforme migratoire de 2009 tend à être présentée à la fois comme

⁹⁴ Entretien avec une infirmière de la clinique de Pavas, février 2008.

⁹⁵ Sur le cadrage qui a été donné à cette question dans la presse depuis les années 1990, voir : A. CASTILLO MARTÍNEZ, « La crisis de la Caja costarricense de seguro social y la reforma del Estado costarricense », *Anuario de Estudios Centroamericanos* (UCR), vol. 26, n°1-2, 2000.

⁹⁶ Ainsi, par exemple : « Inmigrantes dejan de ser una carga para la CCSS », *La Nación* (10.09.2008), « 35 % de los inmigrantes nicaragüenses carecen de seguro social en nuestro país », *La Nación* (18.06.2012), « Salud y CCSS no tienen medidas para controlar trasiego de medicamentos a Nicaragua », *CrHoy*, (10.08.2013).

un moyen de faire augmenter le nombre de cotisants à la CCSS et de garantir aux personnes migrantes le respect de leurs droits, énoncés en termes de droits de l'homme⁹⁷.

Ainsi les migrants nicaraguayens se voient assigner des caractéristiques particulièrement négatives, tantôt liées à leur nature, tantôt à leur culture, et tantôt à leur illégalité supposée. Dans les *barrios urbano-marginales* où ils sont considérés comme particulièrement nombreux, ils sont souvent tenus pour responsables des problèmes qui s'y posent, en termes de saleté, d'épidémie, de pollution, de violence etc. Si nombre des problématiques de ces quartiers sont associés aux Nicaraguayens (ou aux étrangers pauvres, en général), les Costariciens n'échappent cependant pas à des caractérisations négatives, notamment lorsque le rapport à l'État et au politique est en cause.

4. Une « mentalité de pauvres gens »⁹⁸ : du pauvre apathique à l'opportuniste

Souvent destinataires d'aides sociales et des programmes spatialisés de lutte contre la pauvreté, les habitants de Carpio comme de Rincón Grande, sont vus comme particulièrement dépendants des pouvoirs publics et du personnel politique. Ces programmes sociaux – et ceux à qui ils sont destinés – font l'objet de nombreuses critiques, qui en dénoncent notamment le caractère assistancialiste. Elles mettent en avant que les politiques sociales destinées aux pauvres ne favoriseraient pas leur autonomie, bien au contraire. Mobilisant un classique des références libérales, ces discours argumentent que les politiques sociales donneraient sans cesse aux pauvres, leur évitant ainsi d'avoir à s'en sortir par eux-mêmes : leur donnant du poisson, au lieu de leur donner une canne à pêche, et/ou de leur apprendre à pêcher⁹⁹. Dans

⁹⁷ Si la loi est présentée comme un moyen de favoriser l'intégration sociale des Nicaraguayens, des chercheurs et des ONG de défense des migrants ont cependant mis en évidence les logiques d'exclusion qu'elle favorise. De fait, selon la loi, l'obtention d'un permis de travail implique désormais le paiement des cotisations sociales. Dans le cas de migrants qui ne seraient pas employés, ils doivent s'acquitter personnellement de ce paiement, dont le seuil est fixé à un niveau relativement haut (le coût d'un permis de travail serait d'environ 373 USD par personne, soit plus qu'un salaire mensuel d'un employé domestique et près de 75 % d'un salaire mensuel dans le cas d'un travailleur agricole. C'est notamment l'argument développé par C. SANDOVAL, cité in « Ley redujo la formalización de inmigrantes en Costa Rica », *Semanario Universidad*, (11.04.2012). Pour une analyse critique de cette réforme, voir K. VOOREND, « ¿ Universal o Excluyente ? Derechos sociales y control migratorio interno en Costa Rica », *Documentos de trabajo, Red de Posgrados*, n°32, 2013.

⁹⁸ Militant lors d'une réunion du Parti action citoyenne, carnet de terrain, 13 décembre 2009.

⁹⁹ L'adage en question est récurrent dans les discours d'experts et de consultants en matière de développement et dans ceux du personnel politique. Pour les premiers, voir par exemple la tribune suivante « Condenados a la pobreza », *El Financiero* (C.R.) (21.06.2015). Pour les seconds, il faut souligner que la référence est à la fois mobilisée par le PLN et par ses opposants, notamment au PAC. En 2013, le ministre du Bien-être social, également directeur de l'IMAS, de l'administration Chinchilla, déclarait : « *Souvent, on espère qu'avec des programmes d'assistance économique ou des subsides aux familles, on pourra réduire le pourcentage de foyers*

cette perspective, les habitants des quartiers sont vus comme des pauvres qui vivent des aides sociales et qu'il faut (re)mettre au travail comme le souligne Fernando Marín R., ministre du Bien-être social et directeur de l'IMAS, entre 2010-2014 (PLN) :

« [À propos d'un programme de micro-entreprise], peut-être que ça ne les sortira pas de la pauvreté, mais au moins ça les sortira de l'assistancialisme. Le risque de l'assistancialisme c'est que les gens s'habituent à recevoir de l'argent et qu'ils ne veuillent plus chercher à s'en sortir par eux-mêmes [superarse] »¹⁰⁰.

Tantôt par opportunisme, voire par ruse, tantôt par simple apathie, les pauvres auraient ainsi tendance à se laisser assister (« *Les gens ne veulent pas aller ramasser le café ! Par contre, ils veulent aller gagner des aides !* »¹⁰¹).

L'assistance est en outre associée à une autre critique : celle du mauvais usage qui serait fait des aides sociales. Comme récepteurs des aides, les habitants de ces quartiers sont toujours soupçonnés d'être de « mauvais pauvres », dépensant les bourses et les aides à des fins illégitimes :

« 'Et Avancemos' ? Qu'est-ce qu'ils font de cette bourse ? Il faudrait qu'elle soit administrée par l'école ! Et plus par les parents ! Car le problème, c'est qu'ils dépensent tout en salon de beauté et en alcool. »¹⁰²

La critique contre les bénéficiaires des aides se nourrit des discours à l'encontre de l'État social costaricien, qui aurait favorisé une mentalité d'assistés : « *C'est le problème de l'idiosyncrasie du Costaricien : il tend la main !* »¹⁰³. La critique de l'État social n'est bien sûr pas une nouveauté¹⁰⁴, mais elle acquiert une intensité particulière dans un contexte où les politiques sociales de lutte contre la pauvreté échouent à régler le problème pour lequel elles

pauvres et cela peut donner des résultats à court terme, mais si on ne donne pas aux gens la canne à pêche... ce que l'on fait c'est perpétuer la pauvreté. » (« Políticas sociales desde el IMAS », *EnfoqueCR*, 12.01.2013 [en ligne] <http://www.enfoquecr.com/2013/01/12/politicas-sociales-desde-el-imas/>. Consulté le 5.11.2015). Du côté du PAC, le programme de gouvernement du candidat Ottón Solís lors des présidentielles 2006 et 2010, fait également référence à l'adage en question, au point qu'en 2006 l'un des axes en matière de politique sociale s'intitule : « Accès universel aux cannes à pêche : lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale », (PARTIDO ACCIÓN CIUDADANA, *Convocatoria a la ciudadanía. Ottón Solís para el período de gobierno 2006-2010*, San José, 2005, p. 27-45). Ce registre est à relier à l'évolution qu'ont connues les politiques sociales depuis les années 2000 et notamment caractérisée par l'instauration des *conditional cash transfer program* (en ce sens, voir la section C du premier chapitre).

¹⁰⁰ « Pobres, pero no 'pobrecitos': Costarricenses enfrentan la pobreza con esfuerzo y poco de 'chispa' », *La Nación*, 28.07.2013.

¹⁰¹ Militant, Réunion de campagne du PAC sur la mobilisation des quartiers populaires, Carnet de terrain, 13 novembre 2009.

¹⁰² Militant, Réunion de campagne du PAC pour l'annonce des candidatures, Carnet de terrain, 23 octobre 2009.

¹⁰³ Militant, Réunion de campagne du PAC sur la mobilisation des quartiers populaires, Carnet de terrain, 13 novembre 2009.

¹⁰⁴ J'ai notamment souligné dans le chapitre 2 que l'extrême-gauche avait critiqué le caractère démobilisateur de l'État costaricien dans la mesure où il aurait limité les capacités d'organisation et de politisation des classes populaires par la redistribution clientélaire de ressources.

sont mises en œuvre¹⁰⁵. Cette remise en cause est en outre alimentée par une autre critique, celle de l'instrumentalisation par le personnel politique des aides et des bénéficiaires. Ces responsables profiteraient des programmes sociaux et des ressources publiques en général pour obtenir le vote des classes populaires. Se laissant assister et adoptant une position de dépendance vis-à-vis du personnel politique, les pauvres seraient en effet des cibles faciles du clientélisme, souvent présenté comme de l'achat de voix :

« Ici [à *Rincón Grande*], les gens n'ont aucune dignité ! Ils se laissent acheter pour n'importe quoi ! Un morceau de bois ! Une plaque de zinc, un sac de ciment ! Et le pire, c'est qu'après, ils ne votent même pas pour [le *donateur*] ! »¹⁰⁶

« C'est que pour eux [les *candidats et leurs équipes*], les gens de *Carpio*, moi y compris, nous sommes des morts de faim ! On se vend pour un *gallo pinto* [plat traditionnel costaricien¹⁰⁷] ! Un déjeuner ! Il faut une communauté politique ! Avec de vrais projets ! »¹⁰⁸.

* * *

Vivre dans un *barrio urbano-marginal*, et plus encore dans un *precario*, c'est se voir assigner toute une série de caractéristiques particulièrement négatives. Saleté, criminalité, opportunisme voire apathie sont en effet des représentations négatives associées aux « pauvres », en général, et aux habitants de ces quartiers en particulier. Elles constituent autant de stigmates qui pèsent sur les logiques d'identification au quartier, faisant l'objet de réappropriations complexes, sans pour autant être endossées de façon univoque.

¹⁰⁵ Comme souligné dans le chapitre 1, les dépenses en matière de politiques sociales du Costa Rica sont parmi les plus élevées d'Amérique latine. Pourtant, les taux de pauvreté peinent à passer durablement sous la barre des 20 %, participant à délégitimer les dépenses sociales.

¹⁰⁶ Miguel, Carnet de terrain, janvier 2010.

¹⁰⁷ Le *gallo pinto*, littéralement le « coq tacheté », est le plat typique le plus répandu en Amérique centrale, il s'agit d'un mélange de riz et de haricots noirs ou rouges, qui vient souvent accompagné d'œufs brouillés et de tranches de bananes plantains grillées.

¹⁰⁸ Roy, Carnet de terrain, 7 décembre 2010.

Section B - Négocier une image de soi acceptable : la difficile gestion du stigmate dans les *barrios urbano-marginales*

De par leur lieu de résidence, leur nationalité mais aussi leur statut socio-économique, les individus qui sont au cœur de cette enquête sont porteurs de toute une série de handicaps sociaux qui peuvent devenir le support d'un processus stigmatique¹⁰⁹. Cela pèse fortement sur les formes d'identification sociale des habitants de ces quartiers. Ces derniers doivent en effet composer avec une identité assignée qu'ils savent particulièrement stigmatisante. Cependant, si mes enquêtés ont conscience d'appartenir aux couches les plus basses de la société, ils n'assimilent pas de manière univoque le statut d'infériorité sociale qui leur est assigné. Face à la stigmatisation dont ils font l'objet, ils s'attachent en effet à produire une image acceptable d'eux-mêmes. Dans cette section, je me propose d'étudier la façon dont ils composent avec les représentations négatives dont ils pâtissent.

Les interactions avec les personnes extérieures au quartier, notamment avec l'enquêtrice, constituent à ce titre un matériau particulièrement propice pour étudier la façon dont ces individus qui se savent (ou se croient) discrédités (ou tout du moins discréditables), agissent et négocient l'image d'eux-mêmes la plus valorisante possible. En ce sens, les entretiens que j'ai réalisés dans les deux quartiers auprès d'habitants aux statuts divers (dirigeants et proches de dirigeants, anciens dirigeants, voisins membres des associations de quartiers, voisins non associés) sont révélateurs. Au fil des entretiens, je demandais aux enquêtés de faire en quelque sorte le récit de leur vie, en détaillant les conditions de leur arrivée au quartier, voire à San José ou au Costa Rica dans le cas des migrants intérieurs et des Nicaraguayens. L'entretien était l'occasion de revenir sur leur scolarisation, leur vie familiale, leurs activités professionnelles et associatives ainsi que sur leur rapport au politique. Autre source que je mobilise ici les témoignages et rédactions compilées dans le projet universitaire de production d'une « histoire populaire » de la Carpio

Ces différents récits mettent au jour les normes valorisées et considérées comme valorisables ainsi que les stratégies, plus ou moins conscientes et cohérentes, mises en œuvre par les individus afin de témoigner de leur attachement à ces normes et ce faisant, de tenter d'atténuer le discrédit dont ils font l'objet. En fonction des contextes d'interactions, de leurs interlocuteurs, mais aussi de leurs propres ressources, les enquêtés s'attachent en effet à contrôler leur image, en évitant d'être discrédités ou, lorsque cela ne semble plus possible, en

¹⁰⁹ E. GOFFMAN, *Stigmate...*, *op. cit.* p. 161.

tendant d'atténuer le discrédit qui pèse sur eux. La gestion du stigmat prend de nombreuses formes qui mettent bien souvent en lumière les divisions au sein du quartier et la difficile identification collective. Dans le même temps, et on le verra dans le chapitre suivant, ces logiques de stigmatisation n'empêchent jamais totalement les formes d'attachement – même ambivalentes – au quartier.

1. La difficile acceptation d'un statut social dévalorisé

Habiter à Rincón Grande ou à Carpio, c'est vivre dans un lieu particulièrement disqualifié. C'est se voir attribuer toute une série de traits stigmatisants. La pauvreté, le statut d'immigré, la violence sont autant de caractéristiques handicapantes, tantôt analysées comme les causes, tantôt comme les conséquences d'une infériorité sociale. L'analyse des témoignages des habitants et des modes de présentation de soi qu'ils adoptent montre à quel point ils ont conscience du statut d'infériorité sociale dont ils pâtissent. Loin des postulats selon lesquels les habitants de ces quartiers raisonneraient en fonction d'une « culture de la pauvreté », ils montrent leur maîtrise des codes moraux et des principes de classement qui prévalent dans le reste de la société. À ce titre, le quartier, en particulier les zones informelles, ne sont pas présentés comme des alternatives d'habitat mais bien comme des marqueurs d'une indignité sociale.

De façon révélatrice, l'arrivée au quartier, l'occupation d'un espace souvent défavorable à l'urbanisation, le rachat ou la construction d'un *rancho* sont très rarement racontés par les habitants comme le fruit d'un choix heureux. Au contraire, ces épisodes plus ou moins durables de leur vie sont principalement décrits comme subis, ou résultant d'un choix par défaut¹¹⁰. Parmi les contraintes invoquées, la « nécessité » et les difficultés économiques sont les plus courantes, comme le montrent ces extraits d'entretiens avec Alejandro, Zuly ou Ceci :

« CF : *Et pourquoi êtes-vous venus à San Jacinto ?*

Alejandro : Avant tout par nécessité »¹¹¹.

¹¹⁰ Ce registre de justification n'est sans rappeler celui auquel ont recours les habitants des bidonvilles casablancais décrits par Lamia ZAKI, in *Pratiques politiques au bidonville...op.cit.*, p. 126-129.

¹¹¹ Entretien avec Alejandro, décembre 2012.

« Zuly : Toute ma vie j'ai vécu à Hatillo 2 [...] Je rêve d'habiter à Hatillo.

CF : *Mais tu n'as pas pu rester là-bas ?*

Zuly : Économiquement... on ne pouvait vraiment pas. Avec mon mari, nous avons vécu huit mois à Hatillo. Mais louer, louer, louer... il ne gagnait pas grand-chose... et donc on a dû partir de là-bas. Dieu seul sait quel est le destin de chacun... mais si on m'avait dit... jamais je n'aurais cru que je me retrouverai à vivre dans un *precario*... Pour la mauvaise réputation des gens des *precarios* et pour l'absence d'eau, d'électricité... pour tous les inconvénients... »¹¹².

« Ceci : Ça fait treize ans, presque quatorze ans que je vis ici...

CF: *Comment êtes-vous arrivés ici ?*

Ceci : Nous devons payer le loyer et nous n'y arrivions pas. Donc ma sœur est venue en premier et six mois plus tard, je suis venue »¹¹³.

En mettant en avant la nécessité, le besoin, les enquêtés soulignent qu'il ne s'agit pas d'un véritable choix, mais au contraire d'un choix par défaut (« *On a dû partir* »). Ce faisant, ils s'attachent à la fois à justifier (et à excuser) leur installation et à en rejeter partiellement la responsabilité. Ils signifient ainsi qu'ils n'adhèrent pas à l'immoralité et au mode de vie reprochés aux *precaristas*. Cette distanciation symbolique vis-à-vis de pratiques stigmatisées tend même à être la norme. Hormis les habitants de la partie la plus à l'ouest de Rincón Grande, qui n'a jamais été un *precario*, et ceux qui sont venus s'installer une fois achevée l'urbanisation de certaines zones, rares sont en effet ceux qui présentent leur installation sous un angle positif.

Autre marque de l'indignité sociale du *precario* pour ceux qui l'habitent (ou l'ont habité), l'accent mis sur le caractère traumatique de cette expérience résidentielle :

« Mayra : Je suis de Guanacaste [*région à l'ouest du Costa Rica*¹¹⁴]... J'ai été très pauvre... mais vivre dans un *rancho* ça c'était dénigrant pour moi. Vraiment. Révoltant. [...] Nous sommes arrivés un samedi. Quand nous sommes arrivés en face, tout le monde a continué [*jusqu'à sa parcelle*]. Je suis restée à regarder ce *precario*. Des femmes tapant sur des enfants, nus, sales, dégoulinants, toussant, plein de morves et de saletés, pas lavés... avec cette boue... et cette odeur... et ces femmes... et ces ivrognes... et ces gens qui attendaient sans rien faire... Et j'ai demandé au seigneur 'Mon Dieu, c'est ça l'héritage que tu me donnes ?' »¹¹⁵.

« Ceci : [*Ma sœur*] m'a trouvé un endroit... comme j'avais un bébé...et que j'étais enceinte d'un autre... mais ça a été très difficile. Parce que je n'étais pas habituée à vivre comme ça. En fait, c'était comme dormir à l'air libre ! Oui, ça a été très difficile. J'ai passé une étape très difficile, mais grâce à Dieu... je vais bien. Mon bébé est né, il est tombé malade... je ne sais pas... je me dis que c'est

¹¹² Entretien avec Zuly, novembre 2010.

¹¹³ Entretien avec Ceci, carnet de terrain du 17 février 2009.

¹¹⁴ Voir annexe cartographique (n°2), carte n°2.

¹¹⁵ Entretien avec Mayra, novembre 2009.

sûrement à cause de ma propre dépression que mon bébé est tombé malade... et donc j'ai passé une étape très difficile. »¹¹⁶

« Ida : Et donc je me disais, comment est-ce que je vais aller traverser ces flaques boueuses [*charcos*]... dans cet endroit horrible... [...] mais finalement, en mai, je suis venue, car j'ai perdu mon travail. [...] J'ai construit mon *rancho* ici... je suis venue avec ma fille... c'était horrible... Le soir on s'asseyait à même le sol, pour pleurer... il y avait des scorpions... ils mordaient les petits... de ces mauvais scorpions qui te font gonfler la langue... [...] Et c'est ici qu'on nous a mis. Un jour, un de mes frères est venu. [...] Et il m'a dit : 'Que diable as-tu pu faire de si terrible pour que le bon dieu t'amène ici ?' »¹¹⁷.

Dans ces témoignages, l'installation dans le quartier est présentée comme un souvenir particulièrement douloureux. Les champs lexicaux de la colère et de la tristesse sont mobilisés pour décrire une étape perçue comme un échec social humiliant. Les récits peu euphémisés, tels que ceux de Ida et Mayra, témoignent d'une appréhension particulièrement négative du quartier. On retrouve des descriptions tout aussi chaotiques dans les récits que nombre d'habitants livrent de leur quotidien au quartier. À ce titre, les rédactions et les entretiens réalisés dans le cadre du concours « *Ton histoire compte. Nos vies à la Carpio* » organisé par des universitaires de l'université du Costa Rica (UCR) sont particulièrement parlantes¹¹⁸. Dans sa rédaction, une petite fille raconte :

« Ce que je n'aime pas de cet endroit, c'est quand arrive le weekend parce qu'il y a beaucoup de bars, et qu'ils font beaucoup de bruit, et dans les rues, il y a beaucoup de personnes saoules et les 'délinquants' [*'chapulines'*] profitent de cette situation pour faire du mal aux gens, en les attaquant, en leur tirant dessus ou en les blessant au couteau. Et ça me fait très peur, et donc c'est pour cela que je préfère aller chez l'amie de ma mère.

J'aimerais qu'à l'avenir, cette communauté change. Que le président du pays se préoccupe de nous, en nous donnant plus de sécurité, des maisons dignes où vivre et en améliorant les rues pour qu'il n'y ait plus autant de poussière en été, et autant de boue en hiver, et que l'eau de pluie ne se mette plus dans les maisons.

Je rêve que dans cet endroit il existe un parc multi-sports pour que les jeunes n'aient plus à recourir à la drogue et à la délinquance »¹¹⁹.

Un autre enfant écrit :

« Nous sommes arrivés avec ma maman, ma grand-mère, mon oncle et mon petit frère il y a quatre ans ici, à La Carpio. Comme nous n'avions nulle part où habiter, ma mère a décidé d'acheter le droit à un *ranchito* de zinc et de tôle à une autre dame. Ce *ranchito* tombait en morceaux, n'avait pas de sanitaires et ma maman a commencé à travailler très dur pour pouvoir le réparer.

¹¹⁶ Entretien avec Ceci, carnet de terrain du 17 février 2009.

¹¹⁷ Entretien avec Ida, janvier 2010. [À l'instar de cet extrait d'entretien déjà cité dans le chapitre précédent, le lecteur retrouvera parfois les mêmes extraits d'entretiens. J'ai préféré certaines redondances à des renvois qui auraient rendu la lecture moins fluide].

¹¹⁸ C. SANDOVAL GARCÍA & AL., *Nuestras vidas en La Carpio...*, op. cit.

¹¹⁹ Rédaction d'une petite fille de La Carpio, in *Ibid.*, p. 118-119.

Moi, je n'aime pas vivre ici. Ma *ma* [diminutif de *maman*] dit que c'est parce que nous sommes pauvres et parce que nous venons d'un autre pays, que nous vivons entre les bandits et les voleurs, au risque que des attaquants nous volent. Mon oncle a déjà été attaqué et s'est fait taper par un groupe de quinze.

En plus, nous n'avons pas de voisins gentils avec nous. Nous vivons isolés parce que nous sommes Nicaraguayens, à cause du racisme qu'il y a contre nous. J'espère que mon histoire n'offense personne. Même si je suis petit, je comprends la réalité et la misère dans laquelle vit ma famille. Quand mon petit frère de quatre ans parle avec le petit voisin d'à côté, sa maman l'appelle et ne les laisse pas se dire bonjour. Donc, malheureusement, je ne peux pas vous raconter comme je suis heureux à La Carpio.

THE END »¹²⁰.

Chez les enfants comme chez les adultes, les témoignages décrivent un quartier caractérisé par l'anomie et par la violence, synonyme d'une infériorité sociale qui rejaillit sur ses habitants. En signifiant leur aversion envers le quartier, ces derniers se montrent conscients d'avoir hérité d'un statut social dévalorisé et d'appartenir aux catégories inférieures de la société. Ils font montre d'une acceptation et d'une intériorisation de l'image négative du quartier, qui se traduit également, dans de nombreux entretiens, par l'expression d'un désir de déménager. Ainsi, par exemple, Margarita, dirigeante de Rincón Grande souligne :

« Margarita : Je ne vais pas me mettre à faire des dépenses [pour ouvrir une nouvelle garderie]. Je ne sais pas combien d'années je vais rester ici, parce que je veux partir. Je veux partir vivre à Grecia [ville au Nord-Ouest de San José], donc non...

CF : *Mais vous avez votre maison ici à Rincón Grande ?*

Margarita: Oui, mais je n'aime pas vivre ici. Ici, c'est très compliqué... Il y a beaucoup, beaucoup... c'est-à-dire que j'ai un petit fils, et c'est très compliqué... donc je veux aller à Cartago ou n'importe où, pour y vivre. À Grecia, ou à Heredia... n'importe quel endroit qui serait plus... un peu plus.... Parce qu'ici, on vous tue là, à l'angle de la rue. N'importe où. On ne peut pas vivre ici »¹²¹.

Ces différents extraits donnent à voir une perception particulièrement négative des deux quartiers. Comme les habitants de la cité HLM française qu'analyse Serge Paugam ou ceux des bidonvilles casablancais étudiés par Lamia Zaki¹²², les habitants de Rincón Grande et de Carpio font montre d'une acceptation de cette image qu'ils participent par leur propos à consolider. En présentant le quartier comme un espace dégradé, signe d'un échec social et marqueur de la pauvreté, ils se montrent conscients de leur propre infériorité sociale mais expriment dans le même temps le désir de s'en dissocier. Le traumatisme d'une installation non désirée, l'aversion à l'égard du quartier et le désir de le quitter sont dans le même temps autant d'expressions d'un attachement aux normes sociales prônées par les « urbains

¹²⁰ Rédaction d'un petit garçon de la Carpio, in *Ibid.*, p. 119.

¹²¹ Entretien avec Margarita, janvier 2008.

¹²² S. PAUGAM, *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, Presses Universitaires de France, Quadrige, 2013 [1^{ère} éd. : 1991], p. 161-182 ; L. ZAKI, in *Pratiques politiques au bidonville...*, op.cit., p. 126-143.

dominants ». Comme le souligne Lamia Zaki, dans la lignée d'Erving Goffman, l'expérience du « processus stigmatique » par les habitants des quartiers informels favorise donc l'intériorisation et l'acceptation des normes sociales dominantes, suscitant à ce titre « l'appui à la société chez ceux qu'elle n'appuie pas »¹²³. Bien que la disqualification de l'espace résidentiel pèse sur les logiques d'identification sociale au quartier, cela ne signifie pas pour autant que les enquêtés se limitent à assimiler passivement l'identité stigmatisée qui leur est assignée. Au contraire, les enquêtés composent avec les représentations négatives de leur quartier pour négocier une image positive d'eux-mêmes.

2. Dissimulation du stigmate : gérer le risque du discrédit

Les habitants des *barrios urbano-marginales* peuvent être sujets à de multiples formes de stigmatisation. Se sachant potentiellement discréditables, ils mettent donc en œuvre des tactiques et des stratégies afin d'éviter des situations particulièrement désagréables, sinon douloureuses. « Lorsque la différence [entre l'individu discréditable et les 'normaux'] n'est ni immédiatement apparente ni déjà connue [...], lorsque, en deux mots, l'individu n'est pas discrédité, mais bien discréditable »¹²⁴, il peut chercher à éviter de divulguer des éléments potentiellement discréditants. « Étant donné le grand avantage qu'il y a à être considéré comme normal, quiconque, ou presque, est en position de faire semblant n'y manquera pas à l'occasion »¹²⁵. En ce sens, les habitants des quartiers s'appliquent autant qu'ils le peuvent à dissimuler les informations discréditantes, parfois en mentant ou en omettant des informations, parfois en faisant valoir qu'ils se conforment aux normes qui prévalent à l'extérieur de ces quartiers.

¹²³ E. GOFFMAN, *Stigmaté...*, op. cit., p. 161.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 57.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 93.

2.1. De la dissimulation comme mode d'évitement de la stigmatisation

Local d'une association de sécurité communautaire de Carpio

Samedi 20 novembre 2010

En ce samedi, j'accompagne Rodney, employé de la Fondation pour le logement [FUPROVI], à un rendez-vous avec les représentants d'une association de sécurité communautaire de Carpio. L'une des membres du bureau prend la parole pour parler de l'un des objectifs de leur association : la lutte contre la stigmatisation de la communauté. Elle prend quelques minutes pour raconter une anecdote. Elle explique être allée à une formation sur les soins esthétiques où se trouvaient également d'autres habitantes du quartier. Elle souligne qu'au moment des présentations, aucune n'a dit de venir de Carpio ! « *Je vis à San José* » « *Je vis à la Uruca* ». « *Et moi qui pensais qu'elles vivaient à Carpio !* » Elle reprend ensuite le fil de sa démonstration, affirmant : « *Et c'est pareil à Pavas ! Quand on vient de l'Est, on préfère dire que l'on vient de Rohrmoser [quartier huppé de Pavas] ! De peur de se retrouver associé à Rincón Grande en disant Pavas !* ». Et conclut enfin qu'il s'agit là d'un vrai problème et qu'il « *est très important de lutter contre les discriminations de ces communautés* »¹²⁶.

Cet épisode, notamment l'anecdote racontée par la dirigeante associative, rend compte des stratégies que mettent couramment en œuvre les individus afin de ne pas être identifiés à un espace résidentiel stigmatisé et stigmatisant. Alors que leur appartenance peut se révéler disqualifiante, certains habitants font ainsi le choix, plus ou moins conscient, de la dissimuler. Pour cela, ils mettent en avant une appartenance territoriale plus englobante que le quartier. En faisant référence au district, ou au canton, ils se protègent du stigmate qui pèse sur le quartier. Ils utilisent ainsi une « couverture »¹²⁷, qui leur permet de dissimuler des informations porteuses de discrédit.

Dans le cas de Gabriela, comme de beaucoup d'habitants de La Carpio, la dissimulation ne se résume cependant pas au seul espace résidentiel. Pour cette jeune Nicaraguayenne de Carpio, la nationalité semble en effet aussi problématique à assumer que son quartier de résidence.

[Gabriela est arrivée du Nicaragua avec sa famille lorsqu'elle avait neuf ans. Depuis son arrivée, en 1996, elle vit à Carpio, où ses parents, Carlos Alberto et Concepción, sont deux dirigeants associatifs et religieux.].

« CF: *J'imagine que ça n'a pas forcément été facile d'immigrer au Costa Rica ?*

¹²⁶ Carnet de terrain, 20 novembre 2010.

¹²⁷ E. GOFFMAN, *Stigmate...*, *op.cit.*, p. 114.

Gabriela : Pour moi, tout ce processus de transition a été très dur. Ça m'a pas mal affecté. Et ça continue encore de m'affecter. Il faut que j'arrive à surmonter cette étape... [*On n'est pas mal ici*], mes parents sont bien reconnus pour leur leadership, mais je n'arrive toujours pas à me sentir vraiment bien. [...] Quand je suis arrivée... il y avait déjà des Nicaraguayens... mais à partir de 1999, la xénophobie a été plus forte, les gens ont commencé à réagir d'une façon qui n'était pas très belle... Et moi, à ce moment-là, je suis rentrée au collège et donc cette étape du collège a été horrible.

[...] [*Après avoir été à l'école primaire de La Carpio, Gabriela est allée au collège de la Sabana, dans le sud-ouest de San José. En l'absence de collège dans le quartier, c'est ce que font la très grande majorité des enfants de Carpio*]

CF: *Et à Carpio, tu n'avais pas eu de difficultés ?*

Gabriela : Eh bien vois-tu, non. Parce que Carpio commençait juste à se constituer. Et en plus, les seules différences que je notais alors, c'était ma façon de parler qui était un peu différente de la façon de parler des autres petits. [...] Et parfois, ils se moquaient... mais ça n'était pas grand-chose, c'était normal. C'était comme un processus d'adaptation, il y avait des choses que je ne comprenais pas, je demandais à la maîtresse, ou aux autres enfants... mais ça n'allait pas au-delà. Je ne me rappelle pas que ça ait été quelque chose de terrible... le problème s'est posé quand je suis entrée au collège. Premièrement, pour le fait d'être d'un autre pays et en particulier du Nicaragua. Deuxièmement, parce que je vis ici, ça aussi ça a pesé. Pour dire la vérité, je n'ai pas réussi à entrer en relation avec beaucoup de gens... et comme j'ai adopté ma personnalité dans cette période, je pense que c'est pour ça que j'ai l'air un peu strict, que je ne suis pas trop du style à parler aux gens... parce que je me dis toujours que j'habite ici... et que je suis de là-bas... parce qu'il m'est arrivé que les gens prennent peur... j'essaie de travailler ma personnalité, mais je ne peux pas non plus me transformer complètement ! [...] Pour être franche, ça me fait peur de dire que je suis de la Carpio. Ce n'est pas que j'ai honte... mais des fois, j'ai peur de la réaction des gens et donc je ne leur dis pas. À moins qu'on ne me demande exactement où j'habite... Quand on me demande '*D'où es-tu ?*' '*De la Uruca*'... ou '*de San José*'... [...] mais quand ils finissent par demander '*Mais tu es née ici ?*'... je ne vais pas mentir non plus »¹²⁸.

Cet entretien met en évidence la difficulté pour des individus se sachant discréditables de gérer leur image face à ceux dont ils pressentent qu'ils pourraient les dénigrer. Pour éviter le discrédit, la jeune femme dissimule tant sa nationalité que son lieu de résidence et tend à se replier sur elle-même, mais aussi et surtout sur le quartier. Alors que la crainte du dévoilement et du discrédit rend difficiles ses interactions à l'extérieur du quartier, elle trouve en effet au sein de celui-ci un espace particulièrement protecteur où elle bénéficie d'une certaine reconnaissance (les activités culturelles initiées notamment par ses parents lui permettent de développer et de donner à voir ses talents artistiques).

Comme Gabriela, nombreux sont les habitants de Carpio comme de Rincón Grande à mentionner les stratégies de dissimulation auxquelles ils ont recours. La dissimulation, voire le mensonge, sont justifiés par le sentiment de honte voire d'humiliation que suscitent leur appartenance au quartier et aussi parfois leur origine. Ces stratégies de dissimulation entraînent cependant elles-aussi leur lot de désagréments : la crainte d'abord d'un dévoilement, mais aussi l'humiliation ressentie face à l'impossibilité (ou l'incapacité)

¹²⁸ Entretien avec Gabriela, novembre 2010.

d'assumer son identité. Face à ces expériences douloureuses, certains habitants privilégient donc un certain évitement des interactions sociales perçues comme problématiques et tendent à se replier sur eux-mêmes et sur leur cercle familial¹²⁹. Hormis dans quelques rares cas, l'isolement complet au quartier est cependant rarement envisageable. Les individus développent donc des stratégies pour contrôler voire dissimuler leur identité, ce qui passe par les modes discursifs de présentation de soi, mais aussi par l'adoption des codes en vigueur en-dehors du quartier, notamment dans l'espace urbain dominant.

2.2. Gérer son image : l'ambition du conformisme vestimentaire

Pour éviter le discrédit associé à leur espace résidentiel et à la pauvreté, les habitants des *barrios* mettent en œuvre toute une série de stratégies et de tactiques qui passent par la parole mais également par d'autres modalités, telles que les tenues vestimentaires. Ainsi, par exemple, lorsque Yolanda¹³⁰ se retrouve en charge de deux petits neveux, l'une de ses préoccupations porte sur leur style vestimentaire. Elle se montre en effet soucieuse de trouver des habits pour « *qu'ils n'aient pas l'air de tugurianos* »¹³¹. Ce souci d'apparaître « bien habillé » est particulièrement visible lorsque les habitants doivent se confronter à des individus extérieurs au quartier et donc lorsqu'ils sortent du quartier¹³².

Au quotidien, au quartier, le style vestimentaire est assez relâché. Cela est d'autant plus vrai pour les habitants – et surtout les habitantes – qui restent au foyer ou à proximité de celui-ci. C'est particulièrement le cas des femmes, souvent assignées aux tâches ménagères domestiques. Pour sortir aux abords de la maison, aller jusqu'à l'épicerie « du coin » (« *de la esquina* ») ou rendre une rapide visite à un voisin, les habitants adoptent un style vestimentaire beaucoup moins contraignant que celui de leurs sorties hors du quartier, ou des

¹²⁹ Le repli sur soi, sur le cercle familial ou sur le quartier constitue l'une des réactions classiques des individus stigmatisés et/ou discriminés. F. DUBET, O. COUSIN, E. MACÉ, S. RUI, *Pourquoi moi ? L'expérience des discriminations*, Paris, Le Seuil, 2013, p. 134.

¹³⁰ Yolanda est la dirigeante de la Cueva de San Jacinto. [Il faut rappeler qu'elle a été l'un de mes intermédiaires privilégiés].

¹³¹ Carnet de terrain, 14 décembre 2010.

¹³² C'est notamment ce qu'observe P. Bourdieu lorsqu'il explique qu'à la différence de la bourgeoisie, les classes populaires tendent à distinguer l'intérieur et l'extérieur mais aussi le quotidien et l'extra-ordinaire dans leurs façons de se comporter, notamment dans leur mode d'habillement. Il souligne ainsi qu'alors que la bourgeoisie « introduit la rigueur de la règle jusque dans le quotidien (on se rase et on s'habille chaque jour dès le matin, et pas seulement pour « sortir »), [...] exclu[t] la coupure entre le chez-soi et le dehors, le quotidien et l'extra-quotidien », les classes populaires tendent à adopter des manières d'être et de faire plus « relâchées » dans ce qui relève de la vie domestique, (P. BOURDIEU, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979..., p. 218). À partir de son travail sur les bidonvilles casablancais, Lamia Zaki observe elle aussi des variations similaires entre les modes d'habillement qui prévalent aux abords de la résidence et ceux en vigueur pour sortir du bidonville, voir : L. ZAKI, *Pratiques politiques au bidonville...*, op.cit., p. 148-149.

événements *extra-ordinaires* en son sein. Ainsi, la tenue constituée d'un tee-shirt ample ou d'un débardeur, sur un short ou un pantalon souple, accompagné de tongs ou de baskets, souvent de mise au quartier, paraît inconcevable pour les sorties « à San José ». La coiffure, et pour les femmes le maquillage et les bijoux, constituent quant à eux un passage presque obligé. Chaque sortie en ville est ainsi l'occasion de préparatifs souvent assez longs, comme le montre le petit rituel que suit Yolanda à l'heure de sortir du quartier. Presque quotidiennement, cette dirigeante est amenée à se rendre dans le centre de la capitale pour aller faire des emplettes ou se rendre à une réunion. Qu'il s'agisse de sa première sortie de la journée, ou qu'elle ait déjà été occupée à l'extérieur de la maison par n'importe quelle occupation, les préparatifs sont sensiblement les mêmes. Se rendant dans la salle principale, qui fait également office de salon, de salle à manger et de cuisine, Yolanda commence par annoncer aux présents (l'un de ses deux enfants, proches de la vingtaine, ou Sonia, qu'elle présente comme sa sœur) qu'elle « *se rend à San José* » (« *voy para San José !* ») avant d'intimer à l'un d'entre eux l'ordre de lui préparer sa tenue pendant qu'elle se douche. Le tee-shirt ample et le jean ou le pantacourt qu'elle porte généralement au quartier sont ensuite remplacés par un pantalon noir et une chemisette, ou un autre type de haut en toile. Elle troque également ses chaussures sportives pour des mocassins en cuir (ou simili cuir), qui ne tarderont pas à lui faire mal aux pieds. Bien que Yolanda se plie peu aux normes de la féminité dominantes (talons hauts, maquillage, bijoux), elle ne manque pas pour autant de s'appliquer une crème sur le visage, puis dans les cheveux, afin de discipliner ses longs cheveux frisés. Un bijou fantaisie, une pointe de parfum et de mascara pourront même être ajoutés, lorsque l'occasion sera jugée suffisamment importante¹³³.

Le rituel quasi quotidien de Yolanda est révélateur des codes différenciés qui peuvent prévaloir dans le quartier et dans les espaces urbains dominants (ici, le centre de la capitale). Il met en outre en lumière les efforts que les habitants mettent en œuvre afin de s'y conformer sans connaître le discrédit qu'impliquerait un habillement *déviant* au regard des codes en vigueur dans chaque espace.

Les exemples présentés ici n'épuisent évidemment pas l'ensemble des stratégies mises en œuvre par les enquêtés pour éviter le discrédit. Ils illustrent cependant la préoccupation qu'ont de nombreux enquêtés de dissimuler certaines informations qu'ils savent potentiellement *discréditrices*. Ce souci de donner la meilleure image possible de soi n'est pas le propre des moments où les individus cherchent à se sauvegarder du discrédit. Il est

¹³³ Je reviendrai dans le chapitre 6 sur la façon dont la trajectoire ascendante de Yolanda s'est accompagnée, au fil de mon enquête, de transformations dans les modes de présentation de soi, notamment vestimentaires.

également visible dans les moments où les individus se sachant (ou se croyant) discrédités s'attachent à atténuer le poids de la disqualification.

3. Face au discrédit : négocier une image positive de soi

Bien qu'ils aient profondément conscience du discrédit qui pèse sur eux, les habitants des *barrios urbano-marginales* n'acceptent pas passivement l'identité sociale qui leur est assignée. Au contraire, les entretiens et les discussions informelles mettent en évidence la pluralité des stratégies que les enquêtés, notamment les plus précaires, mobilisent afin d'atténuer le discrédit et d'influer positivement sur l'image que leur interlocuteur se fera d'eux.

3.1. Reporter la responsabilité du discrédit : l'exemple de la scolarisation

Les représentations négatives associées aux habitants des *barrios urbano-marginales* reposent sur toute une série de caractéristiques socio-économiques et de normes morales déficientes qui leur sont imputées. Parmi les critères souvent invoqués se trouve celui de l'« éducation ». La courte durée de scolarisation et l'absence de diplôme sont appréhendées en termes de manque et sont à la fois considérées comme un indice et comme une cause de la pauvreté. Le discrédit associé à ces « manques » témoigne de la place de l'éducation dans la société costaricienne. L'éducation est souvent présentée, notamment dans les discours des hommes et femmes politiques, comme l'un des principaux vecteurs de développement social du pays. L'image du Costa Rica comme société éduquée, où l'institution militaire aurait été remplacée par une « armée de professeurs », livrant « la bataille de l'éducation universelle »¹³⁴, est une représentation à la fois partagée et valorisée du pays. Dans ce contexte, il n'est donc pas surprenant qu'une courte scolarisation puisse être un puissant vecteur de disqualification sociale.

Le discrédit associé au déficit de capital scolaire apparaît clairement dans les entretiens d'une partie de mes enquêtés, en particulier lorsqu'ils n'ont pas été jusqu'à la fin du collège, plus encore lorsqu'ils n'ont pas achevé l'école primaire. Face aux questions sur leur scolarité, ces derniers ne se contentent pas de rendre compte d'une scolarité généralement

¹³⁴ L'utilisation d'un registre belliciste en matière d'éducation est très répandue, elle apparaît notamment dans les discours du président José Figueres Ferrer (1953-1958 ; 1970-1974). En ce sens, voir notamment : J. FIGUERES, *La pobreza de las naciones*, op. cit... p. 61.

courte. Au contraire, soucieux de se montrer conscients de l'enjeu de la scolarisation, ils multiplient les arguments qui donnent à voir leur propre parcours scolaire comme le fruit d'un non-choix, guidé notamment par des nécessités ou des empêchements impérieux (comme la nécessité de travailler ou l'absence d'école). Ainsi Eduardo souligne-t-il : « *Au collège je suis seulement arrivé en troisième année... parce que c'est devenu très difficile quand j'ai commencé à travailler.* »¹³⁵ Deyanira explique quant à elle : « *Je suis arrivée jusqu'en sixième [dernière année du premier cycle]... après, il n'y avait pas... et il a fallu aller travailler au champ. Avec mon père.* »¹³⁶ Beaucoup tentent en outre d'expliquer leur courte scolarité par des raisons qui dépassent – voire contredisent – leur propre volonté, en faisant valoir comme Deyanira l'absence de collège à proximité, ou en mettant en avant, comme Ana et Liliana, la responsabilité du contexte familial :

« CF : *Et donc, vous avez grandi à Pavas?*

Ana: Oui, ici à Pavas c'est ici que j'ai grandi, j'ai toujours vécu ici, à Pavas.

CF: *Et c'est également ici que vous êtes allée à l'école...*

Ana: Oui, je suis allée à l'école [à côté de la maison]. Mais après, j'ai été battue par mon frère. Il me battait beaucoup. Et donc le PANI [Conseil national pour l'enfance] est venu et a dit à ma mère « ou vous trouvez un endroit où la placer, ou on vous l'enlève ». Et donc j'ai été à l'internat à Escazú, dans un centre qui s'appelle *La Maison du refuge*, avec des religieuses, pendant quatre ans.

CF : *Et vous avez pu continuer à aller à l'école malgré tout ?*

Ana : Oui, j'étudiais là-bas... ils m'ont enseigné beaucoup de choses - je remercie Dieu pour ça - à coudre, à cuisiner.

[...]

Mais pour la maltraitance et tout ce que j'ai enduré, j'ai eu beaucoup de mal [à l'école]. Et donc, je ne suis arrivée qu'en cinquième [équivalent du CM2]. Mais l'année dernière, je suis allée dans une école [...] où ils donnent des cours pour adultes. Mais il a fallu tout recommencer à zéro, parce qu'il y a plein de choses que l'on n'étudiait pas avant... et j'ai pu atteindre le troisième niveau [équivalent du CE2]. Mais après, j'ai eu des difficultés et j'ai arrêté d'y aller »¹³⁷.

Liliana est née au Costa Rica mais ses parents ont émigré au Panama quand elle était encore enfant :

CF : *Et donc vous avez grandi, et j'imagine, été à l'école à David [une ville du Panama proche de la frontière avec le Costa Rica] ?*

Liliana : [...] Moi ?? Moi non... le problème, c'est que je devais partir pour aller étudier... parce qu'à David... [...] pour être née du côté *tico* je n'avais pas de papier et donc ils ne nous permettaient pas

¹³⁵ Entretien avec Eduardo, janvier 2010.

¹³⁶ Entretien avec Deyanira, novembre 2009.

¹³⁷ Entretien avec Ana, décembre 2012.

d'aller à l'école. J'ai seulement pu y aller trois ans, à la frontière. Après, je n'ai pas pu continuer. Ça a été quelque chose de difficile. Et moi, je n'arrête pas de dire à mes enfants combien j'aurais aimé étudier... pour ne pas être dans la situation dans laquelle je suis aujourd'hui. Comme je leur dis, ils demandent des choses... et je ne peux pas les leur donner, parce que ça n'est pas possible... parce qu'en ce moment, je n'ai pas de travail. Parce que j'y vais, je demande du travail, mais personne ne donne du travail à quelqu'un qui n'a pas étudié. [...] *[en pleurant désormais, elle poursuit]* c'est quelque chose de très dur. Parce que si j'avais une opportunité de travailler... on ne serait pas à ce point dans le besoin. C'est pour ça que je leur dis que ce que je n'ai pas pu faire, ils doivent le faire eux. [...] C'est pour ça que je ne veux pas leur enlever cette opportunité que ma mère m'a refusée. Parce que quand j'ai dit 'maman, je voudrais étudier', sa réponse a été 'non. Toi, tu veux aller à l'école chercher des hommes'. Et pour éviter une dispute, je n'ai rien dit... [...] j'étais une enfant de treize ans... ça ne m'était même pas passé par la tête ! Mon rêve était d'étudier pour pouvoir les aider... parce que je travaillais depuis toute petite, et ça n'était pas pour moi, c'était pour eux... »¹³⁸.

Les enquêtés au faible capital scolaire témoignent ainsi de leur attachement aux normes sociales dominantes qui donnent une valeur très positive à l'éducation en général et à l'école en particulier. Les récits de leur impuissance face à des événements et des décisions ne leur incombant pas, témoignent d'une volonté de se démarquer de l'image du mauvais élève qui ne se donnerait pas les moyens « d'aller de l'avant ». En montrant qu'ils ont subi une situation sans être en mesure de la contrôler, ils endossent une « posture fataliste, [qui] fonctionn[e] comme une technique de neutralisation du stigmat »¹³⁹. Dans certaines circonstances, les enquêtés se défont cependant de cette posture de passivité pour démontrer, au contraire, leur motivation et leur capacité à agir pour se conformer à la norme. C'est notamment ce qu'ils font lorsqu'ils cherchent à apparaître comme de « bons parents ».

3.2. « Être une bonne mère » ou comment négocier une identité parentale valorisante

Les habitants des *barrios* et surtout des *precarios* font l'objet d'un fort discrédit, qui porte sur de nombreux aspects de leur vie et de leur personne. À travers les problématiques très médiatisées de l'échec scolaire, des grossesses précoces ou encore de la délinquance juvénile, la jeunesse des quartiers et, par effet de ricochet, les parents sont au cœur des critiques¹⁴⁰. En effet, la façon dont les individus, et particulièrement les femmes, adoptent leur rôle de parent

¹³⁸ Entretien avec Liliana, décembre 2012.

¹³⁹ Pour Lamia Zaki, les bidonvillois qu'elle étudie trouvent à se décharger de la responsabilité d'un mode de vie considéré comme déviant (l'habitat informel) en adoptant une posture fataliste (L. ZAKI, *Pratiques politiques au bidonville...*, op.cit., p. 127). Elle fait ainsi le parallèle avec l'une des postures que mobilisent les délinquants et qui consistent à se considérer « comme déchargé de la responsabilité de ses activités déviantes ». Le « délinquant se conçoit presque comme une 'boule de billard', il se voit ballotté, en toute impuissance, de situation en situation. [...] En apprenant à se considérer comme plutôt passif qu'actif, le délinquant se prépare à dévier du système de normes dominant sans qu'il soit nécessaire de s'opposer de front aux normes elles-mêmes » (G. M. SYKES, D. MATZA, « Techniques of neutralization : A theory of delinquency », *American Sociological Review*, n°22, 1957, p. 667-669, cité in H. S. BECKER, *Outsiders...*, op.cit., p. 51).

¹⁴⁰ Pour quelques exemples des discours médiatique sur ce type de problématiques, voir : « Barrios críticos en la mira policial », *Al Día*, 24.02.2004 ; « Vida de pandilleros », *La Nación*, 15.01.2012.

suscite de nombreux jugements, souvent négatifs, à l'extérieur du quartier comme à l'intérieur de celui-ci. Dans ce contexte, il existe un souci récurrent d'apparaître comme de « bons parents ». Cette préoccupation est particulièrement présente chez les femmes qui ne travaillent pas et qui voient leur rôle de mère supplanter tous les autres¹⁴¹. Comme pour les familles étudiées par Serge Paugam, pouvoir faire valoir que l'on éduque bien ses enfants apparaît comme un élément particulièrement important pour des individus dont « le statut social ne leur permet pas de se valoriser par une réussite matérielle et/ou professionnelle »¹⁴². Les entretiens et les discussions informelles au quartier témoignent bien souvent du souci de nombreuses enquêtées d'apparaître comme de « bonnes mères ». Cela transparaît notamment dans l'entretien de Liliana, mère célibataire de quatre enfants, âgés de onze à dix-huit ans au moment de l'entretien :

« J'ai deux garçons et deux filles. Et je suis même grand-mère, j'ai deux petits-fils de la plus grande. Mais je lui ai dit, si Dieu le veut bien, qu'elle se mette à étudier, même de nuit. Parce qu'elle n'a que le *sixième [équivalent du CM2]*, et je lui dis, 'qu'est-ce que tu vas offrir à tes enfants si tu n'as pas étudié ? Pendant que je suis vivante, que je peux t'aider, vas étudier de nuit'. Et mon fils, qui est bloqué en *septième [équivalent de la sixième]*. Pareil, je me dispute avec lui... [...] je lui dis que s'il ne fait rien, qu'est-ce qu'il va faire de sa vie ? Aujourd'hui, je suis là, mais qui sait ce qui arrivera demain ? Et donc je lui ai dit que s'ils ne l'acceptent pas de jour l'an prochain, eh bien il ira de nuit. Et il y a la petite. Si Dieu le veut, elle termine l'école l'an prochain. Et il ne me manquera plus que mon bébé, qui a onze ans. [...] Il va entrer en *quatrième* niveau [*équivalent CE2*]. Il devrait avoir fini le *sixième [équivalent CM2]*... mais il est entré à l'école quand ma petite est tombée enceinte... très petite... à douze ans... et donc je devais être à l'hôpital avec elle... et je n'avais personne pour l'amener à l'école... et aller le chercher... alors je l'ai sorti en milieu d'année de l'école. Et l'année d'après, il a dû redoubler aussi... des problèmes avec l'institutrice.

[...]

C'est dur. C'est dur. Mais l'essentiel, merci à Dieu, c'est qu'ils sont en bonne santé. Nous sommes passés par des choses difficiles... mais il y a des familles qui vivent des choses encore pires. Merci à Dieu, ils sont en bonne santé et la santé, c'est important. [...] C'est ce que je dis au plus petit : 'tu es en bonne santé, tu vas bien ! Alors il faut que tu ailles de l'avant ! C'est la seule chose que tu as à faire... étudier, puis travailler'. Je le dis sans cesse à mes enfants, s'ils n'étudient pas, s'ils ne travaillent pas, ils ne sont rien. Il y en a tellement qui se mettent à vendre de la drogue et qui finissent en prison... c'est la pire des maladies. »¹⁴³

Faute de pouvoir faire valoir la réussite scolaire de ses enfants, Liliana s'attache ainsi à mettre en avant sa préoccupation pour l'éducation de ses enfants. Ce faisant, elle invoque ici ce que

¹⁴¹ Le fait que le statut de mère tende à prévaloir sur les autres rôles (femme, travailleuse...) est notamment favorisé par les politiques publiques qui renforcent la responsabilité des « mères » dans les politiques sociales, en faisant les réceptrices légitimes des aides sociales, mais aussi des publics centraux des politiques. En ce sens, voir notamment : J. JENSON, « Politiques publiques et investissement social : quelles conséquences pour la citoyenneté sociale des femmes ? », *Cahiers du Genre*, HS n°2, vol.3, 2011, p. 31.

¹⁴² S. PAUGAM, *La disqualification sociale...*, op.cit., p. 185.

¹⁴³ Entretien avec Liliana, décembre 2012.

Serge Paugam nomme des « valeurs morales compensatrices »¹⁴⁴. Malgré la situation sociale qui est la sienne, elle met en avant son attachement à certaines valeurs morales, et tout particulièrement son dévouement à l'égard de ses enfants.

Le fait d'apparaître comme une « bonne mère » passe par la question de la scolarisation des enfants mais également de leur éducation en dehors de l'école. Dans des quartiers marqués par la délinquance juvénile, par le trafic et la consommation de drogue, les enquêtés font montre de la volonté d'inculquer à leur progéniture le respect des règles et de l'autorité. Cela passe notamment par des punitions, notamment corporelles, auxquelles il est fait référence sans souci d'euphémisation. Certains racontent ainsi sans ambages les coups donnés à un enfant ou à un jeune adolescent qui « *lève la voix* », « *désobéit* » ou « *ne veut rien écouter* ». Au-delà des punitions, les discussions informelles au quartier donnent également à voir le souci des parents pour garder les enfants – et surtout les filles – à la maison et limiter au maximum et le plus longtemps possible leur sortie. Pour éviter les « mauvaises fréquentations » et parfois éloigner les jeunes adolescents des trafics en tout genre, ils font également part de tentatives pour leur faire quitter le quartier : placement dans un collège éloigné, chez des proches, voire déménagement de toute la famille. Ces stratégies et leur réussite sont cependant largement dépendantes des ressources des habitants. De fait, si les mieux dotés socialement peuvent être en mesure d'éloigner leurs enfants du quartier en leur faisant accéder à des espaces moins relégués socialement, cela n'est évidemment pas à la portée de tous. Certains se cantonnent en effet à faire le souhait d'un départ, alors que d'autres envoient leurs enfants chez des proches ou déménagent mais dans des quartiers tout aussi relégués socialement, au risque de refaire face aux mêmes difficultés.

Ces différents éléments rappellent bien sûr les difficultés auxquelles sont confrontés les habitants de ces quartiers pour élever leurs enfants dans des espaces sociaux où se cumulent autant de problématiques socio-économiques. Surtout, ils mettent en évidence que les habitants n'acceptent pas passivement ces difficultés, refusant d'endosser le rôle de « mauvais parents », incapables d'éduquer leurs enfants. Au contraire, par leurs pratiques et par les discours qu'ils en livrent, ils s'appliquent à apparaître comme de « bons parents », attachés à des principes moraux, que sont le respect ou encore l'autorité.

¹⁴⁴ S. PAUGAM, *La disqualification sociale...*, *op.cit.*, p. 190.

3.3. « J'ai changé ma vie pour eux » : la repentance comme registre d'atténuation du stigmat

Autre registre que certains habitants mobilisent afin d'atténuer le discrédit qui pèse sur eux, celui de la repentance. Ce registre repose sur une description de soi particulièrement négative mais présentée comme relevant du passé : il s'agit pour l'enquêté de rendre compte de regrets, de fautes liés à certains comportements ou à des événements antérieurs. Ainsi, César ou Yolanda n'hésitent pas à faire référence à leur alcoolisme passé et à d'autres vicissitudes de leur biographie (« *j'étais une personne à problème [problemática]* »¹⁴⁵), avant de donner à voir à quel point ils ont changé, en devenant « *un grand lecteur de la Bible* » pour le premier, ou une dirigeante « *pieuse* », dévouée tant à sa famille qu'à sa communauté pour la seconde¹⁴⁶. De façon similaire, Liliana fait le récit d'une période de sa vie où elle a délaissé ses enfants mais non sans montrer qu'elle a beaucoup changé depuis lors :

« Je continue pour mes bébés. Et pour eux, je ne vais pas abandonner. Il faut continuer à lutter ! Je me rappelle que j'ai beaucoup délaissé le tout petit pendant un temps. J'ai fait une dépression très dure. En voyant ma fille de douze ans enceinte... Je me sentais tellement mal, je me disais qu'est-ce que j'ai fait de mal ? Que je n'avais pas su être mère. Une question que l'on se pose toutes, n'est-ce pas ? Et donc j'ai embarqué ma voisine, qui avait des problèmes elle aussi. Et on a commencé à sortir. Et c'est devenu un vice. Il n'y avait pas un week-end où nous n'étions pas dehors ! Elle buvait... c'était une personne qui avait de gros problèmes d'alcool. Elle buvait trop. Et ça a été quelque chose de très dur. Et quand je me suis vue dans tout ça... De voir que s'il arrivait quelque chose à mes enfants, je m'en fichais ! Le plus grand s'est mis à boire et à fumer. Et un jour, je me suis assise, et je me suis dit, ce n'est pas la faute de mes enfants. Si ma fille a fait une erreur, d'accord... mais ce n'est pas la faute des autres. [...] C'est injuste. Et quand [la voisine] est venue me proposer de sortir, j'ai refusé. Elle me disait 'viens on sort !' Et j'ai dit 'Non, je reste ici'. Le bébé pleurait ! 'Quelle chance que tu restes dormir avec moi, j'ai besoin de toi' [...]. J'ai changé ma vie pour eux ! »¹⁴⁷.

Tout au long de l'entretien, Liliana met ainsi en avant ses errements passés qui se trouvent contrebalancés par le rôle qu'elle se donne dans le présent : celui d'une mère aimante, présente et soucieuse de l'avenir de ses enfants. Son dévouement pour ses enfants et sa volonté de lutter pour eux apparaissent d'autant plus remarquables qu'ils contrastent avec son comportement antérieur.

Liliana, Yolanda et Enrique s'attachent ainsi à rendre compte d'une transformation individuelle radicale. En faisant part des fautes commises par le passé et en s'en repentant

¹⁴⁵ Yolanda, Carnet de terrain, 12 novembre 2009.

¹⁴⁶ La façon dont certains de mes enquêtés, en particulier Yolanda et Enrique, narrent leur transformation individuelle n'est pas sans rappeler les récits biographiques des convertis au pentecôtisme. La conversion prend la forme d'une « nouvelle » ou d'une « deuxième naissance » (*born again*) et s'appuie sur une réévaluation des expériences passées au prisme des préceptes évangélistes : « Se convertir c'est se repentir, rompre avec un passé inavouable et pourtant avoué, non sans complaisance et sur un mode parfois ostentatoire » (A. MARY, « Le voir pour y croire : expériences visionnaires et récits de conversion », *Journal des africanistes*, vol. 68, n°1-2, 1998, *Parcours de conversion*, p. 191).

¹⁴⁷ Entretien avec Liliana, décembre 2012.

sans complaisance, ils se posent en rupture vis-à-vis de ce passé. Les qualités morales qu'ils revendiquent dans le présent sont d'autant plus gratifiantes qu'elles s'opposent à ce qu'ils ont pu incarner auparavant. En présentant leur nouvelle posture morale comme le fruit d'une décision individuelle en rupture avec le cours des événements, ils se distinguent de l'image d'apathie et de conformisme dans la déviance qui leur est souvent imputée. Mais, si les habitants de ces quartiers peuvent chercher à se distinguer de ce qu'ils ont pu être par le passé, ils cherchent également bien souvent à se distinguer de leur voisinage.

4. De la distinction comme mode d'atténuation du stigmat

Afin de se démarquer des représentations négatives mobilisées pour les décrire, les habitants de Carpio comme de Rincón recourent fréquemment à la comparaison et à la mise en parallèle avantageuse. Ils cherchent constamment à se distinguer les uns des autres, en faisant valoir des différences avantageuses et à se désolidariser d'un collectif auquel il est particulièrement difficile de s'identifier. Ces tactiques de distinction¹⁴⁸ sont cependant loin d'être uniformes, et dépendent largement des trajectoires des individus et des ressources dont ils disposent.

4.1. Faire valoir sa singularité : promotion sociale et ambition de la distinction

Mayra est arrivée à San Jacinto avec son mari et sa fille au moment de la création du *precario*. Malgré la précarité de sa situation, elle a poursuivi ses études jusqu'à devenir professeure de sciences (Mathématiques, Physique, Sciences de la vie de la terre) dans le secondaire. Grâce à son revenu et à celui de son mari, ils ont pu construire une jolie maison de deux étages. Dans le même temps, sa socialisation au sein de l'université puis comme enseignante a favorisé son rapprochement au Parti action citoyenne (*Partido acción ciudadana* - PAC), dont elle devient *regidora* (soit l'équivalent de conseiller municipal) en 2010. Son entrée en politique révèle en réalité une trajectoire peu commune au quartier. En effet, le parti au sein duquel elle s'engage (le PAC) comme le poste électif auquel elle accède (*regidora*) sont autant de marqueurs d'une trajectoire atypique. D'une part, le suivi ethnographique des militants du PAC dans le quartier de Rincón Grande et les résultats électoraux du parti dans ce district mettent en lumière le

¹⁴⁸ Si je fais ici usage du terme « distinction », il faut néanmoins souligner qu'il ne s'agit pas d'une référence au concept de Pierre Bourdieu, qu'il a notamment développé dans l'ouvrage : P. BOURDIEU, *La distinction...*, *op. cit.*

faible ancrage du parti dans cette zone populaire (aux élections de *regidor* de décembre 2010, le PAC a fait 10,9 % à Rincón Grande, contre 18,9 % sur l'ensemble de la province de San José ; lors de l'élection présidentielle de février 2010, il avait obtenu 16,4 % des suffrages dans le quartier, contre 28,9 % de la province de San José). Il faut noter, en outre, que dans le canton central, les postes de *regidores* sont très rarement occupés par des habitants des *barrios urbano-marginales*. Les habitants du quartier de Rincón Grande qui accèdent à des postes électifs le font en effet principalement sur les postes les plus bas de la hiérarchie élective - *sindico* titulaire ou suppléant (i.e. représentant du district au conseil municipal), voire conseiller de district.

À quarante-six ans, Mayra peut donc se prévaloir d'une trajectoire d'ascension singulière qu'elle ne manque pas de mobiliser afin de distancier socialement de son voisinage :

« Nous sommes arrivés un samedi. Quand nous sommes arrivés en face, tout le monde a continué [jusqu'à sa parcelle]. Je suis restée à regarder ce *precario*. Des femmes tapant sur des enfants, nus, sales, dégoulinant, toussant, plein de morves et de saletés, pas lavés... avec cette boue... et cette odeur... et ces femmes... et ces ivrognes... et ces gens qui attendaient sans rien faire... Et j'ai demandé au seigneur 'Mon Dieu, c'est ça l'héritage que tu me donnes ?' Et à peine ai-je dit ça que j'ai pensé : 'Non, ceux qui te laissent cet héritage, ce sont tes parents. L'héritage que tu laisseras à tes enfants, dépend de toi !' Je ne sais pas d'où j'ai sorti ça... mais j'ai baissé la tête [...] et j'ai suivi les gens. Je suis rentrée dans le *precario*. Et je me suis dit : 'Je dois lutter ! Il faut que je continue à étudier. Je ne sais pas comment, mais je vais terminer mes études.' Maintenant, je sais que c'est une projection mentale que j'ai eue à ce moment-là, quand quelqu'un se projette dans l'avenir. [...] Et voilà... du *precario*, j'ai commencé à aller à la U [université] [...] Ça aurait été des moments difficiles pour n'importe qui... pour moi, c'était difficile mais je maintenais l'espoir d'aller de l'avant.

[...]

J'ai dit à José, '*Quelle honte ! je suis mariée à un boulanger, et je ne sais pas faire de pain ! Tu ne voudrais pas m'apprendre ?*' Et il en fut ainsi. J'ai commencé à faire du pain... [...] et à en vendre. [...] J'ai trouvé un petit panier, j'ai mis [les petites boules de pain] dedans, et j'ai tout vendu. [...] j'ai réussi à faire du bénéfice... Et donc, tout en vivant dans ce *precario*, et en allant à la U, j'ai commencé à faire du pain le mercredi [...] et à en vendre. Les gens, ils te connaissent parce que tu es du quartier, et ils achètent. Et en même temps, on devient un modèle... un modèle pour la communauté. N'est-ce pas ? [...] Avec ce type d'attitude, vous rompez avec le cercle vicieux de la pauvreté ! Vous vous déplacez socialement et économiquement vers d'autres niveaux ! Enfin voilà, j'ai pu terminer la U comme ça... et j'ai eu mon diplôme !

[...]

« Et quand on a un titre universitaire ! [...] Quand on est professeur... la communauté me voit comme la professeure ! Je veux dire... ils ne me voient plus comme l'une d'entre eux. Mais en fait, je suis comme eux, seulement que j'ai eu la vision, la volonté d'aller de l'avant ! »¹⁴⁹.

¹⁴⁹ Entretien avec Mayra, novembre 2009.

Tout au long de l'entretien, Mayra fait ainsi valoir ce qui la différencie des autres habitants du quartier, en décrivant une trajectoire individuelle particulièrement remarquable. L'image misérabiliste qu'elle dépeint du *precario* et de ses habitants rend en effet son cheminement exceptionnel et la donne à voir comme particulièrement méritante¹⁵⁰. Si elle souligne occasionnellement les similitudes existantes entre elle et son voisinage (« *Je suis comme eux* »), c'est pour mieux mettre en lumière des différences et notamment son mérite. Son entretien marque ainsi la volonté de Mayra de se démarquer d'un espace social disqualifié. Cette distanciation est visible dans les modes de présentation de soi qu'elle utilise en entretien mais également dans l'observation des relations qu'elle lie au quartier. Mayra entretient en effet peu de relations amicales avec les autres habitants de son secteur. Alors qu'elle enseigne dans le quartier où elle vit, ses liens avec les parents d'élèves ne diffèrent pas de ceux des autres enseignants, réputés distants¹⁵¹. En outre, si Mayra s'est engagée en politique, elle l'a fait en dehors du quartier¹⁵². De fait, son engagement au sein du PAC date de l'université, où elle a commencé à militer avec une amie de sa classe, qui réside à Rohrmoser (quartier huppé de Pavas). Les années passant, elle a poursuivi son militantisme aux côtés de son amie, sans se rapprocher des rares militants du PAC issus de Rincón Grande. Durant la campagne de 2010, alors qu'elle est candidate, elle se présente très rarement au Q.G. du parti situé dans Rincón Grande, privilégiant les activités au sein du Q.G. de Pavas Est ou du grand Q.G. du centre de la capitale, ce que regrettent les militants locaux¹⁵³. De fait, à la différence de beaucoup des militants du quartier, Mayra ne s'est jamais investie dans les associations

¹⁵⁰ En ce sens, elle décrit également les difficultés de son couple face sa longue scolarité universitaire : « *Parfois, José partait à Guanacaste et me laissait. Il n'en pouvait plus. Il me disait 'Tu vas avoir ton diplôme... et tu vas me quitter pour un autre... pour un fonctionnaire'. Et donc il ne me soutenait pas trop. Et il a fallu lutter contre tout cela aussi...* ».

¹⁵¹ Beaucoup des habitants interviewés et certains des travailleurs sociaux de l'école de San Jacinto décrivent les relations distantes entre les enseignants des différents centres scolaires de Rincón Grande et les parents d'élèves. À titre d'exemple voici ce que déclare la responsable des bourses de l'école de San Jacinto lorsque je l'interroge sur les relations entre la communauté de San Jacinto et les différentes personnes travaillant au sein de l'école : « *Oui, ils entretiennent des bonnes relations... parce qu'ils ne sont pas vraiment en contact. C'est-à-dire que comme il n'y a pas de contact, il n'y a pas de mauvaise relation. Comme ils ne communiquent pas... L'enseignant vient, et en général... il y a des exceptions, certaines deviennent amies... quand les mamans viennent chercher les petits. Mais non, non. L'enseignant vient, repart, prend le bus, revient, repart... Rien de plus. Le seul contact c'est quand, pour des raisons légales et formelles d'éducation, ils doivent venir une fois par mois aux réunions des parents d'élèves. [...]* [Nous sommes en relation] avec ceux qui viennent ici. Avec ceux qui veulent bien venir. Nous ne sortons pas à la communauté. Nous ne sortons pas. Nous devrions. En réalité, je suis celle qui devrait le plus sortir. Mais je sors très peu dans la communauté, parce que c'est une communauté extrêmement dangereuse. Comme je travaillais pour l'IMAS avant, je connais toute la communauté. [...] Parce que je venais en voiture de l'IMAS. Et je venais accompagnée. La voiture me laissait à la porte de la maison et mon collègue veillait sur moi, pour vérifier ce que j'avais à marcher. (Entretien avec la responsable des bourses de l'école de San Jacinto, janvier 2008)

¹⁵² On verra dans les chapitres suivants que la trajectoire classique d'entrée en politique est caractérisée par le passage d'un engagement civique dans le quartier à un engagement dans la sphère politique instituée.

¹⁵³ Carnet de terrain, Q.G. du PAC, Rincón Grande, 12 novembre 2009.

locales. Elle répète d'ailleurs régulièrement qu'elle n'a jamais été et qu'elle ne veut pas être « dirigeante communale », figure qu'elle assimile au clientélisme et à la corruption¹⁵⁴, se démarquant ainsi des formes de militantisme les plus répandues au niveau local¹⁵⁵.

L'ascension sociale de Mayra, que l'on pourrait définir comme une « transfuge de classe », s'accompagne d'une distanciation, voire d'un certain isolement vis-à-vis de son voisinage. Forte de ressources valorisables dans et en dehors du quartier (capital scolaire, capital social hors du quartier), cette *dominante* des *dominés*, peut facilement se démarquer de ses voisins et la revendication d'une supériorité singulière constitue pour elle l'une des principales stratégies d'affirmation de soi. Une telle posture demeure cependant un mécanisme de distinction assez peu mobilisé par mes enquêtés, probablement du fait des ressources même que cela implique. Des logiques de distinction autres sont cependant observables, lorsque certains habitants tentent de détourner le discrédit sur les habitants d'autres secteurs du quartier jugés comme la « minorité des pires »¹⁵⁶, voire en cherchant à recréer des différences entre eux et leur voisinage.

4.2. *Etablis versus outsiders : infra-hiérarchies au quartier et report du discrédit*

« [À côté du *precario*], ils ne vendaient pas une seule maison ! Parce que c'était à côté des *tugurianos*. Parce que selon eux, il n'y avait que des délinquants. Maintenant oui, ce quartier est plein de délinquants, mais à ce moment-là non ! Pas ici ! Le type que l'on chopait, il s'en allait ! On en a jeté deux d'ici ! Dehors ! Ils disaient '*mais vous ne pouvez pas faire ça !*' '*Siiii ! C'est une propriété privée, et nous sommes les chefs ici ! Alors vous prenez vos cliques et vos claques et vous partez !*' Et le bureau de l'association gardait le *rancho*. On a lutté contre les violeurs, lutté contre les voleurs, lutté contre toute sorte de gens, mais on les virait ! Ou ils se calmaient... Mais après, à la fin du gouvernement de monsieur Oscar, il y a eu l'alternance, et à ce moment, tout s'est arrêté [*hasta ahí llevo todo*]. Parce que c'est un gouvernement totalement adverse qui est arrivé en fonction, celui de la *Unidad*, et ces gens, aucun projet ne les a jamais intéressés. Rien ne les a jamais intéressés. De fait, ces gens d'en face, la communauté de San Jacinto... ils étaient là-bas, vers le *Paseo Colon* [rue du centre de San José] [...] Ils les ont amenés et ils les ont mis là ! [...] et ça... ça... San Jacinto ! Cette Carpio ! Avec eux, est arrivé tout un lot de problèmes ! Parce que ça n'était pas horrible ! C'était joli ! On avait même construit la rue... [...] Et je n'aime pas [*ce qu'est devenu le quartier*]. Parce que ça n'est pas ce que nous voulions. Nous voulions un lieu tranquille. Paisible [*pacífico*]. Pauvres, mais travailleurs. Parce qu'ici, il y a une quantité de gens qui travaillent ! À quatre heures du matin, si vous pouviez être par là, vous verriez. La quantité de gens qui sortent prendre le premier bus pour aller travailler. Mais il y a aussi une quantité de profiteurs et de délinquants ! Qui ne font rien ! Et plus personne pour les virer ! »¹⁵⁷.

¹⁵⁴ Carnet de terrain, présentation des candidats aux postes de *regidores*, Q.G. du PAC, San José, 6 novembre 2009.

¹⁵⁵ Cet aspect sera développé dans les chapitres suivants, notamment dans le 4 et le 6.

¹⁵⁶ N. ELIAS, J. L. SCOTSON, *Logiques de l'exclusion...*, op. cit., p. 241.

¹⁵⁷ Entretien avec Ida, janvier 2010.

Se distinguer, c'est aussi bien souvent renvoyer le discrédit sur un autre groupe d'individus identifiés comme les responsables du dénigrement dont le quartier fait l'objet. Comme dans l'enquête de N. Elias sur les divisions sociales au sein d'une cité de la banlieue de Leeds¹⁵⁸, le groupe discrédité est composé des habitants les plus récemment arrivés. Carpio et surtout Rincón Grande sont le fruit de plusieurs étapes de peuplement, qui ont vu occuper les espaces urbanisables mais aussi progressivement, des espaces beaucoup plus précaires. Cette logique est particulièrement marquée à Rincón Grande où les différents secteurs du quartier correspondent à des étapes de peuplement nettement différenciées. Comme le montre l'extrait d'entretien ci-dessus, chaque nouvelle occupation donne lieu à une nouvelle sous-division dans les micro-hiérarchies qui prévalent au quartier. Ici, les arrivants de 1986 sont présentés comme relativement paisibles mais surtout travailleurs et organisés, alors que les habitants de San Jacinto, ou de Carpio, seraient pauvres, désorganisés et bien souvent étrangers. Cette représentation qui repose sur les stigmates afférents aux catégories populaires au Costa Rica nourrit d'importants conflits avec les populations qui s'installent après 1986 à Rincón Grande, et en particulier à San Jacinto. Les derniers arrivés qui s'installent dans des conditions particulièrement précaires sont identifiés comme « la minorité des pires »¹⁵⁹, pour leur mode de vie. Dans le cas de Rincón Grande, où les différentes étapes de peuplement sont particulièrement bien identifiées, chaque nouvelle occupation est mal perçue par les résidents antérieurs qui y voient une menace pour leur quotidien et aussi une pression sur la valeur de leur bien. Les secteurs dont la légalisation est en cours ou acquise voient en effet négativement l'installation de nouvelles populations, qui menaceraient la valeur de leur bien ou l'avancée de la légalisation des propriétés¹⁶⁰.

¹⁵⁸ Dans cette enquête monographique, Norbert ELIAS étudie la division tranchée qui existe entre un groupe installé de longue date dans un quartier de la banlieue de Leeds, les *établis* (*established*) et un groupe de résidents plus récents, les *outsiders* (p.29). Son enquête met en lumière les logiques de la stigmatisation et les fondements sociaux d'un « racisme sans race », dans un contexte où les différences économiques sont peu marquées. N. ELIAS, J. L. SCOTSON, *Logiques de l'exclusion...*, *op. cit.*

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 241.

¹⁶⁰ Les dirigeants de quartier et les institutions publiques mentionnent souvent les nouvelles occupations comme la cause du blocage institutionnel des légalisations de terres.

L'arrivée de groupes de nouveaux habitants plus précaires est l'objet de violences tant verbales que physiques. Dans son mémoire de master, J. G. Román, qui a lui-même participé aux occupations de terres des années 1980 à Rincón Grande relate :

« L'eau, ils l'ont obtenue en se raccordant aux conduites qui étaient parallèles à la rue. Pour cela, il a fallu tout casser. Au début, ils se sont raccordés au réseau électrique, cependant, cela produisit des surcharges qui laissèrent Rincón Grande sans électricité. Ces inconvénients, conjugués à leur statut de *precario*, font qu'ils ont entretenu, depuis le début, des relations délétères avec leurs voisins [...]. Les germes d'une conflictualité majeure pour l'avenir »¹⁶¹.

Dans le même sens, un dirigeant de San Jacinto durant les années 1990 explique :

« Quand on se raccordait au courant, tout le [*bas de Rincón Grande*] était sans lumière. Les transformateurs étaient faits pour le peu de gens qui vivaient là auparavant. En raccordant tous les gens qui étaient ici [*à San Jacinto*] [...] ! C'était la guerre ! Des gens voulaient nous tuer. On était en guerre contre les autres groupes... Dès le départ, les gens de Rincón Grande nous ont rejetés ! Nous étions *persona non grata* parce que nous étions des familles et nous allions tout abîmer ! »¹⁶².

Si les relations entre les différents groupes deviennent moins violentes par la suite, elles demeurent cependant marquées par ces antagonismes qui se prolongent et se réaffirment au-delà du moment de l'installation.

Les discriminations envers les habitants des zones les plus récemment occupées se jouent souvent sur l'opposition « nationaux » versus « étrangers ». Les secteurs les plus précaires, les moins urbanisables, sont ceux qui connaissent la part d'étrangers la plus importante. La sur-représentation des étrangers dans ces secteurs a renforcé l'idée selon laquelle la pauvreté était majoritairement étrangère au Costa Rica. Dans ce contexte, les micro-hiérarchies au quartier trouvent notamment à s'exprimer dans un registre discriminant à l'encontre des étrangers en général et en particulier des Nicaraguayens :

« Maintenant, la question qui me préoccupe, c'est la quantité de personnes qui vivent ici dans les *precarios*. Regardez, dans chaque *ranchito* des *precarios*, ils sont combien ? Ils hébergent... je ne sais pas trop, jusqu'à trois familles ! Et comme il y a beaucoup d'étrangers et qu'ils ont cette mentalité de vivre comme ça, tout serrés... n'est-ce pas ? »¹⁶³

« Et ça [*San Jacinto*], c'est plein d'étrangers ! D'étrangers pourris qui ont fait du mal au Costa Rica. Parce que nous, nous sommes très tranquilles. On adore la paix. Faire la fête. Être tranquilles. Manger et dormir. »¹⁶⁴

Ainsi, se dessinent dans les quartiers des micro-hiérarchies entre les différents secteurs. Ces hiérarchies tendent à dévaloriser les derniers arrivés, qui sont généralement les plus précaires, tant par leurs revenus que par leur habitat, les deux étant largement associés. À Carpio, les

¹⁶¹ J. G. ROMÁN MADRIGAL, *La incidencia de las políticas públicas...*, op. cit., p. 171.

¹⁶² Entretien d'un dirigeant de *San Jacinto* réalisé par J.G. ROMÁN en mai 2008 (*Ibid.*, p. 171).

¹⁶³ Entretien avec Gloria, février 2008.

¹⁶⁴ Entretien avec une habitante de l'un des premiers secteurs de Rincón Grande, janvier 2010.

secteurs ne correspondent pas aussi distinctement à des étapes différenciées de peuplement qu'à Rincón Grande. Les logiques de différenciation et de distanciation entre les secteurs sont malgré tout très visibles. Elles recoupent au moins partiellement le schéma des hiérarchies socio-spatiales au quartier. La différence est en effet notable entre les secteurs situés sur des terrains stabilisés et donc sur le haut de l'îlot rocheux et ceux qui sont situés dans les zones moins accessibles (près des cours d'eau) ou sur des terrains plus escarpés. C'est en effet aux abords des rivières que l'on observe les plus importantes concentrations de populations marginalisées.

À Carpio, comme à Rincón Grande, on observe donc des hiérarchisations sociales qui sont souvent territorialement définies. Entre les différents secteurs, et à l'intérieur même de ceux-ci, apparaissent des logiques de différenciation et de distinction entre des populations relativement établies et d'autres plus marginalisées. Les individus mieux établis justifient ces logiques par les comportements considérés comme déviants qu'ils attribuent aux outsiders et qui se révèlent partiellement vrais¹⁶⁵. Pour ces groupes de « dominants des dominés », se désolidariser de la « minorité du pire » constitue un ressort d'affirmation de soi central. Cependant, les plus dominés n'assimilent pas sans répliquer cette mauvaise image et s'appliquent de leur côté à s'en distinguer.

4.3. À la recherche de l'infériorité : la difficile ambition de la supériorité des plus précaires

Tous les habitants des *barrios urbano-marginales* ne disposent pas de ressources équivalentes pour se démarquer de l'image dégradante qui leur est assignée. Cela apparaît notamment difficile pour les plus dominés, souvent montrés du doigt pour les handicaps qu'ils cumulent. Or, il arrive malgré tout aux habitants les plus dominés d'avoir recours à des stratégies de distinction. La façon dont ils se distinguent n'est pas sans rappeler les stratégies étudiées par Serge Paugam dans son travail sur la cité du Point du Jour. Serge Paugam distingue les *fragiles* des *assistés*, et montre que si les premiers « ne cessent de se comparer à ceux qui détiennent une meilleure position dans la hiérarchie sociale », les seconds quant à eux

¹⁶⁵ La question de savoir dans quelle mesure les groupes les plus ostracisés correspondent effectivement à l'image qui est donnée d'eux dépasse le propos de ce chapitre. Il est cependant indéniable que ces groupes tendent à se conformer au moins partiellement à cette image, ce qui peut s'expliquer par les différences socio-économiques mais aussi par la stigmatisation elle-même. De fait, si les groupes d'« établis » étudiés ici n'ont pas le même degré d'intégration que dans le cas de *Wiston Parva* étudié par N. ELIAS, on observe néanmoins des frontières entre des groupes mieux établis et d'autres plus marginaux. Là encore leurs comportements peuvent être considérés comme interdépendants, se reproduisant et se confortant mutuellement. À ce titre, on peut aussi penser que la conscience que les mieux établis ont de leur position et le mépris qu'ils opposent aux plus marginaux ont pour contrepartie des actions et des comportements qui renforcent et alimentent la mauvaise image dont ces derniers font l'objet. (N. ELIAS, J. L. SCOTSON, *Logiques de l'exclusion...*, op. cit., p. 225).

« cherchent des signes d'infériorité parmi leurs semblables »¹⁶⁶. Par leur stratégie de distinction, les *assistés* chercheraient donc à échapper au nivellement par le bas, à se distancier individuellement de personnes jugées inférieures, aussi infime soit la différence entre eux¹⁶⁷. C'est la stratégie que l'on retrouve notamment dans le discours de Liliana.

Liliana réside dans l'un des secteurs les plus défavorisés de Rincón Grande, la Cueva de San Jacinto. Venue s'y installer dans les années 1990, elle s'y est maintenue avec ses quatre enfants après le départ de son mari. Depuis la naissance de son premier enfant, qu'elle a eu à l'âge de quinze ans, Liliana ne travaille plus et vit dans une situation de pauvreté extrême. Le récit qu'elle livre de sa vie est empreint de regrets et de jugements négatifs sur son parcours. Dans le même temps cependant, elle fait preuve d'un souci constant d'atténuer le discrédit qui pourrait peser sur sa personne, notamment en affirmant sa différence, ici vis-à-vis d'une voisine.

Après être revenue sur ses sorties régulières avec sa voisine, puis sur sa décision d'y mettre un terme (voir supra), elle explique :

« Des fois, je parlais avec elle, cette voisine... comment te dire... c'est une personne qui était... perdue dans l'alcool. Et l'an passé, elle a eu un accident... en septembre je crois... en décembre... ils lui ont enlevé [la garde de] sa fille à cause d'un différend avec le père... [...] Comme elle buvait... et que le papa de la petite buvait aussi... [Le Conseil national pour l'enfance] a donné la garde de la petite à une de ses tantes. Et elle a passé tout le mois de décembre à pleurer. [...] Et je lui ai dit, je suis là ! Ayant été ton amie dans la débauche, je suis là. Je lui ai parlé. 'Prends soin de toi' 'Remets-toi... surtout pour la petite... parce que quand on est tout petit, on a besoin de sa maman' [...] Et puis, c'est passé. Et un jour, elle est partie. Je l'ai vue un vendredi, on a discuté. Elle était là le samedi. Et le dimanche, elle est partie. Elle n'est plus jamais revenue. Une voisine m'a dit qu'elle allait mal, qu'ils avaient envoyé chercher la famille. Ils ne pensaient pas qu'elle s'en sortirait. Une hépatite. Elle a laissé les six enfants... et surtout les trois derniers... encore mineurs »¹⁶⁸.

Liliana montre ainsi que si elle a pu être une « mauvaise mère », en délaissant ses enfants, sa situation n'est néanmoins pas comparable à celle de sa voisine, présentée comme alcoolique et abandonnant ses enfants, certes malgré elle au final. Elle met en exergue une image particulièrement négative d'une voisine, s'en différenciant, et faisant ainsi valoir, en creux, ses propres qualités de mère. Ce mode de distinction rappelle la nécessité, y compris pour les plus dominés, de trouver à se désolidariser d'un environnement dénigré.

Ainsi, l'assimilation du stigmatisme n'apparaît jamais totale. Loin d'accepter passivement les représentations négatives qui leur sont imputées, les interviewés s'appliquent à négocier une image d'eux-mêmes acceptable, voire valorisée. Dans le même temps, ces stratégies d'évitement du stigmatisme et de distinction ne se fondent pas (ou peu) sur une image positive du

¹⁶⁶ S. PAUGAM, *La disqualification sociale...*, op.cit., p. 204.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 198.

¹⁶⁸ Entretien avec Liliana, décembre 2012.

quartier. Au contraire, la plupart des stratégies et des tactiques observées ici s'appuient sur une représentation négative du quartier et de ses habitants. Les interviewés mobilisent en effet une image particulièrement chaotique (voire même parfois caricaturale), qui leur permet de mieux s'en démarquer individuellement. Dénoncer la saleté, la violence endémique, les mauvaises mœurs, c'est en effet marquer sa distance vis-à-vis des délinquants ou des mauvais parents et affirmer son aspiration à vivre une vie paisible et ordonnée.

Les logiques discursives ici mobilisées témoignent d'un refus d'être assimilé au quartier, et d'une ambition de distinction individuelle. Elles s'opposent, au moins partiellement, à l'émergence d'un groupe homogène. En ce sens, l'ambition de la distinction et de la distanciation à l'égard de l'ensemble ou d'une partie des habitants du quartier ne favorise pas l'émergence d'un fort sentiment de communauté. Comme les habitants de la cité HLM du Point-du-Jour étudiés par Serge Paugam, les habitants de Carpio comme de Rincón Grande constituent des groupes « perpétuellement divisé[s] contre [eux]-mêmes »¹⁶⁹. En effet, les enquêtés tendent à se définir les uns contre les autres. Pourtant, si l'ambition de la démarcation et de la distinction ne favorise pas un attachement au territoire, elle ne l'empêche jamais totalement comme le montrent les chapitres suivants.

* * *

Les habitants des *barrios urbano-marginales* étudiés se voient donc assigner une identité particulièrement discréditée. Parce qu'ils font valoir qu'ils partagent largement les valeurs dominantes sur lesquelles repose leur discrédit, les enquêtés paraissent assimiler leur propre infériorité sociale. S'ils acceptent les images négatives associées au quartier et à leur mode de vie, cela ne les empêche pourtant pas de chercher à négocier une meilleure image d'eux-mêmes. Les stratégies mises en œuvre à cette fin reposent principalement sur la démarcation vis-à-vis du quartier et sur des logiques de distinction à l'encontre de leur voisinage. Ce faisant, ces stratégies renforcent les micro-hiérarchies. Les nombreux déménagements, les liens de solidarité fragiles entre les habitants comme les stratégies de différenciation et de report du stigmatisme constituent autant de marqueurs de la difficile identification à des quartiers fortement relégués socialement.

Il arrive cependant que certains enquêtés s'appuient sur une présentation positive du quartier pour négocier une meilleure image d'eux-mêmes. Cela pourra même s'accompagner

¹⁶⁹ S. PAUGAM, *La disqualification sociale...*, op.cit., p. 175.

de la référence à un « nous », présenté en victime d'un système politique et médiatique. L'usage de ce registre discursif, qui repose sur la promotion d'une identité collective au quartier, montre que certains individus s'attachent à se faire les représentants de groupes issus du quartier. Les chapitres qui suivent interrogent la façon dont des individus peuvent s'attacher à ces espaces sociaux relégués et se trouver en mesure de s'en poser en porte-parole.

Chapitre 4 - S'engager pour « sa communauté » à Carpio et à Rincón Grande de Pavas

« À chaque fois, le gouvernement en place... ou l'État... [...] cherchent ces supposés dirigeants... et donc, le dirigeant de la communauté, [...] il fait une espèce de groupe... et en général, ce sont les personnes qui ont le plus d'aptitude pour parler en public... même s'ils parlent mal... ou qu'ils n'ont pas de formation... ce sont des gens qui parlent plus... et donc les gens les mettent devant, pour qu'ils soient les leaders »¹.

À Carpio comme à Rincón Grande, on compte de nombreux dirigeants (*dirigentes* ou *líderes*). Chacun se trouve à la tête d'un groupe plus ou moins formalisé, qui se situe sur un territoire plus ou moins bien défini, et que chacun nomme, non sans un certain flou, *la communauté*. Le dirigeant opère comme une interface entre « sa communauté » et l'extérieur (agents de l'État, responsables politiques, employés d'ONG ou universitaires...). Dès le début de sa carrière, puis tout au long de celle-ci, le dirigeant joue un rôle de porte-parole, parlant et agissant au nom d'autres que lui sans forcément laisser présager de sa légitimité localement. Endosser un tel rôle repose sur la capacité de l'individu à se sentir autorisé à parler au nom d'autres que lui-même et, qui plus est, de le faire auprès d'interlocuteurs dont le statut social est généralement supérieur au sien. Or, dans des quartiers marqués par une forte stigmatisation et par des processus de désaffiliation, la réalisation d'une telle carrière repose sur des conditions de possibilité et requiert des dispositions (notamment la confiance en soi) qui ne sont pas également réparties socialement². Dans la lignée des travaux qui ont montré la pertinence d'une approche interactionniste et processuelle de l'engagement, je m'attache dans ce chapitre à analyser les *carrières* de dirigeants de quartier de Carpio et de Rincón Grande afin de saisir les conditions et les dispositions nécessaires à l'enrôlement (section A) puis au maintien dans une position de porte-parole (Section B)³. On verra notamment que si certaines dispositions

¹ Entretien avec Mayra, novembre 2009.

² De nombreux travaux montrent ainsi que les dispositions à parler en public sont inégalement réparties socialement. À ce titre, voir: D. CARDON, J.-P. HEURTIN, C. LEMIEUX, « Parler en public », *Politix*, vol. 8, n°31, 1995. Cette question a tout particulièrement été abordée dans les travaux sur les dispositifs participatifs. Voir par exemple : L. BLONDIAUX, « La démocratie par le bas : prise de parole dans les conseils de quartier du vingtième arrondissement de Paris », *Hermès*, n°26-27, 2000 ; L. BLONDIAUX, S. LEVÊQUE, « La politique locale à l'épreuve de la démocratie. Les formes paradoxales de la démocratie participative dans le XX^e arrondissement de Paris », in C. NEVEU (dir.), *Espace public et engagement politique. Enjeux et logiques de la citoyenneté locale*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 17-82.

³ Sur ces approches, voir : O. FILLIEULE, « Propositions pour une analyse processuelle... », *op. cit.* ; ou encore les articles du numéro de *Sociétés contemporaines* sur « Les incidences biographiques de l'engagement » (C.

peuvent être antérieures à l'engagement, d'autres se développent au fil même de celui-ci, dans les activités que les dirigeants sont amenés à réaliser et par la socialisation qu'elles permettent.

Section A - Devenir dirigeant : dispositions et condition de possibilité d'un engagement localisé

Comment devient-on dirigeant ? Quels sont les dispositions et les logiques de situation qui favorisent un « enrôlement »⁴ dans les organisations de quartier et plus encore l'accès à des positions de coordination et de représentation qui caractérisent le rôle de dirigeant ? On va voir dans cette section que l'accès aux positions de représentation est largement marqué par les rapports sociaux liés à l'âge, au sexe et à la nationalité. Pour comprendre les logiques du recrutement des dirigeants qui prévalent ici, je me propose d'analyser les carrières de plusieurs dirigeants en saisissant différentes étapes de l'enrôlement au sein des organisations de quartier. Ce faisant, il s'agit de voir notamment de voir comment les logiques de division du travail au sein des organisations peuvent favoriser des logiques d'exclusion (et d'auto-exclusion) participant ainsi de la marginalisation de certains profils aux positions de dirigeants.

1. Des ressources inégalement réparties

Devenir dirigeant dépend de logiques de situation mais aussi (et surtout) d'un certain nombre de dispositions qui favorisent l'endossement d'un tel rôle. Le fait de s'autoriser à parler au nom d'autres que soi et donc de se poser en porte-parole de tout ou partie des habitants du quartier dépend en effet de dispositions que les individus acquièrent en amont de l'engagement ou dans l'engagement lui-même. Ces dispositions (à parler en public, à interagir avec les agents de l'État et le personnel politique...) sont cependant inégalement réparties notamment en fonction de l'âge, de la nationalité et du sexe des individus.

LECLERCQ, J. PAGIS (coord.), « Les incidences biographiques de l'engagement », *Sociétés contemporaines*, n°84, 2011), et notamment, dans ce numéro, l'article de Lucie BARGEL (« S'attacher à la politique..., *op. cit.*).

⁴ Je reprends ici la distinction qu'opère notamment O. FILLIEULE entre l'enrôlement et l'attachement (qui renvoie à la question du maintien des engagements). In « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », in O. FILLIEULE (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 17-48.

La question de l'âge

Première variable qui semble peser sur l'engagement dans les organisations de quartier, l'âge. Si le jeune âge des individus ne semble pas être un frein à l'engagement, l'âge des membres tend cependant à s'accroître au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie des organisations. L'affiliation à une organisation de quartier est en effet largement dépendante de l'entrée dans la vie de famille : en matière de logement, cet aspect est particulièrement net, puisque c'est principalement à partir du moment où ils quittent le foyer parental pour fonder leur propre foyer que les habitants de ces quartiers s'affilient à un comité pour le logement. Parmi les membres des bureaux associatifs (et donc les membres engagés plus activement dans les organisations), les plus jeunes ont généralement autour de 30 ans (exception faite des proches de dirigeant qui sont, comme on l'a souligné (voir *supra*), beaucoup plus jeunes). Ici, l'occupation professionnelle des hommes et la concentration des femmes sur la sphère privée (manque de disponibilités que supposent les enfants en bas âge) jouent un rôle important dans la sous-représentation des plus jeunes parmi les membres de ces organisations. Enfin, lorsque l'on s'intéresse aux dirigeants (ceux qui occupent les postes de président et qui monopolisent les activités de porte-parolat), il apparaît que la moyenne d'âge est encore plus élevée (mes enquêtés avaient entre 35 et 65 ans en 2010). Ce décalage est lié aux mécanismes d'exclusion et d'auto-exclusion qui renvoient au manque de dispositions (goût pour parler en public, notoriété dans le quartier, réseau relationnel dans les organisations de quartier et à l'extérieur du quartier...) dont pâtissent souvent les plus jeunes (ce manque de disposition peut néanmoins être compensé par des ressources scolaires, ressources qui conduisent néanmoins les plus jeunes membres de ces organisations à s'engager dans d'autres sphères, notamment hors du quartier).

Les femmes à la marge des positions de pouvoir

Autre variable qui pèse fortement sur l'engagement au quartier, le sexe. La sociologie de l'engagement a largement montré le rôle que jouaient les rapports sociaux de sexe dans la structuration du militantisme⁵. Ces travaux ont notamment mis en évidence la tendance à la

⁵ À ce titre, voir notamment : O. FILLIEULE, P. ROUX (dir.), *Le sexe du militantisme, Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009 ou encore les articles du numéro de *Politix* dirigé par Olivier FILLIEULE, Lilian MATHIEU et Patricia ROUX : Dossier « Militantisme et hiérarchies de genre », *Politix*, n°78, 2007.

marginalisation des femmes, voire à leur exclusion, des positions de pouvoir. À ce titre, les organisations de quartier que j'ai pu étudier, à Carpio comme à Rincón Grande, ne font pas exception. En effet, si les femmes sont largement majoritaires au sein des organisations de quartier, leur part tend à décroître au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie associative. Si les logiques patriarcales pèsent sur les possibilités d'accès aux postes à responsabilité (participation/non participation), elles jouent également sur les modes de participation, puisque les femmes qui réussissent à occuper de tels postes le font généralement en adoptant les codes masculins du pouvoir local (virilité, registre combatif, goût pour les travaux en extérieur...).

Dans les différentes organisations de quartier de Carpio comme de Rincón Grande de Pavas, les femmes sont largement majoritaires. Si l'on participe généralement au titre d'un « foyer », et que les différents membres de chaque foyer peuvent être conduits à se présenter aux réunions, ce sont néanmoins les femmes et plus particulièrement les mères qui sont les plus présentes lors des réunions. À ce titre, les photos ci-dessous montrent bien cette importante présence féminine (voir les illustrations n°14 et 15 à la page suivante).

**Illustration 14 – Assemblée générale de la Coopérative de la Cueva de San Jacinto
(Yolanda, 2013)**



**Illustration 15 – Assemblée générale de l'association du secteur Santa Teresa Norte
(Carpio)
(Journal de la Carpio, n°12, 2011)**



Los socios que estuvieron en la asamblea de la asociación escucharon con atención la información que se les brindó.

La surreprésentation des femmes dans les associations de quartier a été soulignée dans de nombreux travaux⁶. Cette place centrale est à associer aux attentes normatives genrées qui pèsent sur elles. C'est en effet du fait de leur implication dans les responsabilités domestiques et familiales que les femmes s'engagent fortement dans ces organisations dont le but premier est de lutter pour l'amélioration des conditions de vie domestiques. De façon tout aussi classique cependant, il faut noter que cette surreprésentation des femmes tend à se réduire voire à disparaître au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie communautaire. À ce titre, le tableau ci-dessous, sans avoir vocation à être systématique, rend bien compte de la part importante des hommes dans les bureaux associatifs et en particulier dans les fonctions de présidence.

Tableau n°9 - Part et position des femmes dans des organisations communautaires de Carpio et de Rincón Grande

Nom de l'organisation et année concernée	Nombre de femmes dans le bureau	Nombre d'hommes dans le bureau	Sexe du/de la dirigeant-e principal-e
Coopérative de la Cueva de San Jacinto - RGP (2009)	7	1	Femme
Association de développement de San Jacinto - RGP (2009)	5	3	Homme
Association du secteur Santa Teresa Norte – Carpio (2012)	4	4	Homme
CCORCA – Carpio (2005)	3	4	Homme
CCORCA – Carpio (2010)	3	8	Homme
CCORCA – Carpio (2013)	5	6	Femme
Comité de santé de la Carpio (2012-2014)	3	4	Homme
Comité d'école (Carpio) (2012)	6	2	Femme

Sources: carnet de terrain, archives de la coopérative de la Cueva de San Jacinto, de l'association de développement de San Jacinto et des Services du Défenseur des habitants, page facebook de *La communauté de La Carpio* et *Journal de la Carpio*.

⁶ C'est notamment ce que mettent en lumière les travaux sur les mobilisations autour de la défense du cadre de vie et de voisinage dans les quartiers populaires : L. RODRÍGUEZ, « Barrio Women: Between the Urban and the Feminist Movement », *Latin American Perspectives*, vol. 21, n°3, 1994 ; B. MARQUES-PEREIRA, « Trois décennies de mobilisations féminines et féministes en Amérique latine », *Cahiers des Amériques latines*, n°39, 2000. Dans le cas costaricien plus particulièrement: J. RAMÍREZ ACHOY, « ¿Politizando la maternidad o maternizando la política? », *op. cit.* ; E. REDONDO MORALES, J. RAMÍREZ ACHOY, « Mujeres en pugna..., *op. cit.*

La surreprésentation des hommes dans les positions hiérarchiques les plus élevées repose sur une division particulière du travail au sein des organisations. Alors que les hommes investissent plus rapidement les fonctions de représentation notamment auprès du personnel politique et administratif, les femmes se chargent plus facilement de tâches perçues comme subalternes et supposément « féminines », qui sont dans la continuité des occupations domestiques (faire les sandwiches pour les activités, aborder les questions liées aux enfants et à l'école, nettoyer les salles communales...). En se positionnant dans une posture de soutien et en remplissant les fonctions de *petites mains*, les femmes reconvertissent bien souvent dans les associations de quartier des savoir-faire acquis dans l'espace domestique mais qui sont à ce titre peu valorisées. Cependant, et comme le montrent de nombreux cas à Carpio comme à Rincón Grande qui seront développés par la suite, cette division du travail dans les organisations n'empêche pas totalement l'accès des femmes aux positions de leadership. La façon certaines dirigeantes endossent ce rôle, en mobilisant un registre viril et en reproduisant à leur tour une division genrée du travail au sein de leur entourage (au sein de leur famille comme de leur entourage extra-familial), montre cependant que ces trajectoires ne s'inscrivent pas dans une remise en cause des logiques patriarcales caractéristiques de l'espace associatif local⁷.

Des étrangers peu représentés dans les positions de dirigeants

Autre variable qui pèse sur l'engagement : la nationalité. Dans une partie des quartiers étudiés, et en particulier à Carpio, les étrangers et en particulier les Nicaraguayens constituent une partie importante de la population. Ainsi, selon un recensement réalisé en 2008, la population de la Carpio comptait alors 48,5 % de Nicaraguayens. Sur l'ensemble des foyers recensés, 70% avaient alors un chef de famille de nationalité nicaraguayenne. Dans le cas de Rincón Grande, la part des étrangers est bien moindre⁸. Selon le recensement de 2011, la part des étrangers dans le quartier est de 15,6%. Ce chiffre est de fait inférieur au reste du district, qui compte une large population expatriée (16,3% de la population de Pavas est étrangère et 22,2% des foyers ont à leur tête un étranger). Cependant, plus l'on se concentre sur les secteurs les plus précaires et plus les étrangers constituent une part importante de la

⁷ Sur les modes d'endossement de rôle au quartier, voir le chapitre 5 de cette thèse.

⁸ Il est impossible de dire avec exactitude la part des Nicaraguayens parmi les résidents étrangers. Soulignons cependant qu'à l'échelle du Costa Rica, les Nicaraguayens représentent en 2011 près de 75% de la population immigrée.

population (sans être cependant véritablement comparable avec le cas de La Carpio) : ainsi, à San Jacinto, c'est plus de 25% de la population qui est immigrée (38,2% si l'on regarde les chefs de foyers). Le chiffre peut être particulièrement élevé dans les zones de *precarios*. Ainsi, par exemple, dans le cas de la Cueva de San Jacinto, sur les 74 familles habitant le *precario* et ayant fait l'objet d'un recensement de la part des associations de quartier⁹, on comptait 46 foyers avec un chef de famille nicaraguayen et 28 avec un chef de famille costaricien.

Nombreux à habiter certains secteurs de Rincón Grande comme de Carpio, les Nicaraguayens sont également présents dans les associations et notamment dans les bureaux des organisations de quartier¹⁰. À titre d'exemple, en 2009, le bureau de la coopérative de La Cueva de San Jacinto est ainsi composé de trois Nicaraguayens et de cinq Costariciens (dans le reste de l'association, il y a 18 Nicaraguayens pour 63 membres) ; celui de l'association de développement de San Jacinto est quant à lui composé de 5 Nicaraguayens pour 3 Costariciens. Dans le cas du Conseil communal des associations de la Carpio (CCORCA), qui est la principale interface entre le quartier de Carpio et les institutions publiques, le bureau de l'association comptait six Costariciens et une seule Nicaraguayenne, nommée au titre de « représentante des migrants », au moment de sa création¹¹. Depuis lors, le nombre de Nicaraguayens dans l'organisation a augmenté : en 2010, par exemple, sur 11 membres qui composent le bureau, 7 sont costariciens et 4 sont nicaraguayens. Autre exemple celui de l'association Santa Teresa Norte en 2011 : sur 6 membres dont la nationalité est connue (sur les 8 membres du bureau), 3 sont costariciens et 3 sont nicaraguayens¹².

Bien que moins nombreux que les Costariciens au sein des bureaux des associations de ces deux quartiers, les Nicaraguayens y sont malgré tout présents de façon non négligeable. Cependant, lorsque l'on se concentre sur les principaux postes à responsabilité que constituent les postes de président, ou de *leader* dans les organisations plus informelles, la sous-

⁹ En 2009, José Luis et Yolanda se sont chargés de recenser sur leurs secteurs les familles demandeuses de solution en matière d'habitat. Ce recensement ne porte cependant que sur une partie des familles (puisque'il ne prend en compte que les familles qui sont membres de la coopérative, et celles qui, non membres de l'association, pourraient néanmoins être concernées par un relogement, ou un bon de l'habitat. Il ne prend donc pas en compte les familles les plus récemment installées). Je reviendrai par la suite sur ce type d'initiatives, généralement encouragées par les institutions publiques, et qui relèvent à la fois d'un souci de faire nombre et de montrer le sérieux des organisations par le maniement d'un registre technique.

¹⁰ En l'absence de données précises sur cet aspect, j'ai réalisé une recherche en fonction des numéros de carte d'identité. Dans certains cas cependant, je ne disposais pas des numéros en question, expliquant des résultats parfois lacunaires.

¹¹ *Convenio para la administración financiera y contable de 'Fondo para proyectos de desarrollo social en la comunidad de La Carpio'*, 19.05.2005.

¹² *Journal de La Carpio*, n°12, 2011, p. 3.

représentation des Nicaraguayens se fait alors plus nette. En 2008, un rapport portant sur « *l'intégration de la population migrante, nationale et réfugiée à travers le mouvement communautaire costaricien* » montrait ainsi que les Nicaraguayens étaient assez peu présents dans les organisations communales et en particulier au niveau des postes à responsabilité¹³. Ainsi, sur 35 associations de développement de l'Aire métropolitaine de San José dont les bureaux étaient notamment composés d'étrangers, aucune n'avait à sa tête une personne de nationalité étrangère. À ce titre, le cas de La Carpio est révélateur. Si les étrangers, et en particulier les Nicaraguayens, occupent des positions dans les bureaux des organisations, ils atteignent cependant des positions moins élevées que les Costariciens dans la hiérarchie associative.

Cette situation est bien sûr liée à la réalité juridique, qui, jusqu'en 2005, interdisait aux étrangers d'être élus dans les bureaux des associations de développement. L'aspect juridique ne suffit cependant pas à expliquer pourquoi les Nicaraguayens qui ont accédé depuis 2005 à des positions dans les bureaux des associations formalisées sont généralement restés cantonnés à des positions plus marginales. Les observations réalisées à Carpio et à Rincón Grande permettent en ce sens d'apporter quelques éléments de réponse.

Cette sous-représentation des Nicaraguayens dans les positions de leadership doit principalement être mise en lien avec leur position particulièrement dominée et la stigmatisation dont ils font l'objet dans la société costaricienne. Cette position n'empêche pas la mobilisation active des Nicaraguayens dans les organisations de quartier, elle pèse néanmoins négativement sur leur propension à développer un goût à parler en public et ce d'autant plus que cela implique des interactions avec des acteurs dominants. Ainsi, si des Nicaraguayens s'engagent activement et peuvent endosser leur rôle sur le même mode que les Costariciens, ils sont également plus à même d'être stigmatisés (ou d'interpréter les interactions avec les agents de l'État et le personnel politique sur ce registre). C'est notamment ce que montrent les propos d'Elda, la vice-présidente de l'association de développement de San Jacinto que dirige José Luis :

« Elda : C'est comme ça que j'ai commencé à m'engager en politique [*que yo me metí en la política*]. C'est lui [*José Luis, dirigeant de San Jacinto*] qui nous pousse... Allez Elda, il faut que tu fasses ça...

CF : *Parce qu'au final, vous ne votez pas ?*

Elda : non... mais des fois, ça nous fait mal... parce que tu vois cette Rosa [*assistante du candidat à la députation*]... Et bien, quand il [*le candidat*] a dit qu'il allait nous donner un coup de main... et bien... Parce que c'est nous [*i.e. quatre femmes qui travaillent alors aux côtés de José Luis et sont dans le*

¹³ F. M. MONTERO MORA (coord.), *Informe final del Programa «Entre Vecinos»*, San José, 2008.

bureau de l'association de San Jacinto] qui avons sorti les votes [*sacamos los votos*] ! Et ça a toujours été nous ! Alors oui, Gerardo, monsieur Isidoro et Daniel d'accord, ils sont *ticos* [*diminutif de 'costariciens'*], mais sortis de là : Mery, Jessica y Reina... et moi, on est toutes *nicas* ! Et depuis la première fois que l'on a travaillé... la première fois, c'était pour Óscar Arias. Après... pour cette dame là... avec Pacheco... on a encore travaillé... et avec ce Monsieur là... celui qui s'est lancé la semaine dernière... comment il s'appelle déjà ?

CF : Johnny Araya [*maire de la ville de San José*] ?

Elda: Oui, avec Johnny Araya, on a travaillé deux fois! Disons que nous avons beaucoup travaillé avec eux. Nous avons beaucoup d'expérience. Et c'est pour cela qu'ils viennent toujours nous chercher ! Mais ce jour-là... ce qu'elle a dit cette dame, c'est que les étrangers, on n'aime pas travailler ! Et donc, je me suis fâchée ! Parce que oui, les principales personnes à sortir des votes ici, ce sont des étrangers »¹⁴.

Le propos d'Elda est révélateur des difficultés pour les Nicaraguayens à se sentir reconnus pour leurs actions dans la sphère politique, et notamment en matière de mobilisation électorale. Les formes de disqualification dont ils font l'objet (ou ce qu'ils interprètent comme telles) rendent ainsi difficile une prise de rôle semblable à celle des Costariciens, notamment sur ce qui relève du travail de représentation au sein des institutions étatiques.

Ainsi, les rapports sociaux liés à la nationalité et ceux liés aux rapports de classe se trouvent inextricablement mêlés, structurant fortement la division du travail au sein des organisations communautaires entre les Nicaraguayens et les Costariciens. Cela se traduit notamment par un cantonnement des Nicaraguayens à des seconds rôles. Restant en retrait lors des interactions avec les représentants des institutions publiques, ils s'investissent en effet principalement sur les tâches subalternes (mais néanmoins centrales) de gestion quotidienne des organisations, mais aussi, dans le cas de Carpio, dans des activités liées à la promotion de la culture nicaraguayenne ou de la multiculturalité, et dans la lutte contre la discrimination et les stigmatisations. Cette division du travail au sein des organisations n'empêche pas cependant totalement l'émergence de dirigeants de quartier de nationalité nicaraguayenne. Ces dirigeants tendent cependant à faire carrière sur les territoires où les Nicaraguayens sont les plus nombreux et où la précarité sociale est la plus forte, se trouvant ainsi assignés à un statut de représentant des étrangers (voir notamment les cas de Concepción et de Carlos Alberto, *supra*)¹⁵. Si cette posture tend à en faire des acteurs dominés au sein des

¹⁴ Entretien Elda, novembre 2010.

¹⁵ Les contraintes qui pèsent sur les trajectoires des Nicaraguayens dans le milieu communautaire et sur la façon dont ils endossent leur rôle de dirigeant (et donc de représentant) ne sont pas sans rappeler celles décrites dans les travaux sur les candidats et les élus de la « diversité » en France. Voir notamment : M. CARTIER, I. COUTANT, O. MASCLÉ, Y. SIBLOT, « Promotion et marginalisation des candidats de la 'diversité'... », *op. cit.* ; M. AVANZA, « Qui représentent les élus de la 'diversité' ? Croyances partisans et points de vue de 'divers' », *Revue française de science politique*, vol. 60, n°4, 2010, p. 745 - 767. Je me permets également de renvoyer à C. FLODERER, C. MATTINA, N. MAÏSETTI, J. RANNOUX, « Des intermédiaires communautaires ? Regards comparés sur la représentation politique locale dans la 'diversité' à Marseille » in « *La mesure des*

organisations de quartier et à rendre difficile la reconnaissance de leur leadership par les agents de l'État et le personnel politique, ils peuvent néanmoins trouver au sein des milieux universitaires et des ONG des ressources d'intermédiation.

Ainsi, l'accès à des postes de dirigeants est largement structuré par les rapports sociaux liés à l'âge, au sexe et à la nationalité. Une analyse des trajectoires des dirigeants de Carpio et de Rincón Grande permet en ce sens de mieux saisir les logiques qui prévalent à la sélection de certains profils.

2. S'engager activement dans les associations de quartier

À de rares exceptions près, les individus qui endossent le rôle de dirigeant ont eu, en amont une expérience d'engagement, plus ou moins longue, au sein des organisations communautaires. À ce titre, s'interroger sur les logiques du recrutement des dirigeants de quartier implique de saisir, dans un premier temps, les logiques de l'engagement actif dans les associations de quartier.

2.1. Présence au quartier et disponibilité biographique

Dans les quartiers étudiés ici, les organisations de quartier sont nombreuses. Comités pour le logement, cantines communautaires, organisations sportives... ces organisations, aux degrés de formalisation divers, comptent souvent de nombreux membres qui ne prennent cependant pas une part active dans leur gestion, et s'apparentent donc plus à des bénéficiaires desdites organisations. Si l'affiliation à une association est un acte relativement peu contraignant¹⁶, l'investissement actif est autrement plus engageant. Pour le dirigeant (qui est généralement à la tête d'une organisation de quartier) et pour son entourage proche, son premier cercle (qui constitue généralement le bureau de l'organisation quand celle-ci est quelque peu formalisée), la première contrainte qui pèse sur l'engagement, c'est d'être en mesure de se rendre disponible. De fait, et comme l'ont montré de nombreux travaux, la disponibilité biographique

territoires en mutations ? Les transformations de l'ancrage territorial et social du politique, Rapport Région-PACA - Université d'Avignon/IEP d'Aix-en-Provence/Aix-Marseille Université/Université Nice-Sophia Antipolis, Avril 2014.

¹⁶ L'affiliation repose néanmoins en général sur une présence régulière aux réunions et sur le paiement d'une cotisation.

constitue un « facilitateur d'engagement » qu'il est important de prendre en compte¹⁷, en s'intéressant à la fois à la situation professionnelle et familiale des individus.

En matière d'occupation professionnelle, la plupart de mes enquêtés actifs dans leur association ont une situation qui leur permet – ou les contraint – à passer beaucoup de temps au quartier. Il y a bien sûr des exceptions, comme Olfran qui occupe un poste de lithographe dans une entreprise de conditionnement de produits alimentaires alors même qu'il débute et poursuit sa carrière de dirigeant, ou Agustín, qui travaille comme agent de sécurité. Mais les salariés travaillant à l'extérieur du quartier de façon stable sont rares parmi les membres actifs. La plupart d'entre eux tendent en effet à avoir des activités professionnelles assez flexibles et/ou fortement ancrées au quartier.

Certains emplois permettent en effet à ceux qui les occupent de passer beaucoup de temps au quartier. C'est le cas notamment des employés municipaux, et en particulier de ceux rattachés au Service de la rénovation et de l'aménagement urbain de la municipalité, tels que Patricia, Gustavo et Eduardo ou de Roy, employé de la décharge de Carpio. C'est également le cas des petits commerçants et artisans qui travaillent à leur compte dans le quartier : Pablo et Miguel, qui sont tailleurs ; Roberto, qui loue ses services comme maître d'œuvre ; Ceci, qui travaille dans une petite coopérative qui produit des sacs et des poupées destinés à l'exportation ou encore José Luis, qui gère une petite épicerie-primeur à San Jacinto. Situé à l'angle de deux rues passantes du quartier, son commerce lui permet d'occuper une position privilégiée. De là, il est en mesure d'avoir un œil (et une oreille) sur ce qui se passe dans le quartier et d'être facilement *sollicitable* – voire incontournable – lorsque quelque chose se produit¹⁸.

Parmi ceux qui passent beaucoup de temps au quartier, il faut également compter ceux (et surtout celles) qui alternent entre petits emplois plus ou moins formels, souvent peu pérennes, et occupations domestiques. C'est notamment le cas de Zuly, de Lety, de Marquita, de Yolanda ou encore de Felipe. Ce dernier est vendeur informel : sa principale occupation consiste ainsi à vendre des CD ou des DVD, et un certain nombre de babioles dans les rues du centre de San José. De temps à autre, lorsque des opportunités se présentent, il offre ses services comme chauffeur ou livreur, rentabilisant ainsi une ressource pas si fréquente au quartier : une voiture. Pendant le temps de mon enquête, j'ai vu Yolanda occuper elle aussi un

¹⁷ Sur le concept de disponibilité biographique, voir notamment : D. MCADAM, *Freedom Summer. Luttres pour les droits civiques. Mississippi 1964*, Marseille, Agone, 2012 [1^{ère} éd. en anglais : 1988], p. 75. Sur la disponibilité biographique comme « facilitateur d'engagement », voir C. HAMIDI, *La société civile dans les cités...*, op. cit., p. 58-60.

¹⁸ La question de l'incontournabilité sera développée dans le chapitre suivant.

nombre important de petits emplois : ouvrière dans une entreprise de confection de tee-shirt, livreuse, conductrice de taxi clandestin, employée dans les magasins de meubles du demi-frère de son fils... Il lui arrive en outre régulièrement de vendre de la viande cuite au barbecue ou encore, en période de Noël, d'ouvrir dans sa baraque une vente de feux d'artifice. Si ces activités lui permettent d'être souvent au quartier, elles reposent en outre sur une sollicitation directe de son voisinage (puisque Yolanda vend une part importante de ces services localement). Nombre de mes enquêtés – et surtout de mes enquêtées – connaissent une situation professionnelle instable qui s'accompagne d'une grande précarité financière que limitent néanmoins les aides sociales et les rétributions de l'engagement¹⁹. Ainsi, le fait de se trouver dans une situation de relative désaffiliation professionnelle paraît jouer en faveur de l'engagement, tant parce qu'il favorise la présence des individus au quartier, que parce qu'ils peuvent trouver dans cet engagement une occupation, un réseau d'entraide et parfois une source de rémunération. Si l'engagement actif dans les organisations communautaires va généralement de pair avec une situation professionnelle favorable à la présence au quartier, il est en outre facilité par une certaine disponibilité dans la sphère domestique.

Les contraintes familiales constituent une variable importante à prendre en compte, notamment pour les femmes. Lorsque l'on s'intéresse aux trajectoires d'engagement de mes enquêtées, il apparaît en effet que leur engagement a été de pair avec une vie « maritale » peu contraignante. À la différence de mes enquêtés hommes qui sont quasiment tous en couple (sur 16 ayant abordé cette question, 13 se déclaraient en couple), la grande majorité de mes enquêtées déclaraient être mères célibataires. Ainsi, sur 17 enquêtées en âge d'avoir des enfants, 12 se déclaraient mères célibataires. Parmi les 5 autres se déclarant en couple, l'une d'elle soulignait néanmoins ne voir son mari que quelques semaines par an (celui-ci travaillant sur des bateaux de croisière)²⁰. En ce sens, l'absence de conjoint à la maison semble plutôt favorable à l'engagement féminin, et ce, pour des questions de temps disponible et d'absence d'obligation maritale, mais parce qu'un tel engagement peut permettre de compenser une absence du conjoint (en termes de rentrées d'argent et réseau d'interconnaissance) par l'insertion dans des réseaux sociaux non familiaux.

¹⁹ Je reviendrai sur cet aspect dans la seconde section de ce chapitre.

²⁰ Selon les chiffres de l'INEC, Carpio compte 14,7 % de mères célibataires. Rincón Grande en compte 18,6%.

C'est notamment ce que montre le cas de Liliana. Jusqu'à la séparation et au départ de son mari, c'est lui en effet qui prenait en charge les activités liées aux organisations communautaires :

« CF : *Et tu travaillais déjà avec Santiago [avant de participer auprès de Yolanda] ?*

Liliana : Non, non... je ne travaillais pas... pas avec lui... celui qui allait à tout ça, c'était leur papa. Quand il fallait aller manifester, aller quelque part, c'est lui qui y allait. [...] Et je le remercie pour ça, parce que pendant qu'il était avec moi, il m'a beaucoup aidée. Sur ce point-là, je ne peux pas dire du mal de lui. [...] Quand ils étaient petits oui, il a été beaucoup là, il m'a beaucoup aidée avec tout ça. Disons que quand Santiago nous demandait... '*on va aller à tel endroit*', et bien il y allait et il me disait reste tranquille, occupe-toi d'eux... le tout petit... et celle qui a aujourd'hui 17 ans... [...] à ce moment-là, je n'étais presque pas dans tout ça. Les seules fois où j'y allais, c'était quand il organisait la petite fête pour les enfants, en fin d'année. Quand il nous faisait dire que l'on amène les petits, on amenait les petits pour leur donner un cadeau »²¹.

Une fois celui-ci parti, elle prend donc le relai en matière d'engagement, et cela d'autant plus qu'elle ne travaille pas et qu'elle a à la fois besoin de s'insérer dans un nouveau réseau de solidarité et le temps pour le faire. Son témoignage met en effet en lumière un autre élément central en matière de disponibilité biographique : les enfants. C'est également ce que montre le récit de Ceci, dirigeante de Carpio :

« Ceci : Au total, [*des enfants*] j'en ai cinq [*elle rit*]. Celle qui est assise là-bas, c'est la plus grande. Il y en a une autre qui est à l'école. Parce je les ai eus en deux étapes. J'ai eu deux filles et ensuite, trois garçons. Et oui, ça a été très... mais maintenant, ça s'est bien arrangé pour moi ! Parce que quand ils sont rentrés à l'école, quand celui-ci est entré à la maternelle, j'ai commencé à plus sortir, parce que je ne sortais pas ! Et ça, ça faisait que j'étais déprimée. Parce que moi, avant, je travaillais, mais en arrivant ici, j'ai arrêté de travailler. Je restais toute seule à la maison... et ça me stressait. Et quand ils sont rentrés [*à l'école*], je suis sortie à l'extérieur. Mes enfants, ils ne vont pas à l'école ici, ils vont à la Uruca. Et donc, je devais sortir, aller à l'école, et être là pour eux. Et donc, ça m'a aidée à mieux me débrouiller et à connaître le quartier. Parce que je ne le connaissais pas et ça me faisait peur. Oui, parce que je ne pouvais pas sortir avec tous les gamins, parce que je me disais que si quelqu'un se mettait à jeter des pierres, comment est-ce que j'aurais pu me mettre à courir avec les trois ? ! Et donc je ne sortais pas... trop peureuse... Et après, c'est passé. J'ai commencé à ne plus avoir peur, je pouvais marcher... et donc, ça fait plus ou moins cinq ans que je travaille dans la communauté. Parce que j'ai plus de temps, parce qu'ils sont grands maintenant, le plus petit a douze ans. Et donc, j'ai plus de temps. Il s'en va de six heures du matin, jusqu'à une heure de l'après-midi. Et quand c'est l'après-midi, il s'en va de onze heures jusqu'à six heures ! Et donc moi, avec tout ce temps ! J'ai commencé à étudier et faire plein de choses... pour ne pas être à la maison, pour ne pas être toute seule. La solitude, je n'aime pas ça. [...] Et donc, j'ai commencé à étudier, à faire des ateliers, sur les travaux manuels et d'autres trucs... »²²

De façon classique, la naissance d'un enfant et la présence d'enfants en bas âge semblent constituer des obstacles à l'engagement. À l'inverse, l'entrée des enfants à l'école tend à faciliter l'engagement. Dans certains cas cependant, cet obstacle peut se trouver compensé par la présence au quartier d'un réseau de proches en mesure de prendre en charge la garde des

²¹ Entretien avec Liliana, novembre 2012.

²² Entretien avec Ceci, carnet de terrain du 17 février 2009.

enfants. C'est notamment le cas de Yolanda ou d'Elda qui s'engagent activement alors que certains de leurs enfants ont moins de trois ans. Toutes deux disposent de parents proches qui se chargent de garder leurs enfants, ce qui a constitué un avantage certain au lendemain de la naissance.

L'engagement au quartier se trouve donc facilité pour les individus qui peuvent se prévaloir d'une présence régulière au quartier et de temps disponible. Cependant, comme le souligne Camille Hamidi, la question de la disponibilité ne peut être interprétée comme une donnée uniquement objective. Elle propose en effet de « *pren[dre] en compte la dimension éminemment subjective de cette disponibilité* », et de considérer que « *la disponibilité n'est pas strictement temporelle, [mais] toujours aussi psychologique* »²³. En ce sens, il faut donc considérer le temps libre, mais aussi l'interprétation subjective qui en est faite, et qui conduit ceux qui s'engagent à considérer ce temps comme devant être occupé en dehors de la maison. À ce titre, c'est bien souvent la solitude des occupations domestiques que les enquêtées mettent en avant pour expliquer leur engagement associatif. Ceci explique ainsi s'investir dans les organisations de quartier « *pour ne pas être à la maison, pour ne pas être toute seule* »²⁴. De façon similaire, Liliana explique :

« C'est bien en même temps [*la coopérative*], parce que quand j'ai des problèmes ici [*à la maison*], je vais là-bas, je me mets à travailler, à parler avec Ana, qui est celle avec qui je suis le plus souvent, parce qu'elle est un peu comme mon âme-sœur »²⁵.

Être présent au quartier, avoir du temps libre, considérer que certaines activités (notamment domestiques) peuvent être remplacées par des activités hors du foyer... voici donc autant d'éléments qui vont faciliter l'engagement actif dans les organisations de quartier. Pour que l'individu s'engage activement, il faut en outre que ces éléments soient combinés à une certaine proximité vis-à-vis d'individus déjà engagés.

2.2. Le rôle des ressources de proximité : réseaux de sociabilités familiales et de voisinage

Connaître et être connu de personnes déjà engagées constitue un autre élément à prendre en compte pour saisir l'engagement²⁶. En ce sens, les récits de mes enquêtés font souvent mention du rôle d'un proche dans l'accès à une position active dans une organisation. Ainsi

²³ C. HAMIDI, *La société civile dans les cités...*, op. cit., p. 59.

²⁴ Entretien avec Ceci, carnet de terrain du 17 février 2009.

²⁵ Entretiens avec Liliana, novembre 2012.

²⁶ L'importance des réseaux dans l'engagement a notamment été soulignée par C. HAMIDI dans son travail sur les associations dans des quartiers populaires en France (*La société civile dans les cités...*, op. cit., p. 63-66).

lorsqu'Elda revient sur son entrée dans le bureau de l'association de San Jacinto, elle fait référence à Mery, une de ses amies et voisines : « *Mery s'est engagée [aux côtés de José Luis], et après, Mery m'a choisie...* »²⁷. De la même façon, quand Yolanda raconte comment elle a connu Santiago (le dirigeant qu'elle a ensuite remplacé), elle met en lumière la relation privilégiée que sa mère entretenait avec ce dernier :

« CF : *Mais toi, tu avais quelle relation avec lui ? Tu étais dans le bureau de son association ?*

Yolanda : Non... avant ça n'était pas comme ça... le dirigeant était tout seul. Vraiment tout seul. Moi j'y allais... des fois... en fait, celle qui était la plus active auprès de lui, c'était ma mère.

CF : *Et toi, quand est-ce que tu as connu Santiago ?*

Yolanda : Vraiment ? en 1994. Il habitait San Jacinto. Il était venu de Pitaya.

CF : *C'est là qu'il a connu ta mère ?*

Yolanda : Mon frère en premier, puis ma mère oui. En fait, dans ces années-là, c'est surtout ma mère qui était active auprès de Santiago. Moi, j'avais du mal à rester plus de quelques mois chez ma mère... et Santiago m'a aidée plusieurs fois à trouver des terrains où m'installer. [...] Finalement, il m'a trouvé la Cueva... en me disant que je serai un peu en charge »²⁸.

L'engagement actif dans les organisations de quartier semble ainsi facilité par les liens développés avec le dirigeant ou avec certains de ses proches, et ce faisant, avec ce que S. Fol nomme des « ressources de proximité »²⁹. À ce titre, les individus qui entretiennent des liens de parenté avec les dirigeants occupent une position privilégiée pour devenir rapidement des acteurs actifs dans les associations. C'est principalement vrai pour les femmes. De façon assez classique en effet, ces dernières se trouvent plus longtemps et plus fortement associées à la sphère familiale et domestique que les garçons³⁰. Plus souvent en charge des petites courses à l'extérieur du foyer que des tâches ménagères à réaliser à l'intérieur de la maison et bénéficiant d'une plus grande liberté quant à leur sortie, les garçons sont plus facilement en mesure d'investir des espaces autres que la sphère domestique. Participant très tôt aux tâches ménagères (ménage, cuisine, garde des plus jeunes enfants), les filles jouent quant à elles rapidement un rôle important au sein de l'espace domestique ce qui empêche, au moins

²⁷ Entretien avec Elda, novembre 2010.

²⁸ Entretien téléphonique avec Yolanda, août 2013.

²⁹ S. FOL, « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres... », *op. cit.*

³⁰ Les travaux qui se sont intéressés à la fabrication des stéréotypes de genre ont montré que la formation d'attitudes et de représentations genrées trouvaient bien souvent leur origine dès l'enfance et dans la socialisation primaire. Ils ont montré que les pratiques ludiques comme les logiques de division des tâches au sein des foyers (entre les parents, puis entre les enfants) permettent d'apprendre aux filles et aux garçons à répondre à des injonctions de genre (docilité et retenue pour les premières, force et affirmation de soi pour les seconds). Voir notamment E. MACCOBY, « Le sexe comme catégorie sociale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 83, 1990 ; C. BAUDELLOT, R. ESTABLET, *Quoi de neuf chez les filles ? Entre stéréotypes et libertés*. Paris, Nathan, 2007 ; H. ECKERT, S. FAURE (dir.), *Les jeunes et l'agencement des sexes*. Paris, La Dispute, 2007.

partiellement, leur prise de distance vis-à-vis de la sphère familiale. La présence des jeunes filles au foyer et leur participation active à l'espace domestique les conduisent à prendre rapidement en charge une partie des tâches qui relèvent des activités associatives de leurs parents. À ce titre, l'exemple de Yolanda et de la façon dont elle fait participer sa fille Joselyn aux activités communautaires sont particulièrement révélateurs :

Fête de Noël pour les enfants de San Jacinto

Dimanche 2 décembre 2012

Vers 9h45, Yolanda passe me chercher pour que j'assiste à la fête qu'elle organise pour les enfants d'un secteur de *San Jacinto*. Elle est avec Esteban, son fils âgé de 15 ans qu'elle doit déposer à l'arrêt de bus pour *Desamparados* : il se rend à la répétition du groupe de rock de leur église. Une fois le jeune homme déposé, nous partons vers le quartier. Durant tout le trajet, son téléphone sonne et re-sonne. Le clown qui vient faire une animation s'est perdu et il faut le guider dans les méandres du quartier. [...] Une fois sur place, Yolanda se rend rapidement chez elle. Dans la baraque de tôle, deux femmes encore en pyjama se chargent des tâches ménagères. Il s'agit de Joselyn, la fille aînée de Yolanda alors âgée de 18 ans, et de Sonia, qui se présente habituellement comme la sœur de la dirigeante et qui vit avec elle. Yolanda leur demande de venir faire les hot-dogs pour le repas des enfants. Les deux femmes se montrent cependant réticentes : « *Tu as bien du monde là-bas pour t'aider non ?* » lui demande Sonia. Sans vraiment chercher à négocier, Yolanda repart vers la salle communale où doit se tenir la fête, à une cinquantaine de mètres de chez elle. Sur le chemin, des gens la sollicitent, son portable continue de sonner. [...] Une demi-heure plus tard, je l'accompagne de nouveau chez elle : elle doit récupérer des grands seaux pour que les cuisinières puissent y préparer une boisson, à base de thé lyophilisé. Elle demande une nouvelle fois à Sonia et à Joselyn de venir l'aider. Les deux femmes ne se montrent pas plus disposées qu'auparavant, arguant qu'elles sont en pyjama, qu'il n'y a rien de plus facile à faire que des hot-dogs et qu'il y a déjà du monde en cuisine là-haut. Yolanda hausse alors le ton, expliquant que les autres [*en l'occurrence Liliana et Ana*] pourront faire le service, distribuer ce qu'il y a à distribuer mais qu'elles ne sauront pas faire les sandwiches. « *Le temps qu'elles apprennent, avec les 100 gamins à nourrir ! Ça va être le désordre !* ». Les deux femmes semblent toujours aussi réticentes mais pour Yolanda, l'accord semble acté. Nous repartons donc, avec des seaux et des louches. [...] Une heure ou deux plus tard, après avoir joué dans le château gonflable et assisté à la performance du clown *Mantequilla*, les enfants se mettent en file indienne afin d'obtenir leur sandwich. Dans la petite cuisine de la salle communale, Sonia et Joselyn sont là, désormais douchées et changées, en train de faire les sandwiches. Ana et Liliana, comme prévu, se chargent quant à elle de la distribution des boissons et des sandwiches.

À l'instar de Joselyn, les adolescentes sont ainsi couramment sollicitées par leurs parents pour les aider en contribuant aux activités domestiques. Ce faisant, elles sont conduites à réaliser des tâches pour les organisations, tâches qui s'inscrivent dans la continuité des activités

ménagères. Accompagnant leurs parents, les remplaçant occasionnellement, les jeunes femmes occupent une position privilégiée pour connaître le voisinage, les autres dirigeants et parfois même les acteurs extérieurs aux organisations de quartier. Cela leur permet d'acquérir des savoir-faire mais aussi des ressources relationnelles importantes qui facilitent leur engagement

Les adolescentes parentes de dirigeants contribuent donc à réaliser un certain nombre de tâches pour seconder leur proche. Leur investissement dans les organisations ne se limite cependant pas nécessairement à la réalisation de tâches s'inscrivant dans la continuité des activités domestiques. Certaines en effet trouvent également dans cet engagement un moyen de reconvertir des connaissances et des compétences acquises à l'école. C'est notamment le cas de Lindsay ou encore d'Adriana, respectivement filles d'Olfran et de Julieta, deux dirigeants de Carpio. En parallèle de leur entrée à l'université, les deux jeunes femmes s'engagent en effet activement dans des organisations communautaires. Alors que la première s'investit dans la rédaction du *Journal de la Carpio*³¹ où son père écrit déjà, la seconde devient membre du bureau d'une association de développement où sa mère était préalablement active. Par leur jeunesse (elles ont toutes deux une vingtaine d'années lorsqu'elles s'engagent), les deux jeunes femmes constituent des exceptions notables dans les organisations. Elles compensent cependant leur relatif jeune âge par une certaine assurance que leur vaut la présence de leur parent et leur capital scolaire, et qui limite les logiques d'auto-censure. Si ces ressources tendent à faciliter leur engagement par l'assurance qu'elle leur permet d'acquérir, elles ne leur assurent pas véritablement d'être entendues ni écoutées (au bout d'un mandat, Adriana démissionne, faisant valoir l'absence d'avancées sur ses projets et privilégie dès lors ses études).

Parce qu'elles se voient chargées de tâches peu valorisées pour aider leurs parents ou qu'elles trouvent dans les associations un espace pour reconvertir des compétences acquises à l'école, les jeunes parentes des dirigeants de quartier voient leur engagement favorisé. Dans le même temps, cet engagement n'est pas forcément durable et n'entraîne pas nécessairement l'accès aux postes à responsabilité. Dans les cas où les jeunes filles connaissent des trajectoires ascendantes par rapport à leur parent, cet engagement est en outre limité par l'insertion croissante dans des espaces sociaux extérieurs au quartier. C'est notamment ce que révèlent les trajectoires de Joselyn, de Lindsay et d'Adriana. Si ces trois jeunes filles se sont engagées activement au sein des organisations de leur secteur, notamment au début de leurs

³¹ Sur le journal, voir l'encadré n°7, p. 364.

études, cette étape a été de courte durée. Leurs études et leurs activités professionnelles (Adriana est ingénieure, Joselyn employée de banque) leur ont en effet assuré une insertion dans des réseaux sociaux éloignés du quartier. Elles y ont rencontré des amis et, pour les deux dernières, leur conjoint, favorisant leur déménagement hors du quartier et restreignant leur disponibilité pour poursuivre leur engagement localement. Le fait de se diplômer et d'avoir un emploi stable à l'extérieur du quartier facilite les logiques d'ascension sociale et les départs du quartier sans pour autant qu'une telle trajectoire ne puisse être assurée. Cela dépend en effet des logiques de situation et de l'interprétation subjective de cette trajectoire. Ainsi, par exemple, dans le cas de Gabriela (fille de Carlos Alberto et Concepción, deux dirigeants de Carpio), les années de lycée comme son emploi dans un *call-center* de la capitale, sont marqués par des expériences perçues comme discriminantes et violentes à son égard. En ce sens, elle ne vit pas sa trajectoire comme une ascension sociale, alors même qu'objectivement, la stabilité de son emploi et ses études lui assurent une position supérieure à celle de ses parents (migrants nicaraguayens, vivant précairement de leurs engagements religieux et associatif). Cela favorise son engagement associatif, dans les activités culturelles du quartier³² et ce, de façon finalement plus durable, que dans les cas de Joselyn, de Lindsay ou d'Adriana.

Parmi les facteurs qui, combinés, tendent à favoriser l'engagement actif dans les organisations communautaires, on compte donc une certaine disponibilité biographique, permettant notamment une présence importante au quartier, des relations d'interconnaissance (voire de parenté) avec d'autres membres actifs et notamment avec les dirigeants mais aussi bien souvent une certaine précarité professionnelle et financière. Sans être explicatifs, ces différents facteurs sont néanmoins essentiels pour saisir l'engagement actif des individus. Cependant, l'engagement actif dans une organisation et le fait de se positionner dans l'entourage d'un dirigeant ne donne pas toujours lieu à adoption d'un rôle de dirigeant. En réalité, nombreux sont ceux qui se distancient des organisations de quartier avant même d'avoir endossé le rôle de dirigeant (et donc de s'être investi dans des tâches de représentation et de coordination). Le nombre important d'*exits*, et le fort *turn-over* qu'il implique est à lier au type de tâches peu valorisées que réalisent ces membres actifs, et au manque de reconnaissance et de rétributions que cela leur vaut.

³² Le cas de Gabriela a déjà été mentionné dans le chapitre 3.

2.3. Dans l'ombre d'un dirigeant : entre apprentissage du rôle et cantonnement dans les tâches peu valorisées

Bureau du síndico et de l'association paveña³³ pour le logement (APAPROVI)

Mercredi 21 octobre 2009

C'est dans une petite ruelle située à l'Ouest de Rincón Grande, que j'ai rendez-vous avec Kattia pour observer les activités de l'association APAPROVI. À mon arrivée, celle-ci m'explique que le local, composé d'une salle principale et d'un petit bureau, est à la fois celui d'APAPROVI, du *síndico* et du délégué présidentiel. Quant à elle, elle est à la fois « l'assistante de Monsieur Claudio » et « la présidente d'APAPROVI ».

Quand Claudio, dirigeant de Rincón Grande, a été nommé délégué présidentiel, il a loué un local et pris Kattia comme assistante. Parallèlement, il a démissionné de la présidence de l'association pour éviter les conflits d'intérêts trop flagrants et c'est Kattia qui a été nommée pour le remplacer. Au quotidien, Kattia se charge donc d'assister Claudio, gérant les entrées dans le local, ses rendez-vous, l'organisation des réunions... quand celui-ci prend en charge les fonctions de représentation auprès du personnel politique et la coordination en amont des activités qu'organise l'association dans le quartier. La division des tâches qui prévaut entre Claudio et Kattia (et avec les autres membres du bureau d'APAPROVI) est caractéristique de la répartition du travail militant au sein des organisations. Alors qu'elle permet aux dirigeants de bénéficier d'une forte visibilité, elle tend à laisser dans l'ombre le travail réalisé par des militants pourtant fortement engagés.

Auprès de chaque dirigeant qui se concentre sur la coordination des activités associatives et sur le travail de représentation du groupe en dehors du quartier, un petit nombre d'individus se chargent de les seconder en réalisant toute une série de tâches essentielles, mais souvent peu visibles. Durant mon enquête, Kattia, Elda et Ana jouent respectivement ce rôle auprès de Claudio, José Luis et Yolanda. Zuly, Yolanda et Roberto, devenus dirigeants, racontaient quant à eux des expériences similaires auprès de Pablo, Santiago et Christian, les dirigeants qu'ils ont remplacés ou dont ils se sont distanciés (voir *infra*). Ces tâches, si elles peuvent se révéler subalternes, sont essentielles au maintien de la position du dirigeant.

Entre cuisine et nettoyage. Œuvrer dans la continuité des tâches domestiques

Préparer les sandwichs pour la fête des enfants, remplir les pochettes cadeaux des enfants de pommes, de raisins et de bonbons, nettoyer la salle communale avant et après une activité, y installer tables et chaises, réserver les repas pour la tenue d'une réunion, arroser les plantes du

³³ En référence au district de Pavas.

jardin de la salle communale... S'engager activement aux côtés d'un dirigeant de quartier, c'est ainsi se trouver en charge de toute une série de tâches peu visibles et faiblement valorisées. Ces tâches, majoritairement assurées par des femmes, pâtissent d'une certaine disqualification. À ce titre, de nombreux travaux sur la division du travail militant ont montré à quel point les tâches réalisées par les femmes et associées à la gestion domestique souffrent d'une dévalorisation qui repose notamment sur la naturalisation des compétences mises en œuvre pour les réaliser³⁴. Or, ces tâches jouent un rôle central, notamment dans l'entretien du leadership des dirigeants de quartier. Fortement ancrées dans le quartier, elles permettent en outre aux dirigeants d'avoir des relais constamment dans le quartier (quand eux multiplient les sorties) et de pouvoir ainsi maintenir plus aisément les liens avec le voisinage.

Entretenir les liens entre les dirigeants et leur voisinage

Si les dirigeants s'attachent à maintenir un lien direct avec les membres de leur groupe, ils se font néanmoins seconder dans cette tâche par leurs proches. Ces proches, qui sont souvent des femmes (voir *infra*), occupent un rôle de « leader pont », pour reprendre la notion créée par Belinda Robnett dans ses travaux sur la place des femmes dans le mouvement des droits civiques³⁵. Elle désigne ainsi « un niveau intermédiaire de leadership, dont la fonction consiste à relier les membres potentiel(le)s aux adhérent(e)s, en même temps que ceux et celles qui détiennent des positions formelles de *leadership* au mouvement ». On retrouve cette même logique dans la division du travail au sein de l'organisation de Yolanda. Ainsi, quand la dirigeante s'engage à participer à un événement avec son groupe, elle s'occupe rarement de la totalité du travail de mobilisation. Elle se tourne vers Liliana, Ana et les quelques autres avec lesquels elle entretient les liens les plus forts, leur demandant de réunir un groupe, plus ou moins important selon les cas.

Lors de la campagne pour les élections de février 2010³⁶, Yolanda s'engage comme coordinatrice d'une partie de la campagne du PLN à Rincón Grande (voir *infra*). Elle se

³⁴ Voir notamment les articles réunies par Michelle PERROT dans deux numéros de la revue *Le mouvement social* dédiés aux travaux de femmes : Dossier « Travaux de femmes dans la France du XIX^{ème} siècle », *Le Mouvement Social*, n°105, 1978 ; Dossier « Métiers de femmes », *Le Mouvement Social*, n°140, 1987. Voir également : O. FILLIEULE, « Travail militant, action collective et rapports de genre », in O. FILLIEULE, P. ROUX (dir.), *Le sexe du militantisme*, op. cit., 2009, p. 51-61 ou encore R. PFEFFERKORN, *Genre et rapports sociaux de sexe*, Lausanne, Éditions Page 2, 2012, p. 100-106.

³⁵ B. ROBNETT, *How long ? How long ? African American Women in the Civil Rights Movement*, New York, Oxford University Press, 1997, p. 191 cité in O. FILLIEULE, « Travail militant, action collective... », op. cit., p. 48.

³⁶ À cette occasion, les Costariciens élisent président, vice-présidents, députés et *regidores* (équivalent des conseillers municipaux). Les élections des maires, des *síndicos* et des conseillers de districts se tiennent quelques mois plus tard (en décembre 2010).

concentre donc sur l'organisation de la mobilisation électorale et de la journée électorale et délègue en partie la mobilisation de son propre secteur à ses proches. Ainsi, pour le meeting de fin de campagne, elle ne mobilise pas elle-même son voisinage. Elle passe rapidement frapper à quelques portes, chez Liliana, chez Ana et chez Ronaldo. À chacun, elle confie quelques tracts et lance sans majeure explication : « *Donne-moi un coup de main avec ça demain... je dois remplir un bus* »³⁷. Le mécanisme est bien rodé : le lendemain, à 10h30, une cinquantaine de personnes sont effectivement réunies à l'entrée du garage de Yolanda, attendant le départ du bus pour le centre de la capitale. Celles qui se sont chargées d'aller frapper aux (bonnes) portes, c'est-à-dire d'aller solliciter ceux qui sont les plus à même d'accepter de se rendre aux événements que coordonne Yolanda, ce sont finalement Ana et Liliana. De fait, lorsqu'elle a besoin de transmettre une information dans son secteur, de mobiliser quelques voisines... Yolanda recourt régulièrement à leur service. Cela vaut pour les informations mais aussi pour de nombreuses autres tâches :

Distribution de choux à la coopérative de la La Cueva de San Jacinto

Lundi 3 décembre 2012

En ce lundi matin, je suis avec Yolanda dans la petite pièce de 9 m² qui sert à la fois de bureau pour la coopérative et de local de vente de feux d'artifice pour les fêtes de fin d'année. Sur le sol, dans une caisse, sont entreposés une dizaine de choux blancs. Elle m'explique que c'est [le conseiller municipal du *Movimiento libertario*] qui les lui a fournis pour la fête de la veille. Elle s'interroge sur ce qu'elle va bien pouvoir en faire et décide d'en donner à plusieurs voisines. Elle fait signe à Eliana qui est assise à l'entrée de sa baraque, située juste en face de celle de Yolanda « *Viens prendre un chou* ». [...] Plus tard dans l'après-midi, Yolanda continue de distribuer ses choux tout en faisant le tri dans ses papiers. Elle donne des ordres précis à Liliana et Ana « *tiens, donnes-en un à C., et puis à T., et puis à celle de la baraque numéro 11* ».

Ainsi, si Ana et Liliana sont peu connues en dehors du secteur, elles jouent pourtant un rôle essentiel dans le travail de maintien des liens de sociabilité au quartier, condition de possibilité de la mobilisation autour de Yolanda.

De l'assistance au remplacement. Secondar le dirigeant dans son travail de représentation
Lorsqu'il s'agit de se réunir avec un ministre, un haut fonctionnaire ou un député, Rosa, Elda, Liliana et Ana ne sont pas en première ligne. Les dirigeants qu'elles secondent délèguent peu en effet les tâches de représentation, surtout quand elles impliquent des interactions avec des

³⁷ Carnet de terrain, 30 janvier 2010.

acteurs dominants dans la sphère politique instituée. Cependant, cela ne veut pas dire pour autant qu'elles ne participent aucunement à cette fonction de représentation. D'une part, il arrive que les dirigeants sollicitent ou proposent aux membres de leur premier cercle de les accompagner lors de ces réunions. C'est notamment le cas lorsque leur position se trouve fragilisée au quartier, les poussant à faire valoir la transparence de leur action et leurs connexions dans la sphère politique instituée. C'est ce que fait José Luis qui sollicite les autres membres du bureau de l'association pour se rendre aux réunions, comme l'explique Elda :

« CF: *Et pourrais-tu me raconter comment tu as commencé à faire de la politique ?*

Elda : Avec José Luis. Comme il dit, il ne va jamais seul. Il n'est pratiquement jamais tout seul... pour ne pas que l'on dise qu'il vole des choses. Il nous emmène toujours avec lui. Tout le temps, presque toutes. Ils nous amènent toujours à un truc ou à un autre. Dès fois, il dit à l'une '*Elda va venir à la Maison Présidentielle*'... Ou à Mery, ou à Jessica... ou Reina... des fois, il en emmène deux... et des fois, il nous emmène toutes. Mais il nous a toujours comme ça avec lui. À tel point que des fois, on dit '*Non... José Luis... quelle flemme...*' Mais bon, nous devons être à ses côtés comme il dit. Il est le capitaine, et on doit être derrière lui. Et on a confiance en lui. Enfin bon, de mon côté au moins, j'ai une grande confiance en lui. Parce que je vois que tout ce qu'il a fait, il l'a bien fait. Et malgré tout ce qui lui arrive, le décès de sa maman et tout ça... [...] Il n'a pas flanché... [...] et donc, il faut être à ses côtés... Parfois... bien sûr [...], il nous énerve... Mais nous sommes là... Et des fois, on l'énerve nous aussi. Elda fait ci, Elda fait ça! Et Mery! Il attire notre attention sur des choses... et nous sommes là. Et c'est comme ça que je me suis mise à la politique, parce qu'il nous amène. '*Allez Elda, il faut faire ça*' »³⁸.

Pour Elda, Jessica ou Reina, le fait de se rendre aux réunions n'implique pas pour autant une participation active. Au contraire, lors des réunions auxquelles j'ai assisté, au ministère du Logement, dans la permanence d'un député ou à l'Institut national du logement et de l'urbanisme, et où sont présentes Jessica, Reina ou Elda, celles-ci restent en effet plus que discrètes, s'exprimant rarement alors que Yolanda et/ou José Luis monopolisent les interactions discursives avec les hauts-fonctionnaires et les élus. Ce retrait découle du manque de connaissance des dossiers et d'un sentiment d'illégitimité des premières et, à l'inverse, de la maîtrise tant des thématiques abordées que de l'expression orale des seconds. Il est lié, et j'y reviendrai par la suite, à des dispositions sociales incorporées que la division du travail militant tend à renforcer.

Il arrive d'autre part que les dirigeants demandent à des membres de leur premier cercle d'assister à des réunions, des séminaires ou des activités partisans. Ainsi, lorsque l'on interroge Yolanda sur les débuts de son engagement, elle fait référence à la sollicitation reçue par le dirigeant du quartier pour participer (« *[Santiago] m'a invitée à participer à une série*

³⁸ Entretien avec Elda, novembre 2010.

de débats, de séminaires qu'il allait y avoir... et c'est de là que j'ai vu la problématique qu'il y avait dans cette communauté. Avant que je ne vienne à ce séminaire, [...] je ne m'en étais pas aperçue »³⁹). De la même façon, Yolanda demande régulièrement à Ana et à Liliana de participer à une multiplicité de réunions et de séminaires, tantôt pour l'accompagner, tantôt pour l'y remplacer. Lors de ces différents événements, les participantes ne doivent pas nécessairement parler au nom d'un collectif d'habitants, d'un secteur ou du quartier. Cependant, leur présence même procède de leur appartenance à un collectif et leur participation y est toujours associée. Même si cela n'implique pas nécessairement d'endosser un rôle de porte-parole, cette participation peut y inciter, comme on le verra par la suite.

La réalisation des tâches subalternes ne favorise pas toujours l'endossement d'un rôle de dirigeant, qui implique coordination et travail de représentation face aux acteurs extérieurs au quartier. Cependant, dans certains cas, l'occupation d'un rôle de second peut favoriser le développement d'un certain nombre de dispositions favorables à un engagement comme dirigeant.

3. De membre actif à dirigeant de quartier : une carrière classique d'engagement au quartier

La plupart des dirigeants sur lesquels a porté mon enquête étaient initialement dans l'entourage d'un dirigeant, souvent membre actif d'un comité ou d'une association, avant de devenir à leur tour dirigeant, et donc de réorienter leur participation vers des tâches de coordination et de représentation. Bien sûr, tous les membres actifs ne deviennent pas dirigeants. Parmi les membres actifs, ceux qui deviennent dirigeant sont finalement peu nombreux et se recrutent parmi les membres les plus proches du dirigeant, c'est-à-dire parmi les personnes qui s'engagent le plus activement et sont les plus à même d'accéder à des responsabilités et à des rétributions. Il s'agit principalement d'individus pouvant se prévaloir de certaines dispositions préalables à l'engagement (temps, précarité professionnelle qui rend nécessaire l'insertion dans un réseau d'entraide...) et qui ont bénéficié, une fois engagés, du soutien du dirigeant. Beaucoup de militants soulignent ainsi le rôle des dirigeants dans leur ascension au sein de l'organisation. Le rôle du travail de sélection opéré par les dirigeants est probablement exagéré par les membres actifs qui tendent à mettre en avant les ressorts exogènes de leur engagement. Si ce travail de sélection ne peut être vu comme l'unique

³⁹ Entretien avec Yolanda, février 2008.

facteur de l'engagement, il est néanmoins central dans la compréhension de l'engagement actif.

Pour se maintenir au quartier, les dirigeants sont en effet conduits à identifier et à mettre en place des stratégies pour inciter des individus à s'engager plus activement. Ils s'attachent d'une part à intégrer, pour les canaliser, les voix les plus critiques (dont les plus contestataires se trouveront néanmoins rapidement évincées) et, d'autre part, des voisins moins critiques mais disponibles pour s'insérer dans des réseaux de sociabilité et d'entraide. Parmi eux, ceux qui endosseront le rôle de dirigeants sont généralement ceux qui auront adopté, souvent durant plusieurs années, la position de petite main, qui peut leur permettre d'accéder à des responsabilités, à des contacts et à des rétributions qui facilitent la formation de disposition à l'endossement du rôle de dirigeant.

Apprentissage des codes et des savoir-faire de la représentation

« Yolanda : Il n'y a pas une formation pour devenir leader. Ça a été une charge imposée.

CF : *Mais avant, tu étais bien aux côtés de Santiago ?*

Yolanda : Oui... Comme Ana et Liliana le font aujourd'hui avec moi. Mais c'est différent. Ce que j'ai essayé de faire avec elles, c'est quelque chose de différent à ce qu'on a essayé de faire avec moi. Moi, j'accompagnais, rien de plus. Je n'avais ni la possibilité de m'exprimer, ni de prendre part aux décisions [*sin tener ni voz ni voto*]. Sans pouvoir de décision. On ne me consultait pas pour savoir si j'étais d'accord ou pas. Je faisais acte de présence et rien de plus. Et on me demandait un peu de me rappeler ce dont on avait parlé en réunion.

CF : *Mais tu y allais toute seule avec lui, ou il y avait d'autres personnes ? De la Cueva, tu étais la seule ?*

Yolanda : [...] Oui, de la Cueva, il n'y avait que moi. C'était seulement un accompagnement. Oui j'écoutais, et oui, j'apprenais quelques trucs... Mais si j'avais des interrogations, je ne devais pas en faire part. Et des fois, tu posais une question, et ça tombait mal et donc ils ne t'aidaient plus... Les leaders de cette période, si quelqu'un se montrait intéressé ou préoccupé, ou du style à poser des questions [*preguntón*], ils commençaient par le menacer. J'ai vu que c'était arrivé à plusieurs personnes. Des gens qui étaient du style à poser beaucoup de questions, ils les ont mis hors-jeu ! Et c'était très facile de sortir quelqu'un du jeu, on ne l'amenait plus à aucune activité, et puis voilà. Dans mon cas, ça a été un leadership imposé, je n'avais aucune connaissance.... Aucune connaissance de comment diriger et de comment faire les choses. C'est chemin faisant que j'ai appris... mais vu la première école où j'avais appris... il y avait un discret régime de terreur. Si tu posais beaucoup de questions, si tu ne t'adaptais pas aux circonstances... tu pouvais te retrouver en dehors de l'organisation... ou ne plus avoir la possibilité de recevoir d'aides... »⁴⁰.

Ce récit que Yolanda fait de son engagement est marqué par la volonté de se différencier de la figure du dirigeant omnipotent, en se montrant soucieuse de limiter la monopolisation du

⁴⁰ Entretien avec Yolanda, décembre 2012.

pouvoir et de l'information, et de déléguer le pouvoir. Si le leadership de Yolanda n'est finalement – et j'y reviendrai par la suite – pas aussi horizontal et égalitaire qu'elle le revendique ici, et s'il est nécessaire d'analyser son discours comme étant le produit d'un souci de distinction, son propos sur le manque de formation dont elle aurait bénéficié mérite néanmoins d'être pris au sérieux. Il éclaire en effet la question de la division du travail militant dans les organisations et la façon dont cette division vient renforcer les inégalités de pouvoir au sein des organisations de quartier⁴¹. En effet, si Yolanda peut ainsi dire qu'elle a le sentiment de ne pas avoir été formée, préparée à assurer les fonctions du dirigeant qu'elle remplace dès 2003, c'est sans doute parce que la division des tâches militantes l'a conduite à occuper des fonctions subalternes durant les premières années alors que ce dernier tendait à monopoliser le travail de représentation auprès des institutions publiques. Le récit de Yolanda montre en effet le caractère très vertical des relations de pouvoir au quartier sous le leadership de Santiago mais également sous le sien. Si elle revendique une gestion du pouvoir moins verticale que son prédécesseur, la manière dont elle présente Liliana et Ana et la façon dont elle coordonne la division des tâches au sein de la coopérative montre la prégnance de cette verticalité. À l'image de Yolanda, chaque dirigeant s'attache à conserver les ressources fondamentales à l'exercice du pouvoir (voire *infra*), mais délègue, dans le même temps une partie de ses responsabilités, facilitant ainsi l'apprentissage de certains codes du travail de représentation. De fait, les propos de Yolanda montrent bien, en rendant compte des fonctions qu'elle a effectivement pu assurer dans cette période, en quoi le fait d'avoir secondé Santiago, et d'avoir alors occupé un rôle subalterne, a constitué une étape centrale dans l'apprentissage du rôle de dirigeante.

Pendant près d'une dizaine d'années, Yolanda a accompagné régulièrement Santiago dans toute une série de réunions et d'activités où elle a appris à connaître les rouages institutionnels et à acquérir un *sens pratique* du travail de représentation. Notamment, et comme elle le souligne lors d'un autre entretien, elle y a appris à quel point le fait de se poser en porte-parole (et donc de parler au nom d'autres que soi) était un registre légitime dans les institutions publiques :

« [Avec Santiago] j'avais appris plusieurs choses... J'ai notamment appris à quel point il était difficile d'arriver dans une institution pour demander quelque chose. Tu vois ? 'Je suis Yolanda, et je voudrais que vous me disiez ce que l'on peut faire pour ce *precario* [pour en reloger les habitants]. [...] J'avais

⁴¹ Le fonctionnement des associations de quartier repose en effet sur une forte individualisation du *leadership* et sur un exercice souvent solitaire des activités d'intermédiation et de représentation. Un même constat a notamment été réalisé à partir de l'étude des organisations communautaires dans des quartiers populaires brésiliens. Voir : D. VIDAL, *La politique au quartier...*, *op. cit.* ; C. GOIRAND, *La politique des favelas*, *op. cit.*

compris que c'était différent quand tu arrivais au nom de plusieurs personnes. Et donc, pour se présenter au nom de différentes personnes, il fallait avoir une lettre, qui disait '*les signataires ici nommés acceptons d'être représentés par... Juan*'. Moi, je savais que [Santiago] avait fait ça...»⁴².

Et outre, sa présence dans l'entourage proche du dirigeant la conduit à participer à des événements et des activités auxquels elle n'aurait pas participé sans sa sollicitation, elle y apprend toute une série de savoir-faire, de connaissances pratiques sur les normes en vigueur dans le champ institutionnel et y développe des dispositions à parler en public. C'est notamment le cas lorsqu'elle participe en 1998 au « Projet pour l'action communautaire » (PROFAC) :

« Yolanda : J'ai commencé dans la société communale il y a de ça quatorze ans... plus ou moins, j'avais 19 ans. Un dirigeant communal m'a invitée à participer à une série de débats, de séminaires qu'il allait y avoir... et c'est de là que j'ai vu la problématique qu'il y avait dans cette communauté. Avant que je ne vienne à ce séminaire, [...] je ne m'en étais pas aperçue.

[...]

On est arrivé ici lors d'un déménagement/déplacement d'un *precario* qu'il y avait dans le centre-ville de San José. Et c'est ici que s'est établie la communauté de San Jacinto. Il fallait organiser la distribution des parcelles et commencer à négocier comme construire les maisons. Et de là, on a commencé à participer à ces débats, à ces séminaires pour voir comment on allait négocier avec le gouvernement. [...] À ce moment-là, un programme de l'Université pour la Paix a été lancé ici. Ça s'appelait PROFAC... Projet pour l'action communautaire. Ce programme est venu nous fournir des moyens pour travailler. Il est venu nous apprendre à négocier, à savoir ce qui était négociable, à trouver des solutions créatives aux conflits. Et pas des solutions en mode affrontement, conflit mais qui soient du ressort du dialogue. De prendre ce qui avait été un problème, et de lui trouver des solutions créatives pour éviter que le problème s'aggrave mais, au contraire, qu'il devienne la solution. [...] Et après, PROFAC nous a proposé des banques communautaires pour que les gens puissent se faire des microcrédits pour développer la communauté. Et ils nous ont formés aux micro-entreprises, avec des séminaires d'auto-estime... Mais voilà, le programme PROFAC devait se terminer... ils ont été là sur un cycle d'un ou deux ans. Et quand ils sont partis, ils nous ont laissé les banques communautaires mais les gens qui sont ensuite rentrés dans les conseils d'administration en ont provoqué la faillite... [...] Après ça, ça a été difficile.... Mais c'est le meilleur développement qu'ait connu San Jacinto presque dans sa totalité. Il y a eu beaucoup de gens relogés et de gens formés... c'est comme ça qu'ils m'ont formée... et qu'ils ont aussi formé d'autres dirigeants pour qu'on continue le combat [*seguir dando la lucha*] »⁴³.

Les interactions qui se produisent lors de ces événements favorisent l'apprentissage de savoir-faire et de savoir-être (parler en public, faire usage de la parole collective...) qui facilitent l'endossement du rôle de dirigeant. Ces occasions lui ont en outre permis d'interagir directement avec des agents de l'État, des membres du personnel politique et des employés d'ONG... ce qui a favorisé le développement de liens de sociabilité hors du quartier. C'est ainsi durant cette période, du fait de sollicitations de Santiago, qu'elle rencontre et se lie avec

⁴² Entretien avec Yolanda, février 2010.

⁴³ Entretien avec Yolanda, février 2008.

Teresa, une cadre intermédiaire du PLN qu'elle présente aujourd'hui comme « *une mère* » et qui joue un rôle majeur dans l'intégration de la dirigeante au milieu partisan libérationniste⁴⁴ :

« CF : *Et quand est-ce que tu as connu Teresa ?*

Yolanda : en 1998. Pendant la campagne de Figueres [PLN]. C'était une militante du PLN. Elle avait perdu l'élection [interne] pour la députation. [...] Elle accompagnait les gens du *registro civil* pour inscrire [les électeurs de] Rincón Grande de Pavas sur les listes électorales.

CF : Mais tu as aussi fait la campagne de Figueres ?! [Yolanda m'avait auparavant raconté avoir milité pour le PUSC lors de la campagne de 1998]

Y. : Non !! Mais Teresa connaissait bien Santiago, parce que pour certaines campagnes, elle l'appelait. Et il m'envoyait [participer]... mais que pour les municipales ! »⁴⁵.

Le fait de nouer des relations hors du quartier, y compris avec des acteurs politiques et administratifs subalternes/intermédiaires peuvent constituer autant de ressources qui vont faciliter le passage de membre actif à dirigeant. Ce passage peut se faire selon plusieurs modalités, en fonction des dispositions de chacun mais aussi des logiques de situation.

Remplacer un dirigeant sortant

« CF: *Ça fait combien de temps que tu es membre de la coopérative ?*

Liliana : Quatre ans.

CF: *Depuis la création ?*

Liliana : J'étais membre du comité avant même que ne soit créée la coopérative. Quand nous nous sommes retrouvés sans le dirigeant qui est mort [*i.e. Santiago*], on est restés comme ça, comme on dit, on est restés comme les petits poussins quand on les enlève à leur maman. Ils ne savent pas de quel côté aller... Et donc, on est restés comme ça... '*Que fait-on maintenant ? Vers où devons-nous nous tourner ?*' Moi, ma préoccupation, c'était plus que tout mes enfants. Parce que moi, si je dois voir ce que je fais de ma vie, c'est bon... mais mes enfants ? Où est-ce que je les emmène [*sous-entendu, si on nous expulse*] ? Et donc, nous nous sommes réunis avec Yolanda. Et elle nous a demandé ce qu'on pensait faire et on l'a attrapée [*agarse*], et on l'a mise en avant [*elle rit*] »⁴⁶.

C'est donc au décès de Santiago que Yolanda en vient à occuper pleinement le rôle de représentante des habitants de la Cueva de San Jacinto. De façon similaire, c'est quand Christian déménage hors du quartier que Roberto prend sa place comme représentant du secteur *Pro Mejoras* de Carpio et c'est aussi quand Claudio est conduit à se retirer durant

⁴⁴ Ce point sera plus amplement développé dans les chapitres suivants.

⁴⁵ Entretien téléphonique avec Yolanda, août 2013.

⁴⁶ Entretien avec Liliana, novembre 2012.

plusieurs années que Katia prend la tête de APAPROVI et le remplace comme représentante de l'association auprès des institutions.

L'une des modalités privilégiée d'accès à la position de dirigeant repose donc sur le remplacement du dirigeant sur le départ par l'un de ses proches. Si les dirigeants tendent à contrôler tant les informations que le carnet d'adresses leur permettant de résoudre les problèmes localement, ils permettent néanmoins à certains de leurs proches (une personne en générale, deux personnes maximum) d'apprendre, au moins par mimétisme, des savoir-faire et des savoir-être centraux dans le travail de représentation. Dans cette configuration, si les nouveaux dirigeants peuvent se déclarer « non préparés » pour leur nouvelle fonction, ils sont néanmoins les plus à même et finalement les seuls en mesure de prendre leur suite. En ce sens, si les modes d'exercice du rôle de dirigeant n'évitent pas l'émergence de critiques (au contraire), ils tendent à empêcher l'ascension de concurrents au sein même de leur organisation. Si la division du travail militant peut faciliter la formation de quelques proches au travail de représentation (proches qui sont donc en mesure de prendre la place du dirigeant en cas d'*exit* plus ou moins programmé), ces derniers ne s'autorisent généralement pas à prendre un tel rôle en dehors des configurations particulières caractérisées par le départ du dirigeant. Des cas font cependant exceptions, dessinant une seconde modalité de passage de second à dirigeant.

Jeux de concurrence et de différenciation face à un dirigeant en place

Le caractère vertical des relations entre les dirigeants et leurs proches n'empêchent pas pour autant les conflits. D'une part, ces tensions se traduisent par des défections, qui prennent la forme d'une démobilisation voire d'un rapprochement vers un autre dirigeant. D'autre part, il peut arriver que certains proches, jusque-là cantonnés à des tâches subalternes s'engagent de plus en plus fréquemment dans des fonctions de représentation, au point de concurrencer le dirigeant qu'ils secondaient jusque-là.

C'est notamment le cas de Felipe, aujourd'hui à la tête de l'association pour le logement du Secteur *Del Higuérón*. Jusqu'en 2008, Felipe était un membre actif du Comité *Del Higuérón* dont Roy était déjà le principal dirigeant. En 2008 cependant des tensions vont conduire à la constitution d'une seconde association dont Felipe devient le principal dirigeant (l'Association pour le logement du Secteur *Del Higueron*). Le conflit est lié à la construction de la nouvelle école de La Carpio dans le secteur *Del Higuérón* : faute d'espace suffisant non construit dans le quartier, il faut, pour que la construction soit rendue possible, qu'une

centaine de familles soient relogées en dehors du quartier. Or, les familles qui doivent être relogées s'opposent au projet, dénonçant un manque de concertation et le fait que les relogements proposés ne sont pas équivalents à ce qu'ils détiennent dans le quartier⁴⁷. Alors que le Comité *Del Higuérón* travaille à la réalisation du projet avec les institutions responsables, les familles devant être délogées se regroupent autour de Felipe au sein de l'association pour le logement du Secteur *Del Higuérón*. Dès lors, Felipe endosse le rôle de représentant d'une partie des familles du secteur, s'engageant à la fois dans la négociation avec les institutions autour de l'école et dans la réalisation de nouveaux projets (asphaltage de ruelles, construction d'une salle communale...).

De façon assez similaire, Zuly s'est formée au sein du Comité du Secteur de *Santa Teresa Norte*, qui est dirigée depuis sa création par Pablo.

« Zuly : Mon travail était celui des fourmis... de réunions en réunions... comme à CCORCA [*le Conseil Communal des organisations de la Carpio*]... j'y suis depuis le début. J'étais aussi dans l'autre commission qu'il y avait avant, qui s'appelait le comité civique. Je m'y suis retrouvée parce que monsieur Carlos ne pouvait pas y aller, et donc c'est moi qui y allais.

CF : Mais comment as-tu commencé à t'engager là-dedans ?

Zuly : Par nécessité... Parce que pour avoir de la lumière, il a fallu que l'on s'organise... la toute première électricité que l'on a eu venait de Pavas. Et donc, il a fallu pouvoir acheter du câble... '*Voyez, il y a une réunion organisée pour acheter du câble*'. Et de là, pour les nécessités de base qui étaient les nôtres, je me suis associée aux groupes. D'abord, à fond dans le comité d'ici. Ce fut pour l'eau, en 1993. C'est là que j'ai commencé, et je remercie dieu pour cela. À côté de ma parcelle, ils allaient mettre une citerne... [...] à quinze mètres de chez moi ! Et donc, j'ai commencé à aller aux réunions de monsieur Pablo : '*Qui veut participer dans le Comité ? Vous Madame Zuly ? Vous seriez très utile si vous nous aidiez pour répartir l'eau, et comme c'est tout près de chez vous, vous pourriez surveiller*'. Et c'est à partir de là... seulement par nécessité.

CF : Et monsieur Pablo c'était... ?

Zuly : C'était le président du comité. À ce moment-là, c'était un comité et lui, c'était le président. Depuis 1993, j'ai commencé à aider. Dans les organisations. Après ça, au début, seulement dans le comité d'ici. Ça ne fait pas longtemps que je suis dans CCORCA et dans toutes les organisations. Huit ans... Six ans »⁴⁸.

Ainsi, Zuly s'engage d'abord dans le comité de son secteur puis au sein de l'Église catholique dans le quartier, en participant activement aux célébrations, à l'enseignement du catéchisme ou dans le cadre de la pastorale de la Santé (« *là, j'ai appris à soigner des blessures, à faire des piqûres, à déplacer les morts et à me charger de toutes les formalités lors d'un décès* »).

⁴⁷ Étant donné qu'il s'agit-là d'un *precario*, les lois habituelles en matière de préemption ne s'appliquent pas. Certaines familles dénoncent notamment le fait de se voir proposer des logements sociaux (donc de taille réduite), alors qu'ils disposent dans le quartier de maisons assez grandes, avec parfois des petits jardins et des garages.

⁴⁸ Entretien avec Zuly, novembre 2010.

Par la suite, elle poursuit son engagement au sein du comité d'école (*patronato escolar*)⁴⁹ mais aussi de CCORCA (voir encadré n°6, page précédente). Dès 2004, lors de la formation de l'organisation, elle entre dans le bureau, en tant que « représentante des associations en matière de santé ». Entre 1993 et 2014, Zuly reste engagée dans le comité de son secteur, régulièrement élue au sein du bureau. Dans le même temps, elle multiplie ses engagements au point que le comité n'est rapidement plus son principal espace d'action. Lorsque je rencontre Zuly, en février 2009, elle se présente comme une dirigeante de Carpio, ne mettant pas en avant son ancrage à Santa Teresa Norte. Si plusieurs employés d'ONG souhaiteraient qu'elle prenne la place de Pablo dont ils critiquent le type de leadership, ce dernier se voit toujours réélu à la tête du comité, sans que ni Zuly ni personne ne tente véritablement de se présenter face à lui. Ce faisant, Zuly ne concurrence pas frontalement Pablo. Son ascension dans l'espace associatif de La Carpio n'a en effet pas conduit à en faire la nouvelle représentante du secteur de Santa Teresa Norte. Dans le même temps cependant, elle s'est progressivement différenciée de lui, endossant le rôle de dirigeante de Carpio alors que Pablo concentre son travail de représentation sur Santa Teresa Norte.

⁴⁹ Dans chaque centre éducatif, il existe plusieurs types d'organisations que sont le comité d'école [*patronato escolar*], l'association des parents d'élèves ainsi qu'un conseil d'éducation [*junta de Educación*] (sorte de conseil d'administration de l'école), dont l'équivalent est le Conseil d'administration [*junta de administración*] dans le cas des collèges. Le comité d'école [*patronato escolar*] est composé à la fois de personnels enseignants et de parents d'élèves. Ces comités doivent assister les conseils d'éducation dans leur mission et plus généralement les activités d'enseignement, notamment en ce qui concerne les aspects matériels et le bien-être des enfants. Les huit membres de ces comités sont élus lors d'une assemblée des parents d'élèves (Cf. Art. 73-74, *Código de Educación*, Ley 181 – 18.08.1944). Les conseils d'éducation [*juntas de educación*] comme les conseils d'administration [*juntas de administración*] sont quant à eux des organes chargés de veiller au bon fonctionnement des centres éducatifs publics. Ils s'assurent notamment du bon état des infrastructures et de la disponibilité du matériel nécessaire à leur bon fonctionnement. Ils comprennent cinq membres, dont les noms sont proposés par le directeur du centre éducatif et qui sont ensuite officiellement nommés pour trois ans par le conseil municipal du canton. Ils sont soumis à la tutelle administrative du ministère de l'Éducation Publique (MEP). En ce sens, voir : Decreto Ejecutivo n°38249-MEP « Reglamento General de Juntas de Educación y Juntas Administrativas », du 10.02.2014.

Encadré n°6
La création de Conseil communal des organisations de La Carpio

CCORCA est en charge de la représentation des organisations communales de La Carpio. Les dix dirigeants qui y siègent doivent notamment gérer l'argent que l'entreprise EBI, gestionnaire de la décharge publique, verse chaque mois à la communauté. La somme versée, calculée au *prorata* du nombre de tonnes déversées (et ayant pour cela traversées le quartier de part en part), a pour but de « favoriser le développement de la communauté ». Reconnue par les institutions publiques comme la représentante de la communauté, CCORCA est également en charge de l'épineuse négociation sur les titres de propriété.

CCORCA a été créée en 2005, en réponse à une mobilisation qui avait donné lieu à des affrontements avec la police en mai 2004. La mobilisation qui avait pris la forme d'un blocage de rue visait à dénoncer les promesses non tenues d'EBI et du gouvernement sur l'aménagement et les titres de propriété ainsi que sur le non-paiement de certaines sommes liées au passage des camions de ramassage de déchets. Suite à la mobilisation, aux affrontements et à l'emprisonnement des principaux dirigeants entrepreneurs de la mobilisation, les négociations entre le gouvernement, EBI et les porte-parole de la communauté sont rompues. Le gouvernement et EBI demandant, pour que de nouvelles négociations puissent avoir lieu, une nouvelle représentation de la communauté. Dans ce contexte, le *Défenseur des Habitants* (équivalent du Défenseur des droits) prend le parti de favoriser la création d'une nouvelle organisation représentative et, pour « *identifi[er] les organisations civiles* », sollicite la collaboration du prêtre de la Carpio et du directeur de l'école. Si la création du conseil et la sélection de ses premiers membres ont été le fait d'acteurs n'habitant pas dans le quartier, l'organisation s'est par la suite autonomisée (alors que la présidence du conseil avait dans un premier temps été confiée à un pasteur fortement investi dans le quartier mais n'y résidant pas, ce ne sont par la suite que des habitants du quartier qui ont occupé cette position).

Source : Comptes-rendus des réunions des Services du Défenseur des Habitants (*Defensoría de los habitantes*).

4. Les ressources extérieures aux organisations de quartier comme accélérateur de carrière

À Carpio comme à Rincón Grande, les trajectoires de certains dirigeants se caractérisent par une ascension rapide aux fonctions de représentation. À la différence de Yolanda, de Zuly ou de Roberto qui ont secondé plusieurs années durant un dirigeant avant d'endosser à leur tour un tel rôle, certains investissent très rapidement les fonctions de coordination et de représentation. Les histoires de vie de ces dirigeants montrent qu'ils compensent la faiblesse de leur expérience dans les associations communautaires par d'autres ressources. C'est notamment ce que mettent en lumière les exemples suivants.

Reconvertir ses ressources du milieu professionnel au quartier : le cas d'Olfran

Olfran est originaire de Guanacaste, une province à l'Ouest du Costa Rica. Il est arrivé à San José dans les années 1990 avec sa compagne afin d'y trouver du travail. En 1996, après avoir loué une maisonnette à Pavas, le couple et leur petite fille s'installent à Carpio. Ils rachètent une petite parcelle et y construisent une maison « en dur ». Si Olfran est en mesure de construire rapidement avec des matériaux durables, c'est parce que son travail lui assure des revenus fixes. Dès son arrivée à San José, Olfran a en effet trouvé un emploi à l'usine. En 1995, il entre dans une entreprise de production d'emballages alimentaires comme lithographe. Il reste une quinzaine d'année dans l'entreprise. Si sa situation professionnelle n'est pas d'une stabilité totale (en 2010, Olfran perd son travail et après une période de chômage, trouve un emploi comme vigile dans une autre entreprise), elle lui permet néanmoins d'accumuler des ressources (formation scolaire, confiance en soi, réseau relationnel...) qu'il est en mesure de reconvertir dans les organisations communautaires. À partir de 2003, il s'engage dans le Conseil d'éducation (équivalent d'un conseil d'administration) de l'école de Carpio où sa fille est scolarisée. Par la suite, il s'engage au sein de CCORCA dont il est l'un des premiers membres, puis d'autres associations et organisations du quartier (il sera notamment membre du bureau de l'association de développement intégral de La Carpio et du Conseil de Santé de la Carpio). En 2009, lorsque je fais sa connaissance, Olfran est en train de s'investir dans les réseaux libérationnistes du quartier. Alors qu'il n'avait jamais voté pour le parti (« *Moi je n'étais pas de Libération nationale. Moi j'étais de l'Unité [i.e. PUSC]. [...] Enfin jusqu'à peu, c'est avec la campagne de madame Laura que j'ai changé totalement* »), Olfran vient d'être candidat aux élections internes sur une liste, aux côtés notamment de Carolina et de Marquita. Au moment de l'entretien, il vient d'être sollicité par l'équipe de campagne du député libérationniste à la députation pour coordonner la campagne à Carpio. Tout au long de son récit, il montre bien comment ces différents engagements se nourrissent et lui permettent une ascension rapide dans les organisations :

« Olfran : je suis vice-président [du conseil d'éducation]. Ça fait depuis que ma fille est en quatrième année [l'équivalent du CE2] que je les aide.

[...]

CF : mais c'était la première fois que vous participiez dans une organisation ou dans une association ? Ou vous aviez déjà participé ailleurs avant ?

Olfran : [...] Le Conseil d'éducation, ça a été mon école, comme leader de la communauté. [...] [avant cela], je ne m'étais jamais engagé en politique, ni dans aucun bureau associatif... dans aucun bureau

d'association de développement non plus... [...] Seulement quand je suis arrivé ici à San José. Je travaillais dans une usine, et j'ai été membre du bureau de l'association solidariste. Et j'y ai un peu appris comment travailler dans un bureau associatif. Et ça m'a un peu aidé dans le Conseil d'éducation. [...] Après [*j'ai changé d'entreprise*], et là, ça fait quatorze ans que je suis dans la même ... [...] C'est une entreprise qui m'aide beaucoup en matière de formation [...] Et après ça, il y a eu CCORCA et l'association de développement de Carpio, qui m'ont été encore plus bénéfiques. Et puis maintenant, avec la politique, j'en fais encore un petit peu plus. Tout est question d'apprentissage, c'est très intéressant ! [...]

CF : *Mais vous n'aviez jamais fait campagne ?*

Olfran: Non... enfin si, pour le référendum. Pour le Oui, évidemment.

CF : *Pour le TLC ? [i.e. le Traité de libre échange entre l'Amérique centrale, les États-Unis et la République dominicaine]*

Olfran: Oui, j'ai eu plein de formations... pour le oui... à la Chambre de commerce. On a eu ça par le biais de l'entreprise... j'ai eu des formations avec monsieur R., qui est journaliste à *Canal 13*... ou quelque chose comme ça... et avec madame M. Antillón, qui est l'attachée de presse du gouvernement... Elle aussi elle était à cette formation... et c'est vrai que c'est de là que je les connais... j'ai beaucoup appris avec eux.

CF : *Mais vous avez fait la campagne ?*

J'ai suivi des formations... je suis allé aux manifestations pour le oui... Parce que c'est vrai que l'entreprise nous a ouvert cet espace... pour que je participe en représentant l'entreprise... J'ai été dans tout ça, et j'ai appris plein de choses comme ça »⁵⁰.

Ainsi, la trajectoire professionnelle d'Olfran lui permet d'accéder à des ressources importantes pour comprendre son engagement au quartier. L'insertion dans l'association de représentation des salariés et les formations qu'ils réalisent (et qui jouent ici comme les ressources scolaires en matière de capital culturel), lui fournissent en effet des savoir-faire, une confiance en soi et des réseaux relationnels qu'il est en mesure de rapidement reconvertir localement. Ces ressources lui assurent en effet un certain capital symbolique dans la mesure où il accède aisément à la reconnaissance d'acteurs extérieurs au quartier (le directeur de l'école, les élus, le prêtre...) et peu ainsi aisément endosser une posture de porte-parole.

Concepción et Carlos Alberto : de l'engagement religieux à l'engagement communautaire

Concepción et son époux, Carlos Alberto, sont arrivés du Nicaragua dans la seconde moitié des années 1990. Évangélistes luthériens pratiquants, ils sont fortement engagés dans la promotion de leur église. Dans les années qui suivent leur installation à Carpio, Concepción est employée par une institution religieuse pour développer son assise dans le quartier. Elle organise donc des « *activités dont l'objectif était de rassembler les gens, même s'ils ne*

⁵⁰ Entretien avec Olfran, Novembre 2009.

participaient pas dans l'église »⁵¹ et bénéficie d'un certain succès auprès de la population nicaraguayenne (« *Là où nous avons reçu le meilleur accueil, c'est dans le secteur migrant : beaucoup de migrants avaient besoin de conseils, d'un accompagnement, d'aide, de formation* »). Durant cette période, elle se spécialise sur la question migratoire, se formant sur le droit des étrangers et sur la lutte contre la xénophobie. En 2004, suite à l'arrestation de plusieurs dirigeants nicaraguayens accusés de violence lors de la manifestation [voir encadré n°6, p. 326], l'église luthérienne dont Concepción est l'agent pastoral apporte un soutien juridique et économique aux détenus et à leurs familles⁵². Située en première ligne de ces actions, Concepción est sollicitée pour représenter la population migrante au sein de la nouvelle organisation qui est créée. Dès lors, Concepción et son mari s'investissent de façon croissante dans les associations d'habitants, au sein de CCORCA, du Comité du Secteur Pro Mejoras puis du Comité socioculturel de CCORCA, se désengageant parallèlement de leurs activités pastorales (dans la seconde moitié des années 2000, Concepción quitte son emploi à l'église).

Dans le cas de Concepción et Carlos Alberto, l'engagement au sein de l'église luthérienne et les ressources que celle-ci met à disposition facilite leur rapide ancrage local. Les deux dirigeants peuvent en effet se prévaloir, du fait de leur engagement pastoral (et du soutien qu'ils apportent à la population migrante), d'une notoriété locale qui leur permet, dès 2005, de se poser en porte-parole légitime d'une partie des habitants (et en particulier de la population migrante).

Si la carrière type des dirigeants de quartier semble reposer sur une certaine disponibilité biographique, une présence importante localement et un réseau d'interconnaissance, l'engagement dans d'autres sphères d'activité (ici, le milieu professionnel et l'engagement religieux) peut néanmoins favoriser une ascension plus rapide dans les associations (et, parfois, compenser la faiblesse de certaines ressources : l'ancrage local dans le cas d'Olfran).

L'analyse des trajectoires des dirigeants permet de mettre en lumière les ressorts de l'engagement dans les organisations communautaires. Être présent au quartier, être disponible, avoir des relations dans les associations de quartier (et notamment être un proche d'un dirigeant) peuvent en ce sens constituer des ressources particulièrement favorables à

⁵¹ Entretien avec Concepción réalisé par l'ONG *Sin Nombre* dans le cadre du projet *Caminantes/Centinelas*, sur les dynamiques migratoires en Amérique centrale.

⁵² C. SANDOVAL & al., *Un país fragmentado. La Carpio: comunidad, cultura y política*, San José, Editorial UCR, 2010, p. 352.

l'engagement. Ces trajectoires révèlent, de façon classique, que le passage d'un statut de membre actif à une position de dirigeant, qui suppose à la fois l'entretien de relations localement, le maintien de relations avec des acteurs extérieurs au quartier, et une certaine disposition à parler en public, est largement structuré par les rapports sociaux liés à l'âge, au sexe et à la nationalité. Si cette première section nous a permis de mettre en lumière qui sont ceux qui endossent le rôle de dirigeant et comment ils le font, reste à saisir les logiques qui favorisent le maintien des engagements.

Section B - Les ressorts d'un maintien dans l'engagement

« Yolanda : [On nous disait que les habitants des *precarios*] sont des gens dégoûtants, avec des problèmes de délinquance, de drogue... Tous les *precarios* ne sont pas comme ça, mais c'est leur réputation. Et puis il y a eu ce programme de sécurité communautaire, alors on a parlé avec la police communautaire pour qu'ils viennent nous donner [une formation] de sécurité communautaire et on a constitué un comité de sécurité communautaire, pour pouvoir se présenter comme un *precario* avec de la sécurité communautaire. Mais on nous disait toujours que non, '*parce que vous êtes dégoûtants et que vous jetez vos déchets n'importe où*'. Et c'est là que nous avons eu l'idée du tour de rôle de nettoyage. On voulait démontrer aux gens que les gens pouvaient se rééduquer. Ça a été comme un accouchement, littéralement... porter un projet jusqu'à lui donner naissance... [...] Et ça a bien marché pendant un moment... [...] ça nous a rendus fiers d'[être] l'un des plus jolis [*lindo*] *precarios* de l'aire métropolitaine... sans problème d'insécurité... »⁵³.

« Carolina : Moi, ça fait 10 ans... 9, 10 ans... [*que je suis*] dirigeante communale. [...] Et j'ai pu voir les changements ! Parce que La Carpio a beaucoup changé. Entre La Carpio d'avant et La Carpio de maintenant... le changement se voit, c'est très différent. Dans tous les sens, en matière d'infrastructure, de langage, dans la communication, dans l'organisation. C'est complètement autre chose par rapport à ce que c'était avant. [...] C'est bien mieux maintenant.

[...]

Tu aurais vu La Carpio en 93... à quel point c'était terrible d'entrer ici et d'y vivre... dans les broussailles... les toits des maisons... de tôle, de plastique, de bambou... de tout et n'importe quoi... tu aurais vu les gens sortir, tous les matins, jusqu'à Canal 13 [*où se trouvait alors le plus proche arrêt de bus, à près d'un kilomètre de l'entrée du quartier*], marcher, aller jusque là-bas chercher de l'eau quand il n'y en avait pas... et voir ces gens qui sont morts en laissant cet héritage à leur famille, quelque chose qui leur avait coûté ! Obtenu avec leur sang, de leur sueur ! Et on pourrait dire que La Carpio ne vaut rien ? Laisser des gens dire ça ! ? La Carpio est sainte ! La Carpio a un héritage ! Une union interculturelle de cultures ! Entre Costariciens et Nicaraguayens qui ont lutté pour voir la Carpio comme on la voit aujourd'hui ! [...] Et ça va encore s'améliorer [...] Et même si le gouvernement vient, qu'ils [...] nous montrent du doigt, qu'ils nous discréditent... À La Carpio, il y a des gens, des citoyens, des organisations qui ont une valeur incroyable ! Parce que La Carpio, nous sentons qu'elle est à nous ! Tu comprends ? Illégalement... le terrain continue... Mais nous la sentons qu'elle est à nous, parce qu'elle nous a coûté ! Ça nous a coûté la sueur de notre front, et ça nous coûte encore ! »⁵⁴.

Carolina et Yolanda livrent ici un récit classique de la part des dirigeants, qui repose à la fois sur une image positive du quartier et de ses habitants (« *joli* », « *saint* », « *valeur incroyable* ») mais aussi de leur engagement personnel. En opposant la période antérieure à leur engagement, à la période présente, elles font toutes deux valoir leur rôle dans les transformations positives qu'elles décrivent, légitimant ainsi leur pouvoir.

Malgré les ambivalences qu'occultent ces propos, ils mettent en lumière un sentiment de fierté et d'attachement au quartier qui est rarement perceptible dans les discours des

⁵³ Entretien avec Yolanda, février 2010.

⁵⁴ Entretien avec Carolina, mars 2009.

habitants de ces quartiers⁵⁵. Les formes d'attachement au quartier qui rendent possible une identification collective à un territoire pourtant stigmatisé peuvent être mieux comprises à la lumière de l'engagement de ces dirigeants. Aussi, je m'intéresse ici à la façon dont l'engagement au quartier et en particulier l'endossement d'une posture de porte-parole favorisent des formes de rétributions, tant symboliques que matérielles, qui peuvent favoriser l'intensification de l'engagement et des formes d'attachement à tout ou partie du quartier.

Après une description rapide des nouveaux espaces qu'ouvre l'endossement du rôle de dirigeant, je montrerai en quoi cela permet l'insertion dans des réseaux de sociabilités au quartier et l'accès à des rétributions. Je m'intéresserai tout particulièrement au rôle socialisateur de ce processus d'engagement, et à la façon dont il peut favoriser l'intégration et l'appropriation par les dirigeants d'une série de savoirs et de normes pratiques communes favorables à une intensification de leur engagement et à un attachement au groupe territorialement situé qu'ils définissent comme leur « communauté »⁵⁶. Je m'attacherai enfin dans une dernière sous-section à montrer différentes expressions de l'attachement à la communauté, et notamment la façon dont les dirigeants peuvent endosser une posture de défenseur de leur groupe.

1. Endosser le rôle de porte-parole : développer ses ressources relationnelles hors du quartier

Au début de leur carrière, les dirigeants disposent de peu de relations à l'extérieur du quartier et d'un ancrage local très fragile. En revanche, ils voient s'ouvrir de nombreuses portes. En revendiquant une position de porte-parole de tout ou partie de leur quartier, les dirigeants sont en mesure de s'insérer dans des espaces sociaux socialement distants du quartier et d'interagir avec un nombre croissant d'acteurs extérieurs au quartier. Parce qu'ils se sentent désormais autorisés à le faire, ou parce qu'ils sont sollicités, les dirigeants participent en effet à toute une série d'activités et de formations, organisées tant par les institutions publiques (ministère, institut de formation...), par des organismes parapubliques ou privés (ONG, universités...) que par le personnel politique. Cela se traduit à la fois par leur participation à de nombreux séminaires ou formations (1.1) et par leur participation aux événements électoraux (1.2).

⁵⁵ C'est notamment ce qu'on a mis en lumière dans le chapitre 3.

⁵⁶ Je m'inspire ici de la définition de la socialisation de Catherine LECLERCQ et Julie PAGIS in, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *Sociétés contemporaines*, n°84, 2011, p. 6.

1.1. Former, informer, diagnostiquer: séminaires et formations pour les dirigeants

Alors qu'ils revendiquent la représentation d'un groupe, les dirigeants s'autorisent et sont souvent conviés à une multiplicité de réunions et de séminaires visant à les former, les informer mais aussi à obtenir des renseignements sur la situation du quartier (des *diagnostics* sont couramment mis en œuvre). Ces activités sont organisées par une grande diversité d'acteurs, aux statuts variés (institutions publiques et parapubliques, ONG⁵⁷, églises, universitaires...) et ce sont principalement les dirigeants et leur proche entourage qui y assistent. Leur surreprésentation relève parfois d'un ciblage explicite de la part des organisateurs (ciblage qui n'est sans doute pas sans lien avec les difficultés auxquelles ces acteurs sont confrontés lorsqu'ils tentent de mobiliser par d'autres biais les habitants de ces quartiers) mais plus souvent encore des dynamiques de mobilisation au quartier. Les dirigeants ont donc la possibilité d'assister à de nombreuses réunions ou formations, organisées tantôt au quartier, tantôt à l'extérieur. Programme de développement pour l'autogestion des groupes organisés pour le logement, séminaire du PANIAMOR sur la violence domestique, formation à l'auto-entrepreneuriat, séminaire sur la résolution des conflits, cours de formation au leadership... sont quelques exemples de ces très nombreuses formations auxquelles les dirigeants participent (surtout au début de leur carrière), et constituent d'importants espaces de socialisation. Les trois extraits d'entretiens ci-dessous mettent en évidence la multiplicité des dispositifs et les buts visés.

Ainsi, cette employée du ministère pour le Logement décrit le « Programme de développement pour l'autogestion des groupes organisés pour le logement » sur lequel elle travaille :

« Pour les groupes organisés pour le logement [...] nous proposons un processus pour renforcer l'autogestion.

CF: *Et concrètement, de quoi s'agit-il ?*

R.: C'est un gros programme. [...] On fait tout un travail de conseil... en quoi consiste le système [*financier*] pour le logement, en quoi consiste l'allocation pour le logement...

CF : *Et donc vous leur proposer des formations ?*

R. : Oui, mais notre formation ne porte que sur le système financier. Le lien avec la partie autogestion ne se fait que sur le logement... mais après, nous pouvons coordonner avec DINADECO, avec

⁵⁷ Les organisations non gouvernementales ne travaillant pas avec des fonds publics sont rares dans les quartiers étudiés. Les rares organisations correspondant à ce critère sont liées à des mouvements religieux, souvent états-uniens.

l'INAMU, avec l'INA pour qu'ils leur fassent des formations... avec le ministère de la Justice aussi... par exemple pour travailler sur la question de la résolution des conflits »⁵⁸.

Autre exemple de formations spécifiquement dédiée aux dirigeants de Carpio, celles de *l'école de Leadership*, un dispositif mis en œuvre par la Fondation pour le logement [*Fundación promotora de la vivienda* – FUPROVI] (une fondation parapublique, spécialisée dans la construction de logements sociaux) avec le soutien d'une ONG suédoise (le Fonds coopératif suédois) dans le cadre d'un plan étatique de réhabilitation du quartier.

Illustration n°16 - Annonce du Programme de l'École de Leadership⁵⁹

FUPROVI engagé avec les leaders

Nouveaux cours de l'Ecole de Leadership

Les modules de consolidation

Module I : Renforcer notre organisation communautaire

Module II : Leadership effectif et participation communautaire

De nouveaux modules

Module III : Coordination d'acteurs

Module IV : Module pour la réhabilitation et les aménagements du quartier

Module V : Pérennité des organisations communautaires

Autres activités de formation

Echange d'expériences avec d'autres communautés : le crédit communal

Plan d'activités

Le "Plan de réhabilitation et de développement de la Carpio" prévoit la réalisation de 34 cours, avec un total de 102 heures de formations. Chaque activité est réalisée à condition qu'un minimum de 15 participants y participent (sauf dans les cas des comités pour les titres de propriétés qui sont des plus petits groupes).

Ces activités de formation se déroulent tous les quinze jours, les mardis à partir de 6 p.m., pour une durée de maximum 3h par activité et les samedis, les formations se réalisent avec les jeunes de 9 a.m. à 12 p.m.



Formation pour les dirigeants communautaires de La Carpio. Réalisée par un fonctionnaire de FUPROVI

Légende : *Journal de la Carpio*, n°21, 2012, p. 5.

⁵⁸ Entretien avec une fonctionnaire du ministère du Logement, mars 2009.

⁵⁹ Il s'agit d'une reproduction en français d'une annonce publiée dans le *Journal de La Carpio*. (Sur le journal en question, voir l'encadré n°7, p. 364).

Dans les deux extraits d'entretiens qui suivent, José (ancien employé de FUPROVI) et Rodney (en poste au moment de l'entretien) décrivent ainsi les objectifs de la formation et les modalités du projet :

« Sur cet aspect, d'avoir des échanges d'un bon niveau avec l'État... moi, je suis tranquille dans la mesure où nous avons généré, nous avons donné des ingrédients... notamment à travers les formations que nous avons données... et que nous donnons... parce que je crois qu'ils font toujours les formations de leadership... de leadership autogestionnaire. Nous, ce que nous avons travaillé, c'est la confiance en soi, dans ses propres capacités. L'idée que le changement vient d'eux-mêmes, que personne de l'extérieur ne va leur apporter la solution et qu'ils doivent être à la hauteur et avoir plus de combattivité pour négocier avec l'extérieur. Et donc je sens que l'on a réussi des choses, mais que les fruits ne se voient pas encore. Par exemple, le fait d'aller au Nicaragua, de visiter plusieurs coopératives en autogestion, et que des gens comme eux, parlant la même langue, le même langage, avec les mêmes opportunités... voire avec moins d'opportunité parce que le Nicaragua est un pays où les opportunités sont moindres... Qu'ils leur expliquent comment ils négocient avec le gouvernement, comment est-ce qu'ils ne se laissent pas acheter, comment ils défendent leurs droits et ne se montrent pas reconnaissants devant les faveurs... [...] Disons qu'ils auront au moins vu ça. [...] Onze leaders de La Carpio y sont allés et ont visité trois expérimentations concrètes, grâce au Fonds coopératif suédois... ils ont vu autre chose, une autre façon de construire son habitat, une autre façon de négocier avec l'État, et au moins, une autre façon de développer une communauté »⁶⁰.

« L'école de leadership s'est tenue l'année dernière, de mars à décembre. [...] C'était un projet de FUPROVI. [...] L'école de leadership, l'idée, c'est d'essayer de donner des outils aux dirigeants de La Carpio. On n'a pas pu travailler avec tous, comme nous le voulions, mais nous avons travaillé avec une trentaine de personnes dont nous pouvons dire qu'elles ont finalisé le cycle. Il y avait une session chaque mois. Et l'idée était que [...] dans chacun des neuf secteurs représentés... [...] dont sept sont venus [*il fait référence aux sous-divisions géographiques de Carpio*], qu'ils élaborent un projet et que, dans une certaine mesure, le Centre coopératif suédois, FUPROVI et CCORCA soutiennent le projet. Mais ce que nous voulions aussi, c'est que les gens élaborent leur projet. Mais l'objectif n'était pas la réalisation d'une rue, il s'agissait de préparer les gens. Je ne te dis que tous s'en sont bien sortis... c'est comme à l'école, tout le monde n'a pas 100 [*équivalent de 20/20*]. Mais par exemple, Carolina est un bon exemple de cela, Zuly aussi c'est un bon exemple. [...] Il faut dire aussi qu'en même temps que l'école de leadership, un cours de porte-parolat a été organisé, [...] sur la façon de parler à la presse⁶¹. Et ça, ça permet aux gens d'avoir des outils. Si tu regardes Carolina, qui a suivi les deux cours, tu vois qu'elle a développé plein de compétences [*capacidad*]. Si tu regardes l'interview qu'elle a donnée pour un reportage à Canal 7 [*une chaîne de télévision*], tu vois que Carolina parle comme si tout avait été écrit ! Comme si tout était déjà écrit ! Ce qu'elle doit dire, et ne pas dire... et *tacatacatatacatata*. Je ne dis pas qu'elle a appris tout cela à l'école de leadership, mais elle-même te le dirait... par exemple, c'est dans le cours de porte-parolat qu'elle a appris à affronter les caméras. Que ce n'est pas la même chose que de parler avec toi ici, que de parler avec une caméra en face de soi. [...] qu'il faut se comporter différemment, qu'il faut adopter certaines postures... et donc l'école, oui je pense que ça a contribué à donner à beaucoup de gens les principes associatifs et notamment les principes d'une bonne communication... avec la base... sur la transparence, rendre des comptes... »⁶².

On verra par la suite que ces formations donnent lieu à des modes d'appropriation parfois distants des objectifs fixés. Cependant, et c'est ce qui nous intéresse ici, ils constituent des

⁶⁰ Entretien avec José, ancien employé de FUPROVI, mars 2009.

⁶¹ Il fait ici référence à une formation organisée sur la même période par des universitaires et des étudiants de l'Université du Costa Rica. Certains des dirigeants ont en effet participé en parallèle aux deux formations.

⁶² Entretien avec Rodney, alors employé de FUPROVI, février 2009.

instances de socialisation importants, comme le sont également les activités partisans, auxquelles les dirigeants sont invités à prendre part.

1.2. Les campagnes électorales : côtoyer les réseaux partisans

En apparaissant et en se présentant comme des porte-parole de leur quartier, les dirigeants sont rapidement sollicités pour prendre part aux campagnes électorales. En amont de leur engagement comme dirigeant, la plupart de mes enquêtés participaient déjà régulièrement aux activités politiques, en particulier durant les campagnes électorales. À ce titre, certains côtoyaient déjà des membres du personnel politique, en particulier des agents électoraux⁶³. Le fait d'endosser le rôle de dirigeant implique néanmoins un investissement renouvelé dans les activités électorales. Alors que la plupart des membres actifs des associations sont sollicités pour réaliser des tâches électorales subalternes, les dirigeants accèdent quant à eux à des fonctions de coordination. Ainsi, lors des campagnes, rares sont les dirigeants à rester en marge des activités politiques et ce même si tous ne fournissent pas le même investissement et si cet investissement est variable en fonction des campagnes⁶⁴. De façon révélatrice, les dirigeants étrangers ne restent pas forcément en marge des activités électorales. Si certains dirigeants nicaraguayens mobilisent les électeurs du quartier pour les élections au Nicaragua⁶⁵, beaucoup s'engagent également lors des élections costariciennes.

Mes observations de la mobilisation électorale du PLN dans le quartier mettent en évidence que les missions pour lesquels les dirigeants sont sollicités sont principalement de deux types⁶⁶. D'une part, ils sont en charge de trouver des volontaires pour le « *día 'E'* [jour

⁶³ On a par exemple souligné que c'est lors de campagnes électorales que Yolanda a noué des relations durables avec Teresa, qui endosse à chaque campagne le rôle de d'agent électoral pour le PLN.

⁶⁴ Je me fonde ici sur ce que j'ai développé par ailleurs in « Dirigeants de quartier en campagne. Mobilisation et démobilitation des habitants d'un quartier populaire au Costa Rica », in L. BAAMARA, C. FLODERER, M. POIRIER (dir.), *Faire campagne ici et ailleurs. Mobilisations électorales et pratiques politiques ordinaires*, Karthala, Paris/Aix-en-Provence, 2016.

⁶⁵ Dans le cas de Carpio, où au moins la moitié des adultes en âge de voter sont Nicaraguayens, les dirigeants nicaraguayens s'engagent activement pour favoriser la mobilisation électorale lors des élections au Nicaragua. La tâche est particulièrement difficile puisque pour voter, les électeurs nicaraguayens doivent se déplacer au Nicaragua.

⁶⁶ Il faut rappeler que depuis les années 2000, la scène partisane est largement dominée par le PLN. Le PUSC (Parti unité sociale-chrétienne), second parti du bipartisme costaricien depuis les années 1980, s'est en effet effondré (3,6 % aux élections de 2006) après avoir été touché par plusieurs affaires de corruption. Parallèlement, d'autres partis ont été formés, comme le *Movimiento libertario*, littéralement Mouvement libertarien (ML), prônant un libéralisme accentué ou encore le *Partido acción ciudadana*, Parti action citoyenne (PAC), sur une ligne réformiste plutôt de centre-gauche. Si ces organisations peuvent représenter un nombre important de voix à certaines élections (le PAC devient progressivement la deuxième force partisane du pays, accédant au pouvoir en 2014), elles peinent cependant à s'institutionnaliser et les structures locales à se développer. À l'inverse, le PLN est en mesure de mettre en œuvre une importante machine électorale, qui repose sur un important maillage d'agents électoraux n'habitant pas le quartier et de dirigeants locaux (qui ne se considèrent pas comme des militants du parti). Lors des deux campagnes que j'ai eu l'occasion de suivre (la première pour l'élection du président, des députés et des *regidores* municipaux en février 2010 et la seconde pour l'élection des maires, des

de l'élection] ». Ainsi, se sont plus de trois cents personnes que le seul PLN recrute à l'échelle de Rincón Grande pour les élections générales de 2010⁶⁷. Cette importante main d'œuvre est chargée de conduire les votants jusqu'à deux centres de vote, de tenir les trente-huit bureaux de vote (chaque parti peut présenter un assesseur et un suppléant dans chaque bureau), de veiller au bon déroulement de l'élection et de prendre part au dépouillement. On compte ainsi des dizaines de chauffeurs, de guides, d'asseesseurs et de suppléants, de nombreux coordinateurs chargés d'optimiser le transport depuis les *casas base*⁶⁸ et les permanences des partis vers les centres de vote. Et enfin, des volontaires sont recrutés comme cuisiniers ou comme coursiers, pour fournir, tout au long de la journée, repas et en-cas à toutes les personnes mobilisées. Les dirigeants jouent le rôle d'intermédiaire entre la structure centrale du parti et les volontaires. Ils s'occupent notamment de les mobiliser, de les lister, de les informer sur le déroulé de la journée et sur le rôle qui sera le leur. D'autre part, les dirigeants sont également chargés par les équipes des candidats d'organiser la campagne au quotidien. Il leur faut trouver des activistes pour distribuer les tracts, réaliser les enquêtes de *canvassing*⁶⁹, tenir le secrétariat du Q.G. [*club*] dans le quartier et convaincre des habitants d'accrocher des banderoles du parti sur leur commerce ou sur leur maison. La campagne est en effet rendue visible par les drapeaux et les banderoles des différents partis qui ornent les édifices et certains véhicules. Enfin, les dirigeants sont également sollicités pour mobiliser leur voisinage lors des meetings et des activités partisans qui se déroulent hors du quartier mais également dans le quartier. À ce titre, l'organisation des visites des candidats et/ou de leurs équipes constituent des moments forts de leur travail de campagne.

Les campagnes électorales, par les liens qu'elles permettent de nouer, les rétributions auxquelles elles donnent accès et les savoirs et savoir-faire dont elles favorisent l'acquisition, constituent un autre espace important de socialisation pour les dirigeants.

síndicos et des conseils de districts de décembre 2010), c'est auprès du PLN que la plupart de mes enquêtes se sont mobilisés. La plupart de mes observations électorales ont donc été réalisés au sein des réseaux libérationnistes. J'ai néanmoins réalisé un suivi actif de la petite équipe du PAC (une demi-douzaine de militants) qui s'est organisée à Rincón Grande.

⁶⁷ Ce nombre est particulièrement important à Rincón Grande dont les bureaux électoraux comptaient en 2014 (19670 inscrits). Il en va différemment pour Carpio où le centre de votation a été installé plus récemment et ne compte alors que 3328 inscrits.

⁶⁸ Les *casas base* sont des locaux privés, principalement des habitations, généralement prêtés ou loués au parti par des particuliers pour le jour de l'élection. Elles ont vocation à faciliter le transport des votants vers les bureaux de vote et à permettre la mobilisation des réseaux de voisinage. Pour ce faire, elles sont généralement situées à des positions stratégiques, notamment à la sortie des zones les plus peuplées, et les plus distantes des centres de vote.

⁶⁹ Le *canvassing* est une technique de démarchage électoral. Elle vise à identifier les électeurs inscrits sur les listes électorales et à les contacter (directement ou par téléphone) pour s'enquérir de leur préférences politiques et ensuite les mobiliser pour aller voter (par téléphone ou par des visites à domicile). (M. COLLOMBON, « Le rose au front. Déployer l'hégémonie sandiniste dans la rue », in L. BAAMARA, C. FLODERER, M. POIRIER (dir.), *Faire campagne ici et ailleurs...*, op. cit., p. 26).

2. Sociabilités, sentiment de reconnaissance et rétributions : les raisons d'un engagement durable

En endossant le rôle de porte-parole, les dirigeants s'insèrent dans une multiplicité de dispositifs. Dans ces dispositifs, les dirigeants trouvent un important espace de socialisation qui repose à la fois sur le développement de liens au quartier, sur le développement d'un sentiment de reconnaissance et sur l'accès à des rétributions qui vont favoriser le maintien des dirigeants dans leur engagement au quartier et une certaine forme d'attachement au rôle qu'ils jouent. Comme dans le cas des jeunes militants socialistes étudiés par Lucie Bargel, l'attachement repose ici à la fois une appréciation positive de cet engagement et sur le fait qu'il leur apparaît de plus en plus difficile d'y mettre un terme⁷⁰.

2.1. L'insertion croissante dans des réseaux de sociabilité au quartier

2.1.1 L'insertion dans un groupe de pairs

« Tout le monde s'est très bien occupé de moi. FUPROVI, [...], CCORCA [*Conseil communal des organisations de la Carpio*] [...], le comité socioculturel, ils m'ont amené des paniers [*de vivres*]. Rodney [*employé d'une ONG*] m'a également beaucoup aidée. Je n'aurais jamais imaginé qu'il puisse m'arriver quelque chose, et qu'autant de gens allaient me venir en aide. Des fois, il y a des gens à qui il arrive un accident et même leurs amis ne sont pas là. Et moi, le jour où ça m'est arrivé, ça a été incroyable ! »⁷¹.

Comme Marquita, quand les dirigeants de quartier font référence aux aspects positifs de leur engagement, ils s'en réfèrent aux relations qu'ils ont pu nouer dans les organisations de quartier. Être dirigeant de quartier, c'est en effet se trouver intégré dans un réseau de sociabilités et donc nouer des relations affectives avec d'autres individus eux-aussi engagés dans le quartier.

L'intégration de chaque dirigeant dans les organisations repose sur une série de liens noués avec les autres dirigeants du quartier. Si chaque dirigeant connaît la quasi-totalité des dirigeants du quartier, il n'entretient cependant pas les mêmes liens avec tous. Au-delà des liens distants et de ceux marqués par une forte inimitié, les dirigeants entretiennent toute une série de relations affectives qui favorisent leur attachement au quartier.

Ces relations sont largement mentionnées, tantôt décrites comme relevant de la « camaraderie » (les dirigeants mobilisent ainsi le terme *compañero*, i.e. camarade, pour parler des autres dirigeants), voire de l'amitié (« [*pendant la campagne*], je me suis fait beaucoup d'amis » explique ainsi Olfran alors que Zuly présente Marquita comme « une

⁷⁰ L. BARGEL, « S'attacher à la politique... », *op. cit.*, p. 80.

⁷¹ Entretien avec Marquita, novembre 2010.

grande amie » dans les pages du *Journal de La Carpio*⁷²). Certaines de ces relations sont même comparées à des liens familiaux (Carolina présente ainsi Marquita comme « *sa famille* », et parfois même comme « *sa mère* »), alors que d'autres peuvent déboucher sur des relations amoureuses, plus ou moins durables. Les nombreuses relations amoureuses observées entre des dirigeants attestent en effet de la force des liens qui peuvent se nouer au sein des organisations de quartier. Dans un contexte social marqué par des logiques de désaffiliation sociale, l'insertion dans ces réseaux de sociabilités constitue un vecteur d'intégration sociale qui peut favoriser un maintien dans l'engagement.

Le développement de relations de sociabilités dans les organisations de quartier est largement favorisé par l'organisation d'événements et d'activités qui favorisent la participation des dirigeants. En la matière, le rôle des administrations, des ONG et des partis politiques est centrale puisqu'ils sollicitent régulièrement les dirigeants pour prendre part à de multiples événements et réunions. Séminaires, ateliers, réunions d'information ou formation sont ainsi autant d'occasions pour les dirigeants de se retrouver et d'échanger. À ce titre, ce commentaire de Carolina montre bien le rôle qu'a pu jouer FUPROVI par la mise à disposition d'un espace ouvert aux dirigeants et par l'organisation de nombreux événements :

« Carolina: Nous, quand on a su qu'ils fermaient les portes [*du bureau de*] FUPROVI [*dans la Carpio*], que ça ne serait plus ouvert comme avant... tu aurais vu comme c'était bien avant ! C'était super bien ! Dans cette immense salle, les leaders communautaires se réunissaient... pour les formations, des cours, des séminaires... Et on le voyait comme notre maison ! Et d'un jour à l'autre, ils disent qu'ils le ferment ! Et ça, franchement, ça m'énerve »⁷³.

Les campagnes, et tout particulièrement les campagnes présidentielles où la mobilisation est la plus forte, offrent des moments particulièrement propices à la création, au renforcement voire à la réactivation de relations de sociabilité entre les dirigeants. Ainsi, mes notes de terrain rendent compte de la joie et de l'excitation que procurent les rencontres entre dirigeants. C'est tout particulièrement visible lors des réunions de début de campagne, lors desquelles le candidat libérationniste à la députation mobilise le plus grand nombre de dirigeants possible, afin de former les équipes locales de campagne et de répartir les tâches et les responsabilités. Embrassades, rires et joyeux qualificatifs (« *l'illustre Mario* », « *cette chère Yolanda* »...) émaillent ces réunions qui ressemblent à des retrouvailles de vieux amis. Rapidement, les amitiés et les inimitiés se font jour. On crie, on s'invective. Certains quittent les réunions, mécontents de la répartition des responsabilités (« *On ne veut pas être les perdants !* » s'offusquent ainsi deux dirigeants, qui claquent la porte d'une réunion avant de

⁷² *Journal de la Carpio*, n°6, 2010, p. 10.

⁷³ Entretien avec Carolina, mars 2009.

quitter l'équipe du PLN pour aller organiser la campagne du PUSC⁷⁴). Les dirigeants de chaque quartier constituent ainsi un réseau d'interconnaissance, avec ses amitiés et ses inimitiés et surtout, avec ses sous-groupes, caractérisés par des liens affectifs forts. Les équipes locales de campagne de chaque parti sont ainsi constituées par un ou plusieurs sous-groupes, qui peuvent (et j'y reviendrai) passer d'un parti à un autre au fil des campagnes. La solidarité au sein des sous-groupes et des équipes est favorisée par les événements festifs que les partis organisent pour leurs partisans. Buffet lors de la présentation d'un candidat, sortie d'une journée sur la propriété d'un candidat, dîner dans un restaurant de la capitale ... Alors que les dirigeants sont généralement sollicités pour mobiliser les habitants du quartier, ces événements leur valent d'être invités individuellement. En amont comme en aval de l'élection, ces événements sont particulièrement appréciés des dirigeants. S'ils tendent à se montrer critiques notamment sur la qualité de la nourriture ou sur la supposée pingrerie des organisateurs, ces événements sont l'occasion d'être vus et d'échanger avec les cadres du parti mais aussi de passer un moment convivial avec les autres dirigeants du quartier. Ils saisissent ces opportunités pour saluer des connaissances dans le parti, demander des rendez-vous ou des informations sur des projets et des mesures. Dans le même temps, ils reviennent sans cesse les uns vers les autres, commentent et échangent sur leurs rencontres, sur les personnes présentes et leurs projets. Ce faisant, l'engagement comme dirigeant favorise le développement de relations de sociabilités qui tendent bien souvent à prendre le pas sur l'attachement au parti, comme le souligne Marquita :

« Marquita: [*lors des élections internes du PLN*] On a frappé aux portes, maison par maison. Et on a gagné. Carolina a été élue déléguée [...]. Ils vont lui donner un poste à elle. Et à Roberto aussi [*Roberto était à la tête de la liste qui a perdu les élections*]. Parce que c'est quand même un bon dirigeant. C'est une belle personne. [...] Maintenant, toutes les organisations travaillent avec lui. Pour les projets et tout. [...] Parce qu'il a des bonnes relations à la municipalité. Et c'est un excellent leader. Et moi, je me suis dit, cette fois-ci, je vais travailler avec lui [*i.e. l'entretien se déroule au moment des élections municipales et Roberto est candidat au poste de síndico suppléant*].

CF: *Oui, j'imagine que c'est bien de travailler avec quelqu'un que l'on connaît.*

M.: Oui, un jour, je discutais avec Lety. Et quelqu'un me disait 'Qu'est-ce que vous faites à parler toutes les deux, vous êtes rivales non ?' Je suis désolée, mais nous travaillons ensemble. Ici, nous ne sommes pas rivales, parce que nous sommes amies. Une amitié est une amitié. Et on ne va pas perdre une amitié pour un parti. Et maintenant, nous allons travailler toutes les deux, avec Roberto »⁷⁵.

L'engagement comme dirigeant entraîne donc l'intégration à un groupe de pairs, qui favorise l'attachement à l'espace associatif et, ce faisant, au travail de dirigeant. Les bons moments

⁷⁴ Je reviendrai dans le chapitre 6 sur les rapports de distance critique que les dirigeants tendent à entretenir aux institutions partisans.

⁷⁵ Entretien avec Marquita, novembre 2010.

passés avec les autres dirigeants et la solidarité qui existe entre eux leur permet de prendre goût au rôle qu'ils endossent.

2.1.2 Nouer et maintenir des relations de sociabilité avec son voisinage

Le fait d'endosser une position de représentant de tout ou partie du quartier implique, pour les dirigeants, de nouer et de maintenir des relations au quartier avec d'autres dirigeants d'une part, mais aussi avec leur voisinage. Si cet aspect sera plus amplement analysé dans le chapitre suivant, quelques éléments méritent d'être soulignés dès à présent.

Bien que les dirigeants puissent s'engager dans une multiplicité de dispositifs au nom de leur quartier sans pour autant disposer d'un important réseau de sociabilité localement, l'engagement dans ces dispositifs les conduit à renforcer les relations d'interconnaissance au quartier, et en particulier dans leur voisinage. C'est le cas pour les dirigeants qui, comme Yolanda, Roberto ou Zuly, sont déjà bien insérés dans des réseaux de sociabilité locaux (du fait de leur engagement actif dans l'entourage d'un dirigeant), mais c'est également le cas pour ceux dont l'enrôlement comme dirigeant n'a pas reposé sur des ressources acquises localement, comme Olfran.

Le développement des sociabilités locales semble le fruit d'une contrainte de rôle⁷⁶. Les dirigeants comme leur voisinage considèrent en effet que le « *bon dirigeant* » est celui qui rend service (ce que leur voisinage ne manque pas de leur rappeler), celui qui « *travaille pour sa communauté* » et qui cherche des solutions aux problèmes pratiques que son voisinage rencontre (« *Moi, ce que j'appelle un leader c'est une personne qui fait quelque chose dans la communauté, et dont on voit qu'il a fait quelque chose ! Qu'il fait quelque chose !* »⁷⁷). Le fait d'endosser le rôle de dirigeant implique d'utiliser ses ressources relationnelles hors du quartier pour résoudre des problèmes localement et donc se poser en intermédiaire. En ce sens, le dirigeant est celui dont on attend qu'il réponde à des demandes :

« Santiago assumait un rôle de représentation important entre San Jacinto et les institutions. Du fait de ce rôle de représentation, nous avons été quelques familles à le solliciter, nous étions à la recherche d'une opportunité pour installer nos foyers »⁷⁸.

⁷⁶ Sur les contraintes souvent contradictoires qui s'imposent aux acteurs, notamment dans leur travail de représentation voir : J. LAGROYE, « Être du métier », *Politix*, vol. 7, n°28, 1994.

⁷⁷ Entretien avec Roberto, avril 2009. Les extraits cités ici mettent en lumière la centralité du registre de l'action comme ressort de légitimation au quartier (cf. C. GOIRAND, *La politique des favelas*, op. cit., not. p. 291-334). Ce registre classique de légitimation fera l'objet de plus amples développements dans le chapitre suivant.

⁷⁸ Yolanda, décembre 2012. Cet extrait a un statut un peu particulier dans la mesure où la dirigeante répondait ici à la commande d'un groupe d'universitaires de l'Université du Costa Rica pour un projet d'ouvrage sur le quartier.

Il est également celui qui peut susciter des attentes, auxquelles il s'attache par la suite à tenter de répondre. De façon éloquente, lorsqu'elle présente Santiago et qu'elle met en avant ses « *qualités* », Yolanda mentionne à quel point celui-ci était « solidaire, aimable, courtois, déterminé et très patient » mais souligne également que le dirigeant « *inspirait les gens* » et « *aimait [leur] donner de l'espoir* [le gustaba crear esperanza en la gente] »⁷⁹.

Ainsi, devenir dirigeant, c'est se créer des obligations envers ses voisins. Ces obligations sont d'autant plus importantes que, pour pouvoir agir et pour cela mobiliser ses ressources relationnelles parmi le personnel politique et les agents administratifs, les dirigeants sont souvent conduits à mettre en forme un groupe, à formaliser une organisation. C'est ce que souligne Yolanda lorsqu'elle explique avoir créé une association pour pouvoir se présenter face aux institutions⁸⁰. C'est également ce que met en avant Roberto lorsqu'il revient sur sa trajectoire d'engagement :

« CF: *ça fait combien de temps que vous êtes dirigeant communal ?*

Roberto : ça doit faire... j'ai beaucoup participé dans tout ce qui était leadership communal. Et en politique aussi. Ça fait de nombreuses années... mais à fond, à fond, à fond... [...] comme leader communal, ça fait six ans.

CF: *et comment avez-vous commencé à vous engager à fond ?*

R.: Juste en créant une association. De façon ordonnée [*ordenadamente*] avec le gouvernement, enfin, avec DINADECO. Et nous avons constitué une association, honnêtement. [...] L'association pour le logement et l'aménagement communal [*du secteur Pro-Mejoras*].

[...]

CF: *et avant, vous n'étiez pas là-dedans ?*

R.: Non, parce que je travaillais dans les forces de police et je n'avais pas de temps pour ça. Je travaillais pour le gouvernement. Oui j'aidais, je soutenais mais... [...] »⁸¹.

Or, si le fait de formaliser un groupe, de formaliser la position du représentant (par sa signature, mais aussi par le paiement de mensualités (voir dans le chapitre 5, encadré n°8, p. 382) peut constituer, on le verra, une ressource pour les dirigeants dans la sphère politique instituée, cela constitue dans le même temps une contrainte. En demandant à un groupe de voisins de reconnaître qu'ils les représentent, les dirigeants se trouvent en effet contraints d'adopter des comportements que ces derniers valorisent. S'écarter trop fortement, ou trop souvent, des comportements légitimes peut en effet donner lieu à des défections. En ce sens,

⁷⁹ Livret de présentation du *precario* de La Cueva de San Jacinto.

⁸⁰ C'est notamment ce qu'elle souligne dans l'extrait d'entretien mobilisé au tout début de l'introduction de cette thèse.

⁸¹ Entretien avec Roberto, avril 2009.

l'adoption d'une posture de porte-parole qui plus est quand elle se trouve formalisée par la direction d'une association enjoint le dirigeant à agir et à rendre service à son voisinage afin d'éviter des formes de défections.

Ainsi, l'engagement des dirigeants et leur accès à la sphère politico-administrative favorise l'établissement de liens de sociabilité qui peuvent être vécus en termes d'amitié et de relations d'obligation qui vont favoriser le maintien des dirigeants dans l'engagement. Ce maintien est en outre favorisé par les rétributions que leur vaut l'engagement.

2.2. Se sentir utile et reconnu au quartier

Chez les dirigeants, l'attachement au quartier va généralement de pair avec un accroissement de la confiance en soi qui trouve à s'exprimer par un sentiment d'utilité et/ou de reconnaissance. De fait, si la confiance en soi apparaît comme un vecteur important de l'engagement, elle l'est tout autant par la suite. Bien sûr, le recours de ce registre discursif en termes de reconnaissance, d'utilité doit être replacé dans son contexte. Celui de l'entretien avec un enquêteur auprès de qui chacun tente de faire valoir qu'il est un « *bon dirigeant* », tant par envie de bien paraître que par souci d'être bien positionné si l'enquêteur se révélait en mesure d'accéder à des ressources⁸². Parce qu'ils rendent compte des attentes que les dirigeants placent dans l'engagement, les registres invoqués ici permettent néanmoins de saisir (en creux) ce qui peut favoriser leur maintien dans l'engagement (ou au contraire leur *exit*).

2.2.1 Maîtriser les codes et aimer parler en public

Dans les différents espaces qu'ils intègrent en tant que porte-parole, les dirigeants acquièrent les dispositions nécessaires pour interagir avec des acteurs distants socialement du quartier (administratifs, chercheurs, personnel politique, journalistes...). *École de leadership*, formations à l'auto-gestion, au porte-parolat ou à la négociation, séminaire d'auto-estime ou sur la résolution des conflits... ces séminaires et ateliers sont autant d'exemples des formations auxquelles les dirigeants sont invités à s'inscrire. Ces dispositifs ont un rôle socialisateur important. Ils constituent en effet des espaces particulièrement propices pour apprendre à maîtriser les codes en vigueur dans d'autres espaces sociaux et donc à en faciliter

⁸² Au Costa Rica, nombreux sont les agents de l'État ou d'ONG à se présenter par leur titre universitaire. Aussi, le fait de se faire connaître comme un sociologue ou comme un politiste amène souvent ses interlocuteurs à penser que l'on a – ou aura – un rôle dans un projet de développement ou dans un programme social.

le maniement. Jeux de rôle, confrontation aux caméras, exercice d'écriture, tours de parole... sont ainsi autant d'exercices récurrents dans les formations. Souvent organisés de façon ludique, dans un contexte d'interconnaissance poussé, ils facilitent la maîtrise de nombreux savoir-faire propres au travail de représentation. Cela favorise en effet l'apprentissage de la prise de parole en public, la gestion des interactions avec les médias ou avec les responsables politiques ou encore la requalification des enjeux dans les codes légitimes en fonction des publics visés. La maîtrise de ces savoir-faire et de ces savoir-être dans ces espaces dédiés facilite leur maniement dans un contexte moins favorable (car moins bienveillant), notamment parce qu'ils permettent d'accroître la confiance en soi (ou au moins de réduire le sentiment d'illégitimité que suscite les rapports sociaux très inégalitaires). C'est notamment ce que révèlent ces extraits d'entretiens :

« Ce cours était vraiment très intéressant. [...] Parce que souvent, comme leaders, on se décourage... mais avec ces cours, on retrouve toute l'assurance dont on a besoin, pour permettre des améliorations dans nos communautés »⁸³.

« Dans cette école [*de leadership*], une session que nous avons suivi, il y avait des camarades qui n'osaient même pas regarder leur voisin dans les yeux. Et quand nous avons terminé, ils voulaient tous le micro pour parler ! C'est bien ça ! C'est de la confiance ! Parce que pour mener quelque chose [*liderar*], il faut que j'ai confiance en moi ! Parce que si je n'ai pas confiance en moi, comment je vais vous persuader de croire en moi ? »⁸⁴.

« On nous a enseigné à nous former. Tu comprends ? Dans l'école de leadership, ils nous ont enseigné à adopter des comportements et à prendre des décisions. À respecter ce que en quoi nous croyons, à avoir confiance dans le fait que oui, nous pouvons. À voir que nous sommes des gens formés et qu'avec le temps nous nous formons pour pouvoir réussir nos objectifs. On s'est formé sur les associations, sur tout ce qui était juridique, sur [*l'aspect*] comptable, les projets... On a aussi suivi un cours [*sur comment*] parler à la presse. [...] FUPROVI et le Centre coopératif suédois ont été très importants pour nous, parce qu'ils nous ont donné confiance, ils nous ont soutenus et ils ont cru en nous. [...] Nous avons appris à étudier ! Nous avons appris à nous préparer, à nous organiser. Ignorants ? Non ! Nous ne sommes pas aussi vulgaires que le disent les médias ! Qui nous ont étiquetés comme de dangereux délinquants [...] Mais ils peuvent dire qu'il y a beaucoup de délinquance à Carpio. Les médias peuvent nous montrer du doigt [*et dire que nous sommes*] des ignorants, des *chapulines*, des délinquants [...]. Mais à chaque fois que je sors de La Carpio, à représenter ma communauté, à dire que j'y vis, je sens que je le fais la tête haute et que je démontre tout l'amour que j'ai pour Carpio. Parce que j'ai mon identité bien définie ! »⁸⁵.

Les différentes formations auxquelles sont conviés les dirigeants constituent un espace de socialisation important pour les dirigeants. Elles leur permettent d'améliorer leur maîtrise de savoirs (notamment en matière de droit et de gestion de projet), de savoir-faire et de savoir-être nécessaires à l'endossement du rôle de dirigeant. L'apprentissage d'un *sens pratique* de la

⁸³ Une membre de l'association de développement de San Jacinto de Rincón Grande, *Le Journal de La Carpio*, n°12, 2011, p. 5.

⁸⁴ Entretien avec Agustín, mars 2009.

⁸⁵ Entretien avec Carolina, mars 2009.

représentation comme de connaissances techniques leur permettent une prise de confiance elle-même nécessaire au travail de représentation. Cela favorise en effet la maîtrise et le goût pour le travail de représentation, ce que facilite également l'intégration au groupe de pairs et les gratifications tant symboliques que matérielles auxquelles donnent lieu le travail de dirigeant (voir *infra*).

Malgré tout, les savoirs et savoir-faire acquis dans ces dispositifs n'empêchent des formes de réappropriation distantes des objectifs visés par les dispositifs. Mes observations de terrain mettent en évidence un certain décalage entre les objectifs explicites de ces dispositifs et les effets réels. Ainsi, par exemple, alors que la nécessité pour les dirigeants de rendre des comptes au quartier semble faire l'objet d'un vaste consensus, les pratiques révèlent à quel point il semble difficile pour les dirigeants de mettre en œuvre un tel précepte. Ce consensus est notamment exprimé dans les propos de Yolanda lorsqu'elle souligne l'importance « *de transmettre l'information au reste des associés* », ou dans ceux de Carolina qui explique plus longuement :

« Nous avons la responsabilité d'être la personne qui communique aux citoyens pour qu'ils connaissent les problèmes que nous traversons. Parce que le problème du logement, ça n'est pas seulement le problème d'un coordinateur, d'une commission. Le problème de l'habitat, c'est le problème de tous ceux qui vivent ici »⁸⁶.

Pourtant, malgré ce consensus sur la nécessité de rendre des comptes, d'être « *transparent* » (« *Si CCORCA s'est maintenu, c'est grâce à la transparence* »⁸⁷), les usages sont souvent éloignés de ce précepte du fait des contraintes même qui pèsent sur l'endossement de rôle des dirigeants. C'est notamment ce que traduit cet extrait de carnet de terrain :

Sur le chemin de la construction

Dimanche 2 décembre 2012

Depuis quelques mois, Yolanda et les membres de la coopérative qu'elle dirige construisent une maison à quelques dizaines de mètres du *precario*. Lorsque j'arrive au quartier en décembre 2012, Yolanda est impatiente de m'amener voir la construction de ce qu'elle sait d'ores et déjà être sa maison.

Sur le chemin, elle m'explique *l'imbroglia* auquel donne lieu la construction. En effet, l'achat du terrain et la construction ne se font pas en son nom propre, mais au nom de l'une de ses sœurs. C'était le seul moyen pour elle d'accéder à l'allocation pour le logement dans la catégorie « extrême pauvreté » [*qui représente près de 9 000 euros*]⁸⁸. Si elle avait acheté la parcelle en son nom propre, elle n'aurait pu avoir qu'une allocation de 2 000 euros ce qui était trop peu pour payer la construction (en tant que propriétaire

⁸⁶ Entretien avec Carolina, mars 2009.

⁸⁷ Zuly, Carnet de terrain, Carpio, 17 février 2009.

⁸⁸ Sur les politiques en matière d'habitat et l'allocation pour le logement, voir l'annexe n° 6.

elle n'était plus en droit d'obtenir l'allocation dans la catégorie 'extrême pauvreté'). Tout est donc au nom de sa sœur (les prêt, le terrain, la construction). Dans un second temps, sa sœur doit lui vendre la maison et elle pourra donc demander l'allocation « extrême pauvreté » pour racheter la maison et pour payer les membres de la coopérative qui ont travaillé à la coopérative. Pour le moment, ils sont 4 à travailler. Ana, Liliana, Alejandro qui sont tous trois des voisins actifs dans la coopérative et un employé. Elle m'explique qu'elle paie en effet un employé qui les aide, dans la mesure où les membres de la coopérative construisent alors leur toute première maison. Selon elle, le plus difficile est de former les travailleurs de la communauté. Des poutres de ciment ont été cassées, il a fallu en refaire, ça a coûté des sous. Elle m'explique aussi que pour le moment, personne ne sait qu'il s'agit de sa maison. Selon elle « *les gens ne comprendraient pas* », « *ils penseraient que je les exploite, que je les utilise pour mon bénéfice personnel* ». Mais « *ça n'est pas ça, c'est juste que l'on n'a pas trouvé d'autres moyens* ».

Face à la fragilité des loyautés et à la faiblesse des ressources aux mains des dirigeants, l'information constitue un élément clef dans le maintien de leur position de pouvoir. Dans certains cas, et c'est notamment le cas ci-dessus, la divulgation de certaines informations peuvent favoriser une délégitimation des dirigeants voire la défection de certains des membres de leur groupe. Dans d'autres cas, au contraire, la détention et la divulgation plus ou moins ciblée de certaines informations, par exemple sur les bourses scolaires ou sur les inscriptions à des formations, pourront constituer des ressorts de légitimation. Dans la mesure où le dirigeant peut choisir de divulguer l'information (ou de ne pas le faire), cette dernière peut venir dans l'économie des échanges clientélares au quartier, et donc lui permettre d'entretenir des réseaux de loyauté⁸⁹.

Ainsi, la socialisation aux codes légitimes que favorisent ces dispositifs de formation n'empêche pas une réappropriation distanciée desdits codes. Cependant, ils favorisent dans le même temps une maîtrise de codes, de savoirs et de savoir-faire importants dans le travail de représentation, et notamment dans l'endossement du rôle d'intermédiaire entre le quartier et d'autres espaces sociaux. Se poser en intermédiaire suppose en effet d'être en mesure d'endosser un rôle de traducteur « entre des univers organisationnels ou sociaux [*ici, le quartier et la sphère politique instituée*] qui doivent (ou désirent) travailler ensemble mais ne recourent pas aux mêmes registres d'intelligibilité »⁹⁰. En ce sens, le passage par ces dispositifs joue un rôle central dans l'apprentissage des codes en vigueur dans d'autres espaces (et notamment dans la sphère politico-administrative). Par la même, ces formations et séminaires facilitent le développement d'un sentiment de confiance en soi qui permet aux

⁸⁹ Cette question sera abordée dans le chapitre suivant.

⁹⁰O. NAY, A. SMITH, « Les intermédiaires en politique : médiations et jeux d'institutions », in O. NAY, A. SMITH (dir.), *Le gouvernement du compromis...*, op. cit.

dirigeants de mieux gérer les interactions de face-à-face avec les acteurs extérieurs au quartier, et ce malgré la distance sociale qui peut exister entre eux. Cette confiance en soi s'accompagne en outre bien souvent du développement d'un autre sentiment, celui d'être utile pour que son groupe de base.

2.2.2 « Être utile pour la communauté »

Lors des entretiens, les dirigeants mettent l'accent sur l'utilité de leur engagement pour les habitants du quartier et de la satisfaction que cela leur procure. C'est notamment ce que montrent les propos de ces dirigeants :

« Olfran : Je suis vice-président [*du conseil d'éducation, équivalent du conseil d'administration de l'école*] et je les aide depuis que ma fille est entrée en quatrième année. C'est quelque chose qui me satisfait beaucoup, parce que d'une certaine façon, ça m'a permis d'être utile pour la communauté... et c'est en cela que d'une certaine façon, j'ai exercé un leadership dans cette communauté, parce que d'une certaine façon on a fait de bonnes choses pour l'école.

[...]

J'aurais parfaitement pu décider de ne pas continuer dans le conseil, mais quand je me mets à penser aux enfants... parce qu'il y a des enfants... Je connais la communauté dans laquelle je vis. Je sais qu'il y a des enfants qui viennent à l'école, et que c'est là qu'ils reçoivent leur seule alimentation, et c'est lamentable. [...] Comment est-ce que c'est possible ? Et la vérité, c'est que ce n'est pas possible ! Et c'est pour ça que j'ai continué là-dedans. Des fois, je dois sacrifier un peu de mon temps familial, mais c'est pour les enfants, et ça, ça te fait rester »⁹¹.

« Marquita : maintenant, je suis dans le comité socioculturel avec madame Concepción. J'ai l'impression que le comité socioculturel travaille très bien. [...] Pareil avec le journal, on essaie de changer l'image... parce que les moyens de communication nous voient toujours comme un lieu très discriminé, seulement de violence. Et pour moi, c'est un succès ! Le *Journal de la Carpio*, parce que ça aide vraiment à changer l'image »⁹².

« José Luis : [*les choses viennent*] [...] les demandes ont été faites... et on y va. Je crois que nous avons bien fait les choses et que nous allons dans le bon sens. En tout cas, il y a pas mal de travaux qui ont été faits »⁹³.

Leticia, dirigeante et élue comme conseillère du district de la Uruca entre 2006 et 2010, souligne :

« Je crois que j'ai collaboré le temps qu'il fallait. Je sens que je suis très satisfaite parce que ça y est, j'ai accompli [*mes engagements*]. Je sais que j'ai ramené des projets pour la communauté. Que l'on a beaucoup fait. De fait, la *regidora* [...], des crédits spécifiques qu'elle obtient, elle a donné 5 millions pour l'école [env. 6 700 euros]. Et ça a été quelque chose de très bien parce que je sens que l'on a beaucoup travaillé »⁹⁴.

⁹¹ Entretien avec Olfran, novembre 2009.

⁹² Entretien avec Marquita, novembre 2010.

⁹³ Entretien avec José Luis, novembre 2012.

⁹⁴ Entretien avec Leticia, novembre 2009.

La certitude de se sacrifier, de faire le don d'eux-mêmes pour le bien des autres (et en particulier des enfants), de faire « *de bonnes choses* », d'« *aider* » sont des vecteurs d'autosatisfaction qui donnent un sens aux actions des dirigeants, et participent ainsi à stimuler leur engagement. Ici, « l'action [*apparaît*] à elle-même sa propre récompense »⁹⁵, dans la mesure où elle permet aux individus de satisfaire les attentes normatives qu'ils placent dans l'engagement. Ce faisant, l'engagement est ici générateur de confiance en soi. L'estime de soi est généralement associée à un autre sentiment, qui vient le nourrir, celui de la reconnaissance.

2.2.3 L'enjeu de la reconnaissance au quartier

La certitude de *bien faire* s'accompagne souvent du sentiment que leurs actions sont reconnues dans le quartier⁹⁶. C'est notamment ce que formule Olfran de façon tout à fait explicite à propos du conseil d'éducation, « *Heureusement, la communauté a vu le travail que nous faisons...* »⁹⁷. Certains dirigeants accompagnent leur propos sur la reconnaissance par des références aux marques de reconnaissance qu'ils estiment recevoir de leur voisinage. Ils font ainsi valoir la joie et la fierté que leur assurent ces signes de reconnaissance au quartier, au sein même de la communauté au nom de laquelle il s'engage. Marquita met ainsi en avant la satisfaction qu'elle a retirée des nombreuses visites qu'elle a reçues de son voisinage suite à son 'accident' (elle a reçu une balle perdue lors d'une fusillade au coin de sa rue) :

« Je n'aurais jamais imaginé qu'il puisse m'arriver quelque chose, et qu'autant de gens allaient me venir en aide. Des fois, il y a des gens à qui il arrive un accident et même leurs amis ne sont pas là. Et moi, le jour où ça m'est arrivé, ça a été incroyable ! Quand je suis sortie de l'hôpital, le premier jour, il y a eu comme... 600 personnes à la maison ! À l'hôpital aussi, aux urgences... quand les gens ont vu que c'était moi ! Même le docteur m'a dit 'Je n'ai jamais vu ça ! Une femme qui reçoit autant de visites à l'hôpital !' [...] Je remercie le Seigneur, j'ai eu l'opportunité d'avoir tellement de gens à mes côtés. Ma maman est venue de la *Zona Sur [au sud ouest du Costa Rica]*. Elle est arrivée super inquiète. Mes sœurs aussi sont venues me voir. Et ma mère m'a dit 'Marquita, viens ! On rentre à la frontière !' Mais je lui ai dit 'Maman, si j'avais su que quelqu'un voulait me tuer, j'aurais cherché à m'en aller. Mais comme je sais qu'il s'agit de quelqu'un que je connais et que je sais que cette personne n'aurait jamais cherché à me faire du mal, alors, je n'ai aucune raison de partir d'ici'. Parce que je sais que ce qui m'est arrivé ne me visait pas »⁹⁸.

Si la reconnaissance de la communauté à l'égard des dirigeants est un stimulant important pour ces derniers, beaucoup regrettent néanmoins le manque de reconnaissance, voire la

⁹⁵ J. SIMÉANT, F. SAWICKI, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, n°1, 2009, p. 104.

⁹⁶ Sur l'importance du sentiment de reconnaissance dans l'engagement, on pourra notamment voir : C. HAMIDI, *La société civile dans les cités...*, op. cit., p. 89-90.

⁹⁷ Entretien avec Olfran, novembre 2009.

⁹⁸ Entretien avec Marquita, novembre 2010.

méconnaissance et les critiques que peuvent susciter leur travail. Souvent, le sentiment d'un manque de reconnaissance au quartier se trouve cependant compensé par la conviction d'être reconnu par des acteurs issus d'autres espaces sociaux.

2.2.4 *Quand la reconnaissance vient de l'extérieur*

Si les dirigeants se plaignent parfois du manque de reconnaissance au quartier, ils mentionnent à l'inverse bien plus couramment la satisfaction qu'ils retirent de voir leur travail reconnu hors du quartier. Beaucoup de dirigeants témoignent ainsi de la fierté que suscite le fait d'être reconnu par des acteurs extérieurs au quartier. Ainsi, à propos de la visite d'un ex-président PUSC et de son épouse, Miguel, militant du PAC, souligne :

« Rafael Angel Calderón et madame Gloria sont venus me chercher chez moi pour me demander faire campagne pour eux. C'est très stimulant que quelqu'un de ce calibre cherche à t'avoir ! »⁹⁹.

C'est tout aussi fièrement que Yolanda me raconte la visite de Laura Chinchilla, alors candidate libérationniste à la présidentielle, dans *San Jacinto* :

« Son équipe lui disait de ne pas descendre [*de la voiture*], parce que c'est trop dangereux ! Mais elle, elle a dit qu'elle faisait ce qu'elle voulait ! Qu'elle prenait les risques qu'elle voulait ! Qu'on ne l'empêcherait pas de descendre ! Et elle est descendue ! Elle m'a remerciée ! Elle m'a dit '*Merçi Yolanda*' »¹⁰⁰.

Ou que Roberto me fait remarquer, lors d'une visite de Johnny Araya, maire de San José : « *Tu as vu comme Johnny me parle ?* », soulignant ainsi une supposée proximité entre eux¹⁰¹.

Ainsi, ces propos attestent de l'importance pour les dirigeants d'être connu et reconnu hors du quartier. Les marques de reconnaissance que peuvent donc faire preuve les individus extérieurs au quartier, et tout particulièrement ceux qui sont considérés pouvant peser sur le jeu politique institué, peuvent constituer des sources de gratification considérables.

Si la reconnaissance des dirigeants par les responsables politiques apparaît comme un élément important, les vecteurs de gratification symboliques du travail de représentation ne sont cependant pas cantonnés à cet espace. Ainsi, le fait d'être interviewé dans un journal papier ou dans un reportage télé, d'être cité dans un ouvrage universitaire ou encore d'être sollicité pour aller représenter son quartier à l'étranger constitue autant de formes de reconnaissance qui tendent à susciter de la satisfaction chez les dirigeants. C'est ainsi avec

⁹⁹ Discussion informelle avec Miguel, Carnet de terrain, 3 décembre 2009.

¹⁰⁰ Discussion informelle avec Yolanda, Carnet de terrain, 2 février 2010.

¹⁰¹ Discussion informelle avec Roberto, Carnet de terrain, 23 février 2010.

une joie et une fierté non dissimulée que Yolanda m'annonce en 2012 la parution d'un ouvrage lui donnant une grande place. De la même façon, Carolina ne manque pas, lors d'un entretien, de faire mention d'un reportage télévisé, dans lequel elle est interviewée. Le fait de se sentir reconnu pour son travail de représentation, peut ainsi favoriser une certaine *prise de goût* pour les activités dont il relève. En ce sens, certaines gratifications octroyées tantôt dans l'arène politique, tantôt dans d'autres arènes, favorisent l'attachement au travail de représentation et ce faisant, le maintien dans l'engagement.

2.3. Les rétributions de l'engagement

Les rétributions symboliques et matérielles que peut procurer l'engagement des dirigeants constituent un autre ressort de la poursuite de leur investissement local¹⁰². En effet, les moyens de subsistance qu'ils peuvent en retirer comme le sentiment d'utilité et de confiance en soi qu'ils y développent favorisent l'attachement des dirigeants au travail de représentation du quartier.

2.3.1 La reconnaissance du statut de porte-parole

Une rétribution importante repose sur le fait, pour le dirigeant, de voir son rôle de porte-parole reconnu, notamment en accédant à des positions de représentant, c'est-à-dire à un statut institutionnellement fondé qui lui donne les pouvoirs d'agir au nom d'un représenté¹⁰³. D'une part, cela passe par l'élection à la tête d'organisations communautaires (association de développement, comités pour le logement, conseil de santé, association des parents d'élève) qui repose sur un vote au sein même du quartier. D'autre part, cela passe par la nomination voire la désignation à des postes dans le cadre de procédures qui relèvent d'autres acteurs que du voisinage et des habitants du quartier. Pour accéder à ces postes, la reconnaissance de son voisinage ne suffit plus puisqu'il faut également que celle-ci soit reconnue à l'extérieur du quartier, ou à défaut, que le dirigeant ait d'autres ressources à faire valoir (maîtrise de certains registres qui permettent de coaliser des attentes sociales au-delà du groupe de base, relations d'interconnaissance avec des dirigeants dans le quartier mais d'autres dirigeants de quartiers populaires...). C'est notamment le cas des postes au conseil d'éducation (les membres sont

¹⁰² Sur le rôle des rétributions dans l'engagement militant, voir en particulier D. GAXIE, « Rétributions du militantisme ... », *op. cit.*

¹⁰³ Cette définition s'inspire ici largement de celle donnée par le Littré, selon lequel un représentant peut être défini comme « Celui qui représente une autre personne, qui a des pouvoirs pour agir en son nom ».

nommés par le conseil municipal sur proposition du directeur du centre éducatif) et des postes électifs au niveau municipal (à Carpio, comme à Rincón Grande, il n'existe pas de listes locales pour les élections, les candidats issus du quartier doivent donc avoir été désignés par un parti¹⁰⁴). Au niveau électif, c'est principalement comme candidats au conseil de district, comme conseiller ou comme *síndico* (titulaire ou suppléant) que mes enquêtés sont ou ont été désignés. Situés au plus bas de l'échelle élective, ces postes sont les moins valorisés. C'est tout particulièrement le cas pour les postes de conseillers de district dont le rôle est peu formalisé, dont les compétences sont particulièrement limitées et qui ne sont pas rémunérés. Si les positions de représentants assurent rarement un accès à des rémunérations directes (sauf dans le cas des *síndicos*, j'y reviendrai par la suite), ils constituent néanmoins un signe de reconnaissance important pour les dirigeants, et peuvent en cela être considérés comme des formes de rétributions du militantisme.

Outre des positions institutionnelles, la reconnaissance du rôle de porte-parole se traduit également par l'accès à d'autres avantages, plus ou moins valorisés. Parmi les gratifications les plus valorisées, on trouve les voyages à l'étranger. L'occupation d'un poste à la municipalité et l'établissement de liens avec des ONG transnationales sont, à ce titre, particulièrement propices à ce type de gratifications. Les dirigeants peuvent en effet être sollicités pour aller représenter leur association, le quartier ou la ville de San José dans des séminaires ou des manifestations. Ainsi, par exemple, Yolanda s'est rendue au Salvador en 2009, avec le Fonds coopératif suédois, pour les Rencontres centraméricaines autour du logement. C'était son premier voyage à l'étranger. Son second voyage date de 2015. C'est au Brésil et en Uruguay qu'elle se rend cette fois-ci, pour y représenter la municipalité de San José. À Carpio, dans le cadre des formations mises en œuvre par FUPROVI et le Fonds coopératif suédois, nombreux sont les dirigeants à avoir voyagé en Amérique centrale et latine dans le cadre d'échanges d'expérience en matière d'habitat.

Enfin, certains dirigeants peuvent accéder, plus ou moins directement à des formes de rétributions financières, qui participent activement à la permanence de leur engagement.

¹⁰⁴ Il faut noter que pour les élections internes aux partis, les listes présentées sont uniquement composées d'habitants du quartier. Ces élections, qui suscitent une importante mobilisation des dirigeants, sont directement fondées sur la mobilisation des réseaux de voisinage et de solidarité locaux.

2.3.2 Vivre de son engagement ? Petits contrats, rémunérations occasionnelles et autres rétributions de l'engagement comme moyens de subsistance

Première visite de La Carpio avec Zuly

Mardi 17 février 2009

J'arrive à La Carpio vers 10h et je dois retrouver Zuly, une dirigeante pour une visite du quartier qui doit être l'occasion d'une prise de contacts avec d'autres dirigeants. C'est J., un employé de FUPROVI, qui a organisé la rencontre, à ma demande. Durant la visite, Zuly m'explique le rôle actif qu'elle joue dans CCORCA, dont elle est l'une des fondatrices.

- CF : Mais vous, vous travaillez à côté ?

- Zuly : *Non. Grâce à Dieu, j'ai quelques petites aides, et avec ces boulots que j'ai... quand il y a des gens... ils me paient une rémunération. Et je me débrouille comme ça d'une certaine façon. Moi, ça me sert et ça sert l'organisation... Hier soir, J. m'a appelée à 8-9h pour me dire que tu venais. Et si je travaillais de façon fixe, je ne pourrais pas. Moi, ça me sert, parce qu'avec ça, je peux payer pas mal de choses. Je collabore beaucoup avec eux... des visites... des recensements...*

Une petite rémunération pour accompagner une chercheuse en visite dans le quartier, une autre pour tenir le secrétariat du local de FUPROVI ou y faire le ménage, le défraiement des frais de téléphones et d'essence par l'association (grâce aux cotisations des associés), un salaire de 160 000 *colones* (soit l'équivalent de 200 euros)¹⁰⁵ pour assurer la coordination de la campagne libérationniste au niveau local, ou un défraiement d'une quarantaine d'euros pour assister au conseil municipal en tant *síndico* suppléant *etc*¹⁰⁶... Les dirigeants accèdent à toute une série de rétributions financières au titre de leur engagement. Défraiements et rémunérations leur assurent en effet quelques revenus qui rendent matériellement possibles leur engagement¹⁰⁷. Comme l'ont souligné de nombreux travaux sur l'engagement cependant, ces rétributions ne prennent réellement sens que dans une perspective relationnelle¹⁰⁸. En ce sens, il semble nécessaire de prendre en compte la valeur de ces rétributions au vu de la position sociale des intéressés. Et, alors que les conditions de vie de la plupart des dirigeants

¹⁰⁵ Pour mieux saisir ce que ces sommes représentent au regard des niveaux de vie et de salaire au Costa Rica, voir annexe n°8.

¹⁰⁶ Pour leur participation au conseil municipal, les *regidores* et les *síndicos* reçoivent un défraiement. Selon Yolanda, qui occupe le poste *síndica* suppléante entre 2010 et 2016, elle recevait 25 000 *colones* (environ 36€) par session (pour un total de six sessions par mois et de 72 par an).

¹⁰⁷ Sur le rôle des rétributions matérielles dans la permanence de l'engagement, voir notamment D. GAXIE, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, n°1, 1977 ; D. GAXIE, « Rétributions du militantisme... », *op. cit.*, ou encore L. Bargel, « S'attacher à la politique... », *op. cit.*

¹⁰⁸ Voir notamment J. SIMÉANT, F. SAWICKI, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant... », *op. cit.*, p. 104.

se révèlent précaires et que leur vie professionnelle est marquée par l'irrégularité des emplois occupés, l'accès à une rémunération constitue un facilitateur notable d'engagement. Sans tomber dans une lecture instrumentale qui ferait des rémunérations le moteur de l'engagement, il est cependant indéniable que celles-ci viennent le faciliter dans la durée, en le rendant matériellement imaginable.

Dans le même temps cependant, si les dirigeants sont nombreux à être rémunérés pour des activités qu'ils réalisent au titre de leur engagement, l'accès à ces rétributions se fait généralement sur des courtes périodes. Cela conduit les dirigeants à devoir composer avec d'autres sources de revenus, comme le montrent les cas de Zuly et de Leticia :

« CF : *Mais vous avez travaillé durant toutes ces années [où vous avez été investie dans les organisations communales] ?*

Zuly : Non. Moi, je n'ai jamais travaillé. J'ai travaillé... deux mois seulement comme employée domestique. Mais de là... non... j'ai été ici... avec mon mari, pendant sept ans. [...] Et après ces sept ans, les onze qui ont suivis... j'ai été toute seule. Mais j'ai seulement travaillé deux mois, parce que j'ai toujours reçu des aides... et avec ce que [mon mari] me donnait, et bien je me débrouillais. Et puis comme dirigeante communale, j'ai eu quelques petits boulots... une visite du quartier, et ils me paient [les ONG ou les institutions publiques]. Là-dedans, j'ai gagné ma vie... Mais maintenant, je suis fauchée fauchée fauchée [fregada]. À celle-ci [elle me montre sa fille aînée], ils lui ont retiré la bourse. Et ici, avec les organisations, je ne gagne plus rien. Et donc, je me suis mise à faire du *détricotage* [elle me montre un gros sac poubelle rempli de fils de coton]. Ça te tue et puis en réalité, on ne gagne pas grand-chose... Mais c'est déjà quelque chose. Et puis en plus... quand je suis comme ça, à la maison, [...] pour vaincre l'ennui, je me mettais à jouer des heures, des heures et des heures [elle m'indique l'ordinateur]. [...] Et la consommation ! Parce que si je reste toute la journée à jouer... si je reste à regarder la télévision, ça consomme moins... Mais bon, grâce à Dieu, une dame me donne cette opportunité. Parce que normalement, tu achètes le tissu... mais comme elle a confiance en moi, elle me donne le tissu, je le défais et elle me paie. Mais c'est un travail que tu fais réellement par nécessité. Parce que c'est très fatigant et ça prend un temps... en un jour, je fais un kilo, mais un jour... c'est plusieurs heures. Et quand elles sont là [ses filles], avec le bébé [sa petite-fille], c'est encore plus long... je peux défaire le tissu pendant huit heures... et sortir un kilo !

CF : *Mais combien ils paient le kilo ?*

Zuly : 500 [équivalent à 60 centimes d'euros]... si le tissu est blanc... 400 si c'est de la couleur... [environ 50 cts d'euros]. Tout ça, c'est du tissu que les fabriques jetaient... mais elles sont devenues plus roublardes... Avant, les usines donnaient ça... et c'est là-dessus que se faisaient les marges... À ce moment-là, ils payaient 600 pour la couleur [75 cts], et 700 pour la blanche [90 cts]. Mais maintenant, ça n'est plus comme ça. Comme ils la vendent, la personne doit acheter le tissu et doit donc se faire sa commission. Et donc, ce qu'on gagne, ça n'est pas grand-chose. Mais bon... 500 pesos... et là, j'ai 23 kilos à faire... mais le truc, c'est qu'il faut avoir du temps »¹⁰⁹.

¹⁰⁹ Entretien avec Zuly, novembre 2010.

Comme Zuly, Leticia compose avec différentes sources de rentrées d'argent, dont certaines sont directement liées à son engagement comme dirigeante :

« À 16 ans, je suis venue ici [à *San José*]. Je suis venue travailler comme employée domestique [...] je suis venue car à la maison, nous étions beaucoup, et j'avais besoin de pouvoir m'acheter mes propres affaires... [...] Et donc, j'ai décidé que je voulais partir pour travailler. Et donc je suis restée ici. Je suis venue chez cette dame... qu'en paix elle repose... Et je suis restée travailler ici. Quand j'ai été majeure... ou à 19 ans... j'ai commencé à travailler à l'usine. [...] [Notamment] à *Pozuelo*, où j'ai presque travaillé 8 ans [...]. Ensuite, ils m'ont licenciée. J'ai recommencé à travailler dans une *maquila* [usine de sous-traitance étrangère]. Mais après, ils ont fermé et ils sont partis... au Nicaragua... ou en Chine... je sais plus... ou au Guatemala. Et donc, ils ont fermé au Costa Rica. Et ils m'ont donc licenciée. Après, j'ai fait de la vente à domicile, pour les produits *Herba Life*. J'ai recommencé à travailler comme employée domestique. Mais je n'ai pas voulu retourner à l'usine, c'est très dur, très fatigant. [...] J'ai préféré travailler quelques heures par-ci par-là... ou à mi-temps... et puis j'essaie de louer les chambres de l'étage. Dernièrement, j'ai travaillé à FUPROVI, dans leurs bureaux. Et puis ils ont fermé les bureaux de FUPROVI [elle rit].

CF : Et comment tu t'es retrouvée à faire l'accueil de FUPROVI ?

Leticia : J'ai débuté lors du recensement qu'ils faisaient avec l'IMAS. En tant que leader communale, ils sont toujours venus me chercher pour les recensements qu'ils [font]. Depuis le début, je leur donne un coup de main, pour les accompagner, que l'on explique aux gens ce qu'ils sont en train de faire... tout ça.

CF : Et j'imagine qu'ils vous rémunèrent ?

Leticia : Ah oui, bien sûr ! Ils nous ont toujours donné une rémunération. Pour l'aide qu'on leur apporte. Ils nous aident toujours avec quelque chose. Et donc quand on était avec l'IMAS, en train de faire le recensement il y a deux ans [...], j'ai commencé avec eux. Et quand on a fini le recensement, ils ont décidé qu'il fallait mettre des bureaux ici. [...] Et c'est à ce moment-là qu'ils m'ont dit '*Leticia, vous ne partez pas, car on doit vous parler*'. [...] Et ils m'ont expliqué qu'entre toutes, j'avais été choisie pour rester travailler avec eux dans les bureaux. Et on y a été à partir de juillet... [...] jusqu'en février, lorsqu'ils ont fermé. [...] Mais j'ai recommencé à travailler. Maintenant, je travaille chez une famille nord-américaine. Je suis à la maison là, parce qu'ils sont aux États-Unis. Mais, si dieu le permet, je vais recommencer à travailler chez eux à leur retour comme nourrice... je garde les enfants. Du lundi au vendredi, toute la journée. Et je suis très heureuse avec eux. [...] Mais là, ils sont aux États-Unis... Ils me traitent super bien. [...] Je continue de travailler avec les organisations locales, mais surtout les weekends ou parfois certaines semaines, quand ils sont aux États-Unis ou à la plage.

[Elle revient ensuite sur son rôle au sein du Conseil de district, où elle siège entre 2007 et 2011]

Leticia : Je suis secrétaire... il y a aussi un trésorier... en réalité, trésorier de rien du tout, parce qu'on ne gère jamais d'argent... Nous ne recevons même pas de salaire... même pas pour les tickets [de bus].

CF : Je pensais que vous receviez une indemnité.

Leticia : Non non. Ceux qui reçoivent une indemnité, c'est juste la *síndica*, qui va aux sessions [du conseil municipal] une ou deux fois par semaine je crois... et son suppléant je crois. Mais nous autres, personne ne nous paie. Même pas les tickets de bus. Tu vois, je suis la secrétaire, et ils ne me donnent même pas les cahiers ou les stylos. Même pas ça. Même pas ça »¹¹⁰.

¹¹⁰ Entretien avec Leticia, octobre 2009.

Quelques semaines plus tard, alors que je l'accompagne lors d'un porte-à-porte pour le PLN et que je lui demande s'ils sont rémunérés pour faire cela, Leticia m'explique :

« J'ai juste été payée pour la campagne du référendum [en 2007]. J'ai demandé quand j'ai su que Roberto était payé ! [...] J'ai demandé 30 000 *colones* [soit environ 50 euros]. Tout le monde se faisait payer ! »¹¹¹.

Durant les quelques mois que durent les campagnes, les dirigeants engagent d'importantes négociations pour obtenir des rémunérations pour eux, et pour les membres de leur entourage qui se mobilisent activement. Durant ces périodes, les dirigeants peuvent se voir rémunérer de façon parfois importante mais peu durable. En dehors de ces périodes, les rétributions financières de l'engagement se révèlent assez limitées et là encore, peu durables, contraignant les individus à s'engager dans différentes sphères d'activités pour subvenir à leur besoin et à ceux de leur famille. En ce sens, rares sont les dirigeants qui tirent durablement leurs revenus de leur engagement. Dans la majorité des cas où les individus faisaient face à des situations professionnelles et financières précaires avant de s'engager, l'engagement n'apparaît pas comme un moyen durable de parvenir à leur besoin. Des exceptions sont cependant à souligner. Ainsi, quelques-uns de mes enquêtés ont pu accéder, notamment par la reconversion de leur ressources sociales locales dans la sphère politique instituée, à des postes (et donc à des revenus) stables. C'est notamment le cas de Patricia, d'Eduardo, Willy et Gustavo qui ont tous pu obtenir des emplois à la municipalité de San José, dans le Service de la rénovation et de l'aménagement urbain. C'est notamment ce que souligne Eduardo dans cet extrait :

« Eduardo : Quand j'ai commencé, ils étaient encore tous unis... donc il y avait Patricia, Claudio, Gustavo, José Luis... José Pablo... Ils étaient tous ensemble dans une même association ! [...] Je les ai rencontrés et j'ai commencé à m'investir dans les associations... J'ai commencé avec l'habitat... Et c'est comme ça que j'ai commencé mon histoire avec eux... [...] Et avec Edgar, qui m'a demandé si je voulais rentrer à la municipalité.

CF : Mais lui, il faisait de la politique ici ?

Eduardo : À ce moment-là, Edgar C. était de coordinateur des transports, pour le parti. Il était le coordinateur avec Gustavo. Donc je l'ai connu là. La politique est passée. Johnny a été élu maire. [...] et il m'a dit, '*Je vais te faire rentrer à la municipalité*'. Moi, je lui ai dit que je ne le croyais pas, que je voulais des faits. [...] Et le 9, Edgar C. a appelé '*Eduardo, j'ai besoin que tu viennes !*'.

CF : pour être chef de chantier ?

Eduardo : Oui. Mais le problème, c'est qu'il m'a bien eu. [...] Il m'a dit que j'allais travailler dehors, et j'ai passé trois ans coincé dans les bureaux ! [...] [*À faire*] des conneries. Un clavier qui fonctionnait

¹¹¹ Leticia, Carnet de terrain, 5 novembre 2009.

plus ? Il fallait le réparer. Une serrure cassée, il fallait la réparer. Des choses comme ça. Insignifiantes. Que je n'aime pas faire.

CF: Et c'est après cette même campagne que Patricia, Gustavo et Willy sont entrés aussi ? [en poste à la municipalité]

Eduardo: Gustavo est rentré en premier. Après, Willy... puis Patricia... et puis moi. [...] On est tous rentrés par le biais de la politique. Mais le problème, c'est qu'on était intérimaire, et qu'il y avait rien de sûr. Tu travailles quatre mois, et puis ils te renvoient une semaine chez toi. Sans salaire. Et donc Patricia, elle m'a fait connaître plus de choses... Parce qu'elle est très *politicienne* [*politiquera*]. Et donc elle m'a fait connaître plus de gens... [...] Jusqu'au moment où je me suis retrouvé à parler avec Johnny [*i.e., Johnny Araya, le maire*]. Et il m'a dit '*Je te titularise*'. Mais à ce moment-là, moi, je n'avais rien pour les gens qui me disaient '*Eduardo, file-moi un coup de main ?*'. Parce que je n'avais pas ce pouvoir... ce n'est pas vraiment un pouvoir... parce que seul Dieu a du pouvoir... mais quelque chose pour aider les gens. Et donc, j'ai dit, comment je fais ? Et c'est là qu'Rafa [*le chef du service de la rénovation et de l'aménagement urbain de la municipalité de San José*]. [...] m'a dit '*Eduardo, si tu passes ici [dans mon service], je te titularise*'. [...] Patricia a fait les formalités [...] et j'ai eu mon poste. [...] Parce que Rafa voulait candidater pour la mairie. [...] mais comme Johnny a candidaté, il ne s'est pas lancé. Tu vois ? Mais il me demande si je veux bien l'aider : '*Tu ne voudrais pas te lancer dans la réalisation de projets ? Parce que moi, je voudrais que tu t'y mettes pour que les gens commencent à mieux te connaître*'. [...] J'y ai beaucoup réfléchi [...] et puis j'ai dit oui [...]. Et j'ai commencé avec les plans coopératifs, à aider les gens. Et Rafa me disait '*Tu vois Eduardo, c'est que tu es un leader, mais tu ne veux pas le voir !*' »¹¹².

Autre exemple de dirigeant qui est en mesure de vivre de son engagement, Yolanda, qui à partir des années 2010, occupe différents postes électifs et non électifs au niveau municipal qui vont assurer la plus grande partie de ses revenus¹¹³.

Hormis les quelques cas présentés ici, rares sont les dirigeants qui peuvent effectivement trouver à vivre de leur engagement. Cependant, cette situation ne signifie pas pour autant une absence d'ascension sociale et de différenciation sociale vis-à-vis du groupe de base. En effet, comme on le verra dans le dernier chapitre de cette thèse, l'engagement favorise des logiques d'ascension sociale qui pèsent sur l'ancrage local des dirigeants et donc sur la façon dont ils endossent leur rôle de représentant.

L'engagement au quartier (et au nom du quartier) permet donc l'accès des dirigeants à des rétributions tant symboliques que matérielles et leur insertion dans des réseaux localisées de sociabilité et d'obligations réciproques qui vont favoriser le maintien dans l'engagement. Dans le même temps, cet engagement accru permet le développement de formes d'attachement au quartier, qui rendent possible l'endossement d'un rôle de défenseur de tout ou partie des habitants du quartier.

¹¹² Entretien avec Eduardo, janvier 2010.

¹¹³ Je reviendrai sur le détail de la trajectoire de Yolanda dans le dernier chapitre de cette thèse.

3. De l'attachement au quartier à la défense des habitants du quartier

L'endossement du rôle de dirigeant et l'acquisition des savoirs et savoir-faire nécessaires à sa maîtrise permettent le développement de formes d'attachement au quartier, qui, dans certains cas, peuvent se traduire par une volonté d'y rester (3.1) et facilitent des formes d'identification positive (3.2), voire l'endossement d'une posture de défenseur de tout ou partie des habitants du quartier (3.3).

3.1. « Je veux continuer à vivre dans cette communauté. Je n'en partirai jamais » : les formes de l'attachement au quartier

Malgré le discrédit qui pèse sur le quartier et sur ses habitants, nombre de dirigeants démontrent un attachement sentimental à leur espace de vie et à leur voisinage. Si cet attachement n'est pas sans ambivalence, il se révèle particulièrement remarquable comparé aux stratégies de distinction et de différenciation qui sont souvent mises en œuvre par les habitants de ces quartiers :

« [Je suis de] Hatillo 2. Toute ma vie j'ai vécu à Hatillo 2 ! [...] C'est mon rêve... mon corps est ici à Carpio. Mais mon esprit est à Hatillo. Je rêve d'habiter à Hatillo.

[...] [Dans la suite de l'entretien, après avoir mis en avant les difficultés de la vie au precario, elle souligne] :

Mais ici, j'ai appris à être mère et à être femme. À me débrouiller par moi-même. À être appréciée par beaucoup, grâce à Dieu, et méprisée par quelques-uns, mais à collaborer, et c'est ça l'important. Je ne changerais pas ça. Le problème, c'est la délinquance. L'endroit est bien, joli, agréable. Les voisins, certains sont mauvais, d'autres sont bons... ça dépend aussi de comment on se comporte comme voisin. Mais je ne sais pas... maintenant, je ne partirai pas d'ici. Je pourrais éventuellement partir... à cause de la violence... Mais si vous demandez aux gens qui sont partis de la communauté, ils ne sont pas partis parce que la communauté est mauvaise, parce que l'endroit est mauvais. Parce qu'ici, on est près de San José... L'hôpital est ultra-proche. Il y a des autoroutes pour aller partout, vers les aéroports... Le climat est merveilleux... Les gens ne s'en vont pas à cause de tout cela. [...] Ma famille n'aime pas que je vive ici, à cause de la violence. C'est leur principal préoccupation »¹¹⁴.

On retrouve des éléments similaires dans le récit de Ceci :

« CF : Et donc, vous voudriez rester ici, ou vous aimeriez aller vivre ailleurs ?

Ceci: Je dois partir, parce que j'habite dans une zone à risque.

CF : Et vous aimeriez déménager dans Carpio ? ou ailleurs ?

Ceci : En réalité... je n'aimerais pas partir. Mais si, j'aimerais habiter ailleurs. Je suis toujours dans ce dilemme. Parce que nous ne sommes pas d'ici, nous sommes de Upala [dans le nord du pays]. Et donc, j'aime la campagne, et avoir des animaux. Ici, j'ai des poules, et un chien, mais là-bas, c'est quand

¹¹⁴ Entretien avec Zuly, novembre 2010.

même autre chose. J'ai comme de la nostalgie. Je veux partir mais je ne veux pas partir [*elle rit*]. En fait, je ne veux pas partir parce que... et bien, on vit tous ici ! Ma fille habite ici... et mon autre fille habite aussi ici, elle a sa maison.... Sa famille... et les petits c'est pour les études... parce que là-bas, chez ma mère... le collège est à une heure de route... c'est très fatigant. Il faut marcher une demi-heure... sous la chaleur, sous la pluie... donc je ne sais pas. [...] Mais je veux qu'ils étudient ici. Et après... c'est que j'aime bien être là-bas... par période... parce que je n'aime pas la boue ! Je viens de là-bas mais je n'aime pas la boue [*elle rit de nouveau*]. Je suis venue quand j'avais treize ans. Et donc je suis d'ici... enfin, je suis de là-bas, mais je suis d'ici aussi. J'aime bien être là-bas, mais pas en hiver [*saison des pluies*]. Même quand je travaillais, je ne travaillais qu'en hiver. Dès que l'été commençait je partais. En février, j'étais déjà là-bas. Jusqu'en juin, juillet... quand il commençait à pleuvoir là-bas... Je suis comme les oiseaux migrateurs. Mais j'aime être ici. Surtout depuis que notre secteur a tellement changé »¹¹⁵.

Pour Ceci comme pour Zuly, l'arrivée au quartier a été vécue comme particulièrement traumatique¹¹⁶. Elles mettent en lumière les inconvénients de leur vie dans le quartier et donnent à entendre un rapport ambivalent à celui-ci. Malgré les difficultés de la vie à Carpio, elles ont cependant trouvé à s'y attacher. Cet attachement est encore plus net dans le cas de Marquita :

« [*Quand je suis arrivée à Carpio*] Je disais au père de ma fille : 'N'achète pas là-bas, ça ne me plaît pas'. Et lui me disait 'Je comprends bien, mais comme on ne sait pas où aller, alors...' [...] Et en fin de compte [*après le divorce*], celle qui a fini par rester vivre ici, c'est moi !

[...]

CF: *Et maintenant, vous aimez vivre ici ?*

Marquita : Je me suis habituée. Aux gens. À partager avec les Nicaraguayens. Ma vie a totalement changé. Complètement.

CF: *Et vous ne voudriez pas partir ?*

Marquita : Non... Non... Je veux continuer à vivre dans cette communauté. Je n'en partirai jamais »¹¹⁷.

Les propos de Marquita peuvent apparaître comme particulièrement inattendus. En effet, au moment de l'entretien, la dirigeante est en train de se remettre d'un accident grave qui s'est justement produit dans le quartier, à quelques rues de chez elle : en sortant de chez elle un soir pour aller à l'épicerie, elle s'est retrouvée dans une fusillade et a reçu une balle perdue dans le ventre. Or malgré l'événement particulièrement traumatique, la jeune femme semble refuser d'imaginer un départ du quartier. Cet attachement est notamment lié au fait que Marquita, tout comme Zuly ou Ceci, ont développé un important réseau de sociabilité, composé de leur famille, et de voisins, que leur engagement leur assure un sentiment de reconnaissance qu'elles perdraient en quittant le quartier, mais aussi des moyens non négligeables de

¹¹⁵ Entretien avec Ceci, carnet de terrain du 17 février 2009.

¹¹⁶ C'est notamment ce que montrent d'autres extraits d'entretiens mobilisés dans le chapitre antérieur.

¹¹⁷ Entretien avec Marquita, novembre 2010.

subsistances. Marquita, Ceci et Zuly ont en effet en commun d'être très engagées dans les associations de Carpio. Pour ces trois dirigeantes, le quartier a constitué un espace de socialisation positif, qui leur a permis d'accéder à des bénéfices affectifs et matériels (toutes les trois tirent une partie non négligeable de leurs revenus de leur engagement). Le rôle que le quartier comme espace de socialisation a pu jouer dans leur trajectoire a sans doute facilité leur attachement au territoire et à ce qu'il représente.

Il en va cependant différemment à Rincón Grande où les discours témoignent d'un attachement bien moins manifeste au quartier. De fait, les signes d'attachement qu'expriment les acteurs engagés dans le cas de Rincón Grande se situent plutôt au niveau du secteur voire des associations de secteurs, et peu au-delà. Si certains enquêtés peuvent rendre compte d'une certaine « fierté » lorsqu'ils font référence à « leur communauté », les marques d'attachement sont néanmoins moins couramment exprimées. On peut faire l'hypothèse que cette différence rend compte d'un attachement différencié au quartier. Dans le cas des dirigeants de Carpio, ils ont été conduits depuis les années 2000 à s'investir dans des dispositifs où ils doivent s'engager à représenter le quartier dans son ensemble. L'existence de CCORCA et son budget relativement conséquent¹¹⁸ favorisent l'émergence d'une représentation au niveau du quartier. Certains dirigeants sont en effet conduits à se faire les porte-parole du quartier et à tenter de produire des attentes collectives, ou *a minima*, des hiérarchies acceptables entre les attentes portées par les différents secteurs. Cela n'empêche pas la plupart des dirigeants de conserver un ancrage au niveau de leur secteur et de tenter d'obtenir des avancées pour cette base territoriale, mais cela favorise néanmoins des négociations constantes pour l'émergence d'une position relativement acceptable par tous. À Rincón Grande, des organisations revendiquant la représentation du quartier ont pu exister. On le verra par la suite notamment à travers le cas de Yolanda, certains acteurs du quartier tentent parfois de se faire les porte-parole de Rincón Grande dans son ensemble. Cependant, ces tentatives sont généralement éphémères, notamment parce qu'elles ne s'accompagnent ni de la mise en œuvre de dispositifs institutionnalisés (notamment en termes de budget et de capacité d'intermédiation des acteurs qui s'en font les porte-parole) ni d'une ascension sociale suffisante qui permettrait des logiques de notabilisation durables. A la différence de Carpio, où une partie des dirigeants peuvent accéder à des rétributions (individuelles et collectives) en endossant un rôle de représentant de Carpio, c'est au niveau du secteur (San Jacinto, La Cueva...) que les dirigeants de Rincón Grande peuvent revendiquer avec succès un travail de représentation

¹¹⁸ Selon un article publié dans la *La Nación*, CCORCA recevrait environ 3,5 millions de *colones* par mois (soit environ 5000 euros). « La Carpio y botadero coexisten entre obras, promesas y olores », *La Nación*, 15.04.2013.

(c'est-à-dire obtenir reconnaissance et rétribution). En ce sens, cela n'empêche pas des formes d'attachement au local et la permanence des logiques d'engagement, mais influe sur l'ancrage social des individus et sur les frontières des groupes qu'ils s'attachent à représenter. Si les frontières du groupe représenté peuvent varier en fonctions des configurations dans lesquelles sont pris les dirigeants et en particulier de leur ancrage social¹¹⁹, les registres adoptés par les dirigeants ont néanmoins en commun de mettre en avant une image positive du groupe auquel ils se trouvent identifiés et qu'ils s'attachent à défendre.

3.2. Revendiquer des valeurs morales compensatrices collectives

Image positive que certains sollicitent parfois, celle d'une communauté courageuse, refusant d'adopter une posture passive face aux événements. Cela passe notamment par la mention de leur courage (« *les gens sont très courageux [valiente]*»), de l'investissement dans des combats collectifs pour les infrastructures, de leur désir d'« *aller de l'avant* » et de leur détermination à travailler. Sur l'engagement dans des luttes collectives, Carolina et Roberto, deux dirigeants de Carpio témoignent ainsi :

« Carolina : Nous allons démontrer à Monsieur le président et au gouvernement actuel que la communauté de la Carpio va lutter pour ses droits. Pour une meilleure qualité de vie et de meilleures solutions en matière d'infrastructures. Parce que tout ce que l'on a forgé à Carpio, ce que vous voyez aujourd'hui, et qui a été fait depuis 1993, [...] a été le combat des citoyens eux-mêmes. Ça ne veut pas dire que depuis 1993, depuis que les terres de la Caisse de Sécurité sociale [...] ont été envahies, on nous a tout donné d'un coup ! Non ! Tout ce que vous voyez, c'est parce que les citoyens eux-mêmes l'ont obtenu grâce à leurs efforts. Et le gouvernement ? Est-ce qu'il a fait des choses ? Oui, bien sûr. Mais pas comme il aurait dû ! Aujourd'hui, on n'a pas d'évacuation des eaux pluviales ! Pareil pour les poubelles, pareil pour les eaux usées ! L'électricité, l'eau, c'est vrai que l'on a tout cela, mais pas dans la qualité que nous devrions avoir si la Carpio était *en ordre [légalisée]* [...] »¹²⁰.

« Roberto : La première chose, ça a été de commencer à installer l'électricité. Mais l'électricité, on la volait là-bas... Oui... Ce monsieur A., c'était le président d'ici, du comité d'ici, d'une association. Et donc, lui c'était une personne très intelligente, et très courageuse. Et donc nous avons récupéré des câbles dénudés ! Des câbles dénudés !! Et on a fait le raccordement là-bas, à *Electriona [la centrale électrique proche du quartier]*, et nous avons tiré des câbles et nous avons installé un transformateur, un immense transformateur, et donc grâce à ce transformateur, on a mis la lumière à plein de maisons ! [...] Après *Acueductos*¹²¹ nous a mis l'eau [...] enfin, ils nous ont donné le feu vert pour qu'on installe les canalisations.

¹¹⁹ À partir d'une étude de dispositifs participatifs au Brésil, M-H. SA VILAS BOAS a mis en évidence l'importance de s'intéresser à l'ancrage social des élues de ces dispositifs afin de mieux saisir les logiques internes à ces dispositifs et le travail de représentation que ces élues réalisent. M.-H. SA VILAS BOAS, « L'ancrage social de la représentation... », *op. cit.*

¹²⁰ Entretien avec Carolina, mars 2009.

¹²¹ Pour *Instituto Costarricense de acueductos y alcantarillados* [Institut costaricien des eaux], l'entreprise en charge des réseaux de canalisations et de la distribution de l'eau au Costa Rica.

CF : *Et comment ça s'est passé ?*

Roberto : Et bien, nous avons beaucoup travaillé. À demander l'eau. Parce qu'il y avait beaucoup de familles, et qu'il y avait toujours le grand danger d'une épidémie. Sans eau, vous vous rendez compte. Et donc, *Acueductos*, ils ont fini par nous donner le droit de mettre l'eau. Et donc les gens, y compris les femmes, se sont mises à construire les canalisations... et eux ils venaient juste connecter, c'est tout. Ça a été vite, car ici, les gens sont très vaillants »¹²².

Dans ces récits, les deux dirigeants présentent les habitants comme des « *citoyens* », « *courageux* », et ce faisant, acteurs du développement de leur quartier. Ils donnent ainsi une image qui s'oppose aux représentations du pauvre, assisté, qui attend la main tendue. Les agissements illégaux (le vol), habituellement fortement dénoncés par les dirigeants, semblent même devenir un signe de bravoure quand ils sont présentés comme des actions visant à pourvoir la communauté en services publics¹²³.

Ce même refus de passivité se retrouve également dans les témoignages qui présentent les quartiers comme peuplés de « *gens travailleurs* ». Ainsi, dans un compte-rendu d'une visite de différents fonctionnaires dans le quartier de La Carpio, les représentants de CCORCA soulignent :

« Le plus important du parcours, c'est que parmi les visiteurs, certains ne connaissaient pas notre réalité, sinon au travers des médias et qu'ils ont découvert qu'à La Carpio vivent des gens très travailleurs qui veulent seulement un droit légal à leur parcelle »¹²⁴.

De façon similaire, Marquita et Carolina, dirigeantes de Carpio, décrivent ainsi le sens de leur engagement dans *Le Journal de la Carpio* :

« Marquita : Pour moi, faire partie du journal m'a appris à mieux connaître mes collègues, à mieux m'identifier aux gens, à me surpasser et à lutter pour ce que je veux montrer dans mes articles : que dans ma communauté, il y a des gens très travailleurs et honnêtes »¹²⁵.

« Carolina : Pour moi, c'est une grande satisfaction que d'avoir travaillé au lancement de ce beau projet, qui avait pour but de changer l'image de Carpio, à l'intérieur comme à l'extérieur du quartier. Nous avons appris à partager avec nos voisins : des gens honnêtes et travailleurs. Il faut cesser de dénoncer et essayer de donner à comprendre que ce qui se passe dans notre communauté n'est pas seulement mon problème, mais le problème de tout le monde [...] »¹²⁶.

Toujours dans cette perspective, à Rincón Grande cette fois-ci, Ida souligne, à propos des habitants :

¹²² Entretien avec Roberto, avril 2009.

¹²³ En ce sens, Howard Becker souligne que « lorsqu'une action est entreprise pour satisfaire des intérêts légitimes, elle devient sinon tout à fait régulière, du moins pas tout à fait irrégulière », H. S. BECKER, *Outsiders...*, p. 52.

¹²⁴ *Journal de la Carpio*, n°2, 2010, p. 8.

¹²⁵ Extrait d'un témoignage de Marquita publié dans le journal du quartier : *Journal de la Carpio*, n°1, 2010, p. 3.

¹²⁶ Extrait d'un témoignage de Carolina publié dans le journal du quartier : *Journal de la Carpio*, n°1, 2010, p. 3.

« Pauvres, mais travailleurs. Parce qu'ici, il y a une quantité de gens qui travaillent ! À quatre heures du matin, si vous pouviez être par là, vous verriez. La quantité de gens qui sortent prendre le premier bus pour aller travailler. Mais il y a aussi une quantité de profiteurs et de délinquants ! Qui ne font rien ! Et plus personne pour les virer ! »¹²⁷.

« *Des gens très travailleurs* », voulant « *aller de l'avant* », « *se surpasser* », « *progresser* », visant le « *dépassement de soi* », le champ lexical utilisé s'oppose à l'image de passivité souvent invoquée pour décrire les habitants de ces quartiers. Les habitants sont en outre présentés comme volontaires pour s'engager dans des activités perçues comme légitimes (le *travail* principalement). Ce faisant, les interviewés s'attachent à se démarquer des images négatives associées au quartier, tantôt liées à la passivité face à la pauvreté, tantôt liées à la violence et à des activités délictueuses, voire criminelles.

Ces témoignages montrent cependant que même lorsque les enquêtés cherchent à produire une image valorisante du quartier, celle-ci demeure ambivalente voire contradictoire. Si ces récits donnent à voir une image plutôt positive des habitants, elle demeure en effet marquée par son caractère exclusif. Les interviewés définissent et dénoncent une « minorité des pires »¹²⁸ sur laquelle ils reportent les stigmates assignés à la communauté toute entière. En mettant en avant sa « *croyance* » dans le fait que « *les bonnes personnes sont plus nombreuses que celles qui font le mal* », Zuly laisse ainsi entendre qu'une minorité des habitants ne correspond pas à cette image valorisante. Plus clairement encore, Ida oppose quant à elle les « *gens qui sortent prendre le premier bus pour aller travailler* » aux « *profiteurs et aux délinquants* ». Par ce registre comparatif, la responsabilité des stigmates se trouvent imputée à une minorité d'habitants, dont la définition est tantôt floue, tantôt associée à une nationalité (les Nicaraguayens), ou à un territoire particulier¹²⁹. Ces témoignages mettent en lumière que si des formes d'identification collective positive sont imaginables malgré la stigmatisation, elles demeurent pour le moins précaires, marquées par des logiques excluantes. Nombre de récits font apparaître, ou recréent des divisions à l'intérieur même des quartiers, par des logiques qui reposent sur la disqualification d'une minorité. Dans certains cas cependant, les dirigeants tentent de déplacer le discrédit en dehors de la communauté vers des responsables extérieurs au quartier.

¹²⁷ Entretien avec Ida, janvier 2010.

¹²⁸ N. ELIAS, J. L. SCOTSON, *Logiques de l'exclusion...*, op. cit., p. 241.

¹²⁹ En ce sens, voir dans cette section, le 2.3.2.

3.3. Endosser le rôle de défenseur. Dénoncer des responsables extérieurs à la communauté

J'ai pu mettre en lumière, dans le chapitre précédent, que certains habitants du quartier pouvaient tenter de « conjurer l'exclusion »¹³⁰ en « retournant le stigmat » et les jugements négatifs dont ils font l'objet. Cela peut passer, comme on l'a souligné, par une dénonciation d'autres acteurs, tels que les médias, les agents de l'État ou le personnel politique. Ce registre est très présent dans le discours des dirigeants qui se font les porte-parole de ces dénonciations, s'attachant à les relayer et pouvant mettre en œuvre des stratégies pour tenter de promouvoir une meilleure image de leur quartier.

Contre la stigmatisation médiatique : promouvoir une image positive du quartier

À Carpio, la question du cadrage médiatique dont le quartier fait l'objet suscite d'importantes réactions, notamment des dirigeants. Cette situation est liée aux effets combinés de la forte médiatisation du quartier, du caractère particulièrement stigmatisant du discours médiatique et de l'investissement, depuis une dizaine d'années d'ONG et d'universitaires pour dénoncer cette médiatisation jugée stigmatisante¹³¹. Cette situation se traduit par la prégnance de la dénonciation du cadrage médiatique dans le discours des dirigeants de quartier :

« Hier, je regardais un reportage. Ils l'ont repassé ce matin aussi. Sur Carpio. Mon Dieu... Quels moins que rien ! Parce que quand il se passe des choses positives, on appelle, et ils ne viennent pas ! Quand on a fait le défilé, quand on a obtenu l'accord avec EBI... et bien d'autres choses encore, ils ne sont jamais venus ! Ils disent qu'ils ne peuvent pas entrer ! Que même la police ne peut pas entrer ! Mais quand il y a un mort ! Ils sont tous là ! Comment ça ils ne peuvent pas entrer ? ! Hein ? Moi, je m'énervais pour n'importe quoi, [...] mais de voir comme on est impuissant ! On ne peut rien faire contre les chaînes de télévisions et contre les journaux. Ils sortent des choses tellement... et ma mère vit là-bas à Upala et [...] comme elle ne vient pas ici, parce qu'elle est âgée... et bien elle croit tout !! Mais nous sommes en train de faire un nouveau journal, tu l'as vu ? »¹³².

¹³⁰ J'emprunte cette expression à Louis GRUEL in « Conjurant l'exclusion... », *op. cit.*

¹³¹ Depuis les années 2000, le quartier de La Carpio a été investi par des ONG et des universitaires dont l'un des objectifs a été de lutter contre les formes de discrimination dont le quartier faisait l'objet. Face au traitement médiatique, l'un des enjeux a été de favoriser la production d'une « histoire populaire » et de donner des instruments aux représentants de la communauté pour mieux faire face aux médias (cf. *l'éditorial ci-dessus*). Cela ne veut évidemment pas dire que tous les habitants du quartier se retrouvent dans les représentations positives ainsi formulées. On l'a vu, les modes de présentation de soi sollicités par les habitants de Carpio demeurent marqués par de fortes ambivalences. Les dispositifs mis en œuvre (ateliers, journal communal, formation, publication d'ouvrages...) ont cependant participé à faire de la *dénonciation du discours médiatique* un registre légitime de retournement du stigmat pour une partie des habitants du quartier et notamment pour les dirigeants. Sur la production d'une histoire populaire, voir les travaux de l'équipe du sociologue C. SANDOVAL GARCÍA spécialiste des migrations et de la production des identités : VV.AA., *Voces de la Carpio*, San José, Merienda y Zapatos, 2004 ; C. SANDOVAL GARCÍA & AL., *Nuestras vidas en La Carpio...*, *op. cit.* et C. SANDOVAL GARCÍA & AL., *Un país fragmentado...*, *op. cit.*

¹³² Entretien avec Ceci, carnet de terrain du 17 février 2009.

Face à l'image négative dont ils font l'objet un journal local s'est créé depuis la fin des années 2000 : *Le Journal de La Carpio*. L'éditorial ci-dessous, écrit pour le premier anniversaire du journal est particulièrement révélateur du registre investi par les dirigeants (Voir ci-dessous l'encadré n°7).

Encadré n°7 - Le Journal de La Carpio

Le Journal de La Carpio est un bulletin d'information créé en 2008 avec le soutien de FUPROVI et du Fonds coopératif suédois.

À travers ce mensuel, la demi-douzaine de dirigeants du quartier investis dans la rédaction entendent prendre le contre-pied de la presse nationale dont ils soulignent qu'elle « *ne rend compte que des événements malheureux qui se déroulent [dans le quartier], sans s'intéresser aux faits positifs qui s'y déroulent réellement jour après jour* »*.

*(*Journal de la Carpio*, janvier 2010, p.2).

Éditorial du « 1^{er} anniversaire » du Journal de la Carpio

« Depuis que la Carpio existe, la presse écrite et télévisuelle ne raconte que ce qui s'y produit de négatif [*lo malo*] sans que les événements positifs qui y surviennent réellement tous les jours lui importe.

Cette situation a donné une grande idée à Carolina : créer un journal où l'on décrirait les fois où les familles contribuent aux travaux des ruelles ; qu'une vieille dame de 117 ans habite ici, et qu'elle se lève tous les matins, pour cuisiner, repasser... et d'autres grands événements.

Avec le soutien de FUPROVI et du Fonds coopératif suédois, un atelier 'Porte-parolat et incidence sur la presse' a été réalisé en 2008 [...] avec des spécialistes en journalisme. Quarante voisins de la communauté y ont participé.

Après un ardu travail, [...] le premier *journal de La Carpio* a été publié en décembre 2008. Depuis, onze numéros ont été publiés, grâce à l'appui et aux formations de [*deux employés de l'ONG*].

Cette année, nous avons écrit sur des événements qui ont transformé la communauté, comme l'union des voisins pour réparer les rues pour réussir à changer l'état de La Carpio ; la création de nombreuses équipes de football, d'hommes et de femmes, et le soutien et les services apportés par de nombreuses organisations, *etc.* »

Source : *Journal de la Carpio*, n°1, 2010

Outre les médias, les dirigeants se font également les défenseurs de leur groupe contre les autorités publiques.

Face aux autorités publiques: les registres de dénonciation des injustices

Autre acteur extérieur au quartier sur lesquels les dirigeants reportent bien souvent leur stigmatisme : l'autorité publique. Ce sont tantôt les responsables politiques, tantôt les institutions [« *la institucionalidad* »], tantôt les employés des services publics qui sont ainsi tenus pour responsables des difficultés des habitants. À ce titre, cette lettre de Zuly est révélatrice. Elle a été publiée dans le *Journal de la Carpio* au lendemain d'une fusillade qui a fait un mort et une blessée grave (blessée qui n'est autre que Marquita, elle aussi membre de l'équipe du journal). Zuly y invoque le rôle de la famille et de la communauté dans son ensemble, mais aussi et surtout la responsabilité des institutions étatiques :

« [...] Dans notre communauté de La Carpio, comme dans le reste du pays, se produisent des violences entre les individus, et pas seulement entre les jeunes des *pandillas*, mais aussi entre les femmes et leurs compagnons ou leurs époux, etc.

[...] Ces dernières années, à La Carpio, les dirigeants et la communauté se sont réunis de nombreuses fois avec les représentants du ministère de la Sécurité Publique, et notamment avec : le ministre-adjoint à la sécurité, les mandataires et différents capitaines qui ont été en charge de notre communauté. Tous (toutes) ont toujours souligné que le manque de personnel était le motif qui empêchait de donner plus de sécurité. Mais nous savons que ce changement pourrait se produire, même avec peu de policiers, mais qui seraient honnêtes et qui travailleraient réellement pour réussir à assainir la communauté.

Nous avons souffert la perte de grandes personnes, honnêtes, travailleuses, incapables de faire du mal à qui que ce soit, qui avaient des buts et des idéaux que malheureusement, ils ne réaliseront jamais. La violence ronge La Carpio et l'on en reste stupéfié, pétrifié, mais nous ne faisons cependant rien pour changer cette situation.

Avec la mort de l'enfant L. qui s'est produite le 28 septembre 2008, la communauté et le reste du pays ont été consternés, la police a réalisé des opérations pour donner à voir, à travers la presse, qu'ils essayaient de nettoyer la communauté [*limpiar la comunidad*] comme ils disent... mais le temps passant, ils ont tout arrêté. De nouveau, le deuil et la douleur ont touché les cœurs à La Carpio et dans tout le pays, avec la mort d'un autre enfant innocent. Par la violence, les *pandillas* se battent pour avoir plus de pouvoir, et viennent ainsi de briser le futur prometteur d'un enfant qui désirait être un homme de bien.

Quand un fait aussi regrettable se produit, nous nous inquiétons. Quand cela touche à un(e) enfant innocent, nous ressentons un sentiment de douleur et de frustration, parce que la sécurité publique n'agit pas. Pour le *Journal de La Carpio*, et en particulier pour moi, le fait qu'une grande amie et camarade comme Marquita soit blessée par balle, a remué dans mon cœur des sentiments de douleur, de frustration et d'urgence d'exiger au gouvernement, qu'une fois pour toutes, ils réalisent les actions nécessaires pour que La Carpio puisse être une communauté sans violence.

Cette communauté, comme tant d'autres, souffre de la perte de personnes du fait de la violence. Nous sentons tous l'abandon et le manque d'efforts de la part des forces de police. Nous nous sentons sans défense, prisonniers de nos foyers et quand nous sortons, nous le faisons dans la crainte, en demandant à Dieu sa protection pour revenir à nos foyers sains et saufs. Je crois que les bonnes personnes sont plus nombreuses que celles qui font le mal, mais nous n'avons pas eu le courage de faire ce qui est à notre portée pour faire disparaître la violence au profit du bien, pas avec plus de violence mais avec de l'amour et en aidant ceux qui se trouvent sur les mauvais chemins, pour qu'avec patience et persévérance, ils réussissent à changer leur mauvaise vie.

Ne travailler que par la répression des délinquants ne permettra pas de les faire changer. Les familles et les institutions gouvernementales doivent réaliser tous les efforts pour apporter des opportunités, de travail, afin de générer pour eux de l'emploi, que sociales, en réalisant des consultations et des formations. Les jeunes qui appartiennent aux *pandillas* se sentent peu écoutés et mal traités. Mais nous devons tous ensemble leur donner une solution définitive car sans cela, c'est la prison et une mort prochaine qui attend ces jeunes [...] ».

Pour fonder leurs revendications, les dirigeants interviewés se contentent rarement de condamner l'action insuffisante, voire l'inaction, des pouvoirs publics. Ils s'attachent à souligner le caractère injuste de leur situation, en faisant valoir le non-respect de droits et de normes dont ils seraient victimes. Ils revendiquent « un droit à avoir des droits » au titre de catégories générales qu'ils ne manquent pas de solliciter. Citoyen payant des impôts, travailleurs cotisant à la sécurité sociale ou être humain pouvant donc invoquer des droits universels... autant de catégories au nom desquelles les interviewés revendiquent un meilleur traitement pour eux et les habitants de leur quartier.

Par exemple, c'est parce qu'ils paient des impôts comme habitants du district que Susana, dirigeante de Rincón Grande, revendique pour les habitants de son quartier un droit à être traités comme les autres habitants du district, et en particulier, comme les plus riches :

« Susana : La municipalité nous fait payer pour les parcs ! Ici !! Où est-ce qu'il y a un parc ici à Pavas¹³³ ? Il n'y a pas un seul parc ! Et tout le monde paie l'impôt sur les parcs ! Et, nous, on demande à Monsieur Johnny¹³⁴ 'Pourquoi ? Pourquoi on nous fait payer les parcs alors que Pavas n'a pas un seul parc ? On nous fait payer l'entretien des parcs de Rohrmoser ! Et nous, on se dit 'Comment est-ce possible ?' »

Maritza [*sa fille*] : Oui, tout est très joli par là-haut !

Susana : Nous payons pour les parcs, pour l'entretien des parcs de Rohrmoser ! Des parcs de Rohrmoser !! Alors qu'à Pavas, on n'en a pas !! Alors moi, je me dis, d'accord. C'est bon, on va continuer de payer ! Mais la municipalité doit faire ce qui lui incombe : faire un parc ! »¹³⁵.

Autre catégorie sollicitée pour revendiquer des droits et dénoncer des injustices, celle du travailleur :

Réunion pour la formation du Comité de Santé de la Carpio

Samedi 13 novembre 2010

Une douzaine de personnes. Parmi les habitants une majorité de personnes engagées dans les organisations communales avec trois universitaires de la UCR. La réunion donne lieu à de nombreux récits. Chacun y allant de son anecdote, plus ou moins douloureuse, pour dénoncer la mauvaise qualité du service de santé. « *On dirait que l'EBAIS lui appartient !!* » dit l'une des présentes à propos d'une infirmière. « *Mais il appartient à la communauté* ». Une autre femme se plaint : « *On ne nous laisse pas aller aux toilettes pendant qu'on fait la queue pour les rendez-vous* ». « *Et puis, ils ne prennent même plus le temps de nous ausculter, alors que l'infirmier d'avant... c'est un amour, il nous auscultait. Il était gentil ! Vraiment, c'était un amour !* ». Carlos Alberto souligne quant à

¹³³ Susana habite dans un secteur populaire du district de Pavas qui n'est pas toujours considéré comme appartenant à Rincón Grande. Ici, Susana préfère visiblement mettre en avant son appartenance au district et se démarquer ainsi d'un quartier largement discrédité.

¹³⁴ En référence à Johnny Araya, maire de San José.

¹³⁵ Susana, carnet de terrain, février 2008. J'avais initialement dans l'idée de réaliser un entretien « classique » avec Susana, c'est-à-dire en suivant ma grille d'entretien. La présence de sa fille et d'un conseiller du ministre du Logement a cependant rapidement fait de l'entretien une discussion croisée, occasion pour la dirigeante de signifier griefs et revendications au représentant du ministre.

lui que la santé est un droit de chacun [...] Il explique qu'avec la décharge à côté, la santé est un « *vrai problème* ». [...] Et poursuit « *les gens paient ce service, ils paient ces travailleurs, avec leur cotisation ! C'est trop facile d'aller dans les autres cliniques, où ils te font payer ! Certes 2 000 colones [environ 2,50 euros], ça n'est pas grand-chose, mais c'est quand même quelque chose ! Alors qu'on paie déjà en travaillant !* ». Zuly prend ensuite la parole pour dire qu'il est nécessaire de connaître ses droits « *pour éviter que l'on ne nous marche sur les pieds !* ». Elle propose que soient organisées des formations sur les questions juridiques, sur les droits en matière de santé¹³⁶.

C'est ici au titre du statut de « travailleur » que Carlos Alberto allègue d'un droit à utiliser les services publics. Alors que les Nicaraguayens sont souvent accusés de constituer un coût pour la sécurité sociale, le fait d'invoquer un statut de travailleur qui cotise, permet de renverser le stigmat. L'injustice ne vient plus de l'avantage que l'étranger tire du système social, sinon du système social (et de ses employés) qui empêche l'accès à un droit légitime.

Enfin, dernière catégorie à laquelle mes interviewés recourent couramment, « l'humanité ». L'appartenance au monde devient alors le support de revendications de droits présentés comme universels.

« Quel est le problème ? C'est que chaque institution du gouvernement prétexte que '*sur cette question là, l'IMAS ne peut pas prendre part...*' '*ça, la municipalité ne peut pas... parce qu'on n'a pas les permis*' S'il vous plaît ! Nous sommes des êtres humains ! »¹³⁷.

Comme Carolina, c'est pour revendiquer des avancées en matière d'infrastructures que Christian invoque lui-aussi l'humanité des habitants de la Carpio : « *La Carpio, mérite du respect ! Parce que nous sommes des êtres humains ! Et pas des animaux !* »¹³⁸. En invoquant la catégorie des « êtres humains », et en faisant valoir qu'ils ne sont pas des animaux, les interviewés dénoncent une situation vécue comme injuste. C'est au nom de leur appartenance à cette catégorie qu'ils revendiquent un droit au respect, et ce faisant, à se voir pris en compte par les autorités¹³⁹. Cette humanité leur permet de revendiquer des actions de la part des responsables politiques, mais aussi de dénoncer leur inaction. En invoquant un droit à être traités comme des êtres humains, ils dénoncent le fait de ne pas être traités comme tels. Ce faisant, ils retournent le stigmat en se présentent en victimes de l'incompétence, voire des mauvaises actions des responsables politiques.

¹³⁶ Carnet de terrain, 13 novembre 2010.

¹³⁷ Entretien avec Carolina, mars 2009.

¹³⁸ *La Extra*, 17.08.2015.

¹³⁹ À partir du cas brésilien, Dominique VIDAL a montré que la catégorie du respect pouvait constituer une clef de lecture et d'évaluation du politique pour les classes populaires : « Le respect : catégorie du social, catégorie du politique dans une favela de Recife », *Cultures & Conflits* [En ligne], n°35, 1999.

Devenir dirigeant, c'est donc assumer de se trouver identifié au quartier au point de se poser en défenseur de tout ou partie des habitants qui y résident. L'adoption d'une telle posture est rendue possible par l'intégration des individus au sein de l'espace associatif. En effet, l'endossement du rôle de dirigeant, parce qu'il entraîne le développement de liens de sociabilité au niveau local et l'accès à des rétributions tant symboliques (reconnaissance, confiance en soi...) que matérielles (salaires, voyages...) devient progressivement valorisant et gratifiant et, ce faisant, peut faciliter des formes d'identification positive au quartier et favoriser l'endossement d'un rôle de défenseur du groupe de base. Ainsi, les dirigeants prennent progressivement goût au rôle qu'ils endossent et peuvent être en mesure de retourner les formes de stigmatisation que leur identification au quartier favorise.

Face à l'accès instable aux ressources extérieures au quartier et à l'émergence de concurrents, parfois au sein même de leur entourage, les dirigeants doivent être en mesure de trouver des soutiens à l'extérieur du quartier, notamment parmi le personnel politique. Pour cela, leur principale ressource semble être leur ancrage local et les relations de sociabilités qu'ils entretiennent au quartier. Comprendre le maintien de ces relations au niveau local et la façon dont les dirigeants peuvent être en mesure de les mobiliser face au personnel politique implique de s'interroger sur les ressorts *pratiques* de leur légitimité locale.

Chapitre 5 - Leadership au quartier : les ressorts d'une légitimation fragile

« On aurait dû avoir des maisons ! Tout ça, c'est à cause de l'association... »

Mercredi 27 janvier 2010

Cet après-midi a lieu une petite réunion dans l'arrière-salle de l'épicerie de José Luis, le principal dirigeant de San Jacinto de Rincón Grande. Ce dernier doit arbitrer une dispute entre des habitants d'un *precario* du secteur et Reina, leur coordinatrice¹. Une fois installés dans la petite salle, c'est José Luis qui prend le premier la parole :

« Vous ne prenez pas en compte le fait que l'on vous aide ! Ingrats que vous êtes ! [malagradecidos]. [L'ONG] Un techo para mi país² a essayé de vous aider, on n'arrête pas d'essayer de vous aider ! D'ailleurs, Camille était là le jour où ils sont venus pour la visite, n'est-ce pas ? Je m'occupe de régler les problèmes de votre secteur ! ».

Après un court instant, il reprend son propos :

« Qui coordonne le secteur ? C'est vous qui choisissez ! C'est vous qui décidez ! Mais vous venez toujours me voir ! Pour demander des autorisations pour de nouvelles installations ! Pour me proposer de l'argent pour des terrains ! Moi, je ne vous ai jamais demandé ne serait-ce qu'un demi colon pour vous installer là-bas ! Quand on vous a demandé de payer, c'est pour le câble pour vous raccorder à l'eau et à l'électricité ! Mais vous savez très bien comment fonctionne l'organisation et ce que vous avez payé ! »

Le petit groupe assis en face de José Luis semble peu convaincu par son propos. Les mines sont fermées. L'un des présents prend la parole pour rappeler qu'ils ne sont jamais à l'abri d'une expulsion et que José Luis ne peut pas nier que « *c'est l'association qui [les] a envoyés là-bas !* ». Les larmes aux yeux, Reina prend ensuite la parole pour déclarer qu'elle ne prendra plus en charge la représentation du groupe :

« Je laisse tomber parce que ça représente trop de travail... et pour toutes les remarques qui ont été faites à mon sujet... Moi, ce que je veux, c'est aider la communauté... parce que je veux ma maison... Mais maintenant, je vais lutter pour ma maison. Je ne supporte plus vos critiques ».

Alors que Reina se met à pleurer, José Luis déclare qu'il accepte de reprendre le flambeau et qu'il se débrouillera avec Elda [*la vice-présidente de l'association*] pour la distribution des bulletins d'information. Les présents acquiescent mais continuent d'exposer leurs revendications.

« Pourquoi nous n'avons pas été relogés avec les autres ? Pourquoi nous sommes en precario alors qu'eux, ils ont eu des maisons ! On aurait dû avoir des maisons ! Tout ça, c'est à cause de l'association... ».

Visiblement en colère, José Luis coupe la parole du dernier intervenant : « *On est là pour vous défendre ! On a vous a mis là pour que vous ne restiez pas sans rien.* »

¹ Ce *precario* est le résultat d'un programme de résorption des *precarios* dans le secteur F de Rincón Grande. Derniers arrivés dans le secteur F, ils n'ont pas pu bénéficier du programme de relogement qui s'est déroulé à la fin des années 2000 et ils se sont donc installés dans l'une des zones les plus précaires du secteur de San Jacinto. Voir la première photo de l'illustration n°3, p. 190).

² Cette ONG, récemment renommée « *Techo* », est d'origine chilienne et s'est développée dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes. L'organisation entend favoriser des projets de construction de logement fondés sur la coopération entre les habitants de ces quartiers et de jeunes volontaires. Voir : <http://www.techo.org>. Consulté 13 avril 2015.

S'engager au quartier, c'est s'attacher à résoudre les problèmes de son voisinage généralement réuni dans une association, plus ou moins formalisée. Pour ce faire, les dirigeants s'attachent à rendre des services, en sollicitant une multiplicité d'acteurs qui peuvent être des membres du personnel politique, des agents administratifs, des organisations non gouvernementales ou encore des universitaires etc. Ils jouent ainsi un rôle d'intermédiaire, de courtier ou de *broker*, qui « me[t] en rapport ou arrang[e] un échange entre de[s] parties qui ne sont pas en contact »³. Une telle posture engage les dirigeants à faire transiter des biens et des services entre des espaces sociaux différenciés. La question de l'intermédiation a donné lieu à une vaste littérature scientifique⁴. Ces travaux montrent notamment comment le maintien de relations personnalisées, alimentées par des formes d'échange de biens et de services peut constituer un moyen pour acquérir puis préserver une position de pouvoir. Souvent, pour décrire les relations entre un *broker* et un groupe social dominé, l'accent a été mis sur la force des liens qui pouvaient se nouer. Dans beaucoup de travaux, ces groupes ont ainsi été appréhendés comme pris dans des relations de dépendance pensées dans leur seule verticalité⁵. Dans cette perspective, les « clients » sont considérés comme malléables voire passifs. Obtenant d'un « patron » des ressources dont ils seraient extrêmement dépendants, ils n'auraient d'autre choix que celui de l'obéissance, voire de la passivité.

Or, une telle lecture peine à rendre compte des disputes et des relations plus ambivalentes qu'illustre l'extrait de carnet de terrain ci-dessus. Pour analyser les relations de pouvoir qui se nouent au quartier et la façon dont les dirigeants sont en mesure de revendiquer avec succès – c'est-à-dire sans souffrir trop de défections – une position de porte-parole, il semble donc nécessaire de se déprendre d'une analyse trop verticale. En ce sens, on se propose de considérer ici les actions des dirigeants à la lumière des attentes pragmatiques et morales de leur voisinage. Dans la lignée des travaux qui invitent à considérer l'économie morale des échanges, il s'agit d'analyser la façon dont les dirigeants composent avec ces attentes qu'ils peuvent participer à mettre en forme voire à susciter⁶. Cette entrée constitue

³ J.-F. MÉDARD, « Le rapport de clientèle... », *op. cit.*, p. 113.

⁴ Pour le détail de ces travaux, on se permet de renvoyer à l'introduction de cette thèse.

⁵ C'est une lecture que l'on retrouve dans certains travaux sur l'aire méditerranéenne, et en particulier sur l'Italie du sud. Voir notamment : E. C. BANFIELD, *The Moral Basis of a Backward Society...*, *op.cit.* ; G. ALMOND, S. VERBA, *The Civic Culture...*, *op. cit.* ou encore R. D. PUTNAM, *Making Democracy Work...*, *op. cit.* Pour une lecture similaire dans le cas costaricien, voir par exemple M. ROJAS BOLAÑOS, C. SOJO, *El malestar con la política...*, *op. cit.*, p. 50-54, ou encore I.A. ACUÑA CHAVERRI, *Aproximación al clientelismo político...*, *op. cit.*

⁶ Voir notamment : H. COMBES, G. VOMMARO, « Relations clientélares ou politisation... », *op. cit.* ; H. COMBES, G. VOMMARO, *Sociologie du clientélisme*, *op. cit.*, p. 97-109 ou encore M.-H. SA VILAS BOAS, F. TARRAGONI, « Le concept de clientélisme résiste-t-il à la participation populaire ? Une comparaison Brésil-Venezuela », *Critique internationale*, n°68, 2015, p. 105.

selon moi un moyen de mieux comprendre comment ils endossent leur rôle au quartier et, ce faisant, les ressorts de leur leadership.

Dans ce chapitre, je me propose donc de rendre compte des relations qui se nouent entre le dirigeant et son voisinage en prenant au sérieux l'expression de sentiments de reconnaissance mais aussi les disputes et les défections en essayant de comprendre comment les dirigeants font face aux attentes qu'ils considèrent être celles des membres de leur association. Ce faisant, il ne s'agit pas d'éluder la question de la redistribution des ressources mais plutôt de l'analyser au regard des représentations qui leurs donnent sens.

Dans un premier temps, je m'intéresse aux relations que les dirigeants nouent avec leur voisinage en analysant le point de vue de ces derniers. Il s'agit ainsi de montrer que si les dirigeants peuvent entretenir des liens de solidarité forts et durables dans le quartier, ils doivent néanmoins composer avec des relations plus fragiles et réversibles. Dans un deuxième temps, je m'intéresserai aux pratiques quotidiennes des dirigeants de quartier et notamment au travail d'intermédiation qu'ils réalisent. On verra que la façon dont ils endossent leur rôle au quartier est à la fois fonction des attentes qu'ils anticipent être celles de leur voisinage, des rapports de force au quartier et des ressources relationnelles dont ils disposent, notamment à l'extérieur du quartier. Dans un dernier temps, on montrera justement que leur travail d'intermédiation dépend également des ressources auxquelles ils sont en mesure d'accéder, au regard notamment de leur trajectoire.

Section A - Fragilité et réversibilité des relations au quartier : logiques de la distribution et de la réception des faveurs

« **Moi, je veux être l'amie de tout le monde** »

Mercredi 20 janvier 2010

Il est 15 h quand je sors d'une réunion au Q.G. du Parti de libération nationale (PLN) et Julieta me propose de me raccompagner jusqu'à l'arrêt de bus. Je lui annonce cependant que j'ai décidé de passer voir Claudio et Kattia, les dirigeants de l'association *paveña* pour le logement (APAPROVI) à leur bureau, qui se trouve à quelques dizaines de mètres de là. Julieta s'empresse alors de m'accompagner : « Je viens avec toi, ce sont des amis à moi ». Une fois au local, on prend un café avec Kattia, qui demande s'il y a des ragots [*chismes*] sur José Luis et sur son association. Julieta est membre de l'association de développement de San Jacinto de Rincón Grande, qui est dirigée par José Luis et depuis que José Luis et Claudio se sont disputés, les relations sont tendues et la concurrence est vive entre les deux dirigeants et leur entourage. Julieta dit en souriant qu'elle reviendra pour lui raconter, puis se met à parler « *Moi, je veux être l'amie de tout le monde. Si la solution vient de Claudio. Parfait. Si elle vient de José Luis, c'est très bien aussi ! L'union fait la force !* ». Kattia lui parle alors du meeting du PLN qu'elle a coordonné avec Claudio et auquel José Luis a refusé de participer.

« Plus de 5 000 personnes ! Des dizaines de bus ! On a dansé ! Et puis il y avait Laura [Chinchilla, alors candidate à la présidentielle pour le PLN] ! [José Luis et Yolanda] disaient que personne n'allait venir !? Eh bien ils se sont trouvés bien bêtes ! »

Julieta enchaîne ensuite :

« Toute la matinée avant le meeting, ils ont déconvoqué ! Mais moi, je vous ai envoyé plein de monde. De toute façon, les gens de l'association ne lui font plus confiance ! »

Julieta est une nicaraguayenne d'une quarantaine d'années qui habite un *precario* du San Jacinto de Rincón Grande. Jusqu'en 2009, elle a été l'une des proches de José Luis, accédant même à une position dans le bureau de l'association de développement qu'il préside. Or, depuis quelques mois leur relation s'est distendue. À la dernière élection du bureau, elle ne s'est pas représentée pour être membre du bureau et José Luis n'a semble-t-il rien fait pour la retenir. Désormais, Julieta côtoie de plus en plus Kattia et Claudio qui sont à partir de 2009 les principaux concurrents de José Luis dans le quartier. Alors que je la croise à chaque réunion de l'association de San Jacinto, elle se rend également aux réunions d'APAPROVI.

La détérioration de la relation entre José Luis et Julieta n'a rien d'exceptionnel. À Carpio comme à Rincón Grande, les liens entre les dirigeants et les membres de leur groupe sont en effet caractérisés par leur précarité. L'analyse de ces liens et des logiques qui peuvent

en favoriser le maintien mais aussi, dans certains cas, le relâchement, voire la rupture est au centre de ce chapitre et plus particulièrement de cette première section.

Dans les organisations de quartier, le nombre de familles-membres⁷ est variable, allant de quelques dizaines à plusieurs centaines (voir encadré n°8, p. 382). Les relations entre chaque dirigeant et les membres de leur groupe peuvent prendre différentes formes. À ce titre, différents travaux, comme ceux de F. G. Bailey⁸ ou de J. Auyero⁹, ont montré que l'on pouvait distinguer d'une part des liens forts et, d'autre part, des liens lâches. Dans son travail sur les *punteros* argentins (i.e. dirigeants péronistes locaux), Javier Auyero différencie ainsi les membres du « premier cercle », des autres individus, plus nombreux, avec lesquels ils entretiennent des relations moins régulières et moins soutenues. C'est une distinction que je reprends ici car elle me semble être en mesure de rendre compte des relations différenciées que les dirigeants entretiennent avec leur voisinage. Dans la mesure cependant où les relations que j'analyse apparaissent particulièrement précaires, je m'efforce de les considérer de façon dynamique. Dans cette perspective, je propose de rendre compte des relations que les dirigeants entretiennent avec leur voisinage en considérant à la fois ce qui sous-tend l'entretien de liens forts et durables mais aussi ce qui peut favoriser leur relâchement. En outre, afin de mieux saisir des relations qui sont souvent appréhendées « par le haut »¹⁰, c'est à partir du point de vue des « voisins » que je m'attache dans un premier temps à analyser l'ancrage local des dirigeants de quartier.

1. Une intermédiation au service du premier cercle : formation et maintien de relations fortes

Appeler un autre dirigeant du quartier qui a des liens avec la municipalité pour obtenir la construction de jeux pour les enfants ; consulter un responsable municipal sur les conditions d'asphaltage d'une route ; permettre l'inscription à un programme d'éducation ; prêter gracieusement la salle communale pour un enterrement ou pour une fête d'anniversaire ;

⁷ En règle générale, les affiliations aux organisations communautaires se font par foyer. C'est dû au fait l'on adhère souvent à ce type d'organisation pour résoudre les problèmes de logement et que c'est au titre du foyer que sont octroyées les aides étatiques en la matière.

⁸ F. G. BAILEY, *Politics and Social change. Orinassa in 1959*, Berkeley, University of California Press, 1963 cité in H. COMBES, G. VOMMARO, *Sociologie du clientélisme...*, op. cit., p. 40.

⁹ J. AUYERO, *Poor people's politics...*, op. cit., p. 91

¹⁰ Comme on l'a souligné dans l'introduction de cette thèse, c'est habituellement à travers les discours et actions des intermédiaires que sont analysées les relations entre les dirigeants des quartiers populaires et leur groupe. Dans la lignée de travaux comme ceux de Julieta Quirós, c'est cependant une l'analyse « par le bas » que j'entends proposer ici (J. QUIRÓS, *El porqué de los que van. Peronistas y piqueteros en el Gran Buenos Aires (una antropología de la política vivida)*, op.cit.).

passer une matinée à la recherche d'un rendez-vous chez un médecin ; distribuer les restes d'un repas cuisiné à l'occasion d'une journée électorale... voici autant d'actions que les dirigeants réalisent afin d'« *être utiles* » à leur voisinage. L'observation de ces échanges montre qu'ils bénéficient tout particulièrement à un petit nombre d'individus, liés au dirigeant par des liens familiaux (parenté, alliance...) ou par des liens de solidarité forts. Ce « premier cercle » réunit rarement plus d'une quinzaine d'individus qui entretiennent avec le dirigeant des relations durables, généralement vécues sur le registre de la confiance. Ce « premier cercle » est principalement composé de femmes dont la situation socio-économique et maritale a impliqué à un moment le recours au « voisinage », comme ressource de proximité¹¹. Si les habitants de ces quartiers sont plus caractérisés par la relégation sociale et par des processus de désaffiliation que par leur insertion dans de denses réseaux de sociabilités, ils peuvent néanmoins trouver à s'appuyer sur des liens entretenus localement, avec le voisinage et la famille. Ces liens sont souvent fragiles et précaires mais n'en demeurent pas moins une ressource importante comme l'a notamment montré Sylvie Fol à partir d'une enquête sur la mobilité géographique des ménages les plus pauvres en France et aux États-Unis.

C'est notamment ce que révèle l'exemple de Liliana, une habitante de la Cueva de San Jacinto qui appartient au premier cercle de Yolanda, la dirigeante de ce secteur¹². Costaricienne de la Zone sud [i.e. région du Pacifique sud] immigrée à San José au début des années 1990, Liliana s'installe à la Cueva de San Jacinto en 1995 avec son compagnon d'alors et un nouveau-né. Durant les neuf premières années qu'elle passe dans le *precario*, elle s'engage peu dans les organisations locales. C'est son mari qui se charge d'aller aux activités communales :

« Il m'aidait là-dessus. Quand Santiago [*le dirigeant antérieur*] nous demandait de l'accompagner [...] il me disait de rester tranquille avec les bébés [*Liliana a quatre enfants, tous nés entre 1994 et 2001*]. Les seules occasions pour lesquelles j'y allais, c'était quand il organisait les fêtes pour les enfants en fin d'année. »

En 2004 cependant, son mari la quitte. Ne disposant d'aucune famille dans le quartier, n'étant pas allée à l'école et n'ayant travaillé que de façon très occasionnelle, elle doit veiller à résoudre les problèmes du quotidien (nourriture pour les enfants, sécurité sociale, maintien de la maison, grossesse précoce de l'une de ses filles...). C'est dans cette période que la jeune femme (elle a 25 ans en 2004) renforce des relations solidarité avec son voisinage. Elle se lie

¹¹ S. FOL, « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres... », *op. cit.*

¹² Je m'appuie ici sur un entretien avec Liliana réalisé en décembre 2012 et sur des observations directes réalisées entre octobre 2009 et décembre 2012.

d'abord avec Ana, qu'elle présente comme une sorte d'« *âme-sœur* », puis avec Yolanda, dont Ana est déjà proche. Ce réseau d'interconnaissance constitue pour Liliana un soutien affectif important, alors qu'elle se retrouve seule avec ses enfants. Il constitue en outre une ressource précieuse au moment où elle doit faire face à des problématiques financières et administratives. Ces difficultés sont notamment liées au fait que l'une de ses filles connaît une grossesse extrêmement précoce – à douze ans. Liliana doit alors faire le nécessaire pour obtenir une couverture sociale, passer du temps à l'hôpital auprès de sa fille, sans pour autant délaisser ses trois autres enfants, qui ont alors entre quatre et dix ans. Enfin, alors que les menaces d'expulsions collectives, plus ou moins fantasmées, sont constantes, ses relations avec Yolanda, qui est la représentante du secteur face aux institutions, constituent pour Liliana un moyen de restreindre l'incertitude de sa situation.

En quelques années, Liliana a donc renforcé et noué des liens forts avec certains de ses voisins. Comme elle, ils sont donc un petit groupe d'une dizaine de personnes, à entourer quotidiennement les dirigeants et à s'investir à leurs côtés dans les projets qu'ils initient, en composant, notamment, le bureau des organisations qu'ils dirigeront. Qu'il s'agisse de faire les sandwichs pour une fête de Noël, d'être volontaire pour aller à une réunion, pour participer à une activité durant une campagne électorale ou de se rendre à un meeting, ils constituent un petit groupe de « *soutiens inconditionnels* », pour reprendre les termes de Ana, que la dirigeante sollicite quasi quotidiennement. Cette relation privilégiée est alimentée par les aides et les faveurs que le dirigeant distribue, à travers les lettres de recommandations, les cadeaux pour les enfants, ou les conseils sur l'organisation administrative. Pour les membres de ce premier cercle, les biens et les services dont ils bénéficient fréquemment constituent autant de preuves attestant de l'engagement du dirigeant à leur égard (« *moi, les seuls qui m'aident, c'est l'Institut mixte d'aide sociale (IMAS)... et madame Yolanda !* »¹³) et justifient leur engagement inconditionnel vis-à-vis d'eux (« *elle nous a trop aidés ! Alors, il faut en quelque sorte qu'on lui paie ce soutien qu'elle nous apporte* »¹⁴). Ainsi, ils nouent des relations marquées par la réciprocité. A l'instar du don et du contre-don *maussiens*¹⁵, qui obligent les différentes parties qui y prennent part, les marques de soutiens ici mises en œuvre

¹³ Entretien avec Ana, décembre 2012.

¹⁴ *Idid*.

¹⁵ Dans son célèbre *Essai sur le don*, M. Mauss souligne « le caractère volontaire [...] apparemment libre et gratuit, et cependant contraint et intéressé » du don, M. MAUSS, *Essai sur le don...*, *op. cit.*, p. 66.

tant par les dirigeants que par leur premier cercle induisent en retour des obligations morales auxquels les acteurs impliqués ne considèrent pas pouvoir déroger¹⁶.

Or, si des loyautés particulièrement fortes peuvent se nouer, celles-ci n'empêchent pas l'expression de formes de critiques, voire, l'émergence de disputes. Au sein du premier cercle, les relations quotidiennes sont sans cesse émaillées de revendications et de petits reproches, qui peuvent porter sur l'organisation ou la participation à un événement, ou sur la répartition des aides au sein du groupe. Ces critiques, si elles peuvent paraître anodines, mettent en évidence que les relations nouées entre les dirigeants et les membres de leur premier cercle ne sont pas fondées sur l'apathie, mais sur des attentes réciproques que les différentes parties se doivent d'honorer. Elles obligent les dirigeants à des justifications, à des ajustements pour conserver, maintenir des relations de loyauté fortes. À ce titre, revendications et critiques ne sont pas antagoniques à des relations vécues en termes d'obligation morale, comme le montre ce commentaire d'Elda, vis-à-vis de José Luis :

« Il est le capitaine et on doit être derrière lui. Et on a confiance en lui. Enfin bon, de mon côté au moins, j'ai une grande confiance en lui. Parce que je vois que tout ce qu'il a fait, il l'a bien fait. Et malgré tout ce qui lui arrive, la mort de sa maman et tout ça... [...] Il n'a pas flanché... et donc, il faut être à ses côtés... Parfois... bien sûr [...], il nous énerve... Mais nous sommes là... Et des fois, on l'énerve nous aussi [...] »¹⁷.

Cependant, dans certains cas, ces critiques engendrent des désaccords, voire des disputes, qui pourront se solder par une distanciation plus ou moins radicale et durable. C'est ce que montre par exemple le cas d'Alejandro.

En 2012, Alejandro, qui habite dans la Cueva de San Jacinto depuis 2004, appartient au premier cercle de Yolanda. Durant l'entretien que je réalise avec lui, il souligne ainsi « le respect » et « l'estime » qu'il a pour elle :

« Elle est la présidente [*du comité pour le logement*], c'est elle qui nous représente [*pone la cara*] face au gouvernement. Si le gouvernement vient nous dire que nous allons tous être expulsés, c'est elle qui doit aller les voir. [...] Aucun voisin ne va aller dire de ne pas nous expulser... personne ne va y aller. Elle si. Et je la respecte et je l'estime beaucoup pour cela. »¹⁸

Depuis 2008, Alejandro s'est associé au projet de coopérative de construction de logement que Yolanda est en train d'initier. Ayant déjà travaillé dans une coopérative au Nicaragua, son pays d'origine, Alejandro connaît bien le dispositif qu'il décrit comme « *quelque chose de*

¹⁶ Ces liens forts qui peuvent se nouer entre les dirigeants et certains de leurs voisins rappellent les « amitiés clientélares » dont J.-L. Briquet analyse les ressorts à partir du cas corse (J.-L. BRIQUET, *La tradition en mouvement...*, *op. cit.*). Dans un contexte de forte désaffiliation et alors que les dirigeants ont accès à des ressources très limitées, les relations de voisinage vécues en termes d'amitié ont un caractère exceptionnel.

¹⁷ Entretien avec Elda, novembre 2010.

¹⁸ Entretien avec Alejandro, novembre 2012.

*très bien. [...] Un moyen de se surpasser, en faisant un effort [...] »*¹⁹. Alors qu'il ne participe que marginalement aux activités locales jusqu'à la création de la coopérative, il dit « *avoir beaucoup apprécié quand Yolanda a commencé à parler de la coopérative* » et avoir commencé à s'investir à ce moment-là. Entre 2008 et 2013, il noue des liens de plus en plus forts avec Yolanda. Qu'il s'agisse de trouver quelqu'un pour venir l'aider lorsqu'elle tombe en panne de voiture ou de trouver un volontaire pour coordonner le transport lors des élections, Yolanda le sollicite régulièrement. Progressivement, il délaisse son travail de pompiste, au profit de la coopérative. Comme Liliana, Ana et quelques autres (en majorité des femmes), il accepte de travailler plusieurs mois sur la construction d'une maison, avec l'idée qu'une fois la maison vendue, ils obtiendront une rémunération pour leur participation. Or, c'est justement au moment où a lieu la rémunération qu'un désaccord se fait jour. Il porte sur les modalités qui doivent prévaloir à la redistribution. Selon Yolanda, le paiement doit se faire au *prorata* des heures travaillées sans considération pour la productivité du travail. Ce faisant, le petit groupe de femmes qui a soutenu le projet dès ses débuts s'en trouve largement favorisé. Pour Alejandro, cependant, un tel mode de rémunération est injuste, puisqu'il ne le rétribue pas pour le travail accompli. S'il n'en fait pas mention, on peut également faire l'hypothèse qu'un autre élément renforce ici la perception de l'injustice : afin de rendre la coopérative compétitive, un travailleur du bâtiment a été employé, au prix du marché, alors que la rémunération des associés est quant à elle bien en-deçà. Suite à ce désaccord, Alejandro ne prend plus part aux activités de la coopérative. Si ses relations avec Yolanda demeurent selon elle cordiales, il n'appartient plus à son premier cercle.

Cette dispute est révélatrice des logiques qui peuvent conduire à des formes de distanciation entre des acteurs pourtant liés par des relations fortes. Elle comporte indéniablement une dimension matérielle qui ne peut cependant être dissociée du différend normatif dans lequel elle se trouve enchâssée et qui lui donne sens²⁰. Ici, si la réciprocité de l'échange qui prévaut au maintien de la loyauté ne se trouve pas assurée, c'est justement parce qu'il existe un différend important sur le principe qui doit régir la redistribution des ressources et donc, sur ce que serait une juste rémunération. Même au sein du premier cercle, où les loyautés sont particulièrement fortes, il arrive donc que des divergences émergent, et conduisent à une distanciation, parfois radicale, entre les dirigeants et certains membres de

¹⁹ Entretien avec Alejandro, décembre 2012.

²⁰ On rejoint ici les travaux qui ont souligné toute l'importance qu'il y avait à ne pas dissocier les aspects matériels des échanges des conceptions morales et normatives que les acteurs mobilisent pour y faire référence, en ce sens, voir notamment : E. P. THOMPSON, « The moral economy of the English crowd... », *op. cit.* ; J.-L. BRIQUET, *La tradition en mouvement...*, *Op.cit.* ; J. AUYERO, *Poor People's Politics...* ou encore plus récemment, H. COMBES, G. VOMMARO, Dossier « Le clientélisme en situation... », *op. cit.*

leur groupe. Ce type de disputes et de divergences, relativement rares parmi les proches du dirigeant, se révèlent plus courantes si l'on s'intéresse aux relations plus distantes que les dirigeants entretiennent avec les autres membres de son groupe.

2. Formation et conservation de liens faibles : du don et de ses appréciations divergentes

Les organisations de quartier sont généralement composées des proches des dirigeants (qui tendent à occuper les postes du bureau) et d'autres membres qui entretiennent avec eux des liens plus lâches. Alors que les relations au sein du premier cercle se caractérisent par des liens forts, fruits d'interactions quasi quotidiennes, la fréquence des interactions entre les dirigeants et les autres membres est plus limitée.

À ce titre, l'observation du travail d'intermédiation réalisé par les dirigeants est particulièrement révélatrice. Elle montre en effet que la plupart des membres de l'organisation bénéficient plus rarement des biens et des services auxquels le dirigeant peut accéder. Tant parce qu'ils ne sollicitent pas les dirigeants – ayant généralement d'autres moyens de résoudre leurs problèmes quotidiens²¹ – que parce que ces derniers privilégient en priorité ceux qui s'engagent inconditionnellement à leur côté, ces membres demeurent peu insérés dans les réseaux d'intermédiation des dirigeants. Pourtant, cela ne signifie pas pour autant que ces membres en soient exclus. En effet, ils leur arrivent d'accéder, de façon sporadique, à certaines ressources.

D'abord, en matière d'habitat. Si les dirigeants peinent à obtenir des solutions définitives dans ce domaine (voir *infra*), ils s'attachent néanmoins à fournir des informations, expliciter certaines démarches et parfois à faciliter certaines procédures ou à l'inverse à les bloquer (notamment lorsqu'il s'agit d'une procédure d'expulsion). Dans ce domaine, les actions des dirigeants vont bien au-delà du premier cercle. C'est également le cas lorsque les dirigeants s'appliquent à obtenir des réalisations collectives. Équipements et aménagements (construction d'une salle communale, asphaltage d'une rue, végétalisation...), fêtes de quartier, distribution de cadeaux sont ainsi autant de réalisations qui bénéficient à l'ensemble du groupe. Enfin, c'est également le cas lorsqu'un événement dramatique survient. À la

²¹ Dans ses travaux sur la question de l'accès aux droits en France, Yasmine Siblot a montré que les « relations de dépendance » étaient à relativiser, les dominés développant des compétences pour ne pas s'en remettre à la même personne de façon trop récurrente (Y. SIBLOT, *Faire valoir ses droits au quotidien. Les services publics dans les quartiers populaires*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 54). Florence Weber arrive à des conclusions similaires in F. WEBER, *Le travail-à-côté. Une ethnographie des perceptions*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2009, p. 73-79. Pour comprendre comment certains habitants des quartiers étudiés sont en mesure d'éviter de s'en remettre au dirigeant et les compétences qu'ils développent pour cela, une enquête plus poussée serait néanmoins ici nécessaire.

différence d'autres configurations, plus ordinaires, où une personne confrontée à un problème peut essayer différentes options et notamment tenter, au moins temporairement, de ne pas avoir recours à l'aide du dirigeant, ici l'urgence des situations le rend presque incontournable.

Or, ce travail de médiation n'induit pas forcément un sentiment de gratitude de la part des supposés bénéficiaires. Alors que les dirigeants font généralement référence à leurs actions en arguant qu'il s'agit pour eux de « *travailler pour [leur] communauté* », « *d'aider* » les habitants d'un territoire et en particulier les membres de l'organisation qu'ils dirigent, ces actions ne sont pas nécessairement interprétées en ce sens au-delà du premier cercle. Au contraire, les critiques, les disputes et les sollicitations de dirigeants concurrents mettent en évidence un décalage entre les objectifs énoncés par les dirigeants et la reconnaissance qu'ils estiment pouvoir attendre pour leurs actions, et la façon dont elles peuvent être perçues par certains des supposés bénéficiaires. Ces controverses portent à la fois sur la teneur des échanges, sur l'insuffisance des résultats obtenus par les dirigeants et sur la mise en doute de l'honnêteté des dirigeants (en ce sens, voir la dispute entre José Luis et certains membres de son association retranscrite en début de chapitre). Ainsi, l'usage des mensualités payées par les membres aux dirigeants est couramment questionné (voir l'encadré n°8 à la page suivante). Dans le cas de Carpio, où l'argent d'EBI constitue une importante somme dont les dirigeants ont la charge²², c'est la redistribution de cet argent qui est sans cesse interrogée. Au-delà du premier cercle de proches, les accusations de favoritisme, voire d'enrichissement personnel sont ainsi courantes. À ce titre et comme on le verra de façon plus détaillée dans le prochain chapitre, les signes extérieurs de réussite et de richesse suscitent d'importants soupçons.

Enfin, le fait que certains membres de l'organisation aillent solliciter des dirigeants concurrents à certaines occasions constitue un autre signe de la fragilité des loyautés. S'enquérir auprès d'un dirigeant d'une organisation concurrente de la véracité des avancées promises par leur dirigeant, se rendre à une réunion publique coordonnée par un dirigeant concurrent et pour lequel leur dirigeant aura réalisé un travail systématique de « *déconvocation* » sont quelques exemples d'actions qui donnent à voir le caractère très relatif de la confiance qui existe entre la plupart des membres des organisations et leur dirigeant. Dans certains cas, ces sollicitations concurrentielles donnent lieu à des disputes qui pourront se

²² Cette donation est réalisée sous la forme d'un *fideicomis*. Cette disposition permet à un donateur (ici, l'entreprise EBI), de confier l'administration d'une somme d'argent à une personne ou à un groupe de personnes (ici, le Conseil communal des organisations de la Carpio) pour le compte d'un tiers qui en sera le bénéficiaire (ici, la « Communauté de la Carpio »).

solder par *l'exit*²³ des membres, qui rejoindront alors une organisation concurrente. Tous les membres qui se désengagent ne le font cependant pas au profit d'une organisation concurrente : il arrive en effet que certains membres cessent progressivement de se rendre aux réunions et de participer aux activités de l'association.

Encadré n°8 - Fonctionnement des organisations de quartier

À Carpio comme à Rincón Grande, il existe un grand nombre d'organisations communautaires aux statuts variés.

Il y a d'abord, les associations de développement communal, qui peuvent être « intégrales » ou « spécifiques » et qui sont encadrées par la Direction nationale pour le développement communautaire (DINADECO). Sur chaque « territoire qui constituera le fondement naturel au groupement communautaire », il pourra ainsi exister une « association intégrale » et plusieurs « associations spécifiques » qui devront quant à elles être dédiées, comme leur nom l'indique, à des activités spécifiques. (Loi 3859 relative au Développement communautaire - 07.04.1967).

Il y a ensuite les associations dites « 218 » (du numéro de la loi qui les encadre) et qui sont l'équivalent des associations « loi 1901 » en France.

Il existe enfin toute une série de comités et de conseils, plus ou moins formels : les comités pour le logement (qui sont généralement informels mais néanmoins reconnus par le ministère du Logement), les conseils d'éducation (équivalent d'un conseil d'administration de l'école, dont les noms sont validés par le conseil municipal), les comités d'école (équivalent d'une association de parents d'élèves), les comités pour l'enfance (qui doivent être associée à une association de développement et qui sont encadrés par DINADECO) etc.

Ces organisations sont plus ou moins formalisées et réunissent leurs adhérents de façon plus ou moins régulière. Pour les associations les plus actives et en particulier pour les organisations qui revendiquent l'accès au logement, les réunions sont mensualisées. Ce sont également celles qui sollicitent à leurs membres le paiement de mensualités pour effectuer les dépenses courantes (payer les trajets en bus jusqu'aux réunions, l'électricité d'un local associatif – qui n'est parfois qu'une pièce dans le domicile du dirigeant –, les photocopies...). Dans certaines associations, il peut s'agir d'un coût d'entrée. Ainsi, dans le cas d'une association étudiée ici, le dirigeant demandait un investissement de 35 000 *colones* (soit environ 50 euros) par famille. Un autre dirigeant demandait 2 000 *colones* (soit 2,60 euros) par famille et par mois (soit 30 euros par an).

Ces mensualités constituent à la fois un moyen pour les dirigeants de faire face aux dépenses courantes mais aussi de limiter les logiques de défection. À mesure du paiement des cotisations, il devient en effet coûteux de changer d'organisation. Elles suscitent cependant des controverses importantes. Si les dirigeants que j'ai interrogés sur cette question ne se sont pas cachés de ce qu'ils semblaient considérer comme un fonctionnement normal, ils sont dans le même temps régulièrement accusés de s'enrichir personnellement grâce à ces mensualités. Face aux accusations récurrentes, qui peuvent être le fruit d'adversaires au quartier, de militants politiques (et notamment du Parti action citoyenne - *Partido acción ciudadana* - PAC) mais aussi de certains des adhérents des associations, les dirigeants mettent en œuvre

²³ A. HIRSCHMAN, *Défection, prise de parole et loyauté*, Paris, Fayard, 1995.

nombre de stratégies pour tenter de limiter les accusations et de faire valoir de la bonne gestion de l'argent collecté (les réunions mensuelles sont alors l'occasion pour les dirigeants de présenter des factures supposées attester de leur honnêteté).

Face aux critiques et aux doutes que manifestent les membres de leur groupe, les dirigeants tendent à exprimer à leur tour des reproches dont ce commentaire de José Luis est révélateur : « *Vous ne prenez même pas en compte le fait que l'on essaie de vous aider ! Ingrats ! [malagradecidos]* »²⁴. Ce type de reproches, en termes *d'ingratitude*, mobilisé fréquemment par les dirigeants, rend compte du décalage persistant entre la gratitude que les dirigeants considèrent pouvoir invoquer pour leurs actions et la façon dont celles-ci sont effectivement appréhendées.

Malgré les efforts qu'ils réalisent afin de signifier leur honnêteté, leur capacité à agir et leur dévouement pour leur groupe, leurs actions demeurent sujettes à d'importants doutes et critiques dans leur voisinage. Ce travail de médiation ne semble favoriser un rapport de loyauté que lorsqu'il s'inscrit dans une relation interpersonnelle forte, fondée sur des interactions fréquentes. Ces controverses et ces disputes rappellent que les dirigeants entretiennent peu de relations de ce type. Au contraire, la plupart des liens entretenus par les dirigeants au quartier sont caractérisés par leur fragilité et leur réversibilité. Pour conserver leur position localement, les dirigeants doivent donc composer avec les attentes de leurs groupes. « *Aider* », « *collaborer* », « *se rendre utile* ». Au quotidien, les dirigeants des quartiers populaires costariciens s'engagent donc dans la résolution des problèmes des habitants de leur quartier (ou tout du moins, d'une partie d'entre eux). Face aux critiques et à la forte concurrence, ils s'attachent à montrer qu'ils agissent selon les valeurs normatives qui font sens au quartier.

²⁴ Carnet de terrain, 27 janvier 2010 (la totalité de la dispute a été retranscrite dans l'introduction de ce chapitre).

Section B - Incarner le ‘bon dirigeant’: Modes d’action et registres de légitimation au quartier

« Ce monsieur Santiago [*ancien dirigeant du quartier, décédé au début des années 2000*] était une personne magnifique. Il a toujours veillé sur tout... il allait toujours partout... il demandait des aides... [...] Il se battait beaucoup pour sa communauté [...] Et pour moi, le leader communal c’est ça... c’est celui qui voudrait faire aller de l’avant sa communauté. Celui-là, quand il sait qu’il y a des eaux usées qui portent préjudice à une famille, eh bien il sort la famille de là et il voit comment on peut canaliser les eaux usées... N’est-ce pas ? Alors que les politiques eux, ils viennent... ils voient... ils te disent qu’ils vont s’en occuper... et nous, on attend encore ! »²⁵.

Le propos de Carmen est révélateur des principes de légitimation qui prévalent au quartier. L’efficacité de celui qui fait, face à ceux qui « *disent qu’ils vont s’en occuper* ». Le dévouement de celui qui « *voudrait faire aller de l’avant sa communauté* », face à ceux qui « *ne viendraient que quand ils veulent des votes* »²⁶. La combativité enfin de celui « *qui se bat beaucoup pour sa communauté* », face à ceux qui « *restent assis sur leur fauteuil [d’élus], quand tu vas les chercher* »²⁷. L’action, l’efficacité, le dévouement et la combativité sont autant de registres de légitimation auxquels les dirigeants s’attachent se conformer. Ces normes partagées opèrent comme des contraintes de rôle qui pèsent sur les pratiques et les modes de présentation de soi des acteurs au quartier²⁸. Dans cette section, je m’attache à décrire les façons dont les dirigeants investissent leur rôle et dont ils composent avec ces normes.

1. Se légitimer par l’action : logiques d’action et mise en scène de l’efficacité au local

Dans les *barrios urbano-marginales* du Costa Rica, comme sur de nombreux autres terrains²⁹, l’action et l’efficacité sont amplement valorisées, alors qu’à l’inverse le registre de la promesse est disqualifié. Affichant dans un bureau d’association que « *les actions sont bien*

²⁵ Entretien avec Carmen, novembre 2010.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

²⁸ On reprend ici la question des « contraintes de rôle » telles qu’elles a notamment été abordée dans le numéro 28 de *Politix*, en particulier dans les articles de J. Lagroye et de J.-L. Briquet (J. LAGROYE, « Être du métier » et J.-L. BRIQUET, « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », *Politix*, vol. 7, n°28, 1994, p. 5-15 et p. 16-26).

²⁹ La valorisation d’une capacité à *agir* est un ressort classique de légitimation sur de nombreux terrains, comme l’ont notamment montré C. Goirand et L. Zaki à travers leurs travaux respectifs sur le rapport au politique dans les bidonvilles de Rio de Janeiro et de Casablanca. C. GOIRAND, « Clientélisme et politisation populaire à Rio de Janeiro », in J.-L. BRIQUET, F. SAWICKI (dir.), *Le Clientélisme politique..., op. cit.*, p. 112. L. ZAKI, *Pratiques politiques au bidonville..., op. cit.*, p. 430. Loin d’être spécifiques à des pays dits « du sud », ces formes de légitimation sont également observées sur des terrains occidentaux. En ce sens, voir par exemple : C. LE BART, *Les Maires. Sociologie d’un rôle*, Septentrion, 2003, p. 86-93.

plus sincères que les mots », ou que « *la plus belle des réalisations c'est d'être utile à son prochain* »³⁰, répétant qu'ils sont à la « *recherche de solutions* »³¹, les dirigeants rappellent au quotidien leur conformité à cette norme partagée qui constitue une puissante contrainte de rôle. Mais il ne s'agit pas simplement d'un énoncé de principe. En effet, les dirigeants multiplient les actions afin de répondre aux attentes qu'ils supposent être celles des membres de leur organisation ou, tout du moins, d'agir en faveur de ce qu'ils considèrent être de leur intérêt. Cela les conduit à s'investir dans de nombreux domaines : habitat, sécurité, infrastructures collectives, formation professionnelle... « *Pour aider* » et « *être utile* », les dirigeants multiplient les rendez-vous, les réunions, les sollicitations de divers acteurs situés dans une grande diversité d'arènes. Ce faisant, les dirigeants se posent en intermédiaire, en « *go-between* »³² entre « leur communauté » et une multiplicité d'espaces sociaux.

1.1. « *Le logement... c'est une lutte épuisante* »³³ : les paradoxes d'un engagement aux résultats incertains

Lorsqu'on interroge les dirigeants de Rincón Grande comme de Carpio, sur les principales problématiques qui se posent dans leur quartier, les réponses varient peu : sécurité, habitat, chômage. Bien qu'ils s'engagent de temps à autre dans d'autres domaines, c'est cependant autour de la recherche de « *solutions d'habitat [vivienda]* », que semble être leur priorité (en ce sens, voir *supra*). Sous ce vocable, toute une série de problématiques, variables selon les contextes, les occupent : légalisation du bâti ; relogement des habitants vivant dans des zones non constructibles ou promises à des infrastructures collectives ; recherche de terrains pour la construction de logements sociaux (généralement, à l'extérieur du quartier) etc. C'est généralement pour résoudre ces problématiques que les dirigeants sollicitent la confiance des habitants du quartier. C'est également à ce titre qu'ils leur demandent de verser des mensualités qui doivent leur permettre de se rendre aux réunions et de faire face aux frais de composition des dossiers (photocopies, internet...). Aussi la plupart des dirigeants de quartier passent-ils une large partie de leur temps à négocier des « *solutions* » pour faire face à des problématiques qu'ils associent à l'habitat.

³⁰ Permanence de Claudio, Carnet de terrain, 26 octobre 2009.

³¹ Entretien avec Gloria, février 2008. Cette définition du rôle des dirigeants n'est pas sans rappeler celle que J. Auyero donne des *punteros* péronistes (J. AUYERO, *Poor people's Politics...*, p. 116). Il faut néanmoins souligner que si les dirigeants costariciens endossent ce même rôle, ils le font cependant en disposant de beaucoup moins de ressources que dans le cas argentin, où les *punteros* gèrent la distribution de programmes de politiques sociales.

³² J. AUYERO, *Poor people's Politics. Op.cit.*, p. 96.

³³ José Luis, Carnet de terrain, 16 janvier 2009.

1.1.1 D'une négociation à l'autre : les aléas de la recherche de solutions en matière d'habitat

La recherche de « *solutions en matière d'habitat* » repose principalement sur des démarches multiples pour obtenir des titres de propriété ou des possibilités de relogement pour ceux qui résident dans des zones à risque, protégées, dédiées à des espaces verts ou à la construction d'un service public - école, centre de santé...

Qu'il s'agisse d'obtenir des titres de propriété ou un projet de relogement, les dirigeants sont amenés à multiplier les réunions avec de nombreux acteurs administratifs et politiques, et ce faisant, se confrontent à un système institutionnel d'une grande complexité.

C'est notamment ce que montre cet extrait d'entretien de l'un des membres du Conseil communal des organisations de la Carpio (CCORCA) sur les négociations pour l'obtention de titres de propriété :

« [Lorsque l'administration Arias a lancé son programme de 'résorption des bidonvilles' en s'appuyant sur la Fondation pour le logement [FUPROVI], on est restés là... à attendre... [La FUPROVI] nous disait que tout était prêt. [...] [En 2008] l'affaire sur Zumbado³⁴ a éclaté... il est parti... et Clara Zomer³⁵ est entrée. Et au final, La Carpio est restée en dehors du programme de résorption des bidonvilles. Et c'est là qu'on a commencé à se demander 'mais qu'est-ce qui se passe ici ? Qu'est-ce qu'on va faire ?' Et on a commencé à aller frapper aux portes... à organiser des réunions avec les gens du Crédit foncier pour le logement [*Banco hipotecario de la vivienda* – BANHVI], de l'Institut national du logement et l'urbanisme [INVU] [...] pour inviter toutes les entités qui ne voulaient pas [nous intégrer] pour les réunir autour de la table [des négociations]. Parce qu'on peut bien sûr aller voir toutes les institutions l'une après l'autre... [...] à l'INVU, ils vont nous dire qu'ils sont d'accord... mais que c'est la ministre du Logement qui refuse... [...] à la municipalité, ils vont nous dire que eux, selon la loi, ils ne peuvent pas [donner les titres de propriété] parce que les rues sont trop étroites... et si on va à l'IMAS, parce que cette propriété appartient à l'Institut mixte d'aide sociale [*Instituto mixto de ayuda social* - IMAS], ils vont nous dire que eux, comme institution, ils ne peuvent pas [nous donner des titres de propriété], tant que la municipalité [n'a pas donné son accord]. Au lieu de chercher des brèches, ils cherchent des obstacles... donc c'est là-dessus qu'on travaille... Donc, comme je vous le disais, on frappe aux portes... on produit des documents que nous n'avions pas... parce que nous attendions que la Fondation pour le logement [FUPROVI] nous amène des réponses positives sur tous les aspects [...] mais si on nous avait dit depuis le début, allez messieurs, il faut aller là-bas, aller frapper aux portes... aller demander aux gens pourquoi ils refusent... on se serait bougé depuis un moment... mais il en ressort des choses positives malgré tout... jusqu'à ce que le dernier nous ferme la porte au nez... on continue de frapper... »³⁶

³⁴ Déjà ministre du Logement sous la première administration Arias (1986-1990), F. Zumbado accède de nouveau à cette fonction en 2006. En charge de la coordination du secteur social, il joue un rôle central dans la seconde administration Arias (2006-2010). Or, en 2008, il démissionne, face à des accusations de favoritisme, qui concernent l'utilisation d'une donation du gouvernement taïwanais de 1,5 millions de dollars qui devait être dédié à la lutte contre la pauvreté à Rincón Grande de Pavas. « Zumbado renuncia al Ministerio de Vivienda », *La Nación*, 6 août 2008.

³⁵ Ministre du Logement entre 2008 et 2010. Elle récupère cependant un ministère dont les compétences ont été revues à la baisse. Par exemple, c'est désormais la ministre de la Santé qui est en charge de la coordination du secteur social.

³⁶ Entretien avec Agustín, mars 2009.

A Rincón Grande, les processus répondent à des logiques similaires :

« En ce moment [janvier 2008], nous attendons une réponse [du ministère du Logement] pour une propriété [...]. On les bombarde pour obtenir leur accord [...]. Ce que l'on a vu, c'est que l'on ne peut pas attendre que le gouvernement nous donne tout, tout de suite, mais que c'est à nous de générer une partie de la solution. [...] Donc, nous avons trouvé une propriété, nous l'avons estimée, nous avons été la voir et maintenant nous la présentons au ministère »³⁷. [Octobre 2008, après un premier échec, Yolanda a proposé un nouveau projet, espérant obtenir un terrain appartenant au Conseil de la protection sociale de San José] « Le Conseil nous a répondu le 13 novembre [2008] pour nous dire qu'ils n'allaient rien nous donner. Alors on a discuté avec la ministre de la Santé, qui s'est retrouvée entre temps en charge du Secteur social, pour qu'elle intervienne [...] auprès du Conseil de la protection sociale de San José, sur l'importance de cette donation. Et madame María Luisa Ávila a effectivement obtenu la donation [en mars 2009] (...) On commence alors à prendre contact avec l'Aviation civile. Avec l'administration du Tobias Bolaños [l'aéroport proche du terrain] [...] Avec ces 5 hectares, on propose que nos 318 familles puissent être relogées »³⁸.

Dans un cas comme dans l'autre, on le voit, les négociations en matière d'habitat se déroulent sur plusieurs années et se traduisent par des échecs récurrents. Rares sont en effet les dirigeants pouvant se prévaloir d'avoir obtenu des titres de propriété, ou la construction d'un projet de logements sociaux. Or, malgré ces difficultés, impossible pour eux de faire aveu d'impuissance. Comme le souligne Christian Le Bart à propos des maires dans le cas français, dans un contexte où l'action et l'efficacité constituent les principaux ressorts de légitimation, un tel aveu s'apparente à un « écart par rapport au rôle » qui peut se révéler coûteux³⁹. En effet, dans le même temps, les dirigeants continuent de demander aux habitants de leur secteur, généralement regroupés en association, leur confiance et bien souvent même de l'argent pour se rendre aux réunions, voire déjeuner entre deux rendez-vous. Ils leur demandent également d'accepter leur contrôle sur les nouvelles arrivées et sur les ventes de propriété au titre que cela pourrait empêcher la poursuite des négociations. Aussi, s'ils ne manquent pas d'expliquer les difficultés auxquelles ils sont confrontés, ils s'attachent à montrer qu'ils agissent, et que leur action est efficace.

Dans les secteurs qui ne disposent pas de titre de propriété, les habitants font face à une menace constante : celle des expulsions. Bien que n'étant pas toujours avérées, elles font l'objet de rumeurs récurrentes. N'étant jamais totalement invraisemblables, elles suscitent une incertitude importante dans ces secteurs. Aussi, l'une des principales fonctions des dirigeants est-elle d'obtenir des informations sur les procédures en cours, auprès de la police, ou de la municipalité de San José. Dans les cas où une procédure est effectivement en cours et où elle touche les membres de leur association, ils tentent de l'empêcher par le dépôt d'un recours

³⁷ Entretien avec Yolanda, janvier 2008.

³⁸ *Ibid*, novembre 2009.

³⁹ C. LE BART, *Les Maires. Sociologie d'un rôle*, op. cit., p. 71.

devant la Cour suprême⁴⁰. Cette capacité à s'interposer, par le recours au droit, entre leur voisinage et ceux qui voudraient les expulser est une compétence centrale dans les *precarios*. Au-delà de la seule question des expulsions, les dirigeants des *precarios* s'investissent également durablement pour obtenir des solutions de logement plus durables pour les membres de leur association.

1.1.2 *Rendre des comptes au quartier*

Alors que la recherche de solutions en matière d'habitat est caractérisée par la modestie des résultats obtenus, les dirigeants s'appliquent malgré tout à démontrer leur capacité à agir. Ils font fréquemment valoir que les dossiers avancent. Faute de solutions définitives et tangibles, ils rendent compte des négociations et des accords obtenus et montrent que leur projet est bien engagé : parce qu'une « *loi dans laquelle le gouvernement s'engage à éradiquer 75 % des zones de peuplement informel telle que la Carpio* [a été adoptée] »⁴¹, parce qu'un « *plan de crédit [bono comunal] a déjà été accordé* »⁴², parce que « *le gouvernement a dit que nous étions prioritaires* »⁴³, ou encore, au moment de faire remplir des dossiers pour un projet d'habitat, parce qu'« *ils [personnels politique et administratif confondus] feront sans doute bien quelque chose... ils n'ont pas donné tout cela pour rien !* »⁴⁴. Pour rendre compte des discussions voire des engagements obtenus, et surtout se rendre les plus crédibles possibles, les dirigeants ont recours à toute une série de stratégies. À ce titre, les plus prisés sont sans nul doute les documents écrits. Les dirigeants sollicitent sans cesse (et obtiennent parfois) des procès-verbaux de réunion voire des accords écrits et co-signés, qu'ils peuvent montrer au quartier. S'ils revendiquent de tels documents, c'est d'une part pour pouvoir mettre les acteurs administratifs et politiques face à leurs obligations (« *j'ai demandé le procès-verbal* [d'une

⁴⁰ L'article 48 de la Constitution costaricienne de 1949 permet à toute personne, majeure ou mineure, costaricienne ou étrangère, de déposer, pour lui-même ou en faveur d'un tiers, un recours constitutionnel de *amparo*, pour demander le maintien ou le rétablissement d'un droit consacré par la Constitution. Outre ce type de recours, les dirigeants peuvent également déposer un recours en inconstitutionnalité. Pour ce faire, à la différence du recours *de amparo*, ils devront recourir aux services d'un avocat. (Site de la Cour suprême du Costa Rica : <http://www.poder-judicial.go.cr>. Consulté le 29 juin 2015).

⁴¹ Entretien avec Carolina, mars 2009. [Chez Marquita, en présence de cette dernière et d'une demi-douzaine de voisins qui n'interviendront pas durant la durée de l'entretien.]

⁴² José Luis, Carnet de terrain, 15 novembre 2009. Le programme de crédit communal, appelé « *bono comunal* » et parfois « *bono colectivo* » permet à l'État d'investir en matière d'infrastructures (rues, système d'égouts, stations de traitement des eaux usées, installation de bornes à incendie, salles communales ou espaces verts et récréatifs). Ces investissements ont été créés en 2008 et sont tout particulièrement destinés aux quartiers populaires. Voir l'encadré n°3 de l'annexe n°6.

⁴³ Kattia, Carnet de terrain, 21 octobre 2009.

⁴⁴ *Ibid.*

réunion], *pour ne pas avoir la mémoire qui flanche... et que eux non plus* »⁴⁵). Mais c'est aussi pour pouvoir attester des avancées obtenues. Ces documents constituent en effet des ressources particulièrement valorisées en ce qu'ils permettent aux dirigeants de démontrer qu'ils ont fait ce qu'il fallait et ainsi de transférer une partie de la responsabilité d'un possible échec vers d'autres acteurs. Cependant, les documents écrits pouvant faire foi d'un accord en matière d'habitat entre un dirigeant et des responsables politiques demeurent rares. Aussi les dirigeants mobilisent-ils d'autres ressources. Ils sollicitent fréquemment le témoignage de ceux qui ont assisté à une réunion, ou ont eu connaissance d'un échange téléphonique, afin d'attester de la véracité du compte-rendu. Lorsqu'ils n'invoquent pas de témoignage, ils ne manquent pas de mentionner les membres du bureau de l'association, ou les acteurs extérieurs au quartier qui ont pu assister à l'interaction. La référence aux témoins constituant ici un moyen pour tenter de donner de la crédibilité à leur propos.

Alors que la légitimité des dirigeants se construit principalement sur leur capacité à obtenir des solutions concrètes aux problèmes sur lesquels ils se sont initialement engagés, les résultats sont souvent modestes et les échecs récurrents. Face à la forte concurrence qu'il existe au quartier et aux risques constants *d'exit*, chaque dirigeant signifie donc qu'il est, malgré l'absence de résultats et les difficultés, le plus à même de solutionner les problèmes de « *sa communauté* » (des membres de l'association dans laquelle il s'est engagé). Cela se donne notamment à voir dans des discussions informelles au quartier, mais aussi lors de réunions que les dirigeants organisent plus ou moins régulièrement :

Assemblée générale de l'Association de développement de San Jacinto

Dimanche 15 novembre 2009

José Luis a convoqué l'assemblée mensuelle de l'association. Pour l'occasion, il est accompagné à la tribune par les cinq femmes qui composent le bureau de l'association et par Yolanda, qui dirige la coopérative de la Cueva de San Jacinto. Il est 15 h et dans la salle communale bondée, plus de cent personnes sont réunies. Majoritairement des femmes, parfois venues avec leurs jeunes enfants. L'ordre du jour comporte plusieurs points : le problème de l'absentéisme aux assemblées, les inscriptions pour une formation informatique, l'organisation du *bingo* et un compte-rendu d'une réunion avec la ministre du Logement, à laquelle ont assisté José Luis, Yolanda, Reina et moi-même. José Luis le spécifie, en expliquant que je suis une sociologue française, qui va passer du temps dans le quartier. Le compte-rendu de la réunion est l'occasion de rappeler que « *le bon communal a déjà été accordé* » et qu'un appel d'offre doit être lancé afin de trouver l'entreprise qui va réaliser les travaux. José Luis prend quelques minutes pour expliquer comment fonctionne un appel d'offre. Il explique le rôle de chaque institution : l'INVU, qui s'est chargé d'impulser le projet, d'en vérifier la faisabilité et qui doit maintenant lancer l'appel d'offre, la FUPROVI, qui a réalisé l'étude de préfaisabilité, le BANHVI

⁴⁵ Yolanda, Carnet de terrain, 19 janvier 2010.

qui donne l'argent... Pour chaque institution, il fait référence aux agents avec lesquels ils ont échangé... A., R., etc. Tout en assurant « *prendre les choses en main* », José Luis explique ensuite que des problèmes se posent. Il faut d'abord « *trouver une solution pour les familles qui gênent* » [Il fait référence à 300 familles dont les maisonnettes sont installées sur les espaces que le '*bono communal*' [*crédit communal*] doit transformer en rues et en espaces verts et qui empêchent donc, au moins partiellement, la réalisation du projet]. Mais pour cela, il faudrait réussir à faire amender l'étude de préféabilité sur laquelle repose l'appel d'offre car « *cinquante deux familles ont été oubliées* » [elles sont elles aussi installées sur des zones visées par le « *plan de crédit communal* »].

Comme les autres dirigeants de Carpio et de Rincón Grande, José Luis conduit au moins une fois par mois une réunion obligatoire, sous peine de radiation, pour faire le point sur les différents projets menés à bien ou en cours de réalisation. Sans doute par souci d'honnêteté, mais aussi pour montrer sa détermination et son dynamisme, le dirigeant y rend compte des rendez-vous, des réunions, des démarches engagées au nom de l'association et des actions à venir. Il s'applique à détailler les démarches en n'épargnant pas à l'assemblée les modalités techniques qu'elles recouvrent (appel d'offre, étude de faisabilité...). En reprenant, et en décodant au moins partiellement le registre technique manié dans les institutions le dirigeant fait montre de sa maîtrise du dossier en cours. Il imprime ainsi une forme de domination en démontrant sa maîtrise d'un langage dont l'assistance semble être exclue. Par son récit, il met en exergue sa bonne connaissance des démarches institutionnelles, mais aussi des acteurs administratifs et politiques qui les mettent en œuvre et qui peuvent donc, dans certains cas, les faciliter. En faisant référence à la ministre et en citant par leur prénom les administratifs, il donne en effet à entendre qu'il connaît et qu'il échange avec les acteurs importants en matière d'habitat. La croyance partagée dans le caractère discrétionnaire des décisions en matière d'habitat incite en effet les dirigeants à entretenir des relations interpersonnelles avec des acteurs à même de peser dans ce domaine et à le faire valoir au quartier. La proximité avec les responsables politiques et les acteurs administratifs en matière de logement constitue une ressource largement mise en valeur par les dirigeants (voir Illustration n°17, page suivante).

Illustration n°17 – Extrait du Journal de la Carpio
« Visite importante : Fonctionnaires du gouvernement à La Carpio »

Visita de mucho peso
Funcionarios del gobierno en La Carpio



Dirigentes comunales y representantes de las instituciones de gobierno se informan de los requisitos que solicita la Municipalidad de San José para visar los planos de las calles de La Carpio.

Légende : « Dirigeants communaux et représentants des institutions gouvernementales s'informant des conditions requises par la municipalité de San José pour certifier les plans des rues de la Carpio »

Source : Journal de la Carpio, n°2, 2010, p. 8.

Afin de démontrer leur *efficacité* et leur capacité à faire en matière d'habitat, alors même que les résultats *concrets* se révèlent presque inexistants, les dirigeants s'appliquent à faire la démonstration qu'ils sont néanmoins des dirigeants légitimes. Pour cela, ils font donc valoir des ressources qui sont considérées comme essentielles dans la recherche de solutions de logement : la compétence technique d'une part et des ressources relationnelles d'autre part. Cependant, le registre du faire apparaît d'autant plus efficace qu'un dispositif administratif est enclenché.

1.1.3 Jouer les street-level bureaucrats en matière de logement

De temps à autre, les dirigeants affirment qu'une solution a été trouvée (ou serait en passe de l'être), en faisant valoir qu'un terrain a effectivement été donné ou acheté par une institution et que des constructions de logements sociaux vont donc pouvoir être réalisées ou qu'un accord a été signé pour permettre de délivrer des titres de propriété. Un nouveau processus s'engage alors pour les dirigeants : réaliser les démarches avec les membres de l'association pour qu'ils puissent effectivement être bénéficiaires de la solution proposée.

C'est dans une petite ruelle située dans la partie la plus formalisée de Rincón Grande que Claudio a installé sa permanence. Le tag « *Campos*⁴⁶ = *voleur* » peint sur la façade la rend aisément repérable parmi les autres constructions de béton de la rue. Le local n'est pas grand, une quarantaine de mètres carrés, tout au plus. On entre d'abord dans une première salle, qui fait office de salle d'attente et de bureau pour Kattia. Cette dernière est la secrétaire de Claudio. Elle est également à la tête d'APAPROVI, l'Association *paveña* pour le logement, depuis que celui-ci en a quitté la présidence. Sur les murs de la pièce éclairée au néon, des petites affichettes ont été accrochées. On y lit que « *les actions sont bien plus sincères que les mots* » ou encore que « *la plus belle des réalisations c'est d'être utile à son prochain* ». Au fond, derrière un grand aquarium rempli de poissons rouges, se trouve le bureau de Claudio, séparé du reste du local par un mur sans porte. Aujourd'hui, Claudio n'est pas là, mais il y a foule dans la permanence : APAPROVI reçoit les dossiers pour un projet d'habitat. En juillet, Claudio a co-signé avec plusieurs responsables politiques un accord qui déclare l'association prioritaire pour un terrain sur lequel pourrait être réalisé un projet d'habitat⁴⁷. Par la suite, Claudio et Kattia ont retiré auprès de l'INVU les formulaires à faire remplir aux potentiels bénéficiaires. Ce sont ces formulaires et les pièces nécessaires à la constitution d'un dossier que l'équipe d'APAPROVI commence à recevoir aujourd'hui. Depuis son bureau, Kattia accueille les visiteurs tout en répondant au téléphone « *Oui... d'accord... je veux bien vous concéder un délai [le hago el favor], mais vous avez jusqu'à lundi, dernier délai !* ». Valeria, la vice-présidente de l'association, est installée à un bureau d'appoint où trônent des piles de dossiers entre plusieurs mégaphones. Pendant que le téléphone sonne et re-sonne, les visiteurs se bousculent à l'entrée du local. Pour déposer « *le dossier pour la maisonnette [la casita]* », on vient généralement en famille et bien apprêté. Pendant que les parents déposent leur dossier et que Valeria vérifie qu'il y a bien toutes les pièces, les enfants se faufilent pour aller observer les poissons rouges. Il manque des papiers. Il faudra aller à San José, chez l'avocat. Kattia leur donne un nom et une adresse. Les visites se succèdent ainsi. Les dossiers s'amoncellent : « *Là, il doit y en avoir 400... mais on en attend 800* » explique Kattia. Un monsieur entre, il vient déposer un dossier, en expliquant que c'est pour sa fille, qui loue dans un autre quartier. Lui a sa maison, mais il est membre d'APAPROVI et se charge d'assister aux réunions en espérant obtenir une maison pour sa fille et son gendre. D'autres font de même pour une petite-fille. D'autres pour un neveu. On prépare les papiers, même si Kattia avoue ne pas pouvoir dire où en est exactement le processus. Certains passent juste leur tête et demandent « *alors, cette maison ?* » Kattia répond gentiment que « *le gouvernement a dit que nous étions prioritaires... mais tant que je ne vois pas le terrain viabilisé, je ne préfère rien vous promettre !* ». Une fois qu'ils sont repartis, Kattia s'insurge : « *Les gens viennent demander des maisons... mais ici on ne donne pas de maison ! Si nous avions des maisons...!* ». À midi, on ferme, le temps du déjeuner. Valeria en profite pour ranger les dossiers et pour vérifier « *que tous ces gens sont bien d'APAPROVI* ». Pendant ce temps, Kattia note les choses à faire cet après-midi : appeler Susana car « *il manque une pièce dans ses dossiers... il faut absolument qu'elle le dise aux siens [i.e. aux membres de son groupe] sans quoi les dossiers seront rejetés* » et ne pas oublier de faire les inscriptions pour un séminaire sur la violence dans la cellule familiale⁴⁸.

⁴⁶ Du nom de famille du dirigeant.

⁴⁷ On reviendra plus en détail sur ce projet et sur la dispute qu'il a suscité dans le chapitre suivant.

⁴⁸ Permanence de Claudio, Carnet de terrain, 26 octobre 2009.

Kattia, Valeria et les autres dirigeants d'APAPROVI jouent ici un rôle central. Distribuant les formulaires, informant sur les pièces à fournir et sur les moyens de les obtenir, vérifiant les dossiers... Le rôle des dirigeants s'apparente dans ce contexte à celui des *street level bureaucrats* qui exécutent les politiques sociales au guichet⁴⁹. Ils détiennent une marge de manœuvre quant aux critères de sélection à appliquer et se voient ainsi déléguer une partie du pouvoir discrétionnaire qui est généralement le fait des acteurs administratifs au guichet. Pouvant accepter un dossier, aider à le remplir, octroyer un délai ou au contraire s'y refuser, Kattia et les autres dirigeants acquièrent ici autant de ressources centrales à la construction de leur leadership au quartier. Ils peuvent en effet justifier et renforcer leur centralité et, en particulier, rendre nécessaire le maintien dans l'association de quartier qu'ils dirigent. Si leur rôle est ici proche de celui des *street level bureaucrats*, leur position est cependant largement informelle (ni statut officiel ni rémunération ne viennent en effet institutionnaliser leur position)⁵⁰.

Finalement, leur pouvoir demeure limité. D'abord, parce qu'il existe toujours un contrôle, même minimal, des dossiers sélectionnés. En effet, l'administration référente vérifie dans un second temps que les foyers listés par les dirigeants remplissent bien les différents critères pour l'obtention d'un logement social. Ensuite, parce qu'il arrive couramment que, malgré la réalisation des dossiers administratifs, les projets n'aboutissent pas (en réalité, la concrétisation d'un programme est extrêmement exceptionnelle). Du fait d'un problème technique, d'un manque ou d'une absence de soutien politique pouvant faire suite à une alternance politique, ou pour toutes ces raisons réunies, il est en effet courant qu'un projet d'habitat ne voie jamais le jour, laissant le groupe initier une nouvelle recherche.

En matière d'habitat, les dirigeants s'appliquent à démontrer leur capacité à faire avancer les dossiers et à obtenir des résultats *concrets*. Cependant, leur souci de ne pas professer de promesses incertaines [*« expectativas falsas »*] reste entier. Les dirigeants cherchent en effet à se détourner en permanence du registre de la promesse. Par exemple, José Luis, lors de la réunion évoquée plus haut, annonce les avancées du projet mais non sans

⁴⁹ M. LIPSKY, *Street Level Bureaucracy : Dilemmas of the Individual in Public Service*, New York, Russell Sage Foundation, 1980 ; V. DUBOIS, « Le rôle des street-level bureaucrats dans la conduite de l'action publique en France », in J. M. EYMERI-DOUZANS, G. BOUCKAERT (dir.), *La France et ses administrations. Un état des savoirs*, Bruxelles, Bruylant-De Boeck, 2013.

⁵⁰ Leur rôle est ainsi relativement proche – quoique leur pouvoir moindre – des dirigeantes de quartier étudiées par Marie-Hélène Sa Vilas Boas. Dans son cas, ce sont des dirigeantes insérées dans des dispositifs participatifs qui réalisent une activité de *street level bureaucrats* en « s'insèr[ant] dans la relation entre l'administration et les usagers, en contestant et négociant l'accès au guichet des services, mais également en participant à l'exécution des politiques sociales ». M.H. SA VILAS BOAS, « Des *street level bureaucrats* dans les quartiers : la participation aux conférences municipales des femmes à Recife », *Revue internationale de politique comparée*, 2013, vol. 20, n°4, p. 69.

souligner que « *si l'on cherche des solutions pour tout le monde, c'est une lutte difficile* »⁵¹. Pas question de faire état d'avancées sans rappeler que « *rien n'est sûr* »⁵². De même, alors que Kattia, présidente d'APAPROVI, liste les potentiels bénéficiaires parmi les membres de l'association et collecte leur documentation, elle ne cesse de répéter à ceux qui l'interrogent sur l'avancée du projet que « *le gouvernement a dit que nous étions prioritaires... mais tant que je ne vois pas que le terrain est viabilisé... je ne promets rien* »⁵³. Ainsi, le registre de l'efficacité paraît difficilement maniable en matière de logement. Beaucoup de dirigeants s'engagent cependant dans d'autres domaines, où il leur est généralement plus aisé de faire la preuve de leur efficacité.

1.2. Faire et continuer à faire au-delà de l'habitat

Bien que ce soit principalement dans le domaine de l'habitat que les dirigeants concentrent leur action et s'appliquent à montrer l'efficacité de leur engagement, ils s'investissent aussi dans d'autres domaines, selon les attentes formulées par leur voisinage et les opportunités d'action que leur offrent les pouvoirs publics. Cette diversité dans les domaines d'intervention répond également à la nécessité de *faire et continuer à faire* quand les avancées en matière d'habitat sont limitées, quand ces problématiques sont déjà portées par d'autres dirigeants, voire quand la problématique de l'habitat mobilise moins, comme le révèle Gloria qui regrette que « *les gens aient pu penser qu'en ayant leur maison, tout était solutionné* »⁵⁴.

1.2.1 Obtenir des aides, obtenir des bourses. Négocier l'accès aux programmes sociaux

« Je suis très occupé avec l'école... [...] [Au conseil de district], on a fait valoir qu'avec les problématiques qui se donnaient à voir ici, il était souhaitable que tous les enfants aient des bourses... [...] Mais la dame qui était en charge des bourses [au sein de l'école] elle n'était pas disposée à faire les démarches ! L'association a donc discuté avec [...] le directeur du programme des bourses, qui nous a aidé à nous former, au sein du bureau de l'association, pour que l'on soit en mesure de faciliter le travail de la responsable. [...] Mais ça n'a été qu'une succession d'obstacles ! Et c'est comme ça que, progressivement, on s'est engagé sur les écoles, les écoles, les écoles... »⁵⁵.

Éducation, santé, formation, emploi et chômage, sécurité... Au-delà de la seule question de l'habitat les dirigeants s'investissent dans une pluralité de domaines, qu'ils tendent à associer à la catégorie du « *développement social* » ou du « *secteur social* » (voir *supra*). Cela se

⁵¹ José Luis, Carnet de terrain, 15 novembre 2009.

⁵² Yolanda, Carnet de terrain, 15 novembre 2009.

⁵³ Kattia, Carnet de terrain, 21 octobre 2009.

⁵⁴ Entretien avec Gloria, février 2008.

⁵⁵ Entretien avec José Luis, décembre 2012.

traduit tout particulièrement par la mise en œuvre de stratégies pour obtenir des aides sociales, ou aider les habitants des quartiers à accéder aux guichets des institutions publiques, notamment pour pouvoir s'inscrire dans des programmes sociaux. À ce titre, leur action vise tout particulièrement l'obtention de bourses scolaires⁵⁶ et de programmes de formation technique et professionnelle pour adulte (programmes notamment pris en charge par l'Institut national d'apprentissage [*Instituto nacional de aprendizaje* – INA]⁵⁷), pour le quartier, les membres de leur association (et en particulier pour leur entourage proche). Les dirigeants tentent alors de se poser en courtiers entre les personnels administratifs aux guichets et les habitants du quartier pour *faciliter* certaines démarches, voire permettre à certains aspirants de passer outre les critères d'éligibilité.

Or, les entretiens avec les acteurs administratifs ci-dessous montrent bien que de telles tentatives peuvent susciter des résistances :

« Ce Monsieur Claudio, par exemple, lui directement, il n'a jamais travaillé directement avec moi, mais ses gens, autour de lui, si, ils ont bien essayé. Parce qu'ils prétendent que moi, je dois quelque chose à tous les gens qu'ils m'envoient ! Et moi, je leur ai dit que je n'étais pas en train de travailler pour eux ! Moi, je travaille pour le ministère de l'Éducation publique, donc, moi, je reçois les enfants qui sont sur les listes du ministère et qui viennent ici ! Et moi, ça m'est égal qu'il soit rouge, jaune ou vert, si il a besoin d'une bourse, je la lui donne, qu'il soit communiste... ça ne me dérange pas ! »⁵⁸.

« Quand monsieur Claudio vient, '*j'ai les cas de telle, telle, telle personne... qui n'ont rien... et qui...*' parce qu'elles n'ont pas fait la queue ? Voire même, qu'elles n'ont pas voulu faire la queue ? Eh bien, on dit aux leaders communaux que c'est injuste. C'est injuste de laisser passer une jeune fille, quand il y a d'autres personnes qui font la queue... parfois avec plus de nécessités ! »⁵⁹

Ces commentaires, s'ils illustrent sûrement plus les normes en vigueur dans l'administration que les pratiques réelles en son sein, sont cependant confirmés par les dirigeants. Ceux-ci mettent en effet en avant les stratégies qu'ils mettent en œuvre afin de contourner les acteurs administratifs, en ayant recours aux responsables politiques :

« Finalement, on a réussi à donner quelques bourses, mais pour ça, il a fallu passer au-dessus d'elle. En faisant venir le directeur du programme... [...] d'autant plus qu'à ce moment-là, il y avait le député d'alors qui donnait un coup de main [...] Tinoco ! Il nous a beaucoup aidés ! Avec madame Anabel, qui était alors la présidente du programme de bourse... finalement, on a réussi pas mal de choses... »⁶⁰

⁵⁶ Deux types de programmes sont particulièrement visés : les bourses du programme *Avancemos*, pour les élèves du secondaire (de 12 à 25 ans), et les bourses du Fonds national des bourses [*Fondo nacional de becas* - *FONABE*], notamment pour les élèves de primaire (de 4 à 16 ans).

⁵⁷ Les programmes de l'INA sont très courus par les habitants des quartiers populaires, notamment lorsqu'ils visent l'apprentissage de l'anglais, de l'informatique, de l'électricité, ou de la mécanique.

⁵⁸ Entretien avec la responsable du programme des bourses de l'école de San Jacinto, janvier 2008. C'est elle que mentionnait José Luis, dans l'entretien cité à la page précédente et par la suite.

⁵⁹ Entretien avec la responsable régionale de l'IMAS, janvier 2008.

⁶⁰ Entretien avec José Luis, décembre 2012.

Ou, en allant chercher au-delà des institutions publiques, des solutions pour suppléer aux programmes étatiques :

« Pour accéder aux cours de l'INA... les règles sont très strictes. Il faut impérativement un *sexto grado* [soit l'équivalent du CM2]. Nous en avons parlé avec l'INA... mais il n'y a rien à faire... alors on va se débrouiller pour faire venir des étudiants de l'université du Costa Rica [UCR]⁶¹ »⁶².

Faciliter l'accès aux programmes sociaux, c'est négocier plus de bourses, plus de programmes, mais c'est aussi, pour les dirigeants, faciliter les démarches des habitants de leur secteur, souvent réunis en association, voire envers leur seul entourage. Cela se traduit notamment par des conseils et des aides au moment de remplir de certains dossiers comme l'explique Kattia. Lorsque je l'interroge sur les usages qu'elle fait de son bureau, elle m'explique:

« Les gens viennent demander des conseils... poser des questions sur des projets d'habitat... pour des bourses... bien sûr, nous n'avons pas de bourse à donner, par contre, on est souvent au courant des programmes pour les bourses... on aide à remplir les dossiers, car parfois, ça n'est aisé »⁶³.

Faciliter des démarches administratives, c'est aussi tenter d'améliorer les services publics, par le rapprochement les habitants des quartiers des administrations, notamment par la tenue de permanences administratives au quartier. En ce sens, nombreux sont les dirigeants à souligner leur action en la matière. Denzell par exemple souligne que cet aspect a été au cœur de son engagement :

« [Au sein du comité du secteur], on a fait beaucoup de choses dans le domaine communal. Comme il se trouve que dans ce secteur il y a beaucoup de migrants, on a aussi commencé à travailler sur la partie 'migrants'. Il y a des gens qui n'avaient même pas de papiers ! Donc on est allés à l'ambassade du Nicaragua et on a réussi à faire venir un consulat mobile à quatre reprises dans le secteur. Bientôt, en mars, on aura une nouvelle permanence du consulat mobile, dans l'église »⁶⁴.

Enfin, à défaut de pouvoir intercéder davantage en matière d'aides sociales, les dirigeants tendent à renforcer les actions de type informatif. Informer sur les horaires d'un service, sur les modalités d'inscription à un programme ou sur les droits de chacun vis-à-vis des services de l'État constitue l'une des fonctions qui occupent quotidiennement les dirigeants. Pour répondre à ce qu'ils considèrent être des attentes dans ces domaines, les dirigeants se tiennent informés sur les programmes sociaux et sur les aides. À l'instar de José

⁶¹ Yolanda fait ici référence à un projet qui vise à faire venir des étudiants de l'université pour qu'ils donnent des cours dans le quartier. Elle met ici à profit l'obligation qu'ont les étudiants du supérieur de réaliser un travail civique (nommé un « Travail communal universitaire [*Trabajo comunal universitario* – TCU] »). Cet aspect sera développé dans la troisième section de ce chapitre.

⁶² Yolanda, Assemblée générale de l'association de développement de San Jacinto, Carnet de terrain, 15 novembre 2009.

⁶³ Kattia, Carnet de terrain, 26 octobre 2009.

⁶⁴ Denzell, Carnet de terrain, 17 février 2009.

Luis, qui interpelle le député F. Tinoco pour savoir « *quand est-ce qu'elles tombent les bourses ? Parce que là-haut [à San Jacinto], tout le monde demande !* » lors d'une réunion de campagne⁶⁵, les dirigeants profitent des interactions avec les acteurs administratifs et les membres du personnel politique. Leur connaissance des dispositifs institutionnels (normes techniques et règles pratiques qui y prévalent) et les relations qu'ils nouent auprès du personnel politique ou des agents administratifs, leur permettent d'obtenir des informations qu'ils diffusent, plus ou moins largement, au quartier et ce faisant, de jouer un rôle de relai. Dans les cas où le but est de toucher un public très large, les dirigeants font le tour du quartier, ou d'un secteur, à l'aide d'un mégaphone, ou d'une voiture équipée d'un mégaphone, distribuent des bulletins d'information⁶⁶ et collent des affiches. Dans le cas de La Carpio, les informations que les dirigeants veulent diffuser largement sont publiées dans le journal local. Dans chaque numéro du *Journal de la Carpio*⁶⁷, la demi-douzaine de dirigeants en charge de la rédaction du titre donne alors une place non négligeable aux informations sur les dates de distribution de cahiers par les services de l'IMAS, sur les nouveaux horaires du centre de santé, sur la campagne de castration des animaux ou sur les programmes de formation technique et professionnelle pour adultes dispensés par l'INA (voir Illustration n°18, page suivante). Les réunions associatives sont en outre l'occasion de rappeler aux membres les modalités d'inscription à de nombreux programmes (« *Préparez les papiers ! Pour le 5 janvier ! Pas après !* »⁶⁸) mais aussi de faire valoir le rôle des dirigeants dans l'obtention de ces programmes (« *On a déjà assez travaillé pour que vous ayez ces bourses !* »⁶⁹).

Ainsi, au Costa Rica, l'accès à des aides sociales et l'inscription dans des programmes de formation ne nécessitent pas forcément l'intermédiation d'un dirigeant de quartier. Ils peuvent cependant s'en trouver largement facilités, tant parce les dirigeants sont généralement mieux informés que le reste des habitants du quartier sur les procédures à suivre et sur les façons de les contourner. De fait, à l'instar de José Luis, nombreux sont les dirigeants à investir une large partie de leur temps pour nouer des contacts, obtenir des informations, voire tenter de renégocier ou de contourner les procédures. La démonstration d'une capacité à faire dans le domaine des aides sociales, si elle semble plus aisée qu'en matière d'habitat, demeure cependant moindre que dans le domaine de l'aménagement et des équipements urbains.

⁶⁵ Q.G. du PLN de Rincón Grande de Pavas, Carnet de terrain, 4 février 2010.

⁶⁶ Réunion chez José Luis, Carnet de terrain, 27 janvier 2010.

⁶⁷ Voir l'encadré n°7, p. 364.

⁶⁸ Assemblée générale de l'association de développement de San Jacinto, Carnet de terrain, 15 novembre 2009.

⁶⁹ *Ibid.*

¿Yo puedo realizar el curso de Manipulación de Alimentos?



Lugar donde se imparten los cursos.

Texto y fotos Pacsi Valverde

Tomado de la página Web del INA (www.ina.ac.cr)

Este curso está dirigido a todas las personas que laboran en actividades relacionadas con comida, tales como: sodas, restaurantes, hoteles, panificadoras, hospitales, comedores escolares, institucionales y centros de reclusión, de atención a menores y adultos mayores, agroindustria, incluyendo quienes desarrollan su actividad económica en las ferias del agricultor.

Además, este curso pueden llevarlo quienes necesitan obtener o renovar su "Carné de manipulación de alimentos", o bien, cuando se solicita como requisito para ocupar un puesto de trabajo.

Si llevas el curso por primera vez, escribe en la boleta de matrícula, en el apartado "Nombre del Servicio": Manipulación de Alimentos. Pero si es una actualización de carné escribe: "Consejos para el Manejo Higiénico de los alimentos".

No es necesario ir a clases. Las personas pueden adquirir el material compuesto por 7 fascículos; ya sea impreso (folleto) o de forma digital. También se pueden escuchar las charlas o ver videos, ingresando al siguiente link:

http://www.ina.ac.cr/industria_alimentaria/curso_manipulacion_alimentos/InfoDescargas.html.

Además, en esta dirección electrónica encontrará pruebas interactivas relacionadas con el curso, con sus respectivas soluciones, para que las personas participantes puedan hacer prácticas de auto evaluación.

Cuando estés listo/a para hacer el examen en el Centro de Formación del INA te informará la fecha, hora y lugar para la aplicación del examen escrito final.

Para mayor información:

Centro de Información de Cursos

Sede Central del INA La Uruca

Tel.: 2232 – 4422

Horario de Oficinas:

Lunes a Jueves de 7:00 a.m. a 3:30 p.m.

y Viernes de 7:00 a.m. a 3:00 p.m.

Requisitos

Para matricularte debes:

- Tener 15 años cumplidos.
- Ser costarricense o contar con cédula de residencia o documento de extranjería al día, emitido por las autoridades competentes.
- Completar la hoja de matrícula que se encuentra en el sitio Web del INA: www.ina.ac.cr ó que puedes solicitar en el Centro de Formación del INA más cercano a su comunidad y trabajo, es importante que la hoja se llene con lapicero, sin errores ni tachones.



Sede del INA La Uruca.



Productos lácteos, frutas y hortalizas, carnes.

1.2.2 Obtenir des infrastructures et des équipements urbains pour le quartier

« En ce moment, [Eduardo] travaille beaucoup. Il y a du sable et des cailloux dans tout Rincón Grande ! »⁷⁰. Autre domaine d'action des dirigeants : celui des travaux en matière d'infrastructures collectives et d'aménagements urbains. Ainsi, les dirigeants de Carpio comme de Rincón Grande s'engagent régulièrement pour l'obtention de projets visant à la construction ou la rénovation d'infrastructures telles que les salles communales, les ruelles, les trottoirs, l'électrification publique, les parcs récréatifs ou encore les espaces verts... Les équipements et les aménagements urbains suscitent localement un intérêt bien moindre que la question du logement. Cependant, l'investissement des dirigeants dans ce domaine est au moins aussi important que celui en matière d'habitat et ce du fait notamment de plus grande disponibilité de ressources en la matière et des politiques volontaristes des autorités municipales. À ce titre, ce commentaire d'Eduardo, dirigeant de Rincón Grande, mais également employé de la municipalité de San José est éloquent :

« Pour tout ce qui communal, la municipalité est concernée. Et c'est de ce côté-là qu'on aide. C'est quelque chose de merveilleux... parce que le quartier se trouve lavé de plein de choses... y compris en matière de la délinquance. Et donc ça commence comme ça... comme hier soir. Hier soir, j'ai accompagné Rafa [*le chef du Service de la rénovation et de l'aménagement urbain*], là-bas, dans la ruelle numéro 3... dans celle de Lupe... et dans la 6... Les gens, ils commencent toujours par te demander si tu peux les aider avec un *bon* [*allocation pour le logement*]... si tu peux les aider à obtenir le plan cadastral de leur maison... mais nous, ça, on ne le gère pas... et donc les gens demandent si tu peux leur construire un mur de rétention... »⁷¹.

L'investissement des dirigeants dans ce domaine est favorisé par l'accessibilité des ressources, notamment au sein de la municipalité de San José. À travers son Service de la rénovation et de l'aménagement urbain [*mejoramiento de barrios*] »⁷², la municipalité met à disposition des habitants des quartiers populaires toute une série de dispositifs pour faciliter les constructions d'infrastructures collectives. L'une de ces modalités est le projet coopératif [*plan cooperativo*], qui repose sur l'action coordonnée de la municipalité, qui se charge de fournir le matériel et les machines nécessaires, et d'un groupe d'habitants qui fournissent la main d'œuvre. Un maître d'œuvre, généralement employé municipal, est chargé de superviser les travaux.

⁷⁰ Gustavo, Carnet de terrain, 17 novembre 2010.

⁷¹ Entretien avec Eduardo, janvier 2010.

⁷² Créé en 2003, ce service municipal entend favoriser le développement des quartiers, en particulier des quartiers populaires. Il entend favoriser les organisations communales et la réalisation de travaux en matière d'équipements urbains afin de générer des espaces de concertation, d'accessibilité et de négociation pour le développement communal du district et du canton. Son action s'articule autour de cinq axes principaux : infrastructures et services, socio-culturel, environnement, économique et organisations communales. (Site de la municipalité de San José : <https://www.msj.go.cr/>. Consulté le 15 novembre 2014).

Dans le cas de La Carpio, une autre source d'investissement vient s'ajouter au dispositif municipal : la donation à laquelle procède chaque mois l'entreprise EBI, exploitante de la décharge publique située à l'extrême ouest du quartier. Depuis la création du Conseil communal des organisations de la Carpio (CCORCA), en 2006, celui-ci reçoit au titre de « la communauté de La Carpio », une somme mensuelle qui est fonction du nombre de tonnes déposées dans la décharge (et qui ont par conséquent traversé le quartier, point de passage obligé des camions poubelles)⁷³. En 2011, selon le bureau de l'organisation, cette donation s'élevait à 36 millions de colons costariciens (soit un peu plus de 50 000 euros)⁷⁴. Cette somme est dédiée au « *développement communal* » du quartier, ce qui se traduit, selon Agustín, membre du bureau, par la réalisation de « *projets, pour solutionner les problèmes immédiats* »⁷⁵. À ce titre, l'essentiel des fonds du *fidéicomis* est dédié à des travaux (aplanissement et revêtement des rues, système d'évacuation des eaux usées, entretien d'une salle communale...) qui sont réalisés sur le même mode opératoire que les projets coopératifs municipaux (un groupe présente un projet de travaux au conseil qui, sous réserve de l'acceptation du projet, fournit le matériel, le groupe fournissant la main d'œuvre).

Ainsi, alors que la capacité des dirigeants à obtenir des solutions en matière de logement ou d'aide sociale est plutôt limitée, ils trouvent dans le développement des équipements et l'aménagement urbain un domaine propice à *l'action concrète*. Lorsqu'ils commentent leur rôle de dirigeant, tous font valoir les projets et les travaux réalisés : le second étage d'une salle communale⁷⁶, la mise en place d'égouts⁷⁷ ou encore l'acquisition de chaises pour une salle communale⁷⁸ ou de quelques ordinateurs pour une école⁷⁹. De même, dans *le journal de la Carpio*, la part belle est laissée aux projets réalisés en matière d'aménagement (voir Illustration n°19, p. 405). Sur vingt-quatre numéros, plus de la moitié dédie une page entière aux ruelles asphaltées et aux travaux d'évacuation des eaux usées. Photos à l'appui, les textes rédigés par l'équipe du journal rendent compte des travaux réalisés et des objectifs que cela a permis de remplir (une salle communale, pour que « *les réunions ne se fassent plus dans la rue* »⁸⁰ ; la construction d'un système d'égouts, ici « *pour que nos*

⁷³ Jusqu'en 2009, le montant versé par EBI pour chaque tonne de déchets est de 75 colons costariciens (CRC) (soit 10 centimes d'euro). Ce montant a par la suite été renégocié à 110 CRC (13 centimes d'euros) en 2010, puis supposément à 130 CRC (19 centimes d'euro) en 2011.

⁷⁴ *Journal de la Carpio*, n°17, 2011, p. 4.

⁷⁵ Entretien avec Agustín, mars 2009.

⁷⁶ Entretien avec José Luis, décembre 2012.

⁷⁷ *Journal de la Carpio*, n°8, 2010, p. 11.

⁷⁸ Entretien avec Claudio, janvier 2008.

⁷⁹ Entretien avec Lety, octobre 2009.

⁸⁰ *Journal de la Carpio*, n°6, 2010, p. 4.

enfants, et nos personnes âgées puissent se déplacer sur une rue non polluée »⁸¹, là pour « *assainir la communauté, prendre soin de l'environnement, et promouvoir la santé, étant donné que notre secteur a connu cinq cas de dengue* »⁸²). Les récits des dirigeants, tant dans les entretiens que dans les pages du journal, détaillent les principaux apports à la réalisation du projet. Les « *voisins [los vecinos]* » sont bien sûr mentionnés, pour leur contribution financière parfois, mais surtout pour s'être constitués en force de travail. Surtout, les dirigeants précisent les apports financiers et matériels : de la municipalité et parfois d'une église ou d'une ONG ainsi que, dans le cas de Carpio, du CCORCA non sans faire valoir leur propre rôle, de courtier, voire d'intercesseur. En effet, l'accent est mis sur les projets effectivement menés à bien et sur le travail de coordination qu'ils ont réalisé. À ce titre, José Luis explique par exemple :

« Ici, on a réalisé de nombreux travaux, d'une manière ou d'une autre... Yolanda... elle fait du revêtement là-bas... on a obtenu des ressources... pour faire le trottoir en haut de chez... cette fille là-haut... on s'est organisé avec Yolanda... ici, on a fait ce trottoir... et puis cet autre là-bas [...] c'est lent... mais ça vient [...] les choses que l'on demande... on les obtient peu à peu... je crois que ça avance bien. Ça va bien parce que au moins, on a fait pas mal de travaux... Avec Yolanda... on a pu avancer sur le parc... et sur trois ruelles... ça avance... lentement... comme toujours mais au moins il y a des choses qui sont réalisées... »⁸³.

Les dirigeants mettent donc l'accent sur les aménagements obtenus et sur leur rôle d'interface. À l'inverse, ils reviennent peu sur leur participation (ou leur non participation) à la réalisation même des travaux. En ce sens, sur les nombreuses photos publiées dans le *Journal de la Carpio*, les dirigeants apparaissent plus souvent munis de stylos, de calepins et de lunettes que pelle à la main et bottes aux pieds. De fait, les rares dirigeants qui participent directement et régulièrement à la réalisation de travaux, à l'instar d'Eduardo à Rincón Grande ou de Roberto, à Carpio, le font au titre de maître d'œuvre. Ces éléments rendent compte de la division du travail qui prévaut dans les organisations de quartier et qui se renforce au fil des années d'engagement.

Ainsi, « *obtenir* », ou « *ramener* » un « *projet* », ou « *un financement* », apparaît comme largement valorisé par les dirigeants. L'obtention de projet d'aménagement constitue pour eux la preuve du devoir accompli comme l'explique Lety qui dit se sentir très satisfaite de son engagement comme conseillère du district de la Uruca :

⁸¹ *Journal de la Carpio*, n°7, 2010, p. 1.

⁸² *Journal de la Carpio*, n°8, 2010, p. 11.

⁸³ Entretien avec José Luis, décembre 2012.

« Moi, j'ai fait mon devoir [*yo ya cumplí*]. Je sais que j'ai amené des projets à la communauté. Beaucoup de choses ont été réalisées. De fait, j'ai même obtenu de la *regidora* Luz Villalobos cinq millions de colons⁸⁴ pour l'école, des crédits spécifiques⁸⁵ auxquels elle a accès... ça a été quelque chose de très agréable parce que j'ai l'impression que l'on a beaucoup travaillé. »⁸⁶

Face aux critiques nombreuses à l'intérieur des organisations et à la concurrence opérée par les autres dirigeants du quartier, les réalisations en matière d'aménagement et d'équipements constituent pour les dirigeants autant d'éléments pour faire valoir le caractère concret de leur action. De fait, il existe chez les dirigeants une réelle préoccupation quant à la visibilité de leurs actions (« *ce qu'il faut que l'on fasse, c'est vraiment se faire connaître et on ne l'a pas fait...* »⁸⁷), et aux formes d'imputation et d'appropriation dont elles peuvent faire l'objet (« *on a rompu toute relation quand [Claudio] a commencé à s'approprier [usurpar] le travail de la communauté* »⁸⁸). À ce titre, l'explication que Roberto donne de la façon dont il aurait quitté CCORCA est particulièrement éloquente :

« J'ai quitté CCORCA quand j'ai été élu. Je ne voulais pas que ça me pénalise, que les gens disent que je ne faisais rien comme *síndico*. Je voulais différencier les deux, que l'on puisse voir les projets que j'avais obtenus comme *síndico*. D'ailleurs, on est en train de faire faire plusieurs ruelles. »⁸⁹

1.2.3 Se mobiliser lors d'événements dramatiques

A Carpio, comme à Rincón Grande, inondations, glissements de terrain et incendies sont fréquents. Ils sont liés aux terrains sur lesquels certains secteurs de ces quartiers ont été construits (près des fleuves, dans des zones inondables ou sur les pans escarpés qui descendent vers les fleuves qui entourent les deux quartiers) ainsi qu'au caractère informel et précaire d'une partie de l'habitat. Lorsque de tels événements se produisent, les dirigeants se mobilisent rapidement, souvent en nombre.

⁸⁴ En 2009, cinq millions de colons costariciens équivalaient à environ 6 700 euros.

⁸⁵ Une partie du budget national est chaque année affectée à des projets localisés par le biais des crédits spécifiques [*partidas específicas*] qui ont pour but de « *solutionner des problèmes généraux et d'impulser le développement local dans tous les champs* ». Ces projets doivent être de « *préférence orientés vers la construction, la reconstruction, la rénovation et l'entretien de l'infrastructure publique, communale et régionale* » [Ley 7755, 1998, *Control de las partidas específicas con cargo al presupuesto nacional*]. Jusqu'en 1998, c'est l'Assemblée nationale qui était en charge d'attribuer ces crédits aux municipalités mais aussi parfois à des associations de développement. Elles étaient critiquées pour l'usage clientélaire dont elles faisaient l'objet de la part des députés, notamment de ceux issus de la majorité gouvernementale (voir M. ROJAS et C. SOJO, *Malestar con la política...*, *op. cit.*, p 54). Dans le cadre des politiques visant au renforcement du régime municipal, ces crédits ont été réformés. Ils sont désormais alloués aux municipalités sur la base de différents critères (population, superficie territoriale et taux de pauvreté). Les municipalités sont chargées d'effectuer la sélection des bénéficiaires (école, associations de développement...) en coordination avec les conseils municipaux et les conseils de district.

⁸⁶ Entretien avec Lety, octobre 2009.

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ Entretien avec Yolanda, novembre 2009.

⁸⁹ Roberto, Conseil municipal, Carnet de terrain, 3 novembre 2012.

Incendie à Rincón Grande de Pavas
Vendredi 5 février 2010

À deux jours de l'élection présidentielle, les dirigeants du quartier sont fortement mobilisés, pour préparer le jour de l'élection et pour aider à animer les derniers événements de la campagne. Ils sont presque quotidiennement sollicités pour trouver des dizaines de volontaires pour les différentes activités partisans. Aussi, lorsque Lucas, jeune militant, également fils du député libérationniste sortant, arrive au bureau de Claudio et Kattia, à la recherche du groupe qui doit se rendre au *piquete* [i.e. au *rassemblement*] en fin d'après-midi, il s'étonne de trouver la porte close. Au Q.G. libérationniste, situé quelques mètres en contre-bas, on lui indique que Claudio « *doit être à la délégation policière... avec les familles du precario de Bello Horizonte* ». Au lever du soleil un incendie a détruit quarante maisonnettes de l'un des *precarios* de Rincón Grande. En quelques minutes, quelques mille mètres carrés ont brûlé, soit une quarantaine de maisons, laissant deux-cent personnes sans abri⁹⁰. Rapidement, de nombreux dirigeants se sont rendus auprès des victimes : Consuelo, la dirigeante du secteur, mais aussi Gustavo, Lidia, Claudio et Kattia... Rapidement, c'est Claudio et Kattia qui ont pris les choses en main, au sein du petit bureau de la délégation policière qui se trouve à quelques centaines de mètres de la zone incendiée. Lucas remonte donc dans son bus, toujours vide, afin de rejoindre la délégation. À l'entrée de la délégation, il y a beaucoup de monde. On se faufile entre les matelas entreposés, des sacs d'affaires et les familles qui attendent de connaître leur sort. Dans la pièce principale, dans une chaleur impressionnante, certains se sont assis à même le sol, d'autres sur des sacs de linge. Certains font la queue au guichet. Derrière le guichet, se trouve Kattia, en sueur. À la vue du jeune homme, Kattia fait part de son embarras. Elle s'excuse platement à de multiples reprises en expliquant : « *Vous savez qu'on est toujours là pour vous aider... mais là... c'était vraiment pas le jour ! J'aurais dû vous appeler ce matin. Mais avec cet incendie... c'était un cas de force majeure* ». Et Claudio ? « *Il n'est pas là. Il cherche des ressources... Ces gens ont tout perdu ! D'ailleurs, si vous pouvez nous aider à trouver des vêtements... de la nourriture... la police va tout recevoir ici.* » Des blessés ? « *Beni soit le seigneur, il n'y a ni disparu... ni blessé grave, juste des blessures bénignes* ». « *Mais le problème, c'est que de quarante familles... on est passé à quatre-vingt ! Les gens essaient de s'incruster ! Pour voir si on leur donne une solution !* ». Finalement, Lucas remonte dans son bus. Il n'y aura donc personne de Rincón Grande au *piquete*.

Lorsque de tels événements se produisent, le dirigeant du secteur (et parfois d'autres) se rend au plus vite sur les lieux, se souciant de savoir comment aider et proposer des contacts. Ils se chargent de solliciter la Commission nationale d'urgence [*Comisión nacional de emergencias* - CNE] et les autres administrations ou organisations privées à même d'aider les familles. Ils s'occupent en outre de chercher un local, une salle communale ou des maisons de particuliers où les familles puissent s'installer et la distribution des aides s'organiser. Lorsque des aides matérielles arrivent, le dirigeant se charge d'accueillir les fonctionnaires et le personnel politique, parfois même d'organiser la redistribution des aides. La situation d'urgence se prête

⁹⁰ « Incendio consume 40 viviendas en Pavas », *La Nación*, 5 février 2010.

tout particulièrement à leur travail de médiation, puisqu'ils peuvent alors aisément faire valoir que leur connaissance du quartier et donc leur présence, est nécessaire pour faire le tri entre les victimes, ceux qui « *ont tout perdu* »⁹¹, et ceux qui tenteraient de profiter de l'événement pour accéder à une aide. Lors de ces événements, les dirigeants s'attachent à être présents, construisant ainsi leur *incontournabilité*.

Les dirigeants s'investissent dans de nombreux domaines et tentent, autant que faire se peut, de montrer l'efficacité de leur action en faisant valoir leur compétence, leur ressources relationnelles et, surtout, les résultats obtenus ou en passe d'être obtenus. Cependant, l'efficacité du registre du *faire* est bien souvent mise à mal par l'absence de résultats *concrets*. Cela se traduit par d'importantes critiques et parfois même, par des formes d'*exit*⁹². Aussi, les dirigeants sont-ils conduits à solliciter un autre registre : celui du dévouement.

2. « Être utile à son prochain ». Dévouement et morale du désintéressement au quartier

Conseil de district élargi

Samedi 31 octobre 2009

Il est 9 h lorsque débute le conseil de district élargi dans l'amphithéâtre de l'hôpital psychiatrique de Pavas. Après une rapide introduction du maire-adjoint, Claudio, le *síndico*, prend la parole pour dire l'importance de la réunion. Il parle des familles, qui viennent le voir, pour lui demander de solutionner leurs problèmes. Face à cela, il invoque la nécessité de « *donner jusqu'à en souffrir* », en expliquant citer Mère Teresa. Il invite l'assistance à « *travailler* », « *d'abord pour le district, au-delà des aspirations de chacun* ».

« *Être utile pour la communauté. Travailler... au-delà des aspirations de chacun* »⁹³. L'engagement comme dirigeant de quartier est marqué par un souci constant d'être utile envers leur communauté en général et envers les plus vulnérables en particulier.

2.1. « Ici, il faut vraiment beaucoup, beaucoup travailler pour les enfants »⁹⁴

« *Être utile à son prochain* », cela signifie d'abord, pour tout dirigeant de quartier, montrer et démontrer son dévouement envers les plus « *vulnérables* » et en particulier envers les enfants. Ainsi, la référence aux enfants est couramment invoquée par les dirigeants. Qu'il s'agisse

⁹¹ Kattia, Carnet de terrain, 5 février 2010.

⁹² Voir la Section C de ce chapitre.

⁹³ Entretien avec Olfran, novembre 2009.

⁹⁴ Luis, Carnet de terrain, 31 janvier 2008.

d'expliquer son engagement (« *J'aurais parfaitement pu décider de ne pas continuer dans le conseil d'éducation*⁹⁵... *mais quand je me mets à penser aux enfants...* »⁹⁶), de justifier l'installation des égouts (« *pour que nos enfants et nos personnes âgées puissent se déplacer dans une rue non polluée* »⁹⁷ ou l'asphaltage d'une rue (voir Illustration n°19, ci-dessous), les enfants constituent sans nul doute le principe de justification le plus couramment sollicité.

Illustration n°19 – Le Journal de la Carpio comme espace de démonstration du dévouement



Légende : « Avec l'aménagement des rues de la communauté, les premiers bénéficiaires sont les enfants »

Source : Journal de la Carpio, n°7, 2010, p.1.

Parmi les actions qui sont accomplies au nom des enfants, certaines sont directement réalisées avec eux. La période des fêtes de Noël, qui est également celle des grandes vacances scolaires, constitue à ce titre un moment particulièrement propice. Les « philanthropes en concurrence »⁹⁸ (ONG, églises, organisations internationales, entreprises, personnel politique etc.) et la disponibilité des enfants durant cette période favorisent la réalisation et/ou la participation à de nombreux événements, qui, Noël oblige, donnent bien souvent lieu à des

⁹⁵ Les conseils d'éducation sont des organes chargés de veiller au bon fonctionnement des écoles publiques. Ils s'assurent notamment du bon état des infrastructures et de la disponibilité du matériel nécessaire à son bon fonctionnement. Le conseil d'éducation comprend cinq membres, dont les noms sont proposés par le directeur et qui sont ensuite officiellement nommés par le conseil municipal.

⁹⁶ Entretien avec Olfran, novembre 2009.

⁹⁷ *Journal de la Carpio*, n°7, 2010, p. 1.

⁹⁸ C. GOIRAND, « 'Philanthropes' en concurrence dans les favelas de Rio », *Critique internationale*, Vol. 4, n°1, 1999, p. 155-167.

distributions de cadeaux. Coordonner la venue d'une fanfare, obtenir des places pour la cérémonie annuelle de l'association *Obras del Espíritu Santo*⁹⁹, organiser la participation des enfants du secteur à une course qui se tiendra dans le centre de la capitale... chaque année, durant le mois de décembre, les dirigeants multiplient les activités pour les enfants. Le temps fort de ces activités estivales étant la fête de Noël

Fête de Noël à la Cueva de San Jacinto

Samedi 7 novembre et mardi 24 décembre 2009

En ce samedi après-midi, il y a beaucoup de monde dans la salle communale de San Jacinto. Construite en 2006, la salle est plutôt en bon état, à l'exception du plafond en partie arraché. « *Ils sont entrés par là pour voler des chaises, des couvertures et le zinc du toit. C'est déjà la deuxième fois* », m'explique Yolanda, la dirigeante de la Cueva de San Jacinto. L'assistance est principalement composée d'enfants. Alignés en file indienne, ils attendent, plus ou moins patiemment, leur tour pour aller mettre leur main dans la peinture, puis l'apposer sur un grand drap posé au sol. À côté d'eux, les mamans et les grands-mères discutent avec les plus jeunes dans les bras. Yolanda et Ronaldo, un membre de la coopérative venu l'aider, font passer les enfants chacun leur tour, en les appelant, tantôt par leur prénom, tantôt par des sobriquets (« *señorita* » ou « *princesa* » pour les filles, « *señorito* » pour les garçons). Ils notent le nom des enfants à côté de leur main, puis les cochent sur une liste. Une femme, venue seule, interpelle la dirigeante : « *Tu crois que je pourrais t'envoyer le bébé en plus de la mienne ?* » Yolanda réfléchit un instant... « *Il n'est pas en âge... mais enfin... comme ça, ils auront des cadeaux pour Noël* ». Une autre arrive avec un bébé dans les bras. « *Trop petit* », s'excuse Yolanda. Ça passe cependant pour le suivant. Des gens arrivent et demandent à inscrire leurs enfants. Yolanda leur explique qu'il s'agit d'une activité réservée aux enfants du secteur la Cueva de San Jacinto. Yolanda énonce les critères : les enfants doivent habiter le secteur, et avoir entre trois et dix ans en précisant qu'« *à la Maison présidentielle [Casa presidencial]* », ils vérifient que les noms correspondent. Tout l'après-midi, les membres de la coopérative de Yolanda arrivent tour à tour pour inscrire les enfants et payer les cotisations en retard¹⁰⁰. Une fois les inscriptions finalisées, Yolanda récupère les listes, qu'elle doit transmettre à « *une dame de la Maison présidentielle* ». Presque deux mois plus tard, le samedi 24 décembre, la dame en question arrive au quartier, son 4x4 rempli de décorations et de cadeaux. Je reconnais alors Viviana, que j'avais interviewée lors d'une précédente étape de l'enquête, lorsqu'elle était consultante du ONG. Pour l'occasion, elle est venue accompagnée de sa fille et d'amis de celle-ci. Deux heures durant, les visiteurs organisent des jeux pour la cinquantaine d'enfants réunis pendant que Yolanda prend des photos. Puis vient le tour des *piñatas*¹⁰¹. Yolanda, debout sur un escabeau se charge de maintenir en l'air la boîte qui finit par exploser. Vient ensuite la distribution des cadeaux. Viviana est venue avec un cadeau pour chacun. Elle appelle les

⁹⁹ Chaque année cette association religieuse organise une grande cérémonie de Noël, qui accueille plusieurs centaines, voire milliers selon l'année, d'enfants défavorisés.

¹⁰⁰ Sur les cotisations que doivent payer les adhérents aux organisations de quartier, voir l'encadré n°8, p. 382.

¹⁰¹ La *piñata* est un objet rempli de sucreries et de jouets que les enfants brisent pour Noël et les anniversaires. Cette tradition, très répandue en Amérique latine et en Espagne, veut que les enfants se succèdent, les yeux bandés et armés de bâton afin de casser la *piñata* suspendue dans le vide et de pouvoir récupérer ce qu'elle contient.

enfants un à un. Yolanda, juste derrière elle, appelle les enfants qui n'osent pas s'approcher et veille à récupérer les cadeaux de ceux qui n'ont pas pu venir. À midi, l'activité est terminée. Liliana, une habitante du quartier, également membre de la coopérative, s'occupe de faire le ménage. Pendant ce temps-là, Yolanda aide Viviana à ranger sa voiture, puis l'accompagne chez José Luis, pour lui laisser des sachets de sucreries et de fruits, et des décorations. Le lendemain, il organise une fête pour les enfants de l'association de San Jacinto.

Pour la fête de Noël, rien n'est laissé au hasard. Yolanda s'occupe à la fois de coordonner l'évènement en amont et de le gérer le jour J : trouver un mécène, faire les inscriptions, faire les invitations, s'assurer que chaque enfant repartira avec un cadeau et avec son sachet de sucreries, voire veiller à aller déposer le leur aux enfants qui n'ont pas pu venir.

Ainsi et de façon classique, l'engagement pour les enfants et plus largement « pour les faibles » constitue un registre courant à Carpio comme à Rincón Grande¹⁰². Il est cependant notable que ce registre ne soit pas plus mobilisé par les femmes que par les hommes. À la différence du cas argentin décrit par Javier Auyero où les dirigeantes tendent à endosser une posture de « mère des pauvres »¹⁰³, les dirigeantes qui font l'objet de la présente enquête tendent quant à elles à privilégier le registre de la combativité (voire *infra*) et une posture virile. Si dans les exemples cités dans les pages antérieures, les dirigeantes semblent plus nombreuses – que les dirigeants – à mobiliser ce registre, il faut noter qu'il s'agit principalement d'un effet de focale lié au fait que Yolanda a été mon interlocutrice privilégiée. En effet, si la dirigeante organise régulièrement des fêtes et/ou des distributions de cadeaux pour les enfants, c'est également le cas de José Luis, de Claudio ou d'Olfran. En réalité, ce registre est d'autant plus courant qu'il est peu stigmatisant, à la différence, on le verra, du registre de la combativité. Dans le même temps, il semble d'autant plus mobilisable que s'il est difficile pour les dirigeants d'obtenir des solutions en matière de logement, ils obtiennent sans trop de difficultés les moyens d'organiser des fêtes ou des rencontres festives.

¹⁰² Javier Auyero souligne le rôle central de l'engagement « pour les enfants » dans les justifications que les dirigeantes qu'ils observent donnent de leur engagement en politique. Dans les extraits d'entretiens celles-ci font ainsi référence à leur « vocation » à aider les enfants, donc les « faibles ». Il explique ainsi : « *In loving the children of their neighborhoods, they started to become what they are now: the mothers of the poor* ». J. AUYERO, *Poor people's politics. Op. cit.*, p. 129. Dans le cas costaricien cependant, si les dirigeants justifient leur action par la nécessité de lutter pour les enfants ou pour les faibles, ils n'en font pas dans leurs entretiens un ressort « vocationnel » de leur engagement.

¹⁰³ *Ibid.*

2.2. Engagement pour autrui et attentes de reconnaissance

L'engagement des dirigeants est marqué par la valeur morale du dévouement désintéressé. Il s'accomplit par devoir et non par intérêt personnel¹⁰⁴. Au quotidien, lorsque les dirigeants expliquent leur engagement et reviennent sur leurs pratiques, ils s'attachent à montrer leur conformité à cette norme de désintéressement. Ils font ainsi constamment valoir qu'ils agissent pour le bien d'autrui, notamment pour cet ensemble aux frontières floues qu'est « *leur communauté* ». En ce sens, rares sont les dirigeants à faire valoir leur envie, voire leur décision de devenir dirigeant et encore moins de briguer un mandat électoral¹⁰⁵. À ce titre, les propos d'Olfran, de José Luis et de Roberto sont particulièrement éloquents :

« Olfran : Je suis vice-président [*du conseil d'éducation*] et je les aide depuis que ma fille est entrée en *cuarto grado*. C'est quelque chose qui me satisfait beaucoup, car ça m'a permis d'être utile pour la communauté... et c'est en cela que d'une certaine façon, j'ai exercé un leadership dans cette communauté, parce qu'on a fait de bonnes choses pour l'école. Heureusement, la communauté a vu le travail que nous faisions... et c'est à partir de là que l'on m'a invité à participer davantage »¹⁰⁶.

« CF : *Et quand est-ce que vous avez décidé d'entrer dans le conseil d'éducation ?*

José Luis : Le problème, c'est que ça n'est pas tellement ma décision mais le fait de la directrice elle-même, qui m'a soutenu »¹⁰⁷.

« CF : *Et j'imagine que pour être candidat pour être síndico, il faut présenter sa candidature à...*

Roberto : Non non non. C'est plutôt eux qui t'évaluent. Si quelqu'un a beaucoup travaillé dans la communauté et a été une personne qui a vraiment travaillé honnêtement pour la communauté, et que c'est vraiment, vraiment, vraiment, un leader communal au fond de son cœur. Alors c'est eux qui disent 'on va mettre ce bonhomme, ce bonhomme a travaillé et c'est un bon bonhomme' [...]. Et moi, ils m'ont dit qu'ils allaient me mettre *síndico*. On va attendre de voir, mais je ne vais pas les supplier. Ça ne m'intéresse pas tant que ça... »¹⁰⁸.

¹⁰⁴ Les justifications des dirigeants rappellent en cela les pratiques communes dans de nombreux univers militants dont Daniel Gaxie souligne qu'ils « sont *officiellement* – c'est-à-dire de manière autorisée, légitimement, publiquement et collectivement – 'désintéressés' [...] ». In D. GAXIE, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *op. cit.*, p. 164.

¹⁰⁵ De nombreux travaux portant sur le travail de représentation, en général, et sur le métier d'élu, en particulier, réalisent des observations similaires. En ce sens, voir notamment : Briquet Jean-Louis, « Les amis de mes amis... Registres de la mobilisation politique dans la Corse rurale », *Mots*, n°25, 1990, p. 33, P. ALDRIN, « S'accommoder du politique. Économie et pratiques de l'information politique », *Politix*, 2003, vol. 16, n°64, p. 184 ou encore, dans un contexte non électoral : C. MATTINA, « L'intermédiation politique des présidents de comités d'intérêt de quartier : le territoire de la notabilité », in P. FOURNIER et S. MAZZELLA (dir.), *Marseille, entre ville et ports*, Paris, La Découverte, 2004, p.90.

¹⁰⁶ Entretien avec Olfran, novembre 2009.

¹⁰⁷ Entretien avec José Luis, décembre 2012.

¹⁰⁸ Entretien avec Roberto, avril 2009.

Saisir cela permet de comprendre ce qui conduit les dirigeants à attendre de leurs actions une reconnaissance, voire des remerciements. Et leur désarroi, voire leur colère, devant les critiques des « *ingrats [malagradecidos]* » qu'ils revendiquent vouloir aider, en faveur de qui ils considèrent agir. En ce sens, il est particulièrement révélateur que l'« *ingratitude* » soit la principale critique que les dirigeants invoquent à l'égard des habitants du quartier.

Face au décalage entre ce qu'ils estiment *faire* et les critiques, constantes au quartier, les dirigeants multiplient les stratégies, plus ou moins conscientes, afin de faire valoir leur désintéressement et ce, notamment lorsqu'ils sont eux-mêmes conduits à recevoir des ressources. Par exemple, lorsque le secteur de Roberto devient le premier secteur de la Carpio à obtenir des titres de propriété, le dirigeant fait en sorte d'être parmi les derniers à pouvoir en bénéficier :

« Roberto : Le processus d'[*obtention des titres de propriété*] est en cours. Mon secteur a été le premier ! Les premiers titres ont été octroyés ! D'autres sont en route pour la fin du mois.

CF : *Et votre maison ?*

Roberto : Rien pour le moment. Je préfère attendre pour ne pas être parmi les premiers. Malheureusement... même si je passe en dernier, les gens parlent... Mais je préfère attendre, pour ne pas que l'on puisse dire que j'ai fait tout cela pour mon bénéfice personnel. »¹⁰⁹

La posture du dévouement apparaît en réalité d'autant plus difficile à tenir que les dirigeants obtiennent, du fait même de leur engagement, des ressources qu'ils ne cherchent pas à redistribuer. Parce qu'ils considèrent leur engagement comme coûteux (en temps, en énergie, voire en argent), les dirigeants peuvent considérer certaines rétributions comme légitimes et ne pas considérer qu'elles doivent être redistribuées. Durant les campagnes ou après les fêtes, Yolanda récupère ainsi souvent des restes, mais aussi parfois des cartes de téléphone ou quelques cadeaux en trop. Si la dirigeante redistribue une partie des ressources auxquelles elle accède, elle ne le fait toujours que partiellement, conservant toujours une partie pour elle et sa famille. Or, comme on l'a souligné dans la section précédente, ces ressources peuvent constituer le socle de critiques à l'égard des dirigeants. Des accusations d'enrichissement personnel viennent ainsi s'ajouter aux critiques sur les échecs des projets en matière d'habitat. On y reviendra par la suite, ces tensions placent les dirigeants dans une situation inconfortable, qui peut parfois les amener à se désengager ou à chercher de nouvelles façons de s'engager.

¹⁰⁹ Roberto, Carnet de terrain, 3 décembre 2012.

3. *Se battre pour sa communauté. Incarner la combativité au quartier*

Face au manque d'avancées, notamment en matière d'habitat, les dirigeants adoptent une posture critique, voire dénonciatrice, vis-à-vis de ceux qu'ils présentent comme responsables de cette situation. Au quartier, ils multiplient les critiques à l'égard des responsables politiques mais aussi de leurs concurrents, parmi les dirigeants du quartier. Ces critiques peuvent prendre plusieurs formes : dénonciation des « *inutiles* »¹¹⁰ qui n'ont pas la « *volonté politique* » nécessaire pour faire avancer leur dossier ; critique des « *égoïstes* » qui chercheraient à « *entraver les progrès de la communauté* », voire à lui « *porter préjudice* » ; accusation de ceux qui « *manipuleraient* » les habitants du quartier en faisant des promesses irréalisables.

Les dirigeants se posent alors en défenseurs de leur communauté, en adoptant une posture combative à l'instar de Yolanda qui endosse le rôle de garante des intérêts des habitants de San Jacinto, contre ceux qui les « *maltraiteraient* ». Leur cause est présentée comme un combat, une lutte (« *la lucha por la vivienda* » « *lucha por un derecho* ») dont ils se posent en protagonistes. Cette posture, les dirigeants l'adoptent en matière d'habitat, à proprement parler, mais aussi sur des questions qui peuvent apparaître plus triviales. Ainsi durant les campagnes électorales, comme on le développera dans le chapitre suivant, les conditions même du faire campagne sont sujettes à de fréquentes revendications et à des disputes. La quantité de soda allouée, la qualité du riz et le type d'accompagnement, ou encore la ponctualité des bus font fréquemment l'objet de plaintes de la part des dirigeants qui relaient ainsi – tout en participant à les produire – les critiques des membres de leur groupe. Sur la scène politique, ces critiques sont largement disqualifiées de par leur caractère matériel et/ou circonscrit. Au quartier cependant, les dirigeants leur donnent sens au prisme des modes localisés d'évaluation des pratiques légitimes. Ce faisant, le dirigeant se donne à voir comme le défenseur de sa communauté, capable de *se battre* pour la faire respecter. À la différence des « *politiques* » qui « *restent assis sur leur fauteuil [d'élite], quand tu vas les chercher, parfois pour un très grand problème* »¹¹¹, le bon dirigeant doit agir. Le bon dirigeant, c'est celui qui réagit, qui s'énervé face à l'injustice et qui est en mesure de se battre, au sens figuré, mais aussi au sens propre, pour défendre les plus faibles, les femmes et les enfants. C'est notamment ce qu'illustre cette description que Yolanda fait de Santiago, l'ancien dirigeant de la Cueva qu'elle a remplacé :

¹¹⁰ Entretien avec Yolanda, novembre 2009.

¹¹¹ *Ibid.*

« Il était capable de pleurer pour une chanson. Mais il était aussi capable de s'énervé, de se troubler et même de devenir violent en voyant, en sachant ou en observant une injustice. Par exemple, un jour, alors qu'un homme de San Jacinto était en train d'agresser sa femme, et au passage ses enfants, je l'ai vu aller défendre ceux qui se faisaient battre puis aller chercher du monde pour mettre dehors l'agresseur »¹¹².

Ainsi, en faisant valoir leur propension à « s'énervé » (« *c'est que je suis un nerveux [enojón]... je m'énervé beaucoup* »¹¹³) (« *vous avez vu comme je me suis fâché contre l'organisation [du PLN] ?* »¹¹⁴, à « *se bagarrer* » (« *ils savent que je suis une bagarreuse [peleona]. Mais ça ne me gêne pas, tant que c'est en faveur de la communauté* »¹¹⁵), les dirigeants signifient leur conformité au principe selon lequel le bon dirigeant est aussi celui « *qui se bat pour sa communauté* »¹¹⁶.

Le registre de la combativité, marqué par le stigmate de la violence, qui est largement associé aux catégories populaires¹¹⁷, est rarement utilisé par les dirigeants, qui privilégient des références au caractère pacifique – et donc acceptable – de leurs revendications. Face au manque de résultats concrets et à la vive concurrence d'autres dirigeants, certains peuvent néanmoins être conduits à le mobiliser. Dans ces cas, il est associé à des causes consensuelles et supérieures, telles que les injustices à l'égard des faibles (enfants, femmes, personnes âgées, handicapées etc.) ou les manquements à la *dignité* ou au *respect*¹¹⁸.

Surtout, ce registre stigmatisant ne semble pas également mobilisé par tous les acteurs. Son maniement dépend en effet des ressources dont disposent les individus. Ainsi, à l'instar de cette candidate marocaine étudiée par Lamia Zaki qui peut d'autant mieux retourner le stigmate habituellement associé aux candidatures féminines que son identité féminine est largement euphémisée (cheveu court, voix rauque, handicap), les dirigeants peuvent d'autant plus facilement mobiliser ce registre combatif (colère, énervement...) qu'ils sont en mesure de se différencier de l'image du *precarista* violent. Pour les femmes notamment, l'usage de ce registre semble facilité par leur genre et les stéréotypes qui leur sont associés.

¹¹² Yolanda, Carnet de terrain, décembre 2012. Ce jour-là, Yolanda doit envoyer un texte portant sur l'histoire du quartier à des universitaires désireux d'en tirer un livre. Se disant fatiguée, elle me demande d'écrire ce texte sous sa dictée, ce qui lui donne un statut un peu particulier.

¹¹³ Entretien avec Enrique, octobre 2009.

¹¹⁴ José Luis, Carnet de terrain, 27 janvier 2010.

¹¹⁵ Entretien avec Eduvina, novembre 2010.

¹¹⁶ Entretien avec Carmen, novembre 2010.

¹¹⁷ Voir en ce sens, Chapitre 2.

¹¹⁸ L. ZAKI, *Pratiques politiques au bidonville...*, op. cit., p. 367.

Les dirigeants s'engagent quotidiennement dans une multiplicité de domaines (habitat, sécurité, aménagements...) dans le but revendiqué de trouver des solutions aux problèmes de leur voisinage et de leur être utile. Face à la difficulté d'accès à certaines informations, à la complexité que peuvent représenter certaines démarches pour une partie des habitants des quartiers populaires ou au coût qu'elles peuvent impliquer, notamment en termes de transport, les dirigeants s'attachent à canaliser des ressources et à réaliser certaines démarches en lieu et place de leur voisinage. Ils s'imposent ainsi en acteur central, parfois même incontournable, pour certains habitants du quartier. Cette centralité est d'autant plus forte que les dirigeants réussissent à faire valoir qu'ils sont prioritaires pour l'accès à certaines ressources. Cette centralité est cependant largement dépendante de leurs trajectoires et des rencontres qui les ponctuent.

Section C - Accéder à des ressources hors du quartier. Des logiques d'intermédiation plurielles

Au quartier, les dirigeants doivent composer avec les valeurs qui font sens localement. Leur capacité à apparaître comme des acteurs légitimes, comme de « bons dirigeants » dépend des ressources auxquels ils sont en mesure d'accéder (ou de faire valoir qu'ils accèderont). Ne détenant pas de ressources propres qu'ils pourraient distribuer directement, leur capacité à endosser ce rôle dépend des relations qu'ils entretiennent avec d'autres acteurs, au sein du quartier, mais également à l'extérieur de celui-ci, auprès du personnel politique, d'acteurs administratifs mais aussi d'universitaires. Aussi, l'analyse des trajectoires des dirigeants (et les rencontres qui les ponctuent) permet-elle de mieux saisir les façons dont les dirigeants s'attachent à répondre aux attentes de leur voisinage, notamment en termes d'efficacité et de dévouement.

1. Entre le gouvernement et le quartier. Trajectoire d'un intermédiaire privilégié

Lors de mon premier terrain en 2008, Claudio occupe une position d'intermédiaire privilégié entre les plus hautes sphères de l'État et le quartier de Rincón Grande. Cette position est le fruit d'une trajectoire politique particulière (1.1) qui lui permet d'être considéré comme un acteur influent au quartier (1.2).

1.1. Une trajectoire au cœur du réseau du Parti libération nationale

Cette position dans un quartier où il ne s'est encore jamais investi, Claudio la doit aux relations qu'il entretient avec le courant *arista* [en référence à O. Arias] du PLN depuis les années 1980. Il fût alors l'un des premiers dirigeants du mouvement social pour l'habitat à se rapprocher des cadres libérationnistes¹¹⁹. Par conséquent, il connaît bien nombre des responsables politiques qui accèdent à des fonctions gouvernementales en 2006¹²⁰. Cette situation va lui permettre d'être considéré par les acteurs institutionnels comme le principal dirigeant de Rincón Grande durant mon enquête de terrain.

¹¹⁹ Voir chapitre 2, section B et le chapitre 6, section C.

¹²⁰ Vingt ans après son premier mandat (1986-1990), Oscar Arias est élu en février 2006 à la présidence de la République sous l'étiquette libérationniste. Ce second mandat s'inscrit dans la continuité du premier, notamment sur les questions d'habitat. De manière emblématique, Fernando Zumbado, qui a été le ministre du Logement en 1986 reprend ses fonctions et s'entoure de collaborateurs qui, pour certains, ont déjà occupé des responsabilités similaires entre 1986 et 1990.

Ainsi, par exemple, la relation d'interconnaissance qu'il entretient avec F. Zumbado, alors ministre du Logement, lui permet d'avoir un accès privilégié au ministère. En effet, les deux hommes y sont présentés comme « *des amis de campagne électorale* »¹²¹ et cette relation vaut à Claudio d'être considéré comme celui qui « *a l'aval politique* »¹²² et avec qui « *il faut coordonner à fond* »¹²³.

Ces réseaux libérationnistes lui permettent également de se voir confier des fonctions officielles au lendemain de l'élection présidentielle de février 2006. Il est désigné par l'exécutif *délégué présidentiel [delegado presidencial]*¹²⁴, constituant à ce titre un lien direct entre le ministère de la Présidence et le secteur qui lui est assigné, ici le canton de San José. Lors des élections municipales de décembre 2006, Claudio est élu au poste de *síndico*, aux couleurs du PLN¹²⁵. Ces deux postes ne lui donnent pas accès à d'importantes ressources propres. Ils ne lui donnent pas, ou peu, de prérogatives, en particulier en matière d'habitat. Ils viennent en revanche officialiser et donc consolider sa position d'intermédiaire privilégié entre le quartier et la sphère politique instituée.

1.2. Du PLN au quartier : construire son leadership local

La reconnaissance dont il peut se prévaloir auprès du personnel politique lui vaut d'être le dirigeant que les pouvoirs publics sollicitent en priorité. Lorsque des institutions publiques ou privées cherchent à mettre en place une action dans un quartier populaire, elles se tournent vers des dirigeants identifiés en amont, et en particulier, dans le cas de Rincón Grande, vers Claudio :

« Quand nous avons un problème dans une communauté... ou que nous voulons faire quelque chose... on s'organise avec l'un des leaders communaux pour qu'il facilite le processus. Pour qu'il coordonne. Mais rien de plus. »¹²⁶

¹²¹ Entretien avec une fonctionnaire du ministère du Logement (*ministerio de vivienda y asentamientos humanos* – MIVAH), février 2008.

¹²² Entretien avec José Gabriel, fonctionnaire du MIVAH, février 2008.

¹²³ Entretien avec Ivan, ancien membre du cabinet de F. Zumbado, novembre 2009.

¹²⁴ Nommé par l'exécutif, le délégué présidentiel a vocation à être un lien direct entre le secteur qui lui est assigné, ici le canton de San José dans lequel se trouve le quartier de Rincón Grande, et le ministère de la Présidence qui, entre 2007 et 2011, est à la charge du frère du président de la République. Le ministère de la Présidence est en charge des relations entre le président de la République et les autres pouvoirs, les différents ministères et les organisations de la « société civile ».

¹²⁵ Le *síndico* représente le district au conseil municipal. Il peut s'y exprimer mais n'a pas de droit de vote. Il est élu au suffrage universel. Étant donné l'importance de la marque partisane dans le système politique costaricien, le fait d'obtenir l'investiture de l'un des grands partis et donc du PLN - majoritaire au niveau municipal dans le canton de San José - compte finalement plus que l'élection pour l'obtention du poste. Cet aspect sera traité de façon plus détaillée dans le chapitre suivant.

¹²⁶ Entretien avec la responsable régionale de l'IMAS, janvier 2008.

Ce qui est vrai pour les institutions publiques l'est bien souvent également pour les ONG ou organisations internationales qui se rendent au quartier, guidées par les recommandations des responsables politiques. Ainsi, lorsque le comité interinstitutionnel piloté par le ministère du Logement (*ministerio de vivienda y asentamientos humanos* – MIVAH) décide d'organiser une réunion publique pour le lancement d'un programme pilote de son plan de lutte contre la pauvreté, c'est Claudio qui se charge de coordonner leur venue et les invitations. C'est également lui qui est sollicité pour la venue des chargés de mission du Centre international pour le développement humain (*Centro internacional para el desarrollo humano* – CIDH)¹²⁷, ONG mandatée par le ministère du Logement pour réaliser une étude sur Rincón Grande. De même, c'est lui que contacte le PANIAMOR, une fondation para-publique, pour réaliser des séminaires à Rincón Grande sur la violence dans le milieu familial. A chacune de ces occasions, c'est lui qui se charge de la coordination. « *Convoquer les gens* ». Trouver un lieu adéquat. À ce titre, le fait d'avoir obtenu du conseil municipal, en son titre de *síndico*, la gestion de la salle communale de San Jacinto constitue sans nul doute un avantage important au moment d'être sollicité. Lors des réunions, il est présent pour ouvrir la salle et accueillir le public. Il est également là pour disposer les chaises et les tables, pour veiller à ce que la nourriture soit prête pour la collation qui ne manquera pas d'être proposée, ou tout simplement « *pour aider* ». Lorsqu'un événement dramatique se produit, Claudio est là aussi bien souvent celui vers lequel se tournent les pouvoirs publics pour aider à la réalisation des listes de victimes, au relogement transitoire et à la distribution des aides de première nécessité. Cela suscite d'ailleurs un certain désarroi chez ses concurrents. C'est notamment ce que montre la scène qui se passe au Q.G. du PLN alors qu'un incendie s'est produit dans le quartier et que c'est Claudio, assisté de Kattia, qui a pris en charge la coordination avec la Commission nationale des situations d'urgence la prise en charge des victimes :

Incendie à Rincón Grande de Pavas
Vendredi 5 février 2010

Au lever du soleil un incendie a détruit une quarante de maisonnettes de l'un des *precarios* de Rincón Grande, laissant deux-cent personnes sans abri. Rapidement, alors

¹²⁷ Le CIDH réalise en janvier 2008 un programme intitulé « *Existimos y tenemos voz* [Nous existons et nous avons voix au chapitre] » à Rincón Grande. Le CIDH a été engagé par le MIVAH pour réaliser un diagnostic auprès de la « *communauté (comunidad)* » de Rincón Grande sur leurs nécessités en termes d'infrastructures, puis faire l'« *accompagnement social* » des projets qui seront réalisés. Aujourd'hui, l'objectif est d'ouvrir un espace de « *dialogue* ». « *Pour que les personnes qui ont des doutes ou des difficultés puissent venir s'exprimer. [...] Il va y avoir des fonds l'an prochain et donc ce que nous essayons de faire par nos interventions, c'est de donner une durabilité [aux projets qui vont être réalisés]. Par exemple, ce que l'on veut c'est « empoderar » la communauté, les gens eux-mêmes [...], pour qu'ils s'impliquent plus pour donner un suivi à ce que font les institutions. Et qu'ils ne restent pas dans leur maison à attendre que quelqu'un vienne frapper à leur porte pour leur demander quelles sont leurs nécessités* ». (Entretien avec Viviana, janvier 2008).

que de nombreux dirigeants s'étaient sont auprès des victimes, c'est Claudio et Kattia qui ont pris les choses en main. Au Q.G. du PLN, alors que l'élection a lieu deux jours plus tard, chacun continue de vaquer à ses occupations pré-électorales. Gustavo, qui est le responsable de l'organisation de la campagne libérationniste dans le quartier regrette cependant que le *pickup* [de la Commission nationale des situations d'urgence] soit allé directement à Claudio et ne soit pas venu au Q.G.. José Luis, assis dans un coin, souligne que « *le problème, c'est que ça correspond à Claudio... parce qu'il est le síndico et le délégué présidentiel...* ». Plus tard dans la journée, Yolanda se plaint à son tour du rôle que Claudio a joué dans l'épisode de l'incendie : « *Le problème c'est que Claudio a tout politisé ! Il joue le sauveur des pauvres, mais il ne donne rien !* » [...] « *et puis Gustavo est un inutile ! Il a tout laissé à Claudio ! Et il n'a même pas appelé Un Techo para mi país*¹²⁸ *comme je le lui avais dit !* ».

Ainsi, entre 2006 et 2010, Claudio et Kattia, une dirigeante qui se présente comme sa secrétaire, bénéficient d'une reconnaissance particulière de la part du personnel politique. Cela est également vrai au niveau municipal. Du fait de sa position de *síndico*, Claudio peut en effet obtenir des investissements, notamment en matière d'infrastructures communales¹²⁹. C'est ce qu'il fait en faisant voter des projets au conseil municipal : pour construire des nouvelles salles communales dans les secteurs qui n'en ont pas, « *pour doter les salles communales de chaises* », ou encore permettre la construction d'un nouveau bureau pour la délégation policière¹³⁰. Là encore, cela ne va pas sans susciter un certain désarroi de ses concurrents, notamment de ceux qui sont le plus investis à cet échelon :

« Cette semaine, je suis passé à la *muni* pour savoir pourquoi ils n'avaient pas asphalté la rue de Lidia ! Eh bien vous n'allez pas le croire, mais Rafa¹³¹ m'a dit que Claudio avait appelé pour le projet du poste de police en premier ! Mais comment c'est possible ? Ils soutiennent plus Claudio que nous ! Ils nous envoient en guerre ! Au front ! En première ligne ! Ils ne veulent pas se mouiller ! Ils veulent que l'on représente la *muni* ! Qu'on prépare les élections municipales ! Et ils ne nous soutiennent pas ! »¹³².

Cependant, si Claudio investit le niveau municipal pour obtenir des ressources, c'est principalement sur le niveau national qu'il est focalisé : « *[Depuis la campagne de 2006], on a commencé à structurer l'organisation communale. [...] Mais toujours en lien étroit avec la partie des politiques étatiques* »¹³³. Et principalement sur le logement. Cela est d'autant plus aisé qu'il peut se prévaloir, preuves à l'appui, de puissants soutiens parmi les responsables

¹²⁸ ONG spécialisée dans la construction collaborative de logement (pour le détail, voir *supra*, note n°2 de ce chapitre).

¹²⁹ En ce sens, voir *supra*, section B, 1.2.2.

¹³⁰ Entretien avec Claudio, janvier 2008.

¹³¹ Rafa est le responsable du Service de la rénovation et de l'aménagement urbain de la municipalité de San José.

¹³² Gustavo, Q.G. du PLN au lendemain de l'élection présidentielle, 8 février 2010.

¹³³ Entretien avec Claudio, janvier 2008.

politiques en charge de ces questions. À la suite de la démission de Fernando Zumbado¹³⁴, ses soutiens sont moins nombreux. Mais, alors que la campagne pour la présidentielle de 2010 est en cours, il continue cependant de faire valoir ses ressources relationnelles :

« Moi, je connais du monde ! Alicia Fournier [*candidate libérationniste à la députation*], elle ne me dit pas bonjour du bout des doigts ! Elle m'embrasse ! [...] Laura [*Chinchilla, alors candidate à la présidentielle pour le PLN*], René Castro [*proche de la candidate et futur ministre*] ! On se connaît depuis des années ! [...] Alors franchement, [*José Luis et Yolanda*] jouent en seconde division... et moi en première ! Ils ne connaissent personne ! »¹³⁵.

Alors que la concurrence dans le quartier autour des enjeux de logement est forte, Claudio démontrer sa capacité à se maintenir, comme intermédiaire privilégié, au-delà l'administration Arias. Cette posture est d'autant plus crédible qu'il obtient, pendant la campagne, un accord signé par d'importants responsables politiques, dont la ministre du Logement, le député de la circonscription, mais aussi le président de la République. L'accord qui rend APAPROVI prioritaire sur un potentiel programme de construction de logements sociaux¹³⁶, dont Claudio est personnellement co-signataire, lui permet de renforcer, aux yeux des membres de son association comme de ses concurrents, sa position d'intermédiaire privilégié en matière d'habitat. Les dirigeants d'APAPROVI peuvent en outre, on l'a déjà vu en amont¹³⁷, renforcer leur centralité en se chargeant de lister les potentiels bénéficiaires et de collecter les documents nécessaires. Cette délégation permet à Claudio de faire la démonstration en pratique que c'est bien grâce à lui – car *par* lui – que peut s'obtenir un logement social. Si l'administration référente, ici l'INVU, vérifie dans un second temps que les foyers listés par l'association remplissent bien les critères pour l'obtention d'un logement social, les dirigeants réalisent cependant une première pré-sélection sur la base des critères fixés par l'INVU mais également sur leurs propres critères. Cela lui confère un pouvoir discrétionnaire, qui vient consolider son leadership dans le quartier.

Finalement, la reconnaissance dont Claudio bénéficie de la part du personnel politique, son capital politique, lui permet de se poser en interface entre le quartier et les champs

¹³⁴ Comme on l'a souligné dans une note précédente, Fernando Zumbado est conduit à quitter ses fonctions en août 2008, car questionné quant à la gestion d'une donation du gouvernement taïwanais qui devait être dédiée au programme de lutte contre la pauvreté à Rincón Grande de Pavas. Il est notamment accusé d'avoir favorisé le CIDH (dont il est membre fondateur) dans l'accès à des missions d'expertise.

« Zumbado recomendó entidad de la que fue parte », *La Nación*, 9 juillet 2008;

« Zumbado renuncia al Ministerio de Vivienda », *La Nación*, du 6 août 2008.

¹³⁵ Claudio, Carnet de terrain, 3 décembre 2009.

¹³⁶ Un accord qui stipule la position prioritaire de l'association *paveña* pour le logement est signé le 31 juillet 2009 lors d'une réunion réalisée en présence du président de la République, d'un député libérationniste, de la ministre du Logement et des zones de peuplement informel, du président exécutif de l'Institut national du logement et de l'urbanisme et de six représentants d'associations spécialisées sur la revendication en matière de logement. On reviendra dans le chapitre suivant sur les disputes que suscite cet accord.

¹³⁷ Voir, dans ce chapitre, Section B, 1.1.4.

municipal et national, mais aussi avec d'autres espaces imbriqués dans ces derniers. Claudio et son proche entourage accèdent ainsi à des nombreuses ressources qu'ils peuvent redistribuer au quartier. Leur position dominante leur permet de se poser en *go-between*, et donc de canaliser des ressources, d'en faciliter l'accès à certains et d'en empêcher l'accès à d'autres [voir *supra*, sur la distinction entre les *vraies victimes*, « *qui ont tout perdu* » et les profiteurs]. La position dominante de Claudio ne lui permet cependant pas de monopoliser l'ensemble des ressources et de dominer durablement la scène du pouvoir local. Nombreux sont en effet les dirigeants, aux réseaux et aux ressources partiellement différenciés, qui peuvent selon les moments, s'associer à lui, ou, à l'inverse tenter de le concurrencer. Parmi eux, certains sont particulièrement liés à l'institution municipale (2), d'autres sont caractérisés par leur marginalité vis-à-vis du personnel politique (3). À Carpio, où aucun acteur n'est en capacité de dominer la scène du pouvoir local, on retrouve également ces deux types de profils de dirigeants.

2. Entre la municipalité et le quartier : les relais municipaux en action

Gustavo, Eduardo, Patricia ou encore Roberto appartiennent au vaste réseau de relais dont dispose la municipalité de San José dans les quartiers populaires de la capitale. Durant mon enquête, ces quatre dirigeants sont les principaux intermédiaires entre la municipalité et leur quartier respectif (Carpio, dans le cas de Roberto, et Rincón Grande, dans les cas de Gustavo, d'Eduardo et de Patricia). À la différence de Claudio, c'est de leur insertion dans les réseaux politiques municipaux qu'ils tirent la plus grande partie de leurs ressources. Parmi ces relais, beaucoup sont employés de la municipalité, généralement au Service de la rénovation et de l'aménagement urbain¹³⁸, qui œuvre principalement à doter les quartiers populaires en infrastructures collectives. D'autres sont élus au conseil de district, comme *síndico* ou comme conseiller¹³⁹. Certains même réunissent les deux caractéristiques, à l'instar de Patricia et de Gustavo. Ces différentes positions, la plupart d'entre eux les doivent aux liens qu'ils ont noués au sein de l'institution municipale dans le cadre de leur rôle de dirigeant. À ce titre, la trajectoire de Roberto est particulièrement éloquent.

¹³⁸ Sur ce service, voir la note 72 de ce même chapitre.

¹³⁹ La question de l'entrée en politique des dirigeants de quartier sera développée dans le chapitre suivant. On peut cependant souligner que le conseil de district est composé de dix membres, qu'il est de budget et que ses compétences sont limitées. Il constitue le niveau le plus bas de la hiérarchie symbolique des trophées électoraux. Sur les différents échelons politiques du système politique costaricien, on pourra cependant consulter l'annexe n°3.

Lorsque Roberto entre au Conseil des organisations de la Carpio comme représentant du secteur *Pro Mejoras*, il y met rapidement à profit ses compétences de travailleur du bâtiment en s'investissant dans la coordination des projets coopératifs¹⁴⁰. En 2009, il est élu vice-président en charge des projets¹⁴¹. Dans ce cadre, il côtoie fréquemment le personnel et les élus de la municipalité qu'il sollicite tantôt pour compléter un projet coopératif communal par un projet municipal, et ainsi obtenir plus de matériaux, tantôt pour obtenir le prêt de machines nécessaires à la réalisation de travaux dans le quartier. Progressivement, il se familiarise avec l'institution municipale. Il est toujours plus au fait des programmes mis en œuvre par la municipalité de San José, notamment de ceux qui relèvent du Service de la rénovation et de l'aménagement urbain, et s'impose comme le principal intermédiaire entre La Carpio et la municipalité. Cette position particulière lui permet d'obtenir en 2012 l'investiture du PLN pour les élections au conseil de district puis d'être élu *síndico* suppléant pour le district de La Uruca aux élections municipales de cette même année. Pour Roberto, mais aussi Patricia et Gustavo, les positions acquises au sein de l'institution municipale viennent officialiser – et rétribuer – plusieurs années d'interactions avec le personnel municipal. Eduardo, à la différence de Roberto, de Patricia ou de Gustavo, met l'accent sur le fait que sa carrière de dirigeant a commencé lorsqu'il est entré à la municipalité. S'il explique être entré comme employé à la municipalité « *par le biais de la politique* » (i.e. de son engagement dans les campagnes), il souligne que c'est par la suite qu'il est devenu dirigeant, lorsqu'il s'est « *lancé dans les projets coopératifs* » :

« Rafa [*le responsable du service*] m'a dit 'Eduardo, j'ai besoin d'un coup de main'... parce qu'il voulait être candidat à la mairie... [...] et donc il me demande si je veux bien l'aider : 'Tu ne voudrais pas te lancer dans des projets coopératifs ? Parce que j'ai besoin que tu te fasses connaître'... [...] et j'ai fini par dire oui. Et c'est comme ça que j'ai commencé avec les projets coopératifs, à aider les gens. Et Rafa m'a dit 'Tu sais, Eduardo, tu es fait pour être un leader, mais tu ne veux pas le voir !' »¹⁴².

Du fait de leur position au sein de la municipalité et des relations qu'ils y entretiennent, ces dirigeants disposent d'un accès privilégié aux ressources municipales qu'ils ne manquent pas de redistribuer aux habitants de leur quartier, et en particulier à ceux qui sont les plus à même de les soutenir en retour, eux, mais aussi leurs supérieurs au sein de l'institution municipale :

¹⁴⁰ Comme on l'a souligné précédemment, l'entreprise EBI verse chaque mois au Conseil communal des organisations de la Carpio une somme dédiée au « *développement communal* ». Cette somme est redistribuée aux organisations du quartier sous forme de matériel devant permettre la réalisation de travaux (aplanissement et revêtement des rues, système d'évacuation des eaux usées, entretien d'une salle communale...). Ces travaux se font à travers des projets coopératifs (un groupe présente un projet de travaux au conseil qui, sous réserve de l'acceptation du projet, fournit le matériel, le groupe fournissant la main d'œuvre).

¹⁴¹ L'organisation est composée d'un président, et de deux vice-présidents respectivement affectés au logement, et aux projets coopératifs.

¹⁴² Entretien avec Eduardo, janvier 2010.

À 16 h 30, pour Eduardo, Patricia et Gustavo, c'est l'heure de la débauche. C'est aussi l'heure d'aller faire campagne à Rincón Grande. Première étape, déposer Eduardo sur un projet coopératif dont il est le maître d'œuvre. Alors qu'il descend de voiture, Patricia l'apostrophe : « *Il faut vraiment avancer ! Tous les projets doivent être terminés pour la clôture de la campagne !* ». (Nous sommes à dix jours de la grande soirée que le candidat Araya¹⁴⁴ organise dans le quartier pour clôturer sa campagne.) Une fois Eduardo déposé, Patricia et Gustavo débute leur tour. Trois heures durant, ils enchaînent les visites dans les différents secteurs du quartier. Aujourd'hui, c'est principalement la recherche de guides¹⁴⁵ pour le jour de l'élection qui les occupe. On passe dans une rue où un projet coopératif doit débiter le lendemain : « *Tu as le ciment ? Les planches ? Le sable ?* », s'enquiert Patricia auprès de Lupe. « *Et sinon, tu crois que tu pourrais nous trouver des guides... ?* ».

Ainsi la campagne est-elle l'occasion pour les dirigeants d'*aider* au quartier, en assurant le suivi des projets en cours ou en proposant de nouveaux projets (« *Gustavo, ces gens disent qu'il y a un terrain vide en face de chez eux et qu'ils aimeraient en faire quelque chose... 'un play' [i.e. une aire de jeu] par exemple... mais ils ne savent pas faire un projet ni rien, tu pourrais les aider ?* »¹⁴⁶) mais aussi, ce faisant, de trouver et de mobiliser l'importante main d'œuvre militante que nécessite la campagne.

Leur connaissance de l'institution municipale et des acteurs qui la composent leur permettent de solliciter la construction ou la rénovation de nombreux équipements, d'aménagements (salles communales, ruelles, trottoirs, parcs récréatifs et espaces verts...) et la réalisation de nombreuses activités, notamment récréatives (organisation de défilés, de jeux pour les enfants...). De par leur position, ils peuvent initier certains projets, mais également se

¹⁴³ Il s'agit de la campagne pour les élections municipales du 5 décembre 2010.

¹⁴⁴ Johnny Araya Monge est un homme politique costaricien, qui a réalisé une large partie de sa carrière comme membre du PLN. Il entame sa carrière municipale comme *regidor* de la municipalité de San José (1982-1986). Il devient ensuite *ejecutivo municipal* (chef du pouvoir municipal, élu par le conseil) entre 1991 et 1998, puis, suite à une réforme de l'institution municipale, il est élu maire [*Alcalde*] de 1998 à 2001 puis de 2003 à 2013. En 2013, après 22 ans à la tête du pouvoir municipal, il se lance dans la course pour la présidence du Costa Rica. Après un premier échec en 2009 (il est devancé aux élections internes du PLN par Laura Chinchilla), il s'impose comme le candidat du PLN pour l'élection présidentielle de 2014. Suite à son désistement dans l'entre-deux tours de l'élection présidentielle, il est exclu du PLN pour quatre ans. Il se présentera cependant en 2016 pour les élections municipales avec le parti *Alianza por San José* et remporte l'élection, devant le candidat du PLN.

¹⁴⁵ Pour chaque élection, chaque parti mobilise une main d'œuvre nombreuse. On compte notamment un nombre important de guides [*guías*], qui sont généralement recrutés parmi les adolescents de la circonscription. Ces guides seront en charge d'aider les votants à se rendre jusqu'à leur bureau de vote. Certains sont placés dans les *casas bases* (locaux privés, principalement des habitations, généralement prêtés au parti par des particuliers pour le jour de l'élection, qui ont vocation à faciliter le transport des votants vers les bureaux de vote et à permettre la mobilisation des réseaux de voisinage. Pour ce faire, elles sont généralement situées à des positions stratégiques, notamment à la sortie des zones les plus peuplées et les plus distantes des centres de vote). D'autres sont situés au centre de vote, où ils sont chargés d'aiguiller les votants jusqu'à leur bureau de vote.

¹⁴⁶ Patricia, Carnet de terrain, 9 novembre 2010.

faire les courtiers entre des groupes informels (généralement, les habitants d'une ruelle désireux de réaliser un projet de rue ou de parc), ou d'autres dirigeants, et la municipalité.

3. Diversifier ses ressources pour conserver son leadership

À la différence de Claudio et de Kattia qui bénéficient d'un accès privilégié aux instances gouvernementales ou des intermédiaires municipaux précités, d'autres acteurs (et en réalité la plupart des dirigeants de ces quartiers) ne peuvent se prévaloir de telles relations auprès du personnel politique (et parmi les réseaux du PLN qui dominant alors tant l'échelon national que l'échelon municipal). C'est notamment le cas de Yolanda et de José Luis. Pour résoudre les problèmes de leur secteur, les deux dirigeants cherchent des soutiens auprès de nombreux acteurs aux profils variés. Leur réseau se compose à la fois de membres du personnel politique, d'agents administratifs, d'universitaires et d'employés d'ONG. Ce faisant – et à la différence des dirigeants présentés dans les deux sous-parties antérieures –, José Luis et Yolanda ne se trouvent pas insérés dans un seul réseau partisan.

3.1. Yolanda et José Luis, des trajectoires l'ombre de Claudio - 2004-2008

Entre 2004 et 2005, lorsque Claudio s'investit dans les organisations du quartier afin de coordonner la campagne électorale du candidat Arias, José Luis et Yolanda ne comptent pas parmi les principaux dirigeants de Rincón Grande. Yolanda vient juste de remplacer Santiago, décédé en 2004. Son assise dans le quartier est alors fragile. La situation de José Luis est assez comparable. Il déclare en effet que bien qu'ayant « travaillé [avant 2006] dans le comité [pour le logement de San Jacinto], il ne s'était pas beaucoup engagé jusque-là »¹⁴⁷. Pour ces deux dirigeants, la coopération avec Claudio constitue une opportunité pour accéder à des ressources dans le champ politique, et ce faisant, à améliorer leur position au quartier. Ils font partie du plus proche entourage de Claudio et cela leur vaut notamment d'être élus à ses côtés sur la liste libérationniste au conseil de district (2007-2011). Claudio laisse peu de marge de manœuvre aux autres dirigeants lorsqu'il s'agit de rencontrer ou de travailler avec les principaux responsables politiques, en particulier en matière de politique de logement. Cependant, leur position leur permet de nouer des relations avec des acteurs qui a défaut d'être décisionnaires en matière d'habitat leur donnent accès à de précieuses ressources

¹⁴⁷ Entretien avec José Luis, janvier 2008.

d'intermédiation dans d'autres domaines. Le réseau relationnel de José Luis et de Yolanda se trouve ainsi enrichi par les rencontres qu'ils font avec des agents administratifs ou des membres du personnel politique que Claudio délaisse au profit de leurs supérieurs, ou avec des chargés de mission d'ONG auprès desquels le dirigeant demande à être remplacé¹⁴⁸.

José Luis, Yolanda, comme Kattia et Susana, elles aussi proches de Claudio, ne manquent pas d'être invités aux réunions que Claudio est chargé de coordonner dans le quartier. Ces réunions sont pour eux l'occasion de nouer des relations avec des agents administratifs, des responsables d'ONG et parfois même avec des responsables politiques. Pour eux, ces réunions sont en effet un moyen de « *se faire des contacts* »¹⁴⁹. Ainsi, c'est lors des réunions publiques réalisées dans le cadre du grand plan de lutte contre la pauvreté que Yolanda et José Luis font la connaissance de Viviana, qui se présente comme une consultante en matière entrepreneuriale et qui propose des renseignements sur le fonctionnement d'un programme de micro-entreprise¹⁵⁰.

C'est également dans le cadre de la mise en œuvre de ce même programme que Yolanda fait la connaissance du petit groupe de consultants qui l'ont aidée à constituer sa coopérative de production d'habitat¹⁵¹. Ce petit groupe, composé d'un ingénieur, d'un architecte et d'une spécialiste des politiques sociales, occupent une position relativement marginale au sein du MIVAH et peine alors à intéresser Claudio au projet de coopérative qu'ils veulent initier dans le quartier. Concentré sur la mise en œuvre du plan interinstitutionnel de lutte contre la pauvreté, celui-ci considère en effet le projet comme insignifiant¹⁵². Yolanda, qui ne dispose pas de relais stratégique dans les institutions et se sait non prioritaire pour le programme interinstitutionnel, s'y montre particulièrement réceptive. Ce faisant, la dirigeante accroît ses ressources relationnelles et en fait bénéficier José Luis qui peine lui aussi à faire face au problème du logement dans son secteur.

Les relations tissées et la reconnaissance dont ils peuvent se prévaloir du fait notamment de leur proximité avec Claudio leur permettent de canaliser des ressources qu'ils mobilisent pour « *être utiles* » au quartier et espérer résoudre les problèmes de leur voisinage (en matière de formation, d'infrastructure...). Cette situation les conduit à nouer des relations avec des acteurs qui sont pour beaucoup liés au milieu partisan libérationniste. À partir de

¹⁴⁸ On a montré dans le chapitre antérieur que le fait de seconder un dirigeant pouvait constituer une ressource importante pour devenir dirigeant. On voit ici que le fait de seconder un dirigeant mieux placé dans la hiérarchie communautaire peut être un moyen pour améliorer sa propre position.

¹⁴⁹ Susana, salle communale de San Jacinto, Carnet de terrain, Janvier 2008.

¹⁵⁰ Entretien avec Viviana, janvier 2008.

¹⁵¹ La formation de la coopérative sera détaillée dans le chapitre suivant.

¹⁵² Entretien avec Iván, ancien membre du cabinet de F. Zumbado, novembre 2009

2009 cependant, suite à une dispute sur laquelle je reviendrai dans le chapitre suivant, les dirigeants prennent leur distance vis-à-vis de Claudio et leur travail d'intermédiation s'en trouve sensiblement modifié.

3.2. Diversifier ses ressources pour conserver son leadership au local - 2009-2014

Du fait de la dispute qui les oppose à Claudio, Yolanda et José Luis sont conduits à rechercher de nouveaux soutiens. S'ils continuent à solliciter les individus qu'ils ont pu rencontrer grâce à Claudio – voire par l'intermédiaire de ce dernier -, ils vont également chercher de nouveaux soutiens, parfois hors du milieu partisan libérationniste. Cette situation favorise notamment leur mise en relation (ou la réactivation de liens) avec des membres du personnel politique issu d'autres partis (PAC, mais aussi Parti de l'unité sociale-chrétienne – PUSC – et Mouvement libertarien – ML).

D'une part, les deux dirigeants s'attachent à conserver leur réseau au sein du PLN. Comme on le verra par la suite, ils s'engagent même auprès du PLN lors de la campagne présidentielle de 2010 pour y concurrencer Claudio. Pour résoudre les problèmes de leur voisinage, ils se tournent donc vers des acteurs liés au PLN. Ainsi, au lendemain de l'élection présidentielle, lorsque le frère de José Luis décède, c'est auprès de ces réseaux que Yolanda sollicite de l'aide :

Un enterrement à payer

Lundi 8 et mardi 9 février 2010

Alors que nous sommes dans sa voiture et que Yolanda me ramène chez moi, son téléphone sonne. C'est Elda. Elle lui annonce que le frère de José Luis vient de mourir. Et qu'elle cherche comment l'aider pour payer l'enterrement. Une fois la conversation achevée, Yolanda appelle un à un une dizaine de ses contacts téléphoniques. Elle téléphone d'abord à Oscar, le député libérationniste tout nouvellement élu dont elle a fait la campagne. Une fois le téléphone raccroché, elle ironise : « *Dans sa grande bonté, il donnera 50 000 [soit environ 60 euros]* ». Vient ensuite le tour de Federico, le député sortant. Celui-ci lui répond « *que ça n'est désormais plus à [lui] de faire* », de solliciter Oscar. Après quelques minutes de discussions, Federico se laisse cependant convaincre. Il donnera 20 000. « *Il en aura fallu des détours !* » s'exclame-t-elle ensuite. Puis, c'est Teresa qu'elle appelle¹⁵³. Elle commente : « *Elle, au moins, elle ne fait pas tant de manières !* ». Continuant à éplucher son répertoire, c'est maintenant Fernando Zumbado [l'ancien ministre du Logement (2006-2008)] qu'elle contacte : il s'occupe du cercueil. Suite à un rapide coup de fil à Viviana, désormais employée à la *Maison présidentielle*, elle m'annonce que cette dernière aussi donnera quelque chose. On finit par arriver chez

¹⁵³ Teresa est une cadre intermédiaire du PLN. Sa rencontre avec la dirigeante a été analysée dans le chapitre antérieur et sa trajectoire sera analysée dans le chapitre suivant.

moi et je laisse donc Yolanda à ses conversations téléphoniques. Elle m'explique qu'elle va continuer à chercher mais qu'il est « *hors de question qu'elle y perde sa dignité* ». Le lendemain, elle me raconte par le menu comment elle a fini par trouver la somme nécessaire :

« C'est une urgence tu vois, j'avais besoin de 350 000 pour aujourd'hui [soit environ 430 euros]. Les filles de la communauté ont fait le tour de la communauté pour récupérer un peu d'argent... Au final, Oscar [le député] a donné 50 000, Federico [le député sortant] 20 000, Gustavo [un autre dirigeant] 10 000. Au Balcon verde [siège du PLN], ils ont dit qu'ils allaient donner 50 000, mais je les attends toujours... Fernando [l'ancien ministre] s'est occupé du cercueil... Et franchement, je suis très reconnaissante envers Fernando, il n'avait pas à faire ça... par contre, je ne le suis pas du tout envers Oscar... et encore moins envers Tinoco [i.e. le nom de famille du député sortant]. Tu te rends compte qu'Oscar ne nous a même pas encore payé le dernier mois de campagne ? Il nous engueule... il faudrait qu'on lui laisse une semaine de répit. [...] Est-ce qu'il a voulu attendre qu'ils se mettent au travail ? Et 50 000 colones, pour lui c'est rien, mais pour eux ? Comment on nourrit les gamins ? Et comment on paye les grands-parents ? ».

Cet extrait de carnet de terrain montre ainsi que la dirigeante continue de solliciter ses contacts au sein du PLN (tout en conservant une distance critique vis-à-vis de nombre de ceux-ci¹⁵⁴). Parmi ceux qu'elle sollicite régulièrement, il y a Viviana. Malgré la fin du programme du CIDH qui s'est soldé avec la démission du ministre¹⁵⁵, elle est une interlocutrice régulière des deux dirigeants et tout particulièrement de Yolanda. Qu'il s'agisse de faire une collecte pour organiser l'enterrement du frère de José Luis ou de trouver une bourse pour que son aînée prenne des cours d'anglais¹⁵⁶, Yolanda la contacte de temps à autre. Surtout, Viviana est celle que l'on contacte pour organiser la fête des enfants : la fameuse « *dame de la Maison présidentielle* »¹⁵⁷ qui se charge d'amener des centaines de cadeaux et de faire jouer les enfants.

La dirigeante est donc en mesure de conserver de bonnes relations au sein du PLN et en particulier parmi les réseaux locaux du parti. Cela lui vaut d'obtenir l'investiture libérationniste pour le poste de *síndica* suppléante aux municipales suivantes, qui auront lieu le 5 décembre 2010. Forte de son ancrage local, elle bénéficie alors de la place laissée vacante par Claudio, qui quitte alors le quartier pour des problèmes personnels. Cette nouvelle position lui permet d'accéder à de nouvelles ressources, dont elle fait bénéficier « sa communauté » mais également José Luis.

¹⁵⁴ La question de la distance critique que nombre de dirigeants entretiennent avec le personnel politique fera l'objet du chapitre suivant.

¹⁵⁵ Voir *supra*, partie 1.2 de cette section.

¹⁵⁶ Entretien avec Yolanda, 24 mars 2013.

¹⁵⁷ Voir dans ce chapitre, Section B, 2.1.

Solliciter la rénovation d'une école du quartier, la construction du second étage d'une salle communale ou la mise en œuvre d'une rémunération d'un groupe de voisins investi dans le nettoyage et l'ornementation quotidien du quartier sont autant d'exemples de ce que la dirigeante réalise comme *síndica*. Pour ce faire, elle négocie des alliances avec les autres membres du conseil municipal. Elle se tourne, d'une part, vers les conseillers municipaux du parti avec lequel elle a été élue, le PLN, et d'autre part vers les conseillers du PUSC, du PAC et du ML. Dans un premier temps, c'est surtout au sein du ML qu'elle trouve des alliés. Le parti, qui a obtenu de bons résultats lors des dernières élections dans les quartiers populaires, cherche alors à y renforcer son assise. L'un des conseillers municipaux libertariens, Olger, s'investit fortement auprès de la dirigeante.

La fête du Secteur A de San Jacinto

Dimanche 2 décembre 2012

Aujourd'hui Yolanda est venue me chercher tôt : elle a une fête à organiser. Nous arrivons vers 10 h 15 et un jeune homme d'une trentaine d'année est déjà là, en train de l'attendre. Yolanda me le présente comme « l'assistant du *regidor* libertarien ». Il la prend dans des bras chaleureusement, heureux semble-t-il de la voir enfin arriver. Dans la petite ruelle où se trouve la salle communale de San Jacinto, de grands baffles ont été installées. Un DJ met de la musique. Quelques femmes s'affairent à gonfler un château. Je reconnais Carmen, la maman de Yolanda, et d'autres femmes du secteur A de San Jacinto. Dans le salon, Ana est au travail : elle commence à préparer les sandwichs, en attendant que la fille de Yolanda arrive. Après s'être perdu dans le quartier, le clown *Mantequilla* finit par arriver. Yolanda règle avec lui les détails de l'événement. Dès que le château est gonflé, les enfants commencent à jouer. Installés en file indienne, pour éviter d'endommager le château, ils attendent leur tour. C'est à ce moment-là qu'arrive un homme, en 4x4 gris. Le teint bronzé, une chemise blanche sur un pantalon beige avec des chaussures en cuir : il est particulièrement « bien habillé » par rapport aux visiteurs habituels du quartier. Yolanda le salue chaleureusement avant de me le présenter comme Olger, le *regidor libertario*.

Alors que je viens d'arriver au Costa Rica pour un dernier terrain, après près de deux ans d'absence, je m'étonne de ne pas reconnaître les soutiens habituels de Yolanda. Si les voisins – et surtout les voisines – qui entourent la dirigeante sont peu ou prou les mêmes, je n'avais jamais vu auparavant ni Olger, ni son assistant au quartier. À l'inverse, je m'étonne de ne voir à ses côtés, ni Viviana, ni Teresa, ni même Rafa ou Patricia, pourtant souvent présents lorsque la municipalité organise une festivité dans un quartier. Plus tard dans la journée, je demande à Yolanda si Viviana a aidé pour la fête :

« Yolanda : Non... mais je dois encore organiser deux fêtes ! Cette fête-là, c'est pour les familles du Secteur A de San Jacinto ... [...] mais je dois encore organiser une fête pour les mamans et une autre pour les enfants de la Cueva de San Jacinto. Je demanderais à Viviana pour cette fête-là !

CF: Et Teresa ?

Elle devait venir... mais elle a dû oublier... »¹⁵⁸.

Ainsi, malgré son élection au sein de la municipalité sous l'étiquette libérationniste, Yolanda mobilise de plus en plus d'acteurs n'appartenant pas au milieu partisan libérationniste. Elle coopère de plus en plus souvent de jeunes universitaires ou avec l'ONG *Un techo para mi país*¹⁵⁹, qui se caractérisent par leur distance vis-à-vis du PLN et parfois même, pour certains, par leurs liens avec d'autres milieux partisans, notamment avec le PAC¹⁶⁰. C'est également dans cette période que débute la coopération de José Luis et Yolanda avec la fondation *Fundamentes*, qui ouvre dans la salle communale un service pour les mineurs en situation à risque et les personnes présentant des maladies mentales. Angélica, la psychologue qui coordonne avec les deux dirigeants la mise en œuvre du programme dans le quartier, est la fille d'un membre fondateur du PUSC et la sœur d'une ancienne ministre de la sécurité publique d'une administration PUSC (2002-2006) devenue députée de ce même parti (2006-2010). Cette dernière sera par la suite vice-présidente de l'administration de Luis Guillermo Solís, cette fois-ci aux couleurs du PAC (2014-2018). Angélica est également très liée au milieu universitaire dans lequel les deux dirigeants trouvent d'importants soutiens (voir *infra*). Or, si rien ne dit qu'Angélica partage avec son père, sa sœur et une partie de ses collègues universitaires une même position vis-à-vis du PLN, elle n'hésite pas en revanche à mettre son ses ressources relationnelles, notamment ses liens familiaux, au service des deux dirigeants, participant ainsi à les rapprocher des réseaux militants du PAC.

Ces liens sont régulièrement mis à contribution par les deux dirigeants. Par exemple, Angélica sera sollicitée pour faire venir un représentant de la Police judiciaire [*Organización de Investigación Judicial* – OIJ] pour calmer la rumeur d'un clown enlevant les enfants. L'ONG *Techo* sera quant à elle contactée pour apporter quelques solutions d'habitat de court terme¹⁶¹ et les jeunes universitaires de l'université de Costa Rica pour organiser la récupération d'un parc laissé à l'abandon, réaliser des cours d'anglais ou d'alphabétisation ou

¹⁵⁸ Yolanda, Carnet de terrain, 2 décembre 2012.

¹⁵⁹ ONG spécialisée dans la construction collaborative de logement (pour le détail, voir *supra*, note n°2 de ce chapitre).

¹⁶⁰ L'une des cadres de *Techo* devient la ministre-adjointe du Logement de l'administration de Luis Guillermo Solís (PAC) entre 2014 et 2018.

¹⁶¹ Ces solutions sont cependant exceptionnelles. *Techo* ne construit en effet des maisons que dans des cas bien particuliers, par exemple pour des familles qui empêcheraient par leur présence l'avancée de travaux, eux-mêmes nécessaires à la légalisation d'un terrain et qui, pour des raisons administratives (soit parce qu'elles sont étrangères soit parce qu'elles ont déjà bénéficié de l'allocation pour le logement auparavant ne pourraient bénéficier des solutions proposées par les pouvoirs publics. De fait, si *Techo* peut parfois construire des solutions de court terme (en bois, parfois sur un terrain occupé illégalement), cela n'est possible que si une solution définitive et durable peut être imaginée. L'absence de solution durable envisageable dans le court-moyen terme limite souvent le travail de l'ONG.

encore produire une étude des sols et des plans pour la construction d'immeubles en copropriété dans le secteur de San Jacinto. Sur ce dernier point, l'obligation qu'ont les étudiants du supérieur de réaliser un travail civique (nommé un « Travail communal universitaire [*Trabajo comunal universitario* – TCU] ») est ici largement mise à profit¹⁶². Les enseignants proposent ainsi une série de projets que les étudiants doivent réaliser à titre gratuit, généralement au bénéfice d'une institution ou d'une association et qui doit leur permettre de mettre leur apprentissage au service de la société¹⁶³. Lors d'un entretien réalisé avec Yolanda, au lendemain des élections de 2014 qui se traduit par la victoire du PAC, c'est désormais avec les élus de ce parti au sein de la municipalité qu'elle fait équipe. Elle espère d'ailleurs pouvoir devenir, à la fin de son mandat, assistante parlementaire d'une élue du PAC.

La position que Yolanda et José Luis occupent à la marge des institutions partisans leur permet d'obtenir des ressources, et ce faisant, de se rendre *utiles* au quartier. La multiplicité de leurs soutiens et l'évolution de leur travail d'intermédiation mettent cependant en lumière une position relativement fragile. Il ne s'insère pas en effet dans un réseau clientélaire très structuré comme celui décrit dans d'autres cas. À la différence du clientélisme partisan décrit par Javier Auyero dans le cas argentin¹⁶⁴ ou du « clientélisme transpartisan » analysé par Cesare Mattina dans le cas marseillais¹⁶⁵, le travail d'intermédiation réalisé par la plupart des dirigeants de quartier de cette enquête repose sur des relations précaires et non stabilisées avec le personnel politique. La précarité de leurs soutiens, la vive concurrence entre les dirigeants et les attentes de leurs groupes favorisent de nombreux conflits, qui peuvent dans certains cas être des vecteurs de politisation.

Dans chaque quartier, les dirigeants recherchent des ressources afin de se légitimer localement. Pour ce faire, ils se tournent vers une multiplicité d'acteurs qui peuvent être des agents administratifs, des membres du personnel politique, des employés d'ONG ou des

¹⁶² Ce dispositif n'est pas le propre du Costa Rica. Il existe sous des noms et des formes diverses dans toute l'Amérique latine.

¹⁶³ Ces projets, qui sont toujours liés au type de carrière universitaire poursuivie par l'étudiant, peuvent concerner des domaines variés, comme le montrent les exemples suivant : « L'art comme moyen de prévenir la violence des mineurs », « Valorisation d'une culture de respect et de solidarité dans un contexte plurinational », « Modernisation et renforcement du secteur public costaricien », « Vers la construction d'une citoyenneté active », « Production collective de l'habitat à partir de l'étude du tissu social local ».... (Exemples tirés du site de recherche de TCU de la UCR : <http://buscatcu.ucr.ac.cr/> Consulté le 15 mai 2015).

¹⁶⁴ J. AUYERO, *Poor people's politics...*, *op. cit.*

¹⁶⁵ C. MATTINA, *Clientélismes urbains. Gouvernement et hégémonie politique à Marseille*, *op. cit.*

universitaires et des étudiants. Pour répondre à ce qu'ils considèrent être les attentes de leur voisinage, les dirigeants s'insèrent donc dans différents espaces sociaux. Cela les amène à être en relation avec différents réseaux d'acteurs, et en particulier à ne pas se cantonner à un seul réseau partisan. Les ressources auxquelles ils accèdent leur permettent de construire et de maintenir des leaderships qui demeurent cependant précaires. Si leur travail d'intermédiation leur permet d'accéder à des positions de pouvoir, celles-ci demeurent en effet fragiles, toujours soumises à des tensions et à des risques de défection. L'absence d'avancées de leur projet et les difficultés qu'ils rencontrent pour répondre aux attentes morales et pragmatiques de leur groupe les mettent en effet dans une position inconfortable qui favorise en retour les conflits avec d'autres dirigeants comme avec le personnel politique. L'analyse de ces relations distantes et conflictuelles offre, on va le voir, une porte d'entrée pour comprendre les formes d'engagement à la marge des institutions partisans, mais aussi l'entrée en politique de certains dirigeants.

Chapitre 6 - Du quartier à la politique instituée : un engagement par les marges

San José, 5 mai 2003¹

À Lorena Vasquez, Présidente du PUSC [*Parti de l'unité sociale-chrétienne*]

Chère Madame,

C'est avec tout le respect qui vous est dû que je me permets de vous faire une observation sur ce qui dérange et porte préjudice à beaucoup de dirigeants communaux.

Madame Lorena, il apparaît qu'au fil des différentes campagnes politiques du Parti de l'Unité [*Partido de la unidad*] nous nous sommes quasiment sentis exploités et immédiatement marginalisés. En réalité, je préfère ne vous parler que de mon seul cas. Ici, à Pavas, San José, les dirigeants politiques les plus importants nous abandonnent après les élections. Cela fait des années que je collabore avec le Parti comme Dirigeant Communal et la seule chose que j'ai vu, c'est que l'on me tournait le dos. Vous avez personnellement constaté la qualité de mon travail politique et pourtant, je suis toujours resté sans même une porte où frapper pour résoudre les problèmes qui affectent mon groupe de familles. Ces groupes que les dirigeants que nous sommes ne font que manipuler pour soutenir un Parti qui ensuite, nous ignore.

Après la campagne de 1994 alors que j'ai travaillé jusqu'à n'en plus pouvoir [*hasta más no poder*], je suis resté à la merci du Gouvernement de Figueres Olsen [Parti libération nationale - PLN] et de toutes les méchancetés [*maldades*] que le directeur général de l'Institut national pour le logement et l'urbanisme [INVU], [...] a pu me faire. Et personne ne m'a défendu. Pire, nous continuons d'être ici, discriminés, ne recevant pas l'Allocation pour le logement [*bono de la vivienda*]², parce qu'en 1997 nous n'avons pas voulu prendre la maison préfabriquée de la fondation pour le Logement [FUPROVI], parce que beaucoup d'entre nous avions déjà commencé des constructions en dur par nos propres moyens. Et nous continuons d'être ici, à payer ce crime.

Le 5 janvier 1998, on est venu me chercher pour mobiliser mon groupe [*mi gente*] afin de réussir quatre mobilisations. J'ai fait tout ce que j'ai pu, jusqu'à n'en plus pouvoir. Hatillo le 9 janvier 1998, Pavas le 19 janvier et le Paseo Colón [*grande avenue de San José*] le 25 janvier. Le Docteur Efrén Fernández a été le principal témoin de la qualité de ce que l'on a fait pour faire gagner Monsieur Miguel Angel Rodriguez tandis que lui s'est permis de nous ignorer durant tout son mandat.

Pour tout cela, je me suis retrouvé dans une situation extrêmement compliquée face à mon groupe, puisqu'il n'y a eu ni allocation, ni re-logement, ni même la moindre aide, pas même pour les cas les plus problématiques. J'ai vu mourir les plus âgés du groupe, qui attendaient toujours des solutions, et moi, je lutte contre une maladie en phase terminale, qui m'a déjà fait perdre la vue.

Aussi, Madame Lorena, il ne s'agit pas de vous demander, mais plutôt de vous implorer un tout petit peu de sensibilité [*conciencia*] et s'il vous plaît de m'aider, au moins à la fin, pour achever tout cela dignement [*con dignidad*].

Je me permettrais enfin une petite observation. Vous ne pouvez pas savoir comme il est désagréable de travailler en politique comme nous le faisons pour que les gens qui accèdent à des postes grâce à notre travail, en plus de nous ignorer, profitent de la moindre opportunité pour nous accuser d'être des VAUTOURS [*zopilotes de la vivienda*].

Comme délégué du Parti, soucieux que les erreurs soient corrigées, je vous demande de changer votre ligne de travail à l'égard des communautés, car le mécontentement [*inconformidad*] de la base est incroyable. 2006 laisse augurer une année politique très dure, et on ne peut ignorer la nécessité d'entretenir de bonnes relations avec sa base.

Bien à vous,

Cordialement, Santiago

¹ Illustration n°20 – Lettre d'un dirigeant de Rincón Grande à la présidente du PUSC (05.03.2003). Afin de rendre au mieux compte de la version originale, j'ai conservé les lettres capitales là où l'auteur les avait placées.

² Voir l'annexe n°6.

Cette lettre que Santiago, alors dirigeant de la Cueva de San Jacinto, a écrit à la présidente du Parti de l'Unité sociale-chrétienne (PUSC) aborde des problématiques qui sont au cœur de ce dernier chapitre.

Alors que la littérature sur les groupes dominés au Costa Rica fait reposer la mobilisation de ces groupes sur la loyauté partisane de dirigeants de quartier acquis à leur parti et faisant voter leur voisinage de façon quasiment mécanique³, c'est une perspective différente que révèle la lettre de Santiago. Si la mobilisation et la participation électorales apparaissent bien liées à des rétributions et des demandes matérielles, elles ne paraissent pas être l'expression d'une loyauté partisane indéfectible. Loin de la figure du dirigeant et de son voisinage s'en remettant inéluctablement au parti, la mobilisation et la participation électorales semblent ici constituer un répertoire d'action collective. En invoquant « son groupe » et en se faisant le porte-parole du mécontentement de la base, le dirigeant ne se pose pas en relai loyal du parti, mais plutôt en représentant d'un groupe revendicatif qu'il participe ainsi à faire exister et tente de faire peser aux yeux du personnel politique (ici, de la présidente du parti). Les aides sociales si souvent présentées comme alimentant des relations de loyauté sont portées comme des revendications matérielles mais aussi morales.

Prendre au sérieux ces revendications et la construction de ces attentes individuelles et collectives permet de mieux saisir la façon dont les dirigeants s'engagent dans la sphère politique instituée. Cette posture permet de dépasser l'image d'allégeance aveugle des groupes dominés vis-à-vis du personnel politique. Dans cette perspective, je me propose d'interroger la façon dont les dirigeants endossent cette position revendicative, s'attachent à construire un groupe revendicatif et à le faire exister sur la scène politique instituée. Alors que j'ai souligné, dans le chapitre précédent, la relative fragilité de la position des dirigeants dans le quartier et la nécessité d'*agir* à laquelle ils sont sans cesse confrontés (chapitre 5), il s'agit ici de voir comment celle-ci pèse sur leur engagement en politique. On se demandera notamment comment les fragiles ressources qu'ils tirent de leur insertion dans des réseaux de sociabilité localisés (réseaux de voisinage et famille) favorisent leur engagement politique. À la différence des ouvriers qui composent « l'endocratie » de Lanester analysée par Jean-Noël Retière, les dirigeants de quartiers étudiés ne peuvent se prévaloir d'importantes ressources d'autochtonie⁴. Les logiques de désaffiliation sociale qui caractérisent les couches les plus

³ Et plus particulièrement dans le cas costaricien, voir M. ROJAS BOLAÑOS, C. SOJO, *El malestar con la política*, *op. cit.*, p. 50-54.

⁴ Dans ses travaux sur les ouvriers de Lanester, J.-N. RETIÈRE a mis en évidence que certaines fractions des catégories populaires pouvaient accéder au champ politique local en mettant en jeu des ressources liées à l'autochtonie (*i.e.* l'appartenance à un réseau de relations localisées) et ainsi compenser les capitaux

fragiles des classes populaires – et donc les quartiers étudiés (chapitres 2 et 3) – paraissent en effet peu propices à la détention de telles ressources. Pourtant, l’analyse de l’engagement des dirigeants montre que ces catégories n’en sont pas autant totalement dépourvues⁵. Au contraire, elles apparaissent comme essentielles dans l’engagement initial des dirigeants (voir chapitre 4) mais aussi comme ressort de leur insertion dans la sphère politique instituée. À ce titre, si les dirigeants peuvent s’appuyer sur des ressources liées à leur ancrage local, ils sont sans cesse contraints par la fragilité de leur position. Comment la nécessité de maintenir leur leadership local peut-il les conduire à s’insérer dans la sphère politique instituée sur un mode revendicatif ? Comment la croyance dans la nécessité de mobiliser leur groupe en politique pour résoudre les problèmes dudit groupe peut-elle favoriser l’insertion des dirigeants en politique sans pour autant induire un attachement à un appareil partisan ? C’est ce que l’on se propose d’explorer ici, en analysant les modalités pratiques de l’engagement des dirigeants et les relations qu’ils nouent avec les acteurs partisans. Il s’agit notamment de voir comment cette insertion en politique peut reposer sur un rapport critique et distant à la politique instituée. Mais aussi, comment cette insertion et cette proximité à l’égard du personnel politique peuvent malgré tout favoriser des formes de socialisation politique, sans pour autant qu’il n’y ait nécessairement de « remise de soi » à une organisation partisane.

Pour appréhender ces questions, je me propose de revenir sur les trois grandes étapes de l’engagement en politique que j’ai identifiées. Dans un premier temps, on s’intéressera à la façon dont les dirigeants peu ancrés localement sont conduits à adopter la figure du « dirigeant responsable » et à éviter de mobiliser un registre revendicatif pour s’insérer dans les dispositifs d’action publique et voir leur statut de porte-parole reconnu dans les sphères politique et administrative (Section A). Or, alors que leur position tend à susciter des attentes auxquelles ils peinent à répondre, les dirigeants occupent une position fragile. Face à la pression de la base (logiques de défection, émergence de concurrents), ils peuvent être conduits à recourir à des modes d’action plus revendicatifs qui vont principalement reposer sur le recours au nombre. Pour peser sur la sphère politique et favoriser la prise en charge des intérêts de leur groupe par les responsables politiques, les dirigeants peuvent alors favoriser des logiques d’unification collective afin de faire exister les collectifs dont ils portent les intérêts, ce qu’ils font en endossant le rôle de défenseur de la communauté. On verra que l’endossement d’une telle posture peut reposer sur une distance critique vis-à-vis de la scène

économiques et culturels, sur lesquels sont généralement fondées les logiques de reconnaissance dans le champ politique, et qui leur font défaut (J.-N. RETIÈRE, « Autour de l’autochtonie... », *op. cit.*).

⁵ C’est notamment ce que souligne Sylvie FOL en faisant référence à ce qu’elle nomme des « ressources de la proximité » (S. FOL, « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres... », *op. cit.*).

politique instituée mais aussi, dans certains cas, favoriser des formes de socialisation politique (section B). Enfin, dans un dernier temps, je montrerai que dans certains (rares) cas, les liens noués avec le personnel politique et la fragilité de leur position au quartier pourront les amener à tenter de reconvertir les ressources militantes acquises au quartier dans la sphère politique instituée. On verra notamment comment la réalisation d'une carrière politique pourra constituer un moyen pour certains dirigeants de poursuivre leur engagement en dehors du quartier et ainsi de composer avec les tensions et les critiques de leur groupe (section C).

Section A - Incarner le « dirigeant responsable » : les premiers pas des dirigeants face aux acteurs administratifs et au personnel politique

Devenir dirigeant implique de nouer des relations avec des acteurs extérieurs au quartier afin de résoudre les problèmes de son voisinage. Au début de leur carrière, on l'a vu dans le chapitre 4, les dirigeants disposent de peu de relations à l'extérieur du quartier et d'un ancrage local très fragile. Ils se voient par contre ouvrir les portes de nombreuses institutions, où leur sont expliquées les procédures à suivre pour créer une association, faire un recensement, un diagnostic, hiérarchiser ses revendications, proposer des solutions, etc. Ils sont également sollicités par les organisations partisans, toujours à la recherche de nouveaux intermédiaires locaux en mesure de mobiliser. Dans cette configuration, ces dirigeants peu dotés de ressources s'attachent à s'insérer du mieux qu'ils peuvent dans les dispositifs d'action publique et de mobilisation partisane, en faisant montre de leur volonté - ainsi que de leur capacité - à répondre aux attentes du personnel politique et administratif (1). Cette posture favorise rapidement l'accès à des rétributions individuelles et collectives, qui participent à créer des attentes localement, attentes qui deviennent le socle de critiques et de risques de défection (2).

1. Jouer la discipline dans la sphère politico-administrative

On l'a vu dans les chapitres 4 et 5, s'engager dans le quartier conduit les dirigeants à s'insérer dans différents espaces extérieurs à celui-ci. Pour résoudre les problèmes de leur voisinage, ils côtoient notamment des acteurs administratifs, des employés d'ONG plus ou moins proches du secteur public et des membres du personnel politique. Dans un premier temps, ces dirigeants peu dotés de ressources s'appliquent à se conformer à ce qu'ils considèrent être les attentes de leurs interlocuteurs. Les registres de présentation de soi qu'ils mobilisent sont ainsi empreints d'un souci d'apparaître comme des dirigeants légitimes, car « responsables ».

De façon récurrente, les dirigeants s'attachent à mettre en avant leur capacité à se conformer à ce qu'ils perçoivent comme les règles légales. Alors qu'ils sont sans cesse renvoyés au caractère informel de leur habitat⁶, qui est parfois associé à un trait culturel les portant à privilégier les pratiques illégales, les dirigeants cherchant des soutiens dans l'espace

⁶ Voir chapitre 4.

politique et administratif institutionnel ne manquent pas de faire valoir l'importance qu'ils portent à l'ordre et à la légalité.

Suite au décès de Santiago, Yolanda se rend dans diverses institutions. Elle explique :

« Ils m'ont demandé [*elle rapporte alors les paroles supposément échangées avec une fonctionnaire*] :

- *La fonctionnaire : Qu'est-ce que vous allez faire vous ? La même chose que Santiago ?*

- *Yolanda : Oui... Mais qu'est-ce qu'il faisait Santiago ?*

- *La fonctionnaire : Eh bien, il vous représentait et il essayait de voir ce qui pouvait se faire.*

Après, quand nous sommes arrivés à l'Institut national du logement et de l'urbanisme (INVU), [*une fonctionnaire*] nous a dit : '*Bon, vous rentrez, vous réunissez les gens et vous faites une association. Et quand vous êtes une association, que vous avez un statut juridique, vous revenez pour voir ce que l'on peut faire pour vous*'. Et on a donc décidé de nommer un bureau. On a convoqué une réunion, on a fait un bureau et on a commencé à aller dans les institutions, désormais en tant que bureau. Je n'y allais plus seule, j'y allais désormais en tant que membre du bureau »⁷.

« Roberto : J'ai beaucoup participé en matière de leadership communautaire... et à part ça, en politique. Ça fait des années... mais à fond à fond dans ce qui est leadership, leader communautaire, ça fait environ six ans.

CF : Et comment avez-vous commencé à vous mettre à fond là-dedans ?

Roberto : J'ai commencé par créer une association... de façon ordonnée, avec le gouvernement. Ou plutôt, avec la Direction nationale du développement communautaire (DINADECO). Et donc, on a créé une association. Mais honnêtement »⁸.

Alors que les habitants de ces quartiers sont accusés de vivre dans l'illégalité, non seulement en matière de logement mais aussi au-delà, les dirigeants s'appliquent, face aux acteurs extérieurs au quartier, à faire la démonstration de leur attachement aux procédures formelles. Lorsqu'ils apprennent à endosser le rôle de dirigeant, ils mobilisent ainsi le champ lexical de l'ordre (« *respecter le règlement, les statuts* », « *de façon ordonnée* », « *honnêtement* ») face aux acteurs administratifs, au personnel politique mais aussi face aux chercheurs universitaires – et donc face à moi – qui ont les caractéristiques du « monde des autres »⁹. Ils s'attachent en outre à suivre les procédures (notamment en matière de formalisme associatif). Ce faisant, ils leur montrent leur capacité à s'insérer dans des dispositifs d'action publique formalisés et donc leur légitimité à obtenir des réponses aux demandes qu'ils portent dans ces espaces.

⁷ Entretien avec Yolanda, février 2010

⁸ Entretien avec Roberto, avril 2009.

⁹ G. MAUGER, « Enquêter en milieu populaire... », *op. cit.*, p. 134.

La légalité de l'association n'est bien sûr qu'un exemple de critères auxquels les dirigeants s'attachent à répondre. Afin d'accéder à des aides et à des programmes sociaux, ils multiplient en réalité les stratégies pour faire apparaître leur groupe comme légitime à recevoir des aides publiques. Ainsi, Yolanda explique qu'après avoir créé son association, elle a fait face à de nouvelles difficultés qu'elle a essayé de contrer, en montrant et en construisant la légitimité de son groupe :

« Quand j'y allais [à l'INVU, au ministère du Logement (MIVAH)], je voyais pas comment j'allais faire. Donc j'écoutais, pour voir quelles idées venaient... Des fois, je passais par des endroits et je voyais des projets de logements sociaux, ou [des panneaux] '*Ici, l'INVU construit !*'. Et j'ai donc commencé à demander [...] s'ils accepteraient de nous recevoir. Comme familles. Mais c'était toujours déjà plein, et je ne comprenais pas bien comment fonctionnait ce type de projets. Ils me demandaient '*Et d'où vous venez ?*' '*D'un precario de San Jacinto*'. C'était bien naïf de penser qu'en disant ça, ils nous prendraient en compte... Les gens des *precarios*, on ne les reçoit pas dans n'importe quelle zone résidentielle. Et j'ai demandé, pourquoi est-ce que les gens des *precarios* ne sont pas les bienvenus sur ces projets ? '*Parce que ce sont des cochons, qu'ils ont des problèmes de délinquance, de drogue...*' Même si tous les *precarios* ne sont pas comme ça, c'est quand même la réputation qu'ils ont... Mais bon, les gens des *precarios* n'étaient pas les bienvenus, et surtout pas ceux de Pavas ! Mais c'est à ce moment-là que le programme de Sécurité communautaire a commencé à faire écho. On a parlé avec la police communautaire, pour qu'ils viennent nous donner [une formation] en sécurité communautaire et on a constitué un comité de sécurité communautaire, pour devenir un *precario* avec de la sécurité communautaire. Mais après, ça marchait toujours pas, on nous a dit que nous étions très sales et que l'on jetait les poubelles n'importe où. Et c'est là que l'on a pensé à organiser un tour de rôle pour le ramassage des déchets. Nous voulions démontrer aux gens que les gens pouvaient se rééduquer. [...] Ça nous a donné beaucoup de fierté de démontrer que nous étions le *precario* le plus joli de l'aire métropolitaine, un *precario* qui n'avait pas de problème d'insécurité. [...] Et c'est à ce moment-là que l'on a commencé à chercher un terrain, parce que le gouvernement [elle parle du 'gouvernement de Zumbado', ministre du Logement entre 2006 et 2008] a commencé à dire qu'ils avaient toute la volonté pour nous aider [...] ».

Elle parle ensuite de la création de la coopérative qu'elle préside :

« En 2008, le ministère du Logement, [...] dans le cadre du Plan national pour la résorption des *precarios*, envisage des idées novatrices qui pourraient se répliquer dans plein d'endroits, mais qui naîtraient à Rincón Grande. Avec cet objectif, ils commencent à explorer la création d'une coopérative à Rincón Grande. [...] L'unité exécutrice [qui est en charge d'exécuter le plan pour la résorption des *precarios* et dont l'ingénieur Ivan est l'un des principaux acteurs] est chargée de voir l'état des organisations de Rincón Grande. Ils voient les 21 groupes pour le logement qu'il y a à Rincón Grande pour voir comment on pourrait former la coopérative. [...] Au début, ils voulaient la composer avec un représentant de chaque groupe. Mais les disputes pour le leadership ont commencé... '*Et que non*', '*Et que je dois être le président*'... '*Et que c'est moi qui doit être le président*' '*Et que je dois être ceci...*'. Ils ont présenté le projet aux dirigeants qu'ils connaissaient à ce moment-là, mais ils n'arrivaient à rien parce que personne ne comprenait ce qu'ils proposaient... À ce moment-là, moi non plus je ne comprends pas ce qu'ils proposent. On ne comprenait pas ce qu'était une coopérative. [...] Et les gens n'y voyaient pas grand intérêt, [...] il n'y avait pas d'écho parce que les gens ne comprenaient pas. [...] Au ministère, ils ont compris que ça n'allait pas marcher comme ça... [...] Ils ont donc commencé à prendre chaque groupe un par un, à cartographier les différents groupes et à étudier chacun d'entre eux à

la loupe... dans leur composition. Et c'est là qu'ils nous ont sélectionnés, pour que l'on fasse la coopérative »¹⁰.

Pour démontrer leur capacité à représenter leur communauté et leur légitimité à obtenir des ressources pour celle-ci, les dirigeants s'attachent donc à se plier à ce qu'ils perçoivent comme étant des attentes des agents administratifs et du personnel politique.

Dans le même temps, la plupart d'entre eux s'engagent également à répondre aux attentes des responsables politiques ou des acteurs administratifs qui les incitent à se mobiliser en politique. C'est notamment le cas de Yolanda, comme le montre cet extrait d'entretien :

« CF: [Depuis 2006,] vous êtes plutôt proche du PLN ?

Yolanda : Oui... À un moment, nous [...] avons pensé que c'était le meilleur moyen [*pour que les familles du precario de la Cueva soient relogées*]. De nous rapprocher d'un parti politique. Et à ce moment-là, en plus, le parti politique qu'est Libération nationale nous sollicite. [...] Et nous avons commencé à faire la campagne [*trabajar la campaña*] pour que monsieur Oscar Arias soit président. Et nous [*Rincón Grande*] lui avons donné 19 000 votes pour qu'il soit président. [...] C'est comme ça qu'on a commencé à faire campagne. Nous étions persuadés que cela allait nous permettre de résoudre quelque chose »¹¹.

Ainsi, les dirigeants font montre d'une volonté explicite de se plier aux règles du jeu et aux attentes qu'ils perçoivent comme étant celles des agents administratifs et des responsables politiques. Bien sûr, une telle posture ne doit pas conduire à penser que les dirigeants n'agissent pas alors avec une certaine distance critique. Elle est cependant révélatrice des stratégies mises en œuvre par les dirigeants pour entrer dans des dispositifs institutionnels et répondre aux injonctions qu'ils imputent aux administratifs et aux responsables politiques. Or, la volonté explicite de se conformer aux règles du jeu et de répondre à ce qu'ils supposent être les demandes des responsables politiques et des administratifs n'empêche pas pour autant les dirigeants d'avoir recours à des modes d'action relevant d'un registre plus revendicatif (voir section B). De fait, alors que les dirigeants s'insèrent de façon croissante dans les réseaux à l'extérieur du quartier, ils tendent à diversifier leurs modes d'action. Cette transformation est notamment liée aux logiques de différenciation sociale et d'ascension que favorise leur engagement.

¹⁰ Entretien avec Yolanda, novembre 2009.

¹¹ *Idem*.

2. Des difficultés de tenir son rôle au quartier : tensions et différenciation sociales liées à l'engagement

Pour les dirigeants, les ressources tirées de la proximité (et notamment les sociabilités familiales et résidentielles) sont essentielles. Elles constituent le socle de leur engagement, en le rendant possible et en lui donnant sens. Or, comme cela a été largement étudié dans les travaux sur les porte-parole populaires¹², un tel engagement se traduit par une insertion accrue dans des espaces sociaux distants de leur base sociale, qui peut favoriser des formes de différenciation sociale voire d'ascension sociale plus ou moins marquées. Les dirigeants qui sont au cœur de cette thèse ne font pas exception. Leurs trajectoires sont caractérisées par une insertion croissante dans des espaces sociaux extérieurs et socialement distants du quartier. Elles se traduisent par un multi-positionnement important et très individualisé, induisant des transformations des conditions de vie matérielles, des conduites et des modes de perception de soi. L'engagement constitue en effet un ressort de différenciation sociale par rapport au voisinage, qui peut se traduire par des formes d'ascension sociale cependant limitées.

Le travail de représentation et d'intermédiation que les dirigeants réalisent les amène à nouer de nombreuses relations hors du quartier, dont certaines se révèlent durables. Ces relations de sociabilité hors du quartier facilitent l'accès des dirigeants à des ressources symboliques (apprentissage des registres de sociabilité en vigueur dans d'autres espaces, confiance en soi, sentiment de reconnaissance, réseaux de connaissances voire d'amitié, etc.) et matérielles (notamment financières) qui peuvent nourrir une trajectoire d'ascension sociale, comme dans le cas de Yolanda.

Yolanda : les ressorts relationnels d'une trajectoire sociale ascendante

Entre 1995 et 2012, Yolanda habite dans une maison de tôle, dans le *precario* de la Cueva de San Jacinto. Mère célibataire, elle réside avec ses deux enfants et une amie d'enfance, qu'elle présente comme sa sœur. À quelques mètres de là, se trouve la maison de sa mère. Si elle entretient avec elle des relations conflictuelles, celle-ci n'en demeure pas moins occasionnellement un soutien. C'est en effet notamment grâce aux relations que sa mère entretenait avec Santiago, le dirigeant précédent, que Yolanda a pu obtenir l'un des meilleurs

¹² En ce sens, voir notamment : Dossier « Porte-parole, militants et mobilisations », *Agone. Histoire, Politique et Sociologie*, n°56, 2015 ou encore J. MISCHI, « Gérer la distance à la 'base'. Les permanents CGT d'un atelier SNCF », *Sociétés contemporaines*, 2011/4 (n° 84), p. 53-77. C'est notamment ce que Bernard Pudal explique à propos des cadres communistes, in B. Pudal, *Prendre parti, op. cit.*, notamment p. 123-129 ou 237-274.

terrains du *precario* et se trouver en position de le remplacer au moment de son décès en 2003.

Lorsque j'arrive au quartier en 2008, Yolanda est la dirigeante de la Cueva de San Jacinto. Elle travaille alors à l'usine mais complète son revenu grâce à des livraisons de marchandises et le transport non déclaré de personnes. Elle met pour cela à profit sa petite voiture, ressource rare dans le *precario*. Lorsque l'usine ferme, quelques mois plus tard, elle reprend ses petits boulots entre taxis, livraisons, vente de pétards et de feux d'artifice, vente à emporter de viande cuisinée... Malgré sa précarité professionnelle, Yolanda peut se prévaloir d'une situation sociale relativement plus favorable que son voisinage. Sa position de dirigeante, l'emplacement de sa maison, le fait que ses enfants aillent à l'école à l'extérieur du quartier et sa voiture en sont en effet les premiers signes visibles. Entre 2008 et 2012, cette situation va évoluer significativement.

Auprès de Santiago, et plus encore en le remplaçant, Yolanda a acquis d'importantes ressources (voir chapitres 4 et 5). Son engagement militant et ses interactions répétées avec le personnel politique, des fonctionnaires, des employés d'ONG et des universitaires ont permis à Yolanda de nourrir un important carnet d'adresses mais aussi d'acquérir des savoir-faire, des compétences expertes et une assurance qui favorisent une rapide ascension sociale. Ces dispositions acquises principalement dans l'engagement lui permettent notamment d'accéder à d'importantes ressources relationnelles, dans et en dehors de la sphère politique. Parmi les acteurs avec qui elle noue des relations fortes, il y a d'abord Teresa (avocate, militante du PLN) et Ivan (ingénieur, chargé de mission pour le ministère du Logement entre 1986 et 1990 puis entre 2006 et 2010). Dans le même temps, elle noue des relations amicales fortes avec une famille de commerçants aisés de San José, qui n'est en rien associée à la sphère politique.

En 2009, forte de ses connaissances sur les institutions de soutien juridique aux femmes et face à la précarité de sa situation financière, Yolanda demande à faire réévaluer la pension alimentaire qu'elle reçoit pour Estéban, son plus jeune fils alors âgé d'une quinzaine d'années¹³. La volonté du père de connaître son fils et les bonnes dispositions du reste de la famille à l'égard du jeune garçon vont alors permettre l'instauration d'une relation amicale entre la famille de commerçants et Yolanda, relation qu'elle sera par la suite en mesure de mettre à profit. La famille de commerçants constitue en effet rapidement une aide précieuse pour la dirigeante. Là encore, les bonnes dispositions du père et de ses premiers enfants à l'encontre d'un enfant pourtant illégitime et de sa famille ne sont sans doute pas sans liens

¹³ Le père d'Estéban est un commerçant aisé de San José qui n'a jamais reconnu l'enfant et n'a pas souhaité le rencontrer jusqu'alors.

avec la capacité de Yolanda et de ses enfants à incarner « les bons pauvres », méritant malgré leur situation. Cette représentation doit notamment à l'enfant lui-même qui correspond à l'image du bon élève, sortant peu si ce n'est pour se rendre au groupe de rock de l'église et qui a bénéficié, grâce aux relations de sa mère (un député et Teresa) d'une éducation en dehors du quartier et d'un encadrement scolaire important¹⁴. Un autre élément qui a favorisé une bonne entente avec cette famille a sans doute été la capacité de Yolanda à se montrer serviable et bientôt indispensable. Sa disponibilité lui permet en effet de s'occuper régulièrement du vieil homme (le père d'Estéban a autour de 70 ans et souffre d'importants problèmes de santé), le conduisant à ses rendez-vous médicaux, allant lui chercher ses médicaments, l'amenant d'un bout à l'autre de San José. Par la suite, lorsqu'elle sera élue au poste de *síndica* (2011-2016), Yolanda s'attache à mettre ses savoir-faire d'intermédiaire (capacité à intercéder, contact à la municipalité) au service de la famille de commerçants (notamment sur les questions de taxes et d'impôts locaux). En retour, ces derniers la sollicitent pour tenir l'une de leur boutique, lui prêtent de l'argent et lui donnent un gros 4x4 dont ils n'ont plus l'utilité. Cette relation privilégiée, si elle est sans doute rendue possible par une série de ressources qui tendent à faire de Yolanda une dominante parmi les dominés, participe en retour à renforcer son ascension.

Les relations fortes qu'elle entretient avec Teresa et avec Ivan, celles qu'elle noue avec cette famille de commerçants comme les liens plus lâches qu'elle détient dans la sphère politique jouent un rôle central dans cette période et dans une étape importante : son déménagement hors du *precario* (voir section C).

Ainsi, le rôle de porte-parole se traduit par des transformations matérielles mais aussi symboliques. À ce titre, on peut souligner le rôle des voyages dans ces processus de différenciation sociale. L'occupation d'un poste à la municipalité, les liens avec des ONG transnationales et avec les universitaires peuvent en effet se traduire par des opportunités de voyage à l'étranger. Les dirigeants sont alors sollicités pour aller représenter leur association, le quartier ou la ville de San José dans des séminaires ou des manifestations. Prendre l'avion,

¹⁴ Il ne s'agit pas ici de dire que l'éducation dans le quartier favoriserait inéluctablement des trajectoires de délinquance et d'échec scolaire. À l'inverse, l'éducation hors du quartier ne favorise pas non plus inéluctablement des trajectoires ascendantes. De fait, les cas présentés dans cette thèse, notamment dans la section A et dans le chapitre 5 montrent des trajectoires bien plus contrastées. Dans les cas d'Estéban et de sa sœur, l'éducation hors du quartier a rendu plus difficile le développement de sociabilités locales dans les groupes de pairs. En outre, la vigilance et les moyens alloués par Teresa dans l'habillement et l'éducation des deux enfants a sans nul doute été un facteur favorable à l'acquisition de ressources scolaires qui demeurent néanmoins limitées. Le souci de Yolanda de voir ses enfants trouver un emploi et l'absence de moyens conséquents les a en effet amenés à privilégier des études courtes, favorisant une rapide professionnalisation. Ils occuperont tout deux par la suite un statut d'employé dans les services, ce qui marque cependant une différence assez nette par rapport à la précarité professionnelle de Yolanda.

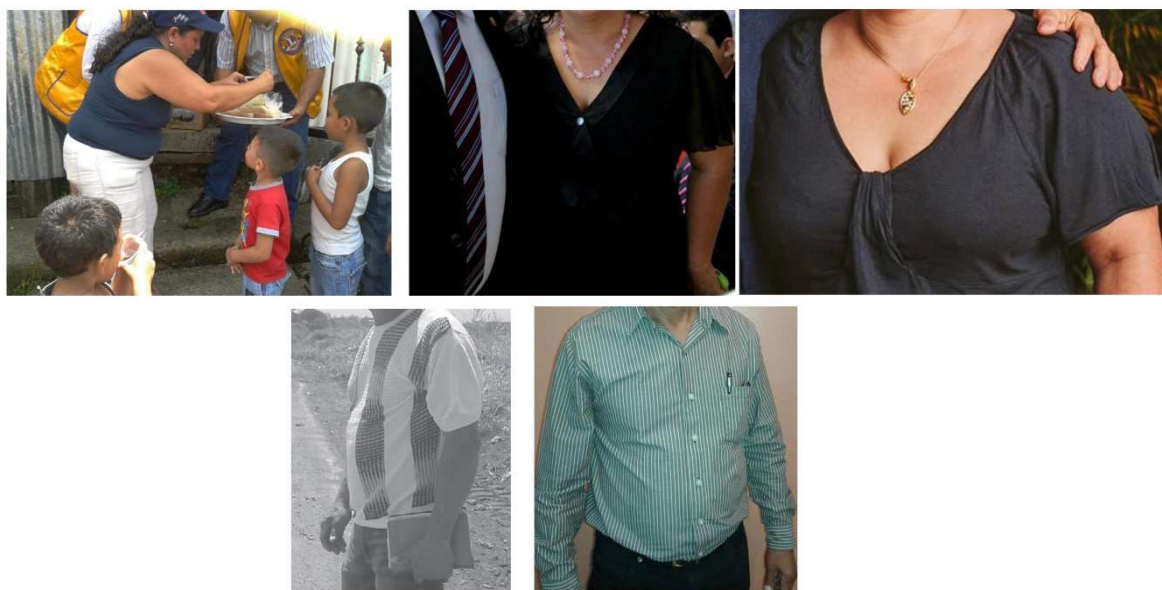
dormir à l'hôtel, faire du tourisme à San Salvador, à Rio de Janeiro ou à Lima... sont autant d'expériences que les dirigeants sont amenés à vivre au cours de leur carrière et qui les différencient significativement du reste de leur voisinage. Si les habitants des bidonvilles voyagent parfois à l'étranger, c'est généralement dans le cadre de migrations économiques (travailler, rendre visite à une partie de sa famille restée au pays...) et ces expériences sont souvent vécues comme traumatiques (tant par les conditions du voyage que par le déchirement qu'elles impliquent). Le fait de voyager à l'étranger pour représenter le quartier est en ce sens une expérience à la fois agréable et exceptionnelle pour ces habitants des quartiers populaires. Elle constitue ainsi un facteur de différenciation, par l'exceptionnalité de l'expérience vécue, mais aussi (et peut-être surtout) du fait de la façon dont elle est perçue par les autres habitants de ces quartiers. Dans un contexte d'intense concurrence et de critiques permanentes, ces voyages sont présentés comme des avantages que les dirigeants retirent de leur position (et donc du groupe) et viennent nourrir les accusations de corruption et de profit personnel. Ainsi, dans un article de son blog, Javier, un dirigeant de Carpio souligne :

« Il y a de la méfiance dans tous les secteurs [de Carpio]. Surtout, il y a des suspicions du fait de l'invitation de certains dirigeants à un voyage d'une semaine tout frais payés au Nicaragua fin août »¹⁵.

Un autre marqueur de différenciation est visible dans les modes d'habillement et de présentation de soi des dirigeants. Comme souligné dans le chapitre 3, les habitants des quartiers ne s'habillent pas de la même façon pour vaquer à leurs occupations au quartier et lorsqu'ils sortent du quartier, généralement pour se rendre dans le centre de San José. Cette différence est par exemple nette dans le cas de Yolanda qui ne manque pas de passer chez elle se changer lorsqu'elle se rend à une réunion à San José ou à l'inverse, lorsqu'elle en revient. Or, au fur et à mesure que le temps passé à proximité du domicile familial se restreint, les modes d'habillement habituellement usités « pour sortir » tendent à devenir la norme. Pour les hommes, la chemise, la montre, le carnet et le stylo deviennent la norme, les tee-shirts amples s'en trouvant délaissés. Pour les femmes, les tenues plus formelles, les sacs, le maquillage et les bijoux.

¹⁵ Article du blog de Javier, dirigeant de La Carpio (12.10.2008). L'article fait suite à un scandale autour d'accusations de corruption sur l'usage de fonds taiwanais qui devaient être dédiés à la lutte contre la pauvreté, en particulier dans le quartier voisin de Rincón Grande. Ce scandale a suscité la démission du ministre du Logement d'alors, Fernando Zumbado.

Illustration n°21 - Habillement de Rolando et Yolanda (au quartier/à la municipalité)



Légende : 1) Yolanda lors d'une fête de quartier 2) Yolanda lors d'une soirée électorale 3) Yolanda à la soirée de fin de mandat (Photos de la Municipalité de San José) 4) Roberto dans La Carpio (*Journal de la Carpio*, n°18, 2012, p. 5) Photo de profil facebook de Roberto, avec sa chemise est blanche et verte, les couleurs du PLN.

Ainsi, les trajectoires des dirigeants se traduisent par un multi-positionnement accru et très individualisé, qui induit des transformations tant objectives que subjectives. Celles-ci sont importantes dans la mesure où elles favorisent une différenciation sociale entre le dirigeant et son voisinage, et peuvent entraîner des tensions.

Or, désamorcer ces tensions est un enjeu important pour les dirigeants qui sont de plus en plus distants du quartier. Pour obtenir des ressources à redistribuer localement, le dirigeant passe une partie importante de son temps loin de son voisinage. D'une part, c'est le temps passé dans le quartier qui se réduit. Les réunions, les rendez-vous et les visites au guichet impliquent en effet de se rendre dans des institutions à l'extérieur du quartier. À ce titre, mes notes de terrain révèlent une transformation majeure de l'agenda de José Luis au fil de mes enquêtes. Au début, le dirigeant est principalement associé à Claudio en matière d'habitat. Aussi, s'il sort de temps à autre pour se rendre à la municipalité ou à DINADECO, c'est Claudio qui se charge quant à lui d'interagir pour San Jacinto auprès du ministère du Logement ou de l'INVU. Progressivement cependant, alors qu'il prend son indépendance vis-à-vis de Claudio, le temps passé à l'extérieur du quartier augmente significativement. Le dirigeant confie de plus en plus sa petite épicerie à l'un de ses frères, pour se rendre à des rendez-vous à l'INVU, au ministère, à la municipalité ou encore dans le bureau d'un député. D'autre part, le temps passé au quartier donne également moins lieu à des interactions avec le

voisinage. L'occupation de positions de représentant, au sein de l'école ou du centre de santé, comme les visites régulières de fonctionnaires, de membres du personnel politique, d'étudiants et d'universitaires restreignent en effet le temps passé chez soi et à proximité, c'est-à-dire là où les rencontres avec le voisinage sont les plus probables.

Ainsi, l'engagement des dirigeants tend à favoriser à la fois des logiques de différenciation sociale – qui suscitent d'importantes critiques – mais aussi à les tenir éloignés du quartier. Alors que leur ancrage local est caractérisé par sa fragilité, leur engagement hors du quartier et les logiques de différenciation qu'il favorise tendent à renforcer les critiques d'une partie du voisinage. Les pressions du voisinage, alimentées par les échecs récurrents de leurs projets, vont ainsi favorisées l'adoption d'un registre plus revendicatif. Pour répondre aux critiques et à l'émergence de concurrents au niveau local, les dirigeants peuvent en effet être enclins à faire porter les critiques auxquelles ils font face sur d'autres acteurs, notamment sur des acteurs administratifs et politiques et à endosser une posture plus revendicative. Dans ce contexte, si la négociation et les tentatives pour s'insérer dans des dispositifs d'action publique formalisés (comme les programmes du MIVAH ou de DINADECO) demeurent des modes d'action couramment mobilisés, ils se trouvent dès lors combinés avec d'autres modes d'action, plus ouvertement revendicatifs.

Section B - Défendre sa communauté. Revendiquer dans le parti et au-delà

« En septembre, on a pris le *mall* San Pedro [*grand centre commercial*], le cinquième et le septième étages [*là où se situent les bureaux du ministère du Logement*], pour dire à Madame Clara [*i.e. la ministre du Logement*] qu'elle devait donner une réponse aux gens, aux gens qui ont travaillé pour [*le projet de coopérative*]. La coopérative et l'association [*de développement de San Jacinto*] ont une tête, mais tout ça [*un projet en matière d'habitat*] n'a pas été le seul fait de la tête. C'est la communauté qui a travaillé à tout cela. Donc, [*il faut*] qu'elle vienne et qu'elle donne une réponse aux gens ! Parce que comment je vais leur dire moi, aux gens de la coopérative, que tout ce que l'on a fait ne sert à rien. Qu'on le jette à la poubelle ? Et aux habitants de San Jacinto... Comment je leur dis aux gens avec qui j'ai travaillé pendant tout ce temps que tout le travail que l'on a fait ne sert à rien ?! Enfin... c'est moi qui les ai trompés, ou ce sont les institutions qui les ont trompés ? [*¿Les engañe yo o les engañó la institucionalidad ?*] Il faut que quelqu'un ose venir dire aux habitants de San Jacinto que leur travail ne sert à rien. À ce moment-là, [*la ministre*] n'a pas voulu se réunir avec San Jacinto. Elle nous a envoyés avec monsieur Luis Fernando [*le ministre adjoint*]. Mais le weekend suivant, le samedi, ils nous ont appelés pour dire que madame Clara Zomer voulait recevoir San Jacinto. Pour voir si nous trouvions une solution à nos demandes. D'une certaine façon, ça nous a montré que l'*institution* [*la institucionalidad*] n'est pas encore morte. Que l'on peut encore l'actionner. Avant, San Jacinto était caractérisée par les lancers de pierres, par les scandales, par les pneus brûlés. Mais c'était le fait des *leaderships* antérieurs. Nous, ce que nous avons essayé de promouvoir, c'est que s'il y a une pression à exercer, et bien qu'on l'exerce ! Mais dans les institutions [*en la institucionalidad*]. Si on doit '*prendre la rue*', qu'on la prenne. Mais de façon pacifique, sans violenter quiconque. Sans être les lanceurs de pierres, les casseurs d'avant. Mais en étant des gens qui proposent, des gens qui vont réclamer, mais sur la base de ce qu'ils ont proposé ! On n'est pas en train de dire '*donnez-nous*'. Nous ce que l'on dit, c'est que l'on a travaillé pour obtenir cette donation [*d'un terrain pour la coopérative*]. Nous ne sommes pas allés nous asseoir dans le bureau de madame Clara pour lui dire '*donne-nous une terre*' [...]. Non. Nous n'avons pas réclamé que l'on nous donne quelque chose, nous avons demandé une opportunité pour créer ensemble notre communauté. Nous avons demandé une opportunité pour nous développer [...] C'est qu'il y a un mépris pour... peut-être pour certaines classes sociales. Et ils oublient que dans les zones *urbano-marginales* il y a aussi des têtes capables de penser ! »¹⁶.

Cet extrait d'entretien est révélateur de la posture que Yolanda adopte à partir de 2009. La dirigeante ne manque pas de se démarquer de certaines critiques dont les plus pauvres font souvent l'objet (violence, attentisme, etc.), montrant sa capacité à se conformer aux normes qu'elle estime être dominantes. Cela ne l'empêche pas cependant d'investir un registre plus revendicatif. Alors qu'elle a suscité d'importantes attentes avec le projet de coopérative dans son secteur comme parmi les membres de l'association de San Jacinto dirigée par José Luis, la remise en cause du projet favorise l'émergence d'importantes critiques. Accusée par certains voisins de les avoir trompés, elle s'applique dès lors à mettre en lumière que ce sont les acteurs institutionnels (et non elle) qui « trompent » la communauté. À travers cet exemple, que je vais développer dans la présente section, on verra que la nécessité de conserver leur fragile ancrage local peut conduire les dirigeants à adopter un registre plus

¹⁶ Entretien avec Yolanda, novembre 2009.

revendicatif. Face à la rareté des ressources, à la forte concurrence qui existe entre les dirigeants et aux suspicions que leur valent leur position d'interface, ces derniers peuvent en effet être conduits à adopter un répertoire d'action plus critique à l'égard du personnel politique. Étudier ce changement de registre et les logiques d'unification collective et de mobilisation collective qu'il peut susciter, renvoie à un débat ancien sur les liens entre clientélisme et dynamiques d'unification collective¹⁷. De nombreux travaux sur les liens personnalisés et territorialisés alimentés par des formes d'échange matériel ont mis en avant qu'ils constituaient des obstacles à des logiques d'unification et de cohésion. Dans cette perspective, la distribution de ressources matérielles permettrait au « patron » de mobiliser des « clients » dépendants et loyaux sans avoir besoin de réaliser un travail de conviction et d'unification. Or, certains travaux ont permis de nuancer cette approche. Par exemple, Antoine Roger a montré à partir du cas d'un maire du Parti social démocrate roumain comment celui-ci pouvait s'attirer le soutien des électeurs les plus pauvres de la ville en livrant un important travail d'unification symbolique fondé sur la distribution d'avantages particularistes qu'il participe à inscrire dans des catégories politiques générales dont il se pose en défenseur¹⁸. Dans la même perspective, Marie-Hélène Sa Vilas Boas a montré, dans un travail sur l'ancrage social de la représentation au Brésil, que l'existence de liens personnalisés et localisés alimentés par des formes d'intermédiation n'empêchait pas nécessairement les logiques d'unification et de formation de groupes revendicatifs. Elle souligne au contraire que les femmes qui endossent un rôle de représentant notamment au sein des dispositifs participatifs s'appuient sur des liens personnalisés et territorialisés qu'elles transforment en groupe revendicatif¹⁹. Dans la lignée de ces travaux, on verra ici comment les dirigeants de quartier peuvent chercher à transformer les liens personnalisés qu'ils entretiennent avec leur voisinage en groupe revendicatif pour le faire peser en politique.

Dans cette perspective, on montrera ici que dans certains cas, des dirigeants peuvent s'appuyer sur des liens personnalisés et territorialisés entretenus avec leur voisinage pour favoriser l'émergence d'un groupe revendicatif dont ils peuvent se faire les porte-parole. Bien qu'eux-mêmes pris dans des relations de dépendance fortes avec des responsables politiques, ils peuvent endosser un registre revendicatif et chercher à mobiliser collectivement leur voisinage pour faire pression sur ces responsables. Ils montrent ainsi que l'entretien de liens forts dans la sphère politique et la dépendance à des ressources particularistes n'empêche pas

¹⁷ Sur le détail de ce débat, je renvoie ici à l'introduction de la thèse.

¹⁸ A. ROGER, « Représenter les pauvres.... », *op. cit.*

¹⁹ M.-H. SA VILAS BOAS, « L'ancrage social de la représentation... », *op. cit.*

des formes de mobilisation collective²⁰. On verra en outre, que bien qu'aucun parti politique costaricien ne produise un important travail d'unification et d'encadrement des catégories populaires, leurs demandes particularistes peuvent néanmoins devenir le support de leur représentation politique dans la mesure où certains responsables politiques peuvent participer à articuler ces luttes micro-localisées avec des enjeux politiques propres à la sphère politique instituée. Cependant, ces processus de politisation demeurent fragiles et réversibles, limitant par la même la représentation politique de ces groupes.

Après avoir analysé dans un premier temps les répertoires d'action sur lesquels repose ce registre de « défense du quartier », on s'intéressera plus particulièrement, dans un second temps aux facteurs qui ont pu favoriser l'endossement d'un tel registre.

1. Adopter une posture revendicative : détour par les répertoires et les registres d'action

Pour analyser la transformation des répertoires d'action des dirigeants de quartier et de la façon dont ils endossent leur rôle, je m'intéresse ici tout particulièrement à la façon dont José Luis et Yolanda vont adopter ce registre²¹. Pour cela, je reviens sur une dispute qui les oppose à Claudio, un autre dirigeant du quartier. Cette dispute pour l'obtention d'un terrain sur lequel pourraient être construits des logements sociaux entraîne en effet une séquence de mobilisation. Les dirigeants multiplient les stratégies pour obtenir le soutien des responsables politiques. Ils sollicitent notamment les responsables du PLN, parti dans lequel ils sont fortement insérés.

1.1. « Manifester pour être écoutés »

Avant de pouvoir analyser les modes d'action mobilisés par les dirigeants, une présentation succincte de la dispute qui oppose Claudio à Yolanda et José Luis semble nécessaire.

En 2008, Claudio occupe une position d'intermédiaire privilégié entre la sphère politique instituée et le quartier de Rincón Grande²². Il entretient notamment des liens avec Fernando Zumbado – le ministre du Logement (2006-2008) – qui lui permettent de bénéficier d'un accès facilité au ministère et de s'imposer comme le principal intermédiaire entre le

²⁰ C'est notamment ce qu'a pu démontrer Lamia Zaki à partir de l'observation de bidonvillois casablancais. Notamment in : L. ZAKI, « Le clientélisme, vecteur de politisation en régime autoritaire ? », in O. DABÈNE, V. GEISSER, G. MASSARDIER (dir.), *Autoritarismes démocratiques...*, op. cit., p. 157-180.

²¹ Cette sous-partie s'inspire très largement d'un texte publié par ailleurs (C. FLODERER, « 'Queremos casas !' Logiques d'intermédiation et mobilisation des clientèles politiques au Costa Rica » in A. MAZEAUD (dir.), *Pratiques de la représentation politique...*, op. cit., p. 229-243).

²² Voir la section C du chapitre 5.

ministère et le quartier dans la mise en œuvre du programme pilote interinstitutionnel de lutte contre la pauvreté.

Or, en juillet 2008, lorsque F. Zumbado démissionne²³, Claudio voit sa position partiellement remise en cause. Le programme pilote du plan de lutte contre la pauvreté sur laquelle il a construit sa capacité à agir est en effet stoppé net. Parallèlement, Yolanda et José Luis, qui ont jusque-là été investis à ses côtés, deviennent de sérieux concurrents.

En 2005, lorsque Claudio s'engage à Rincón Grande, Yolanda et José Luis disposent d'une expérience militante réduite (ils occupent leur position de dirigeants depuis 2003/2004). Ne pouvant se prévaloir de contacts influents au ministère, ils s'associent à Claudio, espérant ainsi faciliter la résolution des problèmes de logement de leurs secteurs respectifs. Cette situation permet à Yolanda de nouer des relations avec un petit groupe de consultants (principalement un ingénieur, un architecte et une spécialiste des politiques sociales) qui portent alors, au sein du ministère, un projet de coopérative d'habitat. Alors que le ministre prépare sa pré-candidature pour les élections de 2010, ces agents, qui disposent de peu de ressources à mettre au service du PLN, occupent une position marginale au sein des institutions. Parmi les acteurs qui se font les promoteurs du projet tant dans le quartier qu'au ministère, on compte Ivan, un ingénieur d'une cinquantaine d'années. Il connaît bien le quartier et ses enjeux pour y avoir travaillé lors de la précédente présidence Arias (1986-1990), déjà au sein du ministère du Logement, aux côtés de F. Zumbado. Fils d'un cordonnier syndicaliste communiste de San José, Ivan est plus proche des réseaux militants du Parti action citoyenne (*Partido acción ciudadana* – PAC) et du *Frente Amplio* (autre parti de gauche dont il sera candidat à la mairie d'Heredia en 2016) que du PLN²⁴. Du fait de leur position, le petit groupe peine à mobiliser Claudio autour du projet. Le dirigeant se concentre en effet sur le programme pilote interinstitutionnel de lutte contre la pauvreté que le ministère est en train de lancer à l'échelle du quartier. En revanche, Yolanda, qui ne dispose pas de relai

²³ Il quitte ses fonctions suite à une série de questionnements qui portent sur l'octroie de marchés publics au Centre International pour le Développement Humain (CIDH) (voir note n°127 du chapitre 5).

²⁴ Durant l'entretien, il explique ainsi que son parcours est le fruit « d'une conscience, que l'on pourrait appeler de classe... produit de mon origine. Mon père était cordonnier, syndicaliste de toute la vie. Membre du Parti communiste depuis ses origines... et donc, moi, j'ai grandi au milieu de réunions, parfois clandestines [*il rit*]. Ma maison, qui était par là [*dans le centre de San José*], était un lieu de rencontre pour beaucoup de gens avec des problèmes au travail, qui subissaient de la persécution syndicale... surtout ça à ce moment-là. Des gens qui cherchaient le soutien des syndicats qui était très forts à ce moment-là... dans les 1960-1970. Et puis, il y avait l'activisme politique de mon père, du Parti communiste [...] qui est devenu une figure très quotidienne. Ces gens étrangers à la famille, qui venaient à la maison, pour parler de leurs problèmes... [...] c'était une ambiance collective très intéressante... après même si ça a été intéressant, en réalité, je n'ai pas eu d'engagement politique, ni au collège ni à l'université. Ça a été après ma formation, [...] que j'ai eu une vision plus claire de ce qu'on pourrait commencer à faire dans une société comme la nôtre, dans la conjoncture d'alors... et c'est là que j'ai eu cette opportunité de travail dans la résorption des *precarios* ». Entretien avec Ivan, ancien membre du cabinet de F. Zumbado, novembre 2010.

stratégique dans les institutions, s'y montre particulièrement réceptive. À la tête d'un petit groupe de familles récemment installées dans le quartier²⁵, elle sait qu'elle ne sera pas prioritaire pour le programme interinstitutionnel et s'intéresse donc au projet de coopérative que Claudio considère alors comme insignifiant²⁶. Le projet débute et pendant plusieurs mois, les familles du secteur et le groupe de consultants travaillent à la formation des statuts de la coopérative ainsi qu'à l'acquisition d'une propriété pour que les familles puissent y construire leurs logements.

Au départ, le projet doit bénéficier aux habitants du secteur de La Cueva de San Jacinto (le secteur de Yolanda) réunis en coopérative. Un terrain potentiel est trouvé et des négociations sont ouvertes avec l'institution publique propriétaire et avec l'aéroport voisin. Or, avant même que le projet n'aboutisse, le ministre F. Zumbado démissionne et le programme pilote pour le quartier est stoppé. Au sein du ministère, Ivan s'attache à faire de la coopérative la dernière opportunité pour l'administration Arias de réaliser un projet en matière d'habitat dans le quartier²⁷. Dans ce contexte, le projet va susciter un intérêt renouvelé, au ministère, mais également dans le quartier. Certains dirigeants se désolidarisent alors de Claudio et se rapprochent de Yolanda. C'est notamment le cas de José Luis, dirigeant à la tête de l'association de développement de San Jacinto. Si le projet de Yolanda constitue pour lui une bonne opportunité d'agir, l'importance de son association en fait en retour un soutien central pour la dirigeante. Cumulant ressources politiques et soutien d'importants secteurs du quartier, la dirigeante semble se positionner en intermédiaire incontournable et obtient, lettre à l'appui, la promesse de donation du terrain par le ministère²⁸.

Suite à la démission du ministre et plus encore quand Yolanda commence à s'imposer comme une concurrente potentielle, Claudio fait pression sur l'administration. Si les liens dont il dispose dans les réseaux du PLN (députés et cadres intermédiaires de l'administration) lui permettent de moins en moins d'espérer obtenir la construction de logements sociaux pour les membres de son groupe avant la fin du mandat d'Oscar Arias, ils lui permettent néanmoins de continuer à négocier et d'être en mesure d'organiser des mobilisations collectives au bon endroit et au bon moment. Le dirigeant alterne entre négociations et mobilisations collectives, revendiquant au nom des « *familles de Rincón Grande de Pavas* »²⁹ le respect des

²⁵ Comme cela a déjà été souligné, le *precario* de la Cueva de San Jacinto a été créé lors de la dernière principale phase de peuplement de Rincón Grande de Pavas, en 1995.

²⁶ Entretien avec Ivan, novembre 2010.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Courrier du 17 octobre 2008, de la ministre du Logement au président du Conseil de la protection sociale de San José.

²⁹ Conférence de presse « ¡No más promesas - Vivienda ya! », novembre 2008.

engagements pris par l'administration et en particulier par le ministre antérieur. Par son recours régulier au *nombre*³⁰, il rappelle aux principaux cadres du PLN comme aux cadres intermédiaires en poste au sein des institutions publiques qu'il est un acteur central pour l'élection à venir (les élections des *regidores*, des députés et du président doivent avoir lieu le 7 février 2010³¹). À diverses reprises, il mobilise les membres de l'association *paveña* pour le logement (APAPROVI) et d'autres groupes de l'aire métropolitaine, organisant des manifestations devant la Maison présidentielle afin de demander au président son soutien sur le dossier. Scandant « *Assez de promesses ! Des maisons maintenant !* »³², ils revendiquent « *des actions concrètes pour que les pauvres obtiennent un logement digne* »³³. À l'été 2009, une manifestation est ainsi organisée devant la maison présidentielle où se tient une réunion du président avec différents responsables gouvernementaux. Aux cris de « *Nous voulons des maisons ! [Queremos casas !]* »³⁴, les manifestants revendiquent « *une maison digne* »³⁵ et le respect des promesses de campagne du président Arias. Les principaux dirigeants, dont Claudio, sont alors reçus pour une réunion par le président, un député libérationniste, la ministre du ministère du Logement (MIVAH) et le président exécutif de l'Institut national du logement et de l'urbanisme (INVU). À l'issue des négociations, Claudio est présenté comme « *le représentant de la société civile de Pavas* »³⁶ et APAPROVI est désignée prioritaire pour les logements sociaux qui pourraient être construits sur le terrain sur lequel Yolanda a fondé ses espoirs³⁷. Grâce à ses contacts dans les réseaux libérationnistes alors au pouvoir, et

³⁰ Dans ses travaux sur les groupes d'intérêt, Michel OFFERLÉ a montré que le recours au nombre était l'un des registres d'action classiques des groupes sociaux (*Sociologie des groupes d'intérêts*, op.cit., p. 110-118).

³¹ Jusqu'en 2010, l'élection des *regidores* (conseillers municipaux) se tenait à la même date que les élections présidentielles et législatives. Les exécutifs municipaux, les *síndicos* et les conseils de district étaient élus lors d'un autre scrutin.

³² Conférence de presse « *¡No más promesas - Vivienda ya!* », op. cit.

³³ *Ibid.*

³⁴ Vidéo Comité Patriótico de las Barras de la Asamblea Legislativa, Pavas, juillet 2009. Les Comités patriotiques sont des groupes de militants plutôt situés à gauche de l'échiquier politique qui se sont constitués dans tout le Costa Rica contre le Traité de libre-échange avec les États-Unis lors référendum de 2007. Depuis lors, ils continuent de se réunir et d'agir au niveau local afin de lutter « contre un clientélisme omniprésent ». Pour ce faire, ils se montrent particulièrement attentifs aux actions du personnel politique et des personnels administratifs en matière de logement (comme on l'a déjà souligné, les allocations pour le logement sont considérées comme une ressource clientélaire centrale au Costa Rica). Ils réalisent un travail de veille et de diffusion, filmant, photographiant et mettant sur Internet des documents, images et vidéos pour dénoncer des actions supposément illégales ou immorales (et notamment le clientélisme). Sur ces comités, voir : J. RAYNER, « Vecinos, Ciudadanos y Patriotas... », op. cit., p. 71-87.

³⁵ Pavas, Vidéo Comité Patriótico..., op. cit.

³⁶ C'est ainsi qu'il est présenté dans la déclaration publique donnée par le président de l'INVU à la sortie de la réunion. *Ibid.*

³⁷ Voir l'Accord du 31 juillet 2009, signé entre le ministère du Logement, l'Institut national du logement et de l'urbanisme (INVU), et les représentants des six associations présents ce jour-là.

notamment auprès des cadres intermédiaires du parti, Claudio est ainsi en mesure de mobiliser un groupe, qu'il présente comme les « *familles de Pavas* »³⁸, et dont il se fait le porte-parole.

Suite à l'accord de juillet 2009, Yolanda conteste la légitimité de Claudio à se faire le représentant de son groupe en soulignant « *qu'il commence à prendre le rôle de celui qui veut parler de ce qu'il ne connaît pas !* »³⁹. Avec José Luis, ils se posent en défenseurs de San Jacinto contre Claudio et les signataires de l'accord de juillet 2009 en arguant que celui-ci « *piétine la dignité de toute une communauté* »⁴⁰. À leur tour, les deux dirigeants investissent l'espace public afin de contester la position gouvernementale :

« En septembre, on a pris le *mall* San Pedro [*grand centre commercial*], le cinquième et le septième étages [*là où se situent les bureaux du ministère du logement*], pour dire à Madame Clara [*i.e. la ministre du logement*] qu'elle devait donner une réponse aux gens, aux gens qui ont travaillé pour [*ce projet*] »⁴¹.

Les deux associations occupent alors l'entrée du ministère durant plusieurs heures dans l'attente de la ministre, arguant que « *les manifestations sont la seule façon qu'ils ont d'être écoutés* »⁴².

Les modes d'action que les dirigeants mettent ici en œuvre sont révélateurs des ressources de chacun, et de la façon dont elles peuvent se trouver actualisées. La séquence met d'une part en lumière le capital politique dont Claudio est détenteur⁴³. Depuis la fin des années 1970, il a été en mesure de reconvertir les ressources qu'il a tirées de son engagement dans le mouvement social de l'habitat dans la sphère politique instituée⁴⁴. Il s'est en effet imposé comme l'un des principaux leaders du mouvement, nouant des relations fortes au sein du PLN et notamment au sein du courant *arista* qui accède au pouvoir entre 1986 et 1990,

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Entretien avec Yolanda, novembre 2009.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Ibid.* (le récit de l'événement est plus longuement évoqué dans l'entretien retranscrit au début de la première section de ce chapitre).

⁴² « Reclaman viviendas. Vecinos de Pavas bloquean Ministerio por 'acuerdo roto' », *La Nación*, 29.09.2009.

⁴³ Selon Érik NEVEU, le « capital politique » peut être défini comme une « combinatoire particulière des capitaux élémentaires [culturel, économique, social/symbolique]. Y contribue le capital économique qui aide à financer des campagnes, à salarier des compétences, celui, social, qui tient en réseaux, connexions, jeu institutionnalisés de clientélisme, de don et contre-don, en tissage lent de relations personnalisées avec les électeurs et les pairs. Y pèsent aussi des composantes originales de capital culturel qui peuvent tenir en art de la communication, en capacité à transformer en signes, slogans et programmes des attentes sociales et des espoirs, en intelligence des ressorts émotionnels efficaces à solliciter, en intuition des changements sociaux. Un capital symbolique individuel (être l'homme du 18 Juin ou le sauveur du franc) ou collectif (se revendiquer du parti des 75 000 fusillés) intervient aussi ». In É. NEVEU, « Les sciences sociales doivent-elles accumuler les capitaux ? A propos de Catherine Hakim, Erotic Capital, et de quelques marcottages intempestifs de la notion de capital », *Revue française de science politique*, n°63, 2013, p. 337-358.

⁴⁴ Son engagement dans le mouvement social aurait lui-même été facilité par ses années de travail au sein des bananeraies de la Zone Sud (Sud-Ouest du Costa Rica) où il a eu l'occasion de côtoyer les organisations syndicales. S'il n'est jamais revenu sur cette période en entretien, il l'a cependant évoqué lors de discussions plus informelles.

puis entre 2006 et 2010. À la différence d'autres entrepreneurs du mouvement social dont le capital militant⁴⁵ reposait sur un fort capital culturel (diplômes, maîtrise des repères idéologiques et historiques...) et qui ont dès les années 1980 pu reconvertir leur ressources dans la sphère professionnelle (ONG, consulting, fonctionnariat au sein du MIVAH...), Claudio (et d'autres dirigeants avec des dispositions équivalentes) ont quant à eux poursuivi leur engagement dans des structures associatives de base (comme APAPROVI). Les liens noués avec les *aristas* ainsi qu'avec les anciens entrepreneurs du mouvement social (dont certains appartiennent à ce courant politique) permettent à Claudio de disposer d'un capital militant (reconnaissance d'une capacité à mobiliser, réseau relationnel dans le secteur des politiques sociales et en particulier de l'habitat, ainsi que dans les réseaux militants et associatifs de lutte pour le logement, savoir-faire mobilisables dans l'action collective...) qu'il peut faire valoir dans la sphère politique instituée. Cela lui confère un capital politique qui demeure cependant fragile. S'il a obtenu entre 2006 et 2010, une position de délégué présidentiel de Pavas et de *síndico* grâce à ses ressources, il échoue dans le même temps à obtenir l'investiture à un poste de *regidor* (« *Lors de la dernière campagne, j'ai postulé pour être regidor. [...] Mais, du fait de la composition de l'assemblée [cantonale du PLN], ça n'a pas pu se faire, parce que je n'étais pas du groupe de la ligne du groupe de Johnny*⁴⁶, le maire actuel [...]. Mais comme j'avais bien travaillé la campagne antérieure, je suis donc resté comme *síndico* »)⁴⁷.

Si José Luis et Yolanda disposent d'un réseau relationnel dans la sphère politique instituée, on le verra par la suite, leurs ressources politiques demeurent extrêmement limitées au regard de celles dont dispose Claudio. S'ils cherchent alors à s'appuyer sur leur capital militant qui repose notamment sur leur ancrage local (réseau d'interconnaissance, savoirs et savoir-faire qui leur permettent de mobiliser leur voisinage) pour peser sur les décisions ministérielles, leur stratégie semble échouer. Face à l'échec de leur mode d'action, ils adoptent donc une nouvelle stratégie pour faire pression sur les responsables politiques, en mobilisant, cette fois-ci leurs fragiles ressources dans la sphère politique instituée.

⁴⁵ Selon la définition qu'en livrent Frédérique MATONTI et Franck POUPEAU, « le capital militant est incorporé sous forme de techniques, de dispositions à agir, intervenir, ou tout simplement obéir, il recouvre un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptibles de faciliter certaines 'reconversions' » (F. MATONTI, F. POUPEAU, « Le capital militant... », *op. cit.*, p. 8).

⁴⁶ Sur Johnny Araya et les réseaux locaux du PLN à San José, voir note n°144, dans le chapitre 5.

⁴⁷ Entretien avec Claudio, février 2008.

1.2. Du quartier au parlement : diversifier ses soutiens politiques

Pour Yolanda et José Luis, la manifestation au ministère a été un échec. La ministre n'a pas réagi. Suite à cette première action, les deux dirigeants investissent un nouveau mode d'action, visant à solliciter les élus de tous bords. Ils sont désormais soutenus par Ivan, un ingénieur qui est rentré au ministère au cabinet du ministre F. Zumbado et qui avait participé à la formation de la coopérative. Dans un premier temps, des courriers sont envoyés à tous les partis de l'Assemblée législative pour dénoncer l'accord. Mais les courriers restant sans réponses, Ivan décide de mobiliser ses propres contacts au sein du Parti action citoyenne (PAC), seconde force politique du pays depuis 2006. L'un des députés du PAC accepte de soutenir la démarche et ses avocats rédigent un recours à l'encontre de Claudio et des responsables politiques présents lors de la négociation de juillet 2009 à la Maison présidentielle⁴⁸.

Dès lors, le conflit entre les deux dirigeants vient s'insérer dans les luttes partisans. Par la requalification⁴⁹ du conflit en termes de favoritisme et de clientélisme politique⁵⁰, les luttes internes au quartier viennent s'articuler, et alimenter, les divisions propres à la sphère politique permettant ainsi la représentation politique du groupe. Depuis sa création en 2000, le PAC a fait de l'éthique en politique l'une de ses lignes directrices⁵¹. Dans cette perspective, clientélisme et corruption sont présentés comme caractéristiques des partis dits traditionnels, que sont le PLN et le PUSC, et dont le PAC s'attache à se différencier. En présentant les groupes de Yolanda et de José Luis comme les victimes des politiques clientélaires mises en œuvre par le PLN⁵², le PAC peut articuler la défense des intérêts de ces groupes à la cause politique plus générale sur laquelle il a construit sa position dans la sphère politique.

La convergence entre les intérêts de ces groupes et la représentation qui en est donnée par le PAC est cependant de courte durée puisque quelques semaines après le dépôt du

⁴⁸ Recours pour partialité politique (art. 102.5 de la Constitution politique), favoritisme personnel (loi 8422) et non respect des devoirs de la fonction publique (loi 6227) à l'encontre des signataires [de l'accord précité]. Recours devant le Tribunal suprême des élections, l'Inspection générale des finances, l'Inspection générale en matière d'éthique, le Défenseur des habitants [*équivalent du Défenseur des droits en France*] et le Procureur général de la République.

⁴⁹ Les opérations de requalification sont au cœur de la définition de la politisation de J. LAGROYE, qu'il conçoit comme « un processus de requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activités » (*in* « Les processus de politisation », *in* J. LAGROYE (dir.), *La politisation*, *op. cit.*, p. 360-361).

⁵⁰ Dans le recours pré-cité, comme dans la conférence de presse, la référence au clientélisme et à sa fonction électoraliste est récurrente. En ce sens voir notamment : *La Nación*, 24 septembre 2009 et le recours pré-cité « Recours pour partialité politique... », *op. cit.*

⁵¹ C. RAVENTÓS V., « Lo que fue ya no es... », *op. cit.*

⁵² *La Nación*, 24 septembre 2009.

recours, Yolanda et José Luis rejoignent le PLN, en vue du scrutin présidentiel de février 2010. Ce revirement s'explique notamment par la difficulté pour les dirigeants d'articuler les intérêts de leur groupe au discours du PAC. En effet, si le PAC accorde à la lutte contre les inégalités et aux politiques sociales une place centrale, il a cependant érigé les politiques du logement en figure repoussoir, dénoncées comme emblématiques des pratiques clientélares⁵³. Dans cette perspective, le programme du parti en matière de logement est centré sur la « lutte contre le clientélisme » et à ce titre, sur la réforme des institutions publiques en charge de ces questions. Les candidats comme les élus ne s'engagent pas dans cette période dans la promotion de projets d'habitat pour les classes populaires (alors même qu'ils le font pour les classes moyennes)⁵⁴. Or, c'est principalement autour de l'enjeu du logement que se construit, depuis plus de vingt ans, la représentation des attentes des habitants des quartiers populaires. Aussi, si les deux dirigeants peuvent, occasionnellement, se réapproprier les critiques du PAC vis-à-vis des politiques d'habitat, ils ne peuvent le faire durablement puisque, comme la plupart des dirigeants locaux, ils tirent leur légitimité de leur engagement pour le logement et de leur capacité à entretenir des relations avec des responsables politiques influents en la matière.

Parce que le PAC ne s'engage que très partiellement sur les questions d'habitat, la mobilisation des habitants des quartiers populaires, bien au-delà des seuls groupes de Yolanda et de José Luis, est extrêmement difficile. Le décalage entre les lignes directrices du PAC et les attentes construites localement se révèle peu propice à une mobilisation des groupes populaires pour ce parti. Dans le même temps, si les deux dirigeants se rapprochent de nouveau du PLN et décident d'y faire campagne, ils vont mener leur travail de mobilisation à distance du PLN.

⁵³ C'est ce dont dénote de manière emblématique le programme de gouvernement du PAC qui stipule qu'il faut « éviter [*que l'habitat*] ne soit l'instrument des politiques traditionnelles pour satisfaire le clientélisme ». Dans un autre chapitre, sur la participation citoyenne, le PAC est présenté comme le promoteur d'une « citoyenneté active et organisée, mobilisée autour d'une culture solidaire et indépendante qui permette de rompre avec les chaînes du clientélisme et la subordination qui dérivent de cette vieille pratique » in PAC, *Convocatoria a la ciudadanía 2010-2014*, San José, 2009, p. 15 puis p. 33.

⁵⁴ *Ibid.*

1.3. Faire campagne à la marge du parti

Malgré ce sérieux différend et l'alliance avec le PAC, les deux dirigeants ne tardent pas à revenir faire campagne auprès du PLN, qui est encore au pouvoir et donné largement vainqueur pour la future présidentielle⁵⁵. Dans un contexte où il n'y a que peu d'enjeux, on ne mobilise pas les électeurs pour faire gagner le PLN mais pour se faire voir auprès du PLN. Yolanda et José Luis ont en effet la certitude que la donation du terrain dépend de leur mobilisation et qu'en ne prenant pas part à la campagne libérationniste, ils risquent de le voir octroyé à Claudio. L'engagement dans la campagne devient alors un moyen pour poursuivre une lutte qui dépasse largement cette séquence particulière⁵⁶. José Luis, Yolanda, mais également Claudio, tentent, tout au long de la campagne, de démontrer leur capacité à faire nombre, et donc, à faire voter et ce, dans l'intérêt déclaré d'attirer l'attention du personnel politique. Pour ce faire, ils ont recours à des ressources différenciées. Alors que Claudio alterne entre recours à des ressources politiques et militantes (ses liens dans le PLN et ses relations auprès de dirigeants dans d'autres quartiers) et ressources locales (il mobilise à son tour des dirigeants locaux qui peuvent tirer des ressources de leur ancrage local), Yolanda et José Luis s'appuient quant à eux sur des relations locales de proximité (la famille, les voisins). L'observation des modes de faire campagne et de la façon dont ils s'approprient les répertoires partisans permet de saisir les relations qu'ils entretiennent avec le PLN⁵⁷. Il apparaît en effet que si leur mode d'action les inscrit dans les réseaux militants du PLN, ils en demeurent à la marge tant par les répertoires d'action qu'ils mobilisent que par la façon dont les uns et les autres favorisent une appropriation à distance de la campagne et des enjeux qu'elle soulève.

⁵⁵ Dans les sondages, Laura Chinchilla, la candidate libérationniste a en effet été donnée gagnante tout au long de la campagne. Elle remportera le scrutin de février 2010, au premier tour des élections, avec plus de 46 % des voix, soit près de 20 points d'avance sur son premier concurrent (Au Costa Rica, pour gagner l'élection présidentielle au premier tour, 40% des voix sont nécessaires).

⁵⁶ Cette sous-partie s'inspire d'un texte publié par ailleurs (C. FLODERER, « Dirigeants de quartier en campagne. Mobilisation et démobilitation des habitants d'un quartier populaire au Costa Rica », in L. BAAMARA, C. FLODERER, M. POIRIER (dir.), *Faire campagne, ici et ailleurs...*, op. cit.

⁵⁷ L'intérêt d'étudier les répertoires partisans comme un observatoire du lien partisan a notamment été souligné par Hélène COMBES. À la différence du cas présent où l'étude des répertoires partisans met en évidence l'existence de liens distants entre les groupes mobilisés et l'organisation partisane, l'auteure montre quant à elle que les trois organisations étudiées reposent sur des groupes militants mieux intégrés, quoique diversement encadrés. H. COMBES, « Meetings de fin de campagne au Mexique et ethnographie des milieux partisans », *Politix*, n° 85, 2009, p. 149-179.

1.3.1 Dirigeants de quartier versus leader national : faire peser l'ancrage local dans la sphère politique

Afin d'obtenir la donation du terrain, Yolanda, José Luis et Claudio se mobilisent – et cherchent à mobiliser leurs soutiens – lors des multiples activités de la campagne. Si tous investissent le registre du nombre, les stratégies qu'ils mettent en œuvre afin de le signifier demeurent largement empreintes des ressources différenciées dont ils peuvent se prévaloir. Face à Claudio, qui s'appuie sur ses ressources politiques et sur ses réseaux militants à l'extérieur du parti pour mobiliser localement et au-delà, Yolanda et José Luis tentent quant à eux de faire valoir leurs ressources, qu'ils tirent principalement de leur ancrage local.

Dans un premier temps, face aux constantes disputes avec ses rivaux, et du fait des réseaux dont il dispose dans d'autres quartiers et dans la sphère politique, Claudio s'investit donc en dehors du quartier. Il s'affiche en leader national, revendiquant une capacité mobilisatrice à l'échelle du pays, plutôt qu'à celle du quartier. Il se targue ainsi de pouvoir mobiliser, dans tout le pays, « 15 000 familles, programmées pour voter »⁵⁸. Cette posture se donne à voir dans sa façon de faire campagne. Il délaisse en effet, au moins partiellement, les activités quotidiennes de la campagne dans le quartier pour privilégier l'organisation d'événements plus visibles. Il multiplie par exemple les réunions publiques qu'il organise avec des dirigeants spécialisés sur les questions d'habitat dans d'autres districts de la capitale, et auxquelles il convie des candidats.

José Luis et Yolanda se concentrent quant à eux sur la mobilisation dans le quartier faisant valoir qu'avec ses 19 000 votants, celui-ci peut constituer une réserve de voix pour le PLN. Ils mobilisent tout particulièrement dans leur secteur, San Jacinto, qui est l'un des plus densément peuplé du quartier, mais où la proportion d'étrangers (et donc de non-votants) est aussi très importante. Ils s'appuient notamment sur ce que Sylvie Fol nomme des ressources de la proximité – c'est-à-dire principalement liées à la famille et aux réseaux de voisinage⁵⁹, pour montrer leur capacité à mobiliser « leur communauté ». Dans le même temps, ils dénoncent la faible représentativité de Claudio. Dès le lancement de la campagne, en octobre, ils sont très investis. D'une part, ils sont sollicités pour trouver une importante main d'œuvre pour le *día E* (i.e. le jour de l'élection). Pour l'occasion, ce sont plus de trois cents personnes que le seul PLN recrute à l'échelle de Rincón Grande afin de faciliter la mobilisation des électeurs libérationnistes vers les trente-huit bureaux de vote et de veiller à la bonne conduite

⁵⁸ Toutes les notes de terrain mobilisées dans cette sous-partie sont extraites du carnet de terrain tenu entre octobre 2009 et février 2010 durant la campagne pour les élections présidentielle, législatives et municipales du 7 février 2010.

⁵⁹ S. FOL, « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres... », *op. cit.*

de l'élection⁶⁰. D'autre part, ils sont chargés d'organiser la campagne au quotidien. Pour cela, ils doivent trouver des volontaires pour les meetings, les *piquetes* [i.e rassemblements publics] et les séances de tractages qui se déroulent au quartier. Les dirigeants doivent notamment organiser les différentes visites des candidats dans le quartier. Ces visites sont autant d'occasions de se donner à voir dans l'espace qu'ils maîtrisent le mieux et de construire l'importance de leur groupe. Aussi, ces rassemblements sont toujours soigneusement organisés. Lors des réunions préparatoires au sein des organisations de quartier, on décide, après avoir débattu, parfois vivement, du tracé de la visite, des lieux de départ et d'arrivée, des points stratégiques où le visiteur s'arrêtera, des maisons dans lesquelles il entrera, et le temps qu'il y passera. Il faut s'assurer « *qu'il y aura du monde* ». On demande à quelques habitants de « *réunir des petits groupes* » et on rappelle à chacun la nécessité d'être « *ponctuel* ». Lors de la visite, il faudra être visible. *Faire nombre*. Ces visites constituent en outre une opportunité pour les dirigeants de faire part des revendications du groupe⁶¹. L'usage du nombre permet en effet de démontrer le caractère collectif de demandes que les dirigeants portent habituellement individuellement dans les administrations.

Enfin, les dirigeants sont fréquemment sollicités pour participer et faire participer aux événements partisans, généralement organisés à l'extérieur du quartier. À ces occasions, ils ne manquent pas de signaler l'importance du travail réalisé. En soulignant fréquemment qu'« *heureusement, San Jacinto envoie des gens...* », José Luis et Yolanda saisissent ainsi ces opportunités pour signifier l'importance du secteur qu'ils représentent. En retour, lorsqu'ils demandent un service ou revendiquent une rétribution aux responsables de la campagne, ils invoquent le volontarisme et la fiabilité du groupe en rappelant notamment que « *San Jacinto travaille toujours !* ».

Ainsi, pour les dirigeants qui construisent leur légitimité au sein du quartier sur leur capacité à agir sur la sphère politique instituée et à obtenir des décisions de la part des responsables politiques, la mobilisation du groupe dans la campagne est un enjeu central qui devient de plus en plus saillant au fur et à mesure que se rapproche la date de l'élection.

⁶⁰ Sur l'organisation des campagnes et les nombreux postes à pourvoir pour le jour de l'élection, voir dans le chapitre 4, section B, 1.2.

⁶¹ Dans son travail sur l'intermédiation politique réalisée par les présidents des comités d'intérêt de quartier à Marseille, Cesare MATTINA souligne l'importance que revêt le fait de faire remonter aux élus (ou aux futurs élus) des demandes sociales (même considérées comme irréalisables) comme moyen pour un intermédiaire de signifier « que l'on a du poids et de l'importance sur un territoire ». C. MATTINA, « L'intermédiation politique des présidents de comités d'intérêt de quartier : le territoire de la notabilité », in P. FOURNIER, S. MAZZELLA (dir.), *Marseille, entre ville et ports*, op. cit., p. 91.

1.3.2 Mobiliser... ou démobiliser : usages ambivalents du répertoire de campagne

Au cours du mois précédant l'élection, la campagne s'intensifie. Les activités sont plus nombreuses et de plus en plus de personnes sont mobilisées. La concurrence entre les dirigeants pour signifier leur capacité à mobiliser se trouve renforcée. En effet, alors que Claudio était jusque-là plutôt discret dans le quartier, l'approche de l'élection l'amène à s'y investir lui aussi. Face à cela, Yolanda et José Luis oscillent entre le refus de mobiliser et les tentatives de différenciation. Fort de ses relations avec les cadres libérationnistes, Claudio est en mesure d'organiser au sein même du quartier un grand meeting intitulé « L'habitat nous unit [*Vivienda nos une*] ». La candidate présidentielle, Laura Chinchilla, doit y assister afin de manifester son intérêt pour le domaine de l'habitat. Le meeting, prévu le dimanche 17 janvier, doit également accueillir les candidats libérationnistes à la députation ainsi que les anciens et futurs haut-fonctionnaires du ministère de l'Habitat. Pour José Luis et Yolanda, qui ont interprété l'absence de Claudio aux activités quotidiennes de la campagne comme la marque de sa marginalisation politique, ce meeting constitue un sévère désaveu. En effet, l'événement rend visible les liens solides que Claudio entretient avec la candidate et son équipe, et remet en cause leurs espoirs de se voir octroyer le terrain par la future administration. Pendant la semaine qui précède l'événement, les deux dirigeants ne mobilisent plus : ils démobilisent [*desconvocan*]. À cet effet, ils organisent une réunion, un porte-à-porte et distribuent des tracts dans leur secteur. Les répertoires classiques de la campagne sont ainsi utilisés pour éviter une mobilisation. Un travail de justification vise à expliquer l'absence de leur groupe, mais aussi à favoriser le désistement de certains invités. Ils mettent en exergue les inimitiés que Claudio se serait attirées dans le quartier. En soulignant que celui-ci « *a trompé beaucoup de monde [ha engañado mucho a la gente]* », « *qu'il a généré beaucoup de déceptions* », ils émettent des griefs qui rappellent les critiques qui visent d'ordinaire les dirigeants de quartier. Ils argumentent que la candidate libérationniste, qu'ils continuent de soutenir, pourrait se trouver délégitimée, « *salie* », pour s'être affichée aux côtés d'un dirigeant qui a « *tellement utilisé les pauvres* ». En outre, ils invoquent le risque de voir le meeting se transformer en manifestation violente, dans un contexte où l'administration libérationniste sortante n'a pas tenu ses promesses en matière d'habitat. « *Et Dieu sait ce qui pourrait arriver à Madame Laura* », déplore par exemple Yolanda. En faisant référence à une supposée inclination des habitants des quartiers populaires à recourir à la violence, ils renvoient Claudio dans la catégorie des dirigeants « *irresponsables* » et l'opposent ainsi au dirigeant « *responsable* » qu'ils entendent incarner.

Malgré le travail de démobilisation réalisé par Yolanda et José Luis, le meeting est un succès. Les bus venus de nombreuses zones défavorisées du Costa Rica amènent des centaines de personnes qui remplissent progressivement le terrain de sport du quartier. Du côté de Rincón Grande, si les groupes de Yolanda et de José Luis n'ont pas pris part à l'événement (voir *infra*), les familles d'APAPROVI sont bien là, feuille de présence à l'appui. Sous un soleil de plomb, les candidats et leurs équipes sont venus montrer leur implication pour une cause qui préoccupe tout particulièrement les habitants de ces quartiers. Yolanda tente, cependant, de proposer une lecture critique de l'événement à des acteurs qui ont souvent assisté au meeting et le considèrent comme une réussite. En affirmant « *qu'il n'y avait personne de Rincón* » et que « *ce sont des bus venus de l'extérieur qui ont rempli le stade* », elle s'efforce de signifier la faible représentativité de Claudio au sein du quartier. Ce discours semble cependant rencontrer un écho limité et, alors que la campagne arrive presque à son terme, Yolanda et José Luis changent de stratégie.

1.3.3 Se différencier pour exister dans la sphère politique

Dans les semaines qui suivent, José Luis et Yolanda ne rééditent pas leurs tentatives de démobilisation. Le meeting organisé par Claudio a été un succès et les cadres du PLN y font régulièrement référence, soulignant ainsi la grande capacité de mobilisation du dirigeant. Parce qu'ils n'ont pas réussi à démontrer ainsi la faible représentativité de Claudio mais aussi, comme on le verra par la suite, du fait de l'encadrement accru dont ils font l'objet, les deux dirigeants modifient leur stratégie, cherchant désormais à mobiliser tout en se montrant soucieux de différencier leur groupe des autres groupes. Ils prennent notamment leur distance des autres dirigeants du quartier en rejoignant le programme électoral « *Communautés vulnérables* » qui réunit une vingtaine de dirigeants de différents quartiers populaires du pays⁶². Ils se désengagent alors des activités quotidiennes de la campagne au quartier pour mieux s'engager dans des activités spécifiques du groupe. Alors qu'il est désormais plus difficile pour les deux dirigeants de faire campagne à distance du parti, ce groupe leur permet de marquer leur différence vis-à-vis des autres groupes du quartier (et notamment de ceux qui se mobilisent avec Claudio).

⁶² Le PLN est structuré autour de quatre sections (Jeunesse, Femmes, Travailleurs et Coopératives). Lors des campagnes, des programmes sectoriels et/ou territorialisés viennent s'ajouter à ces quatre sections. Parmi ces programmes on compte en 2010, « Logement », « Communautés Vulnérables », « Éducation » ou encore « Entrepreneurs ». Si les dirigeants et leur groupe sont intégrés à ces programmes provisoires, ils le sont beaucoup plus rarement aux sections qui perdurent au-delà de l'élection.

Ainsi, pour le meeting de fin de campagne [*cierre de campaña*] qui a lieu une semaine avant l'élection, tous les dirigeants qui ont travaillé pour le PLN durant la campagne sont sollicités. Des bus doivent transporter militants et sympathisants vers l'une des grandes avenues de la capitale, le *Paseo Colón* qui est fermé à la circulation pour l'occasion. Dans le cas du district de Pavas (auquel appartient Rincón Grande), c'est un train qui est affrété, sur l'une des rares lignes de transport de voyageurs du pays. S'il n'est pas inhabituel pour les habitants de *Rincón Grande* de se rendre dans le centre de la capitale (le quartier est situé à une dizaine de kilomètres et dispose d'un très bon réseau de bus), le fait d'y aller en train, moyen de transport peu usité au Costa Rica, est plus exceptionnel. Au moment de l'annonce, les militants présents dans le QG libérationniste du quartier ne cachent pas leur joie. Cependant, Yolanda et José Luis refusent de voyager en train et demandent des bus pour se rendre au meeting. Cette posture s'explique notamment par le refus des deux dirigeants de voir leur mobilisation occultée par celle des autres dirigeants, et en particulier par Claudio qui les concurrence désormais comme entrepreneur de mobilisation dans le quartier. La volonté de se différencier est renforcée par une dispute qui a opposé Yolanda à l'un des cadres du parti. Un député sortant, qui s'est engagé comme agent électoral auprès du candidat à sa succession, a en effet reproché à Yolanda son faible investissement dans la campagne, la qualifiant de « *dirigeante de pâté de maisons [dirigente de cuadra]* ». Piquée au vif, celle-ci annonce que la mobilisation sera l'occasion d'un « *véritable bras de fer* ». Alors que le député soutient qu'il « *remplir[a] quinze wagons [du train affrété pour le meeting]* », Yolanda entend « *démontrer que sans les dirigeants, il ne peut rien faire ! Que même en frappant à toutes les portes de Rincón Grande, il n'y arriverait pas !* ». La dirigeante refuse donc que « *son groupe* » se joigne aux autres groupes du quartier qui se rendent au meeting. Elle exhorte José Luis et d'autres dirigeants à ne pas « *se laisser utiliser par les politiques* » et à mobiliser à ses côtés. Soucieux de ne pas froisser les égos à quelques jours de l'élection, le candidat à la députation leur octroie finalement des bus.

Au matin du meeting, Yolanda et les quelques dirigeants qui ont accepté de se joindre à elle organisent donc le départ de leurs groupes en bus. Yolanda passe distribuer des tee-shirts aux différents dirigeants, puis rentre chez elle pour se préparer. Devant sa maison une cinquantaine de personnes l'attendent, dont beaucoup d'enfants. La grande majorité des familles réunies sont des membres de la coopérative qu'elle dirige. Pour l'occasion, une voisine s'occupe de décorer les drapeaux du parti, en y annotant « *San Jacinto* ». Yolanda a quant à elle trouvé un grand drap et acheté un spray de peinture verte (la couleur du PLN). On y inscrit : « *San Jacinto de Rincón Grande – Communautés vulnérables* ». Le nom du

programme doit être visible, notamment afin de permettre au groupe de se différencier du programme « *Logement* » dont Claudio a pris la direction au niveau national. Yolanda distribue des tee-shirts estampillés « *En avant avec Laura* » sur la poitrine et « *Communautés vulnérables* » dans le dos et demande à ceux qui sont venus avec d'autres tee-shirts du parti de se changer, afin que le groupe puisse être clairement identifié. De son côté, José Luis explique à la centaine de personnes réunies pour attendre le bus :

« Nous sommes mariés à 'Communautés Vulnérables'. Alors on sort comme 'San Jacinto Comunautés Vulnérables' ! Parce que sinon, tout le monde cherche à s'approprier notre mobilisation ! [*quiere echarse flores*] ».

Les différents groupes mobilisés par Yolanda montent finalement dans les bus qui les conduisent jusqu'au *Paseo Colon*. Après un rapide déjeuner dans un parc, tous se réunissent et marchent derrière leur banderole, bientôt rejoints par les autres groupes du programme « *Communautés vulnérables* ». Au bout d'une heure, de petits groupes se forment. Certains se rendent au KFC. D'autres se promènent le long de l'avenue pour aller écouter des concerts. D'autres, enfin, s'assoient sur le bord du trottoir. A 17 heures, alors que Laura Chinchilla n'est pas encore montée sur scène, Yolanda et José Luis réunissent ceux qui sont venus avec eux : « *En avant [Ya vamos]* ». Et alors que je demande à Yolanda s'ils comptent partir avant le discours de Laura, elle me rétorque « *Laura ? Elle n'avait qu'à venir plus tôt !* ».

La campagne libérationniste dans les quartiers populaires comme celui de Rincón Grande repose sur la mobilisation de nombreuses associations de quartier⁶³. Les dirigeants de quartier qui sont à la tête de ces associations se mobilisent afin de conserver leur capacité d'intermédiation et donc un accès privilégié à des ressources individuelles et collectives. Dans le cas de José Luis et de Yolanda, l'incitation à se mobiliser dans la campagne se trouve exacerbée par la concurrence de Claudio. Ne pouvant se prévaloir des mêmes ressources que leur rival, ils fondent leur action presque exclusivement sur les ressources liées à leur ancrage local et s'attachent donc, tout au long de la campagne, à faire participer leur voisinage.

Cette séquence de mobilisation montre que les dirigeants, même dépendants des ressources et liés au PLN par des relations de clientèle fortes, peuvent s'attacher à revendiquer la prise en charge des intérêts de leur groupe par les responsables politiques (et on voit que dans une certaine mesure ils y arrivent). Pour ce faire, ils favorisent des logiques d'unification et de mobilisation qui dépendent largement de ressources de proximité qu'ils tirent de leur

⁶³ L'observation de la campagne à Carpio et dans d'autres quartiers populaires (j'ai parfois eu l'occasion d'accompagner le candidat à la députation et Claudio faire campagne dans d'autres quartiers) permet de voir l'importance de ces associations dans les dispositifs de mobilisation électorale.

engagement quotidien dans le quartier. L'analyse des répertoires et les registres d'action des dirigeants qui tirent leurs principales ressources de leur ancrage local montre qu'ils tendent à entretenir un rapport très critique vis-à-vis des organisations partisans et du personnel politique.

2. Les ressorts d'un engagement distancié à la sphère politique instituée

Pour mieux comprendre l'engagement distancié des dirigeants de quartier mais aussi saisir dans quelles circonstances cette distance peut se trouver réduite, plusieurs éléments sont à prendre en compte. Il semble nécessaire de saisir cet engagement à la fois à la lumière des relations que les dirigeants entretiennent avec leur voisinage (2.1) mais aussi au regard des modes d'encadrement que les partis mettent en œuvre (2.2).

2.1. La « communauté » en campagne : mobiliser à distance des institutions partisans

Au premier abord, la campagne donne à voir des dirigeants tout puissants, mobilisant – ou démobilisant – instantanément un groupe qui peut paraître fort malléable. Qu'il s'agisse de trouver des volontaires pour une activité électorale, remplir un bus pour aller à une réunion publique ou ordonner le retour vers le quartier à la fin d'un meeting, ils semblent en effet obtenir aisément l'obéissance de leur groupe. Or, les relations ambivalentes que les dirigeants entretiennent au quotidien avec leur voisinage incitent à nuancer cette image d'électeurs pris dans des relations de dépendance univoque, de « remise de soi »⁶⁴, que les dirigeants participent eux-mêmes à forger en faisant valoir le caractère incontournable de leur position. Aussi s'interrogera-t-on ici sur les logiques qui permettent aux dirigeants de faire exister et de mobiliser « la communauté » dont ils revendiquent la représentation. À travers l'étude des modes de présentation de soi des dirigeants et des registres de légitimation à l'œuvre, il s'agit de voir comment les dirigeants favorisent la réappropriation collective de la campagne à travers l'expression de demandes dans lesquelles leur voisinage peut se retrouver. Analyser

⁶⁴ Dans ses travaux sur la délégation politique, P. BOURDIEU a mis l'accent sur les logiques de « remise de soi » et de « délégation » qui caractériseraient les relations entre les membres des classes populaires et leurs représentants. Cette perspective a cependant été largement nuancée par la suite, notamment in J. MISCHI, *Servir la classe ouvrière...*, *op. cit.*, p. 15 ou in C. ROUGIER, « Préserver un entre-soi populaire... », *op. cit.* On trouve également une perspective proche dans les travaux sur les réseaux péronistes de J. QUIRÓS ou de G. VOMMARO (J. QUIRÓS, *El porqué de los que van...*, *op. cit.* G. VOMMARO, J. QUIRÓS, « 'Usted vino por su propia decisión'..., *op. cit.*).

cette question, permet de mieux comprendre les ressorts d'un engagement distancié vis-à-vis de la scène politique instituée.

2.1.1 Ambivalences et réversibilité des relations de loyauté et des allégeances partisans au quartier

Mobiliser électoralement au quartier ne va pas de soi. D'abord, les dirigeants doivent s'accommoder des préférences partisans diverses et de la disqualification de la sphère politique qui prévaut au sein de leur groupe. Dans les groupes de José Luis et de Yolanda, par exemple, les préférences partisans sont variées. Il y a ceux d'abord dont les dirigeants savent qu'ils sont *mariachis* (terme qui désigne les militants du PUSC) et qu'ils évitent de solliciter pour se rendre aux événements du PLN. Il y a également ceux qui acceptent de participer à la campagne du PLN mais qui n'hésitent pas à faire valoir que leur préférence politique va vers d'autres candidats. Ainsi Jonathan, la vingtaine, est membre de l'association de San Jacinto. Il est présent lors de nombreuses activités du PLN, ce qui ne l'empêche pas de souligner qu'« [il] aime bien Otto [Guevara – ML] » parce qu'« il [le] convainc » en promettant « la prison pour les mineurs délinquants ». Damarys, quant à elle membre du groupe de Yolanda, dit « préférer Laura » alors que son mari, lui aussi membre de l'association, « dit vouloir voter pour Otto ». Quant à Sonia, que Yolanda présente généralement comme sa sœur, elle affirme sa préférence pour ceux « en bleu et jaune » en tendant vers moi une petite carte du Parti restauration nationale [*Partido restauración nacional*] (parti évangéliste) où est inscrit en gros « Oui à la vie. Non à l'avortement ». Il y a également ceux qui préfèrent « Laura » et le PLN : « parce qu'il faut donner sa chance à une femme » ou parce qu'« elle ne supprimera pas les bourses »⁶⁵. Enfin, il y a ceux aussi qui disent ne pas savoir. Cette série d'exemples n'a pas vocation à être exhaustive. Elle rappelle cependant la grande diversité des préférences politiques, parfois très changeantes, que l'on observe au sein des différentes associations de quartier. Dans le même temps cependant, un point semble faire consensus : le discrédit de la sphère politique instituée. De façon classique, les habitants interrogés soulignent leur « déception » vis-à-vis des « politiques [*políticos*] » « qui ne viennent que quand ils veulent des votes »⁶⁶, qui « promettent jusqu'à leur âme » et qui ensuite « ne se rappellent plus

⁶⁵ L'administration Arias (2006-2010 - PLN) a mis en place un important programme de bourses pour lutter contre la désertion scolaire au lycée (le programme « AVANCEMOS »). Durant la campagne, les équipes du PLN rappellent régulièrement que c'est leur parti qui a été l'instigateur de ce programme et soulignent que l'élection d'un parti adverse pourrait remettre en cause le programme en question.

⁶⁶ Entretien avec Carmen, novembre 2010.

d'[eux] »⁶⁷. Alors que la légitimité au quartier se fonde sur une « politique du faire »⁶⁸, les habitants reprochent aux hommes et femmes politiques de « *venir, de voir, [de déclarer] qu'ils agiront* » pendant qu'eux « *continu[ent] d'attendre* »⁶⁹. Le discrédit de la sphère politique, comme la pluralité des préférences politiques et la fragilité du leadership des dirigeants pèsent fortement sur les modes d'enrôlement mis en œuvre par les dirigeants au quartier.

Malgré le rapport de méfiance voire de défiance que la plupart des habitants de ces quartiers entretiennent à la politique instituée, chaque dirigeant est néanmoins en mesure de mobiliser plusieurs dizaines voire, dans certains cas, plusieurs centaines d'habitants dans le cadre des campagnes électorales puis des élections. La question de la mobilisation et de la participation électorale des groupes dominés est une question récurrente de science politique⁷⁰. Dans nombre de travaux, la participation électorale de ces groupes a été analysée comme le fruit de relations de domination pensées dans leur seule verticalité. Participation aux campagnes et vote y sont appréhendés comme le résultat de relations interindividuelles alimentées par des formes d'échanges matériels. Dans cette perspective, les habitants des quartiers populaires se trouvent dans une situation de dépendance vis-à-vis d'intermédiaires qui les contraignent à la loyauté par la monopolisation de ressources essentielles à leur survie (aides sociales en particulier). Or, comme on va le voir ici, l'observation des relations au quartier et des logiques de mobilisation amène à remettre en cause l'image de dirigeants ayant tout pouvoir sur leur voisinage.

Afin de participer à la campagne, les dirigeants réactivent leurs réseaux de sociabilités. Dans les cas de José Luis et Yolanda, c'est surtout leur voisinage constitué en associations, qu'ils s'attachent à faire participer. Pour ce faire, ils mobilisent en priorité un petit groupe de proches, avec lesquels ils entretiennent des liens particulièrement forts et réguliers (voir chapitre 5), leur « premier cercle »⁷¹. Du côté de Yolanda, c'est notamment Liliana. Comme la plupart des habitants de son quartier, Liliana se dit très distante de la sphère politique et des politiques.

Malgré cela, Liliana est l'une des voisines de Yolanda qui participe le plus à la campagne. Un investissement qu'elle explique par ses liens avec la dirigeante :

⁶⁷ Entretien avec Liliana, novembre 2012.

⁶⁸ L'expression est empruntée à C. GOIRAND (notamment in « Clientélisme et politisation populaire à Rio de Janeiro », in J.-L. BRIQUET, F. SAWICKI (dir.), *Le Clientélisme politique...*, op. cit., p. 112.). Sur cette question, voir le chapitre 5 de cette thèse, et notamment la section B.

⁶⁹ Entretien avec Carmen, novembre 2010.

⁷⁰ Ces travaux et les débats qu'ils suscitent ont été plus amplement développés dans l'introduction générale de cette thèse.

⁷¹ J. AUYERO, *Poor people's Politics...*, op. cit. p. 91.

« On y va toujours pour la soutenir. Moi, la politique... Si quelqu'un vient, et me dit, 'Viens... tu dois tenir cette table [*du bureau de vote*]'... Non. Je n'y vais pas. Pourquoi je le fais ? Parce que, Dieu merci, elle ne nous a jamais abandonnés depuis toutes ces années... Depuis quasiment neuf ans que ce monsieur [*le dirigeant antérieur*] est mort. Huit ans je crois que l'on est avec elle. Et elle ne nous a jamais laissés seuls. Et donc, on est là. Et donc, quand elle a besoin qu'on la soutienne pour quelque chose, on y va. Ce n'est pas pour soutenir les politiques... parce que non... c'est pour elle »⁷².

Il en va de même pour Elda, cette Nicaraguayenne d'une trentaine d'années qui est quant à elle membre du bureau de l'association présidée par José Luis. Lorsque je l'interroge sur son engagement aux côtés du dirigeant, elle explique :

« Avec José Luis? Oui, il dit toujours qu'il ne fait rien tout seul. Il refuse d'être tout seul pour que les gens ne puissent pas dire qu'il vole des choses... Il nous [*les membres du bureau de l'association*] amène toujours avec lui. [...] Des fois... on n'a pas envie... 'José Luis... quelle flemme...' Mais il faut bien qu'on soit avec lui... Il est le capitaine, et on doit être derrière lui. Et on a confiance en lui. Enfin bon, de mon côté au moins, j'ai une grande confiance en lui. Parce que je vois que tout ce qu'il a fait, il l'a bien fait. Et malgré tout ce qui lui arrive, la mort de sa maman et tout ça... il a été solide [...] Malgré tout ça, il est avec nous... Il n'a pas flanché... et donc, il faut être à ses côtés... Parfois... bien sûr [...], il nous énerve... Mais nous sommes là... Et des fois, on l'énerve nous aussi [...] Mais bon, c'est comme ça que je me suis mise à faire de la politique... parce qu'il nous amène avec lui... et il me dit, 'Tiens Elda... il faudrait que tu fasses ça...' »⁷³.

Comme souligné dans le chapitre 5, Elda et Liliana entretiennent avec leurs dirigeants respectifs (José Luis et Yolanda) des liens de solidarité forts, vécus sur le mode de la confiance. Cela se traduit par la présence quasi quotidienne des deux femmes aux côtés de leur dirigeant. Si cette proximité n'est pas le propre de la période électorale, cette séquence la rend néanmoins particulièrement visible. Le premier cercle des dirigeants est en effet quotidiennement sollicité pour les aider dans la campagne. Lorsqu'ils cherchent des volontaires pour une activité électorale, pour les remplacer pour une formation ou une réunion ou pour garder leurs enfants, c'est en priorité vers ce premier cercle qu'ils se tournent. S'ils sont les plus sollicités, ces proches sont également ceux qui bénéficient le plus des menues rétributions de la campagne (cartes téléphoniques, restes de nourriture...) et de l'accès aux rares tâches rémunérées (coordination de la campagne, gestion d'un groupe de tractage ou réalisation de *canvassing*...) qu'offre la campagne. Ces rétributions viennent alimenter ces relations qui ne peuvent cependant pas s'y résumer. Dans la campagne, elles sont constamment mobilisées et constituent une ressource indispensable pour les dirigeants et les candidats. Cela dit, ces liens forts n'en demeurent pas moins réversibles et, surtout, ils font office d'exception.

⁷² Entretien avec Liliana, décembre 2012.

⁷³ Entretien avec Elda, novembre 2010.

En effet, les dirigeants entretiennent également toute une série de liens plus lâches, qu'ils mobilisent lorsqu'il s'agit de faire nombre. La mobilisation de ces liens faibles, qui ne sont pas vécus en termes d'obligation et ne sont pas fondés sur des relations durables de confiance, se révèle bien plus difficile que ne le donnent à penser les dirigeants, notamment dans leurs interactions avec les équipes de campagne et les candidats. C'est notamment ce que montre l'observation de la campagne au sein du groupe de José Luis. En effet, si celui-ci semble en mesure de mobiliser plusieurs dizaines de personnes pour un porte-à-porte ou de « *remplir des bus* » pour un meeting, l'observation de la campagne « *par le bas* » montre bien que cette mobilisation n'a rien d'automatique. À ce titre, le cas du secteur T de San Jacinto est particulièrement révélateur.

Situé sur ce qui devrait être un parc et non sur une zone urbanisable, le secteur T fait partie des zones les plus soumises à un risque d'expulsion. De ce fait, les familles de T tendent à entretenir des rapports ambivalents avec leur dirigeant toujours soupçonné de vouloir organiser ou cautionner leur expulsion⁷⁴. Tout au long de la campagne, une demi-douzaine de femmes de T sont pourtant présentes aux côtés de José Luis. Leur engagement laisse néanmoins voir des signes de méfiance, voire de défiance, à l'égard du dirigeant. Ainsi, par exemple, lors de la visite du maire de la capitale dans le quartier, une dispute éclate. Quelques minutes avant le départ, José Luis énonce le tracé de la visite qui ne passera visiblement pas par T. L'une des femmes du secteur s'insurge alors : « *on veut qu'il vienne, pour qu'il voie* ». José Luis explique alors qu'« *il ne peut pas passer partout* », avant d'ajouter : « *et puis c'est tellement sale, on ne peut pas le mettre là-bas !* ». La réponse ne semble pas satisfaire le groupe, dont la représentante la plus âgée hausse le ton : « *on veut qu'il vienne, qu'il sente ce que l'on vit ! Nous aussi nous sommes des êtres humains !* ». José Luis coupe cependant court à la dispute en rejoignant le maire afin de débiter la marche qui ne passera pas par le secteur T. Tout au long de la visite, le groupe de femmes est bien présent mais reste en retrait, les visages fermés. Le lendemain, se déroule au quartier le meeting « *L'habitat nous unit* ». Alors que José Luis et Yolanda ont maintes fois rappelé que « *San Jacinto n'irait pas au meeting* » et qu'ils ont réalisé à ce titre un important travail de *dé-convocation*, les femmes du secteur T présentes lors de la visite du maire décident quant à elles de s'y rendre. Ce que je fais également.

⁷⁴ Les pouvoirs publics font souvent valoir que la légalisation et l'urbanisation d'un bidonville est rendue impossible par la présence d'habitations sur les zones dédiées aux parcs et aux voies de communication. À ce titre, le « déplacement » des familles situées sur ces espaces est un enjeu récurrent, dont la responsabilité est tantôt imputée aux dirigeants eux-mêmes, tantôt à la municipalité, tantôt aux responsables politiques des institutions centrales.

Lorsque nous nous croisons, elles semblent gênées et se disent étonnées de ne pas avoir vu José Luis et Yolanda (« *vous savez quand est-ce qu'ils arrivent ?* » me demande l'une d'entre elles). Qu'elles n'aient pas eu connaissance du refus des deux dirigeants de participer au meeting (ce qui paraît peu probable), ou qu'elles aient cherché à feindre l'incompréhension face à une personne fortement identifiée aux deux dirigeants, leur présence au meeting contraste avec l'image d'apathie souvent imputée aux habitants des quartiers populaires. Ces deux événements illustrent les relations ambivalentes que peuvent entretenir les dirigeants avec certains des membres de leur groupe. Ils rappellent que les dirigeants mobilisent – ou démobilisent – bien souvent des individus avec qui ils n'entretiennent pas des relations de confiance indéfectibles⁷⁵. Les formes d'insubordination auxquelles les dirigeants sont confrontés au moment de faire accepter leur stratégie de campagne montrent à quel point il leur est difficile de faire tenir ensemble « la communauté » dont ils se font les porte-parole. L'observation des relations qu'entretiennent les dirigeants avec leur voisinage met en lumière la fragilité des loyautés sur lesquelles repose leur leadership. Afin de mobiliser lors de la campagne, les dirigeants doivent donc composer avec ces loyautés fragiles, ce qu'ils font en s'attachant à réactiver des attentes collectives et en essayant de montrer qu'ils sont effectivement les mieux placés pour défendre les intérêts des individus réunis dans leur association.

2.1.2 Faire campagne à distance du parti : une appropriation collective de la conjoncture électorale

Pour les dirigeants de quartier, un moyen de peser en politique repose sur la mobilisation de leur groupe à des fins électorales. Dans un contexte où l'élection semble gagnée d'avance, il leur faut montrer qu'ils sont en mesure de *faire nombre* et donc, de *faire voter* pour être reconnus dans la sphère politique instituée. Pour Yolanda et José Luis, cette capacité à mobiliser le nombre repose principalement sur des liens de sociabilité au quartier. Or, ces liens de sociabilité, qui constituent autant de « ressources de la proximité » se révèlent fragiles. Ainsi, si les dirigeants tendent à forger l'image de toute puissance et d'un groupe aisément malléable, ils doivent en réalité composer avec des loyautés variables et aisément réversibles. Observer la façon dont les dirigeants mobilisent au quartier et les registres

⁷⁵ Mes observations rejoignent ainsi d'autres travaux, comme ceux de Julieta QUIRÓS et de Gabriel VOMMARO qui portent sur les couches les plus fragiles des classes populaires argentines. À partir de différents exemples, ces auteurs ont mis en avant les nombreux jeux de négociation et les disputes auxquels pouvaient donner lieu les interactions entre les dirigeants de quartier péronistes (les *punteros*) et leur voisinage. J. QUIRÓS, *El porqué de los que van...*, *op. cit.* ; G. VOMMARO, J. Q QUIRÓS, « 'Usted vino por su propia decisión', *op. cit.*

auxquels ils ont recours amène à s'interroger sur la façon dont ils composent avec ces liens fragiles et notamment sur la manière dont la fragilité de ces liens, les conduit à mobiliser leur voisinage en politique tout en composant (plus qu'en modifiant) les rapports au politique au quartier, voire, en évitant les références aux enjeux propres à la sphère politique instituée. Dans la lignée d'autres travaux sur les dominés qui ont montré l'intérêt de dépasser l'opposition compétence/incompétence politique et de prendre en compte les normes localisées de légitimation pour saisir les accommodements différenciés – et néanmoins actifs – dont les institutions politiques peuvent faire l'objet⁷⁶, on s'intéresse ici à la façon dont les dirigeants favorisent la réappropriation collective de la campagne à travers l'expression de demandes dans lesquelles leur voisinage peut se retrouver. Dans un contexte où les allégeances partisans au sein des groupes peuvent être multiples et où, surtout, la sphère politique instituée est largement disqualifiée, les modes d'enrôlement des membres de leur association mis en œuvre par les dirigeants reposent sur une appropriation de la campagne distante des enjeux politiques légitimes (car perçus comme matériels et circonscrits). Ce mode d'intéressement se fonde sur la réactivation d'attentes collectives et localisées que les dirigeants participent à faire exister au-delà de la campagne. L'enjeu du maintien de liens personnalisés et localisés qui constituent leur principale ressource conduit ainsi les dirigeants à faire exister un groupe revendicatif en le mobilisant autour d'attentes et d'intérêts communs dont ils cherchent à se faire les porte-parole.

Ainsi, Yolanda et José Luis ne cessent de répéter que s'ils s'engagent, ce n'est que pour « *faire pression* », tant sur l'administration sortante que sur les futurs détenteurs du pouvoir. Ils présentent la campagne comme un moyen de « *poursuivre la lutte [seguir luchando]* » pour la donation du terrain mentionné précédemment. Les réunions de la coopérative de Yolanda et de l'association de José Luis sont ainsi l'occasion de rappeler aux familles présentes que « *rien n'est fait, qu'il faut lutter et continuer de lutter* » et qu'il faut se mobiliser. À ce titre, la réunion de l'association de San Jacinto lors de laquelle José Luis et Yolanda annoncent leur décision de participer à la campagne est particulièrement révélatrice. Chaque mois, les membres de l'association de San Jacinto se réunissent dans la salle communale. C'est l'occasion pour les dirigeants de revenir sur l'état d'avancement des projets en cours et de présenter les différents événements auxquels les membres de l'association seront appelés à participer. Comme souvent, Yolanda est présente aux côtés des membres du

⁷⁶ En ce sens, voir, entre autres : C. GOIRAND, « Clientélisme et politisation populaire à Rio de Janeiro... », *op. cit.* ; J.-L. BRIQUET, *La tradition en mouvement...*, *op. cit.* ; F. VAIREL, L. ZAKI, « Politisation sous contrainte et politisation de la contrainte : outsiders politiques et outsiders de la ville au Maroc », *Critique internationale*, n° 50, 2011, p. 91-108.

bureau de l'association. Entre l'organisation du bingo, la constitution d'une liste de demandeurs de bourses scolaires et le compte-rendu d'une réunion avec la ministre du Logement, José Luis annonce leur décision de s'engager dans la campagne pour le PLN et de se mobiliser pour la première venue de la candidate présidentielle dans le quartier :

« Vous savez que nous ne sommes pas des politiciens... mais pour cette élection nous allons travailler pour Laura... pour Libération [PLN]... [...] Personne n'est obligé de venir [*accueillir la candidate*], et vous savez que chacun vote pour qui il veut. Mais je vous demande, pour ceux qui le veulent, d'être là, car, c'est important de faire pression [*presionar*] ».

À la fin de la réunion, alors que les uns et les autres quittent la salle après avoir signé la feuille de présence, Yolanda exhorte les membres de l'association à être présents pour la venue de la candidate « *Je veux que San Jacinto descende ! Pour crier un peu ! Pour que Laura prenne enfin en charge cette affaire de terrain !* ». Tout au long de la campagne, les deux dirigeants s'attachent à faire exister « *la communauté de San Jacinto* ». Ils adoptent cette posture de porte-parole sans que leur légitimité ne soit réellement contestée au sein de leurs associations. Malgré les critiques, plus ou moins discrètes (voire *infra*), ils ne connaissent pas de démenti trop flagrant, qui se traduirait par une moindre participation aux activités de l'association, voire par l'*exit* vers une association concurrente. Le répertoire de légitimation ici à l'œuvre, et qui semble donc fonctionner, repose sur la capacité des deux dirigeants à endosser, avec succès, le rôle de défenseur de « leur communauté ». Sans être le propre de la campagne, ce registre est plus visible qu'à l'ordinaire, notamment du fait de l'augmentation des sollicitations politiques et des mobilisations qui mettent plus ostensiblement les dirigeants dans une position inconfortable d'entre-deux. Ce rôle de défenseur de San Jacinto, ils l'endossent en adoptant une posture critique vis-à-vis des responsables politiques. Dans la mesure où leur légitimité dans le quartier se fonde sur la capacité à démontrer leur engagement *en actes*, les dirigeants s'attachent à dénoncer ceux qu'ils considèrent comme responsables de l'absence d'avancées concrètes. Ils multiplient les critiques à l'égard des responsables politiques, des « *inutiles* » qui refusent de s'engager sur les questions d'habitat. Ils les accusent de « *porter préjudice à la communauté* », d'« *entraver les progrès de la communauté* » (en refusant de finaliser la donation du terrain), et critiquent également leurs rivaux (en particulier Claudio), qui « *manipuleraient* » les habitants du quartier, en faisant des promesses irréalisables. Les nombreuses sollicitations des candidats et de leurs équipes sont pour les dirigeants l'occasion de défendre leur groupe. Ainsi, pour Yolanda, c'est par exemple l'occasion de se présenter comme la garante des intérêts des habitants de San Jacinto, contre ceux qui les « *maltraiteraient* ». Les fréquentes revendications et les disputes qui portent sur

les conditions mêmes du faire campagne mettent au jour cette posture qu'endossent les dirigeants. La quantité de soda allouée, la qualité du riz et le type d'accompagnement, ou encore la ponctualité des bus font fréquemment l'objet de plaintes de la part des dirigeants qui relaient ainsi – tout en participant à les produire – les critiques des membres de leur groupe. C'est ce qu'illustre cette conversation entre José Luis et une autre dirigeante de Rincón Grande :

« Tu vois, il faut se faire respecter. Quand on demande à des gens d'aider, il ne faut pas se moquer d'eux. Les bus doivent être à l'heure. Et la nourriture, ça doit être un vrai truc ! La dernière fois, j'ai carrément demandé de l'argent avant d'accepter d'envoyer des gens. Parce que sinon, franchement... J'ai acheté du poulet pour que tout le monde mange à sa faim après l'événement [*la actividad*], dans la salle communale. Tu vois, être dirigeant, c'est ça ! Sinon après, c'est toi qui te fait critiquer et personne d'autre ! »⁷⁷

Sur la scène politique, ces critiques sont largement disqualifiées de par leur caractère matériel et/ou circonscrit. Au quartier cependant, les dirigeants reprennent - et légitiment – ces modes localisées d'évaluation des pratiques propres à la sphère politique instituée. Le manque de ponctualité des bus ou à la mauvaise qualité d'un repas renvoient ainsi à des dénonciations quant au « *manque de respect pour la communauté* » ou au « *mauvais traitement* » dont « *les gens de San Jacinto* » ont fait l'objet. Ces plaintes, qui ne peuvent être dissociées des représentations morales au regard desquelles elles sont énoncées et envisagées localement, alimentent ici l'évaluation négative de l'organisation libérationniste par les habitants.

Si ce répertoire de légitimation repose principalement sur la mise en cause des responsables politiques qui ne s'engagent pas concrètement pour le quartier, il se nourrit également des démonstrations des dirigeants quant à leur propre capacité à avoir une influence sur l'organisation partisane. Là aussi, faute d'assurance en matière d'habitat, c'est sur les conditions même du faire campagne que les dirigeants manifestent leur capacité à peser sur les instances du parti. En arguant qu'elle a réussi à faire modifier le tracé d'une visite qui ne prévoyait pas de passage par San Jacinto, ou qu'il a obtenu « *un bon repas* » avant le départ pour un événement, Yolanda et José Luis font valoir que c'est grâce à leur action, parce que l'une s'est « *mise en colère [enojó]* » contre un responsable local du PLN et que l'autre s'est « *s'est fâché contre l'organisation du parti* », que des preuves concrètes de la reconnaissance du groupe ont pu être obtenues.

Ainsi, les dirigeants qui cherchent à faire exister le groupe au nom duquel ils s'expriment mobilisent des références à des intérêts et à des normes partagés qu'ils participent à produire et à mettre en forme. L'étude de la mobilisation électorale dans le quartier de

⁷⁷ Carnet de terrain, 26 novembre 2010.

Rincón Grande tend à montrer que les habitants mobilisés ne sont pas pris dans des relations univoques de dépendance vis-à-vis des dirigeants de quartier. Au contraire, les cas de San Jacinto et de La Cueva de San Jacinto mettent en lumière que ceux-ci doivent composer avec les attentes morales et pragmatiques qu'ils participent à mettre en forme voire à produire et, donc, avec l'économie morale des échanges en vigueur au quartier⁷⁸. Si le leadership des dirigeants repose sur des relations de sociabilités personnalisées et localisées, qu'ils entretiennent par des échanges pragmatiques, la fragilité de leur position les conduit à endosser une posture revendicative. Ils se font les porteurs d'attentes et d'intérêts communs, transformant ainsi les relations personnalisées plus ou moins lâches qu'ils entretiennent au quartier en groupe revendicatif pour pouvoir espérer obtenir des ressources dans le champ politique (et conserver leur position de porte-parole légitime – ou moins illégitime). Si dans certains cas, ils peuvent participer à politiser ces attentes (voir *supra*), ils ont ici recours à un registre dépolitisé. La distance de ces groupes à la scène politique et le coût qu'impliquerait pour les dirigeants la mobilisation de référence à des institutions partisans disqualifiées les conduit ici à mobiliser un registre qui ne fait pas des partis politiques les porteurs des intérêts de ces groupes. En ce sens, les références aux partis et aux responsables politiques sont associées à un registre discursif fondé sur le champ lexical du combat et de la lutte. À cet égard, mes carnets de terrain fourmillent de ces termes alors que le champ lexical du « soutien » en est quant à lui complètement absent quant il s'agit de faire référence aux candidats ou aux organisations partisans. Le répertoire sur lequel les dirigeants ancrés localement (ou cherchant à mobiliser localement) construisent leur légitimité repose donc sur une distanciation vis-à-vis de l'organisation libérationniste, en particulier, et de la sphère politique instituée en général. La mobilisation d'un tel registre et la rare politisation des attentes des habitants de ces quartiers est favorisée par le type d'encadrement que les partis politiques costariciens – et en particulier le PLN – mettent en œuvre afin de mobiliser les groupes populaires.

⁷⁸ Ces observations rejoignent ainsi les conclusions d'auteurs qui ont pu pointer que les « patrons » étaient tenus par des obligations à l'égard de leurs « clients » et qu'il est en ce sens nécessaire d'appréhender ces relations personnalisées comme des liens d'interdépendance. En ce sens, voir notamment : H. COMBES, G. VOMMARO, « Relations clientélares ou politisation... », *op. cit.* ainsi que les articles qui composent ce dossier (Dossier « Le clientélisme en situation... », *op. cit.*). Pour une discussion plus détaillée, voir l'introduction générale de cette thèse.

2.2. *Un encadrement partisan lâche comme ressort d'un engagement distancié*

Saisir les modalités d'engagement et du maintien dans la sphère politique instituée des dirigeants de quartier implique de s'intéresser aux modes d'encadrement mis en œuvre par les partis politiques costariciens. Beaucoup de travaux ont montré le rôle de l'encadrement partisan (gestion des carrières, rétributions symboliques et matérielles...) comme moteur d'un engagement durable des classes populaires en politique⁷⁹. Dans le même temps, la sociologie des partis a montré que l'étiollement de ces dispositifs d'encadrement rendait particulièrement difficile l'engagement des classes populaires en politique⁸⁰. Dans le cas costaricien, le caractère particulièrement lâche de l'encadrement partisan à l'égard des couches les plus fragiles des classes populaires constitue un facteur important pour comprendre le rapport distancié de ces dirigeants à la sphère politique instituée. On verra malgré tout que l'insertion à la sphère politique instituée qu'implique la conservation d'une position de leadership au quartier peut favoriser la socialisation politique de certains acteurs d'origine populaire et leur accès à des formes de capital politique. Ce faisant, et alors que la plupart de mes enquêtés entretiennent un rapport ambivalent aux organisations partisans, et s'en remettent rarement à elles, certains sont néanmoins en mesure d'esquisser des carrières politiques.

2.2.1 *De la difficile valorisation des ressources populaires dans les réseaux militants*

Si une sociologie des organisations partisans costariciennes et des transformations qu'elles ont pu connaître reste à faire, on peut néanmoins souligner qu'elles se révèlent aujourd'hui peu propices à l'intégration en leur sein des classes populaires, et en particulier des couches les plus vulnérables des classes populaires. Cette réalité constitue un changement partiel par rapport à la période antérieure. En effet dans les années 1970-1980, si ni le PLN ni les organisations de gauche n'ont permis l'accès de ces catégories aux fonctions électives, elles ont néanmoins joué un rôle notable dans l'encadrement de leurs mobilisations. Comme cela a été souligné dans les deux premiers chapitres de cette thèse, des militants trotskistes et des activistes proches du PLN se sont alors fortement mobilisés pour encadrer et favoriser la politisation des groupes les plus fragiles des classes populaires. Par la suite cependant, la crise du marxisme et l'avènement d'une nouvelle problématisation de la question sociale en termes

⁷⁹ B. PUDAL, *Prendre parti...*, *op. cit.* ; D. GAXIE, « Rétributions du militantisme... », *op. cit.* ; L. BARGEL, « S'attacher à la politique... », *op. cit.*

⁸⁰ En ce sens, voir notamment : R. LEFEBVRE, F. SAWICKI, *La société des socialistes...*, *op. cit.* ; C. BRACONNIER, J.-Y. DORMAGEN, *La démocratie de l'abstention...*, *op. cit.* ; B. PUDAL, *Un monde défait...*, *op. cit.* ; J. MISCHI, *Le communisme désarmé...*, *op. cit.*

de lutte contre la pauvreté ont largement changé la donne. Mes observations comme les entretiens réalisés auprès de militants et d'élus du PAC comme du PLN montrent que l'organisation d'un mouvement social populaire et l'encadrement des organisations de ces couches sociales ont perdu de leur centralité. En ce sens, un élu du PAC (qui avait soutenu Yolanda dans sa dénonciation des pratiques du PLN à RGP) explique :

« CF : *Et pourquoi le PAC n'a pas essayé de continuer avec eux [à la suite de la dénonciation d'octobre 2009], alors même que la campagne [présidentielle] débutait ?*

A. S. : [...] Ce n'est pas que nous n'avons pas essayé de continuer... ce qui se passe, c'est qu'il faut développer une structure pour travailler avec les gens. Ça ne dépend pas seulement d'un député qui tend une main. Dans ce cas, ce fut moi. Mais qu'est-ce qui venait après ? Pour les aider, il te faut des avocats, des travailleurs sociaux, probablement des sociologues, des politologues, des anthropologues peut-être. Une équipe qui te permette d'avoir un regard global pour organiser les gens. Il te faut des militants qui dédient beaucoup d'heures à former les gens, à travailler avec eux. Parce que tu es confrontée une fois de plus aux politiques clientélares. Donc, moi je ne dirais pas que le PAC les a abandonnés. [...] Le PAC c'est un parti très sympathique. Avec une éthique très juste. Avec des politiques [*publiques*] très correctes. Mais c'est un parti très peu expérimenté en matière de lutte sociale. Il nous manque un long bout de chemin à parcourir, une trajectoire, plus de structure, plus de discipline partisane. C'est une réalité. Il y a un processus d'insertion dans ces secteurs de la population, et je n'ai aucun doute sur la vocation et la volonté de beaucoup de militants du PAC pour le faire véritablement. Mais ça implique des dispositions à la lutte... comme je te disais, ce sont des gens qui ont besoin de logement, ils ont des problèmes de santé, des problèmes alimentaires, des problèmes scolaires, ils ont des problèmes d'agressions... des problèmes judiciaires... ils ont commis des délits... des infractions... Ils ont un grand nombre de problèmes... et n'importe qui n'est pas capable de réussir à s'insérer là-bas. Temps. Disponibilité. Volonté »⁸¹.

Dans le cas du PAC, l'encadrement des couches les plus fragiles des classes populaires et leur représentation politique ne constituent pas un enjeu central. De fait, si leur mobilisation électorale peut être recherchée, elle reste dans le même temps disqualifiée. L'engagement de ces groupes sur des enjeux localisés et souvent matériels et leur capacité à mobiliser des réseaux de sociabilité locaux sont en effet à la fois valorisés électoralement et disqualifiés symboliquement. Cette disqualification symbolique des ressources qu'ils sont en mesure de mobiliser, associée à la fragilité de ces ressources, rend difficile l'insertion des militants populaires dans les réseaux du PAC. La disqualification des revendications en matière de logement est très forte parmi les militants du PAC, qui les associent à la corruption, au clientélisme et à des rapports illégitimes à la politique. Cette situation fait obstacle au rapprochement entre les militants du PAC et les représentants des quartiers populaires que sont les dirigeants de quartier.

Dans le même temps, il faut noter que j'ai souvent rencontré dans ces quartiers des acteurs (employés d'ONG, universitaires, étudiants) qui disaient avoir voté PAC, voire se

⁸¹ Entretien avec Alberto Salom, député du PAC entre 2006 et 2010 (février 2010).

sentir proche de ce parti. S'ils pouvaient faire part de leur proximité au PAC et à ses positions lors des entretiens, cela ne favorisait pas pour autant un travail d'articulation entre les revendications des habitants et le programme du parti. Du côté du PLN, l'investissement des militants dans les quartiers est plus important que dans le cas du PAC. Cet investissement est tout particulièrement visible lors des élections, comme on le verra par la suite (section 2.2.3). Dans certains cas, la participation électorale des dirigeants peut même favoriser l'accès à des rétributions et à des postes. Cependant, si la mobilisation électorale de ces groupes est très recherchée, leur participation aux activités propres à la vie quotidienne du parti est peu favorisée. Cela constitue un obstacle important au développement d'un sentiment d'attachement durable à ce parti, comme le montre le cas de Rincón Grande.

2.2.2 Le cas du PLN à Rincón Grande : la faiblesse des dispositifs de socialisation partisane

À Rincón Grande, entre 2006 et 2014, la majorité des dirigeants de quartier prennent part à la machine électorale libérationniste. Pourtant, leur insertion dans les réseaux du PLN demeure limitée. Si leur capacité à mobiliser localement constitue une ressource qui leur permet d'être intégrés dans le parti, d'y nouer des relations de sociabilité, parfois d'être élu et d'obtenir d'autres rétributions, ils n'en restent pas moins des militants à la marge du parti. Ils tendent à entretenir un rapport instrumental ou opportuniste au parti, qui participe à les disqualifier dans les instances partisans. Le lien partisan ici mis en évidence rappelle que l'engagement dans la sphère politique instituée des classes populaires ne peut se résumer à la seule alternative entre abstention et remise de soi au parti⁸².

Au quartier, c'est principalement au nom de la communauté que l'on s'engage en politique. L'engagement en politique apparaît en effet comme la continuation de l'engagement local. L'observation des campagnes électorales révèle que les organisations partisans ne remettent pas en cause la primauté de cet engagement pour le quartier. La campagne et les événements qui la jalonnent se constituent comme une séquence temporelle particulièrement propice à l'activation, à la réactivation et ce faisant, au maintien des sociabilités au sein du milieu communautaire. De fait, le PLN favorise fortement le maintien de ces sociabilités, en organisant de nombreuses réunions mais aussi des dîners plus festifs entre les dirigeants. Cependant, cet entre-soi que le parti participe à entretenir ne se trouve pas automatiquement articulé à l'institution partisane. En réalité, il découle de cette valorisation

⁸² C'est notamment ce qu'a montré Cyrille Rougier à partir d'une étude sur des associations sportives de Limoges. Voir notamment : C. ROUGIER, « Préserver un entre-soi populaire... », *op. cit.*

des ressources liées à l'ancrage local des individus, une division du travail militant qui tend à cantonner les dirigeants locaux dans les tâches liées au quartier. S'ils prennent part à des événements et s'ils acquièrent des compétences en matière de jeu électoral, ils tendent simultanément à rester focalisés sur le quartier et à se maintenir à distance des autres membres du parti.

Hôtel Barceló. Présentation du programme présidentiel du PLN

Jeudi 17 décembre 2009

Ainsi, lors de l'annonce du programme de gouvernement de Laura Chinchilla, c'est une dizaine de dirigeants qui se retrouvent dans la grande salle de conférences de l'Hôtel Barceló [*luxueux hôtel situé aux abords de San José*]. Arrivés par petits groupes, les dirigeants du quartier se regroupent rapidement, appelant les manquants et cherchant à leur garder des chaises à leur côté. Durant tous les discours, y compris celui de la future présidente, les dirigeants de Rincón Grande discutent, échangent entre eux et ne prêtent qu'une attention limitée. Pause durant le quotidien de la campagne au quartier, l'événement semble leur offrir un moment idéal pour discuter plus calmement. À l'issue des prises de parole, alors que l'assemblée est invitée à se rendre à un buffet, les dirigeants se séparent par petits groupes. Allant saluer des responsables politiques (députés, ministres, militants...), ils montrent que leur réseau d'interconnaissance dépasse le quartier. Dans le même temps, ils reviennent régulièrement les uns vers les autres en faisant état des gens croisés (et s'étonnant des absents).

Ainsi, la plupart des dirigeants de Rincón Grande présents au Barceló font ici montre d'une certaine indifférence à l'égard des discours et de ce qui se passe en dehors de leur petit groupe. Cette scène montre à quel point l'insertion de ces acteurs issus des classes populaires dans le milieu partisan – ou en tout cas dans les espaces partisans – s'inscrit dans la continuité de leurs pratiques ordinaires du politique⁸³.

Autre exemple de cette distance vis-à-vis du parti qui tend à s'entretenir par le maintien d'un entre-soi entre les dirigeants : en 2010, au soir de l'élection, aucun des dirigeants de Rincón Grande ne se rend à la fête qu'organise le parti dans un hôtel de San José. En revanche, ils se retrouvent le lendemain, pour fermer le QG de campagne et y boire entre eux quelques verres. Face à la pression de leur voisinage, aux échecs répétés des projets qu'ils portent auprès des responsables politiques et au sentiment de méfiance vis-à-vis de la sphère politique que tendent à partager les membres des classes populaires, les dirigeants continuent d'entretenir un rapport distant à la sphère politique instituée. L'insertion dans les

⁸³ De la même façon, dans l'introduction d'un numéro de la *Revue internationale de politique comparée* dédié aux dispositifs participatifs, Camille Goirand a montré que l'insertion des individus dans ces dispositifs n'implique pas nécessairement de rupture avec leurs pratiques ordinaires de la politique. In C. GOIRAND, « Participation institutionnalisée et action collective contestataire », *Revue internationale de politique comparée* 2013, vol. 20, n°4, p. 7-28.

réseaux partisans ne semble pas en cela favoriser un rapport enchanté au parti. Au contraire, dans la plupart des cas étudiés (et malgré quelques exceptions que j'analyserai par la suite), les dirigeants entretiennent un rapport très distant à l'institution partisane.

Au-delà des campagnes électorales, la méfiance vis-à-vis des institutions partisans (y compris de celle dans laquelle ils ont milité) est renforcée par la rareté des rétributions. Alors que les dirigeants se revendiquant d'un ancrage local s'engagent en politique dans le but de voir avancer des dossiers (dans le cas de Yolanda et de José Luis, l'accès à un logement des membres de leur groupe), l'un des ressorts de la distance/la proximité au parti repose sur l'absence d'avancées sur les dossiers en question.

Autre élément pour comprendre cette distance, la gestion des carrières partisans. En effet, la disqualification de ces dirigeants et leur réputation d'inconstance sont mobilisées afin de justifier leur non ascension dans le parti⁸⁴. Les trajectoires des dirigeants de Rincón Grande appartenant au réseau libérationniste et les processus de « mise en indiscipline » dont ils font parfois l'objet montrent à ce titre leur difficulté à se maintenir dans la sphère politique instituée (en accédant à plusieurs postes consécutifs en particulier). L'exemple de José Luis est particulièrement révélateur de cette faible reconnaissance et des conséquences qu'elle tend à avoir sur la carrière partisane des dirigeants (voir encadré ci-dessous).

Encadré n°9 - José Luis, le candidat qui ne l'était pas

En 2010, lorsque j'arrive au Costa Rica pour une enquête sur les municipales, celle-ci bat son plein. Yolanda m'explique qu'elle est candidate à *síndica* suppléante et que José Luis est quant à lui candidat comme conseiller de district (position qu'il occupait déjà entre 2007 et 2011). Ils sont tous deux candidats sous l'étiquette libérationniste. Alors que Yolanda (pourtant candidate à *síndica*) travaille à l'extérieur du quartier et ne se mobilise pas (Patricia, qui coordonne la campagne, l'appellera à deux jours des élections pour savoir « *si elle compte au moins aller voter* »), José Luis est constamment mobilisé. S'il continue de maintenir une certaine distance vis-à-vis du parti (il refuse par exemple de laisser monter dans le bus du parti le groupe qu'il a pourtant réuni afin de se rendre à un meeting et ce, en raison du retard dudit bus), il est l'un des dirigeants les plus actifs du quartier.

Durant la campagne, il poursuit son travail de négociation avec les institutions pour le logement. Les discussions portent alors sur un « Crédit communal »* que San Jacinto attend depuis

⁸⁴ Ces justifications s'inscrivent dans ce qu'Amin Allal et Nicolas Bué ont nommé des processus de « mise en indiscipline ». Dans cette perspective, le « caractère discipliné d'un acte ou d'un individu ne réside pas dans l'acte ou l'individu, mais découle d'un processus collectif et parfois concurrentiel de labellisation. Que leurs auteurs l'aient souhaité ou non, que leur comportement déroge explicitement aux règles ou non, l'indiscipline est un stigmat accollé à certains actes, et par là même à certaines personnes ». In A. ALLAL, N. BUÉ, « 'Les partis se tiennent par leurs noyaux durs' ? Jalons pour une analyse du lien partisan », in A. ALLAL, N. BUÉ (dir.), *(In)disciplines partisans. Comment les partis politiques tiennent leurs militants*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016 (à paraître).

plusieurs années, mais qui semble en passe d'être accordé. Lors d'une réunion avec la présidente de l'INVU à laquelle José Luis m'a proposé de venir, celui-ci fait valoir sa légitimité à être le principal représentant du quartier. Il explique ainsi à la présidente à quel point « *il est problématique qu'APAPROVI continue d'être l'association représentante de Rincón Grande* ». Il justifie sa position en invoquant la reconnaissance que lui vaut sa candidature sur les listes libérationnistes « *je n'ai pas voulu être síndico mais l'assemblée [du PLN] m'a choisi pour être conseiller* ». Régulièrement, comme lors de cet épisode, José Luis fait ainsi référence à sa candidature pour attester de sa reconnaissance dans la sphère politique. Au quartier, il fait valoir que le Conseil de District pourrait avoir un rôle accru à l'avenir, et permettre d'accélérer les négociations en matière d'habitat. Si la candidature de José Luis ne fait pour lui aucun doute, Yolanda la prend également pour acquise. La veille de l'élection, le samedi 4 décembre, nous regardons ensemble les tracts qu'elle doit aller déposer chez les différents dirigeants pour la journée électorale. Elle se plaint de voir son nom mal orthographié et du fait que les candidats pour les postes de conseillers ne soient pas mentionnés : « *Je ne veux pas les amener à José Luis ! Il va râler ! Ils n'ont même pas mis les conseillers !* ». Les tracts resteront chez elle.

Le lendemain, le PLN sort largement gagnant des élections. Sur l'ensemble du canton de San José, le maire libérationniste (Johnny Araya) l'emporte avec plus de 60 % des suffrages (avec un taux de participation de 18,4 %**). Le PLN l'emporte aussi aux élections *distritales* sur tout le canton. À Pavas, les *síndicos* sont élus ainsi que deux couples de conseillers – sur quatre. Or, à la parution des résultats quelques jours plus tard, je m'étonne de ne pas y voir José Luis. Consultant également les listes de candidat, je m'aperçois que celui-ci n'y est pas mentionné et que sa candidature n'a donc jamais été entérinée par le parti.

Dix jours plus tard, je retrouve Yolanda et José Luis lors d'un rendez-vous avec un député libérationniste. Alors que le député s'absente quelques minutes pour répondre au téléphone, Yolanda, visiblement ennuyée, annonce à José Luis l'information que je lui ai donnée dans la matinée : il n'était en réalité pas candidat à l'élection, et il n'est donc pas élu. Ce dernier ne perd cependant pas la face. Se remémorant difficilement le jour des investitures à l'assemblée, il évoque le fait qu'il n'avait pas pu rester pour assister aux votes. Grommelant contre Patricia (« *c'est encore un truc de Patricia ça !* »), il finit par expliquer qu'un tel poste « *manque de toute façon de puissance* » et « *ne sert finalement à rien* » et conclut « *qu'il vaut mieux être président d'association* ».

(*) Voir encadré 3 de l'annexe n°6.

(**) À Rincón Grande de Pavas, le taux de participation est de 14,7 % et Johnny Araya l'emporte avec 61,7 %. Sur l'ensemble du district de Pavas, la participation est de 15,6 %, et Johnny Araya l'emporte avec 56,5% (calculs réalisés par l'auteur sur la base des résultats fournis par le Tribunal suprême électoral).

Ainsi, rares sont les dirigeants en mesure d'obtenir des postes, et surtout rares sont ceux qui peuvent enchaîner plusieurs mandats consécutifs (l'occupation de ces postes s'inscrit rarement dans le cadre d'une carrière électorale ou partisane). Outre leur rareté, les postes obtenus sont situés en bas de la hiérarchie, sont peu rémunérés (voire pas du tout dans le cas des conseillers de district), octroyés pour de courtes durées et donnent accès à des ressources d'intermédiation limitées.

Ainsi, les modes d' enrôlement et d' encadrement mis en œuvre ne favorisent pas un attachement au parti et peuvent même autoriser, voire renforcer, un rapport très instrumental à celui-ci. Exemple de cette instrumentalisation, certains dirigeants se mobilisent activement pour le parti dans les campagnes électorales, mais sans pour autant voter pour ses représentants. En ce sens, Pablo souligne : « *je travaille pour Laura, pour la communauté... parce qu'elle va gagner, mais moi, je voterai pour Otto [Guevara, candidat ML]* »⁸⁵. De même Yolanda m'explique en 2010 qu'elle a voté pour le PLN à la présidentielle, mais qu'elle a ensuite « *cassé son vote* » [*c'est-à-dire que lors du même scrutin de février 2010, elle a donné son vote à des candidats de différents partis*]. Autre marque de ce rapport distant, voire instrumental au parti, l'inconstance dont ils font preuve dans leur travail de mobilisation électorale. Au cours d'une même campagne, ou d'une campagne à l'autre, les dirigeants mobilisent, démobilisent, voire mobilisent pour différents partis (voir *supra*, l'exemple de Yolanda et José Luis, ou celui de Mauricio, qui mécontent de n'avoir pas obtenu l'investiture libérationniste pour le poste de *síndico*, fait campagne pour le Parti intégration nationale). Au-delà des campagnes, certains n'hésitent pas à aller solliciter des acteurs insérés dans des réseaux partisans différenciés pour obtenir des ressources (voir chapitre 5 et voir *infra*).

Ainsi, le rapport des dirigeants aux partis tend à être caractérisé par une forte distance qu'un encadrement particulièrement relâché semble favoriser ou tout du moins autoriser. Malgré ce rapport critique aux institutions partisans, les dirigeants sont néanmoins insérés de façon durable dans le jeu partisan. Si cette insertion à distance se révèle peu propice à la réalisation de carrières politiques et à l'accumulation d'un capital politique, les liens qu'ils nouent avec certains cadres intermédiaires et acteurs partisans parfois marginaux, peuvent néanmoins favoriser l'accès à de fragiles ressources politiques.

2.2.3 Agents électoraux en campagne : le fragile encadrement partisan des habitants des quartiers populaires

Si les habitants des quartiers populaires font l'objet d'un encadrement partisan qui peut paraître particulièrement lâche, il faut néanmoins souligner le rôle que peuvent jouer certains acteurs liés aux organisations partisans et généralement situés à des positions intermédiaires. Ces derniers côtoient les dirigeants au-delà des périodes électorales, mais leurs relations sont particulièrement visibles dans ces configurations.

⁸⁵ Discussion informelle avec Pablo, carnet de terrain, 13 janvier 2010.

Durant les campagnes, les différents partis recourent à des intermédiaires qui jouent le rôle d'agent électoral et qui sont donc chargés d'enrôler les dirigeants et de les inciter à mobiliser leur groupe (dans la campagne et/ou le jour du vote)⁸⁶. Pour ce faire, ils mobilisent un registre qui n'est pas sans rappeler celui utilisé par les dirigeants de quartier. Il est en effet fondé sur la référence à des enjeux localisés et sur l'accès à des ressources particularistes. Et, lorsque les organisations partisans sont mentionnées, c'est rarement sous un angle positif. Au contraire, le discrédit de ces organisations dans les quartiers populaires semble favoriser des stratégies de distinction que les acteurs intermédiaires sont d'autant plus en mesure de mobiliser qu'ils entretiennent eux-mêmes un rapport distancié avec l'organisation. Ce mode d'encadrement de la campagne est particulièrement visible du côté du PLN qui domine très largement l'espace partisan depuis la seconde moitié des années 2000 et constitue sans conteste le parti le plus structuré. Cependant, un tel registre n'est pas le monopole du PLN, ses concurrents au quartier le mobilisant eux-aussi.

« Je tenais à m'excuser au nom du parti du manque de respect envers la communauté » : registres de mobilisation des agents électoraux libérationnistes en campagne

Lors de chaque élection, des militants et des cadres du PLN se chargent de rappeler aux dirigeants l'importance qu'il y a à se mobiliser. Pour ce faire, ils s'appliquent à montrer que la campagne peut servir les intérêts de chaque groupe en favorisant un accès à des ressources particularistes. Les propos de ce fonctionnaire du ministère du Logement, cadre du PLN, sont particulièrement révélateurs de cela :

Ministère du Logement

Mercredi 4 novembre 2009

Aujourd'hui, j'ai accompagné Yolanda et José Luis qui se rendaient au ministère du Logement pour une réunion avec la ministre. Alors que les semaines passées ont été marquées par leur rapprochement avec le PAC comme tentative pour faire pression sur le gouvernement, ils tentent désormais de renouer des négociations avec la ministre pour trouver un accord sur le terrain. Au sortir de la réunion et alors que nous nous apprêtons à monter dans l'ascenseur, un fonctionnaire les alpague. Il leur parle du terrain [*qui est*

⁸⁶ Les travaux de François Miquet-Marty sur les agents électoraux dans la France de la seconde moitié du XIX^e siècle, de Dominique Vidal et de Camille Goirand sur les *cabo eleitorales* dans les *favelas* brésiliennes ou de Lamia Zaki sur les relais électoraux dans les bidonvilles marocains ont mis en évidence l'intérêt d'étudier ces figures d'intermédiaires électoraux afin de saisir les rapports au politique et les modes d'intéressement au politique des catégories sociales les plus éloignées du champ politique institué. Voir : F. MIQUET-MARTY, « Les agents électoraux. La naissance d'un rôle politique dans la deuxième moitié du XIX^e siècle », *Politix*, 1997, vol. 10, n°38, p. 47-62 ; C. GOIRAND, « Clientélisme et politisation populaire à Rio de Janeiro... », *op. cit.* ; D. VIDAL, *La politique au quartier...*, *op. cit.*, p. 178-187 ; L. ZAKI, « Un notable en campagne. Les ressorts locaux de la réélection d'un parlementaire sortant », in L. ZAKI, (dir.), *Terrains de campagne au Maroc. Les législatives de 2007*, Tunis/Paris, IRMC/Karthala, 2009, p. 61-70.

l'objet de leur dispute avec Claudio], soulignant que la négociation leur est particulièrement défavorable. « *Ici, vous êtes considérés comme des traîtres* ». S'engage alors une discussion sur la campagne [pour les élections du 7 février 2010], José Luis et Yolanda interrogeant le fonctionnaire sur l'opportunité d'y prendre part (« *ça vaut la peine que l'on s'y mette ?* ») : « *Il y a quelques mois, je vous aurais dit non... mais là, il vaut mieux... ici, c'est votre 'ami' que l'on écoute* [il a pris un ton ironique pour faire référence à Claudio]. Avec V. de Heredia... Ici, il y a d'autres dirigeants, qui sont bien présents... et si vous ne vous y mettez pas, vous allez tout perdre ! Mais avec précautions, parce qu'ici vous êtes des traîtres ! ». Il poursuit ensuite en mettant en avant qu'il est chargé de rédiger une partie du plan de gouvernement de Laura Chinchilla et qu'il donne une bonne place au coopérativisme, parce que « *ça peut être une bonne chose, une bonne base de travail* ». Se tournant désormais vers Yolanda, il lui dit que sur cet aspect, « *elle a toutes ses chances* ».

Cet extrait de carnet de terrain est révélateur des stratégies mises en œuvre par les militants et cadres du parti pour chercher à inciter les dirigeants à ne pas se démobiliser malgré leur marginalisation. Il montre comment ces acteurs peuvent s'efforcer de mobiliser et d'entretenir la croyance dans l'utilité de la mobilisation malgré le désenchantement – ou le non enchantement – dont la campagne fait l'objet. Outre ce travail d'incitation qu'ils réalisent tout au long de la campagne, des militants du parti se chargent également d'encadrer au quotidien le travail des dirigeants, adoptant un rôle d'agent électoral. Lors de la campagne pour les élections de février 2010, ce travail d'encadrement quotidien est de plus en plus visible au fur et à mesure que la date de l'élection approche. Il faut dire qu'au retour des vacances de Noël, alors que le rythme de la campagne doit s'accélérer, son organisation à Rincón Grande est chaotique, comme l'indique le comportement de Yolanda observé antérieurement.

Chargée depuis novembre de coordonner la campagne du PLN à Rincón Grande (avec Gustavo), Yolanda se désengage partiellement durant les vacances de Noël. L'une de ses sœurs est partie, laissant ses deux petits (2 et 5 ans) à la charge de Yolanda et de sa mère. À quelques semaines de la rentrée scolaire, Yolanda se trouve donc en charge des deux enfants qu'il faut inscrire en crèche et à l'école. Cette situation favorise le repli de la dirigeante sur la sphère familiale. Ce repli est alimenté par l'absence d'avancées sur la question du terrain et par la présence plus visible de Claudio dans la campagne libérationniste :

Casa de la Victoria

Vendredi 11 décembre 2009

Il est près de 14 heures lorsque je rejoins Yolanda à la *Casa de la Victoria*, le bureau du candidat à la députation en charge de San José (PLN). Je la retrouve dans le « bureau électoral » où sont traitées toutes les questions liées à l'organisation de la journée électorale et des bureaux de vote du canton de San José. Au mur, sont affichés les noms et numéros de téléphone des différents responsables. Parmi les noms présents, Yolanda observe qu'il y a Claudio et s'en étonne auprès des militants présents. Elle voit aussi que c'est F., un militant de Rohrmoser [*un quartier huppé de Pavas*] qui est inscrit comme coordinateur de Rincón Grande. Alors que Yolanda se fâche, un responsable présent lui intime de ne pas s'inquiéter, que pour eux, elle est bien la représentante du quartier sur les questions électorales.

Cet épisode met en évidence la faible reconnaissance dont la dirigeante fait l'objet et constitue un facteur, parmi d'autres, du désengagement partiel de celle-ci. Au début du mois de janvier, Yolanda est moins présente au QG local du PLN et passe plus de temps chez elle, avec ses petits-neveux. Elle continue de répondre aux demandes qui émanent du parti, mais à la hâte et de façon peu consciencieuse. Ainsi, si elle a fourni des listes de volontaires pour les bureaux de vote, elle n'a pas réalisé le travail de sollicitation individuel que cela implique et ne s'occupe pas non plus d'accompagner le travail de la secrétaire qui doit confirmer auprès de chaque volontaire leur venue. Lorsque Lidia (l'une des secrétaires du QG local) appelle un à un les supposés « *volontaires de Yolanda* », pour confirmer qu'ils travailleront pour le PLN le jour de l'élection et les informer des dates de formation, la plupart d'entre eux lui opposent une fin de non recevoir. Lidia et les responsables de la tenue des bureaux de vote pour le PLN reprochent alors à Yolanda son faible investissement.

Cette anecdote, comme le travail de démobilisation opéré pour le meeting « L'Habitat nous unit »⁸⁷, rend compte de la confusion qui règne alors dans la machine électorale libérationniste. Cela suscite des inquiétudes de la part des candidats et de leurs équipes qui vont donc chercher à mieux contrôler les dirigeants locaux. Ce contexte offre à des militants extérieurs au quartier une opportunité pour faire apprécier leurs compétences d'agents électoraux. Pour ces militants, qui sont en grande partie des membres du personnel politico-administratif soumis au système de dépouilles⁸⁸, la campagne est bien sûr l'occasion de défendre leurs idées mais aussi de renégocier une position dans l'appareil partisan et/ou un

⁸⁷ Cf. 1.3.2 de cette section.

⁸⁸ Au Costa Rica, le nombre de postes soumis au système de dépouilles s'est réduit depuis les années 1990. Il reste cependant en vigueur dans les cabinets ministériels, et plus largement dans certains ministères comme celui des Affaires étrangères, ou encore dans les conseils d'administration des institutions autonomes ou semi-autonomes. En 2011, on dénombrait soixante-et-onze institutions de ce type, comprenant de grandes entreprises publiques et un large éventail d'agences en charge de programmes de développement économique et social. Les postes d'attachés parlementaires constituent un autre réservoir de postes pour les partis.

poste politique ou administratif⁸⁹. Leur investissement dans la campagne repose d'une part sur l'engagement de savoir-faire militants, notamment liés à l'usage du matériel informatique, nécessaire pour le recensement des votants et l'organisation de la journée électorale. Issus de la classe moyenne, voire moyenne supérieure, ces militants disposent aussi de ressources économiques qui font souvent défaut au quartier et qui leur permettent de payer ou de faire l'avance d'une note de téléphone ou du loyer d'un QG, ce qui facilite l'organisation quotidienne de la campagne. Enfin, nombre d'entre eux disposent de ressources relationnelles au quartier. Leur participation récurrente aux campagnes électorales, et pour beaucoup, leur passage par une ou plusieurs institutions publiques ou parapubliques, leur ont en effet permis de nouer des relations avec des dirigeants. Ces ressources relationnelles sont d'autant plus déterminantes ici qu'elles font défaut au candidat à la députation, qui ne dispose d'aucun ancrage local. Ils constituent ainsi des agents électoraux particulièrement prisés pour coordonner le travail des dirigeants au quartier.

À ce titre, le cas de Teresa est particulièrement révélateur. Avocate de Rohrmoser, Teresa est une fidèle du PLN où elle milite depuis la fin des années 1980. Si elle s'est parfois lancée dans la course à des postes électifs, elle n'a jamais été suffisamment bien placée sur les listes pour être élue. Elle aurait souhaité, à défaut d'une position d'éligible, entrer au ministère des Affaires étrangères. Faute de mieux, elle s'est finalement contentée, en 2006, d'une nomination au conseil d'administration de l'Institut de développement municipal, qui est l'une des nombreuses institutions publiques autonomes que compte le pays. Teresa est une habituée des campagnes électorales à Rincón Grande. Sa première campagne dans le quartier date des années 1980 : alors que l'occupation du quartier vient d'avoir lieu, elle est chargée par le parti d'assurer l'inscription des nouveaux arrivants sur les listes électorales. Depuis lors, elle vient régulièrement dans le quartier, bien au-delà des seules conjonctures électorales. Parmi les dirigeants avec lesquels elle a noué des liens souvent durables, on compte Yolanda. Pour cette dernière, Teresa est une « amie », une « mère » qui a « toujours été là dans les moments les plus difficiles ». Depuis les années 2000 et l'engagement de Yolanda comme dirigeante de La Cueva, cette amitié a été mise au service du PLN.

Si Teresa fait son apparition dans la campagne au mois de janvier, c'est justement parce qu'elle peut se prévaloir de relations de confiance avec des dirigeants que l'organisation partisane peine alors à encadrer. De façon révélatrice, c'est trois jours après l'épisode des listes de volontaires et deux jours après le meeting « l'Habitat nous unit » que Yolanda me

⁸⁹ Voir D. GAXIE, « Rétributions du militantisme... », *op. cit.*

parle pour la première fois de la venue de Teresa. Cette dernière vient en effet de lui téléphoner : le candidat à la députation l'a chargée de mettre de l'ordre dans les équipes de campagne de Rincón Grande et pour cela, elle a besoin de Yolanda. Elle est notamment en charge de vérifier qu'il y aura suffisamment de volontaires pour tenir les bureaux de vote. Les effets conjugués de l'arrivée de Teresa et de la réussite du meeting de Claudio ne se font pas attendre. Toute l'après-midi, Yolanda rappelle un à un ses voisins et voisines. Elle leur rappelle qu'ils sont volontaires pour tenir les bureaux de vote pour l'élection et qu'ils doivent à ce titre suivre une formation. Le soir même, la dirigeante conduit une dizaine de personnes jusqu'à l'école où se tient la formation. Suite aux cafouillages, « *ses volontaires* » n'apparaissent cependant pas sur les listes du Tribunal suprême des élections. Dans les jours qui suivent, Yolanda réalise de nombreux allers-retours entre le quartier, le QG central du parti et le Tribunal suprême des élections, pour s'assurer de l'inscription de « *ses volontaires* », qu'elle conduit ensuite personnellement aux formations⁹⁰. La relation privilégiée que Yolanda entretient avec Teresa favorise ainsi la remobilisation rapide de la dirigeante.

Dans le cas de Yolanda, un autre agent joue également un rôle central. Militante de longue date du PLN, Betsy est une proche de la candidate présidentielle⁹¹. Pour la campagne, elle est chargée d'organiser le programme « Communautés vulnérables »⁹². Lancé tardivement, ce programme réunit une vingtaine de dirigeants de différents quartiers populaires du pays qui ont en commun d'entretenir des relations conflictuelles avec les autres dirigeants chargés d'organiser la campagne libérationniste dans leur quartier. Le programme permet ainsi d'intégrer à la campagne les dirigeants les plus susceptibles de se désengager, sans pour autant leur demander de travailler avec ceux qu'ils considèrent, au local, comme leurs rivaux.

À partir du mois de janvier, Betsy et Teresa font partie de la quinzaine d'agents électoraux qui s'engagent à Rincón Grande. Leur travail militant consiste tout particulièrement à inciter Yolanda à se mobiliser à leurs côtés. Communications téléphoniques, visites à la maisonnette de tôle de la dirigeante ou rencontres dans les bureaux du PLN du centre de la capitale, les deux femmes parlent presque quotidiennement à la dirigeante. Chacune de leur côté, elles demandent chaque semaine à Yolanda d'organiser une

⁹⁰ Extrait de carnet de terrain, 16 janvier 2010.

⁹¹ Entre 2006 et 2008, elle était vice-ministre de la Justice, lorsque Laura Chinchilla occupait la tête du ministère.

⁹² Comme noté précédemment, les activités de la campagne libérationniste sont organisées autour de différentes structures, plus ou moins institutionnalisées (Logement, Coopératives, Éducation, Femmes, Communautés vulnérables etc.).

visite dans un secteur du quartier. En amont de ces visites, puis lors de rapides introductions, la dirigeante s'attache à donner une crédibilité aux deux agents. Pour Betsy, il s'agit surtout d'insister sur sa proximité avec la candidate présidentielle. Pour Teresa, l'accent est mis sur les services qu'elle a pu rendre dans le quartier, et notamment ceux dont Yolanda a elle-même bénéficié. Elle témoigne ainsi personnellement d'un engagement concret qui constitue un argument de légitimation déterminant dans ces petites assemblées. Cependant, si Yolanda travaille ici à faire bénéficier les deux agents de sa propre légitimité locale, cela ne rejaillit pas directement sur le PLN. Face à la disqualification dont le parti fait l'objet au quartier, le maintien d'une distance symbolique vis-à-vis de l'organisation semble constituer une contrainte de rôle particulièrement forte. Dans le cas de Betsy, cela se traduit par un évitement de la référence au parti. Elle invite les dirigeants qui participent aux réunions du programme « Communautés vulnérables » à bien différencier la candidate - Laura Chinchilla - du parti, répétant ainsi qu'« *il ne faut pas inviter les gens à faire partie du parti, mais à faire partie du futur gouvernement de Laura* »⁹³.

Du côté de Teresa, la distanciation vis-à-vis de l'organisation partisane est d'autant plus nette que sa trajectoire militante est la source d'une importante frustration. Au cours des visites dans le quartier, elle met d'ailleurs en récit cette frustration en soulignant qu'elle a « *dépensé des millions* »⁹⁴ dans le quartier afin de devenir député sans que le PLN « *ne lui laisse jamais l'opportunité d'être candidate* ». Le récit des déceptions causées par le parti rend d'autant plus remarquables les démonstrations de respect qu'elle fait reposer sur des formules discursives (« *je tenais à m'excuser au nom du parti du manque de respect envers la communauté* ») que des dons viennent concrétiser (boissons, sandwichs etc.).

Cependant, tout en témoignant de leur rapport distancié au parti, les deux agents ne profitent pas moins des réunions de supervision et des visites organisées au quartier pour valoriser le bilan de l'administration libérationniste sortante, pour montrer que certaines propositions du programme du parti pourraient bénéficier à San Jacinto, aux habitants du quartiers, voire aux pauvres en général, ou à l'inverse, que l'arrivée au pouvoir d'un autre candidat pourrait remettre en cause certains programmes sociaux. Ainsi, l'une souligne que « *sans la crise économique, le gouvernement aurait pu faire mieux....* ». L'autre insiste sur les

⁹³ Si j'ai observé l'usage de ce registre de façon récurrente dans les stratégies de mobilisation à l'égard des dirigeants de quartier populaire, il faut noter qu'il ne s'inscrivait pas en contradiction avec la tonalité nationale de la campagne de Laura Chinchilla. Alors qu'elle a été la vice-présidente et ministre en charge de la Justice de l'administration antérieure (entre 2006 et 2008, date à laquelle elle démissionne pour se lancer dans sa propre campagne), sa stratégie électorale repose notamment sur une logique de différenciation vis-à-vis d'un gouvernement fortement critiqué.

⁹⁴ Un million de *colons* – monnaie costaricienne – représente alors environ 1 200 euros.

apports des nouvelles bourses scolaires, qui, bien qu'insuffisantes, ont été pensées pour « *aider les plus pauvres* ». Elle critique également les autres candidats, qui pourraient vouloir faire disparaître le programme social en question. La préoccupation de la candidate pour « *les pauvres* », les « *défavorisés* » et pour la question du logement (et notamment le rôle des coopératives) est régulièrement mentionnée. Ce discours est peu relayé par les deux dirigeants, mais par les membres de leur groupe qui participent plus ou moins régulièrement à l'organisation de la campagne. Ces derniers, qui appartiennent principalement – mais pas uniquement – au premier cercle des dirigeants et qui sont sollicités pour les porte-à-porte et les opérations de *canvassing*, reprennent à leur compte à ces occasions les arguments émis par les deux agents. Afin de convaincre les membres des deux associations de soutenir le parti, ils cherchent à démontrer que la future politique libérationniste pourrait répondre aux attentes des habitants de San Jacinto, en reprenant et en remaniant les arguments développés par les agents électoraux. On voit ici que dans certaines configurations, des acteurs tentent d'opérer un travail de requalification et d'articulation, afin de faire coïncider, au moins momentanément, les attentes des membres des deux associations avec les orientations du parti, ou plus spécifiquement avec le programme de la candidate. Cependant, l'étude de la campagne révèle que de telles opérations sont peu fréquentes. De fait, il apparaît que les modes d'encadrement partisan ici à l'œuvre autorisent des formes d'appropriation de la campagne autour d'enjeux qui font sens localement et qui ne coïncident pas nécessairement avec les éléments programmatiques et les valeurs défendues dans la sphère politique instituée. Et même lorsque l'encadrement des militants se fait plus pressant, il ne semble pas remettre en cause ce rapport distancié à la politique légitime. Au contraire, les exemples de Betsy et de Teresa révèlent que les acteurs qui opèrent ce travail d'encadrement composent avec cette contrainte bien plus qu'ils ne la subvertissent.

Ainsi, pour mobiliser les dirigeants et leurs groupes, les agents électoraux libérationnistes mobilisent un registre de légitimation fondé sur la distinction vis-à-vis d'organisations partisanses disqualifiées. Ces agents libérationnistes ne sont cependant pas les seuls à essayer de composer avec les rapports distanciés que les dirigeants et leurs groupes entretiennent à la sphère politique instituée et aux organisations partisanses. C'est notamment ce que montrent les stratégies mises en œuvre par les intermédiaires et les candidats d'autres partis.

« Pas pour la campagne, mais pour le vote » : registres de mobilisation de partis en concurrence

Depuis la seconde moitié des années 2000, le PLN est le parti costaricien le plus structuré. S'il occupe indéniablement une position dominante, le PLN fait malgré tout face à la concurrence d'autres organisations partisans. Cela se note à Carpio comme à Rincón Grande où d'autres organisations partisans tentent de mobiliser électoralement. En 2010, j'ai ainsi pu observer le travail de mobilisation mené par le PUSC, le PAC, le ML et les organisations partisans évangélistes. Ces organisations tentent elles aussi de mobiliser des dirigeants, en se tournant principalement vers ceux qui sont les plus distants du PLN. À ce titre, José Luis et Yolanda sont régulièrement sollicités. Des intermédiaires, souvent militants ou proches d'un parti, et disposant de relations d'interconnaissance avec des dirigeants, se chargent de les appeler ou de les rencontrer, afin de leur proposer d'aider le parti, de « *donner un coup de main* ». Le registre qu'ils mobilisent est très proche (voire similaire) à celui mobilisé par les agents électoraux du PLN : rappeler les services rendus, se concentrer sur des enjeux localisés. Dans les cas où les dirigeants approchés sont déjà en campagne pour un autre parti (comme c'est le cas de Yolanda et de José Luis), la sollicitation consiste à jouer du pragmatisme et de l'absence de fortes loyautés politiques (comportements politiques que ces agents considèrent néanmoins comme illégitimes). À ce titre, ces extraits de carnet de terrain lors de la fin de la campagne pour les élections du 7 février 2010 sont particulièrement révélateurs :

Conversations téléphoniques

Mardi 19 Janvier 2010

J'arrive à San Jacinto vers 14h15 et Yolanda m'attend déjà dans la voiture. Première étape : le supermarché. Sur le parking, elle reçoit un coup de téléphone de Teresa. Le candidat à la députation vient de la charger de mettre de l'ordre dans les équipes de campagne de Rincón Grande et pour cela, elle a besoin de Yolanda. Après une rapide course, nous nous rendons au *Balcon verde* [le QG du PLN] chercher des tee-shirts et discuter avec Betsy. Sur le chemin du retour, nous nous arrêtons chez José Luis. Une discussion débute entre les deux dirigeants pour savoir s'il faut « *voter pour Douglas* », un candidat au poste de *regidor* inscrit sur la liste du PUSC et habitant Pavas. Yolanda argumente qu'« *il a toujours aidé la communauté de San Jacinto* ». La discussion se poursuit quelques minutes encore, puis nous repartons vers le QG local du parti. Yolanda veut voir où en sont les secrétaires à propos des listes de volontaires. Après un rapide état des lieux, nous repartons en voiture jusque chez elle. Sur le chemin, un nouveau coup de téléphone. Cette fois-ci, c'est Ivan, qui la contacte. L'ingénieur veut savoir où en sont les négociations pour le terrain. Lui qui a déjà été l'intermédiaire entre Yolanda et le PAC en octobre 2009, profite de la conversation pour lui glisser que « *le PAC cherche à entrer en contact avec [eux]* ». *Pas pour la campagne, mais pour le vote* ». Yolanda lui répond qu'elle va réfléchir, avant de le saluer puis de raccrocher.

Quelques semaines plus tard, un autre extrait de mon carnet de terrain souligne l'avancée des négociations :

Casa de la Victoria

Mercredi 3 février 2010

Il est 13 heures lorsque je rejoins Yolanda à la *Casa de la Victoria*, le bureau du candidat à la députation en charge de San José (PLN). Yolanda est toujours avec ses listes de volontaires. « *De combien a-t-on besoin ?* ». Tout le début d'après-midi est ainsi dédié à la constitution des listes de volontaires et à la réalisation des plannings pour l'élection. À plusieurs reprises, Yolanda intime aux militants présents de se dépêcher, arguant qu'elle a un rendez-vous à 15 heures. Alors que je lui demande de quoi il s'agit, la dirigeante me fait signe de me taire et se hâte de m'envoyer un sms. Elle a rendez-vous avec Douglas A., l'un des candidats au poste de *regidor* pour le PUSC. Au dernier moment, le rendez-vous est annulé. [...] En fin d'après-midi, nous passons chez José Luis pour qu'ils appellent ensemble Douglas et Mario, un militant du PUSC que j'avais déjà croisé en début de campagne, puisqu'il faisait partie des mécontents qui avaient coordonné la campagne des primaires de Laura Chinchilla. Ils se mettent d'accord pour déjeuner ensemble le lendemain. « *12 heures ? Je vous envoie une voiture ? Ils ne vont pas vous lyncher ?* » demande Douglas. Yolanda lui répond en riant qu'il ne s'en fasse pas, qu'ils iront en voiture : « *c'est plus facile pour nous* ». Suite à la conversation, elle m'explique que Douglas n'a pas compris qu'ils n'étaient pas liés à la structure du parti « *C'est la communauté d'abord ! Mais bon, on va éviter de se mettre tout le monde à dos avant dimanche ! Parce qu'il y a des gens qui ne comprennent pas !* ». José Luis ajoute que Licho [l'un des candidats à *regidor* pour le PLN, également issu de Pavas] a été « *stupide* » : « *Même pas un rendez-vous ou un repas avec nous ! Qu'est-ce qu'il a cru ? Que San Jacinto serait de facto pour lui ?* ».

Ainsi, le mode de mobilisation utilisé par les différents agents électoraux observés ici vise à enrôler des dirigeants, en composant avec le rapport distancié que ces derniers entretiennent avec la politique instituée.

L'observation des campagnes électorales à Carpio comme à Rincón Grande montre le rapport distant que les dirigeants de quartier entretiennent avec les organisations partisans. Si des ressources tant matérielles que symboliques sont distribuées, elles ne viennent pas alimenter ou favoriser des logiques de remise de soi aux partis. Au contraire, le mode d'enrôlement électoral de ces groupes repose plutôt sur la gestion des relations de méfiance qu'ils entretiennent avec les organisations partisans en général, et avec le PLN en particulier. La distribution de ressources particularistes que les dirigeants sont en mesure de capter leur permet d'une part de conserver leur position au local et donc d'apparaître comme le défenseur des intérêts collectifs et individuels de leur groupe. D'autre part, la distribution de ces ressources favorise le maintien de relations durables avec des intermédiaires qui sont en mesure de favoriser la reconversion des fragiles ressources de proximité de ces dirigeants au

service de leur parti. Ces jeux de légitimation croisée apparaissent comme la condition de possibilité d'une articulation (toujours instable) entre les intérêts collectifs et individuels des membres de ces groupes et les partis.

Si cette section a permis de mettre en lumière les ressorts d'un engagement distancié, elle met dans le même temps en évidence l'existence de liens de confiance particulièrement forts et durables entre les dirigeants et des intermédiaires mieux insérés dans la sphère politique instituée. Dotés de capital culturel et très politisés, ces acteurs entretiennent des rapports ambivalents avec les institutions partisans. Ainsi, si Ivan dispose d'un réseau relationnel au sein du PAC, il n'y est pas encarté. Membre du PLN de longue date, Teresa a quant à elle accédé à des postes et des rétributions. Elle n'a cependant jamais obtenu les positions qu'elle désirait (députée ou ambassadrice), ce qui alimente une certaine frustration (*« pour réussir en politique, il te faut des parrains et des marraines... ou être très proches du candidat ou de ceux qui sont très proches du candidat... pour qu'ils te poussent... Et moi, malheureusement, c'est quelque chose que je n'ai pas eu »*⁹⁵). De la même façon pour Armando, avocat et membre du PLN, les échecs dans l'accès aux postes électifs qu'il interprète comme le résultat de son manque d'argent, sont l'objet de frustrations. Si les relations entre ces acteurs et les dirigeants ne remettent pas nécessairement en cause le rapport critique et distant que ces derniers entretiennent avec les institutions partisans, elles peuvent néanmoins favoriser des formes de socialisation politique. En s'attachant à donner à voir le travail de mobilisation des dirigeants (et, ce faisant, leur propre travail d'encadrement), en leur donnant accès à leurs propres ressources relationnelles dans la sphère politique instituée ou en favorisant l'accès des dirigeants à certaines rétributions et ressources (postes, ressources d'intermédiation...), ces intermédiaires peuvent en effet favoriser l'accumulation, par les dirigeants, d'un petit capital politique et ainsi faciliter, dans de rares cas cependant, les prémisses d'une carrière politique.

⁹⁵ Entretien avec Teresa, février 2010.

Section C - Du quartier à la sphère politique instituée : des carrières politiques improbables

L'insertion des dirigeants dans la sphère politique instituée ne semble pas remettre en cause le rapport distant et critique qu'ils entretiennent avec les organisations partisans. Pourtant, dans certains (rares) cas, cette insertion engendre des formes de socialisation politique qui peuvent se traduire par le développement de savoir-faire nécessaires à la participation à la sphère politique instituée et surtout, par une prise de goût pour les activités qui en relèvent (connaissance et intérêt pour le jeu électoral, apprentissage des rouages institutionnels, maîtrise de discours experts...). Dans certains cas, exceptionnels, cela se traduit même par l'engagement d'une carrière politique. Dans cette perspective, on s'intéresse ici à la façon dont certains dirigeants peuvent être en mesure de reconvertir leurs ressources militantes principalement acquises dans le quartier dans la sphère politique instituée. On verra que cette reconversion, si elle peut se traduire par des formes d'éloignement au groupe de base n'implique pas nécessairement une absence totale d'ancrage local. Au contraire, leur insertion accrue dans la sphère politique instituée tend à reposer sur la poursuite de pratiques d'intermédiation permettant un élargissement de leur représentativité.

1. S'éloigner du quartier : le relâchement des liens avec la base

L'insertion dans des réseaux de sociabilité extérieurs au quartier, la distance sociale qui s'accroît entre les dirigeants et leur groupe et les critiques constantes sont à la fois des signes et des facteurs du processus de distanciation que donnent à voir certaines trajectoires de dirigeants. Dans le cas de Yolanda, ce processus se traduit en 2012 par son déménagement hors de son secteur. Pour comprendre son départ, il faut bien entendu saisir les conditions matérielles qui l'ont favorisée mais aussi les conditions subjectives qui ont pu rendre cette option individuelle imaginable. À ce titre, il paraît particulièrement important de prendre en compte ses difficultés pour gérer les relations au local, difficultés elles-mêmes liées aux échecs répétés des projets de logement qu'elle porte depuis plusieurs années.

En novembre 2010, lorsque je viens réaliser une enquête sur les municipales, Yolanda me reçoit dans la boutique de meubles qu'elle tient dans le centre de San José. De fait, la dirigeante est de moins en moins présente au quartier. Alors qu'elle est candidate au poste de *síndica* suppléante pour le district de Pavas sous l'étiquette libérationniste, Yolanda délaisse

le travail de mobilisation, se limitant à participer aux grandes activités à l'extérieur du quartier. Localement, c'est Ana qui prend le relai, occupant de plus en plus les fonctions que Yolanda délaisse. Elle est notamment sollicitée par les agents électoraux qui cherchent à mobiliser la Cueva et peinent à obtenir le soutien de Yolanda.

Salle communale de San Jacinto

Mardi 9 novembre 2010

Comme toutes les fins d'après-midi, Eduardo, Patricia et Luisa se retrouvent pour faire campagne pour le PLN dans le cadre des élections municipales qui auront lieu le dimanche 5 décembre. En voiture, ils font chaque jour une tournée dans le quartier, afin de mobiliser les dirigeants, de trouver des volontaires pour les événements qui jalonnent la campagne et pour le jour de l'élection. Aujourd'hui, la tournée a pour objectif de trouver des volontaires pour le meeting du vendredi soir. Dans chaque secteur, les trois militants s'arrêtent chez des connaissances, et notamment chez des dirigeants, afin de les solliciter. En passant près de la Cueva de San Jacinto, ils aperçoivent Ana qui nettoie la salle communale et l'interpellent pour lui demander d'amener du monde au meeting. « *Vendredi soir ?* » « *On peut amener les enfants ?* » interroge-t-elle. « *Oui oui, vous serez tous très bien reçus* » assure Patricia. On échange alors les numéros de téléphone, afin de pouvoir organiser le transport puis, sur un dernier « *On compte sur toi* », le petit groupe de militants reprend sa route et Ana son ménage.

Tout au long de la campagne, Ana prend progressivement le relai de Yolanda, non sans se plaindre de l'absence de cette dernière. Ainsi, par exemple, lors d'une visite du quartier, Ana se plaint de n'avoir pas été tenue informée par Yolanda d'une réunion de formation organisée par le parti. Quand je lui signifie y avoir été avec Yolanda, elle s'emporte, faisant part à José Luis et à Elda de son désarroi « *Yolanda ne me dit plus rien ! Et puis je n'ai pas l'argent pour aller prendre le bus et aller à des réunions !* »⁹⁶.

Outre son emploi dans le centre de la capitale, un autre élément explique le moindre engagement de Yolanda : le manque de soutien dont elle bénéficie de la part de l'administration Chinchilla. Alors qu'elle avait beaucoup misé sur l'obtention d'un terrain pour la coopérative, la nouvelle administration semble avoir enterré le projet comme en attestent par exemple ces propos d'un député libérationniste :

« *CF : Et vous êtes revenu à Rincón Grande depuis l'élection ?*

O.A. : Non... je n'y suis pas retourné... Et franchement, pour aller leur dire quoi aux gens ? Je suis très déçu... Rien ne va se faire, aucun projet, rien... »⁹⁷.

Cet échec a fragilisé la dirigeante dans son secteur, rendant peu souhaitable et difficile une nouvelle mobilisation électorale. En revanche, tout cela ne l'empêche pas de poursuivre ses

⁹⁶ Carnet de terrain, 26 novembre 2010.

⁹⁷ Entretien, novembre 2010.

activités liées à la coopérative : Yolanda continue notamment de préparer des projets et d'essayer de les présenter à des responsables politiques.

Les échecs répétés de son projet et la fragilité de sa position au quartier l'amènent cependant à revoir les priorités de la coopérative. Si la coopérative continue de chercher un terrain pour construire un projet collectif pour les familles, de nouveaux projets de moindre envergure et donc plus réalisables sont initiés : la construction des maisons de ceux qui occupent des terrains constructibles. La coopérative doit se charger de faire les démarches quant à la viabilité des terrains, d'aider à la demande de l'allocation pour le logement puis de construire la maison⁹⁸. Or, la première maison est coûteuse. Il faut que les membres de la coopérative se forment aux techniques de construction et apprennent à manier les outils. Alors que le coût du lancement semble élevé et que les familles identifiées se montrent encore frileuses, une nouvelle idée émerge. Grâce à ses soutiens à l'extérieur du quartier, Yolanda peut se faire avancer l'argent nécessaire pour acheter un terrain et les matériaux en attendant l'obtention d'une allocation. Elle décide alors que c'est sa maison que construira d'abord la coopérative. Désireuse de faire démarrer le projet de la coopérative tout en avançant sur son propre projet individuel de maison mais consciente de la fragilité de son assise au quartier, la dirigeante prend la décision de faire construire sa maison par la coopérative en cachant que c'est elle et sa famille qui occuperont le logement. Les membres de la coopérative travailleront plusieurs mois pour construire la maison, attendant la fin du projet pour être rémunérés pour les heures travaillées (Yolanda obtiendra l'allocation sur le rachat de la maison construite). C'est ce qu'elle m'explique, en décembre 2012, en m'amenant sur le chantier de la nouvelle maison :

« Pour le moment, personne ne sait qu'il s'agit de ma maison... Selon moi, les gens ne comprendraient pas. Ils penseraient que je les exploite, que je les utilise pour mon bénéfice personnel. Mais ça n'est pas ça, c'est juste que l'on n'a pas trouvé d'autres moyens pour que la coopérative puisse démarrer »⁹⁹.

Mentir à son groupe, résoudre son propre problème de logement alors que le projet collectif de construction est au point mort, décider de quitter son secteur... ces différents éléments sont sans doute le fruit d'une première distanciation vis-à-vis de son groupe (relâchement des liens au sein du collectif rendu possible par une différenciation sociale importante). Surtout, cet épisode nourrit un processus de plus en plus évident de distanciation et de détachement vis-à-vis de son voisinage. Pendant la phase de la construction, les tensions au sein du groupe sont

⁹⁸ L'allocation pour le logement couvre généralement l'achat d'une maison dans un quartier populaire ou la construction d'une maison neuve ou l'achat d'un terrain viabilisé et une partie de la construction. Pour plus de détails, voir l'annexe n°6.

⁹⁹ Discussion informelle avec Yolanda, décembre 2012.

vives. De fait, rares sont ceux qui ont accepté de travailler sur le projet. Ceux qui s'y investissent, comme Liliana, donnent à entendre leurs doutes :

« Tu vois, même si beaucoup de gens la critiquent, et disent qu'elle nous exploite... moi, je dis à mes enfants, '*ne vous en faites pas de ce que disent les gens*' [...] Laissez-moi faire, je saurais jusqu'où je peux aller. Et que ça soit vrai ou que ça ne soit pas vrai, et bien ça ne regarde personne, c'est mon problème, pas le leur. [...] Parce que cette maison, il se dit que c'est la sienne n'est-ce pas ? [*Après un court silence interrogatif, elle reprend*] Ici, tout le monde nous dit que nous sommes en train de construire la maison de Yolanda... et moi, ce que j'en dis, c'est que je sois en train de construire sa maison ou pas, c'est mon problème [...]. Tout le monde dit que c'est un mensonge, qu'elle nous exploite. Moi je dis, laissez-moi me faire exploiter ! Je ne demande à personne d'aller se faire exploiter ! Alors, laissez-moi ! Ils disent qu'Ana et moi, nous sommes toujours en train de cirer les pompes de Yolanda [*que le chupamos los pies a Yolanda*], mais moi, je continue »¹⁰⁰.

Suite à son déménagement en 2013, Yolanda poursuit son engagement pour le quartier. Elle continue d'impulser la coopérative, cherchant de nouvelles constructions à réaliser¹⁰¹. Si elle conserve des liens dans son secteur, le collectif peine à persister :

« CF : *Comment les gens de la coopérative ont-ils pris la nouvelle de la maison ?*

Y : Certains se sont fâchés. Ils parlent mal de moi. D'autres se demandent comment réussir à en faire autant. Ivan dit que les gens réagissent, qu'ils cherchent des terrains [*pour faire construire*] »¹⁰².

À la suite de son déménagement, d'autres habitants de la Cueva quittent le secteur. C'est le cas d'Ana, de Liliana, ou encore de Ronaldo qui déménagent pour louer dans d'autres quartiers populaires (voire, dans le cas de Liliana, repartir vivre près de chez ses parents, à la frontière avec le Panama). Tous habitaient dans le *precario* depuis sa création en 1995 et constituaient des soutiens essentiels de Yolanda et des acteurs structurants de la coopérative. L'éloignement de leur principal soutien dans les circonstances présentées ci-dessus n'est pas pour rien dans le départ de ces habitants.

L'éloignement du dirigeant vis-à-vis de son groupe peut prendre différentes formes. Dans les cas de Yolanda, mais aussi de Willy, de Patricia ou d'Elsa, c'est leur déménagement qui apparaît comme la marque la plus nette de ce détachement vis-à-vis du groupe. Le déménagement constitue en effet une transformation majeure qui marque un éloignement tant géographique que symbolique vis-à-vis du groupe de base. Ce détachement n'est bien entendu pas sans lien avec l'engagement des dirigeants en question, et avec les formes d'ascension sociale qu'il a rendu possibles.

¹⁰⁰ Entretien avec Liliana, décembre 2012.

¹⁰¹ Début 2016, la coopérative avait construit 5 maisons.

¹⁰² Entretien téléphonique avec Yolanda, août 2013.

2. Détachement du quartier et continuation de l'engagement : les ressorts d'un élargissement de la représentativité des dirigeants

On l'a dit, les dirigeants sont généralement des « dominants des dominés ». Leur situation initiale puis leur engagement tend à en faire des « établis » par rapport à leur voisinage plus précaire. Malgré cela, ils ne manquent pas d'être là afin de démontrer leur dévotion à ceux qui les entourent. Cette proximité au groupe et les relations de sociabilité tissées au quotidien constituent, on l'a dit, une ressource centrale pour les dirigeants, en particulier au moment de faire la preuve de leur représentativité. À ce titre, tout déménagement remet en cause leur capacité à connaître les enjeux micro-localisés, à *être là pour faire*, et donc à s'appuyer sur ces ressources de la proximité.

Parmi les dirigeants qui connaissent des formes d'ascension sociale et se distancient de leur base, beaucoup essayent néanmoins de conserver leur position d'intermédiaire, en faisant valoir leur expertise en matière d'habitat (au quartier) et leur capital militant (dans la sphère politique instituée). Ils poursuivent leur investissement dans des projets locaux, mais plus épisodiquement, négociant avec les institutions des solutions, proposant de s'investir dans des nouveaux projets, souvent en matière de logement, projets qui aboutissent rarement. Dans le même temps, ils continuent de participer aux campagnes électorales, endossant à leur tour le rôle d'agent électoral. Mais la reconversion des ressources acquises localement se révèle difficile. Comme souligné antérieurement, l'encadrement par les partis demeure particulièrement lâche et peu favorable à ces acteurs. Ils sont certes recrutés pour faire les campagnes, mais leur capital politique demeure extrêmement fragile. Les compétences et les savoir-faire propres au jeu politique institué qu'ils acquièrent favorisent en effet le développement d'un goût pour la compétition électorale mais rarement un attachement durable à une organisation partisane. Ne disposant ni des ressources partisans, ni des capitaux culturels et économiques et de moins en moins de ressources sociales de proximité, ces dirigeants demeurent à la marge du jeu politique institué, et tendent finalement à se désengager à la fois de la sphère politique instituée et du quartier.

Quelques acteurs, comme Yolanda, Patricia ou Claudio, sont néanmoins en mesure de poursuivre leur engagement et réussissent à convertir les ressources tirées de la proximité en ressources politiques.

Yolanda, de la représentation de la Cueva de San Jacinto à la lutte pour la résorption des precarios de San José

Dans les années 2010, Yolanda commence à s'éloigner de sa base. En 2012, cela se traduit par son déménagement hors de la Cueva de San Jacinto. Elle reste malgré tout à la tête de la coopérative et donne une place non négligeable à la Cueva dans ses projets. Elle se distancie pourtant de sa base micro-localisée et se fait de plus en plus la porte-parole des intérêts de Rincón Grande. C'est notamment ce qu'illustre cet extrait d'entretien lors duquel elle m'explique son rôle comme *síndica* suppléante de Pavas :

« Légalement, je dois représenter environ 107 000 personnes... soit approximativement la population de Pavas. Mais en pratique, j'obéis aux intérêts de Rincón Grande »¹⁰³.

Si elle change visiblement l'échelle de son travail de porte-parolat, Yolanda continue cependant d'endosser son rôle de la même façon, en se faisant l'intermédiaire entre cet espace territorial et la municipalité. Selon une logique notabiliaire, elle s'attache à utiliser les ressources auxquelles elle a accès de par sa position d'élue pour résoudre les problèmes des habitants de Rincón Grande. Si Ana, Liliana, Ronaldo (qui ont déménagé) et les habitants de la Cueva de San Jacinto ne sont désormais plus les principaux bénéficiaires des ressources dont dispose la dirigeante, cette dernière continue en effet de distribuer les biens et les services qu'elle est en mesure d'obtenir à la municipalité vers des individus territorialement ancrés dans le quartier de Rincón Grande.

Les courriers que Yolanda rédige en tant que *síndica* suppléante sont particulièrement révélateurs des bénéficiaires de son travail d'intermédiation. Parmi la trentaine de courriers qu'elle rédige entre mai 2011 et novembre 2012, une seule lettre vise directement et spécifiquement les habitants de la Cueva (la dirigeante commande une fanfare pour les quatre ans de la coopérative)¹⁰⁴. Parmi les autres lettres, une dizaine sollicite un service ou des informations pour le secteur de José Luis (voir, par exemple les illustrations n°22 et 23, page suivante) et une dizaine pour un autre secteur de San Jacinto où sa mère – Carmen – dirige désormais un petit groupe de femmes (voir illustrations n°24 et 25, p. 496). Il faut noter en outre des lettres où elle s'enquiert de l'avancée de projets sollicités pour San Jacinto par la fondation caritative du *Lions Club*, dont la section de Pavas est alors présidée par Teresa.

¹⁰³ Entretien téléphonique, mars 2013.

¹⁰⁴ Lettre du 24 octobre 2012.

Illustration n°22 : Lettre demandant l'expulsion d'une famille de San Jacinto

San José, 26 juillet 2011

Aux Honorables membres du Conseil municipal de la municipalité de San José

Mesdames, Messieurs,

Je profite de la présente pour vous saluer et pour vous présenter le problème suivant. Les habitants de San Jacinto (District de Pavas) sollicitent votre collaboration pour que vous enjoigniez Monsieur le Maire à prendre les mesures nécessaires à l'expulsion d'une famille qui s'est installée sur l'emplacement du Parc de San Jacinto.

Cette famille est train de construire des *cuarterías** pour la location et pour la consommation de drogue. Leur installation n'est donc pas seulement une *invasion***, mais renvoie à l'installation d'un lieu propice à la consommation de drogue et à l'augmentation de la délinquance dans cette zone.

Yolanda M.
Síndica – District de Pavas

(*) Dortoirs loués de façon illégale à des populations particulièrement précaires (la plupart du temps des étrangers, voire des étrangers clandestins).

(**) Traduction littérale du terme espagnol *invasión* qui désigne l'installation illégale sur un terrain.

Illustration n°23 : Lettre demandant la réaffectation de José Luis comme inspecteur du nettoyage de Rincón Grande

San José, 9 octobre 2012

Au Chef du Service en charge de la gestion des déchets

Monsieur,

Permettez-moi tout d'abord de vous saluer. Je me permets de me tourner vers vous pour savoir le nom de la personne qui est désormais et nouvellement en charge des inspections en matière de déchets dans le secteur de Rincón Grande. Par la même, j'aimerais savoir quelle a été la raison qui a conduit à retirer cette fonction à José Luis G. J'aimerais également savoir s'il existe une possibilité pour qu'il soit de nouveau affecté à Rincón Grande.

Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez me joindre au numéro suivant xxxx xxxx.

Je vous remercie par avance de votre aide.

Cordialement,

Yolanda M.
Síndica – District de Pavas

**Illustration n°24 : Lettre demandant du matériel pour le Comité de nettoyage
de San Jacinto**

San José, 2 octobre 2012

À la responsable du Département des Services environnementaux

Chère Madame,

Permettez-moi tout d'abord de vous saluer. Je me permets de vous solliciter pour l'obtention de matériel de nettoyage (sacs et gants, notamment) pour le Comité de Nettoyage constitué de femmes de San Jacinto qui participent au nettoyage de Rincón Grande. Par la même, j'aimerais que vous me receviez pour que nous puissiez aborder plus largement la question du Comité de Nettoyage de Pavas.

Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez me joindre au numéro suivant xxxx xxxx.

Je vous remercie par avance de votre aide.

Cordialement,

Yolanda M.
Síndica – District de Pavas

**Illustration n°25 : Lettre demandant de l'aide pour l'organisation d'une fête de Noël
pour les enfants du secteur Ouest de San Jacinto**

San José, 9 octobre 2012

Monsieur Olger Lawson M.,
Regidor titulaire, Parti mouvement libertarien,

Cher Monsieur,

Permettez-moi tout d'abord de vous saluer. Je me permets de solliciter votre collaboration pour l'organisation d'une fête de Noël pour des enfants défavorisés du secteur de San Jacinto. Je me tourne vers vous pour que vous apportiez tout type d'aide, économique, cadeaux, nourriture ou activités pour ces enfants.

Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez me joindre au numéro suivant xxxx xxxx.

Je vous remercie par avance de votre aide.

Cordialement,

Yolanda M.
Síndica – District de Pavas

L'éloignement de Yolanda d'une partie de sa base se traduit plus par une transformation de son travail d'intermédiation que par une disparition de celui-ci. Dans le même temps, ses relations avec les organisations partisans – et en particulier avec le PLN aux couleurs desquelles elle a été élue – demeurent ambivalentes. Si l'ascension sociale de la dirigeante n'a pas reposé sur une remise de soi à l'organisation partisane libérationniste, celle-ci ne se trouve

pas renforcée par la suite. Malgré sa distanciation vis-à-vis de son groupe de base, elle continue en effet d'adopter des positions opportunistes. Elle explique ainsi : « *Moi, je pensais qu'avec cinq élus de Pavas [i.e. le síndico et la síndica suppléante (elle-même), et trois regidores] plus de ressources pourraient être octroyées à la zone* ». Or, les appartenances partisans et les stratégies individuelles des différents élus empêchent les accords autour des intérêts localisés¹⁰⁵. De fait, parmi les élus qu'elle cite, trois l'ont été avec le PLN (les *síndicos* et une *regidora*), un avec le PAC et un avec le PUSC. Cette situation et les conflits personnels qui existent entre ces élus rend difficile une alliance, ce dont Yolanda ne cesse de se plaindre : « *Je n'arrive pas à leur faire comprendre ! J'y ai travaillé, mais ils ne comprennent pas !* ». Face à cette situation, la dirigeante explique donc s'être tournée vers le premier qui lui a proposé son aide :

« Olger [*regidor* du ML], lui, s'est rapidement proposé de m'aider. J'ai sauté sur l'occasion ! Mais ça a été mal vu par les libérationnistes ! Tout le monde me disait d'aller voir Patricia ou les autres libérationnistes. Mais ça ne donnait rien, ils n'étaient pas intéressés. Alors j'ai continué de prendre l'aide d'où elle venait »¹⁰⁶.

Celles-ci lui valent cependant des sanctions et une relégation relative dans le parti. Ainsi, alors qu'elle demande une prise en charge pour un colloque universitaire au Brésil, elle se le voit refuser. Elle analyse le refus sur deux plans. Le premier argument qu'elle invoque, c'est sa position dans la hiérarchie électorale : les élus les mieux placés dans la hiérarchie municipale (les *regidores*) doivent être les premiers à voyager, viennent enfin les *regidores* suppléants, puis les *síndicos*, et enfin les *síndicos* suppléants. Le second argument est de l'ordre de l'incitation (par la sanction) à se conformer à la discipline du parti pour lequel elle a été élue (le PLN) : « *pour qu'ils m'aident, il aurait fallu que je me compromette à aider [les regidores libérationnistes]* »¹⁰⁷. Dès 2012 en effet, Yolanda s'est rapprochée d'Olger, mais aussi d'Eugenia (*regidora* du PAC qui se distancie alors de son parti) pour obtenir des aides auxquelles les *regidores* ont accès (voir la section C du chapitre 5). Cette anecdote du voyage au Brésil constitue un marqueur des tentatives mises en œuvre par les élus et les cadres libérationnistes de la municipalité pour faire rentrer la dirigeante dans le rang partisan, sans que cela ne suffise. Dans un contexte marqué par d'importantes reconfigurations partisans¹⁰⁸,

¹⁰⁵ Si certains dirigeants locaux entretiennent des relations distantes avec leur parti, ce n'est pas forcément le cas des *regidores* dont certains, cadres de leur appareil, peuvent éviter de s'allier avec leurs opposants politiques (voir *infra*, note n°108).

¹⁰⁶ Discussion informelle, décembre 2012.

¹⁰⁷ Entretien téléphonique, janvier 2014.

¹⁰⁸ Il faut rappeler que depuis les années 2000, la scène partisane costaricienne est en constante reconfiguration. Si le PLN domine l'échiquier politique et reste relativement stable, le PUSC a quant à lui quasiment disparu de la scène politique. Dans le même temps, de nouvelles formations se sont constituées mais connaissent des

la dirigeante est en mesure de trouver des soutiens auprès d'élus et de cadres partisans issus de différentes organisations partisanses sans que ces alliances de circonstance ne soient durables.

Par la suite, une reconfiguration du jeu politique local va permettre à Yolanda de continuer à reconverter ses ressources militantes dans la sphère politique instituée. En 2014, alors que Johnny Araya est candidat à la présidentielle pour le PLN, il refuse de faire campagne pour le second tour, arguant que l'écart avec son concurrent est trop fort. Suite à son retrait, le bureau national du PLN l'exclut, l'empêchant par la même de se présenter sous l'étiquette libérationniste à la mairie de San José (dont il est maire depuis les années 1980). Or, Johnny Araya décide de se présenter à la mairie de San José malgré tout, se posant ainsi en dissident du candidat libérationniste. Dans ce contexte, les militants libérationnistes, les cadres du parti comme les dirigeants de quartier qui participent des réseaux de ce parti se divisent, certains suivant le candidat libérationniste, d'autres le maire sortant devenu dissident. Yolanda fait quant à elle campagne pour Johnny Araya aux côtés notamment d'Olger et Eugenia, tous deux *regidores* sortants et opposants au maire sortant. Pendant la campagne, Yolanda m'explique que son ambition n'est pas d'être élue de nouveau (elle vient de réaliser deux mandats à la suite, le premier comme conseillère de district et le second comme *síndica* suppléante). Elle espère cependant pouvoir continuer en politique. Si Olger ou Eugenia venaient à être candidats et élus, elle se verrait bien occuper une position d'assistante en charge des questions urbaines et de l'éradication des *precarios*. Autre possibilité, si Johnny Araya était élu, elle aimerait se faire embaucher dans un service municipal lié aux questions d'habitat populaire. En 2016, Johnny Araya est finalement largement élu¹⁰⁹. Dès son investiture, Yolanda, Eugenia et Ivan sont employés comme consultants sur les questions de logement et ce, en attendant que soit créé (en 2017) un département municipal chargé de « renforcer l'habitat humain » dans lequel tous trois doivent être titularisés.

Ainsi, Yolanda se fait de moins en moins la représentante de la Cueva de San Jacinto mais s'engage de plus en plus dans la « lutte pour la résorption des *precarios* ». Dans les dossiers qui sont présentés à la municipalité par exemple, Rincón Grande, San Jacinto et la

processus d'institutionnalisation parfois tumultueux. Cela se traduit notamment par la difficile « mise en discipline » des partisans et des élus. Ainsi, à l'Assemblée législative comme au sein du conseil municipal de San José, de nombreux élus issus de ces petits partis changent de formation ou se déclarent « sans étiquette ». Dans le même temps, si les élus libérationnistes sont plus rarement conduits à quitter leur organisation, certains peuvent néanmoins dans certaines configurations faire alliance avec certains de leurs opposants.

¹⁰⁹ Il l'emporte avec 40 % des suffrages alors que son plus proche concurrent, porteurs des couleurs du PLN, remporte moins de 16% des suffrages.

Cueva sont ciblés mais ne sont plus centraux dans la mesure où ils ne représentent que cinq de la soixantaine de projets défendus¹¹⁰.

En s'appuyant sur plusieurs acteurs intermédiaires (Teresa, Ivan, Olger, Eugenia...), tous liés à des réseaux partisans différenciés, Yolanda a donc été en mesure de faire valoir ses ressources militantes dans la sphère partisane et ce, sans avoir eu à s'en remettre à une organisation partisane ou à un homme politique en particulier. Elle s'est ainsi constituée un capital politique qui lui permet de faire carrière dans la sphère politique locale. Elle conserve ce faisant un certain ancrage local. En s'appuyant désormais sur ce capital politique pour alimenter ses relations avec des dirigeants de quartier, elle est en mesure d'entretenir cet ancrage, qu'elle peut mettre à profit dans la sphère politique en jouant un rôle d'agent électoral lors des élections. Si une carrière comme celle de Yolanda est particulièrement rare, la dirigeante n'est cependant pas la seule à s'être progressivement insérée dans le jeu politique instituée, comme le révèle l'exemple de Patricia.

Patricia, de Rincón Grande à la municipalité de San José

Patricia a grandi dans un secteur formalisé de Rincón Grande. Fille d'un dirigeant associatif du quartier, elle dit avoir « naturellement pris sa place » à son décès¹¹¹. Dès lors, elle prend de plus en plus de responsabilité dans différentes associations du quartier (APAPROVI notamment). Comme Yolanda, sa position lui permet de nouer des relations fortes avec des militants libérationnistes. Dans le même temps néanmoins, Patricia est moins ancrée au niveau local que Yolanda (son association compte peu de membres). On peut faire l'hypothèse que cela favorise, dans son cas, une socialisation partisane plus rapide au sein du PLN. Rapidement en effet, la dirigeante développe des relations fortes dans les réseaux libérationnistes, et notamment au sein de la municipalité (elle noue notamment une relation extraconjugale durable avec un cadre du PLN au niveau municipal). Sa position de dirigeante associative lui permet d'obtenir un poste à la municipalité. Dans les années qui suivent, elle abandonne progressivement ses engagements dans son secteur, puis déménage du quartier. Par contre, son engagement politique se poursuit. Son militantisme pour le PLN, et en particulier pour les libérationnistes au niveau municipal, se traduit par l'endossement d'un rôle d'intermédiaire. En charge de la distribution des matériaux de construction et du prêt des machines pour l'aménagement urbain, et notamment pour les projets communautaires,

¹¹⁰ *Programa de fortalecimiento del hábitat humano. Propuesta de organización*, Municipalidad de San José, San José, 2016.

¹¹¹ Ces éléments ont été plus longuement développés dans le chapitre 5.

Patricia occupe une position d'intermédiaire entre la municipalité et les quartiers populaires – et en particulier Rincón Grande – qu'elle s'attache à mettre au service du parti lors des campagnes électorales. Si elle s'est rapidement distanciée de son voisinage, Patricia conserve des liens forts avec de nombreux dirigeants du quartier toujours fortement ancrés localement. Cela lui permet ainsi d'endosser une posture d'agent électoral au moment des élections, en s'appuyant, comme Yolanda, sur un réseau de dirigeants présents localement, réseau qu'elle maintient grâce aux ressources qu'elle retire de sa position au sein de l'administration municipale. Comme Yolanda, quoique plus rapidement, Patricia a été en mesure de reconvertir rapidement ses ressources relationnelles locales en ressources politiques, favorisant son engagement dans la sphère politique locale.

Claudio, du precario de la « 15 de septiembre » au leader national de la lutte pour le logement

La trajectoire de Claudio a été largement décrite dans le chapitre 5 et dans la section B de ce chapitre. Malgré le risque de redondance, il semble néanmoins utile d'en rappeler ici quelques éléments tant sa trajectoire est révélatrice des logiques qui peuvent favoriser l'insertion de dirigeants d'origine populaire dans la sphère politique instituée, mais aussi leur attachement à la politique et le maintien de leur engagement.

Durant les années 1970, Claudio migre à San José depuis la Zone Sud où il a travaillé dans les bananeraies – et il a côtoyé les organisations syndicales particulièrement développées dans les enclaves bananières. Arrivé à San José, il s'engage rapidement pour la question de l'habitat autour de laquelle se mobilisent alors les couches les plus fragiles des classes populaires costariciennes.

« Tu vois, le leader communal... quand il y a un problème de n'importe quel ordre, comme un problème avec les déchets par exemple, tout le monde en souffre jusqu'à ce que quelqu'un ait l'idée de commencer à faire des démarches, réunir la communauté... Et c'est comme ça qu'émerge ce leader... Il se peut qu'il en reste là, mais il se peut aussi qu'il poursuive. Il va alors jouer un rôle au niveau de toute communauté, et il peut commencer à être pris en compte par différentes personnes... Dans mon cas, je me suis engagé sur la question du logement en 1979, avec un groupe qui s'est appelé *Nietos de Carazo* [i.e. 'les petits enfants de Carazo', du nom du président de la République 1978 à 1982] [...] J'ai commencé cette lutte localement, dans [*le precario de*] la 15 de Septiembre et puis petit à petit, ça a pris au niveau national. Et après, on a créé le Front démocratique pour le logement. [...] et c'est là que je me suis fait remarquer. J'ai commencé à exercer dans ce domaine au point de devenir un dirigeant national, dans ce domaine de l'habitat »¹¹².

¹¹² Entretien avec Claudio, février 2008.

Durant les années 1980, le dirigeant joue un rôle important dans les négociations avec l'administration et dans l'installation plus ou moins autorisée par les pouvoirs publics de centaines de familles sur des terrains non urbanisés. Son action se situe alors principalement à Los Cuadros de Goicoechea et à Los Guido de Desamparados¹¹³. Durant toute cette période, le dirigeant se trouve fortement inséré dans les réseaux libérationnistes. Entre 1986 et 1990, il noue ainsi des relations avec des membres de l'administration Arias alors au pouvoir. Si l'on peut considérer qu'à la différence de Yolanda, par exemple, Claudio se trouve fortement inséré dans les réseaux du PLN, sa trajectoire est néanmoins révélatrice des relations ambivalentes qu'il a entretenues avec l'organisation partisane, alternant entre soutien et répertoires d'action revendicatifs. Ce rapport distancié à l'institution partisane est lié aux jeux de concurrence qui ont pu éclater entre les entrepreneurs de la mobilisation qui, comme Claudio, étaient issus des groupes de base et ceux mieux dotés en capitaux culturels et politiques qui se voyaient chargés des négociations gouvernementales¹¹⁴.

Dès la fin des années 1980, alors que les entrepreneurs du mouvement social les mieux dotés en capitaux culturels (notamment en diplômes...) trouvent à stabiliser leur situation professionnelle en reconvertissant leurs ressources militantes dans le secteur de l'action publique en matière de logement et de lutte contre la pauvreté (fonctionnariat, ONG...), les dirigeants moins bien dotés peinent quant à eux à en faire autant. Installé à Rincón Grande de Pavas, Claudio développe alors une petite entreprise artisanale de production de grilles et de barrières. Jusqu'aux années 2000, son engagement est alors plus limité mais se trouve réactivé lorsqu'Oscar Arias, aspirant de nouveau à la présidence de la République, s'attache à former une structure de mobilisation, notamment sur la base des réseaux qui l'avaient soutenu durant les années 1980. Dans ce contexte, Claudio fait valoir son capital militant auprès des *aristas* et devient l'intermédiaire privilégié du candidat puis de l'administration dans le quartier de Rincon Grande. Cette position lui permet de monter une association (APAPROVI) qui réunit initialement la plupart des comités pour le logement du quartier (ou associations partiellement dédiées à cette question) et de réunir autour de lui une importante base militante. Il ne s'appuie pas sur un ancrage micro-local mais sur d'autres dirigeants (notamment Yolanda, José Luis et Patricia, qui s'engagent alors à ses côtés), avec qui il fait la campagne présidentielle de février 2006, les municipales de novembre 2006 puis la campagne pour le référendum sur le TLC de 2007. Si son capital politique lui permet d'accéder aux positions de

¹¹³ C'est ce que raconte un autre entrepreneur du mouvement social, devenu fonctionnaire du MIVAH, dans un mémoire universitaire : J. G. ROMÁN MADRIGAL, *La incidencia de las políticas públicas de vivienda...*, op. cit., p. 218.

¹¹⁴ Entretien avec Claudio, février 2008.

délégué présidentiel (nommé par la présidence de la République) et de *síndico*, il demeure cependant fragile. Lorsque F. Zumbado démissionne et que débute la campagne de Laura Chinchilla pour 2010, il doit renégocier sa position, faire jouer le nombre pour conserver son accès privilégié à des ressources. Dans ce contexte (décrit dans la deuxième section de ce chapitre), il endosse alors la position de « défenseur des familles pauvres de Pavas ». Alors qu'une partie des dirigeants qui l'accompagnaient jusque-là (et notamment José Luis et Yolanda) ont fait défection et contredisent sa prétention à représenter les habitants du quartier, il réussit malgré tout à conserver des soutiens dans le quartier et à les mobiliser pour revendiquer des solutions en matière d'habitat. Suite à l'élection de Laura Chinchilla, le dirigeant est obligé de se retirer de la vie sociale pour des raisons personnelles. À son retour cependant, cet « entrepreneur professionnel » de la lutte pour l'habitat reprend son travail de mobilisation. Son capital militant lui permet de réunir un groupe important, composé de dirigeants (et de leurs groupes) de Rincón Grande mais aussi de Carpio ou d'Alajuelita, pour faire pression sur la nouvelle administration PAC et sur son ministre du Logement.

Le cas de Claudio est révélateur de la façon dont, dans certaines configurations, les dirigeants peuvent reconvertir leurs ressources militantes dans la sphère politique instituée. Ces reconversions peuvent être favorisées par la vive compétition entre les dirigeants pour répondre aux attentes qu'ils ont pu susciter et par les réseaux d'interconnaissance dont ils peuvent se prévaloir hors du quartier, qui peuvent entraîner des formes de socialisation politique.

* * *

Comme je l'ai souligné dans ce chapitre, l'engagement dans la sphère politique instituée des couches inférieures des classes populaires costariciennes est peu favorisé par l'encadrement lâche qu'opèrent les partis politiques sur ces catégories. Néanmoins, leur engagement local et la nécessité constante de répondre aux attentes de leur voisinage peuvent favoriser une insertion parfois durable dans la sphère politique instituée. Si cet engagement n'implique pas nécessairement l'attachement à cet espace particulier et aux pratiques qui lui sont propres, dans certains cas cependant, les liens noués avec les « intermédiaires » (agents électoraux) peuvent favoriser des formes accrues de différenciation sociale et le développement d'un goût pour le jeu politique. Ces acteurs intermédiaires jouent en effet un rôle central en permettant aux dirigeants de quartier de reconvertir les ressources qu'ils tirent de leur engagement local

(ressources militantes tirées de leur ancrage au quartier) dans la sphère politique instituée. Alors que l'ascension sociale, même limitée, des dirigeants les conduisent à des formes de distanciation symbolique et physique vis-à-vis de leur groupe de base, l'engagement en politique peut dès lors constituer un moyen d'atténuer les tensions avec le voisinage. Si l'accès à un fragile capital politique peut favoriser des tentatives pour « entrer en politique », les dirigeants tendent néanmoins à maintenir des formes d'ancrage au quartier. La faiblesse des ressources culturelles, économiques et partisans de ces dirigeants mais aussi le sens qu'ils donnent à leur engagement semblent en effet empêcher une rupture totale avec le quartier. Malgré la distanciation à la base, les dirigeants qui ont fait l'objet de cette enquête continuent de s'engager pour le quartier en maintenant notamment des relations étroites avec des dirigeants qui conservent un fort ancrage local. Pour maintenir une position de représentant valorisable dans la sphère politique instituée, ils s'attachent à entretenir une posture d'interface, alimentant pour cela des dynamiques d'unification et de mise en collectif qui peuvent, dans certains cas, donner lieu à des formes de politisation des attentes de ces groupes, et ce faisant, à de fragiles formes de représentation politique.

Conclusion

L'objet de cette thèse était de contribuer à l'étude de la représentation politique des classes populaires au Costa Rica. À travers une enquête de terrain dans deux quartiers populaires situés dans la périphérie de San José, mon ambition était d'interroger les modes de mobilisation et d'engagement des couches les plus fragiles des classes populaires dans ce pays.

Sur les scènes politique et médiatique, comme dans les discours savants, les habitants de ces quartiers tendent à être perçus comme les victimes ou les otages de relations clientélares qui les réduiraient nécessairement à la passivité ou au conformisme. Ils seraient contraints de s'en remettre à un dirigeant, qui s'en remet lui-même à un parti. D'apparence mécanique, ce processus autoriserait l'économie de tout travail de conviction et d'unification symbolique de la part des patrons/représentants. En effet, ces rapports de dépendance rendraient inutile ou même vain tout travail d'unification symbolique et d'encadrement partisan. À lire et à entendre nombre de discours politiques, médiatiques et savants, on pourrait alors croire que la faible représentation des habitants de ces quartiers parmi le personnel politique (entendu au sens large comme composé des élus, des cadres partisans et des professionnels de la politique non élus) est finalement la conséquence de ces rapports de dépendance qui rendraient impossibles les logiques d'unification collective.

Or, une analyse « par le bas » du travail d'intermédiation des dirigeants de quartier conduit à nuancer ces lectures. Elle permet en effet de montrer que ces dirigeants endossent des positions de porte-parole qui peuvent les conduire, bien que dans de rares cas, à s'engager dans la sphère politique instituée.

Pour analyser l'émergence de ces porte-parole et les conditions de possibilité (ou d'impossibilité) de telles carrières politiques, j'ai étudié plusieurs entrées que je vais rappeler ici. Une première source de questionnement est liée au statut symbolique de ces catégories. En quoi la dévaluation symbolique de ces catégories sociales s'accompagne-t-elle d'une transformation des modes d'encadrement partisans ? Un second questionnement a reposé sur l'engagement hors des instances classiques de politisation que sont les partis et les syndicats. En l'absence d'importants dispositifs destinés à la politisation de ces catégories (et notamment de gestion des carrières militantes favorables à ces catégories), sur quelles logiques peut reposer leur engagement ? Enfin, si des porte-parole peuvent émerger au niveau local, quels sont les ressorts (et les freins) d'un passage à la politique instituée ?

LA PAUVRETÉ COMME PROBLÈME PUBLIC : ENTRE REFORMULATION DE LA QUESTION SOCIALE ET DISQUALIFICATION DU POPULAIRE

Les travaux sur la représentation politique des classes populaires ont montré à quel point l'existence politique de ces groupes dépendait de leur existence symbolique. Comprendre les transformations du statut symbolique des groupes dominés constitue en ce sens un enjeu important pour qui entend saisir la faible représentation de ces groupes.

En ce sens, j'ai étudié les transformations de la problématisation de la question sociale au Costa Rica et des conceptions du populaire sur lesquelles elle repose.

J'ai montré d'abord que les classes populaires n'ont pas acquis au Costa Rica la même centralité que dans d'autres contextes. Cette caractéristique doit beaucoup à la faiblesse des institutions classiques de représentation politique des classes populaires (partis et syndicats), qui est elle-même liée à une multiplicité de facteurs tels que la faible polarisation de l'économie caféière et la tardive industrialisation du pays. Sans occuper une place sociale prépondérante, le populaire ne faisait cependant pas l'objet d'une disqualification massive. Au contraire, durant les années 1960-1980, le marxisme académique et les organisations de gauche ont développé une lecture classiste du monde social qui faisait des classes populaires (« la classe ouvrière » puis les « secteurs populaires ») des acteurs collectifs valorisés.

Dans la période suivante au contraire, alors que la question sociale fait une irruption brutale et durable sur la scène politique, les groupes dominés connaissent une dévalorisation de leur statut symbolique. Cette transformation repose sur la construction de la pauvreté comme nouveau problème public. Les classes populaires, et en particulier les couches les plus fragiles de ces dernières, sont dès lors appréhendées en termes d'atomisation, de dépendance et d'assistance.

La construction de ce nouveau problème public a été le produit de la circulation de ces enjeux dans différents espaces nationaux (champs académique, administratifs, politiques) et internationaux (au sein des organisations internationales en particulier), limitant dans le même temps l'émergence d'une alternative. La prégnance de cette nouvelle question sociale et des représentations sur lesquelles elle repose est particulièrement visible sur la scène politique.

Dans les institutions partisans (y compris dans les organisations telles que le PAC ou le PLN qui revendiquent une position au centre-gauche, voire à gauche), les catégories populaires occupent une place marginale. Alors que la politisation et la mobilisation des classes populaires, et notamment de leurs couches les plus fragiles, avaient pu constituer des enjeux durant les années 1970-1980, cela n'est plus le cas aujourd'hui. La marginalisation de cette problématique au sein des institutions induit une fragilité des dispositifs d'encadrement

partisan de ces catégories et la mise en œuvre d'une gestion des carrières militantes qui leur est peu favorable. Or, malgré les désajustements entre les institutions partisans et ces catégories sociales, des formes de politisation sont néanmoins visibles. Elles peuvent même se traduire par l'entrée en politique de certains membres de ces catégories. Or, face à la faiblesse des dispositifs classiques de politisation des classes populaires, la compréhension de ces entrées en politique implique de s'interroger sur les formes d'engagement qui peuvent se produire à la marge, voire en dehors de ces dispositifs.

REPRÉSENTER « LA COMMUNAUTÉ » : ÉMERGENCE DE PORTE-PAROLE POPULAIRES

En me penchant sur des représentants associatifs de deux quartiers populaires de la périphérie de San José, il s'agissait de comprendre comment on y devient dirigeant et surtout comment on le reste. Mon travail de terrain m'a ainsi permis de mettre en évidence que leur leadership reposait, de façon classique, sur le maintien de relations personnalisées et territorialisées. Celles-ci se fondent sur la distribution de biens et de services (empêcher les expulsions, donner des informations sur les bourses scolaires ou les formations professionnelles, organiser des fêtes pour les enfants...). Ainsi, pour résoudre les problèmes de leur voisinage, les dirigeants se font les intermédiaires entre le quartier et une multiplicité d'acteurs insérés dans différents espaces d'activités (personnel politique, élus et non élus, universitaires, employés d'ONG, etc.). C'est sur cette position d'intermédiaire capable d'orienter, même partiellement, la redistribution de ressources publiques que repose le pouvoir des dirigeants de quartier. Cependant, contre l'image de toute puissance qui est parfois véhiculée, notamment par les dirigeants de quartier eux-mêmes, cette position de leadership demeure fragile. À ce titre, une analyse attentive à l'économie morale des échanges dans ces quartiers montre l'importance des dissonances et des conflits. Si les dirigeants maintiennent des liens personnalisés avec leur voisinage, liens qu'ils peuvent en effet être en mesure de mobiliser, ils doivent néanmoins composer, ajuster leurs postures en fonction des attentes morales et matérielles au quartier. La recherche de ressources pour résoudre les problèmes de leur voisinage les amène ainsi à endosser un rôle de porte-parole, mettant en forme, voire suscitant, des attentes collectives dont ils se font les porteurs dans la sphère politique instituée. L'échec dans l'obtention de certaines ressources et le manque de prise en compte de leurs demandes tendent alors à les placer dans une position inconfortable vis-à-vis de leur voisinage et à favoriser l'adoption d'une posture revendicative face au personnel politique. Les dirigeants costariciens peuvent

alors s'attacher à transformer les liens personnalisés qu'ils entretiennent au quartier en groupe revendicatif afin de pouvoir peser en politique. Bloquer une rue, manifester dans les bureaux d'une institution, solliciter des élus pour qu'ils se fassent les défenseurs de leur groupe ou faire nombre lors d'une campagne électorale... nombreux sont les modes d'action sur lesquels repose le répertoire des dirigeants.

Ainsi, cette thèse contribue à montrer que les liens personnalisés entretenus par des formes d'échange matériel n'empêchent pas nécessairement des formes d'unification collective qui peuvent être le support de revendications. Au contraire, une analyse par le bas, attentive aux échanges matériels, mais aussi aux attentes morales qui leur donnent sens, permet de mettre en lumière tout un travail de production et de mise en forme de demandes collectives auxquelles les porte-parole s'astreignent à répondre, et qu'ils peuvent porter dans différents espaces sociaux et notamment dans la sphère politique instituée.

DU QUARTIER À LA POLITIQUE INSTITUÉE : UN ENGAGEMENT PAR LES MARGES

Les dirigeants de quartier qui font l'objet de cette enquête s'insèrent parfois durablement dans la sphère politique instituée. À chaque élection, ils sont en effet nombreux à s'engager au nom de leur voisinage pour tenter de résoudre leurs problèmes. Cependant, cet engagement en politique ne se traduit pas nécessairement par une « entrée en politique » (au sens d'exercice à titre principal de responsabilités électives ou partisans).

À travers l'analyse de carrières de dirigeants, j'ai interrogé les conditions de possibilité – mais aussi d'impossibilité – de réalisation d'une carrière politique pour les couches les plus fragiles des classes populaires.

Dans cette perspective, je me suis notamment intéressée aux modes d'encadrement politique des classes populaires en montrant qu'ils pouvaient favoriser un rapport critique, voire distant, à la politique instituée. Ainsi, la forte concurrence pour les aides sociales et les échecs des projets portés par les dirigeants favorisent l'émergence de conflits qui sont directement liés aux modes d'encadrement étatiques de ces catégories. Ces rapports conflictuels avec le personnel politique entraînent des jeux d'exclusion et d'auto-exclusion, renforçant ainsi les effets d'une gestion des carrières militantes peu favorables à ces catégories. Ils favorisent un maintien à la marge des institutions partisans dont dépend l'accès aux positions électives et aux positions de professionnels de la politique non élus.

Cette thèse permet ainsi de mieux saisir les freins à une entrée en politique des couches inférieures des classes populaires costariciennes. Dans le même temps, ce travail montre que, sous certaines conditions, des dirigeants peuvent néanmoins (chercher à) accéder à des postes politiques. Cet engagement en politique dépend à la fois des rapports de force au quartier (concurrence entre les dirigeants pour des positions de porte-parole, critiques de la part des membres du voisinage) et des liens noués avec des membres du personnel politique (cadres partisans, élus, professionnels de la politique non élus...).

Localement, les dirigeants font face à des tensions récurrentes liées aux échecs de leurs projets. Face aux critiques dont ils font l'objet et à l'émergence de concurrents, ils sont conduits à multiplier la recherche de soutiens hors du quartier. Dans certains cas, ils peuvent faire alliance avec des agents mieux dotés de capitaux valorisables dans le champ politique, mais néanmoins en lutte pour la conservation ou l'amélioration de leur propre position dans cet espace. Ces derniers peuvent trouver dans les ressources qu'ils tirent de leur ancrage local un moyen de défendre ou d'améliorer leur position. Se nouent ainsi des alliances, plus ou moins pérennes, qui peuvent favoriser l'importation de conflits liés au quartier dans le champ politique. Pour les dirigeants, ces alliances peuvent rendre concevable et désirable une entrée en politique. L'accès à un poste peut en effet devenir une modalité pour surmonter plus ou moins durablement les conflits avec leur voisinage, en leur permettant de poursuivre leur engagement tout en se trouvant moins exposés aux critiques et à la concurrence. Ce faisant, les dirigeants peuvent reconvertir le capital militant qu'ils tirent de leur ancrage local (capital social, expertise en matière de politique pour le logement, savoir et savoir-faire administratifs, compétences pour l'organisation de manifestation) dans le champ politique. Cette entrée en politique n'induit pas cependant de rupture totale avec le groupe de base. Leur nouvelle posture leur donne accès à de nouveaux moyens pour conserver un ancrage local rendu en outre nécessaire au maintien de leur position. Plutôt qu'une rupture avec la base, les trajectoires des dirigeants étudiés se traduisent par un élargissement de leur représentativité. De la représentation d'un secteur ou d'un groupe de voisins, les dirigeants en viennent en effet à prétendre représenter le quartier dans son ensemble, voire les *precarios de l'aire métropolitaine* (dans le cas de Yolanda) ou les familles costariciennes en lutte pour le logement (dans le cas de Claudio). La transformation de leur travail de représentation se traduisant par des tentatives d'unification symbolique qu'ils combinent avec des stratégies d'encadrement, en redistribuant des ressources à d'autres dirigeants qui conservent quant à eux un ancrage plus localisé.

L'analyse de carrières des dirigeants de Rincón Grande et de Carpio montre qu'ils sont rares à entrer en politique. Aussi, alors que la gestion des carrières militantes par les principaux partis du pays semble peu favorable à l'entrée en politique des classes populaires, il a semblé utile d'interroger ces entrées en politique au regard des formes de politisation pratique qui peuvent se produire à la marge de la politique instituée. Étudier les formes d'engagement local et la façon dont elles peuvent parfois entraîner un passage au politique permet de sortir d'une analyse en termes d'apathie et de conformisme. Ce faisant, il apparaît en effet que la faible représentation de ces catégories parmi le personnel politique est moins liée à leur atomisation et à leur passivité qu'au rapport critique – et néanmoins actif – qu'ils entretiennent avec la politique instituée et qui se trouve renforcé par le type d'encadrement partisan dont ils font l'objet.

À travers l'analyse des carrières de dirigeants de quartier de Rincón Grande et de Carpio, cette thèse permet donc de mettre en lumière l'existence de formes d'engagement et de politisation à la marge de la politique instituée. Dans la lignée des travaux sur la participation ou sur *l'empowerment* des classes populaires, cette thèse permet ainsi de mettre en lumière des formes d'engagement politique qui ne reposent pas sur la « dépossession » et la « remise de soi ». Une telle analyse ne conduit pas à nier l'existence de fortes inégalités sociales qui pèsent sur les modes de participation à la politique instituée. Elle permet néanmoins de considérer que l'existence de rapports de domination ne doit pas conduire à négliger les capacités d'action – mêmes réduites et contraintes – des dominés dans les processus de représentation.

Bibliographie

MÉTHODOLOGIE

BEAUD Stéphane, WEBER Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2010 [1^{ère} éd. 1997].

BECKER Howard S., *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2002 [1^{ère} éd. en anglais : 1998].

BOURDIEU Pierre, « Comprendre », in BOURDIEU Pierre (dir.), *La misère du monde*, Paris, Éditions du Seuil, p. 1389-1446.

BUÉ Nicolas, « Gérer les relations d'enquête en terrains imbriqués. Risque d'enclichage et distances aux enquêtés dans une recherche sur une coalition partisane locale », *Revue internationale de politique comparée*, n°4, vol. 17, 2010, p. 77-91.

CHAMBOREDON Hélène et AL., « S'imposer aux imposants. À propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et dans l'usage de l'entretien », *Genèses*, n°16, 1996, p. 114-132.

GRUNBERG Gérard, SCHWEISGUTH Étienne, « Bourdieu et la misère. Une approche réductionniste », *Revue française de science politique*, vol. 46, n°1, 1996, p. 134-155.

MAUGER Gérard, « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, n°6, 1991, p. 125-143.

Dossier « Questions d'entretien », *Politix*, vol. 9, n°35, 1996.

MAYER Nona, « L'entretien selon Pierre Bourdieu. Analyse critique de *La Misère du monde* », *Revue française de sociologie*, n°36, 1995, p. 355-370.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, « La politique du terrain », *Enquête*, n°1, 1995, [En ligne] URL : <http://enquete.revues.org/263>.

PINÇON Michel, PINÇON-CHARLOT Monique, « Pratiques d'enquête dans l'aristocratie et la grande bourgeoisie : distance sociale et conditions spécifiques de l'entretien semi-directif », *Genèses*, n°3, 1991, p. 120-133.

SAWICKI Frédéric, « Les politistes et le microscope », in BACHIR Myriam (dir.), *Les méthodes au concret*, Paris, Presses universitaires France, CURAPP, 2000, p. 143-164.

OUVRAGES ET ARTICLES GÉNÉRAUX

BECKER Howard, *Outsiders. Étude de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 [1^{ère} éd. en anglais : 1963].

BAUDELLOT Christian, ESTABLET Roger, *Quoi de neuf chez les filles ? Entre stéréotypes et libertés*, Paris, Nathan, 2007.

BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Ève, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2011 [1^{ère} éd. 1999].

BOURDIEU Pierre, *Outline of Theory of Practice*), Cambridge (Massachusetts), Cambridge University Press, 1977 [1^{ère} éd. en français : 1972].

BOURDIEU Pierre, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979.

BERTHAUT Jérôme, DARRAS Éric, LAURENS Sylvain, « Pourquoi les faits-divers stigmatisent-ils ? L'hypothèse de la discrimination indirecte », *Réseaux*, n° 157-158, vol. 5, 2009, p. 89-124.

CARDON Dominique, HEURTIN Jean-Philippe, LEMIEUX Cyril, « Parler en public », *Politix*, vol. 8, n°31, 1995, p. 5-19.

CHAMPAGNE Patrick, « La construction médiatique des 'malaises sociaux' », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 90, 1991, p. 64-76.

DARMON Muriel, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2010 [1^{ère} éd. : 2006].

ECKERT Henry, FAURE Sylvia (dir.), *Les jeunes et l'agencement des sexes*. Paris, La Dispute, 2007.

GOFFMAN Erving, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1975 [1^{ère} éd. en anglais : 1963].

LASCOUTES Pierre, LE GALÈS Patrick, *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin, 2007.

MARY André, « Le voir pour y croire : expériences visionnaires et récits de conversion », *Journal des africanistes*, vol. 68, n°1-2, 1998, *Parcours de conversion*, p. 173-196.

MACCOBY Eleanor, « Le sexe comme catégorie sociale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 83, 1990, p. 16-29.

NEVEU Éric, « Les sciences sociales doivent-elles accumuler les capitaux ? À propos de Catherine Hakim, *Erotic Capital*, et de quelques marcottages intempestifs de la notion de capital », *Revue française de science politique*, n°63, 2013, p. 337-358.

ROGER Antoine, « Constructions savantes et légitimation des politiques européennes. La circulation des savoirs sur la vigne et le vin », *Revue française de science politique*, vol. 60, n°6, 2010, p. 1091-1113.

TÖNNIES Ferdinand, *Community and civil society*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001 [1^{ère} éd. en allemande: 1887].

LA REPRÉSENTATION POLITIQUE : ASPECTS THÉORIQUES ET TRAVAUX EMPIRIQUES ***Partis, recrutement et carrières politiques***

ALLAL Amin, BUÉ Nicolas, « 'Les partis se tiennent par leurs noyaux durs' ? Jalons pour une analyse du lien partisan », in ALLAL Amin, BUÉ Nicolas (dir.), *(In)disciplines partisans. Comment les partis politiques tiennent leurs militants*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016 (à paraître).

AVANZA Martina, « Qui représentent les élus de la 'diversité' ? Croyances partisans et points de vue de 'divers' », *Revue française de science politique*, vol. 60, n°4, 2010, p. 745-767.

BARGEL Lucie, « S'attacher à la politique. Carrières de jeunes socialistes professionnels », *Sociétés contemporaines*, n°84, 2011, p. 79-102.

BOURDIEU Pierre, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 36-37, 1981, p. 3-24.

BOURDIEU Pierre, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52-53, 1984, p. 49-55.

BRIQUET Jean-Louis, « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », *Politix*, vol. 7, n°28, 1994, p. 16-26.

BRIQUET Jean-Louis, MASSICARD Élise (coord.), Dossier « Ancrages politiques », *Politix*, n°92, 2010.

CARTIER Marie, COUTANT Isabelle, MASCLÉ Olivier, SIBLOT Yasmine, « Promotion et marginalisation des candidats de la 'diversité' dans une commune de la banlieue parisienne », *Politix*, n°91, 2010, p. 179-205.

CASTRO ROCHA Daniella, « Rapport au pouvoir et reconfigurations partisans. Le cas du Parti des travailleurs à Brasília », in G. VOMMARO (dir.), *La 'carte rouge' de l'Amérique latine...*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2008, p. 21-47.

COLLOMBON Maya, « Le rose au front. Déployer l'hégémonie sandiniste dans la rue », in BAAMARA Layla, FLODERER Camille, POIRIER Marine (dir.), *Faire campagne ici et ailleurs. Mobilisations électorales et pratiques politiques ordinaires*, Karthala, Paris/Aix-en-Provence, 2016.

COMBES Hélène, « Meetings de fin de campagne au Mexique et ethnographie des milieux partisans », *Politix*, n° 85, 2009, p. 149-179.

DUTOYA Virginie, HAYAT Samuel (coord.), Dossier « Prétendre représenter. La représentation politique comme revendication », *Revue française de science politique*, vol. 66, n°1, 2016.

DUTOYA Virginie, HAYAT Samuel, « Prétendre représenter. La construction sociale de la représentation politique », *Revue française de science politique*, vol. 66, n°1, 2016, p. 7-25.

FERNÁNDEZ GONZÁLEZ Álvaro, « Todo empezó en el '53': Historia oral de un distrito liberacionista », *Revista de Historia (UNA)*, n°26, 1992, p. 97-142.

FLODERER Camille, MATTINA Cesare, MAISETTI Nicolas, RANNOUX Julie, « Des intermédiaires communautaires ? Regards comparés sur la représentation politique locale dans la 'diversité' à Marseille » in *La mesure des territoires en mutations ? Les transformations de l'ancrage territorial et social du politique*, Rapport Région-PACA - Université d'Avignon/IEP d'Aix-en-Provence/Aix-Marseille Université/Université Nice-Sophia Antipolis, Avril 2014.

HADJ BELGACEM Samir, *Représenter les « quartiers populaires » ? Une socio-histoire de l'engagement électoral et partisan dans les cités d'une municipalité communiste*, thèse de doctorat en Sociologie, Paris, École Normale Supérieure, 2015.

HAYAT Samuel, SINTOMER Yves (coord.), Dossier « La représentation politique », *Raisons politiques*, n°50, 2013.

LAGROYE Jacques, « Être du métier », *Politix*, vol. 7, n°28, 1994, p. 5-15.

LE BART Christian, *Les Maires. Sociologie d'un rôle*, Septentrion, 2003.

LEFEBVRE Rémi, SAWICKI Frédéric, *La société des socialistes*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006.

LÉVÊQUE Sandrine, « 'L'entrée en politique'. Bibliographie sur les conditions sociales de la professionnalisation et de la 'réussite' politique en France », *Politix*, vol. 9, n°35, 1996, p. 171-187.

MARIJNEN Anne, « Entrée en politique et professionnalisation d'appareil. Les écoles centrales de cadres du Parti communiste italien (1945-1950) », *Politix*, vol. 9, n°35, 1996, p. 89-108.

MASCLET Olivier, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2006 [1^{ère} éd. : 2003].

MAZEAUD Alice (dir.), *Pratiques de la représentation politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

MISCHI Julian, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

MISCHI Julian, *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Marseille, Agone, 2014.

OFFERLÉ Michel, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 39, n°4, 1984, p. 681-716.

OFFERLÉ Michel, *Les partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2010 [1^{ère} éd. : 1987].

OFFERLÉ Michel, SAWICKI Frédéric (coord.), Dossier « Entrées en politique. Apprentissages et savoir-faire », *Politix*, vol. 9, n°35, 1996.

OFFERLÉ Michel, « Entrées en politique », *Politix*, vol. 9, n°35, 1996, p. 3-5.

OFFERLÉ Michel (dir.), *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, 1999.

PITKIN Hanna F., *The Concept of Representation*, Berkeley, University of California Press, 1967.

PUDAL Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie politique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.

PUDAL Bernard, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009.

ROGER Antoine, « Représenter les pauvres. Construction et gestion des clientèles politiques dans une métropole roumaine », *Politix*, n°92, 2010, p. 31-51.

SA VILAS BOAS Marie-Hélène, « L'ancrage social de la représentation. Devenir porte-parole dans les conférences municipales des femmes de Recife, au Brésil », *Revue française de science politique*, vol. 66, n°1, 2016, p. 71-81.

SAWARD Michael, « The Representative Claim », *Contemporary Political Theory*, vol. 5, n°3 2005, p. 297-318.

SIBLOT Yasmine, « Ouvriérisme et posture scolaire au PCF. La constitution des écoles élémentaires (1925-1936) », *Politix*, vol. 15, n°58, 2002, p. 167-188.

APPROCHES DE L'ÉCHANGE POLITIQUE

ACUÑA CHAVERRI Iván A., *Aproximación al clientelismo político en el sistema político costarricense: dos estudios de caso*, Tesis de licenciatura en ciencias políticas, San José, Universidad de Costa Rica, Facultad de Ciencias Sociales, 2007.

ALMOND Gabriel A, VERBA Sidney, *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963.

AUYERO Javier (dir.), *¿Favores por votos? Estudios sobre clientelismo político contemporáneo*, Losada, Buenos Aires, 1997.

AUYERO Javier, « 'From the client's point(s) of view': How poor people perceive and evaluate political clientelism », *Theory and Society*, vol. 28, n°2 1999, p. 297-334.

AUYERO Javier, *Poor People's Politics. Peronist Survival Networks and the Legacy of Evita*, Durham and London, Duke University Press, 2001.

BADILLA GÓMEZ Patricia E., CERDAS ALBERTAZZI José M. (coord.), *Clientelismo y movimiento pro-vivienda en San José 1980-1990*, Producto final de investigación, Universidad nacional, Facultad de Ciencias sociales, Escuela de Historia, Heredia, 2009.

BADILLA GÓMEZ Patricia E., CERDAS ALBERTAZZI José M., « Movimientos pro vivienda en San José: una clientela movilizadora (1980-1990) », *Revista de Historia*, n°67, 2013, p. 121-156.

BANÉGAS Richard, « 'Bouffer l'argent'. Politique du ventre, démocratie et clientélisme au Bénin, in BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Presses universitaires de France, 1998, p. 75-108.

BONNET François, « Les machines politiques aux États-Unis. Clientélisme et immigration entre 1870 et 1950 », *Politix*, vol. 4, n° 92, 2010, p. 7-29.

BRIQUET Jean-Louis, « Les amis de mes amis... Registres de la mobilisation politique dans la Corse rurale », *Mots*, n°25, 1990, p. 23-41.

BRIQUET Jean-Louis, « Les pratiques politiques 'officieuses'. Clientélisme et dualisme politique en Corse et en Italie du Sud », *Genèses*, vol. 20, n°1, 1995, p. 73-94.

BRIQUET Jean-Louis, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997.

BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.

BRIQUET Jean-Louis, « La politique clientélaire. Clientélisme et processus politiques », in BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Presses universitaires de France, 1998, p. 7-37.

BRIQUET Jean-Louis, « Les formulations savantes d'une catégorie politique. Le clientélisme et l'interprétation sociohistorique du 'cas italien' », *Genèses*, n°62, 2006, p. 49-68.

BRUSCO Valeria, NAZARENO Marcelo, STOKES Susan, « Vote Buying in Argentina », *Latin American Research Review*, vol. 39, n°2, 2004, p. 66-88.

COMBES Hélène, VOMMARO Gabriel (coord.), Dossier « Le clientélisme en situation : échanges politiques, politisation et conflits moraux », *Cahiers des Amériques latines*, n°69, 2012.

COMBES Hélène, VOMMARO Gabriel, *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte, « Repères », 2015.

DE VRIES Pieter, *La modernización del clientelismo en el Atlántico de Costa Rica*, Heredia, Editorial Universidad Nacional, 2001.

EISENSTADT Shmuel Noah, RONIGER Luis (eds.), *Patrons, Clients and Friends*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

FLODERER Camille, « 'Queremos casas !' Logiques d'intermédiation et mobilisation des clientèles politiques au Costa Rica » in MAZEAUD Alice (dir.), *Pratiques de la représentation politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 229-243.

GOIRAND Camille, « Clientélisme et politisation populaire à Rio de Janeiro », in BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Presses universitaires de France, 1998, p. 111-144.

GRAZIANO Luigi, « A conceptual framework for the study of clientelistic behavior », *European Journal of Political Research*, vol. 4, n°2, 1976, p. 149-174.

GRAZIANO Luigi, *Clientelismo e sistema politico. Il caso dell'Italia*, Milan, Franco Angeli, 1980.

KITSCHOLT Herbert, WILKINSON Steven (eds.), *Patrons, Clients, and Policies. Patterns of Democratic Accountability and Political Competition*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

MALINOWSKI Bronislaw, *Les Argonautes du Pacifique occidental*, Paris, Gallimard, 1961 [1^{ère} éd. en anglais : 1922].

MATTINA Cesare, « L'intermédiation politique des présidents de comités d'intérêt de quartier : le territoire de la notabilité », in FOURNIER Pierre, MAZZELLA Sylvie (dir.), *Marseille, entre ville et ports*, Paris, La Découverte, 2004, p. 82-96.

MATTINA Cesare, *Clientélismes urbains. Gouvernement et hégémonie politique à Marseille*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016.

MAUSS Marcel, *Essai sur le don. Formes et raisons de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris, Presses universitaires de France, 2007, [1^{ère} éd. 1924-1925].

MÉDARD Jean-François, « Le rapport de clientèle. Du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de science politique*, n°1, 1976, p. 103-131.

NAY Olivier, SMITH Andy, « Les intermédiaires en politique : médiations et jeux d'institutions », in NAY Olivier, SMITH Andy (dir.), *Le gouvernement du compromis. Courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Economica, 2002, p. 47-86.

PITT-RIVERS Julian, *The People of the Sierra*, Chicago, The University Chicago Press, 1971 [1^{ère} éd. 1954].

POWELL John Duncan, « Peasant Society and Clientelist Politics », *The American Political Science Review*, vol. 64, n°2, 1970, p. 411-425.

PUTNAM Robert D., *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press, 1993.

RONIGER Luis, « Political Clientelism, Democracy, and Market Economy », *Comparative Politics*, vol. 36, n°3, 2004, pp. 353-375.

SAHLINS Marshall D., « Poor man, rich man, chief: political types in Melanesia and Polynesia », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 5, n°3, 1963, p. 285-303.

SA VILAS BOAS Marie-Hélène, TARRAGONI Federico, « Le concept de clientélisme résiste-t-il à la participation populaire ? Une comparaison Brésil-Venezuela », *Critique internationale*, n°68, 2015, p. 103-124.

SCHAFER Frederic C. (dir.), *Elections for Sale. The Causes and Consequences of Vote Buying*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2007.

SCHEDLER Andreas, « 'El voto es nuestro'. Cómo los ciudadanos mexicanos perciben el clientelismo electoral », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 66, n° 1, 2004, p. 57-97.

VOMMARO Gabriel, QUIRÓS Julieta, « 'Usted vino por su propia decisión': repensar el clientelismo en clave etnográfica », *Desacatos. Revista de Antropología social*, n°36, 2011, p. 65-84.

WEINGROD Alex, « Patrons, Patronage and Political Parties », *Comparative Studies in Society and History*, n°10, 1968, p. 379-383.

WOLF Éric R., « Kindship, friendship, and patron-client relations in complex societies », in BANTON Michael (dir.), *The Social Anthropology of Complex Societies*, Londres, Tavistock, 1966, p. 1-21.

ZAKI Lamia, « Le clientélisme, vecteur de politisation en régime autoritaire », in DABÈNE Olivier, GEISSER Vincent, MASSARDIER Gilles (dir.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2008, p. 157-180.

SOCIOLOGIE DE L'ACTION COLLECTIVE ET DE LA POLITISATION

ABARCA Carlos, « Luchas populares y organización obrera en Costa Rica (1950-1960) », *Revista de Ciencias sociales* (UCR), n°15-16, 1978, p. 33-54.

ACUÑA ORTEGA Víctor Hugo, *Los orígenes de la clase obrera en Costa Rica: las huelgas de 1920 por la jornada de ocho horas*, San José, CENAP-CEPAS, 1986.

ACUÑA ORTEGA Victor Hugo, « Patrones del conflicto social en la economía cafetalera costarricense (1900-1948) », *Revista de Ciencias Sociales*, n°31, 1986, p. 113-122.

ACUÑA ORTEGA Victor Hugo, « Vocación y compromiso de un zapatero en Costa Rica », *Revista de Historia* (UNA), n°27, 1993, p. 175-228.

AGRIKOLIANSKY Éric, HEURTAUX Jérôme, LE GRIGNOU Brigitte (dir.), *Paris en campagne : les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2011.

AGUILAR María de los Ángeles, *Clase trabajadora y organización sindical en Costa Rica, 1943-1971*, San José, ICES-Porvenir-FLACSO, 1989.

AGULHON Maurice, « 1848, le suffrage universel et la politisation des campagnes françaises », in *Histoire vagabonde*, t. 3, *La politique en France, d'hier à aujourd'hui*, Paris, Gallimard, 1996, p. 61-82.

ALDRIN Philippe, « S'accommoder du politique. Économie et pratiques de l'information politique », *Politix*, 2003, vol. 16, n°64, p. 177-203.

ALVARENGA Patricia, *De vecinos a ciudadanos. Movimientos comunales y luchas cívicas en la historia contemporánea de Costa Rica*, San José, Editorial universidad de Costa Rica-universidad Nacional, 2005.

ARGÜELLO Manuel, *Los más pobres en la lucha*, Heredia, Editorial universidad Nacional, 1981.

BAYART Jean-François, MBEMBE Achille, TOULABOR Comi, *La politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 2008 [1992].

BAYAT Asef, *Street Politics. Poor People's Movements in Iran*, New York, Columbia University Press, 1997.

BERGER Suzanne, *Les Paysans contre la politique*, Paris, Le Seuil, 1976.

BLONDIAUX Loïc, « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? Retour critique sur un concept classique de la science politique », *Revue française de science politique*, vol. 57, n°6, 2007, p. 759-774.

BLONDIAUX Loïc, « La démocratie par le bas : prise de parole dans les conseils de quartier du vingtième arrondissement de Paris », *Hermès*, n°26-27, 2000.

BLONDIAUX Loïc, LEVÊQUE Sandrine, « La politique locale à l'épreuve de la démocratie. Les formes paradoxales de la démocratie participative dans le XX^e arrondissement de Paris », in NEVEU Catherine (dir.), *Espace public et engagement politique. Enjeux et logiques de la citoyenneté locale*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 17-82.

BOURGOIS Philippe, *Banano, etnia y lucha social en Centro América*, San José, Departamento Ecuménico de Investigaciones, 1994.

BRACONNIER Cécile, DORMAGEN Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Folio, Gallimard, 2007.

COLLOVALD Annie, SAWICKI Frédéric, « Le populaire et le politique. Quelques pistes de recherche en guise d'introduction », *Politix*, vol. 4, n°13, 1991, p. 7-20.

COLLOVALD Annie, SAWICKI Frédéric (coord.), Dossier « Les usages populaires du politique », *Politix*, vol. 4, n°13, 1991.

COLLOVALD Annie, SAWICKI Frédéric (coord.), Dossier « Les usages politiques du populaire », *Politix*, vol. 4, n°14, 1991).

CHOMSKY Avi, « Afro-Jamaican Traditions and Labor Organizing on United Fruit Company Plantations in Costa Rica, 1910 », *Journal of Social History*, vol. 28, n°4, 1995, p. 837-855.

CRUZ Vladimir de la, *Las luchas sociales en Costa Rica: 1870-1930*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 2004 [1^{ère} éd.: 1980].

CUELLAR Oscar, QUEVEDO Santiago, « Condicionantes del desarrollo sindical en Costa Rica », *Ciencias Sociales* (UCR), n°15-16, 1978, p. 57-108.

DOSH Paul, *Demanding the Land. Urban Popular Movements in Peru and Ecuador, 1990-2005*, University Park, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press, 2010.

Dossier « Mouvements sociaux et espaces locaux », *Cahiers des Amériques latines*, n° 66, 2011.

EDELMAN Marc, *Peasants against Globalization: Rural Social Movements in Costa Rica*, Stanford (California), Stanford University Press, 1999.

ELIASOPH Nina, *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Economica, 2010 [1^{ère} éd. en anglais : 1998].

FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post scriptum », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, 2001, p. 199-215.

FILLIEULE Olivier, « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », in FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 17-48.

FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian, ROUX Patricia (coord.), Dossier « Militantisme et hiérarchies de genre », *Politix*, n°78, 2007.

FILLIEULE Olivier, « Travail militant, action collective et rapports de genre », in FILLIEULE Olivier, ROUX Patricia (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 51-61.

FILLIEULE Olivier, PUDAL Bernard, « Sociologie du militantisme. Problématisation et déplacement des méthodes d'enquête », FILLIEULE Olivier, AGRICOLIANSKY Éric, SOMMIER Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux : conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 163-184.

FLODERER Camille, « Dirigeants de quartier en campagne. Mobilisation et démobilitation des habitants d'un quartier populaire au Costa Rica », in BAAMARA Layla, FLODERER Camille, POIRIER Marine (dir.), *Faire campagne ici et ailleurs. Mobilisations électorales et pratiques politiques ordinaires*, Karthala, Paris/Aix-en-Provence, 2016.

FUMERO VARGAS Patricia, « Cultura política y fiesta electoral en Costa Rica a inicios del siglo XX », *Ciencias Sociales* (UCR), vol. 3, n°89, 2000, p. 41-57.

GAXIE Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, n°1, 1977, p.123-154.

GAXIE Daniel, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1978.

GAXIE Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, vol. 11, n°1, 2005, p. 157-188.

GAMSON William, *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

GARRIGOU Alain, *Le Vote et la Vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Presses de la FNSP, 1992.

GAY Robert, *Popular Organization and Democracy in Rio de Janeiro. A Tale of Two Favelas*, Philadelphie, Temple University Press, 1994.

GEAY Kévin, *Enquête sur les rapports au politique des classes supérieures*, Thèse de doctorat en Science politique, Paris, Université Paris-Dauphine, 2015.

GIRAUD Baptiste, MISCHI Julian, PENISSAT Étienne (Coord.), Dossier « Porte-parole, militants et mobilisations », *Agone. Histoire, Politique et Sociologie*, n°56, 2015.

GOIRAND Camille, *La politique des favelas*, Paris, Karthala, 2000.

GOIRAND Camille, « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine. Les approches des mobilisations depuis les années 1970 », *Revue française de science politique*, vol. 60, n°3, 2010, p. 445-466.

GOIRAND Camille, « Participation institutionnalisée et action collective contestataire », *Revue internationale de politique comparée* 2013, vol. 20, n°4, p. 7-28.

HAMIDI Camille, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, vol. 56, n°1, 2006, p. 5-25.

HAMIDI Camille, *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Paris, Economica, 2010.

HIRSCHMAN Albert, *Défection, prise de parole et loyauté*, Paris, Fayard, 1995.

JENSON Jane, « Politiques publiques et investissement social : quelles conséquences pour la citoyenneté sociale des femmes ? », *Cahiers du Genre*, HS n°2, vol. 3, 2011, p. 21-43.

LAGROYE Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003.

LARA Silvia, MOLINA ALFARO Eugenia, « Participation and Popular Democracy in the Committees for the Struggle for Housing in Costa Rica », in KAUFMAN Michael, DILLA ALFONSO Haroldo (eds.), *Community Power and Grassroots Democracy. The transformation of Social Life*, London and New Jersey, Zed Books, 1997, p. 27-54.

LECA Jean, « Le repérage du politique », *Projet*, n°71, 1973, p. 11-24.

LECLERCQ Catherine, PAGIS Julie, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *Sociétés contemporaines*, n°84, 2011, p. 5-23.

LECLERCQ Catherine, PAGIS Julie (coord.), « Les incidences biographiques de l'engagement », *Sociétés contemporaines*, n°84, 2011.

LE GALL Laurent, OFFERLÉ Michel, PLOUX François (dir.), *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e-XXI^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

LUCK Simon, DECHEZELLES Stéphanie (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

LUCK Simon, DECHEZELLES Stéphanie, « Introduction Mondes mouvementistes et partisans: points de contact, passerelles et pistes d'exploration », in LUCK Simon, DECHEZELLES Stéphanie (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 9-28.

MARQUES-PEREIRA Bérengère, « Trois décennies de mobilisations féminines et féministes en Amérique latine », *Cahiers des Amériques latines*, n°39, 2000, p. 17-36.

MATONTI Frédérique, POUPEAU Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004, n°5, 155, p. 4-11.

MCADAM Doug, *Freedom Summer. Luttres pour les droits civiques. Mississippi 1964*, Marseille, Agone, 2012 [1^{ère} éd. en anglais : 1988].

MELÉ Patrice, « Pour une géographie des conflits urbains de proximité en Amérique Latine », *Géocarrefour*, vol. 87, n°1, 2012, p. 3-13.

MENJÍVAR OCHOA Mauricio, « Acciones colectivas en Costa Rica al final del siglo XX: entre la continuidad y el orden », *Ciencias Sociales*, n°106-107, 2004/2005, p. 55-67.

MERKLEN Denis, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 2009.

MIQUET-MARTY François, « Les agents électoraux. La naissance d'un rôle politique dans la deuxième moitié du XIX^e siècle », *Politix*, 1997, vol. 10, n°38, p. 47-62.

MISCHI Julian, « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste », *Politix*, vol. 16, n°63, 2003, p. 91-119.

MISCHI Julian, « Gérer la distance à la 'base'. Les permanents CGT d'un atelier SNCF », *Sociétés contemporaines*, 2011, n° 84, p. 53-77.

MISCHI Julian, « Les militants ouvriers de la chasse. Éléments sur le rapport à la politique des classes populaires », *Politix*, n°83, 2008, p. 105-131.

MOLINA ALFARO Eugenia, *Repercusiones politico-organizativas del acuerdo político firmado entre los Frentes de la Vivienda y el Estado durante la administración Arias Sánchez*, Tesis de maestría en sociología, Universidad de Costa Rica, 1990.

MONDOL VELÁSQUEZ Miguel Ángel, « Las asociaciones de desarrollo de la comunidad en Costa Rica durante el decenio de 1970 », *Cuadernos de Investigación de la Universidad Estatal a Distancia*, vol. 1, n°1, 2009, p. 69-123.

MORA AGÜERO, Jorge Cayetano, *Las Juntas Progresistas. Organización comunal autónoma costarricense, 1921-1980*, Universidad Nacional, Facultad de Ciencias Sociales, Escuela de Planificación y Promoción Social, 1987.

MORA AGÜERO Jorge Cayetano, *La organización comunal y DINADECO 1964-1987*, San José, Instituto Costarricense de Estudios Sociales, 1989.

OFFERLÉ Michel, « Mobilisation électorale et invention du citoyen : l'exemple du milieu urbain français à la fin du XIX^e siècle », in GAXIE Daniel (dir.), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989, p. 149-174.

OFFERLÉ Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1998 [1^{ère} éd. : 1994].

OFFERLÉ Michel, « Capacités politiques et politisations : faire voter et voter, XIX^e-XX^e siècles (1) », *Genèses*, n°67, 2007, p. 131-149.

OLIVA MEDINA Mario, *El movimiento artesano-obrero urbano costarricense 1880-1914*, Tesis de Licenciatura en Historia, Universidad Nacional, 1984.

OLIVA MEDINA Mario, *Artesanos y Obreros Costarricenses: 1880-1940*, San José, Editorial Universidad Estatal a Distancia, 2006 [1^{ère} éd. : 1985].

PERROT Michelle (coord.), Dossier « Travaux de femmes dans la France du XIX^e siècle », *Le Mouvement Social*, n°105, 1978.

PERROT Michelle (coord.), Dossier « Métiers de femmes », *Le Mouvement Social*, n°140, 1987.

PFEFFERKORN Roland, *Genre et rapports sociaux de sexe*, Lausanne, Éditions Page 2, 2012.

PUJOL Charlotte, « L'usage du quartier dans les politiques de 'participation citoyenne'. Vers un 'ancrage mobile' aux marges de Rosario et Montevideo », *Cahiers des Amériques latines*, n°69, 2012, p. 103-121.

PUJOL Charlotte, *De l'ancrage mobile à l'inscription circulatoire : regards croisés sur les trajectoires citadines et citoyennes aux marges de Rosario (Argentine) et de Montevideo (Uruguay)*, Thèse de doctorat en géographie, Université Toulouse-2, 2010.

QUIRÓS Julieta, « Politics and Economics in Collective Action: An Ethnographic Critique of dichotomic Premises », *Mana, Estudos de Antropologia Social*, vol. 15, n°1, 2009, p. 127-153.

QUIRÓS Julieta, *El porqué de los que van. Peronistas y piqueteros en el Gran Buenos Aires (una antropología de la política vivida)*, Buenos Aires, Editorial Antropofagia, 2011.

RAYNER Jeremy, « Vecinos, Ciudadanos y Patriotas: Los Comités Patrióticos y el Espacio-Temporalidad de Oposición al Neoliberalismo en Costa Rica », *Revista Ciencias Sociales*, n°121, 2008, p. 71-87.

RAYNER Jeremy, 'A New Way of Doing Politics'. *The Movement against CAFTA in Costa Rica*, PhD dissertation of Philosophy, The City University of New York, 2014.

REDONDO MORALES Evelyn, RAMÍREZ ACHOY Jérica, « Mujeres en pugna: Un acercamiento a los movimientos comunales de Reina de los Ángeles y Luna Park 1974 – 1990 », *Boletín de la Asociación para el Fomento de los Estudios Históricos en Centroamérica*, n°60, 2014.

REDONDO MORALES Evelyn, « Redes de solidaridad en una barriada popular josefina. Un estudio sobre construcción identitaria y movilización comunal en el Barrio Reina de Los Ángeles (1982-2006) », *Diálogos. Revista Electrónica de Historia*, n° especial 2008 [en ligne] URL: <http://historia.fcs.ucr.ac.cr/dialogos.htm>. Consulté le 24.10.2015.

RETIÈRE Jean-Noël, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994.

RETIÈRE Jean-Noël, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, vol. 16, n°63, 2003, p. 121-143.

RODRÍGUEZ Lilia, « Barrio Women: Between the Urban and the Feminist Movement », *Latin American Perspectives*, vol. 21, n°3, 1994, p. 32-48.

ROJAS BOLAÑOS Manuel, « El desarrollo del movimiento obrero en Costa Rica: un intento de periodización », *Ciencias Sociales (UCR)*, n°15-16, 1978, p. 13-31.

ROJAS BOLAÑOS Manuel, « El movimiento obrero y popular en los años setenta », *Anuario de Estudios Centroamericanos*, n°6, 1980, p. 75-81.

ROUGIER Cyrille, « Préserver un entre-soi populaire. Portrait d'un porte-parole associatif comme rempart face aux élus locaux », *Agone*, n°56, 2015, p. 121-134.

RUDÍN Mercedes Álvarez, « Movimientos sociales y participación política: el movimiento contra el TLC en la campaña del referéndum 2007 en Costa Rica », *Anuario de Estudios Centroamericanos (UCR)*, n°37, p. 201-230.

SAGOT Monserrat, *Women, political activism and housing: the case of woman's struggle for housing in Costa Rica*, PhD dissertation, Faculty of the College of Arts and Science of the American University, Washington D.C., 1992.

SCHWARTZ Olivier, « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique. Matériaux lacunaires », *Politix*, vol. 4, n°13, 1991, p. 79-86.

SIMÉANT Johanna, SAWICKI Frédéric, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, n°1, 2009, p. 97-125.

SIMÉANT Johanna, « 'Économie morale' et protestation – détours africains », *Genèses*, n°81, 2010, p. 142-160.

SCOTT James C., *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 2009 [1^{ère} éd. en anglais : 1990].

TARROW Sidney J., *Peasant Communism in Southern Italy*. New Haven, Yale University Press, 1967.

THOMPSON Edward Palmer, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Le Seuil, 2012 [1^{ère} éd. en anglais 1963].

THOMPSON Edward Palmer, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past & Present*, n°50, 1971, p. 76-136.

VAIREL Frédéric, ZAKI Lamia, « Politisation sous contrainte et politisation de la contrainte : outsiders politiques et outsiders de la ville au Maroc », *Critique internationale*, n° 50, 2011, p. 91-108.

VALVERDE ROJAS José Manuel, TREJOS P. María Eugenia, « Diez años de luchas urbanas en Costa Rica (1982-1992) », *Ciencias Sociales* (UCR), n°61, 1993, p. 7-16.

VIDAL Dominique, *La politique au quartier. Rapports sociaux et citoyenneté à Recife*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1998.

VINDAS SOLANO Sofía, « Acción colectiva y ciclos de protesta: experiencias de participación política en la Carpio, 1993-2013 », *Anuario Centro de Investigación y Estudios políticos* (UCR), n°3, 2012, p. 91-125.

VOMMARO Gabriel, *Regards croisés sur les rapports des classes populaires au politique en Argentine. Retour sur la question du clientélisme*, thèse de doctorat en sociologie, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2010.

WEBER Eugène, *La Fin des terroirs. La modernisation de la France rurale 1870-1914*, Paris, Fayard, 1983 [1^{ère} éd. en anglais : 1976].

ZAKI Lamia, *Pratiques politiques au bidonville, Casablanca (2000-2005)*, thèse de doctorat en Science politique, IEP de Paris, 2005.

ZAKI Lamia, « Un notable en campagne. Les ressorts locaux de la réélection d'un parlementaire sortant », in ZAKI Lamia (dir.), *Terrains de campagne au Maroc. Les législatives de 2007*, Tunis/Paris, IRMC/Karthala, 2009, p. 61-70.

ZAKI Lamia, « L'électrification temporaire des bidonvilles casablancais. Aspects et limites d'une transformation 'par le bas' de l'action publique. Le cas des Carrières centrales », *Politique africaine*, 2010, n°120, p. 45-66.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE SUR LES CLASSES POPULAIRES

BOURGOIS Philippe, *En quête de respect. Le crack à New York*, Paris, Le Seuil, 2013 [1^{ère} éd. en anglais : 1995].

CERDAS ALBERTAZZI José Manuel, « El marco sociourbano de los obreros manufactureros josefinos, 1930-1960 », *Revista de Historia* (UNA), n°29, 1994, p. 89-123.

CERDAS ALBERTAZZI José Manuel, « La cuestión social y las condiciones de vida de los obreros en Costa Rica (1930-1960) », *Abra* (Heredia), n°21-22, 1995, p. 59-95.

DUBAR Claude, « Sociétés sans classes ou sans discours de classe ? », *Lien social et Politiques*, N° 49, 2003, p. 35-44.

DUBET François, COUSIN Olivier, MACÉ Éric, RUI Sandrine, *Pourquoi moi ? L'expérience des discriminations*, Paris, Le Seuil, 2013.

ELIAS Norbert, SCOTSON John L, *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris, Fayard, 1997 [1^{ère} éd. en anglais : 1965].

FOL Sylvie, « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres : les ressources de la proximité », *Regards Sociologiques*, n°40, 2010, p. 27-43.

GARCÍA George I., « 'Una forma de hacer historia de la sociedad en su conjunto'. Clases y sociabilidades en la historiografía del Dr. Víctor Hugo Acuña Ortega », *Diálogos Revista Electrónica de Historia*, vol. 14, 2013, p. 139-149.

GOIRAND Camille, « 'Philanthropes' en concurrence dans les favelas de Rio », *Critique internationale*, vol. 4, n°1, 1999, p. 155-167.

GRIGNON Claude, PASSERON Jean-Claude, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, EHESS/Gallimard/Seuil, 1989.

GRUEL Louis, « Conjurant l'exclusion. Rhétorique et identité revendiquée dans des habitats socialement disqualifiés », *Revue française de Sociologie*, XXVI, n°3, 1985, p. 431-453.

HERNÁNDEZ Carlos, « Fases y tendencias de cambio en los estudios sobre la clase trabajadora costarricense: un balance historiográfico », *Revista de Historia*, San José, N° spécial, 1996, 115-128.

HOGGART Richard, *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Les éditions de Minuit, 1970 [1^{ère} éd. en anglais : 1957].

JOBARD Fabien, GRELET Stany, POTTE-BONNEVILLE Mathieu, « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire. Entretien avec Annie Collovald et Olivier Schwartz », *Vacarme*, n° 37, 2006, p. 50-55.

MARLIÈRE Éric, « Socio-histoire de la délinquance juvénile d'un ancien quartier ouvrier de 'banlieue rouge' en mutation : de l'entre-deux-guerres aux années 2000 », *L'Homme et la société*, vol. 1, n°191, 2014, p. 71-94.

MOLINA JIMÉNEZ Iván, « Un pasado comunista por recuperar: Carmen Lyra y Carlos Luis Fallas en la década de 1930 », in LYRA Carmen, FALLAS Carlos Luis, *Ensayos políticos*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 2000, p. 9-72.

NOIRIEL Gérard, *Les ouvriers dans la société française, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Le Seuil, 2002 [1^{ère} éd. : 1986].

PANIAGUA Laura, « La palabra como frontera simbólica », *Revista de Ciencias Sociales* (UCR), n°111-112, 2007, p. 143-154.

SELIM Monique, « Rapports sociaux dans un quartier anciennement industriel. Un isolat social », *L'Homme*, XXII, n°4, 1982, p. 77-86.

SCHWARTZ Olivier, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La vie des idées*, 13 septembre 2011. [En ligne], <http://www.laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html>. Consulté le 8 août 2016.

SIBLOT Yasmine, *Faire valoir ses droits au quotidien. Les services publics dans les quartiers populaires*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

SIBLOT Yasmine, CARTIER Marie, COUTANT Isabelle, Olivier MASCLLET, RENAHY Nicolas, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2015.

TORRES MONTIEL Mario, MARÍN HERNÁNDEZ Juan José, (dir.), *Musa obrera: Historia, balances y desafíos de la clase trabajadora en el centenario del 1 de mayo en Costa Rica, 1913-2013*, San José, Costa Rica, Centro de Investigaciones Históricas de América Central (CIHAC), 2015.

VALLADARES Lidia, *La favela d'un siècle à l'autre*, Paris, Éditions de la maison des sciences de l'homme, 2006.

VIDAL Dominique, « Le respect : catégorie du social, catégorie du politique dans une favela de Recife », *Cultures & Conflits* [En ligne], n°35, 1999.

WEBER Florence, « Nouvelles lectures du monde ouvrier : de la classe aux personnes », *Genèses*, n°6, 1991, p. 179-189.

WEBER Florence, *Le travail-à-côté. Une ethnographie des perceptions*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2009, p. 73-79.

WHYTE William F., *Street Corner Society. The Social Structure of an Italian Slum*, Chicago, University of Chicago Press, 1993 [1^{ère} éd. en anglais : 1943].

BIBLIOGRAPHIE SUR LA QUESTION SOCIALE

Pauvreté, politiques sociales et contrôle social

AGIER Michel, « Pauvreté, culture et exclusion. La question du sens en anthropologie urbaine », in LE BRIS Émile (dir.), *Villes du sud : sur la route d'Istanbul*, Paris, ORSTOM, 1996, p. 227-243.

BARAHONA MONTERO Manuel Antonio, CARMONA SEGNINI Ana Cristina, SALAZAR ÁLVAREZ Greivin, PAN SANABRIA Joan Pamela, « Inversión en programas sociales selectivos: rectoría sectorial, rendición de cuentas y evaluación del desempeño como factores claves », *Economía y Sociedad*, vol. 20, n°47, 2015.

CARDONA RECINOS Rokaël, KRUIJT Dirk, OUDE ENGBERINK Gerard, PÉREZ Mariam, SOJO Carlos, *Ciudadanía en precario. Globalización, Desigualdad Social y Pobreza en Rotterdam y San José*, San José, FLACSO, 2000.

CASTEL Robert, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Gallimard, 1995.

CASTILLO MARTÍNEZ Alcira, « La crisis de la Caja costarricense de seguro social y la reforma del Estado costarricense », *Anuario de Estudios Centroamericanos* (UCR), vol. 26, n°1-2, 2000, p. 113-132.

CUBERO FALLAS Marianella, « El problema de la vivienda y la intervención del trabajo social », *Ciencias Sociales*, 56, 1992, p. 79-87.

DUBOIS Vincent, « Le rôle des street-level bureaucrats dans la conduite de l'action publique en France », in EYMERI-DOUZANS Jean-Michel, BOUCKAERT Geert (dir.), *La France et ses administrations. Un état des savoirs*, Bruxelles, Bruylant-De Boeck, 2013.

FASSIN Didier, « Exclusion, *underclass*, *marginalidad*. Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux États-Unis et en Amérique latine », *Revue française de sociologie*, vol. 37, n°1, 1996, p. 37-75.

GACITÚA Estanislao, SOJO Carlos, DAVIS SHELTON (dir.), *Exclusión Social y reducción de la pobreza en América Latina y el Caribe*, San José, FLACSO/Banco Mundial, 2000.

GINDLING H. Thomas, « South-South Migration: The Impact of Nicaraguan Immigrants on Earnings, Inequality and Poverty in Costa Rica », *World Development*, vol. 37, n°1, 2009, p. 116-126.

GIRALDOU Marion, *Vierge ou putain ? Processus de marginalisation des prostituées de San José*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

GÜENDEL Ludwig, *La reforma de la política social en Costa Rica en el contexto de América Latina, 1980-2002*, Thèse de doctorat en sociologie, Berlin, Université Libre de Berlin, 2007.

LAUTIER Bruno, « Gouvernement moral des pauvres et dépolitisation des politiques publiques en Amérique latine », *Revue Tiers Monde*, n°214, 2013 [1^{ère} éd. : 2009], p. 169-186.

LAUTIER Bruno, « Les politiques sociales à l'épreuve des réformes de marché », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, n°3, 2010, p. 23-55.

LEWIS Oscar, *Les enfants de Sánchez. Autobiographie d'une famille mexicaine*, Paris, Gallimard, 1986 [1^{ère} éd. en anglais : 1961].

LIPSKY Michael, *Street Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public Service*, New York, Russell Sage Foundation, 1980.

MARÍN HERNÁNDEZ Juan José, *Civilizando a Costa Rica: la configuración de un sistema de las costumbres y la moral en la Provincia de San José, 1860-1949*, Tesis de Doctorado en Historia, Universidad Autónoma de Barcelona, Facultad de Letras, 2000.

MARTÍNEZ FRANZONI Juliana, SÁNCHEZ-ANCOCHEA Diego, « Can Latin American Production Regimes complement Universalistic Welfare Regimes ? Implications from the Costa Rican Case », *Latin American Research Review*, vol. 48, n°2, 2013, p. 148-173.

MERKLEN Denis, « Du travailleur au pauvre. La question sociale en Amérique latine », *Études rurales*, vol. 1, n° 165-166, 2003, p. 171-196.

MERRIEN François-Xavier, PARCHET Raphaël, KERNEN Antoine, *L'État social. Une perspective internationale*, Paris, Armand Colin, 2005.

MOLINA JIMÉNEZ Iván, PALMER Steven, *El paso del Cometa. Estado, política social y culturas populares (1800-1950)*, San José, Costa Rica, 1994.

MORA SALAS Minor, VALVERDE R. José Manuel, TREJOS P. M. Eugenia, *Integración o disolución socio-cultural. El nuevo rostro de la política social*, San José, Porvenir, 1993.

MORA SALAS Minor, VALVERDE R. José Manuel, TREJOS P. M. Eugenia, « Compensación o control social en el ajuste », *Revista Reflexiones* (UCR), vol. 9, n°1, 1993.

PALMER Steven, « Pánico en San José: el consumo de heroína, la cultura plebeya y la política social en 1929 », in MOLINA JIMÉNEZ Iván, PALMER Steven (dir.), *El paso del Cometa. Estado, política social y culturas populares (1800-1950)*, San José, Costa Rica, 1994, p. 191-224.

PALMER Steven, « Adiós Laissez-faire: la política social en Costa Rica 1880-1940 », *Revista de Historia de América*, n°124, 1999, p. 99-117.

PALMER Steven, « Confinamiento, mantenimiento del orden y surgimiento de la política social en Costa Rica, 1880-1935 », *Mesoamérica*, n°43, 2002, p. 17-52.

PAUGAM Serge, *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, Presses universitaires de France, Quadrige, 2013 [1^{ère} éd. : 1991].

PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, « Territoires urbains et politiques sociales en Amérique latine. Réflexions à partir des cas argentin et mexicain », LE BRIS Émile (dir.), *Villes du Sud : sur la route d'Istanbul*, Paris, Orstom, 1996, p. 107-126.

SALAZAR MORA Jorge Mario, « Luchas sociales e intervencionismo estatal en Costa Rica (1920-1940) », *Ciencias Sociales* (UCR), n°37-38, 1987, p. 61-69.

SAUMA Pablo, HOFFMAISTER Alexander, « Una aproximación a los determinantes y características principales de la pobreza en Costa Rica », *Revista Ciencias Económicas* (UCR), vol. 9, n°1-2, 1989, p. 95-109.

SAUMA Pablo, TREJOS SOLÓRZANO Juan Diego, « Impacto de la política fiscal en la distribución del ingreso y la pobreza en Costa Rica », *Revista Ciencias Económicas* (UCR), vol. 32, n°2, 2014, p. 65-95.

SA VILAS BOAS Marie-Hélène, « Des *street level bureaucrats* dans les quartiers : la participation aux conférences municipales des femmes à Recife », *Revue internationale de politique comparée*, 2013, vol. 20, n°4, p. 55-76.

SIMMEL Georg, *Les pauvres*, Paris, Presses universitaires de France, 2005 [1^{ère} éd. en allemand : 1907], p. 98-102.

SOJO Carlos, *Los de en medio. La nueva Pobreza en Costa Rica*, San José, FLACSO, 1997.

SOJO Carlos, *Igualitarios. La construcción social de la desigualdad en Costa Rica*, San José, FLACSO/PNUD, 2010.

ROSENBERG Mark, « La política social, el Estado y la cuestión social en Costa Rica: 1845-1939 », *Revista de Historia* (UNA), n°4, 1977, p. 113-148.

TISSOT Sylvie, POUPEAU Franck, « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°4, 2005, p. 4-9.

TREJOS SOLÓRZANO Juan Diego, (comp.), *La pobreza en Costa Rica: estudios del Instituto de Investigaciones en ciencias económicas, Tomo II*, San José, Costa Rica, Instituto de Investigaciones en Ciencias Económicas, Universidad de Costa Rica, 2011.

VALENCIA LOMELÍ Enrique, « Conditional Cash Transfers as Social Policy in Latin America: An Assessment of their Contributions and Limitations », *Annual Review of Sociology*, vol. 34, 2008, p. 475-499.

VALVERDE R. José Manuel,, *Elementos para la comprensión de la política estatal de vivienda en Costa Rica el caso de la administración Carazo Odio*, tesis de maestría en sociología, San José, Universidad de Costa Rica, 1987, p. 95.

VOOREND Koen, « ¿Universal o Excluyente? Derechos sociales y control migratorio interno en Costa Rica », *Documentos de trabajo, Red de Posgrados*, n°32, 2013.

WACQUANT Loïc, *Les prisons de la misère*, Paris, Editions Liber, 1999.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE SUR L'AMÉRIQUE LATINE

DABÈNE Olivier, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2011 [7^{ème} éd.].

GARIBAY David, MARQUES-PEREIRA Bérangère, *La politique en Amérique latine. Histoires, institutions et citoyennetés*, Paris, Armand Colin, 2011.

LEHOUCQ Fabrice. E., *The politics of modern Central America. Civil War, Democratization, and Underdevelopment*, New York, Cambridge University Press, 2012.

MAHONEY JAMES, *The legacies of liberalism. Path dependence and political regimes in Central America*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2001.

MAHONEY James, « Radical, Reformist and Aborted Liberalism: Origins of National Regimes in Central America », *Journal of Latin American Studies*, vol. 33, n°2, 2001, p. 221-256.

MAHONEY JAMES, *Colonialism and postcolonial development. Spanish America in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

ROUQUIÉ Alain, *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Paris, Albin Michel, 2010.

WICKHAM-CROWLEY Timothy, *Guerrillas and Revolution in Latin America: A Comparative Study of Insurgents and Regimes since 1956*, Princeton, Princeton University Press, 1992.

VOMMARO Gabriel. (dir.), *La 'carte rouge' de l'Amérique latine*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2008.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE SUR LE COSTA RICA

AGUILAR BULGARELLI Óscar, « Fundamentos democráticos del sistema político costarricense », *Revista de la Universidad de Costa Rica*, vol. 29, 1970, p. 33-44.

AGUILAR BULGARELLI Óscar, *Costa Rica y sus hechos políticos de 1948: problemática de una década*, San José, Editorial Universidad Estatal a Distancia, 2004 [1^{ère} éd.: 1969].

AMERINGER Charles D., *The Caribbean Legion: patriots, politicians, soldiers of fortune. 1946-1950*, The Pennsylvania State University, The Pennsylvania State University Press, 1996.

ARIAS RAMÍREZ Rafael, SÁNCHEZ HERNÁNDEZ Leonardo, « Patrones de concentración y evolución de la localización Industrial y del mercado laboral en la Gran Área Metropolitana (GAM) », *Serie de Divulgación Económica (UCR/Instituto de Investigaciones en Ciencias Económicas)*, n°17, dic. 2012, p. 131-154.

ARIAS SÁNCHEZ Oscar, *¿Quién gobierna en Costa Rica?*, San José, Editorial universitaria centroamericana, 1976.

BACKER James, *La Iglesia y el sindicalismo en Costa Rica*, San José, Editorial de Costa Rica, 1974.

BELL John Patrick, *Crisis in Costa Rica: the 1948 Revolution*, Austin, University of Texas Press, 1971.

BOTEY Ana María, CISNEROS Rodolfo, *La crisis de 1929 y la fundación del Partido Comunista de Costa Rica*, San José, Editorial Costa Rica, 1984.

BOURGOIS Philippe, « The black diaspora in Costa Rica: upward mobility and ethnic discrimination », *New West Indian Guide*, vol. 60, n°3-4, 1986, p. 149-165.

BOWMAN Kirk S., « ¿Fue el compromiso y consenso de las elites lo que llevo a la consolidación democrática en Costa Rica? Evidencias de la década de 1950 », *Revista de Historia (UNA)*, vol. 41, 2000, p. 91-127.

CAMACHO Daniel, « Costa Rica: Virtudes y vicios de una democracia ‘perfecta’ », in STEICHEN Regine (comp.), *Democracia y democratización en Centroamérica*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 1993.

CARDOSO Ciro, « La formación de la hacienda cafetalera en Costa Rica (Siglo XIX) », *Estudios Sociales Centroamericanos*, n°6, 1973, p. 22-49.

CARVAJAL ALVARADO Guillermo, VARGAS CULLEL Jorge, « El surgimiento de un espacio urbano-metropolitano en el Valle Central de Costa Rica: 1950-1960 », *Anuario de Estudios Centroamericanos (UCR)*, vol. 13, n°1, 1987 p. 71-94.

CERDAS Rodolfo, « Costa Rica since 1930 », in BETHELL Leslie (ed.), *Central America since Independence*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 187-244.

CERDAS Rodolgo, « Demoperfectocracia. La democracia pre-reformada en Costa Rica 1885-1948) by Iván Molina Jiménez. Review », *The Americas*, vol. 65, n°3, 2009, p. 447-448.

DABÈNE Olivier, *La formule politique du Costa Rica*, Thèse de doctorat en science politique, Université des Sciences sociales de Grenoble, 1987.

DABÈNE Olivier, *Costa Rica: Juicio a la democracia*, San José, FLACSO, 1992.

FUMERO Patricia, *Teatro público y Estado en San José, 1880-1914. Una aproximación desde la historia social*, San José, Editorial de la Univerdad de Costa Rica, 1996.

GIL ZUÑIGA José Daniel, *Homicidio, asociación y conflicto en la Provincia de Heredia, 1885-1985*, tesis de doctorado en Historia, Barcelona, Universidad Autónoma de Barcelona, 1994.

GUDMUNDSON Lowell, *Costa Rica before Coffee : Society and Economy on the Eve of the Export Boom*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1986.

HALL Carolyn, *El café y el desarrollo histórico-geográfico de Costa Rica*, San José, Editorial Costa Rica, 1976.

HARPELLE Ron N., « The Social and Political Integration of West Indians in Costa Rica : 1930-1950 », *Journal of Latin American Studies*, vol. 25, n°1, 1993, p. 103-120.

LEHOUCQ Fabrice E., « Class Conflict, Political Crisis, and the Breakdown of Democratic Practices in Costa Rica: Reassessing the Origins of the 1948 Civil War », *Journal of Latin American Studies*, vol. 23, n°1, 1991, p. 37-60.

LEHOUCQ Fabrice, « Political competition, Constitutional Arrangements, and the Quality of Public Policies in Costa Rica », *Latin American Politics and Society*, vol. 52, n°4, 2010, p. 53-77.

LEHOUCQ Fabrice E., MOLINA JIMÉNEZ Iván, *Stuffing the Ballot Box. Fraud, Electoral Reform, and Democratization in Costa Rica*, New York, Cambridge University Press, 2002.

MALAVASSI AGUILAR Ana Paulina, « El encuentro de la Fundación Rockefeller con América Central, 1914-1921 », *Diálogos, Revista Electrónica de Historia*, vol. 7, n°1, 2006, p.117-149.

MATOS Rafaël, « L'entrée en gare de la modernité au Costa Rica : L'histoire mouvementée du 'train de la jungle' (1820-1940) », *Le Globe. Revue genevoise de géographie*, tome 130, 1990, p. 27-48.

MENDIOLA Haydée, « Expansión de la educación superior costarricense en los 1970's: Impacto en la estratificación social y en el mercado de trabajo », *Revista de Ciencias Sociales* (UCR), n°42, 1988, p. 81-98.

MILLER Eugene D., « Labour and the War-Time Alliance in Costa Rica 1943-1948 », *Journal of Latin American Studies*, vol. 25, n°3, 1993, p. 515-541.

MOLINA JIMÉNEZ Iván, « El 89 de Costa Rica: otra interpretación del levantamiento del 7 de noviembre », *Revista de Historia* (UNA), n°20, 1989, p. 175-192.

MOLINA JIMÉNEZ Iván, *Costa Rica (1800-1850). El legado colonial y la génesis del capitalismo*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 1991.

MOLINA JIMÉNEZ Iván, « Ciclo electoral y políticas públicas en Costa Rica (1890-1948) », *Revista Mexicana de Sociología*, n°63, n°3, 2001, p. 67-98.

MOLINA JIMÉNEZ Iván, « Elecciones y democracia en Costa Rica, 1885-1913 », *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n°70, 2001, p. 41-57.

MOLINA JIMÉNEZ Iván, PALMER Steven, *Costa Rica del siglo XX al XXI. Historia de una sociedad*, San José, Editorial Universidad Estatal a Distancia, 2008 [1^{ère} éd.: 2005].

MOLINA JIMÉNEZ Iván, *Demoperfectocracia. La democracia pre-reformada en Costa Rica (1885-1948)*, Heredia (C.R.), Editorial Universidad Nacional, 2005.

MOLINA JIMÉNEZ Iván, « Catolicismo y comunismo en Costa Rica (1931-1940) », *Desacatos*, n°22, 2006, p. 157-172.

MOLINA JIMÉNEZ Iván, « Ricardo Jiménez y los comunistas en la Costa Rica de la década de 1930 », *Inter.c.a.mbio*, vol.4, n°5, 2007, p. 71-100.

MOLINA JIMÉNEZ Iván, « La influencia del marxismo en la historiografía costarricense », *A Contracorriente. Revista de Historia Social y Literatura en América Latina*, vol. 5, n°2, 2008, p. 220-236.

MOLINA JIMÉNEZ Iván, « Alfabetización y cobertura escolar en Hispanoamérica. La primera expansión educativa costarricense (1750-1830) », *Desacatos*, n°37, 2011, p. 125-144.

MOLINA JIMÉNEZ Iván, « Estadísticas Electorales de Costa Rica (1897-1948). Una contribución documental », [En ligne] URL: <http://historia.fcs.ucr.ac.cr/bases/datos.htm>. Consulté le 9.02.2016.

MOLINA JIMÉNEZ Iván, LEHOUCQ Fabrice E., *Urnas de lo inesperado: fraude electoral y lucha política en Costa Rica (1910-1948)*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 1999.

MOLINA JIMÉNEZ Iván, PALMER Steven, « Popular Literacy in a Tropical Democracy: Costa Rica 1850-1950 », *Past and Present*, vol. 184, n°1, 2004, p. 169-207.

MONGE ALFARO Carlos, *Historia de Costa Rica*, San José, Librería Trejos, 1958, 8^{ème} édition [1^{ère} éd. 1939].

OLIVARES FERRETO Edith, *Migraciones y división social del espacio. El asentamiento de la población nicaragüense en el cantón central de San José*, San José (CR), FLACSO, Cuaderno de Ciencias Sociales, n°144, 2006.

PAIGE Jeffery M., *Coffee and power. Revolution and the Rise of Democracy in Central America*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 1998.

PALMER Steven, « Getting to Know the Unknown Soldier: Official Nationalism in Liberal Costa Rica, 1880-1900 », *Journal of Latin American Studies*, vol. 25, n°1, 1993, p. 41-72.

PALMER Steven, « Prolegómenos a toda historia futura de San José. Costa Rica », *Mesoamérica*, vol. 17, n° 31, 1996, p. 181-213.

PALMER Steven, MOLINA JIMÉNEZ Iván (eds), *The Costa Rica Reader: History, Culture, Politics*, Durham, Duke University Press, 2009.

PÉREZ Héctor, « Economía política del café en Costa Rica, 1850-1950 (algunas notas preliminares) », *Avances de Investigación* n°5, Centro de Investigaciones Históricas, UCR, 1981.

QUESADA CAMACHO Juan Rafael et AL., *Costa Rica contemporánea: raíces del estado de la nación*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 1999.

QUESADA Florencia, *La modernización entre cafetales*. San José, Costa Rica, 1880-1930, tesis doctoral, Facultad de Humanidades de la Universidad de Helsinki, Instituto Renvall, 2007.

RAVENTÓS VORST Ciska, « Lo que fue ya no es y lo nuevo aún no toma forma: elecciones 2006 en perspectiva histórica », *América Latina Hoy*, n°49, 2008, p. 129-155.

RODRÍGUEZ VEGA Eugenio, *Apuntes para una Sociología Costarricense*, San José, Editorial Universidad Estatal a Distancia, 1979 [1^{ère} éd. : 1953].

RODRÍGUEZ VEGA Eugenio, *Costa Rica en el siglo XX. Tomo III*, San José, Editorial Universidad Estatal a Distancia, 2004.

ROJAS BOLAÑOS Manuel, *Lucha social y guerra civil en Costa Rica, 1940-1948*, San José, Editorial Porvenir, 1980.

ROJAS BOLAÑOS Manuel, « Costa Rica. Una sociedad en transición », *Nueva Sociedad*, n°119, 1992, p. 16-21.

ROJAS BOLAÑOS Manuel, SOJO Carlos, *Malestar con la política: partidos y élites en Costa Rica*, San José, FLACSO, 1995.

ROVIRA MAS Jorge, « Del desarrollo de Costa Rica y su crisis en el periodo de postguerra: 1948-1984 », *Anuario de Estudios Centroamericanos* (UCR), vol. 11, n°1, 1985, p. 23-42.

SÁNCHEZ C. Fernando F., *Partidos políticos, elecciones y lealtades partidarias en Costa Rica: erosión y cambio*, Salamanca, Ediciones Universidad de Salamanca, 2007.

SALAZAR MORA Jorge Mario, « Estado liberal y luchas sociales en Costa Rica (1870-1920) », *Ciencias Sociales* (UCR), n°36, 1987, p. 91-102.

SALAZAR MORA Orlando, *El apogeo de la republica liberal en Costa Rica, 1870-1914*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 1990.

SALOM Roberto E., *La crisis de la izquierda en Costa Rica*, San José, Editorial Porvenir, 1987.

SÁNCHEZ SÁNCHEZ Rafael A., *Estado de bienestar, crisis económica y ajuste estructural en Costa Rica*, San José, EUNED, 2004.

SANDOVAL GARCÍA Carlos, *Otros Amenazantes. Los Nicaragüenses y la formación de identidades nacionales en Costa Rica*, San José, Editorial UCR, 2008 [1^{ère} éd. : 2002].

SCHIFTER Jacobo, *La fase oculta de la guerra civil en Costa Rica*, San José, EDUCA, 1979.

SCHIFTER Jacobo, « La democracia en Costa Rica como producto de la neutralización de clases », in ZELAYA Chester & AL., *¿Democracia en Costa Rica? Cinco opiniones polémicas*, San José, EUNED, 1978, p. 173-246.

STONE Samuel, *La dinastía de los conquistadores. La crisis del poder en Costa Rica*, San José, EDUCA, 1982 [1^{ère} éd.: 1975].

SOJO Carlos, *Democracias con fracturas: Gobernabilidad, reforma económica y transición en Centroamérica*, San José, FLACSO, 1999.

WILLIAMS Philip J., *The Catholic Church and Politics in Nicaragua and Costa Rica*, Great Britain/Pittsburgh Pa. (USA), The Macmillan Press Ltd/University of Pittsburgh Press, 1989.

VIALES HURTADO Ronny, BARRANTES ZAMORA Emmanuel, « Mercado laboral y mecanismos de control de mano de obra en la caficultura centroamericana. Guatemala y Costa Rica en el período 1850-1930 », *Revista Historia* (UNA), n°55-56, 2007, p. 15-36.

VEGA CARBALLO José Luis, *Orden y progreso. La formación del Estado nacional en Costa Rica*, San José, ICAP, 1981.

YASHAR Deborah J., « Civil War and Social Welfare. The Origins of Costa Rica's Competitive Party System », in MAINWARING Scott, SCULLY Timothy R. (eds), *Building Democratic Institutions. Party Systems in Latin America*, Stanford, Stanford University Press, 1995, p. 72-99.

YASHAR Deborah J., « Rehaciendo la política: Costa Rica y Guatemala a mediados del siglo XX », *Mesoamérica*, vol. 17, n° 31, 1996, p. 64.

YASHAR Deborah, *Demanding Democracy: Reform and Reaction in Costa Rica and Guatemala, 1870s-1950s*, Stanford (California), Stanford University Press, 1997.

LITTÉRATURE SPÉCIALISÉE SUR CARPIO ET RINCÓN GRANDE

CHACÓN Ligia, FREER Enrique, « El precarismo: análisis histórico y su desarrollo en el distrito de Pavas, San José, Costa Rica », *Revista Costarricense de ciencias médicas*, vol. 20, n° 3-4, 1999.

ROMÁN MADRIGAL José Gabriel, *La incidencia de las políticas públicas de vivienda en la conformación del área metropolitana de San José. Los casos de Los Cuadros de Goicoechea, Rincón Grande de Pavas y Los Guido de Desamparados en el periodo 1980-2000*, tesis de maestría en geografía, Universidad de Costa Rica, 2013.

ROMÁN MADRIGAL José Gabriel, *Tugurios y tugurianos*, San José, Editorial Universidad de Costa Rica, 2012.

PANIAGUA NÚÑEZ Álvaro, *Asentamientos en precario, derecho a la protesta y represión estatal: el caso de la Carpio*, tesis de maestría en derechos humanos, Universidad Estatal a Distancia, 2004.

SANDOVAL GARCÍA Carlos & AL., *Nuestras vidas en La Carpio. Aportes para una historia popular*, San José, Editorial UCR, 2007.

SANDOVAL GARCÍA Carlos & AL., *Un país fragmentado. La Carpio: comunidad, cultura y política*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 2010.

VV.AA., *Voces de la Carpio*, San José, Merienda y Zapatos, 2004.

ESSAIS

FIGUERES José, *La pobreza de las naciones*, San José, EUNED, 2004 [1^{ère} éd. : 1973].

OREAMUNO Yolanda, « El ambiente tico y los mitos tropicales », *El Repertorio Americano*, 1938.

FALLAS Carlos Luis, *Mamita Yunai*, San José, Librería Lehmann, 1978 [1^{ère} éd. : 1941].

Annexes

Annexe 1 - Sources

Annexe 2 - Annexe cartographique

Carte 1 - Localisation du Costa Rica

Carte 2 - Carte politique de l'Amérique centrale

Carte 3 - Divisions territoriales du Costa Rica

Carte 4 - Province et Canton de San José

Carte 5 - Périmètres de la Grande Aire Métropolitaine (GAM) et de l'Aire Métropolitaine de San José (AMSJ)

Carte 6 - Districts de San José

Carte 7 - Localisation de La Carpio et de Rincón Grande dans le canton de San José

Annexe 3 - Informations élémentaires sur le système politique costaricien

Annexe 4 - La structuration des classes sociales au Costa Rica selon le Programme *Estado de la Nación*

Annexe 5 - Répartition de la population costaricienne par catégories socio-professionnelles (2011)

Annexe 6 - Politiques en matière de logement social au Costa Rica (1900-2014)

Annexe 7 - '*Camino de la Ley y el Orden*'

Annexe 8 - Coût de la vie et niveaux des revenus au Costa Rica dans les années 2010

ANNEXE 1

SOURCES

J'ai réalisé mon enquête entre janvier 2008 et décembre 2012, sur cinq périodes : janvier-février 2008¹ ; janvier-mai 2009 ; octobre-mars 2009/2010 ; novembre-décembre 2010 ; novembre-décembre 2012. Lors de chacune de ces étapes, j'ai pu engranger un corpus composé d'entretiens, d'observations ainsi que de nombreux autres matériaux aux statuts divers (rapports, résultats électoraux, plaintes, lettres, coupures de presse...).

LISTE DES ENTRETIENS

Dirigeants de quartier (Rincón Grande)

- **Claudio** (janvier 2008, février 2008, février 2009)
Entre 2007 et 2011, il est délégué présidentiel, *síndico* du district de Pavas. Il est l'un des principaux dirigeants de quartier de Rincón Grande, fondateur et ancien président de l'association APAPROVI.
- **José Luis** (janvier 2008, décembre 2012)
Dirigeant de quartier, San Jacinto de Rincón Grande de Pavas, président de l'association de développement de San Jacinto. Conseiller de district entre 2007 et 2011 (élu sur la liste PLN).
- **Patricia** (24 janvier 2008)
Membre fondatrice d'APAPROVI, elle démissionne de l'association en 2008. Employée par la municipalité dans le *Service de la rénovation et de l'aménagement urbain* depuis 2006. Conseillère de district entre 2007 et 2008 (élue sur la liste PLN).
- **Susana** (janvier 2008)
Dirigeante de quartier. Présidente d'une association spécifique de développement, janvier 2008. Conseillère de district suppléante, pour le district de Pavas entre 2011 et 2016 (élue sur la liste PLN).
- **Luis** (janvier 2008)
Dirigeant communal d'un *precario* de Rincón Grande de Pavas.
- **Yolanda** (février 2008, novembre 2009, février 2010, décembre 2012).
Dirigeante communale de la Cueva de San Jacinto, Rincón Grande de Pavas. En 2007, elle est élue conseillère de district aux couleurs du PLN. En 2011, elle accède à la position de *síndica* suppléante.

¹ Il s'agit d'une enquête réalisée dans le cadre de mon master 2. Je ne conserve ici que les références des entretiens mobilisés dans la thèse.

- **Gloria** (février 2008)
Dirigeante de quartier de Rincón Grande de Pavas.
- **Gustavo** (janvier 2008)
Dirigeant de quartier de Rincón Grande de Pavas. Membre du comité directif d'APAPROVI jusqu'en 2008. Employé municipal dans le *Service de la rénovation et de l'aménagement urbain* depuis 2006. Entre 2007 et 2011, il est conseiller de district.
- **José Pablo** (février 2008)
Dirigeant de quartier de Rincón Grande de Pavas.
- **Eduardo** (février 2010)
Dirigeant de quartier de Rincón Grande de Pavas. Membre du comité directif d'APAPROVI jusqu'en 2008. Employé municipal dans le *Service de la rénovation et de l'aménagement urbain* depuis 2006.
- **Ida** (février 2010)
Elle a été l'une des dirigeantes de Rincón Grande de Pavas dans les années 1980. Elle a depuis lors quitté le quartier mais sa fille et ses petits-enfants y résident toujours.

Dirigeants de quartier (Carpio)

- **Javier** (février 2009, mars 2009)
Dirigeant de quartier de Carpio. Nicaraguayen. Revendique la représentation des Nicaraguayens du quartier.
- **Leticia** (février 2009, octobre 2010)
Dirigeante du secteur Pro-Mejoras. En 2009, elle assure le secrétariat des bureaux de FUPROVI et de CCORCA dans le quartier. Elle est conseillère de district suppléante pour le district de la Uruca entre 2006-2010 (élue sur la liste PLN).
- **Denzell** (février 2009)
Dirigeant du secteur San Isidro, Nicaraguayen.
- **Ceci** (février 2009)
Dirigeante du quartier de Carpio. Elle travaille dans une petite coopérative de production (sacs, poupées...) installée par une ONG dans le quartier.
- **Pablo** (mars 2009)
Dirigeant du secteur Santa Teresa Norte. Président de l'association de développement du secteur.
- **Carolina** (avril 2009)
Dirigeante de quartier de la Carpio, membre du bureau de CCORCA. Elle est élue déléguée du PLN pour la Uruca en 2009. Elle est l'une des coordinatrices du *Journal de la Carpio*.

- **Agustín** (mars 2009)
Président de CCORCA entre janvier 2009 et juillet 2013.
- **Roberto**
Dirigeant communal du secteur Pro-Mejoras. Entre 2008 et 2010, il est membre du bureau de CCORCA. En 2010, il est élu *síndico* suppléant du district de la Uruca. Il quitte alors ses fonctions au sein de CCORCA.
- **Olfran** (novembre 2009)
Dirigeant communal de la Carpio, notamment élu Conseil d'éducation de l'école de la Carpio (2004-2009).
- **Concepción** (novembre 2010)
Dirigeante de quartier de la Carpio. Cette nicaraguayenne s'est spécialisée sur la lutte pour les droits des étrangers au Costa Rica.
- **Roy** (novembre 2010)
Dirigeant de quartier du secteur Del Higuerón de Carpio. Nicaraguayen. Il a été l'un des dirigeants emprisonné suite aux manifestations de 2004. Il entre et sort régulièrement de CCORCA.
- **Zuly** (novembre 2010)
Dirigeante communale de la Carpio, Secteur Santa Teresa Norte. En charge du comité « habitat » de CCORCA. Elle est l'une des coordinatrices du *Journal de la Carpio*.
- **Marquita** (novembre 2010)
Dirigeante de quartier de la Carpio. Elle est l'une des coordinatrices du *Journal de la Carpio*.

Membres des associations de quartier et voisinage des dirigeants (Rincón Grande de Pavas)

- **Carmen** (novembre 2009)
Mère de Yolanda. Habitante de San Jacinto.
- **Elsa** (novembre 2009)
Voisine de Yolanda n'appartenant à aucune association.
- **Elda** (novembre 2010)
Nicaraguayenne. Membre du bureau de l'association de développement de San Jacinto (Rincón Grande de Pavas).
- **Nurita** (novembre 2012)
Voisine de Yolanda. Proche de Carmen (la mère de Yolanda).

- **Martin** (décembre 2012)
Proche de Yolanda, il n'habite pas à San José mais dans le canton de Desamparados. Il est membre de la coopérative pour le logement.
- **Alejandro** (décembre 2012)
Habitant de la Cueva de San Jacinto (Rincón Grande). Membre actif de la coopérative pour le logement jusqu'en 2012.
- **Liliana** (décembre 2012)
Habitant de la Cueva de San Jacinto (Rincón Grande). Membre actif de la coopérative pour le logement.
- **Ana** (décembre 2012)
Habitante de la Cueva de San Jacinto (Rincón Grande). Membre actif de la coopérative pour le logement.

Membres des associations de quartier et voisinage des dirigeants (Carpio)²

- **Rocio** (avril 2009)
Cette mère célibataire tient jusqu'en 2010 un petit restaurant dans sa maison qui fait l'angle au niveau du terminal de bus. À chaque campagne électorale, elle loue sa maison au PLN.
- **Martina** (novembre 2009)
Habitante du secteur Pro-Mejoras de Carpio. Proche de Leticia.
- **M.-E.** (novembre 2009)
Habitante du secteur Pro-Mejoras de Carpio.
- **M.** (novembre 2009)
Habitante du secteur Pro-Mejoras de Carpio.
- **Y.** (novembre 2009)
Habitante du secteur Pro-Mejoras de Carpio.
- **I.** (novembre 2009)
Habitante du secteur Pro-Mejoras de Carpio.
- **S.** (novembre 2009)
Habitante du secteur Pro-Mejoras de Carpio.
- **F.** (novembre 2009)
Habitant du secteur Pro-Mejoras de Carpio.

² Lorsque les interviewés ne sont pas des personnages récurrents de la thèse, les seules initiales du/des prénoms sont indiquées.

- **Gabriela** (novembre 2010)
Fille de Concepción et de Carlos Alberto, deux dirigeants nicaraguayens de Carpio.

Militants du PAC (Rincón Grande de Pavas)

- **Mayra** (novembre 2009)
Habitante de San Jacinto. Professeure au lycée de Rincón Grande. Elle est élue *regidor* municipal pour le PAC entre 2010 et 2016.
- **M.-J.** (décembre 2009, novembre 2010)
Habitant de Rincón Grande. Coordinateur de la campagne du PAC lors la présidentielle de 2010.
- **Miguel** (janvier 2010)
En 2009/2010, il est tour à tour coordinateur des campagnes présidentielle puis municipale pour le PAC. En 2010, il est candidat au poste de *síndico* pour le PAC. Antérieurement très investi dans les associations de quartier et au PLN.
- **V.** (janvier 2010)
Habitante de Rincón Grande. Militante du PAC lors de la présidentielle de 2010.

Acteurs extérieurs au quartier³

- Responsable du « plan pilote » pour *Rincón Grande* de Pavas, fut l'une des responsables du projet PROFAC au sein de *Rincón Grande* santé (janvier 2008, février 2008, janvier 2009)
- **Marta Trejos***, (janvier 2008)
Responsable du programme « Existimos y tenemos voz », anciennement dirigeante de COPAN, membre fondatrice de CEFEMINA, 24 janvier 2008 (RGP) (CIDH)
- **Viviana** (janvier 2008)
Coordinatrice « emploi » du programme « Existimos y tenemos voz », anciennement ingénieure industrielle aux États-Unis, 24 janvier 2008 (RGP) (CIDH)
- Employé de FUPROVI, chargé de projet à Rincón Grande en 2008 (janvier 2008)
- **José María** (janvier 2008)
Conseiller à la présidence de l'Institut costaricien d'électricité. Délégué entre 2006 et 2008 au MIVAH, comme conseiller ministériel auprès de Fernando Zumbado.
- Fonctionnaire de l'IMAS, Département de Planification administrative (janvier 2008)

³ Dans la mesure où beaucoup de ces acteurs passent souvent d'une arène à une autre, je n'ai pas cherché ici à les catégoriser. Ces entretiens sont donc simplement classés par ordre chronologique. Les noms marqués d'un astérisque (*) sont ceux qui n'ont pas été *anonymisés*.

- Responsable des attributions de bourses à École de San Jacinto de Pavas, ancienne fonctionnaire de l'IMAS (janvier 2008)
- **Oscar** (janvier 2008)
Responsable du Service de la rénovation et des aménagements urbains de la municipalité de San José.
- Responsable de l'infirmerie, assistante d'Attention Primaire, clinique de Pavas (février 2008)
- Médecin d'un EBAIS de Rincón Grande depuis 1988, auteure d'une thèse de *maestría* en santé publique, mention environnement et développement humain sur un *precario* du quartier (février 2008)
- **José Gabriel Román Madrigal*** (février 2008, janvier 2009, novembre 2010).
fonctionnaire du MIVAH travaillant pour le « plan pilote » de *Rincón Grande* de Pavas, 4 février 2008 (RGP) 21 de enero 2009 (15h) (9 nov. 2010).

José Gabriel a été membre du Front démocratique de l'habitat dans les années 1980. En 1986, il est l'un des coordinateur de l'occupation de Rincón Grande de Pavas, où il réside durant quatre années. Il entre par la suite au ministère du Logement. En 2008, suite à la démission de F. Zumbado, il demande son transfert à UN-Habitat. En 2010, il revient cependant au MIVAH. Dans le cadre d'une maîtrise de géographie, il est l'auteur d'un mémoire intitulé *Los procesos macro económicos y sociales en la conformación de un espacio social urbano. Los casos de Los Cuadros de Goicoechea, Los Guido en Desamparados y Rincón Grande de Pavas en la Gran Área Metropolitana de Costa Rica, durante el periodo 1980 – 2000*. Il est également l'auteur d'un petit ouvrage de contes où il livre une histoire romancée de son passage à Rincón Grande : *Tugurios y tugurianos*, San José, Editorial Universidad de Costa Rica, 2012.

- Fonctionnaire internationale d'une agence onusienne (février 2008)
- Fonctionnaire de DINADECO, responsable de la Grande Aire Métropolitaine (février 2008)
- Consultant pour le MIVAH en 2008. L'un des rédacteurs du « plan pilote », membre fondateur de DINADECO (février 2008)
- Fonctionnaire de l'INAMU, ancienne co-responsable du *Projet pour l'action communautaire* (PROFAC) mis en œuvre à Rincón Grande dans les années 1990 (février 2008)
- Fonctionnaire du BANHVI, Département Analyse et Contrôle (février 2008)
- Fondatrice et directrice de la *Fundación Humanitaria Costarricense* (Carpio) (janvier 2009)
- Militant du PAC (janvier 2009)

- **Rodney** (février 2009)
Employé de FUPROVI, chargé de projet à San Jacinto puis à Carpio.
- Employé de FUPROVI, chargé de projet à Carpio (mars 2009)
- **José** (mars 2009)
Ancien chargé de mission pour CARPIO de FOSBAS, puis de FUPROVI
- Journaliste à *El Centroamericano* (mars 2009)
- **Daguer Hernandez*** (mars 2009), militant du PAC, puis *regidor* au conseil municipal de San José, sur la liste du PAC (2007-2011)
- **Federico Tinoco Carmona*** (mars 2009)
Homme politique costaricien libérationniste (l'un de ses ancêtres – Federico Alberto Tinoco Granados – fut notamment à la tête de l'État costaricien entre 1917-1919 suite à l'un des rares coups d'État que connu le pays au XX^e siècle). Il alterne entre ses activités professionnelles (il est chirurgien dentiste) et des activités politiques (entre 1986 et 1990, lors de la première présidence Arias, il est ainsi nommé directeur de la Direction national pour le développement communautaire [DINADECO]). Entre 2006 et 2010, lors de la seconde présidence Arias, il est élu député, pour le PLN.
Lors de la seconde partie de l'entretien qui se déroule dans un salon de l'Assemblée législative, il invite Elizabeth Fonseca (députée et cadre du Parti action citoyenne entre 2006 et 2010) à prendre part à l'entretien.
- Coordinateur du programme « Entre Vecinos » (Carpio/Los Cuadros) (mars 2009)
- Fonctionnaire du ministère du logement. Architecte de formation. Son mémoire de licence d'architecture porte sur la réhabilitation du quartier de Los Cuadros⁴ (mars 2009)
- Co-rédacteur d'un plan d'aménagement pour Carpio, Fondation Costa Rica-Canada (mars 2009)
- Fonctionnaire du ministère du Logement, notamment en charge de la réception des groupes organisés pour le logement (mars 2009)
- **Gilberto** (mars 2009)
Employé du Service de la rénovation et des aménagements urbains de la municipalité de San José. Élu en 2010 au poste de conseiller du district de la Uruca aux couleurs du PLN.
- Fonctionnaire de DINADECO, Bureau métropolitaine (mars 2009)

⁴ *Rehabilitación Integral Urbana en la Comunidad de Los Cuadros de Purral, Goicoechea*, Université de Costa Rica, 2007.

- Fonctionnaire de l'INVU, Directrice du Département du logement d'intérêt social (mars 2009)
- Présidente du conseil d'administration du Fonds national des bourses (FONABE) (mars 2009)
- Pasteur d'une église évangéliste, notamment située à Carpio, ancien président de CCORCA (avril 2009)
- Militant du PAC de Pavas. En 2010, il était candidat au poste de *regidor* au conseil municipal de San José, sur la liste du PAC (5^{ème} position) (octobre 2009)
- Fonctionnaire du service du Défenseur des habitants (équivalent du Défenseur des droits) (novembre 2009)
- **Ivan** (novembre 2010, décembre 2012)
Ingénieur, consultant indépendant. Spécialiste des questions d'habitat. Consultant auprès du MIVAH entre 1986-1990 puis entre 2006 et 2010 (lorsque Fernando Zumbado était le ministre, dans les deux cas)
- **Oscar Alfaro*** (janvier 2010, novembre 2010)
Député du Parti libération nationale (2010-2014)
- **Alberto Salom*** (février 2010)
Député du Parti action citoyenne (2006-2010).
- **Teresa** (février 2010)
Militante du PLN. Nommée au conseil d'administration de l'Institut de développement et d'assessorat municipal. [*Instituto de fomento y de asesoría municipal* - IFAM] – 2006-2014.
- Employée du Service de la rénovation et des aménagements urbains de la municipalité de San José (février 2010)
- Prêtre, Église catholique, paroisse Santa Catalina de Alejandría, Uruca Ouest (dont dépend la Carpio) (novembre 2010)
- **Olger Lawson*** (décembre 2012)
Regidor de la municipalité de San José, Mouvement libertarien (2010-2016)
- Militant libérationniste de Pavas. Fonctionnaire de l'Institut costaricien des eaux (AyA), au service de la coopération internationale (décembre 2012)

PRINCIPALES OBSERVATIONS PARTICIPANTES

■ PREMIÈRE ENQUÊTE DE TERRAIN (JANVIER – FÉVRIER 2008)

Lors de cette enquête exploratoire, j'ai concentré mes recherches sur Rincón Grande. Si cette étape a principalement été dédiée à la réalisation d'entretiens exploratoires dans le quartier et auprès d'agents administratifs, j'ai également eu l'occasion de réaliser quelques observations, principalement en accompagnant des membres du personnel politique et des employés de fondations parapubliques dans des réunions à Rincón Grande.

- Réunion du secteur social – Divulgence du « plan pilote » pour *Rincón Grande* de Pavas à la clinique de Pavas (19 février 2008)
- Consultation communautaire « Existimos y tenemos voz » à la salle communale de San Jacinto (24 janvier 2008)
- Visite de quelques familles en attente d'un relogement avec le Conseiller ministériel José María et Susana, leader communal (mercredi 30 janvier 2008)
- Accompagnement d'un employé de FUPROVI (FUPROVI) lors de sa visite hebdomadaire de *Rincón Grande* et des différents projets en cours de réalisation (31 janvier 2008)

■ DEUXIÈME ENQUÊTE DE TERRAIN (JANVIER – MAI 2009)

Lors de cette enquête, mes recherches se sont concentrées sur les organisations communautaires de La Carpio. Pendant cinq mois, j'ai réalisé de nombreux entretiens avec les dirigeants. J'ai en outre pu suivre leur engagement au quotidien en me rendant aux réunions, aux formations organisées (notamment par FUPROVI) mais aussi en observant leurs interactions avec les employés municipaux, en charge de la rénovation urbaine.

- Visite de différents dirigeants de Carpio avec Gilberto, un employé du Service de la rénovation et de l'aménagement urbains de la municipalité de San José. (25 mars 2009)
- Observation lors des assemblées générales de plusieurs associations de Carpio
- Formation et séminaires pour les dirigeants de Carpio organisées par FUPROVI

■ TROISIÈME ENQUÊTE DE TERRAIN (OCTOBRE 2009 – MARS 2010)

Entre octobre 2009 et mars 2010, s'est déroulée la campagne électorale pour les élections du 7 février 2010 (à cette occasion, les Costariciens élaient leur président et vice-présidents, leurs députés et leurs *regidores*). Durant cette période, mon enquête a principalement été dédiée au suivi des dirigeants de quartier en campagne à Rincón Grande et à Carpio.

- Suivi de la campagne du PLN à Rincón Grande : assistance aux réunions de coordination dans le quartier et à l'extérieur de celui-ci ; présence régulière au QG du parti dans le quartier ; observation participante lors des *piquetes*, des meetings et des porte-à-porte *etc.*
- Suivi de la campagne du PAC à Rincón Grande : présence régulière au QG ; présence lors des porte-à-porte *etc.*
- Suivi de la campagne du PLN à Carpio : observation lors des porte-à-porte ; présence lors des sessions d'affichage pour le parti *etc.*
- Outre les activités propres à la campagne, ce terrain a été l'occasion d'observer le travail d'intermédiation de différents dirigeants (en particulier de Claudio, de José Luis et de Yolanda). J'ai ainsi pu observer à la fois leurs actions aux quartiers (mobilisation, redistribution de ressources...) et leurs interactions avec le personnel politique et les agents administratifs (par exemple, lors de la réunion entre la ministre du Logement et les dirigeants de San Jacinto).

■ QUATRIÈME TERRAIN D'ENQUÊTE (NOVEMBRE – DÉCEMBRE 2010)

Cette quatrième enquête s'est déroulée juste avant les élections municipales du 5 décembre 2010. Cette période a été l'occasion d'observer le travail de mobilisation qu'opéraient les dirigeants de quartier dans un contexte où certains d'entre eux étaient candidats. J'ai ainsi suivi des candidats du PAC et du PLN, à Carpio et à Rincón Grande.

- Suivi de la campagne municipale à Carpio et Rincón Grande : assistance aux réunions, aux meetings, aux porte-à-porte ; suivi journée électorale.
- Cette phase de terrain a également été l'occasion d'accompagner José Luis à de nombreuses réunions hors du quartier où j'ai pu observer son travail d'intermédiation (réunion avec la présidente de l'INVU, réunion avec Oscar, le chef du service de la rénovation urbaine et de l'aménagement urbains de la municipalité de San José, rendez-vous avec un député libérationniste *etc.*)

■ CINQUIÈME TERRAIN D'ENQUÊTE (DÉCEMBRE 2012)

Cette dernière étape de l'enquête visait principalement à réaliser des entretiens avec les membres des groupes de plusieurs dirigeants, et en particulier de Yolanda et de José. Pour ce faire, j'ai donc passé une grande partie du mois de décembre 2012 à Rincón Grande. J'ai ainsi réalisé des observations d'inaugurations d'aménagements urbains, des fêtes de quartier (et notamment une fête de Noël organisée par Yolanda). J'ai également accompagné les membres de la coopérative de la Cueva de San Jacinto sur les chantiers qu'ils réalisaient à ce moment-là.

SOURCES ÉCRITES

■ TEXTES DE LOIS

- *Ley de Asociaciones*, n°218 del 8 de agosto de 1939.
- *Ley de Erradicación de Tugurios y Defensa de sus Arrendatarios*, n° 2760 del 16 de junio de 1961.
- *Ley sobre el Desarrollo de la Comunidad (DINADECO)*, n°3859 del 7 de abril de 1967.
- *Ley especial para titulación de vivienda en precarios y en zonas de desarrollo urbano no reconocidas (precarios)* », n° 8680, 12 de noviembre del 2008.
- *Impuesto solidario para el fortalecimiento de programas de vivienda*, n°8683 del 10 de diciembre de 2008.
- *Derogatoria de la ley n° 8680, ley especial para titulación de vivienda en precarios y en zonas de desarrollo urbano no reconocidas (precarios)*, n°9120, del 14 de febrero del 2013.

■ RAPPORTS ET PUBLICATIONS D'ADMINISTRATIONS ET ORGANISMES INTERNATIONAUX SUR LE COSTA RICA, CARPIO ET RINCÓN GRANDE

Rapports d'expertise

ALVARENGA Patricia, « Acciones colectivas », *Informe Final, Decimotercer Informe Estado de la Nación*, San José, Programa Estado de la Nación, 2007.

AZEVEDO Viviane, BOUILLON César P., IRARRÁZAVAL Ignacio, « La efectividad de las redes de protección social: El rol de los sistemas integrados de información social en seis países de América Latina », *Notas técnicas #IDB-TN-233, Banco Interamericano de Desarrollo*, 2011.

BARAHONA Manuel, GÜENDEL Ludwig, CASTRO Carlos, « Política social y reforma social 'a la tica'. Un caso paradigmático de heterodoxia en el contexto de una economía periférica », *Política social y desarrollo*, n°20, UNRISD, 2005.

MONTERO Sary, BARAHONA Manuel, « La estrategia de lucha contra la pobreza en Costa Rica. Institucionalidad, financiamiento, políticas, programas », *Serie políticas sociales – CEPAL*, n°77, 2003.

OVEDO C. Luis Àngel, *Los programas de equidad en la educación costarricense*, Tercer Informe Estado de la Educación – Informe final, 2010.

ROMÁN Isabel, « Sustentabilidad de los programas de transferencias condicionadas: la experiencia del Instituto Mixto de Ayuda Social y 'Avancemos' en Costa Rica », *Serie políticas sociales n°160/División del Desarrollo Social de la CEPAL*, Santiago de Chile, 2010.

ROMÁN VEGA Isabel, *Sistemas de protección social en América Latina y el Caribe: Costa Rica*, Santiago de Chile, Naciones Unidas, CEPAL, Colección Documentos de proyectos, 2012.

ROSETO-BIXTY Luis, « Acceso y disponibilidad de servicios de salud en Costa Rica. 2000 », in ROSETO-BIXBY Luis (Ed.), *Costa Rica a la luz del censo del 2000*, San José, Centro

Centroamericano de Población de la Universidad de Costa Rica, Proyecto Estado de la Nación e Instituto de Estadística y Censo, 2003.

SÁENZ María del Rocío, ACOSTA Mónica, MUISER Jorine, BERMÚDEZ Juan Luís, « Sistema de salud de Costa Rica », *Salud pública de México*, vol. 53, suplemento 2, 2011 [En ligne] <http://www.scielosp.org/pdf/spm/v53s2/11.pdf>. Consulté le 15.10.2015.

SAUMA Pablo, *Reducir la pobreza en Costa Rica es posible. Propuestas para la acción*, Serie Cuadernos de Desarrollo Humano, San José, PNUD, 2014.

SAUMA Pablo, TREJOS SOLÓRZANO Juan Diego, « Costa Rica », in E. GANUZA, A. LEÓN, P. SAUMA, *Gasto Público en servicios básicos en América latina y en el Caribe. Análisis desde la perspectiva de la Iniciativa 20/20*, Santiago de Chile, CEPAL, 1999.

TREJOS SOLÓRZANO Juan Diego, *La inversión social en un contexto de restricciones fiscales y recuperación económica – 2010*, Decimoséptimo Informe Estado de la Nación (2010) – Informe final, 2011.

URÍZAR Alejandro, « Los riesgos de corrupción y clientelismo político en los Programas de Transferencias Monetarias con Corresponsabilidad en Centroamérica », *Informe Final, Programa Estado de la Nación/Estado de la Región, Defensoría de Los Habitantes, Consejo Nacional de Rectores*, San José, 2010.

Publications d'organisations internationales et d'administrations

BANQUE MONDIALE, *Poverty in Latin America. The Impact of Depression*, Washington, 1986.

CIDH/‘EXISTIMOS’, « Consultación Comunitaria » in *Aportes comunitarios para Plan Operativo Institucional 2008, Rincón Grande de Pavas, insumo para el plan de creación de centros de servicios sociales y comunitarios*, San José, MIVAH, Julio 2007.

CEPAL, *Panorama Social de América Latina*, Naciones Unidas/CEPAL, Santiago de Chile, 2014.

CONTRALORÍA GENERAL DE LA REPUBLICA, DIVISIÓN DE FISCALIZACIÓN OPERATIVA Y EVALUATIVA – ÁREA DE SERVICIOS SOCIALES, *Informe sobre la gestión del programa de transferencia monetaria condicionada Avancemos*, San José, 2012

DIRECCIÓN DE PLANIFICACIÓN Y EVALUACIÓN. OBSERVATORIO MUNICIPAL, *Cantón de San José: indicadores censales desagregados de los barrios del cantón. Censo nacional de población y vivienda 2011*, San José, Municipalidad de San José/INEC, 2013.

FUPROVI, *Vivienda y asentamientos en precario en la GAM*, Avance de Investigación, Informe n°11 del proyecto Estado de la Nación, octubre 2005.

FUNDACIÓN DEL SERVICIO EXTERIOR PARA LA PAZ Y LA DEMOCRACIA, *Memoria del Proyecto: « Entre vecinos: Una estrategia de promoción de la integración de la población migrante, nacional y refugiada a través del movimiento comunitario costarricense »*, Julio-diciembre 2008.

INEC, *Encuesta Nacional de Hogares (ENAHOG), 2013, Resultados Generales*, vol.1, año 4, San José, INEC, 2013.

INEC, *La victimización en Costa Rica: Según los resultados de los módulos de la Encuesta Nacional de Hogares 1989, 1992, 1994, 1997, 2008 y 2010*, INEC/PNUD, San José (C.R.), 2011.

INEC, *X Censo Nacional de Población y VI de Vivienda 2011. Resultados Generales*, San José (C.R.), 2012.

INEC, *Encuesta Continua de Empleo (ECE) I, II, III y IV Trimestre 2014*, San José (C.R.), 2014.

INTERNATIONAL MONETARY FUNDS, *Costa Rica: Staff Report for the 2004 Article IV Consultation*, 2004.

MONTERO MORA Freddy (coord.), *Informe final del Programa «Entre Vecinos»*, San José, 2008.

MIVAH, *Plan Estratégico de Desarrollo Local 1998-2005 – Rincón Grande de Pavas*, San José, 1997.

MIVAH, Rectoría sector social y lucha contra la pobreza, *Plan de inversión interinstitucional para Rincón Grande de Pavas – Sector social y lucha contra la pobreza*, San José, 19 Janvier 2008.

NACIONES UNIDAS, *El progreso social mediante el desarrollo de la comunidad*, New York, 1955.

OBSERVATORIO MUNICIPAL. SISTEMA DE INFORMACIÓN GEOGRÁFICA Y CADASTRAL, *Estudio de la condiciones de habilidad urbana en el cantón San José. Division de Barrios*, San José, Municipalidad de San José, 2013.

OIT, *Report of the Director-General of the International Labour Organisation – vol. 1*, 13th Conference of American States Members of the International Labour Organisation, Caracas, September-October 1992.

PARROQUIA MARÍA REINA, *Análisis de situación del distrito de Pavas*, 2007.

PROGRAMA ESTADO DE LA NACIÓN, *Estadísticas de Centroamérica 2013. Indicadores sobre desarrollo humano sostenible*, San José, 2013.

PROFAC/CEDES/IMAS, *Plan Estratégico de Desarrollo Local 1998-2005 – Rincón Grande de Pavas*, San José, 1998.

PROGRAMA DE FORTALECIMIENTO DE LA AUTOGESTIÓN COMUNITARIA (PROFAC), *Sistematización de la experiencia de la Red Interinstitucional de Rincón Grande de Pavas*, San José, 1999.

UN-HABITAT, *Housing for All: The Challenges of Affordability, Accessibility and Sustainability. The Experiences and Instruments from the Developing and Developed Worlds*, United Nations Human Settlements Programme, Nairobi, 2008.

■ PROGRAMMES ET PLANS DE GOUVERNEMENT

Programmes de gouvernement

PARTIDO ACCIÓN CIUDADANA, *Convocatoria a la ciudadanía 2006-2010*, San José, 2005.

PARTIDO ACCIÓN CIUDADANA, *Convocatoria a la ciudadanía 2010-2014*, San José, 2009.

PARTIDO LIBERACIÓN NACIONAL, *Plan de Gobierno 2010-2014*, San José, 2009.

Plans de gouvernement

MIDEPLAN, *Plan Nacional de Desarrollo 2006-2010 'Jorge Manuel Dengo Obregón'*, San José, 2007.

MIDEPLAN, *Plan Nacional de Desarrollo 2011 – 2014 'María Teresa Obregón Zamora'*, San José, 2010.

MIDEPLAN, *Plan Nacional de Desarrollo 2015 – 2018 'Alberto Cañas Escalante'*, San José, 2014.

GOBIERNO DE LA REPUBLICA, IMAS, *Puente al Desarrollo. Estrategia nacional para la reducción de la pobreza*, San José, 2015.

■ JOURNAUX CONSULTÉS

- *El Nuevo Diario*
- *La Nación*
- *Diario La Extra*
- *Al Día*
- *La Prensa Libre*
- *Costa Rica Hoy*, (journal en ligne)
- *El Financiero*

Journal mensuel de la Carpio, n°1-24, 2010-2013.

■ ARCHIVES ET DOSSIERS MIS À DISPOSITION PAR DES ENQUÊTÉS

Documents mis à disposition par A. Paniagua, Defensoría de los Habitantes

- Asociación Cívica Finca la Caja, « Boletín informativo 'Infocívica' », n°1, diciembre 2002.
- « En la Carpio: Fuerza y Luz cumple », *La Uruca. Periódico de circulación metropolitana*, feb./mar. 2000, ed. 29, p. 7.
- « Grupos se oponen: Relleno en la Uruca será realidad », *La Uruca. Periódico de circulación metropolitana*, feb./mar. 2000, ed. 29, p. 8.
- « EBI: ¡Somos parte del cambio! », *La Uruca. Periódico de circulación metropolitana*, feb./mar. 2000, ed. 29, p. 10.
- « EBI es parte del desarrollo comunal. Diez grandes beneficios », *La Uruca. Periodico de circulación metropolitana*, feb./mar. 2000, ed. 29, p. 15.
- MIN-001-2004-La Carpio, *Minuta de reunión, Defensoría de los habitantes*, 3 de junio del 2004.
- ¡Comunica!, Declaración de EBI, Juan Carlos Obando, Gerente General, EBI Costa Rica, junio 2004.
- Defensoría de los habitantes, *Informe final con recomendaciones. La titulación del asentamiento de la Carpio: el compromiso del Estado de reconocer un derecho*, 17 de marzo del 2005.
- Defensoría de los habitantes, *Resolucion de recurso de reconsideración*, 1 de julio del 2005.
- *Convenio para la administración financiera y contable del « fondo para proyectos de desarrollo social en la comunidad de la Carpio »*, suscrito entre las empresas Berthier EBI de Costa Rica S.A., [el Consejo de las organizaciones de la Carpio] y el fondo solidario para el beneficio de las agrupaciones sociales (FOSBAS), 23 de agosto del 2005.

Documents mis à disposition par Yolanda, dirigeante de Rincón Grande de Pavas

Échanges de courriers entre Yolanda, José Luis et des agents administratifs et des membres du personnel politique

- *Carta del 5 de mayo del 2003*, de Santiago a Lorena Vasquez, Presidenta del PUSC.
- *Carta del 23 de julio del 2003* a los Magistrados de la Sala IV. *Asunto* : « Recurso de Amparo contra la Asociación de vecinos del Residencial Santa Fé »
- *Carta del 11 de setiembre del 2007*, de Jaime Vargas G., Gerente Unidad Ejecutora, Proyecto Mejoramiento Barrial, Rincón Grande de Pavas – MIVAH a la Junta directiva de la Junta de protección social de San José.
- *Carta del 11 de julio del 2008*, de Fernando Zumbado Jiménez, Ministro MIVAH, a Yolanda, Dirigente de vivienda, Rincón Grande de Pavas
 - o *Asunto*: Invitación al Taller sobre la evaluación del programa de vivienda – Rincón Grande de Pavas
 - o *Adjunto*: Programa del Taller
- *Carta del 17 de octubre del 2008*, de la ministra del hábitat y de los asentamientos humanos (MIVAH), Clara Zomer, al presidente de la Junta de protección social de San José, Oscar Aguilar.
- *Carta del 1º de noviembre del 2008*, de Yolanda a Oscar Arias Sánchez, presidente de la República.
- *Carta del 28 enero del 2009*, de Marco A. Barrantes Vargas, Jefe de puesto, Policía de proximidad de Pavas (Delta 8) y Arturo Chávez Fuentes, Agente de Policía, Coordinador Seguridad Comunitario a José Luis, Presidente de la Asociación de Desarrollo de San Jacinto.
 - o *Asunto* : Taller Preventivo de Drogas dirigido a Madres y Padres de la Comunidad Coopeberaca (antes el Relleno)
 - o *Adjunto* : programa del Taller
- *Carta del 16 de febrero del 2009*, de José Luis y Yolanda a María Luisa Ávila, Ministra de Salud, Rectora del Sector Social
 - o *Adjunto*: « Documentación generada de respaldo de las acciones institucionalidad-San Jacinto »
 - Anexo 1*: « Propuesta para la obtención de recursos extraordinarios para los programas del sector social y el apoyo al fortalecimiento del programa ‘Una propuesta grande para Rincón’ »
 - o *Un Programa Grande Para Rincón*
 - o *Carta del 12 de febrero de 2009*, Yolanda a María Luisa Ávila, Ministra de Salud, Rectora del Sector Social
 - o *Informe sobre el terreno para necesidades de vivienda en Rincón Grande de Pavas solicitado la cooperativa de la Cueva*
- Anexo 2*: « Documentación del grave error institucional a enmendar: La exclusión de la comunidad de San Jacinto dentro del presupuesto de los recursos de la ley n°8627 (bono comunal) para el 2008 »
 - o La Gaceta n°88 – jueves 8 de mayo del 2008 – Directriz n° 027-MS-MIVAH – p. 4-5.
 - o Carta del 6 de febrero de 2008, de Fernando Zumbado Jiménez a Eloisa Ulibarri Pernús, Gerente General de FUPROVI.
 - o Carta del 9 diciembre de 2008, de Jorge Sánchez Zúñiga, Presidente ejecutivo del INVU, a Ennio Rodríguez Céspedes, Gerente General del BANHVI
 - o Carta del 5 de enero de 2009, de Ennio Rodríguez Céspedes, Gerente General del BANHVI a Jorge Sánchez Zúñiga, Presidente ejecutivo de l’INVU

- *La Prensa Libre*, 26 de enero del 2009, Une : « No hay dinero para erradicación de la Carpio y [San Jacinto] »
 - *Principios presupuestarios* - Artículo 5 de la ley de Administración financiera de la República”
Anexo 3 – Propuesta de diseño de sitio preliminar para el terreno de la junta de protección social de San José a donar para el fortalecimiento del programa ‘*Una propuesta Grande para Rincón*’
 - Plan maestro del proyecto
- *Carta del 20 de febrero del 2009*, de Yolanda a Area Mercantil, Registro público de Costa Rica.
 - *Carta del 23 de febrero de 2009*, de Yolanda a Jorge Fernández Chacón, Director General de Aviación civil.
 - *Carta del 25 de febrero de 2009*, de Julio Canales Guillén, Gerente general de la junta de protección social de San José, a Clara Zomer, ministra del hábitat y de los asentamientos humanos.
 - *Carta del 4 de marzo 2009*, de José Luis a Clara Zomer, ministra de vivienda y asentamientos humanos.
 - *Carta del 9 de marzo de 2009*, de Yolanda al Subdirector General Técnico, de la Dirección General de Aviación Civil, Ricardo Arias Borbón.
 - *Carta del 12 de marzo de 2009*, de Yolanda, al Gerente general de la junta de protección social de San José.
 - *Adjunto* : plano catastral n° SJ-386709-80
 - *Carta del 13 de marzo de 2009*, de Julio Canales Guillén, Gerente general de la junta de protección social de San José, a Yolanda M.
 - *Carta del 30 de marzo de 2009*, de Clara Zomer, ministra del hábitat y de los asentamientos humanos, a Abundio Gutiérrez Matarrita, Presidente Junta de Protección Social de San José.
 - *Carta del 15 de abril de 2009*, de Julio Canales Guillén, Gerente general de la junta de protección social de San José, a Clara Zomer, ministra del hábitat y de los asentamientos humanos.
 - *Carta del 4 de mayo de 2009*, de Yolanda a Clara Zomer, ministra del hábitat y de los asentamientos humanos.
 - *Carta del 12 de mayo de 2009*, de Yolanda a Luis Fernando Salazar, Vice ministro de vivienda y asentamientos humanos.
 - *Carta del 3 de junio de 2009*, de José Luis, Presidente de la Asociación de Desarrollo de San Jacinto, a Luis Fernando Salazar, Vice ministro de vivienda y asentamientos humanos.
 - *Carta del 16 de noviembre de 2009*, Yolanda a Martin Robles, Director ejecutivo INFOCOOP.
 - *Carta del 28 de julio de 2009*, de María del Carmen Redondo Solís, Gerente General del INVU, a Juan Manuel Cordero Gonzales, Viceministro de Desarrollo social – MIVAH.
 - *Adjunto: Memorando del 22 de julio del 2009*, de Amarylis Aguilar Carmona – Directora Área de vivienda de interés social (INVU) para María del Carmen Redondo Solís, Gerente General del INVU
 - *Asunto*: « Remisión – Informe sobre el terreno de la Junta de Protección social »
 - *Adjunto*: « Localización área de donación »
 - *Carta del 31 de Julio de 2009*, de José Luis a Agustín Moruelos, Presidente ejecutivo del INVU.

- *Carta del 28 de setiembre de 2009*, de José Luis a Clara Zomer, Ministra, MIVAH (copia: presidencia de la república, muchos ministerios y medios de comunicación).
- *Carta del 18 de mayo de 2010*, de Yolanda M., Gerente de la cooperativa de la Cueva, à Martin Robles, Director ejecutivo INFOCOOP.
 - o *Asunto*: Solicitud de apoyo con fondos PL-480 para el fortalecimiento de COOPEBERACA.
- *Carta del 1^{ro} de julio de 2010*, de Amarylis Aguilar Carmona, Directora del área de vivienda de interés social del INVU, a Carlos Rodríguez Argüello, San Jacinto, Pavas, San José.
- *Correo del 5 de julio de 2010*, de Yolanda, a San Ruiz Abril, Directora Administrativa Financiera del Hospital Psiquiátrico.
 - o *Asunto*: solicitud préstamo de instalaciones del auditorio para taller comunal-institucional.
- *Carta del 6 aout 2012*, de 35 membres de la coopérative à *Supervision Cooperativa*, INFOCOOP.
- *Carta del 4 de octubre de 2012*, de José Luis a Manuel López, AyA.
- *Carta del 20 de octubre de 2012*, de Gilberto Ramírez Camacho, Jefe de ventas convencional, DEMASA, à Yolanda
- *Carta del 4 de marzo del 2011*, de Yolanda, Síndica suplente de Pavas, a Levi Chavez, Jefe del departamento de Recursos Humanos de la Municipalidad de San José.
- *Carta del 22 de marzo del 2011*, de Yolanda Síndica suplente de Pavas a Maria del Carmen Redondo, Gerente General, INVU.
- *Carta del 22 de marzo del 2011*, de Yolanda Síndica suplente de Pavas, a Marlon Díaz, Encargado de desalojos, Municipalidad de San José.
- *Carta del 10 de mayo del 2011*, de Yolanda Síndica suplente de Pavas, a Levi Chavez, Jefe del departamento de Recursos Humanos de la Municipalidad de San José.
- *Carta del 20 de mayo del 2011*, de Yolanda Síndica suplente de Pavas, a la Junta Directiva del INVU.
- *Carta del 7 de junio de 2011*, de Yolanda Síndica suplente de Pavas, a Donay Vargas, Jefe del Departamento de Gestión de Ingresos y Tesorería.
- *Carta del 26 de julio de 2011*, de Yolanda Síndica suplente de Pavas, al Honorable Consejo Municipal de la Municipalidad de San José.
- *Carta del 21 de noviembre de 2011*, de Yolanda Síndica suplente de Pavas, al Honorable Consejo Municipal de la Municipalidad de San José.
- *Carta del 17 de mayo de 2012*, de Yolanda Síndica suplente de Pavas, al Jefe de la Oficina de Mejoramiento de Barrios, Municipalidad de San José.
- *Carta del 17 de mayo de 2012*, de Yolanda Síndica suplente de Pavas a Alfonso Salas Jiménez, jefe de la Sección de Parques y áreas verdes, Municipalidad de San José.
- *Carta del 11 de junio de 2012*, de Yolanda A Síndica suplente de Pavas, a Marlon Durán, Encargado Invasiones, Departamento de Desarrollo de Obras Públicas.

- *Carta del 7 de agosto de 2012*, de Síndica suplente de Pavas, a Marco V. Corrales, Jefe, Gerencia de provisión de servicios, Municipalidad de San José.
- *Carta del 17.08.2012*, de Teolinda Bolivar et Jaime Erazo Espinosa (Coordinadores de Grupo de Trabajo Habitat Popular e Inclusion social de CLACSO – Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales), à María Eugenia Rivera Araya, Presidente de la Comisión de Protocolo, Consejo Municipal de San José.
- *Carta de 27 de agosto de 2012*, de Yolanda Síndica suplente de Pavas, a Sonia Zamora Bolaños, Presidenta del Consejo Muncipal, Municipalidad de San José.
- *Carta de 27 de agosto de 2012*, de Yolanda Síndica suplente de Pavas, a Alfonso Salas, jefe Departamento de Parques, Municipalidad de San José.
- *Carta del 3 de setiembre 2012*, de Yolanda Síndica suplente de Pavas, a Marco V. Corrales, Jefe, Gerencia de provisión de servicios, Municipalidad de San José.
- *Carta del 24 de setiembre 2012*, de Margarita Patiño Martínez, Secretaria Oficinas Síndicos y Consejos, Municipalidad de San José, al Supervisor de del Departamento de servicios ambientales.
- *Carta del 24 de setiembre 2012*, de Margarita Patiño Martínez, Secretaria Oficinas Síndicos y Consejos, Municipalidad de San José, al Jefe de la sección de parques y áreas verdes.
- *Carta del 2 de octubre 2012*, de Síndica suplente de Pavas, a Emperatriz Ordeñana Ayerdis, Jefa Departamento de servicios ambientas, Municipalidad de San José.
- *Carta del 9 de octubre 2012*, de Yolanda Síndica suplente de Pavas, a Manuel López, Encargado Supervisión GAM. Instituto nacional de Acueductos y alcantarillados.
- *Carta del 9 de octubre 2012*, de Yolanda Síndica suplente de Pavas, a Olger Lawson Marchera, Regidor Propietario, Partido Movimiento Libertario.
- *Carta del 9 de octubre 2012*, de Síndica suplente de Pavas, a Jefe del Departamento de gestión de residuos, Municipalidad de San José.
- *Carta del 16 de octubre 2012*, de Síndica suplente de Pavas, a Alfonso Salas, jefe Departamento de Parques, Municipalidad de San José.
- *Carta del 16 de octubre 2012*, de Síndica suplente de Pavas, Jefe Sección de limpieza urbana, Municipalidad de San José.
- *Carta del 22 de octubre 2012*, de Manuel Lopez Fonseca, Subgerencia Gestion de sistemas GAM, a Síndica suplente de Pavas y José Luis.
- *Carta del 25 de octubre 2012*, de Margarita Patiño Martínez, Secretaria Oficinas Síndicos y Consejos, Municipalidad de San José, a la Comisión de asuntos sociales de la Municipalidad de San José.
- *Carta del 15 de noviembre 2012*, de Yolanda A Síndica suplente de Pavas, a Alfonso Salas, jefe Departamento de Parques, Municipalidad de San José.

Dossier du recours réalisé par Yolanda et José Luis

- *Convenio entre el ministerio de vivienda y asentamientos humanos, el instituto nacional e vivienda y urbanismo, la comisión de vivienda y lucha contra la pobreza de Alajuelita, la [asociación paveña por la vivienda], la asociación nueva Jerusalén, asociación los nuevos Heredianos,*

Asociación los Cipreses y grupos pro vivienda de San Sebastián y Barrios del Sur, San José, el 31 de julio el 2009.

{ « Accord entre le Ministère de l'habitat et des établissements humains, l'Institut national d'habitat et d'urbanisme (INVU), la commission pour l'habitat et la lutte contre la pauvreté d'Alajuelita, l'association *paveña* pour l'habitat, l'association *Nueva Jerusalén*, l'association des nouveaux *heredianos*, l'association *los Cipreses*, et les groupes pour l'habitat de San Sebastián et des Quartiers Sud ». (San José, le 31 juillet 2009). }

- *Denuncia por PARCIALIDAD POLÍTICA, Artículo 102.5 de la Constitución política; FAVORECIMIENTOS PERSONALES, violación de Ley 8422; FALTA A LOS DEBERES DE FUNCIONARIOS PÚBLICOS, ley 6227 contra Clara Silvia Zomer Rezler (Ministra de vivienda y asentamientos humanos), V. (presidente del comité de lucha contra la pobreza de Alajuelita), [Claudio] (delegado presidencial por Pavas y sindico propietario de la municipalidad de San José), Federico Tinoco Carmona (diputado), Oscar Arias Sánchez (Presidente de la república). Tribunal supremo de elecciones, contraloría general de la república, la defensoría de los habitantes, del 19 de agosto del 2009.*

[Recours pour partialité politique (art. 102.5 de la Constitution politique), favoritisme personnel (loi 8422) et non respect des devoirs de la fonction publique (loi 6227) à l'encontre des signataires de l'accord. Recours devant le Tribunal suprême des Élections, l'Inspection générale des finances [*contraloría general de la república*], l'Inspection générale en matière d'éthique, le Défenseur des Habitants [*la defensoría de los habitantes*] et le Procureur général de la République].

Autres documents fournis par Yolanda

- « *Formulario para Declaración de adhesión al grupo organizado 'Santiago'* », Pavas, San Jacinto, Julio 2000
- « *Lista de miembros del Grupo 'Santiago – La cueva'* », San José, 7 de abril del 2003.
- « *Comité Pro Vivienda La Cueva – Lista de miembros* », 2006/2007.
- « *Convocatoria a la asamblea constitutiva de la cooperativa autogestionaria de la Cueva* », Junio 2008,
- « *Acta constitutiva de la cooperativa autogestionaria de la Cueva* », 18 octubre del 2008.
- « *Minuta de reunión* », 16 junio 2009
 - o *Objetivo de la reunión*: « Valorar alternativas de apoyo institucional para fortalecer la Cooperativa ».
- « *Estados financieros* », cooperativa de la Cueva, 31 de octubre del 2009.
- « *Comité de educación y bienestar social de la cooperativa de la Cueva* », Libro de Acta, 2008/2009.
- « *Consejo de virilencia de la cooperativa de La Cueva* », Libro de Actas, 2008.
- *Expediente para el Programa de Fortalecimiento para la Autogestión a Grupos Organizados Pro Vivienda - MIVAH* :
 - *Carta del 17 de julio del 2009*, de José Luis a Rudy Piedra, Director de Vivienda y Asentamientos Humanos
 - *Carta del 17 de julio del 2009*, de Yolanda a Rudy Piedra, Director de Vivienda y Asentamientos Humanos
 - « *Hoja de requisitos* » - Formulario del MIVAH para la Apertura del expediente para el Programa de Fortalecimiento para la Autogestión a Grupos Organizados Pro Vivienda del MIVAH
 - Formulario « *Perfil de los beneficiarios de la asociación de Desarrollo de San Jacinto* »
 - Formulario « *Perfil de los beneficiarios de la cooperativa* »
 - *Certificaciones de numero de cedula jurídica*
 - *Certificación DINADECO* para la asociación de desarrollo de San Jacinto
 - *Acta constitutiva y estatuto de la asociación de desarrollo integral urbanización San Jacinto de Pavas*
 - *Certificación de legalidad del Departamento de organizaciones sociales – Dirección general de asuntos laborales para la cooperativa de la Cueva*

- *Estatuto de la cooperativa*
- « *Censo de las familias ocupando las zonas públicas y de reserva desde 18 años* », julio 2009
 - Censo de familias asociadas a la cooperativa (63 fichas)
 - Censo de familias viviendo en zonas invadidas a dentro de San Jacinto
- *Carta de entendimiento entre la municipalidad de San José y el Instituto nacional de vivienda y urbanismo - Proyecto habitacional San Jacinto*, 18 de agosto del 2009.
- *Convocatoria a Asamblea ordinaria de la cooperativa*, 28 noviembre 2009.
- *Presentación PowerPoint « COOPEBERACA ¡Así se cuenta un sueño! »*, Seminario-taller “Barrios para la gente. Políticas locales sobre vivienda y hábitat con enfoque de género y de gestión del riesgo en Centroamérica”, Escuela de Arquitectura de la Universidad de Costa Rica, 30 de julio y 1ro de agosto del 2012.
- *Informe sobre lo actuado por la Administración de la cooperativa del 2009 hasta la fecha*, diciembre 2012.
- *Arborizacion San Jacinto*, Cartografía San José/Sección de parques y áreas verdes de la municipalidad de San José, Municipalidad de San José, noviembre 2011.
- COOPERATIVA DE LA CUEVA DE SAN JACINTO, *Derribando fronteras. Programa de desarrollo social de la regiones vulnerables del distrito de Pavas*, San José, 2013.
- *Programa de fortalecimiento del hábitat humano. Propuesta de organización*, Municipalidad de San José, San José, 2016.

VIDÉOS

FLEMING Julia, SOLÍS Carlos, *NICA /ragüense*, Costa Rica, Nicaragua, 2005.

« Meeting en faveur référendum sur le TLC à Los Guido », *Vidéo UCR*, octubre 2007.

« Vecinos de la hampa. La Carpio quiere dejar atrás su historia violenta », *Telenoticias, Teletica*, mars 2009.

« La política de vivienda de Oscar Arias », *Comité Patriótico de las Barras de la Asamblea Legislativa*, août 2009.

ANNEXE CARTOGRAPHIQUE

Carte 1 - Localisation du Costa Rica

Carte 2 - Carte politique de l'Amérique centrale

Carte 3 - Divisions territoriales du Costa Rica

Carte 4 - Province et canton de San José

Carte 5 - Périmètres de la Grande aire métropolitaine (GAM) et de l'Aire métropolitaine de San José (AMSJ)

Carte 6 - Districts de San José

Carte 7 - Localisation de La Carpio et de Rincón Grande dans le canton de San José

Carte 1 - Localisation du Costa Rica



Source: « Costa Rica (orthographic projection) », by Keepscases

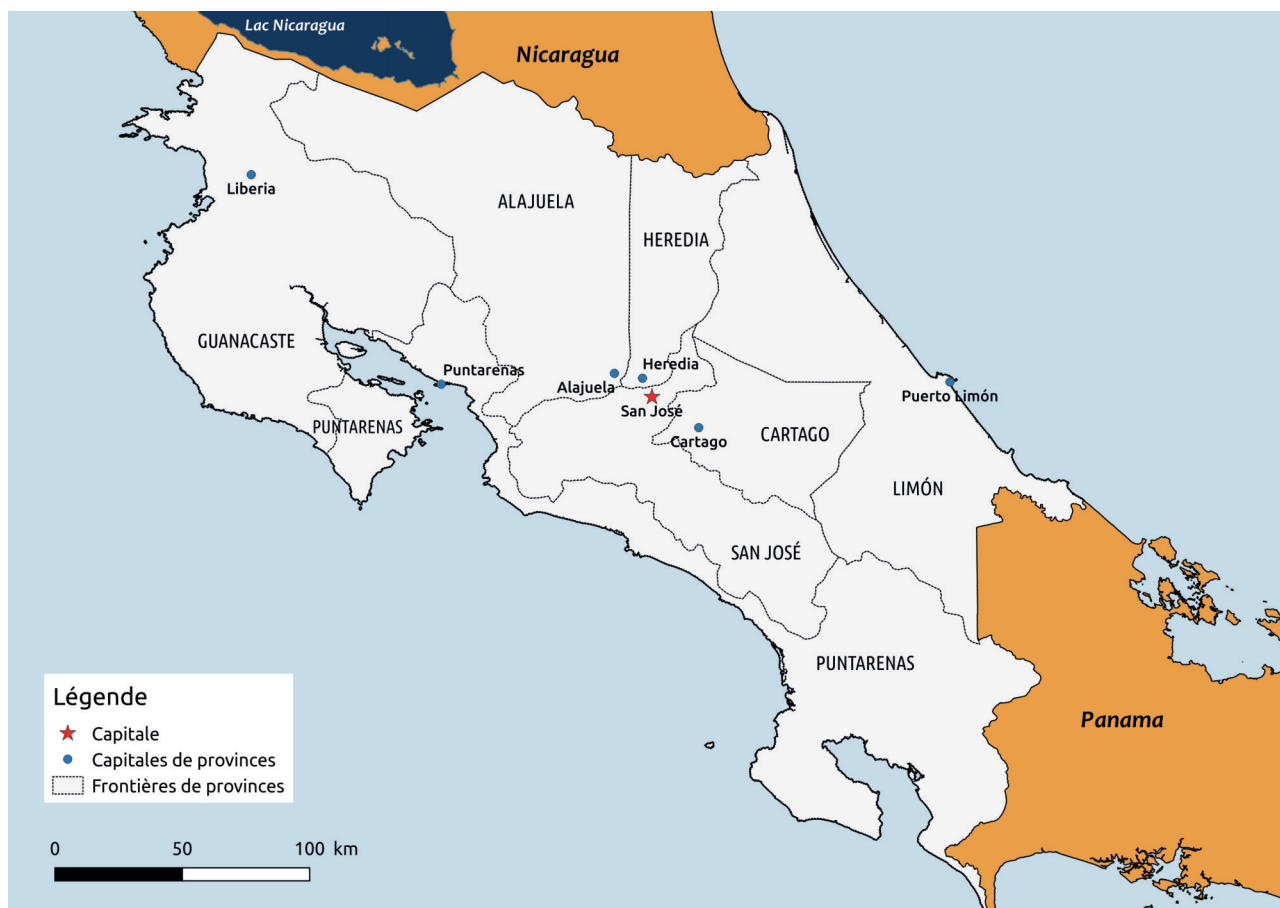
URL: [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Costa_Rica_\(orthographic_projection\).svg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Costa_Rica_(orthographic_projection).svg)

Carte 2 - Carte politique de l'Amérique centrale



Source : Magellan Geographix, Santa Barbara (CA), 1992.

Carte 3 - Divisions territoriales du Costa Rica



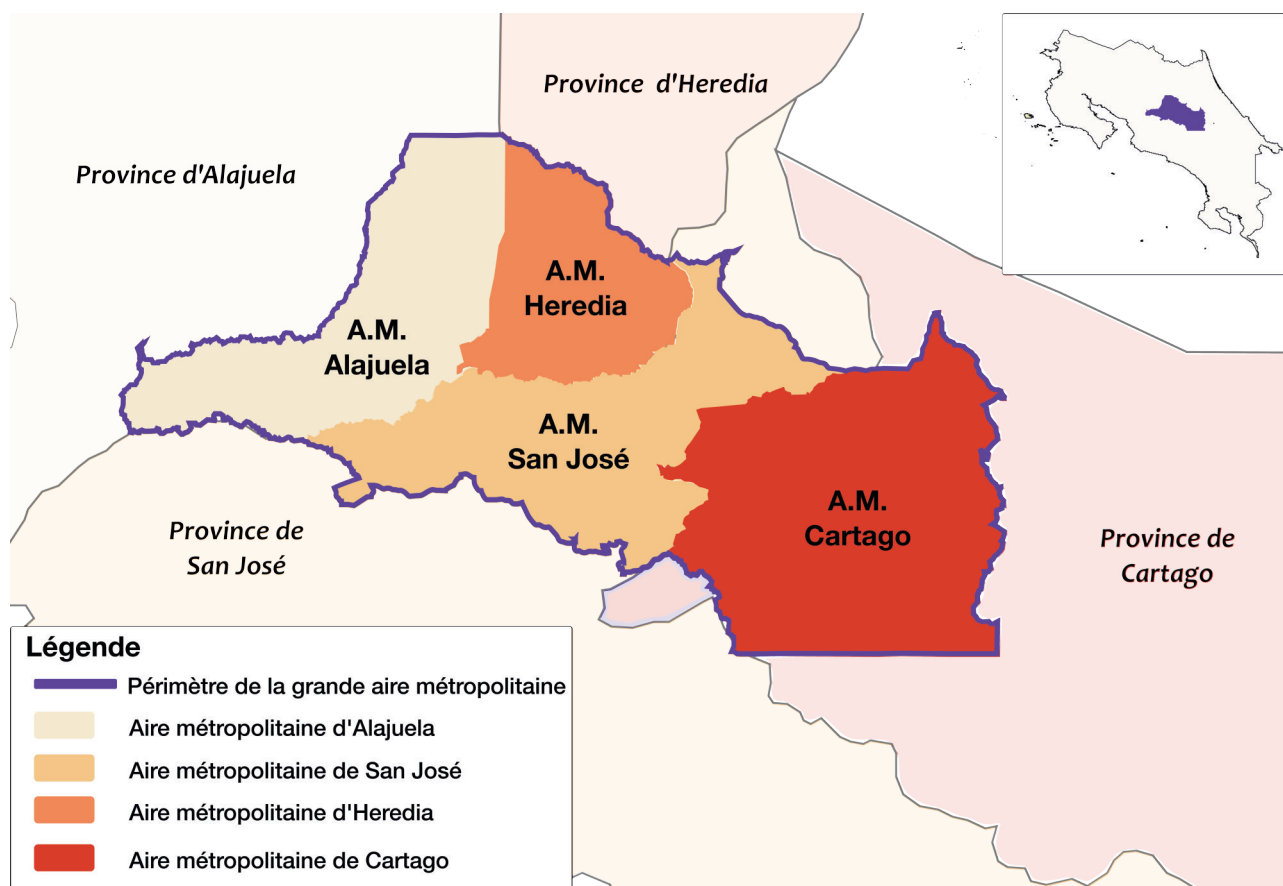
Source : Réalisée par Julien Vincent (Marseille, 2016), sur la base de GADM.

Carte 4 - Province et canton de San José



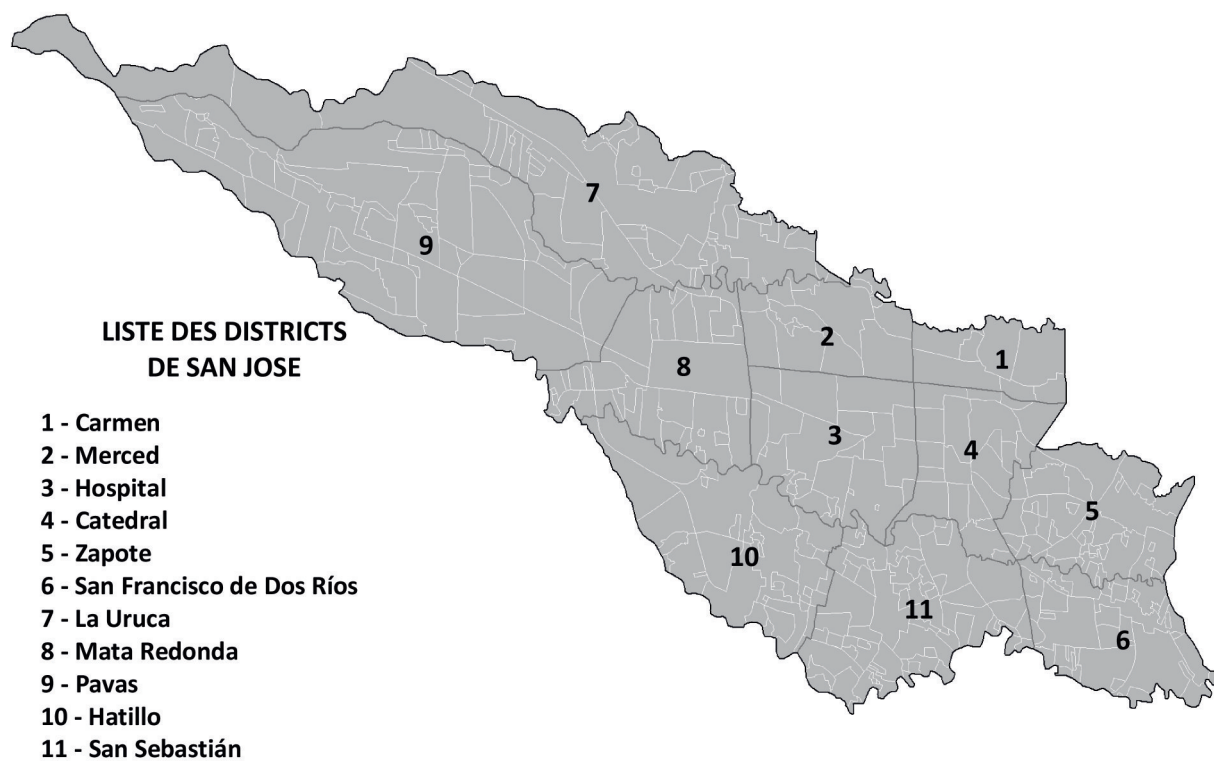
Source : "Mapa de acanton de San José (C.R.)", 14 février 2014, by Shadowfox.
 URL : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Costa_Rica_-_San_Jose_-_San_Jose.svg

*Carte 5 - Périmètres de la Grande aire métropolitaine (GAM)
et de l'Aire métropolitaine de San José (AMSJ)*



Source: Réalisée par Julien Vinzent (Marseille, 2016). à partir de la carte « División territorial administrativa de la GAM », in OBSERVATORIO MUNICIPAL , Diagnostico cantonal, San José, Municipalidad de San José, août 2011.

Carte 6 - Districts de San José



Source: Mapsof.net

Carte 7 - Localisation de La Carpio et de Rincón Grande dans le canton de San José

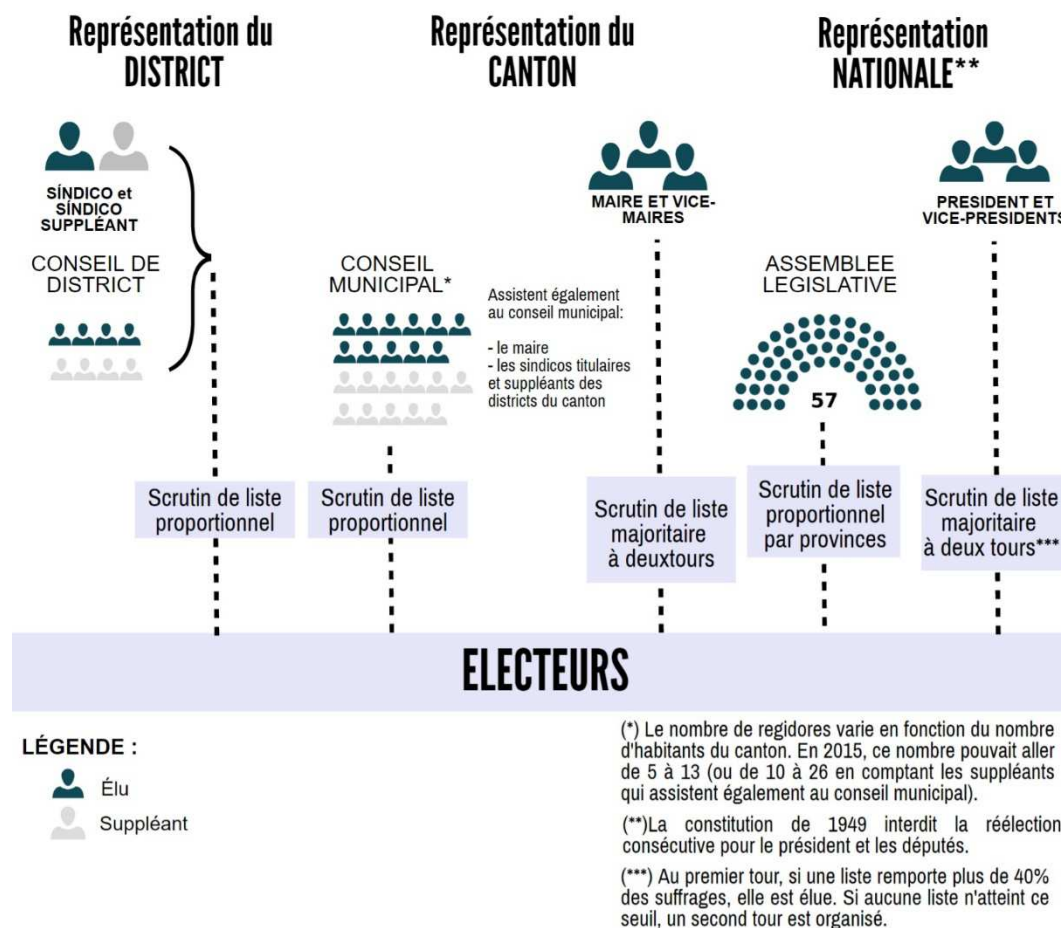


Sources : « Mapa de Barrios del Cantón de San José. Plan director Urbano de San José » y « Zonificación de Uso del Suelo. Distrito de Pavas. Plan director Urbano de San José ». Elaboradas por Sección de Planificación Urbana, Sección de Información Urbana, Dirección del Urbanismo, Municipalidad de San José. San José, 2005.

ANNEXE 3

INFORMATIONS ÉLÉMENTAIRES SUR LE SYSTÈME POLITIQUE COSTARICIEN

■ LA REPRÉSENTATION POLITIQUE AU COSTA RICA



Source : Schéma réalisé par l'auteur.

■ MÉTHODE DE CALCUL DE RÉPARTITION DES SIÈGES DE DÉPUTÉS, DE REGIDORES ET DE CONSEILLERS DE DISTRICT

Le nombre de sièges octroyé à chaque parti est calculé selon la méthode LR-Hare. Dans un premier temps, on calcule le quotient électoral (i.e. le nombre de vote exprimé divisé par le nombre de siège à pourvoir). Pour chaque liste, on divise ensuite le nombre de voix obtenues par ce quotient électoral. Le résultat arrondi à l'entier donne le nombre de sièges octroyés à la liste à cette étape. S'il reste des sièges à pourvoir, ils sont octroyés selon la méthode du plus fort reste. Dans le cas costaricien, seules les listes ayant obtenu un nombre de voix supérieur à 50% du quotient électoral peuvent espérer obtenir des sièges dans cette deuxième étape.

Source : F. SÁNCHEZ C., *Partidos políticos, elecciones y lealtades partidarias en Costa Rica: erosión y cambio*, Salamanca, Ediciones Universidad de Salamanca, 2007, p. 126.

■ INFORMATIONS SUR LE CORPS ÉLECTORAL

	Costa Rica	San José (canton)	Pavas (district)	Rincón Grande	La Uruca	La Carpio
Nombre d'habitants (2011)	4 592 147	288 054	71 384	30 337	31 728	18 326
Nombre d'électeurs (février 2010)	2 822 471	226 027	47 928	18 921	13 229	2 551

Source : Élaboré sur la base des données du TSE (2010) et de DIRECCIÓN DE PLANIFICACIÓN Y EVALUACIÓN. OBSERVATORIO MUNICIPAL, *Cantón de San José: indicadores censales desagregados de los barrios del cantón. Censo nacional de población y vivienda 2011*, San José, Municipalidad de San José/INEC, décembre 2013.

ANNEXE 4

LA STRUCTURATION DES CLASSES SOCIALES AU COSTA RICA SELON LE PROGRAMME *ESTADO DE LA NACIÓN*

*Proposition de classification des classes sociales du Programme Estado de la Nación*⁵

Classification	Groupes inclus
Classe haute (<i>Clase alta</i>)	Chefs de grandes entreprises [<i>plus de 10 salariés</i>], dirigeants
Chefs de petites et moyennes entreprises et cadres supérieurs (<i>Medianos empresarios y expertos</i>)	Chefs de petites et moyennes entreprises, cadres supérieurs, chefs de service avec un diplôme universitaire
Classes intermédiaires (<i>Clases intermedias</i>)	Techniciens, chefs de service sans diplôme universitaire, employés administratifs et d'attention au public, employés de commerce
Petits propriétaires (<i>Pequeños propietarios</i>)	Petits exploitants agricoles, petits établissements de services ou industriels
Ouvriers agricoles (<i>Obreros industriales</i>)	Travailleurs agricoles
Ouvriers industriels (<i>Obreros industriales</i>)	Travailleurs dans des établissements industriels
Ouvriers dans les services (<i>Obreros en servicios</i>)	Travailleurs dans des établissements de service
Autres travailleurs (<i>Otros trabajadores</i>)	Travailleurs d'autres services (unité domestique)

Source: PROGRAMA ESTADO DE LA NACIÓN, « Clases sociales, estilos de desarrollo y crecimiento económico en Costa Rica 1988-2008: una nueva perspectiva para el estudio de la desigualdad social », *XV^e Rapport Estado de la Nación*, San José, 2009, p. 314. Sur la base des recensements réalisés par l'Institut national de statistiques et des recensements (INEC), entre 1988 et 2004.

⁵ Le programme *Estado de la Nación* (PEN), littéralement « l'état de la Nation », est créé au début des années 1990 et livre chaque année des synthèses thématiques de plusieurs centaines de pages sur la situation du pays, de la région, revenant notamment sur la question des dépenses sociales, des politiques sociales et des résultats obtenus. Le Projet *Estado de la Nación* est né avec le soutien du PNUD, de l'Union européenne et de différentes institutions universitaires costariciennes (UNA, UCR, UNED...). Il a vocation à « améliorer l'accès des citoyens à une information pertinente et avérée sur les affaires d'intérêt public, par la publication d'un rapport annuel qui permette d'approfondir l'étude et les discussions sur le développement humain durable du Costa Rica ». URL : <http://www.estadonacion.or.cr/pen-costarica/historia-pen>. Consulté le 01.03.2016.

Classification sociale au Costa Rica

Classes sociales	Population occupée		
	1987	1998	2008
Chiffres absolus	1 340 120	1 485 735	1 957 708
En %	100	100	100
Classe haute	1,9	2,3	2,7
Chefs de petites et moyennes entreprises et cadres supérieurs	9,6	11,9	13,1
Classes intermédiaires	17,0	17,6	24,4
Petits propriétaires	18,8	19,6	16,6
Ouvriers agricoles	15,5	9,9	7,6
Ouvriers industriels	13,9	11,0	13,8
Ouvriers dans les services	16,6	19,7	13,1
Autres travailleurs	6,7	6,6	6,9
Hors classification	0,2	1,4	1,8

Source: R. SEGURA, « Procedimientos metodológicos y estadísticos empleados para la identificación de clases sociales », Présentation pour le XV^e Rapport *Estado de la Nación*, San José, 2009; M. VEGA, « Clases sociales y estilos de desarrollo en Costa Rica 1988-2008: aproximación metodológica al estudio de la desigualdad social », Présentation pour le XV^e Rapport *Estado de la Nación*, San José, 2009 in PROGRAMA ESTADO DE LA NACIÓN, « Clases sociales, estilos de desarrollo y crecimiento económico... », *op.cit.*, p. 317.

À partir de ces données, les auteurs qui s'intéressent à la structuration en classes du Costa Rica soulignent :

« Durant les vingt dernières années, la structure de classe du Costa Rica s'est profondément modifiée. Aujourd'hui, elle est beaucoup moins ouvrière et les petits propriétaires [*sont relativement moins nombreux*] qu'avant. Les chefs de petites et moyennes entreprises, les cadres supérieurs et les classes intermédiaires représentent une part de plus en plus importante de la population active occupée, passant de 26,6% en 1987 à 37,5% en 2008. [*La part des*] des ouvriers agricoles, industriels et de services a baissé de [46%] en 1987 à [34,5] de la population occupée en 2008. En ce sens, le pays s'est éloigné d'une structure de classes binaire (propriétaires et prolétaires), ou ternaire (propriétaires, prolétaires et paysans), par laquelle la littérature sociologique caractérisait les sociétés latino-américaines dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle »⁶.

Dans la suite du document, ils expliquent :

« [*Ce rapport*] permet de surmonter les faiblesses des classifications des classes sociales qui avaient été esquissées auparavant. En particulier, la désagrégation de la classe 'basse' permet de mieux comprendre la composition sociale de la base de la pyramide sociale qui, bien que composée de 60% de la population occupée, a été appréhendée par beaucoup de travaux comme s'il s'agissait d'un groupe relativement homogène. Comme nous le verrons, la base de la pyramide est caractérisée par une importante

⁶ PROGRAMA ESTADO DE LA NACIÓN, « Clases sociales, estilos de desarrollo y crecimiento económico... », *op.cit.*, p. 303.

hétérogénéité sociale. Cette nouvelle considération conduit à des résultats très prometteurs quand on les applique à l'étude de l'évolution du développement humain au Costa Rica »⁷.

Ainsi, et façon classique en sociologie depuis les années 1980, les auteurs proposent une représentation « désagrégée » des classes inférieures. Alors même que « les classes intermédiaires » et « la classe haute » sont pensées comme des groupes relativement unifiés (des *classes*), les classes inférieures sont pensées en termes d'hétérogénéité. Dans le rapport dont sont tirés les tableaux ci-dessus, cette hétérogénéité constitue un argument important pour expliquer le caractère polyclassiste de la société costaricienne. Ainsi, par exemple, les auteurs étudient la composition des ménages costariciens et soulignent :

« La composition sociale des ménages a aussi beaucoup changé. Il y a de plus en plus de ménages composés de personnes avec des positions de classe distinctes. Les ménages *polyclassistes* sont passés de 32,2% en 1987 à 37,1 % en 2008 »⁸.

Or, l'observation plus fine de ces chiffres conduit à montrer qu'une large partie des ménages considérés comme « polyclassistes » sont composés d'individus issus de différentes catégories des classes qu'ils identifient comme les « classes basses ».

⁷ *Ibid.*, p. 312.

⁸ *Ibid.*, p. 303.

ANNEXE 5

RÉPARTITION DE LA POPULATION COSTARICIENNE PAR CATÉGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES (2011)⁹

		Population active occupée par catégorie socio-professionnelle	(en % de la pop. totale)	Pop. masc. active occupée par catégorie socio-professionnelle	% (sur la totalité de la pop. masc.)	Pop. féminine active occupée par catégorie socio-professionnelle	% (sur la totalité de la pop. féminine)
	Population occupée de plus de 15 ans	1 670 632	100	1 087 109	65,1*	583 523	34,9*
1	Directeurs, cadres de direction et gérants	25 409	1,5	16 742	1,5	8 667	1,5
2	Professions intellectuelles et scientifiques	235 165	14,1	110 852	10,2	124 313	21,3
3	Professions intermédiaires	168 829	10,1	110 916	10,2	57 913	9,9
4	Employés de type administratif	130 428	7,8	57 230	5,3	73 198	12,5
	Employés de bureau	55 051	3,3	16 212	1,5	38 839	6,7
	Employés de réception, guichetiers et assimilés	51 345	3,1	20 286	1,9	31 059	5,3
	Employés des services comptables et d'approvisionnement	22 067	1,3	19 769	1,8	2 298	0,4
	Autres employés de type administratif	1 965	0,1	963	0,1	1 002	0,2
5	Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs	336 710	20,2	187 434	17,2	149 276	25,6
	Personnel des services directs aux particuliers	75 527	4,5	27 427	2,5	48 100	8,2
	Commerçants et vendeurs	178 471	10,7	97 814	9,0	80 657	13,8
	Personnel soignant	17 113	1,0	1 274	0,1	15 839	2,7
	Personnel des services de protection et de sécurité	65 599	3,9	60 919	5,6	4 680	0,8
6	Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	74 742	4,5	70 343	6,5	4 399	0,8
	Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture	69 256	4,1	65 133	6,0	4 123	0,7
	Agriculteurs, pêcheurs, chasseurs et cueilleurs de subsistance	5 486	0,3	5 210	0,5	276	0,05

* Part des hommes et des femmes dans la population occupée de plus de 15 ans.

(suite du tableau page suivante)

⁹ J'ai fait le choix de détailler ici certaines catégories afin de rendre plus particulièrement compte du poids des branches professionnelles qui sont habituellement les plus présentes dans les classes populaires (positions de travail subordonnées, emplois peu qualifiés et postes d'exécutants).

		Pop. active occupée par catégorie socio-professionnelle	(en % de la pop. totale)	Pop. masc. active occupée par catégorie socio-professionnelle	% (sur la totalité de la pop. masc.)	Pop. féminine active occupée par catégorie socio-professionnelle	% (sur la totalité de la pop. féminine)
7	Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat	193 736	11,6	172 890	15,9	20 846	3,6
	Métiers qualifiés du bâtiment et assimilés, sauf électriciens	64 994	3,9	63 714	5,9	1 280	0,2
	Métiers qualifiés de la métallurgie, de la construction mécanique et assimilés	49 714	3,0	48 683	4,5	1 031	0,2
	Métiers qualifiés de l'artisanat et de l'imprimerie	12 484	0,7	9 653	0,9	2 831	0,5
	Métiers de l'électricité et de l'électrotechnique	19 532	1,2	18 923	1,7	609	0,1
	Métiers de l'alimentation, du travail sur bois, de l'habillement et autres métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat	47 012	2,8	31 917	2,9	15 095	2,6
8	Conducteurs d'installations et de machines, et ouvriers de l'assemblage	146 271	8,8	127 940	11,8	18 331	3,1
	Conducteurs de machines et d'installations fixes	43 204	2,6	28 541	2,6	14 663	2,5
	Ouvriers de l'assemblage	937	0,1	524	0,05	413	0,1
	Conducteurs de véhicules et d'engins lourds de levage et de manœuvre	102 130	6,1	98 875	9,1	3 255	0,6
9	Professions élémentaires	359 342	21,5	232 762	21,4	126 580	21,7
	Aides de ménage	115 433	6,9	19 635	1,8	95 798	16,4
	Manœuvres de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture	150 101	9,0	137 444	12,6	12 657	2,2
	Manœuvres des mines, du bât. et des travaux publics, des industries manufacturières et des transports	62 860	3,8	53 364	4,9	9 496	1,6
	Assistants de fabrication de l'alimentation	7 126	0,4	2 241	0,2	4 885	0,8
	Vendeurs ambulants et autres travailleurs des petits métiers des rues et assimilés	7 734	0,5	5 516	0,5	2 218	0,4
	Éboueurs et autres travailleurs non qualifiés	16 088	1,0	14 562	1,3	1 526	0,3

Source : Réalisé sur la base de « Encuesta continua de Empleo », INEC, 2011. [Les catégories utilisées dans les enquêtes costariciennes correspondant à la nomenclature promue par le Bureau International du Travail (Classification internationale type des professions – CITEP), je m'appuie ici sur les traductions produites par cette institution.

URL : <http://www.ilo.org/public/french/bureau/stat/isco/docs/resol08.pdf> (Consulté le 28 août 2016)].

ANNEXE 6

POLITIQUES EN MATIÈRE DE LOGEMENT SOCIAL AU COSTA RICA (1900-2014)

Encadré 1: Politiques en matière de logement social au Costa Rica

1900-1950	Création des premières institutions en matière d'habitat social, avec notamment le Conseil national du logement [<i>Junta Nacional de la Habitación</i>] (Loi n°37 de 1940 puis la Coopérative des maisons <i>bon marché</i> 'la famille' [<i>Cooperativa de Casas Baratas</i> 'La Familia'] ^a (Loi 192 de 1942). L'ampleur de leur action demeure limitée.
1950-1980	Face aux politiques d'industrialisation du pays, l'urbanisation devient rapidement un enjeu. En ce sens, l'Institut national du logement et de l'urbanisme (INVU) est fondé en 1954, afin notamment de garantir l'accès au logement des familles populaires.
À partir de 1980	C'est à partir des années 1980 que la politique en matière d'habitat social connaît le plus important développement. En 1979, le ministère du Logement et des Établissements humains (<i>Ministerio de la vivienda y de los asentamientos humanos</i> – MIVAH) est créé et un ministre sans portefeuille nommé à sa tête. Avec la loi sur le Système financier national de l'habitat (SFNV) édictée en 1986 (loi n°7052, 13.11.1986), le secteur institutionnel en matière de logement social se trouve renforcé. Le Crédit foncier pour le logement [<i>Banco hipotecario de la vivienda</i> - BANHVI], le Fonds national pour le logement (FONAVI) et le Fonds pour l'allocation pour le logement (FOSUVI) sont ainsi instaurés pour canaliser les fonds qui doivent permettre le fonctionnement du SFNV. Par la même, c'est l'allocation pour le logement (<i>bono familiar de vivienda</i>)^b qui est instaurée afin de permettre aux foyers les plus défavorisés d'accéder à la propriété, par l'achat de logement ou la construction (voir ci-dessous la photo d'une « maison d'intérêt social » [<i>casa de interés social</i>]^c). Les nouveaux dispositifs entendent en outre favoriser l'engagement des entreprises privées dans la construction de l'habitat social.  <i>Maison d'intérêt social, Rincón Grande (C. Floderer, 2010)</i>

^{a/} Une première loi dite « *Ley de Casas Baratas* » avait déjà été adoptée dans les années 1920, mais ce n'est qu'à partir des années 1940 que des mesures sont effectivement prises.

^{b/} Voir encadré n°2 sur l'Allocation pour le logement

^{c/} Selon FUPROVI, dans la GAM, les logements d'intérêt social construits dans le cadre de projets collectifs (construction de 40 à 130 logements par un promoteur immobilier) sont en moyenne de 45m² (in FUPROVI, *Situación de la Vivienda y Desarrollo Urbano en Costa Rica 2014*, San José, 2015, p. 50).

Sources: J. G. ROMÁN MADRIGAL, *La incidencia de las políticas públicas de vivienda en la conformación socio-espacial del área metropolitana de San José. Los casos de Los Cuadros de Goicoechea, Rincón Grande de Pavas y Los Guido en Desamparados en el periodo 1980 – 2000*, Tesis de maestría en geografía, Universidad de Costa Rica, 2013; Ley del Sistema Financiero Nacional para la Vivienda y Creación del BANHVI, Ley n°7052, 13.11.1986.

Encadré 1 : Allocation pour le logement (Bono familiar de la vivienda)

En 1986, à travers la création du Système financier national de l'habitat (SFNV) et du Crédit foncier pour le logement (BANHVI), le gouvernement libérationniste instaure une allocation pour le logement, le « *bono familiar de la vivienda* », dédiée aux foyers à faible revenu.

Au moment de sa création, l'allocation pour le logement est un prêt. Pour chaque foyer allocataire, le BANHVI octroie un prêt au taux du marché (dont le montant est calculé selon les capacités de paiement du foyer) et un prêt à taux zéro remboursable après la période d'amortissement du premier prêt (ce second prêt est celui qui est communément appelé « l'allocation familiale pour le logement »).

En 1990, sous le gouvernement Calderón Fournier (PUSC), le *bono* devient une allocation directe non remboursable.

L'allocation peut être utilisée pour acheter une parcelle viabilisée et y construire un logement, pour acheter une maison neuve ou à rénover ou pour réparer, agrandir ou améliorer un logement^{a/}.

Ces allocations sont octroyées par des « institutions autorisées » par le SFNV. Elles peuvent être utilisées dans le cadre de projets individuels mais aussi de projets collectifs, les « projets d'habitat d'intérêt social » (voir encadré n°3 de cette annexe).

^{a/} D'après le Site internet du BANHVI URL : <http://www.banhvi.fi.cr/bono/> (Consulté le 06.10.2014)

Montant de l'allocation pour le logement en juillet 2014			
Revenu mensuel	Montant de l'allocation	Montant du prêt	Valeur du logement
242 371 CRC (334,67 €) ^{b/}	6 500 000 CRC (8 975,30 €)	6 433 000 CRC (8 882,78 €)	12 933 000 CRC (17 858,08 €)
1 454 226 CRC (1 862 €) ^{c/}	1 349 000 CRC (1 862,72 €)	36 072 000 CRC (49 808,76 €)	37 421 000 CRC (51 671,47 €)

^{b/} Niveau de revenu minimal calculé sur la base du salaire mensuel d'un ouvrier non spécialisé de la construction.

^{c/} Niveau de revenu plafond calculé sur la base de six salaires minimaux d'un ouvrier spécialisé de la construction.

La conversion à l'euro est calculée sur la base des valeurs de chaque monnaie au 01.08.2014.

Source : Site internet du BANHVI. URL : <http://www.banhvi.fi.cr/bono/> (Consulté le 06.10.2014)

Encadré 2 : Projets d'habitat d'intérêt social et Crédit communal (*Bono comunal*)

Outre la réalisation de projets particuliers, les institutions autorisées peuvent également prendre en charge le financement de projets d'habitat d'intérêt social. Dès lors, il s'agit de construire un ensemble de logements, sur le modèle de la maison individuelle (voir photos 1 et 2 ci-dessous), ou de petits condominiums, rarement de plus d'un étage (voir photo 3). Les foyers bénéficiaires généralement associés au sein d'un « groupe organisé » (association classique, association de développement, coopérative, comité pour le logement...) doivent remplir les conditions d'éligibilité à l'allocation pour le logement (revenu très faible, absence de propriété, nationalité ou résidence en règle...). Le projet est généralement mené à bien par un « constructeur » ou une « entreprise constructrice » en coordination avec l'institution autorisée.

Depuis 2007, il existe en outre un Programme de crédit communal (*Bono colectivo o comunal*) qui permet à des quartiers de bénéficier d'infrastructures collectives (construction ou réparation du réseau urbain, de trottoirs, de parcs, d'arrêts de bus, d'écoles, de salles communales *etc.*). Il est dédié à des zones urbaines ou rurales dont les habitants vivent dans des conditions particulièrement précaires.

Les projets d'habitat d'intérêt social et les crédits communaux sont des modalités privilégiées dans les politiques dites « d'éradication des *precarios* ».



(1) et (2) Ruelles de projets d'intérêt social (3) Petit immeuble dans un projet d'intérêt social (Las Mandarin, Los Guido)

Sources: (1) *Laprensa Libre*.cr (05.06.2015) (2) *La Nación* (03.11.2014) (3) *Al Día* (05.03.2011)

ANNEXE 7

CAMINO DE LA LEY Y EL ORDEN

EL CAMINO DE LA LEY Y EL ORDEN

- 1) Los Frentes de Vivienda (COPAN, ~~FDV~~, ~~FCV~~), no provocarán ni tutelarán ninguna invasión a partir de esta fecha.
- 2) Los traslados de familias a fincas que sea necesario ocupar, no se harán hasta tanto estas no cuenten con los servicios mínimos razonables de hábitat, con la autorización previa de las instituciones.
- 3) Los Frentes coordinarán entre sí, la distribución de familias en los diferentes terrenos de común acuerdo con las instituciones.
- 4) En caso de invasiones independientes. Los frentes no las cubrirán, hasta tanto no hayan abandonado su condición de precaristas.
- 5) En el caso de la finca "Los Guido" se establece lo siguiente:
 - a) Las familias que se encuentran ya ubicadas permanecerán en él, si califican en el lugar que les indique el INVU.
 - b) Las familias preadjudicadas, procederán a ocupar los lotes restantes.
 - c) Las familias preadjudicadas tendrán prioridad en la solución del problema de vivienda.
- 6) Se ubicarán 120 familias de COPAN en los terrenos adyacentes a los de los preadjudicados.
- 7) Se dará prioridad en la adjudicación del actual diseño a los preadjudicados.
- 8) El Ministro de Vivienda designado se compromete a hacer las gestiones pertinentes para adecuar la finca a fin de brindar los servicios mínimos para hacerla habitable.
- 9) El Ministro de Vivienda designado procurará hacer expedito el traslado de las familias a la finca.
- 10) Los Frentes se comprometen a colaborar en el cuidado de los terrenos del Estado hasta que este los asigne.
- 11) La política del Ministerio de Vivienda continuará siendo, la de no tolerar invasiones de ningún grupo, ni ~~personas~~ independientes y aplicará las leyes que rigen en estos casos. Tampoco dialogará mientras la situación de hecho se mantenga.

Dr. Fernando Zumbado Jiménez
Ministro designado de Vivienda
y Asentamientos Humanos

Cecilia Madriz Mora
COPAN
Norberto Lázaro
Frente Costarricense
Alejandro Esquivel Gerli
Frente Democrático de la Vivienda

CAMPO PAGADO POR EL FRENTE
DEMOCRÁTICO DE LA VIVIENDA

Firma responsable: José Gabriel Román Madrigal, Céd. 1 496 923

Source : Communiqué publié dans la presse costaricienne (E. Molina Alfaro, Repercusiones politico-organizativas del acuerdo político firmado entre los Frentes de la Vivienda y el Estado durante la administración Arias Sánchez, *op. cit.*, p. 46).

ANNEXE 8

COÛT DE LA VIE ET NIVEAUX DES REVENUS AU COSTA RICA DANS LES ANNÉES 2010

Évolution du coût du panier de consommation alimentaire per capita entre janvier 2011 et janvier 2014

	Coût du panier de consommation alimentaire per capita (en colones)*	Conversion en euros	Inflation annuelle
2011	40 266 CRC	58, 18 €	5 %
2012	41 029 CRC	61,34 €	4 %
2013	42 493 CRC	62,18 €	4 %
2014	43 426 CRC	62,83 €	5 %

Source: « Costo per cápita mensual por zona, según subgrupo de alimentos ».

URL : <http://www.inec.go.cr/economia/canasta-basica-alimentaria> (Consulté le 10 novembre 2016)

Évolution du salaire mensuel légal pour un ouvrier non qualifié entre janvier 2010 et janvier 2014

	Salaire mensuel légal d'un ouvrier non qualifié (en janvier de chaque année) (en colones)	Conversion en euros
2010	206 045,00 CRC	252, 48 €
2011	220 345,47 CRC	318,35 €
2012	235 286,98 CRC	351,75 €
2013	251 191,19 CRC	367,55 €
2014	266 942,69 CRC	386,24 €

Source : Site internet du MTSS (ministère du Travail et de la Sécurité sociale)

Liste des tableaux, encadrés et illustrations

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 - Taux d'abstention lors de l'élection mayorale de 2010 et des élections présidentielles de 2010 et 2014	36
Tableau 2 - Pourcentage et nombre de votes obtenus par le PCCR entre 1932 et 1942	104
Tableau 3 - Résultats électoraux aux élections présidentielles et législatives entre 1953 et 1978	124
Tableau 4 - Indicateurs sociaux de l'Amérique centrale, 1965-1985	130
Tableau 5 - Pauvreté et dépenses sociales au Costa Rica (1980-2013)	154
Tableau 6 - Partis politiques au pouvoir et taux d'abstention entre 1982 et 2014	156
Tableau 7 - Foyers en dessous du seuil de pauvreté au Costa Rica (2008-2009)	223
Tableau 8 – Indicateurs socio-démographiques de plusieurs districts de San José	226
Tableau 9 - Part et position des femmes dans des organisations communautaires de Carpio et de Rincón Grande	300

LISTE DES ENCADRÉS

Encadré 1 - Le Parti libération nationale	123
Encadré 2 - Des experts-universitaires de la pauvreté	165
Encadré 3 - Du champ de l'expertise à la politique instituée, des carrières multipositionnées	168
Encadré 4 - Glossaire de la marginalisation urbaine au Costa Rica	185
Encadré 5 - Traitement médiatique de La Carpio en 2000 et 2004	248
Encadré 6 - La création de Conseil communal des organisations de La Carpio (CCORCA)	326
Encadré 7 - Le Journal de la Carpio	364
Encadré 8 - Fonctionnement des organisations de quartier	382
Encadré 9 - José Luis, le candidat qui ne l'était pas	476

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Illustration 1 - La Carpio (au nord) et Rincón Grande de Pavas (au sud) vus du ciel	187
Illustration 2 - Rue principale de Rincón Grande	188
Illustration 3 - Vues de Rincón Grande	190
Illustration 4 - Le <i>Puente Piedra</i> de la Carpio	191
Illustration 5 - Plan et photo de La Carpio	193
Illustration 6 - La Carpio, aux abords du Río Torres	195
Illustration 7 - Rue centrale de la Carpio	195
Illustration 8 - Ranchos sur pilotis à Rincón Grande de Pavas	214
Illustration 9 - Répartition des ménages en fonction des besoins de base non satisfaits (2011)	224

Illustration 10 - Logements dans Rincón Grande de Pavas	232
Illustration 11 - Scène du reportage « Vecinos del hampa »	251
Illustration 12 - La galerie photos « Violence à La Carpio »	255
Illustration 13 - Zoom sur photos 1 et 3 de la galerie photos « Violence à La Carpio »	255
Illustration 14 - Assemblée générale de la Coopérative de la Cueva de San Jacinto	299
Illustration 15 - Assemblée générale de l'association du secteur Santa Teresa Norte (Carpio)	299
Illustration 16 - Annonce du Programme de l'École de Leadership dans le journal de La Carpio	334
Illustration 17 - Extrait du Journal de la Carpio « Visite importante : Fonctionnaires du gouvernement à La Carpio »	391
Illustration 18 - Annonce dans le Journal de la Carpio « Puis-je réaliser une formation en matière d'hygiène et de sécurité alimentaires ? »	398
Illustration 19 - Le Journal de la Carpio comme espace de démonstration du dévouement	405
Illustration 20 - Lettre d'un dirigeant de Rincón Grande à la présidente du Parti de l'unité sociale-chrétienne (PUSC) (05.03.2003)	431
Illustration 21- Habillement de Rolando et Yolanda (au quartier/à la municipalité)	443
Illustration 22 - Lettre demandant l'expulsion d'une famille de San Jacinto	495
Illustration 23 - Lettre demandant la réaffectation de José Luis comme inspecteur du nettoyage de Rincón Grande	495
Illustration 24 - Lettre demandant du matériel pour le Comité de nettoyage de San Jacinto	496
Illustration 25 - Lettre demandant de l'aide pour l'organisation d'une fête de Noël pour les enfants du secteur Ouest de San Jacinto	496

Table des matières

Résumé	3
Remerciements	4
Sommaire	5
Liste des sigles et acronymes	8
Introduction générale	11
Chapitre 1 - D'une « société de classe moyenne » à la « lutte contre la pauvreté ».	
Les transformations des conceptions savantes de la question sociale au Costa Rica	83
Section A - Controverses historiques autour de l'émergence de la question sociale au Costa Rica	85
1. De l'émergence à l'apogée de la « classe ouvrière » : la relecture de l'histoire costaricienne à la lumière de la lutte des classes	87
1.1. La passivité des dominés, lieu commun de l'analyse du système électoral sous l'ère libérale	88
1.2. Organisations populaires et mobilisations collectives : la lente émergence de la question sociale au Costa Rica	90
1.3. De la naissance du Parti communiste costaricien à la Guerre Civile de 1948 : l'apogée de « la classe ouvrière »	96
2. La politisation des classes populaires, thématique oubliée d'une historiographie aux perspectives renouvelées ?	107
2.1. Héritage colonial : émergence d'une culture commune	107
2.2. Libéralisation politique et politiques sociales : un régime libéral réformiste ?	109
2.2.1 Démocratisation électorale et clientélisme comme moyens de canalisation des demandes populaires	109
2.2.2 Éduquer, soigner, civiliser. Les premières politiques sociales comme mode de canalisation de la question sociale	112
2.2.3 La ligne hétérodoxe du PCCR, résultat du libéralisme réformiste ?	116
Section B - Le Costa Rica dans la période développementaliste (1950-1980) : un monde populaire démobilisé ?	120
1. De l'interventionnisme étatique comme mode de régulation de la question sociale	121
1.1. Le projet libérationniste : un programme réformiste pour le Costa Rica	122
1.2. De l'État gestionnaire à l'État entrepreneur : l'instauration d'un nouveau modèle de développement	125
1.3. Le développement des politiques sociales	127
1.4. Amélioration des conditions de vie et mobilité sociale	129
2. Du mouvement ouvrier au mouvement social pour le logement : la dépolitisation des classes populaires en question	131
2.1. La faiblesse du mouvement ouvrier sous l'ère développementaliste	132

2.2. « Développer les communautés ». Les relais communautaires de l'État développementaliste	134
2.3. De la politisation à la dépolitisation des revendications pour le logement. Transformation des classes populaires ou transformation des représentations dominantes du monde social ?	142
Section C - La pauvreté comme problème public : le renouveau de la question sociale au tournant du XXI ^e siècle	147
1. La transition au néo-libéralisme : une success story en demi-teinte	147
1.1. Crise de la dette et émergence d'un nouveau modèle de développement	147
1.2. Volatilité économique, inégalités et pauvreté : les limites de la success story costaricienne	152
1.3. Un système politique sous tension : abstention et reconfiguration partisane	155
2. La « lutte contre la pauvreté » comme nouvelle conceptualisation de la question sociale	159
2.1. Les sciences sociales et la question sociale : du paradigme classiste à l'expertise en matière de « pauvreté »	161
2.2. De la pauvreté comme domaine expert	163
2.3. Les pauvres et la pauvreté comme principales catégories des politiques sociales néolibérales	169
Chapitre 2 - S'installer aux marges de la ville	183
Section A - De Rincón Grande de Pavas à Carpio : le Costa Rica par les marges	185
1. Rincón Grande de Pavas. Entre zones urbanisées et precarios : détour par un quartier hétérogène	186
2. La Carpio. À quelques kilomètres de San José, le plus grand precario costaricien	191
Section B - Des histoires urbaines au cœur de la crise (1986-1995)	196
1. Urbanisation de San José et logiques de relégation urbaine antérieures à 1980	196
2. De l'émergence du mouvement social du logement à la naissance de Rincón Grande (1970-1980)	198
2.1. Crise économique et émergence du mouvement social de l'habitat	198
2.2. Ressorts de politisation de la question de l'habitat	199
2.3. Rincón Grande, un quartier né de la crise des années 1980	204
3. Carpio et San Jacinto de Rincón Grande : nouveaux precarios et prolongement de la problématique du logement au Costa Rica	211
3.1. Rincón Grande durant les années 1990 : de San Jacinto à la Cueva de San Jacinto	212
3.2. La ciudadela de La Carpio (1993): création du plus grand precario de l'aire métropolitaine	218
Section C - Saisir les dynamiques de désaffiliation dans deux barrios urbano-marginales du Costa Rica (1995-2014)	222
1. Quelques marqueurs de la précarité sociale au quartier	223
2. La fragilité des relations de solidarité comme ressort de la désaffiliation sociale	228

Chapitre 3 - Stigmatisation et modes de gestion du stigmate au quartier	237
Section A - Des barrios urbano-marginales objets d'une stigmatisation multi-dimensionnelle	239
1. Désordre et saleté : la dénonciation de pathologies sociales comme ressort de stigmatisation	239
2. Les barrios urbano-marginales comme territoires de la criminalité	244
2.1. La délinquance au cœur des représentations : entre chapulínes, pandillas et crainte des maras	244
2.2. De la criminalisation des habitants et des modes d'action collectifs non routiniers	252
3. Des quartiers d'immigrés ? De l'ethnisation de la question sociale	259
4. Une « mentalité de pauvres gens » : du pauvre apathique à l'opportuniste	264
Section B - Négocier une image de soi acceptable : la difficile gestion du stigmate dans les barrios urbano-marginales	267
1. La difficile acceptation d'un statut social dévalorisé	268
2. Dissimulation du stigmate : gérer le risque du discrédit	272
2.1. De la dissimulation comme mode d'évitement de la stigmatisation	273
2.2. Gérer son image : l'ambition du conformisme vestimentaire	275
3. Face au discrédit : négocier une image positive de soi	277
3.1. Reporter la responsabilité du discrédit : l'exemple de la scolarisation	277
3.2. « Être une bonne mère » ou comment négocier une identité parentale valorisante	279
3.3. « J'ai changé ma vie pour eux » : la repentance comme registre d'atténuation du stigmate	282
4. De la distinction comme mode d'atténuation du stigmate	283
4.1. Faire valoir sa singularité : promotion sociale et ambition de la distinction	283
4.2. Etablis versus outsiders : infra-hiérarchies au quartier et report du discrédit	286
4.3. À la recherche de l'infériorité : la difficile ambition de la supériorité des plus précaires	289
Chapitre 4 - S'engager pour « sa communauté » à Carpio et à Rincón Grande de Pavas	295
Section A - Devenir dirigeant : dispositions et condition de possibilité d'un engagement localisé	296
1. Des ressources inégalement réparties	296
2. S'engager activement dans les associations de quartier	305
2.1. Présence au quartier et disponibilité biographique	305
2.2. Le rôle des ressources de proximité : réseaux de sociabilités familiales et de voisinage	309
2.3. Dans l'ombre d'un dirigeant : entre apprentissage du rôle et cantonnement dans les tâches peu valorisées	314
3. De membre actif à dirigeant de quartier : une carrière classique d'engagement au quartier	318
4. Les ressources extérieures aux organisations de quartier comme accélérateur de carrière	326
Section B - Les ressorts d'un maintien dans l'engagement	331
1. Endosser le rôle de porte-parole : développer ses ressources relationnelles hors du quartier	332
1.1. Former, informer, diagnostiquer: séminaires et formations pour les dirigeants	333

1.2. Les campagnes électorales : côtoyer les réseaux partisans	336
2. Sociabilités, sentiment de reconnaissance et rétributions : les raisons d'un engagement durable	338
2.1. L'insertion croissante dans des réseaux de sociabilité au quartier	338
2.1.1 L'insertion dans un groupe de pairs	338
2.1.2 Nouer et maintenir des relations de sociabilité avec son voisinage	341
2.2. Se sentir utile et reconnu au quartier	343
2.2.1 Maîtriser les codes et aimer parler en public	343
2.2.2 « Être utile pour la communauté »	347
2.2.3 L'enjeu de la reconnaissance au quartier	348
2.2.4 Quand la reconnaissance vient de l'extérieur	349
2.3. Les rétributions de l'engagement	350
2.3.1 La reconnaissance du statut de porte-parole	350
2.3.2 Vivre de son engagement ? Petits contrats, rémunérations occasionnelles et autres rétributions de l'engagement comme moyens de subsistance	352
3. De l'attachement au quartier à la défense des habitants du quartier	357
3.1. « Je veux continuer à vivre dans cette communauté. Je n'en partirai jamais » : les formes de l'attachement au quartier	357
3.2. Revendiquer des valeurs morales compensatrices collectives	360
3.3. Endosser le rôle de défenseur. Dénoncer des responsables extérieurs à la communauté	363
Chapitre 5 - Leadership au quartier : les ressorts d'une légitimation fragile	371
Section A - Fragilité et réversibilité des relations au quartier : logiques de la distribution et de la réception des faveurs	374
1. Une intermédiation au service du premier cercle : formation et maintien de relations fortes	375
2. Formation et conservation de liens faibles : du don et de ses appréciations divergentes	380
Section B - Incarner le 'bon dirigeant' : Modes d'action et registres de légitimation au quartier	384
1. Se légitimer par l'action : logiques d'action et mise en scène de l'efficacité au local	384
1.1. « Le logement... c'est une lutte épuisante » : les paradoxes d'un engagement aux résultats incertains	385
1.1.1 D'une négociation à l'autre : les aléas de la recherche de solutions en matière d'habitat	386
1.1.2 Rendre des comptes au quartier	388
1.1.3 Jouer les street-level bureaucrates en matière de logement	391
1.2. Faire et continuer à faire au-delà de l'habitat	394
1.2.1 Obtenir des aides, obtenir des bourses. Négocier l'accès aux programmes sociaux	394
1.2.2 Obtenir des infrastructures et des équipements urbains pour le quartier	399
1.2.3 Se mobiliser lors d'événements dramatiques	402
2. « Être utile à son prochain ». Dévouement et morale du désintéressement au quartier	404

2.1. « Ici, il faut vraiment beaucoup, beaucoup travailler pour les enfants » _____	404
2.2. Engagement pour autrui et attentes de reconnaissance _____	408
3. Se battre pour sa communauté. Incarner la combativité au quartier _____	410
Section C - Accéder à des ressources hors du quartier. Des logiques d'intermédiation plurielles _____	413
1. Entre le gouvernement et le quartier. Trajectoire d'un intermédiaire privilégié _____	413
1.1. Une trajectoire au cœur du réseau du Parti libération nationale _____	413
1.2. Du PLN au quartier : construire son leadership local _____	414
2. Entre la municipalité et le quartier : les relais municipaux en action _____	418
3. Diversifier ses ressources pour conserver son leadership _____	421
3.1. Yolanda et José Luis, des trajectoires l'ombre de Claudio - 2004-2008 _____	421
3.2. Diversifier ses ressources pour conserver son leadership au local - 2009-2014 _____	423
Chapitre 6 - Du quartier à la politique instituée : un engagement par les marges _____	431
Section A - Incarner le « dirigeant responsable » : les premiers pas des dirigeants face aux acteurs administratifs et au personnel politique _____	435
1. Jouer la discipline dans la sphère politico-administrative _____	435
2. Des difficultés de tenir son rôle au quartier : tensions et différenciation sociales liées à l'engagement _____	439
Section B - Défendre sa communauté. Revendiquer dans le parti et au-delà _____	445
1. Adopter une posture revendicative : détour par les répertoires et les registres d'action _____	447
1.1. « Manifester pour être écoutés » _____	447
1.2. Du quartier au parlement : diversifier ses soutiens politiques _____	453
1.3. Faire campagne à la marge du parti _____	455
1.3.1 Dirigeants de quartier versus leader national : faire peser l'ancrage local dans la sphère politique _____	456
1.3.2 Mobiliser... ou démobiliser : usages ambivalents du répertoire de campagne _____	458
1.3.3 Se différencier pour exister dans la sphère politique _____	459
2. Les ressorts d'un engagement distancié à la sphère politique instituée _____	462
2.1. La « communauté » en campagne : mobiliser à distance des institutions partisans _____	462
2.1.1 Ambivalences et réversibilité des relations de loyauté et des allégeances partisans au quartier _____	463
2.1.2 Faire campagne à distance du parti : une appropriation collective de la conjoncture électorale _____	467
2.2. Un encadrement partisan lâche comme ressort d'un engagement distancié _____	472
2.2.1 De la difficile valorisation des ressources populaires dans les réseaux militants _____	472
2.2.2 Le cas du PLN à Rincón Grande : la faiblesse des dispositifs de socialisation partisane _____	474
2.2.3 Agents électoraux en campagne : le fragile encadrement partisan des habitants des quartiers populaires _____	478

Section C - Du quartier à la sphère politique instituée : des carrières politiques improbables	489
1. S'éloigner du quartier : le relâchement des liens avec la base	489
2. Détachement du quartier et continuation de l'engagement : les ressorts d'un élargissement de la représentativité des dirigeants	493
Conclusion	505
Bibliographie	513
Annexes	537
Liste des tableaux, encadrés et illustrations	578
Table des matières	581